



BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

DOCUMENTS HISTORIQUES INÉDITS ET ORIGINAUX

XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

CINQUIÈME ANNÉE



« Et quant au premier point sur la réformation que j'ay commencée et que j'ay delibéré continuer par la grâce de Dieu..., ie l'ay apprinse par la Bible que ie lis plus que les docteurs..., et n'ay point entrepris de planter nouvelle religion en mes pais, sinon y restaurer les ruines de l'ancienne... Je ne fay rien par force... Dieu me monstre des exemples... »

Jeanne d'Albret, Reine de Navarre au cardinal d'Armagnac.

(Lettre du 18 d'aoust 1563.)

Vos pères, où sont-ils ?
(ZACHARIE, I, 5.)

« Je trouverois bon, qu'en chascune ville, il y eust personnes députées pour escrire fidèlement les actes qui ont esté fait durant ces troubles: et par tel moyen, la vérité pourroit estre réduite en un volume, et pour ceste cause, Je m'en vay commencer à l'en faire un bien petit narré, non pas du tout, mais d'une partie du commencement del'Eglise réformée. »

Bernard Palissy.

Recepte véritable, etc., La Rochelle. 1563, page 103.)

PARIS

AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ

30, RUE SAINTE-ANNE

1857

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ TABLE DES MATIÈRES DE L'HISTOIRE

137	Assemblée générale de la Société en 1887. Allocution du Président.
138	Rapport du Trésorier.
139	Assemblée du District d'Uxès.
140	en 1780.
141	— Le premier martyr de ces assemblées en 1686: F. Testier.
142	— Les premiers martyrs de ces assemblées.
143	— Prières pour le roi.
144	— Prière du jour et disant pour le jour de la Réformation.
145	— Avant la Réformation. La Déclaration.
146	— Avis aux Lecteurs.
147	Bibliographie.
148	— Quelques d'un huguenot de 1683 sur les événements contemporains.
149	— Préface au lecteur chrétien.
150	I. Sur les règnes de Henri I.
151	II. Sur l'édit de juillet 1561.
152	III. Sur l'édit de janvier.
153	IV. Sur le carnage de Vassy.
154	V. Sur l'association et le serment.
155	VI. Sur la prise de Béarn.
156	VII. Sur la bataille de Jureux.
157	VIII. Sur la paix.
158	— Charles IX a-t-il tiré sur les huguenots? La question.
159	— Existence de la question.
160	— Conversion (1710) compte en méthode facile pour se préparer.
161	— Conversion de R. P. Christophe Fournier.
162	— Conversion et événement d'un certain moment à Anvers (1710).
163	— Conversion (1710) conversion par douches. Allocation d'une demoiselle.
164	— Anne de Bouché treuve en double, sans le voir.
165	— Correspondance des Eglises du Béarn et de diverses provinces. Haut.
166	— Pologne, France, Haut-Canguchois, Paysans, Sautoung, Dan.
167	— pin, Hantes-Cevennes, etc. de 1700-1710.
168	— Reconstitution de l'histoire par la géographie.
169	— Deux documents pour servir à l'histoire du protestantisme à Montau.
170	— Conversion de 1687.
171	— Huguenades, conversions, assemblées à Crest en Dauphiné (1687-88).
172	— Les huguenades à Paris.



768270

BX

94.50

S64

année 5-6

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Abjuration (L') de Henri IV et le parti huguenot. (<i>Suite.</i>) . . .	26,274,398
Académies protestantes. (<i>Suite.</i>) L'Académie de Die, et quelques-uns des professeurs qui y ont enseigné.	479,298
Androuet du Cerceau (Les) et leur maison du Pré aux Clercs	323
Appel aux consistoires : moyen de seconder activement les travaux de la Société.	255
Assemblée générale de la Société en 1857. Allocution du Président. .	533
— Rapport du Trésorier	577
Assemblées du Désert. — Une assemblée dans le district d'Uzès, en 1750	210
— Le premier martyr de ces assemblées, en 1686 : F. Teissier, vi- guier de Durfort	214
— Prières pour le roi	219
— Prière qu'on y disait pour le prince d'Orange	405
Avant la Réformation. La Déploration de l'Eglise, par Jean Bouchet. .	266
Avis aux Lecteurs	4
Battue (Une) aux huguenots en Poitou et en Bretagne au XVIII ^e siècle. .	407
Bibliographie	415,232,357,469
Cantiques d'un huguenot de 1563, sur les événements contemporains. .	382
Préface au lecteur chrestien.	382,390,394
I. Sur les règnes de Henri II et François II.	395
II. Sur l'édit de juillet 1564.	505
III. Sur l'édit de janvier.	509
IV. Sur le carnage de Vassy	511
V. Sur l'association et prise d'armes.	513
VI. Sur la prise de Bourges	517
VII. Sur la bataille de Dreux	518
VIII. Sur la paix	520
Capitaine Dussion (Le) et les défenseurs du pays de Foix, ses compa- gnons	78
Charles IX a-t-il tiré sur les huguenots? La fenêtre d'où il aurait tiré existait-elle en 1572? Examen de cette question	332
Confession (<i>La</i>) coupée, ou Méthode facile pour se préparer aux confessions, etc., de l'invention du R. P. Christophle Leuter- breuver	151
Conversion et enlèvement d'un enfant mineur à Anduze (1740). . . .	64
Conversion (Une) bretonne par duplicata. Abjuration d'une demoiselle Anne de Burcel reçue en double, <i>sauf e. ou o.</i>	522
Correspondance des Eglises du Béarn et de diverses provinces, Haut- Poitou, Provence, Haut-Languedoc, Vivarais, Saintonge, Dau- phiné, Hautes-Cévennes, etc., de 1763 à 1776.	259
Déploration de l'Eglise, par Jean Bouchet	266
Deux documents pour servir à l'histoire du protestantisme à Montau- ban et à Toulouse en 1683	258
Dragonnades, conversions, assemblées à Crest en Dauphiné (1693-94). .	6
Dragonnade à Paris	49

Errata et avis	43, 434
Espérance, Foy et Charité. Chanson spirituelle du XVI ^e siècle	440
Etat de nouveaux convertis non convertis et de mariages clandestins, dressé par l'évêque de Gap et annoté par M. de Maillebois, gouverneur du Dauphiné.	345
Etat civil des protestants. L'édit de Louis XVI. Discours du conseiller Robert de St-Vincent au parlement de Paris, le 9 février 1787	423
Exécution de femmes vaudoises en Franche-Comté, vers 1554	429
Exhortation (L') de Basnage aux réformés de France, et réponse de ceux-ci (1749)	53
— La seconde édition de 1746, sous le titre d' <i>Instruction pastorale</i> . Son histoire secrète et authentique, d'après les Archives de Montpellier	492, 264
Extraits des protocoles de l'Eglise réformée française de Bâle.	524
1 ^o Deux réfugiés de Charenton	525
2 ^o Mort du pasteur Pierre Roques.	<i>ibid.</i>
3 ^o Un complice du ministre du Désert Rochette.	528
Extraits des registres, d'un notaire protestant réfugié à la Révocation.	430
Famille (La) Courcillon de Dangeau	72
— Androuet du Cerceau	323
FRANCE PROTESTANTE (La), de MM. Haag.	424
— Liste des articles contenus dans la 1 ^{re} partie du tome VI.	424
— — — — — dans la 2 ^e partie.	250
Fruits (Les) du concile de Trente. Lettres du cardinal de Lorraine et du roi Charles IX, déclarant la réformation <i>nécessaire, séri- rieuse</i> et sainte (1562-1563)	44
Galériens protestants.	74
Gentilhomme protestant (Un) en Saintonge, au XVIII ^e siècle	9
Granges (Les) du Béarn en 1778, d'après des lettres inédites de Court de Gébelin	412
Jacques Saurin prêché à Notre-Dame de Paris par le R. P. Pacaud, au XVIII ^e siècle	70
LETTRES-DOCUMENTS. Lettres consolatoires de divers à Madame de Soubise. (<i>Suite</i>).	48, 441
De M. de Spina (Jean de l'Espine), p. 48; — du même, p. 20; — de M. Fumée, p. 24; — du même, p. 24; — de M. Cl. Dumoulin, p. 441; — de maître Anthoine Voyant, p. 445; — de M. Gauthier, bailli de Soubise, p. 446.	
— de La Faye à Théod. de Bèze.	26
— de Théod. de Bèze aux frères de Zurich	28
— de John Quick au consistoire de l'Eglise réformée de Londres.	43
— de G. Lambinon.	49
— de D'Artagnan à Samuel Bernard	50
— des pasteurs du Désert, en réponse à l'exhortation de Basnage.	54
— d'un galérien protestant du Béarn.	71
— de M. Ribotte et du pasteur Petitpierre à J.-J. Rousseau.	434
— de Jeanne d'Albret.	447
— de Diodati à Sully, sur la mort de Th. de Bèze.	460
— de l'évêque de Saint-Malo à celui de la Rochelle.	490
— de Ph. Vincent à André Rivet	293
— de Paul Rabaut aux réformés de Nîmes	249
— de Court de Gébelin au grand aumônier de France.	416
— du même, à M. Bertin.	428
— de Pyramus de Candolle aux syndics de Genève.	446

Liste de nouveaux convertis recommandés par l'évêque de Rodez à messieurs du temporel et des moyens (1785-87).	213
Livres imprimés à Genève au XVI ^e et au XVII ^e siècles, sous cette rubrique : <i>Coloniæ Allobrogum</i> ou <i>Cologne</i> .	443
Madame Catherine, duchesse de Bar, sœur de Henri IV.	448, 283
1 ^o Actes consistoriaux de l'Eglise recueillie en sa maison, et extraits corrélatifs du Journal de L'Estoile.	449
2 ^o Chronique de l'Eglise recueillie en sa maison, et extraits corrélatifs de l'autobiographie de P. Du Moulin.	284
3 ^o Protestation faite à Nancy, le 4 ^{er} décembre 1599, à la suite d'une conférence entre les ministre Couet et de la Touche, et les capucins Commelet et Saint-Esprit.	290
4 ^o Sonnet sur ladite conférence.	292
Mort de Théodore de Bèze.	460
Origine (L') des indulgences, et le fameux livre de la Taxe de la chancellerie romaine.	544
Plaintes des fidèles persécutés, mais qui marquent leur résignation à la Providence divine. Stances de 1686.	343
Préludes de la révocation de l'Edit de Nantes. Remarquable exemple de fermeté chrétienne chez une jeune protestante de 17 ans.	489
— La déclaration de juin 1680 contre les malades. Arrêt du parlement du 20 février 1682.	307
Prière des protestants au Désert, pour appeler la protection divine sur le prince d'Orange.	405
Protestantisme (Le) sous la croix dans la Flandre française, sous la domination espagnole. Coup d'œil sur l'histoire de l'Eglise réformée de Lille.	558
Rapport du lieutenant général de Montpellier contre Pierre Fenoillet, évêque de Montpellier (1637-44).	33
Registres d'état civil des protestants de Montpellier, de 1560 à 1792.	429
Relation véritable des circonstances de l'exécution du sieur Fr. Teissier, viguier de Durfort, dans les Cévennes, faite par le prêtre missionnaire qui l'assista à la mort.	245
Remontrances de ceux de la religion au roy (1593).	398
Requête présentée au roy de Navarre par ceux de la religion (1593).	275
Requête des sous-fermiers du domaine au roy, pour demander que les billets de confession soient assujettis au contrôle.	450
Rétablissement du culte réformé à Oberseebach et Schleithal, en basse Alsace, par arrêt du 11 décembre 1780.	225, 340
Samuel Bernard, le financier protestant, dragonné nonobstant conversion en règle.	49
Sépulture dite des protestants, à Saint-Ouen, près Paris. Famille de la Hamay de Saint-Ange.	42
Siège (Le) de la Rochelle et ses suites. Détails tirés d'une correspondance inédite du pasteur Philippe Vincent.	292
Situation des Eglises réformées de France aux approches de la Révolution (1683).	42
Stances sur la mort de Samuel Durand, pasteur de l'Eglise de Paris (1626).	34
Statistique des Eglises du Béarn vers le milieu du XVII ^e siècle.	4
Temples (Les deux) de l'Eglise réformée de Paris sous l'Edit de Nantes. (<i>Suite.</i>)	462
II. Le temple de Charenton. 3 ^o Depuis l'incendie du premier temple (1621) jusqu'à la mort de Louis XIII (1642).	<i>ibid.</i>

Vue lointaine du premier temple, d'après le plan de Paris à vol d'oiseau, de 4615	467
Description du second temple, bâti en 4624.	469
Vue de l'édifice et iconographie	474
Coupe transversale et perspective, d'après Sébastien Leclerc et Marot.	477
Coupe longitudinale et plan au niveau du sol, d'après Marot	478
Tournée de M. J.-P. Hugues en Hollande et en Belgique, pour faire connaître l'œuvre historique et rechercher des documents	363
Les Eglises wallonnes et leur organisation.	<i>ibid.</i>
Rotterdam. Descendants de réfugiés.	364
Amsterdam.	475
La Haye.	482
Leyde	488
Harlem.	492
Utrecht.	496
Dordrecht.	499
Bruxelles	504
Anvers	505
Us et coutumes (Les) du roi très chrestien à l'époque de la Réformation. Une Cécile La Viefville exerçant la charge royale de reine des ribaudes accompagnant la cour de François I ^{er}	379
Vers latins écrits par Chabottes de Chandieu, sur son exemplaire du <i>Mystère d'iniquité</i> de Du Plessis-Mornay	403

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CINQUIÈME ANNÉE.

Nous ne saurions inaugurer ce cinquième volume par une communication plus opportune que la suivante. La proposition de notre zélé correspondant est de notre part d'autant mieux venue, qu'elle répond essentiellement au but de ce recueil. L'appel qu'il adresse aux travailleurs, nous le leur avons souvent réitéré, et nous le renouvelons ici avec instances. Qu'ils mettent donc de plus en plus en pratique le précepte que M. Vaurigaud confirme par son exemple : *Il se faut entr'aider...*

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS. —
RÉPONSES A DES DEMANDES DE RECHERCHES ET NOUVEAUX APPELS. — AVIS
DIVERS, ETC.

Statistique des Eglises du Méarn vers le milieu du XVII^e siècle.

*A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.*

Nantes, le 10 mai 1856.

Monsieur le Président,

Depuis quatre années qu'il existe, le *Bulletin* a déjà produit des fruits très réels, sur lesquels ne se sont pas mépris nos adversaires eux-mêmes, plus clairvoyants en cela que plusieurs de nos coreligionnaires. En dehors de notre public spécial, on commence à s'occuper avec un sérieux intérêt de notre littérature et de notre histoire.

Le *Bulletin* peut revendiquer sa bonne part dans ce réveil de l'attention en faveur du protestantisme. Parmi nous, l'intelligence, le goût des études historiques se sont ranimés; des recherches persévérantes ont été faites,

des documents de famille sauvés de l'oubli, les bibliothèques visitées, les archives municipales et celles des greffes interrogées.

Mais cette impulsion doit être entretenue, dirigée et fécondée. Pour cela, que faudrait-il ? Un centre qui permit aux travailleurs de se connaître les uns les autres et les travaux qu'ils ont entrepris, et qui recueillit les indications de pièces, titres, documents, etc., se rapportant à ces travaux.

Le *Bulletin* n'est-il pas d'avance indiqué pour cette œuvre ? N'a-t-il pas tout ce qu'il faut pour relier entre eux les travailleurs des départements ? Ne serait-il pas possible qu'une partie de ses pages fût consacrée à ce but ?

A l'appui de cette proposition, j'ai l'honneur de vous adresser un document statistique sur les Eglises du Béarn, et assez important pour l'histoire ecclésiastique de cette province. Ce document fut produit en réponse à l'affirmation du parlement de Pau, que les protestants étaient si peu nombreux dans la province, qu'il n'y avait pas lieu d'y établir une chambre mi-partie. C'est l'ordinaire tactique. S'agit-il de droits à reconnaître aux protestants, ils sont une minorité imperceptible. S'agit-il de conversions opérées parmi eux par le zèle des intendants et par celui des évêques, c'est par milliers qu'on les compte... On le vit bien en Béarn.

Voici donc cette pièce instructive.

Veuillez agréer, etc.

B. VAURIGAUD.

Le rôle ci-après est extrait d'un Mémoire qui a pour titre : *Mémoire de quelques pièces produites dans le troisième sac des sujets de S. M. de la R. P. R. de la province de Béarn, contre le parlement de Pau*. Il fait partie d'un volume qui contient plusieurs pièces relatives à la province de Béarn, lequel volume est intitulé : « Recueil de pièces diverses, » et il est sans indication de date, de lieu ni de nom d'imprimeur.

Rôle des familles qui sont, en Béarn, de la R. P. R., dans les six parties qui composent ladite province ; à sçavoir : Nay, Vicilh, Pau, Oloron, Orthès et Saubeterre, outre les familles qui ont esté oubliées et celles qui ne contribuent point au payement des gages des ministres.

I^{er}. Le Colloque de Nay, qui est à une des extrémités de la province, du côté de Bigorre, a quatre cent soixante et deux familles, huit temples, quatre ministres et cinq Eglises recueillies, à sçavoir, Pontac, Beuste, Nay, Arros et Assat, outre d'autres qui ont esté jointes à celles-cy, esquelles on peut prêcher, pourveu qu'il y ait dix chefs de famille, suivant l'arrest contradictoire du conseil du 29 janvier 1644, celui du 17 aoust audit an, et lettre de cachet du 20 octobre ensuivant. Toutes lesdites pièces vérifiées et registrées audit parlement.

Pontac, avec Barsun, a 496 chefs de famille, à sçavoir, 493 en ladite

ville de Pontac, et 3 à Barsun, village circonvoisin.	496 familles.
Beuste et quelques villages voisins, 53 familles, savoir,	
Beuste, 38 familles, et les 15 restantes aux villages voisins.	53
Nay, 409 familles.	409
Arros, Saint-Abit et quelques villages voisins ont 37 fa-	
milles de ladite religion, à sçavoir, Arros, 21; Saint-Abit, 10,	
et les autres auxdits villages.	37
Assat, Boeil, Bordes, Besin et Angais ont 67 familles, à	
sçavoir, Assat, 22; Boeilh, 21; Bordes, 12; Besin, 9, et An-	
gais, 3.	67
	462 familles.

II^e. Le Colloque de Vicilh, qui est à côté de celui de Nay, vers l'Armagnac, a trois cent quarante-cinq familles, sept temples, quatre ministres et quatre Eglises recueillies, à sçavoir, Garlin, Conchès, Lembege et Theze, outre celles qui y ont été jointes.

Garlin, Moncla, Castelpugon et Taron ont 200 familles, à sçavoir, Garlin,	
129; Moncla, 31; Castelpugon, 33, et Taron, 7	200 familles.
Conchès et quelques villages voisins ont 58 familles, à	
sçavoir, Conchès, 34, et les autres dans lesdits villages.	58
Lambege et quelques villages voisins ont 57 familles, à	
sçavoir, Lambege, 49, et les autres dans lesdits villages.	57
Theze et quelques villages voisins ont 30 familles, à sçavoir,	
Theze, 40, et les autres dans lesdits villages.	30
	345 familles.

III^e. Le Colloque de Pau, qui est au milieu de la province, a trois cent quatre-vingt-quinze familles, quatre temples, deux ministres, et quatre Eglises recueillies, à sçavoir, Pau, Morlaas, Laseube et Lascar, outre celles qui y ont esté jointes.

Pau a 305 familles	305 familles.
Morlaas a 52 familles	52
La Seube et quelques villages voisins ont 26 familles, à	
sçavoir, La Seube, 46 familles, où il y a 73 personnes, et	
parmi icelles 46 communicants; les 10 familles restantes sont	
dans les autres villages	26
Lascar et Saint-Faust, 42 familles, à sçavoir, à Lascar, 40,	
et 2 à Saint-Faust	42
	396 familles.

IV^e. Le Colloque d'Oloron, qui est sur la frontière d'Espagne, a quatre

cent soixante-neuf familles, onze temples, sept ministres et huit Eglises recueillies, à sçavoir, Oloron, Arudi, Issor, Osse, Luc, Mouneinh, Navarrenx et Castelnau, outre celles qui y ont esté jointes.

Oloron a 443 familles	443 familles.
Arudi et quelques villages voisins ont 48 familles, à sçavoir, Arudi, 34, et les autres dans lesdits villages.	48
Issor a 28 familles	28
Osse en Asse a 75 familles.	75
Luc, Preschac et Jousbat ont 28 familles, à sçavoir, Luc, 13; Preschac, 41, et 4 à Jousbat.	28
Mouneinh a 49 familles résidentes et domiciliées, outre 5 autres qui y vont faire leur exercice.	24
Navarrenx, Jasses et Méritain ont 84 familles, à sçavoir, Navarrenx, 48; Jasses, 46, et 4 qui y vont faire leur exercice; et Méritain, 43.	84
Castelnau et Sus ont 39 familles, à sçavoir, Castelnau, 35, et Sus, 4. Il y a, outre celles-là, 3 autres familles dans les rolles dudit Colloque d'Oloron.	39

469 familles.

V^e. Le Colloque d'Orthès, qui est à l'autre extrémité de la province, a deux mille quatre cent soixante-sept familles, trente-trois temples, onze ministres et quatorze Eglises recueillies, à sçavoir, Gouze, Lagor, Viellesegure, Castillon, Orthès, Castetis, Massac, Loubiong, Sainte-Suzanne, Orthès, Baigts, Belloc, Berenx et Pardies, outre celles qui y ont esté jointes.

Gouze et les villages voisins, Mont, Lendresse, Arance et Lac, ont 499 familles, à sçavoir, Gouze, 42; Mont, 58; Lendresse, 33; Arance, 58, et Lac, 8 499 familles.

Lagor et La Forcade ont 447 familles, à sçavoir, Lagor, 422, et La Forcade, 25 447

Viellesegure et Saubelade ont 50 familles, à sçavoir, Viellesegure, 39, et Saubelade, 41. 50

Castillon, Doazon, Urdès, Morlane et Baumort ont 67 familles, à sçavoir, Castillon, 36; Doazon, 40; Urdès, 42; Morlane, 7; Baumort, 2. 67

Arthès, Mesplède et Marcerin ont 467 familles, à sçavoir, Arthès, 443; Mesplède, 43, et Marcerin, 9. 467

Castetis a 27 familles. 27

Maslac, Biron et Sarporenx ont 496 familles, à sçavoir, Maslac, 124; Biron, 37; Sarporenx, 35. 496

Loubieng, Lâà et Castetné ont 79 familles, à sçavoir,

Loubieng, 35; Làà, 20, et Castetné, 24.	79
Sainte-Suzanne, Ozenx, Monestruc et Lanepla ont 153 familles, à sçavoir, Sainte-Suzanne, 89; Ozenx, 28; Monestruc, 17, et Lanepla, 18.	153
Orthès, Depart, Sales et Castetarbes, 723 familles, à sçavoir, Orthès, 538; Depart, 99; Castetarbes, 78; Sales, 8.	723
Baigts et Saint-Boen, 130 familles, à sçavoir, Baigts, 77, et Saint-Boen, 52.	130
Belloc et quelques villages voisins, 300 familles, à sçavoir, Belloc, 283, et les autres dans lesdits villages.	300
Berenx et Salles Mongiscord, 422 familles, à sçavoir, Berenx, 94, et Salles, 28.	122
Pardies et Mourenx, 403 familles, à sçavoir, Pardies, 86, et Mourenx, 47.	103
Il y a en outre celles-là 4 autres familles dans les rolles dudit Colloque d'Orthès.	4

2,467 familles.

VI^e. Le Colloque de Sauveterre, qui est à l'autre extrémité de la province, vers le païs des Basques, a deux mille deux cent soixante-seize familles, vingt-trois temples, onze ministres et onze Eglises recueillies, à sçavoir, Buneinh, Orion, Sallies, Sauveterre, Oras, La Bastide, Saint-Gladée, Aravinson, Charre, Carresse, et l'Eglise P. réformée de Navarre, outre celles qui ont été jointes.

Buneinh, Audaux, Castelbon, Ossens, Norp et Làà sont 101 familles, à sçavoir, Buneinh, 42; Audoux, 23; Castelbon, 13; Ossens, 10; Lààs, 5; Narp, 8. 401 familles.

Orion avec Audrein, Aurriule, Lespiteau et Pongeranne, 463 familles, à sçavoir, Orion, 47; Audrein, 47; Aurriule, 48, Lespiteau, 29, et Borgeronne, 22. 463

Sallies a 806 familles. 806

Sauveterre et Sunorte ont 498 familles, à sçavoir, Sauveterre, 479, et Sunorte, 49 498

Oras, Aspis, Athos et Abitain, 457 familles, à sçavoir, Oras, 62; Aspis, 24; Athos, 34, et Abitain, 40. 457

La Bastide, avec Saint-Dos, Scos et Nezgoïn, 496 familles, à sçavoir, La Bastide, 449; Saint-Dos, 47; Scos, 22, et Nezgoïn, 8. 496

Saint-Gladée, avec Arrive, Parenties, Guinarte, Bidiren, Authevielle, Muneinh, Camen, Barrante, et quelques autres petits villages, 202 familles, à sçavoir, Saint-Gladée, 30;

Arrive, 47; Parenties, 45; Guinarte, 24; Bidiren, 44; Authevielle, 40; Muneinh, 44; Camen, 20; Barrante, 34, et les autres dans les autres petits villages. 202

Aravinson, avec Viellenave, Araux et Monhort, 442 familles, à sçavoir, Aravinson, 47; Viellenave, 30; Araux, 22; Monhort, 43. 142

Charre, Rivehaute et Gestas, 89 familles, à sçavoir, Charre, 36; Rivehaute, 46, et Gestas, 7. 89

Carresse, avec Cassabé, Muë et Castelmé, 490 familles, à sçavoir, Carresse, 404; Cassabé, 49; Muë et Castelmé, 40. 490

L'Eglise P. réformée de Navarre, à sçavoir, Saint-Palais, et quelques autres lieux voisins, ont 32 familles. 32

2,276 familles.

Le Colloque de Nay a. 462 f.

Le Colloque de Vicvilh. 345

Celui de Pau. 393

Celui d'Oloron 469

Celui d'Orthès. 2,467

Celui de Sauveterre. 2,276

Monte à. 6,414 f.

Le nombre desdites familles revient à 6,414, outre celles qui ont été oubliées et celles qui ne contribuent pas au paiement des ministres.

Le nombre des temples est 86; celui des ministres, 39, y en ayant plusieurs qui sont décédez; celui des Eglises recueillies est 46.

Dragonnades, conversions, assemblées, à Crest, en Dauphiné. (1683-1691.)

M. le pasteur Basile, de Lunel, nous a communiqué l'extrait suivant :

M. Auguste Rigaud, auteur d'un recueil de « Fables, contes, poésies diverses » (2 vol. Paris, 1833), a trouvé, dans les papiers de sa famille, les notes suivantes, qu'il a insérées dans son livre (t. II, p. 273, sous ce titre :

*Extraits d'un ancien registre de la famille Rigaud, de Crest,
en Dauphiné (1).*

Le 26 décembre 1683. Les dragons sont arrivés à Crest. M. le comte

(1). Nous croyons devoir en rectifier l'orthographe.

de Tessé, commandant son régiment, logea chez moi. Le jour de dimanche, ils sont partis pour aller à Soul et à Bourdeaux, où il y eut rencontre, approchant Bourdeaux, où il s'en tua beaucoup de part et d'autre.

Dieu soit loué!

Le 27 décembre 1683. Jeudi à midi, les dragons sont arrivés à Crest, contre ceux de la R. P. R. On les a logés sur toutes les familles de ladite R.

Il y eut de logé chez moi, dans ma maison, M. le comte de Tessé, mestre de camp de son régiment de dragons. Il est parti de la maison le dimanche matin 30 décembre, pour aller à Soult et à Bourdeaux; là où il a fait rencontre des gens de Besodun et de Bourdeaux. Se sont battus contre les dragons, où il en a demeuré sur la place de part et d'autre une centaine ou environ.

Le lundi 8^e novembre 1683, est arrivée la compagnie des dragons de M. Sauvel, du régiment du chevalier de Tessé, à Hiure, où ils ont demeuré logés sur les habitans de ladite R. jusqu'au 1^{er} de mars 1684, qui est 112 jours.

Pour mémoire :

Le 1^{er} octobre 1685. Jeudi, à l'heure de midi, deux archers ont mis en prison Isabiau Gounon, ma femme, pour l'obliger à changer de religion, où il a demeuré jusqu'à huit heures du soir.

Le même jour j'ai fait l'abjuration de l'hérésie de Calvin, par devant M. l'intendant, et j'ai signé avec M. le comte de Vachères; et mon cousin, à Crest, ledit jour, chez M. de Pluvinel.

Le 4^e octobre 1685, j'ai conduit ma femme au couvent de Sainte-Ursule, à Crest, où elle a demeuré quatorze jours, pour l'obliger à changer de religion; ce qu'elle a fait dans ledit couvent, le 18 octobre 1685, avec ma fille Isabeau Rigaud, devant M. le chanoine Dupuy, de Crest; Sr Biguist et son fils sont présents et signés.

Le 6^e octobre, Michel Rigaud, mon fils, a été conduit en prison par quatre sergents du régiment de Vivone, pour l'obliger à changer de religion; ce qu'il a fait le même jour, par devant mons^r l'évêque de Valence, chez M. de Pluvinel, le gouverneur.

Le 16^e octobre 1685. Pierre Giraud, d'Eurre, mon valet, et Jean Miquaud, d'Eurre, aussi mon valet, ont changé de religion, reçus par M. le chanoine Dupuy, de Crest, ledit jour.

Le 8^e octobre 1687. Vendredi, on a donné la question, dans la tour de Crest, à deux jeunes garçons de Gigors et un de Monclar, pour estre accusés d'avoir esté au prêche, dans les montagnes de Gigors.

Le 9^e octobre 1687. Samedi, on a pendu une femme de Belfort, qu'on tenoit en prison à Crest, accusée d'avoir été à l'assemblée du prêche.

Le 11^e octobre 1687. Lundi, on sortit de la prison Sr Flots, serrurier, qu'on a conduit à Bourdeaux et pendu.

Le même jour on a mené et sorti de la prison un jeune garçon, fils d'une pauvre veuve du lieu de Crupies, qu'on a pendu le susdit jour, accusé d'avoir été à l'assemblée pour prêcher.

Le 7^e avril 1686. Michel Rigaud, mon fils, m'a quitté pour s'en aller à Lyon, et de là à Genève, pour fait de religion.

Le 12^e mai 1686. Isabiau Gounon, ma femme, m'a quitté pour aller à Lyon, et de là s'en est allée à Genève.

Le 29^e novembre 1688, jour de Saint-André. L'on a fait le feu de joie pour la prise de Felisbourg (Philipsbourg) par monseigneur le Dauphin, avec grande réjouissance.

Le 6^e février 1689. Le lieutenant de la compagnie de M. de Marianne, cavaliers logés en Alès, a été dans ma grange de Lisle, à l'heure de dix après midi, accompagné de six cavaliers et du sieur Lambert, châtelain dudit Alès, et de monsieur de Fagès, disant avoir été averti d'avoir assemblée de monde en ma dite grange, pour fait de religion, ce qui estoit faux.

Dieu me garde de faux témoins et de la main de la justice!

Sr Monnier, de Dieu-le-Fit, avec un homme qui est aveugle, de Bourdeaux, ont été pendus à Valence, pour cause du crime d'assemblée.

On a pendu deux hommes de Liaron, à Valence, dans le mois de février 1689, pour être accusés du même crime.

Dieu soit béni et loué en tout!

Le 9 octobre 1689. On a pendu deux hommes à Suse, un nommé Morales, et un garçon de Barset, accusés de prêcher et de s'estre assemblés.

Dieu soit loué!

Il a été six hommes de Suse condamnés aux galères, pour le crime d'avoir esté assemblés.

Le 6^e octobre on a assiégé Embrun.

Le 19 avril 1694. M. l'intendant a condamné vingt personnes à la mort, accusées d'assemblée, et deux à vie, qui sont M^{lle} Loutaud, de Salliers, et le Grangié, de Salliers, où ils s'étaient assemblés. Les vingt ont été pendus à Valence.

J'ai payé pour ma grange au territoire d'Eurre, pour contribution de dragons, qui ont demeuré à Eurre 112 jours. 305 l. 3 s.

J'ai payé pour la contribution que Eurre étoit en aide à Chabeuis, et a été pour les dragons 200 l. 7 s.

J'ai payé pour la contribution que ceux de la R. dite R. étoient aidés, pour les dragons, pour ma grange de Lisle, pour 3 mois 23

jours, finis au 1^{er} mars 1684 91 l. 4 s.

Plus, j'ai payé pour la contribution des dragons en aide, que le comte de Saoul, pour ma grange de Mansonet. 104 l. »

M. Auguste Rigaud fait suivre cet extrait de la note suivante :

C'est Jean Rigaud qui avait écrit ces notes sur un registre de famille.

Malgré ces dragonnades et ces prétendues abjurations, il est resté protestant, ainsi que sa femme et ses enfants.

Un gentilhomme protestant en Saintonge, au XVIII^e siècle.

Nous avons reçu de M. J. de Clervaux, de Saintes, communication de ces documents de famille, qui fournissent un curieux exemple de la manière dont on traitait les gentilshommes protestants au milieu du XVIII^e siècle.

A M. de Clervault de Saint-Christophe, en son château de l'Oumelière, paroisse d'Ange par Saint-Maixent (1).

A Poitiers, le 31 juillet 1752.

Monsieur,

Les dames religieuses de l'Union chrétienne me sont venues trouver dans l'absence de M. l'intendant, et m'ont exposé qu'elles avoient dans leur communauté mesdemoiselles vos deux nièces depuis les premiers jours de juin, qu'elles avoient eu l'honneur de vous écrire pour vous engager, Monsieur, à leur fournir les vêtements et hardes nécessaires, qu'elles manquoient généralement de tout et pour aussi leur payer les pensions sans avoir reçu réponse de votre part. Comme vous êtes leur oncle et leur curateur, que les ordres du Roy portent que leurs pensions seront payées par vous, Monsieur, je vous prie de mettre ordre promptement à ces deux articles. Je serais fâché de me trouver dans le cas de rendre, pour l'absence de M. l'intendant (2), quelques ordonnances contre vous, ce dont je ne pourrois cependant me dispenser si vous n'y pourvoies. J'espère que vous m'éviterez la peine que je m'en ferois et que vous ne laisserez pas manquer Mesdemoiselles vos nièces de tout le nécessaire, réduites à emprunter jusqu'à des chemises. Je profite avec empressement de cette occasion pour vous donner des marques du profond respect avec le quel j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur. BEAUREGARD, *sub*.

(1) M. Auguste de Clervaux, chev., seigr de L'Houmelière, de Saint-Christophe, de La Musse, etc.

(2) M. de Blossac, intendant du Poitou.

A M. de Clervaut de Saint-Christophe, à Saint-Maixent (1).

A Poitiers, ce 20 mars 1754.

J'ay écrit hier, Monsieur, pour la seconde fois à M. Rouillé (2) pour avoir la liberté de Mademoiselle de Châteauneuf (3), selon que vous m'en priés par votre dernière lettre. Mais heureusement vous n'attendrés pas longtemps, car je viens de recevoir la réponse à ma première lettre, et M. Rouillé m'envoye l'ordre du Roy pour la liberté de mademoiselle de Châteauneuf. Je l'adresse à M. Pierron pour le faire exécuter sur-le-champ. Je suis charmé de contribuer à combler vos vœux et ceux de mademoiselle de Châteauneuf, et je prends bien part à votre joye réciproque. J'ai à présent à vous avertir en amy de vous comporter l'un et l'autre de façon à ne laisser aucun doute sur votre religion. M. Rouillé me recommande très fort d'y veiller et de l'en instruire. Vous sentés que luy étant suspects l'un et l'autre, il ne faut que le raport de quelque malintentionné pour vous attirer de fâcheuses affaires, et qu'ainsi vous devés être plus exact même qu'un ancien catholique, soit à assister à l'église et aux instructions, à y envoyer vos domestiques, à éloigner de chés vous et prêches et prédicans, etc. Je vous donne cet avis par l'intérêt que je prends à votre tranquillité commune, parceque la moindre fausse démarche de votre part tireroit à conséquence. Allés, Monsieur, annoncer de ma part, je vous prie, cette bonne nouvelle à mademoiselle de Châteauneuf, et souvenés-vous l'un et l'autre du sincère et respectueux dévouement avec le quel j'ay l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

DE BLOSSAC.

A M. de Clervaux de Saint-Christophe, par Saint-Maixent (4).

A Poitiers, le 8 avril 1754.

Je reçois, Monsieur, une requeste du supérieur du collège de l'Oratoire de Niort, qui se plaint de n'avoir pas encore touché un sol des pensions de Messieurs de Clervaux vos neveux (5), depuis le mois de juin 1752 qu'ils sont dans ce Collège par ordre du Roy. Vous devez être informé, Monsieur,

(1) Louis-César de Clervaux, fils d'Auguste et d'Anne Adam.

(2) Il y a eu un *Pandin* qui a été seigr de Rouillé; je ne sais si ce M. Rouillé est de la même famille.

(3) *Marie Paulin*, fille de Pierre Pandin, seigneur du Peux et de Châteauneuf. Elle épousa, le 14 novembre 1753, Louis-César de Clervaux, chev., seigneur de Saint-Christophe, auquel elle porta la terre de Châteauneuf.

(4) Louis-César de Clervaux.

(5) Je crois que ce furent les enfants d'*Hercule* de Clervaux: — 1^o *Auguste*, seigr de Saint-Christophe-sur-Roc, de L'Houmelière et du Breucl-Corthays; 2^o *Josué*, chevalier de Malte; 3^o *Charles*, seigr de Pontabert, aussi chev^r de Malte, capitaine dans le régiment de Champagne, et plus tard, capitaine commandant le régiment d'Austrasie.

que ces sortes de pensions se payent toujours par quartier et d'avance. Comme c'est l'intention de M. Rouillé qu'il soit par vous pourvu exactement au paiement de celles de Messieurs de Clervaux sur les revenus de leurs biens, vous me ferez plaisir de ne pas diférer d'avantage à satisfaire sur cela le supérieur de ce Collège.

J'ai l'honneur d'estre avec un respectueux attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

DE BLOSSAC.

A M. Brissonnet, archiprêtre de Saint-Maixent, à Saint-Maixent.

Poitiers, le 8 avril 1754.

M. de Saint-Christophe (1) étant pressé, Monsieur, de faire procéder à son mariage avec mademoiselle de Châteauneuf dès la cessation du tems prohibé, je vous prie de prévenir de ma part Messieurs les curés à qui il compétera de publier leurs bans, que mon intention est qu'ils fassent deux publications de ce futur mariage, sçavoir une le jour de Paques et l'autre le mardy suivant, et qu'attendu que la première publication qui en est faite depuis deux mois au plus, tient lieu de sa troisième, je souhaite sans autre publication, dont je dispense par la présente lettre en tant que de besoin, que le curé de mademoiselle de Châteauneuf leur donne sa bénédiction nuptiale dès le jour que les nocces sont ouvertes dans l'usage du diocèse. Je suis parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé † *L'Evêque de Poitiers.*

A M. de Saint-Christophe (2), à Châteauneuf.

13 janvier 1757.

Je vous félicite, Monsieur, de l'heureux accouchement de madame de Saint-Christophe. Vous pouvez envoyer l'enfant sur les trois heures, je luy donnerai tous les noms que vous désirez avec celui de celle qui le tiendra sur les fonds. Je ne puis recevoir la sage-femme pour cette fonction, il ne convient pas qu'elle soit marraine de tous vos enfants; telle autre qu'il vous plaira de choisir catholique sera acceptée : tel doit être aussi le parrain. N'envoyez point l'enfant sans avoir de marraine à le tenir, parceque ce n'est point à moy de la choisir, mais seulement de la recevoir si elle convient.

(1) *Louis-César de Clervaux*, chev., seigr de Saint-Christophe (plus tard de Châteauneuf), second fils d'Auguste de Clervaux et d'Anne Adam, épousa, par acte passé le 14 novembre 1753, par Nourry et Poulard du Palais, notaires royaux à Saint-Maixent, *Marie Paudin*, fille de Pierre Paudin, seigr du Peux et de Châteauneuf. Le mariage ne fut reconnu par l'Eglise romaine, et bém, qu'après le 8 avril 1754.

(2) *Louis-César de Clervaux.*

J'ai l'honneur d'estre, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.
FESTAS, *P. de Vitré.*

J'ai l'honneur de saluer Madame et de luy souhaiter un parfait rétablissement. Ma cousine a aussi l'honneur de vous saluer.

Sépulture dite des protestants à Saint-Ouen. — Famille de la Hamayde Saint-Ange.

M. Parent de Rosan nous avait remis, il y a déjà un certain temps, la note suivante : « Entre Montmartre et Clichy-la-Gareine, non loin du cimetière de Batignolles et près des fortifications de Paris, on voit, dans un champ, une sépulture d'environ 25 pieds carrés, entourée d'une haie vive et plantée de thuyas. On l'appelle, dans le pays, *le Tombeau des Protestants*. Le nom de LA HAMAÏDE DE SAINT-ANGE se lit sur deux ou trois pierres tumulaires, avec les dates de 1793, 1808, 1820. »



Cette sépulture, dite *des protestants*, était pour nous une énigme; d'autant plus qu'à les examiner de près, les épitaphes, mi-latines, n'avaient rien que de catholique.

Depuis lors, nous avons rencontré, parmi les ordres d'incarcération ou de translation des religionnaires (Arch. imp. E, 3393, fol. 133), une mention ainsi conçue :

Du 27^e aoust 1707. A Versailles.

ORDRE DU ROI pour faire sortir de la Bastille Jean-François de

la Hamaïde de Saint-Ange, et le conduire au chateau du Pont-de-l'Arche.

De son côté, M. Parent nous a fait connaître qu'il avait trouvé parmi les doyens de Cambrai, au XVI^e siècle, un *Henri de la Hamaïde*, mort en 1573, et auquel succéda, comme XI^e doyen, Mathieu Rackebush, natif de Cassel, promu, en 1586, à l'évêché de Gand (*Cameracum christianum*, Lille, 1849, in-4°).

Il paraît que, si certains membres de cette famille des La Hamayde Saint-Ange ont appartenu, à une certaine époque, au protestantisme, ceux de ses derniers représentants, qui reposent dans l'enclos ci-dessus indiqué, ne justifient point le titre de protestante, donné par le peuple à leur sépulture. D'après les renseignements qui nous ont été fournis, c'est en 1813 seulement qu'ils acquirent la pièce de terre où furent transférés plus tard deux corps qui avaient déjà été inhumés, en 1808 et 1820, dans le cimetière de Vaugirard, supprimé vers 1838. Une dernière inhumation y fut autorisée en février 1841, le champ ayant été légué par la testatrice à un cultivateur de la commune de Genévilliers, à la charge d'entretenir le petit cimetière, lequel est situé sur le territoire de la commune de Saint-Ouen.

Errata et observations sur des noms du Poitou, etc.

M. O. Bourchemin, de Lezay (Deux-Sèvres), nous écrit :

Il est bien difficile d'avoir toujours l'exacte orthographe des noms propres. Mais notre devoir, à nous autres correspondans, n'est-il pas de vous la signaler ?

L'un des précédents cahiers contient un très intéressant article sur les persécutions dans le Poitou. Il y est beaucoup question d'un avocat de Niort, nommé *Chebron*. C'est *Chebrou* qu'il faut lire. Cette famille existe encore à Niort, et compte parmi les plus riches. M. Chebrou de la Roulière a été député des Deux-Sèvres sous la Restauration, et maire de Niort.

T. IV. Page 227 : *Grand-Ry* est une ferme de la commune d'Aigonnay, canton de Celles.

P. 228, l. 24 : *Potel*, lisez *Potet*.

P. 229, l. 18 : *Foix*. Il y a plusieurs hameaux de ce nom que l'on écrit *Foie* ou *Foye*. Il y en a deux notamment dans la commune de Lezay, et ce sont les plus importants

Ibid. l. 20 : *Fonbedoire*, hameau de la commune de Sepvret.

P. 233, l. 13 : *Bouhé*, c'est probablement *Rouillé* (canton de Lusignan).

P. 237, l. 4 : *Potel*, lisez *Potet*; — l. 16 : *Baussay*, lisez *Baussais* (canton de Celles); — l. 16 : *Gout*, lisez *Goux* (canton de la Mothe-Saint-Héraye); — l. 17 : *Fonbedoise*, lisez *Fonbedoire*, ou *Fomdoire*, commune de Sepvret (canton de Lezay).

- P. 321, l. 34 : *Mausé*, lisez *Mauzé*; — l. 38 : *Desestand*, c'est *Godion*, ou *Gaudion de l'Etang*, ministre de Couhé.
- P. 322, l. 9 : *Saint-Palais* et *Cherveux*, lisez *Saint-Gelais* et *Cherveux*; — l. 12 : *Basauge*, lisez *Buzoges*; — l. 13 : *Puzoges*, lisez *Pouzauges*; — l. 15 : *Mouchan*, lisez *Mouchamps*.
- P. 352, l. 7 : *Distay*, lisez *Dissay* (1); — l. 16 : *Molle*, lisez *Melle*; — l. 17 : *Sivray*, lisez *Curvay*; — l. 20 : *Cherueux*, lisez *Cherveux*; — l. 22 : *Exodun*, lisez *Exoudun*; — l. 22 : *Boissec à l'eau*, ou *Boissec en l'eau*, était un château tout près de *Lezay*; — l. 34 : *Cheboutonne*, lisez *Chef-Boutonne*; — l. 37 : *Sauzay*, lisez *Sauzé*.
- P. 353, l. 6 : *Marcouay*, j'ai lu ailleurs *Marconay*, ou *Marconnay*, qui semble plus exact.
- P. 603, l. 3 : *servis*, lisez *suivis*.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

LES FRUITS DU CONCILE DE TRENTE.

LETTRES DU CARDINAL LE LORRAINE ET DU ROI CHARLES IX

DÉCLARANT LA RÉFORMATION NÉCESSAIRE, SÉRIEUSE ET SAINTE.

1562-1563.

Cum dare non vellem munera, verba dabam,

Les arcanes du concile de Trente ont été mis à la portée de tout le monde par le lucide exposé que M. F. Bungener publia en 1847, et dont il nous a donné tout récemment une nouvelle édition. Nous y renvoyons nos lecteurs pour la parfaite étude du cadre dans lequel se placent les pièces suivantes :

*Charles, cardinal de Lorraine, à M. Du Brueil,
ambassadeur à Venise.*

Monsieur Du Brueil, encores que Monsr de Lanssac vous mande tant les nouvelles qui nous sont venues de France que celles de ceste compagnie, si est-ce que je vous ay bien voullu escrire la présente pour vous dire que nous sommes quasi aussi loing de la fin de ceste cession que ils estoient quant j'arrivay, et ne voy point qu'il y ait ap-

(1) M. J. Giraud nous fait aussi connaître que le château de Dissay, qui a appartenu jusqu'en 1789 aux évêques de Poitiers, était devenu au commencement de ce siècle la propriété d'une famille protestante.

parence à quant elle pourra estre, pour le peu de conformité et d'accord qu'il y a en nos opinions, y en ayant aucuns qui ne se peuvent persuader debvoir entrer en *ceste tant nécessaire refformation*, de sorte que si nous ne nous accordons autrement, je craindrois bien que l'issue de ceste assemblée ne feust tant fructueuse comme il seroit bien besoing. De tout ce qui s'y fera vous en serez tousjours adverty, et de ce qui nous viendra de France; mais je vous prie aussy nous mander ce qui vous en pourroit survenir, et de toutes vos occurrences, et vous me ferez bien grand plaisir. Priant le Créateur vous donner entièrement, M. Du Brueil, ce que mieulx désirez. De Trente, ce **xiii^e jour de décembre 1562.**

Votre bon amy,

C., card. de Lorraine (1).

Le roi avait dès le 40 janvier précédent écrit au cardinal :

Le Roy au cardinal de Lorraine.

Mon cousin, j'ai reçu la lettre que m'avez esçrite du 17^e du passé. Et ne faut point que je vous cèle que quand je considère ce que vous et mes ambassadeurs me mandez des difficultés qui se trouvent es matières que l'on commence à mettre sur le bureau, au lieu où vous estes, la grande contradiction qu'il y a eu un faict si clair que celui de la résidence des évesques, et le peu de correspondance et secours que avez cogneu jusques icy du costé de l'Empereur et du Roy catholique des Espagnes, mes bons frères, en un œuvre *si saint et nécessaire* que celui pour lequel vous estes convoqués et assemblés, je crains qu'à la fin nous ne recueillions autre fruit du Concile que de l'avoir eu en apparence, mais sans aucun louable effect *et sérieuse réformation*... L'évesque de Rennes a ordinairement écrit qu'il trouve l'Empereur en la mesme bonne volonté et intention qu'il a tousjours déclaré avoir de maintenir la liberté du Concile, et de faire tout ce qu'il lui sera possible pour le rendre fructueux; et mesme a mandé par sa dernière dépesche, qui est du 9 du passé, qu'il l'a assuré de vous tenir la main en toutes choses qui seront nécessaires pour parvenir à une *bonne et roide réformation*...

Le 15 avril 1563 le roi écrit au cardinal :

(1) Cette lettre existe à Berne (Mss. n° 141). Nous l'avons trouvée imprimée dans le Recueil de Documents relatifs au concile de Trente, publié par Dupuy. Ed. in-4° de 1634, p. 355.

Le Roy au cardinal de Lorraine.

[Du 15 avril 1563.]

Mon cousin, je vous ay adverty de la pacification de nos troubles, et fait entendre quelles en ont esté les nécessaires occasions, et comme vous pouvez bien penser, et je vous prie le croire, ce n'est point en intention d'aider ny favoriser l'introduction et establissement d'une nouvelle Religion en ce Royaume : mais tout au contraire pour pouvoir avec moins de contradiction et difficulté ramener tous mes peuples en une mesme sainte et catholique Religion à cette heure que les armes seront cessées, et les maux, calamités et afflictions qui en dépendent, esteints et assoupis entièrement ; mais pour ce que ce qui peut le plus en cela est *la sainte et sérieuse réformation*, que j'ay tousjours espérée d'un bon et S. Concile général et libre, j'ay advisé de depescher le président de Birague (1) à Trente, et delà vers l'Empereur pour les occasions que vous verrez par l'instruction que je luy en fais bailler... Je me délibère si le Concile général ne satisfait à son devoir et à ce que l'on espère de luy et d'une si grande et notable *compagnie*, pour une *sainte et nécessaire réformation*, d'en faire un national...

L'instruction du même jour « à M. Birague allant au concile, » et une lettre du Roy, aussi du même jour « aux Pères du Concile » contiennent également ces mots : *La bonne et sérieuse réformation* « que nous promet (est-il dit aux Pères) vostre sainte congrégation et assemblée, et que requiert de « vostre piété et amour paternelle l'estat universel de toute la chrétienté. »

Trois mois auparavant (14 janvier 1563) le cardinal de Lorraine, à qui le pape venait de donner les abbayes de Cluny et de Marmoutier, avait écrit à Breton, son agent et secrétaire en cour de Rome :

... De faict je n'eusse jamais cuidé (cru) qu'il fust possible voir une si grande contradiction des choses saintes et bonnes ; mais certainement le Seigneur Dieu est grandement courroucé contre nous, et est à craindre, s'il n'appaise sa fureur que nous voyions bientost un grand schisme et ruine ès ministres de l'Eglise, sur lesquels avec grande occasion, tournera toute la vengeance divine. (Et il ajoute en latin : « Plaise à Dieu que ce ne soient point là les temps dont parle S. Paul, 2 Thess. II. ») Or, Dieu nous en garde, et est grand besoin

1) René de Birague.

que Sa Saincteté y pense bien : car tous ceux qui se veulent nommer, et à Rome et icy, grands défenseurs du S. Siège Apostolique, et sous ce manteau le perdent, pensans plus les uns à un chapeau de cardinal, les autres par ces tumultes et fasheries à abrégér les jours de Sa Saincteté et à un nouveau papat, qu'à apaiser l'ire de Dieu...

La lettre d'où ces lignes sont extraites devait être traduite en italien et lue au pape.

Il la termine en disant :

« Or voilà la vérité de tout ce que je pense, de laquelle vous ferez lecture à Sa Saincteté, devant les pieds de laquelle je me prosterne, et le supplie vouloir accepter mon ingénuité, et me pardonner si de l'affection que je porte à la gloire de Dieu et à son service, je parle si librement... Nous deussions desjà avoir achevé ce Concile du temps que nous perdons, et au grand scandale de toute la chrestienté. Nous ne faisons rien, et ne voy icy nulle façon de procéder qui me plaise. De Trente, ce [14^e] janvier 1563. (*Loc. cit.*, p. 550.)

Le 27 février 1563, la reine mère écrit à l'évêque de Rennes, ambassadeur près l'empereur (*Loc. cit.*, p. 557) :

« La réformation, au jugement de beaucoup de gens de bien, et de bons catholiques, n'a pas esté faite telle au Concile, que l'on en puisse espérer grande guarison au mal qui est présent... »

Enfin, tel était le désappointement de la cour qu'à la date du mois de mars 1563, alors même que l'assemblée touchait à sa fin, un conseiller d'Etat, M. Doysel, fut envoyé vers le roy d'Espagne avec des instructions qui contenaient : 1^o La censure la plus formelle des actes du concile réuni à Trente, 2^o la proposition d'en déterminer un autre qui fût bon, sainet, libre et légitime, et peut-être à meilleur droit reconnu par toute la chrétienté comme vraiment général et libre, étant ouvert en quelqu'un des villes libres sur le Rhin, telles que Worms, Spire, Basle ou Constance, et pouvant être approuvé des royaumes de Danemark, Suède, Angleterre, Ecosse, de toute la Germanie, et enfin de la Suisse et de la France tout entière (1).

(1) Le roi d'Espagne répondit à cette démarche si remarquable d'une manière évasive et dilatoire. Cela ne découragea pas la cour de France. « Je verray, écrivit à ce sujet Charles IX à son ambassadeur, M. de Saint-Sulpice, je verray ce qu'il réussira de ce concile, dont si le fruit n'est tel que je l'espere, je regarderai me défailant ce remède, à l'extrémité de me pourvoir de ceux que Dieu me con-seillera, lequel je n'ai jamais eu opinion de tenter (comme il se peut voir par l'instruction mesme dudit sieur Doysel), qu'après que le remède de ce concile général seroit failly, comme je prévoy, si Dieu n'y met la main, devoir adve-

En d'autres termes, la cour ne tenait pas un autre langage que les protestants eux-mêmes, et ne faisait pas d'autre estime qu'eux de ce prétendu concile *œcuménique* de Trente. Mais qu'importe tout cela? Un concile est-il autre chose aujourd'hui qu'une défroque des temps passés, une pure relique et curiosité historique? On a changé tout cela. Plus n'est aucun besoin désormais de jouer cette inutile et périlleuse comédie des conciles... même pour décréter un dogme?

LETTRES CONSOLATOIRES

DES CHEFS DU PARTI PROTESTANT A MADAME DE SOUBIZE, SUR LA MORT
DE SON MARI, ARRIVÉE EN L'ANNÉE 1566.

(Tirées des Recueils inédits de Pierre de L'Estoile sur le règne de Charles IX.)
Voir ci-dessus, t. III, pp. 36, 39, 265, 268, 271.

X.

De Monsieur d'Espina (1).

Madame, comme je ne doute point qu'à cause du mal que vous souffrez, il ne vous soit maintenant fort difficile de recevoir aucune consolation; aussi devez-vous croire que pour la mesme raison, il ne m'est pas facile de la vous donner. Car mon esprit est tellement retenu de l'ennui et regret que m'a apporté nostre commune affliction, qu'il m'est du tout impossible de penser à aultre chose. Je me veux aucunes fois contraindre de l'oublier pour me ramentevoir et à mes amis ce qui seroit propre pour l'adoucir. Mais je me trouve tellement attaché et colé à toutes fâcheuses pensées, qu'il m'est force de céder et leur donner lieu pour le présent, jusques à ce que cest accez soit aucunement passé, ne plus ne moins qu'en une fièvre. D'aultre costé, je fais conscience de vous faillir maintenant au besoin, et au lieu de vous consoler, accroistre et aigrir vostre ennuy par mes complaints et lamentations. Au moyen de quoy je me déporteroy de les estendre

« nir dans peu de jours : d'autant qu'il semble que le pape craigne qu'on y fasse
« quelque chose de bon, et qu'il ait toutes les envies du monde de trouver moyen
« de l'empescher... » (*Ibid.*, p. 364.)

(1) On l'appelait aussi *Spina*, *Jean de l'Espine*, etc. Il se convertit au protestantisme dans une conférence qu'il eut avec un cordelier du nom de Rosbec, qui venait aussi d'adopter la religion réformée. Il se retira alors auprès de Renée de France, duchesse de Ferrare. Spina assista au colloque de Poissy, et fut ministre à La Rochelle, puis à Angers. Il mourut en 1594. Spina a écrit divers ouvrages. — (Voir *Bull.*, t. I, p. 448.)

plus avant, pour vous supplier, Madame, de vous proposer à ceste heure la volonté et providence de Dieu, qui conduit et gouverne toutes choses avec raison, poids et mesure ; de façon que toutes ses œuvres sont faites en perfection, et que rien ne se peut mieux faire que ce qu'il fait. Et s'il advient quelques fois, ou par débilité et faiblesse de nos entendemens, ou bien par la violence et fureur de nos passions, que nous ne puissions comprendre cella, il faut qu'en accensant nostre ignorance et incapacité nous confessions que les jugemens de Dieu sont, comme dit le prophète, hauts monts où nous ne pouvons atteindre, et abysmes que nous ne pouvons sonder ; et qu'ainsi nous humiliant dessous sa main, nous bénissons son saint Nom en toutes ses œuvres, comme fait de présent feu Monsieur, lequel, pour la grandeur de l'aise et du plaisir dont il jouit de cest heure a tout à coup oublié toutes les misères et travaux de ce monde, et ne pense plus à autre chose qu'à se resjouir en Dieu et le louer. Ce que pensant en vous-mesme et vous représentant la gloire en laquelle Dieu l'a eslevé, le repos où il l'a mis, le contentement qu'il reçoit, et pour abréger, qu'aujourd'hui il est comme noyé en mer de joyes et de délices, vous pour l'amitié entière et parfaite que luy avez porté, devez aussi sentir ses ayses, et par un tel sentiment tempérer et désaigrir les regrets que vous avez de son absence. Ainsi que souvent vous l'avez veu des yeux de vostre corps avec plaisir, contemplez-le maintenant des yeux de vostre esprit au royaume des cieulx, devisez avec luy de la félicité des bienheureux, de la fin de nostre espérance, de l'accomplissement de nostre rédemption, des effects des promesses de Dieu et pour conclusion, de l'estat et heureuse conduite de nos âmes quand elles départent de nos corps avec une vraye fiance en Jésus-Christ. Cella, Madame, retirera vostre cœur de ce monde et de toutes les considérations qui pourroient travailler vostre esprit ; et vous semblera que vous serez encor en la compagnie de Monsieur, avec plus de contentement, que vous n'en eustes onques icy avec luy.

J'espère dedans peu de jours vous escrire plus amplement sur ce subject, quand mon esprit aura un peu plus de liberté : cependant, je vous supplie très humblement, Madame, croire que l'amitié, dévotion et félicité que j'ay tousjours gardée à Monsieur, de son vivant, sera maintenant toute recueillie en vous et tant que je vivray, ma personne avec tout ce qui en pourra dépendre, sera entièrement

voué et dédié à vous faire très humble service, moyennant l'ayde de Dieu, lequel je prie vous donner et à Mademoiselle de Parthenoy tout le bien que je vous désire.

De Paris ce xiiij de septembre.

Je ne seay qui est celluy qui m'a escrit, si c'est monsieur le baron vostre frère, ou quelqu'aultre ; cella m'a gardé de luy faire response toutes fois qui qu'il soit, je vous supplie luy faire mes excuses et recommandations.

Vostre très humble et très obéissant serviteur.

D'ESPINA.

XI.

Dudit S^r d'Espina.

Madame, je vous remercie très humblement des lettres qu'il vous a pleu m'envoyer, lesquelles m'ont apporté une merveilleuse consolation, ayant par icelles entendu la grande grâce que Dieu a continuée à feu Monsieur jusqu'à son décès, et le moyen qu'il eut de faire une si excellente confession de sa foy avant son trespas, que tous ceulx qui en oyent parler en sont édifiés. Quel plaisir pensez-vous que ce me soit aussy d'entendre la grande constance et vertu que Dieu vous donne pour porter si modérément vos ennuis, et que vous soyez entièrement résolue de vous contenter de sa volonté et ordonnance. Toutesfois, parmi ces consolations, il me reste tousjours un regret qui me punit et espoingonne sans cesse, de ce que je n'ay peu avoir ce bien de satisfaire à son désir et au mien avant qu'il mourust, et de luy voir recommander et rendre son âme entre les mains de celluy qui la luy avoit donnée si belle et si bien ornée de ses dons : car il me semble qu'ayant veu un tel amy départir de ce monde avec une telle allégresse qu'il en est parti, cella m'accroistroit le désir et volonté de le suivre, et de dire le dernier à Dieu plus joyeusement, non-seulement aux misères, mais aussy à toutes les vaines et caduques félicités de ceste pauvre et misérable vie. Je suis aussy bien fier et ne pense pas avoir fait un petit gaing quand Dieu m'a voulu tant favoriser que d'incliner vostre volonté à accepter l'offre que je vous ay faite de mon service et de tout ce qui sera jamais en ma puissance, pour l'employer où il vous plaira me commander ; car le plus grand désir que j'aye, c'est de vous faire paroistre par effect la mémoire

présente que j'espère bien conserver de feu Monsieur toute ma vie, et en après l'affection que j'ay envers vous, et le plaisir que ce me sera de la pouvoir déclarer avec quelque bonne occasion, laquelle attendant, je prieray Dieu, Madame, qu'il vous donne et à Mademoiselle de Parthenoy le bien que je vous désire.

De Montenovi, au mois d'octobre 1566.

Vostre très humble et très obéissant serviteur.

D'ESPINA.

XII.

De Monsieur Fumée (1).

Madame, je sçay bien que ce n'est point à moy d'entreprendre de vous consoler, pour deux raisons principales. La première, parce que suis celluy qui en ay plus de besoin qu'homme du monde, pour m'estre advenues afflictions sur afflictions, et si grandes que, sans évident miracle de Dieu, je ne puis subsister. Je vous assure que j'en ay tout mon saoul, et n'en falloit pas tant pour la petitesse et imbécilité de mon poure esprit. L'autre, que je sçay qu'au contraire vous estes si vertueuse et si constante en toutes les ordonnances du Seigneur, que rien ne peut esbranler ne divertir de ceste obéissance filiale que vous luy avez tousjours rendue. Toutesfois, Madame, parce qu'en vous consolant je me console, j'ay pris à l'aventure ceste charge, tant pour l'obligation que j'ay à vous et à vostre maison de ma vie et de mon bien, que pour le commandement du Seigneur. Premièrement doneq, Madame, je désire que vous estimiez que ce qui est advenu en vostre endroit ça esté le Seigneur qui l'a fait luy-mesme, et vous l'avez retenu et réclamé pour vostre seul maistre, père et Seigneur souverain, contre lequel nul, par raison, ne peut récalcitrer. Et encores que nous sentions quelque amertume, toutesfois c'est à la vérité toute douceur; mais ceste opinion est en l'esprit et non en la chair, laquelle ne vous a jamais commandé. Et afin que vous ne pensiez point, Madame, que je veuille que croyez aucune chose sans raison bien apparente, je vous supplie considérer le discours de vostre vie avec la sienne :

(1) Antoine Fumée, seigneur de Blandé, reçu conseiller au parlement de Paris en 1536, avait partagé les convictions d'Anne Dubourg, mais ne les avait pas soutenues avec la même fermeté. Forcé de se retirer en 1562, il avait été nommé en 1563, après la paix, conseiller au parlement de Bretagne.

Au commencement, et lorsque vous ne pensiez en luy, le Seigneur vous mène à luy comme par la main, comme il fit Eve à Adam. Depuis que vous avez esté en sa compagnie, le Seigneur l'a béni et augmenté en honneurs et grandeur ; tellement qu'il a réservé la couronne de ses labeurs et prouesses en vostre temps. Ce qu'il a esté lieutenant de roy en Italie (1), a esté depuis vostre association. Il a receu l'ordre du roy (2). Il a esté gouverneur de la capitale ville de France, qui est Lyon, pour le maintien et soustènement des esleus de Dieu (3). Il en a receu du roy gloire et louange avec le consentement de tous les Estats, et l'a tousjours tant favorisés, qu'il l'a fait estre une des plus fermes et plus certaines colonnes de l'Eglise triomphale du Seigneur, pour laquelle il a vaillamment et heureusement combattu. Que luy restoit-il donc plus, sinon d'aller recevoir, après tant de travaux, la couronne d'immortalité et aller en haut triompher avec son capitaine, nostre Seigneur Jésus-Christ ? Si vous considérez bien tout le progrès de toutes ces choses que vous sçavez estre véritables, vous n'aurez point d'occasion d'estimer ce fait si amer ; ou, s'il l'est, qu'il ne soit bien aisé à avaler, estant bien enveloppé de ces douceurs. Et quant à vous, Madame, le Seigneur vous a donné du laict tant que vous luy estiez petite ; mais quand il vous a veu parvenue en femme ferme et vertueuse, Il vous a osté ce laict, vous voulant doresnavant nourrir de viande solide, qui est nostre Seigneur Jésus-Christ, comme il a luy-mesme dit que sa chair est la vray viande et son sang le vray breuvage. Et encores ce bon Seigneur, pour contenter si peu qui vous reste de fragilité humaine, vous a laissé un honorable, un précieux gage et tesmoignage de vostre association. Vostre petite, mademoiselle de Parthenay, qu'il a douée, par-dessus le cours ordinaire de nature, de tant de vertus et facultés d'esprit, que vous pouvez vous vanter qu'elle n'a pas sa pareille au monde (2).

(1) M. de Parthenai commanda l'armée du roi de France Henri II en Toscane, et se convertit alors au protestantisme, par l'influence de Renée de France, duchesse de Ferrare.

(2) Il fut fait chevalier de l'ordre le 7 décembre 1561, après avoir été gentilhomme de la chambre.

(3) Le prince de Condé désigna M. de Soubise pour commander dans Lyon, en l'année 1562, lorsque cette grande ville ne lui parut pas assez sûrement gardée par le baron des Adrets. Soubise, en effet, se défendit avec toute la valeur possible contre le duc de Nemours, qui vint l'assiéger inutilement.

(4) Catherine de Parthenai composa plusieurs tragédies et comédies françaises, entre autres la tragédie d'*Holoferne*, représentée à La Rochelle en 1574. On lui attribue aussi des *Élégies*, une traduction des *Préceptes* d'Isocrate, une *Apologie* pour le Roi Henri IV envers ceux qui le blâment de ce qu'il gratifie plus

Je ne le dis point par flatterie, mais en pure vérité, comme celuy qui le sçait très bien; et le publieray et manifesteray toute ma vie partout; et ne sçache, ni ne vis jamais compaignie plus agréable qu'elle vous sera. Je sçay bien que vous estes si sage, que vous n'en faires une idole, de peur de courroucer celuy qui vous en a fait le présent. Vous recognoistrez tousjours en elle la facilité, dextérité et bonté de l'esprit du père. Et me semble qu'elle est pour contenter vos esprits en attendant que le Seigneur vous appelle. Enfin vous sçavez bien, Madame, qu'il est mieulx qu'il n'estoit; car il est au lieu très désiré et lequel nous cherchons par beaucoup d'ennuis et de travaulx, desquels il est exempt et affranchi, et est maintenant assis au rang des bienheureux, devant le thrône de la majesté de Dieu, qui a essuyé les larmes de ses yeux, comme il fera quelque jour les vostres. Et desjà le veut faire, car vostre conversation et vie est au ciel. Si vous voulez donc plorer, que ce soit devant luy et en son sein; et vous verrez que cella ne durera guères, car il n'y a point en luy de matière de tristesse; mais, au contraire, il y a en luy une vraye source de plein contentement. Et au demeurant, pource que Dieu a bény le labeur des siens, il faut aussi qu'en icelluy nous passons et oublions plus aisément nos ennuis. Et n'ay, quant à moy, trouvé plus souverain remède à mes ennuis, que de me charger d'affaires par lesquelles l'esprit se distrait de toute aultre pensée, estant attentif à son œuvre seulement. Parquoy, je vous conseille, Madame, que le plustôt que vous pourrez, vous romprez la sollitude, qui se remplit tousjours de facheuses pensées, et que vous mettiez la main incontinent à vostre charge, qui est de la conduite de votre maison et mesnage, en vous humiliant sous la main du Seigneur tout-puissant; ne faisant rien à regret, mais de gayeté de cœur pour l'amour de luy, lequel est seul digne d'estre parfaitement aimé et honoré, voire et tellement qu'il fault qu'à son commandement toute aultre amour cesse, pour luy démonstrer par effet que c'est luy seul, et non aultre créature, que nous aimons de tout nostre cœur, force et entendement; en nous remémorant qu'il a dit que celle qui aime plus son mari que luy, n'est digne de luy. Vous avez assez de besogne taillée pour vous occuper et amuser, et laisser dosrenavant les morts ensevelir les morts. Ce que vous

ses ennemis que ses serviteurs (c'est une satire contre le Roi). L'Estoile parle plusieurs fois de Catherine de Parthenai dans son Journal de Henri IV. Elle avait alors épousé en secondes noces René II, vicomte de Rohan, dont elle resta aussi veuve vers l'an 1586.

avez aimé en luy, n'est point mort, mais vit éternellement et ne luy pouvez, par vostre soing, aucune chose à adjouster, ni à son contentement, ni à son aise, ni à sa gloire. Et pourtant, je vous supplie, Madame, en l'honneur du Seigneur que vous aimez tant, de vous contenter de ce que vous en avez faict jusques icy, et faites comme David après la mort de son fils, qui se leva de son deuil et mangea. Si vous avez affaire de mon travail par-delà en vos affaires, vous savez, Madame, que je vous suis ; mandez-moi incontinent, et je ne faudray aussitôt de vous obéir, nonobstant le service que je doy à ma charge, car je sçay que Dieu me commande de vous obéir, toutes choses laissées. Je n'eusse attendu vostre mandement, n'eust esté que l'on m'a mandé que vous aurez prou de bonnes, grandes et honorables compagnies qui vous sçauront beaucoup mieux consoler. Et aussi, à dire vérité, je suis encore bien infirme, mesmes en telles affaires, et ay encorcs honte que vous l'avez tant cognu.

En cest endroit, Madame, je supplieray nostre bon Dieu et Père qu'il vous donne abondamment de son Saint-Esprit, qui est le vray consolateur, avec heureuse et longue vie, me recommandant très humblement à vostre bonne grâce.

De Renes, ce xiiij de septembre.

Vostre frère et serviteur,

FUMÉE.

XIII.

Aultre dudit S^r Fumée.

Madame, j'ai reçu vostre lettre qui m'a fort allégé et remis mes esprits en meilleur tranquillité qu'ils n'estoient, ayant par icelle évidemment cognu vostre constance et magnanimité : car combien que je pensasse bien quelque chose de vous, toutesfois je n'en attendoy pas tant comme j'ai trouvé par vostre lettre et celle de M. de Saint-Martin ; de quoy je loue et rends grâces à ce bon Dieu nostre vray Père, Mari et Ami souverain, qui au besoin a tousjours son secours et ses remèdes pressés pour les siens. Je ne sçay comment vous avez peu trouver goust en ma dernière lettre : car je ne feus jamais en ma vie si troublé, ni plus esperdu d'ennuy que j'estoy quand je l'escrivis et me tarδοit beaucoup que je ne trouvoy quelqu'un par qui vous escrire de meilleur sens. Je pense aussi que c'est pour me vou-

loir contenter, et certainement au lieu que je vous deusse consoler, c'est vous qui me consolez, si est-ce un mesme esprit qui besongne en nous ; mais il souffle bien mieulx en vostre fleuste qu'en la mienne. Or, je vous supplie, Madame, que vous laissiez tousjours souffler cet esprit en vous, et vous verrez encores plus grandes merveilles. Assurez-vous, Madame, que nostre Ami commun n'est point mort, mais il vit, et toutes les fois que je contemple les promesses de Dieu, il me semble que je le voy, et ma femme aussi au rang des bienheureux ; assuré et desjà jouissant des plaisirs et délices éternels que le Seigneur nous a préparez. Quant à moy, je ne les plains point, mais je leur porte envie ; car je voudroy bien estre comme eulx, et combien que ce ne soit si tost, toutes fois je m'assure et suis certain que vous et moy irons après eulx en mesme lieu, estant conduits d'un mesme esprit, cependant, il nous convient mestre peine d'achever nostre course comme ils ont fait et nous avancer tousjours en la besongne du Seigneur, afin que quand il viendra il nous trouve besongnans en sa vigne. Vous avez auprès de vous une nouvelle plante qui a besoin de toutes ses façons ; et d'autant qu'elle est de grande espérance, d'autant plus y fault-il de soin. Dieu la vous a prestée, il faudra que vous la luy rendiez et que luy en teniez bon compte ; c'est ma maistresse de qui je parle, que je désire voir croistre en la crainte de Dieu, en bonnes mœurs, en bonne et saine doctrine, qui est vostre plus prochaine charge ; car quant aux biens vous en trouverez assez qui luy serviront. Et quant à moy, par faulte d'un meilleur, je lui serviroy sans en attendre aultre commandement. Je ne fairay faulte, Madame, Dieu aydant, de vous aller trouver à l'yssee de ma séance qui me semble desjà trop longue, combien que la presse des affaires me soit fort utile pour occuper mes sottes et vaines pensées. Je ne sçay si je vous trouveray encores au Parc, ou si vous iriez à Poléon ; mais quelque part que ce soit, je ne faudray de vous aller trouver. Cependant, Madame, après m'estre recommandé très humblement à vostre bonne grâce, je supplierai le Seigneur vous continuer tousjours ce vray consolateur, qui vous console, vous conduise et assure en la vie éternelle.

De Renes, ce xxij de septembre.

Vostre humble frère et serviteur.

FUMÉE.

L'ABJURATION DE HENRI IV

ET LE PARTI RÉFORMÉ.

LETTRES INÉDITES DE DE LA FAYE ET DE TH. DE BÈZE.

1593.

Nous reprenons la série que, sous ce titre, nous avons ouverte dès le début de nos travaux, et dans laquelle ont successivement figuré ces précieux documents : Lettre de Théod. de Bèze, communiquée par M. J. Bonnet (t. I, p. 41) ; Discours (ou plutôt la *Remonstrance*) d'un sujet et serviteur (*ib.* p. 405 et 435) ; Lettres des ministres Gabriel d'Amours et Jean de l'Espine (*ib.* p. 280 et 449).

Les deux lettres que nous donnons aujourd'hui nous ont été communiquées par M. le professeur J.-G. Baum (t. I, 226), qui les a recueillies dans la riche collection de manuscrits Simler, à Zurich. Elles sont d'un grand intérêt. — L'une fut écrite à Théodore de Bèze par un des ministres de l'Evangile attachés à la personne de Henri IV (De la Faye), et écrite de Saint-Denis, le jour même (*jour mémorable et lamentable*, dit-il) où le fils de Jeanne d'Albret venait de passer au catholicisme romain. Elle est très remarquable par les détails qu'elle renferme, les sentiments, les doutes, les espérances, par-dessus tout l'incertitude qu'elle révèle ; et elle montre en cela combien de circonspection, d'habileté, de puissance de séduction, le rusé monarque avait déployé vis-à-vis de ceux qui l'approchaient (1). — L'autre, dont nous joignons au texte latin une traduction littérale, est celle par laquelle Théod. de Bèze annonce la fatale nouvelle aux pasteurs de Zurich, en leur envoyant une copie de la lettre qu'il venait de recevoir, et en leur faisant part de ses propres impressions.

De La Faye à Th. De Bèze.

Monsieur et frère,

Après l'advis que je vous ay donné des instantes et importunes sollicitations qu'on faisoit à l'endroit du Roy pour le changement de sa religion ausquelles nous avons opposé nos fréquentes et sérieuses remontrances, Sa Majesté s'est enfin laissé (à notre grand regret) persuader pour suivre le mauvais conseil qu'on luy donnoit : de manière que le mal dont nous estions menacez et pour lequel destourner nous avons beaucoup travaillé est venu ce jourd'huy jusques à l'enfantement : auquel sa dicte Majesté a esté subject de joye et d'allégresse, d'ennuy et tristesse tout ensemble tant aux François qu'aux estran-

(1) Voici deux passages du Journal de L'Estoile où il est question de De La Faye :

« 18 juillet 1593. Ce jour, qui étoit le dimanche, le Roy alla publiquement au presche à Mantes, pour la dernière fois (ainsi qu'il le dit lui-mesme) ; où M. de La Faye prescha, et parla bien à lui, ayant pris thème exprès propre à ce sujet... »

« Le dimanche 25 juillet, le Roy alla à la messe à Saint-Denys... Avant que se lever, parla dans son lit quelque temps au ministre La Faye, ayant sa main sur son col, et l'embrassa par deux ou trois fois... »

gers soit par zèle de religion ou bien par fiction et ambition : mais envers Dieu d'un scandale très grand. Et de vray sa cheute est très périlleuse; mais j'espère qu'elle ne sera mortelle moyennant la grâce de Dieu, lequel scaura bien tirer la lumière des ténèbres et convertir le mal en bien. De quoy tous les gens de bien le doivent prier ardemment. C'est ce qui nous induit a vous supplier (ensemble tous Messieurs de vostre Eglise) de nous aider à ceste fin de vos bonnes prières. Il y a beaucoup de particularitez conjointes avec le faict duquel je vous escry mais vous les pourrez, cy-après, entendre. Bien vous diray-je que Sa Majesté a beaucoup retranché des choses que ces beaux convertisseurs requéroient d'elle et en mal faisant n'a pas fait tout le mal qu'on vouloit. En outre elle se montre estre en bonne disposition et volonté de maintenir et conserver nos Eglises en la liberté dont elles ont jouy par cy-devant et mesme l'acroistre et augmenter plustost que la diminuer : et pour cest effect a demandé les députez desdictes Eglises pour (avec Messieurs de son conseil) rechercher les moyens qui pourront servir à cela. Pour le regard et l'exercice de la religion à la suite de la cour nous en pressons la continuation et estendue par tous les endroicts du royaume tant que nous pouvons : comme aussi de l'admission aux estats et dignitez et autres poinets qui dépendent de nostre liberté et nous ont esté cy-devant accordez par les Edicts, ce que vous verrez plus particulièrement par la copie que je vous envoie d'une requeste qui a esté présentée pour cest effect, et par autre copie d'une autre requeste, c'est le devoir auquel nous nous sommes mis jusques à la fin pour rendre le mal que nous ne pouvions empescher, moins nuisible et dommageable en publicq et à nos Eglises : qui me fera finir ma présente par mes bien humbles et affectionnées recommandations à vos prières et grâces et de tous messieurs et frères de vostre Compagnie, priant Dieu vous vouloir et eulx aussy continuellement bénir et conserver sous sa saincte protection, je suis et désire demourer toute ma vie,

Monsieur et frère,

Vostre bien humble frère,

DE LA FAYE (1).

A Saint-Denys ce 25 de juillet 1593, jour mémorable et lamentable à tous les gens de bien et craignans Dieu.

(1) Une traduction latine de cette lettre, jointe au manuscrit, ajoute au nom de De la Faye : *Minister aulicus Regis Galliarum et Navarra.*

Th. de Bèze aux frères de Zurich.

La grâce et la paix de Dieu notre Père et de Jésus-Christ notre Seigneur soient avec vous.

Vénérables frères, ma dernière lettre à M. Wolf a pu vous faire connaître quel grand malheur nous appréhendions, non sans raison. Ce malheur est arrivé en la personne de celui de qui je disais qu'il était homme et fils de l'homme. Vous trouverez la nouvelle de cet événement plein de tristesse dans la lettre ci-jointe de l'un des ministres qui étaient attachés au service même du Roi, et je vous la transmets afin que vous envisagiez le mal tel qu'il est en effet, sans l'exagérer ni l'atténuer. Pour ce qui me regarde, sachant par expérience que mes paroles n'étaient point sans quelque poids dans l'esprit du Roi, non-seulement en des questions de moindre importance, mais en celle-ci même, j'ai rempli mon devoir en lui écrivant. Mais, soit la lenteur du messenger chargé de porter ma lettre, soit la difficulté des chemins a empêché qu'elle ne lui parvint en temps opportun. Au reste, encore que la chute d'un prince, d'ailleurs si éminent, soit incontestablement pour tous les gens de bien et de religion une blessure d'autant plus cruelle qu'elle est plus grave et devait être moins attendue, il ne faut point nous en laisser émouvoir outre mesure. Et c'est notre devoir, à nous surtout qui avons mission de soutenir nos pères, de faire comprendre à tous que nous ne faisons dépendre notre espérance tout entière d'aucun homme, ni même des

Beza Turicensibus.

Gratiam et Pacem a Deo Patre et Domino nostro J. Ch.

Ex meis postremis D. Wolfio inscriptis, venerandi fratres, cognoscere potuistis quantum malum non temere metueremus. Illud ipsum nunc evenit in eo quem scribebam hominem esse et hominis filium. Rei tristissimæ summam cognoscetis ex unius ex Regis antea ipsis ministris litteris quas ideo ad vos mitto ne gravius vel levius quam re ipsa sit, hoc malum istheic esse existimetur. Ego cujus literas scio alicujus nonnunquam ponderis nonnullis in rebus multo minoris momenti atque adeo in hoc ipso negotio fuisse apud illum eram expertus, officio meo non defui. Sed ejus tarditas cui perferendas literas commiseram, vel itinerum difficultas prohibuit ne satis tempestive ad illum usque pervenirent. Cæterum etsi fieri non potest quintam gravis et tam inexpectatus tanti alioqui Principis, lapsus maximo sit piis et bonis omnibus offendiculo, tamen causa non est cur supra modum isto casu commoneamur. Imo nobis quibus aliorum etiam confirmandorum onus incumbit, danda est opera, ut omnes intelligant spem omnem et expectationem nostram ne ab angelis quidem ipsis

anges, en ayant déjà trop vu d'infidèles. Songeons aussi que depuis ce fait accompli (1), plus de trois semaines sont déjà écoulées sans que nous ayons entendu parler de nouvelle tentative des ligueurs, et il est certain que depuis l'arrêt rendu par le Parlement, qui défend toute délibération sur l'élection d'un roi ou d'une reine étrangers (il était question d'élire la fille du roi d'Espagne et la majeure partie des suffrages avaient été achetés dans ce dessein), les députés des villes de la Ligue ont ouvertement déclaré, même en se révoltant, qu'ils ne voulaient pas d'autre roi que Henri IV, du moment où il embrasserait la religion catholique. Et maintenant peut-être que Dieu, dans sa bonté singulière, fera jaillir la lumière des ténèbres ; peut-être, en cette conjoncture, verrons-nous tout à la fois l'Espagnol perdre son dernier espoir, et les affidés des Guise, abandonnés des villes, châtiés enfin comme ils le méritent à cause de leur perfidie. Mais tout cela est dans la main de Dieu, qui dans sa puissance et sa sagesse, règle à son gré nos destinées. Plaignons donc ce malheureux prince, qui est tombé sans doute, comme homme, dans une bien grande faute, mais que tant de tentations de toute espèce ont si longtemps assailli ; demandons à Dieu de toute notre âme de le relever, s'il se peut, de sa chute, et d'avoir du moins pitié des siens dans la profonde affliction où les plonge un tel événement. J'espère que nous

pendere ; quorum tam multos jam olim scimus in veritate non perstitisse Imo cum tres jam et amplius hebdomades præterierint ex quo ille facinus hoc admisit, nec tamen quidquam propterea motum a conjuratis fuisse audiamus et certum sit quod ultra senatusconsultum, de quo vos audivisse non dubito ; in quo inhibetur omnis de peregrini Regis vel peregrinæ ullius Reginae electione deliberatio (agebatur autem de Regis Hispani filia elegenda et eo major pars emptorum suffragatorum pendebat), civitatum conjuratorum Legati aperte ac pene seditiose testati sunt, nullum sibi alium Regem quam hunc ipsum *Henricum IV* placere, si modo catholicum re ipsa se profiteretur. Fortassis eveniet, Deo pro benignitate sua singulari lucem ex tenebris eliciente, ut hac occasione et *Hispanus* omni spe sua excidat et conjurati *Guisiani*, a civitatibus deserti, tandem justas perfidiæ suæ pœnas luant. Sed hæc omnia in Dei manu posita sunt, a cujus unius robore et *edociz* pendere nos certe oportet et decet. Miserum hunc Principem, ut hominem gravissime quidem lapsum, sed non nisi omni tentationum genere diutissime oppugnatum, commiserantes et Deum totis animis precantes ut, si fieri potest, lapsum illum erigat et in tam gravi calamitate suorum saltem misereatur. Plura spero nos brevi de rebus istis omnibus au-

(1) *Facinus hoc admisit...* *Facinus*, sans épithète et avec le verbe *admisit*, emporte l'idée d'acte hardi, extraordinaire, condamnable même. C'est ici coup de parti ; Henri IV avait dit *saut périlleux*.

recevrons bientôt de plus amples informations et je souhaite qu'elles soient de nature moins triste ; mais quelles qu'elles soient et de toute façon je vous écrirai avant peu.

En attendant, aimons-nous de plus en plus et nous recommandons à Dieu les uns les autres, puisque jamais l'union, le bon accord ne nous furent plus nécessaires pour le bien de nos intérêts communs.

De Genève, le 9 août 1593.

Votre frère entièrement dévoué et affectionné,

THÉODORE DE BÈZE.

« *Officio meo apud regem non defui....* Je ne me console que par la pensée d'avoir rempli mon devoir envers le roi. » On se rappelle que ces mêmes paroles se retrouvent dans la lettre que Théod. de Bèze avait écrite deux jours auparavant (7 août) à Grynée (*Bull.*, t. I, p. 40).

M. J. Bonnet nous a depuis communiqué un passage d'une autre lettre de Bèze à Constantin Fabricius, en date du 22 août 1593, et qu'il importe de consigner ici :

... Vous imaginez aisément à quel point nous avons été troublés par cette chute si inattendue et si fâcheuse d'un roi de qui nous attendions tant de bien. Quant à lui (puisse Dieu l'avoir à merci, car plusieurs croient que ses pensées sont tout autres que ses actions), il recueillera à la fin ce qu'il aura semé. Mais rien ne nous enlèvera l'amour de notre Dieu, et jusqu'à ce que le ciel et la terre soient confondus, cette parole demeurera inébranlable : *Le Seigneur connaît ceux qui sont siens* (1).

dituros, utinam minus saltem tristia, quæ tamen qualiacumque fuerunt mox perscribam.

Interim nos, quæso, quibus nunquam magis necessaria fuit mutua animorum pro aris et focis conjunctio, vicissim amare et Deo commendare magis ac magis pergite. Genevæ, 9 Augusti 1593.

Vestræ fraternitati ac pietati addictissimus,

THEODORUS BEZA.

(1) « Ad res nostras quod attinet, satis intelligis quam graviter iste tam inexpectatus et tam gravis lapsus illius regis commoverit a quo summa omnia expectabamus... Ille vero (cujus utinam Deus misereatur, et quum non desunt qui existiment aliud meditari quam agat) id demum metet quod severit. Nihil autem nos separabit à Dei nostri dilectione, et ut cælum terræ misceatur, perstabit immotum illud Dei fundamentum habens hoc sigillum : *Novit Dominus qui sint sui.* » (*Bibl. de Berne*, vol. 46, in-4°, p. 609.)

STANCES SUR LA MORT DE SAMUEL DURANT.

1626.

Nous avons reproduit des vers meilleurs, sans contredit, que ceux qui suivent ; mais tous les auteurs de stances ne sont pas des Malherbes, et Malherbe lui-même paraît-il toujours également bien inspiré ? Si d'ailleurs le morceau que nous donnons ici, d'après une plaquette du temps (parisisme), n'a pas grand mérite, il a du moins, pour nous, celui de rendre témoignage que l'Eglise de Paris sentit vivement la perte d'un de ses pasteurs et prédicateurs les plus éminents, Samuel Durant (V. *Bull.* t. II, p. 472), et par cette raison, remerciant notre modeste poète anonyme, nous ne dirons point avec lui :

Qu'il eût mieux fait de garder le silence
Qu'avoir si peu de voix.

L'Eglise en pleurs sur la mort de Monsieur Durant (1).

Fondez, mes yeux, et changez-vous en larmes,
Couverts d'un cresse noir,
D'un air dolent accompagnans mes larmes,
Ma douleur faites voir.

Si de vos pleurs jamais la bonde ouverte
A tesmoigné du deuil,
Par nos regrets à ce jour découverte,
Arrosez ce cercueil.

Filles du ciel, venez, eschevelées,
Venez, à vostre tour,
Mouiller la tombe où vos beautés célées
Ne voyent plus de jour.

En son automne, estant cet homme illustre
Pour oracle tenu,
Un seul degré restoit à vostre lustre
Par sa mort retenu.

Contraire aux feux qu'on voit d'en haut descendre
Et perdre leur clarté,

(1) MDCXXVI. s. l. 7 p. in-8°. Se trouve dans un recueil (non classé) de plaquettes de la bibl. Mazarine, et reliée par erreur avec d'autres de 1625, p. 36.

Cet astre-cy, pour dans les cieux se rendre,
De nous s'est escarté.

Tout estendu dans le sépulchre sombre,
N'y voyans que le corps,
De ses vertus ne paroist plus que l'ombre;
L'esprit en est dehors.

Son pied s'arreste attendant les nouvelles
De sortir du tombeau,
Pendant qu'au Ciel l'esprit guinde ses aisles
Pour paroistre plus beau.

Esprit sacré, courant à ta demeure,
Que mes cris sont puissans,
Tu vas glaçant du deuil qui me demeure
Le reste de mes sens.

Dans mes péchés, si jadis engourdie,
Tes oracles ont peu
Dompter l'humeur causant ma maladie,
Par l'ardeur de leur feu,

Que dois-je faire, aujourd'hui léthargique,
Le péché m'oppressant?
N'entendant plus ceste voix angélique
Qui m'alloit redressant,

Et dont le son rendoit tant de merveilles,
Que nos cœurs de rocher,
Pour l'escouter, reprenoient leurs oreilles
En reprenant leur chair.

Qui ne voit donc que la fureur divine,
Allant de pis en pis,
Va menaçant de prochaine ruine
Mes membres assoupis.

A ce discours plus mon deuil se présente,
Mes sens appesantis

Cèdent aux maux, ma voix devient pesante,
Et ses sons plus petits.

Et comme aux bords du serpent in Méandre,
L'oiseau, près de la mort,
D'un chant plaintif vient à nature rendre
Ce que requiert le Fort,

En mesme estat ma flamme entrecoupée
De soupirs et sanglots,
Sur son déclin rend ma langue occupée
A finir par son los (1).

Pardonne-moi, sachant par ton absence
Que ma main et mes doigts
Eussent mieux fait de garder le silence
Qu'avoir si peu de voix.

Epitaphe.

Si la piété avoit un corps,
Elle eust eu lieu entre les morts,
Dans ceste froide tombe enclose :
Mais l'Esprit qui l'entretenoit,
Voyant son corps qui déclinait,
L'a mise au Ciel, où il repose.

RAPPORT DU LIEUTENANT GÉNÉRAL DE MONTPELLIER

CONTRE

PIERRE FENOILLIET

ÉVÊQUE DE MONTPELLIER

1637-1644.

Pendant quarante-cinq ans, de 1607 à 1652, Pierre Fenoillet occupa le siège épiscopal de Montpellier. Il était Savoyard de naissance, comme Vaugelas, François de Sales et beaucoup d'autres de nos bons auteurs. Simple curé de la petite ville d'Annecy, il avait, jeune encore, acquis une si haute

(1) Eloge.

renommée de prédicateur éloquent, qu'on le fit venir à Paris pour prêcher le carême de l'année 1604. Henri IV l'entendit, et, ravi de son talent, le nomma d'abord prédicateur de la cour, puis lui donna l'évêché de Montpellier.

Il paraît que l'évêque d'Annecy, François de Sales, était un peu étonné lui-même de ces succès (1). Nous ne pouvons plus juger aujourd'hui du mérite des sermons de Fenoillet, il n'en est rien resté ; mais l'on a imprimé, de son vivant, les principaux discours qu'il prononça, et, au dire des auteurs de la *Gaule chrétienne* (2), « d'éternels témoins de sa faconde subsisteront dans les oraisons funèbres du surintendant Pomponne de Bellièvre (1607), et du duc de Montpensier (1608). » de Henri IV et de Louis XIII.

Bien qu'un peu déparée par l'exagération pédante, qui de son temps remplissait la chaire aussi bien que le barreau, des réminiscences de l'antiquité grecque et latine, tous ces morceaux de Fenoillet sont en effet d'un esprit fin, d'un tour vif, et s'élevant quelquefois jusqu'à la force et à la passion, je pourrais dire jusqu'à la violence. On a en effet imprimé aussi la harangue (3) qu'il prononça en présence de Louis XIII, à Béziers, lorsque ce prince parcourut le bas Languedoc, en obligeant les protestants à reconnaître le pouvoir de ses armes. Ce discours respire un peu la soif de la vengeance. Pendant plusieurs années, les réformés avaient été les plus forts dans le diocèse de Montpellier. L'évêque avait été contraint de fuir de sa capitale, de s'enfermer dans un de ses châteaux, et d'y soutenir un siège dirigé par le duc de Rohan, jusqu'à ce que le roi vint le délivrer, à la tête de son armée, et le rétablir dans ses fonctions. Aussi, devant le roi triomphant, commença-t-il par s'adresser à la pitié de son auditoire :

« Sire, dit-il, nous demandons pardon à Vostre Majesté, si devant elle nous ne tesmoignons assez dignement sur nos visages et par nostre discours la joye que nous recevons de son arrivée en ceste province. La douleur des maux que nous avons soufferts en est cause, qui a saisi tellement nos cœurs de tristesse et accoustumé nos yeux aux larmes sous la tyrannie de l'hérésie et rébellion, que maintenant nous sommes en peine de nous assurer d'avant la face de Vostre Majesté, et d'empescher que les gémissements ne nous eschappent quand nous ouvrons la bouche pour luy rendre des actions de grâces immortelles pour sa venue... Vostre Majesté nous pardonnera si en cette occasion nous haussons la voix devant le Fils aîné de l'Eglise, pour luy représenter les outrages que sa mère a receus, si grands en nombre, si violens en excez, si solennels en impudence, si horribles en sacrilèges, si abominables au ciel et à la terre, que nous ne doutons point

(1) Voy. André Sayous, *Hist. de la littér. franç. à l'étranger*, t. I, p. 77.

(2) *Gallia christiana*, t. VI, col. 818.

(3) *Harangue au Roy, prononcée à Béziers, le 20 juillet 1622, par messire Pierre de Fenoillet, évesque de Montpellier, en nom des catholiques des trois ordres de la ville et diocèse de Montpellier*. A Paris, chez Adrian Taupinart, 1622, 28 p. in-8°.

que Vostre Majesté ne soupire en les oyant, ne gémissé en les voyant, et n'admire que son royaume aye été capable de si grandes impiétez. »

Il est facile d'apercevoir dès ce début, qu'en dissimulant la joie présente sous les sombres teintes de la douleur passée, l'orateur se hâte d'arriver au fait et d'exciter le roi à de cruelles représailles. Dans toute la suite de sa philippique, il exprime de plus en plus nettement les sentiments et les espérances de son parti.

« Combien, dit-il, la tyrannie de l'hérésie est différente de sa naissance et de ce qu'elle promettoit au commencement. Car nous avons appris de nos pères, qui l'ont vue dedans le berceau et en sa jeunesse, que ceste maudite créature, desguisant de bonne heure son naturel, ne respiroit que l'obéissance aux loix, ne soupairoit que la réformation de l'Eglise, n'aspiroit que la liberté de conscience ; elle se contentoit des grottes, des caves et de quelques vallons perdus entre de hautes montagnes, pour s'assembler de nuit, et protestoit d'une feinte modestie qu'elle ne venoit point pour enfreindre les loix de l'Estat ou pour troubler le repos public, mais seulement de se conserver en sa faiblesse pure et innocente des abus de l'idolâtrie qu'elle se figuroit en l'Eglise ; et mesloit quelques larmes de tendresse à ses propos, pour endormir les loix, comme elle a faict, et surprendre les magistrats... Tout le monde tombe d'accord qu'on devoit estre mieux sur ses gardes au commencement qu'on n'a pas été, et qu'il falloit de bonne heure la sévérité des loix à ce mal... O douleur ! ô vengeance, que tu tardes !... Tout ainsi que le soleil s'advançant vers le signe de la Vierge, qui signifie la justice, passe par celui du Lyon, où il doit entrer dedans deux ou trois jours, pour paroistre avec l'ardeur et le courage enflammé de ce généreux animal, de mesme, Sire, esclatant de gloire et de majesté, allez vous asseoir dedans le throsne de vostre Justice, pour la faire sentir aux rebelles, mais en Lyon, mais avec le feu du zèle que vous avez pour la cause de Dieu et les ardeurs royales d'une sainte vengeance ! »

Cette longue image n'est pas heureuse ; elle se termine cependant par un coup qui résonne, et l'on ne peut nier que le talent de Fenoilliet ne fût plein de feu, de mouvement, surtout d'une extrême adresse, et parfois même d'un certain air de grandeur. Mais je ne saurais partager la mansuétude d'un célèbre écrivain protestant, M. Sayous, qui, après avoir cité le même passage de cette harangue, ajoute (1) : « C'est ainsi que le ressentiment catholique, échauffé par l'ardeur méridionale, avait fait de l'ancien chanoine d'Annecy, porté par caractère aux doux tempéraments, un guerrier fougueux de l'Eglise et un invocateur de la persécution. » Trop indulgente appréciation, fondée sur la lecture des discours de l'évêque de Montpellier. Ses actions le font mieux connaître.

(1) *Hist. de la littér. fr. à l'étranger*, I, 83.

Pierre Fenoillet, malgré son zèle ardent contre l'hérésie, n'a laissé qu'une triste page dans les annales de son diocèse. L'éloge de son éloquence fait presque tous les frais de l'article consacré à son histoire dans la *Gaule chrétienne*, et ce n'est pas sans cause. Une partie de son long épiscopat fut absorbée par des querelles interminables avec son chapitre, et qui dégénérèrent souvent en actes scandaleux. Les chanoines lui firent quelques tours, mais l'évêque s'emporta beaucoup plus loin, et montra dans ces démêlés la violence la plus étrange. Au fond, il s'agissait du mode de nomination à certaines cures, et sur cette question il y avait entre le chapitre et l'évêque vingt procès entés l'un sur l'autre à toutes les juridictions, à Montpellier, à Grenoble, à Toulouse, à Paris. Les chanoines réclamaient et plaidaient avec acharnement; mais Fenoillet ne s'accommodait pas des lenteurs judiciaires, il faisait enlever ses principaux adversaires jusque sur la grande route, les enfermait dans son château-fort de Montferrand; enfin, les faisait maltraiter et battre par des gens armés. Les procès-verbaux de ces échauffourées et d'innombrables dossiers relatifs aux litiges qui en étaient l'occasion, et qui se trouvent aux archives du département de l'Hérault, portent le témoignage de l'indignation qu'excitaient de tels débats (2). Je produirai tout à l'heure une pièce qui achèvera de donner le portrait de Pierre Fenoillet. Mais avant d'en arriver là, il convient de montrer qu'au milieu de ses procès avec le chapitre de Montpellier, il ne se relâchait pas de sa rigueur contre l'hérésie, et continuait à agir de ce côté avec un zèle que le gouvernement du roi tâchait vainement de modérer. C'est une lettre adressée par lui, en 1637, au secrétaire d'Etat, M. de la Vrillière, et dans laquelle il traite la question des mariages mixtes. A ce point de vue, et aussi comme spécimen du style épistolaire de l'orateur, cette pièce paraîtra sans doute de quelque intérêt (3).

Monsieur,

Votre lettre du xxviii du mois dernier, que j'ay receue le 6 du présent, a grandement soulagé mon esprit, me faisant sçavoir que vous avés receu en bonne part le mémoire que je vous avois envoyé auparavant et qu'en suite vous aviés pris la peine de parler et conférer avec M. le chancelier sur les subjez qui y estoient contenus....

(2) On peut voir, pour plus de détails, les *Mémoires historiques sur Montpellier*, par J.-P. Thomas, 1827, in-8°, ouvrage publié par le neveu de l'auteur, M. Eug. Thomas, archiviste de l'Hérault.

(3) Elle est conservée, en original, à la bibliothèque de l'Institut (collection Godelroy, portef. 272), et précédée de cette analyse, écrite de la main de l'un des Godelroy : « Pierre Fenoillet, évêque de Montpellier, touchant l'ordre qu'il garde en son diocèse pour les mariages, n'en admettant aucun de la Religion qui n'ajure auparavant et sous proclamation de bans, et qu'ils soient faits devant le curé, et a déclaré le mariage du nommé Mariotte nul, pour avoir espousé une huguenotte, sans publication de bans. »

Pour le fait des mariages, je suis très ayse que vous ayés approuvé ce que je pratique religieusement, sans jamais m'en dispenser, lhors que des personnes de différente religion et créance se présentent aux curés de nostre diocèze pour espouser, à sçavoir d'exiger que celle qui fait profession de la Rel. prêt. réf. abjure auparavant son hérésie afin d'estre capable et en estat de recevoir le sacrement. Pour celuy de M. Mariotte, conseiller en la court des comptes de cette ville, avec une damoiselle huguenotte, sans la proclamation de bans et sans la présence du curé ou du prestre aiant charge légitime, je me serois arresté sans plus agir et mesmes sans plus vous escrire de cette matière, craignant de vous importuner, si vous m'aviés prescript et ordonné quelque chose là-dessus absolument et si, après m'avoir fait sçavoir le sentiment de M. le chancelier, vous ne m'aviés encore demandé le mien par vostre lettre. C'est pourquoy, pour obéir, je vous diray, Monsieur, qu'après l'avoir leüe et bien considérée, je dois croire que je ne vous ai pas expliqué et représenté assés soigneusement et clairement, par ma précédente, les circonstances principales de cette action. Car, dedans la vostre, vous supposés qu'on n'a pas encor suffisamment publié l'article du Concile de Trante conforme en cela aux ordonances contre telz mariages, ce qui seroit néantmoins nécessaire, avant que venir au dernier remède, de déclarer led. mariage clandestin, et adjoustés : qu'après lad. publication je pourrois me servir des voyes que je vous ay proposées et des aultres de l'Eglise, puisqu'on ne pourroit plus alléguer pour excuse d'avoir ignoré les deffences faittes sur la validité ou invalidité de telz mariages.

Or il est très vray que nulle ordonnance n'oblige personne en conscience qu'après avoir été suffisamment publiée et notifiée à ceux qu'elle regarde et nottamment lhors que telle ordonnance establit quelque chose de nouveau, contraire à l'usage ancien, comme il est arrivé par le décret du Concile de Trante, pour le regard des mariages clandestins, lequel despuis a esté suivi par les ordonances de nos rois, selon les pouvoirs qu'ilz ont en telles matières. Aussi je n'aurois pas relevé la nullité de celluy que M. Mariotte a voulu contracter et qui aporte maintenant un scandale très grand dans mon Eglise, que je n'ay peu dissimuler, si les publications suffisantes n'avoient précédé, sans lesquelles led. mariage pourroit estre valable et contre lequel mes plaintes ne seroient pas raisonnables; mais ce que je vous déduiray brièvement fera bien cognoistre qu'on ne scauroit s'excuser sur le

défault desd. publications en mon diocèse et que nul prétexte d'ignorance ne peult faire que le mariage du Sr Mariotte ne soit nulle et partant que sa conversation avec cette damoiselle huguenotte, en qualité de son mary, ne soit souillée de sacrilège avec un scandale public, car les deffences que j'ay renouvelées en nostre synode, suivant ce que je vous avois escript, regardent précisément les mariages qui se présentent entre des personnes de diverses créances au fait de la religion, afin d'y apporter les précautions nécessaires, à cause des tromperies et sacrilèges qui ont esté commis par la finte conversion de quelques-uns à la foy catholique, lesquelz, après avoir espousés devant des prestres, sont retournés au presche sans avoir prétendu de faire publier de nouveau, comme nécessaire à l'article des mariages clandestins pour les déclarer nulz. Que si nous en avons parlé à nos prestres, ç'a esté par manière de doctrine et pour les en rafreschir la mémoire, comme nous l'avons fait plusieurs fois en diverses occasions.

Voicy maintenant les preuves qui font foy que la suffisante publication contre les mariages clandestins a esté desjà faite pour les rendre nulz.

1^o Je n'ignore pas, ce que vous seavés très bien, les formalités que le concile de Trante veult estre observées en cette publication durant quelques sepmaines consécutives en chaque paroisse, mais d'autant qu'en France ce concile n'estant pas receu, on a voulu avoir esgard aux ordonnances que les rois ont faictes sur cet article conforme au décret du concile, pour ne perdre le fruit d'un établissement si saint et salutaire. On peult soustenir que les mariages clandestins sont nuls en France après la publication des seules ordonnances des rois en la forme ordinaire en laquelle on les publie dedans le royaume, et de fait les parlements déclairent maintenant partout nulz les mariages contractés avec le défaut des proclamations des bans et de la présence du curé. Voire mesmes nous seavons que celuy de Paris n'a pas eu esgard quelquesfois aux dispenses que les évesques de son ressort avoient données de la proclamation des bans, selon le pouvoir à ceux attribués par le d. concile, et a permis aux personnes desjà liées de se séparer et se remarier avec d'autres. Mais sans m'arrester à cet exemple, vous seavés les raisons de ceux qui soustiennent le pouvoir des rois et princes souverains dedans leurs Estatz sur les contratz civils des mariages, qui est, en ceste matière, de très grande considération.

2^e Combien qu'il ne m'apparut se point plus script dedans aucuns registres des églises de mon diocèse, le quel ont esté perdus durant le cours des guerres et des ravages de l'hérésie, que la publication de cet article ayt esté faite avec toutes les circonstances requises par le concile, néanmoins j'ay occasion de croire qu'elle n'a pas esté oubliée, puisque nul ne l'ignore et que tous les tribunaux ecclésiastiques et séculiers jugent à présent où ces matières avec cette supposition.

3^e Le concile provincial de Narbonne, qui est notre métropole, tenu il y a environ 25 ans, a esté suffisamment publié dedans mon diocèse, par lequel nous avons receu le concile de Trante avec des expressions du fait des mariages.

4^e L'accident du mariage clandestin estant arrivé deux ou trois fois dedans mon diocèse, entre des personnes de diverses créances, mes plaintes en ont esté portées publiquement à Paris, à Tholose et par tout mon diocèse. J'ay, pour cela, poursuivi un des curés de cette ville, fugitif, il y a plus de 16 ans, pour avoir espousé, sans la proclamation des bans et sans dispense, deux personnes de ceste sorte, et cela au sceu de tout le monde, et je puis assurer que ce fait, depuis longtemps, a toutes les marques d'une notoriété parfaite.

5^e C'est que le Sr Mariotte ne l'a pas ignoré, puisque, 4 ou 5 jours auparavant qu'espouser, il est venu à moy me demander la licence de ce faire avec la dispense des bans, ce que luy aiant refusé avec la douceur possible et déduit les raisons de mon refus, il n'a pas laissé de passer outre, ce qu'estant venu à la cognoissance de tous, a excité une plainte générale entre les catholiques. Qui a esté la cause que j'en ay conféré solennellement avec les principaux chefz des ordres religieux de cette ville et autres personnes sçavantes et zélées, avec prudence, à l'honneur de l'Eglise, lesquelles ont jugé estre de devoir de ma charge, de ne souffrir point un tel scandale. Et de fait, ledit Sr Mariotte reconnoit assés que son mariage est nul, puisqu'il m'a prié et fait prier de trouver bon qu'il espouse derechef ceste damoiselle et que je commande à quelque prestre d'y assister, nonobstant l'hérésie de celle qu'il veult pour sa femme.

Voilà, Monsieur, l'estat au vray de cette affaire, duquel je ne vous avois pas donné assés de cognoissance. Que si, après ces raisons, il m'est ordonné de m'arrêter, j'obéiray sans plus répliquer; mais si je n'ay pas de vos nouvelles, je confirmeray les admonitions canoniques

audit sieur Mariotte de n'habiter point avec ceste damoiselle, après lesquelles je feray des censures ecclésiastiques, s'il ne m'est deffendu dans peu de temps. Pardonnés, s'il vous plait, à la longueur de cette lettre. L'obéissance que je rends, en vous escrivant mon sentiment, la rend un peu excusable, dumeurant toutte ma vie,

Monsieur,

Votre très humble et très obligé, et très affectionné serviteur,

PIERRE, E. de Montpellier.

A Montpellier, ce 8 juin 1637.

(Au dos : A Monsieur, Monsieur de la Vrelière,
secrétaire d'Estat, à Paris.)

Pierre Fenoillet, malgré son caractère emporté, nous paraîtrait, d'après cette lettre, un prélat sévère, vigilant et estimable, bien qu'il portât son aveugle rancune contre les protestants, au point de dépasser les vues du gouvernement de Louis XIII et de Richelieu. Mais voici la pièce que j'annonçais tout à l'heure, qui jette sur ce personnage une lueur bien différente. Elle est adressée au chancelier de France par l'un des premiers magistrats de Montpellier, le 28 novembre 1644.

Monseigneur,

Sy tout le monde ne cognoissoit la mauvaise vie de monsieur nostre évesque de Montpellier, j'aurois plustost mis sous la silance ce que la charité m'obligeoit de cacher principalement de ceux qui sont les chandeliers de l'Eglise et qui doivent estre le miroir de bon exemple. Nous sommes dans une ville mi-partie d'hérétiques, où il semble estre obligé de prendre garde à ces maudites actions détestées de tous ceux de ceste province, mais au lieu de les cacher, sa turpitude le monstre et le faict cognoistre, d'autant plus qu'il ne se souscie de Dieu ny de la religion catholique. L'age où il est peust donner des bonnes pensées à ceux quy ne sçavent point la suite de ces vices; mais en cela il a acquis des habitudes sy pernitieuses, que sy le papier ne rougissoit de ses actions, vous trembleriez de la lecture des forfaicts sy abominables. J'offre présanter cinq cens tesmoins de ces pernitieuses actions, à la moindre enquete que vous commanderez estre faicte, et suivant cela

vous jugerez que c'est luy faire grâce en le banissant de la France comme le plus infemme de la terre. N'estoit, Monseigneur, le zelle des catholiques, la risée des hérétiques et le scandale de nostre religion, je ne vous aurois escrit ny ne me serois monstré partie contre ces vices quy, estans hors d'espérance d'amendement, doivent estre chastiez par les loix et en sa personne punis suivant les ordonnances, ce que toute la ville de Montpellier espère; et même il est nécessaire pour le bien de l'Estat que on s'assure de sa personne au plustost.

C'est de quoy je vous ay vullu donner advis, comme le principal de la justice de ceste ville, estant,

Monseigneur,

Vostre très humble et très obéyssant serviteur,

DE TRINQUÈRE, juge-mage et lieutenant
général en la sénéchaussée, et gouver-
neur de Montpellier.

De Montpellier, ce 28 novembre 1644.

(Au dos : A Monseigneur, Monseigneur le chancelier,
à Paris.)

Au premier abord, cette lettre ne semble pas croyable. Cependant, c'est bien une pièce originale, portant la signature de son auteur avec son cachet, classée à la bibliothèque de l'Institut dans le portefeuille 273 de la collection Godefroy, et augmentée d'une analyse mise en tête, par l'un des savants de cette famille Godefroy, célèbre dans l'histoire littéraire (1). Maintenant, quel était ce Trinquère? quelle confiance mérite-t-il? N'est-il pas suspect au moins d'exagération? Affectionnait-il secrètement les ennemis de l'évêque, les huguenots, par exemple? J'ai fait toutes ces questions à un érudit de Montpellier, l'un des hommes les plus capables d'y répondre, M. Eug. Thomas, architecte du département de l'Hérault; or, de tous les documents, imprimés ou manuscrits, qui ont fait connaître Trinquère dans le pays où il a vécu, il résulte que c'était un magistrat honorable, qui resta longtemps en fonctions, et catholique si pur, qu'à la rentrée de l'évêque, en 1622, c'était lui qu'on avait chargé de dresser l'enquête au sujet des ravages que les protestants avaient commis dans Montpellier. Sa lettre, d'ailleurs, n'a pas le caractère d'une dénonciation, d'une manœuvre; c'est un rapport officiel ré-

(1) Analyse ainsi conçue : « Trinquère, lieuten. gén. de Montpellier, décrit l'évêque de Montpellier pour le plus vitieux et meschant homme du monde; offre de produire de ce plus de cinq cens tesmoins. »

digé par un magistrat, adressé à l'autorité compétente, et qui attaque l'évêque, non pas dans sa conduite à l'égard soit des huguenots, soit du chapitre, mais dans ses mœurs privées. Toutefois l'évêque de Montpellier en fut probablement quitte pour une admonestation ; il mourut huit ans après, en paisible possession de sa dignité, et les auteurs du *Gallia christiana* ont pu terminer l'esquisse rapide, et infidèle, qu'ils ont tracée de sa vie, en disant qu'il rendit l'âme, décoré de toutes les vertus épiscopales (*episcopalis insignitus virtutibus*).

Cet éloge, un peu vague après tout, est moins menteur encore que le distique composé en l'honneur de Pierre Fenoillet par Gariel, dans son *Histoire des évêques de Maguelone et Montpellier* :

Corpus humo mentemque Deo transmittis habendam ;
Cor superest ; Virgo, pars mea, dixit, erit (1).

L'instruction à tirer de ceci est de se tenir en garde contre les historiens, même contre le vénérable *Gallia christiana*, si l'on veut connaître l'histoire ecclésiastique, et de favoriser les recueils modernes consacrés à la publication et à l'étude des documents authentiques.

H. BORDIER.

SITUATION DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE

AUX APPROCHES DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

1683.

Les deux lettres qu'on va lire sont extraites du registre des actes du consistoire de l'Eglise française réformée de Londres (vol. 1679-1692). Elles se rapportent à un incident et à un débat que les procès-verbaux nous présentent ainsi qu'il suit.

Le 10 juin 1683, un membre du consistoire, le sieur Amonnet, rapporte que M. Séverin lui a dit que M. Lambinon, s'adressant à lui et à M. Quick, à l'occasion de ce qui est arrivé à Nîmes, « a parlé très fortement contre « les tyrans qui persécutent l'Eglise, jusqu'à avancer qu'on pouvoit les re-
« garder comme des bêtes féroces et courir sur eux. » La Compagnie déclare que si M. Lambinon est dans ces sentiments, il ne doit point être proposé à la prochaine élection. Elle prie donc M. Séverin de se rendre le lendemain dans son sein, et M. Quick étant désigné comme présent à cette conversation, elle résout de le prier aussi de venir.

Le 11 juin, MM. Séverin, Quick et Piozet sont entendus.

(1) P. Gariel, *Series præsulum Magalonensium*, 1665.

Le 17, on lit une lettre que M. Quick a envoyée à M. Primerose pour la Compagnie, et dans laquelle il demande, 1^o qu'on lui donne copie des actes qui le concernent, 2^o que l'on couche au registre sadite lettre. « La Compagnie a résolu de différer à copier les lettres susdites et à lui en donner copie, et en même temps de l'assurer que l'on ôtera du livre ce qui est écrit de lui, ou qu'on lui accordera ce qu'il demande. »

Puis, sans autres détails, à la suite de la séance du 28 novembre, se trouve transcrite d'une manière assez peu correcte, la lettre dont s'agit avec cette mention : « Copie de la lettre de M. Quick, dont il est fait mention dans les actes du 17 juin. »

Nous rappellerons qu'en 1683, le clergé romain et les commandants militaires des Cévennes et du Dauphiné, de plus en plus enhardis dans leur insolence à l'égard des malheureux réformés, mirent tout en œuvre pour les pousser à bout, jusqu'à faire des prises d'armes menaçantes, afin de les amener à s'armer eux-mêmes en défense, et occasionner ainsi des attroupements et des conflits, ce qui ne manqua pas d'arriver, comme à Bourdeaux.

Jean Quick, qui se trouve ici en cause, était ministre d'une congrégation presbytérienne de Londres. Né à Plymouth en 1626, et ordonné en 1658, il s'était déclaré *non-conformiste*, lors du bill de 1662, et avait, à plusieurs reprises, bravé la prison. Plein de zèle et de charité, il portait le plus chaleureux intérêt aux protestants de France persécutés, comme le prouvent non-seulement la vive sympathie exprimée par lui en leur faveur dans cette occasion, mais encore le *Synodicon in Gallia reformatæ*, qu'il publia en 1692 (2 vol. in-fol. qui furent l'idée première du recueil édité ensuite par Aymon) et les *Icones sacræ gallicanæ*, ou biographies de cinquante réformés français, qu'il comptait sans doute imprimer, mais que sa mort, arrivée en 1706, a condamnées pour longtemps à l'oubli (1).

Lettre de M. Quick.

Messieurs et très honorés frères,

Estant de retour chez moy, j'ai mérité avec beaucoup de soin et diligence l'accusation de messieurs les informateurs, tant contre moy que contre monsieur Labinon, qui est à cette heure en Hollande, et je vous escriis la vérité de cette affaire.

Il y a trois mois quatre semaines passées que, le sermon étant fini, j'acquis de monsieur Piozet, ou d'un autre ministre, des nouvelles des Eglises de France. Je ne sais lequel des ministres, si ce n'estoit mon-

(1) Perdu de vue pendant de longues années, ce manuscrit des *Icones*, formant 2 vol. in-fol., s'est retrouvé depuis peu, et nous espérons qu'il sera tôt ou tard mis à profit pour nos études.

sieur Piozet, qui m'a répondu : « Il y a de fort mauvaises, car à cause de ces tumultes de Nismes, le roy n'a point voulu escouter leurs députés et a envoyé mille soldats à l'encontre d'eux, et pour cela ceux de la religion se sont soulevés en leur propre défense. » Je lui dis que la loi de nation leur donnoit le droit de se défendre contre les iniques insultes et attentats de leur adversaire. Quant au débatement de mes mains en signe de joie, duquel monsieur l'informateur Piozet vous a parlé, je respond seulement que ce n'est point à lui de sonder le fond du cœur de son prochain, car c'est la prérogative unique et incommunicable du Seigneur, et le scrutateur des cœurs cognoist avec combien de douleur et d'angoisse j'ay compati aux souffrances et persécutions de ces pauvres Eglises, et je crois que, j'eusse témoigné de la joie et souhaité le bon succès à leur entreprise, je n'aurois point péché ni contre Dieu, ni contre ma chère patrie d'Angleterre, ni contre messieurs les réformés de France, quoique peut-estre monsieur l'informateur a eu le déplaisir d'avoir manqué le bonheur d'y donner l'advertissement d'un événement tant considérable à monsieur le secrétaire. Voilà la conversation finie entre monsieur Piozet et moi. L'autre, qui s'appeloit Gendrin, soi-disant ministre de Saint-Christophe, s'ingéra dans notre discours, et disoit que les armes des chrestiens n'estoient que les larmes et prières, et que ces misérables de Nismes qui seroient tous massacrés ou grandement persécutés. Je lui demande pourquoi. Il dit : « A cause de la puissance absolue du roy. » Nous sortismes du banc et nous nous arrestâmes derrière la chaire. Je lui demandé : « Si le roy de France estoit *solitus solibus* ? » car je ne pouvois sur-le-champ m'exprimer proprement en françois, et notre conversation ensuite fut mi-partie entre les deux langues latine et françoise. Il me répondit qu'il estoit monarque absolu. Je luy dis que telle monarchie estoit la tyrannie mesme, et qu'en l'Europe, excepté le czar de Moscovie, on n'en parloit point d'aucun autre. Il est vrai que le Grand Seigneur, le Grand Mogol et le sophi de Perse estoient absolus, mais ils n'estoient point chrestiens. Or, il répondit : « Je ne sais quels sont vos privilèges et franchises icy, en Angleterre. Nous n'avons point en France tel privilège de résister au prince. » Je vous escriis devant Dieu qui cognoist toute la vérité, qu'ayant ouy ceste sienne response, je ne pris garde de luy et de ses paroles, et je lui demandai, après quelques autres discours, s'il avoit leu les *Vindiciae* de monsieur Languet, gentilhomme françois et ambassadeur pour le

duc de Saxe envers le roy Henry le troisième ; on soupçonnoit, mais à tort, messieurs de Bèze et Du Plessis pour auteurs de ce livre ; car monsieur Goulart, pasteur de Genève, escrivit le nom de l'auteur au roy. Il me dit que non. Je lui demandai s'il avait leu Buchanan, *De jure regni apud Scotos*. Il me dit que ouy. « Or done, vous avez ses sentiments dessus cet article. » Ensuite, lui poussant plus avant les discours de cette puissance absolue de son monarque supérieur à toute loi, et qu'on ne pouvoit ni devoit, de bonne conscience, luy résister, je luy demanday, si un père insensé attaquoit son enfant avec une espée, si l'enfant pécheroit contre son père de se défendre contre l'injuste assassinat d'un enragé, et que, voyageant sur le grand chemin, il ne luy estoit pas loisible de se défendre d'un larron et homicide ou lion ; si un lion, ours, tigre, le voulant détruire, il pécheroit contre Dieu de se défendre de leur violence. Quelles responses monsieur Pinformateur m'a faites, je vous assure que je les ai toutes oubliées ; mais je me souviens bien qu'il n'y avait guère de force dans toute son argumentation, et depuis je le quittai. Tout le discours était vague, comme il estoit arrivé sur-le-champ, sans aucun dessein ou préméditation que je le pense, tant de l'une partie que de l'autre. Quant aux raisonnements de monsieur Lambinon, je vous assure, en foy de chrestien et de ministre de l'Evangile, je ne m'en souviens point, et s'ils estoient récents en ma mémoire, je ne seray point obligé de donner information contre mon frère et un estranger. Les loix de civilité et de la piété, desquelles je fais profession, me défendent d'estre coupable d'un tel crime. Que monsieur Piozet et Landrin se congratulent mutuellement d'estre pourvus d'une charge sy honorable. Je leur quitte très volontiers la place et cognois très bien qui est l'accusateur de frères, et s'ils veulent estre les adjoints du fils de ce père mensonger, calomniateur et accusateur des saints et serviteurs de Jésus-Christ, ils en auront de quoy s'en repentir en bon temps.

Il reste que je vous prie, mes très honorés frères, de m'octroyer ces deux grâces : 1^o qu'il vous plaise me gratifier d'une copie des informations de ces deux messieurs Piozet et Gendrin et des actes de vostre consistoire qui me touchent, parce qu'il y va de mon honneur et de ma vie, qui suis ministre de l'Evangile et ai, depuis ma réception au pastorat, dans trois Eglises vescu, par la grâce de Dieu, sans tache et reproche, plus de vingt-six années ; 2^o qu'il vous plaise de me faire cette obligation que d'insérer cette présente lettre dans le livre des

actes de votre consistoire, ou bien de la conserver parmi vos papiers, afin qu'on la peut reproduire en cas d'aucun autre dispute, que messieurs les informateurs pourroient dorénavant esmouvoir touchant cette affaire.

Le bon Dieu et Père de miséricorde, vive fontaine de toute sagesse, vous conduise par son Esprit en toutes vos veilles et sollicitudes pour ce grand troupeau commis à votre charge, et fasse réussir vos desseins et entreprises en l'élection d'un pasteur selon son cœur, qui païsse votre Eglise de science et intelligence. C'est la bien humble prière,

Messieurs et très honorés frères,

De votre très humble, très obéissant et très affectionné
frère et serviteur,

J. QUICK, ministre de l'Evangile.

Londres, 11 juin 1683.

« Suit la copie de la lettre de M. Lambinon :

Messieurs et très honorés frères,

J'ay appris avec beaucoup d'étonnement, par une lettre à mon cousin datée du 15.25 de ce mois, et qui me fut rendue hier, que M. Séverin a eu l'audace de m'accuser devant vous, dans un temps où il s'agissait d'une affaire si sainte et si importante, qui est celle de la vocation d'un pasteur, d'avoir parlé indignement des rois et de la royauté, et cela dans le cœur d'un des plus considérables royaumes de l'Europe. Je vous assure, Messieurs, que je ne daignerois pas mettre la main à la plume pour me justifier d'une calomnie si noire et si mal fondée, si je ne me croyois en quelque façon obligé, pour la considération de l'honneur que vous m'avez fait en me jugeant digne de monter en votre chaire, et de l'intérêt que vous devez prendre, par conséquent, en ma justification. Je vous raconterai donc, Messieurs, ingénument et comme en la présence de Dieu, qui est mon juste juge, comment tout s'est passé, et je suis pleinement persuadé que vous me ferez justice, qui est l'unique grâce que je vous demande.

Après le presche du mercredi 16.26 may, M. Piozet nous montra, à MM. Séverin, Quick et à moy, une lettre qu'il avoit nouvellement reçue de France, et qui portoit que les protestants de Nismes, ayant esté poussés à bout par ceux de la communion de Rome, avoient pris les armes contre eux. Là-dessus M. Quick, par un mouvement de zèle

inconsidéré, dit : « J'espère que Dieu aura esgard à la bonne cause de ces pauvres gens réduits au désespoir, et qu'il assistera contre leur cruel persécuteur. » Sur ce transport, M. Séverin entra en contestation avec ledit sieur Quick, et ils eurent plusieurs paroles ensemble, dont j'ouïs quelques-unes, mais dont la plupart m'échappèrent, parce que j'avois l'esprit ailleurs et les yeux ordinairement tournés vers la porte, pour voir si la foule ne diminuoit pas et s'il n'y avoit pas moyen de sortir bientôt, ayant en ville une affaire qui me pressoit. Mais voyant que la foule estoit encore trop grande pour pouvoir sortir, je m'approchay d'eux. M. Piozet, qui avoit ouï une partie de leurs disputes se retira, ce qui m'obligea derechef à tourner les yeux du côté de la porte pour voir si M. Piozet sortiroit et s'il y auroit moyen de sortir avec lui en fendant la presse ; mais, ayant aperçu que M. Piozet s'arrêta en chemin à cause de la foule qui étoit encore à la porte, je me tournay vers ces deux messieurs, savoir MM. Séverin et Quick, qui dispuoient toujours ensemble, et, en me tournant vers eux, j'ouïs M. Séverin avancer, au sujet du procédé du roi de France à l'égard des protestants, j'ouïs, dis-je, M. Séverin avancer ces propos, et cela en s'adressant à moi, savoir : Que les rois estoient maîtres absolus de la vie et des biens de leurs sujets, ou que les rois avoient un droit absolu sur la vie et les biens de leurs sujets. Là-dessus, je lui reppiquai en souriant : « Nous sommes ici trois ministres ou trois théologiens, savoir, M. Quick, vous et moi ; mais je crois, entre nous, que vous auriez de la peine à prononcer entre théologiens que les rois, savoir, les rois chrétiens, dont il s'agit maintenant, ont un droit absolu sur la vie et les biens de leurs sujets, ou qu'ils en sont maîtres absolus. Sy est bien vrai, ajoutai-je que cela se pratique parmi les Turcs, Moscovites et autres nations barbares où le gouvernement est purement despotique ; mais que cela doive avoir lieu entre les chrétiens et les princes chrétiens dont le gouvernement n'est pas despotique, mais paternel, c'est ce que je ne saurois m'imaginer, car un père n'a pas de droit sur la vie de ses enfants, et s'il en fait mourir quelques-uns, surtout des enfants obéissans et fidèles, il en doit répondre devant Dieu ; de même si un roi, surtout un roi chrétien, et encore très chrétien, fait mourir de ses sujets obéissans et fidèles, il en demeurera responsable devant Dieu, comme étant sujet aussi bien que vous à la loi de Dieu, qui pose : « Tu ne tueras point, » et dont nous avons un illustre exemple en David, quoique roi légitime et souverain à l'égard

d'Ury, son sujet. » Davantage voyant que M. Séverin insistoit encore sur les propos qu'il avoit avancés, je lui demandai si les rois étoient aussi maîtres de la religion et de la conscience de leurs sujets, comme ils l'étoient, selon lui, de leurs biens et de leur vie, et si le roi de France avoit le droit de forcer ses sujets protestants d'aller à la messe et d'arracher les enfants du soin et d'entre les bras de leurs parents, pour les élever malgré eux dans une religion où ils ne croyoient pas pouvoir faire leur salut. A quoi il me répondit que le roi de France n'en avoit pas encore agi de la sorte envers les protestants. Mais comme je lui eus allégué là-dessus divers exemples incontestables, il répliqua qu'à tout bien considérer les rois étoient maîtres aussi de la religion de leurs sujets, du moins en ce qui étoit de l'extérieur de la religion et des cérémonies en quelque manière indifférentes. Sur quoi je me retirai, voyant qu'il n'y avoit plus de foule à la porte. Voilà, Messieurs, en conscience, le sens et la substance de tout notre entretien, qui se fit là seulement, à l'occasion des nouvelles de la cruelle persécution des protestants de France, et cela par forme de discours entre pasteur et pasteur, et encore entre pasteurs d'une même langue et religion, et par conséquent intéressés en une même cause, que je crois être la cause de Dieu, ou du moins qui y doivent être intéressés; car, pour ce qui regarde cette comparaison inférieure du roi de France à un lion ou à un ours, et la défense et opposition légitime que l'on y peut apporter, je vous proteste, Messieurs, devant Dieu, que ces paroles ne sont jamais sorties de ma bouche, et que si le discours s'est passé en ce temps-là, cela a été entre messieurs Quick et Séverin dans mon absence, car je n'en ai pas ouï ou su mot. Je vous laisse maintenant à juger, Messieurs, si j'ai rien avancé, dans cet entretien particulier, qui soit contraire à la saine théologie ou à la loi de Dieu touchant les rois (Deut. XVII, 14-20), et qui soit inférieur à la majesté ou au droit légitime des princes chrétiens, et qui ait dû, par conséquent, porter le sieur Séverin à m'accuser devant vous d'une manière si atroce, surtout après les caresses qu'il m'a faites, depuis ce temps-là, en diverses rencontres, et les protestations d'amitié qu'il me fit le jour avant mon départ, et dans le temple, ajoutant qu'il avoit un extrême déplaisir de n'avoir pu assister à ma dernière prédication aussi bien qu'aux deux premières, dont il avoit été fort édifié. Je lui pardonne pourtant de tout mon cœur le tort qu'il a eu dessein de me faire dans mon absence et par fausse déposition, et

j'espère que Dieu le lui pardonnera aussi. Au reste, Messieurs, je prie Dieu de vous prendre et le troupeau qui est commis à vos soins en sa protection et sauvegarde, et de bénir de ses plus saintes bénédictions et vos personnes et vos labours. Je suis et serai toute ma vie avec un profond respect et une passion extrême, Messieurs et très honorés frères,

Votre très humble et très obéissant serviteur,
et très affectionné frère en Jésus-Christ, GODEFROY LAMBINON.
A la Breole [?], le 19/29 juin 1683.

LE BANQUIER PROTESTANT SAMUEL BERNARD

DRAGONNÉ NONOBTANT CONVERSION EN RÈGLE.

ÉPISEDE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

1685.

Samuel Bernard, le célèbre banquier, a été souvent, soit à cause de son prénom biblique, soit à cause de sa richesse proverbiale, et est souvent encore pris pour un juif. Il était protestant, et, la révocation de l'Edit de Nantes advenant, il ne fut oublié ni des convertisseurs, ni des dragons. Les uns et les autres n'auraient eu garde de négliger un morceau aussi friand : on va voir par des pièces inédites et infiniment curieuses, comment ils se l'accommodèrent.

Nous en devons la communication à M. Th. Muret, qui en a pris copie sur les originaux, lesquels font partie de la belle collection d'autographes léguée à la bibliothèque de Rouen par M. Duputel, ancien membre de l'académie de cette ville.

I. *Abjuration.*

Déjà, dans la *France protestante* (t. II, p. 210), M. Haag avait rapporté, d'après les papiers de La Reynie, une pièce constatant que, dès le 14 décembre 1685, soixante et un des plus notables négociants protestants de Paris, parmi lesquels figurait Samuel Bernard, « mandés en l'hôtel de M. le marquis de Seignelay, » y avaient signé une promesse de se réunir incessamment à l'Eglise romaine. C'est en exécution de cette promesse, à laquelle il sera fait allusion plus loin, que Samuel Bernard abjura le 17 du même mois, ainsi que l'établissent le procès-verbal suivant et un certificat délivré à la même date par l'archevêque de Paris, dans la forme dont nous avons déjà donné un spécimen (*Bull.* t. I, p. 118).

Nous, Samuel Bernard, marchand, demeurant rue Bourg-l'Abbé, paroisse de Saint-Leu et Saint-Gilles, à Paris; Madeleine Clergeau, sa femme, et Louise-Elène (*sic*) Clergeau, âgée d'environ douze ans, sœur de Madeleine, croient de ferme foy tout ce que l'Eglise catholique-apostolique-romaine croit et professe. Nous condamnons et rejettons très sincèrement toutes les hérésies et opinions erronées que la mesme Eglise a condamnées et rejetées. Ainsi Dieu soit à nostre aide, et ses saints Evangiles, sur lesquels nous jurons de vivre et mourir dans la profession de cette mesme foy; et ce entre les mains de M. Guillaume Parra, prêtre, curé de l'Eglise paroissiale de Saint-Michel de la ville de Saint-Denys, en France, diocèse de Paris, en présence de M. Abel Gougeon, prêtre, vicaire de ladite Eglise paroissiale, et de Jean Bruneau, temoins requis, demeurant audit Saint-Denis, qui ont signé avec nous et avec ledit sieur curé. Fait dans ladite Eglise paroissiale de Saint-Michel, cejourd'hui vendredi, septième décembre, l'an de grâce mil six cent quatre-vingt-cinq. Les présentes doubles, l'une dans le registre des actes de ladite Eglise Saint-Michel, et l'autre pour demeurer entre les mains de moy

SAMUEL BERNARD.

Signé : S. BERNARD.

M. CLERGEAU.	L. H. CLERGEAU.
GOUGEON.	Guillaume PARRA.
BRUNEAU.	

II. Dragonnade.

Ainsi il appert qu'au 47 décembre 1685 notre financier était converti à la religion du roi selon toutes les règles.

Que dut-il donc penser, le pauvre homme, lorsque, dans la soirée du 4 janvier 1686 on lui remit la lettre suivante de M. le major d'Artagnan, l'un des dragons les plus polis de France et de Navarre au service de Sa Majesté ?

A Monsieur, Monsieur Bernart, banquier à Paris.

Je suis bien fâché, Monsieur, d'estre obligé d'establis garnison dans vostre maison de Chenevière. Je vous supplie d'en arreter la suite en vous faisant catolique A. R., sans quoi j'ai ordre de faire vivre à discrétion, et quant il n'y aura plus rien, la maison court grant risque. Je suis au désespoir, Monsieur, d'estre comis pour pareille chose, et surtout quant il faut que cela tombe sur une personne comme vous. Permetes-moi donc que je vous supplie de vous sollicité

au remède, car il ni en a point d'autre que de m'envoyer vostre abjuration et celle de toute vostre famille. En attendant, je vai donner ordre qu'on ne fasse nul désordre dans la maison, et mesme je ferai subsister les soldats fort modiquement ; mais contés que ces modérations-là n'iront que jusques à demain à deux heures après midi, car je les prens sur moy, ayant ordre du contre. Encore une fois, Monsieur, ottes-moi le chagrin d'estre obligé de vous en faire, et me croiès, Monsieur, vostre très humble et très obéissant serviteur,

ARTAGNAN.

De Chenevière, ce 4 janvier, à trois heures après midi.

III. *Touchante intervention.*

Samuel Bernard dut être fort surpris de cette mise en demeure, qui faisait courir à sa maison de campagne un si *grand risque*, et il dut s'empreser de fournir les justifications demandées par l'excellent M. d'Artagnan ; mais rien ne nous indique ses démarches à cet égard. Nous avons seulement sous les yeux un pathétique billet que maître Robin, jardinier du roi, écrit à notre dragon en faveur de M. Bernard et de son beau jardin, certifiant tout à la fois et avec un égal intérêt, — l'abjuration et l'honnêteté du propriétaire et de sa famille, et les mérites singuliers de ses arbres fruitiers, — non moins dignes les uns que les autres de la grâce qu'il implore pour eux.

A M. d'Artagnan, major du régiment des gardes.

Je crains bien, Monsieur, que vous ne soiès à la fin rebuté de mes importunités ; mais je ne puis refuser à Monsieur Bernard, qui a une maison à Chenevières, un témoignage que luy et toute sa famille ont fait abjuration, et vous prier en mesme temps de donner ordre que son jardin soit ménagé. Il y a de beaux arbres fruitiers, et moy qui suis jardinier, je suis plus sensible qu'un autre à la perte d'un bel arbre dont on espère beaucoup de fruit. Excuses donc si je vous sollicite en faveur du jardin de M. Bernard. C'est d'ailleurs un très honneste homme, et qui mérite la grâce que je vous demande pour luy. Vostre très humble et très obéissant serviteur,

ROBIN.

Paris, ce 5 janvier.

IV. *Conclusion.*

Hélas ! le mal était fait. M. le major d'Artagnan avait écrit qu'il alloit « donner ordre, *en attendant*, qu'on ne fit nul désordre dans la maison, et

« même qu'il feroit subsister les soldats *fort modiquement*... » Mais il comptait sans les hôtes.

On a déjà vu, en une autre occasion, quelle avait été la carte à payer de deux dragons logés à Caen aux frais d'un gentilhomme fugitif (t. II, p. 479, 580). On va voir comment les hommes de M. d'Artagnan s'étaient comportés, *en attendant* des instructions, et avaient subsisté *modiquement, sans nul désordre*. Cela ressort d'une supplique de Samuel Bernard au roi, et d'un mémoire détaillé présenté à l'appui.

Au Roy.

SIRE,

Samuel Bernard, marchand-banquier de vostre bonne ville de Paris, remonstre très humblement à Vostre Majesté qu'ayant esté eslevé dans la R. P. R., il auroit néanmoins obéy à vos volontés dans les tems prescrits par vos édits et vos ordonnances. Car le 14^e du mois de décembre 1685 il auroit signé pour sa réunion à l'Eglise catholique entre les mains et en présence de M. de Seignelay; le 17^e du mesme mois il auroit exécuté et consommé sa réunion avec toute sa famille; au préjudice de quoy ses ennemis lui auroient suscité un logement de gens de guerre dans sa mayson de campagne sise à Chénevière-sur-Marne, le 4^e janvier de la présente année 1686; c'est-à-dire dix-huit jours après avoir satisfait à vos volontés; lesquelles (lesquels?) luy ont emporté, vendu, rompu tous ses meubles, ses vins, grains, bois, ferrures des portes, brisé les fenestres et généralement désolé toute sa mayson, de telle manière que le dommage monte à plus de six mil livres; et comme ce n'est pas l'intention de Vostre Majesté que ses fideles sujets soyent traittés de cette sorte, il vous supplie avec tout le respect et toute l'instance possible de luy faire rendre justice sur la perte que luy a causé ce désordre, laquelle il ne s'est point attirée, puisqu'il a obéy aux ordonnances et édits; il espère, Sire, cette grâce de Vostre Majesté; et luy, sa femme et ses enfants continueront leurs prières à Dieu pour la santé et la prospérité éternelle de Vostre Majesté.

Mémoire du dégât que les soldats ont faits à Chenevière, dans la maison de M. Samuel Bernard.

Ils ont vendu et bu au moins 20 muids de vin, qui vaut 50 l. sur les lieux, ci.	1,000 l.
200 de foin à 25 l. le cent.	50

Sept lits garnis de paillasses, lits de plume, traversins, matelas, couvertures, housses, rideaux, le tout estimé à.	1,500
Au moins 30 paires de draps très fins, à 50 l. la paire.	1,500
6 services de damassé, à 30 l. le service.	180
1 dito très fin de	70
12 chemises fines pour homme garnies de dentelles, à 30 l. la pièce.	360
Autant pour madame Bernard.	360
Autant à la sœur de madame Bernard, à 20 l. pièce.	240
2 douzaines de grosses chemises tant pour homme que pour femme, à 7 l. 10.	180
6 toilettes, les pelotes et les étuis de peigne, le tout garnies de dentelles très fines, à 100 l. chaque.	600
En linge de cuisine au moins.	300
En vaisselle d'argent au moins.	700
En batterie de cuisine et vaisselle d'étain.	200
Pour grand nombre de fruits très beaux estimés.	400
Pour plusieurs miroirs qui ne se trouvent plus.	200
Pour dégât qu'ils ont fait dans la maison par débris de meubles qu'ils ont rompus et emportés, ensemble toutes les serrures qu'ils ont rompus, et emporté jusqu'aux verroux des fenêtres.	1,200
Plus pour diverses porcelaines.	400
Pour du bois.	50
Pour de l'huile, de la chandelle, du sel et autres provisions.	200
	9,690 l.
Sept garnitures de cheminée consistant en grille, pelle et pincette, à 18 l. pièce.	126
3 fusils, à 30 l. pièce.	90
7 tapis valant ensemble.	110
	10,016 l.

L'EXHORTATION DE BASNAGE AUX RÉFORMÉS DE FRANCE

ET LA RÉPONSE DE CEUX-CI.

1719.

En 1719, la cour de France craignit vivement qu'il n'entrât dans les projets du ministre de Philippe V, Alberoni, de soulever les protestants du Midi et de rallumer la terrible guerre des Camisards. Basnage, le célèbre pasteur de Rouen réfugié à La Haye, qui avait toujours blâmé le recours aux armes, et qui secondait alors l'œuvre pacificatrice d'Antoine Court à ses débuts, fut prié, par l'entremise du comte de Morville, ambassadeur de France en Hollande, de rédiger, dans l'intérêt de ses coreligionnaires, une Instruction pastorale, pour les exhorter à demeurer soumis et à se tenir en garde contre les intrigues étrangères. Publiée à Rotterdam, chez Abraham Acher,

de 28 pages in-42, cette Instruction fut aussitôt imprimée à Paris, par les soins du gouvernement, et répandue à profusion. « Elle est écrite, dit Ch. Coquerel (t. I, p. 92), avec beaucoup de sagesse..., mais il eût été à souhaiter que l'illustre pasteur y eût inséré quelques espérances, ou au moins quelques vœux pour la liberté religieuse de ses compatriotes, qui n'étaient pas, comme lui, en sûreté de personne et de conscience chez un peuple hospitalier. »

M. Haag a trouvé dans la collection des papiers Court, à la Bibliothèque de Genève, la réponse qui fut faite à Basnage, et rédigée, sans nul doute, par Ant. Court lui-même. Elle est très rare, même en manuscrit, et on a longtemps pu croire qu'elle n'avait jamais été imprimée. Mais nous l'avons rencontrée à la fin d'une plaquette rarissime d'Ant. Court, intitulée : *Relation historique des horribles cruautés*, etc. (Bull., t. IV, p. 443); elle y est désignée sous ce titre : *Abrégé d'histoire apologétique, ou Défense des réformés de France, qui sert de réponse à l'Instruction pastorale sur la persévérance en la foy et fidélité pour le souverain, de M. Basnage, datée du 19 avril 1719.* (Bibl. de l'Arsenal, H 45289.) Nous la reproduisons à cause de sa rareté, et comme point de départ pour une série de curieux documents relatifs à la deuxième édition de la lettre de Basnage, que nous a communiqués M. J.-P. Hugues.

*Réponse des pasteurs du Désert à l'instruction pastorale
de Basnage.*

Monsieur et très honoré frère en notre Seigneur J.-C.

Une instruction pastorale aux réformés de France sur la persévérance dans la foy et la fidélité pour le souverain, datée du 20^e avril 1719, a parvenue jusques dans les Cévennes, en Languedoc. Nous avons reconnu, Mr, dans votre stile, les mêmes lumières et la même piété qui éclatent dans vos autres ouvrages. C'est pourquoy nous ne faisons point de difficulté de vous répondre sur les deux sujets que vous avez eu la charité de nous écrire.

Nous avons adopté et nous recevons avec un nouveau plaisir vos sentimens sur les dogmes et sur la morale, parce que nous le trouvons conforme à ceux de J.-C. et de ses apôtres. Les censures que vous faites aux pères et aux mères, sur la négligence qu'ils ont de s'aquiter de leurs devoirs et d'instruire leurs enfants, n'en sont que trop juste et trop douce après des fautes si essentielles et de si terrible conséquence. On peut dire, à notre honte, avec vérité, que la foy de tous ceux qui ont resté dans l'Egipte, qui ont voulu jouir de leurs biens, a plié sous le poids de la persécution. Ces Amrams et ces Jacobds, après avoir conservé quelque peu de temps leur cher Moïse,

les ont livrés au torent du fleuve de Babilon, et s'il y en a eu quel-qu'un qui ait échappé aux coups mortels des bourreaux de la conscience, ce n'est qu'à une providance particulière et toute miséricordieuse que nous en devons rapporter toute la gloire.

Tout le monde sait que les ennemis de la vérité commencèrent d'attaquer ceux qui la prêchaient, ils n'ignoraient pas que, lorsque les pasteurs sont frappés, les brebis sont bientôt dissipés. Après avoir formé leurs funestes projets, ils les exécutèrent; nous fûmes privés, dans peu de temps, de tous les ministres du pur Evangille. Nous sommes forcés de reconnoître que nos peshés sont la cause de nos malheurs, mais nous ne savons si ce fut un décret absolu de Dieu ou une permission qui, dans certains cas, ne justifie pas notre conduite, que tous les pasteurs aient abandonné leurs troupeaux. Nous sommes persuadés que plusieurs ont versé des larmes sur les malheurs de Jérusalem, Nous croyons que plusieurs ont soupiré entre le porche et l'autel; leurs vœux et leurs soupirs sont montés jusque au ciel, ils ont émus les entrailles du Dieu de compassion. Nous sommes peut-être à la veille de voir nos désirs accomplis : Babilone renversée de fonds en comble, et Jérusalem établie dans un Etta renommé sur la terre; mais que dirons-nous pourtant du saint ministère ! N'auroit-il pas falu, après ce que J.-C. a dit sur le devoir d'un bon berger, que plusieurs (nous ne parlons pas de tous, à Dieu ne plaise), au lieu de répandre seulement des larmes, eusse versé leur sang pour leurs brebis, qui ne pouvoient pas les suivre dans leur fuites, soit par leur âge caduc, par leur tendre jeunesse, par d'autres infirmités et obstacles insurmontables. Nous mettons toute fois le doigt sur la bouche, et nous laissons à Dieu et à J.-C., le souverain pasteur de nos âmes, le soin de faire éclater sa miséricorde, sa sagesse et sa vertu dans nos misères, dans nos faiblesses et nos perplexités; c'est du ciel que nous attendons notre délivrance, et c'est à la grâce de notre divin Sauveur que nous attribuons la charité qui nous anime pour nous exciter à remplir nos devoirs.

Nous vous prion même, Mr et très honoré frère, de même que vos fidèles collègues, de continuer vos exhortations. Elles seroient apparemment plus efficaces, si elles étoient prononcées de vive voix; mais elles nous seront toujours précieuses et salutaires, de quelque manière que nous le recevions. Ceux d'entre nous à qui Dieu a fait la grâce de connoître et d'aimer notre sainte religion, se feront toujours un devoir inviolable de craindre le Tout-Puissant et d'honorer le roy jusqu'à sacrifier nos biens et nos vies pour son service, après avoir souffert de sa part pour notre religion, et cela, parce que nous

ne croyons pas qu'aucun motif, excepté ceux qui peuvent blesser une conscience éclairée de ses devoirs envers Dieu, puisse nous dispenser de notre dévouement aux intérêts de *Poinct* du Seigneur. Nous sommes persuadés que presque toutes les violences et les excès, dont on a usé envers nous dans le règne précédent, ont été exercés à l'insu du roy, après avoir été trompé et séduit par les Pharisiens du siècle.

Nous protestons aujourd'hui que nous regardons comme nos plus dangereux et cruels ennemis tous ceux qui, animés de leur seul intérêt, voudroient, par les promesses d'une liberté que nous ne voulons recevoir que de Dieu seul, nous engager dans quelque révolte pour favoriser leurs pernicieux desseins.

Mais permettez-nous, Mr et très honoré frère, de vous dire, avec tout le respect et la franchise qui conviennent à de vrais chrétiens, qu'il y a de cas, de temps, des lieux et des occasions où il n'est pas à propos d'obéir aveuglément aux ordres du prince et où il est bon de dire qu'il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. Nous n'ignorons pas que la témérité ou l'ambition de quelqu'uns, se couvre souvent du nom de zèle ; mais nous savons aussi que la timidité et l'amour du monde, de plusieurs autres, se couvre injustement du nom de prudence. Ceux qui sont éloignés ne peuvent juger des choses que sur les rapports, qui sont souvent faux et rarement particularisés et distingués. C'est pourquoy nous avons jugé à propos de vous donner icy un petit abrégé de ce qui se passé dans nos cantons depuis la révocation des Edits de Nantes, la démolition de nos temples et la privation de nos ministres.

Il seroit difficile et peut nécessaire de marquer icy le nombre des fidèles qui, préférant la liberté de leur conscience à toutes les douceurs de la patrie, ont peuplé plusieurs païs de l'Europe. Leur foy s'est manifestée d'une manière éclatante par les renoncement de leurs biens ; heureux, sy elle a persévéré, de se manifester par celui de leur passions. Nous ne parlerons pas beaucoup de ces misérables apostats qui, sans attendre les menaces ou les violences des persécuteurs, ont trahi la vérité, ont livré leur consciences pour quelque ville pension ou quelque charge qui les mis en considération parmi les enfans du siècle.

C'est icy où nous aurion plusieurs choses à dire sur ce nombre prodigieux de fidèles infidèles de tout âge, de tout sexe, de toute condition, qui, après avoir souffert diverses espreuves, qui plus, qui moins, ont enfin succombé sous le poids de la croix. Ne vous réjouissez pourtant pas, ô ennemis de la vérité ! comme si vous aviez remporté la victoire. Il est vray, vous avez triomphé de nos faiblesses, en

arrachant par violences une abjuration criminelle. Mais à quoy servoit-il de nous faire signer que nous renonçons à notre religion et que nous voulions d'exormais vivre et mourir dans celle de l'Eglise romaine ; la tristesse qui étoit peinte sur notre visage, les larmes qui couloient de nos yeux et les soupirs qui partoient du fonds de nos cœurs, n'étoient-ils pas des témoins mille fois plus fidelles à notre foy et de nos sentimens. Vous avez fait de martyrs et d'esclaves par vos violences, vous avez fait des athées et des prophanes par vos récompences ; où sont les saints que vous avez fait par vos prédications et vos exemples ? N'avez-vous pas vu , ô indiscrets zélateurs ! plusieurs de vos chers prosélytes, que vous honoriez et que vous citiez pour exemple, donner (au lit de la mort, lorsque le charme du monde disparaissoient, pressés par le remord de la conscience), donner de marques de leur repentir, refuser les consolations des prêtres et désavouer hautement toutes les démarches qu'ils avoient fait pour conserver leurs biens et leurs honneurs ?

Nous voicy enfin arrivés à un petit nombre d'élus et fidèles, et chéris du ciel qui ne voulurent pas abandonner leur patrie, ny renoncer à leur religion, et qui, semblables à la femme de l'Apocalypse que le dragon persécutoit, s'enfuirent dans le désert pour éviter la fureur de leurs ennemis. On envoya après eux un fleuve de troupes pour les faire périr ; mais la guerre, qui s'éleva peu après, força l'Illustre à rappeler ses soldats pour s'opposer à ses ennemis ; la terre s'ouvrit pour plusieurs ; elle engloutit de ces eaux débordées, et ainsi les fidèles qui couroient le bois et les déserts jouirent d'un peu de relâche. Ce fut dans ces circonstances que l'esprit de Dieu saisit quelques-uns et les poussa à prêcher les vérités de l'Ecriture sainte ; ils firent des assemblées qui contribuèrent à en relever plusieurs de leur chute et à affermir ceux qui étoient encore debout. Les lâches, les timides, les temporiseurs, amateurs du monde ont beau dire, on sera forcé, et peu-être plutôt qu'on ne pense, de mettre au rang des martyrs de J.-C. plusieurs qui ont passé dans le pays pour des idiots, des gens de néant, des coureurs, des scélérats et des perturbateurs du repos public.

A Dieu ne plaize pourtant que nous voulions canoniser tous ceux qui ont fait des assemblées, et encore moins tous ceux qui ont couru pour entendre ces prédications nocturnes au sujet de leurs biens, de leur liberté et de leur vie. C'est l'accomplissement du fillet mystique et prophétique de l'Evangille ; nous savons qu'il y a toujours eut de la paille et de l'ivraye parmi le bon grain ; il y a eu un Judas dans la compagnie du Sauveur du monde ; des himénées et des fillettes parmi les apôtres ; mais cela n'empêche pas que le bien que ces assemblées

on produit ne soit infiniment plus grand que le mal qui en est arrivé, quoy qu'en disent encore une fois les sages du monde, et ce ne seront pas eux qui décideront de la chose au jour du Jugement.

Le peu de repos que la guerre avait procuré aux fidèles de ce pays ne dura pas longtemps. Le zèle de faux dévots s'alluma plus que jamais et devint comme un grand embrasement qui saisit sans exception tous les arbres d'une forêt; les maisons de ceux qui n'étoient pas exacts à remplir un culte superstitieux, devenoient des cazernes de dragons ou de soldats à discrétion ou plutôt sans discrétion; les couvens et les séminaires se remplissoient tous les jours de filz, de filles, des femmes de tout âge et de toute condition; on ne parloit que d'exil, d'emprisonnement et de galères: les mères pluroient leurs enfans, qu'on leur enlevait pour le dévouer à la superstition. Et il n'y avoit personne qui consolât tant de triste et désolées Rachels. Les maris étoient séparés de leurs chères épouses et les femmes devenoient veuves avant la mort de leurs maris. Toutes les familles étoient en deuil, à cause des exécutions violentes qu'on exersoit tous les jours; On n'entendoit partout que pleur et lamentation. On demandoit la mort, on la souhaitoit; mais on nous vouloit conserver la vie pour pouvoir satisfaire une charité infiniment plus cruelle que toute la fureur des barbares. Ce fut dans ce temps-là que l'abbé du Chayla, un des plus fameux convertisseurs, portoit son zèle jusqu'à épargner au bras séculier les soins de la judicature et de l'exécution. Il avoit de sa maison une prison, où il tenoit captifs plusieurs prisonniers pour cause de religion, et, pour s'assurer d'avantage de ces pauvres misérables, il avoit fait faire des poutres qu'il faisoit joindre par de vis: c'étoit entre ces poutres qu'il faisoit mettre les jambes des prétendus hérétiques, et, à mesure que leur foi étoit ferme ou qu'elle plioit, il faisoit serrer ou lâcher ces machines.

Quelques païsans, parens ou amis de ces prisonniers, poussés enfin à bout par tant de violences, résolurent, contre les maximes de l'Evangille, d'aller enlever leurs compatriotes pour les mettre en liberté. Ils exécutèrent leurs desseins; mais soit que l'abbé du Chayla fit de la résistance, comme on a dit, soit qu'ils eussent résolu sa perte, après l'avoir saisi et exhorté de se convertir luy-même, la vengeance ou la fureur saisit ces païsans et les poussa à le poignarder. Après cette mauvaise action, ils virent bien qu'ils ne pouvoient plus se retirer dans leurs maisons; c'est pourquoy, ayant enlevé quelques armes chez leurs voisins et augmenté leurs troupes de quelques autres, la plupart vagabonds, gens de mauvaise affaire ou andeptés, comme ceux qui composoient la troupe de six cens du roy David pendant ses fuites, ils ba-

tirent la campagne pendant longtemps et se rendirent redoutables à leurs ennemis. Tout le monde sait, à quelque chose près, les suites de cette affaire. On fut forcé de mettre toute la milice et les paisans de la province sous les armes ; on envoya des généraux et des maréchaux de France les plus expérimentés avec des troupes réglées qui auroient formé une armée. Bien mis à la tette de ces paisans révoltez un jeune homme, qui avait été berger et ensuite garçon boulanger, sans naissance, sans étude, sans éducation et d'un médiocre génie. Il se servit de ces espèces d'avorton pour porter la terreur dans une cour qui avoit fait trembler toute l'Europe ; la France, presque toujours victorieuse jusqu'à ce temps-là, plia depuis de tous côtés. Mr Cavalier fit sa paix, non comme un scélérat qui a pris les armes contre son prince, et a commis mille meurtres et mille incendies, mais comme un général qui a combattu vaillement pour les intérêts de son roy.

Nous avon cru qu'il étoit à-propos de faire icy un abrégé d'histoire de ce qui se passé en nos cantons, de nos jours. Ceux qui le savoient déjà, ne seront pas fâchez qu'on le leur retrace au mieux pour donner occasion de faire les réflexions qu'ils jugeront à-propos. Il y a eut des personnes, au commencement, qui regardoient Cavalier comme un second David ; mais, s'ils y a quelques raports, il y a de sy grandes différences qu'on et bientôt forcé de renonser à la comparaison. D'autres l'ont regardé comme un Machabée. Le raports en sont beaucoup plus justes pour les personnes, pour les temps et pour les lieux ; mais comme on pourroit former encore des difficultez, nous convenons tous, catholiques-romains et réformez, chacun dans son party, que ç'a été un flau de Dieu pour punir en même temps le zelle indiscret et cruel de faux dévots avec la lâcheté et l'apostasie de mauvais chrétiens.

Plusieurs conviennent qu'il y avoit parmy les camisards des gens qui avaient du zelle, de la piété, du courage, des intentions droites, qui observoient une discipline exacte ; d'autres avoient été forcés, par la perte de leurs biens et danger de perdre la vie, la liberté ou la conscience, de se joindre à la multitude de vagabonds, de scélérats, de gens de sac et de corde, dont la plupart receurent bientôt la juste retribution de leurs crimes.

Dans ce temps de confusion, d'horreur et de carnage, où étoit l'Eglise ? Où étoit-elle ? Du temps d'Elie, de Paniel, de Jérémie et des Machabées, elle étoit partout, elle étoit en Jérusalem, en Babylone, en Egipte ; elle gémissoit, elle soupiroit parmy les hypocrites et les scélérats. L'esprit de Dieu s'étoit répandu sur plusieurs ; le fanatisme

s'étoit répandu aussy, de telle sorte que le païs a failly d'en être entièrement infecté. Tout cella donna occasion à plusieurs, qui avoient vécu dans une crasse ignorante, de lire et de visiter les saintes Ecritures. La science s'augmentoît tous les jours, plusieurs étoient épurés au feu des afflictions. Le méchans se portoient méchamment et les fidelles glorifioient Dieu.

La paix et la tranquillité succédèrent enfin aux murtres, aux incendies et aux divisions qui avoient régné dans ce païs. On défendy aux prêtres d'inquiéter les réformés pour la religion, et de forcer aucun nouveau converty à faire ce qu'on appelle devoir ou ce contenter de désarmer le peuple et de défendre les assemblées sous les mêmes peines qu'auparavant ; mais Dieu ne s'est jamais laissé, dans ce païs, sans tesmoignages ; sa providence, son amour, ne se sont pas réglés sur la politique du prince, lorsqu'elle va surtout contre ses intérêts. Il continua de revêtir de ses grâces plusieurs personnes d'une ville apparence aux yeux de la chair, qui, sans toucher aux droits du roy et aux intérêts de l'État, ont fait continuellement, jusques aujourd'huy, des assemblées pour prêcher au peuple le pur Evangille.

Nous voullons, avec la grâce de notre Seigneur, jusqu'au dernier soupir de notre vie, en randant à César ce qui est à César, rendre aussi à Dieu ce qui appartient à Dieu. Nos assemblées ne sont pas tumultuses, on ni porte point des armes, on a soin de les deffendre non-seulement sous peine de lèze-majesté humaine, mais divine. Nous n'avons rien à nous reprocher de ce côté-là, quoy qu'en puissent dire nos ennemis, puisque nous blâmons ceux qui sont sortis d'entre nous pour suivre d'autres maximes que celles de l'Evangille. La doctrine de nos adversaires et la nôtre, sur l'obéissance qui est due aux rois, est bien diférante. C'est pourquoy nous pourrions bien attribuer la rébellion des camisards non-seulement aux violences qu'on a exercée contr'eux, mais encore au mauvais levain de doctrine dont on les avoit forcé pendant longtemps de se nourrir.

Nous pourrions depuis ce temps-là donner quelques exemples de notre modération, mais un seul suffira à présent. Il y a environ deux ans qu'on arrêta un jeune homme qui faisoit des prières et des exhortations. Ce jeune homme étoit fort aymé de tous ceux qui le connoissoient ; on le devoit traduire d'Alais à Monpeliert ; une jeunesse nombreuse, pleine de courage et de zelle peu éclairé, croyant de faire une bonne œuvre, avoit résolu de l'enlever au détachement, qui n'étoit pas plus de quarante à cinquante hommes. La chose se seroit exécutée selon les apparences avec facilité ; mais ceux qui ont soin de prêcher les maximes de l'Evangille s'y opposèrent de telle sorte,

qu'on ayma mieux ne pas risquer de remettre le païs en feu, et voir leur frère sceller de son sang les vérités qu'il avait prêchées que de lui rendre sa liberté pour édifier encore le peuple. Et il est certain que sa mort fut plus glorieuse et plus édifiante que sa vie, puisque les personnes le moins sensibles à la pitié et les plus prévenues contre nous, comme le prévot, les archers, le bourreau, les officiers, les soldats et un jésuite, qui l'accompagna jusqu'au pied de la potence, lui rendirent des bons témoignages, témoignèrent beaucoup de compassion, et quelques-uns dirent que s'il avoit été de la religion romaine, sauroit été un saint un véritable martyr.

Nous ne savons si tout ce que nous venons de dire nous justifie auprès de ceux qui blâment sans exception nos assemblées, quoy qu'elles se fassent sans armes ni tumulte, mais au contraire avec toute la sagesse et la circonspection qu'il nous est possible. On nous cite des exemples tirés de l'Ecriture, sans examiner s'ilz conviennent et s'il faut les apliquer aux temps et aux lieux où nous sommes. Chacun, pour l'ordinaire, résonne selon ses idées, ses intérêts propres ou sur des mauvais raports qu'on lui a fait, peu de gens sont capables de juger sainement des choses les plus essentielles, parce que peu de gens vont puiser, s'il faut ainsy dire, dans le sein de Dieu même, l'ordre, la sagesse et les règles qu'il faut observer pour peneer et pour parler selon son bon plaisir.

La gloire de Dieu doit être la fin de tout, et la charité de notre Sauveur doit être l'âme de tout ce que nous disons et faisons. Depuis que nous sommes privez dans ce païs du saint ministère, sy Dieu n'avoit suscité quelques personnes pour réveiller la foy des peuples et pour ranimer leur zelle, il est certain que presque tous les habitans de la campagne, et la plupart même de ceux des villes qui sont sans lectures et privez des bons livres, seroient tombez dans une sy crace ignorance, que nous ne doutons pas qu'ilz eussent été différends des peuples chez quy la superstition règne le plus. Dieu, malgré nos péchez, n'a pas voulu nous abandonner entièrement. Après avoir transporté son chandelier dans d'autres climats, il a soufflé dans notre païs sur quelque lumignon fumant pour la consolation de plusieurs, et nous atendons avec une espérance vive qu'il plaise à ce grand Dieu de compassion de remettre notre Jérusalem dans un éta renommé sur la terre.

Nous consentons que les personnes qui ont de la piété et de la raison nous jugent devant les hommes, peu nous importe que les autres nous condamnent, notre droit est devant Dieu, qui saura bien nous rendre justice quand il en sera temps.

Peut-on, sans être ennemis de Dieu, condamner des gens qui, étant animés de la charité de Jésus-Christ, renonsant à tout ce qu'ils ont dans le monde pour employer leurs soins et leurs travaux à l'édification et à la consolation de l'Eglise? Non, dira-t-on; mais il faut savoir si cela est vrai. C'est ne seront pas deux ou trois témoins qui rendront témoignage à la vérité, ce seront vingt et trente mille s'il le faut.

Nous ne nous arrêterons pas beaucoup à réfuter ceux qui, aprouvant le zèle de ceux qui anoncent l'Evangille, n'aprouvent pourtant pas qu'on fasse des assemblées; nous ne savons comment ces messieurs conçoivent la chose; supposons pour un moment que cinq ou six bergers eussent trente ou quarante mille brebis dispersées dans un vaste païs, séparées les unes des autres par des cloisons différente, serait-il possible que ces bergers pussent nourrir tant de brebis s'ilz n'en formoient de petits troupeaux pour leur donner tour à tour les choses nécessaires pour la vie. Nous ne croyons pas même qu'il fût difficile de prouver que les chrétiens des premiers siècles et nos pères du temps de la réformation aient fait des assemblées pour servir Dieu, quoique le prince de leur temps les eussent deffendues. Nous n'ignorons pas que ce doit être avec toute la prudence possible et dans les lieux les plus à l'abry de la fureur des persécuteurs; nous usons sy bien de cette méthode, que pour une assemblée qui est découverte, il s'en fait cent à l'inseu de nos ennemis. Il est vrai, quelque maison ou grange ont été rasées, quelques personnes ont été condamnées aux galères, plusieurs ont été mizes en prison, très peu ont souffert la mort; mais ignore-t-on qu'il y a de croix attachées à la profession de l'Evangille, sans conter que mille et mille personnes sont édifiées et exemptes de ces sortes d'épreuves. On a quelquefois remarqué qu'une assemblée après avoir été vendue par des traitres, les détachements ont roulé toute la nuit autour du lieu où elle se faisoit, à peu près comme les habitans de Sodôme autour de la maison de Loth, et il est arivé que des brebis qui venoient de partir ont servy de guides pour reconduire chez eux les loups qui étoient venuz pour les dévorer. Nous avons reconnu amfin tant de marques de l'amour et la protection de Dieu, que nous ne pouvons pas douter que la providence ne veille sur nos intérêts. La mort de ce jeune homme dont nous avons parlé, bien loing d'intimider et de refroidir le zèle et la charité des peuples, n'a fait qu'à les enflamer davantage, et pour un consolateur qu'ilz ont perdu, le Seigneur leur en a suscité quatre qu'ilz ont dévoué leur vie et leurs travaux à l'édification de leurs frères.

Nous protestons encore à tous ceux ceux à qui lapartiendra avant

que de finir notre lettre, et nous prenons le ciel et la terre à témoin que nous voulons rendre à notre prince tout ce qu'il lui et deub; mais nous croyons qu'il ne nous est pas permis de négliger pour un peu de temps notre salut ny celui de nos frères. On a beau nous alléguer la situation des affaires du royaume, il faut toujours servir Dieu et obéir à ses loix, n'y eût-il que trente jours d'interruption comme du temps de Daniel. On nous menace d'un côté et on nous donne des espérances flatteuses de l'autre; mais nous avons souffert depuis longtemps et nous sommes prest à souffrir (soutenu par la grâce) avec patiences toutes les mauvaises conséquences de notre prétendue rébellion, jusqu'à ce que il plaise à Dieu d'ouvrir les yeux des princes sur notre innocence et sur leurs véritables intérêts.

Nous voudrions bien, à l'exemple de Moïse, que tout le monde fût prophète, et que personne n'eût besoin que d'autres l'enseignassent; mais cela n'estant point, il faut que ceux à qui Dieu a distribué quelque talent le fassent valoir à quelque prix que ce soit, persuadez qu'ils doivent être que le Seigneur les soutiendra dans leurs épreuves pendant cette vie, et les récompencera dans l'autre d'une couronne de gloire, que sa miséricorde a prédestinée de toute éternité à tous ceux qui sont fidèles.

Voilà, Monsieur et très honoré frère, les sentimens d'un grand nombre des protestans de ce pays; s'ils ne vous paraissent pas justes en tout, vous aurés la bonté, s'il vous plaît, de nous le faire savoir par la voie de France ou de Genève. Nous nous faisons toujours un devoir et un plaisir d'écouter avec respect et avec docilité tout ce qui viendra de votre part ou de celle de messieurs vos collègues, et nous ne cesserons jamais de faire des vœux et des prières à Dieu, qu'il vous bénisse de ses plus précieuses bénédictions, qu'il vous comble de ses grâces, qu'il ramène plusieurs d'entre vous dans leur chère patrie pour réédifier la nouvelle Jérusalem, que nous n'entendions plus ces cris affreux : Ote, ote ! crucifie ! mais bien ces chants de joye et de triomphe, ces hosannas, ces bénits soit celui qui vient au nom du Seigneur, ces haléluys, la gloire, la force, l'empire, la magnificence appartient au Seigneur, notre Dieu, à lui seul soit la louange et les actions de grâces dans tous les siècles des siècles.

Apostille :

Monsieur et très honoré frère,

Vous pouvez être persuadé que votre lettre pastorale nous fit beaucoup de plaisir; comme les exemplaires sont fort encore rares, nous n'eusmes pas le temps de pénétrer tout le sens et d'en sentir

toute la force, nous résolûmes d'abord de vous écrire pour vous remercier sur vos soins charitables et pour justifier notre conduite à l'égard des assemblées; mais il nous est parvenu de tous côtés tant de lettres et de rapports de vive voix, que tous les ministres nous blâment et même vous-mêmes, quoy qu'un peu moins fortement et d'une manière plus couverte, que nous avons été comme forcé de renfermer dans notre lettre une histoire apologétique de notre conduite et de nos sentiments. Vous pourrez reconnoître avec messieurs vos collègues le jugement qu'il convient faire de nous; nous découvrons nos pécées assés clairement, presque tous les faits que nous rapportons sont incontestables; nous n'avons pourtant pas dessein de choquer personne, à Dieu ne plaize; la vérité a été notre règle et la gloire de Dieu notre fin. Sy vous trouvez bon de faire imprimer ce que nous avons l'honneur de vous écrire, vous pourés ajouter et diminuer, réformer et polir ce que vous jugerés à propos: nous vous en laissons le maître, persuadez que nous sommes que vous êtes animés de l'esprit de Christ, qui n'a eut d'autre but que la gloire de son Père et le salut des hommes.

Nous sommes tous, avec beaucoup de respect d'estime et d'affection, Monsieur et très honoré frère en Jésus-Christ,

Vos très humbles obéissant serviteurs, etc.

Nous ne vous avons pas fait ici un détail de ce qui se passe dans nos assemblées et dans nos sinodes, parce que nous vous avons envoyé un mémoire instructif sur ce sujet daté du 21^e may 1719; nous avons cru qu'il n'étoit pas nécessaire de nous signer dans cette occasion.

Du Désert, ce 30^e jeuillet 1719.

(Au dos de la pièce on lit:)

Réponse à M. Basnage sur son Instruction pastorale du 1^{er} avril 1719.

CONVERSION ET ENLÈVEMENT D'UN ENFANT MINEUR.

1740.

(Comm. par M. J.-P. Hugues, d'Anduze.)

I. *L'Evêque de Montpellier à celui d'Alais.*

30 mars 1740.

Je ne puis, Monseigneur, me dispenser de vous informer d'un fait important à la religion, qui vous intéresse.

Jean-Baptiste Fraissinet, âgé de 14 ans, fils de François Fraissinet, marchand drapier d'Anduze, étudiant au collège de jésuites de Montpellier, y a été instruit dans la religion catholique, et il a désiré sincèrement d'en faire toutes les fonctions. En conséquence, après avoir été bien éprouvé, j'ai permis qu'on lui fit faire sa première communion. Son père, protestant, en ayant été informé, conçut le dessein de le rappeler chez lui ; mais, sur le rapport que je fis à M. l'intendant, il défendit à son maître de le relâcher. Aussitôt après le départ de M. de Bernage, le père dudit Fraissinet n'a pas manqué de venir à Montpellier, et, par artifice, il a tiré son fils des mains du maître de pension, et l'a amené à Anduze, et j'appris hier qu'il l'avait envoyé dans les montagnes du Rouergue, d'où l'on croit qu'il le fera passer dans les pays étrangers.

Cependant cet enfant, qui s'est converti de très bonne foi, paraît digne de compassion, et il ne serait pas juste de l'abandonner et de le livrer à la fureur de son père. M. l'intendant m'avait offert d'avoir un ordre de la Cour, et j'eus l'honneur de vous en dire quelques mots pendant les états, n'ayant voulu rien décider sur cet article, qui concernait plus votre diocèse que le mien. Nos occupations nous ont fait perdre de vue cet objet ; mais le temps presse de travailler à sauver cet enfant. Je suis persuadé qu'il vous sera très facile d'avoir un ordre au père de le représenter et de lui payer la pension chez un maître catholique. Si vous voulez, à cet effet, envoyer ma lettre à M. l'intendant ou au ministre, vous en êtes le maître.

Je suis, etc.

Signé : G., évêque de Montpellier.

II. *L'Intendant de Bernage au ministre Saint-Florentin.*

Montpellier, 23 avril 1740.

Le Sr Fraissinet, marchand d'Anduze et N. C., a un fils nommé Jean-Baptiste, âgé d'environ 14 ans, qui était dans une pension particulière à Montpellier, et faisait ses études aux jésuites ; ce jeune homme ayant été instruit dans la religion catholique, parut désirer sincèrement de la professer. Monseigneur l'évêque de Montpellier jugea à propos de permettre qu'on lui fit faire sa première communion ; mais sur l'avis qu'il eut que son père, qui est fort entêté dans ses erreurs, avait formé le dessein de le rappeler chez lui, il me fit l'honneur de m'en parler, et je fis défense, de concert avec lui, au maître de pension de le laisser sortir de chez lui. J'apprends qu'après mon départ, le Sr Fraissinet, soit par force, soit par artifice, a trouvé le moyen d'emmener son fils chez lui à Anduze ; qu'il l'a fait conduire depuis dans les montagnes du Rouergue, d'où l'on croit qu'il est dans le dessein de le faire passer dans les pays étrangers. Dans ces circonstances, comme ce jeune homme s'est converti de bonne foi, et qu'il ne serait pas juste de l'abandonner aux mauvais desseins de son père, j'ai cru devoir me

donner l'honneur de vous en rendre compte, et vous proposer de faire expédier un ordre du Roi pour obliger le sieur Fraissinet de faire conduire son fils à Montpellier pour y être gardé et instruit, dans tel collège ou pension que je pourrai indiquer, et d'y pourvoir au paiement de sa subsistance et entretien sur le pied que je réglerai, afin de mettre ce jeune homme en état de continuer ses études, et d'être instruit dans la religion catholique.

Si vous l'approuvez, et vous ayez pour agréable de m'adresser cet ordre, je l'enverrai sur les lieux pour le faire exécuter.

III. — *L'Intendant à M. de la Bruyère.*

30 avril 1740.

Le sieur Fraissinet marchand drapier de la ville d'Anduze a un fils âgé d'environ 14 ans, qui était dans une pension particulière à Montpellier et faisait ses études aux jésuites. Ce jeune homme ayant été instruit dans la religion catholique et paru désirer sincèrement de la professer, on lui a fait faire sa première communion; mais j'ai appris depuis par Mgr l'évêque d'Alais que le père qui en a eu avis a trouvé le moyen de le tirer des mains de son maître de pension, nonobstant les défenses que j'avais faites à ce dernier de le laisser sortir de chez lui, et sur le compte que j'ai rendu à M. de Saint-Florentin il a fait expédier l'ordre du roi ci-joint pour obliger le sieur Fraissinet de faire revenir son fils à Montpellier, où il doit-être mis dans telle pension que j'indiquerai. Je vous prie de communiquer cet ordre à Mgr l'Évêque d'Alais, de charger ensuite ou le sieur Carron ou un cavalier de la maréchaussée de l'aller remettre au sieur Fraissinet, à Anduze, et de vous rapporter au bas d'une copie la soumission qu'il aura faite de s'y conformer, et que vous m'enverrez; vous lui manderez de ma part que s'il tentait une seconde fois de corrompre ce jeune homme ou de le faire passer en pays étranger, Sa Majesté prendrait à son égard un parti qui l'en ferait repentir.

Je suis, etc.

IV. — *Ordre de Cour.*

Versailles, 26 avril 1740.

En conséquence, M., de la lettre que vous vous êtes donné la peine de m'écrire le 23 de ce mois, je vous envoie l'ordre du roi nécessaire pour obliger le sieur Fraissinet de faire revenir son fils à Montpellier, où vous désignerez un lieu convenable pour son instruction. Il sera bon aussi de lui faire dire, si vous en trouvez l'occasion, que s'il tentait une seconde fois de corrompre ce jeune homme ou de le faire passer en pays étranger, Sa Majesté prendrait à son égard un parti qui l'en ferait repentir.

Je suis, etc.

Signé : SAINT-FLORENTIN.

V. — *L'Intendant de Bernage au Ministre de Saint-Florentin.*
(Minute.)

30 avril 1740.

J'ai reçu, avec la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 26 de ce mois, l'ordre du Roi que vous avez bien voulu me faire expédier, pour obliger, le sieur Fraissinet, de la ville d'Anduze de faire revenir son fils à Montpellier. Je lui ferai notifier cet ordre et je verrai de concert à Mgr l'évêque de Montpellier, lorsque ce jeune homme y sera arrivé à le faire mettre dans un lieu convenable pour son instruction : je ferai dire au surplus à son père, ainsi que vous m'en chargez, que s'il tentait une seconde fois de le corrompre ou de le faire passer en pays étranger, Sa Majesté prendrait à son égard un parti qui l'en ferait repentir.

Je suis, etc.

VI. — *Le sieur Carron à l'Intendant.*

Alais, 15 mai 1740.

Monseigneur,

M. de la Bruyère m'a remis un ordre du Roi, je l'ai communiqué au sieur Fraissinet marchand de la ville d'Anduze, en parlant au sieur Bros son beau-frère qui, m'a répondu que le sieur Fraissinet son beau-frère était à la foire de Clermont avec son fils, qu'il allait faire partir un exprès pour le faire revenir et passer tout de suite à Montpellier, et a signé sa réponse au pied de mon verbal que j'ai remis à votre délégué.

Je suis, etc.

Signé : CARRON.

VII. — *L'Intendant à l'Évêque de Montpellier*

11 septembre 1740.

J'ai eu l'honneur, Monseigneur, de vous marquer, le 30 avril, que sur le compte que j'avais rendu à M. de Saint-Florentin du parti que le sieur Fraissinet, marchand à Anduze, avait pris de retirer son fils des mains du maître chez lequel je l'avais fait mettre en pension pour le faire passer en pays étranger, il m'avait adressé un ordre du Roi pour l'obliger de le faire revenir en cette ville et être mis en tel collège ou pension que j'indiquerais. Comme je n'étais point alors à portée de suivre moi-même l'exécution de cet ordre, je vous suppliai de vouloir bien prendre de concert avec Mgr l'Évêque d'Alais, les mesures nécessaires pour le retour de ce jeune homme et de le faire mettre dans le lieu le plus convenable pour son instruction. Je n'en ai point depuis entendu parler, et le sieur Fraissinet père m'a présenté le placet ci-joint pour demander que son fils lui soit rendu pour lui faire apprendre son commerce, sous l'offre qu'il fait de lui laisser

sa liberté de professer la religion catholique sous la conduite du curé d'Anduze. Comme je ne sais point où en est actuellement ce jeune homme, ni quelles sont ses dispositions par rapport à notre religion, je vous supplie de vouloir me marquer ce que vous en pensez, et si vous croyez qu'il n'y ait point d'inconvénient à accueillir la demande du sieur Fraissinet.

J'ai, etc.

VIII. — *Placet du sieur Fraissinet.*

Monsieur,

Le sieur Fraissinet, marchand de la ville d'Anduze représente à Votre Grandeur qu'ayant appelé auprès de lui Jean-Baptiste Fraissinet son fils aîné, qui faisait ses études en la présente ville, pour lui enseigner son commerce, il lui fut signifié un ordre du Roi, le 7 du mois de mai dernier, qui lui enjoit de faire revenir son fils à Montpellier pour être mis dans tel collège ou pension que Votre Grandeur indiquera, et le remontrant ayant mené son fils en la présente ville, à cause de votre absence, s'étant adressé à Mgr l'Évêque, le dit seigneur lui dit qu'il pouvait le remettre à la même pension où il avait resté et qu'il aurait soin d'informer Votre Grandeur de tout, et du bon témoignage et de l'offre que faisait le curé d'Anduze de veiller sur la conduite de cet enfant, afin d'obtenir son rappel, et lui donner moyen d'apprendre son commerce étant entré dans sa seizième année. Le remontrant offrant une entière liberté à son dit fils pour s'instruire de la religion catholique, avec cette protestation il a recours à ce qu'il vous plaise de permettre à son fils de se retirer dans la maison de son père pour apprendre son commerce comme étant l'aîné de huit enfants, et en même temps l'instruire sous la direction du curé d'Anduze de la religion catholique, et le remontrant continuera ses vœux au ciel pour la conservation de votre personne.

IX. — *L'Évêque de Montpellier à l'Intendant.*

29 novembre 1740.

Je consens très volontiers, Monsieur, à ce que le fils du sieur Fraissinet lui soit remis. Outre l'assurance qu'on m'a donnée qu'il n'y avait point de danger, il est juste de déférer au sentiment de l'évêque d'Alais. Ainsi, je m'en rapporte totalement à ce que vous ordonnerez. Nous en étions déjà convenus. Votre attention sur ce sujet est une nouvelle preuve de confiance et d'amitié que je ressens comme je dois. Ne doutez pas du respectueux attachement avec lequel je suis, M...

Votre, etc.

X. — *L'Intendant à M. le Ministre de Saint-Florentin.*

1^{er} décembre 1740.

Sur le compte que j'en s'honneur de vous rendre le 27 avril dernier,

pendant mon séjour à Paris, de ce qui m'avait été marqué par l'évêque de Montpellier, concernant le fils du sieur Fraissinet qui avait été instruit ici dans la religion catholique, qu'il paraissait sincèrement de professer et qui avait déjà fait sa première communion, vous voulûtes bien m'adresser, le 26 du même mois, l'ordre du Roi dont je vous avais proposé en même temps l'expédition pour obliger le sieur Fraissinet à faire reconduire son fils à Montpellier, d'où il l'avait retiré, et qu'on craignait qu'on ne le fit passer en pays étrangers. Cet ordre fut exécuté et le jeune Fraissinet fut ramené en conséquence chez le sieur Sattet, maître de pension, où il est actuellement. Mais son père ayant fait de nouvelles représentations sur le besoin qu'il avait de son fils, qui peut présentement le secourir dans son commerce, Mgrs les Evêques d'Alais et de Montpellier se sont assurés qu'il n'y avait plus de danger à lui accorder cette grâce, et Mgr l'évêque de Montpellier vient de me marquer lui-même qu'il consentait très volontiers à ce que ce jeune homme fût rendu à son père. Ainsi, Monseigneur, je ne puis que presser comme eux et vous, et vous supplier de vouloir bien m'adresser l'ordre du Roi, nécessaire pour permettre au sieur Fraissinet fils de sortir de la pension du sieur Sattet et de retourner auprès de son père, à Anduze.

Je suis, etc.

XI. — *Le Ministre de Saint-Florentin à l'Intendant.*

Versailles, le 10 décembre 1740.

Puisqu'il n'y a plus de danger, Monsieur, à remettre le sieur Fraissinet entre les mains de son père, je joins ici l'ordre du Roi que vous proposez pour faire sortir ce jeune homme de la pension du sieur Sattet.

Je suis, etc.

XII. — *Ordre du Roi.*

De par le Roi,

Il est permis au sieur Fraissinet fils, qui est en conséquence de nos ordres chez le sieur Sattet, d'en sortir présentement et de retourner chez son père, à la charge de se conduire par rapport à la religion de manière qu'il n'enrevienne aucune plainte à Sa Majesté.

Fait à Versailles, le 10 Décembre 1740.

Signé : LOUIS.

Et plus bas : *Par le Roi, PHELIPPEAUX.*

XIII. — *L'Intendant de Bernage à l'Evêque d'Alais.*

Montpellier, 26 décembre 1740.

Vous avez, Monseigneur, trouvé bon que le sieur Fraissinet, habitant de la ville d'Anduze, retirât auprès de lui son fils qui est ici en pension chez le sieur Sattet ; j'ai en conséquence demandé l'ordre du Roi qui était nécessaire.

et j'ai l'honneur de vous l'envoyer, afin que vous puissiez donner le vôtre au jeune Fraissinet, qui ira les recevoir avant de retourner dans sa famille.

Vous connaissez le respect avec, etc.

JACQUES SAURIN A NOTRE-DAME DE PARIS

AU MILIEU DU XVIII^e SIÈCLE.

Certes, si nous avons jamais semblé nous égarer dans quelque malencontreux anachronisme, c'est bien en inscrivant ce titre : *Saurin à Notre-Dame de Paris, sous le roi Louis XV* ! Quoi de plus contradictoire et de plus impossible ?

Nous en convenons volontiers ; c'est là un fait étrange et inattendu, mais *c'est un fait* que, vers le commencement de la seconde moitié du XVIII^e siècle, on a entendu le grand prédicateur du refuge au prône de Notre-Dame de Paris, et, qui plus est, c'est un révérend père jésuite qui a accompli ce miracle.

Nous avons sous les yeux un *Catalogue des livres de la bibliothèque de la maison professe des ci-devant soi-disant jésuites*. Paris, 1763, in-8^o de 448 pages. Cet exemplaire est celui de l'abbaye de Prémontré et du savant abbé et général de cet Ordre, Jean-Baptiste L'Ecuy, qui y a de sa main écrit les prix de vente, avec quelques annotations marginales.

Or, à la p. 446 (*Théologie. Hétérodoxes*), nous trouvons, sous le n^o 2389 : « Sermons sur divers textes de l'Ecriture sainte, par Jacques Saurin. La Haye, Troyel, 1708, 5 vol. in-8^o. »

Et, en renvoi, cette note manuscrite de l'abbé L'Ecuy :

Ils ont été prêchés à Notre-Dame de Paris, par le P. Pacau, jésuite, mot-à-mot, sans y rien changer.

Saurin prêché dans la cathédrale du diocèse de Paris ! Qui l'eût jamais imaginé ?

Tant il est vrai que ces jésuites sont des gens avisés, n'éprouvant point les répugnances du vulgaire, épurant tout ce qu'ils touchent, et sachant tirer le bien du mal,

Ad majorem Dei gloriam !

LETTRE D'UN GALÉRIEN PROTESTANT DU BÉARN

ÉVADÉ DES GALÈRES DE MARSEILLE ET RÉFUGIÉ A GENÈVE.

1770-1786.

[Communiqué par M. Lourde-Rocheblave, d'Orthès.]

A Monsieur Camescasse aîné, à Orthez.

Monsieur,

Sans doute vous serez surpris de recevoir une lettre d'un homme qui peut-être vous est inconnu de vûe, mais non de renom. Je suis cet infortuné Dominique Chéruques, du lieu de Mirapeix, en Béarn, qui fut condamné par arrêt du Parlement de Pau, le 3^e mars 1760, aux galères à vie pour faits de religion, et dont l'arrêt fut affiché par tous les endroits du Béarn. J'eus le bonheur de m'évader du port de Marseille le 7^e août de 1770, et arrivé à Genève je me trouva introduit à la Bourse française où j'ay resté depuis ce tems-là. Je laisse ce chapitre pour en entamer un autre... (1)

Je reviens au premier chapitre. Il y a quelque tems que j'avais écrit une lettre à MM. Lacoste Titoy, père et fils, de la part d'une dame Lacoste, veuve d'un M. Lacoste d'Orthez, qui était à Genève; où je lui avais parlé de l'état des Eglises du Béarn, et qui nous marqua par sa réponse qu'on y était fort tranquilles, et que les devoirs s'y exerçait tout de même comme dans Genève. Bien entendu que j'avais fait le projet de revenir à Orthez et environs pour y reconnaître de mes anciens amis, espérant que je serais encore regardé d'un bon œil parmi nos frères; pourvu toutefois que je fusse assuré que rien ne m'y arriverait touchant mon évasion des galères. En 1777 je fus à Paris pour solliciter ma grâce. Mais Sa Majesté ni ses ministres ne veulent plus rien entendre des démêlés de religion; on me dit verbalement et seulement que s'il ni avait aucun autre cas sur mon compte que le seul motif de la religion, je n'avais absolument rien à craindre, et que tous les parlemens étaient revenus de l'enthousiasme où ils étaient plongés par les rêveries des jésuites, et que Sa Majesté ne demande que des sujets fidèles et non des controverses

(1) Nous omettons ici quelques détails de peu d'intérêt sur d'autres protestants béarnais également réfugiés à Genève ou aux environs, savoir : *Pierre Lalanne*, de Ramous, employé à Genthod, dans une ferme de M. de Saussure, « ce grand philosophe, dit Chéruques, qui a fait tant de bruit dans toutes les académies, » et *Jean-Pierre Cazenave*, tailleur, avec ses deux filles et sa femme infirme.

de religions. J'en avais parlé à MM. Lacoste Titoy, père et fils, ils me répondirent de ne pas hasarder sans avoir un bon papier de l'envoyé de France qui est résident à Genève. Ce Monsieur veut bien m'accorder un passeport, mais il ne veut point entrer en aucune manière sur aucun motif de religion, ce qui a fait que j'ai resté jusques aujourd'hui, comme je suis à la Bourse française. Malgré tout, je serais toujours bien charmé de revoir le Béarn. Malgré que je ne manque de rien ici à Genève, la patrie me revient toujours à cœur. J'y pourrais toujours tenir une école pour les cathécumènes, et je crois que plusieurs seraient charmés de me revoir. C'est en conséquence que je vous prie de vouloir nous honorer d'un mot de réponse, et vous priant en même temps de vouloir assurer de mes amitiés M. de Lamattebois, de Départ (1), que je vis à Genève lorsque les troupes y entrèrent, le 2 de juillet 1782, et au sieur Escudé, le fondeur, que j'ay eu vû à Genève. Je vous prie aussy de vouloir nous marquer qui sont les ministres qui exercent leurs ministères dans le Béarn; et en attendant, je reste avec le plus profond respect,

Monsieur, votre très humble et très dévoué serviteur,

DOMINIQUE CHERUQUES.

NOTICES HISTORIQUES.

LA FAMILLE DE COURCILLON DE DANGEAU (2).

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Chartres, 31 mars 1856.

Monsieur le Président,

J'ai lu avec un vif intérêt la notice donnée par M. Haag sur la famille de COURCILLON dans la *France protestante*, et je m'estime heureux de pouvoir combler par des renseignements puisés aux sources originales quelques-unes des lacunes que le savant éditeur a regretté de rencontrer dans Moréri et du Chesne.

(1) La famille Lamattaboïs est l'une des plus anciennes et des plus honorables de l'Eglise protestante du Béarn. Départ est un faubourg d'Orthez, relié à la ville par un vieux pont, du haut duquel plusieurs moines furent précipités dans le Gave, lors de la prise d'Orthez par Montgommery.

(2) *V. Bull.*, t. I, p. 46, 234; t. IV, p. 606.

Je ne dirai que peu de mots des ancêtres de *Louis de Courcillon*, qui le premier de sa famille embrassa la religion réformée.

Le premier Courcillon dont j'aie pu retrouver la trace, est Brisegaut, en 4368. Il était père d'un Geoffroy 1^{er}, qui eut pour fils Guillaume, lequel semble avoir fondé la grandeur de sa maison. Celui-ci fut nommé successivement bailli de Viennois en 4463, conseiller et chambellan du roi en 4465, puis bailli et capitaine de Chartres en 4468. De son mariage avec Thomine de Lespine, il laissa Geoffroy II de Courcillon, qui épousa le 8 février 4473 Marie Cholet, fille et héritière de Jean Cholet, seigneur de Dangeau et de Perrine d'Argenson son épouse : c'est ainsi que la seigneurie de Dangeau entra dans la maison de Courcillon.

Le successeur de Geoffroy II fut Jacques, chevalier, seigneur de Richeray, puis seigneur de Dangeau vers 1518. Il épousa Anne le Vavasseur, dame douairière de Molitard, et mourut en 1540.

Le 6 février 1540, nous voyons : 1^o Louis, seigneur de Dangeau ; 2^o Françoise, dame de Saint-Georges, Andrevilliers et Pont-Tranchefêtu ; 3^o Marie, femme de Guy le Cesne, seigneur de Menillet en Normandie ; 4^o Anne, femme de Jacques de Crèveœur, seigneur de la Motte des Aunays ; tous enfants naturels et légitimes de Jacques de Courcillon, se faire le partage des biens de leur père.

Louis 1^{er} de Courcillon fut le fondateur de l'Eglise réformée de Dangeau vers 1570. Il prit une part active aux guerres de religion : pourvu, en 1589 d'un brevet de capitaine pour commander sur le Loir, il s'empara de la ville d'Illiers sur les Ligueurs. Nous ne savons pas la date exacte de sa mort, mais elle eut lieu vers le commencement de 4592 ; car le 7 février de cette année, ses enfants firent le partage de ses biens.

De son mariage avec Jacqueline de Saintray, Louis 1^{er} laissa : 1^o Jacques, chevalier, seigneur de Dangeau, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances du roi ; 2^o Anne, femme de noble homme Agesilaüs du Plessy, seigneur de la Perrine ; 3^o Renée, mariée en 1595 à Philippe Canaye, conseiller du roi, ambassadeur en Allemagne, seigneur du Fresne, de Vouvray et Saint-Maurice ; 4^o Marie, dame des Bardillières, Chetiveau et Luz, mariée dans la suite à Joachim de Fromentières, seigneur de Montigny.

C'est bien Jacques de Courcillon qui, du vivant même de son père, combattit au siège de Sarlat en 1587 et fut envoyé ambassadeur en Angleterre ; ce fut aussi lui qui fut député vers Henri IV pour le complimenter. Nos titres ne nous fournissent rien de plus sur son compte. Il mourut vers 4620, quelques années avant sa femme Suzanne Beaudrès, qui légua par son testament 450 livres aux pauvres de l'Eglise de Dangeau. Ils avaient pour enfants : 1^o Louis II de Courcillon, qui succéda à son père dans la seigneurie de Dangeau ; 2^o et 3^o Josias et Jonathas, tous deux seigneurs

de Brétigny-Dangeau; 4^e *Charlotte*, mariée à Lancelot du Lac; 5^e *Judith*, femme de Jacob de Tuillière, seigneur de Vallainville; 6^e *Elisabeth*, femme d'Emmanuel de Nonant-le-Comte, chevalier, seigneur de Saucourt (et non Haucourt); 7^e *Marie*, femme du seigneur de Voisin.

Je dois donner de plus amples détails sur cette génération de la famille de Courcillon.

Josias paraît avoir joué un rôle assez important parmi les réformés de cette époque. Nous avons un titre fort curieux à son sujet : « Louis, par la « grâce de Dieu roy de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes « lettres verront, salut : Comme ce jourd'huy en nostre cour des Aydes de « Montpellier ayt esté prononcé l'arrest que s'ensuict : Entre Josias de « Courcillon, sieur de Brétigny-Dangeau demandeur en condempnacion de « la somme de quatre mil six cens soixante six livres à luy due pour ses « appointemens de Gouverneur du Colloque de Foix, pour neuf mois et « dix jours, et de la somme de cent livres par luy fournie au sieur Deprat « depputé dudict colloque en l'assemblée de Castres; et M^e Marcial Dhon- « nous, scindie dudict colloque, deffenseur d'autre; vœu par nostre dicte « cour, ladicte requeste, actes de l'assemblée dudict colloque de Foix tenue à « Paniers le 47^e du mois de juin 1623, dans lesquelles est insérée la com- « mission de gouverneur dudict colloque expédiée audict sieur de Brétigny « par le sieur duc de Rohan du 4^e dudict mois, avec la deslibération de la « dicte assemblée contenant approbation d'icelle et réception dudict Bréti- « gny en la dicte charge aux appointemens de cinq cens livres par mois, « scavoir trois cens livres comme gouverneur et deux cens livres comme « cappitaine d'une compagnie de gendarmes..... Dict a esté que nostre dicte « cour des Aydes, ayant aucunement esgard à la dicte requeste, a condempné « et condempne ledict scindie du colloque de Foix, payer audict de Courcil- « lon la somme de quatre mil cinq cens livres à laquelle a liquidé ses appoin- « temens de gouverneur dudict colloque, ensemble la somme de cent livres « par luy fournie audict Deprat comme depputé dudict colloque en la dicte « assemblée de Castres..... Faict et donné à Montpellier, en nostre cour des « Aydes, le sixième jour du mois de febvrier, l'an de grâce mil six cens « vingt-sept, et de nostre règne le dix-septième. » — « Par arrêt de la cour. « (Signé) DURAND. »

Nous conservons aussi un passeport qui lui fut délivré le 49 février 1623 par Claire-Eugénie, infante d'Espagne, pour se rendre de Bruxelles en Espagne avec deux valets et deux malles de bois. Il mourut devant Montpellier avec son frère Jonathas, qui l'avait accompagné dans cette expédition; et le 24 juillet 1628, Louis, leur frère, renonce à leur succession, parce qu'elle lui semblait grevée de trop de dettes.

Nous savons peu de choses de Charlotte, fille aînée de Jacques; cepen-

dant nous avons un certificat de publication des bans de son mariage avec Lancelot du Lac, chevalier; certificat donné le 20 janvier 1620 par Bauloue, ministre du Christ et pasteur de l'église de Chilleuse et Bondaré.

Judith, de concert avec son mari, légua 1,600 livres à l'église de Dangeau. elle eut pour fille Judith de Tuillière, demoiselle de Bazoché, qui, en 1634, assiste comme témoin au mariage de sa cousine-germaine Suzanne de Courcillon.

Elisabeth, procuratrice de son mari, Emmanuel de Nonant-le-Comte, donne, le 16 juin 1647, 200 livres pour subvenir aux nécessités de l'Eglise de Dangeau.

Enfin Marie, femme du seigneur de Voisin, laisse comme héritière Elisabeth de Voisin, dame de Brétigny, Sainte-Adresse et autres lieux, qui, le 27 mai 1655, fit un accord avec son oncle, le seigneur de Dangeau, pour la succession de sa mère.

Louis II de Courcillon succéda à son père Jacques dans la seigneurie de Dangeau vers l'année 1620. Il assiste comme ancien à presque toutes les réunions et signe presque tous les actes du consistoire de l'Eglise de Dangeau depuis cette époque jusqu'à sa mort, arrivée, comme on le verra tout à l'heure, le 2 juillet 1658.

Le 4 novembre 1657, « messire Louis de Courcillon, chevalier, seigneur
« de Dangeau, et Gédéon Poirier, bailli dudict lieu, tous deux anciens de
« l'église de Dangeau, se sont présentés au consistoire et ont fait plainte
« de ce que le jour de jeudy dernier; jour de la célébration du jeusne or-
« donné par le dernier synode de la province, M. Duprat, exposant en son
« dernier sermon partie des 23^e et 24^e versets du second chapitre du pro-
« phète Jérémie, se seroit emporté, sur la fin de son sermon, à invectiver
« contre eux et les diffamer, comme si luy, seigneur de Dangeau, eust em-
« pesché par son autorité et deffendu audict Poirier son officier, et qu'iceluy
« Poirier eust esté corrompu par argent pour ne pas faire justice de la mort
« de deux hommes qui ont esté méchamment homicidés en cette justice,
« combien qu'au mois d'aoust dernier, il y ait eu sentence de mort contre
« les coupables et contumax. Et pourtant lesdicts sieurs requièrent et som-
« ment ledict sieur Duprat qu'il ait à leur en faire satisfaction, et que,
« comme ils ont esté offencez publiquement, que publiquement aussi, dans
« un sermon qu'il fera exprès à cette fin, il ait à les reconnoistre pour gens
« d'honneur et debien, sinon protestent de s'en pourvoir et porter leur plainte
« au prochain synode. » Sans doute que le pasteur consentit à faire satis-
faction au seigneur et à son bailli; car on ne voit pas que cette affaire ait
eu d'autre suite.

Le 17 janvier 1658, Louis, ayant égard à l'appreté de la saison et aux nécessités d'un grand nombre d'habitants du bourg de Dangeau, donne à l'é-

glise réformée de ce lieu 204 livres « pour estre employées en achat de bled
« p^our le soulagement des pauvres. »

Le 2 juillet 1658, MM. Louis de Courcillon, chevalier, conseiller du roi en ses conseils, seigneur de Dangeau, la Mothe Diziers, Bardillières et autres lieux, fait son testament et ordonnance de dernière volonté, où il déclare « qu'il veut et entend que, après son décès, son corps soit inhumé et
« enterré sans aucune pompe mondayne au cymetierre des habitans de ce
« lieu qui professent comme lui la religion prétendue réformée; et qu'il
« donne et lègue, par ces présentes, à l'Eglise prétendue réformée, et qui a
« exercice en cedict lieu de Dangeau, la somme de quatre mil livres tourn^{ois}
« une fois payée, laquelle, avecq la somme de mil livres qu'il se seroiet cy-
« devant chargé de paier à ladite Eglise du legs à elle faict par le defunct
« sieur de Vallainville vivant, beau-frère dudict seigneur testateur, faisant
« ces deux sommes ensemble la somme de cinq mil livres, il veult et entend
« estre prise aussy tost après son décedz sur les plus clairs deniers et biens
« de sa succession, pour estre icelle somme entière mise à constitution, et
« le revenu annuel d'icelle employé pour le paiement des gaiges du pasteur
« de ladite Eglise prétendue réformée, et à ceste fin perçue et recue par
« les anciens et diacres d'icelle église, sans que ledict capital ny intérêt
« puisse, en quelque façon que ce soit, estre diverty pour autre chose que
« pour l'entretien du ministère de ladicte Eglise. »

Le lendemain, 3 juillet, ses enfants : *Philippe, Suzanne, Elisabeth, Catherine, Charlotte et Hélène* ratifient le testament de *défunt* leur père, qui n'avait pu le signer à cause des douleurs qu'il éprouvait.

Louis de Courcillon avait épousé Charlotte des Noues (et non Suzanne), petite-fille de Duplessis-Mornay. Elle mourut quelques années avant lui; car, le 28 novembre 1650, Philippe de Courcillon, marquis de Sainte-Hermine, donne une procuration pour parfaire le partage de la succession de Charlotte des Noues, sa mère (1).

Outre les six enfants qui assistèrent à la ratification de son testament, Louis de Courcillon avait un second fils, nommé aussi Louis, qui abjura le protestantisme vers 1668, et se fit une réputation dans les lettres sous le nom de l'abbé de Dangeau.

Suzanne, la fille aînée de Louis de Courcillon, qu'il ne faut pas confondre avec Charlotte, l'une de ses sœurs, se maria le 5 décembre 1654 avec son cousin Louis du Plessis, seigneur de la Perrine. Les deux conjoints appartenaient certainement à des familles protestantes, et cependant voici les termes du contrat : « Lesdits M. Louis du Plessis et damoiselle Suzanne de

(1) Nous apprenons qu'il existe aux archives des hospices de la ville de Saumur (B 42), une liasse contenant la procédure contre Philippe de Courcillon, marquis de Dangeau, à l'occasion de la succession de Du Plessis-Mornay (1591-1696), en 221 pages de papier et 16 parchemins. (*Réd.*)

« Courcillon ont promis, par ces présentes, de se prendre et avoir par foy, « loy et sacrement de mariage, et de le faire solemniser en face de la sainte « Eglise *catholique*, dont ils font profession. » Cette anomalie nous semble d'autant plus singulière que, le 23 septembre 1663, nous voyons les deux époux recevoir en prêt, de l'Eglise réformée de Dangeau, 400 livres léguées par Suzanne Lancement, veuve de M. Daniel Durand, procureur fiscal de la châtellenie de Dangeau, « pour la subvention du saint ministère et le soulagement de l'Eglise réformée qui se recueille à Dangeau. » — Y aurait-il une erreur dans le contrat original? C'est cependant peu probable.

Elisabeth se maria le 15 juillet 1658, quelques jours après la mort de son père, avec Frédéric, baron de Suzannet, chevalier, seigneur de la Forest, la Jaudonnière et Pouillé, gentilhomme protestant du bas Poitou.

Catherine épousa, le 17 décembre 1658, Jean de Guichard, chevalier, seigneur de Péray, Rénay et autres lieux, au pays blésois, aussi de la religion prétendue réformée.

Enfin les deux dernières filles de Louis ne se marièrent point et continuèrent à résider à Dangeau jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes. Ce sont elles qui servent d'intermédiaires à leur frère, devenu catholique, pour toutes les affaires qu'il a à traiter avec les protestants : elles se chargent de payer aux pasteurs de Dangeau les rentes à eux données par leurs parents ; elles reçoivent les legs faits au consistoire, et en retour constituent des rentes à l'Eglise réformée ; bref, elles semblent avoir soutenu de tout leur pouvoir leurs coreligionnaires que leurs deux frères avaient abandonnés. Le 15 mars 1667, en leur nom et au nom de leur frère Philippe, elles vendent à François Allain, bourgeois de Chartres, « un logis et église au Pont-« Tranchefêtu, et un bâtiment appellé le Temple, où se fait l'œuvre de la « religion prétendue réformée, à la charge par ledict acquéreur acquitter à « l'avenir lesdites damoiselles et leurs cohéritiers de la réparation et entretien dudit bâtiment appellé le Temple ; à quoi les deffuncts seigneur et « dame de Dangeau se seroient obligés par l'acquist desdites choses ci-dessus vendues..... Et outre, pour et moiennant la somme de 450 livres « que ledict acquéreur a promis et s'est obligé payer envers l'Eglise prétendue réformée et recueillie audict lieu de Pont-Tranchefêtu, à laquelle le « deffunct seigneur de Dangeau estoit, de son vivant, redevable de ladicte « somme des deniers qu'il avoit reçus et touchés, appartenant à ladicte « Eglise. »

Nous ne dirons rien de Philippe de Courcillon ; M. Haag nous a fait parfaitement connaître les principales circonstances de sa vie ; nous transcrivons seulement son certificat de baptême tel qu'il est conservé dans les archives de la famille : « Je soussigné certifie à tous qu'il appartiendra que j'ay « baptisé M. le marquis de Dangeau, qui s'appelle Philippe de Courcillon du

« nom paternel, et qu'il ne me souvient pas exactement du mois ni du jour
 « de l'année mille six cent trente-huit, n'ayant plus par devers moi le registre
 « baptistaire, qui fut pris et brulé par les soldats lorsque l'armée de M. de
 « Beaufort passa devant Chartres et au Pont-Tranchefestu, où est le temple
 « de la religion prétendue réformée. Fait ce jeudi, douzième d'octobre
 « mille six cent soixante et dix-neuf. Signé : P. SCALBERGE, ministre. »

LUCIEN MERLET, archiviste.

MÉLANGES.

LE CAPITAINE DUSSON

ET LES DÉFENSEURS DU PAYS DE FOIX, SES COMPAGNONS. 1625.

Dusson est un héros populaire ; son histoire est une légende guerrière ; je l'ai recueillie dans quelques villages des Pyrénées. J'ai rectifié la tradition orale par les documents écrits, et ceux-ci par l'inspection des lieux ; les lieux, mieux encore que les livres et les hommes, rendent témoignage à l'historien. Enfin j'ai peint les hommes et les événements sur leur terrain propre, dans leur horizon natal et sous le vif reflet de leur ciel. La couleur, la chaleur et le mouvement sont la triple condition de la vie. Elles le sont également de l'histoire, reproduction vivante du drame humain. L'histoire n'est pas un ossuaire, un musée de momies : c'est un drame dont les acteurs se meuvent, parlent, combattent, chantent, gémissent, meurent. On trouvera sans doute que ce petit tableau est loin d'avoir reproduit l'animation de son sujet ; mais on pensera peut-être que cette page obscure de nos chroniques méritait d'être conservée. Voici, quoi qu'il en soit, cet épisode des guerres du pays de Foix (1).

Le Mas-d'Azil était assiégé. Themines pressait d'autant plus vivement cette petite ville qu'il était lui-même serré de près par l'automne. Il devait la prendre bientôt pour n'être pas bientôt lui-même saisi et livré aux protestants par l'hiver. Cependant, battue depuis près d'un mois, ses murailles ouvertes de trois côtés, ses défenseurs morts ou blessés ou abattus, à la fin la place succombait. Le duc de Rohan, alors vers Revel, apprit avec une vive douleur la détresse de la cité héroïque. Il résolut d'envoyer un dernier secours ; mais la saison était avancée, la situation désespérée, le pays singulièrement sau-

(1) Quelques inexactitudes s'étaient glissées dans notre premier travail (*le Siège du Mas-d'Azil en 1621*, ci-dessus, t. III, p. 611) ; nous avons mis le plus grand soin à les corriger dans celui-ci.

vage; l'entreprise répugnait aux plus hardis capitaines. Le duc, plus admiré qu'obéi, en fit, en désespoir de cause, proposer l'aventure à François Dusson, alors retiré près de Pamiers, dans son manoir de Lalite ou du Cabalblanc.

Dusson était de la maison d'Alion; son blason nous révèle ses origines : Un lion baigné dans le sang; trois bois de lance ensanglantés; un rocher dont la cime se perd dans le ciel. Voilà son histoire féodale, expliquons-en les symboles héraldiques. Ce rocher (d'or au champ d'azur), c'est Roquefort; Castelfort, Montalion, ses manoirs pyrénéens; et So, berceau de sa race antique, dont on voit encore les ruines sur un des sommets de Quérigut. Il est près des cascades d'Orlus et des sources de l'Ariège, et c'est ce qu'exprime ce nom cantabre *So*, *Soa* (eau) qui, improprement traduit en latin par *de Sonitu*, ou *de Sono*; en languedocien *de Soun*, en français *de Son*, a produit enfin *Dusson*. Les bois de lance sont les armes primitives de Foix (d'or à trois pals de gueules). Bernard d'Alion avait épousé Esclarmonde, fille du grand comte Roger-Ramon, le Roland des guerres cathares (4236). Ses descendants suivirent la fortune de leurs maîtres dans le Béarn et à Pampelune. Pierre de So était, au XV^e siècle, gouverneur du jeune François Phébus, roi de Navarre. Les chevaliers d'Alion, souvent rebelles malgré ces faveurs, se réfugiaient toujours auprès des rois d'Aragon, leurs suzerains, qui les nommèrent vicomtes d'Ebol. Les comtes de Foix tendirent constamment à faire descendre de leur rocher ces vassaux turbulents. Ils consentirent enfin à échanger leurs châteaux de Cerdagne contre la moitié de la vallée de Milgles, au-dessus de Foix, et plus tard celle-ci contre diverses terres éparses autour de Pamiers. Malgré ces renonciations, il conservèrent toujours le nom de So, et parfois même s'intitulaient hardiment seigneurs souverains du Donazan, qui est le pays de Quérigut. Aragonais d'origine, insensiblement ils devenaient pourtant français. Mais leur race ibère, descendue, comme l'Ariège, de sa montagne natale, s'altérait en se calmant et en s'élargissant dans la plaine; d'accroissement en accroissement, et de chute en chute elle finit par se perdre dans le Nord à la suite de la maison de Foix, disparue elle-même dans la dynastie royale de France. Le lion est l'emblème originel de la maison d'Alion (d'azur au lion d'argent), emblème sauvage d'une race guerrière, et symbole biblique d'une race chrétienne, et qui, à ce double titre, avait dans le sang la haine inextinguible de Rome. Au IX^e siècle, les tribus ibères de Cerdagne et d'Andorre, évangélisées par Félix et Claude d'Urgel, et plus anciennement encore par Vigilance, étaient léonistes. Au XII^e siècle les seigneurs pyrénéens abandonnèrent ce christianisme dogmatique, stoïque et républicain, pour le catharisme, christianisme oriental, néoplatonicien et mystique, dont les comtes de Foix furent les héros. Lorsque le valeureux et magnanime comte Roger-Bernard accorda sa sœur Esclarmonde à Bernard d'Alion, tous les chevaliers dépossédés et proscrits virent,

du fond de leurs forêts, assister dans le château de Foix à ces fêtes nuptiales, dont ils espéraient voir renaître la patrie égorgée par Montfort. C'était effectivement un mariage politique, une conjuration nationale et religieuse, le complot de toutes les victimes infortunées de la croisade. Bernard d'Alion fut le plus constant défenseur du catharisme pyrénéen, et sa femme Esclarmonde en fut comme la grande prêtresse. Ils soutinrent Montségur, sa dernière forteresse, et après sa chute, recueillirent ses débris dans leur manoir de So, son dernier sanctuaire. Pendant quelque temps encore, ils conservèrent sur une cime de montagne, au-dessus des nuées, près du ciel, ces reliques saintes du Christ et de la patrie méridionale. A l'époque de la Réformation toutes les grandes maisons cathares du midi, dont l'inquisition n'avait ni éteint l'intelligence ni abruti le cœur, reparurent dans le calvinisme autour des comtes de Foix, représentés par la virile reine Jeanne d'Albret. On entendit les Durban, les Rabat, les Castel-Verdun, pousser de nouveau leur cri de guerre contre Rome, exterminatrice de leurs races. Les Lévis eux-mêmes, ces chefs de la croisade, maréchaux du pape, sénéchaux du roi de France, furent entraînés à demi. Mais à la tête du mouvement se distinguèrent les seigneurs de la maison d'Alion. François Dusson, juge mage du pays de Foix, après avoir embrassé le calvinisme, contribua puissamment à l'établir dans Pamiers où il résidait, et dans les alentours où il comptait de nombreux vassaux. Son fils cadet Tristan, un des compagnons de Henri IV, signalait avec une simplicité républicaine et guerrière, le *capitaine Dusson*. Nous nous sommes étendus sur ces origines parce qu'elles jettent de longs traits de lumière sur cette histoire, qu'elles expliquent le caractère du fils de Tristan, qui en est le héros, et qui fut comme ses aïeux un capitaine pyrénéen hardi, habile, éloquent, un ennemi de Rome, et fatalement dévoué par le sang à la race de Foix, devenue infidèle en montant sur le trône de France.

Tristan Dusson épousa Françoise de Raspaud, du Mas-d'Azil, et c'est dans cette ville que naquit leur fils unique, François II (5 décembre 1595). Sa maison, reconstruite depuis, existe encore ; adossée au rempart de l'ouest, elle faisait face, au levant, aux ruines de l'abbaye dont le vaste emplacement, converti en promenades, a reçu de la Révolution le nom de Champ-de-Mars. Du côté du nord elle était alors, comme aujourd'hui, contiguë à l'hôtel de ville, et les harangues des citoyens et les murmures d'un peuple indigné de l'abjuration du Béarnais furent les chants de nourrice que l'enfant entendit au berceau. François, fils d'un cadet, et, à ce qu'il semble, orphelin dès son bas âge, ne possédait que la seigneurie de La Quère, un magnifique héritage de rochers. Sa mère, restée veuve bien jeune encore, épousa en secondes noces Joan de la Reoule, d'une maison du Bordelais, transplantée dans les Pyrénées. Agé de quinze ans à la mort de Henri IV, le jeune Dusson,

dont la pauvreté stimulait le naturel vif et hardi, grandit dans les guerres civiles qui suivirent l'assassinat du monarque. Il avait deux sœurs qu'il maria, l'une avec Escatch, et l'autre avec Ambaux, deux capitaines du Mas-d'Azil. Lui-même enfin venait d'épouser Bernardine, fille de Salomon de Faure, baron de Montpaon, conseiller à la chambre mi-partie de Castres, mais originaire de Ganges dans les Cévennes. Son humble fortune et la richesse de sa fiancée expliquent peut-être ce mariage de robe, véritable dérogation pour le rejeton des vicomtes d'Ehol, souverains du Donazan, et alliés aux comtes de Foix, et par eux à la dynastie royale de Navarre et de France. Son mariage explique aussi comment Dusson, devenu le chef de sa maison, put en racheter les nombreux domaines et réunir à son pauvre héritage de La Quère les riches seigneuries de Bonnac, Bezac, Seignaux, Bonrepaux, Montaulieu et le château de Laitte ou du Caballanc. Mais quand tout le Midi retentissait de mouvements de guerre, et que le Mas-d'Azil succombait sous le canon du maréchal, pourquoi le belliqueux descendant des héros cathares et des capitaines calvinistes se tenait-il tranquillement et obscurément renfermé dans son manoir?

La révolution religieuse du XVI^e siècle, après une laborieuse et tragique lutte de soixante ans, retombait épuisée de force et de sang. Les anciens chefs politiques, les Condé, les Coligny, les Bouillon, redescendaient avec la royauté béarnaise, dans le papisme. Depuis l'abjuration d'Henri IV, la portion de la noblesse encore fidèle hésitait, incessamment tiraillée entre sa foi religieuse et son intérêt dynastique. Elle n'était plus calviniste qu'à la surface, mais la bourgeoisie et le peuple l'étaient dans les entrailles. De là une grande lassitude, de cruels déchirements, une lutte sourde entre le parti protestant et plébéien et le parti nobiliaire et royal. A cette anarchie de principes se mêlaient des restes de vieilles animosités de race. Au XVI^e siècle la fusion des vainqueurs et des vaincus du moyen âge n'était pas encore complète dans le Midi. Les fils des conquérants essayèrent, à l'instigation des prêtres de Toulouse, de renouveler la croisade de Montfort, et se levèrent en s'appelant les *Francs du Languedoc*. Les vieilles races cathares, de sang ibère ou goth, les Lantar, les Toulouse, étaient calvinistes, et jetaient à la face de leurs adversaires, étrangers encore après trois cents ans, l'épithète injurieuse de Franciman (Francmann), outrage dont la forme germanique fait remonter l'origine jusqu'à l'invasion des Mérovingiens. Or, le duc de Rohan était un homme du Nord, et qui pis est, un *sanglier de l'Armorique* (1). Le Breton, soit fierté de race celte, soit orgueil de génie, soit fougue de tempérament, ne ménageait peut-être pas assez les chefs pyrénéens, qu'il trouvait probablement insoumis et présomptueux. Il arriva que, pendant que

(1) Expression d'un comte de Foix : le sanglier était l'animal sacré des anciens Bretons.

l'ambitieux étranger poussait à la guerre, une partie des gentilhommes du Midi tendaient à la paix, et par rivalité ou par habitude, se retournèrent vers la royauté béarnaise. Les seigneurs du comté de Foix, assemblés au Mas-d'Azil, députèrent vers le fils d'Henri IV Dusson et son beau-frère Amboux, qui jurèrent la paix entre les mains du monarque à Fontainebleau. C'était le 20 juin (1623), et cinq jours après, Rohan, porté par les pasteurs, les bourgeois et le peuple, déjà nommé à Castres, était élu généralissime dans Anduze, et déc'arait la guerre à Louis XIII. Son élection exprimait la victoire du parti populaire sur le parti monarchique, et Dusson, malencontreux signataire de la paix, expiait son erreur et cachait sa défaite dans son manoir du Cabalblanc. Dusson était un homme de la montagne descendu dans la plaine, et tombé d'un siècle d'enthousiasme dans une époque de calcul. L'habileté se combinait en lui avec des mouvements chevaleresques; mais, nature ardente et mobile, une étincelle suffisait pour rallumer instantanément ses instincts héroïques. Pendant qu'il dévore sa honte dans la solitude, Thémises envahit le pays de Foix et investit le Mas-d'Azil. Dusson ne bouge pas. Amboux, son frère et son ami, plus résolu que lui, se jette précipitamment dans la place pour la défendre. Dusson n'imité pas ce noble exemple. Sa famille est assiégée dans ses murailles : ce sont des gages de sa fidélité envers le roi. Cependant il voit, de son château, passer à l'horizon des bandes de soldats, qui pour la défendre ou l'attaquer, se rendent vers le Mas-d'Azil. Il entend derrière la colline retentir le bruit du canon; il voit, en quelque sorte, la fumée des batteries du maréchal; il entend les cris de ceux qui combattent et meurent; alors sa conscience se trouble, son imagination s'allume et s'épouvante, il voit son temple, sa ville natale, son toit paternel, sa vieille mère, sa jeune épouse, dont la vertu égalait la beauté, exposés à une soldatesque brutale et féroce. La nature l'emporte en lui sur la politique; il oublie le serment prêté au roi, les liens qui l'attachent à la dynastie béarnaise; il ne pense plus qu'à sa famille, qu'à son Eglise, qu'à son Dieu.

C'est sur ces bouillonnements de religion, de courage et d'amour qu'arriva le message du duc de Rohan. C'était un trait d'habileté de la part du grand chef populaire pour rallier un gentilhomme influent, et par lui la noblesse du pays de Foix. Dusson se rend auprès du duc, à Revel. Il accepte la mission de sauver le Mas-d'Azil. Il revient à Mazères et prend dans ses murs des Cévenols du régiment de Lèques, et traverse rapidement Pamiers. Dans cette ville protestante depuis plus d'un demi-siècle, et dans son château du Cabalblanc, il rassemble, en passant, des serviteurs, d'anciens compagnons de guerre, des membres même de sa famille, et de ce nombre Escatch son beau-frère, et son beau-père la Réoule. Il reprend le chemin d'Escosse, rude et montueux sentier qui a l'honneur d'avoir été foulé par Froissart lorsqu'il se rendait à Orthez à la cour du comte Phébus (1382). L'Hérodote

flamand chevauchait côte à côte, racontant des histoires, avec un chevalier qu'il nomme du Lion, à cause de son emblème héraldique, mais qui s'appelait évidemment d'Alion. *Espanh* (ou *Espaign*) du Lion, l'un des favoris du comte, devait être frère de Vezian de So, le septième aïeul de Dusson (1). De Larmissa, maison protestante isolée en plein pays catholique, il descend vers Artigat, sur la Lèze, et se dirige à grands pas sur le Carla. Il suit un chemin parallèle à celui qu'a tenu un mois auparavant le maréchal de Thémînes. Retrçons à grands traits cette invasion du pays de Foix : rappelons où en était la guerre quand Dusson vint se jeter dans son mouvement, et sculptons, comme dans le granit, avant qu'elles ne soient entièrement détruites par le temps, ces mâles figures des ancêtres : nous ne saurions trop mettre sous les yeux de leurs indignes descendants, ces glorieuses images et leurs mémorables souvenirs.

Thémînes, repoussé de Castres, par la duchesse de Rohan, fille du vénérable Sully, résolut de se jeter sur les communautés protestantes groupées sur la limite septentrionale du comté de Foix. Après avoir détruit Calmont, en Lauragais, que ses habitants avaient incendié pour se réfugier dans Mazères, il descendit vers Sainte-Gabelle, bourg fortifié au-dessous du confluent de l'Ers qu'il côtoyait, et de l'Ariège. Là il attendit la jonction du comte de Caraman, gouverneur catholique du pays de Foix ; du marquis de Mirepoix, à la tête de son régiment, recruté dans ses propres terres ; des milices de la Montagne commandées par Maillac, et de cinq cents maîtres, gentilshommes à cheval, descendus à son appel de leurs manoirs pyrénéens. Puis, il passa l'Ariège, et par la vallée de Calers, s'engagea dans le Terrefort, contrée raboteuse et tourmentée où de monticule en monticule se traînaient péniblement les canons.

Pons de Louzières, marquis de Thémînes-Cardaillac, gouverneur du Quercy, d'une famille ancienne et puissante de cette province, avait servi sous Henri III et Henri IV. Maréchal depuis 1616, à la reprise des guerres religieuses, il avait fait le siège de Montauban et perdu son fils et ses soldats sous ces héroïques murailles ; maintenant ce vieillard avait en tête un rude et vigoureux joueur, le duc Henri de Rohan. Adrien de Montluc, gouverneur du pays de Foix, était son maréchal de camp. Adrien avait épousé Phéritière de Caraman, petite-nièce du pape limousin Jean XXII : pour lui, il était de la maison de Montesquiou, race tragique de l'Armagnac. Au surplus, il était le petit-fils du fameux Blaise de Montluc, l'intéressant auteur des *Commentaires*, plus éloquents que ceux de César ; Montluc le

(1) Au moyen âge on disait communément d'Alion, mais quelquefois aussi, du Lion ; au nombre des vassaux qui prêterent serment, en 1448, au comte de Foix, on trouve Guillelmus Arnaldus de Leone, dominus de Miglosio. — *Hist. du Languedoc*, t. VIII, preuve xxx.

vaillant soldat, mais le capitaine cruel, dépaycé en deçà des Pyrénées, et qui, dans sa vieillesse morose, tout meurtri de ses combats, et craignant la victoire du calvinisme guidé par le jeune Béarnais, aussi bien que pour restaurer son fanatisme mélancolique à l'air de l'Espagne, véritable patrie de ce guerrier monastique et sanguinaire, rêvait de se retirer au couvent de Sarrancoli, sur une cime perdue non loin du pic du Midi. Le comte de Caraman n'avait ni le génie ni la férocité de son aïeul ; il n'était que le gouverneur nominal du comté de Foix ; le véritable était Alexandre, marquis de Mirepoix, dont les immenses domaines comprenaient toute la partie orientale du comté sur les deux rives de l'Ers. C'était un gouvernement héréditaire dans sa maison depuis Philippe-Auguste, et comme la garde de la conquête du Midi au nom des rois de France. Ce *maréchal de la foi* romaine, était chose singulière, gendre de Sully et beau-frère de Rohan. Avec lui, marchait son cousin Anne de Lévis, duc de Ventadour, gouverneur du Languedoc, comme lieutenant du duc de Montmorency, et petit-fils, ainsi que ce maréchal, du vieux connétable tué à la bataille de Saint-Denis. Emmanuel, duc d'Uzès, leur parent, descendait du comte de Crussol, premier gouverneur calviniste du Languedoc, frère du vaillant Beaudiner, le vainqueur de Saint-Gilles. Ces trois Lévis, car Uzès l'était par la branche de Florence, étaient revenus aux traditions royales et romaines de leur ancêtre commun, le *maréchal de la Foi*. François, baron de Durban, était d'une branche de Mauléon, unie à la tige de Bellisen, antique race cathare dépossédée par la croisade de la seigneurie de Mirepoix, et l'une et l'autre greffée sur le puissant et séculaire tronc de Durban. Au XIII^e siècle, Pierre de Durban, dont on voit l'immense manoir en ruine sur d'après rochers, au sud du Mas-d'Azil, chevalier-troubadour, contemporain de Savary de Mauléon et de Pierre-Roger de Bellisen, ses émules de guerre et de poésie, avait l'honneur de porter, à la défense de Toulouse contre Simon de Montfort, la bannière comtale de Foix. Leur déplorable héritier, d'abord protestant, puis catholique, guerroyait, avec une valeur funeste et tragique, parmi les spoliateurs de sa race, les usurpateurs de son pays, contre son beau-père le baron de Lérans, dont il massacrait les vassaux, et contre les mémoires indignées de ses ancêtres, héros et martyrs de la patrie méridionale. Jean, baron d'Honous, capitoul de Toulouse, avait dès l'origine embrassé la Réforme, mais son fils était catholique et même ligueur, ainsi que le vicomte de Saint-Girons.

Tels étaient les principaux lieutenants du maréchal, qui dirigeait sa marche vers Durfort, château où fut élevé le magnanime comte Roger-Bernard, auprès du chevalier Pons Adhémar de Rodelha, son précepteur chevaleresque, et l'un des prédicateurs les plus ardents du catharisme. Entraînant les milices de ces cantons, conduites par les seigneurs de la maison de Justinac

dont le vicomte de Serres était vraisemblablement le chef, Thémises déboucha dans la vallée de la Lèze, au bourg catholique du Fossat. La Passe, probablement du Carlat (où vivent aujourd'hui ses descendants), vint à la tête des milices de Daumazan, Lezat, Saint-Ibars, compléter par sa jonction l'armée royale. Les deux corps de nobles, de soldats et de milices rustiques, formaient, au moment d'envahir le territoire protestant, un effectif évalué de douze à quinze mille combattants. Le conseiller Cammès était le trésorier de l'armée, et le président Faure, de la maison de Pibrac et de Saint-Jory, suivait pour faire le procès aux vaincus. On disait que ce grand-juge menait avec lui des chariots chargés de chaînes destinées à garrotter les pasteurs et les capitaines calvinistes du pays de Foix.

Le maréchal se trouvait au pied du monticule dont le Carlat hérissait le sommet, de ses murailles et de ses tours. Cet ancien château des comtes de Foix était la place la plus forte du calvinisme pyrénéen. Bellegarde, sénéchal de Toulouse l'avait attaqué dans le dernier siècle (1569). Mais vaillamment repoussé, il allait lever le camp, lorsqu'il apprit que les habitants avaient miné les remparts. Simulant un second assault, il attira sur les brèches les assiégés ; le traître qui avait livré leur secret, mit le feu aux mines, et la ville et son héroïque peuple furent lancés dans les airs. La place reconstruite, repeuplée, revenue au calvinisme, était, au temps du maréchal, commandée par le fameux baron de Lérans (1).

Gabriel, baron de Lérans était le chef de la première branche de la maison de Lévis, et descendait de Jean, fils de Gui, l'exterminateur des Albigeois, et de Constance de Foix, que le troubadour Amanieu des Escas appelle *la beauté la plus parfaite des Pyrénées* (2). Constance avait été la douce victime immolée pour sanctionner la réconciliation définitive des vaincus du Midi et des conquérants du Nord, et la soumission absolue des comtes de Foix au roi de France et au pape de Rome. Jean de Lévis, *maréchal de la Foi*, n'était, sous ce titre que le gardien armé de leurs pouvoirs, le premier soldat de l'inquisition royale et sacerdotale. On avait, en récompense, jeté dans son lit sanglant cette douce et plaintive infante de Foix et de Béarn. Mais Dieu avait fait sortir, de ce mariage d'oppression, des soldats de la Bible, des ennemis du pape et du roi. Les barons de Lérans et d'Audou tenaient du lait généreux de Constance et du sang magnanime de Foix : ils avaient dans le cœur le génie des vaincus du XIII^e siècle ; adeptes belliqueux de la Réformation, ils avaient consacré leur parole et leur épée à l'établir dans les Pyrénées. Lérans, dans les dernières guerres, avait été élu capitaine des Bordes, et, de cet humble commandement, élevé depuis par Coligny, général des

(1) D. Vaissette, *Hist. du Languedoc*.

(2) Millot, *Hist. des Troubadours*.

Eglises au gouvernement du pays de Foix. Pamiers était sa capitale, et les plaines environnantes furent ensanglantées de ses combats. Le comte de Caraman, qui l'accabla souvent sous le nombre, ne le vainquit jamais. C'était comme un vieux chef féodal; ses deux fils secondaient sa piété guerrière, ainsi que ses deux gendres, le vicomte de Montfa, de l'antique maison cathare de Toulouse-Lautrec, et le baron de Durban, qui plus tard l'abandonna et lui enleva ses châteaux des bords de l'Ers. Enfin le duc de Rohan, après avoir supplanté le petit-fils de l'amiral, avait destitué le vieux Lérans qu'il trouvait trop insoumis, et donné sa place à un homme du Nord, à son parent, Josias de Courcillon, baron de Bréigny. De là, dans le fier Lévis, une haine implacable contre Rohan; retombé simple commandant d'un bourg, il dévorait son affront, lorsque Thémises arriva sous ses murs.

Les habitants du Carlat, dignes de leurs aïeux, attendaient l'attaque du maréchal. Leur étonnement fut grand lorsque, du haut de leur rempart de l'ouest, ils le virent, après quelques vaines démonstrations, continuer sa marche vers le sud. Ils auraient pu le harceler à travers un pays bosselé, ravineux, hérissé de broussailles et de bois. Le baron ne bougea pas, continua l'ardeur belliqueuse des habitants, et tint closes les portes et les herses. Thémises, de son côté, poursuivit son chemin et parut ne concevoir aucune inquiétude de laisser sur ses derrières une place dont un chef insubordonné comprimait le frémissement. Peut-être espérait-il encore, par cette entente simulée, exciter des soupçons sur la fidélité de Lérans. En effet, Durban, son gendre, Mirepoix et Ventadour, ses cousins, étaient dans l'armée catholique. Les protestants ne s'y trompèrent pas : Lérans demeura le plus constant ennemi de Louis XIII et de Rome; son crime n'est pas félonie, c'est vengeance implacable. Lérans est un vieil Achille féodal, dévorant avec fureur son injure dans ses murailles.

C'est alors que, du sein de l'épouvante des campagnes, un homme surgit tout à coup pour montrer aux capitaines protestants leurs devoirs, aux commandants catholiques leurs dangers, au monde le plus magnanime exemple. Cet homme s'appelait Jean du Telh. C'était un ancien soldat, un compagnon de guerre et un serviteur des capitaines Tristan et François Dussion du Mas-d'Aud(1). Redevenu laboureur, il vivait retiré sur son héritage à mi-chemin du Carlat et des Cordes. Le domaine et le maître portaient le nom du tribunal séculaire qui protégeait des vents leur manoir patriarcal. Il prend dans sa tribu deux neveux quatre cousins, et marche à leur tête à la rencontre du maréchal (2). Il l'attend à Chambonnet, au bord du ruisseau le Ma-

(1) La Troussière, *Vie de F. Dussion*.

(2) On ne sait pas si Jean du Telh était l'oncle, ou le cousin, ou le frère de ses compagnons. Mais les traditions, qui varient sur leur parenté, sont unanimes sur leur action. Nous avons suivi l'opinion la plus commune et la plus vraisemblable.

reng. C'était une maison rustique, entourée d'un mur de terre. Il en creusait la frêle enceinte, dont la bûche, durcie au soleil, va recevoir de son courage la solidité du granit, et un rochet de plomb immortel. Sur le matin, l'avant-garde catholique arrive, et le combat s'engage. Au bruit de la mousquetade, l'armée arcourt, se déploie, et enveloppe la hargerie. Jean du Telh la refoule, et, par des charges sanglantes, la contient à distance jusqu'au soir. La nuit suspend le combat; mais, au lever du jour, il reprend avec plus d'acharnement; l'héroïque paysan multiplie ses sorties meurtrières, tue près de cinquante hommes à l'ennemi, et parvient à se maintenir invaincu jusqu'au soir. La nuit amène une nouvelle trêve, mais aussi le canon du maréchal, qui va tout terminer au retour du soleil. Jean du Telh, épuisé de forces et de munitions, se propose de les prévenir : pendant que ses cousins reposent, et qu'avec l'un de ses neveux il fait la garde, l'autre sort pour découvrir un moyen d'évasion. Il trouve une issue et revient fort joyeux; mais, pris par son frère pour un ennemi rôdant dans l'obscurité, il tombe atteint d'une balle au fémur. Triste récompense de son dévouement ! Il périt pour prix de la délivrance qu'il apporte à ses compagnons ! Il expirera seul et délaissé sous le fer ennemi ! Toutefois il conjure ses amis de s'évader à la faveur des ténèbres. Mais son frère, auteur involontaire et désolé de son malheur, veut mourir avec lui, et son oncle ne quittera pas ses deux neveux. Jean du Telh, non moins tendre qu'intépide, ne leur survivra pas. Comment annoncerait-il à leur mère le trépas où il les a conduits ? Il consommera son sacrifice et sa gloire. Les trois guerriers embrassent leurs cousins, qui s'éloignent en pleurant : ils chargent une dernière fois leurs arquebuses, et attendent en silence et en prière le jour, l'ennemi et la mort. Le duc de Rohan compare cette action aux plus mémorables de l'antiquité ; mais il n'a point conservé le nom du héros rustique que la tradition transmet pour la première fois à l'histoire. Jean du Telh doit prendre place à côté de Guillaume Tell et de Léonidas. Chambonnet est nos Thermopyles (1).

Le baron de Lérans, du haut des murailles du Carlat, entendait les coups de feu, voyait la fumée du combat. Tout entier à sa fatale vengeance, il ne répondit pas à ces détonations qui l'appelaient comme les cris héroïques et lamentables de Jean du Telh. S'il fût sorti, il eût partagé la victoire ou le trépas non moins glorieux du héros de Chambonnet. Mais il n'y avait chez les protestants ni chef, ni ordre, ni concert. Thémines, vainqueur de cette cabane, immortel tombeau de trois soldats, se dirigea vers le Telh, leur

(1) *Mémoires de Rohan*. La Troussière, *Vie de Dussan*. Renseignements fournis par M. Arabet, pasteur du Carlat, et Lourde de Mestrey. Nous avons suivi le témoignage du duc de Rohan, qui était contemporain. La Troussière, postérieur d'un demi-siècle à l'événement, prétend que tous les sept voulurent avoir le même sort. Leur famille n'existe plus, et leur domaine appartient aujourd'hui aux pasteurs Latout et Bourgaill.

manoir natal, et, par des pentes raboteuses, descendit vers le sud. Les chemins rudes aux piétons, presque impraticables aux chevaux, étaient absolument inaccessibles aux chariots. C'est au travers des guérets et des bruyères qu'il faisait rouler ses canons. Les difficultés de locomotion doivent être comptées dans l'exacte appréciation de ces combats, qui demeurent encore assez prodigieux. Ses éclaireurs ne tardèrent pas à se heurter contre une seconde troupe embusquée dans les ravins boisés et rocaillieux qui sillonnent les hauteurs de Bracabelle et de Pondsec. C'étaient cinquante combattants des Bordes accourus pour disputer cette porte de leur vallée au maréchal. Ils s'appuyaient à une bergerie, et, plus en arrière, aux grandes murailles des Salenques, dont les ruines se rattachent aux origines du protestantisme dans ces cantons.

Le château des Salenques, au XIII^e siècle, appartenait à l'un des héros des guerres cathares, le valeureux Loup de Foix, frère naturel du comte Roger-Bernard, et d'Esclarmonde, l'aïeule du capitaine Dusson. Mais le comte Gaston-Phébus, éperdument épris de toute espèce de plaisirs, et *espécialement de déduits de guerre, de chasse et d'amour*, convertit, dans un moment de dévotion et de mélancolie, ce manoir de ses ancêtres en un couvent de nonnes, qui prit le nom sensuel et mystique de l'*Abondance-Dieu*. En face, sur la colline opposée, près d'une gorge rocailleuse, s'élevait le couvent des moines de Porte-Cluze, ainsi nommé du port parfaitement tranquille que ces reclus avaient su se construire à l'abri des orages de ce monde. Ces deux cloîtres, de l'ordre de Clairvaux, dont l'Arise séparait les domaines, comprenaient une paroisse tout entière placée sous l'invocation de saint Félix, protecteur de la félicité de cet Eden monastique. Les souterrains de l'ancien château, dont l'existence est encore reconnaissable à la sonorité du sol, conduisaient les religieux jusqu'aux méandres du gracieux torrent. Il arriva qu'un jour un pêcheur prétendit avoir vu, en jetant ses filets, les fils et les filles de saint Bernard prendre en chantant leurs ébats au clair de lune, dans le bassin voilé de saules de Palombes. C'était au XVI^e siècle; l'indiscret maraudeur, coupable de manger le poisson des moines et de révéler leurs plaisirs nocturnes, disparut mystérieusement. Sa mort, vraie ou fausse, produisit un soulèvement des bourgades contre les cénobites. La Réforme de Genève survint pendant ce tumulte, et, secondée par la reine de Navarre, prit possession de ce vallon pyrénéen. Mais la colère des populations avait passé comme une tempête sur les deux monastères (1). C'est alors probablement que, par contre-coup, le Mas-d'Azil abolit son abbaye, et que Mazères détruisit de fond en comble la célèbre Bolbonne, nécropole

(1) Tradition populaire. Après les guerres civiles, les deux monastères furent rétablis. Mais les moines et les nonnes ayant recommencé leurs ébats nocturnes dans l'Arize, Louis XIV fit transférer à Toulouse les *dames* des Salenques.

cénobitique des comtes de Foix. Un christianisme nouveau surgissait, et son souffle balayait du sol ce christianisme monastique du moyen âge, bouddhisme mitigé venu de l'Inde en Occident, et que repoussent également la nature et la Bible.

Les Salenques, retombé dans le domaine comtal, cloître à demi détruit et désert, s'adossait au coteau sous un bois de chêne qui l'abritait du nord, contre une étroite gorge dont le torrent baignait les racines de ses tours féodales et les débris de ses longues clôtures cenobitiques, revêtues d'énormes lierres. Or, c'est parmi ces bois, ces ravins, ces hauteurs arides que les cinquante combattants des Bordes vinrent attendre le maréchal. Ils étaient commandés par le capitaine Pierre Peyrat, homme d'origine plébéienne et cathare, et dont les ancêtres ont l'honneur de figurer dans les registres des inquisiteurs du XIII^e siècle (1). Leur nom et leur foi font présumer qu'ils étaient descendus des alentours de Montségur, la grande forteresse albigeoise. Ils étaient, au moyen âge, bayles ou intendants du château des Salenques (2). Pierre Peyrat probablement avait été, comme ses aïeux, régisseur de ce domaine comtal, et, jusqu'à l'âge de quarante ans, uniquement occupé à semer ses blés et à tailler ses vignes. Après l'assassinat de Henri IV, il changea sa serpe en épée, et chercha sa sécurité dans la guerre. Il paraît qu'il prit part à la défense de Montauban et à la campagne que le duc de la Force, après le siège, fit dans le Bordelais. Il avait succédé, comme capitaine des Bordes, au baron de Lérans. Le duc de Rohan aimait les officiers plébéiens, qu'il trouvait plus dévoués à leur chef, plus fidèles à leur Dieu. Pierre Peyrat et Jean du Tella, deux laboureurs, chefs de guerre, sont un phénomène dans ce siècle aristocratique : ils annoncent l'époque encore lointaine où le peuple devait surgir en masse à la gloire et à la noblesse des armes. P. Peyrat, selon une tradition domestique, était de petite taille, mais d'une grande bravoure et d'une extrême promptitude ; c'est pour cela sans doute que ses contemporains l'avaient surnommé Carrel, c'est-à-dire la Flèche ou la Foudre (3).

Peyrat (le Carrel) était déjà vieux ; mais les cinquante étaient des adolescents ; l'Eternel aime les prémices, et la vallée lui offrait son printemps. Ils

(1) Doat, t. XXVII, p. 146.

(2) Quitance de Gaston II, comte de Foix, à N. Peyrat, bayle du château des Salenques, en dialecte béarnais, XIV^e siècle. En 1789, Jacques Peyrat était aussi, quoique protestant, régisseur du couvent des Salenques.

(3) En français, *carreau* ; en italien, *quadrella*. Peyrat (le Carrel) était bourgeois des Bordes : son nom figure au bas du procès-verbal d'une séance du conseil communal réuni à la Tour-du-Pont. Dom Vaissette prétend que le baron de Lérans était le capitaine des Bordes ; il se trompe de date, évidemment. Latrous-sière dit que c'était Larbont, et il bâtit sur cette erreur un roman dans lequel il fait commettre à Larbont une perfidie, et au peuple des Bordes une lâcheté. Il fait le combat des cinquante, attesté par les catholiques, dont le champ n'est pas indiqué, et que nous avons placé aux Salenques.

combattirent sous les yeux de leurs concitoyens, qui se tenaient sur les toits, sur les tours et les hauteurs de la cité. Le plateau culminant formait le cimetière ; c'est là que la foule s'était rassemblée, vieillards, femmes, enfants ; assis sur les tombes, ils suivaient du regard, sur la colline opposée, vers le nord, les mouvements du combat dont la fumée flottait sur les bois. Il avait commencé le matin ; il se prolongea tout le jour en se rapprochant ; vers le soir, au pétilllement des mousquets se joignirent les éclats terribles du canon, qui battait les murailles des Salenques. Puis, la nuit vint, et tout s'éteignit dans l'ombre et le silence. Les mères s'entretenaient de leurs fils en pleurant. Sans doute, disaient-elles, ils sont tous morts... Quelques-uns peut-être, survivent, mais, captifs... Si l'un d'eux seulement revenait pour raconter leur trépas. Pendant qu'elles parlent ainsi, le bruit se répand qu'un des combattants a reparu. La foule se précipite vers la *Commune*, où se tiennent les consuls. C'était une vieille tour carrée qui formait la Porte de l'Arise, et que, de son pont-levis, qui s'abaissait sur une arche de pierre, on appelait la *Tour-du-Pont*.

Les Bordes est un bourg fortifié, jeté sur un redan abrupte du coteau du sud, où d'étroites ruelles en escalier grimpent tortueusement vers le plateau couronné par le cimetière, et ceint d'un fossé dont l'arc recourbe ses branches vers l'Arise, qui baigne le pied de son mur septentrional. Un château féodal hérissait, au moyen âge, ce sommet ; et le bourg lui-même est posé comme la citadelle d'une cité antique, appelée Rams, dont il n'existe plus dans la plaine que les noms des rues et des fondations à fleur de terre. Le nom des Bordes, qui est ibère (*bergerie*) ; celui de la ville haute, la Bielle, qui semble grec (*βία*, force), et celui de la cité basse, disparue, évidemment d'origine romane (*ramosa*, ombragée), indiquent suffisamment la généalogie de ce bourg, alors riche et peuplé d'environ trois cents habitants. Le maréchal voulait en faire sa place d'armes : son coteau qui la domine de trois côtés, son fossé peu profond, son mur délabré, son faible canon, son torrent enfin à demi tari par l'été, le livrent à l'ennemi. Sa jeunesse vient de périr au combat des Salenques. Il ne revient de son bataillon que cinq hommes et leur chef. Enveloppés dans le couvent et ensevelis sous ses décombres, ils se sont dérobés, probablement par les souterrains. Blessés, poudreux, haletants, ils arrivent à la Tour-du-Pont. Nous avons combattu pour le Seigneur, dit le capitaine aux consuls ; il convient maintenant de sauver le peuple. Il faut ravir nos vieillards et nos enfants à la mort, nos femmes à l'outrage, notre bourg à la honte. L'ennemi veut en faire son arsenal. Brûlons nos bourgs et nos hameaux, rassemblons-en les peuples, enfermons-nous dans le Mas-d'Azil. Suivons l'exemple de nos aïeux : c'est là qu'ils repoussèrent le sénéchal de Bellegarde ; c'est là que Thémînes, à son tour, sera vaincu.

Cette motion, adoptée par le conseil et transmise, par les consuls, au peuple, convoqué par le tocsin sur la place publique, est accueillie, malgré des regrets, avec un grave et sombre enthousiasme. Nous ne laisserons, s'écrient les habitants, que des cendres au maréchal ! Ce cri vole de bouche en bouche ; des messagers courent de bourgade en bourgade. Ils vont de commune en commune proposer l'incendie et l'émigration dans le Mas-d'Azil. Dans la nuit même, les hommes des Bordes, de Sabarat, de Gabre et de Camarade, accomplirent leur sacrifice ; ils ne déroberent aux flammes que leurs Bibles et leurs mousquets ; et, faisant marcher devant eux leurs vieillards, leurs femmes, leurs enfants et leurs troupeaux, s'acheminèrent vers la cité, qui, selon toute apparence, devait être leur tombeau.

Le Mas-d'Azil avait pour capitaine, Amboux, seigneur de Larboust, ou, selon la prononciation française, Amboix de Larbont, ou, plus simplement encore, d'Amboix (1). On disait sa famille catalane ; toujours est-elle pyrénéenne ; c'est ce que prouvent suffisamment la forme de son nom, son fief situé dans la montagne de Sérou, et le rameau de buis, arbuste indigène, son emblème héraldique. Elle était calviniste, et, dans le dernier siècle, un de ses membres avait, pour cause de religion, péri sur l'échafaud, à Pamiers (2). Larbont avait épousé une des filles de Tristan Dusson, une des sœurs de François, son ami d'enfance, son compagnon de guerre, et tout récemment d'ambassade auprès du roi. D'Amboix, à ce qu'il semble, moins brillant, était d'un caractère plus ferme et plus solide que Dusson. Ils avaient ensemble signé la paix ; mais tandis que celui-ci, au moment de l'invasion, se retirait dans son château, Larbont ressaisissait vaillamment l'épée pour repousser Thémînes. Il regardait évidemment l'attaque du maréchal comme une violation flagrante du traité ; la parole du monarque, à ses yeux, sauvait le comté de Foix. Larbont, que Rohan appelle *un soldat expérimenté*, grand éloge dans une telle bouche, s'enferma dans le Mas-d'Azil, et recueillit dans ses murailles les émigrants des bourgs incendiés, qui, sur les pentes des montagnes, de tous les points de l'horizon, descendaient en longues files, leurs consuls et leurs pasteurs en tête. Mais l'étroite enceinte de la ville ne pouvait contenir les cinq populations. Une partie des étrangers dut se rendre dans la Grotte. Quinze cents environ, hommes, femmes, enfants, s'enfermèrent dans ce sépulchre des Albigeois. Cette sauvage forteresse fut, nous le verrons bientôt, une des causes du salut incertain du Mas-d'Azil.

(1) Rohan l'appelle le capitaine *Carboust* : c'est évidemment une faute de typographie.

(2) Avec Acanat, capitaine de Foix. Ils furent rompus vifs et décapités ; deux autres furent brûlés, vingt-huit pendus, et dix condamnés aux galères (1562). Pendant la défection d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, rallié aux Guise. Haag, *France protest.*, art. *Coffier*.

Thémines, après le combat des Salenques, campa autour des ruines du couvent. De ces hauteurs, il découvrait la vallée des Bordes. Elle s'étend du levant au couchant d'hiver. L'Arise, un torrent des montagnes, serpente dans le fond, sous un pâle rideau de saules; ses pentes abruptes sont revêtues de pêchers, de figuiers, de vignes; les rochers n'en hérissent çà et là les crêtes que pour accroître encore, de leurs aspérités grisâtres, la grâce incomparable de ses collines dont les flancs se courbent en ovale. On dirait, amarré aux Pyrénées, comme à un môle gigantesque, un navire chargé de fruits mûrs dont on sent de loin le parfum. Toutes ces richesses de l'automne, qui pendaient aux arbres, devinrent la proie des soldats. Le maréchal vit, dans la nuit, s'allumer les flammes généreuses qui consumaient les bourgs et les hameaux protestants. Le matin, il descend dans la vallée, et, sur le pont de Palombes et les passerelles des moulins, traverse l'Arise en deux colonnes : l'une marche sur les Bordes, tourne ses ruines embrasées, et gravit la colline du sud par la fontaine du *Pin* ; l'autre, par l'Agrémonal (*ager monialis*), aboutit au sommet de Vallignas (*vallis ignota*), où l'on voit un dolmen druidique brisé par la foudre. Ce ne fut qu'à grand renfort de soldats, pour aider les mulets et soutenir les chariots, sur des pentes abruptes et à ressauts, que Thémines parvint à hisser ses canons. Pourtant il n'avait qu'à suivre le cours de l'Arise pour pénétrer dans la vallée du Mas-d'Azil. Mais Sabarat, assis devant la gorge du Cab-Aret, garde cette porte des montagnes. Le bourg était incendié ; les habitants en étaient sortis en armes pendant la nuit ; ils pouvaient attendre l'armée catholique dans ce tortueux et sauvage défilé. Ecrasée sous une avalanche de cailloux roulants, et lapidée en quelque sorte par les pâtres, elle eût trouvé son tombeau dans le *Gouffre du Roi* (*gourgo regino*). C'est pourquoi le maréchal fit ce long détour, et alla péniblement chercher Camarade sur son plateau rocailleux et battu des vents. Au XIII^e siècle, Camarade était albigeois ; plusieurs de ses seigneurs eurent l'honneur d'être capitouls de Toulouse, au temps des luttes religieuses et patriotiques. Au XVI^e, Camarade embrassa la Réforme, et, dans les guerres contre la Ligue, eut pour capitaine Claude de Miramont, dont les trois fils, Pierre de Miramont, Jean de Castet et Jean de Méras, ainsi que les deux Falentin, Pierre de Sentenac et Pierre d'Allières, s'étaient renfermés, avec leurs vassaux, dans le Mas-d'Azil. Thémines saccagea ce que l'incendie avait épargné du château de Camarade, de la Bielle, qui est le bourg, et des cabanes disséminées au loin dans son désert. Puis, se repliant sur le Mas-d'Azil, il apparut tout à coup aux regards des assiégés, vers le couchant, sur les hauteurs du cap del Pouech (*caput Podii*).

Le Mas-d'Azil (*Mansum Asilii*), ville, comme son nom l'indique, d'origine ibéro-romaine, est situé au centre d'un amphithéâtre de montagnes, dont les pentes, revêtues d'abord de prairies, puis de vignobles, enfin de bois, se

couramment brusquement de crêtes dentelées de roc aride et grisâtre. Vers le sud, au fond d'une gorge, s'ouvre une grotte : de sa bouche triangulaire et sombre, l'Arise sort en écumant. Ce torrent, tournoyant dans les entrailles de la montagne, comme un limaçon dans sa coquille, s'y est lentement creusé, au-dessus de son lit bruyant, des arcs, des corridors, de vastes salles. La façade ressemble à un monument cyclopéen. Au-dessus de sa bouche septentrionale, règne un trottoir semblable à un balcon, mais qui n'a de balustrade que les broussailles pendantes sur l'abîme. Plus haut, sur les corniches du rocher troué comme un colombier, crient et volent perpétuellement des éperviers, des martinets, des nuées de corneilles.

Cette superbe grotte, selon la tradition, serait un sanctuaire druidique, ou plutôt une espèce de cloître sauvage de vierges fatidiques. On les appelait *las Incantadas*. Nuit et jour elles *chantaient* dans leurs palais ; elles enseignaient les arts sacrés, et notamment la métallurgie. Mais un jour, ces prêtresses disparurent, et leur grotte, qui naguère était de cristal, devint subitement de rocher, et prit cet aspect effrayant et sombre. L'empereur Tibère, qui proscrivit le druidisme, fut vraisemblablement l'auteur de cette transformation, que les regrets du peuple ont revêtue de merveilleux. Ce sont aussi les Romains, selon toute probabilité, qui profanèrent la sauvage sainteté de la grotte en taillant avec le fer, sur la façade, ce prodigieux trottoir qu'ils appelèrent le *Solatarium*, c'est-à-dire le Passage, parce qu'il devait effectivement servir de pont d'une rive à l'autre du torrent. On voit encore, non loin de là, sur les hauteurs du cap del Pouech, un dolmen celtique, appelé, de sa forme aplatie et circulaire, le *Palet de Samson*.

Le vallon du Mas-d'Azil, semblable à un cirque gigantesque, n'a que deux portes, percées par l'Arise : au sud, la bouche de la Grotte, portique, en effet, de Titans ; et vers le nord-est, une âpre, sinuose et profonde gorge, nommée par les Romains, à cause de ses deux montagnes contournées comme deux cornes, la *Tête du Bélier*, *Caput Arietis*, d'où dérive le nom moderne de *Cab-Aret*. Par son escarpement et sa clôture, il était admirablement disposé pour devenir ce qu'il fut dans l'antiquité celtique et latine un *Asile*. Il fut une retraite de proscrits, un refuge des Goths, des Albigeois, de toutes les grandes protestations nationales du Midi. Au moyen âge, le Mas-d'Azil relevait les seigneurs de Durban : ils y avaient un Castéra, ou château féodal ; et ils y fondèrent un monastère de Bénédictins, succursale de l'abbaye de Lézat. Cependant au XIII^e siècle, les châtelains et les vassaux adoptèrent le catharisme, christianisme oriental, mélangé des dogmes de saint Jean et des rêves de Platon, en qui s'incarna le patriotisme chevaleresque et mystique du Midi. Cette nationalité vivace, bien que torturée par l'inquisition, se releva, trois cents ans après, dépouillée de ses songes, plus sérieuse et entièrement scripturaire, dans la Réforme du XVI^e siècle. Jeanne d'Albret, héri-

tière des comtes de Foix, répara les murailles du Mas-d'Azil, et mit des portes de fer à la Grotte. La Roche, comme on l'appelle vulgairement, d'une étendue d'environ trois cents pas, et distante d'un quart de lieue du bourg, en devint comme la citadelle. La Grotte et la cité eurent, quelque temps après, la gloire de repousser Peyroton de Saint-Lary, ce sénéchal superbe, qui venait de faire sauter dans les airs la ville du Carlat. Sur les clefs de voûte des portes, on voyait sculptés l'anagramme du jeune roi Henri, cet Eliacin de la Réforme, avec les armes du Béarn, les têtes de taureau. Et maintenant, le taureau pyrénéen, relancé jusque dans sa Grotte, allait frapper de la corne le fils de l'infidèle Béarnais.

Le Mas-d'Azil occupait le centre d'un cercle d'Eglises dont il était, en temps de paix, la métropole, en temps de guerre la place forte. A l'ouest, sur un plateau rocailleux, Camarade; au sud, derrière la grotte, Durban; au sud-est, dans une gorge hérissée de rochers, Gabre; au nord-est, à l'entrée du Cab-Aret, Sabarat; au nord, sur le revers abrupte du coteau, les Bordes. A une lieue au delà, vers le septentrion, sur son haut et rude mamelon, s'isolait le Carla. A l'exception de ce dernier bourg, les peuples de tous les autres étaient renfermés dans le Mas-d'Azil. Presque tous ces hommes, sauf quelques riches bourgeois, étaient vigneron; ceux de Camarade et de Durban, pâtres et bûcherons; ceux de Gabre formaient une colonie distincte: ils étaient verriers, gentilshommes campagnards, tenant de la noblesse par l'instruction, du peuple par le travail, et que la vie de chasseur qu'ils menaient continuellement dans les bois exerçaient naturellement à la guerre. Un seul est connu, c'est Jacob de Robert, gendre de Pierre Peyrat. Ces six communautés réunies formaient environ quatre mille âmes (1). On comptait, sur ce nombre, sept cents combattants; mais les femmes étaient guerrières et les enfants même étaient belliqueux. Nous avons lieu de croire que les habitants de Camarade, de Durban et de Gabre, plus rudes et plus habitués aux montagnes, s'enfermèrent dans la grotte, ruche immense et sauvage d'abeilles bibliques effarouchées, mais dardant leur aiguillon, et grondant comme l'orage dans les entrailles de la caverne.

Des hauteurs du cap del Pouech le maréchal avait à sa droite la Grotte, à sa gauche le Cab-Aret, en face, et en quelque sorte sous ses pieds, la place. Son regard plongeait de haut dans la ville, qui dans son vallon profond et circulaire formait un carré très allongé. Ce massif de maisons, aux toits presque plats et canelés de tuiles rouges, était divisé par deux longues rues, coupé de quelques ruelles transversales et entouré d'une vieille muraille percée de trois portes, au sud, au nord et au levant. La rue de l'ouest, le long du torrent, porte le nom de *Gousis (de Gothis)*. C'est là

(1) Aujourd'hui même elles n'en comptent que six mille environ.

qu'au moyen âge l'Eglise romaine parquait les descendants infortunés des Goths et des Albigeois, qu'on appelait Cagots ou chiens de Goths. Ainsi, à défaut de ces peuples exterminés, leur mémoire vengeresse se présentait encore au premier rang dans le combat. Vers l'est (sur l'emplacement actuel de l'église) s'élevaient les flèches de l'abbaye, dont les moines, depuis soixante ans, s'étaient établis à Monbrun. Ses vastes enclos comprenaient toute l'esplanade qui porte aujourd'hui le nom de Champ-de-Mars. A l'angle nord-est de cet espace désert, près de la porte orientale, était le temple. Plus loin encore, et hors des murs, le Castéra, inhabité et à demi détruit, comme le monastère. La Réformation avait soustrait le Mas-d'Azil au double joug des moines et des seigneurs de Durban. Dès que Thémynes, de la hauteur, découvrit, comme au fond d'un entonnoir de collines, la chétive cité sous son vieux mur et son étroit torrent, il dit en souriant au comte de Caraman : Je vous retiens à dîner pour demain au soir, dans le Mas-d'Azil (1).

A l'aspect de l'armée royale sur les hauteurs de Pouest une grande rumeur s'éleva du sein de la cité. Le maréchal, qui s'aperçut de cette émotion, se plut à l'accroître encore en déployant, sur la cime, ses bataillons, et en faisant étinceler ses armes et ses enseignes au soleil. Outre cette involontaire palpitation d'un peuple à l'aspect de l'ennemi, il existait des causes plus profondes d'agitation. Les assiégés étaient divisés en plusieurs partis; il y avait des divergences de caste, de doctrine, de politique; en général les plébéiens composaient le parti ardent de l'Eglise et de la guerre contre le roi. Les nobles préféraient la paix et l'autorité traditionnelle du monarque à la dictature militaire du duc de Rohan. Entre ces deux grands partis, pleins de courage et de loyauté, serpentait la foule toujours trop nombreuse des prudents, des trembleurs, des traîtres. En outre, les habitants du Mas-d'Azil redoutaient le pillage de leur cité. Ce calcul intempestif ne pouvait convenir aux étrangers qui venaient d'incendier leurs bourgs. Larbont, capitaine de la place, ne semblait avoir ressaisi l'épée que pour obtenir, par une attitude guerrière, un arrangement plus avantageux. Le parti de la paix, dont il était le chef, l'emporta : la porte du nord s'ouvrit, des parlementaires vinrent trouver le maréchal sur la hauteur. Ils offrirent leur soumission, et une rançon de quinze mille écus. Thémynes en exigea vingt mille : la députation se retira : son retour rendit l'avantage au parti de la guerre. Les assiégés, revenu de cette première émotion, se préparèrent au combat. Ils se ressouvirent que leurs pères avaient fait lever le siège au sénéchal de Toulouse, et ils espérèrent que l'obstiné Thémynes aurait le même sort que l'orgueilleux Peyroton de Bellegarde.

(1) La Troussière, *Vie de Dussion*.

Le maréchal, descendu de la hauteur, prit ses positions. Il établit son quartier général à mi-côte dans le vignoble du nord, entre le chemin du cap del Pouech et le haut chemin des Bordes. Ses troupes se développèrent sur cette partie dans l'ordre suivant de l'est au sud : la Passe, Normandie, Ventadour, autour des tentes du maréchal ; Crussol, Annonai, Aiguebonne, Duclos, Issignan et Maillac. Cette division formait, sur la rive gauche de l'Arise, un grand arc dont les extrémités se terminaient au torrent par les milices de Foix ; celles du Bas-Comté, sur les hauteurs de Brusquette et de Capens, devant le Cab-Aret ; celles du Haut-Comté, dans la Gorge, au pied des rochers, où elles se couvrirent d'une tranchée contre l'attaque éventuelle de la Grotte. L'autre division traversa l'Arise sur une ligne de grosses pierres jetées de distance en distance dans son lit. Le comte de Veillac s'arrêta sur la hauteur du Castéra, autour des ruines du château ; il était séparé de La Passe par le torrent. Le régiment de Toulouse, commandé par le capitaine Mallet de Belpech, campa dans le vignoble de l'est, au-dessus des prés de l'abbaye (Las Abadios). Enfin, le marquis de Mirepoix prit position sous la Quère de Peyboé, et rejoignait Maillac, dont la rivière et l'escarpement le séparait, entre la place et la Grotte. La cavalerie, qui sur la rive gauche n'avait ni eau, ni herbe, ni espace, passa également sur la rive droite et s'établit en arrière de l'infanterie, de Castagnès à Capboé. Elle était de six cents maîtres : carabins ou gardes de Thémînes et de Caraman, gendarmes de Montmorency, commandés par le baron d'Honous ; cheveu-légers du vicomte de Serre, de Montgon, de Merville ; volontaires de Dalon, du baron de Durban, du vicomte de Saint-Girons. La ville avait coupé ses deux ponts du sud et du nord ; Thémînes fit rétablir ce dernier, et une partie de son artillerie passa sur la rive droite de l'Arise. Il y avait quatorze pièces de quarante-huit et de trente-six et quelques autres d'un moindre calibre (1). Il posa ses batteries sur des redans naturels, qui semblaient attendre ses canons. Le marquis de Ragni faisait les fonctions de maréchal de camp dans la division du maréchal ; l'autre était sous le commandement direct du comte de Caraman, qui, maître du chemin de Foix, maintenait ses communications avec le chef-lieu de son gouvernement, d'où il tirait les munitions de guerre et de bouche. La fontaine de Barasco coulait au milieu de son camp ; ses mulets paissaient dans les bois de la Quère, et ses chevaux trouvaient les meilleures pâtures et les eaux les plus vives dans les délicieux rivages de Castagnès et de Riomajour. Mais sur les collines du nord et de l'ouest, dépourvues de sources abondantes, le centre de l'armée et le quartier général lui-même manquaient d'eau et ne pouvaient en puiser dans l'Arise, qui coulait

(1) J'ai vu un boulet découvert naguère au Moulin : il a pesé quarante-six livres et quart. On m'a montré un autre petit projectile de la grosseur d'une orange.

sous ses yeux, que sous le feu des remparts. De plus, Thémînes ne put compléter la circonvallation ; non pas, comme on l'a prétendu, qu'il manquât de troupes, mais parce que ses deux ailes, en se rejoignant vers le sud, étaient exposées au double choc simultané de la ville et de la Grotte. La place donc, étreinte de trois côtés, respirait par la montagne, grâce au torrent, à l'escarpement et à la Roche. C'est pourquoi le maréchal résolut d'enlever d'abord cette sauvage citadelle.

L'Arise, qui descend du pic de Nescus à travers les magnifiques solitudes de Durban, est la grande ouvrière qui dès l'origine des temps a creusé cette grotte. Sanctuaire fatidique abandonné, les ours, dont on retrouve les squelettes mêlés aux ossements de l'homme, y donnèrent asile aux Goths, aux Vandois, aux Cathares, à tous les proscrits de Rome. C'est dans cette vaste nécropole que s'étaient renfermés les protestants de la montagne, et des débris pétrifiés de bœufs nous apprennent qu'ils y étaient venus avec leurs troupeaux, compagnons et victimes de leur infortune. La Roche a deux portes : au sud, une haute et superbe arcade, par où l'Arise y pénètre en silence ; au nord une déchirure béante, informe, mais qui de loin paraît triangulaire et d'où le torrent s'échappe en tumulte et comme effrayé des ténèbres de son gouffre. Des canons au dedans et des vedettes au dehors gardaient ces deux bouches, dont les herses de fer ne laissaient entrer que la rivière, orageuse amie, qui, un moment ensevelie avec ces peuples sous ces sombres voûtes, les abreuvait de son onde et les égayait de son murmure. Ainsi pourvus d'armes, de vivres et d'eau abondante et limpide, ces fugitifs se trouvaient en sécurité dans le cœur de la montagne. Un matin, la sentinelle du Solatari signala l'approche de l'ennemi : c'étaient les Toulousains, conduits par leur capitoul Mallet de Belpech. Au XIII^e siècle, les Villeneuve, les Barravi, les Maurand, les Roaix, ces fameux consuls de Toulouse, à la tête des troupes de leur république, combattaient à côté du roi d'Aragon et des comtes de Foix pour l'indépendance religieuse et politique du Midi. Magistrats de la cité, non moins fermes que vaillants, ils abattaient, au dedans, l'inquisition, au dehors la croisade. Mais la croisade et l'inquisition avaient vaincu ; Toulouse était dominicaine et ligueuse, et son capitoul papiste, marchait, avec une tourbe fanatique de cinq cents pénitents, parmi les descendants des meurtriers de son pays, contre les défenseurs de la Bible et de la liberté. Belpech, soutenu par Mirepoix, s'avance dans la gorge et se présente de face à la bouche septentrionale de la Grotte. Elle s'ouvre, un éclair en jaillit, puis un tourbillon de fumée, puis un immense mugissement. La place répond au canon d'alarme de la montagne. De la Grotte et de la ville les assiégés s'élancent impétueusement en chantant l'hymne des batailles huguenottes (psaume LXVIII). Chargés en tête et en queue, les Toulousains sont culbutés, lancés dans le précipice, écrasés dans le torrent. Une seconde

tentative n'eut pas un meilleur résultat. Thémynes dut renoncer à se rendre maître de la Grotte, et laisser cette porte ouverte aux secours de Rohan.

Le maréchal, repoussé deux fois de la Roche, se retourne contre la place. L'Arise qui descend du sud l'embrasse à l'ouest par son lit naturel, à l'est par un fossé factice. Elle est défendue par quatre bastions dont l'un, celui du nord-ouest, plus considérable, s'appelle le *Grand-Bastion*. Celui du sud-ouest, couvre le moulin, et sa digue et son île. La courtine latérale n'est qu'une vieille muraille non terrassée. Deux demi-lunes, séparées du mur par une tranchée sèche, s'étendent, celle de l'ouest jusqu'au torrent, à peu près partout guéable en été; celle de l'est, jusqu'au fossé rempli par le Gave et les sources qui descendent de la Quère. Ce côté naturellement est le plus faible; mais l'art est venu en aide au terrain, et la colline en s'évasant se refuse à l'artillerie. Le maréchal n'y construit donc qu'une batterie qui, du plateau du Castéra, va foudroyer la porte orientale et les abords du temple. Le coteau de l'ouest lui présente des contre-forts prêts à recevoir ses canons. Il élève sur cette rive deux batteries, l'une presque en face du grand bastion, l'autre presque à l'opposite du moulin. De sorte que c'est par le côté le moins accessible au soldat mais le plus exposé au boulet qu'aura lieu le principal assaut. L'artillerie, à cette époque, est encore d'une portée si courte, qu'il pousse ses affûts jusqu'à deux traits d'arc du rempart. Aujourd'hui, de tous les points de l'horizon, des canons braqués dans sa crénelure de rocher, pulvériseraient le Mas-d'Azil. Thémynes dut poser presque au pied des côteaux ses trois batteries qui, vers la mi-septembre, ouvrirent leur feu (1).

Larbont, en qualité de capitaine du Mas-d'Azil, commandait en chef dans la place. Il avait sous ses ordres sept cents combattans tous du pays; mais dont un tiers était dans la Grotte. Les assiégés se partagèrent la défense. Larbont et les habitants du Mas-d'Azil défendaient le grand bastion, c'est-à-dire depuis la porte du nord jusqu'à la poterne de l'ouest qui sert aujourd'hui d'abreuvoir. Ils avaient en face le maréchal, le duc de Ventadour, le duc d'Uzès, colonel du régiment de Crussol, Normandie enfin et Lapasse. Normandie était un vieux régiment de deux mille hommes, redoutable par le nombre, par l'habitude de la guerre et par la revanche qu'il avait à prendre d'un cruel échec; il avait été écharpé au siège de Montauban, sous la corne de Montmirat, à la jonction du Tarn et du fossé occidental. Valette, probablement capitaine de Sabarat, combattait avec les hommes de

(1) Le biographe de Dusson ne mentionne que les fortifications du côté de l'ouest. En acceptant ses données, nous avons reconstruit, sur le même plan, celles de l'est, évidemment pareilles. La Troussière prétend que le maréchal n'arma qu'une batterie; mais Rohan assure qu'il en forma trois, et les lieux confirment son assertion; c'est au grand bastion, au Moulin, et près de la porte de Foix, que l'on découvre le plus grand nombre de boulets.

son bourg, dans le voisinage de Larbont, c'est-à-dire, au bastion du Moulin. Il défendait la muraille depuis la poterne de l'ouest jusqu'à la porte du sud. Il avait en présence le comte d'Issignan, le vicomte Duclos, Annonai, Aiguebonne et Maillac. Valette était un chef plébéien, un vieux soldat d'une taille gigantesque, et qui combattait à la manière des temps héroïques. Peyrat, et le bataillon des Bordes, le plus nombreux des trois, avait la garde de tout le mur oriental, à droite et à gauche du temple et de la porte de Foix. Il était aux prises avec le marquis de Mirepoix, le comte de Caranman, le comte de Vaillac, le capitoul Belpech, et la noblesse des Pyrénées. Vaillac était un régiment d'une renommée sinistre et tragique. Quatre cents de ses soldats, en garnison dans Négrepelisse avaient été massacrés dans une nuit. Louis XIII vint redemander leur sang à ce bourg, et, ses défenseurs s'étant tous fait tuer dans le combat, le chaste et doux roi permit que les femmes fussent violées sur leurs cadavres. Une seule échappa à cette ignominie, la fille du pasteur (Charles), jeune personne d'une grande beauté que le capitaine de Pontis ne parvint à dérober à la recherche des généraux qu'en la cachant dans le ventre d'une génisse égorgée et pendue au toit de sa hutte. Cet opprobre qu'on infligeait à cette époque, aux femmes de toutes les villes prises d'assaut, et qu'on réservait à celles du Mas-d'Azil, leur inspira un courage digne des plus grands jours d'Israël et de Sparte (1).

Ainsi les chefs protestants, recommençaient la lutte avec de vieux mousquets, de mauvais canons, un faible rempart, contre un ennemi vingt fois plus nombreux, secondé par d'immenses populations catholiques, par les montagnes environnantes qui dominaient leurs bastions, et par un soleil brillant qui, desséchant leurs fossés, préparait l'assaut. Les premiers jours, les batteries royales firent de larges trouées aux courtines. Mais le canon, l'aspect du sang, les blessures de l'homme et des murailles, n'émouvaient plus; plus de réticences, plus de vils calculs; un élan, un entrain magnifiques. Hommes, femmes, enfants, portant des fascines, des tonneaux, des sacs de terre, se précipitaient aux brèches en chantant des psaumes. Les brèches incessamment ouvertes se refermaient incessamment sous le boulet. Les femmes surtout y furent superbes. La défense du Mas-d'Azil est leur gloire. Elles se montrèrent les dignes compagnes des soldats de Chambonnet des Salenques et de la Grotte. On raconte que l'une d'elles allait à la brèche, sa corbeille de sable sur la tête. La corbeille est emportée par un boulet, et le bras qui la soutient vole avec la poussière dispersée dans les airs. La femme renversée se relève, ensevelit le tronçon de son bras, et rechargeant sa corbeille, revient tranquillement à la brèche. La cité était, comme cette femme, mutilée, mais calme et fière. Ses canons étaient vieux, ses mu-

(1) *Mémoires* du capitaine de Pontis, et du maréchal de Bassompierre.

raillies vieilles et délabrées; mais les âmes étaient fortes et communiquaient leur vigueur aux murailles et aux canons. Thémènes essaya une escalade, un assaut prématuré; il fut rejeté dans ses lignes, et vit qu'il s'était trop hâté de convier ses généraux à dîner dans le Mas-d'Azil. Malheureusement la discorde était dans la cité. A des antipathies de caste s'ajoutaient des contestations de commandement. Les fougueux chefs plébéiens suspectaient le pacifique et vaillant Larbont. Les étrangers méconnaissaient l'autorité du capitaine du Mas-d'Azil. Régulièrement, en effet, il eût fallu un commandant élu par les cinq communautés ou imposé par le duc de Rohan.

Pour comprendre cet épisode si dramatique de nos guerres civiles, il faut ne point oublier que les Eglises formaient une république fédérative dont le duc de Rohan, sous le titre de général, n'était que le modérateur armé. Ce chef, gêné dans son autorité, ne l'exerçait qu'à force d'habileté, d'éloquence, et de génie. De là, comme nous le verrons encore, des commandants insubordonnés qui résistent à ses ordres, des officiers qui refusent ses commissions, des soldats même qui se débandent; c'est le vilain côté de la liberté, mais en voici la face glorieuse. Voici, près de la faiblesse du pouvoir central, la vigueur des communes, l'élan des citoyens. Chaque cité forme une petite république : elle a ses consuls, son capitaine, son drapeau. Aussi, quand Thémènes fait cette irruption inattendue dans le pays de Foix, ces populations surprises se trouvent sans chef commun; elles courent en tumulte aux armes, se font détruire isolément, et dans leur désordre héroïque, ne s'accordent que pour incendier leurs bourgades. Mais chacune a son combat, son héros, sa page dans l'histoire. Le maréchal croyait les prendre ou les sabrer comme un troupeau. Le duc de Rohan lui-même pensait qu'elles ne résisteraient pas. Il avait naguère visité leurs bourgs, et il jugeait, d'après la faiblesse des murailles, plus que d'après la vigueur des citoyens. Tout à coup il apprend les étonnants combats de Chambouet et des Salenques, l'incendie magnanime des Bordes, de Sabarat, de Gabre, et de Camarade, et la réunion de leurs peuples armés et assiégés dans le Mas-d'Azil. Alors, il fait partir en hâte des secours; il dirige des détachements sur le Carlat; ce bourg va devenir une place d'armes auxiliaire. Malheureusement, Lérans, son ennemi, commande dans ses murs. Il craint que ce chef vindicatif n'en ferme les portes à ses soldats. Il dépêche secrètement Auros et Villemur, capitaines de ses gardes, vers les consuls (1). Ces magistrats font entendre raison à l'implacable Lévis. Ils assurent le trajet des corps auxiliaires vers le Mas-d'Azil. Mais le premier de ces détachements, conduit par La Boissières (Saint-Cômes de Nîmes) pensant être envoyé à une mort certaine, abandonna son colonel.

(1) *Orose* et *Villemore*, nommés par Rohan, sont inconnus; il faut lire *Auros* et *Villemur*.

Le duc en fit immédiatement partir en hâte un second, et pour mettre un terme aux discordes des capitaines, leur envoya, comme mestre de camp, son lieutenant favori, un héroïque adolescent, Jacques de Saint-Blancard. Ce chef était originaire des Pyrénées, et le manoir féodal dont il portait le nom existe encore, ainsi que la souche de sa race, dans les montagnes de Saint-Lizier. Mais un de ses ancêtres, illustré sous François 1^{er} par ses combats de mer, en avait transplanté une branche dans le Bas-Languedoc, et rendu en quelque sorte héréditaire dans ses descendants le gouvernement d'Aiguemortes. Saint-Blancard, né probablement dans cette place maritime, en eut le commandement, presque enfant encore, à la mort de son père, et, quelque temps après, fut revêtu, par l'assemblée de La Rochelle, du titre d'amiral du Levant. Le jeune chef, nourri dans les tempêtes du golfe, à la tête de sa flotille, jetait la terreur sur les plages catholiques du Languedoc, secondant les opérations de Rohan, que, dans sa piété guerrière, il regardait comme le glaive de Dieu tiré pour le salut des Eglises de France. Le duc, dans cette nouvelle campagne, lui donna le gouvernement de Viane, en Rouergue, et, avec le grade de mestre de camp, le commandement d'un corps de sept cents mousquetaires. Saint-Blancard, au siège de Gommières, soutint contre des forces triples un furieux combat. Il vole au secours de Viane et repousse Thémynes, déjà maître de Pierre-Ségade. Bien que blessé, il suit pied à pied le maréchal pour lui livrer bataille, et manœuvre avec Rohan pour envelopper l'armée royale, qui se dérobe et se jette, par Lavaur, dans le pays de Foix. Saint-Blancard à la tête de trois cents hommes, de Puylaurens, se rend à Pamiers, marche par Escosse vers le Carlat, et par les Bordes, vers le Mas-d'Azil. Il n'a d'accès que par la Grotte; mais Mirepoix et Maillac l'attendent peut-être au pied des rochers du sud; l'audacieux passera au milieu de l'armée royale, où certainement on ne l'attend pas, et sous les tentes mêmes du maréchal. Du haut de la côte, il descend directement par le vignoble, traverse comme une flèche le camp ennemi, qui s'effare ou combat au hasard dans les ténèbres; et, culbutant enfin la garde du pont dans le torrent, se jette dans la place par la porte du nord. Saint-Blancard, gentilhomme par le sang, plébéien par la fougue, populaire par sa renommée, était admirablement propre à rallier les partis irrités. Tous les capitaines reconnurent l'autorité de l'amiral, du lieutenant chéri de Rohan. Saint-Blancard prit le commandement, et donna dès lors à la défense la plus grande des forces, celle qui devait faire concourir toutes les autres au salut de la ville, l'unité.

Le duc de Rohan, outre ce secours, tâcha d'attirer la guerre à lui, et de dégager, par une diversion puissante, le Mas-d'Azil. Il attaqua d'abord le fort de Siourac, construit presque aux portes de Castres, sa capitale du bas Languedoc. Thémynes, selon ses prévisions, accourut en hâte avec le duc

de Ventadour, trois mille hommes de pied et quatre cents chevaux, portant en croupe des fantassins. Saint-Blancard put alors combattre, avec des chances moins inégales, le comte de Caraman, chargé du siège en l'absence du maréchal. Tous les soirs, quand l'ennemi repoussé des murailles rentrait fatigué sous ses tentes, et cherchait le repos, le jeune chef infatigable sortait de ses portes, s'élançait sur l'un ou l'autre des deux camps et ne laissait aucun relâche aux troupes royales dont les alarmes étaient d'autant plus vives, pendant ces combats nocturnes, qu'elles sentaient continuellement voltiger sur leurs derrières le bataillon de la Grotte, insaisissable dans ses rochers. L'absence du maréchal ne fut pas longue, il apprit en chemin la destruction de Siourac, et revint prendre la place qu'il avait quittée quelques jours auparavant devant les murs du Mas-d'Azil. La lutte continua donc dans les conditions primitives, dont l'inégalité ne ralentit pas la fougue de Saint-Blancard. Du haut des murailles, les chasseurs pyrénéens, les chasseurs d'ours et d'isard, avec leurs longs mousquets, abattaient les artilleurs catholiques sur leurs affûts. Mais beaucoup des assiégés périrent aussi ; beaucoup dans les mêlées de nuit, sur les coteaux ; beaucoup dans les assauts du jour, sur les remparts. Ce combat, disproportionné, devait être naturellement plus meurtrier aux défenseurs, moins nombreux et forcés de suppléer au nombre par l'audace. Bientôt plusieurs des chefs et leurs plus vaillants hommes furent hors de combat. Vers la fin, les femmes les remplaçaient sur les murailles. On raconte que le mari de l'une d'elles avait été blessé à la tête ; elle ôte sa coiffe et bande la blessure sanglante ; puis ils reviennent, la femme, remplir sa corbeille ; l'homme, combattre à la brèche. Un boulet emporta la tête de ce soldat. La femme, à son retour, ne le voyant plus à son poste, demande son mari. On lui montre son cadavre décapité par le canon. Eh bien ! dit la Spartiate huguenote, ma coiffe seule est perdue ; faisant entendre, par ce mot d'une trivialité sublime, que la mort n'avait pu lui ravir son époux. Les femmes semblaient agitées de l'esprit belliqueux des Jahel et des Débora. Elles erraient échevelées sur les murailles, en lançant à l'ennemi des menaces prophétiques. La petite cité pyrénéenne, de sang ibère et de foi biblique, faisait, dans son agonie, ressouvenir de ses deux grandes aïeules, Numance et Jérusalem. Le maréchal voulut en finir : ses batteries avaient, depuis un mois, lancé près de quatre mille boulets. Il resserra le blocus, redoubla le feu et disposa tout pour un dernier assaut. La place, avec ses capitaines blessés, ses soldats mutilés, ses remparts éboulés, combattait encore, mais succombait. C'est alors qu'elle fit entendre au duc de Rohan sa plainte héroïque. Dans cette extrémité, Dieu lui réservait deux secours, Dussion et un orage.

Dussion, entré avec l'aube au Carlat, s'y repose jusqu'au soir. Il envoie un messager annoncer à Saint-Blancard son arrivée vers minuit sur les mou-

lagnes du Mas-d'Azil. Le vieux baron de Lérans veut, d'un ton paternel, par des refus adoucis de conseils, détourner le jeune chef d'aller inutilement périr avec ses amis. Mais Dusson, montrant l'ordre du duc de Rohan, et secondé par le pasteur Lafont, les consuls et le peuple, se fait ouvrir la porte de l'ouest. Par une nuit obscure, il descend vers le couchant; il salue, en passant, les ruines de Chambonnet, tombeau de Jean du Telli, son vaillant serviteur; il laisse à une demi-lieue vers la gauche le champ de bataille des Salenques et les bourgs incendiés du vallon; il traverse l'Arise à Courbaut, et monte rapidement, par les châtaigneraies de Montfa, vers les rochers de Gorri. Descendu de Camarade, il tourne les positions ennemies du cap del Pouech, et se glisse dans un repli de la montagne dont le ravin boisé, rocailleux, impraticable, tombe abruptement dans l'Arise, devant la bouche même de la Grotte. Mais sur le flanc à pic du mont caverneux, se suspend un sentier taillé dans le roc avec le fer pour former le fameux trottoir romain, nommé le *Solatari*. Un mur, percé d'un guichet (dont on voit encore les restes jetés sur l'escarpement), ferme ce passage aérien. Au signal du capitaine, la vedette de la Grotte ouvre cette porte sauvage, et la colonne, resserrée en longue file, ondule dans les sinuosités de ce balcon de géants. Dusson apprend que Mirepoix s'est mis en travers entre la Grotte et la place, et qu'il est impossible d'aborder, par la rive droite, la porte du sud, sans engager un combat où la ville ne pourrait seconder efficacement l'effort de la Roche. C'est par cette porte qu'il espérait se jeter dans le Mas-d'Azil. Dusson demeure triste et pensif; il s'arrête au point où le Solatari se courbe en arc sur le torrent; là, le rocher projette un contre-fort anguleux. Debout, comme sur un cap escarpé, le chef, d'un oeil inquiet, sonde l'abîme obscur; puis, le montrant à ses soldats: « C'est ici, dit-il, qu'il faut descendre! » C'est un précipice à pic d'environ cent cinquante pieds, et tombant de ressauts en ressauts dans l'Arise, qui sort en tumulte de la caverne. On l'appelle le *Pas de l'Aspre*: soit que ce mot, qui convient admirablement au site, en exprime l'aspérité sauvage; soit qu'il désigne un engin de ce nom, une échelle à tige unique et pliante, traversée, dans toute sa longueur démesurée, de courts bâtons horizontaux, à l'aide desquels on en aura sans doute gravi la rampe dans les vieilles guerres cathares. Les soldats frissonnent d'effroi; mais le chef, homme du Midi, non moins prompt de la langue que de l'épée: « Compagnons, reprit-il résolument, c'est ici qu'il faut descendre! Cet abîme est la porte de la place assiégée. C'est le seul passage que nous ait laissé l'ennemi. Il le croit sans doute impraticable, et vous paraissez vous-mêmes en juger la descente impossible. Rien n'est impossible aux soldats du Dieu vivant. Vous cherchez ses périls, vous sollicitez ses gloires. Sachez donc les dangers et les triomphes qu'il vous réserve, et que vos cœurs soient réjouis. Nous allons passer cet abîme, culbuter les postes ennemis, franchir le torrent sous

leur feu, et, enveloppés d'une armée entière, nous jeter dans la cité. Quelle entreprise, mais aussi quelle gloire ! La cité que nous venons sauver est là, sous nos yeux. Là sont nos mères, nos épouses, nos sœurs, nos frères, nos vieillards ! Ils nous appellent, ils nous tendent les bras. Dans quelques instants, nous serons pressés sur leur sein, chargés de leurs tendresses et de leurs bénédictions. Nos vierges nous devront leur honneur, nos vieillards, une mort paisible ; Dieu lui-même, la conservation de son temple. Le temple de notre Dieu et la tête de nos pères vont être détruits sur les cadavres de leurs défenseurs, si nous reculons ; mais si nous marchons, et la cité, et le temple retentiront de nos cantiques, et l'allégresse d'un peuple reconnaissant mêlera ses louanges aux louanges du Dieu vivant. Marchons donc, et victoire à l'Eternel ! » (1)

Jamais orateur n'eut une pareille tribune ; l'éloquence de l'homme était centuplée par celle du lieu, de l'heure, de la situation. La nuit était sombre ; un orage s'était levé, et la parole du chef était portée par le tourbillon aux soldats penchés sur l'escarpement. Derrière eux, était la grotte remplie d'hommes et d'armes jusque dans ses entrailles ; devant eux, la cité muette, mais veillant dans les ténèbres ; autour d'eux, les tentes ennemies et les vedettes échelonnées jusqu'au sommet des montagnes. La nuit, le torrent, la tempête, enveloppent de leur obscurité et de leur bruissement le mystère de ce chef haranguant ses soldats sur ce roc désert. Dusson, à mesure qu'il parlait, vit étinceler leurs regards ; il sentit, dans leurs mains, frémir leurs mousquets ; il entendit enfin son cri biblique de guerre et de foi sortir de trois cents bouches, comme un tonnerre : « Victoire à l'Eternel ! » Alors, sûr de ses compagnons, il jeta les signaux ; une flamme s'éleva sur la cime de la Grotte ; la cité tressaillit d'allégresse, à ce feu qui lui annonçait l'arrivée des libérateurs. L'ennemi, s'il vit cette lueur, la prit sans doute pour un éclair de l'orage, et se rassoupit.

Dusson, le premier, descend dans le précipice. La Réoule, son beau-père ; son beau-frère, Escatch, ses serviteurs, ses compagnons, un à un, le suivent ; ils descendent comme une ligne de fourmis sur le talus escarpé ; ils rampent, ils s'accrochent aux broussailles, ils se cramponnent aux interstices du rocher ; ils glissent, ou plutôt ils roulent, ils tombent. Pendant que la colonne est ainsi suspendue en silence sur ce gouffre, un soldat, donnant dans le vide, est précipité, et va, de bonds en bonds, tomber avec ses armes et s'écraser sur le rocher, au bord du torrent. Une poignée de sabre, retrouvée, de nos jours, dans l'herbe, est un tardif monument de sa chute et de sa mort. Dusson touche enfin le pied de l'escarpement ; ses compagnons arrivent tour à tour ; un seul ne répond pas à son appel. Son corps ne sera pas aban-

(1) C'est, pour le fond, le même discours que Latroussière met dans la bouche de Dusson, et auquel nous avons rendu la forme et la couleur biblique.

donné aux bêtes sauvages. Il aura son tombeau dans le Mas-d'Azil délivré. Dusson fait enlever le cadavre, et s'avance, à la tête de sa colonne, sur le bord abrupte du torrent. Où les conduit-il ? Vers le camp ennemi. Sept mille sont campés dans le vignoble de l'ouest ; sept ou huit mille encore occupent l'autre rive, et leurs vedettes veillent sur les cîmes des rochers. Mais la nuit et le murmure de l'Arise et de l'orage secondent sa marche rapide. Il arrive aux avant-postes ; c'est un fossé muni d'un corps de garde. Dusson, l'épée à la main, s'élance dans la tranchée, tue ou disperse les soldats, et bondit après les fugitifs éperdus. A leurs cris, à leurs coups de feu, les deux camps s'éveillent en tumulte sur les hauteurs ; mais l'intrépide chef n'est point ébahi des quinze mille hommes qui l'enveloppent. Il court le long des arbres du rivage, dépasse le Foulon qui forme la tête du petit pont du sud, alors coupé ; s'élance dans le torrent, guéable encore, mais déjà grossi, et prend pied dans l'île du Moulin. La vedette du gravier, après un moment d'incertitude, le reconnaît, et le conduit, à travers le canal du moulin, vers un guichet (qui sert aujourd'hui d'abreuvoir) nommé *las Escanéros*. Dusson, l'épée à la main, s'arrête sur le seuil, fait entrer les soldats sous la sombre arcade, et, comme il avait été le premier à descendre le précipice de la Grotte, il est le dernier à entrer dans la cité. Saint-Blancard l'attendait à cette poterne : leurs femmes, leurs enfants arrivent ; le peuple forme un long cortège, louant et bénissant Dieu. Dusson, à la tête de sa colonne, portant le cadavre, passe devant sa maison, et, sans s'arrêter, marche vers le temple. Là, il se prosterne avec ses compagnons, et, comme il l'avait promis, leurs louanges se mêlent, dans la bouche d'un peuple reconnaissant, aux louanges de l'Eternel.

Le Mas-d'Azil, expirant, reçut avec transport son valeureux fils, qui venait le sauver ou périr dans ses murs. L'assaut devait avoir lieu au lever du jour. Mais Dusson n'était pas arrivé seul ; un terrible envoyé de Dieu l'accompagnait ; il n'avait pu se jeter dans la ville qu'à la faveur d'une tempête. L'ouragan, loin de se calmer, redoubla de violence à l'heure où devait commencer le combat. Les éléments semblaient prendre la défense de l'héroïque cité. Pendant trois jours, un tourbillon enveloppa sans relâche la ville et le camp. Le maréchal ne fut occupé qu'à combattre les vents, qui arrachaient ses tentes, et les pluies, qui éteignaient ses canons. L'Arise sortit en mugissant de la grotte, submergea au loin ses deux rives, et emporta les ponts et les bagages de l'ennemi roulés dans son écume. Or, c'est pendant cet ouragan protecteur que les chefs calvinistes, abrités dans leurs murailles, réparaient leurs brèches, guérissaient de leurs blessures, et délibéraient paisiblement du salut de la cité.

L'automne avertissait le maréchal ; précurseur orageux, il annonçait l'hiver. L'hiver, qui ne quitte jamais les sommets des Pyrénées, descendant déjà de

gradins en gradins, allait bientôt envelopper de ses neiges comme d'un filet l'armée catholique, et livrer aux chefs protestants cette proie affamée et transie. Thémines comprit qu'il devait se hâter. Dès que les pluies cessèrent il rétablit ses affûts et ralluma ses canons. Les Cévenols avaient raffermi les murailles et les courages ébranlés, et les assiégés, dont le nombre s'élevait avec ce dernier secours à treize cents combattants, osèrent, bien que fatigués et contre quatorze ou quinze mille ennemis, espérer encore la victoire. Pendant trois jours les batteries royales tonnèrent; elles vomirent près de deux mille boulets. Puis, quand l'Arise, qui, comme tous les torrents de montagne, s'enfle et baisse subitement, fut rentrée dans son lit, Thémines ordonna une triple attaque simultanée, un dernier et suprême assaut. Le comte de Caraman tenta de l'en dissuader, mais le vieux maréchal ne voulut pas se retirer sans un combat décisif, si ce n'est sans la victoire. Un officier, armé de toutes pièces, alla, par son ordre, reconnaître les brèches qu'il jugea praticables. Les assiégés le laissèrent avancer tranquillement jusqu'au bord du fossé. Le maréchal, sur son rapport, crut qu'ils étaient glacés d'effroi, et l'assaut fut résolu. « A demain, dit-il, à huit heures du matin ! » (12 oct.)

Un soleil d'automne magnifique se leva. Les régiments de Ventadour, de Crussol, de Normandie, descendirent des vignobles du nord-ouest et se postèrent sur la rive fangeuse du torrent, en face du Grand-Bastion. De leur côté, les régiments de Duclos, d'Issignan, d'Aiguebonne, se placèrent sur la même berge, devant le bastion du sud-ouest. Pour prendre part à l'attaque les carabins, les gendarmes, les gentilshommes volontaires, laissèrent leurs chevaux dans le camp; ils se divisèrent en deux corps : deux cent cinquante passèrent sur la rive de l'ouest et prirent rang à la suite de l'infanterie, près du Foulon, pour s'élancer sur la digue du Moulin. Deux cent cinquante s'arrêtèrent devant le bastion du sud-est, au pied de Peyboé; tandis que Mirepoix, Vaillac et Toulouse se massaient à las Abadios et au Castéra. Du haut des remparts, les assiégés observaient, immobiles et silencieux, tous ces bruits et tous ces mouvements. Les capitaines avaient tenu conseil pendant la nuit. Saint-Blancart désapprouvait l'emploi des armes à feu. « C'est à l'arme blanche, dit le jeune chef, qu'il faut recevoir l'ennemi. Laissons-le passer le torrent, franchir la contrescarpe et descendre dans le fossé : c'est là, devant la brèche même, qu'il trouvera la mort. — A Dieu ne plaise, s'écria Dusson, que nous lui cédions un seul pouce de terrain, il en serait trop glorieux. Nous descendrons au bord du torrent, il y trouvera nos poitrines et nos épées. — Et ma hache, ajouta le gigantesque Valette, brandissant une cognée de bûcheron. Puis, les capitaines blessés se trainèrent à leurs postes respectifs pour combattre et mourir : Larbont, à la pointe septentrionale de la demi-lune avec les hommes du Mas-d'Azil; Valette, au bastion du Moulin avec les gens de Sabarat; Peyrat, avec ceux des Bordes, à la porte orien-

taie. Un profond silence régnait dans les deux camps, silence majestueux ! moment terrible et solennel ! Une population immense attendait depuis l'aube au sommet des montagnes, comme des spectateurs sur les gradins d'un cirque, ce duel à mort d'une ville et d'une armée. Tournoi bien différent des fêtes que, pour célébrer le rétablissement de la paix, le duc de Ventadour avait données l'hiver précédent dans la capitale du Languedoc. Tous les seigneurs catholiques et protestants du Midi figurèrent à ce carrousel. Ils représentèrent des drames chevaleresques : Pierre de Provence et la belle Maguelonne, Urgandela Descognue et don Agésilan de Colchos. Le gouverneur, qui présidait les jeux, sous le nom de Cléosandre, adjugea le prix des courses au comte de Caraman. Plus tard, le duc parcourut les rues de Toulouse, dans un char en forme de navire, aux voiles de satin, distribuant d'hôtel en hôtel de riches présents aux dames accourues à leurs balcons. Et maintenant ces paladins allaient s'entr'égorger dans un vallon des Pyrénées (1).

Des hauteurs du nord le maréchal, immobile devant sa tente, et placé latéralement comme le juge d'un tournoi, voit les colonnes d'attaque descendre de l'est et de l'ouest, serpenter sur la colline, s'arrêter dans les prés et prendre leur poste de combat. Au signal qu'il donne, elles s'élancent à la fois dans le torrent et les fossés. Larbont, aux prises avec Ventadour, Crussol, les Normands, est blessé ; mais, Dussion, Escatch, la Réoule, les Miramont, les Salentin, commandent les hommes du Mas-d'Azil. La Réoule est un jeune vieillard, un soldat jovial, épicurien, un capitaine populaire par ses exploits et ses chansons à la façon du Béarnais. Il a figuré naguère avec éclat au carrousel de Toulouse, parmi les *chevaliers du firmament*, Persée, Hercule, Orion et Céphée. Le calvinisme n'avait transformé que les plébéiens. Valette est un vrai soldat biblique ; une hache à la main, et pareil à un charpentier, il démolit dans le torrent les bataillons ennemis. Ce sont Duclos, Aiguebonne, Issignan, qui montent à la brèche du sud-ouest. En même temps, les deux cent cinquante cavaliers du Foulon s'élancent sur la digue du Moulin ; la mousquetade les abat sur le talus, et leur sang rougit la cascade. L'un d'eux pourtant, le jeune Sarraute de Pamiers, arrive jusqu'au moulin, et, d'un bond pénètre dedans. Il y tombe accablé sous une pluie de pierres par les femmes de Sabarat. Au bastion du sud-est, en face de Peyboé, les gentils-hommes pyrénéens franchissent le fossé, tentent l'escalade. A leur tête, le vicomte de Serre, une échelle à la main, accourt ; déjà il l'applique contre le mur, prêt à monter, quand ses yeux aperçoivent au haut du parapet une femme qui le guette, immobile, tenant un rocher suspendu. Le chef catholique lui perce le sein d'une balle. L'héroïne des Bordes, d'une main ar-

(1) *Mercurc français*.

rête le sang qui s'enfuit avec sa vie, et de l'autre, poussant le rocher, elle écrase le vicomte et meurt. Le marquis de Mirepoix, Vaillac, Toulouse, se heurtent contre P. Peyrat. La lutte devient générale et terrible. Les femmes encouragent leurs maris, les capitaines leurs soldats, les pasteurs leurs troupeaux. Ce sont les ministres Ollier du Mas-d'Azil, Delpech des Bordes, Marsoian de Sabarat et de Camarade. Debout sur la brèche, ils rappellent aux défenseurs les exploits bibliques, les guerres des aïeux, les sièges contemporains; ils gardent sans doute pour eux-mêmes l'exemple du grand Daniel Chamier, tombé naguère à Montauban, sur le bastion de Paillas, en face de Sapiac. Saint-Blancart à cheval, vole de brèche en brèche, et se multiplie dans la bataille. La Grotte vient en aide à la place; au plus fort de l'assaut, les essaims de ses soldats apparaissent sur les hauteurs de l'est et de l'ouest; des cimes de la Quère et du cap del Pouech ils fondent sur les deux camps, inquiètent les colonnes, déconcertent l'attaque. L'ennemi, qui entend, en arrière de sa bataille retentir ce combat, hésite et se trouble; il recule au Grand-Bastion, il recule au moulin comme au Castéra. Thémines, des hauteurs du nord, dominant le combat, voit rétrograder en désordre ses bataillons. Deux fois il relance encore les trois colonnes aux trois brèches. Leurs masses viennent constamment se briser comme des vagues au pied de la cité, leur sanglant écueil. Cinq cents assaillants jonchent les fossés de leurs cadavres. L'Arise, rouge et roulant des armes et des morts, rapporte aux femmes du Toulousain leurs fils et leurs époux, et répand sur ses deux rives la nouvelle lamentable de la défaite de Thémines. Triste fruit des guerres civiles, que réprouvent l'Evangile, la patrie, la nature, et dont l'histoire ne se console qu'en détournant les yeux pour les fixer stoïquement sur les principes éternels.

Le Mas-d'Azil, dans cette journée mémorable, perdit une centaine de ses défenseurs. Neuf femmes furent emportées d'un seul boulet. L'ignominie qu'on leur réservait explique et excuse la férocité de leur héroïsme. La Réoule périt d'un éclat de muraille à la tête : cet épicurien eut la mort d'un guerrier biblique; mais le peuple a oublié son noble trépas, il ne se ressouvient que du jovial et vaillant viveur, et il l'a immortalisé à sa manière dans une chanson grotesque (1). Le colossal Vallette tomba sur le bastion du sud; Escatch fut blessé, et Larbont de nouveau. Thémines recula confus et sanglant. On eût pu lui enlever ses bagages et ses canons; c'était probablement l'intention du parti plébéien, mais la noblesse, qui n'avait combattu que pour la paix, craignit que cet affront n'irritât encore plus le roi. D'ailleurs la cité délivrée était généreuse dans sa victoire. Après les chants de triomphe vinrent les gémissements et les devoirs à rendre aux morts. On ensevelit les glorieux

(1)

« Joan de la Réoule, moun amic,
As-ta fenno mal couffado, etc. »

restes de Vallette, de La Réoule et de leurs compagnons. Un capitaine catholique eut part à cet hommage funèbre. Les femmes, qui avaient tué dans le moulin le jeune Sarraute, tirèrent dans la ville son cadavre par ses longs cheveux. Dusson, dont il était le cousin, le recueillit dans sa maison jusqu'à la fin de la bataille, et obtint qu'on lui rendit les honneurs dus à un guerrier malheureux. Du haut des murs de Carla, Lérans vit repasser cette armée en désordre et respecta ses débris. Les décombres calcinés des Bordes, de Sabarat et des hameaux incendiés virent aussi sa déroute, et, sous les ruines de Chambonnet, les os de Jean du Telh durent tressaillir.

Telle fut la part que Dusson prit à la défense du Mas-d'Azil, dont le siège couronne cette courte guerre du pays de Foix. Cette petite campagne où les protestants combattirent d'abord sept, puis cinquante, puis douze cents contre douze à quinze mille hommes, est, par la grandeur du courage et la magnanimité du sacrifice, un des plus étonnants épisodes de notre histoire. Le héros, selon le duc de Rohan, c'est Saint-Blancart; selon le peuple, c'est Dusson; selon l'équité, c'est tout le monde. Cette lutte, ne l'oublions pas, fut collective; le Mas-d'Azil lui prêta ses murailles, mais les cinq communautés lui donnèrent leurs poitrines, et c'est à cinq ou six villages rustiques que revient l'honneur dangereux d'avoir humilié le roi de France. Bientôt après la petite cité pyrénéenne, victorieuse par les armes, fut vaincue par les traités et succomba, ainsi que tout le parti avec la Rochelle, la grande cité calviniste de l'océan. Richelieu vint et terrorisa le Midi; le sanglant niveleur abattit les murailles des Bordes, de Sabarat, du Mas-d'Azil, et arracha les clôtures de la Grotte (1629). Il démolit les châteaux de Saverdun, de Mazères, de Pamiers et de Foix: il décapitait les villes. Rohan, abandonné des peuples et des rois, quitta la France. Le grand proscrit, écartelé en effugie à Toulouse, reçu comme un monarque à Venise, négocia avec le Grand Turc la cession de quelques îles de l'archipel grec, pour recueillir les débris du calvinisme français. L'Orient protestant est une pensée de Rohan, comme l'Amérique protestante et française est une idée de Coligny. Quelles idées fécondes la Réforme inspirait à ces glorieux proscrits! Rohan termine ses mémoires par ces tristes et nobles paroles: « Voilà mes crimes!... Je souhaite à ceux qui viendront après moi qu'ils aient autant d'affection, de fidélité et de patience que j'en ai eu! qu'ils rencontrent des peuples plus constants, moins avarés et plus zélés!... Et que Dieu les veuille accompagner de plus grandes prospérités, afin qu'en restaurant les Eglises de France ils exécutent ce que j'ai osé entreprendre, Amen! »

Ces reproches douloureux s'adressent aux *pacifiques*, à ceux qui, pour justifier leur défection et glorifier leur future apostasie, calomniaient l'illustre exilé. Mais nous, descendants de ceux qui lui restèrent fidèles, rendons un juste hommage à sa mémoire encore ballottée par les passions du

temps, et fixons la place immuable que la postérité plus juste assignera dans l'histoire au chef infortuné de nos aïeux. Rohan est l'antithèse de Richelieu : ces deux hommes se disputent la destinée de la France ; Richelieu la ramène vers le passé, Rohan veut l'entraîner vers l'avenir. Rohan veut une France, monarchie ou république, pondérée par une aristocratie, tutrice de la royauté et institutrice de la nation. La noblesse féodale fût devenue en se transformant une magistrature politique, dépositaire des lois, conservatrice de la liberté, comme la pairie anglaise ou le patriciat romain. La Réforme eût élevé cette caste guerrière jusqu'à la majesté d'une aristocratie législative ; mais inintelligente et fanatique, elle repoussa le calvinisme et se jeta entre les mains de Richelieu, qui la dressa avec la hache à n'être plus que la haute domesticité des rois. Son anéantissement laissa un grand vide dans la monarchie, et la haine méritée des nobles, comme l'amour immérité des rois, fut depuis une des plaies de la France. Richelieu ramena donc la France au despotisme politique et sacerdotal, et l'oblation que Louis XIII, après sa victoire, fit de son royaume à la Vierge, n'est que l'expression symbolique du triomphe du catholicisme gallican ; car partout où l'on invoque la mère de Dieu, l'Homme-Dieu que l'on adore n'est plus le Christ, c'est le pape ou le roi. Pour ce siècle ce devait être Louis XIV.

Les défenseurs du Mas-d'Azil se partagèrent (selon leurs principes) entre Rohan et Richelieu. Saint-Blancart, fidèle au grand et populaire chef des Eglises, suivit et même précéda dans l'exil son général. Il ne voulut donner à Richelieu ni son épée ni sa tête, et refusa de vivre dans une patrie sans liberté. Il vendit ses biens et quitta la France. Rohan le députa vers le roi d'Angleterre ; il monta sur la flotte que ce monarque envoyait au secours de la Rochelle. Il était, sous le duc de Buckingham, le vrai chef de l'expédition, et périt dans un *grand et glorieux combat* livré dans l'île de Ré ; sa mort fut une des causes de la chute de la Rochelle. « C'était un jeune homme, dit Rohan, dont la piété, le courage et l'entendement combattaient à l'envi à qui le rendrait plus illustre (1). » Pierre Peyrat ne voulut ni quitter la France, ni servir sous Richelieu. Après la guerre, il ramena les fugitifs aux Bordes, vit démanteler et reconstruire son bourg natal, et y mourut pauvre, mais honoré, vers le milieu de ce siècle. On le qualifiait de *noble homme*, distinction aristocratique et populaire, qu'il n'avait point reçue de ses aïeux, qu'il ne laissa point à ses descendants, mais qu'il accepta de ses compagnons comme un laurier de ses combats, que nous déposons sur son tombeau (2).

(1) *Mémoires de Rohan.*

(2) Testament de Peyronne, fille de noble homme P. de Peyrat, épouse de Jacob de Robert. 1643.

Dusson, Larbont, et même Lérans, s'attachèrent à Richelieu. Le cardinal, habile, comme tous les despotes, à donner la gloire en échange de la liberté, échange qui a toujours séduit les Français, offrit à ces vaillants hommes de nouveaux combats. Les Espagnols s'emparèrent de Leucate, sur la frontière du Roussillon. Richelieu fit un appel aux gentilshommes pyrénéens : protestants et catholiques y répondirent avec transport; les guerriers du Mas-d'Azil, assaillants et défenseurs, rivalisèrent de courage et d'ardeur. Richelieu lui-même en est saisi d'enthousiasme. Le vieux Lérans commandait les protestants, et s'efforça d'effacer par son dévouement sa participation à la révolte de Montmorency (1). Dusson et Larbont furent blessés à ce meurtrier et célèbre siège de Leucate (1637). Plus tard, ils concoururent à la conquête du Roussillon. Ces guerres contre l'Espagne avaient pour les calvinistes un double attrait : c'était combattre Rome et servir la France (2).

Après ces campagnes glorieuses, ils se retirèrent au Mas-d'Azil. Larbont, esprit plus ferme et plus sage, à ce qu'il semble, se contenta de sa modeste et solide gloire militaire. Mais Dusson, plus actif, plus entreprenant, diplomate habile, courtisan délié, instrument docile et salubre de la cour, devint un des personnages les plus considérables du pays de Foix. Il servait de médiateur entre les Eglises et le gouvernement, et assista (1647), en qualité de commissaire du roi, au synode du Mas-d'Azil. Dusson vieillit dans sa ville natale, au milieu des souvenirs de sa gloire populaire : la grotte, le torrent, la vallée lui rappelaient incessamment ses exploits. Le vieux capitaine aimait lui-même à les raconter à ses hôtes, et l'un de ses domestiques (nous le jugeons tel à la hauteur de son orgueil, à la bassesse de son style, non moins qu'à la fidélité de son dévouement), s'est fait son biographe. De sorte qu'après avoir fait sa fortune et sa gloire, Dusson a eu encore l'habileté d'en rendre le souvenir populaire, et c'est son propre récit qui se perpétue, sous forme de légende, dans les Pyrénées. Rohan se tait sur Dusson, et nous comprenons son silence : il préférerait à tant de bonheur et d'industrie l'héroïque infortune du jeune Saint-Blancart, dont les os gisent abandonnés sur quelque récif de l'Océan (3).

Tout homme a dans sa vie un jour qui en est la faite et le couronnement glorieux. Pour Dusson, c'est la délivrance du Mas-d'Azil. Ce jour-là, il fut un héros. Après ce qu'il fit pour Dieu, laissons ce qu'il fit pour le roi, pour sa maison, pour le monde. Cette gloire est sa misère. Plus d'une fois il dut l'expié amèrement. Il vit tomber, sous la main violente de Richelieu, les

(1) Le marquis de Mirepoix fut tué à Leucate, et sa postérité s'est éteinte vers le milieu du XVIII^e siècle. De toutes les branches des Lévis, il ne reste plus que celle de Lérans, redevenue catholique sous Louis XIV. Le duc de Lévis actuel est un descendant direct du chef calviniste, et habite le château de Lérans.

(2) *Mémoires de Richelieu. Histoire générale du Languedoc.*

(3) *Mémoires de Fontenay-Mareuil.*

murailles du Mas-d'Azil, qu'il avait défendues avec l'épée, et, plus tard, débris par débris, les édits garants du calvinisme, sous la main perfide de Mazarin. Heureux encore, il ne fut pas témoin de la révocation de l'Edit de Nantes; mais il put la pressentir, et cette attente lugubre fut à son lit de mort son châtement. La persécution commença par le Béarn et le comté de Foix, l'héritage d'Henri IV. La gloire du Mas-d'Azil devait attirer la foudre; son Eglise fut une des premières la victime de Louis XIV. Mais Dusson n'était déjà plus : il ne vit pas son temple démoli, le pasteur Bourdin enchaîné, Falentin, l'ancien, incarcéré, et, chose doublement honteuse, apostat et salarié. Il ne vit pas ce groupe d'Eglises dévoré par la dragonnade, les pasteurs jetés au gibet, les hommes aux galères, les enfants dans les couvents, et tout un peuple éperdu chercher l'ombre des bois et la cime inaccessible des rochers pour invoquer son Dieu.

Dusson mourut fidèle (1667); mais ses quatre fils, jeunes ambitieux, que les trop grandes docilités de leur père préparaient à l'apostasie, abjurèrent, mais en s'arrêtant dans le jansénisme, espèce de calvinisme monastique et romain. Ils furent comblés de pensions et d'honneurs, et devinrent marquis, ambassadeurs, généraux de terre et de mer. Salomon, premier marquis de Bonnac, continua dans le pays la modeste grandeur de ses ancêtres, les juges-mages du comté de Foix. Mais François (M. de Bonrepaus) prit un vol plus élevé : il devint lieutenant général de la marine; il fut un des compagnons de Duquène aux bombardements célèbres de Gênes et d'Alger. Après la paix de Riswick, Louis XIV l'envoya, en qualité d'ambassadeur, auprès des princes protestants, en Danemark, en Allemagne, puis en Hollande, où il continua d'avoir des relations avec les jansénistes fugitifs et (l'on se plaît du moins à le supposer) avec les calvinistes réfugiés. Amiral, diplomate, lecteur du roi, homme d'esprit, il était l'ami particulier de Racine et de Boileau, et, faut-il l'avouer, de Ninon de l'Enclos. Tristan (M. de la Quère), capitaine de galère et commandant du port de Marseille, renonça de bonne heure à la mer et au monde, et se retira dans Port-Royal où on ne l'appelait, dit Racine, *que le saint Solitaire*. Jean (marquis de Bezac), lieutenant général, fit la guerre en Irlande, dans les Alpes, sous Catinat, et eut la part la plus glorieuse aux victoires de Villars. Enfin, Jean-Louis, fils de Salomon, élève de son oncle, M. de Bonrepaus, était à vingt-cinq ans un *des plus honnêtes hommes du monde*, et Racine, dont nous citons les paroles, le proposait pour modèle à son fils, attaché à l'ambassade de Hollande. Ce second marquis de Bonnac, maréchal de camp, fut envoyé par Louis XIV auprès de Charles XII, et suivit le roi de Suède dans toutes ses campagnes en Allemagne et en Pologne. Ambassadeur à Constantinople, il fut choisi pour arbitre par le sultan et le czar, et fixa les conquêtes de Pierre le Grand sur l'empire turc. C'est ce traité que le canon de la France vient de déchirer

à Sébastopol. Le Mas-d'Azil est le berceau de ce groupe illustre de guerriers et de diplomates, d'une vertu sans doute trop flexible, mais qui néanmoins figurèrent toujours dans ce parti austère et patriote, Arnould, Colbert, Daguesseau, Vauban, Catinat. Après ce magnifique épanouissement, la race d'Alion s'épuise tout à coup; son sang tarit avec sa foi vivante; tour à tour cathare, calviniste, janséniste, elle s'éteint catholique dans le scepticisme du XVIII^e siècle (1).

F. Dusson, le héros de la Grotte, repose sous les grands ormes du Champ-de-Mars, cimetière alors des protestants, et plus anciennement de l'abbaye. Là probablement dorment aussi La Réoule, Escateb, Valette et Larbont, les vaillants soldats. Ces cinq capitaines sommeillent sur le terrain même de leurs exploits. Complétons le groupe de ces mémoires obscures, mais héroïques; joignons-y les noms de P. Peyrat, dont les restes reposent aux Bordes, sur le plateau de la Chapelle, à côté de l'emplacement désert de l'ancien temple, et de Jean du Telh, dont les nobles débris gisent dans le ruisseau le Mareng. L'histoire aristocratique avait oublié ces chefs plébéiens; mais la mort et la gloire nivellent tout, et, malgré leurs dissentiments, nous réunissons leurs noms fraternels. Enfin, ajoutons-y celui de leur général, le jeune amiral de Saint-Blancart, dont l'Océan roule les os autour des ruines de La Rochelle. Voilà la pléiade glorieuse des défenseurs connus du pays de Foix.

De tous ces chefs, deux seuls se survivent encore dans leurs descendants : Larbont eut un fils qui figure dans une circonstance importante de la vie de Bayle, le célèbre philosophe du Carlat. M. de Pradals, c'est ainsi qu'on le nommait, ramena dans la maison paternelle et dans l'Eglise protestante le jeune sceptique qui s'était laissé surprendre un moment par un jésuite de Toulouse (2). La famille de Larbont a traversé, ferme et fidèle, le siècle de la persécution; elle habite encore le toit de son illustre aïeul, et c'est dans ses veines que le sang de Dusson se perpétue au Mas-d'Azil. Les enfants de P. Peyrat disparaissent dans la tourmente de la Révocation. Un siècle après le siège du Mas-d'Azil, on les retrouve la bêche et la serpe à la main, mais conservant, sous leur cabane, des documents et des traditions qui nous ont permis de reconstruire l'histoire de cette guerre et la figure de notre aïeul.

La Révolution cependant arriva : les Espagnols menacèrent la frontière; les protestants s'élancèrent en masse aux Pyrénées. Le commandant d'Amboix, cadet de la maison de Larbont et disciple de Jean-Jacques, partit à la tête des volontaires, et périt glorieusement en combattant à Peyres-Tortes. Dans ces bandes héroïques figurent sept descendants de P. Peyrat, soldats

(1) Lettres de J. Racine à son fils.

(2) *Vie de Bayle*, par Des Maizeux, en tête du Dictionnaire.

vulgaires, mais d'une époque prodigieuse, et dont les moindres événements prennent les proportions grandioses de l'épopée. Nous n'en citerons qu'un seul trait : la Révolution, qui remuait toute chose, même les tombeaux, vint chercher dans la Grotte le salpêtre dont elle avait besoin pour ses batailles contre les rois. Convertissant en poudre à canon le sol funèbre de cette nécropole, elle en chargea ses fourgons, et fit marcher, en quelque sorte, à la défense de la patrie, les morts avec les vivants. Les descendants des guerriers du Mas-d'Azil chargeaient leurs pièces avec les cendres de leurs ancêtres. La poussière des héros calvinistes et cathares forma les foudres de la France républicaine. Leur mémoire servira de même à former le tonnerre que l'esprit humain lancera d'âge en âge contre Rome.

La maison de Dusson au Mas-d'Azil, son château du Cabalblanc, près de Pamiers et les alentours de la Grotte, appartiennent de nos jours à la maison de Falentin. Les descendants de cet Ancien, converti sous Louis XIV, emploient la fortune que leur ancêtre reçut de ce monarque, en salaire de son apostasie, à propager dans la contrée le plus pauvre catholicisme. Ils ont profané la solitude de la Grotte et fondé devant ce monument du monothéisme goth, cathare, calviniste, une forge à la catalane, sous cette invocation idolâtrique : Jésus ! Maria ! Joseph ! Industrie et religion également dégénérées, sans compter que cet établissement métallurgique fait ressembler la glorieuse caverne à un antre de cyclopes. Comment la cité du Mas-d'Azil a-t-elle toléré cette profanation injurieuse à l'Evangile non moins qu'à la gloire des aïeux. La vénérable grotte est un monument historique, un trophée de foi, de douleur, d'héroïsme. La nécropole de nos pères est non moins sacrée que leur mémoire. Je propose une autre inscription : qu'on grave en bronze sur sa façade les noms des défenseurs du Mas-d'Azil. Ils sont dignes de cet honneur : ils tirèrent l'épée pour faire triompher la loi, la loi politique contre le prince, la loi religieuse contre le pape. *Ni despotisme, ni théocratie*, c'était leur cri ; n'est-ce pas celui de l'avenir ? Qu'ils aient donc pour piédestal de leur renommée ce roc éternel (1).

NAP. PEYRAT.

(1) Archives de Pamiers, Vidimat de Mazères, Cadastres du Mas-d'Azil, des Bordes, de Campagne, etc. Documents domestiques. Tradition populaire.

Errata. — Tome III, page 619, ligne 47 : Ce n'est pas douze ans, mais vingt-deux ans après le siège, que se tint le synode du Mas-d'Azil (1647). — *Ibid.*, page 617, ligne 26 : Le capitaine du Mas-d'Azil se nommait Amboix de Larbont, mais il est surtout connu dans l'histoire sous ce dernier nom.

BIBLIOGRAPHIE.

LES ACTES ET GESTES MERVEILLEUX DE LA CITÉ DE GENÈVE, NOUVELLEMENT CONVERTIE A L'ÉVANGILLE;

Faits du temps de leur réformation, et comment ils l'ont reçue;
rédigés par escript en forme de chroniques-annales,
ou Histoires commençant l'an 1532, par ANTHOINE FROMENT.

Mis en lumière par GUSTAVE REVILLIOD.

A Genève. Imprimé par Jules-Guillaume Fick, imprim. à la rue des Belles-Filles.
1854. Gr. in-8° de xxxix-250-ccix p. — Paris, aux librairies protestantes.

« J'ai trouvé la chronique inédite de Froment dans deux manuscrits de la
« bibliothèque de Genève : l'un sous le n° 147, l'autre sous le n° 139 ; c'est
« une copie du manuscrit original qui est aux Archives. Dans le n° 147, la
« fin de l'histoire de la réformation genevoise manque, tandis que le n° 139
« ne contient pas les commencements des travaux de Farel. Ce dernier est
« divisé en chapitres, l'autre ne l'est pas. »

Ainsi s'exprimait M. Mignet, en 1834, dans son remarquable *Mémoire sur l'établissement de la Réforme religieuse et sur la constitution du calvinisme à Genève*, dans lequel on peut dire qu'il avait dès lors « mis en lumière » les récits du vieux chroniqueur, que l'on connaissait à peine jusque-là par la mention du catalogue de Senebier et quelques citations de divers historiens. Mais l'œuvre même de Froment, son texte original et entier attendait, depuis, un éditeur : il l'a trouvé enfin, et aussi intelligent, aussi curieux, aussi zélé que les amateurs les plus jaloux pouvaient le souhaiter. M. Gust. Revilliod a dignement réparé le déni d'impression que le secrétaire de Bonnivard, l'historiographe de la conversion de Genève, avait égaré en 1550, de la part des « magnifiques et très honorés seigneurs Messieurs les syndiques, petit et grand conseils de la République. » A voir ce superbe volume à reliure de parchemin avec attaches de cuir, à parcourir ces pages jaunies, qui présentent un texte si bien composé et tiré, des têtes de chapitre, des lettres initiales d'un goût si exquis, ne croirait-on pas qu'il sort des mains de Conrad Badius, le beau-frère de Robert Estienne ? Aussi bien en sort-il en vérité, car ces bandeaux et ces culs-de-lampe si élégants, ces capitales illustrées si charmantes, cette vignette du titre, c'est l'alphabet, ce sont les fleurons de Badius, que M. Revilliod a reconstitués de toutes pièces avec une religieuse patience. Tout cela a été ajusté et produit au jour par M. Jules-Guillaume Fick, en son imprimerie de la rue des Belles-Filles, qui occupe encore aujourd'hui l'emplacement de l'atelier des Estienne. Et pour que rien ne manquât au lecteur de ce qui le reporte au passé et le rend contemporain et concitoyen de l'écrivain, M. Revilliod a appelé à son aide l'habile crayon de M. Gandon, dont trente-neuf dessins à la plume, gravés sur pierre, mettent sous nos yeux, avec une grande vérité et beaucoup d'esprit et de vie, les principaux personnages, incidents et scènes de la vieille

chronique. En un mot, le dizain qu'on lit au verso du titre n'annonce rien de trop :

*Qui de Genève voudra veoir
La vraye et vive pourtraicture,
Sur ce livre faut l'œil avoir.....*

On se demanderait seulement comment ce petit chef-d'œuvre de typographie et d'ornementation bibliographique peut être *donné* à Genève pour la somme de dix francs, si l'on ne savait que la studieuse libéralité de l'éditeur a bien entendu en faire aux acheteurs, au moins pour moitié, un gracieux *présent*. Puissent de pareils services être souvent rendus à l'histoire et aux lettres!

Anthoine Fromment était, comme Guillaume Farel, gentilhomme dauphinois; il fut, comme Farel, poussé de bonne heure par les excès de l'Eglise romaine à embrasser le parti de la Réforme et il en devint un des plus actifs promoteurs, « des premiers, porte le registre des conseils au 12 décembre 1549, qui ont presché icy l'Evangile. » Le français de Froment n'est point à comparer à celui de Calvin, mais ce n'est point pour cela, dit M. Sayous, un écrivain médiocre. « Il écrit d'un style naïf et pittoresque où il y a plus de saillie et de talent que de souplesse, et tout empreint de cette saveur gauloise que les amateurs prisent tant chez Rabelais. Ses récits sont surtout dramatiques et vigoureusement touchés. » Nous en donnerons ici deux exemples (1):

CHAPITRE XXVII.

Comment aucuns cordeliers de Genève furent convertis de leurs superstitions en ce temps-là.

Combien que les adversaires et ennemis de Dieu et de Genève fissent beaucoup d'empeschemens, maux, trahisons, menaces de guerre, si est-ce que ceux de Genève ne perdoient courage, ains plus constamment faisoient prescher, non-seulement en publicq, mais par les assemblées qu'ils faisoient çà et là parmi la ville. Et sur les murailles au guet, durant la guerre, y avoit l'un des prescheurs pour les instruire et enseigner la crainte de Dieu; au lieu que les autrefois, en leurs précédentes guerres, les compagnons et soudards avoient les pillards la nuit aux guets, ceux-ci avoient des prescheurs, et au lieu des dissolutions et paroles déshonnestes qu'ils souloient (2) dire et faire, tout estoit converti en bien. Tellement que en icelles assemblées et guets, l'on veut dire que autant et plus dignes ont esté gagnés à l'Evangile, de ceux de Genève, que en preschant publiquement. Car un chacun familièrement et librement objectoit et répliquoit à ce que le prescheur disoit, en sorte qu'ils estoient résolus et satisfaits en leur cœur et entendement, avant qu'ils s'abandonassent les uns les autres de toutes choses de la religion

(1) Nous nous permettons de rajeunir l'orthographe du texte original, afin d'en rendre la lecture plus courante. Que M. Revilliod nous pardonne cette licence. Nous rectifions aussi quelques fautes, qui sont évidemment des fautes de copiste, et des omissions de ponctuation qui dénaturent le sens; elles auraient pu et dû être corrigées pour l'impression. Par exemple, à la page 168 du volume, ligne 14, *ont* au lieu de *où*, et page 170, ligne 30, une virgule au lieu d'un point.

(2) Avoient coutume (*solebant*).

chrestienne desquelles ils doutoient et estoient encore ignorants. Et ainsi par tels moyens et en grande douceur estoient gagnés à la doctrine évangélique. Et quand s'en trouvoient aucuns forts rebelles, et contraires à la doctrine, auxquels Dieu n'avoient encore fait grâce, les amis, voisins et parents, qui déjà estoient gagnés, les attiroient à eux fort doucement, sans les scandaliser, ne leur rendant mal pour mal, ni malédiction pour malédiction, mais les admonestoient en grande douceur, et aucunes fois les convioient à leurs maisons à boire et manger, pour parler plus familièrement avec eux. Et si appeloient un ou deux prédicans, et aucunes fois tous trois, selon les assemblées, et ainsi que l'exigence du cas le requéroit. Et non-seulement faisoient à leurs parents, à leurs amis et voisins, mais mesme à leurs ennemis et gens étrangers, tellement que toute leur étude estoit à tascher de gagner quelqu'un à leur Parole.

Et davantage, s'il y avoit aucun qui eust des parents pastres, moines ou nonnains, taschoient de les gagner à nostre Seigneur, et de les retirer avec eux dans leurs maisons, comme firent Baudichon, Claude Bernard, Pierre Vandel et plusieurs autres, leurs frères, les uns estans cordeliers, les autres prestres gradués en l'église Saint-Pierre autant ou plus débordés, tant après les femmes que autrement, que point des autres avant qu'ils fussent gagnés à la Parole. Mais depuis, après que le Seigneur leur a fait grâce, se sont conduits fort honnestement en mariage ou autrement. Le premier prestre marié dans Genève, ce fut l'un de ceux-ci, Loys Bernard, qui est mort, l'an 1549, estant du conseil étroit, auquel an aussi est mort son compagnon messire Thomas Vandelly, qui un peu auparavant s'estoit marié, combien qu'il fust ancien et impotent (lequel falloit porter et paistre), mais pour monstrier exemple és autres et pour honorer le saint mariage, en rompant la corne au pape, disoit-il, se maria.

Quant aux cordeliers, plusieurs d'iceux connurent les superstitions de leur religion, et entre tous les autres leur gardien, frère Jacques Bernard, qui usa d'une grande prudence humaine, avant que laisser son habit. Aussi ces mesmes cordeliers estoient fort sages et prudens au monde, car par leurs prudences humaines, et sous cape de religion, ont beaucoup accumulé de richesses dans Genève et fait un grand couvent de cordeliers. Mais la principale sagesse et prudence que aucun d'iceux ayant eu, avant que mettre bas la robe grise, et l'autorité de gardien, ou leurs offices, se sont saisis d'aucuns droits et reliquaires et sus tout promis et fiancés en mariage des jeunes et belles filles, leur promettant dote, car autrement ne les pouvoient avoir, combien que fussent les plus beaux pères et vers gallans de tous les autres religieux de Genève. Et non point sans cause, car les filles, les femmes et plusieurs hommes, estimoient au commencement estre chose fort étrange que les prestres, moines et nonnains se mariassent et eussent femmes légitimes. Mais on ne se émerveilloit point, dans Genève, quand ils tenaient des paillardes, tant en estoit la coutume ancienne et fréquente. Mais quand ils ont vu ceste coutume renversée à l'opposite, plusieurs s'en sont scandalisés, et en ont fait conscience. Mesmement les paillardes des prestres, lesquelles n'ont voulu épouser aucuns de leurs paillards, pour la conscience, craignans, disoient-elles, de mal faire, ce que ne faisoient en paillardant avec eux. Mais les prédicans remontroient toujours par les saintes Ecritures que ce n'estoit que conscience de renards qui font péché, et se confessent d'avoir abattu la rosée avec la queue en passant parmi les prés, mais non pas d'avoir pris la poulaille du pauvre homme; ou comme les pharisiens qui coulent le mouchillon, et engloutissent les chanicaux tout entiers : voulant donner entendre qu'il ne falloit pas estimer péché, ni faire conscience là où il n'y en avoit pas, mais qu'il falloit faire conscience et scrupule là où elle est, et ne laisser de faire ce qui est de Dieu ordonné pour les commandemens et traditions des hommes, car ce seroit servir Dieu en vain.

Certainement, plusieurs de la ville pensoient que, ainsi que les cordeliers avoient commencé à bailler or et argent pour avoir des femmes en mariage, la coutume dut entrer et estre observée d'un chacun dans Genève. De quoi plusieurs citoyens et bourgeois, et principalement ceux qui avoient beaucoup de filles à marier, en eussent esté fort joyeux ; des autres qui n'avoient que des fils, non ; mais ceste introduction n'a guère duré, et n'a peu entrer en coutume ; car ne s'y est trouvé autre (hors aucuns moines) que un seul étranger français nommé Renaud tractier de Sens, qui, après, les ait voulu suivre ne quitter. Lequel donna cent écus pour avoir la sœur de la femme du gardien des cordeliers pour avoir sa beauté ; car ne se passoit d'autre chose en une femme hors qu'elle fut belle (dit-il). Mais au brief temps songeant et espérant qu'il lui eust mieux valu chercher bonté que beauté ; car les fallut séparer l'un donna (*sic*) l'autre par adultère, si que le mari s'en est retourné en France, laissant sa femme perdant sa beauté et les tout estans qu'il aimoit donner. Et depuis la coutume n'a pu entrer ni prendre ; revenir dans Genève (*sic*) ; n'est point revenu ni observé d'aucun de la ville, non plus que, auparavant, au grand détriment et déplaisir de plusieurs femmes qui n'ont de quoi se marier. Mais ainsi que par le passé ils usoient des mariages, aussi encore de présent en usent-ils, c'est à savoir que la femme et fille ayant à force d'or et d'argent et paranté grande est mariée, et de plus grande requeste que beauté ne bonté.

CHAPITRE XL.

La guerre et délivrance de Genève, des ans 1535 et 1536.

La commune opinion des philosophes est que après les grands tonnerres et vents viennent les pluies, principalement si nous voulons croire à Socrate, qui disoit à sa femme Xantippe, lui jetant de l'eau sur la teste : « Je savois bien que après le tonnerre viendrait la pluie, » Aussi disons-nous communément que après la bise vient le vent, après le mal vient le beau temps, et après les ténèbres la lumière, comme est escrit es blasons des armoiries de Genève : *Post tenebras lux*. Es armoiries de Genève, avant qu'ils eussent reçu l'Evangile, estoient cestes icy : *Post tenebras spero lucem*. Mais l'avoir reçu, ils ont mis en icelles et en leur monnoie : *Post tenebras lux*, c'est-à-dire que après viendrait la lumière. Et disent à présent : Nostre blason des armoiries n'a pas esté un présage, une prophétie, ou pronostication vaine, car après les ténèbres nous avons eu la lumière. Desquelles ténèbres le Seigneur nous a délivrés par la prédication de son Evangile. Et ainsi que les enfans d'Israël, non-seulement du corps, ont esté délivrés de Dieu miraculeusement, des ténèbres palpables d'Egypte et des tyrannies et oppressions innombrables de Pharaon, mais de l'esprit et des ténèbres des faux prophètes et enchanteurs. Aussi Genève, après avoir esté longuement tyrannisée et oppressée de ses ennemis mortels les ducs de Savoie, et de leurs évêques et prestres, ont esté délivrés et mis en liberté, et du corps et de l'esprit, par l'Evangile de Jésus-Christ. Car au lieu qu'ils estoient subjects par force à la principauté de leurs évêques, l'ayant usurpé sur eux par subtils moyens, comme les papes aux Romains, et d'autres évêques en plusieurs lieux, se faisant par succession de temps, princes spirituels et temporels, et des autres enseigneurs avec un roi de France, comme celui de Grenoble au Dauphiné, se faisant craindre par leur excommunication. Aussi celui de Genève a ainsi fait pour avoir principauté, en sorte que Genève n'avoit plus sinon un petit bourgeois qui leur dénotait principauté, c'est que sans l'évêque ils avoient les visiteurs des maisons et des rues, que les Romains ont encore et les appellent Ediles ; et aussi le Conseil de Genève avoit une autre chose qu'il faisoit le commandement de l'évêque quand bon lui sembloit, et lui eussent pu com-

mander comme à l'un de leurs bourgeois de ville, car il s'étoit fait bourgeois de Genève, promis et juré de maintenir la combourgeoisie de Berne et Fribourg, et de leurs libertés et franchises (1). Mais depuis a voulu faire au contraire, les voulant rédiger en servitude tyrannique, non-seulement sous lui, mais sous d'autres princes, desquelles choses en ce temps ont esté délivrés et restitués eux-mêmes princes et seigneurs, sans subjection quelconque. Et davantage, disent, etc., au lieu des ténèbres où leurs prestres les détenoient par leurs doctrines et inventions humaines, ont eu la lumière évangélique par laquelle peuvent voir clairement de présent. Et de tout ceci ont esté délivrés miraculeusement, et par les moyens qui s'ensuivent avec les autres précédents.

Ceux de Genève, tant en général que en particulier, confessent et disent que ceste délivrance n'a pas esté des hommes, ne par les hommes, mais par une certaine providence de Dieu admirable. Car selon les hommes, c'estoit chose impossible d'estre délivrés de la main de leurs ennemis, à savoir du duc de Savoie et de leur évesque, vu les grandes et longues résistances ou assaux de guerre à l'entour de leur cité, considérans aussi la multitude des ennemis contre une si poignée de gens : les empeschemens de vivres sans rien entrer, les pilleries et bruslemens de biens, les scamouches accoutumées en guerre, et qui plus est les grandes intelligences, alliances et faveurs qu'ils avoient, voire dans la cité, avec ceux qui tenoient la part du duc, les autres de l'évesque, les autres de la messe et papauté, contre un si petit nombre de gens de l'Evangile. Brief, il y avoit aussi grande crainte et division et impossibilité aux hommes de subsister, car du costé du duc de Savoie y avoit encore beaucoup d'alliances et d'affinités : d'une part l'empereur, son beau-frère; le roi de France, son neveu; le roi de Portugal, son beau-père; les Suisses, ses alliés, et tout son pays situé tout à l'entour de Genève, environné de tout ceci, comme un pare de brebis, vus de deux cents lieux à la ronde. Et de l'autre part, l'évesque pouvoit avoir non-seulement faveur et aide et support de ceux-ci, par le moyen du duc, ami du pape et des cardinaux, évesques et prestres, voyans que Genève est la porte et le passage d'Italie, de France et d'Allemagne, pour faire chanceler toute la papauté. Or, toutes ces choses mises au-devant de ceux de Genève, estoient argumens et objets pour les faire rendre, et donner crainte à la chair et de n'avoir d'autre refuge que à Dieu, auquel seul les prescheurs de la Parole les adressoient, leur remonstrans les grandes délivrances et les grandes merveilles que Dieu avoit faictes à ceux qui ont eu foi; leur monstrans les exemples des évesques, comment au temps passé il avoit délivré son peuple de ses ennemis, et que ainsi feroit à eux, moyennant qu'ils eussent leur fiance totale en lui. Ainsi certes n'avoient autre espoir ni refuge que en Dieu seul, car aussi les hommes les avoient délaissés, et principalement ceux qui leur devoient secourir et aider en leur nécessité par la combourgeoisie et alliance, et les Fribourgeois l'avoient déjà quittée et rompue, comme a esté dit.

Et leurs autres combourgeois et alliés, Messieurs de Berne, autre canton de Suisse, tenans une mesme religion, ne les pouvoient ou ne les vouloient secourir, craignans les ennemis de leur religion, ou par le respect qu'ils pouvoient avoir entre eux. Et cherchoient les moyens de traiter la paix, et de moyenner avec ce duc de Savoie, auquel ont souventes fois envoyé ambassades et lettres, pour le prier de pacifier les affaires, ce que n'a envers lui rien pacifié; car il savoit à bien faire ses excuses, et coloriser ses ré-

(1) Tous ces faits ont fourni à un honorable Genevois, M. Pictet de Sergy, la matière d'une trilogie dramatique très remarquable : *LES ENGAGÉS*, ou *Genève sauvée*, poème national divisé en trois époques (Genève, in-8°, 1850), formant une belle épopée patriotique, une vivante et très exacte représentation de l'histoire locale entre 1517 et 1526. Cette œuvre est le résultat d'un travail qui mérite infiniment mieux qu'un succès d'estime.

ponses, que les Bernois ne pouvoient plus perdre temps après lui, ni donner aide de gens à Genève, mais leur firent une réponse absolue par lettres qu'ils ne les pouvoient secourir ni leur faire autre chose, sinon de les recommander à Dieu : car la chemise, disoient-ils, nous est plus près que la robe.

Laquelle réponse pensa abattre le cœur de plusieurs et faire perdre courage aux bons citoyens et bourgeois de Genève, et aucuns tomber comme à désespoir, et disoient les uns aux autres, en grande affection : Ils sont nos alliés et ont promis de nous secourir contre nos ennemis à nos despens, et ils nous délaissent au besoin. Plusieurs qui sont morts, comme Michel Balthazard, Amy Baudière, conseillers, Jehan Philippe, capitaine-général, et autres, disoient : Certes, ils n'attendent autre chose sinon que nous rendions à eux, mais nous n'en ferons rien. Des autres disoient pour bailler courage : Il n'est pas ainsi, car ils tiennent une mesme religion et un mesme Evangile que nous tenons; jamais ne le feroient, et ne rompront leur foi et promesse; soyez assurés qu'ils ne permettront point que nous mourions ici de faim (car faut entendre qu'il n'y avoit déjà plus de vivres et falloit jeter hors de la ville ceux qui n'eussent pu servir en défense). Mais en y avoit d'autres ayans oui la response, qui furent plus fortifiés que auparavant, et disoient, se consolans parmi la ville les uns aux autres : Certes, Messieurs de Berne nous ont remis à un grand et fort maistre. Et à qui? A Dieu, respondoient-ils; aussi faut-il qu'il y aie tout l'honneur à nous délivrer, non pas les hommes. Ha, ha, disoient-ils, si nous avons foi, il nous délivrera de nos ennemis; y en a délivré d'autres et fait de plus grandes choses que ceste-cy, car nous sommes assurés qu'il le fera contre toute espérance, car Dieu monstre toujours sa puissance ès choses désespérées selon les hommes, et quand il semble que tout soit perdu, c'est alors que tout est gagné. Comme fut fait; car il suscita de merveilleux moyens, je dis tels que les François (desquels on avoit plus de crainte que de toute autre nation) ont esté en partie le moyen de leur délivrance. Mesme ceux qui, au commencement de la guerre, vinrent contre Genève, du Dauphiné, par la trahison de Guillet, sont depuis venus à leur aide et ont grandement profité, avec M. de Veréy et sa compagnie. Car, quand les Bernois entendirent que les François venoient au secours, ne furent pas lasches à descendre, et d'avoir la robe plus près que la chemise, se mettans en grand danger des ennemis et du froid.

.

Ne sont-ce pas là, en effet, des pages historiques tout à fait remarquables? Cette peinture de la situation de Genève en danger n'est-elle pas un excellent tableau de maître? Nous pourrions rapporter bien d'autres traits d'une égale valeur : il faut nous borner, et renvoyer au livre même les amateurs et les travailleurs, qui y trouveront ample satisfaction, les uns comme les autres.

Mais quelqu'un qui n'y a pas trouvé son compte, c'est le journal de M. le curé, une revue qui s'intitule *Annales catholiques* (ne pas lire *véridiques*) de Genève, — digne sœur de certaines feuilles parisiennes bien connues. On conçoit que cet organe de sacristie n'ait pas été fort réjoui par la publication d'un document qui lui retrace ces « véritables annales de Genève catholique, » dont il usurpe le titre. La publication de M. Revilliod lui a semblé inopportune, malencontreuse, et, dans sa mauvaise humeur, il l'a taxée de « *maladresse* », prédisant à l'éditeur qu'il apprendrait « à ses despens » que mieux eût valu « laisser Froment aux vers qui le rongeaient en silence dans les archives de Genève. » (Numéro de février 1855.) Il nous

semble à nous que, tout au contraire, M. Revilliod n'a pas été déjà si *mal-adroit* dans le choix de son auteur et l'emploi de son argent, et que l'amère grimace que son Froment lui a valu de la part des *Annales catholiques* n'était point de si mauvais augure pour le placement du livre. Nos lecteurs ne sont-ils pas de cet avis?

HISTOIRE DE LA RÉFORMATION,

Par F. NAEF, pasteur. (Ouvrage couronné par la *Société genevoise des Intérêts protestants*.) — In-12 de 228 p. Paris et Genève, 1856. J. Cherbuliez, édit.

Nous avons annoncé (t. II, p. 620), le concours ouvert par la *Société genevoise des Intérêts protestants*, et dont le sujet était une histoire populaire de la Réformation, renfermant une réfutation des attaques dirigées contre elle sur le terrain historique. Nous n'avons pas eu de détails sur le résultat de ce concours, mais nous voyons que l'ouvrage ci-dessus indiqué a été couronné. Nous ajouterons qu'il nous paraît avoir bien mérité de l'être. Le plan est simple; il se compose de trois parties: la première nous montre Luther attaquant d'abord les indulgences, puis luttant contre le pape lui-même, enfin, se séparant de l'Eglise romaine; la seconde est relative à Zwingle, et le suit pas à pas dans tout le cours de sa mission, exposant à la fois la vie du réformateur de la Suisse et l'histoire de son œuvre; la troisième est consacrée à Calvin et à l'établissement du calvinisme à Genève et en France. Dans son introduction, l'auteur avait présenté les antécédents de la Réforme, esquissé l'histoire de ses précurseurs, Wycleff, Jean Huss, Savonarole; de ses auxiliaires, tels que Reuchlin, Erasme, etc. Dans un dernier chapitre, il résume les conséquences politiques et morales de la révolution religieuse du XVI^e siècle. Nous citerons un passage de cette conclusion, qui donne une juste idée du caractère de ce travail, remarquable par la vérité et la netteté de l'exposition:

..... Une des premières conséquences de la Réforme a été la réalisation d'une grande pensée, l'indépendance des peuples. Le moyen âge avait eu des républiques, mais des républiques de fait, formées par l'intérêt industriel et commercial et sans autre base que cet intérêt lui-même. Ces républiques sont mortes comme elles avaient vécu. L'intérêt les avait formées, l'intérêt les a tuées. La révolution religieuse du XVI^e siècle a seule formé des nations indépendantes, parce que seule elle a formé des nationalités solides. On aura pu remarquer dans notre récit comment Genève, la petite république catholique du moyen âge, se perdait, malgré le patriotisme de ses citoyens, lorsque la Réforme vint la sauver: on la voit se rammer aux prédications de Farel, de Froment et de Calvin; puis, s'alanguir de nouveau lorsqu'un arrêt d'exil vient frapper les réformateurs; mais une fois que Calvin a planté sur ses remparts l'étendard de la Réforme, alors, elle résiste seule et pendant trois siècles à toute la puissance de ses ennemis. La Suisse elle-même retrempe, dans l'atmosphère pure et saine du protestantisme, sa vieille nationalité. La Hollande crée la sienne de toutes pièces et la munit si bien contre les atteintes du dehors, qu'elle peut défier plus tard les forces du plus grand monarque de l'Europe.

L'Angleterre, presque sans commerce et sans industrie pendant tout le cours du moyen âge, se trouve placée, d'un coup, à la tête des nations civilisées : il lui suffit d'inscrire sur ses pavillons cette noble devise : *Pour la religion protestante et la liberté de l'Angleterre* ; soudain ses pavillons commandent à toutes les mers. La France elle-même, bien qu'elle n'ait pas adopté le principe réformé, se ressent de sa salutaire influence. Le XVI^e siècle, quoique ensanglanté par les guerres de religion, est, pour la France, une époque de vie nationale comparativement aux siècles qui l'ont précédé et à ceux qui l'ont suivi. Jamais auparavant le peuple n'avait pris une aussi grande part à ses propres affaires. Jamais les Parlements et les Etats du royaume n'avaient réclamé d'une manière aussi énergique en faveur des droits de tous. Si l'on se demande pourquoi cette vie et cette ardeur chez les nations protestantes, l'on est conduit à reconnaître qu'elles ont leur source dans les exigences de la foi réformée. Il n'est plus permis à l'individu d'accepter passivement des doctrines toutes faites et de répéter machinalement des formules ; il faut qu'il travaille par lui-même, et dans ce travail, petit ou grand, les forces de l'âme se réveillent, le jugement s'éclaire, la raison se forme et se mûrit. Aussi le développement social des nations protestantes est-il accompagné, ou plutôt précédé par un développement intellectuel également remarquable. Le nombre considérable d'universités nouvelles créées pendant le cours du XVI^e siècle atteste le vigoureux élan de l'esprit humain. C'est aussi dans ce siècle remarquable et sous l'impulsion de la Réforme religieuse que les langues modernes se sont fixées, et qu'elles sont devenues propres à exprimer les idées philosophiques. Jusqu'alors les docteurs avaient écrit et discuté en latin. Les langues vulgaires, encore dans l'enfance, étaient vagues et flottantes comme les idées de la multitude. Mais lorsque la multitude elle-même eut appris à réfléchir et à penser, alors l'on vit cesser ce bégaiement confus et inintelligible. Luther en Allemagne, Calvin et Théodore de Bèze en France furent les instruments providentiels de cette œuvre. Mais ce qui vaut mieux que tout cela, ce sont les progrès moraux que la Réforme a fait faire à l'humanité. Ces progrès, il est vrai, ne se sont pas accomplis tous à la fois. Bien plus, ils ne sont peut-être pas accomplis à l'heure qu'il est ; mais le germe en est là, toujours agissant, toujours fécond, et ce germe, c'est la Parole de Dieu. C'est par elle que la conscience, éclairée, apprend à ne point tergiverser avec le devoir. C'est par elle que l'âme apprend à se respecter elle-même, à fuir toute morale casuistique, et par cela même trompeuse, et à remonter toujours aux principes de l'amour de Dieu et de l'obéissance à ses commandements. Tant que la Parole de Dieu fut lue et méditée dans l'Eglise, on vit se continuer dans son sein ce mouvement progressif qui ne s'éteignit que dans les ténèbres du moyen âge. Devant la Parole, les barbaries des nations antiques disparurent ; il fallut, pour les introduire de nouveau dans la société, que tout souvenir de l'Evangile se fût éteint et que les traditions humaines eussent pris la place du souffle vivifiant de l'Esprit-Saint. Mais alors Dieu fit briller sur le monde une aurore nouvelle ; cette aurore fut celle de la Réformation. Alors on comprit de nouveau que l'homme n'est pas né pour être l'esclave de l'homme, et ce fut du sein des nations réformées que partit cette grande et puissante protestation contre l'esclavage, qui se continue à l'heure qu'il est. C'est à elles que l'on doit cette série d'écrits dont madame Beecher-Stowe est le noble type, et qui, montrant au doigt les infamies de la société moderne, en proclament aussi le remède. Il y a, sous ce rapport, un abîme entre la littérature catholique et la littérature protestante. La première se complait dans la peinture du mal ; la seconde ne le présente que dans ses traits les plus saillants, et seulement pour le flétrir.

En présence de ces faits, il semble impossible de nier la haute valeur morale du mouvement religieux du XVI^e siècle. *Tous connaîtront l'arbre à*

ses fruits, nous dit le Sauveur. Que l'on juge la Réformation d'après ce principe; loin de nous en plaindre, nous nous en félicitons. Cependant, après avoir considéré les fruits de l'arbre, nous ne craignons pas d'examiner l'arbre lui-même.....

QUESTION

Au sujet d'une ancienne gravure paraissant provenir d'une Bible in-folio.

M. Auguste Bernard, dont nous avons publié récemment un travail sur les Estienne, fait imprimer en ce moment, chez M. Didot, un livre fort curieux sur un autre habile et savant imprimeur français, appelé Geoffroy Tory, qui était en même temps graveur. Cet artiste, contemporain et ami du fameux Robert Estienne, a gravé toutes les belles planches de cet imprimeur, particulièrement celles de la grande Bible in-folio de 1540, réimprimée en 1546 et 1563.

Parmi les planches gravées par Tory, dont M. Bernard n'a encore pu déterminer la provenance, il en est une qui offre un intérêt tout particulier, et sur laquelle il nous a consulté, pour savoir si nous ne pourrions pas lui dire de quel livre elle provient. N'ayant pu satisfaire à cette demande, nous donnons ici la description de cette planche d'après le livre de M. Bernard, et nous faisons un appel aux connaissances et aux souvenirs de nos lecteurs.

Figure de l'ancienne et de la nouvelle alliance, grande planche de 35 centimètres de largeur et de 27 de hauteur, divisée en deux parties par un arbre, au pied duquel est l'HOMME, placé ainsi sur la limite des deux mondes. L'arbre qui partage le sujet ne porte que des branches sèches du côté gauche (l'ancienne alliance); du côté droit, au contraire (la nouvelle alliance), il est tout verdoyant.

Dans le compartiment de gauche, on aperçoit Adam et Eve dans le jardin terrestre. Eve présente la pomme à Adam. Au-dessous de ce groupe est écrit le mot PÉCHÉ. Plus bas, on voit un squelette sur un cercueil, et au-dessous on lit : LA MORT; au-dessus du paradis terrestre est le MONT SINAÏ, sur lequel est Moïse recevant les tables de LA LOY. Au-dessous, à droite, la JERUSALEM TERRESTRE, dans laquelle on voit des personnages dévorés par des serpents, et au milieu le serpent d'airain, au-dessus duquel on lit : SIMILITUDE DE LA JUSTIFICATION. Moïse paraît à droite; à gauche et un peu au-dessous, AGAR et ISMAEL. Plus bas, LE PROPHETE montrant à l'HOMME Jésus en croix à droite.

Dans le compartiment de droite, on voit Dieu sur le globe, avec ces mots : JERUSALEM CELESTE, dominant le MONT SION, sur lequel est une femme, et au-dessus le mot LA GRACE. Un ange portant une croix descend du ciel (où on lit les mots : EMMANUEL DIEU AVEC NOUS), dans des rayons qui viennent frapper la femme. Plus bas, à gauche, un autre ange annonce la naissance du Christ aux bergers; il tient une banderole où on lit : LA GLOIRE. Près de là, à droite, le Christ en croix, avec les mots : NOSTRE JUSTICE, et l'Agneau pascal, avec ceux-ci : NOSTRE INNOCENCE. Au-dessous, Jésus sortant du tombeau, avec ces mots : NOSTRE VICTOIRE. Plus bas, à gauche, saint Jean-Baptiste montrant à l'HOMME le Christ en croix; le Précurseur est désigné par les mots : L'ENSEIGNEUR DE CHRIST, qu'on lit dans un cartouche. Au-dessus de saint Jean, SARA et ISAAC.

Dans chacun des compartiments se trouvent un certain nombre de chiffres, qui semblent renvoyer à un texte absent. Il y en a huit à droite et neuf à gauche. L'HOMME est marqué d'un *sero*. Je ne saurais dire d'où provient cette plan-

che (1), qui se trouve au cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale, et a été longtemps attribuée à Jean Cousin. C'est M. Devéria qui l'a retirée de l'œuvre de cet artiste pour la placer dans celle de Tory, dont elle porte la croix, à gauche, au-dessous du cartouche où on lit : *l'enseigneur de Christ*. Je pense que cette planche figure dans quelque grande Bible in-folio; car j'ai vu le même sujet traité d'une façon plus ou moins sommaire sur le titre de plusieurs Bibles françaises et étrangères. Je citerai particulièrement les suivantes, qui sont à la Bibliothèque nationale : 1^{re} Une Bible française, imprimée à Anvers, en 1530, par Martin l'Empereur; 2^e une Bible en vieux saxon, imprimée à Lubeck, en 1533, par Ludowich Dietz (les mêmes bois reparaissent dans une édition en danois donnée par cet imprimeur, en 1550, à Copenhague); 3^e une Bible en latin, sur le texte d'Erasmus, publiée de 1543 à 1544, avec des gravures de Cranach; 4^e une Bible en flamand, imprimée à Anvers en 1556. Je citerai encore les Commentaires latins (*enarrationes*) de Luther sur la Bible, imprimés à Nuremberg en 1555, avec une gravure au frontispice datée de 1552.

Quoi qu'il en soit, le dessin de Tory a été reproduit en 1562, sur un grand plat émaillé en grisaille teintée, attribué à Pierre Rexmond, émailleur de Limoges. Le dessin de ce plat a été publié à son tour en 1843, d'après un exemplaire faisant partie du cabinet de M. Baron, dans le livre intitulé : *Meubles et armes du moyen âge*, grand in-4^e, édité par Hauser, marchand d'estampes, boulevard des Italiens. C'est au n^o 127 de cette collection que se trouve le dessin en question. Les groupes y sont disposés dans un ordre chronologique, la forme circulaire du plat n'ayant pas permis de conserver la disposition de la gravure de Tory. Mais les sujets et leurs inscriptions sont identiques, sauf les fautes d'orthographe dont l'artiste limousin a émaillé ces dernières. Les deux *Jérusalem* sont séparées par deux arbres qui, partant des bords extérieurs du plat, formés d'arabesques de la renaissance, viennent réunir leurs têtes au centre, où se trouve un médaillon dans lequel est la figure de Marguerite de Valois, sœur de François I^{er}.

Ce sujet a été encore traité sur un camée qui se trouve à la Bibliothèque nationale, mais d'une façon très sommaire, vu l'exiguïté de la pièce, qui n'a que 57 millim. de largeur sur 72 de hauteur. Toutefois les circonstances essentielles de la gravure de Tory ont été reproduites. On trouvera la description de ce camée sous le n^o 317 de la Notice du Cabinet des médailles, que va publier M. Chabouillet, l'un des conservateurs-adjoints de ce précieux dépôt.

6^e volume de la FRANCE PROTESTANTE de MM. Haag.

(4^{re} PARTIE.)

La *France protestante* marche et continue à verser d'abondantes lumières sur l'histoire de ses tièdes amis, les protestants de France. Comment ne comprend-on pas mieux la valeur d'une telle publication?

Le tome VI est bientôt achevé, la 4^{re} partie a paru depuis quelque temps déjà, et nous sommes en retard pour en faire connaître la substance à nos lecteurs. Elle va du nom de HUBER à celui de LA NOÛE, et contient des articles d'une grande importance. Nous citerons entre autres ceux de Jacob

(1) J'ai déjà précédemment eu occasion de constater l'étrange usage qu'on avait jadis au Cabinet des estampes, de retrancher des pièces tout ce qui n'était pas purement gravure. On ne saurait se figurer le tort que cette mesure a fait au dépôt. Cet usage est malheureusement pratiqué par la plupart des collectionneurs d'estampes, qui détruisent parfois un livre unique fort précieux, pour n'en conserver qu'une gravure sans texte.

Hue, où se trouve racontée la destruction du temple de Quevilly, accompagnée de circonstances si dignes de remarque ; — Jean D'HUYSEAU, l'un de ceux qui tentèrent cette réunion des Eglises, tant de fois souhaitée et poursuivie jusqu'à nos jours ; — Pierre JAVIER, ministre de La Gorce, dont la biographie fournit un insigne exemple des calomnies du clergé romain ; — Pierre JARRIGE, le célèbre jésuite converti, l'auteur des *Jésuites mis sur l'échafaud*, d'après une correspondance autographe inédite, communiquée par M. B. Fillon ; — famille de JACCOURT, avec ses sept branches, article plein de renseignements instructifs ; — André JOANNEAU, à l'occasion duquel sont racontés les deux sièges de Sancerre ; — Jean DE LABADIE, le mystique, qui méritait d'être justifié ; — Robert de LA CUVÈRE, chirurgien de Lisieux, dont la notice contient un récit de la Saint-Barthélemy dans cette ville, et démontre l'erreur dans laquelle sont tombés tant d'auteurs (y compris MM. de Félice et Ch. Waddington) sur la conduite de l'évêque Hennuyer, lequel ne s'est nullement signalé par son humanité ; — Prigent LAFIX, le président de l'assemblée politique de Loudun, en 1619, article où se trouvent exposées les négociations de cette célèbre assemblée ; — Jacques LANGELOIS, ministre, qui a motivé le récit de la Saint-Barthélemy à Lyon, la plus horrible boucherie après celle de Paris, et qui s'exécuta dans la cour même de l'archevêché et dans un couvent, avec des raffinements de cruautés inouïs. Nous avons déjà mentionné LA NOÛE, ce Bayard huguenot, dont le nom seul en dit assez.

Un des articles qu'on lira avec un intérêt particulier, c'est celui de LA BEAUMELLE, qui après avoir été pendant sa vie l'une des victimes de Voltaire, en pâtit encore après sa mort. Déjà, en ces derniers temps, M. Michel Nicolas et M. Maurice Angliviel ont vengé sa mémoire des attaques abusives qu'un écrivain de la presse (M. Ch. Nisard) s'était permis de renouveler contre lui, en reproduisant sans contrôle les calomnies impitoyables de l'auteur de la *Henriade* (1). Mais la calomnie ! Oh, qu'elle a la vie dure, et combien ce mot est vrai « qu'il en reste toujours quelque chose ! » Malgré tous les éclaircissements, malgré toutes les justifications, les préventions semées contre La Beaumelle par son immortel ennemi persistent : il ne faut donc pas se lasser d'éclaircir et de justifier. C'est pourquoi nous joignons à ce Cahier l'article même de la *France protestante* tiré à part.

Huber (famille).	Hue (Jacob), et ses descendants.
— (Marie), théolog. protestante.	Huet (Etienne, lieutenant particulier au
— (Jean), dessinateur et naturaliste.	présidial de La Rochelle.
— (François), naturaliste.	— (Jean), martyr.
— (Pierre), naturaliste.	— (Gédéon), pasteur à Blet, réfugié
— (Jean-Daniel), paysagiste et des-	en Hollande.
sinateur.	— (Théodore), pasteur à Amsterdam.
— (Jean), pasteur à Strasbourg.	— (Daniel-Théodore), pasteur à
Hue (Bernard de), et ses descendants.	Flessingue.

(1) *Notice sur la vie et les écrits de Laurent Angliviel de La Beaumelle*, par Michel Nicolas. Broch. in-8°. Paris, 1852. — *Observations sur un écrit de M. Ch. Nisard contre L. Angliviel de La Beaumelle*, suivies d'une notice biographique et d'une lettre publiée en 1770. (Publié par la famille.) Broch. in-8°. Paris, 1853.

- (Samuel-Théod.), past. à Brielle.
- (Daniel-Théod.), pasteur à Rotterdam.
- (Conrad), pasteur à Harlem.
- (Pierre-Daniel), past. à Amsterd.
- (Pierre-Josué-Louis), pasteur à Amsterdam, etc.
- Hugnet (Félix), ministre du Dauphiné.
- Huguetan (Jean-Antoine), libraire à Lyon, et ses descendants.
- Hugy (Abraham), capitaine.
- Huisseau (Isaac d'), ministre à Saumur.
- Humbert (Abraham), ingénieur militaire, membre de l'Académie des sciences de Berlin.
- (Philibert), réfugié à Genève, et ses descendants.
- Hummel (N.), bourgeois de Strasbourg.
- Hunaut (Pierre), baron de Lanta.
- Hurault (Robert), gendre du chancelier de l'Hôpital, et ses descendants.
- (Michel), chancelier de Navarre.
- Hurles (Jean de), martyr.
- Huron (Pierre), ministre de Riez.
- Husson (François), martyr.
- Icard (Charles), ministre à Nîmes, puis à Brème.
- Icher (Pierre), membre de la Société royale de Montpellier.
- Incamps (N. d'), gouverneur de la vallée d'Ossan.
- Ingenheim (famille d').
- Isarn (Abraham), vice-roi d'Arménie.
- (Samuel), auteur.
- (Pierre), pasteur à Montauban, puis à Delft.
- Isle ou L'Isle, famille noble de la Sain-tonge.
- (Isaac), confesseur.
- Issanchon (Pierre), transporté aux Antilles.
- Issoire (Guillaume), meunier à Nîmes.
- Jallabert (Etienne), professeur de philosophie à Genève.
- (Jean), professeur de physique expérimentale à Genève.
- Jambe-de-Fer (Philibert), musicien.
- Jarnet (Léon), poète.
- (Daniel), ministre à Gien.
- Janigon (François-Michel), littérateur.
- Jannon (Jean), typographe.
- Jansse (Lucas), pasteur à Rouen.
- Janvier (René), réfugié à Genève, et ses descendants.
- (Pierre), ministre à La Gorce.
- Janvre, famille noble du Poitou, et ses différ. branches huguenotes.
- Jaquelot (Isaac), ministre à Berlin.
- Jaquemot (Jean), recteur de l'Académie de Genève, poète.
- (Théodore), traducteur.
- Jacquin (Jean), avocat de Bourges.
- Jarrige (Pierre), jésuite converti.
- Jassoy (Jean), ancien à l'Eglise de Metz, et ses descendants.
- Jaucourt (famille de).
- -Villarnoul.
- -Vau.
- -Ménétreux.
- -Espanilles.
- La Vaiserie.
- -Chazesses.
- -Bonnesson.
- Jaussand (Louis de), conseiller à la chambre mi-partie de Castres.
- (Jean-Louis), pasteur à Castres.
- (Jean-Antoine), réfugié à Genève, et ses fils
- Javersac (N. de), poète.
- Jay (Pierre), marchand de La Rochelle, réfugié en Angleterre.
- (Jean), président du congrès américain.
- Jean (Jean de), capitaine huguenot.
- Jean-Bon (André), pasteur du Désert, membre de la Convention.
- Jennet (Jean), pasteur à Courcelles-Chaussy.
- Joan, armurier de Paris, martyr.
- Joanneau (André), avocat de Sancerre.
- Joany (Nicolas), chef camisard.
- Joery (Jean), martyr.
- Johannet (François), fabric. de soieries.
- (Alfred), graveur et peintre.
- Jolin (Philippe), écrivain.
- Jollyvet (Ewertre), poète latin.
- Joly (Hector), pasteur à Montauban.
- (Jacques), pasteur à Milhau.
- (J.-G.), historien.
- (Pierre), procureur général au parlement de Metz.
- Joncourt (Elie de), pasteur et professeur de philosophie à Bois-le-Duc.
- (Pierre de), past. à Middlebourg.
- Jonquet, martyr camisard.
- Jordan (famille).
- (Jean-Louis), diplomate prussien.
- (Charles-Etienne), ami de Frédéric le Grand.
- (Rodolphe), peintre.
- Jortin (Jean), théologien et poète.
- Jost (Jean-Jacques), ministre à Strasbourg.
- Joubert (Laurent), médecin.
- Jourdain (Thibaud), écrivain satirique.
- Joux (Benjamin de), ministre à Die.
- (Pierre de), ministre apostat.
- Judæ (Léon), prédicateur de la Réforme à Zurich.
- Juges, famille lyonnaise.
- Julien (Jacques de), apostat, chef des troupes royales contre les camisards.
- Jupilles, famille noble du Maine.
- Jurien (Siméon), ministre à Châtillon-sur-Loing.
- (Daniel), ministre à Mer.
- (Pierre), pasteur à Rotterdam, écrivain polémique.
- Justamon (Jean-Obdias), chirurgien,

- membre de la Société royale de Londres.
- Justel (Christophe), historien et généalogiste.
- (Henri), bibliothécaire du roi d'Angleterre.
- Kæmpff, médecin.
- Keller (André), pasteur à Wathenheim.
- Kerckhoven (Jean van den), ou Polyan-der, théologien.
- Kerk (David), marin de Dieppe, réfugié.
- Kerveno (Louis de), sieur de Lambouinière, martyr.
- Kess (George), curé de Wissembourg, converti.
- Kessler (Thomas), médecin.
- Kieffer (Jean-George), écrivain strasbourgeois.
- Kilg (Georges-Louis), past. de Blamont.
- Kirchmaier (Tobie), jurisconsulte.
- Klee (Gaspard), past. à Muttersholz.
- Klotz (Matthias), peintre, et ses fils.
- Koch (Christophe-Guill.), publiciste.
- (J.-B. Frédéric), professeur à l'Ecole de l'état-major.
- Kochbaff (Christian), past. à Mulhouse.
- Kochlin, famille d'industriels.
- Königsmann (Robert), marchand de Strasbourg.
- (Robert), professeur d'éloquence.
- Kœpfel (Wolfgang-Fabrizius), ou Capito, réformateur de l'Eglise de Strasbourg.
- Kogmann (Balthasar), chroniqueur.
- Kolbe (Elie), pasteur à Strasbourg.
- Kugler (Henri), historien.
- Kuhn (Jean-Gaspard), prof. d'histoire.
- (Joachim), helléniste.
- Kürschner (Conrad), ou Pellican, réformateur.
- Labadie (Jean de), mystique, chef de secte.
- La Barre (famille de).
- (François-Poulain), curé converti.
- (Isaac), ministre à Nevers.
- de Beaumarchais (Antoine de), chanoine régulier de St-Victor, converti.
- La Basoge (Guillaume), doyen du parlement de Normandie.
- (Guillaume), conseiller au même parlement.
- La Bastide (Marc Antoine de), controversiste.
- La Beaumelle (Laurent Angliviel de), littérateur.
- (Victor-Laurent-Susanne-Moise), colonel du génie.
- Labez (Isaac), confesseur.
- Lablachie (Louis de), minist. de Niort.
- La Blaquièrre, famille réfugiée en Angleterre.
- La Boissière (Claude de), past. à Saintes.
- -Bellegarde (famille de).
- La Borde (Jean de), capitaine huguenot.
- La Bouchère (famille de).
- (Pierre-César), financier.
- (Henry), ministre du commerce en Angleterre.
- (Antoine-Marie), consul des Pays-Bas à Nantes, et ses enfants.
- La Bréole, capitaine huguenot.
- La Brosse (N.), capitaine huguenot.
- La Brone (Fréd.-Guillaume de), chapelain de l'ambassade hollandaise à Paris.
- La Brune (François), min. à Florensac.
- (Jean), littérateur.
- La Brunetière (Mathurin de), sieur du Plessis-Gesté, défenseur de La Garnache, en 1588.
- La Cave (Pierre de), capitaine des gardes en Prusse.
- (Josué de), ministre à Calenberg.
- La Chassaigne (N. de), gouverneur des bains d'Arles-sur-Tech.
- La Chérois (Nicolas), lieutenant-colonel en Angleterre.
- (Daniel), gouv. de Pondichéry.
- La Chapelle, famille bretonne.
- La Chaumette (Théodore de), dernier pasteur de Marignies.
- La Chaussade (Jacques de), marquis de Calonges, gouverneur de Montpellier.
- (Judith), réfugiée en Hollande.
- La Chausse (Jean de), et ses descend.
- La Chevallerie, famille noble du Poitou.
- La Chevière (François de), prêtre catholique converti.
- La Chiese (Jacques de), géographe.
- (Philippe de), ingénieur, réfugié en Prusse.
- La Combe (Siméon), carme converti.
- de Vigny, littérateur.
- La Condamine (famille de).
- La Coste (Bertrand de), colonel d'artillerie et mathématicien.
- La Coulture (Gilles de), apostat.
- La Court de Chiré, aumônier des troupes huguenotes.
- La Couyère (Robert de), chirurgien à Lisieux.
- La Cressonnière (famille de).
- La Croix (Jean de), recteur du collège de Delfts.
- (Marc), médecin.
- La Douespe (Paul de), past. à Londres.
- La Farelle (famille de).
- La Favède (Jean de), médecin.
- La Favergne (Gaspard de), ministre à Genève.
- (Etienne de), apostat.
- La Faye (Abraham de), maître de langue française à Léna.
- (Antoine de), ministre et professeur à Genève.
- (Antoine de), ministre à Paris.
- (Jacques), ministre à Utrecht.
- (Jean de), pasteur à Aubenas.

- (Jean de), pasteur à Lorient.
- (Michel de), écrivain.
- (Théodore de), rect. de Mildred.
- La Feuille (Daniel), graveur.
- Laffemas (Barthélemy de), contrôleur général du commerce.
- (Isaac), lieutenant civil.
- Laffon de Ladébat (André-Daniel), membre du conseil des Anciens, et ses descendants.
- Lafin (Jean), sieur de Beauvoir-la-Nocle, diplomate habile.
- (Philippe), capitaine.
- (Jacques), agent provocateur.
- (Prégent), président de l'assemblée politique de Loudun, en 1619.
- La Fite (famille de).
- (Pierre de), ministre de Puch.
- (Jean-Daniel), pasteur à La Haye.
- (Madame de), écrivain fécond.
- Lafond (Daniel), peintre et graveur.
- La Fontaine (Auguste-Henri-Jules), romancier.
- La Forest (Louis de), ministre à Mauzé.
- (N.), ministre à Niort.
- (Charles de), gouv. de Parthenay.
- La Forge (Louis de), théologien.
- La Framerie, bourgeois de Paris.
- La Gacherie (N.), pasteur à Emmerich.
- La Garde (Philippe de), professeur de droit à Strasbourg.
- La Gasse (Jacques), prévôt général du Languedoc, et ses descendants.
- Laglée, martyre à Tours.
- La Grange (Claude de), historien.
- (Michel de), martyr.
- (Périgrin de), ministre à Valenciennes, martyr.
- La Grave, pasteur à Schweedt.
- La Gresille (N. de), sieur de La Tremblaye, capit. breton converti.
- La Guymérié, capitaine huguenot.
- La Haize (Jean de), avocat à La Rochelle.
- La Haye (H. de), théologien.
- (Robert de), conseiller au parlement de Paris.
- (Anne de), victime des persécutions.
- Laiguerot (François), ministre apostat.
- Lainé (Isaac), lieutenant-colonel, apost.
- Laizement (Daniel-Henri de), ministre à La Rochelle.
- Lalamant (Jean), médecin.
- La Lande (famille de).
- -Saint-Etienne.
- -Vieilleville.
- Laloe (Simon), martyr.
- Laloue (N.), maréchal de camp.
- Lalouette (François de), président du conseil souverain de Sedan.
- (Charles de), conseiller au parlement de Metz.
- (Frédéric de), directeur de la chancellerie française à Cassel.
- La Louberie (famille de).
- La Marck (Henri Robert de), prince souverain de Sedan, et ses descendants.
- La Mare (Henri-Philippe de), pasteur à Genève.
- Lambert (François), réformateur de La Hesse.
- (Jean de), capitaine huguenot, et ses descendants.
- (Jean-Henri), philosophe, géomètre et physicien.
- La Montagne (Jean de), ministre de l'Évangile.
- La Motte, ministre apostat.
- (François de), prédicateur.
- (Charles de), prosélyte.
- (François de), apostat.
- (Jean de), trésorier de l'extraordinaire des guerres, et ses descendants.
- (Louis-Alexandre), professeur de droit naturel à Stuttgard.
- (N.), capitaine huguenot.
- -T.bergeau, capitaine huguenot.
- La Mottraye (Aubry de), voyageur.
- Lamoureux (Pierre), médecin.
- Lamoureux (Jacques), enfant enlevé à ses parents.
- Lancluse (François de), poète.
- Landée, famille réfugiée à Cassel.
- Lanes (Henri de), sieur de Saint-Michel de La Roche-Chalais, gouverneur de Montauban.
- Lanfernath (Elisabeth), relapse.
- Lange (Henri-Christian), surintendant ecclésiastique.
- (Jean de), consul d'Orange.
- (Louis de), conseiller au parlement d'Orange.
- (Frédéric de), conseiller au même parlement, et ses descendants.
- (François de), gouverneur de Neuchâtel.
- (André de), avocat au parlement de Grenoble.
- Langelot (Joël), médecin.
- Langlois (Jacques), ministre à Lyon.
- (Jean), avocat de Sens, et martyr.
- Languet (Hubert), habile diplomate et écrivain polémique.
- Lanjuinais (Joseph), bénédictin converti.
- Lannoy (Jean), sieur de Morvilliers, gouverneur du Boulonois.
- La Nogarède (Jean de), et ses descendants.
- La Noue (François de), dit Bras-de-Fer, le Bayard huguenot.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS. —
RÉPONSES A DES DEMANDES DE RECHERCHES ET NOUVEAUX APPELS. — AVIS
DIVERS, ETC.

Exécution de femmes vaudoises en Franche-Comté, vers 1551.

Un de nos amis a relevé au passage les informations suivantes :

Dans un procès qui s'est plaidé devant la cour impériale de Besançon, et qui a été jugé par arrêt du 6 décembre 1855, entre deux sections de commune, celles de Mazenay et de Chambéria, formant aujourd'hui une seule commune, sise dans l'arrondissement de Lons-le-Saulnier (Jura), on voit que vers 1551, trois Vaudoises étaient brûlées à Chambéria.

Voici en effet ce qu'on lit dans l'arrêt :

« Considérant.....

« Que dès 1571, à l'occasion d'un procès entre le seigneur de Chambéria et celui de Villette, le conseiller Belin, désigné par le parlement de Dôle, pour une vue des lieux, a parcouru à ce titre les limites de la seigneurie de Chambéria;

« Qu'il constata dans son procès-verbal qu'après avoir visité six bornes, le seigneur de Chambéria lui fit voir, non loin de Savigna, un grand pilier de bois, où vingt années auparavant, par sentence de la justice de Chambéria, une Vaudoise avait été brûlée.

« Il passa la rivière de la Valouse; puis (ajoute le commissaire), tirant contre ledit Chambéria, et étant proche du village de Mazenay, ledit seigneur de Chambéria nous a montré un autre pilier de bois, tel que celui ci-dessus, qu'il a dit illec avoir esté mis et planté au lieu d'un vieux et ancien, où avoient esté brûlées deux autres Vaudoises, estoient environ lesdits vingt ans et à même jour que la susdite. »

**Les registres de l'état civil des protestants de Montpellier,
de 1560 à 1792.**

*A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.*

Montpellier, le 24 mai 1856.

Monsieur le Président,

Je crois devoir vous envoyer la copie d'une communication qui m'a été

faite par M. le professeur Germain, de la Faculté des lettres de Montpellier. Elle est relative à mon travail sur *l'Etat civil de l'Eglise réformée de Montpellier* (*Bull.*, t. IV, p. 392). Voici cette pièce :

Extrait du registre des délibérations du conseil général de la commune de Montpellier, du 9 décembre 1792, l'an 1^{er} de la République.

Le citoyen procureur de la commune donne lecture d'une pétition présentée par le citoyen Bonfils, notaire, par laquelle il fait hommage à la commune d'une quantité de registres et actes constatant l'état civil des protestants à des époques fort anciennes et dans différents départements. Il conclut à ce qu'il soit nommé une commission pour procéder à leur inventaire et enlèvement.

Le conseil général accepte l'offre du citoyen Bonfils; arrête que *mention honorable en sera faite dans le procès-verbal*, et nomme le citoyen Figuière, officier municipal, pour dresser l'inventaire des registres et actes, lesquels seront déposés au greffe de la commune, et qu'extraît du présent sera adressé au citoyen Bonfils.

Collationné par nous, secrétaire-greffier de la commune de Montpellier,

YVANI.

J'ai voulu voir moi-même, à la mairie, la délibération dont la pièce ci-dessus est un extrait tout à fait conforme. Je n'y ai trouvé ni inventaire, ni rien de plus. — Cette pièce établit que les registres dont j'ai essayé d'écrire l'histoire sont sortis de la commune, après y avoir été déposés par le Consistoire, et sont passés, on ne sait comment, dans les mains du notaire Bonfils, qui les a donnés une seconde fois. — Si l'indication est exacte, des registres appartenant à d'autres départements auraient été joints à ceux-ci. Est-ce là une erreur, ou auraient-ils été rendus plus tard à leurs légitimes possesseurs, les départements intéressés? Les deux suppositions sont admissibles.

Enfin, la signature Figuière, que nous avons fait suivre d'un point d'interrogation, et sur laquelle nous avons émis quelques doutes, se trouve ainsi confirmée.

Veuillez agréer, etc.

PH. CORBIÈRE.

Quatre extraits des registres d'un notaire protestant, réfugié à la Révocation de l'Edit de Nantes (1682-85).

M. le pasteur GrandPierre nous transmet, de la part de M. Casaubon, de Narbonne, les notes curieuses qu'on va lire, et qui furent relevées par lui, il y a plus de vingt ans, dans des registres conservés aux archives de l'étude de M^e Léotard, notaire à Clermont (Hérault).

I

Ce jourd'hui, 24 avril 1682, j'ai cessé d'exercer ma charge de notaire, suivant l'arrêt du conseil qui défend aux notaires de la Religion prétendue réformée de plus exercer ladite charge après six mois, qui finiront demain, 25 du courant. En foi de quoi je me suis signé VILLARD.

II

Notre aide soit au nom de Dieu, qui a fait le ciel et la terre. Ainsi soit-il.

C'est le douzième registre de moi, Pierre Villard, notaire royal de la ville de Clermont, commencé le 4^{er} janvier 1681, et fini le 24 avril 1682, à cause de l'arrêt du conseil qui ordonne aux notaires de la Religion de vendre leurs offices dans trois mois, et de n'exercer plus après ledit temps : Dieu aie pitié de moi et me fasse la grâce d'être trouvé son fidèle serviteur. Amen. 1681 et 1682. *Signé* : VILLARD.

III

Notre aide soit au nom de Dieu, qui a fait le ciel et la terre. Ainsi soit-il.

C'est le treizième registre des notes de moi, Pierre Villard, de la ville de Clermont, commencé le jeudi 21 octobre 1685, que j'ai repris les fonctions de mon office, que j'avais cessé à cause de Religion, suivant l'arrêt du conseil, et a fini le jeudi 8 juillet 1688, que je sortis du royaume, pour même fait de Religion. Dieu aie pitié de moi par sa grâce, et me fasse trouver son fidèle serviteur. Amen. 1685, 1686, 1687 et 1688.

Signé : VILLARD.

IV

A la suite du registre est écrit :

Le samedi 10 du mois de juillet, je suis parti de Clermont pour sortir du royaume et cesser d'exercer mon office. *Signé* : VILLARD.

Lettres de M. Ribotte, de Montauban (1761-62), et du pasteur H.-D. Petitpierre, de Neuchâtel (1764), à J.-J. Rousseau. — Eclaircissements. Rectifications.

Nous avons reçu de M. Richard les trois communications suivantes, qui complètent celle qu'il avait bien voulu nous adresser, il y a quelque temps (t. IV, p. 342). Nous ne pouvons que lui savoir très bon gré de ses persévérantes investigations, et nous les donnons en exemple à nos correspondants et collaborateurs.

I. A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Neuchâtel (Suisse), le 7 juillet 1856.

Monsieur,

Vous désiriez avoir copie de la lettre adressée le 30 septembre 1764 à J.-J. Rousseau par M. Ribotte (et non Paul Rabaut), lettre à laquelle Rousseau fit, le 24 octobre suivant, une réponse que vous avez insérée dans votre *Bulletin*. (V. t. II, p. 362.) Pour satisfaire à votre désir, j'ai profité de mon passage à Neuchâtel, où est déposé l'original de la lettre dont il s'agit, et j'en ai tiré une copie, que vous trouverez ci-jointe. Je vous fais cette communication avec d'autant plus de plaisir, que la lettre de M. Ribotte, à quelques détails près, tout personnels, contient un récit intéressant de l'affaire du ministre Rochette, et forme ainsi un document qui peut figurer avec intérêt dans un de vos Cahiers. La suscription de cette lettre fait voir la cause du retard que mit Rousseau à y répondre.

J'ai voulu aussi saisir l'occasion qui m'était offerte, pour faire une vérification au sujet de la lettre adressée par J.-J. Rousseau, le 28 septembre 1764, à M. Ribotte (et non *Ribote*), et insérée aussi dans un de vos *Bulletins* (t. IV, p. 240). J'aurais bien pu, Monsieur, vous envoyer copie de la lettre à laquelle répond Rousseau, car cette lettre est, si je ne me trompe, dans les papiers de cet écrivain; j'ai préféré, et pour cause, vous transmettre une copie de la réplique de M. Ribotte. Vous la trouverez ci-incluse. Cette réplique, en effet, peut servir à deux fins : d'un côté, elle fait voir que la lettre de M. Ribotte et la réponse qu'y fit Rousseau se rattachent à l'affaire Rochette, ainsi que je le conjecturais; de l'autre côté, par un passage où il est parlé incidemment de l'affaire Calas, arrivée depuis les deux lettres dont je viens de parler, on voit que M. Ribotte, loin de croire alors à la nécessité d'avoir recours à la puissance que donne le talent pour démontrer l'innocence de la famille Calas, ne doutait nullement que l'affaire pût avoir une fin autre qu'une absolution du crime imputé à cette famille. L'innocence de ces infortunés était évidente à ses yeux, et il avait une trop grande confiance dans les lumières et dans l'intégrité des magistrats pour prévoir l'issue funeste qu'eut cette déplorable affaire. La réplique de M. Ribotte est donc un document qui peut être vu avec intérêt dans un de vos *Bulletins* historiques.

Agrérez, etc.

RICHARD.

Lettre de M. Ribotte à J.-J. Rousseau.

Monsieur,

Je pense que vous ne serez pas fâché de savoir le sujet de l'affliction de

tous les protestants de ce pays. Le 14 septembre, à deux heures du matin, le sieur Rochette, ministre du saint Evangile, fut arrêté à Caussade, qui est à trois lieues d'ici, par un détachement de la garde bourgeoise qui se trouva sur le grand chemin qui vient ici; l'on le conduit au corps de garde, avec deux hommes qui étaient avec lui, les soupçonnant, comme c'était une heure indue, pour être [des] voleurs. Le maire et les consuls s'y rendirent bon matin; l'on l'interroge; il avoue sans balancer [qu'il] est ministre. Cette nouvelle se répand dans toute la ville. Tout ce que les catholiques firent est bien horrible, comme vous allez voir. Il était foire ce jour-là: beaucoup de protestants de Négrepelisse, qui n'est qu'à une lieue, s'y étaient rendus pour leurs affaires; les catholiques se [figuraient] qu'ils voulaient l'enlever; toutes les compagnies bourgeoises et toute la populace, comme des furieux, coururent dans tous les cabarets, et tous ceux qu'ils trouvaient, ils les assommaient de coups et les traînaient en prison. Le maire ordonna de faire sonner le tocsin; il fait armer tous les paysans de la foire de fourches de fer, de gros bâtons des charrettes, de broches et de tout ce qu'ils peuvent trouver, et les fait tous ranger, pose des sentinelles, fait garder les portes, afin que personne ne [puisse] sortir. Nous apprîmes cette triste nouvelle le même jour; il partit beaucoup de jeunesse, avec un grand nombre de paysans, pour voir s'ils pourraient l'enlever. Etant près de Caussade, ils rencontrèrent deux brigades de maréchaussée, qu'ils obligèrent de ne pas entrer. Cette nuit du 14, le maire ordonna de mettre des chandelles à toutes les fenêtres; tous les catholiques avaient une grande marque de papier au chapeau; toute la populace criait qu'il fallait massacrer tous les protestants, qu'ils étaient déjà pardonnés d'avance; un consul eut même la cruauté de dire que, s'il y avait des bourreaux dans l'endroit, il faudrait pendre le ministre tout de suite. Le matin du 15, trois gentilshommes protestants, avec des paysans, s'approchaient de Caussade; ils rencontrèrent un détachement de la ville, qui leur tira dessus. L'on prit les trois gentilshommes, que l'on mit à mort de coups, et l'on les traîna en prison. Ce même jour, il arriva à cet endroit beaucoup de paysans de tous les villages des environs; un lieutenant-colonel retiré prit le commandement de cette troupe, de plus de 2,500. Ces protestants, y sachant tant de monde et ne pouvant pas réussir à l'enlever, furent obligés de se retirer, et le sieur Rochette, avec les trois gentilshommes et sept paysans, liés sur des chevaux, furent conduits à Cahors, où ils sont enchaînés, couchés sur la paille, et très mal nourris. Est-il possible que parmi des êtres pensants l'on puisse exercer tant d'inhumanité et tant de barbarie? Célèbre auteur de la divine *Julie*! daignez vous intéresser pour ces pauvres malheureux que nul crime ne condamne: une lettre de votre part à M. de Richelieu, notre gouverneur, ou aux premiers ministres, pourrait être d'un grand poids; M. de Voltaire pourrait aussi nous y faire plaisir. Voyez, cherchez, Monsieur; l'humanité, l'innocence, et la religion protestante vous en prient.

Vous qui avez fait un si beau *projet* d'une *paix perpétuelle* pour les royaumes, vous devriez en faire un pour les consciences: peut-être le mi-

nistère serait plus tolérant. Si les puissances protestantes voulaient nous intéresser dans la paix qui se fera, cela serait bien; mais c'est le malheur qu'il ne soit pas leur avantage. Le roi de Prusse, qui est un si grand homme en tout, pourrait faire parler pour nous; l'on assure qu'il le fit à la reine de Hongrie, pour les protestants qu'elle a dans la Hongrie. M. de Voltaire pourrait encore parler pour nous. Intéressez-vous, Monsieur, je vous supplie, pour les pauvres réformés de ce royaume : une personne comme vous, qui a... peut nous faire beaucoup de bien.

Quel plaisir pour moi, si vous vouliez avoir la bonté de me faire réponse ! Permettez-moi de vous dire que je suis du Carlat, où est né le fameux Bayle, fort pauvre, très mal élevé de ma jeunesse, mon père et ma mère ne sachant qu'un peu lire et écrire, et prenant garde à leur petit bien, n'ayant pas été à l'école du village, parce qu'on voulait nous faire aller à la messe. Venu dans cette ville pour apprendre le commerce, où je suis commis dans un magasin depuis quelque temps, je m'occupe, lorsque les affaires du magasin le permettent, à dessiner et à peindre. L'on dit que sans maître je sais assez faire le portrait, et copie, à s'y tromper, toutes sortes de tableaux. Comme aussi j'ai beaucoup de goût pour la lecture et un peu de mémoire. Je lis avec un plaisir infini vos ouvrages; je vous jure que j'ai pleuré trois fois en lisant la mort de l'adorable Julie. Mon Dieu, quel ouvrage ! J'aime aussi infiniment ceux de M. de Voltaire, et de mon compatriote M. Bayle. Si je savais écrire mieux une lettre, je vous assure que je l'aurais fait, quoique, à vous dire vrai, je n'aurais jamais pu exprimer comment vous êtes cher à mon esprit; je vous jure que je ne mens pas.

J'ai l'honneur d'être, avec tout le respect et toute la considération imaginables,

Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

RIBOTTE.

A Montauban, en Quercy, le 30 septembre 1761.

J'ai eu l'honneur d'écrire à M. de Voltaire, pour qu'il ait la bonté de s'intéresser pour nous. Je ne savais pas si bien l'affaire de Caussade comme à présent.

Suscription : A messieurs, messieurs les frères Cramer, pour faire passer
S. l. P. à Monsieur J.-J. Rousseau, auteur de *la Nouvelle Héloïse*, à Genève.

[Le mot *Genève* a été remplacé par ceux de *Montmorency, près Paris*. Plus bas est écrit : *Déboursé du bureau de Genève*.]

Lettre du même au même (1).

Monsieur,

J'avais bien lu votre préface à la *Lettre à M. d'Alembert*, où vous parlez

(1) Tirée des papiers de J.-J. Rousseau qui sont déposés à la Bibliothèque publique de Neuchâtel (Suisse).

de votre grande maladie. Comme vous avez donné, depuis ce temps, d'autres ouvrages, m'ayant été dit que vous étiez jeune, ne sachant pas la nature de votre incommodité, je croyais fermement que vous étiez guéri. La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire a bien changé les idées que j'avais. Je me représente souvent votre air triste et défait, vos peines, vos douleurs. Mon Dieu, Monsieur, que je vous plains ! Il ne se passe pas de jour que je ne désire de tout mon cœur que Dieu calme vos douleurs, et que désormais vous goûtiez toutes sortes de plaisirs.

Quoique jeune, j'ai eu, Monsieur, bien [des] malheurs et [des] chagrins ; je baise cependant avec soumission la main de mon Dieu. Je crois, Monsieur, que nous ne sommes pas faits pour être heureux dans ce monde. Chagrins dévorants, douleurs aiguës, que vous êtes peu de chose en comparaison de cette éternité de bonheur qui nous attend ! A la présence de l'Etre tout-puissant, vous ne sentirez plus, Monsieur, la maladie qui vous dévore ; vous n'entendrez plus l'horrible voix du pervers qui calomnie, et moi j'aurai oublié la triste mort de mon père, dans un âge encore jeune, la désolation d'une troupe d'orphelins prurant à l'entour d'une mère, cette pauvre mère se désolant pendant dix ans ; et n'ayant jamais cessé de le regretter, et moi, triste orphelin, ayant passé partie de ma jeunesse dans les maladies, et puis venu dans cette ville, soumis aux volontés des hommes qui me ressemblent. Hélas ! Monsieur, croyez-vous que je regretterai la vie, lorsqu'il faudra aller jouir des félicités éternelles ?

Le sort du pauvre mi... et des autres prisonniers est toujours fort incertain. Ils sont gardés, dans leur prison, à vue. L'on assure que le parlement a envoyé la procédure en cour. Lorsque je vous priai de faire un *placet* pour ces infortunés, mon idée était de le faire d'une simple page, parce que, de toutes les provinces où il y a des protestants, l'on en a envoyé à tous les ministres de la cour ; même un très bon avocat du parlement de Toulouse, de mes grands amis, en a fait un sur un plan que je lui avais envoyé ; mais personne n'est peintre des sentiments comme vous. Il aurait fallu seulement peindre à grandes touches tous les protestants du royaume gémissant à l'entour du trône, et demandant d'une voix plaintive la grâce du mi... Rochette et des trois gentilshommes qui sont aux prisons de Toulouse ; mais, Monsieur, il n'y faut plus penser, vous êtes trop malade.

Le malheureux qui s'étrangla à Toulouse occasionne bien des peines à sa pauvre famille ; ils sont dans la dernière misère ; ils ne vivent, dans les fers, que de charités. Ces habitants cruels ne peuvent, malgré toutes les preuves de leur innocence, apercevoir la vérité, et ces fanatiques ne cessent de crier qu'ils sont coupables. Quelque faux témoin s'est déjà dédit. Le parlement verra leur innocence, et l'on espère qu'ils sortiront bientôt.

Oserais-je vous supplier, Monsieur, s'il vous est possible, lorsque vous aurez le temps, de me faire la grâce de m'écrire ? L'on est curieux de savoir, des hommes célèbres, l'âge et la nature des maladies. Je vous demande bien excuse, Monsieur.

Je ne cesserai, de ma vie, d'avoir le plaisir de me souvenir de vous.

Monsieur; de faire des vœux pour le soulagement de votre maladie, et d'être, avec ces sentiments que l'admiration, la bonté et les grands talents font naître dans les cœurs bons et qui ont du goût,

Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

RIBOTTE.

A Montauban, le 27 janvier 1762.

Suscription : A Monsieur, monsieur J.-J. Rousseau, à Montmorency, près Paris.

II. A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Lausanne (Suisse), le 30 juillet 1856.

Monsieur,

Vous vous souvenez peut-être que dernièrement je vous fis part de doutes qui m'étaient venus relativement à deux lettres publiées dans votre *Bulletin* comme adressées à J.-J. Rousseau, et portant les dates des 26 et 40 juillet 1764 (*V. Bull.*, t. III, p. 321). Je vous dis alors que je doutais que l'auteur de ces lettres fût M. Jérémie de Pourtalès, ainsi que le croyait la personne à qui vous devez la communication de ces écrits. La lettre du 26 juillet 1764, signée des initiales *P. P.*, ne me paraissait pas, en effet, désigner avec assez de précision *M. J. de Pourtalès*, pour qu'on pût sur ce seul indice lui attribuer cette lettre; et quant à celle du 40 juillet 1764, quoique signée des initiales *J. P.*, elle me semblait sortir de la même main que la première. Je conjecturai que les deux lettres pourraient bien être du pasteur Petitpierre, que je savais avoir été en relation avec Rousseau; mais je n'aurais pu alors appuyer cette conjecture sur aucun fait précis. Je viens de retrouver les deux lettres originales, qui sont déposées à la Bibliothèque de Neuchâtel, en Suisse, dans les papiers de J.-J. Rousseau; elles ne laissent plus aucun doute sur ce point, ces lettres étant revêtues de la signature de leur auteur. Voici, en gros, le résultat de la confrontation des copies avec les originaux :

1^o *Lettre du 26 juillet 1764*, commençant par ces mots : « Quand votre « réponse ne m'aurait fait d'autre bien que de m'obliger à lire encore une « fois la lettre à M. l'archevêque de Paris..... »

4^o Au lieu de : « Quant à ce que j'avais lu dans la lettre à *M. de P.*, » qu'on lit au second paragraphe, il y a dans l'original : « Quant à ce que « j'avais lu dans la lettre à *M. Pourtalès*. »

2^o Les mots : « Impartialité universelle, » qui se trouvent au quatrième paragraphe, sont soulignés dans l'original. On en verra plus bas la raison.

3^o La lettre, qui dans la copie finit ainsi : « Je suis, etc. — Signé : *P. P.*, »

se termine de cette manière dans l'original : « Je suis toujours, avec le même respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

FR.-D. PETITPIERRE.

« A Neuchâtel, le 26 juillet 1764.

« Oserais-je vous prier, Monsieur, en lisant le mot souligné au haut de « la page précédente, *impartialité universelle*, si vous voulez entrer dans « ma pensée, de donner *vous-même* à ce mot toute l'emphase convenable ? « Je m'en rapporte à vous. »

II^e Lettre du 42 (et non du 40) juillet 1764, commençant par ces mots : « Monsieur, mon dessein n'est pas de vous mettre en frais d'une réponse ; « cela serait indiscret..... »

Cette lettre, dans la copie imprimée, se termine ainsi : « Je suis, etc. — « Signé : J. P. » Voici comment elle se termine dans l'original : « Je suis « toujours, avec toute la considération et tout le respect possible, Monsieur, « votre très humble et très obéissant serviteur,

« H.-D. PETITPIERRE, l'ainé, pasteur à N.

« Je crois devoir vous avertir que c'est à l'insu de M. P..., et même contre son intention, que j'ai l'honneur de vous écrire.

« A Neuchâtel, le 42 juillet 1764. »

Tels sont, Monsieur, les éclaircissements que j'avais à vous donner sur les deux lettres dont il s'agit, et que j'ai l'honneur de vous envoyer, afin que vous en fassiez l'usage qui vous paraîtra convenable.

Agréiez, etc.

RICHARD.

III. *M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.*

Neuchâtel (Suisse), août 1856.

Monsieur,

Au sujet de la lettre de J.-J. Rousseau, datée de Môtiers, 45 juillet 1764 (*Bull.*, t. III, p. 325), je crois pouvoir établir aujourd'hui : 1^o que cette lettre n'a point été adressée à M. Jérémie de Pourtalès, ainsi que le croyait votre correspondant ; 2^o qu'elle a été adressée à M. H.-D. Petitpierre, l'ainé, pasteur à Neuchâtel.

Je commencerai par le premier point. — Ici la méprise est palpable et saute aux yeux à la lecture des premières lignes de la lettre : on sent que Rousseau n'a pu, en écrivant à M. Pourtalès, s'exprimer ainsi : « Si mes « raisons, Monsieur, contre la proposition qui m'a été faite par le canal de « M. Pourtalès, vous paraissent mauvaises, celles que vous m'objectez ne « me semblent pas meilleures ; » et que, puisqu'il parle dans sa lettre de

M. Pourtalès en tierce personne, il s'y entretient avec une autre personne que ce même M. Pourtalès. S'il se fût entretenu avec ce dernier, il eût été forcé de donner à sa phrase un autre tour.

J'arrive maintenant au second point, qui a pour objet de prouver que la lettre de Rousseau est adressée à *M. H.-D. Petitpierre*, l'ainé. — En rapprochant cette lettre des trois autres avec lesquelles elle a été publiée dans votre *Bulletin*, il suffira de faire l'examen de quelques-uns des traits que contiennent ces lettres, pour acquérir la preuve évidente que la lettre dont il s'agit, en date du 13 juillet 1764, est une réponse de Rousseau à la lettre de M. Petitpierre, du 12 du même mois, et que la lettre du même M. Petitpierre, du 26, est la réplique à celle de Rousseau, du 13. Je vais donc analyser succinctement quelques passages de la correspondance en question, me bornant à présenter les traits les plus saillants et les plus propres à former conviction.

En 1764, les protestants de France s'adressèrent à M. Pourtalès, de Neuchâtel, pour le prier d'exhorter J.-J. Rousseau à prendre la plume pour la défense de leur cause (Rousseau était alors réfugié à Môtiers). M. Pourtalès voulut bien satisfaire à leur demande ; mais sa démarche fut sans succès, comme on va voir :

1^o Rousseau répond à la communication de M. Pourtalès par la lettre du 26 mai 1764. Il lui fait observer que la demande qui en fait l'objet est superflue ; qu'il a déjà fait, et de son propre mouvement, ce qu'on le prie de faire encore, et qu'il serait difficile de dire sur ce sujet quelque chose qui eût plus de force que ce qu'il en a dit. « Je n'avais pas (dit-il) attendu les exhortations des protestants de France pour réclamer contre les mauvais traitements qu'ils essuient ; ma *Lettre à M. l'archevêque de Paris* porte un « témoignage assez éclatant du vif intérêt que je prends à leurs peines. Il « serait difficile d'ajouter à la force des raisons que je mets en avant pour « engager le gouvernement à les tolérer. » Il saisit ensuite adroitement l'occasion qui se présente ici pour lui exposer ses griefs contre les protestants ; il dit que le zèle qu'il a déployé pour leur cause n'a abouti qu'à les aliéner davantage de lui, et à les porter à se réunir aux catholiques pour l'outrager. Enfin, il suppose les reproches que pourraient lui faire avec raison les catholiques, s'il continuait à défendre la cause des protestants, devenus ses persécuteurs : « Vous avez bonne grâce (lui diraient-ils) à venir « nous prêcher la tolérance..... tandis que vos gens se montrent plus intolérants que nous ; votre propre histoire dément vos principes..... Les uns « vous décrètent ; les autres vous bannissent ; les autres vous reçoivent en « reclinant. Cependant vous voulez que nous les trahissions sur des maximes « de douceur qu'ils n'ont pas eux-mêmes ! — Non ; puisqu'ils persécutent, « ils doivent être persécutés ; c'est la loi de l'Evangile, qui veut qu'on

« fasse à chacun comme il fait aux autres. Croyez vous, ne vous mêlez plus
« de leurs affaires..... »

M. Pourtalès s'en tint là et donna en communication à M. Petitpierre, l'aîné, pasteur à Neuchâtel, la réponse qu'il avait reçue de Rousseau.

2^e M. Petitpierre, pensant être plus habile que M. Pourtalès, ou espérant être plus heureux que lui, entreprend assez maladroitement, ce semble, de réfuter la lettre de Rousseau. « Me pardonnerez-vous, Monsieur (lui écrit-il » dans une lettre du 12 juillet 1764), de vous en ouvrir librement ma pensée » (je veux parler de votre lettre du 26 mai, à M. P., où vous alléguez des « raisons pour refuser aux réformés de France le secours de votre plume « contre leurs persécuteurs)? Vous pouvez avoir par-devers vous d'autres « *raisons déterminantes*...; mais, en vérité..., *celles que vous articulez* « *dans cette lettre ne sont pas dignes de vous. Il s'agit bien là de sa-* « *voir ce que tel ou tel peut mériter personnellement par la loi du ta-* « *lion*!..... Je crains que vous n'ayez laissé tomber là quelques mots à la « *hâte*. » Ce ton cavalier, et peut-être un peu inconvenant, dut piquer Rousseau, et ne fut, dans tous les cas, guère propre à le faire revenir sur sa détermination.

3^e Rousseau (lettre du 15 juillet 1764) répond à M.....? (à M. Petitpierre, on va le voir) : « Si *mes raisons*, Monsieur, contre la proposition « qui m'a été faite par le canal de M. Pourtalès, vous paraissent mauvaises, « celles que vous m'objectez ne me semblent pas meilleures; » puis il ajoute, avec la fierté de caractère et l'énergie de langage qui le caractérisent : « et, « dans ce qui regarde ma conduite, je crois pouvoir rester juge *des raisons* « *qui doivent me déterminer*. » Il répond ensuite aux raisons que lui allègue le pasteur contre l'objection que pourraient lui faire les catholiques, s'il continuait à défendre les protestants : « *Il ne s'agit pas* (dit Rousseau), « *je le sais, de ce que tel ou tel peuvent mériter par la loi du talion;* « mais il s'agit de l'objection par laquelle les catholiques me ferment la « bouche, en m'accusant de combattre ma propre religion. » Enfin, il termine sa lettre par ce refus net où perce l'ironie : « Je confirme à loisir ce que « vous m'accusez d'avoir écrit à la hâte, et que vous jugez n'être pas digne « de mon jugement. »

4^e M. Petitpierre, après cette rebuffade, cherche, dans une humble réplique (lettre du 26 juillet 1764), à atténuer ses torts et à diminuer l'impression fâcheuse que sa lettre du 12 juillet, par sa critique peu mesurée, a pu produire dans l'esprit de Rousseau. « Monsieur (lui écrit-il), quand votre « réponse ne m'aurait fait d'autre bien que de m'obliger à lire encore une « fois la *Lettre à M. l'archevêque de Paris*, je vous en dois bien des remer- « cements, et je vous les fais de tout mon cœur. » Il reconnaît « qu'on ne « peut rien dire de plus fort en faveur des protestants, que ce qui est con-

« tenu » dans cette lettre. Il arrive ensuite au passage de sa lettre qui a pu blesser la susceptibilité de Rousseau, explique sa pensée et lui fait ses excuses : « Quant à ce que j'avais lu dans la lettre à M. Pourtalès, sur la justice d'abandonner les non-conformistes à leur sort (dit-il), si j'ai jugé quelques-uns des motifs allégués moins dignes de vous, ce n'était que parce qu'ils m'avaient paru procéder d'un peu de ressentiment, ou du moins n'être fondés que sur la triste loi du talion. Si j'ai mal saisi le cas, je vous en fais mes excuses, et je passe très volontiers condamnation là-dessus. »

Ici se termine cette correspondance, qui n'obtint point le résultat qu'en attendaient ceux qui l'avaient provoquée.

Je pense, Monsieur, avoir fait voir, par le rapprochement et l'analyse des quatre lettres qui composent cette correspondance, que ces lettres, par leur but et par les expressions que j'en ai citées, ont entre elles un rapport direct et étroit; et que la lettre de Rousseau, du 15 juillet 1764, reconnue n'avoir point été adressée à M. Pourtalès, a bien été réellement adressée à M. Petitpierre. J'aime à croire que vos lecteurs partageront ma conviction, s'ils veulent bien prendre la peine de vérifier les documents qui m'ont servi à l'établir.

Agréez, monsieur, je vous prie, etc.

RICHARD.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

ESPÉRANCE, FOI ET CHARITÉ.

CHANSON SPIRITUELLE DU XVII^e SIÈCLE (1).

Sur le chant : *Par ton regard*, etc.

ESPÉRANCE.

Par ton regard tu me fais espérer :
 En espérant, me convient endurer :
 En endurant ne me faut jà complaindre :
 Me complainant ne puis mon mal esteindre :
 Mais du danger seul me peux retirer.

(1) Tirée du Recueil de 1569. Voir *Bull.*, t. III, p. 417. Elle nous avait été indiquée par notre regretté collaborateur E. de Fréville, dans ses excellentes recherches sur l'*Index d'un inquisiteur de Toulouse*, de 1548-49 (*Bull.*, t. II, p. 19).

FOY.

Par ton parler me fais en toy fier :
En m'y fiant, ne me dois soucier :
Se souciant, on ne fait rien que craindre :
Et par la crainte on peut la Foy enfreindre :
Il faut donc croire et ne se desfier.

CHARITÉ.

Par ton amour tu m'apprens à aimer :
En bien aimant de nul mal estimer :
Estimer bien du grand comme du moindre :
Aussi n'entens-je en Charité me feindre :
Quoique d'autrui j'oy mesdire ou blasmer.

LETTRES CONSOLATOIRES

DES CHEFS DU PARTI PROTESTANT A MADAME DE SOUBIZE, SUR LA MORT
DE SON MARI, ARRIVÉE EN L'ANNÉE 1566.

(Tirées des Recueils inédits de Pierre de L'Estoile sur le règne de Charles IX.)
Voir ci-dessus, p. 18, et t. III, pp. 36, 39, 265, 268, 271.

XIV.

De M. Dumoulin, ministre de Fontenay.

Madame, je ne feus dernièrement à Montchamp, au jour de la Cène, afin de ne faire icy faulte, et aussi que les affaires ne requerroient point nécessairement ma présence, attendu aussi que je ne scauroy trouver que bon, tout ce qui se fera là part où vous serez, sachant de quel pied vous avez accoutumé de marcher en toutes choses, joint aussi que je ne scauroy chercher personne pour représenter celluy dont la mémoire me revienne d'heure en heure devant les yeux, et mesme ay peur qu'elle ne vous tourmente jusques à ruiner vostre santé. Car tant plus on y pense, tant plus on trouve que regretter. Et ne sait-on comme mettre fin à tels regrets pour la trop grande perte, tant commune que particulière. Et n'y a que la seule

cognoissance de Dieu et de sa volonté qui sceust mitiguer les cœurs navrez, et surtout le vostre et de vostre fille, tant bien née, laquelle vous sera un gage naturelle et image de feu heureuse mémoire monseigneur son père, qui vous devra ayder à porter plus patiemment le regret intolérable qui vous tourmente continuellement. Or, je prie Celluy qui est le père de toute consolation, qu'il appaise vostre noble cœur et vous console par son saint esprit, afin que vous mesmes ne défaillez aux vostres, et que pour un trop grand dommage, ils n'en reçoivent deux, voire plusieurs. Prenez donc garde à vous, Madame, et ne vous laissez gagner à trop grande tristesse, de peur aussi que vous ne mescontentiez icelluy qui vous avoit donné la personne qu'il a retiré, quand bon luy a semblé, comme il est raisonnable que nous nous submettions tous à son bon plaisir, luy cédant ce qu'il nous a donné pour un temps, sans nous le vouloir approprier pour jamais. Certes, nous n'avons l'usage des choses de ce monde que pour quelques temps, mais nous aurons les célestes pour jamais, desquelles jouissances, déjà en partie, ceux qui nous précèdent avec telle foy, que icelluy duquel la personne nous estoit si chère, et maintenant la mémoire si précieuse. Or, comme il est louablement modéré de la grande perte vostre, aussi l'excessif seroit digne de réprehension. Vous estes tenue de tous pour femme des plus vertueuses et des plus craignant Dieu : faites donc qu'on ne puisse dire que vous estes hors des gonds de toute patience; et que la crainte de Dieu amoindrisse et adoucisse ce que la mémoire tache d'en aigrir tous les jours et toutes les nuits. O Dieu ! que moy-mesme en escrivant ceci suis dolent et exploré. Et certes je ne suis plus contenu devant les hommes que je ne puis, à part moy en mon estude ou ailleurs, toutes fois et quantes qu'il me vient en mémoire et en l'entendement et ay besoin des mesmes remèdes de la crainte de Dieu, duquel les jugements sont droits, encore que nous les trouvions obscurs et divers, tant en nostre endroit qu'en celluy des aultres. Et combien est plus tolérable nostre condition, quelque misérable qu'elle semble estre, pourveu que nous ayons Dieu devant nos yeux pour nous y fier, tant en la vie qu'en la mort ! Je dy ceci, Madame, en partie pour un jugement de Dieu, qui tomba le jour que j'estoy dernièrement au Parc pour vous voir, sur l'une des femmes que je vous disoy estre icy fort pressées d'horribles désespoirs. Elle donc, désirant jour et nuit de finir sa vie en quelque sorte que ce feust, consent volon-

tiers d'estre menée hors la ville à l'esbat pour changer d'air, et est conduite par ses parents et voisins en un fort beau lieu qui se nomme Belesbat, qui estoit au feu seneschal. Estant là et se pourmenant, sans descouvrir son dessein, elle quitte subitement la présence des autres qui regardoyent le jardin, et comme volant de vitesse sur la haulte marge d'un puis profond de vingt-cinq à trente brasses se jette impétueusement dedans, y pensant trouver la fin de sa vie, sans que les autres, accourant, y peussent donner aucun ordre. Or, le puis se trouvant sans eau, elle crie d'une voix lamentable : Mon Dieu ! Là-dessus les autres, éperdues, erient ; et, le plus hastivement qu'on peult, on a des cordes ; et comme le puis est trop profond et trop froid, nul ne veult y descendre pour la tirer ; mesmes ceux qui, les années précédentes, se faisoient descendre pour le curer, estoyent contraints de se faire retirer du milieu pour les mesmes causes ; joint aussi que ceste fois, possible, ils craignoient tel spectacle. On luy tend donc des cordes et luy dit ou qu'elle se lie par le travers de son corps, et qu'elle se garde bien de se lier par le col. Là sus, on la tire ; estant au milieu du puis, elle retombe, de rechef, jusques au fond où il y a des rochers par où l'eau avait coutume de sortir, n'estant ledit fond applani. On avale de rechef les cordes, l'oyant crier et plaindre, et luy erie-on comme elle se doit lier. Elle se lie si bien à travers du corps et par le dessous de ses robes, que, quand elle est hors du puis, on a mis assez de temps à pouvoir deffaire les cordes, tant elles estoient bien liées. Qui ne trouveroit ce fait admirable ! Elle cherchoit de mourir, et elle n'a peu : et se pouvant mettre la corde au col au lieu de s'attacher au travers du corps, elle a fuy la mort qu'elle cherchoit auparavant. Et l'un des plus grands papistes de ceste ville l'a tirée, qui ne sembleroit pouvoir tirer trois livres pesant, tant il est malaisé de sa personne, gros, et gras, et poussif. Et encores qu'il ne s'est point trouvé d'eau au puis, ces deux chutes l'une après l'autre sans se tuer ne rompre les membres, excepté qu'à la dernière il y a eu une cheville de pied aucunement violentée, sans estre néanmoins destorse, ne desmise de son lieu, ni desnouée, ni ployée, ni mesme apparence de playe, ne sont-elles pas admirables ? Estant hors de ce puis, elle parlait fort bien de Dieu, sans sembler se ressentir de la tentation ; mais avoit recours à Dieu, et pensait-on que la véhémence appréhension de la mort luy auroit fait changer de fantaisie pour n'y plus retourner, et

que si elle mouroit ce seroit en la foy et en invoquant Dieu. Mais de là à deux jours, elle commence de rechef à revenir de petit à petit à son désespoir, et le troisième encore plus, tellement qu'il n'y a nul amendement, qu'elle ne die toujours qu'elle est damnée, si non quelques fois le jour ou la nuit qu'elle crie merci à Dieu, et l'invoque estant imitée par nous ou par ceulx qui sont autour d'elle. Mais elle revient à son premier tourment. Et quand on lui dit qu'elle ne sera point damnée, d'autant qu'elle invoque Dieu et confesse Jésus-Christ, elle, au contraire, respond : Pensez-vous que ce soit de bon cœur ? Je ne scaurois, dit-elle, et mesmes je pensoy, un temps a esté, avoir creu à l'Evangile et avoir prié, et m'en sentoy consolée ; mais je voy bien à cette heure, veu le rude traitement que Dieu me fait, que ce n'estoit pas à bon escient et que ce n'estoit qu'hypocrisie. Elle use de ses propres mots et de tant d'autres semblables, qu'il seroit trop long à les raccompter. Elle descouvre aucunes fois des scrupules qu'elle a eu, comme quand elle fit la Cène la première fois, elle ne mangea qu'une partie du pain, et qu'estant de retour à la maison, elle mangea l'autre partie en sa soupe. Et aultant de remèdes qu'on tasche à luy donner contre ses scrupules et faultes, elle au contraire continue à se deffier, si ce n'est (comme j'ay dit) quand elle prie parfois et plore ses péchés et sa deffiance. Elle n'estime rien les tourments du corps, ni aucune maladie, ni la douleur de la cheville de pied, au prix de son enfer (dit-elle) qu'elle sent et sentira à jamais. Elle ne veult ne boire que par force ; et est merveille comment elle peut tant vivre, veu les tourments qu'elle a, ne cherchant jour et nuit que l'occasion de se tuer, principalement quand l'humeur mélancolique la surmonte avec la tentation véhémence. Les médecins n'y savent rien pour y mettre fin. Elle a une cousine surprise de semblable maladie, et usant de semblable propos, disant qu'il y a dix-sept ans qu'elle ne creut en Dieu ni en Jésus-Christ, et que, sans remède quelconque, elle est damnée. Et, de fait, elle n'a jamais fait profession de sa foy, comme l'autre, ains a esté grande libertine et pleine de moqueries, et dit ordinairement que ceulx sont heureux qui croient à l'Evangile ; mais que, quant à elle, le chemin luy est coupé d'y pouvoir croire, veu qu'elle n'y a pas creu par ci-devant quand elle pouvoit. Elle a aussi quelque relasche de son torment et prie avec grands soupirs ; mais bientost après elle refuse tout soulas et ne veult prier ni permettre qu'on prie auprès d'elle, s'esbahissant

toutes deux comment on les va voir misérables créatures damnées qu'elles sont. Ce sont leurs propos que nous oyons souventes fois qui nous esmeuvent et grandement à pitié, ne sachant qu'y faire, que de prier et leur proposer l'Escripture touchant la miséricorde de Dieu principalement, laquelle elles advouent avec nous. Mais elles disent que ce n'est point pour elles.

A la vérité, Madame, j'estime toutes aultres afflictions plus tolérables, que d'estre en une telle deffiance de Dieu et torment de conscience, et vous supplie, Madame, que vous soyez tous jours résolue comme vous avez esté, que toutes nos pertes et adversités nous seront tournés en gaing, quand le Seigneur nous demeurera. Et accoutumez de plus en plus à votre fille à ne s'arrêter à ce monde, ni à choses qui soyent en icelluy, si ce n'est comme en passant, ainsi que note l'Apôstre, afin que, quand on en sera privé, on ne le regrette par trop. Dieu, Madame, soit garde de vous et vous réjouisse avec vostre fille et tous les vostres.

De Fontenay, ce xx^e de septembre 1566. Vostre plus humble serviteur,

CL. DU MOULIN.

XV.

De maistre Anthoine Voyant, dit le Corset.

Madame, si je vivoy tous les siècles à venir, je ne pourroy assez vous déclarer le grand et incroyable deuil que je porte de feu monseigneur, de la perte avenue, non-seulement à vous et à mademoiselle, mais à toute l'Eglise de Dieu et royaume de France; mais quand je remémoire la sentence de Job (chap. XIV), qui est que Dieu a donné certaines limites et bornes, oultre lesquelles nul homme ne peut passer, il me semble, Madame, que si elles ont esté trop courtes, que ç'a esté que la terre estoit indigne d'un tel et si excellent seigneur, partant que c'estoit raison que le ciel le receust; que s'il estoit au bout de la course et fin du combat, c'estoit raison qu'il obtint le prix et couronne due à un tel et si brave chevalier et preux. Il me semble aussi, Madame, qu'il a fait beaucoup meilleur eschange que celui qui prenoit de l'or en baillant du plomb. Et paree que la gloire de ce monde ne luy eust pu suffire d'autant qu'elle est corruptible, Dieu l'a voulu faire jouir de l'incorruptible, de son royaume

céleste, de laquelle la mort (comme dit un grand personnage) est l'instrument par quoy nous devons plustot déplorer notre perte que sa condition tant heureuse et désirable. Et pour ce, Madame, que c'est non-seulement témérité, mais arrogance à moy de vous vouloir quasi instruire, je remettray le demeurant à une lettre que j'espère escrire à mademoiselle. Parquoy, je vous diray seulement, Madame, qu'entre aultres choses qui tourmentent mon esprit, est que je n'ai eu durant sa vie moyen aulcun, ne l'honneur de luy monstrier signe de recognoissance des biens qu'il m'a faits selon qu'il estoit libéral et bénéfique. Mais ce sera, si Dieu m'en fait la grâce, à sa postérité. A quoy mettray peine d'aussi bon cœur que je prie Dieu, Madame, vous donner, en très parfaite santé, très heureuse et longue vie et vous assister par son Saint-Esprit.

De Saumur, ce xviii^e de septembre.

Votre très humble et très obéissant serviteur à jamais.

A. VOYANT.

XVI.

Du baillif de Soubize.

Madame, l'ennuy que je voy estre en vostre cœur, me contraint de vous escrire ce petit mot qu'il vous plaira prendre en bonne part, et le mesler parmi vos ennuis et inquiétudes. C'est, comme bien entendez, qu'il ne nous avient rien sans la volonté de Dieu : pour un temps, il nous a presté nostre bon Maistre ; quand il lui a pleu, il l'a retiré à soy. Quel tort fait le créancier à son créancier de répéter ce qu'il lui a presté, le terme escheu ? Cella bien considéré, Madame, il faut que la raison domine en vous pour amortir toutes les passions de vostre esprit. N'avez-vous pas la promesse de Dieu qui a son regard sur la vefve et sur l'orphelin ? Qu'avez-vous doncques à doubter ? Car de tous inconvéniens qui se peuvent présenter à vostre esprit rien n'advient : ce sont tentations que se forge l'imbécillité de la chair, et Dieu vous suscitera des moyens pour vous mettre hors de tous affaires que vous-mesmes n'oseriez penser ne espérer. Vous les verrez et les toucherez et en magnifierez Dieu, lequel je prie, Madame, vous envoyer son Saint-Esprit de consolation. Nous, ses très humbles subjects ne perdons jamais la mémoire de nostre bon seigneur : nostre bonne volonté, toutefois, ne sera point ensevelie avec son corps, mais

demourra perpétuellement attachée à sa maison et famille, laquelle nostre bon Dieu veuille conserver en tous lieux et féliciter à jamais.

De Soubize, ce x^e jour de septembre 1566.

Votre très humble et très obéissant serviteur.

GAULTIER.

[N. B. — Les Lettres consolatoires, dont la publication se termine ici, n'étaient peut-être pas toutes inédites : c'est du moins ce que pense un de nos amis, qui croit se rappeler en avoir vu quelques-unes imprimées. Quant à nous, nous n'en connaissons que diverses copies, dans les recueils de manuscrits analogues à ceux de L'Estoile. Notre ami M. J. Bonnet avait de son côté trouvé, à la Bibliothèque de Genève (Mss., vol. 417), la minute originale de la lettre de Th. de Bèze. Le texte que nous en avons donné (t. III, p. 39) est du reste conforme à celui qu'il se proposait de nous communiquer. Nous ajouterons seulement cette observation que, sur cette minute dictée par Th. de Bèze, les trois dernières lignes, depuis « Mademoiselle de Parthenay, » etc., sont de la main même du Réformateur.]

LETTRE INÉDITE DE JEANNE D'ALBRET.

1570 (?)

Communiquée par M. Gustave Masson.

Le catalogue imprimé des Mss. du *British Museum* indique à tort, dans le vol. in-fol., n° 7016, de la collection Harleian, une lettre de la reine ANNE, qui n'est autre qu'une lettre autographe de la reine JEANNE D'ALBRET. Elle est indubitablement adressée à Marie de Clèves, cinquième et dernier enfant de Marguerite de Vendôme, sœur d'Antoine, roi de Navarre, femme de François de Clèves, duc de Nevers. Cette jeune princesse, orpheline de mère à la date de la lettre de sa tante (avril 1570 ?), fut mariée en 1572, à Henri de Bourbon, prince de Condé, ce qui la rendit doublement nièce de Jeanne d'Albret (1).

Lettre autographe de Jeanne d'Albret à [.....] sa nièce.

Ma niepce, j'ay aytay fort aise d'antandre que vostre sancté est bonne, et suis très marie que vostre âme n'est aussi bien nourie que le corps, et veu le zelle que je vous ay toujours connu à la Religion, je ne doute point que ce ne vous soiet grand peine de vivre insi. Mon Dieu y pourvoira, quand il lui plaira. Quant à mes nouvelles,

(1) Il a paru, il y a quelques mois, à Londres (Hurst et Blankett, édit.) une *Vie de Jeanne d'Albret*, par Madame Walther Frier. 2 vol. in-12. Cette dame avait déjà publié antérieurement une *Vie de Marguerite de Navarre*.

elles sont très bonnes, ormis l'extrême annuy que nous avons eu de la perte de feus monsieur le prince mon frère; je m'asure q'an avés eu vostre part, mais nostre consolation est qu'il est mort au vray liet d'onneur, d'âme et de corps pour le service de son Dieu et de son roy, et le repos de sa patrie. Mon fils a resu cest honneur de nostre armée, de l'avoir resu à sa place. Il y demeurera, où il fera service à son Dieu et à son roy. Nostre armée est plus belle qu'elle n'a point encore esté. Touttefois, nous espérons plus en Dieu q'en nos forces, il nous fera ceste grâce de nous donner une bonne paix et repos après tant de peine. En quelque part que je soie, je vous prie, ma niepce, croire que je vous feré toujours ofice de mère, et me ferés grand plaisirs me mander souvent de vos nouvelles, parce que avés meilleur moïen que moy. Je vous ranvoie vostre fourrier, lequel j'avois retenu pansant que Coderon deut revenir, et que l'un ou l'autre me pouroit apporter toujours de vos nouvelles, que je désire bonnes, et vous recomande vostre conscience. Je supplieray à ce bon Dieu qu'il vous y veille conserver et donner ce qui connoît vous estre nésaicère, de par

Vostre bonne tante et meilleure amie,

JEHANNE.

[Au dos se trouvent quelques lignes, dont le commencement a été coupé.
On lit :]

..... est bien douce, mais la créance aître que la royne de...
est bien rude, ce me sanble Navarre m'a escripte.
Rochelle ... avril.

MADAME CATHERINE, DUCHESSE DE BAR, SŒUR DE HENRI IV.

ACTES CONSISTORIAUX ET CHRONIQUE DE L'ÉGLISE RECUEILLIE
EN SA MAISON.

1594-1604.

Les extraits qui suivent, et dont nous devons la communication à M. le pasteur O. Cuvier, de Metz, ont un grand intérêt pour la biographie de la sœur de Henri IV et pour l'histoire de l'Eglise réformée de Paris, à une époque où les documents sont loin d'être communs, c'est-à-dire celle qui précéda et suivit immédiatement l'Edit de Nantes.

Il nous a paru utile de recueillir dans le *Journal de L'Etoile* les notes qui se rapportent au même sujet, et de les placer en regard des Actes consistoriaux.

S'éclairant, se complétant les uns les autres, ces extraits sont de précieux jalons pour l'étude du protestantisme français pendant cette période critique, qui va de l'abjuration de Henri IV à la mort de sa sœur. (Voir, sur la duchesse de Bar, les documents que nous avons déjà publiés, t. I, p. 331; t. II, p. 140, 267, 268, 269; t. IV, p. 319, 561.)

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Metz, 9 juillet 1856.

Monsieur le Président,

La collection des manuscrits de la Bibliothèque publique de Metz en renferme plusieurs intéressants pour l'histoire de l'Eglise réformée. Deux d'entre eux contiennent quelques renseignements sur la duchesse de Bar, Catherine de Bourbon, sœur du roi Henri IV, qui m'ont paru assez curieux pour être communiqués.

Le premier de ces manuscrits, intitulé : *Observations séculaires*, dont l'auteur est Paul Ferry, renferme des extraits faits par lui dans les « *Actes du Consistoire de l'Eglise réformée, qui se recueille sous l'autorité et en la maison de Madame, sœur unique du Roy, depuis le mercredi 6 juillet 1595* (1). Ferry avait eu à sa disposition ce registre, qui avait été « *laissé es mains des sieurs Mozet et Divoy, ministres de l'Eglise réformée de Metz, employés aussi au service de celle recueillie chez Madame, pour le garder et rendre compte à qui il appartiendra.* » Malheureusement ce précieux registre a disparu avec les archives déposées au temple de Metz en 1685.

Le second manuscrit est une *Chronique protestante*, racontant principalement les événements qui se sont passés au pays Messin, touchant la religion réformée. Il a pour titre :

*Chroniques par Jehan de Morey le bochiez, demeurant en Porsailly.
Qui le troveroit, qui le rapporte, et on luy paiera bien le vin.*

*Le pape est Antéchrist
La messe est en abomination
au S[ei]g[neu]r.*

*Au nom de Dieu soit,
A toi, mon Dieu, soit tout honneur et gloire.
Fais-moy ce bien toujours, d'avoir mémoire
de tes bienfaits.*

Cette chronique va de 1552 à 1609.

Voici d'abord les fragments que Paul Ferry avait empruntés au registre

(1) Dans les séances du Consistoire antérieures à celle du 31 mars, et tenues, au moins la première, à Saint-Germain, il n'est question que de l'affaire du ministre Cahier. (Voir *France protest.*, art. *Cayet*, et le *Journal de L'Estoile*, déc. 1595.)

des actes consistoriaux de l'Eglise de la duchesse de Bar, et qui nous ont ainsi été conservés avec son manuscrit :

I. *Extrait des Observations séculaires* (1).

31 mars 1597. — Après les censures faites, suivant l'ordre de l'Eglise, a esté trouvé bon que la sainte Cène se célébreroit séparément,

(1) *Extraits du Journal de L'Estoile.*

Avril 1594. — Le mercredi 13, Madame, sœur du Roy, arriva à Paris, accompagnée de huit coches et carrosses. Le peuple de Paris, qui regardoit passer son train, voyant des gentilshommes dans un des coches, se disoient l'un à l'autre : « Ce sont ses *ministres*. »

P. 231.

Juillet 1594. — Le jeudi 28, M. d'O partit de Paris pour s'en aller au camp de Laon, porter de l'argent au Roy, qui y mouroit de faim, pendant que ses trésoriers faisoient grande chère à Paris. Ils faisoient jeusner Madame, et disoient que, puisqu'elle ne se vouloit convertir et aller à la messe par un mariage, que n'en pouvant venir à bout par le bas, ils tascheroient d'en avoir raison par le hault.

P. 242.

Octobre 1594. — Le dimanche 16, M. le cardinal de Gondi, accompagné de quelques-uns de son clergé, vint faire plainte au Roy des presches que Madame, sa sœur faisoit faire à Paris; et que ce qu'on trouvoit estrange en cela, estoit qu'elle faisoit prescher dans le Louvre, qui estoit la maison de Sa Majesté. Auquel le Roy respondit promptement qu'il trouvoit encores plus estranges de ce qu'ils estoient si osés de lui tenir ce langage en sa maison, et mesme de Madame, sa sœur; toutefois, qu'il ne luy avoit donné ceste charge, et qu'il parleroit à elle. Plus, luy parlèrent des mariages qu'on y faisoit, supplians Sa Majesté d'y pourvoir; lequel fit response qu'il ne sçavoit que c'estoit que cela. Alors un gentilhomme qui estoit près Sa Majesté, luy dit qu'à la vérité il s'en estoit fait un, et qu'il n'en sçavoit que cestuy-là; mais que c'estoit une chose faite. « Puisque c'est fait, dit le Roy, quel ordre voulez-vous que j'y donne? Qu'on ne m'en parle plus. »

C'estoit mademoiselle Dandelot, qui avoit été mariée chez Madame, dans le Louvre, le dimanche précédent, 9 de ce mois, où on avoit fait le presche publicq à huis ouvert : ce que le Roy sçavoit bien.

P. 243.

Novembre 1594. — En ce mois le Roy renvoya plaisamment les ministres d'Aunis et Saintonge, qui luy demandoient quelques assignations sur les terres qu'il avoit en ce pays-là, pour estre payés de leurs pensions : « Pourvoyez-vous, leur dit-il, pour ce regard, vers Madame ma sœur; car vostre royaume est tombé en quenouille. »

P. 251.

Décembre 1594. — Le mardi 27, Madame, en estant vivement navrée jusques au fond du cœur [de l'attentat de Jean Chastel], elle eut recours aux prières, lesquelles elle fit faire incontinent et publiquement dans sa cham-

en deux assemblées et deux divers lieux, pour éviter la confusion apparente, si on la faisoit en une seule, à cause de la grande multitude

bre, en très grande compagnie, où on pria Dieu ardemment pour la conservation et santé du Roy...

P. 252.

Janvier 1595. — Le dimanche 15 (à l'occasion de l'arrivée du duc de Guise), après souper, Madame fit un ballet fort magnifique, où le Roy se trouva et y prit plaisir...

— Le dimanche 22, madame de Rohan fit prescher publiquement à Paris, dans la maison de Madame, sœur du Roy, où se trouvèrent de sept à huit cens personnes; et dans le Louvre, autant ou davantage, au presche qu'y fit faire Madame. Ce que le peuple de Paris, comme estonné, regardoit. sans toutefois s'en esmouvoir davantage.

Février 1595. — Le dimanche 12, qui estoit le dimanche des Brandons, Madame fit un ballet magnifique au Louvre, où il n'y eut rien d'oublié, si ce ne fust possible Dieu, qui volontiers ne se trouve en telles compagnies, pleine de luxe et dissolution.

P. 260.

Mars 1595. — On dit ce jour (samedi 18) au Roy, que sur le bruit qui couroit à Paris, que Sa Majesté alloit faire sa feste à Fontainebleau, la plupart de ceste populace parisienne s'estoit persuadée qu'il y alloit pour faire ses Pasques à la huguenotte. « Un peuple, respondit le Roy, est une beste « qui se laisse mener par le nez, principalement le Parisien. Ce ne sont pas « eux, ce sont de plus mauvais qu'eux qui luy persuadent cestui-là. Mais « afin de leur faire perdre ceste opinion, je ne veux bouger d'ici, afin qu'ils « me les voient faire. » Toutefois, il les fit au bois de Vincennes.

Le lendemain, qui estoit le 19 du mois, et le dimanche de Pasques flories, le Roy, se doutant que chez Madame il y auroit grande assemblée, et n'ayant la teste rompue d'autre chose, mesme de son aumônier, commanda à Chasteauvieux, capitaine de ses gardes, de garder la porte ce jour, et n'y laisser entrer que les officiers de la maison de sa sœur, et M. de Bouillon, s'il y venoit. Quant à tous les autres, de quelques qualités qu'ils fussent, qu'il es renvoyast; et sur l'instance qu'ils en pourroient faire, qu'il leur dist que mès qu'on les eust vus une fois à la messe du Roy, qu'il avoit charge de les laisser entrer, mais non pas devant. Ce que ledit Chasteauvieux exécuta fort dextrement: si bien que tous ceux qui vinrent ce jour, pensant ouïr le presche sur Madame, furent contraints s'en retourner.

P. 261.

May 1595. — Le samedi 3, une bourgeoise de Paris, veuve d'un honneste marchand de la ville, fut mise prisonnière, pour avoir fait, ainsi qu'on disoit quelques presches en sa maison; et pour ce qu'elle estoit de la religion, elle fust, en la prison... assez maltraitée. Mais tost après le Roy la fit mettre dehors par M. le lieutenant civil Séguier.

P. 262.

— Samedi 20... Quand le Roy avoit quelqu'un des ministres de Madame, il l'appeloit toujours, et lui disoit à l'oreille: « Priez Dieu pour moy, et « ne m'oubliez pas en vos prières. »

P. 263.

des communians. Et a esté le Sr de La Faye, d'advís (que la compagnie a approuvé) de prier le Sr de Montigny de faire le presche en la première assemblée, à 8 heures du matin, et qu'il feroit le deuxième à l'heure de Madame. Item, qu'on donneroit des mereaux jusqu'aux estrangers qui auroient tesmoignage par escrit ou par le rapport de gens de bien.

Décembre 1595. — En ce temps mesme et sur la fin de l'année, un ministre de Madame, nommé Pierre-Victor Cayer, abjura la religion et quitta le ministère pour se faire prestre catholique-romain; brouilla force cayers de papier contre les ministres, ses compagnons, etc... Madame luy donna son congé, sous le bon plaisir du Roy, qui approuva si peu sa révolte, qu'il demanda à Madame que c'est qu'elle en vouloit faire, et pourquoi elle ne le chassoit de sa maison? A quoy lui ayant respondu que le seul respect de Sa Majesté l'en avoit empeschée, craignant qu'il en fust marri : « Non, non » dit le Roy, tout au contraire. Il y a longtemps que je congnois Cayer : il ne « m'a point trompé d'avoir fait ce qu'il a fait. »

Estant hors du logis de Madame, il brouilla plus encore que devant, pour monstrier qu'à bonne et juste cause il avoit abjuré sa profession et religion, qu'il appelloit *hérésie*, contre laquelle il escrivit. Ceux de la religion lui respondirent fort et ferme; mais tout se passa en paroles et sornettes de part et d'autres, sans autre fruit ni édification. P. 267.

Janvier 1596. — Le mardi 23, advinst à la cour, qui estoit en Picardie, un notable accident en la personne du Roy, laquelle Dieu préserva miraculeusement, ceste fois comme toutes les autres. Car Sa Majesté estant allée visiter, sur le soir, Madame, sa sœur, qui estoit au lit malade, après qu'il eust commandé que chacun eust à sortir, s'estant mis à la ruelle du lit pour luy parler, voilà le plancher de la chambre qui vint à s'esbouler et fondre; de façon qu'il ne demeura rien d'entier que la place du lit de Madame, sur lequel, pour se garantir, fut contraint le Roy de se jeter, tenant son petit César entre ses bras. Aussitost que cest accident fut divulgué, qui estoit comme un petit miracle, chacun y apporta son allégorie et interprétation. Ceux de la religion l'allégorisèrent pour eux, et dirent que le lit de Madame estoit leur religion, qui demeueroit toujours debout au milieu des ruines; et que le Roy l'ayant quittée, seroit contraint d'y revenir pour se sauver... Laquelle allégorie un seigneur de la cour fit entendre au Roy, qui en rit et y pensa possible tout ensemble. P. 269.

Janvier 1597. — Le mardi 18, jour de quaresme-prenant, on trouva le placard suivant, semé au Louvre et aux environs :

Les dix commandemens, au Roy.

Hérétique point ne seras, de fait ni de consentement...

Ta bonne sœur convertiras par ton exemple, doucement...

Tous les ministres chasseras, et huguenos pareillement...

P. 280.

Du 6 avril. — Suivant l'avis qui avoit été pris, ladite Cène a esté aujourd'hui célébrée à deux diverses fois, la première à 8 heures, par le Sr de Montigny, assisté du Sr de La Faye, où se sont trouvées plus de 1,500 personnes, en la grande salle basse du château du Louvre; et la seconde, par le Sr de La Faye, assisté du Sr de Montigny, à 10 heures, où il y avoit encore eu 4 ou 500 personnes en la présence de Madame et en sa salle. Ce qui doit être remarqué pour faire connoître l'admirable providence et faveur de Dieu en la conduite de son Eglise.

Du 15 may. — A esté advisé que la sainte Cène sera célébrée le 25 de ce présent mois, jour de Pentecoste, à deux diverses fois, l'une à 8 heures du matin, et la seconde à 10 heures.

Du 22. — Ce que dessus n'ayant pu estre exécuté, pour n'en avoir Madame parlé au Roy, comme elle avoit délibéré, afin de savoir sur ce la volonté de S. M., la sainte Cène a esté remise au 27 dudit mois,

Samedi, 4^{er} mars 1597. — ... Ceste nuit, Madame fut fort malade, et y fut le Roy jusques à minuit... Le lendemain, après disner, Sa Majesté la retourna voir, où il trouva Vaumesnil, qui pour la désennuyer, touchoit le luth, et jouoit dessus le psaume LXXIX : *Les gens entrés*, etc. Lors le Roy commença de chanter avec les autres; mais madame de Mousseaux, qui estoit près de luy, l'engarda de poursuivre, et lui mettant la main sur la bouche, le pria de ne plus chanter; ce qu'il fit et se teust. De quoi indignés, quelques-uns de la religion ne se purent contenir de parler, et eschappèrent à quelques-uns ces paroles, dites si bas qu'elles furent entendues de plusieurs : « Voyez-« vous ceste vilaine, qui veut engarder le Roy de chanter les louanges de
« Dieu!... »

P. 281.

Mars 1596. — ... Les prédicateurs [catholiques], en leurs sermons, ne parlent point d'Amiens [qui venait d'être surpris par l'Espagnol], mais donnent sur les huguenos, lesquels pour tout cela ne laissent de s'assembler sur Madame, où le presche publicq se faict, avec renfort de prières pour le bon voyage et prospérité du Roy.

P. 282.

May 1597. — Le jeudi 8, arriva à Saint-Germain-en-Laye, où estoit le Roy, M. le duc des Deux-Ponts, fils aîné du duc de Lorraine, pour baiser les mains à Sa Majesté; et aussi pour le mariage de lui avec Madame, dont on parloit fort à la cour. Sa Majesté l'alla recueillir jusques à la moitié de l'allée du parc, et le mena par la main jusques en la chambre des dames, où estoit Madame, sa sœur, laquelle, avec le Roy et ledit duc, vinst à Paris le samedi 10 de ce mois. Estant arrivée, fist prescher dès le lendemain, à huis ouvert, dans le Louvre, exprès pour effacer le bruit qui couroit qu'en faisant ce mariage elle changeroit aussi sa religion...

P. 284.

en faveur des gentilshommes et autres estant à la suite de S. M., qui la devoient tost après accompagner en son voyage de Picardie, et a esté trouvé bon que maireaux seroient donnés à tous les communians tant de la cour que de la ville.

Du 30. — Combien que chacun se fust préparé pour la Cène, suivant l'avis ci-dessus ; toutefois Sa M. y ayant mis empeschement et commandé qu'on sursist la célébration de la Cène 5 ou 6 jours, on a esté contraint de la remettre au 1^{er} jour de juin, et a voulu Madame qu'elle ne fust publiée, mais que les advertissements s'en donnassent par les ministres et anciens, ce qu'on a advisé de faire.

Du 26 juin. — On continuera l'ordre des presches en ladite ville tant que S. A. y sera, tel qu'il y est maintenant. C'est à sçavoir que le dimanche il se fera deux presches : le premier à 7 heures du matin, et le second au lever de S. A. Le mercredi et le vendredi aussy, au lever de S. A. ; et le jeudy, à 7 heures du matin, pour le commun.

Du 20 janvier 1598. — A esté aussy trouvé estre nécessaire de presser avec toute instance l'exécution de ce qui a esté par cy-devant résolu touchant la personne de Monsieur *Couët* (1), pour le service de l'Eglise de la maison de S. A., et a esté prié le Sr de La Faye de luy en parler.

Aoust 1597. — En ce mois d'aoust, s'assemblèrent à Paris jusqu'à cinquante ou soixante femmes, de celles qu'on appelloit dévotes, qui couroient par la ville, et se plaignoient des presches qu'on faisoit au logis de Madame, disans que tous les maux que nous avons en procédoient. Elles furent sur M. le procureur général, puis s'en vinrent au parquet des gens du Roy, au Palais, qui les renvoyèrent à M. de Paris, leur évesque. Après cela se transportèrent au logis de M. le premier Président, auquel elles firent leurs plaintes, et lui une réponse fort à propos : car il leur dit qu'elles lui envoyassent leurs maris, afin de leur faire commandement de les tenir enfermées dans leurs maisons, et qu'elles ne courussent plus les rues comme elles faisoient. Une des principales de ceste bande estoit la femme du médecin Martin. Entre autres griefs, elles alléguoient qu'on avoit donné l'aumône de chair publiquement à la porte de Madame le jour de Nostre-Dame, qui estoit un vendredi. On les disoit suscitées par quelques ecclésiastiques, mal contents de ceste liberté de presches que faisoit faire Madame... P. 287.

Avril 1598. — Le jeudy 16 avril, on a eu avis que le Roy avoit enfin ac-

(1) Jacques Couët, Sr du Viviers, étoit alors pasteur de l'Eglise française de Bâle, après avoir été en Ecosse, après la Saint-Barthélemy ; à Montbéliard, etc. (V. *France prot.*). En 1590, Henri IV l'avoit choisi pour un des huit pasteurs

Du 10 février. — Le Sr de La Faye a fait entendre qu'il avoit plusieurs fois parlé à M. Vaequier du fait de M. Couët, d'autant qu'il avoit en pièça commandement de par les lettres que S. A. avoit promises audit Sr Couët. Sur ce a esté advisé que si l'Eglise ne pouvoit estre pourvue de la personne dudit Sr Couët, il falloit tascher d'avoir moyen, etc.

Du 14 mars. — Estant S. A. arrivée en cette ville d'Angers dès le 12 de ce mois, a esté remonstrée par le Sr de La Faye qu'il estoit besoing de disposer l'Eglise à la célébration de la sainte Cène au jour de Pasques prochain, 22 de ce mois. A esté advisé de garder l'ordre qui ensuit qu'on fera des mereaux ; — que la Cène sera administrée et distribuée par ledit Sr de La Faye, assisté de M. Chamier, ministre de la Parole de Dieu ; — que la prédication et administration de la Cène se fera en la cour de la maison de S. A., lieu fort propre et commode à cela ; — que ledit Sr de La Faye fera la prédication du matin, et ledit Sr Chamier celle de l'après-dinée.

cordé aux religionnaires l'Edit [l'Edit de Nantes], qu'ils poursuivoient depuis longtemps, par lequel il leur est accordé, entre autres choses, de demeurer dans toutes les villes du royaume dans lesquelles ils avoient le libre exercice de leur religion en 1596 et 1597 ; sinon dans les lieux exprimés dans les édits accordés aux seigneurs de la Ligue.

P. 292

Décembre 1598. — Le mardi 22, le duc de Bar, prince de Lorraine, accompagné de son frère, le comte de Vaudemont, et d'autres grands seigneurs lorrains, avec trois cents gentilshommes fort proprement vêtus, est arrivé à Paris. Le Roy, qui l'a rencontré en chassant, à demi-lieue de la ville, lui a fait l'honneur d'entrer avec lui par la porte de Saint-Denys, et l'a mené au Louvre, où il a soupé avec Sa Majesté, et avec Madame Catherine, sa sœur. Après le souper, il y a eu un grand ballet et plusieurs divertissemens, qui continuèrent pendant plusieurs jours.

P. 299.

. (1)

qui devaient lui prêcher l'Evangile par quartiers. C'est pour cela, sans doute, qu'il est quelquefois désigné comme ministre et théologien de Henri IV. Le 19 octobre 1599, la duchesse de Bar lui écrit pour le mander auprès d'elle, Etienne Mozet, l'un des pasteurs de Metz, étant à Nancy, en prêt, depuis plus longtemps qu'il ne doit. Par une autre lettre du 19 mars 1600, Catherine lui demande son livre sur la justification, et lui dit : « L'Eglise de Metz désire infiniment de vous avoir pour pasteur, et moi encore plus qu'eux, pour la consolation que j'espère d'un si bon voisinage. Messieurs les diacres de ladite Eglise m'ont écrit plusieurs fois sur ce sujet, me suppliant d'en écrire à Messieurs du Synode national de France, ce que je leur ai promis. » (Papiers de famille de M. Couët, de Hayes (Moselle).

(1) Nous mentionnerons ici, pour suppléer : *Conférence tenue à Nancy, sur la*

Du 30 décembre. — Signé : DE L'OSSE, ministre du saint Evangile en l'Eglise recueillie en la maison de Madame.

Du samedi 12 mars 1599, à Bar-le-Duc. — Le Consistoire s'étant assemblé, a esté conclu que le même ordre ès presches qui a toujours esté tenu en la maison de Madame se tiendrait encore désormais. Le Sr Du Moulin a esté requis de proposer à Madame, etc. (Signé : DU MOULIN, MONSTEL, BERNARD et LA CAVE?)

Du samedi 27 mars. — Item, le Consistoire a envoyé lettres à M. Couët, pour le prier de venir servir en la maison de Madame, et ce par commandement de Madame.

Du lundy 9 aoust. — Marc de la Campagne, sommelier, a esté consacré en la charge d'ancien en ceste Eglise, et a reçu pour cest effect

Janvier 1599. — Au commencement de cette année furent reprises les disputes de religion entre le sieur Duval et plusieurs docteurs de Sorbonne, d'une part; et le sieur Tilène, et autres ministres de la religion prétendue réformée, d'autre part. Et ce à l'occasion de Madame Catherine, sœur unique du Roy, déjà promise en mariage au prince de Lorraine, duc de Bar, marquis du Pont, laquelle avoit désiré de se faire instruire de la religion catholique auparavant la célébration dudit mariage. Ces docteurs et ministres ont disputé en présence de ladite Dame, mais sans fruit, à cause que les docteurs de Sorbonne, s'étant servi des expressions et subtilités scholastiques, dans lesquelles ladite Dame n'a rien compris, les ministres l'ont facilement persuadée de demeurer dans sa religion. Néanmoins le Roy, qui désire que Madame, sa sœur, entre dans la religion catholique, a différé cette instruction à un autre temps.

P. 299.

Janvier 1599. — Le dimanche 31, a été célébré le mariage de Madame, sœur unique du Roy, avec le duc de Bar, prince de Lorraine, dans le cabinet du Roy, par l'archevêque de Rouen, frère naturel de Sa Majesté. Le Roy s'étant aperçu que Madame, sa sœur, vouloit être mariée par un ministre de sa religion, et qu'au contraire le duc de Bar vouloit que ce fût par un archevêque catholique, pour lever la difficulté, a fait venir dans son cabinet les deux contractans, et l'archevêque de Rouen, auquel il a ordonné de les épouser en sa présence, disant que son cabinet étoit un lieu sacré, et que

différence de la Religion, à l'effet de convertir Madame, sœur unique du Roy, à la catholique, apostolique et romaine, etc. Item, la relation du succès de ladite Conférence, extraite des propres lettres des ministres J. COUËT et D. DE LOSSE, dit La Touche; et Déclaration de Madame sur ce sujet, par laquelle S. A. ferme l'action; avec le double des Billets ou Pasquils qui ont couru durant ladite Conférence. — 1600. [Cette Conférence fut tenue le 13 novembre 1599. Le Père Commolet, jésuite, et frère Esprit, Provençal, gardien des Capucins de Nancy, ne réussirent pas. Madame, par sa Déclaration du 1^{er} décembre 1599, dit qu'elle persistoit dans sa religion. On trouve dans cette relation les raisons pour et contre.] (*Bibl. hist. de la France*, de Lelong et Fontette, n° 6250.)

l'imposition des mains, après une briefve remontrance à luy faite sur l'importance de sa charge, qu'il a volontairement acceptée, et la prière à Dieu y adjointe de toute la compagnie, ayant esté premièrement per trois divers dimanches dénoncée au peuple l'élection de sa personne en ceste charge, faite par l'advis du Consistoire, et le peuple par son silence l'ayant ratifiée. (Signé : MÉNILET, DE BOYVILLE (1), MARC DE LA CAMPAGNE.)

Ce jourd'huy lundy, dernier jour de janvier. — M. Boyville a esté deschargé de la recette, etc... A Nancy, 31 janvier 1600. (Signé : ET. MOZET, BOYVILLE, M. DE LA CAMPAGNE.)

Le Sr de Ridon, ce jourd'huy a rendu ses comptes. Pour plus ample instruction de l'Eglise de Madame et sous son expresse autorité a esté advisé que cy-après l'ordre ancien des catéchismes, le diman-

sa présence valoit toute autre solennité. — Cette princesse est âgée de quarante ans : elle est duchesse d'Albret, comtesse d'Armagnac et de Rhodéz, vicomtesse de Limoges. Il y a plusieurs grands princes qui ont désiré l'avoir pour épouse; mais la différence de religion, ou la politique d'Etat, les en ont privés. Dès son enfance, Henri II, roy de France, et Antoine I^{er}, roy de Navarre, l'avoient destinée pour François, Monsieur, qui fut depuis duc d'Alençon et comte de Flandres. Henri III, à son retour de Pologne, l'aurait épousée, sans les obstacles que Catherine de Médicis, sa mère, fit naître pour l'en dissuader. Le duc de Lorraine, père du duc de Bar, la fit demander, de même que le prince de Condé; et Charles, duc de Savoye, qui envoya pour cette fin un agent, en 1583. Trois ans après, Jacques, roy d'Ecosse, employa la reine d'Angleterre pour l'obtenir, avec promesse qu'elle seroit reine d'Angleterre elle-même après sa mort. Pendant le dernier siège de Rouen, le prince d'Anhalt la demanda en personne, aussi bien que le comte de Soissons et le duc de Montpensier.

P. 300.

Février 1599. — Le jeudi 25, l'Edit que le roy avoit donné à Nantes, le 13 d'avril de l'année dernière, en faveur des religionnaires, fut vérifié en Parlement, malgré toutes les difficultés que le clergé, l'Université et le Parlement même avoient proposés contre ledit Edit. Le Roy, qui croit que cet édit est nécessaire pour la paix et la tranquillité du royaume, s'est servi de son autorité, ordonnant à son parlement de l'enregistrer et de le publier sans autre délai.

P. 300.

. (2).

(1) C'est probablement Jean, Sr de Boiville, huissier et valet de chambre de la duchesse, dont un enfant fut baptisé à Metz, en 1599.

(2) Pour remplir cette lacune, rappelons qu'ici se placent chronologiquement le voyage du faible et timide duc de Bar à Rome, pour se faire absoudre par le pape du mariage qu'il a osé contracter avec l'hérétique Catherine; — l'épître de

che, sera gardé pour l'après-midy, à l'heure qui sera trouvée propre. Fait à Nancy, le 1^{er} mai 1601. Signé : T. YOLLAND, J. DIVOY.

Du 9 mai 1601 — Fut célébré le jeusne en l'Eglise recueillie en la maison de Madame, et furent faits deux presches en la salle, Son Altesse présente à tous les deux.

Du mercredi 16^e jour de may. — Il a été rapporté par Monsieur Demez[ange?], que Madame ne trouvoit point d'heure propre le dimanche pour faire le catéchisme, mais qu'il seroit plus propre et commode de le faire tous les mercredis, à 8 heures du matin, en lieu de presche. Suyvant quoi fut exposée la 1^{re} section du grand catéchisme.

Décembre 1601. — Le lundi 17, la duchesse de Bar est retournée en Lorraine, laissant les théologiens catholiques mal-contens de son opinion, et les ministres fort satisfaits de sa constance en leur religion; et le Roi l'a accompagnée jusqu'au lieu où elle doit coucher. P. 330.

Repartie de Madame au Roy, sur le projet de la conversion que S. M. désiroit, et l'en pressoit. 1601. (Ms. de L'Estoile, Recueil n° 4, p. 49.)

Le Roy, pour induire Madame, sa sœur, à se faire catholique comme luy, et se convertir, selon le désir et vouloir du pape, aux bonnes grâces duquel il désiroit s'entretenir, tascha premièrement de la gagner par belles prières et grandes promesses; puis, voyant qu'elles luy servoient peu ou point du tout, eut recours aux grosses paroles et aux menasses, luy déclarant que si elle ne le faisoit, que son mari la lairroit là, et luy aussy; à quoi Madame répliqua : « Que quand Sa Majesté et tout le monde avec luy la lairroit, que par « cela Dieu ne la délaisseroit jamais, et qu'elle aimoit mieux vivre la plus » pauvre demoiselle de la terre en servant Dieu, qu'en le deshonorant estre la » première royne du monde. » Sur quoy luy ayant dit qu'estant répudiée de son mari, comme infailliblement elle seroit si elle demeueroit plus longtemps opiniastre, chacun ne la tiendrait partout que pour la [concubine] du duc de

D'Aubigné adressée à la duchesse, sur *la Douceur des afflictions* (Bull., t. IV, p. 567); — la lettre de cette princesse à Th. de Bèze (Bull., t. II, p. 154), dans laquelle on lit ces lignes : *J'ai tant importuné mon Dieu de mes prières, qu'enfin il m'a ramené monsieur mon mari sain et gaillard, dont je le loue et le remercie de tout mon cœur...* — les mentions des Ephémérides de Casaubon (Bull., t. II, p. 267 et 268). — Enfin, nous mentionnerons le titre suivant d'une épître ayant pour objet de consoler à son tour le duc de Bar. Mais il y a épître et épître. « *Epistre consolatoire à M. le duc de Lorraine, sur l'espérance de la conversion de Madame, sœur unique du Roy, duchesse de Bar, envoyée par RENÉ BENOIST.* Paris, Pierre Chevallier. 1601. In-12. » (Catalogue de la Bibl. du Roi.) — Voici encore le titre d'une brochure de Palma Cayet, l'un de ceux qui persécutaient la pauvre duchesse de leurs vœux convertisseurs : « *Supplication très humble à Madame, duchesse de Bar, par V. P. CAYET.* Paris, Benoist, etc. 1601. In-12. » (Catalogue de la Bibl. du Roi.)

1601. 20 juillet. (Signé) J. DIVOY. 11 déc. DE COMBAUD. MONSTEL. DE LA CAMPAGNE. DE FEUGERAY. 1602. 19 mars. DU MOULIN. — 24 juillet. MOZET. 1603. 6 janvier. J. DIVOY. — 7 mai. DIVOY. DU MOULIN.

Du 6 janv. 1603. — M. Monstel a rendu ses comptes. Signé : ET. MOZET. DE CAMPAGNE, anc. MONSTEL.

Cejourd'huy 17^e jour de février de l'an 1604. — Le Sr Monstel a rendu devant les Srs soussignés, pasteurs et anciens, de l'administration des deniers des pauvres par luy faite en la maison de Madame, sœur du Roy, depuis le 5^e jour du mois de janvier de l'an susdit, jusqu'au 17^e jour de février, auquel ladite Dame, sœur du Roy, s'endormit au Seigneur, le 13^e jour du mois de février de la même année. Et est trouvé avoir reçu 55 livres 10 gros, monnoie de Lorraine. Déboursé 41 livres 4 gros. Par ainsy le Sr Monstel a plus reçu que missionné la somme de 14 livres et demie de nostre monnoie. Laquelle somme de 14 livres et demie ledit Sr Monstel retirera par-devers soi, pour se rembourser de ce qu'il avoit avancé du sien, comme il appert par le compte précédent, avec 27 livres 3 gros 4 deniers, restant de ladite somme de 41 livres, qui sont encor à recevoir du cottisement de feu Madame et de ses domestiques. Le surplus, qui sera reçu par les mains du comptable, sera par luy distribué, selon l'advis des

Bar, elle luy repartit généreusement, que le principal estoit que ceste [concu-
bine-] là qu'il disoit, on vérifieroit toujours que Sa Majesté en avoit esté...
[l'entremetteur]!

P. 330.

Février 1603. — Ce jour [jeudi 20] courut un bruit faux à Paris, de la mort de Madame en Lorraine; et disoit-on que le Roy, sortant de Paris, en avoit rencontré le courrier.

P. 345.

Aoust 1603. — Le mardi 3, madame la duchesse de Bar, sœur du Roy, arriva de Lorraine à Paris, où dès le lendemain fit prescher publiquement et à huis ouverts, en son hôtel, près les Filles repenties, combien que le bruit fut partout que le Roy ne le vouloit point, et qu'il l'avoit expressément défendu. Ce fait, elle partit l'après-dinée, pour aller trouver son frère à Saint-Germain-en-Laye.

P. 353

Aoust 1603. — Le dimanche 10, Madame, à la prière du Roy son frère, assista au sermon du Père Cotton, jésuite, qu'il fit ce jour à Saint-Germain-en-Laye, à onze heures du matin; et prêcha l'évangile du Samaritain, où interprétant ce surplus dont il est fait mention audit passage, dit que c'étoit le trésor d'indulgences du pape, et les œuvres de superérrogation qu'il en tiroit. Ce que Madame fit confuter l'après-dinée même, par son ministre Du Moulin, auquel elle enchargea de prêcher cette même évangile. Ce qu'il fit.

P. 354.

soussignés, aux officiers les plus nécessaires de la maison de feu Madame, ainsy qu'il sera trouvé bon par l'advis de ceux qui luy seront désormais adjoints et compagnons.

Or, affin qu'on sache ce qui est encore à recevoir depuis le compte précédent jusques à la reddition de cestuy-cy, a esté ici représenté par le livre du Sr Monstel, que feu Madame doit de sa cottisation ordinaire de l'année 1603, 5 mois, qui font 45 livres, à raison de 9 livres par mois.

Plus, de l'année 1604, ladite dame devoit donner 2 mois, font 18 livres.

D'extraordinaire, elle a donné quelques deniers provenant de parties casuelles, sans savoir à combien cela pourra monter.

M^{lle} L'Iscolette doit 20 sols de l'année 1603, et de celle-cy, 2 mois, qui font 39 sols.

M^{lle} Danviller, 9 livres.

M^{lle} sa mère, autant.

M. de Marcilly, 3 livres.

En tesmoignage de quoy ont signé cejourd'hui, 17 de février de l'an 1604 : JEAN DIVOY, ministre alors en quartier. ETIENNE MOZET. DE GOMBAUD. DE CAMPAGNE, ancien. F. MONSTEL.

Par l'advis de l'assemblée susdite, ce présent livre des Actes du Consistoire tenu en l'Eglise réformée recueillie en la maison de Madame a été laissé ès mains des S^{rs} Mozet et Divoy, ministres de l'Eglise réformée de Metz, employés aussy au service de celle recueillie chez Madame, et rendre compte à qui il appartiendra.

Signé : DE GOMBAUD. F. MONSTEL. DE CAMPAGNE, *ancien*.

Fin de registre.

(Suite.)

MORT DE THÉODORE DE BÈZE.

LETTRE DE JEAN DIODATI A SULLY.

1605.

Nous avons déjà eu occasion de parler de la mort de Théodore de Bèze, ce Nestor de la Réformation française, et nous avons rapporté les intéressants témoignages de Casaubon et de L'Estoile y relatifs (*Bull.*, t. II, p. 290 ; *cfr.* t. III, p. 146). On lira encore avec plaisir la lettre suivante de

son collègue Diodati, adressée à Sully, et qui se trouve enfouie dans les *OEconomies royales* (t. II, in-fol., ch. 5).

A Monsieur de Rosny.

Monseigneur,

Nostre ancien et vénérable pasteur, Théodore de Bèze, ayant toujours en mémoire vos illustres vertus, et les grâces et faveurs que cette ville et sa propre personne avoient reçues de vostre bonté en toutes occasions, et surtout lorsqu'il vous plut prendre la peine de le venir visiter en sa maison, et le présenter trois jours après à nostre grand roy, avec les autres députés de cette ville, et n'estimant point de pouvoir mieux recognoistre telles bénéfices envers un seigneur de tel mérite et rempli de tant de piété, que de luy faire présent du thrésor de piété et source de toute vérité qui est son Nouveau Testament, du vray original grec avec les versions ancienne et nouvelle d'iceluy, et ses excellentes annotations sur icelles, qu'il me chargea en mourant de vous faire retenir, auquel il a escrit un petit mot de dédicace, à vostre nom honorable. Et pour ce qu'il y a des remarques excellentes en sa mort, aussi bien qu'en sa vie, j'ay creu qu'il ne vous seroit point ennuyeux, si, pour la fin de cette lettre, je vous disois comme, peu auparavant ce grand éclipse de soleil, que nous avons veue cette année, ce bon vieillard tomba malade, ayant un peu plus de quatre-vingts et six ans; qu'à l'heure mesme de l'éclipse, sa maladie s'augmenta grandement, et mourut quelques jours après, aussi sain d'esprit qu'il eust jamais esté, faisant les plus belles prières à Dieu et admonitions à nous tous qu'il eust jamais faites, se leva du liet, et puis s'y estant remis, passa de ce siècle en celuy des bienheureux, sans aucune apparence de regret, de peine, ny de douleurs, lesquels nous sont à tous demeurez pour une telle perte : suppliant Vostre Grandeur d'avoir agréable ce livre, que je vous envoie en son nom, et les offres que je continue à lui faire de mon zèle, et dévotion à vostre service, et que je me réclame tousjours, Monseigneur,

Pour vostre très humble serviteur,

DEODATI.

De Genève, ce 25 octobre 1605.

LES DEUX TEMPLES DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE PARIS

SOUS L'ÉDIT DE NANTES.

(Voir le *Bulletin*, t. II, p. 247 ; III, 148, 418, 530 ; IV, 29.)

II. LE TEMPLE DE CHARENTON.

1606-1685.

*« Si je t'oublie, Jérusalem, que ma droite
s'oublie elle-même..... »*

PSAUME CXXXVII, 5.

3^e Depuis l'incendie du premier temple (1621) jusqu'à la mort de Louis XIII (1642).

SITUATION DES RÉFORMÉS DE PARIS EN 1622. — VUE LOINTAINE DU PREMIER TEMPLE, EN 1615. — ÉDIFICATION DU SECOND TEMPLE, PAR LE CÉLÈBRE ARCHITECTE SALOMON (ET NON JACQUES) DE BROSE. — DESCRIPTION, VUE PITTORESQUE, PLANS ET COUPES DE CE MONUMENT.

C'en était donc fait du temple où se recueillait l'Eglise réformée de Paris depuis l'an 1606. Une émeute de quelques centaines de malheureux, excités sous main, avait tout détruit, de fond en comble, en quelques heures. On a vu que les murs de l'enclos avaient été abattus, la maison du concierge et celle du consistoire pillées, la bibliothèque et les échoppes des libraires dévalisées, le mobilier de l'édifice mis en pièces, enfin, l'édifice lui-même totalement brûlé, ainsi que la grande maison adjacente, où l'on devait établir un collège, et les deux maisons voisines des sieurs Arnault et Louvigny. Tout cela n'était plus, le lundi 27 septembre 1621, qu'un monceau de ruines fumantes, ainsi que le constate le lieutenant civil en son procès-verbal. (Voir t. IV, p. 87.)

Le pauvre troupeau et ses conducteurs étaient terrifiés et en pleine déroute. On aurait aimé qu'ils eussent repris leur exercice très promptement, dès le jeudi 30, comme nous l'apprend Marbault (*ib.*, p. 96). On répandait le bruit que « la maison de ville avait déjà mis des ouvriers pour rétablir le temple. » Même on se plaisait à verbaliser (p. 91) sur une sorte d'assemblée de culte qui aurait eu lieu dès le dimanche 3 octobre, en une maison particulière de Charenton, où se seraient trouvées réunies une cinquantaine de personnes, auxquelles on aurait solennellement déclaré qu'elles étaient sous la protection des édits, et que M. le gouverneur de Paris ne manquerait point de leur donner toute sûreté. Il était bien temps !

La confiance s'en va vite, mais lentement elle revient. Comment les choses s'arrangèrent-elles petit à petit ? Comment se reconstitua le troupeau parisien ? De quelle manière fut-il provisoirement vaqué à la célébration du culte ? Comment enfin, et quand en vint-on à s'occuper de rebâtir un temple ? Sur tous ces points nous sommes sans documents, et partant sans lumières.

Toujours est-il que la bonne ville de Paris ne s'était guère employée à la réparation du dommage éprouvé par ceux de ses habitants appartenant à la R. P. R., et que Sa Majesté n'avait pas eu plus d'entrailles et ne leur était guère mieux venue en aide ; car nous trouvons dans un « Cahier de plaintes et « remontrances faites et présentées au Roy par ses sujets de la Religion, » en 1623, un article 10 ainsi conçu :

Plaise à Sa Majesté user de sa libéralité et pourvoir d'un fonds suffisant à ses sujets faisans profession de la religion en sa ville de Paris, pour la réfection et restablissement de leur Temple et autres bastimens du lieu de leur exercice, bruslés, démolis, et les matériaux enlevés pour la pluspart, et ce par l'esmotion populaire advenue en l'année 1621, nonobstant que vosdits sujets se fussent tenus dans les termes de l'obéissance, et par icelle sous la protection et sauvegarde de Vostre Majesté.

Et nous voyons que la réponse faite par le Roy estant en son Conseil, à Paris, le 4 mars 1623, avait été celle-ci :

Sa Majesté remet au soing et diligence des supplians le restablissement dudit Temple (1).

Ainsi les députés généraux (Maniald et Montmartin) avaient échoué dans leur juste demande, et le roi refusait tout net de contribuer en rien à la reconstruction du Temple. C'est pourtant en cette même année 1623 que se réunit à Charenton, du 1^{er} septembre au 4^{er} octobre, le premier synode national qui y ait été convoqué. Les actes officiels de cette assemblée ne nous font pas connaître en quel endroit, à défaut du temple, elle tint ses séances (2).

Quoi qu'il en soit, nos protestants de Paris se mirent sans doute en me-

(1) *Décisions royales sur les principales difficultés de l'Edit de Nantes, etc.*, par I. A. M. D. L. P. D. D. (s. l. n. d.). In 8° de 158 p., paraissant avoir été publié à Rouen, en 1629. — Voir aussi le *Mercur françois*, t. IX, p. 434 ; l'*Abrégé chronologique* de Mézeray ; et Benoît, t. II, p. 447.

(2) Le Dictionnaire des Communes de France, de Girault Saint-Gervais (Paris, 1850), n'y regarde pas de si près, et n'éprouve aucun embarras à nous dire que dans ce temple, qui n'exista qu'en 1624, se tint le synode de 1623, aussi bien que ceux de 1631 et 1644. Dulaure avance aussi qu'il « était achevé en 1623, époque où les protestants y tinrent leur synode national. »

sure de restaurer avec leurs propres ressources l'édifice, dont ils devaient sentir la privation chaque jour davantage. C'était pour eux une nécessité d'autant plus pressante, que leur honneur même était en jeu. Ils étaient en butte à toutes sortes d'attaques, on les traitait superbement en vaincus; en outre, dans ces conjonctures critiques, ils venaient de perdre leur grand ministre militant, Du Moulin, que des circonstances personnelles avaient décidé à aller se fixer à Sedan.

La guerre politique prenait un caractère de plus en plus sérieux, et, pour y faire leur possible, les prélats tenaient à Louis le Juste des discours dans le genre de celui que lui avait adressé (20 juillet 1622), à Béziers, l'évêque de Montpellier, Pierre Fenoillet. (V. ci-dessus, p. 34.) En même temps, les disputes religieuses redoublaient d'âpreté. Les querelles de Tilenus et Du Moulin, les débats du synode de Dordrecht éclataient en scandales. Habiles à profiter de ces conflits et exploitant le thème officiel des *armes victorieuses du Roi*, jésuites et capucins rivalisaient partout d'ardeur pour convertir les gens, en Guienne, en Béarn, en Dauphiné, en Poitou : on leur ménageait trop souvent de faciles et bruyants succès. Le duc de Lesdiguières, cédant enfin à ce qu'on a appelé la *grâce efficace*, recevait (24 juillet 1622) le bâton de connétable et le collier du Saint-Esprit, vers le même temps où l'évêque de Luçon obtenait le chapeau de cardinal. A Paris même, le père Athanase Molé (fils du président Matthieu Molé), prédicateur capucin, faisait des fournées de convertis, en tête desquels figuraient Jean Estienne, secrétaire de la chambre du Roy (1621), le sieur de Fieffbrun (de la famille des de Cumont), et un avocat, le sieur d'Escomel (1623) (4).

Attendant depuis deux ans qu'on leur rendit ce dont la violence les avait dépouillés, ils n'avaient plus de local consacré, de symbole apparent de leur culte, et il ne manquait pas de gens pour tirer parti de cette fâcheuse indigence. Beaucoup se flattaient de l'espoir que le prêche de Charenton ne se relèverait point, et l'on disait hautement que l'Eglise elle-même de la Réforme touchait à sa ruine. Un jésuite de burlesque mémoire, le père Garasse, osait imprimer que, « dans peu d'années, les huguenots seraient la religion des « gueux; qu'ils étaient en décadence et s'en allaient le grand chemin » (2).

Et l'audacieux insulteur disait peut-être plus vrai qu'il ne croyait. Car

(1) *Mercurius gallicus*, t. VIII, p. 492. — Qu'aurait dit, s'il eût vécu, notre chroniqueur Pierre de L'Estoile, qui avait mentionné en ces termes la prise d'habit du père Athanase, à la date du mois d'octobre 1606 : « Mourut au monde, en « ce mesme mois, selon la cabale des prestres et moines de ce siècle, le jeune « Molé, mon cousin, qui se rendit capucin à Rouen, contre le consentement de « son pere et de sa grande-mère, postposant le commandement de Dieu aux traditions des hommes : suivant en cela la doctrine erronée et superstitieuse des « scribes et pharisiens hypocrites, reprise justement et condamnée par la propre « bouche de nostre Seigneur Jésus-Christ. »

(2) *Doctrine curieuse*, etc., par le P. François Garassus, de la Compagnie de Jésus. In-4° de 1025 p. Paris, 1623. Livre II, section X.

l'une des gloires les plus hautes et les plus pures du parti huguenot, l'illustre vieillard Du Plessis-Mornay,

. « la vertu,
La vaillance et l'honneur de son temps, »

allait descendre dans la tombe (11 novembre 1623), ayant trop vécu pour ne pas mourir abreuvé d'amertumes et plein de sinistres prévisions (1).

Mais, dans leurs efforts pour reconquérir leur arche sainte, les réformés de l'Eglise de Paris n'étaient pas seulement abandonnés à eux-mêmes, ils avaient encore à soutenir la lutte contre leur vivace adversaire, Jean Le Bossu, leur seigneur *malgré lui* (V. t. III, p. 422), dont le zèle hostile venait de rencontrer un digne auxiliaire dans la personne de ce maître François Véron, que nous avons déjà introduit à nos lecteurs (t. IV, p. 60). Par lettres patentes du 19 mars 1622, le Roi l'avait nommé son prédicateur aux controverses, l'autorisant, à ce titre, « à exercer sur les places publiques, quand il jugerait à propos, à tenir des conférences tant avec les ministres qu'avec d'autres personnes de la R. P. R., en présence de quelque médiocre nombre de témoins et en tel lieu et endroit du royaume que bon lui semblerait, et sans que pour quelque cause et prétexte que ce fût, il y pût être empêché. » C'étaient là, certes, de beaux privilèges et une liberté grande, dont le père Véron n'était pas homme à user mesquinement. Investi de ces pouvoirs illimités, dans le moment où la citadelle de l'hérésie gisait à terre, le prédicateur royal devait tout d'abord avoir à cœur, non moins que le seigneur Le Bossu, d'en empêcher à tout prix la restauration. C'était son office à lui, véritable « feu dévorant, » de continuer incessamment l'ouvrage des incendiaires, et d'achever ce qui pouvait leur avoir échappé. Aussi lui faut-il rendre cette justice, qu'il ne s'y épargnera pas, et qu'à la fin de sa carrière il aura tout fait pour mériter cette oraison funèbre de Guy Patin, écrivant, le 24 décembre 1649 : « Environ le 7 de ce mois, il est ici mort un grand *claqueur de controverses* contre les ministres de Charenton : c'est le père « Véron, qui a malheureusement bien brouillé du papier en son temps, *avec beaucoup de bruit et peu de fruit*; » — et cette épitaphe de Tallemant des Réaux : « Un fou, qui n'a rien fait de plaisant qu'un livret, qu'il appela « *la Courte joie des huguenots* (pour ce qu'il avoit pensé mourir)! »

Le papier qui fut alors « brouillé, » par lui et par Le Bossu, en requêtes et placets, en dits et contredits, ne nous est pourtant pas parvenu. Nous savons seulement par l'abbé Le Beuf que, « nonobstant leurs oppositions, » un nouveau temple fut bâti. Occupons-nous donc maintenant de cette impor-

(1) « Il mourut, dit Mézeray, dans les sentiments les plus vifs de la religion qu'il avoit défendue par ses paroles et par ses exemples. Il avoit inutilement sollicité son rétablissement dans le gouvernement de Saumur, ... malgré la promesse que le Roi lui en avoit faite par écrit, de la manière la plus authentique... »

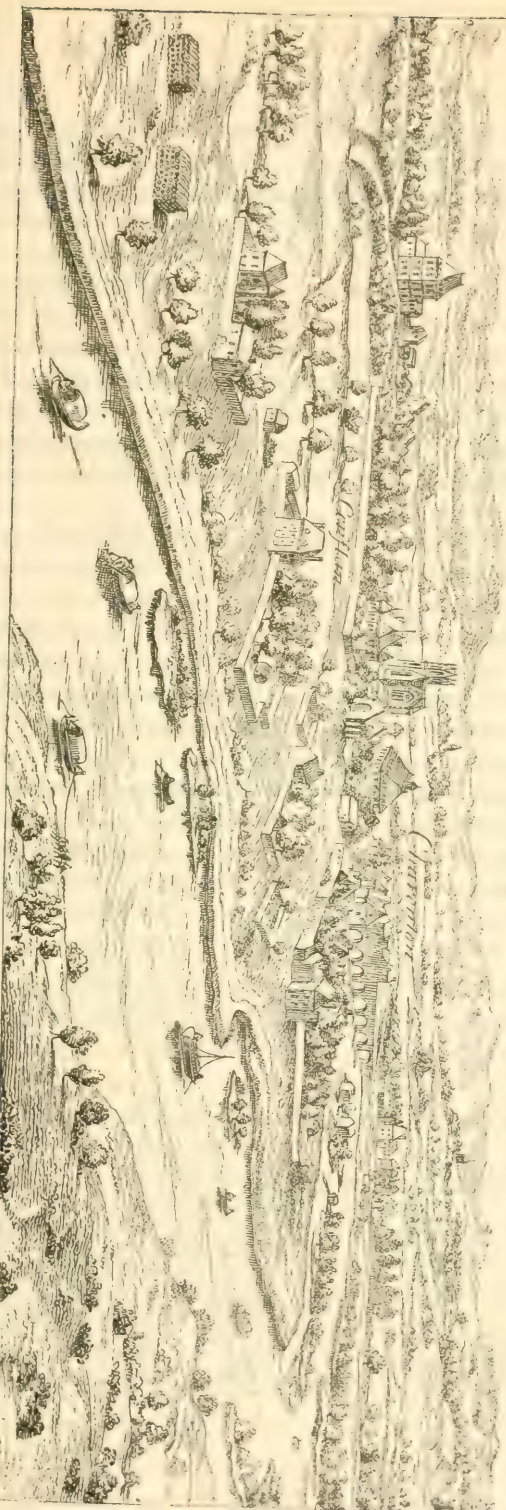
tante réédification. Mais auparavant, jetons un dernier coup d'œil rétrospectif sur le monument qui a disparu, et que nous allons voir remplacer. Lorsque nous en avons parlé ci-dessus (t. III, p. 444), nous avons vainement cherché une pièce gravée, antérieure à 1621, et qui pût nous donner une idée du temple de Charenton à cette époque; nous ne disposions que d'un plan linéaire d'une époque postérieure, qui nous avait seulement permis de conjecturer l'état primitif. Depuis, on nous a signalé un des anciens plans pittoresques de Paris, celui de Matthieu Mérian, dessiné *à vol d'oiseau* en 1643 (2 feuilles in-fol. de 51 cent. sur 38), plan dont le champ embrasse une banlieue étendue, et qui présente dans la perspective, à l'est, une vue lointaine de Charenton, où le temple calviniste ressort très nettement. Il nous a paru indispensable, pour l'illustration de notre sujet, de reproduire cette parcelle (1).

Le temple occupe le milieu de l'espace que nous avons reproduit, un peu en amont du pont. Le pavillon élevé et à toit aigu qui se voit à la partie gauche paraît être le pavillon dit de Gabrielle, et à la droite la vue est coupée à l'endroit même où la Marne se jette dans la Seine. Dans le voisinage du temple domine l'église de Saint-Maurice, et à côté se voient sans doute, plus en avant, et vis-à-vis de la tête du pont, une prison à donjons et la ruine d'une chapelle qui servait à un ancien Hôtel-Dieu fondé au quatorzième siècle (Hérissant, *loc. cit.* p. 195).

La reproduction que nous avons fait faire de ce fragment du plan original de Matthieu Mérian est presque un *fac simile*, sauf les terrains d'un premier plan, où nous nous sommes permis un changement nécessaire pour la vraisemblance, ainsi que l'addition d'un ciel.

Rien n'indique à quel instant précis de l'année 1623 nos réformés, éconduits par le roi, se mirent à l'œuvre pour ériger eux-mêmes leur nouvelle basilique. Il est assez probable que des plans et devis avaient été préparés et mûris à l'avance. Bien que les actes n'en fassent point mention, on s'en dut occuper au synode national qui s'y réunit en septembre de cette année, au moins d'une manière officieuse; car c'était là un objet d'intérêt tout à fait général et actuel, puisque le synode dut, faute de mieux, se tenir en quelque salle de maison appropriée pour la circonstance,

(1) Nous en devons la communication à l'obligeance de M. A. Bonnardot, l'auteur du très instructif travail sur les *Anciens plans de Paris, des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris, 1851, gr. in-4° de 253 pages. — Il existe d'autres tirages de ce plan, notamment un de l'année 1621. Nous avons vu aussi chez M. Destailleur un autre plan publié par Melchior Tavernier en 1625 et qui semble, sauf quelques changements, un calque de celui de Mérian. Ainsi, pour la partie qui nous intéresse ici, le temple est identique; il n'y a de modifié que la chapelle ruinée, laquelle se trouve convertie en un petit bâtiment couvert et orienté d'une manière inverse.



VUE LOINTAINE DU PREMIER TEMPLE DE MARSTON.
D'après le Plan de Paris à vol d'oiseau de Mathieu Mérian (1615).

et manqua, sous ce rapport, d'une certaine solennité. Le silence des actes sur ce point, et l'absence de tous autres renseignements contemporains, nous laissent dans une complète ignorance des voies et moyens qui furent employés pour conduire l'entreprise. Mais il est à croire que le commencement des travaux avait précédé l'ouverture du synode, et suivi de très près la réponse négative du roi, puisque le nouvel édifice fut inauguré dès l'année suivante (1).

Or, ce n'est pas à un artiste de second ordre que l'on s'était adressé, mais bien au premier architecte de son temps, au célèbre [Jacques] de Brosse, qui venait de construire pour la reine mère le palais du Luxembourg (1617-1618), puis l'aqueduc d'Arcueil (achevé en 1621), le portail de l'église de Saint-Gervais (1616), et qui compte aussi parmi ses chefs-d'œuvre la nouvelle Grande salle des Pas-Perdus, au Palais-de-Justice, rebâtie (1619-1622) après l'incendie de 1618, ainsi que les magnifiques châteaux de Monceaux (1610), et de Coulommiers (1613). Le choix était donc le meilleur possible; mais comment se faisait-il qu'on eût songé à l'architecte attiré de LL. MM. la reine mère et le roi? Comment se faisait-il, surtout, que l'architecte de Marie de Médicis et de Louis XIII eût accepté une pareille tâche? Nous nous étions dès longtemps posé cette question, et, comme de Brosse est du nombre de ces grands artistes sur lesquels on ne possède jusqu'ici aucune notion biographique quelconque, et qui ne nous ont absolument transmis que leurs créations monumentales et un nom illustre, nous étions dans l'impossibilité de nous expliquer cette apparente contradiction. Sur ces entrefaites, la découverte des registres d'état civil de Charenton (nous l'avons déjà dit t. IV, p. 493, 631) est venue nous donner le mot de l'énigme. De Brosse appartenait lui-même à l'Eglise réformée de Paris, il y occupait un rang distingué, il est mort protestant en 1627; et, pour le dire ici en passant, ces mêmes actes d'état civil prouvent qu'il ne s'est jamais appelé *Jacques* de Brosse, mais bien *Salomon* de Brosse. Restituons-lui donc aujourd'hui son vrai nom, et restituons-le lui-même à l'Eglise huguenote, comme un fleuron de plus à sa couronne de grands hommes (2).

(1) La première estampe du recueil historique de Fontette (portefeuille de 1624) est la vue de notre temple, avec ce titre écrit à la main : LE ROI, POUR LE BIEN DE LA PAIX, ACCORDE AUX HUGUENOTS LE RÉTABLISSEMENT DU TEMPLE DE CHARENTON, QU'ILS FONT REBASTIR A NEUF AU COMMENCEMENT DE JANVIER. Voilà bien une date assez précise, mais nous ne savons sur quel document elle est fondée.

(2) Nous nous proposons de consacrer à Salomon De Brosse et à sa famille une notice spéciale, pour laquelle nous recueillons encore des matériaux. Son article, dans tous les Dictionnaires biographiques, ne renferme jusqu'ici aucun détail précis sur sa vie, aucune date exacte; tous les auteurs ont été réduits à se transmettre les uns aux autres soit un aveu d'ignorance, soit de grosses erreurs, des dates fausses, des anachronismes, et tous invariablement le faux prénom de Jacques, sous lequel De Brosse est demeuré célèbre. Le *Dictionnaire de la Conversation* et l'*Encyclopédie des gens du monde* le font vivre et publier, jusqu'en 1663, des livres imaginaires (quarante-huit ans après sa mort!). Ils ne donnent même pas tous

Dès qu'il est avéré que Salomon de Brosse était protestant, on comprend qu'il ait été chargé par ses coreligionnaires de la reconstruction projetée ; et, comme nous savons maintenant aussi qu'il avait un fils également architecte du roi en 1620, il est permis de conjecturer que ce fils, qui se nommait Paul de Brosse, assista son père dans l'exécution de ce grand ouvrage.

On sait que le second temple de Charenton, qui a été debout durant 66 années, a été fort admiré par nos aïeux. Nous examinerons, plus loin, le jugement qu'on en porte de nos jours. Nous dirons seulement ici qu'au premier aspect De Brosse semble ne s'être pas mis en frais d'imagination, mais avoir tout simplement reproduit, quant à la forme, le temple qui existait auparavant (1) : on s'en assurera en comparant la vue tirée du plan de Matthieu Mérian avec celles que nous allons donner du nouveau temple, pour en illustrer la description.

Cette description se trouve toute faite dans le *Mercur galant* de février 1686 (2^e partie, p. 156) ; et c'est là que tous les auteurs l'ont prise. La démolition, amenée par la révocation de l'Édit de Nantes, nous a valu ce document essentiel, qui, sans cela, probablement nous manquerait. Le voici tel quel, sauf nos observations qui viendront après. Le rédacteur du *Mercur galant* a soin de prévenir qu'il publie ce morceau « tel qu'on « le lui a donné, sans y rien changer, de crainte de tomber dans de plus « grandes fautes que celles qu'il voudrait corriger, supposé qu'il y en ait. « Chaque art a ses termes, ajoute-t-il : et il n'est souvent pas aisé à ceux « même qui professent un art, de se bien faire entendre, lorsqu'ils ont quel- « que discours à faire qui le regarde : ceux qui n'en font point profession « doivent toujours éviter d'expliquer ce qu'ils ne savent pas. »

Description du Temple de Charenton.

Le plan de ce Temple étoit un quarré long, percé de trois portes, savoir, une à chaque bout, et une au milieu d'une des deux grandes faces. Il estoit éclairé par 81 croisées, en trois étages, l'une dessus l'autre, élevées de 27 pieds jusqu'à l'entablement. Il avoit de longueur 104 pieds dans œuvre, et 66 pieds de large, aussi dans œuvre. Les

au complet le catalogue de son œuvre ; plusieurs, et entre autres M. Quatremère de Quincy (*Dict. hist. d'archit.*, 1832, in-4), omettent de citer parmi ses principaux ouvrages le temple de Charenton. Disons cependant que, dans les précieuses notes manuscrites de son *Abecedario d'Orlandi*, Mariette avait déjà, au siècle dernier, avec sa perspicacité ordinaire, reconnu que De Brosse s'appelait Salomon, et non Jacques, et qu'il était calviniste. Cette note de Mariette, qui ne nous a été indiquée qu'après coup, s'est trouvée ainsi en parfait accord avec les faits que nous avions recueillis, non sans peine.

(1) Qui sait si De Brosse n'était pas lui-même l'auteur de ce premier temple ? Il fut construit, comme nous l'avons dit, après 1606 (en 1607, selon Hérissant, *loc. cit.*, p. 182). De Brosse devait être des lors bien connu ; il n'y a donc aucune impossibilité ; il y a plutôt vraisemblance.

murs avoient 3 pieds $1\frac{1}{2}$ d'épaisseur, par le dedans. Il y avoit une grande nef ou plafond, dans laquelle estoient les Tables du Vieux et du Nouveau Testament, écrites en lettres d'or sur un fond bleu, qui avoit esté peint exprès sur le lambris de la voûte de ladite nef, laquelle estoit de 74 pieds de long, sur 35 pieds de large, et au pourtour de laquelle estoient vingt colonnes d'ordre dorique, de 21 pieds de haut, et qui formoient trois étages de galeries, au pourtour desquelles on montoit par quatre escaliers, qui estoient dans lesdits quatre angles. La charpenterie du comble du Temple estoit d'un fort bel assemblage, et les bois d'une considérable longueur. Il y avoit un clocher, dans lequel estoit une cloche de trois pieds de diamètre, qui pesoit deux milliers ou environ, et avoit esté donnée par M. Gillot, en l'année 1624. La lanterne de ce clocher estoit revestue de plomb, et tout le reste du comble couvert de thuiiles en pavillon. A gauche dudit Temple estoit le Cimetière des gens de qualité, et ensuite le Consistoire, où il y avoit un autre Cimetière pour le menu peuple (1).

D'après l'abbé Le Beuf, qui pourtant cite cette même source, « il y avoit « deux rangées de galeries à appui, une *petite lanterne sans cloche*, sur-
« montée d'un globe. » Il ajoute que « dans le clocher fut mise, par la suite,
« une cloche de deux mille environ, donnée par M. Gillot, en 1624. »

Comment concilier ces deux assertions? D'une part, le lanternon paraît n'avoir été guère propre à recevoir une cloche; de l'autre, il est certain qu'il y en avait une. Cette cloche avait été donnée en 1624, dit-on; or, c'est l'année même de la construction du temple. Comment aurait-elle été mise « dans le clocher *par la suite*? » Fut-elle donnée après l'achèvement de l'édifice, et le lanternon ne fut-il que plus tard agrandi *ad hoc* et converti en clocher? Nous l'ignorons. Quant au donateur, nommé Gillot, nous avons rencontré, dans les registres d'enterrements de l'époque, un Jean-Baptiste Gillot, décédé à Paris, le 18 avril 1633, à l'âge de 50 ans : il était secrétaire de l'artillerie. Ce pourrait bien être notre homme.

Toujours est-il que, désespéré de n'avoir pu réussir à empêcher l'édification du nouveau temple, le père Véron reporta tous ses efforts de résistance sur la question de la cloche. — Les huguenots prétendre à une cloche! Voyez-vous l'audace! — Le bon père, qui savait qu'avec une seule *cloche*, on n'entend qu'*un son*, et qui aimait fort cette unité, pourvu que la cloche *unique* fût celle de son église, se mit en campagne, s'adressant à la cour,

(1) M. Léon Vaudoyer (*Etudes d'architecture en France*, dans le *Magasin pittoresque* de 1845, p. 79) a confondu le temple rebâti en 1621 avec celui de 1606; il en fait un seul et même édifice, et est ainsi conduit à en parler comme de « l'une des premières et des plus remarquables productions de De Brosse. » — « C'était, dit-il, une salle rectangulaire de 32^m 48 de longueur, sur 21^m 44 de largeur dans

au parlement, en un mot, cherchant tous les moyens imaginables pour faire dénier aux réformés le droit de garnir leur clocher. Cela fut à tel point, que, de l'aveu même d'un écrivain peu suspect, M. l'abbé de Genoude, « les tracasseries qu'il leur fit essayer injustement déplurent aux catholiques modérés, qui voulaient bien convertir les errants, mais non les persécuter » (1). Or, le père Véron, dont la vertu dominante n'était assurément pas la modération, fut mal payé de toutes les peines qu'il s'était données en cette circonstance; car il eut, en définitive, cet amer déboire de voir l'importune cloche hissée sur la faite du bâtiment déjà si déplaisant à ses regards.

Un point plus grave à examiner, c'est la capacité de l'édifice, c'est l'évaluation généralement reçue du nombre de places que présentait son enceinte. A en croire la presque unanimité des auteurs, « il pouvait contenir 11,000 personnes » (2). C'est ce que dit l'abbé Le Beuf, qui ajoute même, « dans les endroits seulement garnis de menuiseries. » Ce chiffre est-il exagéré, comme on le pourrait croire? En essayant de nous rendre compte de l'état des choses, voici le résultat auquel nous arrivons :

La largeur totale intérieure était de 9 toises, 2 pieds : soit 56 pieds (18 mètres, 66 centimètres).

La longueur intérieure, de 16 toises, 4 pieds : soit 100 pieds (33 mètres, 33 centimètres).

La largeur entre colonnes était de 5 toises, soit 30 pieds (10 mètres).

La longueur entre colonnes, de 12 toises, 3 pieds : soit 75 pieds (25 mètres).

La largeur dans les tribunes de pourtour était de 2 toises, soit 12 pieds (4 mètres).

Toutes ces surfaces ainsi mesurées nous donnent 2,250 pieds de superficie entre colonnes, — et 3,168 pieds de superficie pour chaque tribune, soit 6,336 pour les deux superposées; — enfin, pour le rez-de-chaussée, nous avons une superficie de 5,418 pieds.

En résumé, la superficie totale serait, pour le rez-de-chaussée, de 5,418 pieds, soit 1,806 mètres, et pour les deux tribunes ensemble, 6,336 pieds, soit 2,142 mètres.

C'est donc une superficie d'ensemble de 11,754 pieds, soit 3,918 mètres.

On voit que cet espace pouvait, à trois personnes par mètre carre, con-

couvrir; entourée de galeries des quatre côtés, divisées en trois étages, dont deux dans la hauteur d'un ordre de colonnes doriques, et le troisième dans un ordre d'attique. Cette salle avait trois portes, et était éclairée par quatre-vingt-une fenêtres.»

(1) Notice sur Fr. Véron, en tête de la réimpression de sa *Règle générale de la Foi catholique*, etc., dans la *Nouvelle exposition du dogme catholique*, par M. de Genoude. Paris, 1842, in-12, p. 30.

(2) Seul M. Quatremère de Quincy, dans son article de l'*Encyclopédie méthodique* (in-4°, 1788), parle d'un chiffre de 4,000, mais par erreur typographique sans doute, car il ne paraît pas avoir eu l'intention de dire autrement que tout le monde.

tenir 44,754 personnes assises, en sorte qu'en y ajoutant les places que l'on gagnait sans doute, dans les grandes occasions, en serrant les rangs et en se tenant debout, nous touchons presque à ce chiffre si considérable de 44,000.

Passons maintenant à la partie artistique et pittoresque. On a fait au temple de Charenton l'honneur de le beaucoup vanter. Il a été, en son temps, une pièce d'école, un modèle classique. La plupart des écrivains, se répétant les uns les autres, parlent de la beauté du vaisseau intérieur, du « joli effet de ses deux rangs de galeries à appui. » Au moment même de la chute, le *Mercure galant* se complait à célébrer sur tous les tons sa magnificence anéantie et sa gloire éclipsée. Dulaure, après les autres, le déclare vaste et magnifique. M. L. Vaudoyer, qui en a fait, plus qu'aucun auteur, une étude attentive, s'exprime en ces termes :

« Il est facile de reconnaître que De Brosse, dans la conception du temple de Charenton, eut l'idée de reproduire la disposition de la basilique des anciens, ce qu'on ne saurait blâmer; car cette disposition se prêtait parfaitement au programme qu'il devait suivre. Ce fut très probablement la basilique de Fano, décrite par Vitruve, qu'il se proposa d'imiter; et il faut en convenir, il n'est pas resté beaucoup au-dessous de son modèle. L'effet de trois étages de tribunes ne devait cependant pas être heureux (1). La proportion et l'aspect intérieur de l'édifice eussent gagné à n'en avoir que deux, et il eût peut-être été possible de retrouver en étendue ce qu'on eût perdu en hauteur. Néanmoins, De Brosse, dans le temple de Charenton, s'est montré tout aussi habile architecte que dans le palais du Luxembourg, quoique dans un genre différent, et l'on a lieu de s'étonner qu'après avoir fait preuve d'un goût aussi simple et aussi sobre, le même artiste ait pu se laisser entraîner aux écarts que nous remarquons dans l'ordonnance du portail de Saint-Gervais. Nous comprenons très bien qu'il ait été frappé du caractère distinct qui doit exister entre l'architecture d'un temple protestant et celle d'un temple catholique-romain; mais il eût pu reconnaître, ce nous semble, que si, par ses données premières, le temple protestant peut effectivement offrir quelques points d'analogie avec un édifice antique, il ne saurait en être de même de l'église catholique-romaine, qui s'éloigne essentiellement du type des monuments païens.

« Quelles que soient les critiques plus ou moins fondées auxquelles on croit pouvoir soumettre les œuvres de De Brosse, il n'en est pas moins certain que l'architecte qui a créé les monuments qu'on a de lui, doit, en considération de la variété, de l'importance et de la valeur même de ses productions, occuper un des premiers rangs parmi les architectes français qui ont illustré notre art national. Et, quant à nous, l'auteur du temple de Charen-

(1) Il n'y avait, à vrai dire, que deux étages de tribunes, car on ne saurait compter le rez-de-chaussée. La description du *Mercure* n'est pas plus exacte lorsqu'elle parle de « trois étages de galeries. »

ton, de l'aqueduc d'Arcueil, du Luxembourg, du portail de Saint-Gervais et de la salle des Pas-Perdus du Palais-de-Justice, nous semble avoir sa place marquée auprès de Philibert Delorme, Pierre Lescot, Jean Bullant, Dupérac et Du Cerceau. »

Evidemment nous sommes trop heureux de pouvoir produire ici un témoin aussi consciencieux, une autorité aussi compétente que M. Vaudoyer, alors surtout que nous avons à nous féliciter de le trouver favorable à Salomon De Brosse et à son œuvre. Qu'il nous soit permis toutefois d'exprimer notre avis et de faire nos réserves.

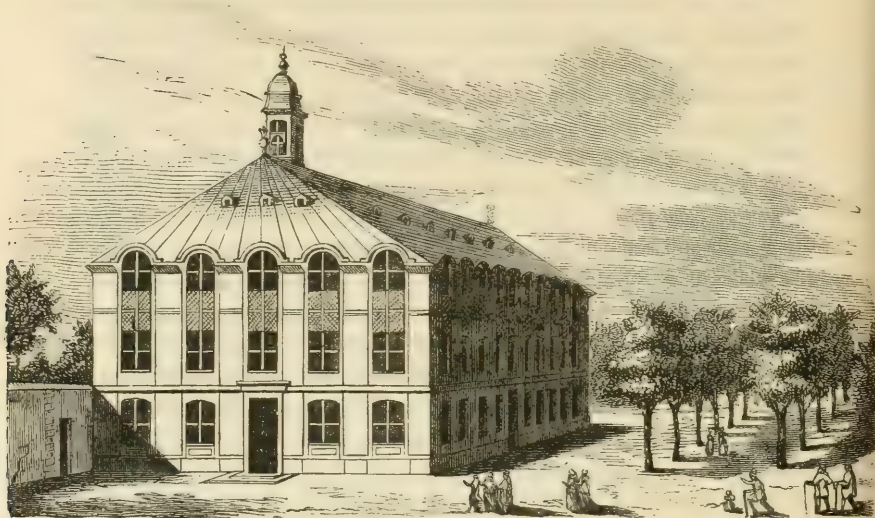
Malgré l'harmonie de proportions du portail de Saint-Gervais, nous ne sommes pas plus disposé que M. Vaudoyer à partager l'engouement extraordinaire qu'a excité pendant plus d'un siècle et demi ce portail, proclame d'une voix unanime le chef-d'œuvre de l'architecture en France, et duquel¹ Voltaire a dit « qu'il ne lui manquait qu'une *place* pour contenir ses *admirateurs* » (1). En revanche, nous sommes frappé de la grande et belle ordonnance du palais du Luxembourg, de l'antique majesté de l'aqueduc d'Arcueil, de la noble élégance des châteaux de Monceaux et de Coulommiers, de la hardiesse et de la parfaite exécution de la salle des Pas-Perdus du Palais-de-Justice. Mais, quant au temple de Charenton, nous avouerons qu'il ne nous enchante pas, que nous n'aimons guère ces croupes, ces fenêtres engagées dans la toiture et passant d'un étage à l'autre, non plus que l'ordonnance intérieure de ces colonnes et de ces galeries superposées, qui donnent toujours à une salle un certain air de bazar et de caravansérail. Au point de vue de l'art, l'aspect du monument n'a rien qui nous flatte (2). Mais nous aimons à croire que De Brosse, se renfermant dans son programme, a principalement visé à l'utile, à faire tenir le plus de monde possible dans un espace donné, de manière à ce que l'auditoire pût voir et surtout entendre : et, cela étant, nous nous rangeons volontiers à l'avis de ceux qui voient dans le temple de Cha-

(1) Turgot, qui était l'un des plus enthousiastes, fit de grands, mais inutiles efforts pour le dégager, lorsqu'il était prévôt des marchands. Aujourd'hui, ce n'est plus la *place* qui manque, mais peut-être ceux qu'elle aurait contenu au siècle dernier. Le goût en architecture a subi, lui aussi, ses salutaires révolutions. On serait presque tenté maintenant d'attribuer au mot de Voltaire une pointe d'ironie.

(2) L'ordonnance extérieure, outre qu'elle manque de style, à notre sens, a le grave défaut de ne point accuser la disposition intérieure. À voir ces trois lignes de fenêtres dont les deux d'en haut sont reliées, ne croirait-on pas que l'intérieur consiste 1° en une salle de rez-de-chaussée, 2° en une grande salle occupant les deux étages supérieurs ? Ajoutons que, les jours étant tous pris par les côtés et venant du fond des galeries, le milieu de la salle ne devait pas être éclairé d'une lumière directe et suffisante. Cet inconvénient n'aurait pas existé, si De Brosse avait suivi, pour le couronnement du temple, le vrai système de la basilique antique, en supprimant cette deuxième galerie, dont la petit ordre de pilastres, posé sur les grandes colonnes, devait nuire beaucoup à l'effet général. Mais il faut dire aussi que l'architecte a pu être commandé par les circonstances et qu'on lui imposa peut-être des conditions dont l'artiste se serait volontiers passé, mais dont il dut s'accommoder de son mieux.

renton un édifice peu majestueux et médiocrement agréable, mais simple, satisfaisant pour l'époque, habilement aménagé, solidement construit, en un mot, bien approprié à sa destination.

Pour que nos lecteurs soient à même de vérifier ces appréciations diverses, et de se faire une opinion, nous mettons sous leurs yeux plusieurs plans et coupes, réduits d'après les différents dessins que nous avons pu nous procurer, et ramenés à l'unité d'échelle. Nous allons les expliquer successivement, et nous y joindrons plusieurs vues pittoresques.



1^o VUE DU TEMPLE.

On remarquera d'abord combien cet édifice, par sa forme générale, ressemble, ainsi que nous venons de le dire, à celui qui est représenté dans la perspective du plan de 1615, de Mathieu Mérian.

Pour mieux se rendre compte de l'emplacement qu'il occupe, il faut se reporter au plan linéaire des lieux que nous avons publié antérieurement (t. III, p. 437). Avec ce plan sous les yeux, on reconnaît que le temple est situé dans ce qu'on appelait la *place* ou cour du temple, enceinte de murs. A droite, nous avons les deux rangées d'arbres, formant une longue allée où l'on se promenait. A gauche, le mur de séparation, entre le temple et le cimetière adjacent, au bout duquel étaient les bâtiments qui contenaient la salle du consistoire ; et ces bâtiments, où l'on arrivait en montant des degrés, séparaient, de ce côté, le cimetière d'une autre place, ou cour, où se trouvait naguère le premier temple.

Cette vue est la reproduction d'une petite gravure au burin de G.-J.-B. Scotin, de 135 millim. de haut. sur 176 de larg., avec un encadrement et trois cartouches, et en haut un sujet allégorique représentant Moïse et les Tables de la loi. Dans le cartouche d'en bas on lit : *LE TEMPLE DE CHARENTON, BÂTI A NEUF EN MDCXXIII (1)*. Nous y avons seulement ajouté, d'après les dessins de J. Marot, qui doivent être considérés comme plus exacts encore, la porte de communication qui se voit au mur du cimetière. C'est d'après cette même gravure qu'a été faite la vue qui se trouve au t. IV. pl. 36, de *l'Histoire générale de France*, par A. Hugo (Paris, 1841. 5 vol. in-8°).

Il existe à la Bibliothèque impériale (Topographie de la France et recueil de Fontette) une autre gravure qui a beaucoup d'analogie avec celle-ci, mais plus grande (205 mill. haut. sur 235 larg.), avec simple bordure, et une banderole à l'intérieur portant pour titre : *Le Temple de Charenton*. Au bas se lisent ces lignes, sur trois colonnes :

*O Dieu, la gloire qui t'est due
T'attend dedans Sion ;
En ce lieu te sera rendu
De vœux oblation.
Et d'autant que la voix entendre
Des tiens il te plaira,
Tout droit à toy se venir rendre
Toutes gens on verra.
Heureux celui que vœux eslire
Et près de toy loger,
Afin que chez toy se retire
Pour jamais n'en bouger.* (Pseaume 65.)

*Ce temple a esté relevé et rebasté tout de neuf, par la permission du roy,
L'an mil six cens vingt et quatre.*

Enfin, au même département, et dans la même collection (Topographie), se trouve encore une autre gravure presque identique à celle que nous venons de décrire, mais portant pour légende sur la banderole, au lieu de ces mots : *Le Temple de Charenton*, ceux-ci : *Ma maison sera appelée Maison d'oraison*; et au bas sont imprimés en placard, sur quatre colonnes, les trente-six quatrains qu'on va lire, et qui sont intitulés :

LOUANGES DE CHARENTON.

Charenton, cher Hameau,
Que ce bel œil du monde
Void sur le bord de l'eau
De la Marne profonde.

Où les jours du repos
Le Fils de Dieu appelle,
Pour ouyr ses propos,
Son Epouse fidèle.

(1) Cette estampe, ainsi que celle de la « coupe intérieure du temple, » qui sera mentionnée tout à l'heure, et encore une troisième représentant la démolition, dont nous aurons à parler plus tard, furent gravées par G.-J.-B. Scotin, d'après les dessins de Sébastien Le Clerc. Elles sont tout à fait dans le même style que les huit planches de cet auteur, gravées en 1702 et cataloguées dans son œuvre (n° 279) sous le titre de : *Les petites conquêtes du Roi, ou les principaux événements de l'histoire de Louis XIV : en huit planches entourées de bordures ornées de figures, de cartels, de trophées, de médaillons, et de divers attributs convenables à chaque sujet*. (Catalogue raisonné de l'œuvre de Séb. Le Clerc, etc., par C.-A. Joinbert. Paris, 1774, in-8°, 2^e partie, p. 147.)

Hameau délicieux
Où mon âme ravie
Mange le pain des cieux
Et y boit l'eau de vie.

Il faut que par mes vers
Partout vole ta gloire,
Et que par l'Univers
Triomphe ta mémoire.

Que d'une ferme foy
On chante les loüanges
De Christ, souverain Roy
Des hommes et des anges.

O Seigneur, Roy des Rois !
O grand Dieu des merveilles !
Fais que ta sainte voix
Parvienne à nos oreilles.

Et qu'on voye à tes pieds
Les peuples de la France
Venir, humiliez,
Te faire révérence.

Il faut que tous humains
Et tous Rois de la Terre,
Que le Ciel de ses mains
Environne et enserre,

Viennent baiser le Fils
Vray Dieu comme vray Homme,
Ainsi que ses Edicts
Et son vouloir l'ordonne.

Car c'est le vray portrait
De l'Image du Père,
Par qui tout il a fait,
A qui tout obtempère.

C'est son sage conseil
Et son intelligence,
C'est l'éternel Soleil
De la divine essence.

Il est le vray Espoux
De l'Eglise fidèle,
Le fondement de tous
Les vrayes membres d'icelle.

O Seigneur Dieu très doux,
Jésus-Christ nostre maistre,
Ouvre le cœur de tous
Pour ta Loy bien connoistre.

Heureux est maintes fois
Charenton, et très noble
D'ouyr de Christ la voix
En ton petit vignoble.

Heureux est Charenton
D'ouyr en ses chaumettes,
Sur son doré sablon,
Le Prince des Prophètes.

Et voir devant ses yeux
Tant de Saints et de Saintes
Fendre les plus hauts cieux
Par prières non feintes.

Et par leurs sacrez chants
De beauté souveraine,
Resjouyst tous tes champs
Et les rives de Seine.

Où est, ô mon cher cœur,
La voix qui peut suffire
A chanter ton bonheur,
Ou la plume à l'écrire !

Puisque le Roy des cieux
T'a choisi pour y mettre
Son Char victorieux,
Ses armes et son sceptre.

N'es-tu pas l'Arche où Dieu
Nous sauve par miracle,
Et l'Arche et le saint Lieu
Où Dieu tient ses oracles.

Car de fait tu nous sers
D'une sûre conduite,
Comme l'Arche es déserts
Le peuple israélite.

N'as-tu pas devant toy
La Verge tant exquise,
Et la manne et la loy
Qui en l'Arche fut mise.

C'est la protection,
La nourriture bonne,
La vraye instruction
Que Jésus-Christ nous donne.

Par tes petits bateaux
Où nous porte la Seine,
Nous allons boire aux eaux
De vie où Christ nous mène.

En toi il nous a mis
A l'abry de l'orage,
Ayant des ennemis
Adoucy le courage.

Or, comme l'Arche fut
Sauvée du déluge,
Lorsque Dieu y reçut
Son Eglise à refuge ;

Comme sauvée encor
Fut recevant l'Eglise
La petite Ségor
Près de Sodome assise ;

Et sauvée Pella,
Pauvre ville ancienne,
Quand Dieu y appela
Son Eglise chrestienne ;

Ainsi Dieu te tiendra,
Charenton, sous son aïe,
Quand son ire viendra
Sur le peuple infidèle.

Mais toy, ô Babylon !
Errante et vagabonde,
Qui suis le chef Bâton,
Et le faux dieu du monde.

Toute remplie d'excez,
D'orgueil, de violence,
De duels, de procez,
D'erreurs et d'ignorance,

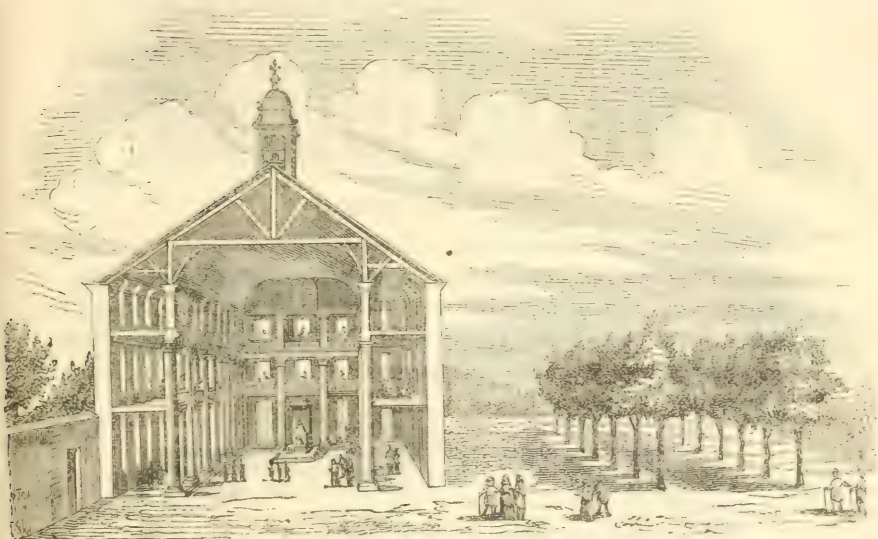
Tu n'échapperas pas
La vengeance divine
Qui talonne tes pas
Pour te mettre en ruine.

Sus donc, ô mes amis !
Fuyez de cette presse,
Christ CHARENTON a mis
Pour enseigne et adresse.

Venez-y tous ouïr
La Parole éternelle,
Qui vous fera jouïr
De la vie éternelle.

Sortez d'entre les morts,
Vous que Dieu fait renaître :
Aigles, suivez le corps,
Disciples, votre Maistre.

Chrestiens illuminez,
Laissez là ses gens folle
Et ses aveugles-nez,
Pour ouïr sa Parole.



2^e COUPE TRANSVERSALE ET PERSPECTIVE.

Nous donnons cette coupe d'après deux documents combinés ensemble :

1^o La planche de Sébastien Leclerc, gravée par Scotin, dont nous avons déjà parlé, et ayant pour inscription : *Coupe intérieure du Temple de Charenton.*

2^o La planche de l'œuvre de Jean Marot, qui est intitulée : *Veüe en perspective du dedans du temple de Charenton, du dessin (sic) du Sr de Brosse.* C'est cette dernière que nous avons surtout suivie, comme devant présenter plus de fidélité.

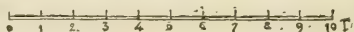
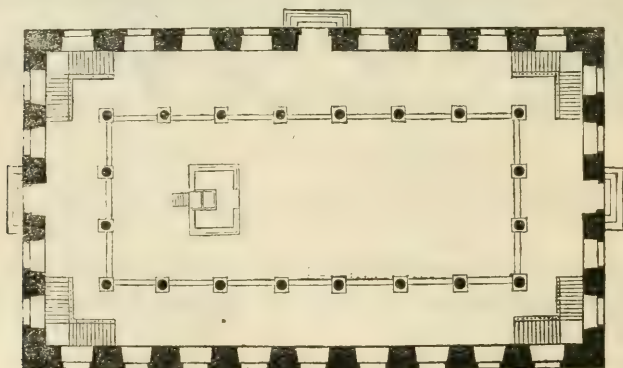
Le *Recueil et parallèle des Edifices de tout genre, etc.*, par J.-N. Durand (grand in-fol., Paris, an IX) contient aussi une coupe transversale et un plan du Temple de Charenton, mais sur une échelle très exigüe.



3° COUPE LONGITUDINALE.

Cette coupe est la réduction à notre échelle de la planche de J. Marot, intitulée : *Profil du Temple de Charenton, du dessein (sic) du St de Brosse.*

Le *Mercure Galant* de février 1686 joignit aussi à sa description du Temple, reproduite ci-dessus, une vue intérieure de l'édifice (1). Mais ce profil n'est autre, à le bien examiner, que la coupe longitudinale de Marot, copiée et gravée par Dolivier.



4° PLAN AU NIVEAU DU SOL.

C'est également le plan qui, dans l'œuvre de Marot, accompagne le profil que nous venons de mentionner. (Suite.)

(1) « Après vous avoir donné, disait le correspondant du *Mercure*, une description

L'ACADÉMIE DE DIE

ET QUELQUES-UNS DES PROFESSEURS QUI Y ONT ENSEIGNÉ.

1601-1681.

L'Eglise de Die fit connaître au synode national tenu à Gap, en octobre 1603, qu'elle se proposait d'établir dans son sein une académie; et, en même temps, elle demanda qu'il lui fût permis de nommer Daniel Chamier, alors pasteur à Montélimart, professeur de théologie dans cette école, dont la fondation lui paraissait assurée. Le synode ne se rendit pas à ce vœu et laissa Chamier à son Eglise; mais l'académie fut créée l'année suivante, sous le nom de collège, par lettres patentes en forme de chartes, accordées par Henri IV, le 14 février 1604, aux consuls de la ville de Die. Comme on le voit dans les règlements faits au synode provincial, tenu à Die le 28 octobre 1604, ce collège se composait de deux divisions; l'une, appelée la haute école, était destinée à l'enseignement de la théologie et avait quatre professeurs, dont un de théologie, un d'hébreu et deux de philosophie; l'autre, désignée sous le nom de basse école, était ce qu'on appelle aujourd'hui un lycée et avait sept régents. Immédiatement après sa fondation, Pierre Appaix, un des pasteurs de Die, fut nommé recteur du collège (académie), et Jean Guerin, qui était aussi pasteur de cette Eglise, principal de la basse école (lycée).

Cet établissement avait à peine eu le temps de s'asseoir, quand un synode provincial du Dauphiné, tenu à Montélimart en juin 1607, arrêta qu'il serait transféré dans cette dernière ville. L'Eglise de Die appela comme d'abus de cette décision, et obtint d'Henri IV une lettre du 12 septembre 1607, confirmant les lettres patentes du 14 février 1604. Cependant, Lesdiguières, alors fort puissant, soutenait les prétentions de Montélimart, qui désirait de devenir le siège de l'académie de la province; et Chamier fut envoyé à Fontainebleau à la fin de cette année, pour solliciter dans le même sens auprès de la cour. L'illustre pasteur se morfondit inutilement, selon l'expression de Benoist (1), pendant six mois; ses démarches furent sans effet. Un

« d'un des plus fameux temples que l'Hérésie ait jamais eus, et vous avoir appris
« en même temps de quelle manière il a été abattu, il faut que le burin vous en
« fasse voir la figure, afin qu'elle conserve à la postérité la gloire immortelle dont
« le roy se vient de couronner en le détruisant. C'est pourquoi je vous en envoie le
« profil que j'ay fait graver. »

(1) Benoist, *Histoire de l'Edit de Nantes*, t. I, p. 446.

arrêt, rendu contrairement au Conseil du roi, le 13 juin 1608, ordonna que, selon les lettres patentes du roi, le collège serait rétabli à Die.

L'année même de la fondation de l'académie, l'évêque de Valence, P. André de Leberon, pour neutraliser l'influence qu'elle pourrait exercer sur les populations du Dauphiné, établit à Die une mission de jésuites (1). Il ne paraît pas que cette mission ait eu de grands succès; mais elle fut là comme un poste avancé, prêt à profiter de toutes les circonstances pour nuire à la cause protestante; elle soutint contre les professeurs et les pasteurs plusieurs disputes publiques, qui, en surexcitant les esprits, causaient toujours quelque agitation.

Pendant les dix premières années de son existence, l'académie de Die ne reçut aucun subside régulier des synodes nationaux. En 1612, le synode national de Privas lui accorda un secours de mille écus. Deux ans après, sur les justes réclamations des députés du Dauphiné, le synode national de Tonneins lui alloua un subside annuel de 406 livres 13 sous, pour aider, est-il dit, à l'entretien d'un professeur. Ce secours, porté à 600 livres par le synode national de Vitry, en 1617, fut maintenu à ce taux jusqu'en 1631; il fut alors élevé à la somme de 981 livres 5 sous par le synode national de Charenton. Six ans après, l'académie de Die ayant pris un plus grand développement, le synode national d'Alençon l'inscrivit, dans la répartition annuelle des fonds, pour 2,936 livres, somme destinée à l'entretien des professeurs de la haute école et des régents de la basse école. Enfin, l'allocation annuelle fut portée à 2,996 livres par le synode national de Charenton, en 1645. Ces augmentations continuelles dans le chiffre du subside annuel accordé à l'académie prouvent qu'elle fut toujours en progrès, et qu'elle prit une importance de plus en plus considérable.

Dès sa fondation, on sentit la nécessité d'avoir un imprimeur et un libraire. Une gratification de 50 livres fut accordée au portier, pour qu'il eût une librairie; et une subvention annuelle de 40 livres fut affectée à un imprimeur (2). Il ne paraît pas cependant qu'il y ait eu constamment une imprimerie à Die. Ce qui peut du moins le faire croire, c'est que parmi les livres protestants du XVII^e siècle, on n'en trouve qu'un très petit nombre portant le nom de cette ville, et que presque

(1) *La Réforme et les guerres de religion en Dauphiné*, par J.-D. Long, p. 233.

(2) *Règlement du collège de Die*, art. 43.

tous les ouvrages dus à ses professeurs ou à ses pasteurs furent imprimés à Orange et à Genève. Nous ne connaissons les noms que de deux imprimeurs ayant exercé leur profession à Die. Le premier est Ezéchiel Benoit, qui vivait vers le milieu du XVII^e siècle, et qui prenait le titre d'imprimeur de l'académie des Eglises réformées; le second est Figuel, qui paraît lui avoir succédé dans ces fonctions. Il est probable que cette ville eut d'autres imprimeurs. Il serait utile d'avoir des renseignements précis sur ce point, qui n'est pas sans importance. L'histoire de l'imprimerie dans une ville peut donner une mesure assez sûre du mouvement littéraire qui s'y produit.

Nous avons déjà parlé, à propos des autres académies protestantes, de la tendance et de l'esprit de celle de Die. Nous ajouterons ici quelques faits propres à confirmer ce que nous en avons dit. Quand cette école fut fondée, Barthélemy de Marquet, président de la chambre de l'Edit au parlement de Grenoble, établit un prix annuel de 13 écus pour le latin des quatre premières classes (1); et Guill. Vallier, un des pasteurs de Die (2), un prix de piété de 3 livres.

Il est un règlement du 23 février 1662 qui montre jusqu'à quel point était rigide la surveillance exercée sur les étudiants. Aucun d'eux ne pouvait, sous aucun prétexte, sortir de nuit, sans être accompagné d'un domestique portant une lanterne. Toute infraction à ce règlement était punie, pour les élèves de la haute école, de l'exclusion, et pour ceux de la basse école, du fouet (3).

Nous avons aussi fait remarquer précédemment que les professeurs de cette académie semblent s'être plus attachés à former des pasteurs pieux que de savants théologiens. La plupart d'entre eux ne sont connus ni comme théologiens, ni comme prédicateurs; les seuls qui aient quelque réputation et qui aient pris une part plus ou moins considérable au mouvement théologique de leur temps, sont Sharp, Crégut, Eustache, Derodon et Thom. Gautier. Cette tendance pratique paraît, du reste, avoir été celle des pasteurs du Dauphiné. On

(1) D'après M. Long (*La Réforme et les guerres de religion en Dauphiné*, p. 231), ce prix fut fondé en 1663 (cette date est sans aucun doute une faute d'impression, pour 1603) par M. Marquet, de Valence, parent du président. — F. Ch. Drion, *Hist. chronologique de l'Eglise protestante de France*, t. I, p. 72.

(2) Guill. Vallier était de Grenoble. Il a laissé, à ce que rapporte Guy Allard, des *Mémoires pour servir à l'histoire du XVI^e siècle*, mémoires perdus probablement aujourd'hui, mais dont Chorier a fait usage.

(3) Voyez un curieux arrêté du synode provincial du Dauphiné, tenu à Pons-en-Royans, en 1614, sur la modestie des vêtements des pasteurs, professeurs et écoliers en théologie, dans *La Réforme et les guerres de religion en Dauphiné*, par J.-D. Long, p. 307 et 308.

a, dans tous les cas, une preuve assez significative de la modération théologique des réformés de cette contrée, dans ce fait fort remarquable que la province du Dauphiné fut la première à proposer la réunion des réformés et des luthériens; ce fut en 1603, au synode national de Gap, qu'elle exprima ce vœu (1).

Il est probable que cette académie eut, comme toutes les autres, des luttes à soutenir, et qu'elle éprouva diverses vicissitudes. Nous n'avons rien trouvé qui pût nous mettre en état de raconter les principales phases de son histoire; mais nous espérons que le jour se fera sur ce sujet, comme sur bien d'autres, à mesure que s'accroîtra le nombre des documents inédits que le *Bulletin* publie. Après une existence de quatre-vingts ans, elle fut supprimée par arrêt du Conseil d'Etat, le 11 septembre 1684 (2). Ses revenus furent appliqués aux hôpitaux (3).

Nous dirons maintenant quelques mots de ceux de ses professeurs dont les noms nous sont connus, ou dont les écrits sont parvenus jusqu'à nous.

On a déjà vu que le premier recteur de cette école fut Pierre Appaix. Il était pasteur de Die avant 1602, et collègue de Guill. Vallier, qui fonda le prix de piété. Il fut plus tard pasteur à Châtillon (Drôme) (4).

Jean Sharp, ministre écossais, né à Saint-André, fut nommé principal en 1608. Il fut aussi chargé d'enseigner la théologie. Nous ignorons pendant combien de temps il occupa cette chaire; mais nous le voyons encore à Die en 1620. La liste des pasteurs présentée au synode national de Castres (1626) le porte comme pasteur à Lamotte (5). Nous connaissons de lui les trois ouvrages suivants: 1^o *De justificatione hominis coram Deo*. Genève, 1618, in-8^o. Sharp établit dans cet écrit, contre les catholiques et en particulier contre Bellarmin, la vérité de la doctrine de la justification par la foi, en s'appuyant à la fois sur l'Ecriture sainte et les Pères de l'Eglise (6). — 2^o *Cursus theologicus in quo controversiæ omnes de fidei dogmatibus inter nos et pon-*

(1) Aymon, *Synod. nation.*, t. I, p. 274.

(2) Soulier, *Hist. du calvinisme*, p. 637 et 638. Benoist, *Hist. de l'Edit de Nantes*, t. III, 3^e partie, p. 672.

(3) *La Réforme et les guerres de religion en Dauphiné*, par J.-D. Long, p. 231.

(4) Aymon, *Synod. nation.*, t. II, p. 230.

(5) Aymon, *Synod. nation.*, t. II, p. 429.

(6) J.-G. Walchii *Bibliotheca theologica selecta*, t. II, p. 225.

tificios pertractantur et Bellarmini argumenta respondentur. 2^e édit. Genève, 1620, in-8°. Nous ne connaissons pas la date de la 1^{re} édition. — 3^e *Symphonia prophetarum et apostolorum, in qua, ordine temporum servato, loci Sacrae Scripturae specie tenus contradicentes conciliantur, nec non ad questiones chronologicas aliasque Veteris Testamenti respondentur, in duas partes divisa.* Genève, Pet. et Jac. Chouet, 1639. 1 vol. in-4° de vi et 476 pages. On cite une 1^{re} édit. de 1625, et d'autres de 1653 et 1670 (1). On attribue encore à ce théologien un traité de *Statu hominis sub peccato*.

On doit placer parmi les professeurs de cette époque François Visconti. M. Long nous apprend qu'il fut cité en 1619 devant le synode provincial de Gap, pour rendre compte de sa conduite, qui était peu régulière. « François Visconti, ajoute-t-il, dominicain, ensuite professeur de philosophie à l'académie de Die, se disait descendant des ducs de Milan. Lesdiguières, dans une de ses expéditions en Piémont, l'avait tiré d'une forteresse, où il était prisonnier par ordre de la duchesse de Savoie. Visconti s'attacha à son libérateur, facilita dans la suite sa conversion, et devint conseiller d'Etat sous Louis XIII, après être rentré dans l'Eglise catholique » (2).

Jean Vulson, sieur de la Colombière, appartenant à une famille du Dauphiné, était pasteur et professeur à Die en 1620 (3). Il avait été député de sa province au synode national de La Rochelle, en 1607, et à celui de Saint-Maixent, en 1609 (4); à cette époque, il était pasteur à Lamure. Plus tard, il fut pasteur à Montélimart; c'est en cette qualité qu'il figure sur la liste des pasteurs présentée au synode national de Castres, en 1626 (5).

Etienne Blanc, né à Die, fut professeur d'hébreu et de théologie dans sa ville natale, pendant une grande partie de la première moitié du XVII^e siècle, en même temps que Jean Vulson de la Colombière et que Jean Sharp. La province de Dauphiné le nomma son député au synode national d'Alençon en 1637 (6). On a de lui *Theses de providentia Dei ab Abrah. Dinnero helvetico-glaronensi propugnatae*, 1648,

(1) *Ibid.*, t. IV, p. 857.

(2) *La Réforme et les guerres de religion en Dauphiné*, p. 307.

(3) Aymon, *Synod. nation.*, t. II, p. 230.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 298 et 353.

(5) *Ibid.*, t. II, p. 429.

(6) *Ibid.*, t. II, p. 531.

n-4^o (1). On ne peut douter qu'il n'ait existé un grand nombre de thèses des professeurs de Die. Les écrits de ce genre, composés par les professeurs et destinés à servir de thèmes aux exercices d'argumentation des élèves, ont le double avantage de donner la substance de l'enseignement de leurs auteurs et de faire connaître le personnel des étudiants, les noms de ceux qui devaient prendre part à l'argumentation étant imprimés en tête de chaque thèse. Il y aurait quelque utilité à recueillir celles qui existent encore des professeurs de Die, et à publier au moins leurs titres détaillés.

Jean Blanc, frère d'Etienne Blanc, né comme lui à Die, fut aussi professeur d'hébreu dans sa ville natale. Nous ne connaissons rien de lui. Son nom se trouve avec celui de Dize (*sic*) au bas de l'approbation donnée au livre intitulé : *Marseille sans miracles*, Die, Ez. Benoît, 1644, pet. in-8^o de 168 pag. Il était donc à cette époque professeur à Die.

Jean Aimin, pasteur à Saint-Paul-Trois-Châteaux en 1626 (2), est porté comme pasteur de Die dans la liste des pasteurs dressée au synode national d'Alençon en 1637 (3). Il était en même temps professeur. Tandis que dans les grandes académies de Saumur, de Sedan et de Montauban, les fonctions de pasteur et celles de professeur étaient divisées, et que les professeurs de théologie et d'hébreu étaient chargés seulement de quelques prédications (4), il semble qu'à Die, comme à Nîmes, à Montpellier et à Orthez, les pasteurs étaient d'ordinaire en même temps professeurs; nous voyons du moins que la plupart des pasteurs de Die, portés sur les listes présentées aux synodes nationaux, occupaient en outre des chaires de théologie. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que, si les pasteurs semblent avoir été aussi professeurs, tous les professeurs n'étaient pas pasteurs; ainsi ceux qui enseignaient la philosophie ne remplirent pas mieux à Die que dans les autres académies des fonctions pastorales. J. Aimin resta à Die jusqu'en 1642. Déchargé à cette époque de son ministère dans cette ville, par un synode provincial tenu à Nions, il fut nommé pasteur à Manosque (5).

(1) *P. Colomerii Gallia orientalis*, p. 150.

(2) Aymon, *Synod. nation.*, t. II, p. 430.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 301.

(4) Voir *Bulletin*, II^e année, p. 160 et 161.

(5) Aymon, *Synod. nation.*, t. II, p. 674. — Voir encore *ibid.*, t. II, p. 718 et 749.

David Eustache, après avoir été pasteur à Corps, à Terrasse et à Lamure dans le colloque de Graisivaudan (1), fut appelé à Die comme pasteur et comme professeur. C'est un des hommes les plus distingués qu'ait possédés cette académie. Il eut pour collègues J. Aimin et Etienne Blanc (2). Il fut plus tard pasteur à Montpellier, où il présida en 1654 le synode provincial du bas Languedoc. En 1659, il assista au synode national de Loudun, en qualité de député du bas Languedoc. Chargé de remettre au roi la lettre de cette assemblée, il se présenta devant lui à Toulouse et le harangua au nom du synode. Il mourut peu de temps après. Il passait pour un prédicateur remarquable. On peut voir la liste de ses écrits dans la *France protestante*. Nous indiquerons cependant ici ceux que nous avons eu entre les mains : 1^o *Défaut de la foy catholique, ou preuves des principaux poincts de la religion chrétienne, controversés en ce siècle par textes exprès de la Bible de l'Eglise romaine et par les anciens docteurs, opposée à un livre intitulé : IMPRIMÉ CHARITABLE, ETC., contenant infinies absurditez, calomnies, digressions et confusions sur le fait de la Religion*. Genève, Pierre Aubert, 1628, in-8^o de xiv et 423 pag. Eustache était alors pasteur à Lamure, et deux ans auparavant il avait fait un ouvrage en réponse à un autre livre du jésuite Barruel. — 2^o *Remèdes salutaires contre notre séparation d'avec Dieu, la défiance de la chair et la vanité du monde, compris en trois sermons, prononcés à Montpellier*. Sedan, 1655, pet. in-8^o de vi et 162 pag. — 3^o *Conférences entre D. Eustache, ministre du saint Evangile, et Richard Mercier, jésuite, sur le sujet de l'Eucharistie*. Genève, 1649, pet. in-8^o de 99 pag. — 4^o *Response à la demande que Rome nous fait où étoit notre Eglise avant Luther, et quels étoient ses pasteurs*. Genève, 1648, pet. in-8^o de xiv et 508 pag. — 5^o *Sermon sur les paroles de Matth. XVII, 26, avec la response au livre que le Sr Richard Mercier, jésuite, a publié sur l'Eucharistie*. Orange, 1649, pet. in-8^o de xxx et 138 pag. — 6^o *Anatomie du livre publié par le Sr Mercier, jésuite, intitulé : CENT FAUSSETÉZ, CONTRADICTIONS, ETC.* Orange, Ed. Raban, 1650, in-8^o de 64 pag. — 7^o *Du poinct de la position d'un corps en plusieurs lieux à la fois par la puissance de Dieu, du corps de Jésus-Christ, si, selon l'Ecriture sainte, il est en plusieurs lieux à la fois, contre ce que le Sr Mercier, jésuite, dit dans son livre intitulé : EXAMEN, ETC.* Orange,

(1) *Ibid.*, t. II, p. 429.

(2) *Ibid.*, t. I, p. 301.

1651, pet. in-8^o de xxiv et 268 pag. — 8^o *Réponse à l'escrit du Sr Mercier, jésuite, intitulé : DÉMONSTRATION DE LA VÉRITÉ DE L'ÉGLISE ROMAINE, ETC.* Genève, 1657, pet. in-8^o de xxxiv et 168 pag.

David Derodon, le plus célèbre des professeurs de l'académie de Die, né dans cette ville vers la fin du XVI^e siècle et mort à Genève en 1664, enseigna la philosophie successivement à Die, à Orange, à Nîmes et à Genève. Il était professeur dans sa ville natale en 1625 (1). Il est surtout connu par son habileté dans l'art de la discussion. Tout l'appareil compliqué de la philosophie scolastique lui était très familier. Un des premiers, il soutint l'hypothèse alors nouvelle des atomes; le livre dans lequel il l'exposa fit presque la fortune de son éditeur. On sait qu'il se déclara contre le cartésianisme et qu'il attaqua entre autres l'opinion cartésienne d'après laquelle la conservation des choses est expliquée comme une création continuelle. Il serait superflu d'entrer dans de plus grands détails sur la vie et les travaux d'un homme aussi connu (2).

Alexandre Dize ou d'Yse (3) était pasteur à Crest en 1637. Bientôt après, il fut nommé pasteur et professeur de théologie à Die. En 1644, il remplissait les fonctions de recteur. Accusé d'avoir mal employé des fonds recueillis dans le Dauphiné pour secourir les protestants des vallées du Piémont, il fut cité devant la chambre de l'édit de Castres. On ne trouva pas des motifs suffisants pour le condamner; mais le synode provincial du Dauphiné le déposa de ses fonctions de pasteur et de professeur en lui conservant toutefois son traitement. Antoine Crégut fut nommé à sa place. Dize lui suscita de longues tracasseries; nous en parlerons plus loin. Les protestants des vallées

(1) Charles Spon étudia la philosophie à Die, sous Derodon, vers 1625. Cette date peut servir à fixer le séjour de ce professeur dans cette ville. Nicéron, *Mémoires*, t. II, p. 297.

(2) De Gérando a consacré un long article à Derodon dans son *Hist. de la philosophie*. Voir encore la *France protestante* et la *Nouvelle biographie générale*.

(3) Quel est le nom véritable? Est-ce d'Yse, ou Dize? Nous ne voulons rien décider; mais voici les raisons pour et contre. Guy Allard prétend qu'il appartient à la famille d'Yse, du Dauphiné; il est suivi par le P. Lelong, dans sa *Biblioth. histor. de France*, et par Debure, dans sa *Bibliographie instructive*. Cependant, dans l'*Hist. généalogique des familles du Dauphiné*, du même Guy Allard, on ne trouve pas d'Alexandre d'Yse, ministre. Il y a, il est vrai, un personnage de ce nom portant le prénom d'Alexandre, mais ce n'est pas un ministre. Il n'y a donc pas d'autres preuves en faveur de d'Yse que l'assertion de Guy Allard, et la ressemblance de Dize et d'Yse. D'un autre côté, le professeur de Die signait lui-même *Dize*; c'est ainsi que son nom est imprimé au bas de l'approbation de *Marseille sans miracles*. Il y a plus, il existe dans les archives du conseil presbytéral d'Aulas, une lettre du recteur de l'Académie de Die, du 2 mars 1643, signée *Dize, rect.*

du Piémont le chargèrent de faire connaître à Cromwell les persécutions qu'ils souffraient et de l'intéresser à leur malheureux sort. Il fut ensuite pasteur à Grenoble. Il occupait ce poste quand, en 1660, il fut député par sa province au synode national de Loudun. Il publia sous le voile de l'anonyme : *Propositions et moyens pour parvenir à la réunion des deux religions en France* (Paris), 1677, in-4°. Ce volume, que Bossuet trouvait très dangereux, fut supprimé avec soin et est devenu fort rare (1).

Antoine Crégut était pasteur à Montélimart quand, vers 1659, il fut appelé à Die, en remplacement d'Alexandre Dize. Celui-ci, se déclarant aussitôt contre lui, le poursuivit devant le synode provincial, qui eut la faiblesse de s'associer à ses rancunes. Il réussit même pendant quelque temps à le rendre suspect à Genève et à y faire arrêter l'impression de ses ouvrages. Crégut finit cependant par triompher de ces misérables vexations. Il est un des théologiens les plus savants de l'académie de Die. On a de lui : 1° *Apologie pour le décret du synode national de Charenton* (1645), qui admet les luthériens à notre communion. Orange, 1650, in-8°. C'est probablement le livre qui attira sur lui l'attention et le fit nommer professeur. Cet ouvrage, traduit en latin, a été inséré sous ce titre *Creguti Syncretismus* dans le *Sindromum Irenicum*. Hanovix, 1664, in-8°, publié par Duræus et Melletus, dans le dessein de rapprocher les deux grandes fractions du protestantisme. — 2° *Bivium, hoc est elucidationes de apicibus sacris theologiæ, ad quos aggressus fit a doctrina de peccato originali et libero arbitrio, progressus per illum de gratia in genere et per omnes gradus beneficiorum gratiæ; ingressus tandem in paradysum et gloriam per doctrinam de justificatione*. Diæ Augustæ Vocontiorum excudebat Ezech. Benedictus, typographus Academiae propriis sumptibus, opera Petri Verderii, 1660, in-4° de xv et 714 pag. Cet ouvrage, divisé en 13 parties, traitant chacune d'un point de la théologie, sert de texte aux discussions des élèves dont les noms, au nombre de 28, se trouvent au verso de l'indication des matières. L'impression de ce volume est assez belle, et bien plus nette que celle de *Marseille sans miracles*. — 3° *Revelator arcanorum ubi sacratiora et secretiora Scripturæ oracula, sicut et illustriora revelantur*. Genevæ, Sam. Chouet, 1661, in-4° de xxvi et 1040 pag., plus un index de 22 pag. Cet ouvrage contient

(1) Lelong, *Biblioth. hist. de la France*, t. I, p. 394, n° 6026. De Bure, *Bibliographie instructive*, t. I, p. 406.

29 chap. On lui reproche, malgré sa grande étendue, trop de sécheresse sur chaque question (1). — La *France protestante* cite encore de Crégut : *Exercitatio de sufficientia et efficacia mortis Christi*, sans indication de lieu ni de date.

Théophile Terrisse, docteur en médecine, fut professeur de philosophie à l'académie de Die. On a de lui un *Traité de la nature, qualitez et vertus de la fontaine depuis peu découverte au terroir de la ville de Die, au lieu de Pennes*. Die, Figuel, 1672, in-8° (2).

Enfin il faut citer parmi les professeurs de Die Thomas Gautier, né en 1638 à Villaret, dans le Dauphiné. Il fut d'abord pasteur à Fenestrelles. Appelé ensuite à Die comme pasteur et comme professeur, il enseigna la théologie jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes. Il se retira alors à Marbourg, où il fut nommé en 1687 professeur de théologie et pasteur de l'Eglise française et où il mourut en 1709 (3). Gautier prit part aux discussions soulevées par Amyraut; il écrivit contre David Blondel un ouvrage intitulé : *Considérations libres et charitables sur le recueil des actes authentiques, ramassés par M. Blondel* (4). On a encore de lui : *Theologie didacticæ principia cum porismatibus practicis et controversiarum elencho*. Marbourg, 1701, in-8° (5), et un *Tractatus contra Faverotonem*, cité par la *France protestante*, d'après Jœcher, sans indication de lieu ni d'année.

MICHEL NICOLAS.

PRÉLUDES DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

REMARQUABLE EXEMPLE DE FERMETÉ CHRÉTIENNE CHEZ UNE JEUNE
PROTESTANTE DE DIX-SEPT ANS.

1685.

Comm. par M. le pasteur Vaurigaud.

Une déclaration de Louis XIV, du 17 juin 1683, avait enjoint aux enfants, dont les parents se seraient convertis au catholicisme romain, de venir de-

(1) J.-G. Walchii *Bibliotheca theologica selecta*, t. IV, p. 449 et 819.

(2) Lelong, *Biblioth. histor. de la France*, t. I, p. 175, n° 3043. La découverte de cette source fut, selon Lelong, la cause d'une discussion entre Terrisse, Terrasson qui était aussi médecin à Die, et de Passy qui exerçait la médecine à Crest.

(3) *La France protestante*, t. V, p. 243 et 244.

(4) J.-G. Walchii *Biblioth. theolog. selecta*, t. II, p. 1031 et 1032.

(5) *Ibid.*, t. I, p. 230.

vant le magistrat, dès l'âge de quatorze ans et au-dessus, pour faire connaître quelle religion ils choisissaient. On comprend, sous le libéralisme apparent de cette mesure, tout ce qu'il y avait de perfide calcul. Quelle apparence, en effet, qu'un enfant de quatorze ans eût assez d'énergie de caractère pour se présenter devant le magistrat afin de faire constater officiellement qu'il embrassait une religion que ses parents avaient abandonnée, et que les lois du pays tendaient à détruire par toute sorte de rigueurs? N'était-ce pas signaler ses parents au mépris de leurs coreligionnaires, restés fidèles? N'était-ce pas, surtout, se dénoncer soi-même, et aller à la rencontre des châtimens? Cependant il arrivait parfois, bien rarement sans doute, que des enfants avaient ce courage, témoin l'acte authentique suivant, que nous avons tiré du greffe du tribunal civil de Nantes :

Procès-verbal.

L'an 1683, et le dix-neufième jour de janvier, par devant nous, Louis Charete, etc., etc., a comparu Suzanne Boudet, fille de Pierre Boudet.. de laquelle le serment pris, a affirmé qu'elle a atteint l'âge de 17 ans passés dès le 10^e du présent mois, et a déclaré que depuis quelque temps son père, après avoir professé la religion P. R. depuis sa naissance, il en a fait abjuration et embrassé la religion cath. apost. et rom., et d'autant que par la déclaration du roy, donnée à Besançon le 17 juin 1683, les enfants de ceux qui ont fait abjuration, aagez de quatorze ans et au-dessus, sont obligez de se présenter à la justice, pour choisir la religion en laquelle ils voudront vivre, elle déclare, pour obéir à la déclaration du Roy, qu'elle veult vivre et mourir dans la R. P. R., où elle est née, a esté baptisée, nourrie et eslevée, dont elle a requis acte et a signé

SUZANNE BOUDET.

LOUIS CHARETE. LE BOUCHER.

LETTRE DE L'ÉVÊQUE DE SAINT-MALO

A L'ÉVÊQUE DE LA ROCHELLE,

AU SUJET DE DEUX DEMOISELLES PROTESTANTES.

1714.

(Comm. par M. Le Febvre.)

A Saint-Malo, le 3 novembre 1714.

Monsieur,

M. de Beauchesne, sénéchal de cette ville, vous mande sans doute aujourd'hui qu'il fait sortir de prison l'une des deux femmes de La Rochelle dont vous m'avez fait l'honneur de me parler : celle qu'il fait sortir se trouve grosse de plusieurs mois par libertinage, et c'est celle qui, sur ce que m'en a mandé M. l'évêque de La Rochelle, qui s'en est fait informer, a toujours exercé la religion catholique; cela confirme, Monsieur, que la religion n'a pas été l'objet de ses pèlerinages. Sa sœur, qui dit être fille, n'a jamais professé la religion catholique, au moins d'une manière à n'être pas regardée comme huguenote; c'est aussi ce qu'en a su M. l'évêque de La Rochelle, qui me le marque dans la réponse à ma lettre. Il faut attendre encore quelque temps pour celle-cy, si vous jugez à propos d'en rendre compte et de prendre l'ordre du roy.

A l'égard, Monsieur, de cette famille de Poitevins, composée de quatre personnes, arrêtées à Grandville, savoir du père nommé Jean Pineau, de la mère et deux filles, voici une lettre que le seigneur de la paroisse de Pouzauges, dont ils sont originaires, en écrit à M. le gouverneur de cette ville. Le père, la mère et les enfants feront, si l'on veut, abjuration ici; mais il me paraît qu'il vaudrait mieux, si le roi veut bien leur faire grâce, car les ordonnances portent la peine des galères contre les hommes, et la prison perpétuelle pour les femmes, qui sont convaincus de vouloir passer hors du royaume à cause de la religion; qu'il vaudrait mieux, dis-je, les renvoyer à Pouzauges, au seigneur de leur paroisse, qui est un gentilhomme qui a servi longtemps, qui est de famille catholique, et qui veillera même sur la conduite de ces gens-là : on prendrait en même temps, Monsieur, la précaution d'écrire la chose à M. l'évêque de Luçon dans le diocèse duquel est la paroisse de Pouzauges, afin qu'il leur fit continuer les instructions nécessaires. Il y a lieu de croire que M. de Pouzauges se

chargera volontiers de veiller sur ces gens-là, parce qu'il a envoyé deux hommes en ce pays-ci pour les voir; ce sont eux qui ont apporté à M. de Lanion les lettres que vous lirez, si vous l'avez agréable : je les mets à cette fin dans ce paquet; M. de Lanion m'a donné les lettres et connaît bien ce gentilhomme, M. de Pouzaugue.

A l'égard du tisserand qui se trouve être gentilhomme, comme vous le verrez par l'une de ces lettres, ce n'est pas un homme qui après avoir vescu en gentilhomme et en avoir eu les occupations, se soit déguisé en paysan et ait fait le métier de tisserand pour n'être pas connu et passer plus facilement à Terré; c'est un garçon que la lettre dit être né gentilhomme, mais qui dès l'enfance, par pauvreté, a pris le métier de tisserand, qu'il a toujours fait. Il me paraît aussi, Monsieur, qu'on pourrait, si Sa Majesté a la bonté de lui faire grâce, en user à son égard comme à l'égard du nommé Pineau et de sa famille.

Je ne vous parle point, Monsieur, de celui qui est un ancien habitant de Terré, et qui a été arrêté avec les Poitevins : il est prisonnier dans le château de cette ville, et il n'est pas question de regarder cet homme-là comme disposé à se faire catholique.

Sur la réponse que vous m'avez faite au sujet du sieur Juin, prêtre, qui a fait ici publiquement et à bureau ouvert le métier d'armateur et de marchand, j'ai fait informer du fait; il n'y a pas un acte de facture où il n'ait pris la qualité de commandeur de l'ordre de Saint-Lazare de Jérusalem, et d'intendant général de l'armement des trois vaisseaux destinés pour le roi d'Espagne; il n'y a joint véritablement pas celle qu'il a l'honneur d'avoir et qu'il ne mérite guère, je veux dire celle de maître de l'oratoire de Monseigneur le duc d'Orléans, mais il commence à la prendre pour déclinier la juridiction de mon officinal, s'il n'ose la prendre dans les factures de son négoce; je doute que Monseigneur le duc d'Orléans trouve bon qu'il la prenne pour le faire impunément. Je suis obligé de vous dire que le plus mauvais et plus vicieux prêtre de mon diocèse, lequel j'ai fait mettre en prison ces jours-ci, devait s'embarquer sur l'un des vaisseaux du sieur Jouin, sans mon approbation et nonobstant la défense que je lui en avais faite, c'est-à-dire au prêtre même et parlant à lui. J'ai l'honneur de vous dire ceci par rapport à ce que vous a mandé de Stockholm, M. de Campredon. J'ai lieu de croire que l'un des deux aumôniers qui a donné tant de scandale dans cette ville, est un prêtre

irlandais, qui s'est embarqué sur l'un des vaisseaux de cette ville-ci, sans approbation de moi ni de mes grands vicaires ; un autre prêtre a fait depuis peu la même chose, et celui que j'ai fait mettre en prison pour d'autres fautes très graves, allait encore en user de même sous les auspices du sieur Jouin. J'ai parlé de cela à M. Lempereur, afin que de concert, nous coupions la racine à un abus aussi grand, autant causé par les armateurs que par l'effronterie et l'audace de ces méchants prêtres.

Je suis avec respect,

Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

VINCENT FRANÇOIS, évêque de Saint-Malo (1).

P. S. — A l'égard du sieur Jouin, qui a donc l'honneur d'être maître de l'oratoire de Monseigneur le duc d'Orléans, quoique je fasse continuer l'information contre lui, je ne me propose pas néanmoins de pousser l'affaire jusqu'à le faire arrêter, ni essayer de le faire, et cela, par respect pour le prince auquel il a l'honneur d'être domestique sans en être digne.

LA SECONDE ÉDITION DE L'ÉCRIT DE BASNAGE

INTITULÉ :

INSTRUCTION PASTORALE AUX RÉFORMÉS DE FRANCE, SUR LA PERSÉVÉRANCE
DANS LA FOI, ET LA FIDÉLITÉ POUR LE SOUVERAIN (2).

**Son histoire secrète et authentique, d'après les archives
de Montpellier.**

1746.

Habent sua fata libelli : Oui, les livres sont soumis à d'étranges destinées, et bizarre est leur histoire. Mais l'une des plus curieuses est, sans contredit, celle de l'*Instruction pastorale* de Basnage.

Quel amateur de livres recherche aujourd'hui cette brochure ? qui en donnerait aujourd'hui cinq centimes, s'il la rencontrait par hasard dans le fouillis d'une arrière-boutique de bouquiniste ? Et cependant cette *Instruction* a été publiée à deux reprises par les ordres de la cour de France : la première fois, en 1749, sur la demande expresse du régent Gaston d'Or-

(1) Desmaretz, mort en 1739, âgé de 81 ans.

(2) Voir ci-dessus, p. 53. On sait que la première édition parut à Rotterdam, chez Abraham Acher, 1719, in-12, 28 pages ; — datée de La Haye, le 19 av. 1819. —

léans; la seconde, en 1716, avec l'autorisation du gouvernement de Louis XV. L'éditeur de cette dernière impression fut l'intendant du Languedoc! L'Avis au lecteur qui s'y trouve en tête, a été écrit presque sous la dictée du comte de Saint-Florentin, ministre du roi! L'impression s'en fit de la manière la plus secrète; elle fut distribuée clandestinement par les agents de l'autorité supérieure, et, pour mettre le comble à sa bizarre fortune, il se trouva un subdélégué de l'intendant à Toulouse pour vouloir l'arrêter au passage, comme si c'eût été un brandon incendiaire, destiné à rallumer le feu des guerres de religion.

La belle histoire à raconter! Quel dommage que l'un de ces beaux esprits dont parle le bibliophile Brunet, qui ont trouvé le secret de donner de l'intérêt à tout ce qu'ils écrivent, n'ait pas eu à sa disposition tous les matériaux qui sont tombés par hasard sous notre main! Quel parti un tel écrivain aurait su en tirer! Comme les amateurs se seraient présentés en foule pour rechercher l'heureux bouquin, et pour l'étaler dans leur érin bibliographique.

A défaut de ces habiles narrateurs, nous présenterons ici de notre mieux, d'après les documents que nous avons recueillis aux Archives du département de l'Hérault (1), l'histoire ecclésiastico-bibliographique de cette seconde édition de l'opuscule de Basnage. Nous laisserons la parole aux divers personnages qui ont joué un rôle dans cette affaire, nous contentant de les annoncer par de brèves explications, et de coudre ensemble les scènes plus ou moins comiques dans lesquelles ils ont figuré.

Sans autre préambule, voici notre première pièce :

Le commandant des Cévennes à l'intendant du Languedoc.

Alais, ce 16 février 1746.

Monsieur,

Votre attention pour la tranquillité de cette province, redoublant la mienne, j'ai découvert que lors de la guerre qu'un conseil passionné éleva entre la France et l'Espagne, le cardinal Albéroni avait dépêché un émissaire nommé Scipion Soulan pour faire soulever les nouveaux catholiques des Cévennes, sur l'espérance d'un puissant secours, mais que M. le duc d'Orléans, par un effet de sa pénétration, avait fait échouer cet indigne projet.

Le moyen le plus efficace qu'il employa fut de faire agir un ministre nommé Basnage, retiré à Rotterdam, dont il avait éprouvé la fidélité dans des importantes négociations. La lettre pastorale qu'il adressa

(1) Deuxième division, paquet 118, ayant pour titre : *Religion*. — V. *Bull.*, t. II, p. 582.

à ses frères m'est tombée en main, et des religionnaires sages et bien intentionnés m'ont fait connaître qu'ils désireraient, et pour de bonnes raisons, que l'on en répandît une nouvelle édition, en supprimant ce qui peut être le moins au fait, en mettant à la tête une courte préface qui rappelât aux anciens le caractère de ce ministre et en instruisît les jeunes; ils ajoutaient même que cette exhortation aurait plus de force si c'était eux qui la fissent imprimer, après que vous, Monsieur, l'auriez examinée et approuvée. J'ai cru répondre à vos sentiments en vous envoyant, Monsieur, avec cette lettre pastorale, la préface ci-jointe, afin que vous en fissiez l'usage que votre sagesse vous inspirera pour le bien du service.

Faites-moi part de vos intentions, et je m'empresserai de me régler sur elles.

Recevez, etc.

Signé : LEBRUN, commandant des Cévennes.

La mesure proposée par le commandant des Cévennes était étrange! Mais, comme nos lecteurs le savent, la France était en guerre avec l'Angleterre. Plus que jamais les nouveaux convertis montraient de la confiance. Ils venaient de tenir à quatre lieues de Nîmes un Synode national pour réhabiliter la mémoire du pasteur Boyer! Celui-ci, quelques jours après, avait été présenté à l'Eglise, et avait prêché devant un auditoire immense. Paul Rabaut apprenant que l'intendant de la province demandait à ses agents des renseignements sur ces deux grandes démonstrations, lui en avait lui-même adressé le compte rendu détaillé, en l'accompagnant de sa propre signature. Il y avait là plus que de la confiance, c'était de l'audace! Or, de l'audace à la révolte, chez les opprimés, le pas est glissant et facile. Et si la guerre des camisards allait recommencer! L'avis fraternel de Basnage avait arrêté, disait-on, une première fois un tel embrasement, pourquoi n'y réussirait-il pas une seconde! Cependant le moyen proposé était trop étrange pour que l'intendant en assumât la responsabilité. Il en écrira à la cour; ainsi il se mettra à couvert, et en même temps il fera preuve de déférence et de zèle. L'administrateur prudent, et le courtisan adroit, trouvaient leur compte à cette détermination. Ainsi fixé, l'intendant écrivit à M. le comte de Saint-Florentin la lettre qui va suivre, en l'accompagnant de l'*Avis au lecteur*, dont parle M. Lebrun, et que nous donnons immédiatement après.

L'intendant du Languedoc au comte de Saint-Florentin.

Le 25 février 1746.

Monseigneur,

J'apprends par M. Lebrun, commandant des Cévennes, que lors de

la dernière guerre entre la France et l'Espagne, le cardinal Albéroni ayant envoyé un émissaire dans les Cévennes pour soulever les religionnaires, M. le duc d'Orléans, pour faire échouer ce projet, fit agir un ministre *illustre* nommé Basnage, retiré à Rotterdam, qui adressa une instruction pastorale aux protestants de France, dans laquelle il établit que l'obéissance due aux souverains était un des préceptes les plus recommandés par l'Évangile, et qu'ils ne devaient point s'en écarter, que cet écrit eut alors le succès que M. le régent en attendait, et que les religionnaires restèrent tranquilles. M. Lebrun m'a envoyé l'exemplaire ci-joint de la même instruction qui lui a été remis par quelques religionnaires bien intentionnés, lesquels, suivant ce qu'il me marque, désireraient qu'on la fit imprimer avec la préface dont j'ai l'honneur de vous envoyer aussi une copie, afin qu'on pût la répandre et prévenir les démarches des émissaires qu'on craint de voir venir pendant la campagne prochaine, de la part des Anglais. Les mêmes religionnaires prétendent que cet écrit aurait plus de force s'ils le faisaient imprimer après qu'il aurait été approuvé. J'ai marqué à M. Lebrun que j'avais l'honneur de vous rendre compte de ces propositions, et que je vous demanderais des ordres à ce sujet; je crois en effet, Monsieur, qu'on pourrait tirer quelque avantage de l'instruction dont il s'agit; mais je ne sais point si vous voudrez laisser aux protestants la liberté de la faire imprimer après qu'elle aura été exactement examinée et corrigée, ou si vous jugerez à propos de m'en charger; c'est pourquoi je vous supplie de vouloir bien me marquer vos intentions.

J'ai l'honneur d'être, etc.

PRÉFACE.

« Comme je vois avec douleur que plusieurs de mes frères reçoivent
« les impressions qui leur sont données par des esprits animés d'un
« faux zèle, et même par des émissaires étrangers qui colorent les
« vues politiques de ceux qui les envoient du spécieux prétexte de
« la religion, et qu'en conséquence ils s'abandonnent à des excès éga-
« lement réprouvés par la raison et par la loi de Dieu, j'ai cru qu'il
« était de mon devoir de remettre sous leurs yeux un écrit dont la
« lecture m'a tellement frappé dès mon enfance, que je n'ai point cessé
« depuis d'en adopter les principes et d'y conformer ma conduite;
« c'est l'*Instruction pastorale* que M. Basnage, l'un des plus sages et

« des plus éclairés de nos ministres, a faite pour rappeler nos frères à
 « leur devoir envers Dieu et envers le roi, dans un temps où ils pa-
 « raissaient sur le point de s'en écarter.

« Je prie Dieu, M. T. C. F., qu'en vous inspirant une salutare cu-
 « riosité par la lecture des sages exhortations d'un ministre dont la
 « mémoire est en si grande vénération parmi nous, il daigne répan-
 « dre dans vos cœurs cet esprit de soumission et de patience qui nous
 « est si souvent recommandé dans les saintes Ecritures. »

Cette dépêche partie de Montpellier, le 26 février, et arrivée à Versailles au plus tôt le 1^{er} mars, obtint une réponse à la date du 6 de ce même mois. Le ministre, comme on voit, ne la laissa pas dormir dans ses cartons : n'en soyons pas surpris. Louis Phéliepeaux, comte de Saint-Florentin, chargé spécialement des affaires des nouveaux convertis, était infatigable dans l'exercice de sa charge. Les ordres, les instructions, les dépêches, et surtout les lettres de cachet émanant de ce ministre, s'élèveraient à plusieurs millions, si on parvenait à en faire le recueil. Depuis l'année 1723, qu'il succéda à son père dans le département des Eglises, jusqu'en 1775, il travailla avec une ardeur sans égale à étouffer les tentatives sans cesse renaissantes des Eglises protestantes qui s'efforçaient de se reconstituer. Les mémoires du temps prétendent qu'il touchait un fort subside sur la caisse générale du clergé, en récompense du zèle qu'il déployait pour réprimer les assemblées du désert. Si l'accusation est fondée, il faut avouer du moins que le comte de Saint-Florentin ne volait pas son argent. Dans tous les cas, en cette circonstance, nous le voyons donner ses instructions en toute célérité. Nous allons transcrire la dépêche officielle où il les adresse à M. l'intendant Lenain.

•
Le comte de Saint-Florentin à l'intendant du Languedoc.

A Versailles, le 6 mars 1746.

Il me paraît, Monsieur, qu'il ne peut qu'être fort utile de répandre dans le public l'*Instruction pastorale* composée par le ministre Basnage, en 1719, et qu'on peut en attendre aujourd'hui d'aussi heureux effets que ceux qui se firent sentir alors. A l'égard de sa Préface, dont vous m'envoyez copie, je ne serais guère d'avis d'en faire usage. La narration que l'on y fait de la part que le gouvernement a eue à l'*Instruction* du ministre Basnage, me paraît plus propre à prévenir les protestants contre cet ouvrage qu'à le leur faire goûter. De plus, je ne voudrais pas une préface en forme, mais seulement une espèce d'avis de l'éditeur, qu'il faudrait caractériser comme ministre. Il me pa-

raîtrait suffisant de lui faire dire dans cet Avis qu'il voit avec peine que plusieurs de ses frères, séduits par une fausse doctrine, s'abandonnent à des excès contraires aux lois de la religion et de l'Etat, se repaissent de toutes les impressions pernicieuses que des esprits mal-intentionnés et même des émissaires étrangers voudraient leur donner, et que dans ces circonstances il croit devoir remettre sous leurs yeux l'instruction pastorale qu'un des plus sages et des plus éclairés des ministres a faite pour les rappeler à leur devoir envers Dieu et envers le roi, dans un temps où ils semblaient également s'en écarter. On pourrait ajouter à cette exposition, dont je n'entends que vous tracer l'idée, une espèce de prière dans le goût de celle qui termine la préface dont vous m'avez adressé le projet.

Quant à l'impression de cet écrit, je crois qu'il est à propos que vous la fassiez faire vous-même, il pourrait être d'une dangereuse conséquence d'autoriser les protestants, même les plus raisonnables à faire imprimer des ouvrages dogmatiques.

On ne peut, Monsieur, vous honorer plus parfaitement que je le fais.

SAINT-FLORENTIN.

Le ministre approuve donc! Seulement il ordonne qu'à la place de l'Avis au lecteur qui précède, l'on rédige une préface moins empreinte de l'esprit protestant, en ayant soin pourtant, de la composer de telle sorte qu'elle paraisse émaner d'un pasteur du Désert, anonyme. Nous surprenons, ici, M. le comte de Saint-Florentin en flagrant délit de suggestion de pseudonymie. Voilà de la besogne pour vous, infatigable Barbier! Et vous, Quérard, je vous dénonce ce méfait qui tombe sous votre juridiction, et qui mérite votre vindicte.

Quant à la publication nouvelle de cet opuscule, le ministre de Louis XV ne veut pas la confier aux nouveaux convertis d'Alais, quelque bien intentionnés qu'ils lui paraissent. Ce serait, dit-il, un précédent fâcheux! Les protestants ne s'en autoriseraient-ils pas dans la suite pour d'autres publications? Rassurez-vous, Monsieur le comte, ceux pour lesquels vous ne voulez pas établir ce précédent, ne sont pas encore prêts à faire imprimer des livres! Quand ils y seront décidés, ils en prendront la permission grande, et en trouveront les moyens quand bien même ils n'y seraient autorisés par aucun antécédent.

Muni de ces instructions, l'intendant se prépare à exécuter le projet approuvé et amendé, et il en donne avis au ministre d'Etat par la dépêche suivante :

L'intendant Lenain au comte de Saint-Florentin.

Le 18 mars 1746.

En conséquence de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6 de ce mois, je ferai imprimer l'*Instruction pastorale* composée par le ministre Basnage, en 1719, à la tête de laquelle je ferai mettre un Avis de l'éditeur suivant l'idée que vous avez eu la bonté de m'en tracer, et je prendrai ensuite des mesures pour faire répandre secrètement cet ouvrage parmi les religionnaires.

J'ai l'honneur, etc.

M. Lenain va donc se mettre à l'œuvre. Sa tâche est plus délicate qu'il ne pense. Comment se tirera-t-il des difficultés qui l'attendent? C'est ce que les pièces suivantes vont nous apprendre surabondamment.

AVIS AUX LECTEURS.

M. Basnage, ministre à Rouen et ensuite de l'Eglise wallonne, à Rotterdam, qui s'était acquis la vénération générale de l'Europe par ses rares talents, et plus encore par la pureté de ses mœurs partant surtout des heureux sentiments que la religion chrétienne inspire à ceux qui sont bien pénétrés dans ses maximes, qui ne sont autre chose que celles de l'humanité portée à sa perfection. Affligé des troubles qu'un faux esprit de dévotion avait causé dans les Cévennes, et des cruautés qui en étaient une suite, il ne négligea rien pour faire connaître, par des savants et pieux écrits, combien une pareille conduite était contraire à la véritable religion protestante même, et opposée aux commandements de Dieu. Ce sage et pieux ministre, toujours animé par cette charitable sollicitude qui le rendait attentif à tout ce qui pouvait intéresser ses frères les religionnaires de France, fut informé dans le temps que le Conseil d'Espagne d'alors avait, pour le malheur des deux nations dont l'union semblait divinement formée, élevé la guerre entre cette monarchie et celle de France; que le cardinal Albéroni, premier ministre d'Espagne, avait dépêché un émissaire nommé Scipion Soulan pour aller exciter le peuple du bas Languedoc à la révolte et les assurer d'un puissant secours.

M. Basnage éleva alors de nouveau sa voix, et adressa une instruction pastorale aux réformés de France, sur la persévérance dans la foi et dans la fidélité pour le souverain; et cette instruction, qui marque si bien la profonde doctrine, la sagesse et la piété de ce mi-

nistre de l'Evangile, imprimée à Rotterdam, en 1719, ramena si bien dans leurs cœurs l'esprit de la religion et l'obéissance au souverain, qu'elle recommande si bien, que le détestable projet de ce cardinal s'évanouit.

Comme les sentiments de M. Basnage ne sont autres que ceux de l'Evangile, et que les véritables réformés n'en doivent pas avoir d'autres, nous avons cru, mes très chers frères, en suivant son esprit et en marchant sur ses traces, devoir vous communiquer de nouveau son *Instruction pastorale* pour tâcher de vous fournir un préservatif contre les séductions que pourraient employer les ennemis de l'Etat pour vous faire écarter de ce que vous devez à Dieu, et de l'obéissance qu'il vous ordonne si expressément de garder inviolablement au souverain qu'il vous a donné; ne pouvant pas douter, d'ailleurs, que ce ne soit en son amour qu'il vous l'a donné, si vous considérez d'un côté la bénédiction particulière qu'il répand sur ses armes, qui marque si bien la justice de la cause qui les lui a fait prendre, et la clémence que vous éprouvez particulièrement, et que la comparaison de votre précédent état avec celui du temps présent vous rendra encore plus sensible.

Dieu veuille, mes très chers frères, en vous inspirant une sainte curiosité pour la lecture des sages exhortations d'un de ses ministres, dont la mémoire est en si grande vénération parmi les fidèles, répandre dans vos cœurs cette divine rosée qui doit les faire germer et servir à votre sanctification dans cette vie et dans celle qui ne doit point avoir de fin. Amen.

Nous ne savons pas si nos lecteurs en jugent comme nous; mais, à notre avis, M. l'intendant n'a pas eu la plume heureuse dans la rédaction de cette préface. Son style est lourd, embarrassé; on sent que l'auteur est gêné, on voit qu'il exprime des sentiments qui ne sont pas les siens, qu'il parle une langue à laquelle il est tout à fait étranger! Cet homme peut fort bien rédiger des jugements contre les martyrs du Désert; mais évidemment, il n'est pas fait pour rédiger des exhortations pastorales à la manière de Paul Rabaut et de ses collègues.

Et puis le cœur ne se resserre-t-il pas de tristesse et de dégoût à la vue de cette impie mascarade? Le terrible proconsul du Languedoc déguisé en pasteur protestant! le loup s'habillant en agneau. Ce juge impitoyable, envoyant journellement les protestants aux galères, à la potence, et qui dans cette préface, de sa voix la plus douce, les appelle *ses très chers frères*, les

invite à imiter les vertus évangéliques de l'un de leurs pasteurs ; vertus qui, à son dire, sont l'apanage de tous les vrais protestants ! Et lorsqu'il souhaite ces rosées du Saint-Esprit qui doivent faire germer dans l'âme des fidèles les exhortations du pieux Basnage, afin qu'elles servent à leur sanctification dans cette vie, et à leur salut dans l'autre, n'est-on pas tenté de lui crier : Pharisien hypocrite, cesse tes pleurs de crocodile ; cesse tes vœux et tes prières qui sont autant de blasphèmes et de profanations ! O apôtre saint Jacques, que l'Esprit-Saint t'avait bien inspiré, lorsque tu t'écriais : « D'une même bouche sort la bénédiction et la malédiction. Il ne faut point, mes frères, que ce soit ainsi ! » (Saint-Jacques, III, 40.)

Mais ce que l'Evangile condamne, la cour de Louis XV l'autorise et le prescrit, sous le prétexte accommodant de l'intérêt de l'Etat... Cette préface anonyme et menteuse terminée, l'*Instruction pastorale* de Basnage est secrètement imprimée ; chaque exemplaire est soigneusement recouvert d'une large enveloppe, sur laquelle un agent fidèle écrit l'adresse d'un nouveau converti, notable de la province. Ensuite, de ces exemplaires, on en fait des paquets que l'on expédie vers les divers points du Languedoc.

Mais, quoique de tout temps, la ligne droite soit le plus court chemin, ce n'est pas celle qu'on fait suivre à ces paquets mystérieux. On envoie à Montauban les exemplaires destinés aux protestants de Castres, de Mazamet, de Puilaurens ; — au Vigan ceux qui sont destinés pour Nîmes, etc., etc. Véritable voyage en zig-zag, dont les tours et les détours nous sont révélés par les lettres que nous allons maintenant transcrire pour l'édification de nos lecteurs.

Lettre du secrétaire de l'intendant à M. de Cahuzac

Le 5 mai 1746.

M. l'intendant me charge, Monsieur, d'avoir l'honneur de vous envoyer l'exemplaire ci-joint, d'un écrit qu'il a jugé à propos de faire répandre parmi les religionnaires, et de vous marquer que, pour qu'ils ne puissent pas soupçonner que cet écrit vient de sa part, il vous en sera adressé un nombre sous des enveloppes cachetées à l'adresse de différents religionnaires des diocèses de Lavaur et de Castres ; que M. l'intendant vous prie de vouloir bien faire mettre à plusieurs reprises à la poste à Montauban. Il vous prie aussi, Monsieur, d'observer un secret absolu à ce sujet, sans quoi on ne tirerait aucun avantage de cet écrit.

J'ai l'honneur d'être, etc.

A Alais, ce 8 avril 1746.

J'ai reçu, Monsieur, avec celle que vous m'avez fait l'honneur de

m'écrire, les cent exemplaires, desquels la plus grande partie a été remise à des personnes de confiance qui en suivront avec discrétion et précaution l'usage projeté, et l'on ne se doutera pas sûrement de l'endroit d'où ils viennent; je suis même persuadé, Monsieur, qu'ils produiront un très bon effet. Si j'en ai besoin d'un plus grand nombre, j'aurai l'honneur de vous en demander. J'ai celui d'être, avec un très sincère attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

LE BRUN.

A M. Vernier.

Au Vigan, le 20 avril 1746.

J'ai reçu en son temps, Monsieur, la lettre dont M. l'intendant m'a honoré, du 28 mars dernier, avec l'imprimé qui y était joint, et j'ai aussi reçu celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 12 de ce mois, avec un nombre de paquets à l'adresse de différents particuliers de Nîmes. J'en ai déjà fait partir une bonne partie, et les autres suivront successivement, sans qu'on puisse soupçonner d'où ils viennent. Je sens, Monsieur, toute la conséquence du secret dans cette occasion, et j'aurai l'honneur de vous informer de tout ce qui reviendra à ma connaissance là-dessus.

J'ai toujours l'honneur d'être, etc.

A M. Vernier.

Au Vigan, le 27 avril 1746.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 22 de ce mois, avec les vingt-cinq paquets qui y étaient joints pour Nîmes, que je ferai passer successivement comme les précédents, dont j'ai eu l'honneur de vous accuser la réception.

J'ai celui d'être, etc.

VAUDÉ-VALSON.

A M. Vernier.

A Nîmes, le 4 mai 1746.

Les dix paquets pour le Vigan que j'ai remis avec les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 2 de ce mois, suivront leur destination par le courrier d'aujourd'hui et de samedi prochain, comme vous le souhaitez.

J'ai l'honneur d'être, etc.

TEMPIÉ.

Au Vigan, le 16 mai 1746.

J'ai reçu, Monsieur, les deux derniers paquets que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser pour Nîmes, et j'en userai comme des précédents.

Les principaux nouveaux catholiques de cette ville qui en ont reçu, les ont lus avec attention; ils gardent un profond silence pour tous autres que leurs confrères, et par là même, je juge que cela ne peut que produire un bon effet, étant informé qu'ils se font un mérite de la fidélité à laquelle ils sont exhortés à l'égard du souverain.

J'ai toujours l'honneur d'être, avec le dévouement le plus sincère, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

VAUDÉ-VALSON.

Jusqu'ici l'arrivée des paquets mystérieux ne cause aucune surprise aux agents directs de M. l'intendant de la province, parce qu'on avait eu la sage précaution de les aviser préalablement. Mais dans les villes où des paquets semblables arriveront sans être annoncés, ils jetteront les employés subalternes, même les plus grands personnages, dans une véritable stupeur. De là des étonnements, et des comptes rendus comiques; de là des scènes du dernier burlesque, auxquelles le lecteur peut s'attendre. Pour l'y préparer, soumettons-lui d'abord les lettres des agents de l'autorité, qui, n'étant pas prévenus, virent dans les bureaux de poste ces paquets fraîchement apportés, comme ils y auraient vu de véritables machines incendiaires.

Mazamet, 27 may 1746.

Monsieur,

Vous trouverez sans doute qu'il est de votre curiosité d'être informé que l'on a fait partir du bureau de poste de Montauban environ cinquante paquets, dont l'on a taxé le port à 25 sols, à l'adresse de religionnaires de cette communauté; l'ordinaire précédent en porta de vingt à vingt-cinq, ainsi que le porteur de lettres qui va les prendre à Castres me l'a rapporté; celui d'aujourd'hui en a porté vingt-deux. Ces paquets contiennent, sous une enveloppe, un imprimé en forme de lettre pastorale; ils sont tous dans la même forme, le même cachet, et l'on reconnet que le même a fait le dessus, que l'on a affecté de contrefaire le caractère; on trouve qu'on a cherché à imiter les caractères de l'imprimerie. Les premiers paquet qui sont arrivés ont été tous retirés avec beaucoup d'empressement. Il paraît que celui qui a mis le dessus de la lettre, est fort bien au fait de leur nom et de leur qua-

lité ; il les distingue fort bien par leur profession et par leur nom de baptêmes. On n'en a retiré que deux de ceux qui sont venus par cet ordinaire, sur l'avis que je crois qu'ils ont eu que j'avais chargé le porteur de me faire une note de ceux qui avaient reçus de ces paquets ; plusieurs lui ont même déjà déclaré qu'il n'avait qu'à faire de les retirer. J'apprends qu'il est arrivé des mesmes paquets à Puylaurens et à Castres, et je comprend qu'il en doit être de même dans tous les lieux où il y a des religionnaires.

J'ai trouvé le moyen de faire la lecture d'un de ces écrits, et vois que l'orateur fait tous ses efforts pour les affermir dans leur erreur : il les exhorte pourtant à ne faire pas des assemblées si nombreuses, et de choisir leur maison pour cela.

J'ai résolu de retirer quelqu'un de ces paquets pour avoir l'honneur de faire passer l'écrit par le premier ordinaire, avec celui de vous renouveler l'hommage, etc.

BOSNIEL LA GOUTINE, *maire* (1).

M. Vernier.

Lavaur, le 4^e de juin 1746.

Monseigneur,

Je viens d'être informé que le porteur de la ville de Puylaurens était chargé de cinquante paquets adressés à des nouveaux convertis de ladite ville, dont le dessus était écrit de la même main et cachetés du même cachet ; chacun de ces paquets contenait une lettre pastorale imprimée à Rotterdam en date de l'année 1719, signée Basnage. Les paquets arrivèrent à Puylaurens le 25 du mois dernier, et ils furent aussitôt retirés par les particuliers auxquels ils étaient adressés.

Le porteur de la ville de Mazamet fut chargé de vingt-cinq autres paquets, et quatre jours après de vingt-trois autres, à peu près dans le même temps que les nouveaux convertis de Puylaurens eurent reçu les leurs ; chaque paquet contenait une lettre pastorale semblable à celle qui fut adressée à Puylaurens ; des personnes de confiance m'ont assuré que les nouveaux convertis étaient fortement exhortés par cette lettre de persister dans leur religion, et que le ministre s'était fort attaché à combattre la présence réelle dans le sacrement de

(1) M. le maire de Mazamet viole presque à chaque mot les règles de l'orthographe. A lui la faute ! Nous avons dû transcrire sa lettre telle quelle... *Suam cuique !*

l'Eucharistie, mais que d'ailleurs les nouveaux convertis étaient sollicités de ne pas faire des assemblées publiques, moins encore d'être armés et de faire aucune violence.

Depuis votre départ, les nouveaux convertis de mon département n'ont tenu aucune assemblée publique ; j'ai cru devoir vous rendre compte de ce qui s'est passé.

J'ai l'honneur d'être, etc.

BAUDUER.

Nous arrivons au burlesque : nous allons voir maintenant un grand seigneur et le premier président du second parlement du royaume, profondément intrigués par l'arrivée de quelques-uns de ces paquets, s'abaisser, pour en découvrir le mystère, jusqu'à vouloir violer le secret des lettres ! Nous allons voir un représentant de l'autorité supérieure imaginer un stratagème auquel des employés d'octroi pourraient seuls avoir recours ! Nous allons voir un pauvre voiturier, bien innocent, arrêté par les agents de l'octroi, comme coupable de faire la contrebande. Mais n'anticipons rien ; laissons à nos lecteurs le plaisir de lire toutes ces belles choses racontées par celui qui y avait joué le principal rôle. Il avait fait une découverte qui lui paraissait pour le moins aussi importante que celle de Christophe Colomb ; c'est bien le moins qu'on lui laisse l'honneur d'en écrire le premier bulletin, et d'en recueillir les premiers fruits.

A M. Vernier.

A Toulouse, le 23 mai 1746.

M. le comte de Caraman, Monsieur, s'étant aperçu, par hasard, dans le bureau de la poste de Toulouse, qu'il y avait dans un tas de lettres qui devaient être remises au porteur de Puy-laurens, douze petits paquets avec enveloppe adressés à plusieurs particuliers de Puy-laurens, et timbrés du bureau de la poste de Montauban, qui étaient d'un même volume et pouvaient contenir deux feuilles d'impression pliées in-12, dont le dessus était écrit de la même manière, et qui étaient cachetés du même cachet, soupçonna que cet envoi pouvait contenir quelque mémoire concernant les protestants, dont Puy-laurens et ses environs sont assez peuplés ; il s'informa avec le sieur Carré, directeur de la poste, s'il s'était aperçu de cet envoi, et il lui dit qu'il s'était aperçu de plusieurs autres de la même façon. M. de Caraman en parla à M. le premier président, qui se donna la peine de passer chez moi, pour me communiquer cette découverte et prendre le moyen de pénétrer le secret de ces lettres. M. Carré fit difficulté de

se prêter en aucune façon à cette opération, à cause du secret inviolable qu'il devait au dépôt de la poste, et je savais que je ne pouvais arrêter aucune sorte de paquets dans ce bureau. M. l'intendant m'ayant mandé, lorsque j'eus l'honneur de le consulter sur une pareille démarche, que je croyais assurée pour découvrir des envois suspects, que je ne pouvais arrêter tous les autres porteurs, il était pourtant question de découvrir le mystère sans bruit et sans qu'on sût, ni à Puylaurens où étaient adressés les paquets, ni à Montauban d'où ils étaient partis, qu'il eût été rien découvert. Après bien des moyens proposés entre M. le premier président et M. le comte de Caraman, je proposai de faire arrêter le porteur de Puylaurens, à sa sortie de la ville, par les commis du fermier, sous prétexte de vérifier les marchandises qu'il portait, et sur la dénoncée qu'ils supposeraient leur avoir été faite qu'il portait des marchandises prohibées; que je me trouverais comme par hasard à la porte de la ville, dans le temps qu'il y aurait quelques contestations entre les commis et le porteur, et que, pour la sûreté des lettres dont le porteur était chargé, je me les ferais représenter pour que les commis n'y touchassent pas; que je les compterais devant lui et les cachetterais pour les lui remettre après que la vérification de ses marchandises aurait été faite au bureau de la commutation où j'enverrais le porteur avec son équipage, et pendant qu'il m'y attendrait, nous verrions avec M. le comte de Caraman, de trouver un moyen de savoir ce qui était contenu dans un des paquets adressés à Puylaurens; après quoi je remettrais au porteur toutes ses lettres, et le renverrais avec tout son équipage que je vérifierais et ferais vérifier par les commis du fermier. Ma proposition fut agréée et a été exécutée conformément à mon projet et sans que le porteur se soit méfié de rien. Cependant, nous trouvâmes le moyen, avec M. le comte de Caraman, d'ouvrir un des paquets adressés à Puylaurens, et nous y trouvâmes l'*Instruction pastorale* imprimée, dont nous primes un extrait dans très peu de temps, et dont copie est ci-jointe afin que vous puissiez l'envoyer à M. Lenain le plutôt qu'il vous sera possible, et qu'il la reçoive dans le même temps que M. de Saint-Florentin recevra celle que M. de Maniban doit lui envoyer par le courrier de mercredi prochain, qui part d'ici pour Paris en droiture. Cependant je réfléchis que M. l'intendant recevra sûrement de la part de M. le comte de Caraman la copie de l'*Instruction pastorale* en même temps que M. le comte de Saint-Florentin re-

cevra celle que M. de Maniban doit lui envoyer; il m'a assuré qu'il la ferait partir par le même courrier. Ainsi ne soyez pas en peine que M. l'intendant ne la reçoive en même temps que M. le comte de Saint-Florentin.

Vous trouverez ci-jointe la liste des noms des particuliers à qui les douze paquets étaient adressés.

J'ai l'honneur d'être, avec le plus sincère et le plus parfait attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : ROUQUET.

Dès la réception de ce compte rendu, M. Vernier se hâte de rassurer les grands personnages de Toulouse que leur fameuse découverte tenait dans la plus grande anxiété. Il leur écrit la lettre suivante, qui, tout en calmant leur effroi, dut leur montrer qu'un zèle exagéré jette souvent dans le ridicule, et peut même contrarier la réussite des projets les mieux concertés.

A M. Rouquet.

(Subdélégué de l'Intendant, à Toulouse.)

Le 24 mai 1746.

C'est par les ordres de M. l'intendant qu'on envoie de Montauban aux religionnaires du haut Languedoc une *instruction pastorale*, qui a été faite dans la vue de les empêcher d'assister aux assemblées. Ainsi, il est inutile de se donner aucun mouvement à cette occasion; je dois cependant vous prévenir que c'est avec beaucoup de mystère et de secret qu'on fait répandre cet écrit, et qu'on a pris toutes les mesures imaginables pour que les religionnaires ne puissent point soupçonner de quelle main il leur vient, sans quoi, vous jugez bien qu'on n'en retirerait aucun avantage.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Le Secrétaire de l'Intendant du Languedoc.

Cette lettre produisit son effet.

Le subdélégué Roquet, qui, dans son précédent rapport, s'était étendu avec tant de complaisance sur les beaux résultats de ses savantes combinaisons, présente maintenant des excuses très humbles, et cherche à calmer le mécontentement de M. Vernier. Sa lettre est un modèle de ce style piteux dont se sert tout subalterne qui cherche à pallier ses torts auprès de ses supérieurs; la voici textuellement :

[Ecrit de la main de M. Vernier :

En rendre compte à M. l'Intendant.]

A M. Vernier.

R. le 31.

A Toulouse, le 28 mai 1746.

J'ai rendu compte, Monsieur, à M. le premier président et à M. le comte de Caraman, de ce que vous m'avez mandé au sujet de la lettre pastorale dont j'avais fait la découverte à leur sollicitation. Ils ne s'attendaient pas à un pareil dénouement ; cependant, permettez-moi de vous observer que ce que j'ai fait ne va pas contre le projet de la cour ; car, outre qu'il n'y a que M. le premier président, M. le comte de Caraman et moi qui sachions que la lettre pastorale a été découverte, quand même les religionnaires pourraient le découvrir, loin qu'ils puissent soupçonner par là d'où cette lettre leur vient, d'où elle part, ils devraient en tirer cette conséquence que, puisque je me suis donné des mouvements en qualité de subdélégué, pour surprendre l'envoi qui leur a été fait, j'ai cru, au contraire, qu'il leur venait de la part de leur frères, sans quoi je ne me serais donné aucun mouvement pour en faire la découverte, et par là, ils soupçonneront encore moins les véritables motifs de l'envoi qui leur est fait.

A M. Vernier.

Cet envoi continue toujours ; M. Carré, directeur de la poste, en a averti M. le premier président, qui lui a dit de laisser passer sans autre chose ; ainsi il n'y a absolument que lui, M. de Caraman et moi qui sachions le secret ; je réfléchis d'abord et j'ajoute que M. l'archevêque a su la découverte que j'avais faite. MM. de Maniban et de Caraman m'ayant dit de lui en faire part ; et comme il est de retour de ses visites diocésaines, je crois que vous ne désapprouverez pas que je lui fasse part du secret, crainte qu'il ne trouvât mal à propos que je lui en fisse un mystère dont il serait instruit dans la suite, soit par M. de Caraman ou par M. le premier président.

Je n'écrirai plus à ce sujet à M. Lenain, et je me flatte que vous voudrez bien lui faire part de mon observation que j'ai tenue à cet égard.

J'ai l'honneur d'être toujours, avec le plus parfait et le plus sincère attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

ROUQUET.

Ainsi, M. Roquet fait oublier les écarts de son zèle. Mais que fait de son côté M. l'intendant Lenain, en congé à Paris, au moment de la fameuse trouvaille de Toulouse ? Un rapport lui a été également adressé par M. le comte de Caraman. A la réception de ce compte rendu, quelle sera sa conduite ?... Sa conduite, chers lecteurs, je vous la donne en cent, je vous la donne en mille ; jamais vous ne pourriez la deviner. Vous vous imaginez, sans doute, qu'il va, de son côté, rassurer les grands personnages de Toulouse ?... Pas le moins du monde ! Il s'étonne, lui comme tous les autres ; il ne comprend pas ce que peuvent être ces paquets mystérieux, cette lettre pastorale dont on lui signale les envois multipliés, et il écrit de Paris à M. Vernier, qui tenait provisoirement sa place à Montpellier, la lettre incroyable que j'ai hâte, chers lecteurs, de placer sous vos yeux.

A M. Vernier.

A Paris, le 26 mai 1746.

J'apprends, Monsieur, que depuis quelque temps, la malle de Toulouse est remplie d'un grand nombre de paquets uniformes, cachetés du même cachet et dont l'adresse est de la même main, et paraît d'une écriture contrefaite. Ces paquets sont adressés à des gens d'états différents, tous religionnaires et demeurant dans des lieux suspects tels que Castres, Mazamet, Revel, etc. On m'assure qu'ils contiennent un écrit imprimé qu'on distribue aux nouveaux convertis du canton et qu'ils viennent de Montauban. Ces indications me paraissent mériter d'être suivies ; aussi je vous prie de faire au plutôt les informations convenables et de me rendre compte de ce que vous aurez découvert.

Je suis, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

LENAIN.

Il avait donc perdu la tête, M. l'intendant, quand il ordonnait de faire immédiatement des informations, et qu'il exigeait qu'on lui en fit connaître au plus tôt les résultats. Il avait donc oublié que ces paquets mystérieux, envoyés dans les diocèses de Castres et de Lavaur, c'était lui-même qui les y avait fait expédier ! que cet écrit qu'on distribuait aux nouveaux catholiques c'était lui qui l'avait fait imprimer, et qu'il en avait même rédigé la préface ! Quelles préoccupations dominaient alors l'esprit de cet administrateur, et le faisaient ainsi ressembler à l'Avare de Molière, au moment où, soupçonnant le valet de son fils de lui avoir volé son argent, il lui dit : « Montre tes mains ! — Les voilà. — Et les autres ? — Les voilà encore ! »

Cette absence de mémoire, qui nous paraît si visible, et digne des parades de la foire, ne fut pas du goût de M. Vernier, qui, mécontent de tout

ce bruit, mécontent surtout que M. Lenain eût l'air de se méfier de son zèle, et de le soupçonner de négligence, lui répondit, courrier par courrier, la dépêche suivante, où percent le dépit et la mauvaise humeur, sous les formes polies du style administratif :

A M. Lenain.

Le 3 juin 1746.

Monsieur,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 26 du mois dernier, concernant l'avis qu'on vous a donné au sujet d'un écrit imprimé, dont on envoie des exemplaires aux religieux de Castres, de Mazamet et de Puylaurens par la poste de Montauban. J'ai eu l'honneur de vous rendre compte, par mon mémoire du 25 du mois dernier, des mouvements que M. Rouquet s'était donnés, de concert avec M. de Caraman, pour la découverte de cet écrit, qui n'est autre chose que l'*Instruction pastorale* du ministre Basnage, qui a été imprimé par vos ordres, ainsi vous jugerez, Monsieur, que c'est une affaire finie.

J'ai l'honneur d'être, avec un profond respect.

Oui, vous avez raison, Monsieur Vernier, cette affaire est finie, ou pour mieux dire, elle est manquée! vos peines, vos soins, vos frais d'impression, vos calculs et vos combinaisons, tout cela est comme nonvenu... Si vous en doutez, voici une lettre de l'un de vos subordonnés, de Castres, qui va vous le prouver :

A M. Vernier.

Castres, 7 juin 1746.

Monsieur,

Depuis l'arrivée de paquets à Castres, contenant des exemplaires de l'*Instruction* du ministre Basnage dont j'ai eu l'honneur de vous rendre, le 9 du mois passé, un compte détaillé, il en est arrivé une trentaine à des nouveaux convertis de Mazamet qui en ont retiré douze, les autres sont au rebut. Nos nouveaux convertis disent qu'ils ont cette instruction depuis longtemps; que si cependant quelqu'un de leurs amis avait voulu la leur faire passer dans la circonstance présente, outre qu'il se serait fait connaître, il aurait eu garde d'en envoyer un si grand nombre d'exemplaires; qu'il se serait contenté d'en adresser à un ou deux d'entre eux. Les moins sages ajoutent qu'on ne cherche que les moyens d'avoir leur argent; et comme ils se sont aperçus qu'on distribue à la poste des lettres aux nouveaux

convertis qui y ont laissé les paquets en question, également qu'à ceux qui les y ont retirés; un d'eux qui est marchand dans cette ville, a remis à la directrice l'exemplaire dont il avait payé le port, en la priant de le joindre au paquet de rebut.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très dévoué serviteur.

Signé : BOISSERON DE LA BELLETORIE.

Et tous les autres exemplaires acceptés par les nouveaux convertis, ou refusés par eux, ont dû subir le même sort que celui du marchand de Castres. Sans nul doute, ils ont été mis au rebut, et, peu à peu, complètement détruits; car il n'en existe plus aucune trace; preuve convaincante que cette publication de l'*Instruction pastorale* de Basnage ne produisit en aucune manière l'effet qu'on en attendait. Aussi les historiens de nos Eglises du désert n'en ont fait aucune mention; et tous les bibliographes, même les mieux renseignés, en parlant de l'*Instruction pastorale* de Basnage, n'ont cité que l'édition de 1719.

Le méchant fait toujours une œuvre qui le trompe.

J.-P. HUGUES, pasteur.

Anduze, 1^{er} mars 1856.

LES ASSEMBLÉES DU DÉSERT.

UNE ASSEMBLÉE DANS LE DISTRICT D'UZÈS,

EN 1750.

La pièce suivante, que nous envoie M. le pasteur Mazade, de Tournon, provient des papiers de l'ancien pasteur du désert, Peyrot, qui fut consacré au saint ministère le 27 juillet 1739, au synode des Boutières, en Vivarais; et qui, plus tard, figura comme député au synode national de 1748, ainsi qu'à celui de 1756, où les pasteurs Rodan et Alex. Ranc (martyr) représentèrent le Dauphiné. La respectable famille Peyrot est encore aujourd'hui représentée dans le pays par la veuve du pasteur Lombard et par les MM. Chalamet, dont l'aîné, avocat distingué du barreau de Tournon, a communiqué à M. Mazade le document qu'on va lire et qu'il a trouvé parmi les papiers laissés par son aïeul, le pasteur Peyrot.

Monseigneur,

Dans l'idée où je suis qu'on n'ait pas exposé au juste à Votre Grandeur ce qui s'est passé dimanche dernier à l'occasion d'une assemblée de religionnaires, qui se tient dans le district d'Uzès, je prends la li-

berté de vous marquer ce que j'en sais et ce que j'en pense. Un magistrat aussi intègre qu'éclairé et autant porté à la douceur que vous l'êtes, Monseigneur, ne prendra pas de mauvaise part le fidèle récit que je vais avoir l'honneur de vous faire.

Le bruit courut, il y a environ douze à quinze jours, que les détachements des troupes du roi devaient sortir pour courir sur les assemblées; il n'en sortit cependant aucun le dimanche suivant de cette ville d'Uzès, 15^e du courant mois de novembre, et ce ne fut que dimanche dernier 22^e, qu'on fit sortir quatorze hommes par compagnie, des huit qui sont en garnison audit Uzès. Voici, Monseigneur, de quelle façon le tout se passa; je sais la nouvelle de bonne part, sans quoi je ne serais pas si téméraire que de vous la donner pour sûre. — Le détachement, composé de cent trente hommes, commandé par M. Dumeson, major du régiment de l'Île de France, accompagné de M. votre subdélégué et de son secrétaire, de la maréchaussée et d'un huissier, se transportèrent sur la place où l'assemblée avait été formée; une partie des soldats ne fut pas plutôt aperçue que l'assemblée prit la fuite; mais elles n'ont pas fait quatre cents pas, que l'officier qui parut le premier fit un signe de son chapeau pour avertir qu'il fallait fondre sur elle. Dans le moment, on vit sortir des soldats de toutes parts qui formèrent bientôt un cercle d'environ une demi-lieue, au centre duquel se trouva toute l'assemblée. Quelques-uns des plus jeunes et des plus déliés se sauvèrent par certaines ouvertures du cercle; tous les autres, hommes, femmes et enfants se laissèrent prendre comme des agneaux; le ministre, pour lequel les cavaliers de la maréchaussée avaient porté des fers, dans l'espérance de pouvoir l'enchaîner, fut assez heureux que de se sauver. Les soldats poursuivirent les fuyards pendant près d'une heure et demie, et tirèrent cinq coups de fusil. Quand les tambours rappelèrent, chacun emmena ceux qu'il avait pris; on vit alors qu'un piquet de dix soldats pouvait faire marcher devant lui jusqu'à quarante personnes avec la plus grande facilité; enfin, le nombre des prisonniers se trouva si considérable, que les officiers et les soldats en étaient embarrassés, ce qui fit qu'ils en abandonnèrent beaucoup dans le désert et par les chemins, n'en ayant retenu que ceux qu'il leur plut : le nombre se portait néanmoins à près de deux cents, qui furent conduits dans les prisons d'Uzès par toutes les troupes qu'on avait fait joindre ensemble. Ce spectacle frappa d'étonnement les catholiques et les protes-

tants, et arracha des larmes aux uns et aux autres. — Du depuis, Messieurs les curés des villages circonvoisins, et d'autres personnes de considération, ont fait délivrer plusieurs protestants; mais il en reste encore environ une centaine dans les prisons, contre lesquels on vient de commencer une procédure; on fait déposer les soldats, et le bruit court que le dessein de ceux qui la font faire n'est autre que de prouver, s'ils le pouvaient, que l'assemblée a fait rébellion, et d'excuser ainsi leur étrange manœuvre. Mais il n'est rien de plus faux ni de plus contraire à la vraisemblance que cette prétendue rébellion; car, comment des personnes timides, qui n'avaient aucune sorte d'armes, qui venaient d'être exhortées par leur ministre à n'user d'aucune violence et à se soumettre par respect pour le roi, auraient-elles pu se révolter contre des soldats animés à les détruire par un commandant de fortune, et qui croyait par ce moyen de l'augmenter. Il y eut, à la vérité, un soldat qui, après avoir donné divers coups de crosse sur un des prisonniers, rompit lui-même son fusil; et pour excuser sa fureur, il prétendit que ce prisonnier lui avait fait violence, tandis que quelques-uns de ses camarades ont avoué, en particulier, qu'il brisa son fusil dans la vue de faire plus de peine au misérable homme, qu'on a eu pourtant la charité de faire saigner dans la prison, et qu'on présume avoir une côte déplacée des coups qu'il reçut du soldat furieux. Votre Grandeur sait d'ailleurs qu'il n'y a pas beaucoup de foi à ajouter aux témoignages de la soldatesque, qui n'ayant pour l'ordinaire aucun principe de religion et d'humanité, ne craint point le parjure, et qui, parce qu'on lui fait entendre de temps en temps que les biens des huguenots lui seront abandonnés au pillage, se porte aisément à des extrémités contre eux, et fait sans scrupule de conscience toutes les dépositions qu'on souhaite à leur préjudice; j'ajoute encore, Monseigneur, que si l'assemblée s'était rebellée, il y aurait eu nombre de soldats ou désarmés, ou blessés ou tués, vu que les protestants étaient déjà plus de dix contre un: or, rien de semblable n'étant arrivé, c'est une preuve qu'il n'y a point eu de rébellion, ce qui doit prévaloir sur tout ce que les soldats pourraient dire de contraire. J'ai cru, Monseigneur, devoir vous prémunir contre les faux rapports qu'on osera peut-être faire contre les innocents; j'y suis portée par ma qualité de fidèle sujette du roi et par celle de votre très humble servante, espérant que vous ferez de mon récit véritable et fidèle, l'usage le plus digne de votre équité, de vo-

tre douceur. Ceux qui aiment la paix, de quelque religion qu'ils soient, vous en aurez d'éternelles obligations, et prieront Dieu pour la conservation et la prospérité de votre très illustre personne. Au surplus, je ne signe point cette lettre, crainte que quelque malintentionné n'interprêtât mal cette démarche de ma part ; mais quoique je sois inconnue à Votre Grandeur, je puis l'assurer que j'en suis avec un profond respect, Monseigneur,

La très humble et très obéissante servante.

Le 15 novembre 1750.

LISTE DE NOUVEAUX CONVERTIS

RECOMMANDÉS PAR L'ÉVÊQUE DE RODEZ A MESSIEURS DU TEMPOREL
ET DES MOYENS.

1785-1787.

(Comm. par M. Ch. Rahlenbeck.)

I.

Demoiselle Marie-Marguerite-Elisabeth-Marthe d'Artis, orpheline, nouvelle convertie, d'une famille toute militaire, habitant Millau, en Rouergue, absolument sans fortune, supplie Messieurs du clergé, de vouloir bien jeter un regard favorable sur sa triste situation et lui accorder une pension pour l'aider à subsister et n'être plus à charge à ses frères qui ont à peine de quoi se soutenir au service, où ils sont attachés, l'un en qualité de garde du corps de Monsieur, et l'autre en celle de lieutenant d'infanterie. La suppliante joint à la présente requête son acte d'abjuration, son extrait baptistaire et son certificat de catholicité.

II.

La demoiselle Susanne Malmontet, née à Millau, diocèse de Rodez, nouvelle convertie, supplie très humblement Nosseigneurs de vouloir bien lui accorder une pension pour l'aider à subsister. Ayant fait abjuration de l'erreur pour suivre les vérités de la religion catholique, elle a été obligée de recourir aux secours de sa famille et de se retirer au couvent de l'Arpajonie de ladite ville, où elle ne peut subsister que des charités de l'Eglise. L'extrait des registres de la paroisse de Millau, ci-joint, atteste son abjuration et sa retraite au couvent. La

suppliante ne cessera de faire des aveux pour la conservation de Nosseigneurs.

[On lit en marge de cette pièce : « *M. l'évêque de Rodez, recommande instamment cette demoiselle à la charité du clergé.* »]

III.

La demoiselle Julie Bonhomme, née à Millau en Rouergue, nouvelle convertie, supplie très humblement Messeigneurs du clergé de France de vouloir bien lui accorder une pension pour l'aider à subsister. Ayant abjuré l'erreur pour suivre les vérités de la religion catholique, elle a été obligée de renoncer aux secours de sa famille et s'est retirée au couvent de Sainte-Claire de la dite ville où elle ne peut subsister que des charités de l'Eglise. L'extrait ci-joint des registres de la paroisse de Millau atteste son abjuration et sa retraite au couvent. La suppliante ne cessera de faire des vœux pour Messeigneurs.

[Julie Bonhomme, était fille légitime de M. Etienne Bonhomme, avocat au parlement, et de demoiselle Marie-Madeleine Valès. Elle naquit à Millau, le 13 janvier 1762. L'acte de son abjuration, signé par le curé-doyen Sadous, porte la date du 5 novembre 1782.]

MÉLANGES.

LE PREMIER MARTYR DES ASSEMBLÉES DU DÉSERT.

1686.

HISTOIRE DU MARTYRE DU SIEUR F. TEISSIER, VIGUIER (1) DE DURFORT,
DANS LES CÉVENNES.

(A BERLIN, CHEZ A. DUSSARRAT. M. DCCH.)

[Nous reproduisons textuellement ce petit volume, si plein d'intérêt et devenu fort rare, d'après une copie qu'une dame a bien voulu nous en faire sur l'exemplaire appartenant à M. le comte de Gasparin.]

Parmi ce grand nombre de fidèles qui, malgré la corruption du siècle et le relâchement de zèle, ont confessé hautement la vérité ; et à qui Dieu a

(1) On appelle viguier, en plusieurs lieux du Languedoc et de la Provence, le chef de la justice ordinaire. — (Ch. Coquerel, par une singulière méprise, paraît avoir pris ce titre de viguier pour le nom propre du martyr, qu'il appelle « TEISSIER VIGUIER, de Durfort. ») (*Hist. des Egl. du Désert*, t. I, p. 64.)

fait la grâce, par sa grande miséricorde, de résister jusques au sang, on peut dire qu'il n'y en a guère dont le martyre ait été plus célèbre et plus glorieux que l'a été celui du sieur François Teissier, mon cher père. C'est lui qui a souffert, le premier, le martyre, uniquement pour s'être trouvé dans les assemblées des fidèles, après la révocation de l'Edit de Nantes, et qui a souffert avec tant de constance et de fermeté, que je ne doute pas que sa mémoire soit en bénédiction à tous les gens de bien. La plupart des auteurs qui ont parlé des cruelles persécutions que les réformés ont souffertes en France, de nos jours, n'ont pas oublié le martyre de mon père (4).

Mais comme ces auteurs n'en ont parlé qu'en passant, et qu'ils en ont omis presque toutes les circonstances, plusieurs de mes amis ont cru qu'il était de mon devoir de donner au public la Relation qu'en a faite le missionnaire qui l'accompagna jusques à la mort, et qui fut si pénétré de la fermeté et du zèle que témoigna mon cher père jusques à son dernier soupir, qu'il donna gloire à Dieu, peu de temps après, et sortit du royaume pour embrasser notre sainte religion. Il y a longtemps que j'ai cette relation en mon pouvoir, mais comme peu de gens l'ont vue, et que mes amis ont cru, comme je l'ai déjà dit, que l'exemple de la constance, du zèle et des souffrances de mon cher père pourraient être, d'un côté, une preuve convaincante de l'extrême cruauté de nos ennemis, et de l'autre, que ce même exemple pourrait être de quelque usage pour ranimer le zèle languissant et presque éteint de ce grand nombre de nos frères qui ont malheureusement succombé à la persécution; à fortifier et à encourager ceux qui confessent si hautement la vérité, sur les galères, dans les prisons et dans les couvents, et en général à l'édification de tous les gens de bien; je donne aujourd'hui cette Relation telle que je l'ay reçue du missionnaire qui en est l'auteur.

RELATION VÉRITABLE

Des circonstances de l'exécution du sieur François Teissier,

Viguier de Durfort, dans les Cévennes,

Faite par le prêtre missionnaire qui l'assista à la mort.

La mort du sieur F. Teissier, viguier de Durfort, a des circonstances si merveilleuses et si édifiantes, que je craindrais de commettre un crime, Dieu m'ayant fait la grâce d'en être le témoin le plus particulier, si je n'en faisais une entière et sincère déclaration, pour la gloire de Dieu, pour la consolation des fidèles persécutés, et pour servir de condamnation à tous ceux qui préféreront, par une lâcheté criminelle, une vie courte et passagère à l'acquisition de la vie éternelle.

(1) Jurieu, *Lettres pastorales*; Gaultier, *Histoire apologetique*, etc.; Beroist, *Histoire de la Révocat. de l'Edit de Nantes*.

L'an 1686, et le 19 de février, sur la minuit, les fidèles de Durfort, Mannoublet, Saint-Félix, Anduze, Saint-Hippolyte et d'autres, s'étaient assemblés dans une maison champêtre, au voisinage de Mannoublet, Saint-Félix et Durfort, pour prier Dieu, chanter ses divines louanges et satisfaire aux autres exercices de piété dont la persécution ne leur permettait pas de faire une profession ouverte. Le major du régiment de la Fère, nommé Darenne, avait été averti sur les cinq heures du soir que cette assemblée devait se faire; mais le mauvais temps, le pais rude, et surtout l'ignorance où l'on était du lieu où les fidèles devaient s'assembler, furent la cause qu'on ne se mit en campagne que jusques vers les neuf ou dix heures du soir, que le nommé Benjamin Villeneuve, ancien révolté de la Salle, s'offrit de conduire un détachement de soldats, commandé par un lieutenant nommé La Motte. Ils marchèrent par un tems afreux et aussi noir que leur détestable dessein, et, après avoir marché quelques heures, ils rencontrent plusieurs personnes qui revenaient de ladite assemblée; ils se jettent dessus et en font onze prisonniers, savoir : cinq jeunes filles, une vieille femme, quatre bons vieillards et un jeune homme nommé Puget, du lieu de Valestalières, qui fut pendu quelque tems après, pour le seul crime de s'être trouvé dans cette assemblée. De retour à la Salle, le sieur Darenne, major, dépêche promptement aux sieurs marquis de la Trousse, commandant des troupes en Languedoc, et Bâville, intendant de ladite province, pour leur faire savoir ce qui se passait. Ces messieurs, *velociores lupis vespertinis*, firent d'abord marcher tout le présidial de Nismes, toute la maréchaussée, trois compagnies de dragons de Firmarcon et deux compagnies de la Fère, qui, avec les deux qui étaient déjà à la Salle, en fesaient quatre. Le dimanche suivant, sur les six heures du soir, par une pluie et un vent effroyables, le Sr de Bâville étant arrivé, marcha d'abord aux prisons, entendit tous ces pauvres innocens malheureux, qui avaient été arrêtez revenant de l'assemblée, dont quelques-uns lui déclarèrent que le Sr Teissier, viguier de Durfort, y avait assisté. Comme c'était une personne distinguée, ledit Sr de Bâville crut de ne pouvoir pas rendre un service plus important au roy et à l'Eglise, que d'en faire un exemple. Pour ce sujet, il envoya le lendemain au matin le Sr Darenne, major, avec un bon nombre de soldats, pour aller saisir ledit Sr Teissier. On arrive à Durfort; on parle audit Sr Teissier, qui, bien loin de résister ou de se sauver, comme il le pouvait aisément et comme ses amis le lui avaient conseillé, lorsqu'on avait veu approcher les soldats, aima mieux, dis-je, se laisser prendre, afin de rendre témoignage de sa foy à la gloire de Dieu, et d'amener par son exemple tous les autres

fidèles; il aima mieux, dis-je, se laisser prendre que d'être privé de la gloire éternelle, qu'un opprobre imaginaire allait précéder. Etant arrivé à la salle, il fut présenté au Sr de Bâville, sur les sept heures du soir du lundi gras, 25^e jour de février, et interrogé par lui comme s'en suit : « Es-tu Teissier, vignier de Durfort ? » Il répondit : « Ouy, Monseigneur. — Où étais-tu la nuit du mardy au mercredi dernier ? — J'étais allé prier Dieu, répondit-il. — Vraiment ! dit l'intendant, prier Dieu ! Ne pouvais-tu pas prier Dieu chez toi ? — Jésus-Christ nous apprend, répondit notre martyr, que lorsque nous serons deux ou trois assemblés en son nom, il sera au milieu de nous. — Mais quoy ! ajouta l'intendant, ne sais-tu pas que le roy a défendu ces sortes d'assemblées ? — Je le say, repartit le sieur Teissier ; mais je say aussi qu'il faut obéir plutôt à Dieu qu'aux hommes ; et je ne croy pas que le roy soit en droit de défendre de prier Dieu, et surtout de le prier pour lui-même. — L'INTENDANT : Mais, un officier comme toy, qui devrais donner l'exemple et employer l'autorité que tu tiens du roy à empêcher ces sortes d'assemblées, tu t'y trouves des premiers. — TEISSIER : C'est cette qualité d'officier qui m'oblige en partie à m'y trouver, pour prendre garde que tout s'y fasse par ordre ; qu'il ne s'y fasse rien contre le service du roy, et pour vous en donner avis si nécessaire. — L'INTENDANT : Mais il faut obéir. — TEISSIER : Je vous l'ai déjà dit, Monseigneur, il faut plutôt obéir à Dieu qu'aux hommes. — Menez-le là où vous savez, dit alors l'intendant au Sr Darenne, qui était présent. » Celui-ci le reconduisit à la prison. Le lendemain matin, 26 dudit mois, ledit Sr intendant fit assembler le présidial de Nismes, auquel il présidait, et sur la simple et innocente déclaration que le sieur Teissier fit encore en leur présence, qu'il avait assisté à ladite assemblée qui s'était faite le 19, il fut condamné à être pendu. On vint lui prononcer sa sentence, de même qu'au nommé Puget, dont j'ay parlé ci-dessus. Le Sr Teissier, après en avoir écouté la lecture fort tranquillement, répondit : Béné soit Dieu ! je mourray comme mon maître ; mon corps est à vous, Messieurs ; mais mon âme est à Dieu. Ce fut alors que M. de Gevaudan, qui était le rapporteur du procez, me dit à moy, qui suis l'écrivain fidèle de cette Relation, et qui étais pour lors missionnaire à la Salle : Monsieur, nous vous le remettons ; ayez en soin. J'avoue que les larmes me vinrent aux yeux, tant pour l'horreur du supplice auquel je le voyais condamné, qu'à cause de la croyance où j'étais qu'il allait être damné, s'il mourait dans sa religion. Je l'embrassay en présence de M. le marquis de Staffort, frère du comte de Firmarcon, et de quelques soldats, et je fis mon possible pour le faire rentrer dans l'Eglise romaine : je croyais bien faire ; mais plus je le sollicitais, et plus il éle-

vait son cœur et ses yeux vers le ciel en disant : Père éternel ! ô mon Dieu ! ne me laissez pas succomber à la tentation. J'insistais toujours, et, pour dire la vérité, je versay tant de larmes, que pendant plusieurs jours, j'en eus les joues tout en feu. Mon illustre martyr me voyant pleurer de la sorte, me dit, comme par une espèce de prophétie : « Monsieur, Dieu voit votre charité et votre zèle ; vous ne serez pas sans récompense, vous mourrez de notre religion. — Ouy, dit le marquis de Staffort, qui était toujours présent, vous ferez comme saint Etienne, vous convertirez saint Paul. » Pour moy, sans penser presque à ce que je lui disais, je lui répondis : « Eh bien ! Monsieur, priez Dieu qu'il me convertisse. » L'effet a vivifié la prophétie ; car, après avoir longtemps résisté à la pensée de la conversion, que Dieu, par sa grâce, et cette prédiction, entretenaient dans mon esprit, j'ay enfin été obligé, comme un autre Loth, à suivre l'ange qui me tirait hors de Sodome ; et depuis huit jours, j'ay été assez heureux que d'accomplir cette prophétie, Dieu m'ayant fait la grâce de renoncer à l'idolâtrie et aux erreurs du papisme, entre les mains du savant et pieux docteur et professeur en théologie, M. Wits, ministre de Berne, et par les soins charitables de M. Bermond, ministre français, du ministère et des lumières duquel le Saint-Esprit s'est servi pour achever de dissiper les ténèbres dans lesquelles j'avais croupi depuis mon enfance. Mais, pour reprendre notre relation, notre saint martyr, entendant le bruit qu'on fesait pour préparer la potence : Courage, mon ami, s'écriait-il, on nous prépare une échelle par où je dois monter au ciel. Je redoublais mes efforts et mes raisons pour lui prouver que s'il mourait dans sa religion, bien loin de monter au ciel, il allait être précipité dans les abîmes, au plus profond des enfers. — Mon Dieu, répondit toujours ce saint martyr, mon Dieu, mon Sauveur, je te recommande mon âme ! Enfin, après avoir persécuté en vain ce fidèle serviteur de Dieu pendant plusieurs heures, l'exécuteur entra dans le lieu où nous étions. Le hasard fit que ce bourreau, avant qu'il eût embrassé ce malheureux employ, avait souvent travaillé au jardin et autres terres du sieur Teissier ; de sorte que, s'approchant de lui en tremblant, il lui dit : « Ah ! Monsieur, qui me l'aurait dit ! — Fais ton office, lui répondit notre martyr, sans s'émouvoir ; Dieu le veut. J'ay souvent offensé mon Dieu ; cependant il a encore tant de bontés pour moy, que de m'accorder de mourir pour son saint nom. Béni soit Dieu le Père de notre Seigneur Jésus-Christ. » L'exécuteur voulut encore lui dire quelque chose ; mais je lui ordonnay de se taire. Il le lia ensuite en pleurant. Et nous sortimes de la prison ; nous passâmes à pied au travers d'une foule de peuple qui fondait en larmes. Lorsque nous fûmes arrivés au

milieu de la place où la potence était dressée, notre intéressant martyr, voyant une grande foule de peuple tout autour, commença à crier à haute voix : Je meurs de la religion. Je me mis alors à crier plus haut que lui, afin que le peuple n'entendit pas ce qu'il disait. Enfin, il monta sur l'échelle; je l'y accompagnay et montay deux échelons après luy, l'exhortant toujours de penser à son salut, de renoncer à l'hérésie et à rentrer dans l'Eglise romaine, s'il voulait entrer dans le paradis. Dans le temps que je reprenais haleine, car j'avais si fort crié, que j'en étais tout essoufflé, mon illustre martyr s'écria encore une fois qu'il avait assisté aux assemblées des fidèles; que c'était là tout le crime qu'il avait commis; qu'il mourrait pour la religion et de la religion. Après cette déclaration, qu'il crut apparemment nécessaire pour l'édification de ceux de ses frères qui pouvaient être présents, il parut ne plus penser à la terre, il tint toujours les yeux élevés vers le ciel; et enfin, dans le moment que le bourreau faisait son dernier office et qu'il le poussait hors de l'échelle, ce saint homme s'écria à haute voix et très distinctement : Mon âme en tes mains je viens rendre, car tu m'as racheté, ô Dieu de vérité ! Voilà la relation sincère et véritable de la glorieuse mort de ce bienheureux martyr, qui rendit son âme à Dieu, en la manière que nous venons de le dire. Cette mort a été accompagnée de circonstances assez extraordinaires pour être mise au nombre des merveilles que la divine Providence opère en quelques-uns de ses élus.

A ce grand Dieu, qui nous a rachetés par la mort et la passion de son Fils bien-aimé, soit honneur, gloire, force et puissance, aux siècles des siècles. Amen.

On peut voir par cette Relation comment mon cher père, de glorieuse mémoire, fut pris, interrogé, persécuté et enfin mis à mort pour la confession de la vérité. J'y ajouteray quelques circonstances que l'auteur de la relation a apparemment ignorées : Dez que la mission des gens de guerre commença dans le Languedoc, mon père, qui a témoigné pendant toute sa vie beaucoup de piété et de zèle pour la religion et une extrême horreur pour l'Eglise romaine, ne pensa qu'à sortir du royaume et à sauver toute sa famille, à l'éducation de laquelle il n'a jamais épargné ses soins.

Il avait des biens considérables; mais comme tout ce qu'il avait était en fonds de terre, il lui était impossible d'en rien sortir hors de France. Cette difficulté, quoyque assez grande pour un homme comme lui, chargé de famille, ne le rebuta pas.

Il fut seul sur les frontières du royaume pour se faciliter un pas

sage pour lui et pour sa famille, il fut même assez heureux pour sortir du royaume sans empêchement.

Il alla à Genève, où ayant trouvé Madame de Balthazar, dont il avait l'honneur d'être fort connu, cela lui fit penser que si cette dame voulait lui affermer une terre nommée Vezanci, située dans le païs de Gex, sur la frontière du canton de Berne, il pourrait obtenir la permission de s'y changer avec toute sa famille, d'où ensuite, il ne lui serait pas malaisé de passer dans les païs étrangers. Il en parla à cette dame, laquelle y ayant consenti, ils passèrent un contract avec lequel il revint en Languedoc, et fut d'abord à Montpellier trouver le marquis de la Trousse, pour avoir la permission de se changer à Vezanci avec sa famille. Ce marquis y fit d'abord quelques difficultés; mais enfin cédant aux pressantes sollicitations de quelques personnes distinguées, qui intercédèrent pour lui, il lui promit de lui faire avoir la permission qu'il lui demandait..... Mon père revint à Durfort pour disposer toutes choses pour son départ.

Cependant, comme il se faisait de fréquentes assemblées de fidèles, mon père ne manquait pas de se trouver à toutes celles qui se faisaient aux environs de Durfort, dont il pouvait être averti; il fut entre autres à celle qui se fit entre Mannouplet et Saint-Félix, le 19 de février, dont il est parlé dans la Relation, au retour de laquelle quelques personnes furent arrêtées, comme il est remarqué au même endroit. Nous apprîmes bien qu'on avait fait quelques prisonniers au retour de cette assemblée, mais nous ignorions que ces personnes eussent accusé mon père d'y avoir été; de sorte que le dimanche suivant, et le même jour que l'intendant arriva à la Salle, il se trouva à une autre assemblée qui se fit dans un lieu peu éloigné de celui où s'était faite la précédente. Quoy que je n'eusse alors que treize ou quatorze ans, je l'y avais accompagné. Lorsque nous en revenions, nous fûmes rencontrés par un détachement de dragons, qui nous ayant aperçus d'assez loin, se doutèrent de la vérité et vinrent vers nous; voyant cela, nous prîmes à travers champs, par des endroits coupez de bois et de rochers, par où, il leur était impossible de nous suivre, du moins à cheval, ce qui les obligea à tirer plusieurs coups sur nous, mais ce fut sans effet. Nous nous dérobares bientôt à leur poursuite, et nous arrivâmes heureusement dans une maison que nous avions hors du lieu de Durfort où nous demeurions la plupart du tems.

Dez que nous y fûmes, croyant d'être en sûreté, car il n'y avait pas d'apparence que nous eussions été reconnus, mon père commença par rendre grâces à Dieu de nous avoir délivrés du danger que nous

avons couru ; ensuite, il prit la Bible pour y lire en présence de la famille selon sa coutume. A peine avait-il commencé à lire, que nous fûmes avertis qu'il y avait un détachement de soldats qui venaient pour le prendre ; et en effet, nous vîmes ces soldats qui commençaient à envahir la maison où nous étions. Comme il y avait à cette maison une porte de derrière, qui était encore libre, et par laquelle mon père pouvait se sauver aisément, son frère et quelques autres personnes qui se trouvèrent pour lors chez nous, firent tout ce qu'ils purent pour l'obliger à se sauver. Nous nous jetâmes à ses pieds, mes sœurs et moi pour l'y obliger, mais toutes nos prières et nos sollicitations furent inutiles ; il nous dit toujours qu'il n'avait commis aucun crime, et qu'il n'avait rien fait qu'il ne fût encore prêt de faire, s'il en avait la liberté. Sur cela, les soldats étant entrés dans la maison, ils se saisirent de lui ; il se laisse prendre et conduire comme un agneau sans ouvrir la bouche. D'abord, on le fit sortir du logis par un orage affreux, et qu'il pleuvait à verse, sans vouloir attendre qu'on luy allât chercher un cheval, et on le conduisit à pied, au travers des boues et des torrents de pluie à la Salle, distant de Durfort d'environ trois lieues. Je fus le seul de la famille qui eus la fermeté de le suivre, malgré les blasphèmes des soldats et les mauvais traitements qu'ils me firent en chemin. Lorsque nous fûmes arrivés, on me sépara de mon cher père, on l'enferma, et on me laissa, moy, sur le pavé où je restay quelque tems sans savoir que devenir. Enfin, un marchand, ami de mon père, ayant appris ce qui se passait, me vint prendre et me mena chez lui.

Dès que le marquis de la Trousse eût appris que mon père était arrivé, il fut le voir lui-même ; il commença d'abord par lui reprocher qu'il avait abusé de la bonté qu'il avait eue pour lui, de lui promettre de lui faire avoir la permission d'aller au pays de Gex ; qu'au préjudice de cela, il avait fait des assemblées contre les défenses du roy et contre son service ; que par là, il ne méritait pas moins que la mort, et qu'il n'y avait rien qui l'en pût garantir. Mon père lui répondit sans s'émouvoir, qu'il ne croyait pas d'avoir fait rien de contraire à la bonté qu'il avait eue pour lui, ni contre le service du roy ; qu'il n'avait fait que suivre les ordres de son grand Maître, qui lui ordonnait, à lui et à tous les fidèles, de s'assembler en son nom avec promesse qu'il serait au milieu d'eux ; qu'ainsi, il n'avait fait que suivre les mouvements de sa conscience en se trouvant dans ces assemblées, où d'ailleurs, bien loin qu'il s'y fût passé quelque chose contre le service du roy, on avait prié Dieu pour sa personne et pour la prospérité de l'Etat ; qu'à l'égard des menaces qu'il lui faisait de la mort,

s'il l'avait appréhendée, il ne serait pas là où il était; qu'il était entièrement résigné à la volonté de Dieu et qu'il espérait qu'il lui ferait la grâce de confesser sa vérité jusqu'à la fin. Le marquis de la Trousse, voyant sa fermeté, commença à luy parler d'un ton plus doux; il lui dit qu'il savait qu'il était honnête homme, qu'il le plaignait, et qu'en considération des personnes qui lui avaient parlé de lui à Montpellier, il serait bien aise de lui rendre service, mais que les ordres du roy étaient si précis, qu'il serait très certainement condamné à la mort s'il persistait dans son entêtement; que le seul moyen qu'il eût de s'en garantir, c'était d'abjurer l'hérésie et de rentrer dans l'Eglise romaine; moyennant quoy, il lui engageait sa parole et son honneur, qu'il le tirerait du mauvais pas où il s'était jeté par son imprudence. Mon père lui repartit qu'il lui était très obligé de sa bonne volonté, mais que bien loin de changer de religion, ou de faire la moindre démarche qui semblât tendre à cela, il ne lui promettait pas même de ne se trouver plus aux assemblées des fideles s'il lui était possible de s'y trouver, quand il devrait perdre, par les plus horribles supplices, mille vies s'il les avait. Après cette conversation, qui dura encore quelque temps, Monsieur de la Trousse s'étant retiré, mon père fut conduit devant l'intendant de Bâville où il subit l'interrogatoire dont le précis est dans la relation du missionnaire; après quoy on le ramena dans sa prison. Le même soir, fort tard, le marquis de la Trousse, soit par un reste d'humanité, soit en considération des personnes qui lui avaient parlé pour mon père, envoya à la prison quelques amis de mon père, pour l'exhorter encore, de sa part, de n'achever pas de le perdre, lui et sa famille, qu'il ne fit seulement que promettre de changer de religion, et que moyennant cela non-seulement il le ferait élargir, mais qu'il lui promettait de lui faire avoir la permission qu'il lui avait promise d'aller demeurer au païs de Gex, d'où il ne lui serait pas difficile de passer dans les païs étrangers. Mon père demeura ferme et inébranlable à toutes ces tentations; il dit mille choses touchantes et édifiantes à ces fâcheux amis, et il finit en leur disant, qu'à l'égard de sa famille, il ne laisserait pas ses enfants orphelins, qu'il les laisserait entre les mains d'un Père qui ne les abandonnerait pas, d'un Père qui avait promis de faire miséricorde en mille générations, à ceux qui l'aimeraient et qui garderaient ses commandements. Qu'il reconnaissait qu'il était un grand pécheur, mais que Dieu lui faisant la grâce de le confesser jusques à la mort, il était persuadé qu'il ferait miséricorde à ses chers enfants, et qu'il ne les laisserait pas orphelins. Ces personnes s'étant retirées, il passa le reste de la nuit en prières, comme nous le sûmes depuis.

Le lendemain, je sortis de bon matin pour chercher les moyens de revoir mon cher père ; comme j'approchai de la prison, je trouvay qu'on l'en sortait lié et garrotté comme le plus infâme scélérat, pour le conduire encore une fois devant ses juges. Dès que je le vis, je courus à lui pour l'embrasser, résolu à me faire tuer à ses côtés, plutôt que de le quitter à l'avenir ; mais un des soldats qui le conduisaient me donna un si grand coup sur la poitrine, de la bouche de son mousquet, qu'il me renversa dans la boue à demi-mort. Ce coup fut si rude que je m'en suis toujours senti depuis, et je ne doute pas que ce coup n'ait été la cause d'une faiblesse de poitrine à laquelle j'ay été sujet depuis, et qui fait que j'ay souvent craché du sang, et que j'ay traîné et traîne encore une vie languissante qui me rend incapable du moindre exercice. Quoy qu'il en soit, je fus si étourdi par ce coup, que de longtemps je ne sus où j'étais ; je ne vis plus mon cher père, et je ne l'ai plus vu depuis. Quelques personnes charitables me relevèrent et me menèrent chez le marchand où j'avais passé la nuit et où je trouvay mes deux sœurs qui, après avoir marché une bonne partie de la nuit, par un tems extrêmement fâcheux, s'étaient rendues à la Salle pour rendre leurs devoirs à notre cher père, s'il leur était possible. Deux heures après, on vint nous dire que notre cher père avait été condamné à être pendu, et que la sentence serait exécutée le même jour. A cette terrible nouvelle, nous sortîmes tous trois de la maison où nous étions, sans qu'on pût nous en empêcher, remplissant les rues par où nous passions, de nos cris et de nos gémissements ; ce qui attirait dans les rues la plupart des habitants de la Salle, qui fondaient en larmes de voir notre déplorable état. Le marquis de la Trousse, devant la maison duquel nous passâmes par hasard, ayant entendu du bruit, se mit à la fenêtre, et ayant vu ce que c'était, bien loin d'être touché de notre désolation, il cria qu'on lui ôtât cette canaille de devant les yeux, et qu'on les gardât jusques après l'exécution de mon père. Nous nous jetâmes à genoux dans la boue où nous étions pour le conjurer, au nom de Dieu, de nous permettre au moins de dire le dernier adieu à notre cher père. Ce monsieur nous répondit par des menaces, et commanda à quelques soldats qui étaient de garde autour de son logis de nous enfermer et de nous garder, ce qu'ils firent tenant toujours l'épée nue à la main, jusques au lendemain qu'on nous mit en liberté. Le même jour, l'ami de mon père, dont j'ay déjà parlé, nous fit conduire à Durfort, où peu de jours après on vint se saisir généralement de tout ce que nous avions, en vertu de la sentence de mort qui avait été rendue contre mon pauvre père, et qui confisquait, au profit du roy,

tous ses biens ; de sorte que nous nous voyions par là bientôt réduits à mourir de faim où à aller mendier notre pain de porte en porte , si nos parents, nos amis et quelques personnes charitables n'y avaient pourvu. Feu mon père avait pris trop de soin de nous élever dans la piété et dans l'horreur pour l'idolâtrie de l'Eglise de Rome, pour nous laisser tenter à toutes les belles promesses qu'on nous fit dans la suite, si nous voulions renoncer de bonne foy à l'hérésie, comme parlaient ceux qui voulaient nous séduire. Aussi, dez que nos premières larmes furent essuyées, je ne pensay qu'à sortir de France et tâcher d'aller en Suisse, joindre mon frère aîné qui y était ministre depuis avant la révocation de l'Edit de Nantes ; ayant été condamné dez ce temps-là à être pendu, et ayant été exécuté en effigie, pour avoir prêché et administré le sacrement de la sainte Cène sur les mazures du temple de Saint-Hippolyte. M'étant donc accompagné de plusieurs autres personnes qui étaient dans le dessein de sortir de France aussi bien que moy, nous fûmes heureusement jusqu'aux Echelles, et il ne nous restait plus qu'à passer le Rhône, pour être dehors de notre malheureuse patrie, lorsque nous fûmes arrêtés. Ceux qui nous prirent, après nous avoir exactement fouillés et s'être saisis de tout ce que nous pouvions avoir, nous lièrent les mains derrière le dos, comme à des criminels, et nous traînèrent à Grenoble, où nous fûmes jetés dans des basses fosses, où nous serions sans doute morts de misère si quelques personnes charitables ne nous eussent assistés secrètement. Peu de jours après notre arrivée, on nous mena au parlement, où sur l'aveu que nous fîmes dans notre interrogatoire, que notre dessein était de sortir du royaume quand on nous avait pris, nos juges nous menacèrent des galères si nous ne changions pas de religion. Ces menaces ou les souffrances que nous endurions dans les cachots où l'on nous avait comme ensevelis, obligèrent quelques-uns de la troupe de se révolter ; les autres furent condamnés aux galères, et cinq mois après, ils furent attachés à la chaîne qui passait par Grenoble pour aller à Marseille.

Pour moy, soit qu'on me trouvât trop jeune ou peut-être trop faible, car j'étais si maigre et si exténué que je n'avais pas la figure humaine, soit par quelque autre motif que j'ignore, il n'y eut point de jugement contre moy que je sache. On me garda encore quelque tems dans le même cachot, où étant seul et privé de la compagnie et des consolations de mes chers compagnons, je souffris plus qu'on ne saurait l'imaginer. Enfin, on m'en tira lorsque j'y pensais le moins, on me mit sur un bateau qui me conduisit au Pont-Saint-Espirit, après m'avoir menacé de la corde si on venait jamais à me rat-

traper sortant du royaume. Mais par la grâce de Dieu, ni leurs menaces, ni le mauvais succès de mon premier voyage, ne me rebu-
tèrent point; je ne laissay passer que le tems qui était nécessaire
pour rétablir ma santé, qui était fort mauvaise, tant à cause des souf-
frances que j'avais endurées dans les prisons de Grenoble, que par le
coup de mousquet que j'avais reçu du soldat à la Salle; de sorte que,
dez que je me sentis assez de forces pour marcher, je me remis en
chemin, je sortis heureusement de la cruelle Babylone, et Dieu m'a
fait la grâce de venir dans un país où je puis le servir publiquement
et purement sans aucune crainte. Mon estat valétudinaire, qui ne me
permet pas de travailler pour gagner ma vie, m'a fait passer par di-
verses épreuves depuis que je suis hors de France; mais quelles que
ces épreuves aient été et quelles qu'elles puissent être à l'avenir,
j'espère de la miséricorde de Dieu, qui m'a soutenu jusques icy, qu'il
ne m'abandonnera pas à l'avenir, et que je continueray ma course
avec joye jusques à ce que j'aille jouir de la vie des bienheureux, que
ce grand Dieu réserve à ceux qui auront vécu et qui seront morts en
son amour et en sa crainte. Pour mes sœurs, la plus jeune sortit aussi
de France peu de tems après moy, et Dieu a fait la grâce à ma
sœur aînée de nous suivre dans la Suisse. Quoyqu'il y ait un nombre
infini de confesseurs, qui ont incomparablement plus que moy, j'es-
père que ceux qui liront cet écrit prendront en bonne part le peu
que je viens de dire de mes souffrances; ce qui servira du moins à
faire voir que si mon cher père, est mort en véritable martyr, il avait
vécu en véritable chrétien, ayant élevé sa famille, autant qu'il lui
avait été possible, en la crainte de Dieu et l'amour de sa sainte re-
ligion.

Je souhaite de tout mon cœur que cet écrit tourne à la gloire de
Dieu et l'édification de l'Eglise, qui est le seul but que je me suis pro-
posé en le livrant au public.

RÉTABLISSEMENT DU CULTE RÉFORMÉ

A OBERSEEBACH ET SCHLEITHAL, EN BASSE ALSACE

PAR ARRÊT DU 11 DÉCEMBRE 1780.

Le traité de paix de Westphalie avait établi les conditions auxquelles les
luthériens et les réformés auraient le libre exercice de leur culte dans l'em-
pire germanique et dans la province d'Alsace, qui venait d'en être détachée.
En vertu de ce traité, les réformés des deux villages d'Oberseebach et de
Schleithal, situés sur la frontière septentrionale de la basse Alsace et pos-
sédés alternativement par l'électeur palatin, l'évêque de Spire et le roi de

France, avaient évidemment le droit de continuer à adorer Dieu à leur manière, à conserver leur temple et à faire salarier leur pasteur par le seigneur dimier du chapitre catholique de Wissembourg. Il existe aux archives de la paroisse réformée de Strasbourg et de celle d'Oberseebach, église consistoriale de Bischweiler, plusieurs factures, suppliques et mémoires, après la lecture desquels on ne comprendrait pas que ce droit ait pu être contesté pendant près d'un siècle, si l'on ne savait pas que les jésuites étaient alors tout-puissants. Ce n'est que grâce à ces messieurs que ce droit a pu être non-seulement contesté, mais supprimé en 1709; et ce n'est que grâce à leur suppression, qu'il a pu être partiellement rétabli le 11 décembre 1780. Les princes et leurs ministres eurent beau protester de leur respect pour les traités, les jésuites trouvèrent toujours moyen de les éluder et de martyriser les réclamants, pour les faire abjurer.

C'est ainsi que, sur l'ordre de l'administrateur du grand baillage de Germersheim, auquel ressortissaient Oberseebach et Schleithal, douze bourgeois de ces villages furent emprisonnés à Altenstatt. Dans le nombre, il y avait des vieillards, dont plusieurs eurent les pieds gelés et qu'on laissa manquer de tout. L'un d'eux fut enfermé dans une chambre à fumer où il eût été infailliblement asphyxié, s'il n'avait pas pu respirer un peu d'air par la fente d'un volet. Par ce traitement, l'administrateur et le curé de Germersheim, qui regrettaient hautement que le Roi Très-Chrétien n'avait pas fait brûler tous les hérétiques, espéraient obtenir l'abjuration des prisonniers, qui avaient offert de se racheter par l'abandon de tous leurs biens et qu'on ne relâcha qu'après qu'ils eurent payé cent quatre-dix-neuf florins pour les frais d'entretien de leurs geôliers, et déclaré par écrit qu'ils étaient passés librement à l'Eglise catholique (1).

Ce n'est pas tout. Le 22 mai 1624, quatre archers commandés par un lieutenant, enlevèrent, à trois heures du matin, l'instituteur calviniste que les réformés d'Oberseebach et de Schleithal s'étaient donnés, et le conduisirent nu-pieds à la prison de Wissembourg où il fut détenu avec deux habitants d'Oberseebach qui l'avaient suivi pour savoir où on le conduirait et où il fallait lui envoyer ses habits. Dans même année, quatorze bourgeois réformés des deux villages furent condamnés à des amendes en argent et en cierges, pour n'avoir pas orné leurs maisons à la Fête-Dieu. Bientôt après, les réformés durent faire baptiser leurs enfants, bénir leurs mariages et enterrer leurs morts par les curés catholiques, réciter le *Credo* catholique à leurs bénédictions nuptiales, sous peine de nullité de leurs mariages, et présenter des parrains catholiques à leurs baptêmes, s'ils voulaient échapper au danger de voir enlever leurs enfants par la maréchaussée, qu'ils

(1) On comprend qu'après leur élargissement, ces malheureux ne se croyaient pas liés par cette déclaration.

étaient obligés d'indemniser. On alla jusqu'à exiger des parents réformés qu'ils envoyassent leurs enfants à l'école et à l'église catholiques.

Tant de vexations, dont l'évêque de Spire était le principal instigateur, déterminèrent les réformés d'Oberseebach et de Schleithal à réclamer l'appui des états généraux de Hollande, de l'électeur palatin et du roi de Prusse, qui s'intéressèrent vigoureusement en leur faveur, mais sans autre résultat que des promesses, des fins de non-recevoir et la réponse suivante du ministre de la guerre, d'Argenson, à un mémoire présenté en juin 1750, par le ministre plénipotentiaire de l'électeur palatin : « qu'il était vrai que « quelques réformés d'Oberseebach et de Schleithal avaient été emprison-
nés, mais qu'ils avaient été relâchés, et que, quant à l'exercice religieux, « rien n'empêchait ceux d'Oberseebach et de Schleithal de fréquenter les « églises réformées voisines du duché de Deux-Ponts. » Il appert encore des pièces relatives à l'intervention des souverains protecteurs des intérêts protestants, que, en 1750, le pasteur luthérien de Roth, Gervinus, s'intéressa particulièrement aux réformés d'Oberseebach et de Schleithal; qu'il entra, pour cet effet, en correspondance avec le docteur Sack, premier prédicateur de la cour de Berlin, lequel reçut de la manière la plus affectueuse André Weissbeck, porteur d'une supplique à Frédéric le Grand, et fit son possible pour lui assurer un bon accueil; que le roi de Prusse stimula le zèle de l'électeur palatin en faveur de ses anciens sujets, mais que les implacables adversaires du protestantisme, ayant réussi à faire passer la supplique des réformés pour un acte de rébellion, plusieurs d'entre eux furent arrêtés, chargés de chaînes et incarcérés à Haguenau, puis relâchés après le premier interrogatoire que leur avait fait subir le procureur-général de la cour souveraine de Colmar.

Depuis leurs requêtes à quelques princes du corps évangélique, qui avaient failli prendre une fin tragique, les réformés d'Oberseebach et de Schleithal semblent avoir été plus circonspects dans leurs démarches pour obtenir le libre exercice de leur culte; du moins ne trouvons-nous dans les archives de la paroisse d'Oberseebach que quelques lettres et suppliques très modestes, adressées, dans ce but, de 1750 à 1763, à l'évêque de Spire, à l'intendant et au procureur-général de la Cour souveraine d'Alsace, et une lettre du pasteur luthérien Gelan de Rott, successeur du pasteur Gervinus, datée du 16 septembre 1754, qui réclame de nouveau les bons offices du prédicateur de la cour de Berlin, Sack, auprès de Frédéric le Grand; mais rien ne permet de supposer que le roi de Prusse ait fait cas de cette réclamation, et on sait que par une lettre du 44 mai 1762, le duc de Choiseul, influencé par l'évêque de Spire, refusa l'autorisation de célébrer leur culte, aux cavinistes d'Oberseebach et de Schleithal (1).

(1) *Ordonnances d'Alsace*, t. II, p. 622.

Quoi qu'il en soit, la liberté religieuse ne paraît pas avoir fait des progrès dans ces villages avant l'avènement de Louis XVI, de qui l'on attendait la guérison de toutes les plaies de l'Etat et le redressement de tous les torts, en particulier l'émancipation des protestants, généralement demandée depuis le meurtre juridique de Jean Calas. Plein de foi au nouveau règne, le pasteur luthérien de Wissembourg, Schimmer, retrempa le courage des réformés d'Oberseebach et de Schleithal, leur fit entrevoir le succès d'une nouvelle demande en émancipation, et recommanda leur affaire au célèbre fabuliste Pfeffel, à Colmar, dont le frère, jurisconsulte du roi à Versailles, avait déjà rendus d'importants services à la cause protestante et qui ne refuserait certainement pas de lui en rendre de nouveaux. Pfeffel fit le meilleur accueil aux rustiques mandataires des protégés du digne pasteur Schimmer, auquel il écrivit, en date du 20 décembre 1774 : « Votre démarche, en faveur de ceux qui vous remettront ces lignes, vous fait d'autant plus d'honneur que, de nos jours encore, on a généralement peu de sympathie pour les victimes de l'intolérance qu'on croit d'une autre religion. Ces braves gens vous diront verbalement ce qui leur a été con-
« seillé et ce dont on est convenu avec eux. Je voudrais seulement que mon pouvoir égalât ma bonne volonté à servir ces malheureux. Il conviendrait peut-être d'attendre, pour agir, que le soleil levant ait fourni une plus ample carrière ; mais je subordonne volontiers mon idée à de plus sages conseils. » Ces conseils ne paraissent pas avoir été conformes à l'idée de Pfeffel, car le 6 juillet 1775 déjà, nous voyons *Thibault Rittel*, en sa qualité de fondé de la procuration des réformés d'Oberseebach et de Schleithal, faire des démarches à Heidelberg, pour obtenir les pièces propres à établir leur droit au libre exercice du culte calviniste. Ce ne fut cependant que dans le courant de l'année 1778 que, en cette qualité, il fut envoyé à Paris où il arriva le 14 juillet. Rittel qui, en 1747 déjà, avait signé un mémoire à l'électeur palatin ; qui, en 1750, avait pris part aux suppliques adressées au roi de Prusse, et qui, plus tard, avait pétitionné contre les parrains catholiques, qu'on avait voulu lui imposer, était un de ces hommes fortement trempés qui ne reculent devant aucun sacrifice pour arriver à des fins légitimes. Simple laboureur, ses nombreuses lettres font foi que, s'il n'avait pas approfondi la théorie du style, les règles de l'orthographe et celles de la ponctuation, il avait à côté d'un bon fonds de crédulité, de la finesse, du tact, de la persévérance et même de la perspicacité. Député à la cour du roi de France, sans avoir jamais quitté son village et sans savoir un mot de français, il a su se mettre en rapport avec les hommes les plus haut placés de la capitale et mener à bonne fin une affaire où avaient échoué l'électeur palatin et Frédéric le Grand. En partant pour Paris, il avait sans doute cru la terminer en quelques semaines ; mais trompé dans son attente, ni les len-

teurs, ni les faux rapports, ni les privations, ni les maladies, ni les intérêts de famille, ni l'impatience de ses mandataires, ne purent ébranler sérieusement sa résolution de rester fidèle à son mandat. Il croyait à son étoile; mais malheureusement il joignait à cette qualité du grand homme le défaut ordinaire aux gens du peuple, de se défier de ses meilleurs amis, pour prêter l'oreille aux hâbleurs et aux intrigants. Ces derniers lui rendirent suspects M. de Pfeffel et M. de Baer, chapelain de l'ambassade de Suède, auquel il avait été spécialement recommandé, ainsi que M. de Silvestre, son avocat; de sorte que, à leur insu, il fit faire des placets par un autre avocat, sans considérer que les lenteurs dont il se plaignait ne provenaient que de l'intendant d'Alsace, qui ne se pressait pas d'envoyer son avis, indispensable en ces sortes de matières. Heureusement les défiances de Rittel ne s'étendirent jamais au pasteur Schimmer, qu'il eut soin de tenir au courant de ses entreprises, et qui n'eut pas de peine à rectifier son jugement. Mais, pour bien peindre cet homme, laissons-le parler lui-même, en commençant par sa première lettre, datée du 16 juillet 1778, et adressée au pasteur Schimmer (1).

« Je suis arrivé ici (à Paris) le 14 de ce mois et allé de suite chez le célèbre avocat M. de Silvestre, qui m'a conduit chez M. de Baer, ministre de notre religion à l'ambassade de Suède. M. de Baer écrira en notre faveur à M. de Pfeffel, qui est également de notre religion, a une place considérable à Versailles, et est intimement lié avec M. de Campi, premier commis au ministère de la guerre, où notre affaire sera traitée. M. de Silvestre verra M. Target, l'envoyé et l'avocat de l'évêque de Spire, et conférera après-demain avec M. de Sickingen, ministre plénipotentiaire de l'électeur palatin. Dimanche j'irai à Versailles avec M. de Silvestre. Je verrai donc bientôt la fin de nos tribulations; mais comme j'ai beaucoup de frais, particulièrement pour des courses dans cette grande ville où la chaleur est intolérable, je prie mes confrères de m'envoyer une lettre de change de quatre à cinq cents francs. J'aurai soin de ne pas faire de dépenses inutiles (2).

« M. le pasteur me rendra le service d'aller voir ma femme, de lui dire que je me porte bien, que j'ai bon espoir, et que je reviendrai sain et sauf à la maison. »

En date du 19 juin 1778, Rittel écrit à M. Schimmer : « Je suis toujours content de mon voyage, et espère mener à bonne fin notre affaire. M. de Pfeffel, duquel je vous ai parlé dans ma première lettre, m'a traité avec la plus grande politesse, m'a ordonné de rester à Versailles et de manger

(1) Toutes ses lettres, à l'exception d'une seule, sont adressées à ce pasteur, ou collectivement à lui et à ses mandataires.

(2) Le compte suivant de l'hôte de Rittel, un maître doreur nommé Brerah, prouve que le brave homme a tenu cette promesse :

« avec ses gens, pour diminuer mes frais. Il m'a promis de faire son possible
« pour le succès de ma mission.

« Il trouve mon passe-port suffisant pour ma personne ; mais comme je
« dois représenter notre paroisse, il a prié M. de Silvestre d'écrire à M. de
« la Galaizière de légitimer ma mission, parce que la cour exige cette for-
« malité. Je vous envoie à cette fin une requête à M. de la Galaizière, qui
« devra lui être remise par une personne considérable, par M. le pasteur
« Schimmer ou par M. le juge Mühlberger, afin qu'elle ne soit pas rejetée
« par l'intendant. M. le sous-délégué Padoul sera également prié, par M. de
« Silvestre, de nous donner un bon témoignage. Dès que la requête aura
« été signée par M. l'intendant, on la renverra à M. de Silvestre...

« Si, à cause de la moisson et de mon absence, ma femme a besoin d'ar-
« gent, mes confrères sont priés de lui en prêter ; ils peuvent compter qu'ils
« ne perdront rien avec moi.

« M. de Pfeffel approuve fort mon voyage à Paris, il veut que je reste ic
« jusqu'à la fin de notre affaire, et écrira pour nous à M. le pasteur Geruler,
« de Strasbourg (1). »

Après cette lettre, il y en a plusieurs qui traitent le même sujet et donnent
des instructions pour obtenir un avis favorable de l'Intendant ; mais, le
28 novembre 1778, déjà notre envoyé commence à perdre courage, et il écrit
cette lettre désolée :

« Que le Seigneur soit avec vous, mon cher Monsieur le pasteur Schim-
« mer, ma chère femme et mes bien-aimés frères. Je vous préviens que l'In-
« tendant arrivera à Strasbourg le 45 du mois prochain, et, dans l'intérêt de
« notre affaire, je désire que M. le pasteur Schimmer ou M. Sadoul accom-

Mémoire de Monsieur Diebelle Rittel, du 21 aous 1780.

Pour nourritur, depuis le premié de juen jusque 9 aous, à vien sous	70 l. » s.
par jour, fait	1 »
Pour plussieur si tron,	1 »
Pour du sucre,	» 12
Pour de l'eau devis,	» 12
Pour de luille,	» 10
Pour du tabas,	2 »
Pour la potiquer,	

75 l. 14 s.

Reçu le montant du mémoire ci-dessus, à Paris, le 31 août 1780. BRERAH.

Le reçu est de la main de celui qui a été chargé de payer les dettes de Rittel ; la signature est en lettres allemandes et établit le véritable nom du doreur, qui, dans d'autres pièces, est appelé Brayé et Brayez.

On conviendra que, pour un envoyé extraordinaire, la dépense est modérée. Quant à l'hôte de Rittel, c'était sans doute un ouvrier allemand, auquel notre envoyé avait été adressé, et qui, avec un maître chapelier de Strasbourg, également logé chez lui, et *peut-être* l'interprète Lesbiche, formaient la camarilla liguée contre la marche suivie par MM. de Silvestre, de Pfeffel et de Baer.

(1) Le pasteur Geruler, de Strasbourg, qui s'occupait activement des intérêts des réformés d'Oberseebach et de Schleithal, était beau-père de M. de Pfeffel.

« pague l'un de vous à Strasbourg, car nous sommes impatients de recevoir une réponse de cette ville.

« Pour ce qui me regarde, je suis, Dieu soit loué, en bonne santé, mais très affligé de rester loin des miens. Je suis plus souvent dans la peine que dans la joie. Mon cœur crie jour et nuit, et mes yeux se fondent en larmes. « Et vous, mes chers frères, sachez que je n'ai pas pu écrire ces lignes sans beaucoup de soupirs. Priez par conséquent, avec moi, le Maître de la moisson qu'Il envoie des ouvriers dans sa moisson. Mon cher Monsieur le pasteur Schimmer et mes chers frères, si j'avais su que l'affaire durerait aussi longtemps, je ne serais pas allé à Paris pour mille florins. Je ne vous dirai pas mes angoisses; car Celui qui me garde ne sommeille pas, et mon doux Sauveur veille sur moi...

« Je ne sais quel parti prendre. Si je reviens chez moi, mon avocat sera bientôt éconduit, car l'évêque de Spire nous fait une forte opposition: mais elle ne le mènera pas loin si je reste ici, et si l'Intendant nous prête son appui. »

Du 28 novembre 1778 au 28 mars 1779, plus de lettres de Rittel. A cette dernière date, nous en trouvons une écrite en français, de la main de l'interprète Lesbiche (1), où il est dit: « Les pièces sont déposées sur le bureau de Sa Majesté. La communauté aurait désiré mon retour, notre avocat l'avait conseillé; mais des personnes d'esprit et qui connaissent la marche qu'il faut tenir, m'ont conseillé de rester sur les lieux jusqu'à parfaite décision, sinon, si je me fiais à l'avocat, nous n'en verrions jamais la fin. J'ai donc sur leur conseil, présenté moi-même un placet au roi, le 24 du courant; j'en ai donné un autre à M. Necker, contrôleur général, avec un mémoire instructif de notre demande et de nos anciens droits. Comme il sera présent lorsque cette affaire se décidera au conseil privé du roi, j'ai imploré sa puissante protection, et, suivant toute apparence, il m'a accordé la grâce que je lui ai demandée. Dans le courant de la semaine prochaine, je me transporterai à Versailles, au bureau du roi, et en celui de M. Necker, avec mon interprète, où j'espère obtenir une réponse favorable. Aussitôt que je l'aurai, je vous en ferai part. Communiquez, je vous prie, ma lettre à mes confrères, desquels j'attends de jour en jour une réponse qui me guidera suivant leurs intentions. La mienne est de ne pas quitter avant que le roi n'ait donné ses ordres sur notre juste demande. » (Suite.)

A. MEDER.

(1) Plusieurs lettres de Rittel ont été écrites par Lesbiche, tantôt en français, tantôt en allemand.

BIBLIOGRAPHIE.

HISTOIRE DE FRANCE AU XVI^e SIÈCLE.

I. RENAISSANCE. — II. RÉFORME. — III. GUERRES DE RELIGION.

Par J. MICHELET

3 vol. in-8° (5 fr. 50 c. chaque). Paris, Chamerot, éditeur, 1855-56.

L'histoire est l'épopée des âges civilisés, comme l'épopée est l'histoire des temps barbares. L'histoire est la grande poésie de notre siècle, la vraie muse de la France moderne, *ferrea vox*. Quelles fictions égaleraient jamais la majesté de nos annales ! Après la Révolution et les guerres de l'Empire, qui transformèrent si profondément la vieille Europe, nous vîmes paraître, comme pour raconter ces merveilleux événements, une école de jeunes historiens, école nombreuse, multiple, qui se divise en plusieurs branches diversement recommandables, et qui a produit des œuvres illustres, entre lesquelles nous signalerons, comme deux monuments de l'art, l'*Histoire de Napoléon et de la Grande Armée*, par le général Ph. de Ségur, et l'*Histoire de la conquête de l'Angleterre*, par Aug. Thierry, lequel toutefois n'est pas l'Homère, comme on l'a prétendu, mais le Walter Scott de l'histoire.

C'est dans cette phalange de jeunes historiens que nous trouvons, et parmi les plus vaillants, M. Michelet. Il se distingue par l'éclat, le mouvement, l'élan lyrique, et par la confusion systématique du récit, dans lequel il substitue constamment à l'ordre chronologique l'ordre philosophique et arbitraire des événements. De là, disons-le d'abord, une grave infraction aux conditions primordiales du genre. L'histoire, dont l'épopée est la forme originelle, est, avant tout, un récit (*Epos*) ; dès qu'elle perd ce caractère narratif, elle devient une thèse, une dissertation, un sermon, tout ce qu'on voudra, mais ce n'est plus de l'histoire. La pensée, chez M. Michelet, tourmente la forme historique, et l'emporte comme un torrent emporte sa rive. C'est de lui qu'on pourrait dire, comme d'un ancien : *Orator in historia*. Tout mouvement oratoire, en effet, se trouve dans son style, et toute beauté poétique comme toute fleur de langage. Science, philosophie, fabliau gaulois, idylle grecque, apologue oriental, et le caprice et la fantaisie forment le fleuve de son récit, non pas fondus dans son flot, ni même arrangés, mais dans un pêle-mêle éclatant, et roulés violemment dans son écuime. M. Michelet est le Rhône de notre histoire : noble fleuve, mais hasardeux, et parfois innavigable ; il s'abîme, il fait des cascades ; il a des bruits magnifiques, et tombe en éparpillant ses eaux et en multipliant ses bouches dans la mer.

C'est quelque temps après la révolution de 1830 que parurent les premiers volumes de son *Histoire de France*. Ils révélèrent, malgré les défauts que nous signalons, un des plus grands styles de notre temps. L'investiga-

tion profonde, la touche brillante, le mouvement rapide, saccadé, en forme le triple caractère. Ce mélange invariable de qualités et de défauts éclatants, lui constituent, en définitive, un genre; c'est la son originalité, son type historique. La vie surtout y surabonde : *ars*, nous dit-il quelque part, est le contraire d'*iners*; il pratique sa poétique de l'histoire. M. Michelet, à ce compte, est un grand artiste. Mais la forme aussi est indispensable à la vie. Il ne revêt pas la pensée, débordante en lui, de la netteté solide de la forme; et ses figures, si hardiment ébauchées, et jetées par masses éclatantes, ne s'encadrent pas dans la rectitude inflexible d'un plan architectural. Entre tous les historiens de notre temps, il est peut-être le seul qui soit naïf, autre don rare du poète. Il y a en lui de la naïveté gauloise; on y sent, jusque dans ses illusions, la sincérité véridique, l'accent convaincu de l'honnête homme jusque dans l'égarement de ses sympathies, et par-dessus tout, et en toute occasion, le cœur généreux du citoyen. La patrie, l'humanité, la nature sont les divinités en l'honneur desquelles, fervent adorateur, il est toujours prêt à entonner un hymne ou à rompre une lance. C'est ainsi que, champion du Collège de France attaqué, nous le vîmes, il y a quelques années, lancer tout à coup son livre du *Prêtre*, qui eut tant de retentissement, et repousser vaillamment, au nom de la liberté de l'esprit humain, les envahissements de l'esprit sacerdotal. Dernièrement encore, interrompant ses tragiques récits du XVI^e siècle, il a laissé, comme par mégarde, s'envoler de sa retraite, où il venait d'éclorre parmi les rouges-gorges et les rossignols, compagnons de son travail, l'*Oiseau*, un chant pastoral, un poème bucolique, œuvre charmante, dirait-on, de quelque brame de l'Occident.

M. Michelet avait conduit son *Histoire de France* jusqu'à la fin du moyen âge, lorsque la révolution de 1848 survenant, il fit, selon son habitude, un bond, pour nous raconter, sous l'inspiration républicaine du jour, la grande révolution française. Peut-être aussi ne comprenait-il pas bien encore la Réformation; du moins, dans les *Mémoires de Luther*, n'avait-il que très incomplètement apprécié le gigantesque réformateur saxon. Le jour s'est fait insensiblement, et maintenant M. Michelet rétrograde jusqu'au commencement du XVI^e siècle, et, renouant son récit interrompu, nous retrace la *Renaissance*, la *Réformation*, et les *Guerres de religion*. Tels sont les titres des trois derniers volumes dont nous avons à faire ici un examen spécial. Mais remarquons d'abord que cette manière de construire son œuvre doit nécessairement en altérer les proportions, et qu'il est à craindre que l'édifice, repris en divers temps et sous diverses inspirations, n'accuse l'absence de plan primitif et de principe générateur. Ce défaut matériel, et en quelque sorte extérieur, tient à un défaut interne plus grave encore. Sympathique écrivain, M. Michelet se passionne tour à tour pour le catholicisme, pour la Renaissance et pour la Réformation. Comment conciliera-t-il les contradictions de sa pensée, et ramènera-t-il les précipitations de son jugement à un principe fixe, immuable, éternel? Il juge convenablement, enfin, Luther, Calvin, Coligny, les héros, les martyrs bibliques.

« Luther, dit-il, c'est l'aube, un réveil de mai, le réveil du monde. » Puis il laisse tomber, à propos de l'Evangile, ces étonnants, ces étranges mots : « Son astre aimable a lui au coucher de l'empire romain, sur les ruines de la Judée et de vingt nations. Son charme est plutôt celui d'une lune mélancolique que d'un fécond soleil. C'est le temps du repos ; c'est l'astre aimé des morts. » (*Réj.*, page 443.) Non, non ! c'est l'*Imitatio Christi* que désigne ainsi M. Michelet ; astre nocturne du cloître, astre de la solitude, du silence et des songes, astre aimé des fantômes cénobitiques. Mais l'Evangile c'est le soleil des vivants, le soleil éclatant des forts ouvriers de Dieu, le soleil vivifiant des nations bibliques ; et jamais le monde n'avait été remué, transformé, régénéré, comme il l'est depuis trois siècles par les peuples de Luther.

Renaissance,—Réforme,—Guerres de religion, tels sont les sujets de ces trois derniers volumes. Ils sont, quant au style, les plus négligés peut-être. L'écrivain ne se lasse pas, mais il n'a pas le temps de coordonner, encore moins de revêtir ses idées ; il les jette pêle-mêle, mais dans cette confusion d'hommes et d'événements, dans le tourbillon qui les entraîne, se dressent des figures dessinées de la façon la plus magistrale. Les portraits de François I^{er} et de Charles-Quint sont des images refaites à neuf, et d'autant plus ressemblantes, que le trait en est rustique, et la touche d'une réalité brutale. On dirait des ébauches échappées, dans un moment de fièvre, aux crayons implacables du Titien et de Michel-Ange. Léonard de Vinci n'aurait pas retracé d'un pinceau plus suave, plus ému, la poétique et douloureuse figure de Marguerite, reine de Navarre, femme savante, nature platonique, qui avait bu avidement aux sources de Luther et de Rabelais, qui portait, en gémissant, dans son sein le trouble et le tumulte qui résultent de doctrines incompatibles, et dont le cœur désolé reproduisait en cela les soulèvements et les tempêtes de son siècle.

Ces monarques, qui de leur vivant remplissent le monde, sont par la postérité rejetés dans les ombres du second plan. Les vrais rois de ce temps ce sont les hommes en qui s'incarnent les principes. Les hommes-principes prennent le pas dans l'histoire sur les hommes-sceptres. C'est Luther-Loyola, Rabelais : Rabelais un troupeau, Loyola un ordre, Luther un monde. Voilà le triple antagonisme du siècle, nous dirons plus, du monde moderne. M. Michelet peint naïvement, fortement Luther. Il définit très bien son œuvre, retour à la Bible et à la nature. En proclamant le salut par la foi, il retrempe le christianisme aux sources de saint Paul, aux sources du Christ, et il ouvre aux peuples altérés ces sources immortelles par sa traduction de la Bible. Par sa traduction de la Bible, il donne à l'Allemagne, avec une foi vivante, une langue vivante, une littérature vivante. Ce que Dante a fait pour l'Italie, Luther l'accomplit bien mieux encore pour le monde germanique. Milton, Klopstock, Schiller sont ses fils ; et même encore, quoique à un moindre degré, Goethe et Shakspeare. « Il n'y a rien, dit M. Michelet, à comparer aux Symphonies de Michel-Ange et de Rubens que certaines pages de Luther... Toutes choses au niveau de Bossuet, mais avec des accents poi-

gnants, profonds, intimes, humains, que n'eut point l'orateur officiel de l'Eglise de Louis XIV. »

M. Michelet signale très bien qu'une des reconstructions principales de Luther, c'est la famille. La pierre du foyer est la base de tout l'édifice domestique et social. Le catholicisme avait dénaturé la famille comme l'Evangile. A la famille naturelle, il substitue une famille factice, la famille monastique. M. Michelet fait remarquer que c'est là la cause de la fébrile agitation de la France, de la longue mort de l'Italie, de l'anéantissement de l'Irlande et de la Pologne. Le ver qui tue leurs troncs séculaires c'est le monachisme. Or, Luther, le puissant laboureur biblique, a déchenillé l'arbre de vie; il a détruit dans le verger de Dieu les larves ascétiques; de là l'incomparable vigueur des races évangéliques : l'Angleterre, l'Amérique, le nord de l'Europe.

Loyola c'est l'antithèse de Luther. Le catholicisme, s'inspirant de l'Inde, s'est posé au-dessus de la nature par l'ascétisme, au-dessous de l'Evangile par l'idolâtrie. Ce christianisme boudhique s'incarne dans la Vierge. La Vierge est la mère des ordres monastiques et des castes sacerdotales : la Vierge est la mère des papes. Voilà pourquoi Loyola s'en fait le chevalier, et pourquoi cet Espagnol lui voue une milice qui, sacrilègement, unit le nom de Jésus au génie de Guzman d'Alfarache. Loyola est armé contre la double loi de Dieu, la Bible et la nature. Par l'idolâtrie il abrute les peuples, auxquels il ferme l'Ecriture et dérobe le Verbe, l'unique médiateur entre l'homme et Dieu. Par l'ascétisme, il mine insensiblement la famille, la société naturelle, et leur substitue les ordres monastiques, dont les innombrables corporations asservissent le monde à la papauté; par l'ascétisme, il énerve les peuples, et par l'idolâtrie ou l'adoration de l'homme, il produit le pouvoir du prêtre ou la théocratie, et le pouvoir du prince ou le despotisme : despotisme et servitude, voilà son œuvre. Voilà la raison profonde pour laquelle les nations papistes sont perpétuellement ballottées de servitude en anarchie, et d'anarchie en servitude. Elles aspirent à la liberté, mais vouées par la tutelle sacerdotale à une éternelle enfance, elles ne peuvent être libres; car pour l'homme comme pour les peuples, la liberté c'est la virilité dans la loi de Dieu, ou, comme dit saint Paul, *l'humanité parvenue à la stature parfaite de Christ*. Non-seulement M. Michelet voit très bien cela, mais, de plus, il a le courage de le dire, courage plus rare qu'on ne croit, en France.

En face de Luther, en face de Loyola, se pose hardiment Rabelais. Rabelais est la renaissance païenne, gauloise, épicurienne, scientifique, aristophanesque. Je ne doute pas que Panurge ne fût un très grand esprit. Peut-être même y a-t-il une très profonde sagesse dans son livre; mais, dans tous les cas, c'est la sagesse de Gargamelle et de Gargantua. Je me défie d'un Platon qui, pour débiter sa philosophie, se barbouille de boue, et prend la croupe velue et les pieds de boues d'un satyre. M. Michelet, qui flagelle justement Loyola, préconise beaucoup trop Rabelais. Ils sont l'un et l'autre en dehors de la nature et de la Bible, et le sensualisme n'abrutit

pas moins les peuples que l'ascétisme. Panurge, non plus qu'Ignace, n'a pas de famille, conséquemment de peuple. La famille de Rabelais, nous le répétons, c'est un troupeau de viveurs ; la famille de Loyola, c'est un ordre de moines mondains ; la famille de Luther, c'est une Eglise immense, une multitude de peuples, un monde.

François I^{er} avait à choisir entre ces trois génies du siècle. Il pouvait donner la France à Luther ; il se tourna vers Rome. A la Bible, il préféra Gargantua. L'instinct, le tempérament, une politique insensée, des vues myopes sur l'Empire, décidèrent son choix. Les avertissements ne lui manquèrent pas. Rabelais, rappelant le fameux monogramme *S. P. Q. R.*, que Rome pontificale conserve encore, le traduisait plaisamment ainsi : *Si peu que rien*. Et Marguerite, profonde politique en ceci, non moins que fervente chrétienne, envoyant la Bible au roi, captif à Madrid, lui écrivait : « Une recluse a dit à un saint homme : *Si le roi lit saint Paul, il sera délivré.* » C'était lui dire assez : Tournez au protestantisme ; la Réforme est l'Eglise de saint Paul ; Luther est l'apôtre de Christ, le prophète de Dieu. Puissant talisman, en effet, qui l'eût rendu victorieux de l'empereur et maître de l'Empire. Au lieu de cela, il se tourna vers le pape, il se tourna vers le Grand Turc, et, prince intolérant et sceptique, il oscilla perpétuellement entre Rome, Mahomet et le Christ.

Ainsi une reine, des évêques, des princes, la politique poussaient au protestantisme François I^{er}. La nation l'y devançait ; tout ce qu'il y avait de grand, de noble, de généreux allait à la Réforme. La justice, avec l'Hospital, la philosophie avec Ramus, la science et la presse avec les Estienne, l'art avec Marot, Goudimel, Cousin, Goujon, Palissy ; la noblesse avec les Châtillon, les Rohan, les La Rochefoucauld. Les Lévis eux-mêmes, *ces maréchaux de la foi* catholique en Languedoc, ces soldats de l'inquisition romaine, furent entraînés par le tourbillon qui emportait les anciennes races cathares et léonistes du Midi. Bayard, quelques années auparavant, guerroyant dans l'Apennin, en embuscade sur le passage de Jules II, grommelait dans sa barbe, en agitant son gantelet de fer : *Je m'en vais l'empoigner, ce chétif pape !* La noblesse n'était pas plus catholique que le chevalier *sans peur*. Pourquoi François I^{er} ne se rappela-t-il pas son parrain de chevalerie ? Napoléon prétend que c'est par *bêtise féodale* ; mais comme Napoléon imita François I^{er}, il est probable que c'est pour un tout autre motif. Quoi qu'il en soit, Marguerite (la recluse) implorait Briçonnet (le saint homme). L'évêque répondait : « Le vrai feu fut dans votre cœur, dans celui du roi... Le voilà couvert, assoupi... Le bois est trop verd. » Le bois, en effet, était trop vert ; et cela est vrai de François I^{er}, de Briçonnet, et même de Marguerite. La reine de Navarre, platonique, rabelaisienne, cœur tendre, mais mobile et vague, était-elle véritablement chrétienne, quand Brantôme nous la montre, dans l'inquiétude de sa pensée, penchée au lit des mourants, pour voir si l'âme, en quittant le corps, se révélait par des chants, comme on le disait de l'âme des cygnes. Cygne royal, elle s'éteignit dans les Pyrénées, et descendit dans sa tombe de Lescar, sans faire entendre au suprême instant l'hymne de

l'espérance évangélique. Ainsi ce roi, chevalier quand la chevalerie expirait, ne comprit pas la Réforme, qui ouvrait après les temps chevaleresques, l'ère des temps politiques. Il ne fut qu'une brillante et funeste anomalie ; il rattacha la France à Rome comme une nef à son écueil, et suscita une tempête où son royaume et sa dynastie faillirent sombrer dans un océan de honte et de sang. Il mourut avec la perspective de ces orages, et sa maîtresse, qui n'attendait que son dernier soupir pour passer dans les bras de son fils; et le duc de Guise, qui devait tenter de ravir le royaume à sa dynastie, disaient en riant dans l'antichambre royale : *Il s'en va le galant !* Or, l'histoire, même indulgente, ne saurait lui faire une autre épitaphe.

Le lien qui unit de nouveau la monarchie française à Rome, encore mieux que le Concordat, fut Catherine de Médicis : cette nièce de deux papes, était *athéiste*. Il faut lire dans M. Michelet le portrait de cette princesse, putréfiée de cœur comme de sang, *féconde d'enfants malades et d'enfants morts, et dont son mari se reculait instinctivement comme d'un ver né du tombeau de l'Italie*. A côté de ce portrait impur, il faut voir celui de Diane, la vraie reine aristocratique, sculptée par Goujon, appuyée sur son beau cerf favori, sous les traits de la déesse des forêts. Selon M. Michelet, le grand artiste aurait fait une satire politique sous la forme d'une idylle mythologique, traduite en marbre, de Bion et de Moschus. Quoi qu'il en soit, il est certain que l'ingénieux interprète de ce mystère bucolique rivalise de grâce avec l'immortel sculpteur.

Saint-Germain, le vieux château pentagonal, entouré de forêts immenses, et toujours retentissant des abois des chiens, est le théâtre des amours de cette Diane et de son royal Actéon. C'est aussi le manoir préféré du monarque chasseur et de la reine florentine, le berceau de leur déplorable postérité. C'est là que Catherine mit au monde François II, un *roi pourri*, Charles IX, un *roi baroque et fou*, Henri III, un roi puéril et gomorrhéen. Là Elisabeth d'Espagne, Marguerite de Navarre ; et leur digne sœur aussi y fut couvée, Marie Stuart. Ce château de brique, d'un rouge sombre, porte sur sa coquille sanglante les symboles de la destinée de ses princes, comme les œufs des milans et des vautours. Rois et reines tenant élégamment le luth, le burin, le pinceau et le poignard ; héros et héroïnes de tragédie, de roman et de ballades ; assassins et courtisanes, tous poètes, rossignols par le chant, et aussi par l'instinct de proie, et proie eux-mêmes d'une tragique destinée. Tous périssent tour à tour par la hache, la lance, le poignard, le poison, excepté Marguerite, la joyeuseté de ce long drame sanglant, qui but jusqu'à la fin le calice inépuisable du scandale et de la honte. Tous ces princes sont écloés dans ces murs sinistres avec les projets des massacres de Vassy, de la Saint-Barthélemy, les fureurs de la Ligue, l'invasion espagnole, les guerres civiles. Comme la salamandre de leur aïeul qui couronne ces tours, tous furent nourris dans ce foyer incendiaire ; et ce manoir où ils furent allaités par le meurtre, imprégné d'idées de sang, et suant le sang par tous les pores, semble en avoir gardé sur la peau une teinte indelebile, éternelle. M. Michelet excelle à peindre ces orgies de meurtre et de volupté ; il les peint

naïvement, négligemment, horriblement, et quelquefois à la Shakspeare.

C'est de Saint-Germain que partirent les théologiens catholiques et calvinistes, pour se mesurer au colloque de Poissy, en présence du jeune roi, de la reine et de la noblesse de France. Conférences trompeuses, jeux de la parole, quand se préparaient les jeux de l'épée. Les guerres civiles se préparent, et M. Michelet sculpte vivement les figures des acteurs indéfiniment variées du tragique drame. La tête du monde catholique ce n'est pas le pape, c'est Philippe II, roi d'Espagne; un scribe flamand, un greffier d'inquisition entouré de paperasses, de soupçons, de projets de mort, dans son Escorial, palais, tribunal, sépulcre. Ses deux agents en France sont les deux Guises : le duc, un héroïque intrigant, un condottiere de génie, Français par la valeur, Italien par la ruse, mêlé du renard et du lion; le cardinal, primat des Gaules, pape d'en deçà les monts, et représentant de l'Eglise gallicane au concile de Trente, titulaire d'une douzaine d'évêchés et d'archevêchés, et sceptique amant d'une reine athée. A la suite des Guises, les Tavanes, les Montluc, les Strozzi, les Gondi, les Gonzague, les Birague, un peuple de spadassins, et pour les conseiller, les jésuites, ces spadassins de l'Eglise romaine, ces Machiavels du christianisme des derniers temps.

En face de cette France machiavélique, italienne, espagnole, se pose fièrement la France biblique; un peuple retrempé dans le sang du Golgotha et les foudres du Sinaï, les stoïciens du christianisme, âmes fortes, héros martyrs, qui ont inscrit sur leur drapeau : Souffrir est doux pour le Christ et la patrie. Calvin est l'âme de cette France nouvelle; Calvin, ce *grand et puissant théologien*, dont Farel est l'orateur populaire, et Bèze l'orateur académique, est le *Lycurque*, le *Zénon* de la Réforme. Sa pensée est le moule de bronze d'un siècle, d'une Europe future, d'un monde à venir. Il transmet son âme aux pasteurs, aux capitaines, aux partis. Tous les chefs sont ébauchés d'après lui : c'est Dandelot, Montbrun, Montgomery, les vaillantes et terribles épées; et ces deux viriles femmes, si fortement peintes par d'Aubigné, la reine Jeanne d'Albret et l'amirale de Châtillon. Mais la grande figure du drame, le héros du calvinisme, c'est Coligny : pieux, austère, triste, invincible, indomptable, un Macchabée huguenot, et, comme dit M. Michelet, un *Christ de guerres civiles*. La restauration de cette puissante et vénérable figure équivaut à une création historique. Guise n'est que le héros d'une chevalerie dégénérée, un champion attardé du moyen âge. Coligny est l'homme des temps nouveaux; il a tous les instincts politiques de l'avenir. Patriote et chrétien, il a voulu doter son pays de trois immenses choses : la régénération religieuse et politique de la monarchie, l'organisation d'une armée plébéienne, la colonisation de l'Amérique : ordre social, force militaire, puissance maritime, c'est tout l'avenir de la France.

Non content de réhabiliter Coligny, M. Michelet réhabilite le parti dont il fut le vrai, le grand, le magnanime chef. Rome avait étouffé la vérité, et dicté ses calomnies à l'histoire. Elle prétendait que le calvinisme n'était composé que de nobles, et M. Michelet prouve que si les nobles en étaient les chefs, la masse en était bourgeoise, plébéienne, populaire. Elle préten-

daît qu'il avait autorisé la guerre civile, et M. Michelet prouve que les protestants souffrirent quarante ans de martyre avant de prendre les armes, et que cette prise d'armes fut impolitiquement condamnée par Calvin et par Genève. Elle prétendait qu'il avait le premier appelé les Allemands en France, et M. Michelet prouve que les catholiques avaient, deux ans auparavant, appelé l'Espagnol, et qu'ils voulaient livrer le royaume à Philippe II. Le rouge, la couleur espagnole, était la couleur des Guises et des catholiques; le blanc, la couleur nationale, était la couleur des Châtillon et des protestants. Les calvinistes arborèrent le drapeau de la France. M. Michelet montre Coligny, patriote aux dépens du protestantisme européen, et pour Charles IX et la France contre Elisabeth et l'Angleterre. Il s'écrie : En 1560, comme en 1815, le parti catholique fut le parti de l'étranger. Et cela est vrai.

C'est un grand spectacle que nous montre M. Michelet dans Coligny, après les défaites de Dreux, de Jarnac, de Montcontour, de Saint-Denis, à la tête d'une poignée de soldats, parcourant en long et en large, et en vainqueur, le sol de la France, uniquement soutenu par la double énergie interne de sa cause et de son âme : *Mole sua stat*. La grandeur de cette grave et triste épopée est encore rehaussée par le contraste d'une scène d'un comique achevé : ce sont les Guises feignant d'embrasser la Réforme pour gagner les princes allemands. « S'il en est ainsi, dit le duc aux docteurs d'outre-Rhin, qui naïvement lui expliquaient la Bible, c'en est fait, je suis luthérien. » Et son frère, les entendant soutenir que l'Écriture n'admet pas des cardinaux : « Eh ! que m'importe à moi, s'écria-t-il ; si je n'ai une robe rouge, j'en porterai une noire. » Les deux frères se révoltaient de l'accusation d'avoir fait périr des protestants : ils jurèrent le contraire *au nom de Dieu leur créateur, et sur le salut de leur âme*. Effectivement, ils ne tuaient pas par religion, mais par politique et par férocité. « Eh ! que m'importe à moi ta religion, disait le duc à un martyr, mon métier n'est pas de parler, mais de couper des têtes. » Guise, tout fumant du sang d'Amboise, assassiné à son tour, tint à son lit de mort des paroles rédigées, par les évêques, dans un sens de clémence magnifique, mais cruellement démenties par ses exécuteurs testamentaires, qui les traduisirent en coups de poignards au jour de la Saint-Barthélemy.

Pendant que Luther et Loyola, dans ces terribles tragédies, se disputaient l'avenir de la France, que devenait Rabelais ? M. Michelet prend bien gratuitement la peine de nous dire que ce joyeux compagnon n'était pas avec les protestants. Nous le croyons bien : qu'aurait fait ce gigantesque faune parmi les saints d'Israël ? Il entraîne naturellement à sa suite les poltrons, les douteurs, les viveurs, l'innombrable *grex Epicuri porcorum*. Montaigne, qui répétait à tout propos : *Que sais-je ?* et mettait son pyrrhonisme dans la bouche d'une oie, argumentateur digne de la thèse ; Amiott, évêque de Senlis, qui naïvement rajeunissait la vieille morale et les vieilles immoralités de la Grèce ; Ronsard, prieur de Saint-Cômes, qui, dans cette île de la Loire, refuge du grand Bérenger, le Luther angevin du XII^e siècle, traduisait l'*Amour mouillé* d'Anacréon, et les obscénités de l'Antholo-

logie; Joachim du Bellay et les poètes de la Pléiade, rhéteurs, grammairiens, peseurs de syllabes, corrompueurs de la langue, foi romaine, mœurs grecques, art païen, et, en toutes choses, ravaudage mythologique. Ces pseudo-grecs, ces néo-latins, qui, selon Rabelais, *déambulaient dans l'inclyte cité que l'on vocite Lutèce*, invoquant les « Camènes, » et chantant « Héros et Cupido, » à la suite de la grande Diane, dénaturaient la langue, et pervertissaient la nation. Au moins le *gentil* Marot essayait de fredonner sur sa musette gauloise les solennels accents de David, et cette cornemuse de Cahors, qu'enflaient les fortes harmonies de Goudimel, devint le clairon des phalanges de Jéhovah. La Réforme, partout où elle s'établit, retrempa la langue, et cela devait être, puisqu'elle avait le Verbe. Il en fut de même en France. Notre langue enfantine, bégayante, ondoyante-jusqu'à-là, ne se consolide décidément que sous Calvin. Loyola, que nous sachions, n'a jamais parlé français. Rabelais, le Tourangeau, fils d'une terre et d'une doctrine, *molle lieta e diletta*, est le père d'une école épicurienne d'écrivains qui, dans une langue, à la vérité secondaire, mais vive, flexible, ingénieuse et charmante, a produit ce que la vieille sève gauloise a de plus original et de plus parfait. Toutefois, nous le répétons, la grande langue, la langue théologique, philosophique, oratoire, la langue de l'Eglise et du forum, part de la Réforme, et par Pascal le janséniste, et Bossuet le gallican, s'étend de Calvin à Rousseau. Il y a toujours plus ou moins de protestantisme dans la grande langue de la France.

Rabelais, père des poètes et des philosophes, l'est aussi des politiques; seulement sa descendance se bifurque : la branche poltronne donne Montaigne; le rameau vigoureux et patriote produit les hardis auteurs de la *Satire Ménippée*. La Boétie écrivit pour ce parti le *Contre-Un*, manifestation antimonarchique, qui s'inspire pédantesquement de Sparte et de Rome. Les politiques, comme les poètes et les philosophes de ce siècle, procédaient de l'antiquité païenne; ils ne voyaient pas qu'il y a dans Moïse l'étoffe d'une demi-douzaine de Lycurgues et de Solons. Il faut leur adjoindre les légistes, de Thou, Harlay, Talon, parti respectable, dont Michel de l'Hôpital est l'immortel honneur. Tous sympathisaient avec la Réforme. L'Hôpital même était d'abord entré dans ses rangs; mais il en sortit bientôt, sans revenir au catholicisme, effrayé de la lutte dont la France allait être l'horrible champ de bataille. « C'était, dit Brantôme, un autre censeur Caton... Il en avait du moins toute l'apparence, avec sa grande barbe blanche, son visage pâle, sa façon grave. » Il n'avait point la vigueur des Catons : la verge du rude censeur eût fait fléchir sa main non moins que le glaive du grand stoïque. Au lieu d'aller combattre à Pharsale, il alla dans les champs mener la vie de Laërte. Il déplora en vers latins la Saint-Barthélemy : *Excidat illa dies!* mais c'est tout. M. Michelet, pourtant, est sévère envers ce vieillard, qui fit preuve, ce jour-là, d'un grand caractère. Ses domestiques, effrayés, voulaient barricader les portes : « Non, non, dit le chancelier, si la petite n'est bastante, ouvrez la grande! » Ces belles paroles manquent de leur encadrement tragique; au lieu d'avoir été prononcées dans la retraite d'Etampes, elles au-

raient dû l'être dans le tumulte de Paris. Les nobles paroles du chancelier eussent été l'accompagnement des saintes paroles de l'amiral. Et comme ces deux vénérables figures de l'Hôpital et de Coligny resplendiraient à nos regards émus, dans le lointain des temps et sur les rouges vapeurs du grand massacre !

Ainsi, la Réforme acclamée, appelée par toutes les classes, se vit successivement affaiblir par leurs défections qu'entraînait celle du roi. Non plus que la magistrature, la noblesse, cette autre colonne de la monarchie, n'eut l'intelligence des temps. La Réformation en politique comme en religion, fermait le moyen âge. La *chevalerie* finissait : l'infanterie, c'est-à-dire le peuple armé, lui succédait dans la défense du royaume; le peuple seul était suffisant aux grandes guerres de l'avenir. Colonel général de l'infanterie, Coligny était l'instructeur de cette armée populaire de la France moderne. La caste féodale n'avait donc, pour se perpétuer, qu'à se transformer dans la Réforme en une aristocratie législatrice. Tutrice de la royauté et institutrice de la nation, elle eût pris le rôle magnifique joué, dans les temps modernes, par l'aristocratie anglaise, et dans les temps antiques, par le patriciat romain. Une aristocratie, à cette époque surtout, était indispensable à la liberté. Mais au lieu de se placer comme médiatrice entre la monarchie et la nation, elle laissa la royauté se poser entre la noblesse et le peuple, et par là se populariser. La noblesse après cela n'eut plus qu'à périr ; pour dompter sa turbulence barbare, la royauté la fit passer par l'échafaud, et ses débris dégénérés dans les antichambres de Versailles, tombèrent de la hache de Richelieu sous la hache de Robespierre. Si la Réforme eût vaincu, la France n'eût pas eu ces deux sanglants niveleurs ; elle n'eût pas connu davantage Louis XIV ni Napoléon. Qu'aurait-elle donc obtenu en retour de tant de gloire ? La foi, l'ordre, la liberté.

C'est un grand et lamentable spectacle que celui d'une nation jetée hors de sa destinée comme un astre hors de son orbite. Le grand coupable ici, c'est François I^{er}. Il est l'Œdipe de la France. Il perdit sa dynastie ; il perdit presque le royaume. Les rois ne vivent pas seulement, comme le commun des hommes, par la chair et le sang ; ils vivent surtout par les principes générateurs de leur sceptre. Or, issue du mélange de deux principes impossibles, la monarchie chevaleresque de François I^{er} et la papauté cicéronienne de Léon X, et couvée dans le flanc d'une reine athée et corrompue, la dynastie des Valois n'était ni physiquement ni politiquement viable. Avant même de naître, ces hétérocytes princes étaient condamnés à mort. Les monstres ne vivent pas. Si Henri III, si Marie Stuart eussent échappé au fer qui, des cadavres de leurs victimes, rebondit sur leur tête et dans leur cœur, nul doute que Dieu, pour effrayer encore plus le monde, ne leur eût envoyé, comme à Charles IX, la mort, une mort horrible et sans nom, comme il avait dit, quinze siècles auparavant, aux vers du sépulchre : *Dévorez Hérode vivant !*

On n'enfreint point impunément les lois de Dieu, qui sont les lois mêmes de la vie. La Réforme française eut aussi sa part des erreurs du siècle ; ce siècle

ne pouvait se dégager des limbes de la féodalité. Pendant que la noblesse catholique se serrait autour de la monarchie, la noblesse protestante, par similitude et par opposition, crut devoir se ranger autour de la petite royauté béarnaise. Qu'arriva-t-il ? Antoine de Bourbon, indigne époux de Jeanne d'Albret, d'accord avec les Guises, faisait rompre et décapiter les protestants des Pyrénées que son héroïque femme protégeait en vain. Le prince de Condé, son frère, Esope batailleur et libertin, compromettait incessamment les destinées de la Réforme parmi les nymphes dont Catherine de Médicis s'entourait pour séduire les chefs huguenots. Après la mort de ce prince, mort héroïque qui fit oublier les légèretés de sa vie, il arriva que les phalanges d'Israël eurent pour chef, dans le jeune Henri, cet Eliacin de la Réforme qui devait tourner comme l'autre, un vrai fils de Rabelais. Rabelais, la cuirasse au dos, et le casque en tête, conduisant, avec des bouffonneries, l'armée des saints aux batailles du Seigneur ! Cela dit tout ; et qui ne prévoit déjà que cette comédie se terminera par le *saut périlleux* de Saint-Denis ? Le même aveuglement dynastique inspira l'union de ce pantagruélique roi avec Marguerite de Valois, une incarnation des contes de la reine de Navarre. Ce mariage impolitique, impie, eût asservi le parti protestant à Charles IX si, dans son impatience, le roi catholique n'eût résolu d'en finir d'un coup de poignard, pendant la fête nuptiale. Coligny, le seul chef politique digne de la Réforme, ne put jamais surmonter l'hostilité de ces instincts féodaux, et le grand vieillard dut toujours s'incliner devant deux jeunes princes imberbes, parce qu'il n'était qu'un héros et qu'un saint. Ce sont là des erreurs, des fautes irréparables : le parti protestant en reçut le châtiment mérité ; mais Coligny en fut l'illustre, l'infortunée victime. Coligny obtient aujourd'hui le rang qui lui est dû ; il l'obtient par le double droit du génie et du martyr ; et la palme que le crime unit à son épée en fait quelque chose à nos yeux de plus glorieux qu'un sceptre. Coligny n'est pas seulement le martyr de la Réforme, il est encore celui de la patrie ; il est surtout, disons-le hautement, celui de l'humanité. C'est lui que peint, dans une autre grande victime, le chanfre stoïque de Pharsale :

... Hi mores, hæc duri immota Catonis
 Secta fuit : servare modum, finemque tenere,
 Naturam sequi, patriæque impendere vitam,
 Nec sibi, sed toti genitum se credere mundo.
 ... Urbi pater est, urbique maritus.

Le volume des *Guerres de Religion* se termine par la Saint-Barthelémy. C'est la catastrophe, le dénouement de la tragédie. Les noces béarnaises servent d'encadrement au massacre : on dirait un drame de Shakspeare. M. Michelet peint admirablement Coligny, *ce Christ de la loi, cette tête de juge d'Israël*, entrant dans Paris. Charles IX marche à côté du vieillard ; le roi lui dit : Mon père ! Qu'y vient-il faire, cependant ? Mourir, il le sait, mais conquérir le roi ; il vient l'enlever à sa mère, au pape, et le pousser contre l'Espagne ; il vient soutenir par sa présence au Louvre l'insurrec-

tion hollandaise, le protestantisme français qui succombe au dedans, mais qui triomphe au dehors; il vient (si on lui en laisse le temps) prendre Charles IX, marcher avec lui vers le Nord, arracher les Pays-Bas à Philippe II, et dépecer la monarchie de Charles-Quint. Tels sont ses projets. Pendant les noces fatales, entrant à Notre-Dame, où il servait de père à l'orphelin béarnais, et voyant pendus aux voûtes les drapeaux de Jarnac et de Moncontour, il dit : Nous en mettrons d'autres plus agréables à voir ! C'était une déclaration de guerre à l'Espagne, à Rome, aux Guises. Les Guises se hâtent : ils aiguisent leurs poignards. Arrêtons-nous ici, laissons parler M. Michelet; nous abrégeons : « Coligny averti, refuse de quitter Paris. Le vendredi, 22 août, revenant du conseil, une balle lui emporta l'index de la main droite, une autre traversa le bras gauche. Sans s'émouvoir, Coligny montra la fenêtre, et dit : Avertissez le roi. L'illustre chirurgien Ambroise Paré coupa le doigt blessé; ses amis pleuraient; lui merveilleusement patient : Ce sont là les bienfaits de Dieu. Il y avait là un saint homme, le ministre Merlin; il dit à l'amiral : Vous faites bien de ne penser qu'à Dieu. Charles IX arriva : Mon père, dit-il, la blessure est pour vous, la douleur pour moi, et pour moi l'outrage. — Sire, dit l'amiral, si Votre Majesté tient à la vie, elle doit être sur ses gardes... Le blessé sur son lit était dans ses pensées. Quelles ? La famille peut-être qu'il ne devait jamais revoir; ou bien plutôt cette grande famille de l'Eglise, orpheline de Dieu, dont la crise était venue sur toute la terre. Il avait cependant près de lui deux hommes admirables, le grand chirurgien du siècle, Ambroise Paré, et l'homme de la conscience, le saint pasteur Merlin. C'était un peu avant le jour (dimanche, 24 août : la cavalerie de Guises arrive aux portes; Cosseins, son capitaine, frappe au nom du roi. Le gentilhomme qui avait les portes ouvre et tombe poignardé; l'amiral se lève au bruit et dit au ministre : M. Merlin, faites-moi la prière ! Il ajouta : Je remets mon âme au Sauveur. »

« Monseigneur, dit un des assistants, c'est Dieu qui nous appelle à lui. Il répondit : Il y a longtemps que je me suis disposé à mourir. Nicolas Muss, son domestique allemand, resta seul avec l'amiral. Cosseins, à la tête des Suisses força la porte. Behme dit : N'es-tu pas l'amiral ? Coligny répondit posément : Jeune homme, tu viens contre un blessé et un vieillard; du reste, tu n'abrègeras rien. Behme, reniant Dieu, lui poussa dans le ventre son épée; il frappa et refrappa sur la tête, et les autres enhardis, veulent lui donner chacun son coup. Guise était en bas, à cheval : il cria : Behme, as-tu fini ? Behme et Sarlaboust jetèrent l'amiral par la fenêtre. Le bâtard d'Angoulême lui torcha la face : Ma foi, dit-il, c'est bien lui; et il lui donna un coup de pied. Guise, dit-on, en fit autant. Il y avait là aussi un Italien, Pétrucci; il coupa proprement la tête et la porta à la reine; on l'embauma avec soin pour l'envoyer à Rome. L'assassinat su au Louvre, la cloche de Saint-Germain-l'Auxerrois donna le signal pour convier la ville au massacre... Pendant plusieurs jours, il y eut pèlerinage à Montfaucon. On allait y voir je ne sais quoi d'informe qu'on disait être Coligny. Le roi y avait été des premiers avec la cour... on y conduisit les fils de l'amiral : l'aîné, âgé de quinze

ans, sanglotait; le plus jeune du nom de Dandelot, et digne de ce nom, regarda d'un œil ferme, voyant son père transfiguré, comme il le sera dans l'avenir. »

Cela est simple, grand, pathétique, terrible, et le crayon de M. Michelet, atteint, dans cette ébauche d'une réalité saisissante, le tragique pinceau de Tacite.

NAP. PEYRAT.

COMMENTAIRES DE JEHAN CALVIN SUR LE NOUVEAU TESTAMENT.

Le tout revu diligemment et comme traduit de nouveau, tant le texte que la glose, comme on pourra appercevoir en conférant les éditions précédentes avec ceste-ci. Tome III : sur les Epistres de S. Paul aux Romains, Corinthiens, Galatiens et Ephésiens; tome IV, sur les Epistres de S. Paul aux Philippiens, Colossiens, Thessaloniens, à Timothée, Tite, Philémon et aux Hébreux, et sur les épistres canoniques de S. Pierre, S. Jehan, S. Jaques et S. Jude, autrement appelées catholiques. Quatre très forts vol. grand in-8°, avec un beau médaillon représentant le Réformateur, et un Glossaire des expressions vieilles contenues dans les *Commentaires*. — Paris, 1854-55. Ch. Meyrueis et Comp., éditeurs 2, rue Tronchet.

Il y a déjà longtemps que le *Bulletin* annonçait les premiers volumes de cette importante publication (1). Elle est depuis quelque temps terminée, et doit être bientôt suivie d'une réimpression de l'*Institution chrétienne* et des *Commentaires sur l'Ancien Testament*. Ainsi, Calvin nous est peu à peu rendu, — car c'était en être privé que de le posséder seulement dans ces in-folio d'un autre âge, qui ne s'ouvraient que pour le savant et l'antiquaire, — et notre Eglise rentre en possession de son glorieux passé. Elle y trouvera, nous n'en doutons pas, de précieuses ressources pour améliorer le présent et préparer l'avenir; elle peut déjà mettre à profit ces trésors restés trop longtemps enfouis et inutiles.

On connaît le mérite de Calvin comme exégète; il ne lui manque aucune des qualités qu'on pouvait réunir de son temps : lucidité de la pensée, clarté et richesse du style, sens et savoir philologique, vivacité, et profondeur du sentiment chrétien; et l'on peut dire que si dans le genre où il s'est exercé, celui de l'exégèse pratique, il a été dépassé à beaucoup d'égards, il n'a encore pour l'ensemble de son œuvre aucun rival dans notre littérature théologique et religieuse. Plus riche que nous sous ces deux rapports, l'Allemagne n'a garde de mépriser Calvin; les *Commentaires* du Réformateur avaient obtenu chez elle les honneurs d'une édition latine avant qu'il fût question parmi nous d'une édition française, et nous souhaitons à celle-ci autant de lecteurs qu'en a eu l'autre au delà du Rhin.

Nous n'insistons ni sur le style de ces *Commentaires*, si remarquable encore dans la traduction française qui s'en fit du temps et sous les yeux de Calvin, ni sur leur caractère pratique et leur valeur religieuse, dont il a été question à propos des premiers volumes. Calvin n'avait pas seulement en vue les savants, quand il exposait le sens des saintes Ecritures : il s'adressait à toutes les classes de lecteurs; et tout en se mettant à la portée des plus simples, il ne laissait pas de mériter l'estime des plus érudits et l'ad-

(1) *Bull.*, t. III, p. 379.

miration de tous. Devancé et suivi par une pléiade de commentateurs que sa gloire a fait depuis oublier, il inaugurerait pour l'exégèse une ère nouvelle. Cette science était véritablement à créer. Il fallait faire justice d'une infinité d'erreurs et d'inepties traditionnelles, d'allégories rabbiniques qui avaient régné pendant des siècles dans la théologie; il fallait étayer les doctrines bibliques sur leurs véritables fondements. Ce n'était point une tâche vulgaire que de renverser ce confus échafaudage de contre-sens, de subtilités, d'allusions forcées, sur lequel s'appuyaient les dogmes les moins scripturaires, et de donner aux autres une solide base. Profondément versé dans la connaissance des lettres profanes et sacrées, familier dès l'enfance avec Sénèque, dont il avait traduit un traité; avec Platon, qu'il cite souvent (1); avec Cicéron et tous les anciens; nourri de la lecture de l'Ancien et du Nouveau Testament; doué enfin du parfait bon sens, de la vigueur d'esprit, de l'instinct littéraire qui firent de lui un des créateurs de la langue française, Calvin sut s'orienter dès les premiers pas dans l'inextricable labyrinthe de l'exégèse scolastique. Les fantômes qui le peuplaient s'évanouirent à la vive lumière que jetaient tout à coup sur eux les flambeaux rallumés de la grammaire et de l'histoire, le sens pratique, l'amour et le courage de la vérité.

Calvin a la sagesse de ne pas encombrer sa marche des détails infinis de cette polémique. Si parfois il est contraint d'indiquer et de discuter le sens qu'il repousse, et s'il s'en acquitte alors avec une juste sévérité, plus souvent il marche droit à son but, et ne fait pas aux *Sorbonnistes* l'honneur de les écouter. Et n'était-ce point justice? S'ils trouvaient bon de voir dans le nom de Théophile, de ce personnage inconnu auquel sont dédiés le troisième Évangile et les Actes des apôtres, une désignation mystique de l'Eglise; si les mages s'informant où était le *roi né* récemment aux Juifs entendaient, au dire de ces savants docteurs, un roi méritant ce titre dès sa naissance, et « dont la majesté ne fût plus empruntée, » par opposition au commun des monarques; enfin, si l'or, l'encens, la myrrhe des mêmes mages représentaient à « quasi tous les expositeurs » le règne, la sacrificature et la sépulture de Christ, n'est-il point vrai « que tout cela n'a point de fermeté » (2), comme le dit Calvin; qu'il ne vaud pas la peine d'en fatiguer les lecteurs, et que la seule question qui reste à faire est de se demander ce qui, avant la Réforme, avait pu faire subir au bon sens des commentateurs une si étonnante éclipse?

Disons-le cependant, pour consoler les théologiens : les autres docteurs de Sorbonne n'expliquaient pas mieux Aristote; et l'histoire de Ramus, que M. Waddington vient de nous faire connaître, montre entre autres que la Réforme n'était pas moins urgente dans le domaine de la philosophie et des lettres que dans celui de la théologie.

En ramenant le christianisme à ses origines, la Réforme donnait en quelque mesure l'éveil aux études historiques : or, l'histoire et la grammaire sont, comme on sait, les deux lumières de l'exégèse. Mais on ne doit pas s'attendre à ce que tous les progrès se soient accomplis en un jour, ni que le génie d'un homme suffise à les réaliser. Un grand homme peut frayer une voie nouvelle, et cela suffit à sa gloire; mais il laisse toujours à ses succes-

(1) Non sans le nommer « un povre païen tastonnant en ténèbres, » *Comm. in N. T.*, IV, 634.

(2) *Comm. sur l'Harm. évang.*, I, 1, 74, 78.

seurs son œuvre inachevée. Cette première lueur historique que nous voyons poindre dans les *Commentaires* de Calvin a grandi depuis, et le temps n'est plus éloigné où cette aurore se changera en un jour complet. Déjà sous sa clarté bienfaisante, qui s'est pourtant plus d'une fois regrettamment voilée, l'exégèse est devenue une science indépendante. Le théologien peut aujourd'hui déterminer avec exactitude la pensée des auteurs sacrés, et cela, même quand il croit devoir réserver à certains égards sa propre conviction. Il n'en était pas encore ainsi pour le Réformateur : la révélation chrétienne renfermait sans doute à ses yeux un élément historique d'une valeur immense ; mais elle restait trop pour lui ce qu'elle était exclusivement pour ses devanciers, un enseignement dogmatique, un vaste symbolisme, un ensemble de doctrines présenté sous des formes allégoriques et mystiques. C'est là le côté faible de Calvin. Affranchi en quelque mesure des entraves de la scolastique, il y restait en partie engagé, et il ne put secouer qu'en partie aussi les habitudes rabbiniques dont on l'avait imbu.

C'est une situation d'esprit que nous avons aujourd'hui quelque peine à comprendre. Emportés comme nous le sommes par ce mouvement que le XVI^e siècle inaugura à la voix de Luther, de Calvin, de Descartes ; élevés dans des écoles et sous des influences laïques, c'est pour nous chose naturelle que de penser sans contrainte, de pratiquer sans restriction et dans toutes les sphères ce libre examen dont l'exercice nous est aussi ordinaire et indispensable que la respiration l'est à notre vie physique. Nous avons perdu sans retour l'habitude de penser sous la discipline et le contrôle d'autrui. On pourrait nous imposer le silence, mais non certes une idée ; nous enfermer dans les murs d'une prison, mais non couper les ailes à notre pensée. Il n'en était pas de même au moyen âge, et ce n'est pas le moindre inconvénient que présentât cette époque si vantée. Le joug de la tradition et de l'Eglise pesait sur tous les esprits ; il est vrai qu'un petit nombre seulement le sentaient ; que la masse portait le fardeau sans se plaindre ; mais elle ne le portait pas moins. Et quand, à la Renaissance, l'oiseau voulut s'envoler, il se sentit pris au pied. Luther, Calvin, rompirent le lien, et furent on se crurent libres ; mais nous vîmes depuis qu'il restait encore plus d'une chaîne.

Ainsi Calvin se croyait affranchi du joug de la tradition ; il croyait avoir purifié son exégèse de toute influence rabbinique. Ecoutez cependant. Saint Luc, en écrivant ces mots pour fixer une date : « Au temps d'Hérode, roi de Judée, » veut, selon lui, rappeler aux Juifs la triste condition où ils sont réduits par la conquête romaine, et leur inspirer le désir de voir bientôt paraître leur vrai roi, qui est le Messie. Zacharie et Elisabeth sont justes et craignant Dieu ; cela veut dire que les deux vieillards observent les deux tables du Décalogue, et que la piété consiste dans deux séries de devoirs, dont l'une règle nos rapports avec Dieu, et l'autre nos rapports avec les hommes. Le nom de Jean signifiant *grâce*, symbolise la grâce annoncée à ceux que concerne le ministère du Précurseur. Le mot grec *παραστῆς*, par lequel un évangile indique que l'ange Gabriel se tient devant Dieu, étant au parfait et ayant le sens du présent, on doit conclure que cet ange « est serviteur de Dieu à jamais, et non pour un temps ou une affaire seulement. » Je prends ces exemples dans un seul chapitre (1) ; et que serait-ce si, franchissant quelques

(1) Luc I. Voir *Comm. sur l'Évang.*, I, 6, 9, 15.

pages, je faisais d'après Calvin le portrait de Marie, la mère de Jésus, à qui l'ange tient un langage tout rempli d'expressions prophétiques, afin qu'elle reconnaisse plus aisément qu'il s'agit de la naissance du Fils de David; qui se montre « certaine et bien assurée en soy-mesme de la restauration de l'Eglise, » et dont le cantique témoigne qu'elle est « fort bien exercée en la doctrine de l'Ecriture? » (1)

C'est l'allégorie mise à la place de l'histoire; c'est la dogmatique dominant l'exégèse. Ce que font dans leurs commentaires les théologiens rationalistes, toujours occupés à se débarrasser d'un sens qui les gêne et à réduire le texte biblique aux proportions d'un système arrêté d'avance, Calvin le fait quelquefois sans s'en douter, mais en faveur d'autres dogmes. Divinité de Jésus-Christ, souveraineté absolue de Dieu, prédestination et persévérance finale des élus, présence spirituelle du Sauveur dans l'eucharistie, abomination du papisme, voilà ce qu'il retrouve partout; ce qu'on rencontre à toutes les pages de ses *Commentaires*. Mais cette part faite à la critique, et Calvin est assez grand pour qu'on relève sincèrement ses défauts, il faut redire que les *Commentaires* ont marqué un progrès immense, et qu'ils conservent encore aujourd'hui une valeur considérable.

Ses défauts, en effet, sont partout balancés et atténués par les rares qualités que nous avons signalées. S'il cède parfois aux préjugés de son temps, il sait souvent s'élever au-dessus d'eux; s'il se laisse parfois dominer par son point de vue théologique, souvent aussi, il fait taire ses préférences, et parler le texte dans toute sa vérité. Il est intéressant d'étudier ainsi dans les *Commentaires* la sincérité du Réformateur. On le voit se faire violence pour se soumettre à l'autorité du texte, comprimer la passion dogmatique qui gronde dans son âme, et chasser à regret, des forteresses qu'ils avaient occupées, ses dogmes de prédilection, comme Platon chassait de sa *République* Homère, son poète favori. Ainsi ce mot sur Jean-Baptiste : « Il sera plein du Saint-Esprit dès le sein de sa mère, » « n'emporte autre chose, dit Calvin, sinon, que dès la première enfance, on verra en Jehan des indices de vertu qui prometttront de grandes choses » (2). Toute simple que soit cette explication, elle a dû contrarier la tendance de Calvin à exagérer le merveilleux du Nouveau Testament, tendance qu'il laisse trop souvent paraître. Et pour citer un autre exemple, ce mot de Jésus à la sœur de Lazare : « Une seule chose est nécessaire, et Marie a choisi la bonne part qui ne lui sera pas ôtée, » a presque toujours été pris pour une confirmation directe de la doctrine bien connue de la persévérance finale des élus. Qui ne l'a souvent entendu expliquer dans ce sens? En dépit de son zèle dogmatique, Calvin l'interprète autrement : « Marie est empêchée, dit-il, à une besogne sainte et utile de laquelle on ne la doit pas destourber » (3). Quand on sait quelle tyrannie exercent les idées préconçues, et combien il est aisé de leur sacrifier un texte de minime importance, on s'étonne que Calvin ait pu s'en affranchir à ce point.

Le Réformateur entendait mieux la dogmatique que l'histoire; il était plus habile à enchaîner logiquement une suite de pensées, à coordonner un ensemble de vues, qu'à entrer dans l'esprit des temps passés, et à se repré-

(1) *Harm. év.*, I, 21, 36.

(2) *Harm. év.*, I, 10.

(3) *Harm. év.*, I, 350.

senter sous leur vrai jour les hommes et les choses d'autrefois. Il en résulte que ses *Commentaires* sur les livres historiques du Nouveau Testament sont bien inférieurs aux *Commentaires* sur les Epîtres, où la théologie occupe une plus grande place. L'exégèse de ces dernières ne donne prise que dans une faible mesure aux reproches que nous avons dû faire. Les quatre Evangiles, les Actes des apôtres ne furent étudiés qu'en dernier lieu, après les lettres de Paul et de Jean, et sous l'influence de leur théologie. Ainsi, la théologie avant l'histoire, la dogmatique avant l'exégèse, c'est là ce que nous trouvons dans Calvin, qui n'écrivit ses *Commentaires* qu'après l'*Institution chrétienne*. Il en est de même de la Réforme en général. La pensée religieuse qui lui donna naissance préexistait à l'étude qui fut alors faite de la Bible : la foi précéda l'examen. Nous sommes loin de nous en plaindre : c'est là que la Réforme trouva sa principale force ; c'est ce qui rendit son élan irrésistible. Mais l'herméneutique biblique dont il s'agit présentement en souffrit peut-être. Ce n'est que plus tard qu'elle reprit ses droits, et que l'exégèse réagit à son tour sur la dogmatique, comme on put en juger par les remaniements successifs que l'*Institution* subit dans les mains du Réformateur.

Nous avons déjà dit quelles idées influèrent sur sa manière d'interpréter les Ecritures ; mais ce qui nous frappe surtout dans les volumes que nous examinons, c'est l'élévation des idées morales. Les pensées qui reviennent le plus souvent sont salutaires à méditer. Elles montrent en particulier combien l'esprit nouveau, dont Calvin était l'apôtre, l'emportait sur l'esprit catholique du moyen âge. Celui-ci se plaisait à embellir les légendes des martyrs et de la Vierge, à peupler le monde de saints et d'anges ; conceptions gracieuses et touchantes, mais d'un spiritualisme justement suspect. Inflexible sur les droits de Dieu, Calvin ne réserve qu'à lui les hommages et l'adoration des hommes : la créature ne lui fait pas un instant perdre de vue le Créateur. Est-il question d'une intervention d'anges, dans le texte qu'il commente ? il y trouve matière, non à s'étendre sur la félicité de ces glorieuses créatures, mais à louer la grandeur divine. « Si Zacharie, dit-il, craint pour la présence d'un ange, qui n'est qu'une bien petite étincelle de la clarté de Dieu, que seroit-ce de nous, pauvres misérables, si la majesté de Dieu nous fesoit approcher de sa grande lueur ? » « C'est de Dieu, dit-il ailleurs, que les anges, tirent leur gloire, et il n'y a rien de louable qui ne vienne de là » (1). Ce spiritualisme incorruptible est en même temps un principe critique devant lequel vient s'évanouir tout ce que la tradition des hommes a ajouté au culte en esprit et en vérité. On le retrouve toujours au fond de la polémique, d'ailleurs si violente de Calvin contre les *papistes*. S'ils opposent l'ancienneté de leurs dogmes : « La vraie ancienneté, et qui mérite qu'on y adjoute foy et qu'on luy porte révérence, c'est, répond-il, celle qui prend sa source de Dieu. Car, quelque longue prescription d'années qu'il y ait aux inventions et traditions humaines, elles ne pourront pas toutefois acquérir si grande autorité qu'elle puisse ensevelir la vérité de Dieu (2) » Ce principe n'est autre chose, en réalité, qu'une intelligence profonde de l'Evangile. Calvin le définit « une solennelle publication du Fils de Dieu, manifesté en chair, afin qu'il délivrast le monde de la perdition en laquelle il es-

(1) *Harm. év.*, I, 8 et suiv.

(2) *Comm. sur l'ép. de Jehan*, IV, 636.

toit, et qu'il restablist les hommes de mort à vie (1).» Et cette idée si vraie de la religion chrétienne s'accorde bien avec l'amour humble et sincère de Calvin pour Jésus-Christ, dont il comprend merveilleusement l'abaissement et la gloire.

Calvin n'a pas commenté la deuxième et la troisième Epître de Jean, ni l'Apocalypse. On a lieu de penser qu'il se défiait de l'authenticité de ces écrits. Il a laissé sur la plupart des livres de l'Ancien Testament des *Commentaires*, dont la publication doit compléter la série des œuvres du Réformateur.

En résumé : Erudition profane et biblique, sans vain étalage ; discussion brève et lumineuse du texte ; polémique vive et passionnée contre le catholicisme et les hérésies, mais inspirée par de nobles principes ; idées religieuses simples, fortes, profondes, édifiantes ; telles sont les qualités des *Commentaires* qui nous occupent. Leur défaut est de sacrifier trop souvent l'histoire à la théologie, et la couleur locale, c'est-à-dire la réalité, à un symbolisme erroné et vieilli. Etudiés avec sagesse et discernement, ces livres peuvent être un secours infiniment utile à ceux qui ont mission d'expliquer les Ecritures, une saine lecture pour tous, une des meilleures sources où l'on puisse étudier l'esprit de la Réforme, ainsi que le caractère et les besoins du siècle qui la vit naître.

M.-J. GAUPRÈS.

LES FEMMES CHRÉTIENNES AUX PREMIERS TEMPS DE L'ÉGLISE.

Trad. de l'allemand de MÜNTER, par L.-F. BOISSARD, pasteur à Glay. — Paris, J. Cherbuliez, 1855. In-8°, de xv et 152 pp.

En 1828, le docteur Münter, évêque de l'île de Séeland, fit réimprimer, en la dédiant au savant historien de l'Eglise Planck, une dissertation qui avait paru d'abord dans les *Mémoires de la Société royale de Copenhague* sous ce titre : *La Femme chrétienne dans la maison païenne*. C'est de cet opuscule que M. Boissard vient de donner une traduction.

Peut-être regrettera-t-on avec nous que le traducteur ait jugé à propos de substituer au titre choisi par l'auteur, un autre titre beaucoup trop général et, par conséquent, beaucoup moins exact. Le but du docteur Münter n'était pas de peindre le sort de la femme chrétienne dans les différentes positions sociales où les circonstances ont pu la placer ; mais de nous la présenter sous un point de vue particulier, comme épouse, mère, sœur, fille ou esclave, dans ses rapports avec son mari, ses enfants, ses parents ou son maître païens. L'idée n'a donc pas été heureuse ; mais à cela près, on n'a que des éloges à donner à M. Boissard, qui a surmonté avec tant de bonheur les difficultés inhérentes à toute traduction, que nous ne pouvons nous empêcher de témoigner le désir qu'il emploie, à l'avenir, son remarquable talent à faire passer dans notre langue des œuvres plus importantes.

Sans doute, le sujet de la dissertation du docteur Münter est bien propre à séduire même un savant, et l'on doit reconnaître que la question a été traitée par lui avec tous les développements que l'on était en droit d'atten-

(1) Argument sur l'Ev., I, xvii.

dre d'un professeur de théologie versé dans l'histoire ecclésiastique. L'auteur a recueilli avec soin dans les écrits des premiers Pères de l'Eglise, dans les Actes des martyrs de Ruinart, dans les Loix des empereurs romains et même dans quelques auteurs païens, tout ce qu'il a pu y trouver de relatif au sort de la femme chrétienne dans une famille païenne; mais à quoi tant de travail a-t-il abouti? Si l'on retranche de son opuscule un *Coup d'œil sur le Monde ancien au point de vue moral et religieux*, une longue digression sur les *Inconvénients des mariages mixtes*, une dissertation sur les *Apologies chrétiennes*, qui ne se rapportent pas d'une manière très directe au sujet de la dissertation, il ne reste plus qu'une très mince brochure. Encore, cette brochure n'offre-t-elle pas un ensemble de faits clairs, positifs, incontestables; on y rencontre quelquefois des conjectures qui ne nous semblent pas parfaitement justifiées.

Si, malgré sa science, malgré ses recherches, Münter n'est arrivé qu'à un résultat si peu satisfaisant, on ne doit pas s'en étonner. Dans l'antiquité, la femme n'était pas l'objet de cette galanterie chevaleresque, de cette espèce de culte hypocrite et sensuel qui ont caractérisé le moyen âge et lui ont jusqu'à un certain point survécu. Elle se tenait sagement renfermée dans le gynécée et n'aspirait point à jouer un rôle dans le monde. Les Grecs d'ailleurs, ainsi que les Orientaux, et on peut même dire les Romains, regardaient leurs femmes comme des êtres en quelque sorte d'une nature inférieure, et à peine dignes de fixer l'attention du moraliste et de l'historien. Il était donc impossible que le docteur Münter rassemblât dans les écrits, en nombre d'ailleurs considérable, que nous ont légués les trois premiers siècles de notre ère, des matériaux suffisants pour jeter un jour complet sur le sort de la femme chrétienne. Qui serait assez injuste pour lui faire un crime de l'inutilité de ses recherches? Et qui oserait se flatter de réussir mieux que lui? On doit lui savoir gré, au contraire, de ses efforts pour éclaircir une question fort intéressante, et nous sommes convaincu qu'après avoir lu sa brochure, on remerciera le pasteur de Glay de nous l'avoir fait connaître par une traduction.

6^e volume de la FRANCE PROTESTANTE de MM. Haag.

(2^e PARTIE.)

Cette deuxième partie s'ouvre par ODET DE LA NOUE, le digne fils du *Bras-de-Fer*, qui prit une part active aux négociations de l'Edit de Nantes, et mérita cet éloge que fait de lui une note de police secrète : « Homme de bien, vertueux et vaillant, ennemi du désordre. »

Dans la liste que nous donnons ci-après, nous appellerons surtout l'attention sur les noms d'ISAAC DE LARREY, l'historien trop favorable de Louis XIV; — du célèbre duc de BOUILLON (*Henri de LA TOUR D'Auvergne*); — des LA TOUR DUPIN GOUVERNET; — de *Daniel de LA TOURSHE*, sieur de la Ravardière, qui, à la tête d'une colonie protestante, fonda Saint-Louis, au Brésil; — de l'illustre *Claude de LA TRÉMOILLE*, duc et pair, le chef et président de l'assemblée politique de Châtellerault (dont le compte rendu est compris dans son article); — de *François de LAUBERAN*, sieur de MONTIGNY, l'un des pasteurs de Paris, sur qui l'on regrettaient de ne posséder jusqu'à ce jour presque aucun renseignement (voir *Bull.*, t. II, p. 338); — de *René de LAUDONNIÈRE*, colonisateur et gouverneur du fort Caroline, dans la Floride; — d'*Henri LAURENS*, descendant de réfugiés huguenots et président

du Congrès des Etats-Unis; — des LAYARD, dont un descendant, en Angleterre, s'est fait si bien connaître par l'exploration des ruines de Ninive; — du professeur de théologie Louis LE BLANC, sieur de Beaulieu, l'un de ceux qui tentèrent la réunion des deux Eglises; — du célèbre critique Jean LE CLERC; — de la famille parlementaire des LE COQ; — des savants LE COURAYER, LE DUCHAT, LE FÈVRE; — du premier traducteur de la Bible en français, LE FÈVRE D'ÉTAPLES; — du compositeur de musique Claudin LE JEUNE; — de Jean LE MAÇON, victime de Montsoreau, à la Saint-Barthélemy; — d'Isaac LE MAISTRE, père de LE MAISTRE DE SACY; — du célèbre chimiste Nicolas LEMERY; — du courageux galérien LE NAUTONNIER (Guillaume); — de Paul et Jacques LENFANT, ministres distingués en France et dans le refuge; — de Philippe LE NOIR, sieur de Crevain, ministre de Blain, auteur de poésies et de l'Histoire posthume de l'Eglise réformée de Bretagne; — du graveur Daniel LERPINIÈRE; — du ministre Jean DE LÉRY, acteur dans le siège mémorable de Sancerre, en 1732, puis son historien; — enfin des physiciens LE SAGE, qui terminent cette partie.

Une page étant restée à leur disposition à la fin du volume, MM. Haag y ont placé un *errata* précédé de la note que voici :

« L'impression du 6^e volume était commencée, lorsque M. Ch. Read est enfin parvenu à retrouver les Registres de l'Eglise de Charenton au greffe de l'Etat civil de Paris. Le dépouillement d'une centaine de volumes in-folio exigeant un temps considérable, nous n'avons pu profiter complètement de cette précieuse découverte que pour les dernières feuilles de cette 12^e livraison. D'où il résulte que, dans ce volume même, nous avons répété, d'après les généalogistes, des erreurs graves que nous aurions évitées, si ces registres nous eussent été connus plus tôt » (1).

Le tome VII doit commencer par le long et important article de L'ESCALE (SCALIGER). On voit que le travail de MM. Haag, toujours également consciencieux, s'enrichit de plus en plus et mérite chaque jour davantage la sympathie et les encouragements, nous devons dire plus encore, — la reconnaissance des amis des lettres et de la vérité historique.

- | | |
|---|---|
| La Noue (Odet de), président de l'assemblée politique de Saumur, poète. | — (Pierre de), historien, victime de la Saint-Barthélemy. |
| — (Théophile), sieur de Montreuil-Bonnin. | — (Elié de), ambassadeur en Hollande. |
| — (Marie de), femme du maréchal de Thémînes. | La Placette (Jean), le Nicole protestant. |
| — (Claude de), commiss. pour l'exécution des édits dans le Poitou. | La Porte, chef camisard. |
| — Famille de la Champagne. | — (Amador de), gouverneur de La Charité. |
| La Parre (Claude de), ministre apostat. | — (Charles de), maréchal de France. |
| Lapestigny, martyr. | La Poupardière, confesseur. |
| La Peyrère (Isaac), auteur apostat. | La Primaudaye, famille de l'Anjou. |
| — (Abraham), avocat au parlement de Bordeaux. | La Ramée (Pierre), en latin Ramus, philosophe et martyr. |
| La Pierre (Marc-Conrad de), conseiller au parlement de Grenoble. | La Ravoire (Paul de), écrivain. |
| — capitaine huguenot. | Larchevêque (Jean de), seigneur de Soubise, gouverneur de Lyon. |
| La Pilonnière (François de), jésuite converti. | — (Catherine de), duchesse de Rohan, auteur. |
| La Pise (Joseph de), historien. | Largentier, famille protestante de la Champagne. |
| La Place (Jean de), min. de Montpellier. | Larnac (François), poète dramatique. |
| — (Josué de), professeur à l'académie de Saumur. | Largillière, ministre et martyr. |
| | La Rivière, lieutenant de Piles. |
| | La Roche (Michel de), littérateur. |

(1) Ce sont ces registres qui ont permis de donner sur certains personnages des renseignements que l'on eût vainement cherchés ailleurs. Les articles *Lau-beran de Montigny* et *Le Coq*, mentionnés tout à l'heure, en sont la preuve; ils ont été presque entièrement fournis par les registres.

- capitaine huguenot.
- (Pierre de), peintre.
- (Pierre de), architecte.
- La Rochebeaucourt (Jean de), sieur de Saint-Mesme, gouverneur de Jean-d'Angely.
- La Roche-de-Grane (Paul de), agent de Lesdiguières.
- La Rochefoucauld (famille de).
 - -Marsillac.
 - -Roucy et Roye.
 - -Montguyon et Montendre.
 - -Barbezieux.
 - -Le Parc d'Archiac.
- La Roche-Guilhem (M^{le} de), romancière.
- La Rolandièrre, confesseur.
- La Roque, capitaine huguenot.
 - (Pierre de), ministre à Clèves.
 - (Pierre de), docteur en médecine.
- La Roqueboyer (Hercule de), ministre apostat.
- La Rouvraye (René de), sieur de Bres-sault, victime de la Saint-Barthélemy.
- Larpen, ministre apostat.
- Larrey, famille normande.
 - (Isaac de), célèbre historien.
- Larroque (Louis-Bonifas), pasteur du Désert.
 - (Matthieu de), ministre à Rouen.
 - (Daniel de), ministre apostat.
- Lasagne (Jean-Pierre), past. du Désert.
- Las Cases (Pons de), et ses descendants.
- Lasius (Christophe), philologue et théo-logien.
- Laspeyres (Etienne), directeur des forges de Peitz.
 - (Jacques-Henri), membre du conseil municipal de Berlin.
 - (Ernest-Adolphe-Théodore), professeur de droit à Halle.
- La Taille, famille protest. du Gâtinais.
 - (Jean de), poète, et ses descen-dants.
 - (Jacques de), poète.
 - -de Fresnay.
 - -des Essarts.
 - -Hanorville.
- Latané (Henri), ministre à Tonneins.
 - (Pierre), professeur de médecine à Franeker.
- Latger, famille protestante de Castres.
- La Touche, grammairien.
- La Tour, martyr.
 - (N. de), sieur de Regniès, chef protestant dans le Quercy, et ses descendants.
- La Tour d'Auvergne (Henri de), duc de Bouillon, maréchal de France.
 - (Fréd.-Maurice), lieutenant général.
 - (Henri de), vicomte de Turenne, maréchal général.
 - (Philippe), contre-amiral anglais.
- La Tour-du-Pin-Gouvernet, famille il-lustre du Dauphiné.
- (René de), lieutenant de Lesdi-guières.
- -La Charce.
- -Montauban.
- -Chambaud.
- La Tousse (Daniel de), sieur de La Ra-vardièrre, fondateur de Saint-Louis au Brésil.
 - (Pierre de), sieur de Malaguet, capitaine breton.
- La Tranche, ou Trench, famille protes-tante établie en Angleterre.
- La Treille (François de), commissaire de l'artillerie protestante.
- La Trémouille (Claude de), duc de Thouars, pair de France, chef huguenot et président de l'as-ssemblée polit. de Châtellerault.
 - (Henri de), prince de Talmont, apostat.
 - (Henri-Charles de), gouverneur de Bois-le-Duc, apostat.
- Lauberan (François de), sieur de Mon-tigny, ministre à Charenton.
 - (Maurice de), ministre à Senlis, et ses descendants.
- Laudonnière (René de), gouverneur du fort Caroline, dans la Floride.
- Laumonier, famille protestante du Cam-brésis.
 - (Jacques), lieutenant général au service de Prusse.
- Launai (Ambroise), sieur de Picheron, ministre de l'Eglise réformée, et ses descendants.
- Launay (Pierre), savant annotateur de la Bible, et sa famille.
- Launoy (Matthieu de), apostat, membre du conseil des Seize pendant la Ligue.
- Laurens (Henri), président du Congrès américain.
 - (Jean), aide-de-camp de Wash-ington.
- Laurent (Gaspard), recteur de l'acadé-mie de Genève.
- Laurière (Blaise de), baron de Moncaut, gouverneur de Layrac, et ses descendants.
- Laurillard (Georges-Jacques), pasteur à Clèves.
- Lauth (Thomas), professeur de médecine à Strasbourg.
- Lautrec (Antoine de), sieur de Saint-Germier, conseiller au parle-ment de Toulouse.
 - (Jacques de), sénéchal de Castres.
 - (Marquis de), sénéchal de Castres.
- La Vaisserie (Antoine de), sieur de Meausse, gouvern. d'Annonay.
- Laval (Etienne-Abel), minist. à Londres.
- La Vallade, famille protest. du Poitou.
 - (Pierre de), ministre à Bergerac.
- La Vallée, ministre à Fontenay.
- La Vau (Pierre de), martyr.

- La Vergue (François de), et ses descend.
 La Vesprière, famille protestante de la Picardie.
 La Vigne (Goill. de), capit. huguenot.
 Layard, famille réfugiée en Angleterre.
 — (Daniel-Pierre), doct. en médec.
 — (Charles-Pierre), chapelain du roi d'Angleterre.
 — (Antoine-Louis), général anglais.
 — (Jean-Thomas), lieuten. général.
 — (Austen-Henri), explorateur des ruines de Ninive.
 Le Bachellé, famille de Metz.
 — (Pierre), ministre dans le Dauphiné, et ses descendants.
 — (Jacques), avocat au parlement de Metz, et ses descendants.
 — (Philippe), amant de la ville de Metz, et ses descendants réfugiés en Allemagne.
 — (Jean), ministre à Sainte-Marie-aux-Mines.
 Le Baillif (Roc), sieur de La Rivière, premier médecin de Henri IV.
 Le Balleur (Ambroise), min. à Orléans.
 Le Barbey (Marc), médecin de Bayeux.
 Le Berthon (Jacob), prisonnier à la Bastille.
 Le Bey de Batilly (Denis), jurisconsulte et poète.
 — (Antoine), maréchal de camp.
 Le Blanc (Etienne), professeur d'hébreu à Die.
 — (Jean), profess. d'hébreu à Die.
 — (Louis), sieur de Beaulieu, professeur de théologie à Sedan, et sa famille.
 — (Robert), juge royal à Nîmes, et ses descendants.
 — (Théodore), ministre à La Rochelle, puis à Copenhague.
 Le Bloy (Etienne), pasteur à Angers.
 Le Brun (Etienne), carme converti.
 — (Jean-François), pasteur à Halberstadt.
 Le Camps (Michel), carme converti.
 Le Cat (Firmin), maître d'Amiens.
 Le Cène (Charles), ministre à Honfleur, traducteur de la Bible.
 — (Nicolas), médecin et martyr.
 — (Philippe), apothicaire et martyr.
 Le Cercler (Silo), premier past. de Blain.
 — (Louis), ministre de La Rochelle.
 Le Chandelier (Pierre), imprim. de Caen.
 Leckdeig (Paul), premier ministre à Münster.
 Le Clerc, famille réfugiée à Genève.
 — (David), professeur d'hébreu.
 — (Etienne), professeur de grec.
 — (Daniel), médecin et antiquaire.
 — (Jacques-Théodore), professeur des langues orientales.
 — (Jean), critique célèbre.
 — (Jean), cardeur de laine, martyr.
 — (Pierre), martyr.
 — (N.), gentilb. lorrain converti.
 — (Nicolas), échevin de Calais.
 — (Salomon), ministre apostat.
 Le Clerc de Juigné, famille protestante de l'Anjou.
 — (Philippe), confesseur.
 — (Georges), martyr, etc.
 Le Cointe (Charles), manufacturier réfugié en Prusse, puis à Genève, et ses descendants.
 — (Gédéon), pasteur à Genève et bibliothécaire.
 — (Jean), ministre à Londres, puis à Genève.
 Le Comte (Isaac), confesseur.
 — (Jean), pasteur à Grandson.
 Le Conte (Antoine), baron de l'Echelle, gouverneur de Sedan.
 Le Coq, famille de Paris.
 — (François), conseiller au parlem.
 — (François), contrôleur général de l'extraordinaire des guerres.
 — (Théodore), ancien de l'Eglise de Paris, confesseur.
 — (Aymar), conseiller au parlem.
 — (François), réfugié en Angleterre, etc., etc.
 — (Pascal), médecin ordinaire du roi, doyen de la faculté de médecine de Poitiers.
 — (Théodore), conseiller du roi, et ses descendants.
 — (Pierre), procur. au présid. de Metz.
 — (Charles), fabric. de tabac à Berlin.
 — (Charles-Christian-Erdmann), général saxon.
 Le Courrayer (Pierre-François), chanoine de Sainte-Geneviève, réfugié en Angleterre.
 Le Court (Et.), curé converti et martyr.
 — (Gilles), martyr.
 Lederlin (Jean-Henri), savant philolog.
 Le Duc (Antoine), médecin.
 — (Jean), ministre apostat.
 Le Duchat, famille de Metz.
 — (Etienne), médecin.
 — (Timothée), ministre à Berne.
 — (Gédéon), négoc., et ses descend.
 — (Jacob), savant glossateur.
 Le Fanu (Etienne), victime des persécut.
 Le Faucheur (Michel), prédicateur renommé, min. de Charenton.
 Le Fèvre (Isaac), avocat et martyr.
 — (Jean-Rodolphe), professeur à Lausanne et à Genève.
 — (Nicolas), excellent chimiste.
 — (Richard), orfèvre, martyr.
 — (Tannegui), célèbre philologue, professeur à Saumur.
 — (Tannegui), ministre apostat.
 — (Anne), femme savante, connue sous le nom de Madame Dacier.
 Le Fèvre d'Étaples (Jacques), premier traducteur de la Bible en français, savant presque universel.

- Le Fournier, famille protestante de la Picardie.
- Le Gaigneux (Jean), ministre à Genève.
- Le Gascon, procureur à Saint-Maixent.
- Le Gendre, premier ministre de Rennes.
- (Philip.), past. de l'Egl. de Rouen.
- Le Gentil (Philippe), marquis de Langallerie, prosélyte.
- Léger, capitaine béarnais.
- Légier (Charles), pasteur à Hanau.
- Le Goulon (Mangin), secrétaire de la ville de Metz.
- (Jérémie), avocat au parlement, et ses descendants.
- (Louis), ingénieur militaire.
- Le Goux, famille rochellose.
- (Pierre), ancien de l'Eglise de La Rochelle, confesseur.
- Le Grain (Jean), martyr.
- Le Grand (Jean), martyr.
- Le Guat (François), voyageur.
- Le Guay (André-Pierre), dit de Prémontval, membre de l'Académie des sciences de Berlin.
- (François), sieur de Boismormand, ministre dans le Béarn.
- Léguillon (Simon), confesseur.
- Le Hayer (Pierre), lieutenant au bailliage d'Alençon, et ses descend.
- (Pierre), conseiller d'Etat, poète.
- Le Hucher (Adrien), ministre à Amiens.
- Leipold (Jean-Daniel), greffier du cabinet du roi de Wurtemberg.
- Le Jeune (Charles), confesseur, exporté en Amérique.
- (Claudin), musicien et compositeur.
- Le Maçon, fondat. de l'Egl. de Moncuq.
- (Jean), fondateur de l'Eglise de Paris, martyr.
- (Robert), ministre à Orléans, puis à Londres.
- (Louis), trésorier de la gendarmerie écossaise.
- (Jacques), contrôleur général des gabelles, et ses descendants.
- (Jean), réfugié en Angleterre.
- Le Maire (Jean), gentilhomme franc-comtois, et ses descendants réfugiés à Genève.
- (Alexand.), victime des persécut. Bretagne.
- Le Maître, famille protestante de la Bretagne.
- (Denis), secrétaire du duc d'Alençon, et ses descendants.
- (Isaac), maître des comptes, converti au protestantisme.
- (Jean-Henri), past. à Schwabach.
- (Raoul), méd. de Henri IV, apostat.
- Le Maréchal (Gédéon), vict. des perséc.
- Le Masson (Louis), curé cathol. converti.
- Le Mercier (Timothée), poète.
- Lemery (Nicolas), chimiste célèbre, apostat.
- (Louis), victime des persécutions.
- Le Moine (Abraham), ministre de l'hôpital français à Londres.
- (Etienne), pasteur à Rouen, et professeur de théologie à Leyde.
- (Jacques), dessinateur.
- (N.), ministre à Saint-Sylvain.
- Le Nautonnier (Guillaume), ministre à Montredon, mathém. et astron.
- (Philippe), ministre à Montredon.
- (Jean), ministre à Angers.
- (Adrien), réfugié en Angleterre, et ses descendants.
- (Guillaume), galérien pour cause de religion.
- Lenfant (Paul), ministre à Châtillon-sur-Loing, puis à Cassel.
- (Jacques), pasteur de l'Eglise française à Berlin, et historien célèbre.
- Le Noir (Guy), ministre à La Roche-Bernard.
- (Philippe), ministre à Blain, poète et historien.
- (André), ministre à Blain.
- (Martin), hôtelier à Tours.
- Léopard (Charles), ministre à Arvert.
- Le Page (Antoine), ministre à Dieppe, puis à Rotterdam.
- Le Paulmier de Grantemesnil (Julien), médecin renommé.
- (Jacques), un des fondateurs de l'Académie de Caen.
- (Jacques), brigadier des armées du roi, apostat.
- Le Peintre (Claude), martyr.
- Le Petit (Jean-François), chroniqueur.
- (Jean-Georges-Guillaume), pasteur à Friedeburg.
- (Traugott-Wilhelm), avocat à Eisleben.
- Le Pouilloux (Samuel), espion du roi d'Angleterre.
- Le Prestre (Denis), vannier d'Esternay.
- Le Quesne (Jean), poète.
- Le Révérend, famille protestante de la Normandie.
- (Thomas), avocat et traducteur.
- (Jean), lieutenant général.
- (Jean-Jacques), réfug. en Hollan.
- Le Riche (Marguerite), martyre.
- Lerm (Gabriel), poète.
- Lermite-du-Buisson (Pierre), maître de langue française.
- Leroux (Philibert-Joseph), réfugié à Amsterdam.
- Leroy (Etienne), martyr.
- (Pierre), fabric. de savon à Wesel.
- (Henri), graveur.
- Lerpinière (Daniel), graveur.
- Lerse (N.), historien.
- Léry (Jean de), historien célèbre.
- Le Sage (David), poète languedocien.
- (Georges-Louis), philos. et phys.
- (Georges-Louis), physicien.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS. —
RÉPONSES A DES DEMANDES DE RECHERCHES ET NOUVEAUX APPELS. — AVIS
DIVERS, ETC.

**Un moyen de seconder activement les travaux de la Société.
Appel aux consistoires.**

*A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.*

Nantes, le 23 septembre 1856.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de recourir à votre appui et à la publicité du *Bulletin* pour soumettre à nos consistoires la proposition suivante :

L'œuvre historique étant à tous égards de la plus haute importance pour nos Eglises, et ayant été anciennement recommandée par les Synodes qui l'avaient pleinement appréciée, ne pourrait-elle pas et ne devrait-elle pas être également recommandée, aujourd'hui, par les consistoires, à défaut de Synodes ?

Ne serait-il pas possible que prenant pour point de départ, et pour simplifier les choses, l'ancienne division ecclésiastique en provinces, nos consistoires désignassent d'un commun accord, dans chaque circonscription provinciale, celui ou ceux d'entre eux qui serviraient de centre où l'on recueillerait, pour les communiquer aux travailleurs, et pour les sauver de la destruction et de l'oubli, tous les documents qui pourraient se trouver dans les familles, auxquelles un chaleureux appel serait adressé dans ce but ?

Si cette proposition était agréée et fécondée, il est aisé de

voir d'un seul coup d'œil les avantages très réels qui en résulteraient pour les Eglises, pour les travailleurs et pour l'histoire du protestantisme français.

Veuillez recevoir, etc.

B. VAURIGAUD.

Nous accueillons la proposition de M. Vaurigaud avec d'autant plus d'empressement, que plus d'une fois nous avons nous-mêmes songé à la faire, et qu'elle était implicitement contenue dans les deux articles que nous avons insérés en deux des cahiers du *Bulletin* de la première et de la seconde année (t. I, p. 323 et II, 88) sous ce titre : *L'OEuvre historique prescrite par la Discipline, les Synodes nationaux et les Synodes du désert.*

L'art. 23 de la Discipline statuait que « en chaque Eglise on dressera « mémoire de toutes choses notables pour le fait de la religion, et en cha- « cun Colloque sera député un ministre pour les recevoir et les apporter au « Synode provincial, et de là au national. »

L'art. 24 (F. P.) du Synode national de Nîmes de 1572, portait que « tous les frères ministres qui auront quelques mémoires des faits mémo- « rables servant à l'estat de l'Eglise, et à l'histoire de nostre temps, en- « voyeront tout ce qu'ils auront aux frères de l'Eglise de Lyon, pour le met- « tre en lumière en corps et par bon ordre. »

L'art. 19 du Synode national de La Rochelle, en 1581, était ainsi conçu : « Pour l'exécution de l'article 33 du chapitre du consistoire, touchant le re- « cueil des actes mémorables : A été avisé que chaque Colloque députera « un ministre, auquel chaque Eglise enverra ses mémoires depuis les pre- « miers troubles, pour les envoyer aux Synodes nationaux. »

L'art. 12 (F. P.) du Synode national de Gergeau, en 1601, portait que « les Eglises seront adverties de faire mémoire des ecclésiastiques de l'E- « glise romaine, qui seront rangés dans le dernier Synode national et se « rangent tous les jours à la Religion réformée, et les envoyer à l'Eglise de « Montauban. »

L'art. 31 (F. P.) du Synode national de Gergeau, en 1603, portait que « les provinces sont chargées de rechercher les mémoires des actes plus mé- « morables advenus depuis cinquante ans, et de les faire tenir à M. d'Aubi- « gny, en Poitou, lequel escrit l'histoire de ce temps. »

L'art. 8 (F. P.) du même Synode, portait en outre que : « Les provinces « sont exhortées de recueillir soigneusement les histoires des pasteurs et « autres fidèles qui, en ces derniers temps, ont souffert pour la vérité du Fils « de Dieu ; et seront tels mémoires envoyés à Genève, afin que ce recueil « soit mis en lumière et joint au livre des Martyrs. »

L'art. 9 du Synode national de Vitré, en 1617, est ainsi conçu : « D'au- « tant que l'article dernier du chapitre V^e n'a point été exécuté suivant

« l'exhortation des précédents Synodes nationaux : La compagnie enjoint
 « très expressément à tous les députez d'advertir leurs provinces de nom-
 « mer promptement en chacun Colloque un pasteur pour recueillir les mé-
 « moires des choses plus notables, advenues en leurs quartiers depuis plu-
 « sieurs années en cà, et les rapporter au prochain Synode de leur province,
 « pour estre adressées à M. Rivet, pasteur de l'Eglise de Thouars, qui est
 « chargé de les recevoir, et en dresser une histoire, laquelle sera par luy
 « rapportée au prochain Synode national. »

L'art. 42 (F. G.) du Synode national de Castres, est ainsi conçu :
 « D'autant que par faute d'avoir fait choix d'Eglises, lesquelles en chaque
 « province ayant la garde des poursuites faites par les sieurs députés géné-
 « raux, plusieurs papiers ont été égarés, desquels la perte est à présent
 « préjudiciable aux Eglises particulières : Le Synode désirant pourvoir à ce
 « qu'un tel désordre n'arrive plus, a ordonné que les papiers restant entre
 « les mains de ceux qui ont été chargés de la députation générale, leur se-
 « ront demandés par les consistoires des lieux où ils font leur résidence,
 « afin qu'ils soient soigneusement conservés. En après, que les originaux
 « des déclarations, brevets, cahiers répons, et telles autres pièces con-
 « cernant le général de nos Eglises, seront portés aux archives de La Ro-
 « chelle. Et pour le regard des autres papiers et procédures qui regar-
 « dent les particuliers, qu'une Eglise en chaque province en aie la garde,
 « afin qu'on y puisse avoir recours au besoin. Et pour cet effet ont été
 « nommées :

« Pour la province du Bas-Languedoc, l'Eglise de *Nîmes* ;

« Pour le Haut-Languedoc, celle de *Montauban* ;

« Pour les Cévennes, celle d' *Anduze* ;

« Pour Anjou, celle de *Loudun* ;

« Pour la Bourgogne, celle de *Gex* ;

« Pour le Vivarais, celle de *Privas* ;

« Pour la Basse-Guyenne, celle de *Sainte-Foy* ;

« Pour le Poitou, celle de *Niort* ;

« Pour la Saintonge, celle de *La Rochelle* ;

« Pour l'Île de France, celle de *Paris* :

« Pour la Normandie, celle d' *Alençon* ;

« Pour la Bretagne, celle de *Bleu* ;

« Pour le Dauphiné, celle de *Die* ;

« Pour le Berry, celle de *Châtillon-sur-Loing* ;

« Pour la Provence, celle d' *Aigüères*. »

Le Synode provincial, assemblé au desert, dans les Boutières, en 1734, portait (Art. 2) : « Ayant considéré qu'il serait très utile de faire connaître
 « à la postérité le grand nombre de persécutions que nos pauvres Eglises ont

« souffertes depuis la révocation de l'Edit de Nantes, enjoignons à tous les
 « pasteurs et prédicateurs d'en faire ou d'en recueillir des mémoires très
 « exacts, qui expriment les temps, les lieux et les principales personnes
 « qui en ont été les objets, afin qu'on puisse rédiger en un corps d'histoire
 « les choses les plus mémorables qui sont arrivées parmi nous. »

Enfin, le Synode national tenu au désert en 1744, portait (art. 20) : « Il
 « sera tenu un registre où l'on couchera les articles des Synodes provin-
 « ciaux, de même que les lettres et autres écrits qui seront de quelque con-
 « séquence ou utilité pour le corps de l'Eglise, afin qu'on puisse avoir re-
 « cours audit registre dans le besoin. »

Cette série d'extraits parle éloquemment en faveur de la proposition de M. Vaurigaud. On voit que les documents réunis par les soins des Eglises, ont dû servir de bases à l'histoire qu'écrivait Théodore-Agrippa d'Aubigné en 1603; aux *martyrologes* de Jean Crespin; à l'histoire que devait dresser, en 1617, André Rivet, le célèbre pasteur de Thouars; enfin aux récits des persécutions de la révocation de l'Edit de Nantes, que les Eglises du désert jugeaient utile de préparer en 1734.

On voit aussi qu'en 1620, certaines Eglises avaient été constituées en demeure de garder les archives ecclésiastiques de leurs circonscriptions provinciales respectives. Il y a là des précédents intéressants à connaître et bons à imiter.

Nous appelons sur la question toute l'attention de nos lecteurs; nous accueillerons avec un vif intérêt les communications que la lettre de M. Vaurigaud leur suggérera, et nous en rendrons compte. Nous coordonnerons et nous ferons connaître les travaux partiels que nous aurons reçus de nos correspondants des diverses circonscriptions consistoriales, pour concourir au travail général projeté. A l'œuvre donc, et que les hommes de bonne volonté prennent l'initiative.

Deux documents pour servir à l'histoire du protestantisme à Montauban et à Toulouse en 1683.

A la suite de la proposition qu'on vient de lire, M. Vaurigaud nous a communiqué le titre de deux documents ayant de l'intérêt pour ceux qui s'occupent ou s'occuperont, dans le Midi, de l'histoire des Eglises de Montauban et de Montpellier.

1^o *FACTUM* pour MM. Isaac Brassard, Thomas Satur, Pierre Isarn, Jean-Pierre Saint-Faust, François Repey, ministres; MM. Paul Lugandi, avocat; David Caminel et Jean-Pierre Lapeyre, anciens du consistoire de ceux de la R. P. R. de Montauban, prisonniers, — contre le scindic (*sic*) du clergé de Montauban, et M. le procureur général. 1683. A. Colomiez.

In-folio de 25 pages. Curieux détails sur le procès fait à M. Debla, au sujet d'une prétendue abjuration. Le but était d'amener l'interdiction du culte à Montauban.

2^o FACTUM, pour demoiselle Isabeau Paulet, prisonnière dans l'hôtel de ville de Toulouse (1683).

La prétendue abjuration de cette demoiselle fut cause de la démolition du temple de Montpellier.

Le factum est signé : DEBURTA, *rapporteur*. — M^o THOYRAS RAPPIN, *avocat*. — MANEN, *procureur*.

C'est un in-folio de 33 pages.

Ces documents se trouvent à la Bibliothèque publique de Nantes.

Me sera-t-il permis, en retour, de faire appel à tous ceux des amis de notre œuvre qui trouveraient quelques documents concernant le protestantisme en Bretagne?

Vous savez, Monsieur le Président, combien est aride le sol que j'ai entrepris de défricher, et combien à tous égards j'ai besoin d'aide.

Agréez, etc.

B. V.

Lettres écrites, de 1763 à 1776, aux Eglises du Béarn, par les Eglises des diverses provinces (Haut-Poitou, Provence, Haut-Languedoc, Vivarais, Saintonge, Dauphiné, Hautes-Cévennes, etc.)

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Orthez, 17 décembre 1886.

Monsieur le Président,

J'éprouve le besoin de vous exprimer la vive satisfaction que m'a procurée le document fourni par M. le pasteur Vaurigaud, et inséré dans la dernière livraison du *Bulletin* (ci-dessus, p. 4), sur la *statistique des Eglises du Béarn vers le milieu du XVII^e siècle*.

Quand ce document m'est parvenu, j'étais occupé justement à déchiffrer une vieille pièce manuscrite, intitulée : *Procès-verbal concernant les affaires de ceux de la R. P. R. en Béarn, par M. Pelot, intendant de Guienne*. 23 mars 1665. Dans quelques autres pièces que je possède, j'avais trouvé la mention d'un rôle des familles que les réformés avaient remis au gouvernement « par précaution, est-il dit, à l'égard du procès-verbal de M. Pelot qu'on a refusé de leur montrer. » Je regrettais vivement de ne pas avoir ce rôle qui m'aurait permis de contrôler les chiffres de Pelot. C'est alors que la communication de M. Vaurigaud m'est arrivée par le *Bulletin*, on ne peut plus à propos, comme vous voyez. J'ai pu constater le prix de

ce document. De la comparaison des deux pièces contradictoires il ressort que l'intendant, assez impartial d'ailleurs par ses intentions, mais trompé par le clergé et le parlement de Navarre, porte 4,543 familles réformées de moins, et indique le chiffre de 21,964 individus, tandis que les documents des réformés établissent que ce chiffre dépassait 30,000.

La publication de la pièce fournie par M. Vaurigaud est une preuve nouvelle de l'utilité de notre Société et spécialement du *Bulletin*, non-seulement afin d'assurer la conservation de documents précieux, mais encore comme moyen de les signaler aux *chercheurs* et aux *travailleurs*. Il me semble que ceux-ci devraient s'imposer la loi de faire connaître par la voie du *Bulletin* toutes les pièces qui tombent entre leurs mains, et qui, sans intérêt pour leurs propres études, peuvent cependant être d'un grand prix pour d'autres travaux. Joignant l'exemple au précepte, je vais à mon tour indiquer quelques papiers que le hasard a mis en ma possession, et qui ont de l'intérêt au point de vue de l'histoire protestante de provinces autres que le Béarn, dont je m'occupe à peu près exclusivement.

On sait que le Synode national de 1763 ordonna aux Eglises d'établir entre elles une correspondance destinée à la communication mutuelle de tous les faits qui pourraient contribuer à les éclairer, à les encourager ou à les consoler. C'était l'essai touchant d'une publicité périodique restreinte et même secrète, telle que l'exigeaient les circonstances. Il fallait prendre les plus grandes précautions pour que ces libres communications de la fraternité protestante parvinssent à leur véritable adresse, qu'une première suscription déguisât soigneusement. La décision du Synode de 1763, exécutée très ponctuellement pendant les premières années, m'a valu dix-huit lettres écrites de diverses provinces aux Eglises de Béarn, et que j'ai trouvées dans les papiers de M. Vidal, l'un des protestants les plus distingués et les plus actifs de nos contrées dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Voici la liste de ces lettres par ordre chronologique et l'indication sommaire du contenu :

1. *Lettre de l'Eglise du Haut-Poitou*, 8 septembre 1763. MM. *Dezerit* et *Gamain* (dit *Lebrun*), pasteurs, à M. *Journet* (pasteur en Béarn). — Evasion d'un prisonnier. — Poursuites pour baptêmes.

2. *Lettre de l'Eglise de Provence*, 30 septembre 1763. M. *Pic* (pasteur), à M. *Journet*. Expression du désir de voir renaître « l'affection des premiers hérauts du christianisme. » — « Paix profonde » et « presque entière liberté » des Eglises de la province. — Brillantes espérances d'avenir pour l'Eglise de Marseille.

3. *Lettre de l'Eglise du Dauphiné*, 17 octobre 1763. M. *Béranger* (pasteur), à M. *Journet*. « Le pigeon batu de l'espervier se regarde, quoi — qu'en sûreté, comme guetté par son ennemi et n'ose se donner aucun

« mouvement crainte d'être saisi. » Telle était la situation des Eglises du Dauphiné, trois ou quatre mois auparavant : mention de poursuites et emprisonnements multipliés. Depuis il y a « bonace » et on reprend courage (1).

4. *Lettre de la province du Haut-Languedoc*, 26 octobre 1763. M. Duval (pasteur) à M. Journet. Les Eglises de ce pays jouissent d'une « presque entière liberté. » — « Les baptêmes, mariages, etc., se célèbrent publiquement et sans crainte; et les plus grands s'acquittent aussi bien de ce devoir que les plus petits. » — Menées de l'évêque de Castres pour gagner des filles pauvres par promesse d'entretien ou d'établissement : peu de succès.

5. *Lettre de la province de Livarais*, 28 octobre 1763. M. Vernet (pasteur) à M. Tenjour (Journet). Utilité de la correspondance pour la consolation et l'encouragement mutuels. — « La tranquillité ne saurait être plus grande. » Les gens de guerre les laissent en paix, mais non les gens d'Eglise. Récit d'une expédition armée tentée avec succès par une vingtaine de paysans pour reprendre une jeune fille enlevée par le vicaire de Saint-Preit.

6. *Lettre de l'Eglise de Tonneins*, 5 novembre 1763. M. Gibert (pasteur) à M. Journet. Schisme de Lanne-Dubois. — Démolition de la maison de prière d'Eymet. — Enlèvement d'un enfant à Colègne, près Clairac, etc.

7. *Lettre de l'Eglise de Normandie*, 14 novembre 1763. M. L. C. (Louis Campredon) à M. Journet. Sans intérêt.

8. *Lettre de l'Eglise du Languedoc*, 18 novembre 1763. M. Jonvals à MM. Journet et Valdi (Vidal). Paix entière. Espérance d'une tolérance toujours plus grande. — « Plusieurs savans cardinaux se sont accordés avec nombre de savans Anglois, Allemans, Hollandois, à donner de concert une nouvelle version de la Bible et à se communiquer pour cet effet impartialement et de bonne foi leurs notes et réflexions sur cent vingt-cinq anciens manuscrits. » — Expression du désir que M. de Gebelin publiât une relation du voyage qu'il venait d'accomplir dans la plupart des provinces, et qu'il fit connaître ainsi « le nombre, les sentiments, la conduite, l'industrie, les manufactures, les fabriques, les perplexités et les misères » des protestants.

9. *Lettre de l'Eglise du Haut-Poitou*, 21 novembre 1763. MM. Dezert et Gamain, dit Lebrun à MM. Journet et Valdi. On consulte l'Eglise du Béarn sur trois cas : 1^o Un gentilhomme veuf se propose d'épouser sa servante contre le gré de ses enfans du premier lit et de la noblesse du pays ; 2^o Un métayer vit maritalement avec la fille de sa femme décédée : 3^o Un

(1) Cependant, quatre ans plus tard, l'auteur de la lettre fut condamné à la peine de mort par le parlement de Grenoble, et pendu en effigie à Mens.

particulier veut épouser la sœur de sa femme aussi décédée. L'Eglise de Poitou estime que ces deux derniers cas sont contraires à la discipline et à l'Ecriture (Lév. XVIII, 17; XX, 14), et demande s'il convient de prononcer des peines et quelles elles doivent être.

L'Eglise du Béarn, dans sa réponse, se montre fort indulgente pour le gentilhomme, mais impitoyable pour les deux autres inculpés.

40. *Lettre de l'Eglise de Saintonge*, 6 décembre 1763. M. Dugas (pasteur) à MM. Journet et C^e. Le culte se célèbre en toute tranquillité et publicité dans « les maisons d'oraison. » — Consécration de deux frères Dupuy, destinés l'un à la Saintonge, l'autre au Périgord. — Le schisme de Dubois, se disant ministre, continue à affliger les Eglises du Haut-Agenais, malgré les efforts du pasteur Gabriac, député par le Synode national.

41. *Lettre de l'Eglise de Montauban*, 24 décembre 1763. M. Sol, dit Léger (pasteur), à M. Journet. Les affaires sont « le mieux du monde. » M. Sol a déjà cinq temples; il vient d'en faire bâtir un autre à un petit quart d'heure de la ville. Le clergé s'en est ému, l'intendant a député au pasteur une personne soi-disant protestante. « Ma réponse, écrit M. Sol, fut qu'on s'offusquoit mal à propos de cette espèce de maison, car je ne lui donnai ni la figure, ni le nom de temple, ni de maison d'oraison, préférant l'usage au nom;... que de plus je n'avois pris le parti du dedans que parce que nos parties champêtres et nombreuses offusquoient ceux qui étoient en autorité sur nous; mais que si on faisoit semblant de nous interrompre, ne voulant ni ne pouvant rester sans culte, nous reparairions tout de suite en plate campagne. Je priai de plus ce mauvais ambassadeur d'assurer M. l'intendant de notre déférence pour ses ordres dès qu'ils ne seroient pas contraires au droit des gens et de nos consciences. Tout a été fini,... ce qui nous enhardit. »

42. *Lettre de l'Eglise du Dauphiné*, 15 février 1764. M. Bérenger à M. Journet. Hommage rendu à la tolérance du commandant de la province. Regret qu'il soit rappelé par suite de ses démêlés avec le parlement de Grenoble.

43. *Lettre de la province du Bas-Dauphiné*, 12 juillet 1764. M. Olivier à M. Tenjour. Tranquillité croissante. Récit d'un enlèvement d'enfant par un curé. L'auteur consulte les Eglises du Béarn sur la demande faite par M. Court de Gebelin pour être autorisé à user de nouvelles voies qu'il s'est ouvertes à la cour. Les Eglises du Bas-Dauphiné sont favorables à cette demande.

44. *Lettres de l'Eglise des Hautes-Cévennes*, 27 juillet 1764. M. Pierredon (Donpierre) à M. Journet. On jouit depuis longtemps d'une profonde tranquillité. « Tout semble concourir à nous donner à cet égard les meilleures espérances et à nous amener à l'heureux période d'une entière déli-

vance et d'une parfaite liberté. Le projet de banque qui tendoit à ce but, selon la déclaration de ceux qui l'ont renouvelé, n'a pas resté pour cela d'échouer parmi nous ; nos notables l'ont estimé dangereux et impraticable. Nous avons appris qu'il a fait meilleure fortune chez vous. Il nous tarde de savoir à quoi se termineront ses derniers progrès (1). »

13. *Lettre de la province du Haut-Poitou*, 42 décembre 1764. M. *Dezerit* à M. *Journet*. Vexations du marquis de Pouyanne, à Saint-Maixent, à l'occasion d'une maison d'oraison. M. *Dezerit* en a écrit à M. *Court* ; celui-ci en a informé les bureaux : M. de Pouyanne doit être fortement censuré.

16. *Lettre de l'Eglise du Bas-Dauphiné*, 22 janvier 1765. M. *Olivier* à M. *Journet*. Les protestants de Die ont été assignés à l'occasion d'une très nombreuse assemblée, tenue par M. *Dunoyer*, et à laquelle une centaine de catholiques avaient assisté. Cette affaire n'a point eu de suite.

17. *Lettre de l'Eglise du Haut-Poitou*, 29 mai 1765. MM. *Tranchée*, dit *Fortunière*, et *Lebrun* à MM. *Journet* et *Valdi*. « M. de Gebelin vous aura « donné avis qu'un ami qui a beaucoup de crédit et de mérite veut bien « s'intéresser en faveur des Eglises sous la croix. » L'Eglise du Haut-Poitou est disposée à accepter ces offres : 1^o Parce qu'elles sont patronées par M. de Gebelin ; 2^o parce que les émoluments à fournir seront modiques ; 3^o parce que les résultats ne peuvent manquer d'être importants, etc.

— Les Béarnais, en vrais compatriotes d'Henri IV, répondent qu'il leur répugnait à la fois d'accepter purement et simplement et aussi de refuser d'emblée, la chose ne leur paraissant « honnête ni par rapport à M. de Gebelin, ni par rapport à la personne » en question. Ils ont pris « un biais » : on écrira à M. *Court* que ne connaissant pas « le digne personnage, » on ne saurait quels honoraires lui assigner, mais que s'il fait les avances et obtient du succès « la province lui en témoignera la reconnaissance la plus éclatante qui soit possible. » Du reste, ils sont tout disposés à se ranger à la décision des autres provinces.

18. *Lettre de l'Eglise du Haut-Poitou*, 4 juin 1776. MM. *Fortunière* et *Lebrun* à MM. *Journet* et *Valdi*. Sans intérêt.

Je mets avec plaisir ces lettres à la disposition des personnes qui auraient besoin d'en prendre plus ample connaissance. En retour je demande instamment communication, soit par voie directe, soit par le *Bulletin*, de tous les

(1) Voir CH. COQUEREL, *Hist. des Egl. du Désert*, t. II, p. 346-351. Je possède une copie de ce projet, présenté aux pasteurs par « des personnes qui ont un très grand crédit en cour, qui en connaissent et les besoins et la façon de penser, qui désirent le bien de l'Etat, et qui touchées d'une vive compassion envers les protestants, seraient très flattées de leur être de quelque utilité. » Il paraît que la cour, obérée, avait voulu déjà recourir à un expédient semblable en 1756. Alors, comme en 1764, les protestants ne furent ni assez imprudents ni assez avilis pour vouloir acheter la tolérance à prix d'argent.

documents qui pourraient intéresser l'histoire des Eglises réformées de Béarn.

Veuillez agréer, etc.

J. LOURDE-ROCHEBLAVE, pasteur.

**L'Instruction pastorale de Basnage aux réformés de France
(1719-1746).**

*A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.*

Meaux, le 29 décembre 1856.

Monsieur le Président,

Je possède un exemplaire de l'*Instruction* de Basnage dont il est question dans le dernier cahier du *Bulletin* (p. 53 et 192), si intéressant, comme d'ordinaire. C'est un petit bouquin que j'ai déniché dans le fond d'une armoire aussi vieille que le parchemin qui l'a garanti de la pourriture et des vers. Je ne vous en parlerais pas, si ce que j'ai à vous en dire ne semblait pas compléter les renseignements que vous venez de nous communiquer sur cet objet. Ledit document est intitulé : *Instruction et Lettre pastorale aux Réformés de France, sur la persévérance dans la foi et la fidélité pour le souverain, à quoi l'on a joint une autre Lettre contenant des réflexions sur le même sujet.*

Il renferme : 1^o l'*Instruction*, de 30 pages, datée de la Haye, le 20 avril 1719, signée Basnage, imprimée à Rotterdam la même année;

2^o La *Lettre pastorale aux fideles Réformés de France*, de 40 pages, en date du 15 juin 1719, signée des initiales J. V. D. B.;

3^o Une *Lettre à un Réformé en France, sur la fidélité pour le souverain*, de 34 pages, datée du 15 juillet 1719, signée J. P.

L'*Instruction* est une suite de considérations générales. La première lettre exprime le motif particulier de ces exhortations, c'est-à-dire les intrigues du cardinal espagnol. La seconde lettre, conçue dans le même sens que les deux pièces précédentes, se termine par une fable que l'auteur prétend être de La Fontaine, mais qui n'est pas de lui : du moins je ne me souviens pas l'avoir jamais trouvée dans aucun recueil de notre fabuliste. Il résulte de l'entrée en matière de cette seconde lettre, que la première et l'*Instruction* avaient déjà été envoyées et répandues en France, et que ce n'est que plus tard qu'elle leur fut ajoutée.

Si vous êtes curieux de connaître ladite fable du *pseudo-bonhomme*, la voici :

Le Loup et le Mouton.

- Jadis fut un loup sur la terre,
 Qui dans le cabinet, plutôt que dans la guerre,
 Faisant voir son habileté,
 Pour duper les moutons, se mit un jour en tête,
 De faire avec eux un traité,
 Et crut bien abuser de la simplicité
 De cette nation si timide et si bête.
 Le loup auprès d'un parc, haranguant un troupeau,
 Avec une douceur d'agneau,
 Lui dit au nom de ses confrères:
 « Ça, Messieurs, réjouissez-vous.
 « Vous êtes bien dans vos affaires,
 « Car vous allez avoir la paix avec les loups.
 « Nous n'avons contre vous ni haine, ni rancune,
 « Et si vous n'étiez déclarés
 « Pour le parti des chiens, nos ennemis jurés,
 « Nous n'aurions jamais guerre aucune.
 « Et tant s'en faut, l'amour que nous portons
 « A tous les honnêtes moutons,
 « M'oblige à vous donner un avis d'importance,
 « Sur quoi je vous demande un mot de conférence.
 « L'homme, qui fait semblant d'être tant votre ami,
 « Vous laisse-t-il, l'ingrat, vivre à demi?
 « Il vous tond, il vous sacrifie,
 « Il vous mène à la boucherie;
 « Que vous ferait de pis le plus grand ennemi?
 «
 « Pour nous, nous emploirons toute notre puissance
 « A vous servir d'affection,
 « Et sous notre protection
 « Vous vivrez en toute assurance.
 «
 « Car si vous traitez une fois,
 « Toutes faveurs vous sont promises
 « Et les conditions seront à votre choix.
 « Nous conserverons tous vos droits,
 « Vos privilèges, vos franchises,
 « Excepté, qu'au lieu de bêler
 « D'une façon pusillanime,
 « Nous vous apprendrons à hurler;
 « Car vous savez bien la maxime
 « Inviolable parmi nous,
 « Qu'il faut hurler avec les loups.
 « Songez donc au bonheur que ma voix vous annonce. »
 Alors le doyen du troupeau
 Faisant lâcher le chien après sa peau :
 « Voilà celui, dit-il, qui porte la réponse. »

Cette fable nous doit apprendre
 Qu'avec un ennemi juré,
 Qui ne tâche qu'à nous surprendre,
 On ne peut faire un accord assuré,
 Qu'il ne faut pas même l'entendre.

. *Equo ne credite, Teucri!*
Quidquid id est, timeo Danaos, et dona ferentes.

Agréez, etc.

FR. GAL-LADEVÈZE.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

AVANT LA RÉFORMATION.

LA DÉPLORATION DE L'ÉGLISE, PAR JEAN BOUCHET.

1512.

Les Vaudois, les Wickleffites, les Moraves et les Hussites, qui, du XII^e au XV^e siècle, se séparèrent définitivement de l'Eglise romaine, par leur méthode et leurs croyances, ne sont pas seuls à protester contre les erreurs et les abus introduits dans le catholicisme à la faveur des ténèbres. Sans être encore pénétrés de l'esprit nouveau de foi et de liberté qui triomphera à la Réformation, Pierre Damien (XI^e siècle), Bernard de Clervaux (XII^e), Dante (XIII^e), Pétrarque, Boccace, d'Ailly, Gerson, Clemengis (XIV^e); Erasme, Reuchlin (XVI^e); Rabelais et tous les hommes de la Renaissance, sont unanimes déjà pour stigmatiser, les uns avec l'énergie et la douleur du chrétien, les autres avec une mordante ironie, la corruption du clergé, les désordres et l'abomination du sanctuaire.

Dante n'a point d'expression assez énergique pour flétrir l'hypocrisie des moines, et place trois papes dans son enfer : Nicolas III, Boniface VIII et Clément V. — On sait assez à quelle robe appartiennent bon nombre des héros de Boccace, le frère Jean de Pantagruel, etc. — On connaît le portrait que Pétrarque a tracé de la cour papale d'Avignon et de ses horribles débauches (1).

Saint Bernard se plaint que de son temps « on voyait accourir de tous « côtés à Rome des simoniaques, des prêtres incestueux et concubinaires, « pour solliciter la protection des papes, qui ne manquaient jamais de l'accorder à ceux qui avaient de quoi la payer... La cour de Rome, dit-il encore, peut bien recevoir quelquefois des sujets vertueux, mais il est rare « qu'elle les rende tels; car les méchants y apprennent bien moins à se corriger que les bons à se pervertir. » (*Traité de la Considération.*)

« Les cloîtres habités par des chanoines réguliers, dit Gerson, étaient « comme des places publiques et des marchés; les couvents de religieuses, « des espèces de lieux de prostitution (*prostibula meretricum*); les cathédrales, des cavernes de brigands et de voleurs. Sous le nom de servantes « et de gouvernantes (2), les prêtres nourrissaient des concubines et des « maîtresses. Les images étaient tellement multipliées et diversifiées, qu'elles « portaient le peuple à l'idolâtrie. » (*Declarat. defectuum viror. eccles.* n° 63.)

(1) Cfr. *Les Réformateurs du XVI^e siècle, organes de l'opinion publique* (Bulletin, t. III, p. 84 et 204).

(2) Ce sont les *Agapetæ* (bonnes amies), et les *sous-introduites*, contre lesquelles s'élevèrent plusieurs Pères.

« Voiler une fille aujourd'hui, c'est la prostituer, » disait Clemengis (*Traité de la corruption de l'Egl.*); et encore : « *Taceo de fornicationibus et adulteriis clericorum... nam spadones aut sodomitæ appellantur.* » Enfin, continue-t-il, le peuple croit si peu à la vertu des prêtres, qu'ils ne sont reçus dans les paroisses, qu'à condition d'amener avec eux leur concubine.

Dans son *Encomium moria*, Erasme fait dire à la Folie : « Y a-t-il de « plus redoutables ennemis de l'Eglise que ces pontifes impies, qui permet-
« tent par leur silence que l'on abolisse Jésus-Christ, qui le lient par leurs
« lois mercenaires, qui le falsifient par leurs interprétations forcées, et qui
« l'étranglent par leur vie empestée? » (*Et pestilente vita jugulant.*)

Le *Gomorrheus* du cardinal-évêque Pierre Damien, nous a laissé la hideuse peinture des vices du clergé sous Léon IX.

Enfin, saint Théodore nous apprend que l'on était « obligé de défendre
« aux moines d'introduire dans les couvents des animaux femelles » (Fr. Bouvet, *Op. cit.*, p. 481), et Bellarmin lui-même, le grand pourfendeur d'hérétiques, est contraint d'avouer qu'avant l'hérésie de Luther et de Calvin « il
« n'y avait presque plus de religion. » (*Concio XXVIII, Oper.*, t. VI, col. 296, édit. Colon. 1617.)

Un dernier exemple. Le pape Innocent VIII renouvela, le 9 avril 1488, une constitution par laquelle il était défendu aux prêtres de tenir des auberges, des maisons de jeux, des lieux de prostitution, et de se faire pour de l'argent les entremetteurs des courtisanes. (Raynald, *Ann. eccl.*)

Un écrivain peu connu, magistrat, savant, catholique zélé, par conséquent irrécusable, vient aujourd'hui répéter à son tour le cri des âmes pieuses et des poètes du moyen âge, le cri des conciles (1), le cri que l'Europe entière fit retentir pendant plus de cinq siècles : Réforme ! Réforme de l'Eglise dans son chef et dans ses membres ! C'est Jean Bouchet, l'un des amis que « les lettres grecques et latines donnèrent à Rabelais, » dit le bibliophile Jacob (*Not. hist. sur la vie et les ouvr. de Rabelais*). L'article de la *Biographie universelle* sur Bouchet est purement bibliographique ; le bibliophile Jacob est le seul qui donne quelques détails sur cet auteur.

Jean Bouchet, « l'un des plus féconds écrivains de son temps, » naquit à Poitiers en 1476, et y mourut en 1533. Poète avant tout, il se fit procureur pour avoir le loisir de cultiver la poésie. « Ses œuvres, qui eurent un grand
« succès, sont rangées aujourd'hui dans la classe de celles qu'on ne lit plus,
« mais qu'on peut encore consulter par curiosité, » dit Brunet (*Manuel du libr. et de l'amateur de livres*). Le jugement de Rabelais est bien plus favorable à Bouchet. Voici un fragment d'une épître que l'auteur de *Gargantua* écrivait à son ami le poète satirique, pour l'engager à aller passer quelques jours à Legugé, chez l'évêque de Maillezais, Geoffroy d'Estissac, grand ami des lettres et des littérateurs :

(1) Ceux de Pavie, Bâle, Florence, Latran.

Car tes écrits tant doux et melliflues,
 ... Sont... ung joyeux passe-temps,
 Dont deschasser les ennuytz et contemps
 Peuvent des cueurs, ensemble proufficter
 En bonnes mœurs, pour honneur mériter.
 Car quant je liz tes œuvres, il me semble
 Que j'apperceoyz ces deux poinctz tout ensemble,
 Esquelz le prix est donné en doctrine :
 C'est à sçavoir, douceur et discipline.

Les poètes du temps jouaient un rôle dans leurs pièces : André de la Vigne, Pierre Gringoire, Marot, « et Jean Bouchet, tout procureur qu'il fût, « dit encore le bibliophile Jacob, figurait publiquement en costume de diable « dans la Passion, qu'on représentait souvent à Poitiers et à Doué. »

Voici le titre de l'un des ouvrages de Bouchet, dont je dois la communication à l'obligeance de M. le bibliothécaire de Meaux :

**La déploration de leglise militante sur ses persécutions intérioires et exté-
 rioires, et imploration de aide en ses adversitez par elle soutenues (sic), en
 l'an mil cinq cens dix : cinq cens unze : que présidoit en la chaire monsei-
 gneur saint Pierre Julius secondus. Composée par le traverseur des voies
 périlleuses.**

A la fin de l'opuscule se trouve l'année de l'impression et le nom du libraire : 1512, chez Guillaume Eustace.

Cette pièce renferme 28 ff. in-12, en caractères gothiques, avec les abréviations usitées dans les manuscrits. Elle est rare, dit Brunet, et, pour ma part, je ne l'ai trouvée citée dans aucun de nos historiens protestants (1).

L'Eglise se plaint « au saint père, cardinaulx, arcevesques, patriarches, graz prieurs, princes et rois, comtes et ducs, de grans injures « et molestations :

Que quelques gens à grant tort lui faisoient,
 Qui contre Dieu et ses loys guerroyent.

Après des plaintes générales, « l'Eglise commence à dire la cause de son deuil, qui est par SIMONIE :

Ceste sixte gloute et insatiable....
 Du sanctuaire elle a faict ung estable,
 Et de mes loys coustume abhominable.
 Ha, ha, maudiete et faulse symonie!
 Tu ne cessas jamais de m'infester.

A tes abus mes enfans as réduiz,
 Ou la plupart, et à mal faire induictz,

(1) La Bibliothèque impériale en possède trois exemplaires de différentes éditions : 1^{re} celle qui vient d'être décrite, de 1512; 2^e une sans date, in-4^o gothique; 3^e une de Poitiers, in-8^o, d'avril 1526, à la suite de *l'Epître de Justice*, — *le Chap-pellet des Princes*, — *Ballades morales*, — réunis ensemble sous le titre de : *Opuscules du Traverseur des voies périlleuses, nouvellement par luy reveus et amendés et corrigés*. (Poitiers, par Jacques Bouchet, à la Celle.) (Réd.)

Et les a faiz damnez symoniacles.
 Ils sont par toy si mallement conduictz,
 Et en vices tellement introduictz,
 Que pire sont que les démoniacles.
 Dieu on délaisse et ses divins sinacles;
 On ne veult plus à le servir entendre,
 On ne parle que de troquer et vendre
 Bénéfices, qui sont les biens de Dieu.
 Ung jour viendra qu'il faudra compte rendre
 Et tout paier, sans aucun delay prendre;
 Mais ce sera en ung très piteux lieu.

Parler ne fault de science ou de sçavoir...
 Pour un courtault on baille ung bénéfice;
 Pour ung baisier ou aultre maléfice,
 Quelque champis aura ung évesché;
 Pour cent escutz quelque meschant novice,
 Plein de luxure et de tout aultre vie,
 De dignitez sera tout empesché,
 Ha! symonie...
 Vous laissez gens lectrez de faim braire;
 On vous doit bien mauldire et despiter.

Las on souloit querir gens de vertuz,
 Sans regarder s'ilz'estoient bien vestuz,
 Pour estre chiefs de moy dolente Eglise;
 S'ilz y viennent à présent sont bastuz,
 Et par procès durement combatuz.

Puis parlant du candidat aux charges ecclésiastiques :

Capable il est, si bien ung levrier maine,
 Et d'un oiseau faict la curée adroit.

Ceux qui deussent garder en tous endroiz
 Mes libertez, privilèges et droiz,
 Sont les premiers à me faire dommaige.
 Mes ministres qui vivent de la croix,
 Sous faulx semblant me font à grans surcroix,
 Du déshonneur, du mal et de l'outraige;
 Ils sont rempliz de venimeux couraige.
 Pires cent foiz que les juifs divers;
 Avarice leur faict mettre à l'envers
 L'excellence de ma haulte noblesse,
 Et font des tours si villains et pervers,
 Que impossible est de les mettre par vers,
 Leur foul maintien ma sainteté trop blesse.

Les gens lectrez, de vertuz enseignants,
 Les grans prélatz, que l'on nomme seigneurs,
 Où prendre on deust forme de bonne vie,
 Ce sont ceux-là qui font les maulx grigneurs,
 Car s'ilz n'ont tout sont criars et fouyneurs...
 Et s'il y a quelque homme qui obvie
 A ces abus, reprendre les voulant,
 On crie après, chascun le va foulant,
 On le menasse, on l'appelle hérétique...
 Aucun ne voy qui me soit consolant,
 Fors seulement ceulx que l'on bat et picque.

L'Eglise parle aux princes de France.

(Elle parle fièrement, comme ne relevant que de Dieu; elle veut son autonomie; mais elle est française, non ultramontaine; elle embrasse le parti de Louis XII contre Jules II, et les louanges ne sont pas épargnées au monarque français. Quoique tenant fort aux biens terrestres, elle s'écrie :)

...Cessez, cessez me donner ornemens,
Calices, croix, et beaux accoutremens.
Faictes que j'aye ministres vertueux...
Les images d'argent tant sumptueux,
La grant beaulté des monstiers si notables
Ne sont pas tant devant Dieu acceptables
Que la doctrine et vie bonne et sainte
Des bons prélatz : dignes, et bien capables
D'intercéder pour les hommes coupables,
Voire trop mieux que une muraille paincte.

L'Eglise parle aux bénéficiez et ceux qui les poursuivent.

A vous reviens qui mes biens possédez,
Prélatz, curez, chanoines, prébendez :
Plus me faictes de maux que les extrangers ;
En tant de poinetz mes lois vous excédez :
Mes biens troquez, vendez, changez, cédez,
Comme marchans leur marchandise aux changes...
Dieu vous vendez plus souvent que Judas,
Et les deniers entre vous butinez :
Ce quont nont (*sic*) fait les scribes mutinez,
Si convoiteux ne fut oncques Midas.

Cy parle aux graduez et nommez.

Souvent on voit en chaire les docteurs,
Disant tout haut que ce sont grans erreurs
D'estre chargé de plusieurs bénéfices;
Mais quant ils sont appelés aux honneurs,
On ne sauroit saouler tels sermonneurs.

O gens damnez ! ô gens sans conscience !
Gens dépourvez de bonne expérience,
Plus réprouvez que ne fut onc Magus,
De quoy vous sert vostre haulte science ?
Mieux vous vauldroit estre plains de science,
Et bien vivre sans logicaulx argutz :
Vos beaux espritz, agiles et agus,
Vostre sçavoir vous maine à damnement.

Icy parle à ceulx qui ont pluralité de bénéfices.

De même que le berger est obligé de suivre ses moutons « *par mons et vaulx,* »

Et pour repas n'a fors que pain bis,
Aux et oignons, caille-laict et frommage,
Semblablement vous estes serviteurs,
Et des âmes au monde vraiz pasteurs,

A ce commis de Jésus nostre Maistre ;
 Parquoy devez estre leurs directeurs,
 Et les garder des loups dévorateurs,
 Tant qu'elles sont en ce monde pour paistre.
 A ce ordonnez vous n'estes pour repaistre,
 Ne pour vivre luxurieusement,
 Mais pour garder bien et soigneusement,
 Et conduire les âmes à bon port.

Et si vous avez déjà trop d'un troupeau que vous ne gardez pas, la
 « *sainte Escriptrue* » ne vous défend-elle pas d'en avoir plusieurs ?

Impossible est que pensiez bien garder
 Vos queilles, et les contre-garder,
 Pour estre absens et loing de vos pastiz...
 Et vostre vie est si très dissolue,
 Que toute peur est aux faulx loups tolue.

*De la dissolution et faulte évidente d'aucuns prélatz et autres gens
 d'Eglise.*

Mes biens mettez en estatz dissoluz ;
 En jeux damnez, comme en gros dezpeluz,
 En chiens, oiseaux, groz chevaux et banquetz.
 Aucuns semblent, en leurs habits pollutz,
 A gendarmes, et non à clercs solutz,
 Ou à jangleurs, en oyant leurs caquetz.
 Bagues portez, bouquetz et afficquetz,
 Voz heures sont dictes par grant contraincte.
 D'autres y a qui tiennent femme enchaincte
 Avecques eux, comme gens mariez.
 Le nom de Dieu jurez à toute actaincte.
 Brief, vostre vie est de vices tant taincte,
 Que mon estat par trop devariez...
 Souvent je voy plusieurs moines sans froc,
 En lieux publicz, saulter, jouer au croc,
 A qui ne chault de matines ne messe.

Si, d'avanture, y a quelque forfait
 Qu'on ait commis, ou quelque cas infaict,
 A celui faire, y aura quelque prebstre ;
 Et, en mettant son privilège en faict,
 S'en va piedz joinctz quicte de ce meffaict :
 Par quoy tousjours demeure en son foul estre.
 Mieux luy vouldroit garde de porceaux estre,
 Que d'avoir pris cest ordre de prebistrise.
 D'aultres y a, si plains de convoitise,
 Que, soubz leur chappe et habit d'ypocrites,
 Font grans trésors de mes biens par faintise...
 Les indigens, pauvres et souffreteux,
 Vous les laissez devant vos huys mourir.

Les cardinaux et évêques devraient prêcher l'Evangile, et être :

. . . . Du peuple la lumière,
 Le bon exemple et la clarté première ;
 Mais plusieurs sont patrons de mallefoy.

On ne cognoist en eulx dévociou,
 Mais tous abuz et dépravation.
 De cueur, de faict, de parolle et pensée,
 Les simples gens de laye condicion
 Sont plus dévotz que vous, sans fiction.

L'Eglise se plainct d'ambition et avarice.

...Les grans pardons on a legièrement
 Pour de l'argent, et aussi les dispenses.
 Simples prebstres, soubz pauvreté tapis,
 Aux messes vont courans comme levriers,
 Les dépeschans comme dez sur tapis...
 Leurs oraisons et grans cérémonies
 D'avarice sont souvent trop honnyes ;
 Car ilz les font pour argent seulement.
 Ilz mectent sus nouvelles confrairies
 De nouveaux faicts : voulans, par tromperies,
 Avoir le bien du peuple entièrement.
 Aux simples gens, par leur exhortement
 Et doulx parler en leurs confessions,
 Ilz font faire de grands oblations,
 Dons et légatz, à leurs grans bénéfices,
 Leur conseillant déshérédations
 De leurs enfans : se sont invencions
 Plainnes d'abuz et de grands maléfices...
 Ung autre erreur que je voy pulluler,
 Qui, aussi, veult mon honneur aculler,
 C'est que l'on vent ordres et sacremens.
 Les grans forfaiz dont les clers sont muniz,
 Par amendes sont seulement punyz :
 Par quoy, soudain à mal faire retournent.

Toute la science des prélats consiste à :

Avoir des gens qui leur profit prétendent,
 Et qui sachent en argent convertir
 Tous les délictz.

Nous ne faisons que mentionner le chapitre suivant, qui a pour titre :
*De la dignité des prebstres et comment on ne doit surprendre sur eulx
 et leur auctorité.*

Il va sans dire que pour notre zélé catholique, les ministres de la Divinité,
 qui ont le pouvoir de transsubstancier le pain en Dieu, ne sont point en
 l'obéissance des princes et des grands de la terre.

L'Eglise parle au pape :

...Cesseez, cesseez, et plus ne guerroyez...
 Votre patron, qui est Monsieur saint Pierre,
 Pour biens mondains jamais ne guerroya ;
 Il ne vouloit des trésors de la terre.

Comme père de tous les chrétiens, le pape devrait remédier aux abus de
 l'Eglise, et non désunir les princes comme il fait.

...Laissez, laissez ce grant désir d'avoir
Possessions, or, argent et avoir,
En sufocquant d'avarice les flammes;
Et seulement faictes vostre devoir
De justement secourir et pourveoir
Au grant danger où sont les pauvres âmes...
Traictiez la paix, et très bien vous ferez;
Et assemblez princes, roys et prélatz,
De mes douleurs ensemble conférez.

La chrétienté est grandement malade dans tous ses membres;

...Car, quant le chief est malade, il convient
Que les membres s'en sentent.
Par chascun jour le proverbe est commun :
Voiez mon chief et les maux qu'il soustient
Par les prebstres, qui soubz lui les contient,
Guérir le fault, sans vice y laisser ung.

L'Eglise parle aux roys crestiens.

...Rois crestiens de France et de Angleterre,
D'Escosse, Espagne, et de toute aultre terre...
Si vous amez Jésus, vostre Sauveur...
Vous tascherez, par assemblée sainte,
De faire faire au pape ung bon concille
Pour réformer doucement, sans contrainte,
Mes ministres : aultrement suis extainte
Par négligence et paresse imbécille...
Ne vous veuillez aux petiz diriger
Premièrement, ainsi que l'on a faict.
Si vous voulez faire ouvrage parfaict,
Que les plus grans eulx-mesmes se réforment...

*L'Eglise incite le pape et les roys crestiens a union, pour ensemble
recouvrer la Terre-Sainte.*

L'Eglise parle du bon vouloir du roy de France.

...Voiez le cueur et les tressaincts arroys
De ce bon roy, messieurs les autres roys,
Qui ne tasche que à réformation.

L'Eglise conclud par oraison.

O Dieu des cieulx, soubz qui vit tout le monde,
Que le péché des miens ne me confonde;
Mais corrigez les maux des vicieux,
Et réformez leur vie tant imunde,
Dont tant de deul sur moy pauvre redonde,
Que je me puis dire, pauvre en tous lieux :
Las ! ostez-moi ces gens ambicieux,
Foulz, dissolus, lubricz, plains de discorde,
Et que noblesse avecques moy s'accorde,
Sans surprendre sur mon auctorité,
A celle fin que puissions (*sic*) par concorde
Entretenir soubz équitable corde
Le remanant, par bonne charité...

L'une des trois vignettes qui décorent cette pièce nous montre un cardinal à genoux, présentant un livre au pape assis sur son trône.

Les réflexions seraient ici abondantes; mais chacun peut les faire, et je clos cette trop longue communication en vous priant, Monsieur le Président, d'agréer mes salutations bien dévouées. A. DOUEN, pasteur.

Quincy-Ségy, près Meaux, 8 septembre 1856.

Après avoir lu les extraits qui précèdent, comprend-on que le savant bibliographe de Besançon, M. Weiss, ait écrit dans son article *Bouchet*, de la *Biographie universelle*, les deux phrases que voici :

« On apprend par cet ouvrage (la *Déploration*) que Bouchet était ennemi des « nouvelles opinions.... — On attribue aussi à Jean Bouchet une farce intitulée : « *Sotise* [sic (1)] à huit personnages, c'est à savoir : *Le monde abuz, sot dissolu, sot glorieux, sot corrompu, sot trompeur, sot ignorant et sotte folle*. Paris, sans date, « in-8° goth.... Comme c'est une satire violente contre les gens d'Eglise et contre « Louis XIII (sic, lisez Louis XII), on peut douter que Bouchet en soit réellement « l'auteur, puisque, comme on l'a vu, ses opinions en matière de religion étaient « très solides et très circonspectes. » W—s. »

Sur ce dernier point, ce n'est pas nous qui dirons le contraire. Mais, « comme on l'a vu, » les appréciations qui précèdent ne s'accordent guère avec les citations de l'œuvre de Bouchet.

L'ABJURATION DE HENRI IV

ET LE PARTI RÉFORMÉ.

REQUÊTE DE CEUX DE LA RELIGION.

1593.

Habent sua fata... manuscripta.

Nous donnons aujourd'hui le document que nous avons promis, sous ce même titre, il y a déjà assez longtemps (V. *Bull.* t. I, p. 105), et qui continue la série reprise ci-dessus, p. 26. C'est une pièce fort importante, qui se trouve à la Bibliothèque impériale (*Collection Du Puy*, tome 332). Nous l'avions d'abord crue inédite; depuis nous avons reconnu qu'elle ne l'était point, mais qu'elle avait été attribuée à plusieurs auteurs et interprétée diversement, en sorte qu'elle méritait d'autant plus d'être remise en lumière.

Ainsi nous l'avons trouvée dans la Bibliothèque de l'Arsenal, au t. X des mss. Conrart in-folio. Elle y est intitulée : « *Lettre envoyée au Roy après sa conversion par M. le président de Calignon*, » et datée de « *Castres, le 4 juillet 1593.* » Elle y est divisée, comme ici même, en vingt-quatre

(1) Nous nous plaisons à constater que cette *Sotise* est une sottise du fait de l'ancien catalogue de la Bibliothèque royale (Y 4432). Mais M. Weiss n'aurait pas dû la reproduire, et il aurait dû ajouter que cette même *Sottie* est aussi attribuée à Pierre Gringoire, comme il le dit lui-même ailleurs.

alinéas. M. Haag la mentionne, sous ce même titre, dans la *France protestante*, article CALIGNON.

Elle figure encore dans les *Mémoires de Du Plessis-Mornay* comme étant son œuvre, t. V, p. 535 de la mauvaise édition in-8° de 1824. Cette indication nous serait fort suspecte, si nous ne la trouvions également dans l'édition première de 1625, in-4°, page 346), sous ce titre : *Lettre de M. Du Plessis au Roy* (sans date), entre une lettre du 3 septembre et une du 4 septembre 1593, et avec cette note marginale : *Envoyée au Roy par M. de la Borde, maistre des Eaux et Forêts de Poitou.*

C'est évidemment d'après ces *Mémoires* que Benoit a analysé notre pièce dans son *Histoire de l'Edit de Nantes* (t. I, p. 104), et qu'il en parle en ces termes : « Le Roy craignoit de voir les députés des Eglises [qui « s'avançoient pour se rendre à Nantes], parce qu'il ne s'attendoit de leur « part qu'à des reproches.... Il ne doutoit point que ses propres sujets ne « lui tinssent le même langage [que ceux de Genève]. C'est pourquoi il « prenoit toutes les précautions possibles pour s'assurer contre les discours « libres et hardis qu'il attendoit d'eux. Il voulut donc, comme pour s'ac- « coutumer à de semblables remontrances, que Du Plessis lui fit savoir ce « que les réformés disoient de son changement. Il le fit par une lettre assez « longue, mais encore plus forte et plus vive, où il représentoit naïvement « leurs sentimens sur toutes les circonstances de cette affaire. »

Enfin, d'après le texte que nous a fourni le fonds Du Puy, il ne s'agirait ni d'une lettre de Calignon, ni d'une lettre de Du Plessis-Mornay, mais d'une requête présentée à Mantes par les députés eux-mêmes, le 25 décembre 1593.

Requête présentée au Roy de Navarre (1) par ceux de la religion.

Le 25 décembre 1593, à Mantes.

SIRE,

J'ay pensé que j'estois obligé par le droict de nature qui m'a rendu votre subject, et plus par le devoir que ceulx de la religion ont au service de Vostre Majesté, de luy donner advis des craintes et defiances ès quelles ils sont que les orages ne viennent à fondre sur leurs testes par les occasions qu'ils voient naître tous les jours (2).

(1) Ce mot a été biffé.

(2) Dans les *Mémoires de Du Plessis-Mornay*, cet exorde est plus bref et conçu en des termes différents, que voici :

« SIRE, puisqu'il plaist à Vostre Majesté s'en informer, vos très humbles « subjets la religion réformée dient : qu'ayant cest honneur de se voir pour roy « celuy...etc. »

Les deux premiers paragraphes n'en font ainsi qu'un seul; dans cette version, le nombre des alinéas est de vingt-deux.

Ils disent donc, Sire, en ayant cest heur de se veoir pour roy celui qu'ils avoient eu l'honneur d'avoir pour protecteur et en l'autorité d'entériner leurs requestes, celui qui auroit eu le zelle au milieu de tant de danger pour les présenter, ils pensoient se pouvoir justement promettre qu'il auroit soing de les tirer de peine sans qu'ils s'en remuassent beaucoup ; pourtant s'estoient résolus à toute patience pour donner loysir à vostre affection. Au contraire, auroit à se plaindre que, au bout de quatre années, V. M. ne leur auroit seulement osté la corde du col, tant s'en fault qu'elle ayt rien faict pour leur establissement, demeurans en la pluspart de vos parlemens, les tyranniques édicts de la Ligue faicts pour vostre ruïne et pour la leur en pleine vigueur et rigueur, nonobstant que Vostre Majesté ayt deu estre assez esmeue à se souvenir d'eulx par la continuation de leurs services dont ils ne remportent aujourd'huy, sinon pour l'advenir une très juste crainte, et pour le passé une trop juste douleur.

Disent toutefois qu'ils ne demandoient pas par leurs requestes que la loy de l'Estat fust changée à leur proffict ou de quelque prince estranger, comme ceulx de la Ligue, aussi peu que leur prince naturel changeast sa religion, comme les catholiques-romains qui servent Vostre Majesté, et moins encor que l'Estat fust disséqué en pièces pour contenter l'ambition de peu de gens aux despens du publicq et le vostre, comme il s'agist aujourd'huy. Ains seulement de pouvoir posséder leurs consciences en paix et leurs vyes en seureté, chacun selon la condition et la qualité en la quelle, soubz vostre autorité, Dieu l'avoit faict naistre, ce qui est ung droict commun à tous et non ung privilège, résolus toujours d'obéir à leur prince tel qu'il plaist à Dieu leur donner, sans exception de sa religion, et de défendre, au péril de leurs vyes, soubz ses commandemens, les sacrées loix de son Estat.

Se plaignent néanmoins que ces sy justes requestes, à eulx accordées par tant d'édicts des roys prédécesseurs, et par vous demandées et deffendues avec tant de zelle et de vertu, n'ont peu estre escoutées soubz vostre règne, soubz lequel ils auroient deu mieulx espérer et soubz lequel aussy certes sans l'affection qu'ils avoient à Vostre Grandeur, et, sans le fondement qu'ils faisoient de vostre volonté envers eulx, ils eussent peu justement et utillement pratiquer les voies qu'ils auroient esté contraincts de tenir soubz les roys prédécesseurs ; mais que n'eussent-ils attendu et espéré de celui que

Dieu avoit, par la protection de son Eglise, amené à la succession de ce royaume, et que pouvoient moins espérer que liberté et vye ceulx qui espendoient leur sang librement pour vous?

Maintenant, au bout de leur longue patience, ils voyent partout que, sans les pourveoir en sorte quelconque, vous avez changé de religion en ung instant.

Le vulgaire diet là-dessus (car il ne void pas plus avant) : Si c'est de franche volonté, qu'atendons-nous plus de son affection, ou si c'est par contraincte, atendons-en moins, ou n'atendons que mal, puisque nostre mal est en puissance d'aultruy et que nostre bien n'est plus en sa puissance.

Certes que les plus advisés estiment qu'il est impossible que Vostre Majesté oblye les grâces qu'elle a reçues de Dieu, qui l'a tirée par voyes extraordinaires du fond des montagnes, pour l'amener par les armes propres de ses ennemys à cest estat, et aussi peu les services qu'elle a tirez de ceulx de la religion en ses adversitez extrêmes, veu que les desffiances ordinaires de leurs ennemys les luy ramentoient assez, croient au contraire, que si une fois le jour, vous vous souvenez de vous-mesmes, il est malaisé que toute l'année vous ne vous resouveniez et de vostre conscience envers Dieu, et de vostre antienne affection envers vos serviteurs.

Mais tout de mesmes ils dyseourent, SIRE, sy au milieu de ses prosperités il nous a mescongnus, sy lors que Dieu l'avoit autorisé de sy belles victoires il n'a tenu compte de nous remettre au moins en liberté, que fera-il maintenant, sinon diminuer sa gloire, ou que ne fera-il après ce changement, où trouvera-il assez de résolution en tant de contradictions pour nous bien faire, et qui nous peut garantir que qui a eu trop de pouvoir pour violer sa propre conscience, n'en retienne encor assez pour contraindre sa volonté, pour abuser de sa puissance?

A cela s'ajoutent les propos insolens des catholicques-romains, se rapportent aussy les exemples passez qui ne reçoivent autre response solvable pour les conforter aucunement que vostre magnanimité et vostre constance, esbranlées jà toutesfois en ce qui estoit de Dieu et ce qui estoit de vostre âme, et partant en tirons de rechef ceste conclusion : Que fera-il donc au faict d'aultruy, et pourquoy sera-il plus constant et plus courageux pour ses subjects, et de quoy fera-il plus de difficulté s'il ne la faict d'offenser Dieu? Pourquoy

sera-il plus vertueux pour nous qu'il s'est rendu pour soy-mesme, par ce certes qu'il y avoit bien plus loing de la pure religion à l'idolâtrie qu'il ne vous reste de l'idolâtrie à la persécution, par ce aussy que du bien au mal il y a ung effort, il y fault quelque sault, d'ung mal à ung mal il n'y a que plain-pied : on y va si doucement, pour énorme qu'il soit, qu'on ne l'aperçoit poinct. Voiez, SIRE, par quels degrez on vous a mené à la messe. On vous disoit : Vous désirez la réformation, nous sommes pleins d'abus, entrez seulement dedans, vous les repurgerez. Or, premier que d'y entrer, on vous oblige aux plus grossiers, aux moins tenables ; ceulx qui sont tenus de long chemin ne croire pas en Dieu, vous ont faict jurer les images et les reliques, le purgatoire et les indulgences.

On vous disoit, SIRE : Donnez ce contentement à vostre peuple, vous en croirez ce que vous voudrez, tant peu de messes qu'il vous plaira, pourveu que l'on vous y voye ung voile entre deux sy vous vouldrez ; où est au contraire la rigueur qu'on y ayt observée ? On vous a faict jurer contre vostre conscience et abjurer en termes les plus précis, les moins soustenables, ce qu'ils n'eussent pas requis ny d'un Turc ni d'un Juif. Ces messieurs, en somme, ont pris plaisir de triompher de vostre foy triomphante de tant de tentations et de tant d'efforts, quand Satan, pour quitter Dieu, vous présentoit le monde ; quand le monde mesprisé de vous, armoit contre vous toutes les monarchies.

Les plus fins vous faisoient croire, SIRE, que c'estoit le vray moien d'avoir raison du pape et luy oster toute l'autorité de vostre Estat. Cela faict, vous assembleriez ung concille national, esteindriez par ce moien le schisme qui de sy longtemps a tourmenté l'Eglise, œuvre digne d'un roy très chrestien. Mais voiez encor s'ils y ont bien pourveu. Ils vous font jurer comme articles de foy l'autorité du pape. Que demandent donc vos parlemens et leurs arrests, et pour copper chemin à conférence, obligent vostre créance par mots exprès à toutes leurs interprétations sous le nom prétendu de l'Eglise. Qu'est-il donc plus question d'assembler ung concille et qu'en debvons-nous mieux atendre que de celui de Trente.

Vos pauvres subjects, par mesme chemin, vous voient mener plus outre. Ils voient que vous envoyez faire submission à Rome. Ils savent que l'absolution ne peult estre sans pénitence. Ils disent qu'en pareils cas, les papes ont imposé à vos prédécesseurs de passer outre-

mer contre les infidelles. Ils se résolvent donc, SIRE, qu'au premier jour, le pape vous enverra l'espée sacrée, qu'il vous imposera loy de faire la guerre aux hérétiques, et sous ce mot, comprendra les purs chrétiens, les plus loyaux François, la plus sincère partye de vos subjects.

Cest arrest vous semblera dur de prime face. Il offensera vostre bon naturel et on n'en doute point. Faire la guerre à mes bons serviteurs, ceulx de qui j'ai veu le sang en ma nécessité ! Mais on a prou de moiens pour vous le adoucir. SIRE, vous avez tant faict, il faut passer plus outre. Il fault vous rendre paisible à quelque pris que ce soit. Accordez-le leur enfin pour leur lever tous les prétextes faicts en semblant pour trois ou quatre mois, vous serez recongneu. Ayant gagné l'autorité, vous leur rendrez la paix. On vous fera naistre alors une requeste ; vostre peuple, tant las de pâtir, vous en priera à jointes mains. Vostre Majesté tout doucement s'y laissa engager. Celluy qui vous deffendoit jadis servira contre vous, et contre tel ennemy, ni a conseil ny force. Pour feu de joye de la payx avec ceulx de la Ligue, on vous aura faict brûler vos bons subjects, embraser de vostre main, pour la dernière main (*sic*), les maseures de vostre Estat.

C'est, SIRE, ce que discourent vos pauvres subjects de la Religion, et par considération de tout ce qui est passé à ceste Conférence, tout amène à le croire, suplians très humblement Vostre Majesté de se repeindre le tout dans ung tableau devant les yeulx.

Ceste Conférence a commencé par ung corps qui ne s'autorize pas de vous, suspecte dès lors à tous les gens de bien, et depuis trop funeste à vous-mesme. Le premier mot a esté qu'il ne seroit traicté ny de l'hérétique ny avec l'hérétique, et tel estiez vous lors réputé entre eulx. Qui ne veoid que le premier project estoit et contre vous et contre nous, vous qu'ils ont contrainct en vostre conscience, qu'ils prétendent par degrés amener contre nous.

Ils vous figuroient la Ligue, en leurs discours, les bras estendus, prests à vous recevoir, les grandes villes à l'envy vous ouvroient leurs murailles, des autres les gouverneurs vous (1) bicoque qui se soit mise encor en ce devoir. A quoy s'est résollu tout ce bel aparat, sinon faictes-nous veoir que ceste conversion n'est poinct en

(1) Il y a évidemment ici omission de quelques mots.

feinte que le pape y mesle son autorité, et qu'on vous voye absous, vers lequel pendant ce temps ils monopolent vostre pénitence, c'est-à-dire de vous imposer la guerre contre nous.

Car la trefve, au grand regret de tous les François, mesme vostre prétendue conversion qui vous devoit faire roy, vous a-elle pas réduit d'estre chef de party, et Parys qui vous devoit ouvrir ses murailles, vous a-il pas muré toutes ses portes, et vos bons conseillers, en leur donnant des vivres vous ont-ils pas fermé ceste seuille qui vous res-toit pour y entrer, celle dis-je, de nécessité et de famine; que si vous faictes une paix proportionnée à ceste trefve, SIRE, comme il semble qu'en soiez en chemin, qu'en doibt-on attendre, de degré en degré, sinon que de roy, par la trefve, vous soiez devenu chef de party, par ceste paix, vous deveniez le cappitaine général contre les huguenots.

Disent, SIRE, là-dessus vos très humbles subjects de la Religion, que ceste paix, sans une trop manifeste iniquité, sans ung trop juste soubçon, ne se devoit traicter par les catholiques avec vos ennemis sans eulx, sans les appeler et recevoir en ce traicté. Car ceulx qui sont appelez à ung procès qu'on faict formalizer contre la Ligue pour iniquité, pourquoy moins le seront-ils à ung accord; ceulx, disent-ils, qui ont voullu estre assistez en leur extrémité par ceulx de la religion sous vostre autorité, lorsque le feu roy estoit en bransle de se retirer à Molins, lorsque le duc de Mayenne le tenoit à eulx tous à la gorge, qui ont esté remis et maintenus par leur secours en leurs honneurs et en leurs biens, est-il juste maintenant de traicter avec ceulx de la Ligue sans qu'ils soient participans du traicté, eulx, quand ceste obligation n'y seroit poinct, qui font partye de l'Estat, non moindre que ceulx-là, peut-estre la plus saine et moins passionnée, en ce qui sera de l'intérêt de Vostre Majesté et de l'intérêt de l'Estat.

Soubçon aussi est conséquent, car ceste précaution dès l'entrée de ce traicté, de ne les y introduire poinct, à quoy peult-elle tendre, sinon à résouldre toutes les difficultez qui se présenteront à leurs despens, faire retomber l'orage sur eulx comme il fut faict sur vous par l'Edict de l'Unyon, car de voulloir croire que messieurs du clergé se fassent leurs scindics (*sic*), quelle aparence s'ils ont desjà bien osé vous proposer d'extirper l'hérésie à vous, SIRE, qui ne faisiez que de sortir de la profession qu'ils blasonnent ainsy.

Comme aussy de dire que Vostre Majesté ayt mandé à ceste fin des députez de la Religion, ne leur peult satisfaire, qui ont convocquez au XXVe juillet par vos brevets envoyés en Languedoc, Provence et Dauphiné, à peine receus au premier jour d'aoust, pendant qu'on traicte, non-seulement sans eulx, car ce seroit le moins, mais d'eulx, de leur condition, de leur postérité; qu'on extorque de Vostre Majesté des promesses contre eulx et à leur préjudice, pour cotuler et rendre frivole tout ce qui par cy-après sera faict avec eulx.

Aux soubçons s'adjoutent des effects, indices des mauvais dessains de ceulx qui vous possèdent, et preuve seura de plus dangereux à l'advenir. Le presche déjà exillé de votre court, afin de les bannir en conséquence de votre maison, car qui y vivra n'y pourra vivre ou vous y servir sans servir Dieu; exillé mesme de vos armées, afin de les reculer de votre service, et conséquemment des charges et honneurs: car quel homme de bien y pourra subsister, en danger tous les jours d'estre tué, d'estre blessé sans espoir de consolation, sans assurance seulement de sépulture? Qu'on minutte d'exclure tous les jours ceulx de la Religion des principales charges de l'Estat, de la justice, des finances, de la police, dont selon leur modestie et patience, ils prennent en tesmoing Vostre Majesté qu'ils n'ont guerres importance, mais suplient Vostre Majesté aussy de juger s'il est raisonnable qu'ils facent ce tort à leurs voisins, de les en rendre privez par leur stupidité, pour estre cy-après tenus en ce royaume pourjuils ou au rang des capots, au lieu du rang honorable que les mérites de leurs devantiers leur auroient laissez, que les services mesmes faicts à Vostre Majesté leur debveroient avoir acquis.

Et combien, disent-ils là-dessus, nous estoit-il plus tolérable de vivre sous la trefve du feu roy, ennemy toutefois de nostre profession, qui par icelle consentoit l'exercice de nostre religion en son armée et en sa court, consentoit le ministère entretenu de ses deniers, nous bailloit des villes pour retraicte en chacune sénéchaussée ou bailliage, nous rendoit dedans le bout de l'an, en leur entier, les presches et édits.

A tout cela vos bons serviteurs ne savent que respondre; autrefois, ils respondoient qu'on attendist le temps, et le temps s'est perdu. les affaires sont pourries en meurissant. Cependant ne peuvent oster que leurs esprits agitez passent de l'espoir du bien en l'attente du mal. de

la longue et inutile patience en la recherche du remède; et vous, SIRE, nous le sçavons bien, n'en estre pas sans alarme, vous ne prendriez pas plaisir de veoir un protecteur, vous seriez jalloux s'ils s'adressoient ailleurs qu'à vous.

SIRE, voulez-vous leur oster l'envye d'ung protecteur, ostez-en la nécessité, soiez-le donc vous-mesme, continuez sur eulx ce premier soing, ceste première affection, prenez leur suplication pour ung plain mouvement, leurs justes demandes pour un volontaire octroy des choses nécessaires (*sic*). Quand ils congnoistront que vous avez soing d'eulx, ils n'en auront point d'eulx-mesmes, mais pardonnez à qui vous dira qu'ils doubtent tous si vous en avez assez de vous. Vous sçavez ce qui leur nuist, ce qui leur duist. Les requestes que vous présentiez pour eulx aux roys prédécesseurs, pour leur liberté et et pour les suretez, raportez-les à vous-mesme; elles n'ont certes depuis ce temps rabatu de leur droicture. Ils les ont comblées depuis ce temps de bons services et doibvent avoir gagné et accru en vostre autorité, qui en pouvez et rapporter et apointer leurs justes plainctes, et en estre, sans autre députez et avec plus de gré, le juge, si vous voulez, et l'avocat ensemble.

Nous pensions avoir constaté toutes les attributions si diverses de ce remarquable document, lorsque, vérifiant une note que nous avions prise il y a assez longtemps, nous venons encore de reconnaître une cinquième source, qui n'est pas la moins digne d'attention. C'est dans la compilation des *Mémoires du duc de Nevers* (2 vol. in-fol. Paris, 1665) au t. II, p. 698. Le texte y est d'ailleurs conforme à celui de la collection Du Puy. L'intitulé en est :

Escrit par lequel ceux de la religion prétendue réformée blasment le Roy de sa conversion.

Mais ce qui est surtout remarquable, c'est que pour la première fois nous avons rencontré ici un vingt-cinquième alinéa, qui est une réponse (plus ou moins authentique) paraissant émanée du Conseil du Roi, ou du moins de ses conseillers du parti catholique. Cette réponse, au ton hautain, est sous la rubrique de *Blois, 24 juin 1594*. Il y aurait là matière à bien des observations, que nous ferons sans doute en temps et lieu. Voici cette curieuse addition :

« *MESSIEURS de la Religion, si le susdit escrit a esté délibéré en*
 « *plein synode, vous avez clairement descouvert que vous estes une partie*
 « *très dangereuse à l'État. Car, sans avoir esgard à la qualité du*
 « *temps, ny aux affaires qu'avoit le Roy, vous avez fait tout ce que*
 « *vous avez pu pour rallumer un feu entre nous, que les serviteurs de*
 « *Sa Majesté taschèrent à leur pouvoir d'esteindre; lequel eust à pré-*
 « *sent tout consummé, si des humeurs plus tempérées que les vostres ne*
 « *s'en fussent meslées. Il estoit bien nécessaire que ceux qui gouvernoient*
 « *Sa Majesté, fussent meilleurs François que vous n'estes: et cependant*
 « *ils ne s'en sont pas tant vantés. Ils vous ont sauvés et garantis en vos-*
 « *tre absence, des propositions que ceux de la Ligue faisoient à vostre*
 « *ruine. Vous soutenez que de jour à autre vous estiez menacés; et vos-*
 « *tre passion et vostre ignorance, qui vous faisoient faire tel jugement,*
 « *vous ont très heureusement trompés. Car toutes choses ont esté adon-*
 « *cies, Dieu mercy, sans vostre ruine. Une autre fois vous serez plus*
 « *judicieux. Au reste, oubliez à vous vanter: car si vous avez servi le*
 « *Roy, vous en avez esté grandement récompensés. Voilà ce que je dis à*
 « *ceux du party en général. Si ce ne sont que quelques particuliers qui*
 « *ayent forgé cet escrit, je les appelleray séditeux et esprits turbulens,*
 « *auxquels je diray que le succès des traités qu'ils décrient tant, leur*
 « *font bien connoistre le contraire de ce qu'ils en jugeoient. — Fait à*
 « *Blois, ce 24 juin 1594.* »

Comme conclusion de toute l'exégèse documentaire qui précède, on voit qu'on ne saurait apporter trop de soins à l'examen des manuscrits historiques, et que l'on peut dire d'eux aussi ce mot dont on fait si souvent honneur à Horace, et qui est du grammairien Terentianus Maurus : *Habent sua fata libelli*.

MADAME CATHERINE, DUCHESSE DE BAR,

SEUR DE HENRI IV.

CHRONIQUE DE L'ÉGLISE RECUEILLIE EN SA MAISON.

1599-1604.

Voici la deuxième partie de la communication annoncée par la lettre de M. Othon Cuvier (ci-dessus p. 149). C'est un fragment de la *Chronique* de Jean

de Morey. Nous y ajoutons quelques notes qui nous sont fournies par M. Fr. Waddington, et nous plaçons en texte parallèle plusieurs extraits corrélatifs d'un journal autobiographique de Pierre du Moulin, qui a déjà été mentionné par nous, et que nous nous proposons de reproduire une fois intégralement.

II. *Extraits de la Chronique protestante.*

1599.

Janvier. — Les nouvelles qui estoient en ce temps estoit du mariage entre très haut et puissant prince Monseigneur le marquis fils du seigneur duc de Lorraine, et très haute et puissante princesse Madame Catherine, sœur unique de notre sire le roy. Dieu veuille bénir ce mariage, et faire que ce soit à son honneur et bien de son église. Amen !

Le mercredi 22 d'avril. — Madame, sœur du roy, fit son entrée au Pont-à-Mousson, estant accompagnée de son espous Monseigneur le prince et de son père, Son Altesse de Lorraine, et autres seigneurs. Plusieurs notables bourgeois et autres de la ville de Metz lui furent faire la révérence, entre autres MM. le président, (1) procureur général (2) et autres de la justice, même M. Mozet (3), l'un de nos ministres, auxquels tous elle fit bon visage. Dieu le veuille bénir et soutenir toujours en la profession du saint Evangile, comme a fait jusqu'ici. Ainsi soit-il !

Dimanche, 2^e jour de may. — Presche de Monsieur Mozet. Après mandé par Madame, sœur du roy, l'allit trouver à Nancy, où ladite dame avoit fait son entrée. Dieu le veuille... et ramener M. Mozet quant le terme sera achevé, dont elle en a fait requête à l'Eglise de Metz.

Le 14 may. — M. Dumoulin, ministre de Madame, vint à Metz, et se retirit en France. M. Mozet exerceoit le ministère en son absence. Dieu le veuille conserver. Amen !

Extrait de l'autobiographie de Pierre Du Moulin.

..... Cependant l'Eglise de Paris me pressoit. En ce mesme temps, Madame, sœur du Roy, espousa le duc de Bar, fils du duc de Lorraine. J'arrivay

(1) Denys Lebey, de Batilly, réformé, président de la justice à Metz. Il fut nommé par lettres patentes du roi, le 3 avril 1592, par commission et en l'absence du président titulaire Viart (Meurisse, *Histoire de la naissance et de la décadence de l'hérésie à Metz*, in-4°, p. 475, 503). Le président de la justice était un officier royal établi pour juger les différends entre les gens de guerre et entre les soldats et les habitants.

(2) Pierre Joly, proc. gén. depuis 1592, par lettres patentes du roi datées de Châlons, le 16 juillet.

(3) Etienne Mozet, né à Sedan, pasteur de Metz depuis 1592. Mort le 6 déc. 1635.

Le dimanche 27 juin. — M. Divoy (1) baptisit l'enfant de M. le président, et furent les parrains deux jeunes (2) princes, fils de très illustre duc des Deux-Ponts, servant au lieu de leur père, et pour marraines au lieu de Madame, sœur du roy, deux dames d'honneur de la maison de Rohan, auquel on fit convoi, conduisant l'enfant au presche avec force harquesieurs, et furent lesdites dames conduites au presche par M. de Saballes (3) le jeune et autres. Le lundy suivant elles partirent pour aller trouver Madame à Nancy, estant conduites assez loin.

Dimanche, 4 juillet. — Dans la semaine, M. Mozet revient du service de Madame. Il estoit arrivé un autre ministre, M. Menelet de Rouan, pour exercer le ministère (4).

Dimanche, 19 septembre. — M. Du Menelet revenu du service de Madame, sœur du roy, preschit en ceste église fort doctement, exposant un verset du psaume XXXIII, ces mots y contenus : « O combien est heureux la gent dont Dieu est le Dieu. »

Mardi suivant. — M. Du Menelet partit de Metz pour se retourner

de Blois, à Paris le dernier de fevrier 1599. Lorsque ma dite Dame se préparoit pour aller en Lorraine avec son mari, je fis ma première prédication en l'hostel de Madame, sœur du Roy, lequel depuis a esté appelé l'hostel de Soissons.

Le lendemain je preschay dans le Louvre, devant ma dite Dame, ou je marié un More avec une Moresse.

Il y avoit un grand abord de peuple. Si ma dite Dame eust demande au Roy un lieu dans la ville ou au faubourg pour faire nostre exercice ordinaire, Sa Majesté lui eust volontiers accordé, parce que nos assenblées au Louvre l'incommodoient ; mais elle ne s'avisa pas de faire ceste requeste au Roy, et nul ne la pria d'y penser, qui fut une grande faute ; car Madame estant partie de Paris, on mit nostre exercice à Grigny, qui est à cinq lieues de Paris. En ce temps mourut M. de Buzenval.

(1) Jean Divoy, de Metz, pasteur pour les villages d'alentour, au moins depuis 1597, mourut en 1608, après avoir été malade plusieurs années. On croyait qu'il avait été empoisonné dans un de ses voyages auprès de la duchesse de Bar, dont il desservit l'Eglise alternativement avec Mozet.

(2) Jean et Frédéric (d'après l'acte de baptême consigné au registre). Ils étaient fils du duc Jean de Deux-Ponts, et de sa femme Madeleine de Clèves.

(3) Soballe le jeune était capitaine d'une compagnie. L'aîné, lieutenant du duc d'Epemon, dans la ville, et en même temps commandant de la citadelle, abusa de son pouvoir. Henri IV vint à Metz en 1603, pour y porter remède aux excès commis, et destitua les deux frères, qui partirent le 21 mars.

(4) Sans doute René Bochart, sieur de Mesnillet, ministre à Rouen et père du célèbre Samuel Bochart.

à Rouan en son Eglise. M. Mozet fut mandé de nouveau par la duchesse.

Du 31 octobre. — Sur le soir arrivoit M. Mozet du service de Madame. Il estoit arrivé ung autre ministre pour exercer le ministère auprès d'elle, nommé M. de la Touche.

Dimanche, 5^e jour de décembre. — M. Couët, ministre de l'Eglise française, à Basle, fit le presche du matin en ceste Eglise avec un merveilleux contentement de tous les fideles. Il étoit venu de Nancy d'auprès de Madame pour assister à son ministre pour une conférence qui avoit esté entre quelques docteurs papistes et eux. Dès l'entrée à la dispute, les papistes niarent tout à plat l'autorité des saintes Ecritures. Mais ils furent bien relevés par ledit M. Couët en présence de Son Altesse et de ses fils, et Madame fut de plus en plus confirmée en la pure religion, avec protestation de demeurer ferme tout le reste de sa vie en la profession d'icelle. Dieu luy en face la grâce et la veuille délivrer des ennemys de son salut. M. Couët, cet excellent docteur, partit de Metz, et se retira en son Eglise à Basle, en Suisse (1).

1600.

Dimanche, 15 octobre. — M. Mozet preschit le matin. Il estoit revenu du service de Madame, sœur du roy, l'ayant laissée à Bar-le-Duc, accompagnée d'un autre ministre, M. Du Mollin.

(*Le dimanche 31 décembre.* — M. Couët, de Bâle, prêche à Metz, ce qui semble indiquer qu'il fut vers cette époque auprès de Madame.)

M. de Montigny, par ordre du consistoire, fut chargé de suivre Madame en son voyage de Lorraine; mais si tost que je fus arrivé, M. de Montigny se fit descharger de ce fâcheux voyage; et si tost que je fus arrivé à Paris, il fut ordonné que je ferois ce voyage. Je la suivis jusqu'en Lorraine, et fis la prière dans l'Evesché de Meaux, et dans celui de Châlons, et dans l'Abbaye de Joairre. Ma dite Dame coucha une nuit à Vitry-le-François, où je fus logé par fourrier chez une demoiselle de la religion, nommée Marie Calignon, fille de M. de Chalitte, gentilhomme qualifié; elle estoit veuve de Samuel de Poie, ministre, de laquelle ayant reconnue la sagesse et piété, et le lieu dont elle estoit issue, je me proposay de la demander à femme. Il fallut le lendemain suivre Madame, laquelle s'arresta à Bar-le-Duc. De Bar

(1) Aux indications bibliographiques de la note ci-dessus, p. 156, il faut ajouter celle-ci : *La Conférence faite à Nancy entre un docteur jésuite accompagné d'un capucin et deux ministres de la Parole de Dieu, descrite par J. COUËT, Parisien.* Basle, 1600.

1601.

Février. — En ce temps-là on faisoit prières en l'Eglise de Metz pour Madame, sœur du roy, à cause d'une longue et pénible maladie qu'elle avoit. M. le prince, son mari, se portoit mal, ayant fait un voyage à Rome, où il avoit été absent de Madame le terme de huit à neuf mois. Dieu veuille, par sa grâce et faveur, renvoyer la santé à Madame et la bénir de toutes bénédictions spirituelles et temporelles, avec le don de persévérance en la vraie religion. Amen !

Lundi, 30 avril. — M. Divoy partit pour servir Madame, sœur du roy notre sire, au ministère au lieu de Nancy. Dieu le veuille contre-garder et ramener en bonne santé.

15 juillet. — M. Divoy est en court avec Madame.

En ces jours, M. Duboy, amant (1) et ancien, fut envoyé en court pour prier Sa Majesté le roy de nous vouloir remettre dans notre temple et confirmer l'entrée de M. Buffet, et cependant que Madame, sœur du roy, estoit en court, laquelle avoit promis de s'y employer (2).

Durant le séjour que Madame, sœur du roy, notre sire, fit à Paris,

j'escrivis à la susdite demoiselle et luy déclaray mes intentions. Elle me respondit qu'elle demandoit du tems pour y penser et pour faire les enquestes nécessaires, et demander conseil à ses parens et amis.

Ayant achevé mon quartier près Madame, je vins à Vitry pour achever ceste affaire, laquelle j'avancay en sorte qu'il ne me restoit plus que d'avoir le consentement de mon père qui estoit à Fargeau, à soixante-quinze lieues de là. Advint à mon père une affaire qui l'obligea de faire un voyage à Sedan. Il partit de Fargeau et passa par Châlons, qui n'est qu'à sept lieues de Vitry. De quoy estant averti, je partis incontinent de Vitry et le rencontray, et allasmes ensemble à Sedan, où je fis la prédication dans le temple des papistes. Peu de jours après nous allasmes à Verdun, et de Verdun à Vitry, où l'affaire fust terminée. Les fiancailles se firent à Rommay, au logis de Mademoiselle Du Brun, tante de la fiancée. Le mariage fust bény à Vitry-le-Bruoli, lieu de l'exercice ordinaire, par M. Roland, ministre. Ma belle-mère vint de Fargeau, et ma sœur de Mesnillet vint de Rouen, pour se trouver à nostre mariage.

« Peu après je partis de Vitry pour retourner à Paris.... Chaque année,

(1) Notaire.

(2) En 1597, les réformés avoient bâti à la hâte un temple dans la ville, mais à peine y avoient-ils célébré, quelques semaines, leur culte, qu'ils reçurent défense de continuer. Ce temple ne leur fut pas rendu, mais donné plus tard aux

il y eut l'évêque d'Evreux qui lui fit entendre qu'il luy prouveroit que la messe estoit comprise et tyrée des Ecritures saintes, par quoi en ayant traduit quelque pièce en françois luy présenta. Madame, après qu'elle eut lu cest escript, elle y nota trois erreurs à savoir l'adoration du pain, la prière adressée aux saints et les prières faites pour les vivants et les morts, qu'elle donna à ses ministres. Depuis, se voyant toujours poursuivie par cest importun, elle fut d'avis de faire venir vers soy, le 29^e (?) jour d'octobre 1601, les sieurs François Gordon, gentilhomme escossois, et D. Tilenus, professeur en théologie à Sedan, lesquels arrivés à Paris requyrent que l'esvêque d'Evreux eut à répondre par escript, ce qu'il ne voulut faire, mais envoya un chanoine à Madame, à laquelle il dit que la messe ne se prouveroit par les Ecritures saintes, mais bien par les traditions. Ce que voyant lesdits docteurs prindrent congé de Madame, laquelle se contentant d'eux, et cognut la fausseté, et vain babil de l'autre.

1602.

Février. — Madame de Lorraine revint en ce temps de Paris.

Mercredi, 6 mars. — M. Du Mollin, ministre de Madame, presche sur Matth. VII. Cherchez premièrement.

Le lundi 15 dudit mois (d'avril). — M. Mozet all'y à Nancy pour servir Madame, sœur du roy, et à l'Eglise de....

(Lundi, 7 octobre. — Divoy va remplacer Mozet.)

1603.

Vendredi, 14 mars. — Arrivée de Henry IV à Metz.

Dimanche 16. — Au presche de M. Mozet, sur la passion, assiste

au printemps, je faisais un voyage en Lorraine pour servir mon quartier chez Madame, sœur du Roy; et, le quartier achevé, je retournois à mon Eglise. L'an 1604 le lieu d'exercice fut approché d'une lieue et mis à Ablon, à quatre lieues de Paris.

« L'an 1603 je fis, selon ma coustume, un voyage en Lorraine, vers Madame, sœur du Roy, laquelle je suivis aux bains de Plombières; j'eus la curiosité de voir Sainte-Marie-aux-Mines, et de descendre dans les mines d'argent fort profondes et donnay jusqu'à Strasbourg..... »

Jésuites. Cependant ils obtinrent de construire un autre temple *en dedans* des murailles. Les réformés avaient quatre ministres. Deux seulement purent rester en ville (De Combles et Mozet); les deux autres (Lachaise et Buffet) s'établirent à la campagne. En 1601, De Combles étant malade et Divoy absent, on obtint provisoirement l'entrée en ville de Buffet.

un grand nombre, tant de noblesse que d'autres gens de la court, Monseigneur de Laval, fils de feu le comte Laval, fils de Dandelot.

Le lundi 17. — Madame la duchesse de Bar, sœur unique du roy, vint à Metz avec S. A. de Lorraine, son espoux, le duc de Bar et M. de Vaudémont au-devant desquels Sa Majesté, accompagnée de la reine et de force noblesse, et furent la pluspart logés dans la ville. Madame fut logée à la court. M. Divoy vint à Metz en sa compagnie.

Le mercredi 19. — M. Mozet presche en ceste église, poursuivant son texte. Madame, sœur du roy, y assistit avec force noblesse.

Le jeudi 20. — Monseigneur le duc des Deux-Ponts, avec ses trois fils, vient saluer le roy, accompagné de soixante chevaux.

Le vendredi 21. — M. Buffet (1) preschit, traitant magnifiquement de la persévérance en la foi que doivent avoir tous vrais chrétiens. Madame, sœur du roy, y assistoit bien accompagnée. Dieu en soit loué !

Le dimanche 23. — M. Le Callon preschit... Madame, le duc des Deux-Ponts, son espouse, ses enfants, force noblesse françoise et allemande.

(*Le mercredi*, la duchesse assiste au sermon du sieur Combles.)

Le vendredi 27. — Le Callon presche (devant Madame). Je ne puis contenir mes sens que ne magnifie les dons que Dieu a mis en ce jeune homme et ne loue sa façon d'enseigner avec sa tradictive si bien coulante qu'il n'est possible de mieux. Dont le nom de Dieu soit béni.

Après midy, Madame, sœur du roy, duchesse de Bar, partit de Metz avec sa suite pour se retirer en Lorraine.

M. Divoy, l'un de nos ministres, allyt à Nancy pour servir au sain ministère. (Mozet va le remplacer le 14 septembre.)

1604.

(*Janvier.* — Divoy va auprès de Madame au retour de Mozet.)

Février. — Le vendredi 13, Madame, sœur du roy, passa de ce siècle en la vie éternelle.

Le dimanche 15^e jour de février. — Ce jour et le ledemain les por-

(1) Voici ce que dit un curé de Metz, dans le registre des baptêmes : « Un petit rousseaux, qui n'ait de théologie non plus qu'un âne à quatre piés, et de son tems estoit ung nommé Buffet, docteur de Paris et apostat, et moine renié des Carmes, lequel a fait réparation dedans Digeons, pourtant le lagot sur le col, néanmoins sans se convertir ; car cela se fit devant qu'il vint à Metz, où il fut maudiet ministre, et avoit cinq ou six enfans, avec son grand nez rouge, tout petit homme, mais fort meschant, et ait été cause de beaucoup de perditions d'âmes. »

tes furent fermées. Il n'y eut point de presche à la borgne. On disoit que c'estoit à l'occasion de M. Louis (1), médecin, auquel les Lorrains en vouloient à cause de la mort de Madame, sœur du roy, notre sire, et espouse du prince de Lorraine, laquelle princesse ayant esté fatiguée en maintes sortes, et sollicitée de petits et grands pour changer la vraye religion qu'elle mayntenoit à celle de l'Eglise romaine, est nonobstant demeurée ferme en icelle, et ainsy s'est heureusement endormie au Seigneur le 13^e jour de février 1604. Elle a esté consolée et admonestée par M. Divoy, l'un de nos ministres jusques à la fin, lequel, après ce, revint à Metz en la compagnie de M. Mozet, lequel estoit couru à Nancy pour consoler les dames qui avoient accompagné Madame, en l'invocation du nom de Dieu et profession de la vraye religion jusques à sa mort, dont Sa Majesté divine en soit louée à jamais !

En ces jours (*mars*), le jeune duc (2) des Deux-Ponts passit parmy Metz. On disoit qu'il alloit à Nancy. Lui et ses gens estoient habillés en deuil pour la mort de Madame, ceste pieuse princesse estant regrettée de toutes gens de bien, et craignant Dieu.

A la fin de la chronique se trouvent encore les deux pièces suivantes :

Protestation faite par Madame, sœur unique du roy, en la ville de Nancy, en conséquence de la conférence faite audit lieu, entre M. Couët, assisté de M. de La Touche, ministre, et le sieur Comelet, assisté de Saint-Esprit, gardien des capucins, docteurs papistes.

NOUS, CATHERINE, sœur unique du roy, princesse de Navarre, duchesse de Bar, comtesse d'Armagnac et de Rhodes, vicomtesse de Limoges, certifions à tous qu'il apartiendra et notamment aus fidelles, que nous avons un extrême contentement de ce que le sieur Couët, ministre de la Parole de Dieu, ayant reçu nos dernières lettres, nous

(1) François Louis, conseiller, médecin ordinaire du roy, premier médecin stipendié de la ville de Metz. Sa fille Anne épousa à Metz, le 21 septembre 1614, honoré seigneur Timothée de Piedefer, écuyer, seigneur de Saint-Mars, gentil-homme de la vénerie du roy, et homme d'armes de la compagnie de la reine regente. Louis était réformé.

(2) C'est probablement le fils aîné du duc qui avait épousé une demoiselle de Rohan, qui passa par Metz pour aller prendre possession des terres de son mari, et que le ministre de Metz De Comblès accompagna à Deux-Ponts, pour la servir quelque temps au ministère. 30 mars 1603.

est venu trouver en ceste ville de Nancy, en même temps que nous estions sollicitée en plusieurs sortes de changer notre vraye religion pour adhérer à celle qu'on appelle catholique-romayne, et qu'estions à ceste occasion grandement affligée en nostre esprit, encor bien que nous fussions résolue de persister constamment en nostre foy et espérance fondée sur la seule et vraye Parole de Dieu. Sy voulons-nous partant recognoistre et tesmoigner à tous par ceste présente que tant par les prédycations dudit sieur Couët que par ses discours famyliers, que par les bonnes et nettes responses tyrées premièrement de la parole de Dieu et puis après accompagnées de plusieurs sentences des anciens Pères de l'Eglise prymitive, lesquelles il fit au sieur Comelet, jésuite, en présence de Son Altesse de Lorraine, notre très honoré beau-père, de Monseigneur, notre très honoré époux, de Monseigneur le cardinal de Lorraine, notre très cher et très aimé beau-frère (1), et de bon nombre d'autres personnes de toute qualité, de l'une et l'autre religion, nous nous sommes sentie grandement consolée et fortifiée en la droite créance de notre salut, laquelle nous avons eue dès notre jeunesse, et espérons que Dieu nous fera la grâce d'y persévérer constamment jusques au dernier soupir de notre vie. Nous certifions aussy qu'il n'a point tenu audit sieur Couët que la dispute commencée avec ledit sieur Comelet n'ait été continuée. Iceuluy ayant toujours prétexté qu'il estoit prest de mayntenir devant tous que notre créance estoit vrayment chrestienne et très bien fondée en saintes Ecritures, et à ceste cause n'a point voulu partir de ce lieu que premièrement Son Altesse ne nous eût dit qu'il s'en povoyt retourner quand il voudroyt, d'autant que la conférence qui avoit esté commencée ne passeroyt pas plus avant.

Or, parce qu'il s'agit en ce fait de l'honneur de Dieu et de l'édification de son Eglise et de tous les fidelles en particulier, nous désirons que les Eglises réformées de France et d'ailleurs soyent advertis de tout ce que dessus, et que Dieu nous ayant fait la grâce de résister constamment jusques à mayntenant à tous les assauts qui se sont présentés, elles le pryent continuellement à ce que nous puissions continuer de mesmes jusques à la fin de nostre vye. Nous les en

(1) Au mois de mars 1601, on priaît dans le temple de Metz pour un seigneur, quoique catholique. Il n'était pas nommé dans les prières, mais on croyait qu'il s'agissait du cardinal de Lorraine. Catherine de Bar n'aurait-elle pas en effet demandé ces prières pour ce *très cher et très aimé beau-frère*?

prions très affectueusement par ces mesmes présentes et tous ceux auxquels ces choses seront notifiées. En foy de quoy nous avons voulu signer ce présent certificat de notre main, et icelluy faict signer par l'un de nos conseillers et secrétaires.

Audyt Nancy, ce 1^{er} de décembre 1599.

Signé : CATHERINE.

Et plus bas : MARCELLY.

SONNET.

Les Pères disent que Madame
A cherché salut à son âme,
Leur demandant instruction.
[Mais] Madame dit que les Pères
Se meslent trop de ses affayres,
Et qu'elle a sa religion.
Pour Madame le faict dénote,
Puisqu'elle est encor huguenotte,
Que sa religion luy plaît.
Vous donc, [mes] Pères, à ce compte
Aurez d'un démenti la honte :
Avallez cela comme lait (1).

LE SIÈGE DE LA ROCHELLE ET SES SUITES.

DÉTAILS TIRÉS D'UNE CORRESPONDANCE INÉDITE DU PASTEUR PHILIPPE
VINCENT, CONSERVÉE A LA HAYE.

1629-1648.

Le fameux siège de La Rochelle, en 1628, est un des épisodes de l'histoire du protestantisme français sur lequel on a le plus de documents ; sans compter d'autres écrits, un témoin oculaire, Pierre Mervault, maître de l'artillerie dans la ville assiégée, a rédigé un journal fort détaillé des péripé-

(1) Jamais peut-être aucune forteresse ne fut attaquée comme le fut Madame Catherine ; jamais aussi place forte ne résista plus vaillamment à tous les assauts. Il faut ajouter aux mentions ci-dessus, la suivante : *Articles des ministres et autres appelés par Madame pour la conférence proposée entre eux et M. l'évêque d'Evreux* [le cardinal Du Perron], avec les réponses et les répliques. Paris, 1601, in-8°. (*Bibl. hist.*, t. IV, n° 5870).

ties du siège (1). Il parle assez longuement des efforts que firent, auprès du gouvernement anglais, les députés de La Rochelle, parmi lesquels se trouvait le pasteur Philippe Vincent. Pierre Mervault a eu connaissance d'un journal écrit par celui-ci, et il s'étend un peu sur son retour à La Rochelle avec la flotte anglaise, et sur le traité séparé qu'il conclut avec le cardinal de Richelieu en faveur des protestants français qui étaient restés parmi les Anglais; aussi la substance de la lettre qui suit se trouve-t-elle dans le livre déjà cité, et nous la présentons seulement parce que, écrite six mois après la reddition de La Rochelle, elle fournit quelques détails supplémentaires sur la part que Philippe Vincent prit à ces événements.

Cette lettre est adressée à André Rivet :

La Rochelle, le 3 mai 1629.

Monsieur,

J'ai appris par celle que vous avez écrite à M. de l'Oumeau (2), l'obligation que j'ay à M. le comte de La Val des tesmoignages qu'il a rendus de moy estant par-delà. C'est une continuation de ce qu'il avait commencé en Angleterre avant notre despart et durant notre funeste voyage, pour ce que je ne voulay pas espouser ses passions contre M. de Soubyse. Dieu luy donne le pouvoir de modérer ces bouillons, qui jusques icy l'ont rendu incapable de rien faire, et de recognoistre mieux ceux qui le serviront avec pareille affection et fidélité que j'ai tasché de faire. Si je sçavoy de quoy en particulier il se plaint, je m'en justifieray à vous, à qui je désire approuver mes deportements; quant à luy, je sais qu'en sa conscience il est convaincu de toute autre chose, que ce que le dépit luy a pu faire dire, et que quand il sera revenu à soy il se souviendra que, sans autre obligation que de ma franche volonté, je lui ay rendu toutes sortes d'offices qui ont dépendu de moy, et qui ne luy eussent pas été inutiles s'il eust pu gagner sur soy de croire plus tost la raison que sa passion. Je ne sçay s'il en seroit venu jusques-là que de fomenter les bruits qu'on a fait courir, que je ne me portay pas ainsi que je le devay, lors de l'accommodement et que je fléchis trop soubz les volontés de M. le cardinal, en bon français que je prévariquai; soit qu'il vous l'ait dit ou

(1) Histoire du dernier siège de La Rochelle, où se voit plusieurs choses remarquables qui se sont passez en iceluy; par Pierre Mervault, Rochelois. A Rouen, chez Jean Berthelin et Jacques Cailloud. 1648. — D'après le nouveau catalogue de la Bibl. impér. (2679 Lb 36) ce titre est un frontispice ajouté au *Journal* de Mervault.

(2) Un des pasteurs de La Rochelle.

non, quoy que ce soit, puisqu'on m'a voulu ternir de ce blasme, je vous en veux dire un mot.

Après un mois entier de séjour en la rade de cette ville, pendant lequel jamais nous ne pusmes induire les Anglais à donner, et recevans par chacun jour des advertissements de la ville de leur nécessité horrible, et que la faim les avait réduits à telle faiblesse, qu'ils ne pouvaient plus remuer le canon ni ouvrir leurs portes, et se trouvaient incapables pour toute résistance, voians d'ailleurs que les Anglais estaient en traitté et avaient envoyé Montaigu, ce qui ne nous mettait pas en petit alarme, veu qu'ils nous avoient desrobé toute cognoissance de ce qu'il avait fait avec M. le cardinal et de ce qu'il allait faire en Angleterre. Tout cela meurement considéré par nous quatre (1), qui agissions pour ceste ville, et concerté avec MM. de Soubyse et de La Val, nous jugeasmes qu'il fallait en advertir la ville, afin qu'elle prist les conseils qu'il plairait à Dieu luy suggérer, sachant au-vrai l'estat de l'armée anglaise et le peu d'espérance que nous en concevions. Outre cela encore par communs advis, nous estimasmes qu'il fallait prendre l'occasion d'un parlement qu'avoit recherché un des capitaines de S. M., qui est de la Religion, pour tascher d'obtenir passe-port pour deux de nous pour entrer en ville et selon l'occasion esbaucher un traitté. L'un et l'autre nous réussit, car nos lettres (2) entrèrent en ville accompagnées d'une de M. de Soubyse à Madame sa mère, suivant ce que dessus, et ce fut ce qui fit incliner à députer vers S. M. pour traiter. En même temps nous obtinmes passe-port pour aller au camp, et arriva que dès aussitost que nous eusmes parlé à M. le cardinal, les députés de la ville survinrent. Nous tesmoignasmes réciproquement être plus surpris qu'en effet nous ne l'estions, et quant à nous deux qui venions de l'armée anglaise, sous couleur de nous tenir compagnie et de nous faire pourmener, on empescha que nous eussions aucune communication avec les autres, qui conclurent le traitté absolument sans que nous y entrevinsions. Conclu qu'il fut, nous commençasmes de penser à nous, et jugeasmes que ce serait une œuvre charitable de moyenner la grâce de S. M. à tant de nos pauvres concitoyens qui estaient en cette malheureuse armée et pour lesquels la ville n'avait rien stipulé. A cet effet, nous

(1) Ph. Vincent, D. Bragneau, J. Gobert et Dehinsse.

(2) Ces lettres et celle de M. de Soubyse à Madame de Rohan ont été publiées dans l'ouvrage de Pierre Mervault.

en présentâmes la requête, et en ayant obtenu l'entérinement, retournâmes vers le général anglais, à qui nous rendîmes compte de ce que nous avions veu et fait, et luy proposâmes notre dessein qui était de convoquer les capitaines français au bord de nostre Admiral, pour voir ceux qui auroient désir de se servir de la grâce que nous avions obtenue, ce qu'il tesmoigna agréer, et suivant cela, dès le lendemain nous estant assemblés, nous leur fîmes le rapport du tout, sur quoy les uns prirent parti de retourner en Angleterre, les autres de s'arrester.

Voilà au vrai comme les choses se sont passées. Or, jugez là-dessus, Monsieur, si en tout cela il y a matière de me donner du blasme, si pour l'advis de la lâcheté anglaise donné en la ville, on ne peut me l'imputer en particulier, vu que ç'a esté par advis communs, si pour le traitté qu'a fait la ville, il est constant que je n'y ai nulle part ; si pour celuy des Français qui estoient entre les Anglais, il était en eux d'accepter ou non. J'apprends qu'on a trouvé mauvais qu'à mon retour je parlai avec louange de M. le cardinal, et tesmoignai de la confiance en ce qu'il nous avait dit. Quant au dernier, l'issue a justifié si j'avais raison ; quant à ce qui est d'avoir dit quelque chose à son avantage, je ne sçai qui serait celuy qui venant tout fraîchement de voir le monstrueux travail de la digue, qui est proprement son œuvre, l'enceinte de la ville entière, la police qu'il avait établie en l'armée, en un mot La Rochelle prise, et outre cela sortant présentement de son entretien, je ne sçay, dis-je, qui se fust retenu de dire que, quoy que ce soit, c'était un grand homme. J'entends aussi qu'on m'a tourné à blasme quelque chose qu'il a dite à mon avantage. C'est grand'pitié combien la calomnie est maligne, et de ce qu'ayant pleu à Dieu en l'horreur de nostre nécessité, me faire trouver devant celuy de la faveur duquel nous avons principalement à faire, ou m'impute à crime ce que quant à moi je répute à une bénédiction du ciel singulière. Que chacun y donne telle interprétation qu'il voudra, pour moy je loue Dieu, de ce que si inespérément j'eus accès près d'une personne ès mains duquel il avait mis une disposition absolue de nos biens, de nos vies et de la liberté mesme de le servir. Mesme j'oseray dire que peut-être cest accès n'a pas été absolument sans fruct pour ce pauvre troupeau icy.

Insensiblement je me suis emporté en cette longueur ; pardonnez-le à la matière que je suis obligé de prendre à cœur, vous advouant

que je ne suis pas de ces insensibles à qui il est indifférent de ce qu'on peut dire d'eux. Mon principal grief est en ce que ma personne n'y est pas seule intéressée, mais que ma profession en mesme temps y souffre, et que ces bruits malicieusement espendus ont donné sujet à la calomnie de publier encore pis et de scandaliser plusieurs infirmes. Dieu le pardonne à tous ceux qui l'ont les premiers inventés, et aux autres aussi qui trop légèrement y ont creu. De ma part je me console en celuy que j'ai pour tesmoing du droit cœur qu'il m'a donné d'avoir envers lui, et outre cette attestation de bonne conscience, au tesmoignage que me rendront toujours tous ceux d'icy, qui ont eu quelque part ès affaires, de la sincérité avec laquelle j'y ai versé. Que si on continue de me deschirer, je m'efforcerai d'autant plus à réfuter par effects ce que l'enfer saurait vomir contre moy, et le prendrai pour une suite de mes espreuves qui par la miséricorde de Dieu ne serviront qu'à me rendre plus approuvé. Au reste, pour vous dire mot de nostre estat, il est tel, pesé ce que nous avons sujet de craindre, que nous avons grande matière de louer la bonté de Dieu; il est impossible que des soldats soient anges, mais se sont-ils retenus, en sorte que nous allons et venons librement, et s'ils s'eschapent en quelque insolence, le chastiment en est exemplaire. Nos exercices continuent dans Saint-Yon avec autant de liberté que jamais. Jusques icy n'a été fait nulle imposition sur les habitants. Celuy que nous avons pour intendant en la justice, nommé M. de la Thuilerie, est homme entièrement équitable et qui ne se laisse pas emporter par la passion des ecclésiastiques contre nous. Bref, jamais il ne me fut monté au cœur que Dieu nous eût fait la grâce de nous voir en un état si paisible, que si une fois la garnison est tirée d'icy et que les prières que nous faisons pour la paix universelle des Eglises puissent être exaucées, ce troupeau, moyennant l'aide de Dieu, continuera de subsister à sa grande gloire.

Je vous supplie de faire part du contenu de cette lettre à ceux de mes amis que verrez à propos. Je salue très humblement Mademoiselle Rivet, et continue, s'il vous plaist, de vous recommander mon cousin Du Bordieu, que je crois estre en votre ville, et en cas qu'il eust besoin, de luy subvenir sur mon assurance, ce dont il serait pressé, en attendant nouvelles de par-deçà. Je salue aussi en particulier MM. vos collègues, tant M. Poliander duquel j'ai l'honneur d'être cognu, qu'aussi les autres qui me cognoissent et que je cognoys seulement de nom,

et priant Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde, je demeure votre très humble serviteur,

PH. VINCENT.

La correspondance de Philippe Vincent avec André Rivet fournit encore des détails intéressants sur l'exercice du culte protestant à La Rochelle, après la soumission de cette ville. En voici quelques extraits :

La Rochelle, ce 29 juillet 1630.

Monsieur et très honoré frère,

La vostre du 24 may a fait de longues (1) pauses par les chemins et ne m'a esté rendue que depuis peu de jours. Elle n'a laissé d'être la bien venue et de me faire recognoistre la continuité des obligations qu'il vous plaist acquérir sur moy, sans que jusques icy j'en aie peu acquitter aucune. Je vous supplie de croire que si je ne puis davantage, au moins j'en conserverai la mémoire avec gratitude, et ferai des vœux continuels à Dieu pour votre prospérité.

Il a plu à sa bonté rendre M. de l'Ourneau à nos prières, tellement qu'il a fait toutes les fonctions de sa charge, à son tour d'ordre, sans vouloir permettre que nous le soulagions. Quant à M. Calomiez, il est plus vigoureux que jamais, et moy aussi, par la miséricorde de Dieu, ai joui jusques ici d'une santé assez ferme. Nostre Eglise a jecté les yeux sur un jeune homme de ceste ville, qui a de très bonnes parties, nommé M. Bouchereau (2), qui a été examiné et receu au synode tenu dernièrement à La Rochefoucault; mais lorsqu'il a été question de son installation icy, nos supérieurs ont voulu avoir l'avis de la cour, où nous avons homme exprès, tant pour ceste affaire que pour diverses autres vexations qu'on nous fait. Nous en attendons l'événement; quant au reste, l'exercice nous demeure fort libre, par la grâce de Dieu. Pour ce qui est des Eglises de ce gouvernement, on querelle la liberté de prêcher aux Eglises de Ré et à celle de Marans, qui sont à plaider devant M. de La Thuillerie, pour justifier le droit qu'elles ont; et cependant l'exercice sursis, et l'a été tout à fait aux Eglises de Bourneuf, Lommeau (*sic*), Cirai et Texay. Ainsi il n'en reste plus que trois, savoir : Angoulin, Sales et Mosay. Dieu veuille que le mal s'arrête là et faire trouver grâce aux députés, que ces pauvres Eglises ont aux pieds du roi pour leur rétablissement. Enfin, il est

(1) André Rivet était alors professeur de théologie à Leyde.

(2) C'est probablement Bouchereau, qui devait être alors pasteur à La Rochelle. Voyez la *France protestante*, à l'article *Bouchereau*.

venu un commandement absolu pour démolir la citadelle de Ré, et nous délivrer des soldats ; mais on cherche des longueurs en l'exécution, et on prend icy comme des esprits malins qui dérompoient le patient, lorsque le Seigneur les châtiât. Le Poitou est tout en alarme au sujet de MM. de Paradaissan et de La Noue, qui ont assemblé leurs amis, et ont chacun près de cinq cents chevaux qui battent la campagne ; il y a quinze jours, M. de Saint-Chaumont, notre gouverneur, et M. de La Thuilerie y sont courus pour faire l'accord ; quelques-uns estiment que c'est une querelle ajustée, et que leur première intention est d'empêcher certains impôts qu'on veut établir de nouveau. Le temps nous instruira que cê peut estre.

La Rochelle, 26 avril 1632.

Nous roulons icy à l'ordinaire, avec une liberté pleine par la grâce de Dieu, pour nos exercices de piété, mais non encore déchargés de quelques jous qu'on nous a imposés. Celuy qui pour l'heure est le plus grand est la nécessité de tendre devant les maisons au jour du sacre qu'on appelle. La première et seconde année on le fit faire à force d'armes, la troisième par intimidation, ceux qui ont l'autorité ayans solennellement juré qu'ils jetteroient hors toutes les familles qui ne s'y rangeraient. Jusques icy, nous avons continuellement, mais inutilement gens en cour pour avoir justice là-dessus.

La Rochelle, 5 novembre 1648.

Nous sommes en proche espérance sous le bon plaisir de Dieu, du rétablissement de l'exercice en l'île de Ré, leurs députés ayant eu promesse d'un arrêt favorable, combien qu'après de grandes difficultés. Nous en verrons la définitive dans peu et ne faudrai de vous en faire part dès que nous en aurons la résolution. Les Eglises de tous ces quartiers sont, par la grâce de Dieu, en grande paix. Je crois vous avoir mandé que nous avons été tracassés au choix de M. Salbert le fils, mais enfin l'obstacle a été levé de sorte que nous sommes quatre qui servons icy actuellement, au grand déplaisir toutefois des moines qui avaient espéré que quand nous mourrions, d'autres ne nous seraient point substitués.

L'ACADÉMIE DE DIE

ET QUELQUES-UNS DES PROFESSEURS QUI Y ONT ENSEIGNÉ.

1604-1681.

M. Ad. Rochas, de Die, qui fait imprimer en ce moment une *Biographie dauphinoise*, fruit de longues et patientes recherches, ayant pris connaissance du travail de M. le professeur Michel Nicolas inséré dans le dernier *Bulletin*, a bien voulu nous communiquer une série de notes tirées de documents la plupart inédits, rassemblés en vue de son propre travail, et qui viennent ajouter des renseignements très intéressants à ceux que nous avait déjà fournis l'excellente notice de notre collaborateur.

Notes additionnelles sur l'Académie de Die.

Dès les premières années de l'introduction de la Réforme à Die, les protestants de cette ville avaient un collège où des professeurs de leur culte enseignaient le latin des basses classes : la fondation de cet établissement fut régularisée par des lettres patentes d'Henri IV, du 20 mars 1602. Mais comme l'instruction qu'on y donnait ne pouvait suffire à former des pasteurs dont le nombre n'était pas en rapport avec celui des fidèles, le conseil des Eglises du Dauphiné avait émis le vœu, le 21 septembre de l'année précédente, que ce collège fût remplacé par une académie. Le synode provincial tenu à Embrun en juillet 1603, accueillit ce vœu avec empressement et arrêta qu'on solliciterait du roi les lettres patentes nécessaires.

Il paraîtrait qu'à la même époque l'Eglise de Montélimar se proposait aussi d'ériger dans son sein une institution de ce genre, car ayant été instruite de la délibération prise à Embrun, elle en appela, au mois d'octobre suivant, au synode de Gap. Son appel fut rejeté, il est vrai : « la compagnie, lit-on dans les actes de cette assemblée, déclare que le synode provincial du Dauphiné a pu juger définitivement de cette matière » (Aymon, *Syn. nat.*, t. I, p. 270) ; mais, loin de se tenir pour battue, elle fit par la suite les plus grands efforts pour obtenir la translation de la nouvelle académie, et cette fâcheuse rivalité la poussa même, comme on le verra, à s'associer aux intrigues des catholiques de Die, qui, pour des motifs purement religieux, poursuivaient le même but.

— Ci-dessus, page 179, ligne 9. —

Après l'obtention des lettres patentes du 14 février 1604, une assemblée synodale tenue à Die, en juin de la même année, chargea quatre pasteurs de pourvoir à tous les détails de l'établissement de l'académie, et de s'entendre à ce sujet avec les consuls de la ville. En conséquence, le 28 octobre suivant, Daniel Chamier, ministre de Montélimar ; J. Vulson de la Colombière, ministre de la Mure ; Guillaume Vallier et Pierre Appaix, ministres de Die, qui avaient été désignés, passèrent avec les consuls Daniel Gay et Daniel

Roman, par-devant Jourdan et Lioutard, notaires, un contrat duquel il résultait que l'académie était fondée par et pour ceux de la R. P. R et que la ville payerait annuellement pour son entretien une subvention de 1,400 liv. prises sur le produit du poids public. De leur côté, les Eglises du Dauphiné s'engageaient à payer une somme annuelle de 3,000 liv. En même temps on rédigea les statuts dont les principales dispositions doivent probablement être attribuées à Chamier, l'un des pasteurs récemment chargés par le synode de Gap, de « dresser un règlement général pour les académies et les « escholes. »

Cependant les habitants catholiques de Die ne pouvaient voir avec plaisir une institution pareille s'établir dans leur ville. Ils s'assemblèrent deux jours après (30 octobre), dans une salle du palais épiscopal, et là, en présence de l'évêque P.-A. de Gelas de Léberon, ils renouvelèrent une protestation déjà adressée par eux aux consuls, le 6 du même mois, dans laquelle ils déclaraient ne pas vouloir contribuer aux frais de l'entretien de l'académie. Cette juste réclamation ayant été admise par les habitants protestants, elle fut consignée dans un acte public du 23 décembre suivant, et dès lors il demeura bien convenu que les catholiques ne seraient cotisés en aucune manière pour cet objet. Ainsi ce fut à une question d'argent que s'arrêtèrent pour le moment les oppositions des habitants. Quant à l'évêque, il opposa au mal un remède regardé alors comme souverain : il établit à Die, la même année, une mission de jésuites.

L'académie ainsi établie, on chercha à y attacher Chamier pour professeur de théologie; l'enseignement d'un homme de ce mérite aurait jeté tout d'abord un vif éclat sur la nouvelle institution. Mais comme le synode de Gap avait déjà repoussé en 1603 une semblable demande, on essaya de s'y prendre d'une autre façon. Voici ce qu'on lit dans le procès verbal de l'assemblée synodale du 28 octobre 1604, dans laquelle furent rédigés et approuvés les statuts : « La compagnie ayant considéré que la principale « partie de l'establisement de ce collège est d'avoir un professeur en théo- « logie, a exhorté M. Chamier de se disposer à accepter ceste charge pour « l'avancement de la gloire de Dieu et bien de nos Eglises. Et pour ce qu'il « a allégué l'absence de son Eglise qui ne pouvoit estre ouïe sur ce sujet, « a protesté qu'il ne pouvoit consentir à ceste nomination au préjudice de « ladite Eglise, il a esté dit que M. Du Cros, advocat de ceste ville, ira au « Montélimar avec ledit sieur Chamier pour faire agréer à l'Eglise dudit « Montélimar la nomination et eslection faite de la personne dudit Cha- « mier par ceste compagnie *par forme d'emprunt* jusqu'au prochain sy- « node provincial. » Nous ne connaissons pas les résultats de cette démarche, mais nous ne pouvons croire qu'elle ait réussi; l'Eglise de Montélimar, qui s'était opposée à l'établissement d'une académie à Die, ne pouvait pas en effet consentir facilement à lui *prêter* son illustre pasteur.

— Ci-dessus, page 179, ligne 23. —

Il est dit dans ces lettres patentes que : « Défenses sont faites aux régents

« et professeurs de se transporter ou faire leurs exercices ailleurs qu'à
 « Dye, et aux receveurs des deniers, de convertir lesdits deniers à autres
 « effets qu'à ceux destinés par le contrat de 1604. »

— Ci-dessus, page 179, ligne 23. —

Cette translation occupa beaucoup les protestants du Dauphiné; tous leurs écrits de cette époque en font foi. Il paraîtrait même que Montélimart mit en jeu toutes sortes d'intrigues; mais on ne possède pas assez de renseignements pour en déterminer le caractère. S'il faut s'en rapporter au dire d'un ministre apostat, Josué Barbier, elles n'auraient pas toujours été bien honorables. Voyez le chap. VI de sa *Ministrogographie huguenote* (Lyon, 1618, in-12). Quoi qu'il en soit, l'Eglise de Montélimart fut puissamment secondée dans la poursuite de cette affaire par le clergé catholique de Die, qui, on le comprend, devait tendre de tous ses efforts à se débarrasser de ce foyer de propagande huguenote.

— Ci-dessus, page 180, ligne 1. —

Cette décision fut confirmée en 1613, par Louis XIII, dans sa réponse à l'art. 7 du cahier que les députés des Eglises réformées lui présentèrent.

Par la suite le siège de l'académie ne fut plus contesté à Die, et le clergé de cette ville lui-même se borna à chercher par toutes sortes de moyens à mettre des entraves à ses exercices. C'est ainsi qu'au mois de mai 1614, le syndic du diocèse profitant de la présence des commissaires exécuteurs de l'Edit de Nantes, leur demanda qu'il fût défendu d'y professer la théologie et la langue hébraïque. Il se fondait sur cette argumentation : Les lettres patentes du 14 février 1604, autorisent la fondation d'une académie « pour instruire la jeunesse en toute science et arts libéraux. » Or, ces termes ne peuvent comprendre la théologie et la langue hébraïque; donc, évidemment, leur enseignement doit être interdit. Les commissaires ne se rendirent pas à l'évidence de cette subtilité, mais pour donner quelque satisfaction aux catholiques, ils apportèrent certaines restrictions à l'affichage des thèses dont les plus hostiles à la cour de Rome étaient placardées sans façon jusque sur les piliers du porche de la cathédrale.

En 1631, l'académie courut un bien plus grave danger. A l'aide de manœuvres dont on devine aisément la nature, l'évêque de Valence et de Die obtint, à la date du 17 avril, un arrêt du conseil d'Etat portant que les régents de la basse école, ou collège, seraient à l'avenir moitié catholiques et moitié de la religion réformée, et leurs appointements payés avec les fonds et revenus affectés à cet usage par les protestants. Ceux-ci conjurèrent le danger avec beaucoup d'adresse. Ils présentèrent une requête au Conseil pour s'opposer à l'exécution de l'arrêt, et, parmi les moyens invoqués par eux, se trouvait en substance celui-ci : « Nous avons jusqu'ici soutenu l'académie avec nos propres deniers. Si Monseigneur veut des professeurs de sa religion qu'il les paye : qu'il abandonne, par exemple, les revenus de la prébende préceptoriale de son Eglise. » Cette observation était juste :

aussi, le 7 novembre 1634, un deuxième arrêt vint surseoir à l'exécution du premier et ordonner que l'évêque payerait ses professeurs. Peu satisfait d'une pareille décision, le prélat s'en plaignit amèrement à l'assemblée du clergé de 1635, en la priant de *favoriser la justice* de son affaire auprès du garde des sceaux. « L'assemblée accorda son intervention et pria Monseigneur d'Auxerre de *recommander* cette affaire. » Mais les choses en restèrent là, car l'évêque ne voulut pas consentir à payer ses professeurs, jugeant sans doute que garder les revenus de la prébende était chose plus agréable à Dieu. Voyez le *Procès-verbal de l'assemblée du clergé* (Paris, Vitry, 1635, in-f^o.) au 29 octobre.

— Ci-dessus, page 180, ligne 10. —

Les doctrines soutenues par les professeurs dans leurs chaires et les thèses qu'on était dans l'usage d'afficher donnèrent lieu à maintes polémiques dont le récit exigerait des développements trop étendus. Je me contenterai de signaler celle que Sharp fit naître en soutenant que le pape était l'Antéchrist. Née en 1612, à propos d'une thèse, elle durait encore en 1622. Voyez, à ce sujet, notre *Biographie du Dauphiné*, v^o Antoine RAMBAUD. — Les jésuites qui, dans ces querelles étaient ordinairement les champions du parti catholique, se montraient parfois peu scrupuleux dans leur manière de pratiquer le *Compelle intrare*. Témoin le fait auquel donna lieu l'opuscule ci-après : *Missive des pasteurs et professeurs de l'Eglise réformée et eschole de Dye en Dauphiné concernant l'odieuse et desloyal crime de plagiat, commis par l'artifice des Jésuites et autres religieux de l'Eglise romaine, és personnes de deux jeunes escoliers clandestinement distraicts et enlevés de ladite eschole et par elle du depuis recourrez* (S. n. de lieu). MDCXX. in-12 de 16 pages.

— Ci-dessus, page 180, ligne 29. —

Voici, d'après un compte de 1646, quels étaient les traitements des professeurs, régents, etc. :

Les professeurs de théologie, chacun	600 liv.,	portés ensuite à	700 liv.
Les professeurs de philosophie,	— 360	—	400
Le régent de la 1 ^{re} classe,	348	—	400
— 2 ^e —	276	—	300
— 3 ^e —	230	—	250
— 4 ^e —	188	—	200
— 5 ^e —	150		
— 6 ^e —	120		
— 7 ^e —	110		
L'imprimeur,	80		
Le bedeau,	60		

— Page 181, ligne 10. —

Ezéchiel BENOÎT, imprimeur de l'Académie de Die, fut condamné par arrêt du parlement de Grenoble du 26 septembre 1661, au bannissement et à 50 liv.

d'amende pour avoir imprimé clandestinement, en 1660, *l'Antimoine* de Jean de La Faye, ministre de Lorient. Il sortit probablement de France à cette époque, et fut remplacé à Die par Jacques FIQUEL et non FIGUEL. Voyez à ce sujet page 43 de l'opuscule suivant : *Journal des conversions qui ont été faites et des grâces dont Dieu a favorisé la compagnie de la propagation établie à Grenoble, durant le cours de l'année mil six cens soixante-un* (s. n. de lieu ni d'imprimeur), in-4° de 20 p. (Bib. de Grenoble, n° 7042). — Pendant l'existence de son Académie, Die fut le centre d'une sorte de mouvement littéraire, qui ne survécut pas à sa suppression, c'est-à-dire à 1684. Nous ne pensons pas que depuis lors jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, il y ait eu une imprimerie dans cette ville.

— Page 181, ligne 12. —

La discipline de l'Académie de Die reçut, en 1660, les éloges du synode national de Loudun. On lit dans les actes de cette assemblée (Aymon, t. II, p. 796) : « Cette coutume et pratique dans l'université de Die d'avoir l'œil » sur les mœurs et l'éducation des écoliers dans la véritable religion, et » d'examiner les progrès qu'ils faisaient dans les sciences humaines et de » leur donner des prix en public, fut hautement louée par cette assemblée. » Et elle exhorta tous les autres collèges et universités de notre communion d'imiter et de suivre cet exemple, qui était très recommandable. »

— Page 181, ligne 14. —

Ce prix, nommé *Prix Marquet*, avait été fondé par testament de l'an 1605, et se distribuait à la fin de l'année scolaire aux plus forts élèves de latin. — Barthélemy MARQUET, d'une famille originaire de Valence, était en 1575 docteur agrégé en l'université de cette ville; il devint ensuite conseiller à la chambre de l'Edit de Grenoble par lettres du mois de juillet 1582, en remplacement de Soffrey Calignon, député des Eglises du Dauphiné à l'assemblée politique de Saint-Jean d'Angely, et enfin président en la chambre de l'Edit en 1603. Il fut anobli après 20 ans de magistrature. — Un de ses parents, François MARQUET, avait été pendu en 1560 comme l'un des premiers propagateurs de la Réforme à Valence. L'arrêt du parlement qui le condamnait au supplice ordonna que sa maison serait rasée et que l'inscription suivante s'élèverait sur ses ruines : *Ici estoit la maison de François Marquet, secrétaire des séditeux et rebelles qui furent exécutés le 25 mai 1560* (Ollivier, *Essais hist. sur Valence*, page 109).

— Page 181, ligne 16. —

Guillaume VALIER ou VALLIER était ministre à Die longtemps avant 1593. — Guy Allard mentionne, dans sa *Bibliothèque du Dauphiné*, un personnage de ce nom vivant sous Charles IX et Henri III, qui aurait laissé des mémoires pour servir à l'Histoire du XVI^e siècle, mais il ne nous dit pas s'il est le même que notre pasteur. Ces mémoires, relatifs aux guerres civiles du Dauphiné, n'ont jamais été imprimés, et l'on doit probablement les re-

garder comme perdus. Chorier les cite fréquemment dans le II^e volume de son *Histoire générale du Dauphiné*.

— Page 182, ligne 13. —

Le 1^{er} juillet 1664 les commissaires exécuteurs de l'Edit de Nantes en Dauphiné, Bochart de Champigny et Charles Arbalestier de Montclar, rédigèrent un *procès-verbal de partage*, comme on disait alors, sur les demandes contradictoires du syndic du clergé du diocèse, et des pasteurs de Die. Dans ce procès-verbal que nous avons sous les yeux, Bochart, commissaire catholique, conclut à la maintenue du collège ou basse école, à condition que le principal et les régents seront catholiques; quant à la haute école, où la théologie et l'hébreu étaient enseignés, il en demanda la suppression; il consentait toutefois à ce que les réformés eussent à Die une école où leurs enfants pussent apprendre à lire et à écrire. — Après ce procès-verbal les choses demeurèrent dans le *statu quo* encore pendant 20 ans. Le conseil d'Etat, plus sévère que la commission catholique, supprima purement et simplement l'académie et en appliqua les revenus à l'hôpital. Dans un *Etat* (manuscrit) *des biens appartenant aux consistoires du diocèse de Dye* en 1692, que nous avons sous les yeux, on lit :

« Il y a à Dye deux emplacements, d'un temple et d'un cimetière. — Les matériaux provenant de la démolition du temple et une cloche de 3 quintaux. — Une vigne de 3 émines; 2 maisons, l'une servant de clocher, l'autre de collège, où il y a une basse-cour et un petit jardin; outils d'imprimerie; le tout d'environ 2,000 liv. — Sommes dues et exigibles, 11,330 liv. — Rentes dont les capitaux ne sont pas exigibles, 49 liv. »

La suppression de l'académie porta un coup funeste à la ville de Die en y arrêtant le mouvement intellectuel dont elle était devenue le centre, et en diminuant sa population. Le nombre des habitants, qui s'élevait à 9 ou 10,000 âmes, fut réduit par cette mesure, et l'émigration après la révocation de l'Edit de Nantes, à 4,000.

— Page 182, ligne 48. —

Pierre Appaix était pasteur de Châtillon en 1620 et 1626. Le 29 juin 1622, il assista, en qualité de député de cette Eglise au Synode provincial du Dauphiné tenu au Pont-en-Royans, et y reçut la mission de recueillir des mémoires relatifs à l'histoire des protestants du Diois depuis les premières années de la Réformation. Cette délibération du synode, quoique étrangère « à notre sujet, mérite d'être rapportée : « Quelques colloques de ceste province n'ayant point fait nomination de ceux qui recueilleroient les mémoires des Eglises touchant les faits mémorables arrivés en icelle depuis la Réformation, selon ce qui en avoit esté ordonné par le synode précédent, a esté dict que chaque colloque nommera le sien, et à cet effect ont esté esleus et choisis, le sieur FÉLIX pour le colloque du Viennois, le sieur MURAT pour le Valentinois, le sieur DE LA CROZE pour les Baronnies, le sieur CONEL pour l'Embrunois, le sieur DE LA COLOMBIÈRE pour le Gapençois, le sieur GUÉRIN pour le Valcluzon, et le sieur APPAIX pour le Diois,

« auxquels leurs colloques feront tenir dans trois mois précisément tous
 « les mémoires qu'ils pourront recueillir en leurs Eglises, de quoy lesdits
 « autres pasteurs rendront compte au synode prochain. » — *Pierre APPAIS*
 était de Die; il appartenait à une famille honorable de cette ville. Un de ses
 ancêtres, Jean Appais (*Apaysius*), se fit dominicain vers la fin du XV^e siècle,
 et publia en 1515 les ouvrages de son oncle maternel Jean Reynard, égale-
 ment dominicain et vicaire général de Gaspard de Tournon, évêque de Die
 (Voy. Echard. *Script. ord. Præd.* t. II, p. 23). — On a de Pierre Appais
 un opuscule des plus rares, intitulé : *Deux homélies, l'une des miracles*
de Christ au ventre de la sainte et glorieuse vierge sa mère, l'autre de
l'extrême cheute et merveilieur relèvement du roy Manassé. ITEM *les*
fruits divers d'une muse chrestienne (s. n. de lieu), 1518 (1618), in-8°.

— Page 483, ligne 10. —

Fr. Visconti, professeur à Die dès 1609, fut suspendu du ministère vers
 1622 pour son inconduite. Déageant l'employa dans la grande affaire de la
 conversion de Lesdigières. Videl le qualifie de *subtil philosophe*. (Voyez
 sa *Vie de Lesdigières*, édit. in-f° , pages 354, 355, 472.)

— Page 483, ligne 20. —

J. VULSON DE LA COLOMBIÈRE fut donné à Die, comme pasteur, vers 1610,
 et ne devint professeur qu'après 1615. Il passa ensuite à l'Eglise de Gap,
 vers 1621.

La famille VULSON ou WILSON, était originaire du Trièves en Dauphiné.
 Elle a fourni plusieurs pasteurs aux Eglises de cette province et des hommes
 remarquables, entre autres : *Marc de VULSON DE LA COLOMBIÈRE*, l'auteur
 de *la Science héroïque*. — *Marc de VULSON*, conseiller à la chambre de
 l'Edit de Grenoble, le même dont il est parlé dans l'*Histoire de l'Edit de*
Nantes, par Elie Benoit, t. I, p. 167. Savant jurisconsulte, on a de lui quel-
 ques ouvrages de droit et un traité rempli de la plus vaste érudition, inti-
 tulé : *De la Puissance du Pape et des libertés de l'Eglise gallicane*; Ge-
 nève, de Tournes, 1635, in-4°; qui causa bien du scandale en son temps.
 Ayant surpris sa femme en adultère, il la tua : de là vint cette menace adres-
 sée du temps d'Henri IV aux femmes mariées trop coquettes : *Gare la*
culsonnade! Il mourut en 1640. — *Pierre de VULSON*, sieur des Grands-
 Prés, docteur en médecine à Die. On a de lui : *la Lumière du chaos chi-*
mique ou Médecine spagyrique,... Grenoble, Richard Cocson, 1627, in-4°,
 opuscule très rare. *Usage des eaux minérales acides d'Auriol en Trièves*
et du monestier de Clermont. Grenoble, 1630, in... (*Bib. de Lelong*).
 — *Etienne de VULSON*, né vers 1613, pasteur à Saint-Jean-d'Hérans, en
 1670. — *Salomon de VULSON*, sieur de Villettes, ancien des Eglises de Mens
 et de Grenoble, qui assista aux synodes de Saumur en 1596 et de Vitry
 en 1617.

— Page 484, ligne 43. —

Jean BLANC professait encore à Die en 1664.

— Page 184, ligne 16. —

ARMIN ou AYMIN, avait d'abord exercé la profession de chirurgien à Die. Ayant ensuite embrassé le ministère, il devint pasteur de Briançon et assista comme député de cette Eglise au Synode provincial du Pont-en-Royans, le 29 juin 1622. Ce pasteur causa, à ce qu'il paraît, de grands troubles dans l'académie de Die (voy. Aymon, *Syn. nat.* t. II. p. 748). On a de lui un ouvrage intitulé *l'Adoption des enfants de Dieu*.... 1614, in-16 de 300 pages.

— Page 186, ligne 17. —

Quelle que soit l'orthographe du nom de ce pasteur, il appartenait certainement à la famille que Chorier et Guy Allard écrivent d'Yse dans leurs nobiliaires. En effet, ce dernier auteur dit dans sa *Bibliothèque du Dauphiné* (4^{re} édition, Grenoble, 1680, in-42) : « Alexandre D'Yse, ministre de la « R. P. R. estoit *filz naturel* (1) dans une famille... de laquelle est aujourd'hui Jacques d'Yse de Saléon, conseiller au parlement. » Guy Allard, qui vécut toute sa vie du produit de ses complaisances envers les familles nobles du Dauphiné, n'eût certainement pas osé avancer un pareil fait si, au temps de réaction religieuse où il écrivait (1680), il n'eût été de notoriété publique. Sa qualité de *filz naturel* explique suffisamment pourquoi il n'est pas mentionné dans la généalogie donnée par le même Guy Allard.

Cette famille, originaire de Provence, remonte au XIII^e siècle. Ses premiers membres connus, *Rostaing* et *Ferrand*, rendirent hommage au comte de Provence en 1246, des terres de Turbie et de Monaco dont ils étaient seigneurs. Elle a fourni au XVII^e siècle deux conseillers à la chambre de l'Edit de Grenoble, Jacques d'Yse de Saléon et François d'Yse de Rosans. Un Jean-Antoine d'Yse, dit le capitaine Rosans, se fit remarquer dans les rangs des réformés pendant les guerres de religion du XVI^e siècle.

Notre pasteur ne paraît pas avoir joué un rôle toujours loyal dans sa querelle avec Crégut (voyez à ce sujet notre *Biographie du Dauphiné*, v^o YSE.) — On a encore de lui un opuscule intitulé *les Harangues faites au Roi, à la Reine, à Monsieur et à son Eminence, dans la ville d'Aix*. Grenoble, 1660, in-4^o.

— Page 187, ligne 16. —

Voici le titre complet de cet ouvrage : *Apologie pour le décret du Synode national de Charenton qui admet les luthériens à notre communion, opposée aux nouvelles instances, conséquences et cavillations du*

(1) Cette qualification ne se trouve pas, il est vrai, dans la deuxième édition de la *Bibliothèque du Dauphiné* (Grenoble, 1797, in-8^o), la seule consultée par M. Nicolas; mais tous les bibliophiles savent que cette deuxième édition ne remplace nullement la première, et doit être consultée avec la plus extrême défiance. Son auteur, P.-V. Chalvet, l'un des plus ignares écrivains qui se soit jamais ingéré de tenir une plume, a mutilé l'ouvrage d'Allard, et tout en voulant relever ses fautes, n'a fait qu'y ajouter des erreurs et des bévues monstrueuses. C'est le jugement qu'en porte le savant Mercier de Saint-Léger, dans le *Magasin encyclopéd.* (1798, t. I, p. 339).

jésuite Labdrrre, avec une question à la fin en forme de corollaire, si la communion avec l'Eglise romaine est à espérer ou non? Orange, Ed. Raban. M.DC.L. In-8°.

— Page 487, ligne 23. —

Le titre de cet ouvrage n'est pas *Bivium*, mais *Bivrim*.

— Page 487, ligne 34. —

Voici les noms de ces étudiants :

François CHALVET, de Die. — Pierre VERCHAND, de Montpellier. — Jean SCOFFIER, de Sommières. — Jean BERMOND, de Saint-André. — Noble Jacques DE CHATEAUFRAUC, de Castres. — Elie CHION, de Die. — Pierre JANVIER, de Roybon. — Jean BONNET, de Bellegarde. — René GROS, de Settes. — Jacques PINETON DE CHAMBRUN, d'Orange. — Etienne CARCENAT, de Montpellier. — Isaac GRANON, de Beaufort. — David LAURENT, de Die. — Jacques BANDOL, de Veynes. — Abraham COGNARD, de Rouen. — Urbain SERRES, des Cévennes. — Pierre BOLAT, de Cluny. — Jean Conrad FISCHER, Hessois. — Jean Georges SCHALCHIUS, Suisse. — Etienne JORDAN, de Pragelas. — Jean ROLLAND, de Grenoble. — Jacques DELAFONT, de Lyon. — Jacques BOCHERON, Bourguignon. — Louis GARNIER, Champenois. — Louis SCOFFIER, d'Issoudun. — François VALETTE, du Vivarais.

— Page 488, ligne 4. —

Cette liste des ouvrages de Crégut n'est pas complète. Il faut y ajouter les suivants : *Réfutation de deux lettres du sieur Calemar, jésuite, par lesquelles il prétendoit de prouver l'existence actuelle et possible du corps de Jésus-Christ en plusieurs lieux*. A Die, par Ezéchiel Benoit, imprimeur de l'Académie. M.DC.LX. In-8° de 36 p. — *Apologia necessaria non minus quam æquissima Antonii Creguti contra accusationem imprævisam, inexpectatam et iniquam Friderici Spanhemii professoris Leydensis*. Amstelod. 1678. In-8° de 48 p. — Guy Allard lui attribue encore, dans sa *Bibliothèque du Dauphiné*, « une *Théologie* en latin et un *Traité du franc arbitre*. »

— Page 488, ligne 8. —

Cet opuscule de Terrisse fut attaqué par un autre médecin de Die, Paul Terrasson, et donna lieu, entre ces deux messieurs et le médecin de Passis (et non de Passy), à une fort plaisante polémique, vidée à grands coups de libelles. Voyez à ce sujet un spirituel article de M. Jules Ollivier dans la *Revue du Dauphiné*, t. I, p. 327 et suiv. — Un abrégé du cours de philosophie de Terrisse a été publié par sept Suisses de ses élèves sous ce titre : *Manuale philosophiæ christianæ, in quo singulari brevitate et claritate, proponuntur omnia scitu necessaria philosophiæ studiosis*. Diæ, excud. Ezech. Benedictus, M.DC.XLVI. Pet. in-8° de 389 p.

— Page 488, à la fin. —

Il faut ajouter à cette liste de professeurs les noms suivants :

Jacques BANDOL (de Veynes), nommé pasteur provisoire à Die; et en même temps professeur de philosophie par le Synode provincial de Crést, le 16 septembre 1674.

Jean DRAGON (*Draco*), professeur de belles lettres en 1609. Il était pasteur de Saint-Paul-Trois-Châteaux en 1622 et de Courteson en 1626. On trouve une pièce de vers de sa façon en tête de la traduction latine de la *Deuxième semaine* de Du Bartas, par son coreligionnaire *Samuel Benoît*, médecin de Die (voyez notre *Biographie du Dauphiné*).

Isaac FERAUD, professeur de théologie en 1609. Il était pasteur dans le Diois dès 1602, où il desservait l'Eglise de Châtillon et annexes. On le retrouve à l'Eglise d'Orpierre en 1620 et 1622, à celles de Château-Dauphin et Rosans en 1626 et à celle de La Mure en 1637.

Jean-Baptiste FERRARIUS (*Ferrier?*), professeur d'hébreu. Il abjura en 1616, entraîné par l'exemple de Josué Barbier, et publia, à cette occasion, l'opuscule suivant : *La conversion du sieur Ferrarius, professeur es langues étrangères, hébraïque, chaldaïque et syriaque, à la foy catholique, apostolique et romaine, adressée aux ministres de la religion prétendue réformée du Dauphiné, aux recteurs, professeurs et régens de leur collège de Die*. Paris, Libert, 1616, in-8.

Bertrand OLHOGRE ou **OLHOGARAY**, professeur de philosophie en 1664.

..... **REYNAUD**, professeur en théologie en 1672.

I. STECKIUS, professeur de philosophie en 1609.

Alexandre VIGNE, professeur de philosophie en 1664. Il devint ensuite pasteur à Grenoble où il composa l'ouvrage suivant qui parut sous le voile de l'anonyme : *Entretiens de Philalèthe et de Philérène, où sont examinées les propositions contenues dans la déclaration du clergé de 1682*. Cologne, 1682, 2 vol. in-12. — S'étant converti en 1685, il publia : *Lettre de Vigne aux nouveaux catholiques*. Grenoble, 1685, in-12. — *Lettre de Vigne, ci-devant ministre, à MM. de la religion prétendue réformée*. Grenoble, 1685. in-4°. — *Apologie pour l'Eglise catholique*. Paris, 1686, in-12.

Parmi les élèves distingués qui étudièrent à l'académie de Die, on remarque : **Charles SPON**, **Elie SAURIN**, **Jacques BERNARD**, **Charles BARBEYRAC**, savant médecin, émule de Sydenham ; **Isaac HOMEL**, pasteur de Valence. **Jean VIRIDET**, médecin et écrivain du XVI^e siècle, etc., etc.

AD. ROCHAS.

PRÉLUDES DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

LA DÉCLARATION DE JUIN 1680 CONTRE LES RELAPS,

1682.

L'arrêt que nous publions, et qui nous est transmis par M. le pasteur Maillard, de La Mothe Sainte-Héraye, paraît avoir été inconnu à Benoit; autrement, il n'aurait sans doute pas manqué de le mentionner dans son *Histoire de l'Edit de Nantes*, à côté de tant d'autres qui prouvent quelle arme dangereuse la trop fameuse « Déclaration concernant les relaps » avait mise entre les mains des ennemis de la religion réformée, et avec quelle habileté ils surent s'en servir pour ruiner un grand nombre de temples. Cet arrêt, en confirmant ce que notre historien raconte des funestes effets de cette Déclaration, non-seulement pour les temples, mais pour les pasteurs et les consistoires, à qui il était impossible le plus souvent de l'exécuter, le justifie en même temps, une fois encore, du reproche d'exagération qu'on lui a trop souvent adressé à la légère. Nous le reproduisons en son entier, sans même faire grâce à nos lecteurs de la signification du sergent royal dûment libellé.

ARRÊT DU PARLEMENT

DU 20 FÉVRIER 1682.

VEU PAR LA COUR le procès criminel fait par le lieutenant général de Saint-Meixent, à la requête du substitut du procureur général du roi audit siège, demandeur et accusateur, contre *Louise Méhée*, *Gaspard Paudin*, écuyer, sieur du *Chail*; damoiselle *Anne Brunet*, sa femme; *Benjamin de Chauffepied*, sieur de l'*Isle*, ministre de la R. P. R., au bourg de La Mothe; et monsieur *Elie Prioleau*, aussi ministre de ladite religion, demeurant audit bourg de La Mothe; et *Pierre Badin*, laboureur, ancien du consistoire de ladite R. P. R., dudit bourg de La Mothe, défendeurs et accusés; — sentence rendue sur ledit procès par ledit, jugé le [26] juillet 1681, par laquelle, pour la contravention faite par ladite *Louise*, ayant aucunement égard à son bas âge et simplicité, nécessité, séduction et persuasion qui lui ont été faites, et retour à la R. C. A. et R., elle aurait été condamnée à l'amende de [?] livres envers le roi, de comparaître, et de se mettre à genoux en la chambre du conseil, en présence dudit substitut, pour y être admonestée, reconnaître sa faute et en demander pardon à Dieu, au roi et à justice, avec très expresse inhibition et défense de récidiver, sur les peines et rigueurs portées par l'édit du mois de juin 1680, et ledit *Paudin* et *Brunet*, sa femme, condamnés solidairement pour les inductions et réductions faites à ladite *Louise Méhée*, en l'amende de cent cinquante livres, applicables à la réfection de la chapelle de Notre-Dame de Grâce, lez la ville de Saint-Meixent, qui serait mise es mains du curé de Saint-Léger, de ladite ville, pour en être fait l'emploi avec ledit substitut; et pour avoir, par ledit *Chauffepied*, ministre, et *Badin*, ancien, reçu ladite *Méhée* à

leur communion et cène, dans leur temple et assemblée, icelui *Chauffepied* déclaré privé pour toujours de faire aucune fonction de son ministère dans le royaume, et interdit pour jamais l'exercice de la R. P. R. dans le lieu de La Mothe Saint-Héray; et, pour cet effet, ordonne que ledit temple serait démoli dans le mois par ceux de ladite R. P. R. du bourg et consistoire dudit lieu de La Mothe; le temps passé, et à faute de ce faire, qu'il le serait à leurs frais, à la diligence du substitut du procureur général du roi; cependant, et jusqu'à ce, les portes dudit temple fermées et lesdits *Paudin*, *Brunet* et *Chauffepied*, et *Badin*, condamnés aux dépens tels que de raison, ladite sentence prononcée être exécutée ledit jour 26 juillet à l'égard de ladite *Méhée*. — Lettres de relief d'appel obtenues en chancellerie par Isaac Perruyau et consorts, de la R. P. R. dudit lieu de La Mothe, le 6 août 168., contenant appel de ladite sentence, au bas de laquelle est l'instruction donnée audit substitut du procureur général du roi, audit siège en la cour, pour procéder sur ledit appel le 26 dudit mois d'août; — Lettre d'anticipation obtenue en chancellerie par ledit procureur général, pour faire anticiper par la cour lesdits *Gaspard Paudin*, sa femme, *Louise Méhée*, leur servante, *Chauffepied*, *Prioleau* et *Badin*, pour procéder sur l'appel par eux interjetté de ladite sentence; — Arrêt de la cour, du 28 novembre dernier, par lequel le procureur général du roi aurait été reçu appelant à minima de ladite sentence à l'égard de ladite *Méhée*, et devant y faire droit, qu'elle serait prise au corps et amenée prisonnière es prison de la conciergerie; — Autre arrêt du 46 janvier aussi dernier, donné sur les conclusions dudit procureur général du roi, et après avoir ouïe et interrogée ladite *Méhée*, par lequel la cour, en tant que touche ladite *Louise Méhée*, aurait mis ladite appellation et instance de laquelle avait été appelé à néant, émendant, a déclaré icelle *Méhée* demeurer atteinte et convaincue d'avoir contrevenu à l'édit du roi du mois de juin 1680, portant défense de quitter la religion catholique pour passer en celle prétendue réformée, pour réparation de quoi condamne ladite *Louise Méhée* à faire amende honorable, tant en l'auditoire de Saint-Meixent, l'audience tenant, que devant les principales portes de l'Eglise parochiale dudit lieu, pieds nus, la corde au col, ayant en ses mains une torche de cire ardente du poids de deux livres; et là, étant à genoux, dire et déclarer qu'après avoir fait profession de la R. C. A. et R., elle a, au mépris d'icelle, témérairement et scandaleusement reçu la cène de ceux de la R. P. R. dans leur temple, dont elle se repent, en demande pardon à Dieu, au roi et à justice; ce fait, bannie à perpétuité du royaume, à elle enjoint de garder son ban à peine de la hart, tous ses biens situés en pays de confiscation déclarés acquis et confisqués à qui il appartiendra sur iceux et autres non sujets à confiscation, préalablement pris cent livres d'amende vers le roi, est, avant faire droit sur l'appel interjetté par ledit *Ferruyau* et consorts, ordonné que dans quinzaine, pour toute préfixion et délai après la signification dudit arrêt aux personnes en domicile desdits *Gaspard Paudin*, *Anne Brunet* sa femme, Benjamin de *Chauffepied*, *Elisée Prioleau* et Pierre *Badin*, ils seraient tenus de se représenter

à la porte de la chambre de la Tournelle pour être procédé au jugement du procès à leur égard suivi; à faute de ce faire, ledit temps passé, seraient pris au corps et faits prisonniers ès prison de la conciergerie du Palais, et au cas où ils ne pourraient être appréhendés, seraient assignés par une seule proclamation suivant l'ordonnance; et cependant demeurerait le temple fermé jusqu'à ce qu'autrement par la cour en eût été ordonné; et pour l'exécution dudit arrêt à l'égard de ladite Méhée, ladite cour l'aurait renvoyée prisonnière par-devant le lieutenant criminel de Saint-Meixent; — Signification dudit arrêt par exploit du 24 dudit mois de janvier, faite à la requête dudit procureur général du roi avec sommation d'y obéir; ce faisant, se représenter dans quinzaine à la porte de ladite chambre de la Tournelle pour être procédé au jugement du procès à l'égard des dénommés audit arrêt; — Requête dudit *Elisée Prioleau*, de[m]andant qu'en procédant au jugement du procès il fût renvoyé quitte et absous de l'accusation contre lui intentée à la requête dudit substitut du procureur général du roi dudit Saint-Meixent, et ordonné qu'il sera tenu dans trois jours de nommer son deno[...] et lui donner acte de ce que, pour parvenir auxdites conclusions, il employait sa requête et les pièces y attachées, sur laquelle requête la cour aurait réserve à faire droit en jugeant; — Requête dudit *Gaspard Paudin*, écuyer, sieur du *Chail*, et damoiselle *Anne Brunet* sa femme, contenant leur appel de ladite sentence du 26 juillet 1684, et par eux employé pour moyen de nullité contre icelle, et à ce qu'ils fussent renvoyés absous de l'accusation intentée avec dommages et intérêts et dépends, sur laquelle requête la cour aurait réservé à faire droit en jugeant; — Autre requête desdits *Benjamin de Chauffepied*, ministre, et *Pierre Badin*, ancien de ladite R. P. R., ayant son exerceice au bourg de La Mothe Saint-Héray, contenant aussi appel par eux interjetté de ladite sentence du 26 juillet 1684, à ce qu'ils fussent renvoyés absous de l'accusation contre eux formée, qu'il plût à la cour lever le murement du temple dudit lieu de La Mothe, ordonné par ledit arrêt du 26 janvier dernier, et ouïs et interrogés en ladite cour, lesdits *Badin*, *Paudin*, *Brunet* et *Prioleau*, sur sa cause d'appel et cas à eux imposés.

Tout considéré, LADITE COUR, sans s'arrêter aux requêtes, faisant droit sur l'appel desdits *Badin*, *Paudin* et *Anne Brunet*, sa femme, ensemble sur celui interjetté sous le nom d'*Isaac Ferruyau* et consorts, a mis et met icelle appellation et sentence de laquelle est appelé au néant, émendant pour [les] cas résultant du procès, ordonné que l'édit du mois de juin 1680 sera exécuté; ce faisant, a interdit pour jamais l'exercice de la R. P. R. dans le lieu de La Mothe Saint-Héray, enjoint auxdits *Badin*, *Paudin* et sa femme de garder et observer ledit édit, leur fait défense et à tous autres d'y contrevenir sous les peines y apportées, condamné iceux, *Paudin* et sa femme, solidairement à cinquante livres d'amende applicables au pain des pauvres prisonniers de la conciergerie du Palais, et a renvoyé ledit *Prioleau* de l'accusation contre lui intentée, et sursis au jugement du procès à l'égard dudit *Chauffepied*, jusqu'à ce qu'il se soit représenté aux pieds de ladite cour, conformément à l'arrêt du 16 janvier dernier, fait défense audit juge de

Saint-Meixent de condamner à l'avenir les accusés aux dépens, lorsqu'il n'y aura que le substitut du procureur général du roi de parties. — Fait en parlement, le 20 février 1682.

Signé DONGEOIS.

Pour copie, Vogué, procureur du roi à Saint-Meixent.

[Notification.]

Vous, les ministres et les anciens du consistoire de la R. P. R., qui s'exerçait ci-devant au bourg de La Mothe Saint-Héray, à la requête de Mr le procureur général du parlement de Paris, poursuite et diligence de Mr son substitut du procureur du roi au bailliage et siège royal de Saint-Meixent, lequel, pour l'exécution des présentes, a élu domicile en sa maison [située] proche le château, en la paroisse de Saint-Léger dudit Saint-Meixent, signifie l'arrêt dudit parlement dont la copie est, des autres parts, datée du 20 février dernier, afin que vous n'en ignoriez et que vous n'ayez à contrevenir audit arrêt, qui interdit pour jamais l'exercice de la R. P. R. audit bourg de La Mothe.

Vous déclarent que si vous faites quelque chose en contraire, il sera procédé contre vous ainsi qu'il appartiendra. — Fait par cédule des présentes délaissée au domicile d'*Isaac Ferruyau*, un desdits anciens, demeurant au bourg de La Mothe, avec injonction de le faire savoir auxdits ministres et autres anciens du consistoire qui étaient ci-devant de ceux de la R. P. R. audit bourg de La Mothe, en parlant à la fille dudit *Ferruyau*, ancien, par moi, sergent royal assigné, résidant audit bourg de La Mothe, reçu et immatriculé au siège royal de la ville de Melle, le unzième jour de mars 1682, en présence de Louis Lefort et Gabriel Mérieot, sergents ordinaires du marquisat dudit lieu de La Mothe, y demeurant, mes témoins et assistants, qui se sont avec moi soussignés, avant midi :

MÉRIEOT, L. LEFORT, GAY.

PLAINTES DES FIDÈLES DU REFUGE.

1686.

La pièce qu'on va lire fut publiée, « pour remplir quelques pages blanches, » à la fin du petit volume intitulé : *La Séduction éludée, ou Lettres de M. l'évêque de Meaux à un de ses diocésains qui s'est sauvé de la persécution, avec les Réponses qui y ont été faites, et dont la principale est demeurée sans réplique* (s. d. n. l.; sur la copie imprimée à Berne en Suisse), in-18 de 96 p. Ces lettres avaient été écrites par Bossuet à M. de Vrillac, bailli de la Ferté-sous-Jouarre (V. *Bulletin*, t. II, p. 442), réfugié en Hollande, et les réponses étaient de la plume de Jean Rou, l'auteur de ces intéressants Mémoires, dont nos lecteurs connaissent déjà quelques extraits et qu'ils liront bientôt en leur entier (*Ibid.* t. III, p. 488. et t. IV, p. 634). La publication de cette correspondance est censée faite par une tierce personne

à qui elle avait été communiquée. — Ce recueil étant rare, nous croyons devoir lui emprunter les strophes suivantes, qui ne sont certainement pas sans caractère et sans valeur, et qui pourraient bien être de Jean Rou, quoique rien ne l'indique positivement. Elles portent ce titre :

PLAINTES DES FIDÈLES PERSÉCUTES,

MAIS QUI MARQUENT LEUR RÉSIGNATION A LA PROVIDENCE DIVINE.

1686.

I.

Que le vent souffle, que l'orage
Contre nous exerce sa rage ;
Que la mer en courroux fasse écuimer ses flots
Contre la fragile nacelle ;
Qu'on l'agite toujours par d'injustes complots ;
Puisque Jésus est avec elle,
Il lancera les vents, et nos pauvres troupeaux,
Abordant sûrement en des climats nouveaux,
Pâîtront en quelque lieu sous ce Berger fidèle.

II.

Que Satan unisse à ses forces
Du monde et de la chair les flatteuses amorcees,
Qu'il fasse contre nous agir mille ressorts ;
De ces trois conjurés et de tous leurs complices,
Un cœur bien affermi méprise les efforts !
Mourir pour Dieu sont des délices ;
Et quand, dans ces grands sacrifices,
Par une vive foi l'âme soutient le corps,
C'est dans les plus cruels supplices
Que les héros chrétiens se montrent les plus forts.

III.

Au débris de nos tabernacles,
Dont au peuple on fait des spectacles,
Qu'on joigne, si l'on veut, les prisons et les fers,

Dieu se fera de pierres vives
Une église au milieu des plus affreux déserts,
Et, sur de plus heureuses rives,
D'autres temples étant ouverts
A nos familles fugitives,
Leurs langues et leurs voix aujourd'hui si captives
Béniront hautement le Dieu de l'univers.

IV.

Sion ne peut être détruite ;
A quelque extrémité que puisse être réduite
L'Eglise où le Dieu fort plante ses pavillons ,
Si nous prions , si nous veillons ,
Si nos cœurs à ses lois cessent d'être rebelles ,
Ses anges par milliers nous couvrant de leurs ailes ,
Nous mettront à l'abri des plus fiers tourbillons ,
Et de l'enfer ému les plus noirs bataillons
N'auront point de pouvoir sur nos troupes fidèles.

V.

Grand prince , en qui l'Europe admire ,
Des vertus qu'on ne peut décrire ,
Et qui de nos amours sont les nobles objets ;
Souffre qu'avec respect mon zèle ose te dire
Que la rigueur que l'on t'inspire
Contre tes fidèles sujets ,
Est un piège qu'on tend aux illustres projets
Qui te mènent là droit au trône de l'Empire.

VI.

En nous perdant tu romps la digue
Qui s'oppose à l'injuste ligue
Que forme contre toi la race des Césars.
Contre la secrète cabale
Si funeste à la France , à nos rois si fatale ,
Nos pères ont été les plus fermes remparts ,

Et leurs fils dans le champ de Mars
Te suivant fièrement de victoire en victoire,
Ont essuyé mille hasards
Qui leur ont mérité quelque part en ta gloire.

VII.

Que ta justice et ta clémence
L'emportent donc sur ta puissance,
Dans tes arrêts et tes édits.
Des temples abattus, des pasteurs interdits
Sont une triste récompense
De tant de sang versé pour la gloire des lys;
Mais si j'en crois mon espérance,
Un jour nos vœux seront ouïs,
Et, l'Astre qui luit à la France
Versant sur nos troupeaux une douce influence,
Les cachots les plus sourds, de nos chants réjouis,
Annonceront la délivrance
Que j'attends de la Providence
Et des grandes vertus qui couronnent Louis.

ÉTATS DE NOUVEAUX CONVERTIS NON CONVERTIS

ET DE MARIAGES CLANDESTINS

ANNOTÉS PAR MONSIEUR DE GAP

1737.

En 1737, l'évêque de Gap envoya à M. de Maillebois, gouverneur de la province du Dauphiné, deux listes de *protestants obstinés*, comme il les appelle : l'une contenant les noms des *officiers municipaux* encore attachés à la religion réformée, l'autre indiquant les *particuliers* qui s'étaient récemment mariés suivant les rites du calvinisme, ou qui s'étaient montrés notoirement hostiles au catholicisme. Nous publions ces deux listes d'après les originaux conservés aux archives du département des Hautes-Alpes avec les apostilles mises en marge par M. de Maillebois. — CH. CH.

N° 1. État des officiers municipaux du diocèse de Gap, obstinés dans le calvinisme.

PAROISSE D'ORPIERRE.

<i>Le destituer.</i>	David Maigre, de Pontreynière, maire. Louis Maigre, consul.
<i>Faire examiner les certificats qu'il doit avoir fournis en se faisant recevoir.</i>	Joseph Maigre, des Boisteles, nottaire royal.
<i>Le destituer.</i>	André Deschamps, médecin-chirurgien, secrétaire de la communauté.
<i>Les destituer, et en mettre des autres.</i>	{ Paul Michel, distributeur du tabac. { Anne Fayet, distributrice du tabac.

PAROISSE DE CHABOTTES.

<i>Ecrire au seigneur d'en mettre un autre.</i>	Henri Mazet Laverne, châtelain. Pierre d'Aleizette, consul.
---	--

PAROISSE DE SAINT-ANDRÉ EN BEAUCHÈNE.

Jean OEdoul, consul.

PAROISSE DE LA BAUME DES ARNAUDS.

	Louis Tatin, consul. Jean Roux, consul.
<i>Ecrire au seigneur de l'Oster.</i>	Jean-Franç. Evêque, lieutenant de châtelain.

PAROISSE DE DOZANS.

David Autran, consul.

PAROISSE DE LAGRAND.

Pierre Lombard, consul.

PAROISSE DE SERRÉS.

Antoine Ruelle, consul.

PAROISSE DE SIGOTYER.

<i>Ecrire au seigneur de le destituer.</i>	Grangier, châtelain.
--	----------------------

PAROISSE DE MONTMAUR.

<i>Ecrire au seigneur de le destituer.</i>	Boisset, châtelain.
--	---------------------

PAROISSE DE TRESCLÉOUX.

Pierre Vercüeil, consul.

PAROISSE DE SAINTE-EUPHÉMIE.

	Louis Nicolas, consul. Claude Noble, consul.
<i>Voir ses certificats de catholicité. Qu'il les rapporte.</i>	Joseph Viau, nottaire et secrétaire.

PAROISSE DE SAINT-AUBAN.

Jean-Baptiste de Lachau, châtelain, nottaire,
contrôleur des actes et distributeur du sel.
Jean Autran, consul.
Antoine Brunet, greffier.

*Ecrire à M. de St-Auban.
pour le destituer.
Id.*

Etienné Besson, procureur d'office.
François Besson, trésorier.
Maigre, médecin-chirurgien.

PAROISSE DE CORNILLON.

*Ecrire au seigneur de le
destituer.*

Jean-François Autran Duteroud, châtelain.

PAROISSE DE MONTEBRAND.

Jean Blayn, consul.
André Pascal, secrétaire.

**N° 2. État des mariages clandestins faits en dernier lieu dans
le bourg de Serres, paroisse du diocèse de Gap.**

Claude Giraud, fils à feu Jean, et de feüe
Claire Chagnard, mariés clandestinement.
a épousé Marie-Anne Barillion, fille d'An-
thoine.

Jacques Chagnard, fils à feu Jacques et de
feüe Chevandier, mariés clandestine-
ment, a épousé Claire Chagnard, fille à feu
Jean et de feüe Claire Chagnard, aussi
mariés clandestinement.

*Leur ordonner, de ma part,
de se rendre à Grenoble
dans 8 jours.*

Jean Faure, fils à feu Jean et de feüe Cathe-
rine Fie, mariés clandestinement, a épousé
Claire Rey, fille de Louis et de feüe Claire
Verdety, aussi mariés clandestinement.

Les susdits mariages ont été bénis par un
prêtre inconnu, à qui l'on a donné 240 livres.

Jean Faure; fils de François, du bourg de
Serres, a mené à Genève la nommée Eliza-
beth Almeras, fille de Jean, charpentier de
profession, de la paroisse d'Orpierre, ou
il l'a épousée, et habite actuellement avec
elle dans ledit lieu de Serres.

PAROISSE DE ROYANS.

Jean Faure et Magdelaine Alméras, mariés,
empêchent Jean Faure, leur fils, âgé d'en-
viron 14 ans, de faire son devoir de catho-
licité, et le retiennent à la campagne. Il a
toujours assisté à la sainte messe et aux
offices divins, au grand contentement du
S^r curé du lieu et de tous les paroissiens
catholiques.

*Leur ordonner de laisser
leurs enfants faire leur
devoir.*

PAROISSE DE TRESCLÉOUX.

*Le faire venir et élever à la
Propagation, à Grenoble.*

Gaspard Clavel, âgé de 44 ans, fils de feu Anthoine et de feüe Marie-Anne Magnan, est entre les mains de ses parents calvinistes très obstinés, qui l'élèvent dans leur fausse religion, quoique par les instructions que lui a donné (*sic*) le Sr curé du lieu, ledit Gaspard Clavel fût porté à professer la religion catholique.

PAROISSE DE CHABOTTES.

Les faire mettre en prison.

Jean et Jacques Vacher Lacombe, frères, ayant leur mère malade, n'ont point fait avertir le curé du lieu, et étant morte, ils l'ont fait ensevelir furtivement.

—

L'évêque de Gap, paraît-il, eut des scrupules. Il hésita à suivre à la lettre les instructions du gouverneur du Dauphiné. Il inclinait à la douceur, et s'attira un jour à cet effet les reproches de M. de Maillebois. Dans cette occasion, il écrivit au gouverneur, pour lui proposer de suspendre les mesures de rigueur; voici la réponse de M. de Maillebois :

A Grenoble, ce 12 septembre 1737.

J'ay reçu, Monseigneur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire de Gap, le 2 du courant, par laquelle vous me proposez de suspendre l'exécution des articles pour lesquels j'avois envoyé des ordres à M. Céas, à la réserve de ceux qui regardent Jean Faure et Claire Rey, de la paroisse de Serres, et l'autre de Jean et Jacques Vacher Lacombe, de la paroisse de Chabottes, jusqu'à ce que j'aye reçu réponse aux lettres que j'avois écrit sur ces matières à nos ministres.

Comme je les ay reçu depuis, et qu'elles me paroissent conformes aux vûes que nous avons concertées, je crois que vous pouvez faire aller en avant le Sr Céas quand vous le jugerés à propos, ne pouvant me persuader, par le contenu des réponses, que l'on ait des reproches à essayer sur les destitutions qui sont mentionnées dans mes apostilles. Au surplus, si vous jugés convenable d'en différer quelques-unes, vous en serés bien le maître, et je ne peux mieux faire que de m'en rapporter à ce que vous jugerés nécessaire.

Nous sommes instruits, il y a déjà du temps, par M. le chancelier et M. de Muis, des arrangemens que la cour prend pour établir dans

cette province quelques maisons de la Propagation, mais vous savez que ces sortes d'établissements éprouvent toujours un grand délai entre le projet et l'exécution, et comme en matière d'opinion on ne peut remédier trop tôt aux premières impressions, je crois, si vous le jugés nécessaire (*sic*), que vous pouvés toujours envoyer icy le nommé Gaspard Clavel, du lieu de Trécléoux, parce qu'il y a dans la maison de la Propagation de cette ville des garçons aussi bien que des filles. Il y en a actuellement quatre, et nous y pouvons garder celui que vous enverrez jusqu'à ce que l'établissement de pareilles maisons soit fait chez vous, sauf à l'y renvoyer après, quant il sera en règle.

Vous aurés la bonté de m'informer des ordres dont vous aurés prescrit l'exécution au Sr Céas, et dès que j'auray mis en règle la lettre-circulaire que l'on m'a chargé de vous écrire et à Mr l'évêque de Dye, tant au sujet des mariages irréguliers que des autres abus dont nous nous sommes entretenus, je vous en feray part et vous prieray de m'en mander votre avis.

En attendant, je vous renouvelle l'assurance de tous le sentiments avec lesquels je suis, etc.

Signé : DE MAILLEBOIS.

LETTRE PASTORALE DE PAUL RABAUT

ÉCRITE DU DÉSERT AUX RÉFORMÉS DE NÎMES

1757.

Au XVIII^e comme au XVI^e siècle, les réformés de France ont fait voir maintes fois qu'ils savaient mourir. Aussi bien savaient-ils obéir aux lois de leur pays, lorsque ces lois n'étaient point incompatibles avec celles qu'ils tenaient pour divines, et même prier pour leurs persécuteurs et leurs bourreaux. De tout temps ils rendirent à César ce qui appartient à César, pourvu qu'ils pussent rendre d'abord à Dieu ce qui appartient à Dieu. *Au désert et sous la croix*, ils auraient pu se dispenser peut-être de rendre à Louis XV (*le bien-aimé!*) ce qui appartenait à Louis XV; — eh bien! *sous la croix et au désert*, voyons-les prier pour ce monarque, à l'occasion de la tentative d'assassinat de Damiens.

« Au commencement de l'année 1757, dit Ch. Coquerel (t. II, p. 244), Louis XV fut frappé, sous les voûtes mêmes de son palais, par Damiens. Cet assassin obscur n'avait pas même l'énergie de son crime. Ce fut vainement que l'on essaya de rattacher à un fanatisme politique ou religieux l'action

d'un fou presque stupide. Mais cette démence tragique agita profondément la France. Les Eglises du désert se donnèrent la peine de publier sur-le-champ leurs protestations contre les maximes prétendues qui avaient guidé le bras du régicide... L'évêque de Grenoble donna beaucoup d'éloges à cette espèce de mandement de son collègue du désert. »

Ch. Coquerel n'a pas cru devoir analyser cette pièce imprimée, et n'a pas jugé « nécessaire de redire, d'après elle, que les Eglises du désert avaient « en horreur le forfait de Damiens. » Il ne nous paraît pas inutile de la reproduire textuellement, avec son titre exact, telle que nous l'a communiquée M. Philippe Roget, de Genève.

LETTRE-CIRCULAIRE adressée aux protestants de France, pour célébrer un jour d'actions de grâces et d'humiliation extraordinaire, à l'occasion de l'atteinte sacrilège faite en la personne sacrée de Sa Majesté, et de son heureux rétablissement.

MES TRÈS CHERS ET BIEN-AIMÉS FRÈRES EN N. S. JÉSUS-CHRIST,

Dans ces jours de deuil et d'affliction, nous venons mêler nos larmes avec les vôtres. Qui l'eût cru, qui eût osé seulement le soupçonner, qu'il se trouveroit un mortel qui porteroit la scélératesse jusqu'à percer le sein d'un Roi chéri de ses peuples, et qui faisoit son étude et ses délices de leur bonheur? D'aussi noirs attentats ne sont pas, il est vrai, sans exemple; mais notre siècle ne paroissoit pas fait pour en fournir de nouveaux, le progrès des sciences ayant, sinon éteint, du moins subjugué le fanatisme. Le fait n'est pourtant que trop certain. Un monstre à figure humaine a osé porter une main sacrilège sur l'Oint du Seigneur, et Louis le Bien-Aimé ne serait plus, si la bonne et sage Providence, veillant pour ses jours, n'eût empêché le barbare d'achever le régicide qu'il avoit prémédité et exécuté en partie.

La consternation, l'horreur, la douleur profonde dont vous avez été saisis, mes chers frères, en apprenant cet événement fatal, font l'apologie de vos sentiments, et sont une suite des principes dans lesquels vous avez été nourris et élevés. Abreuvés aux pures sources des saintes Ecritures, on vous a inculqué dès votre enfance, que les rois sont les images vivantes de la Divinité; que leur autorité est d'autant plus respectable, qu'ils la tiennent de Dieu même; que leur résister c'est résister à un ordre que Dieu a établi, et que ceux qui le font attirent la condamnation sur eux (Rom. XIII, 1, 2, 5); que par consé-

quent on doit leur être soumis, non-seulement par la crainte de la punition, mais aussi par un motif de conscience (Matth. XXII, 21); que si notre premier devoir est de rendre à Dieu ce qui appartient à Dieu, le second est de rendre à César ce qui appartient à César (1 Pierre II, 17); de sorte que la devise d'un bon protestant est : *Craindre Dieu et honorer le Roi.*

Votre conduite, mes chers frères, est une conséquence de ces principes. En vous acquittant envers Dieu, qui est le Roi des rois, des devoirs que vous impose l'Evangile, vous rendez à notre auguste monarque la vénération et l'obéissance qui lui sont dues. Sa personne sacrée vous est chère et respectable; sa conservation, son honneur, la prospérité de son règne sont l'objet de vos plus ardentés prières. Et si en certains cas des considérations supérieures vous mettent dans la fâcheuse nécessité de désobéir à ses ordres, à peu près comme Daniel se vit forcé de désobéir à ceux du roi Darius, vous pouvez dire à Sa Majesté comme ce prophète disait au roi de Perse : *Nous avons été trouvés innocents devant Dieu; et même à votre égard, ô roi, nous n'avons commis aucune faute.*

Animés de ces sentiments, attachés à Sa Majesté, autant par inclination que par devoir, vous n'avez pas eu besoin, mes chers frères, qu'on vous ait excités à détester l'infâme assassin de notre bien-aimé monarque, et à pleurer ce Roi digne d'un meilleur sort. Quand le cœur est fermé à certains sentiments, il les exprime naturellement et sans réflexion. Un enfant bien né, qui apprend qu'on a attenté à la vie de son père, éprouve à l'instant l'horreur la plus forte et la plus amère affliction. Telle est la source des mouvements divers dont vous avez été agitez, et des larmes qu'on vous a vu répandre.

Périssent l'auteur de l'action exécrable qui cause nos gémissements et nos craintes! Puissent ses abominables complices être découverts et punis comme ils le méritent! Ce ne peut être qu'à l'école du diable qu'il a puisé les affreuses maximes qui ont conduit son cœur et sa main. Chérissons toujours plus, mes chers frères, la Parole de Dieu, dont les saintes règles ne tendent pas moins à la sûreté des rois qu'au bonheur des sujets; non-seulement elle ordonne de les respecter, de leur obéir, de leur payer le tribut, de prier Dieu pour eux (Prov. XXIV, 21; Rom. XIII, 1, 7; 1 Tim. II, 2); elle défend même de parler mal (Exode XXII, 28) de leurs personnes. Un des caractères qu'elle donne des faux docteurs, c'est qu'ils mépriseront les puissances, qu'ils parle-

ront mal des dignités (2 Pierre II, 10). Nous y trouvons l'exemple de David, qui, bien qu'oïnt par le prophète Samuel pour être roi à la place de Saül, que Dieu avoit rejeté, pouvant aisément ôter la vie à ce dernier, et y étant même sollicité par ses gens, leur fit cette sage réponse : *Que l'Eternel me garde de commettre une telle action contre mon seigneur, l'oïnt de l'Eternel, en mettant ma main sur lui, car il est l'oïnt de l'Eternel* (1 Sam. XXIV, 7).

Grâces à Dieu, vous n'avez pas besoin, mes chers frères, d'être munis contre la doctrine diabolique, qu'il est permis en certains cas d'assassiner les rois. Notre confession de foi, nos catéchismes, les ouvrages de nos docteurs, la conduite que nous avons tenue dans les circonstances les plus délicates, l'aveu même de nos ennemis, tout rend témoignage à la pureté de notre créance et de nos sentiments. En matière de fidélité pour le souverain, nous le disputerons toujours aux plus zélés de nos compatriotes; nous sommes aussi bons Français qu'ils peuvent l'être, l'illustre maison de Bourbon ne nous est pas moins chère et respectable qu'à eux.

Toute la terre sait que nos ancêtres en furent le plus ferme appui; leur sang coule dans nos veines; ils se sacrifièrent pour Henri le Grand, nous sommes prêts à nous sacrifier pour Louis le Bien-Aimé.

Bénissons Dieu, mes chers frères, de ce qu'il n'a pas permis que l'infâme assassin de notre auguste monarque ait pu consommer son crime; il vit encore, ce cher prince, et l'on nous donne lieu d'espérer une prompte et entière guérison. Quel sujet d'actions de grâces au Seigneur! Que de maux, que de sanglots épargnés à la famille royale et à tout le royaume! Joignons à nos actions de grâces les prières les plus ferventes pour l'entier rétablissement de Sa Majesté, pour la conservation de sa personne sacrée, pour la prolongation de ses jours et la prospérité de son règne. Demandons aussi au Seigneur qu'il conserve de même précieusement Sa Majesté notre auguste Reine, Monseigneur le Dauphin, Madame la Dauphine, toute la famille royale et tous les princes du sang.

Et afin que notre dévotion se fasse avec plus d'ordre et d'unanimité, nous avons, de concert avec le Consistoire de cette Eglise, choisi lundi prochain, 17^e du courant, pour nous humilier extraordinairement devant Dieu.

Nous exhortons tous les fidèles confiés à nos soins de suspendre au jour marqué leurs occupations ordinaires, pour vaquer uniquement à

la prière, ainsi qu'à la lecture et à la méditation des choses saintes. Nous les exhortons surtout à *lever vers le ciel des mains pures* (1 Tim. II, 8), accompagnant le sacrifice de leurs prières de celui d'un *cœur froissé et brisé* (Ps. LI, 19), qui peut seul nous faire *aprocher avec confiance du trône de la Grâce pour obtenir miséricorde et pour être secourus dans le besoin* (Hébr. IV, 16). Dieu veuille garantir son oint, sauver son peuple et bénir son héritage. Amen. Je suis, avec une affection vraiment pastorale,

Mes très chers et bien-aimés frères en Jésus-Christ,

Votre très humble et très obéissant serviteur
au Seigneur,

PAUL RABAUT, pasteur.

P. S. Les Psaumes XX, XXI, LXXII et LXXXIX sont convenables pour les circonstances.

A Nîmes, ce 14 janvier 1757.

« La terreur qui suivit la sinistre tentative de Damiens, ou peut-être les craintes chimériques qui agitaient Louis XV, eurent, dit Ch. Coquerel (*loc. cit.*), une influence avantageuse sur les Eglises du désert... » On ne comptait plus guère qu'une *cinquantaine* de religionnaires aux galères, et *deux douzaines* de captives à Aigues-Mortes!

NOTICES HISTORIQUES.

LES ANDROUET DU CERCEAU

ET LEUR MAISON DU PRÉ AUX CLERCS.

(1519-1615.)

Nos lecteurs connaissent déjà, par une communication relative à la demeure de Clément Marot (t. II, p. 232), les importants travaux que poursuit M. Ad. Berty, pour l'*Histoire topographique et archéologique de l'ancien Paris*. M. Berty a publié dans la *Revue archéologique* diverses études sur les anciens ponts, sur les enseignes, sur les deux Prés aux Clercs et la petite Seine, sur le territoire de Saint-Sulpice, etc. Sachant qu'il s'occupait des Androuet du Cerceau, nous avons mis à sa disposition les actes qui nous avaient été fournis par nos registres du temple de Charenton sur cette famille d'illustres architectes. M. Berty veut bien aujourd'hui nous communiquer l'article encore inédit qu'il lui a consacré.

Les Androuet du Cerceau et leur maison du Pré aux Clères.

Persone n'ignore combien sont rares les documents qui nous sont parvenus sur la vie des grands artistes français du XVI^e siècle, et combien sont entachées d'obscurités et d'erreurs la multitude de biographies qu'on en a faites. Plus que tous les autres peut-être, les Androuet du Cerceau ont donné lieu à des récits contradictoires et absurdes. Ils sont encore si mal connus que, récemment pour tout le monde, et aujourd'hui même pour le plus grand nombre, il n'y a qu'un Du Cerceau célèbre, Jacques, le graveur. A s'en rapporter à la plupart des biographes, c'est l'auteur du livre des *plus excellents Bastiments de France*, qui, né au commencement du règne de François I^{er}, aurait donné les plans du Pont-Neuf en 1578, bâti l'hôtel de Bellegarde, lequel ne remontait pas au delà de 1615, voire même celui de Bretonvilliers d'une trentaine d'années au moins plus moderne, ce qui impliquerait tout simplement une longévité d'environ un siècle et demi.

En 1843, un architecte, à la fin de sa longue carrière, Callet, qui s'était pris de belle passion pour Du Cerceau, et avait réuni un magnifique œuvre de ce maître, publia une notice où, réfutant une partie des erreurs de ses devanciers, il fit voir que Jacques Androuet avait eu un parent, Baptiste Androuet, avec lequel on l'avait presque toujours confondu, et donna sur tous les deux plusieurs renseignements nouveaux et curieux (1). Pour confirmer d'ailleurs quelques-unes de ses assertions, il renvoya à certains mémoires du temps, où l'on ne trouve pas aisément (si toutefois on l'y trouve vraiment) ce qu'il dit y exister. Quant au reste de ses affirmations, même les plus capitales, il ne cita absolument rien à l'appui. Il est clair que Callet, peu habitué à traiter des matières historiques, a donné, et nous le prouverons, comme des faits avérés, le résultat de suppositions gratuites faites sans doute avec une entière sincérité, mais sous l'influence d'une sorte d'infatuation sénile dont les traces sont très sensibles. Callet ne paraît pas non plus avoir soupçonné qu'un troisième et même un quatrième Du Cerceau avait joué un grand rôle parmi les anciens architectes français. En somme, il n'a encore rien paru sur cette famille des Androuet, qui ne laisse infiniment à désirer sous le rapport de la quotité et de l'exactitude des renseignements; et cette circonstance nous justifiera, nous l'espérons, de mettre au jour ceux qui vont suivre. Ils sont loin, nous le reconnaissons, d'apprendre tout ce que l'on souhaiterait savoir, mais ils éclaireissent plusieurs points restés jusqu'ici parfaitement obscurs et sont incontestablement aussi authentiques que possible. Au surplus, nous ne nous proposons nullement d'écrire une biographie; notre but est uniquement de ne pas laisser subsister plus longtemps de déplorables méprises à l'endroit de deux des plus grandes illustrations artistiques de notre pays, et de fournir quelques matériaux inédits et précis à celui qui se sentira capable d'entreprendre leur intéressante histoire.

(1) *Notice historique sur la vie et les ouvrages de quelques architectes français du XVI^e siècle*. Paris, 1842. in-4^e avec fig.

Le lieu et la date de la naissance de JACQUES ANDROUET, sieur DU CERCEAU, sont mal connus. Cette circonstance que ses premières gravures furent publiées à Orléans, a fait croire qu'il était originaire de cette ville ; il l'était bien plus probablement de Paris même, car dans la *Bibliothèque Française* (in-f°, 1584, page 475) de La Croix du Maine, son contemporain, on lit : « Jacques Androuet, *Parisien*, surnommé Du Cerceau, qui est à dire cerele, « lequel nom il a retenu pour avoir un cerceau pendu à sa maison, pour lare-
« marquer, et y servir d'enseigne (ce que je dis en passant, pour ceux qui
« ignoreroyent la cause de ce surnom). » Le renseignement semble fort concluant. Quant aux ascendants de Jacques Androuet, rien n'apprend ce qu'ils ont été. Son père travailla avec Joronde au château de Gaillon en 1505, dit Callet, qui invoque à ce propos un passage du *Joyage pittoresque* en Normandie. Pour apprécier jusqu'à quel point Callet était dépourvu de critique, il suffit de jeter un coup d'œil sur le passage allégué, où il n'y a rien qui se puisse interpréter ainsi : et l'on ne rencontre pas davantage quelque chose de semblable dans les comptes du château de Gaillon, publiés par M. Deville.

Si l'on voulait encore en croire Callet sur sa simple parole, Jacques Androuet aurait été âgé de soixante-trois ans en 1576, et conséquemment serait né en 1513 ; mais cette date, qui ne manque pas de vraisemblance, n'est rien moins que certaine, car il faut admettre que si Callet l'avait vue consignée quelque part il en aurait fait part à ses lecteurs, et il est muet à cet égard. On en est donc réduit aux conjectures, et l'on est seulement autorisé à dire que, puisque antérieurement à l'apparition, en 1549, de son premier ouvrage signé, Du Cerceau en avait déjà composé un anonyme, il ne saurait être né plus tard que 1520 ; d'un autre côté, diverses présomptions, et surtout son livre imprimé à Turin en 1584, ne permettent pas de reporter sa naissance beaucoup au delà.

La gravure paraît être à peu près l'unique moyen par lequel Du Cerceau attirait sur lui l'attention publique. Il se donne, il est vrai, à lui-même le titre d'architecte ; mais c'est assurément une question de savoir s'il a jamais justifié ce titre autrement que par des travaux graphiques. Pour notre part, nous en doutons beaucoup ; car nous constatons que de tous les monuments qui lui sont communément attribués, il n'en est aucun où il soit indubitablement pour quelque chose, fait qui a passé jusqu'à ce jour inaperçu, et sur lequel il nous serait aisé d'insister en accumulant les preuves, si nous n'avions cette confiance que la suite de la présente notice rendra cette précaution inutile. Puis, ce qui nous préoccupe surtout, du moins pour le moment, ce ne sont pas les œuvres des Du Cerceau, ni les détails de leur vie artistique : c'est la distinction qu'il convient de faire entre eux, et qui n'a jamais été faite. Sans donc nous arrêter à l'énumération de ses recueils de planches, dont quelques-unes sont des chefs-d'œuvres de goût et d'invention, et sans discuter les épisodes apocryphes de sa laborieuse existence, nous passerons sans transition aux questions relatives à l'individualité trop longtemps méconnue de Jacques Androuet.

Jacques Androuet, est-il dit partout, mourut à l'étranger, et Callet assure, toujours sans rien citer pour le démontrer, que sa mort eut lieu en 1592, à Turin. Nous ne savons rien de cet événement, mais nous avons trouvé dans les archives de l'ancienne Université, plusieurs actes notariés se rapportant à une maison de la rue du Colombier (Jacob), qui établissent de la manière la plus incontestable qu'en 1602 existait à Paris un Jacques Androuet Du Cerceau, contrôleur et architecte des bâtiments du roi. Celui-ci était-il le même que Jacques le graveur, ou serait-ce son fils (car tout autre degré de parenté est moins admissible)? Examinons-le.

On sait que comme Jean Cousin, Jean Goujon, etc., les Du Cerceau appartenaient à la religion réformée (1), dont les publications de la *Société de l'Histoire du Protestantisme* et la *France protestante*, de MM. Haag, nous font aujourd'hui connaître les adeptes français les plus distingués. Or, un document du plus haut intérêt, les registres de l'Eglise réformée de Paris au XVII^e siècle, document longtemps cherché, a été enfin découvert par les soins du président de la Société, M. Ch. Read, qui a bien voulu nous en communiquer des extraits, avec cette libéralité du travailleur sérieux qu'anime toujours le désir de voir la vérité surgir, d'où qu'elle vienne. Nous trouvons dans ces notes précieuses diverses données, qui, réunies à celles que nous ont fournies les archives de l'Université, jettent un tel jour sur la question que nous venons de poser qu'elles permettent de la résoudre.

Nous constatons effectivement que Jacques Du Cerceau, l'architecte du roi en 1602, fut parrain, en 1606, du fils d'un nommé Legros; qu'il vivait encore au mois d'avril 1614; mourut le 11 septembre de cette même année, et fut enterré au cimetière Saint-Père (2). Ainsi si c'eût été le même que celui qui naquit au plus tard en 1520, il eût été presque centenaire au moment de sa mort, circonstance très exceptionnelle, contraire aux probabilités, et que d'autres rendent encore plus difficile à admettre.

Dans le second volume *des plus excellents Bastiments de France* qui porte la date de 1579, Du Cerceau dit : « La vieillesse ne me permet pas de faire telle diligence que j'eusse fait autrefois, » et dans l'épître au roi, de son *Livre d'architecture*, paru en 1582, il parle de ses « vieux ans. » Est-ce là le langage d'un homme que la vie ne doit abandonner que trente-deux ans plus tard?

Enfin, nous voyons, par les titres de l'Université, que Marie Malaper, la femme du Jacques Androuet de 1602, laquelle vivait encore en 1634, comme l'atteste une déclaration passée en son nom, était assez jeune lorsqu'elle

(1) Dans les comptes de la reine, en 1585, un « M^r Jacque Cerceau » figure au nombre de ses aumôniers; mais nous ignorons si ce Jacques Cerceau appartenait à la famille des Androuet. (Voir, aux arch. de l'Emp., le registre KK 116, f^o 26 r^o.)

(2) Ce cimetière, dont il est mainte fois parlé dans les titres de l'abbaye Saint-Germain, au XVI^e siècle, avait été concédé aux protestants peu de temps après l'Edit de Nantes. Le 9 juillet 1685, le roi le donna à l'hôpital de la Charité. Supprimé avec les autres cimetières de Paris, il a été transformé en propriété particulière, et l'emplacement en est maintenant occupé par la maison n^o 30 de la rue des Saints-Pères.

devint veuve, pour épouser un sieur de Courcelles en secondes noces. Que la veuve d'un homme ayant pu compter dix-neuf lustres, eut vécu plus de vingt ans après lui, ce serait assurément fort surprenant ; mais que cette femme eût été assez loin de la caducité pour prendre un second époux, ce serait quelque chose de par trop extraordinaire. Aussi cela n'a-t-il pas eu lieu ; car Marie de Malaper eut du Jacques Androuet auquel elle fut unie, deux filles, dont l'une appelée Marie, comme elle, et qui épousa, au mois d'avril 1627, Elie Bédé, sieur des Fougerais, régent de la Faculté de médecine, mourut le 24 décembre 1630, à l'âge de quarante ans ; ce qui équivalait à dire qu'elle était née en 1610. Les titres étant parfaitement précis à ce sujet, il devient matériellement certain que Jacques Androuet, le graveur, n'est pas le même que l'homonyme qui mourut en 1614, car on ne devient point père à quatre-vingt-dix ans, à moins d'appartenir à la race des patriarches. Il y a donc infailliblement eu deux Jacques Androuet notables, et cette circonstance est peu faite pour diminuer la perplexité de ceux qui chercheraient à déterminer avec exactitude la part que chacun des membres de cette famille a pu prendre aux divers constructions de son époque, matière sur laquelle on n'a guère, jusqu'aujourd'hui, débité que des fables.

Marie Du Cerceau eut au moins trois enfants : un fils Henri, mort le 31 décembre 1615, à l'âge de deux ans, et deux filles : Louise, morte le 20 septembre 1638, à l'âge de cinq ans, et Anne, morte le 28 avril 1651, à l'âge de vingt ans. Celle-ci était sans doute la filleule de sa tante, deuxième fille de Jacques Androuet, laquelle nommée aussi Anne, s'était mariée au mois d'avril 1634, à Jean d'Eusquerque, secrétaire d'ambassade des états-généraux. Quant à la lignée mâle de cette branche, nous ne possédons qu'un renseignement : le 1^{er} juin 1665, une Marie Androuet Du Cerceau mourut, qui était fille de Marie Béliart et d'un Jacques Androuet, orfèvre. Ce Jacques, orfèvre, doit être le frère de Marie et d'Anne Du Cerceau ; mais nous n'en connaissons rien (1), non plus que d'un Paul Androuet Du Cerceau, architecte, qui vivait en 1660, et a gravé des cahiers d'ornements, publiés par Poilly. Il est à penser que la nombreuse famille des Du Cerceau a quitté la France après la révocation de l'Edit de Nantes.

Le second des Du Cerceau, par ordre chronologique et aussi par ordre de réputation est BAPTISTE ANDROUET.

M. le duc de Nevers, historien contemporain, dit Callet, rapporte qu'en 1575 Henri III, voulant faire construire une maison de plaisance près de Paris, en chargea un nommé Magny ; mais que, s'étant aperçu du peu de talent de ce dernier, il lui substitua Baptiste, alors fort jeune, qui travaillait chez Magny en qualité de dessinateur ; et telle fut l'origine de sa faveur

(1) Au moment où nous corrigeons les épreuves de cet article, M. Ch. Read nous signale des extraits qui lui parviennent, des registres de l'Eglise de Bois-le-Roi, près de Fontainebleau, et nous y voyons Jacques Androuet, l'époux de Marie Belliard, qualifié de bourgeois de Paris ainsi que de *receveur*, et mentionné comme le père de quatre enfants aux prénoms de François, d'Anne-Marie, de Pierre et de Baptiste, lesquels, à l'exception du dernier, sont dits être morts en très bas âge.

auprès du roi. Dans les deux exemplaires des *Mémoires* du duc de Nevers que nous avons consultés, il n'est pas d'indication d'un fait pareil. Néanmoins l'anecdote de Callet porte un cachet de vérité qui nous dispose à admettre qu'elle n'est point, comme tant d'autres de ses dires, le fruit de sa seule imagination. Quoi qu'il en soit, il est sûr que Baptiste Androuet fut architecte de Henri III. Dans un acte du 7 novembre 1585 où il figure comme preneur au nom de ce prince, il est qualifié de « vallet de chambre dudict sire (1) et ordonnateur général des bastiments de Sa Majesté » (2). Germain Brice (t. IV, p. 459 de l'édition de 175) dit que sa place de surintendant lui valait 6,000 livres d'appointements, et Lestolle, qui l'appelle aussi « architecte du roi, » ajoute que c'était un « homme excellent et singulier dans son art » (Ed. Michaud, p. 493), dans le passage où il raconte qu'au mois de décembre 1585, Du Cerceau prit congé du roi, aimant mieux « quitter... ses biens que de retourner à la messe. » C'est effectivement Baptiste, et non point Jacques, qui fut le héros de cette aventure si souvent répétée. La preuve, c'est que Lestolle ajoute qu'il laissa là « sa maison qu'il avoit nouvellement bastie avec grand artifice et plaisir, au commencement du Pré aux Clercs, et qui fust toute ruinée sur lui. » Or, cette maison, comme nous le dirons plus loin d'après les titres de propriété, fut construite par Baptiste, et ne passa à un Jacques Androuet qu'en 1602 (3).

C'est également Baptiste qui commença les travaux du Pont-Neuf. Sur ce sujet, le témoignage de Brice est encore confirmé par celui de Lestolle, qui s'exprime ainsi : « En ce mesme mois de may (1578) fut commencé le Pont-Neuf... sous l'ordonnance du jeune Du Cerceau, architecte du roy. » Cette épithète de « jeune » ne saurait s'appliquer à Jacques, qui, nous l'avons déjà fait remarquer, dès 1579, faisait allusion à sa vieillesse.

Si Baptiste quitta Paris en 1585, il ne s'ensuit aucunement qu'il se réfugia à l'étranger. Comme tant d'autres protestants, il put chercher un abri dans quelque coin de la France, où ses coreligionnaires étaient assez nombreux pour se protéger par la force. Suivant Callet, en 1588 il fut obligé de s'éloigner de la capitale, ce qui établirait qu'il y était revenu ; mais Callet ne tient apparemment ce langage que par suite de son ignorance sur l'identité du Du Cerceau ayant renoncé à sa charge en 1585. Callet doit être bien plus dans le vrai lorsqu'il rapporte que Baptiste alla rejoindre Henri IV, après la mort de son prédécesseur. Il est hors de doute qu'il fut l'architecte de l'un comme il avait été celui de l'autre. La lettre de nomination de son fils aux mêmes fonctions, mentionne les services du père envers les « feuz roys. » Dans tous les cas, Baptiste ne jouit pas longtemps de ses fonctions

(1) Dans les comptes de la maison du duc d'Anjou, en 1580 (p. 208 r^o), un article est ainsi conçu : « Charles Androuet, dict Cerceau, aussi vallet de garde-robe de mon dict seigneur » (le duc).

(2) L'acte en question est relatif à l'acquisition de la maison où Henri III établit les Feuillants. (Arch. de l'Emp., S. 4165-6.)

(3) L'article, si bien étudié d'ailleurs, de la *France protestante*, a reproduit l'erreur que nous venons de réfuter : il ne pouvait en être autrement.

de surintendant des bâtiments, lorsqu'il put les exercer dans leur plénitude; car il ne vécut pas jusqu'au mois de mars 1602, époque où sa veuve, Marie Raguidier, vendit sa maison du Pré au Cleres, en possession de laquelle il dut être réintégré immédiatement après que Paris eut ouvert ses portes à Henri IV, et qu'il fit probablement relever de ses ruines.

Nous avons vainement essayé d'éclaircir quel était le lien de parenté qui unissait Baptiste Androuet à Jacques. Ce dernier était-il son oncle, ce que nous serions le plus disposé à croire? Était-il son frère, ce qui semble très possible, malgré la différence d'âge? Serait-ce enfin son propre père, ainsi que l'assure Callet, suivant son habitude, sans en donner la moindre preuve, et en ne se basant que sur la similitude des noms? De toutes ces hypothèses, cette dernière nous paraît la moins satisfaisante, tout ce que nous entrevoyons sur cette matière tendant à l'infirmier. Si Baptiste était le fils de Jacques, comment supposer qu'il eût été apprendre son art chez un étranger aussi peu distingué que Magny, au lieu d'étudier sous les yeux de son père? Comment ne trouve-t-on aucune indication de ce lignage remarquable, même dans les documents où il serait si naturel qu'il en fût fait mention, par exemple, dans les transactions de 1602, stipulées par Marie Raguidier, « en son nom et comme tutrice de ses enfants, » qui eussent été les petits-fils de l'acheteur, ou tout au moins ses neveux? Plus on réfléchit à ce sujet, moins on incline à accepter l'opinion de Callet.

Baptiste, en mourant, laissa plusieurs enfants mineurs; l'un d'eux avait nom :

JEAN ANDROUET. C'est le quatrième et le dernier qui ait acquis une grande notoriété. Le 30 septembre 1617 il fut nommé architecte de Louis XIII, en remplacement d'Antoine Mestivier, récemment décédé. L'acte qui constate le fait exclut toute ambiguïté. Il y est énoncé que « le roy... voulant reconnoistre envers Jean Androuet, dit Du Cerceau, *fils de feu Batiste Androuet* Du Cerceau, son père, les services des feuz roys; bien informé aussi de la suffisance dudit Du Cerceau fils, Sa Majesté luy a donné la charge d'architecte, de laquelle estoit pourvu ledit Mestivier, et lui a accordé la somme de cinq cents livres de gaiges... voulant que ledit Du Cerceau soit doresnavant employé ès estats des officiers servants de ses dits bastiments. » (1)

De même que Baptiste Androuet avait été choisi pour jeter les fondements du Pont-Neuf, son fils Jean fut préféré pour bâtir le Pont au Change moderne, reconstruit en pierre de 1639 à 1647 (Brice, t. IV, p. 333). Nous ne savons du reste s'il conduisit sa tâche à bonne fin; car nous ignorons quand il mourut. Rien ne nous est parvenu non plus sur ses héritiers, et l'on peut douter qu'il en ait eu de directs, lorsqu'on rapproche cette ab-

(1) La pièce est signée Louis, et au-dessous, *Lominie*. Elle se trouve au département des manuscrits de la Bibliothèque impériale, et nous en devons la communication à l'obligeance de M. Haureau, qui l'a rencontrée en poursuivant le cours de ses savantes investigations, ayant pour but la continuation du *Gallia christiana*.

sence totale de renseignements du nombre de ceux qu'on est à même de citer sur la branche des Jacques Du Cerceau.

Le dernier Jacques Androuet qui se soit occupé d'architecture étant mort en 1614, il est à penser que c'est à Jean qu'il faut attribuer les diverses constructions postérieures à cette date, et auxquelles se rattache le nom de Du Cerceau, et particulièrement l'hôtel de Bretonvilliers, élevé pour Bénigne le Ragois de Bretonvilliers, lequel fit sa fortune sous le ministère du cardinal Mazarin (1).

Aux renseignements qui précèdent se bornent tous ceux que nous avons pu jusqu'ici réunir sur la famille des Du Cerceau. Puisse un plus heureux que nous résoudre définitivement la seule question importante que nous sommes contraint de laisser indécise : le degré de parenté entre l'auteur populaire des *plus excellens Bastimens de France*, et le premier possesseur de l'élégante habitation du petit Pré aux Clercs, dont il nous reste à parler.

Le petit Pré aux Clercs, dont tout le monde parle, comme du grand, sans le connaître, était un terrain de deux arpents et demi, disent les historiens, et de trois arpents trois quarts, suivant les plans que nous en connaissons, et qui fut donné en 1368, par l'abbaye Saint-Germain des Prés à l'Université, comme dédommagement de la portion du grand Pré aux Clercs prise pour y creuser un des fossés dont on entourait alors le monastère. Compris entre les deux chemins représentés actuellement par les rues du Colombier (Jacob) et des Petits-Augustins (Bonaparte); il s'étendait sur une longueur de 468 mètres le long de la première de ces rues, et sur une largeur de 76 mètres le long de la seconde (2). En 1540, l'Université voyant qu'il lui était plus onéreux qu'utile, résolut de s'en défaire, et l'aliéna à un nommé Pierre Lelerc. Celui-ci le bailla par parcelles à divers particuliers; mais, obligé de rétrocéder ses droits à l'Université en 1552, il laissa une portion du Pré, de 59 perches de superficie, à l'état de place vague. Cette portion, dont les dimensions ont été parfaitement conservées, est celle où s'élèvent les deux dernières maisons, vers l'ouest, de l'îlot circonscrit par les rues du Colombier, des Petits-Augustins et des Marais. Elle ne fut accensée qu'en 1565. Le 21 février de cette année, Alexandre Papin (ou Sapin), écuyer et seigneur de Beaulieu, en fit l'acquisition, à charge d'y bâtir avant cinq ans, et moyennant 2 sols parisis de cens et 12 livres de rente annuelle. Dans l'acte dressé à cette occasion, il est dit que « ladicte place de terre est à prendre du costé des fossez de l'abbaye Saint-Germain des Prez (3), depuis la maison

(1) Il y a eu un autre Jean Androuet, aussi architecte et parent de celui dont nous parlons; mais il est mort en 1644, à l'âge de 21 ans, et conséquemment n'a point eu le temps de se faire connaître. Il était natif de Verneuil-sur-Oise, et fils de Moïse Androuet et de Madeleine du Courty, personnages qui n'ont laissé aucun souvenir.

(2) Voir notre Notice sur les deux Prés aux Clercs, *Revue archéologique* du 15 octobre 1835.

(3) C'est-à-dire sur la rue du Colombier (Jacob).

appartenant aux héritiers feu Jean Bigaut (1), jusques à la première borne faisant séparation du grand et du petit Pré aux Clercs, le chemin entre deux, mise (la borne) et assize sur lesdits fossez, du consentement de ladite Université, suivant l'arrest de la cour du parlement, et tirant audict grand Pré, faisant séparation de ladite place et du champ tendant desdicts fossez à la rivière de Seyne (2), d'autre costé à la rue des Marais, depuis le coing du jardin desdicts héritiers Bigaut jusques audict grand champ qui faict séparation desdicts deux prés (3). »

Si Papin paya ses cens, il ne paraît pas qu'il observa de même la clause relative aux constructions à faire ; car lorsqu'il revendit son terrain, le 3 février 1584, à Christophe Le Mercier, maître maçon, il était encore vide ; et le nouveau preneur dut s'engager à y bâtir réellement dans l'année. Il le fit effectivement, mais seulement sur la moitié orientale de sa propriété dont l'autre moitié, celle qui faisait le coin de la rue des Marais, en même temps que de la rue du Colombier, et forme maintenant le n° 32 de la rue Jacob, fut cédée par lui le 11 novembre 1584, à Baptiste Androuet Du Cerceau, « architecte du roy ; » celui-ci y éleva aussi une maison, c'est celle que Lestoile dit avoir été « bastie avec grand artifice et plaisir. » La construction qui la remplace aujourd'hui est toute moderne, et rien n'y rappelle la résidence artistique dont elle a été précédée, et sur laquelle on ne possède aucun détail, le plan que Callet s'est imaginé avoir découvert n'offrant aucune coïncidence avec le terrain, rigoureusement maintenu encore, nous le répétons, dans ses limites primitives.

On peut croire qu'en choisissant, pour y fixer sa demeure, ce petit Pré-aux Clercs, que Théodore de Bèze appelle *la petite Genève*, Baptiste Androuet ne fut pas conduit uniquement par l'espoir d'y avoir de ses coreligionnaires pour voisins, mais qu'il y fut également décidé par la proximité du Pont-Neuf, dont il dirigeait les travaux. Situé alors hors des murs de la ville, le petit Pré aux Clercs devait être d'ailleurs un séjour favorable aux méditations d'un artiste (4). Les constructions n'y étaient point encore

(1) C'est la maison n° 28 rue Jacob, réunie à la maison n° 21 rue des Marais ; le terrain en fut accensé, le 7 mars 1546, à Jean Courjon.

(2) Rue des Petits-Augustins, ou Bonaparte, énoncée aussi à la ligne suivante, « chemyn qui fait séparation des deux prez. »

(3) Archives impériales, carton S. 6188. Il est également parlé de la maison de Du Cerceau dans un Mémoire imprimé en 1687, sans nom d'auteur, mais que nous avons vu attribuer à Pourchot, syndic de l'Université. Ce Mémoire est intitulé : *Mémoire touchant la seigneurie du Pré aux Clercs, appartenant à l'Université de Paris, pour servir d'instruction à ceux qui doivent entrer dans les charges de l'Université*. Il en est plusieurs exemplaires aux Archives impériales, l'un, entre autres, dans le fonds des Petits-Augustins, où nous l'avons vu dès 1854. Entre la rédaction et l'impression de cette notice, M. Ed. Fournier a publié l'opuscule de Pourchot dans ses *Variétés historiques et littéraires* (Biblioth. Elzév. de P. Jannet), et fort en barrassé, comme il l'avoue (t. IV, p. 121), pour en expliquer le passage relatif aux Du Cerceau, il a eu recours à la supposition d'une erreur de rédaction. Mais les actes notariés que nous avons relevés ne comportent pas une telle hypothèse.

(4) Un autre artiste célèbre du XVI^e siècle a également demeuré au petit Pré-aux Clercs, comme nous le montrerons dans un prochain travail.

nombreuses, et celles qui s'y voyaient, maisons de campagne ou tuileries rustiques, n'empêchaient pas la vue de s'y reposer sur la verdure des champs et des pâturages qui s'étendaient au loin le long de la rivière. On n'y entendait pas ce murmure fatigant de la foule affairée, se pressant dans les rues étroites de l'intérieur de Paris, et l'attention n'y était pas distraite par les cris de toute sorte dont retentissaient les quartiers industriels. Aux jours de fête, l'affluence des promeneurs donnait au paysage une animation qui, contrastant avec la tranquillité habituelle de ces régions, en rompait la monotonie sans en diminuer le charme. Placé sur la limite où le bourg Saint-Germain venait se fondre avec les terres en culture, le petit Pré aux Clercs offrait à ses hôtes le double avantage résultant du voisinage des champs et de la ville.

Nous retrouvons dans un titre de 1587 la mention de la maison de « Monsieur Du Cerceau, » mais cela ne démontre pas que son maître y fût revenu habiter. Saccagée après le départ de Baptiste, elle le fut probablement de nouveau et plus complètement, en même temps que les autres maisons du voisinage, lors du siège de Paris, et ce dut être dans un triste état qu'il la retrouva après la reddition de Paris, en 1594. Ce que nous en pouvons dire de plus, c'est qu'à la date du 23 mars 1602, la veuve de Baptiste Androuet, Marie Raguidier, la vendit au Jacques Androuet alors contrôleur des bâtiments de la couronne. Après la mort de celui-ci, sa femme, Marie de Malaper, qui en passa titre nouvel au terrier de l'Université, le 26 mai 1634, continua à en jouir jusqu'à ce qu'elle rejoignit au tombeau son premier époux, et la laissa en héritage à sa fille Marie Androuet. Cette dernière l'apporta en dot à son mari Elyc Bédé, il était lui-même, par un assez singulier hasard, propriétaire, avec son frère, de la maison voisine, vers l'ouest. Cette maison avait été acquise le 11 juillet 1602 par Jean Bédé, leur père, d'Antoinette Delaistre, veuve de ce Christophe Mercier auquel Baptiste avait, en 1584, acheté la moitié de son terrain. ADOLPHE BERTY.

MÉLANGES.

CHARLES IX A-T-IL TIRÉ SUR LES HUGUENOTS ?

La fenêtre d'où il aurait tiré existait-elle en 1572 ?

Dans un précieux petit volume intitulé : *L'Esprit dans l'histoire*, et où l'esprit abonde avec l'instruction, M. Edouard Fournier vient de passer en revue une foule de *mots* et de *faits* soi-disant historiques, dans lesquels il nous montre autant d'erreurs, de mensonges, de suppositions, de faussetés, dont il ferme la longue nomenclature par ce vers obligé :

Et voilà justement comme on écrit l'histoire !

Entre autres *faits* que M. Fournier déclare faux, supposés, erronés et

mensongers, il s'en trouve un qui se rapporte à la Saint-Barthélemy, et qui, à le tenir pour authentique, en augmente, s'il se peut, l'horreur. Il s'agit de savoir si Charles IX a, oui ou non, tiré de sa propre main sur les huguenots.

D'un autre côté, dans un récent feuilleton du journal *le Pays*, M. Méry, rendant compte du livre de M. Ed. Fournier, en faisant à ses redressements historiques les honneurs de la publicité quotidienne, a particulièrement insisté sur la réhabilitation de Charles IX *parte in qua*. Que M. Méry traite d'un ton léger et ironique ce point d'histoire assez sombre, qu'il en fasse la critique absolument comme s'il s'agissait du libretto de l'opéra des *Huguenots*, il y aurait mauvaise grâce à s'en étonner et à s'en scandaliser, puisque c'est ici un amusant hors-d'œuvre introduit par l'auteur dans une revue dramatique hebdomadaire, sous ce titre : *L'Histoire et le Théâtre*. Mais encore faut-il que MM. Fournier et Méry n'aient pas tort au fond, et que le fait auquel ils s'attaquent soit bien réellement démontré invraisemblable et impossible. Or, c'est là ce qui semble encore à démontrer, et l'opéra des *Huguenots* pourrait bien être moins imaginaire que leur thèse contraire. Telle est l'opinion que développe M. Aug. Bernard dans la lettre ci-après qu'il a bien voulu nous adresser.

Enfin, il se trouve qu'un de nos amis, qui n'a pas la prétention d'être archéologue, avait, il y a près de quinze ans, relevé la même hypothèse dans un ouvrage classique (1), et l'avait combattue dans le journal protestant *le Lien* (du 25 mars 1843), sous ce même titre : *Comment on écrit l'histoire*. Nous nous étions proposé, depuis longtemps, de poser à nouveau la question dans ce *Bulletin* et d'y reproduire ledit article. La lettre de M. Aug. Bernard nous en fournissant l'occasion, nous l'ajouterons, pour mémoire, aux divers morceaux dont il vient d'être fait mention, en attendant les renseignements ultérieurs qu'ils pourront appeler.

I. *Extrait de L'ESPRIT DANS L'HISTOIRE, de M. Ed. Fournier, publié en octobre 1856.*

« Charles IX a-t-il tiré sur les huguenots, le matin de la Saint-Barthélemy, comme on le répète partout ? Pour moi, je ne le crois pas ; les témoignages allégués, celui du gascon Brantôme, celui de ce marquis de Tessé qui, selon Voltaire, tenait le fait du gentilhomme même qui chargeait l'arquebuse du roi, n'étant pas, à mon avis, des preuves bien redoutables. L'abbé Coupé en a fait bon marché dans un article de ses *Soirées littéraires*, et je fais comme lui très volontiers.

« Ce n'est pas la petite diatribe de Prud'homme, dans ses *Révolutions de Paris*, où il est dit, par exemple, que Charles IX quittait une partie de

(1) *Analyse raisonnée d'histoire de France, sur le plan des manuels allemands*, par Petit de Baroncourt, professeur d'histoire au collège royal de Bourbon. Paris, 1851. In-8°, p. 286.

billard quand il prit sa carabine pour tirer sur les huguenots, qui me fera changer d'opinion. Le fameux décret de la Commune statuant, en date du 29 vendémiaire an II (20 octobre 1793), « qu'il sera mis un poteau infamant « à la place même où Charles IX tirait sur son peuple, » ne me convaincra pas davantage; et je ne me rendrai point parce que je saurai que ce poteau infamant, portant une inscription en lettres gigantesques, se vit très longtemps sur le quai, au-dessous de la fenêtre du cabinet de la reine, aujourd'hui la galerie des Antiques. Je sais trop bien que *toute cette partie du Louvre n'ayant été construite que vers la fin du règne d'Henri IV, il eût été assez difficile* que Charles IX pût s'être embusqué là pour *arquebuser* « aucuns dans les faubourgs Saint-Germain, qui se remuoient et se « sauvoient, » comme dit Brantôme.

« Un livre récemment publié déplace la scène, mais sans la rendre plus vraisemblable. Ce n'est pas du Louvre, c'est du Petit-Bourbon, qui était proche et dont la principale fenêtre donnait sur le quai de l'Ecole, presque en regard du bâtiment actuel de la Monnaie, que le roi aurait tiré. On acheva de détruire le Petit-Bourbon en septembre 1758, et c'est à propos de cette démolition que le livre dont je viens de parler, et qui n'est autre que le *Journal* de l'avocat Barbier (t. IV. p. 290), assigne au forfait royal ce nouveau théâtre :

« Le 20 de ce mois, y est-il dit, on a commencé à abattre l'ancien Garde-Meuble, rue des Poulies, sur le quai (1), dans lequel bâtiment était un balcon d'une ancienne forme, couvert et élevé, d'où Charles IX tirait avec une arquebuse sur le peuple le jour de la Saint-Barthélemy : on ne verra plus, ajoute Barbier, le monument de ce trait historique. »

« Il se trompait. Le peuple tient aux mensonges qu'il a caressés pendant des siècles. Quand on fait disparaître les lieux où il en avait étalé la mise en scène, il cherche ailleurs où les loger, où les faire mouvoir. C'est ainsi que pour celui qui nous occupe, le balcon du Garde-Meuble étant détruit, il fit choix de la fenêtre du cabinet de la reine, place nouvelle qui, de 1758 à 1793, avait été déjà consacrée par trente-cinq ans de commérages, lorsque la Convention vint à son tour la décréter authentique.

« Vous savez maintenant, et de reste, si elle pouvait l'être. Celle dont on lui cédait le rôle, la fenêtre du Petit-Bourbon, ne l'était pas davantage. Pour s'en assurer, il n'y a qu'à prendre au pied de la lettre le passage de Brantôme sur lequel se base toute l'accusation : « Quand il fut jour, y est-il dit, « le roi mit la tête à la fenêtre de *sa chambre...* » Où se trouvait la *chambre* de Charles IX? Au Louvre, et non pas au Petit-Bourbon.

(1) La rue des Poulies allait alors jusqu'au quai de l'Ecole, en longeant toute la colonnade du Louvre. (Voir *Paris démolí*, 2^e édition. Introduction, p. xxxviii, notes.)

« Un fait qui laisse ainsi dans le doute sur le lieu où il s'est passé est loin d'être bien avéré (1)... »

II. *Extrait d'un feuilleton de M. Méry (le Pays, n° du 4 novembre 1856).*

« ... Vient ensuite le tour de Charles IX ! M. Ed. Fournier nie l'arquebuse du balcon, malgré le décret de la commune, du 20 octobre 1793, lequel décret veut que Charles IX ait chassé aux huguenots le jour de la Saint-Barthélemy. Voici comment la chose s'est passée : Le roi se plaça au balcon d'un pavillon du Louvre qui n'existait pas ; il n'y avait pas de quais ; la Seine baignait les pieds du Louvre et de la Tour de Nesle, bâtie sur le terrain occupé aujourd'hui par l'Institut. Là, couraient pêle-mêle catholiques et huguenots, et à une distance assez grande du Louvre, car la rivière coulait alors dans toute sa longueur vagabonde. Or, Charles IX, le 24 août 1572, placé sur un balcon qui a été construit en 1608, distinguait parfaitement les huguenots sur l'autre rive, dans une de ces mêlées tumultueuses, comme Paris en montre toujours dans ces émeutes politiques, et il tuait adroitement les calvinistes sans blesser leurs fidèles voisins ; tour de force d'autant plus extraordinaire que les arquebuses venaient d'être à peine inventées (elles datent de 1550) ; et Dieu sait comme leur tir était juste, trois siècles avant la capsule et la carabine Minié. Le catholique avait, ce jour-là, plus de chance d'être tué que le protestant. Eh bien, la rectification si intelligente de M. Ed. Fournier n'a qu'un tort : elle arrive encore trop tard. Le tir à l'arquebuse de Charles IX subsistera éternellement dans la mémoire des hommes. Mirabeau a vu Charles IX tirer sur les protestants, du moins il a vu la fenêtre, ce qui est la même chose, et son fameux discours est une autorité irrécusable. La commune de Paris a consacré la phrase de l'orateur par une inscription lapidaire gravée sur le balcon de 1608. Allez vous inscrire en faux contre une inscription ! Le théâtre s'est emparé de Charles IX, et il n'a jamais oublié l'arquebuse, témoin, entre autres, ces vers (*montrant le balcon*) :

Placez-vous en ce lieu,
Et venez immoler les ennemis de Dieu.

Enfin, ce soir même, Raoul chante, pour la trois centième fois, ces harmonieux vers de l'opéra des *Huguenots* :

Du haut de son balcon j'ai vu le roi lui-même
Immoler ses sujets, qu'il devait protéger...

(1) Dans la première édition de son *Abrégé chronologique*, p. 238, le président Hénault avait donné créance à ce fait. Parlant de Charles IX et de la Saint-Barthélemy, il avait écrit : « Ce roi qui ce jour-là, dit-on, tira lui-même une carabine sur les huguenots, qui étaient ses sujets. » Ce *dit-on*, jeté prudemment au milieu de la phrase, prouvait que le président ne croyait guère à ce qu'il écrivait là. Aux autres éditions, il doutait encore davantage : il supprima tout le passage.

III. *Lettre de M. Aug. Bernard.*

Paris, 20 décembre 1856.

« Dans un récent article du *Pays* (n° du 4 novembre 1856) (1), M. Méry, qui est né archéologue, et qui à ce titre fait de l'histoire, tout comme M. Jourdain faisait de la prose; M. Méry, dis-je, rectifie un point important de l'histoire moderne. Se fondant sur un passage de M. Edouard Fournier, qu'il transforme en bénédictin, il prononce solennellement que Charles IX « n'a pu tirer sur les protestants lors de la Saint-Barthélemy, par la raison bien simple que le pavillon d'où l'on rapporte que ce prince donna la chasse à ses sujets n'aurait été construit qu'en 1608. » C'est donc justement qu'on a effacé la célèbre inscription qui avait été placée à l'époque de la révolution sur la fenêtre du prétendu *pavillon de Charles IX*, car tout ce qu'ont dit les historiens à ce sujet est faux.

« Pourtant il me reste quelques scrupules. D'abord M. Méry compare la Saint-Barthélemy à la révolution de juillet, pour l'excuser, sinon pour la justifier. Je ne comprends pas l'analogie qu'il y a entre ces deux faits. Il est bien vrai qu'en 1830, comme en 1572, c'était le roi qui était coupable; mais en 1830 ce n'est pas le coupable qui a triomphé, ce sont ses victimes: or des gens qui sont devenus vainqueurs en se défendant peuvent difficilement être pris pour des assassins, comme ceux de 1572, qui se ruaient sur des gens inoffensifs. Ensuite est-il bien logique de conclure que Charles IX *n'a pu tirer*, parce que le pavillon en question n'était pas construit en 1572?

« Si Charles IX n'a pu tirer *de ce pavillon*, n'a-t-il donc pu tirer d'un autre pavillon tout voisin, avec lequel on l'aurait confondu? Mais, avant tout, est-il donc bien certain que ce pavillon n'était pas construit en 1572? M. Méry, d'après l'autorité qu'il invoque, l'affirme sans preuve! Il aurait dû nous dire dans quel auteur contemporain il a puisé son renseignement. N'aurait-il pas pris par hasard un remaniement pour une construction? A ce compte le pavillon de Charles IX ne daterait que de 1851, époque où l'on a changé la balustrade!

« Quant à moi, il me semble que ce pavillon *ne pouvait pas ne pas exister en 1572*, et voici mes raisons:

« 1° Le corps de bâtiments auquel il appartient, construit par l'architecte Jean Bulant (*mort en 1572*), par ordre de Catherine de Médicis (*morte en 1589*), offre sur le jardin de l'Infante un avant-corps qui le partage juste dans le milieu, et il n'est pas permis de supposer qu'on avait mis du côté du Louvre six croisées, et seulement quatre ou cinq du côté de la rivière;

« 2° Catherine de Médicis avait déjà fait commencer, avant 1572, la grande galerie qui unit le Louvre aux Tuileries (1), et l'on ne peut admettre cette

1) « Davantage ont esté par ladite dame encommencez quelques accroissements

construction sans admettre en même temps l'existence du pavillon auquel elle vient se souder :

« 3^e enfin, Androuet du Cerceau fait figurer ce pavillon sur l'un des plans du Louvre, insérés dans le premier volume de son grand ouvrage des *plus excellents Bastiments de France*, dédié à Catherine de Médicis elle-même (1), et l'on ne peut détruire ce témoignage matériel, à moins de prouver qu'Androuet du Cerceau était un illuminé, qui nous donnerait ses visions pour des faits accomplis.

« Sans doute, tout cela n'établit pas que Charles IX a tiré sur les protestants, mais cela prouve que l'argument principal sur lequel on se fonde pour nier le fait n'a point de consistance. Je dis l'argument principal, car on en invoque d'autres ; mais qui ne sont pas plus solides. Ainsi M. Méry croit réfuter l'accusation en disant qu'il n'y avait point alors de *quai* le long du Louvre, et que Charles IX « n'aurait pu distinguer sur l'autre rive du fleuve les protestants des catholiques. » C'est là, certes, une pitoyable argumentation : car, s'il n'y avait pas de quais, il y avait des grèves, il y avait de pauvres fuyards qui traversaient la rivière en nageant ! — Quant à la prétendue impossibilité de distinguer un protestant d'un catholique d'une rive à l'autre, et à l'impossibilité plus grande encore, suivant M. Méry, d'atteindre les gens de si loin sans une carabine Minié, il faut être... poète et... provençal, pour oser mettre sérieusement en avant de pareils arguments. Quoi ! il eût été impossible de distinguer, du pavillon de Charles IX aux pavillons de l'Institut, de pauvres fugitifs à peine vêtus et sans armes, poursuivis par les sicaires armés de pied en cap, et qui les signalaient par leurs cris sauvages ? Quoi ! il eût été impossible d'atteindre ces malheureux à la distance de deux cents pas, car le pont des Arts n'a pas davantage de longueur ? M. Méry connaît certainement bien des gens moins habiles à la chasse qu'une tête couronnée, qui se feraient forts d'abattre à cette distance, et avec un bon fusil ordinaire, un objet moins gros qu'un homme. J'ai vu moi-même, de mes yeux vu, en juillet 1830, plusieurs personnes tuées dans la rue Guénégaud et sur le quai de la Monnaie, par les Suisses placés à la colonnade du Louvre. c'est-à-dire à une distance double, quoique les carabines Minié fussent alors aussi inconnues qu'en 1572.

de galleries et terrasses, du côté du pavillon, pour aller de là au palais qu'elle a fait construire et édifier au lieu appelé les Tuileries. » (*Le premier volume des plus excellents Bastiments de France*, par Androuet du Cerceau, in-fol. 1576, fol. 3 recto.) Voilà qui est clair, je pense. Seulement, on voit qu'à l'époque de Charles IX le bâtiment en question était surmonté d'une terrasse, à la mode italienne. Ne serait-ce pas l'addition du comble qu'il a aujourd'hui qu'on aurait pris pour une construction *ab ovo* ? Voyez, au reste, les détails que j'ai donnés sur le Louvre à la fin du XVI^e siècle, dans les *Procès-verbaux des états généraux de 1593*, p. 758 et suiv. (Coll. des docum. inédits de l'hist. de Fr., in-4°, 1842.)

(1) Comme on peut le voir dans la note précédente, ce beau livre parut en 1576, mais il avait demandé plusieurs années à son auteur.

« J'engage M. Méry à chercher de meilleurs arguments, car en histoire les rimes et les chansons ne suffisent pas. Quand on s'en mêle, il faut, autant que possible, des raisons concluantes.

« Veuillez agréer, etc.

AUG. BERNARD. »

IV. *Extrait de l'Analyse raisonnée de l'Histoire de France de M. Petit de Baroncourt, publiée en 1851.*

« ... Le massacre se propage de ville en ville, à Orléans, à Rouen, à Lyon, à Toulouse, comme les Vêpres siciliennes. Plusieurs gouverneurs sauvent les calvinistes en empêchant l'insurrection. Mais il n'y eut point de messages royaux (?); et la lettre de Charles IX au vicomte d'Orthez est évidemment apocryphe (?). Il en est de même des coups d'arquebuse que le roi aurait tirés par une fenêtre du Louvre : la fenêtre n'était pas bâtie. Ces bruits, propagés par les passions, ne se trouvent même pas dans les récits des calvinistes. C'est Brantôme qui a entendu dire que le roi arquebusait ses sujets; mais cet écrivain est dépourvu de toute autorité; il se trouvait à Angoulême au moment du massacre. Le jeune Sully, qui y fut compromis, n'en dit pas un mot dans ses Mémoires. »

V. *Extrait d'un article du journal LE LIEN (25 mars 1844) sur le passage qui précède.*

« Après avoir *expliqué*, nous pourrions dire *excusé*, par la « nécessité politique » et par la « légitime défense » le massacre de la Saint-Barthélemy (1), à la manière des historiens qui excusent par la raison d'Etat les actes sanglants de la Convention nationale (2), l'auteur résume les différents faits et dit, page 286 : « Le massacre se propage de ville en ville, etc., etc. » Ainsi, on le voit, M. Petit de Baroncourt donne un démenti formel à tous les historiens, même catholiques, qui nous ont transmis, sur la foi d'un témoignage contemporain, le crime imputé à Charles IX; il efface d'un trait de plume tout ce qu'on a écrit jusqu'à lui, et pourquoi? parce que c'est Brantôme qui rapporte le fait, parce que les protestants n'en ont pas fait

(1) En novembre 1834, le feuilleton du *Journal des Débats* avait dit : « Entre « catholiques et protestants, on s'est prévenu, voilà tout. » Un journal catholique, *l'Univers religieux*, s'empressa de relever, tout joyeux, ces paroles qui réhabilitaient (avec raison, selon lui) la Saint-Barthélemy et en faisaient presque un événement ordinaire; — et plus bas, dans la même colonne, le même journal s'étonnait qu'on osât faire l'apologie de 93!

(2) M. Lacordaire, qui n'est pourtant pas historien, mais qui est abbé et dominicain, a dit du haut de la chaire de Notre-Dame de Paris, dans son sermon du 14 février 1841, en parlant de la « sainte et glorieuse Ligue » : « Quand on sauve la nationalité d'un peuple... TOUTES LES FAUTES SE PERDENT DANS LA GLOIRE! » — *Quand on sauve la nationalité d'un peuple!* Comme c'est bien là, en effet, le fait de la Ligue! O dérision! *Toutes les fautes se perdent dans la gloire!* O honte!

[*Réd.*]

mention, et enfin, parce que, selon lui, la fameuse fenêtre du Louvre n'existait pas encore. Nous aurions beaucoup à dire sur ces affirmations et sur ces inductions. Contentons-nous de leur opposer quelques preuves et quelques autorités. D'abord, sur le fait de la fenêtre, rappelons que les premiers travaux des Tuileries datent de 1564, que le Louvre existait avant les Tuileries, que la Saint-Barthélemy est de 1572, et renvoyons d'ailleurs le lecteur à l'*Histoire de Paris*. Sur le degré de crédibilité qui appartient à Brantôme, nous ne saurions partager l'opinion émise par M. Baroncourt. Il sait que Brantôme vécut dans l'intimité de Charles IX qu'il aimait, qu'il raconte franchement et naïvement ce qu'il a vu, sans donner jamais l'éloge ni le blâme, sans même songer si ce qu'il raconte est à blâmer ou à louer; mais que s'il se permet d'être léger sur les sujets légers, il est au contraire fort sérieux pour les choses sérieuses et ne plaisante point quand il parle de la destinée de Marie Stuart ou de tout autre événement grave. Voici du reste son propre récit : « Quand il fut jour, le roi mit la tête à la fenêtre de sa chambre, « et voyant aucuns dans le faubourg Saint-Germain, qui se remuaient et se « sauvaient, il prit une grande arquebuse de chasse qu'il avait, et en tirait « tout plein de coups à eux, mais en vain, car l'arquebuse ne tirait si loin; « incessamment criait : *Tuez, tuez.* » Brantôme ne s'inquiète pas autrement de ce fait, et c'est là le langage de la vérité.

« On lit dans les notes de la *Henriade* (1) : Plusieurs personnes ont entendu conter M. le maréchal de Tessé que, dans son enfance, il avait vu un gentilhomme âgé de plus de cent ans, qui avait été fort jeune dans les gardes de Charles IX. Il l'interrogea sur la Saint-Barthélemy et lui demanda s'il était vrai que le roi eût tiré sur les huguenots : « *C'était moi, Monsieur,* répondit le vieillard, *qui chargeais son arquebuse.* » A moins de faire de Charles IX un mythe et de la Saint-Barthélemy une fiction, il faut pourtant se rendre à des attestations contemporaines et oculaires, et il faut d'autant plus s'y rendre que ce sont des attestations catholiques. Il semble au moins singulier de conclure, comme M. Baroncourt, de ce que les calvinistes n'en disent mot, que les catholiques, intéressés à se taire, ont calomnié.... Aussi pensons-nous que le désir de rectifier a emporté trop loin M. Baroncourt, et que tous les historiens catholiques qui ont accepté le simple et affreux récit de Brantôme, ont eu raison, à commencer par M. Audin, dans sa remarquable *Histoire de la Saint-Barthélemy*, et M. de Chateaubriand dans ses *Etudes historiques* (2). Nous pourrions multiplier ici

(1) Sur ces vers du chant II :

« Que, dis-je! ô crime, ô honte! ô comble de nos maux!
Le roi, le roi lui-même, au milieu des bourreaux,
Poursuivant des proscrits les troupes égarées,
Du sang de ses sujets souillait ses mains sacrées... »

(2) Certes, si le récit avait été susceptible de réfutation, et si la Saint-Barthé-

les noms à l'infini sans oublier celui de Mirabeau. Non, ce ne fut pas seulement un beau mouvement d'éloquence, lorsque le grand orateur s'écria, dans la séance du 13 avril 1790, sur la proposition de décréter la religion catholique religion d'Etat : « Rappelez-vous, Messieurs, qu'ici, de cette même tribune où je vous parle, je vois les fenêtres du palais » (*les yeux et le geste tournés vers le côté droit*) « dans lequel des factieux, unissant des intérêts temporels aux intérêts les plus sacrés de la religion, firent partir de la main d'un roi des Français l'arquebuse fatale qui donna le signal de la Saint-Barthélemy ! » (1)

RÉTABLISSEMENT DU CULTE RÉFORMÉ

A OBERSEEBACH ET SCHLEITHAL, EN BASSE ALSACE

PAR ARRÊT DU 11 DÉCEMBRE 1780.

Si, dans la lettre précédente, nous avons vu que Rittel commençait à se défier de son avocat, l'épître suivante, du 20 mai 1779, de la main de Lesbiche, est encore plus explicite à cet égard : « Les pièces sont, comme j'ai eu l'honneur de vous le marquer, sur le bureau de Sa Majesté. Je n'ai, jusqu'à présent pu en avoir aucune réponse, malgré les espérances que me donnait journellement mon avocat. Il s'est soi-disant transporté plusieurs fois à Versailles, et jamais il n'a pu m'en donner aucune nou-

lemy avait pu être innocentée ou expliquée, voilà deux historiens qui n'étaient pas hommes à en laisser échapper l'occasion. Mais M. Audin en dépeint l'horreur avec le plus grand talent; M. de Chateaubriand, de son côté, la flétrit en des termes que l'on ne peut oublier : « Cette exécrable journée ne fit que des martyrs; elle donna aux idées philosophiques un avantage qu'elles ne perdirent plus sur les idées religieuses, et en rendant les catholiques odieux elle augmenta la force des protestants. » Dans une note de ses *Etudes historiques*, l'un de ses plus remarquables ouvrages, M. de Chateaubriand dit encore : « Je ne donne presque aucun détail sur la Saint-Barthélemy, en voici la raison : Buonaparte avait fait transporter à Paris les archives du Vatican, immense et précieux trésor qui, bien fouillé, pourrait changer en grande partie l'histoire moderne. Quoi qu'il en soit, quelques recherches dans ce dépôt sur l'époque de la Saint-Barthélemy, m'ont mis en possession des dépêches de Salviati, alors chargé d'affaires de la cour de Rome à Paris. Ces dépêches, en grande partie chiffrées, avec la traduction interlinéaire, sont d'un grand intérêt. Je les publierai peut-être un jour, en y joignant, par forme d'introduction, l'histoire complète de la Saint-Barthélemy. » [Quel dommage, si M. de Chateaubriand est mort sans avoir mis ce dessin à exécution ! *Réd.*]

(1) Il est vrai que M. Ed. Fournier ne voit dans ces paroles « qu'une belle phrase sur un fait mensonger » (*L'Esprit dans l'histoire*, p. 230); mais c'est là la question même que nous soumettons de nouveau à qui de droit. Il paraît du reste, que, quant à l'idée, Mirabeau en fut redevable à Volney, bon écrivain, mauvais diseur, et, selon un pamphlet du temps, « l'un des plus éloquents orateurs muets de l'Assemblée nationale. Ainsi nous l'apprend M. Fournier; mais qui, plus qu'un orateur tel que Mirabeau, a le droit de prendre son bien où il le trouve, et ses inspirations d'où qu'elles lui arrivent? Ces sortes d'emprunts, avec consentement du prêteur, étaient alors assez fréquents, dit lui-même M. Fournier, qui en cite de curieux exemples.

« velle, sinon que j'aie à prendre patience. Fatigué de toutes ces belles
« promesses, et au désespoir de voir que, par ses voyages, il me coûtait
« de l'argent inutilement, je l'ai prié de rester tranquille, car je crois qu'il y
« allait pour ses affaires et pour son plaisir, et non pour nos intérêts. D'un
« autre côté, un de nos ministres que j'ai consulté et auquel j'ai conté mes
« peines, m'a demandé de soixante à quatre-vingts louis, pour parvenir au
« but que nous nous proposons. Cette somme m'a tellement épouventé, que
« j'étais tout à fait désespéré et déterminé à revenir à la maison; mais j'ai
« heureusement fait la connaissance d'un jeune homme non intéressé et véridique, qui m'a ouvert une route bien plus facile et la seule par laquelle nous
« parviendrons à nos fins, c'est-à-dire celle de présenter un placet, avec un
« mémoire bien motivé de notre triste situation et de notre juste demande,
« à M. Necker, contrôleur général des finances de toute la France, et qui
« est aujourd'hui le bras droit du roi. Quelque temps après, j'ai obtenu
« son audience, ayant mon interprète avec moi. Il m'a dit qu'il avait écrit
« une lettre de sa propre main au ministre, M. Amelot. J'ai eu soin de faire
« une honnêteté à son secrétaire. Ayant appris que cette affaire regardait
« personnellement le prince de Montbarey, ministre ayant le département
« de la basse Alsace, je me suis de nouveau adressé à M. Necker, par un
« placet encore plus touchant que le premier, et lui ai demandé une lettre
« pour le prince de Montbarey, comme il m'en a accordé une pour M. Ame-
« lot; ce qu'il m'a non-seulement octroyé, mais promis de lui en parler, et
« même au roi. Je ne doute plus qu'ayant une aussi puissante protection,
« nous ne parvenions à la fin de nos disgrâces. Lorsque ce digne ministre
« aura examiné l'affaire, le tout reviendra à M. de Campi, qui est porté d'in-
« clination à nous rendre service. Je suis, grâce à Dieu, un peu plus tran-
« quille qu'il y a quelque temps, étant dans un aussi bon chemin. Faites, de
« votre côté, en sorte que je m'y maintienne, en m'envoyant de l'argent. Il ne
« me faut pas les soixante ou quatre-vingts louis qui m'ont été demandés; mais
« il me faut, de toute nécessité, distribuer une couple de louis d'un côté et
« une couple de l'autre. Par ce moyen, les portes me seront ouvertes. Comme
« j'ai toute l'obligation de cette route, qui est la plus courte et la plus sûre,
« à mon interprète, qui n'épargne ni peine, ni voyage, et qui veut savoir la
« vérité par la bouche du ministre, je vous prie de lui faire passer quelque
« chose dans la lettre de change que vous m'enverrez, en attendant que nous
« puissions le récompenser plus amplement, lorsque l'affaire sera terminée,
« ce que j'espère obtenir sous peu, par la grâce du Seigneur, ayant actuel-
« lement la plus grande espérance. Si je m'étais fié à mon avocat, nous n'eus-
« sions jamais vu fin à cette affaire. »

Suit une série de lettres où Rittel, découragé par les lenteurs de Paris, par les lamentations de sa femme, le peu d'empressement de ses mandataires

à lui envoyer de l'argent, et les soupçons qu'il nourrit contre MM. de Silvestre, de Pfeffel et de Baer, déclare qu'il veut revenir dans son pays; mais où la promesse de l'intendant, d'examiner sur les lieux la demande des réformés d'Oberseebach et de Schleithal, lui fait oublier son chagrin pour donner d'utiles conseils à ses confrères, qu'il engage à tenir bon contre leurs adversaires, à revendiquer leur droit à l'Eglise et au traitement du pasteur par la dîme, et où il leur promet la protection de M. et de Madame Necker, auxquels il compte parler. On voit que l'espérance renaît dans son cœur, et ce ne fut certainement que pour s'assurer un nouveau moyen de succès, que sa crédulité lui fait écrire, le 1^{er} juillet 1779, à son frère Ulrich et à Michel Voltz : « Je vous informe que j'ai fait connaissance ici d'un bourgeois de
« Strasbourg, nommé Jean-Georges Daether, chapelier de son métier, qui
« vient de gagner un procès, pour le payement des frais duquel il lui faut
« six cents florins, lesquels, par une obligation passée devant notaire, il
« veut m'emprunter pour six mois, en m'assurant un bénéfice de six mille
« florins, à prendre sur les cent mille écus qui lui reviennent de son procès,
« et dont on voudrait lui escamoter la moitié, parce que, pauvre, il est hors
« d'état de payer l'arrêt rendu. Dans sa détresse, il s'est adressé à moi et
« m'a communiqué ses pièces, qui sont bonnes. Il m'a proposé le marché
« par amitié et parce qu'il connaît ma triste position. Nous mangeons tous
« les jours ensemble, je n'ai pas d'autre société que la sienne, et je sais son
« affaire. Voyez, chers frères, si vous voulez venir à son secours, et consi-
« dérez que ce serait un excellent moyen de payer nos frais et de me tirer
« d'embarras : nous partagerions le bénéfice. Ce cher ami m'a toujours
« donné de bons conseils. Si vous m'en croyez, vous m'enverrez cet argent,
« dussiez-vous l'emprunter. Je vous en supplie, ne me refusez pas ce ser-
« vice, et procurez à notre cause ce grand secours. Prenez vos informations
« à Strasbourg, et vous n'aurez plus de doutes; car Daether fera encore un
« héritage de quatre millions en Hollande. Mon hôte lui procurerait cet ar-
« gent, s'il le voulait; mais son tendre attachement pour moi le porte à m'ac-
« corder la préférence. »

Par une apostille, le bourgeois de Strasbourg certifie le contenu de la susdite lettre, qui ne paraît pas avoir produit l'effet désiré, car Rittel meurt dans la misère, sans que Daether, qui lui est resté fidèle, fasse rien pour l'en tirer. Quoi qu'il en soit, si Rittel s'est laissé attraper par le chapelier, le plus souvent nous le voyons déployer une perspicace activité. Il multiplie le nombre de ses protecteurs, parmi lesquels il commence à compter M. de Dietrich, depuis maire de Strasbourg et victime de son patriotisme pendant les mauvais jours de la Révolution. Il sait ce qui se passe à Paris, à Versailles, en Alsace. Il avertit ses confrères de se défier des belles paroles qu'on leur donne, de se procurer telle pièce qui leur manque, de veiller et

d'avoir confiance en lui. Une transaction avec le gouvernement, pressentie par M. de Pfeffel, lui répugne. Il veut l'exécution pure et simple des anciens traités, et se passerait d'un pasteur réformé, plutôt que d'accorder les baptêmes, les mariages et inhumations aux curés catholiques. Les pressentiments de M. Pfeffel, qu'il soupçonne d'avoir peur du clergé romain, ne l'inquiètent, au surplus, que médiocrement et beaucoup moins que les lenteurs de l'intendant d'Alsace, qui n'envoie pas son avis, car il est sûr de la cour, qui, selon lui, est favorable à ses intérêts, et non-seulement aux siens, mais à ceux de la totalité des protestants du royaume; de sorte qu'il n'est pas éloigné de se considérer comme l'instrument de la Providence, pour l'émancipation des calvinistes en France. « Pourquoi, écrit-il, le 23 septembre 1779, à ses confrères et au pasteur Schimmer, pourquoi l'avis de l'intendant n'arrive-t-il pas ? Allez chez M. le Treize Hennenberg, et priez-le de vous accompagner chez l'intendant, afin que nous voyions la fin de cette affaire. S'il y avait un obstacle, faites-le-moi connaître, et je l'aurai bien-tôt écarté, car M. de Campi vient de demander à l'intendant les pièces que j'attends avec impatience. Une fois ces pièces ici, le reste ira tout seul, car je suis épaulé par un grand nombre d'hommes puissants, qui me donnent les meilleures espérances. Je sais que la moitié de la cour est réformée et que le roi est pour nous ; les pasteurs réformés se montrent partout sans être inquiétés, et il est question de rendre leurs églises aux calvinistes, ou de les autoriser à en construire de nouvelles. Ce qu'il y a de certain, c'est que, dans ce moment, on construit une église réformée à Paris. Dernièrement, je me suis reposé sur un banc devant un hôtel ; les laquais sont venus s'asseoir à côté de moi, et, comme ils m'ont interrogé, je leur ai raconté mon histoire. Le cocher m'a confié que c'était sa maîtresse qui faisait construire l'église dont je viens de vous parler, et il m'a assuré que si mon affaire finissait bien, je recueillerais à Paris plus de trois mille florins pour couvrir mes frais, vu que tous les grands seigneurs étaient réformés, et que sa maîtresse, qui avait huit millions de rentes, contribuerait pour au moins cent écus... On me dit de rester ici jusqu'à la fin, et que je serai indemnisé de mes frais. Je ne suis pas ici pour nous seuls, j'y suis pour tout le pays, et c'est ce qui explique mes nombreux protecteurs. » Le 26 octobre 1779, il termine sa lettre en disant : « J'ai appris qu'on rendra leurs églises à tous les protestants. Je ne puis pas tout vous écrire ; mais je vous raconterai tout à mon retour. » Il n'attend toutefois pas son retour, pour donner à ses confrères de plus amples renseignements sur ce qui se prépare en faveur des protestants ; car voici ce qu'il leur annonce le 9 mars 1780. « Je vous informe que notre affaire est bonne et que M. Necker ne s'emploie pas exclusivement pour nous, mais pour tout le pays. Je suis convaincu qu'il y aura bientôt du nouveau. Mon

« avocat m'a dit que le roi viendra bientôt à Paris pour faire enregistrer un
 « édit en faveur des protestants. Toute la ville en parle avec joie, et l'on
 « m'assure que j'obtiendrai ce que je demande; mais il ne faut rien brusquer,
 « pour ne pas indisposer M. Necker et les autres qui travaillent à notre éman-
 « cipation. » « Le roi, reprend-il le 27 avril 1780, est décidé à rendre aux
 « protestants toutes les libertés qui leur ont été enlevées par ses prédéces-
 « seurs; il a déjà voulu le faire il y a un mois, et j'ignore ce qui l'en a em-
 « pêché; mais cela arrivera, et alors notre affaire ira, et nous recevrons des
 « secours abondants de nos coreligionnaires, qui sont les plus riches et au
 « nombre de plus de cent mille à Paris. » Il y a sans doute de l'exagération
 et parfois des erreurs matérielles dans ces dernières citations des lettres
 de Rittel; mais n'y a-t-il pas lieu d'admirer la perspicacité de ce pauvre
 paysan, qui, en définitive, y voyait plus clair que maint homme d'Etat de son
 époque.

Enfin, l'intendant donna signe de vie, et Rittel en informa ses confrères,
 le 14 janvier 1780, en ces termes : « Que la grâce et l'assistance divines
 « soient avec vous, mes bien-aimés frères, dans cette nouvelle année. Dieu a
 « exaucé mes ferventes prières, car Sadoul et l'intendant nous ont si bien
 « recommandés à la cour, que leur rapport ne laisse rien à désirer. L'inten-
 « dant affirme que notre demande est juste, et que la rejeter serait contraire
 « aux intérêts du roi... Cette nouvelle a réjoui tous nos amis, et je vous
 « prie de vous réjouir avec moi, car l'Eternel a fait droit et justice; il est
 « assis sur le trône, Lui, le juste juge. » (Psaume IX, 5.)

Tout n'était pourtant pas aussi beau dans le rapport de l'intendant, que
 Rittel l'avait pensé dans le premier moment. Trompé par l'évêque de Spire,
 ce fonctionnaire y affirmait, contre toute vérité, que le culte réformé avait
 cessé depuis cent cinquante ans dans les deux villages, et qu'il n'y avait en
 tout que quarante bourgeois réformés. Qu'on juge de la colère de Rittel à
 cette triste nouvelle! Il court chez tous ses amis; il réclame des pièces
 à ses mandataires, et leur donne à cet égard les instructions les plus
 minutieuses : c'était comme s'il avait passé sa vie à gouverner, à administrer
 et à fréquenter les grands, ce qui ne l'empêche point de perdre courage par
 intervalle, et de se préparer à rejoindre sa femme désespérée de son délais-
 sement; mais M. de Baer et d'autres le décident à rester, par l'importance
 qu'ils attachent à son concours pour le triomphe de la grande cause du pro-
 testantisme français. Il s'exprime à ce sujet avec une naïveté charmante,
 dans une lettre du 2 juin 1780, la dernière qu'il ait écrite de sa propre
 main. « Il (M. de Baer) me dit qu'étant resté si longtemps, je devais rester
 « jusqu'à l'issue de cette affaire, et que tout irait mieux que nous ne le
 « croyions; que ma persévérance recevrait une belle récompense, que j'étais
 « un instrument de salut pour l'Eglise protestante de France, et cela avant

« la fin du mois, peut-être. Je suis devenu un homme important : tout le
 « monde me recherche et me traite avec la plus exquise politesse. Dieu a
 « exaucé la prière que je lui ai adressée en quittant mon village ; il a si bien
 « gouverné le cœur de ceux à qui j'ai affaire, qu'ils n'ont pu me parler que
 « comme Esaü à Jacob ; ils m'aiment tant que je n'en reviens pas. Dites-
 « moi si je dois suivre le conseil de M. de Baer, lequel pense que nous au-
 « rons une église avec des cloches et un pasteur salarié sur la dixme. Mon
 « doux Sauveur veille sur moi, il dirige mes pas et me ramènera dans mes
 « foyers. »

La fin de ce chant du cygne n'était pas prophétique ; Rittel ne revit pas ses foyers. Les 20 et 26 juillet 1780, il fit encore écrire deux lettres par son interprète, pour informer M. Schimmer et ses mandataires que leur affaire était sur le point d'être terminée ; que, pour y pousser, il était allé chez le comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères, et qu'il verra le comte de Maurepas. Peu de temps après, dans les premiers jours du mois d'août, il tomba malade de fatigue, de chagrin et de privations, fut paralysé et reçu gratuitement dans l'infirmerie de l'ambassade hollandaise, où le même ministre, qui antérieurement lui avait offert ses services moyennant soixante à quatre-vingts louis, lui fit demander, par le chapelier Daether, une procuration pour terminer en moins de six semaines une affaire qui, selon lui, avait déjà traîné trop longtemps. Heureusement les offres de ce brouillon, contre lequel l'honnête Rittel avait été prémuni par M. de Baer, arrivaient trop tard. Au moment où le ministre espérait recueillir tout l'honneur de la concession réclamée par les réformés d'Oberseebach et de Schleithal, elle était accordée dans les limites voulues par la cour. Le rapport était prêt à être présenté en conseil ; mais Dieu n'avait pas permis que Rittel fût témoin de cet événement : il mourut, le 25 septembre 1780, à l'âge de soixante ans. Quoiqu'il n'ait pas vécu assez pour voir l'arrêt du 11 décembre 1780, qui accorde aux réformés d'Oberseebach et de Schleithal le droit d'exercer leur culte, c'est lui qui l'a obtenu, au témoignage de M. de Baer, qui dit de lui, dans une lettre du 10 août 1780, à M. le pasteur Schimmer : « Rittel mé-
 « rite à tous égards le secours qu'il réclame. Je ne saurais rendre trop de
 « justice à son zèle et à son activité, parfois fatigante pour son avocat, pour
 « M. de Pfeffel et pour moi. Je confesse que, sans ses démarches multi-
 « pliées, nous ne serions peut-être pas encore au terme de nos efforts. »

Ce terme n'était pas précisément celui que M. de Baer avait entrevu. L'arrêt du 11 décembre 1780 ne rendait pas aux réformés d'Oberseebach et de Schleithal tout ce que le traité de paix de Westphalie leur avait assuré, et ce qu'on leur avait injustement enlevé. Il n'accordait ni église, ni cloches, ni pasteur proprement dit, ni enfin toutes les belles choses que Rittel avait rêvées, et qui seules auraient pu le satisfaire. Aussi y eut-il désappointe-

ment chez ses coreligionnaires, désappointement dont la manifestation, dénaturée par la malveillance, faillit les faire passer pour de mauvaises têtes poussées, par le pasteur Léonhard de Wissembourg, aux prétentions les plus extravagantes. Heureusement, averti par le fabuliste Pfeffel, M. le pasteur Schimmer n'eut pas de peine à rétablir les faits, et on put s'occuper de l'exécution de l'arrêt du 11 décembre 1780, dont voici le texte.

Arrêt du conseil d'Etat du roi, concernant la permission accordée aux communautés protestantes d'Oberseebach et de Schleithal, situées en basse Alsace, d'avoir des écoles où puisse être instruite la jeunesse protestante de l'un et l'autre sexe, par deux maîtres calvinistes, et d'exercer leur culte dans un lieu privé, préparé pour cela.

Sur la requête présentée au roi, étant en son conseil, par les communautés protestantes d'Oberseebach et de Schleithal, ressortissant du bailliage d'Altenstatt et Saint-Remy, qui ont fondé de leur procuration le nommé Rittel, dont le choix a été certifié le 19 décembre 1778, par le directeur en tour de la justice des ville et mundat de Wissembourg; contenant que, non-obstant l'exception dont elles doivent jouir pour l'exercice de leur culte, non-seulement en vertu du traité de Westphalie, mais en conséquence même de la déclaration faite par Louis XIV, en 1698, à la diète germanique, et particulièrement par la clause expresse du contrat d'échange fait entre l'électeur palatin et l'évêque de Spire, en 1709, au sujet de la religion pour le bailliage de Germersheim, dont les suppliants étaient alors dépendants, clause qui devait préserver pour toujours leurs ministres et maîtres d'école de tout trouble et de toute inquiétude; néanmoins, les différents ordres émanés de la bienveillance des rois les augustes prédécesseurs de Sa Majesté, notamment dans les années 1684, 1684, 1698 et 1720, n'ont point été exécutés, principalement à cause de l'état d'anarchie dans lequel ces villages se sont trouvés jusqu'en 1752. Dans le fait, les villages protestants d'Oberseebach et de Schleithal, situés dans la basse Alsace, un peu en deçà de la Loutre, étaient autrefois dépendants du grand bailliage de Germersheim, appartenant à l'électeur palatin, sous la mouvance de la prévôté de Wissembourg. Les registres qui se gardent dans les archives du consistoire, ou sénat ecclésiastique du Palatinat, prouvent incontestablement qu'avant et après la paix de Westphalie, les habitants réformés de ces deux villages jouissaient paisiblement et exclusivement, par une possession non interrompue, de l'exercice libre et public de leur culte, et qu'ils étaient pourvus de ministres et de maîtres d'école à la nomination du consistoire, le doyen du chapitre de Wissembourg étant obligé de payer leurs ministres sur les dîmes qu'il recevait pour leur entretien. Il est démontré par l'histoire de

l'Eglise protestante des communautés d'Oberseebach et de Schleithal, que l'exercice de ce culte a été exclusivement suivi dans leurs deux villages dès le seizième siècle, et qu'il n'y a point eu d'autre culte chez eux *en l'année mil six cent dix-huit*, que l'article XIV du traité de Munster a établie comme année normale, à l'égard des Eglises du Palatinat, dont Oberseebach et Schleithal faisaient alors partie. Cet article porte « que tout le bas Palatinat, avec tous et chacun des biens ecclésiastiques et séculiers, droits et appartenances dont les électeurs et princes palatins ont joui avant les troubles de Bohême, leur seront rendus. » Or, c'est un fait constant dans l'histoire, que les troubles de Bohême ont commencé en 1618 et n'ont fini qu'en 1648 : c'est ce qu'on appelle la guerre de trente ans. Il en résulte que c'est l'année 1618 qui doit être considérée comme année normale, pour ce qui concerne la religion dans le Palatinat, et que rien n'est plus indifférent que les révolutions ecclésiastiques arrivées dans l'intervalle qui s'est écoulé depuis 1618 jusqu'en 1648, intervalle pendant lequel le Palatinat a été, pour ainsi dire, la proie du premier occupant. On n'opposera point à cette sanction des traités de Westphalie les lois portées en France sur le fait de religion, et nommément par rapport au culte calviniste; les suppliants sont à l'abri d'une pareille crainte. La différence essentielle entre l'Alsace et les autres pays de la domination de Sa Majesté est très remarquable en matière de religion. L'art. 7 du traité d'Osnabruck, confirmé par celui de Munster, qui a donné l'Alsace à la France, décida formellement que les réformés de la religion calviniste doivent jouir, dans tous les pays soumis à cette pacification, des mêmes prérogatives que ceux de la religion luthérienne. Cet article porte en termes précis « que les droits qui sont donnés aux catholiques et à ceux de la confession d'Augsbourg, sont aussi accordés aux réformés. » Tous ces titres invoqués par les suppliants sont à la fois soutenus d'une possession constante. Ayant commencé à exercer leur culte depuis la réforme, ils le continuèrent publiquement sans interruption, et même exclusivement jusqu'en 1679. Ce fait est démontré par deux preuves : la première est la liste de leurs pasteurs, qui continue jusqu'en 1709, et se trouve certifiée par le garde des archives du consistoire général du Palatinat; la seconde preuve, non moins frappante, résulte de ce qu'ils étaient alors soumis aux électeurs palatins, qui, ayant introduit le calvinisme dans leurs Etats à l'exclusion de tout autre culte, n'ont certainement pas excepté ces deux villages de la règle générale. Depuis la paix de Westphalie, et l'année d'après le traité de Nimègue, Louis XIV réunit à la couronne les villages d'Oberseebach et de Schleithal, comme fiefs mouvants de la prévôté ou du mundat de Wissembourg; cette prévôté devant, suivant la cour de France, étendre son territoire jusqu'au village de Grosserweiler et la rivière de Queich. L'arrêt dont a été tiré ce fait est daté du 22 mars 1680.

Ce fut à cette époque que les suppliants essayèrent pour la première fois des troubles. Mais à peine eurent-ils prêté foi et hommage à Sa Majesté, qu'ils obtinrent « non-seulement la confirmation de leur culte, mais même la « concession, en faveur de leurs ministres, d'être payés sur la dime que « recevait le doyen du chapitre de Wissembourg, et cela suivant leurs anciens usages, » ainsi que le porte l'ordonnance de M. de La Grange, intendant d'Alsace, donnée à Strasbourg, le 4 décembre 1680. La même année, par le traité d'amnistie signé à Francfort, Louis XIV promit pour les endroits réunis de maintenir ceux de la Confession d'Augsbourg, et nommément les réformés, dans l'exercice libre de leur culte. L'article IX est conçu en ces termes : « Sa Majesté Très-Chrétienne accorde aussi aux habitants des lieux réunis ou revendiqués, soit qu'ils professent la religion catholique ou qu'ils soient attachés à la Confession d'Augsbourg, ou à la « réformée (comme ils l'appellent), le libre exercice de leur religion, avec « la plus libre jouissance et disposition de tout ce qui appartient à l'entretien des recteurs des Eglises, des pasteurs, des maîtres d'école, des administrateurs, ainsi que de ce qui concerne leurs temples, leurs écoles, leurs « édifices, et de toute autre espèce de biens quelconques, sans en rien « excepter. » Quoique la France eût insensiblement introduit dans les pays nouvellement réunis la religion catholique, Louis XIV, ayant égard aux traités de Westphalie, excepta toujours l'Alsace des lois rigoureuses décernées contre les protestants. Suivant l'ordonnance du roi publiée à Hombourg, le 24 décembre 1684, « Sa Majesté a ordonné et ordonne. veut et « entend que, dans les lieux où il y aura deux églises, les gens de la Religion prennent la plus grande, et que l'autre demeure aux catholiques ; et « lorsqu'il n'y en aura qu'une dans le lieu, qu'elle soit commune entre les « uns et les autres, sans pourtant que lesdits habitants catholiques y puissent entrer pour entendre la messe pendant que ceux de la Religion y « feront leur service, ni prétendre aux revenus d'icelle, ni faire dire la messe « ailleurs que dans le chœur, qui pourra être séparé si besoin est, convenant entre eux de l'heure à laquelle chacun entrera en ladite église, et que « le cimetière soit partagé, ou qu'il en soit marqué un autre ; voulant en « outre, Sa Majesté, qu'ils vivent en paix et union ensemble. » La cour de France n'ayant pu, par la suite, conserver les contrées dont elle avait pris possession en 1680, il fallut, par le traité de Riswick, conclu en 1697, les rendre au Palatinat. Ce traité ne changea néanmoins rien aux dispositions de celui de Westphalie, soit relativement à la liberté de conscience, soit par rapport à l'exercice du culte des réformés dans les pays restitués. La clause de l'art. 4 du traité de Riswick porte, à la vérité, « que, dans tous les « lieux où la réunion avait été prononcée et qui furent rendus par cette paix, « la religion catholique serait conservée dans l'état où elle était alors ; »

mais cette clause, en confirmant la conservation des Eglises catholiques fondées par Louis XIV, ne porta aucun préjudice aux réformés, qui furent également maintenus dans l'exercice de leur culte. La ligne protestante de la maison palatine se trouvant éteinte depuis 1685, par la mort de Charles, dernier électeur de la ligne de Simmeren, le nouvel électeur avait le plus grand intérêt d'obtenir de la France que la religion catholique, depuis peu introduite dans les pays restitués, y fût maintenue (1). Cependant la France, qui protégeait elle-même les catholiques de la manière la plus favorable, ne voulut point introduire forcément, et contre le droit des gens, le culte protestant aux communautés qui en étaient en possession dans les années normales prescrites par les traités de Westphalie. Cette cour eut égard à l'intervention des puissances de l'Europe qui soutenaient le parti protestant. Charles XII, roi de Suède, qui se trouvait être le médiateur de la paix de Ryswick, comme Christine de Suède l'avait été de la paix de Westphalie, stipula fortement les intérêts des réformés. Toutes les puissances qui intervinrent au traité de Riswick, savoir, le Danemark, l'Angleterre, les Etats généraux, la Prusse et les princes de l'Empire, en firent de même, et obtinrent de Louis XIV la promesse formelle qu'il ne serait porté aucune atteinte aux droits des protestants dans les pays que la France avait réunis, et qu'elle se trouvait contrainte de restituer. En conséquence de cette promesse, M. Davaux, ministre de France, déclara à Stockholm « que l'intention » du roi son maître n'avait été, en proposant la clause insérée dans l'article 4 du traité de Riswick, que de conserver aux catholiques les églises » que Sa Majesté leur avait fait bâtir, et les revenus qu'elle leur avait » donnés, sans rien ôter aux protestants. » Cette déclaration de la France en faveur des protestants fut non-seulement donnée pour le pays dont elle se désistait, mais pour les territoires mêmes qu'elle conservait en Alsace. On lit, en effet, dans la réponse ministérielle, que les ambassadeurs de France à la Haye firent, le 28 novembre 1697, aux Etats généraux, « que » l'intention de Sa Majesté n'était pas de faire aucun changement dans les » lieux restitués au Palatinat, en ce qui concerne la religion, au préjudice » des traités de Westphalie; que, tant que Sa Majesté avait été en possession des lieux qui devaient être rendus, ni même dans l'Alsace qui devait » demeurer à Sa Majesté, elle n'y avait jamais défendu l'exercice de la religion protestante, n'ayant point encore d'autre intention, sinon que, dans » les lieux qui devaient être rendus, les églises et les fondations faites à » l'usage des catholiques-romains y demeurassent dans l'état qu'elles étaient. » sans prétendre empêcher que la religion protestante n'y fût aussi exercée. » Ce fut pour confirmer à cet égard les bonnes dispositions de la

(1) Il était lui-même catholique.

France, que M. de Chamoy, ministre du roi à Ratisbonne, notifia de la part de sa cour, à la diète de l'Empire, le 7 septembre 1698, « que Sa Majesté était
« tout à fait éloignée de vouloir préjudicier, par la clause de l'art. 4 de la paix
« de Riswick, au libre exercice ni aux droits et revenus de la religion des
« protestants, en conséquence de la paix de Westphalie. » Et, pour en donner
des marques évidentes, le roi créa des pensions pour la subsistance des curés
établis, par ses ordres exprès, dans les lieux restitués : « Sa Majesté (est-il
« dit encore dans la dépêche du 47), ne voulant rien ôter de ce qui appartient
« aux protestants, et ayant spécifié l'état présent des revenus destinés à la
« subsistance des ecclésiastiques et à celle des ministres. » Si, à ces actes
conservatoires et à ces maximes générales, qui forment la base des principes
du droit public sur le fait de la religion dans les provinces d'Alsace, on joint
ce qui s'est passé postérieurement au traité de Riswick par rapport à la
liberté de conscience spécialement accordée aux communautés protes-
tantes d'Oberseebach et de Schleithal, il ne peut plus rester aucun doute
sur la légitimité de leur réclamation. En effet, à peine l'électeur palatin fut-il
rentré en possession des pays restitués par la France, qu'il rétablit, confor-
mément à la déclaration du roi faite à la diète de l'Empire, et à l'invitation
de tous les princes d'Allemagne, l'exercice du culte protestant dans les lieux
où il avait existé en 1618, conformément aux traités de Westphalie. Les
villages d'Oberseebach et de Schleithal furent de ce nombre. Leurs temples
furent rouverts par une raison bien simple : leur possession constante
en 1618 leur avait été confirmée à perpétuité, et d'une manière inébran-
lable, par l'art. 44 du traité de Munster. De même, lorsque la France
réunit momentanément à la couronne ces deux villages, en 1679, elle leur
renouela, dans l'intervalle du traité de Nimègue à celui de Riswick, l'assu-
rance de l'exercice de la religion protestante, comme le prouve l'ordonnance
de M. de la Grange, pour lors intendant d'Alsace. Quand, ensuite, en vertu
de ce dernier traité, les villages dont il s'agit furent restitués à l'électeur
palatin, la chaîne de leur possession n'en devint que plus resserrée, tant
par la volonté du roi en vertu de sa déclaration faite à la diète germanique
en 1698, que par le pacte de religion publié par Son Altesse électorale à
Dusseldorf, le 24 novembre 1703, et qui porte, « que le grand bailliage de
« Germersheim sera traité de la manière qui s'ensuit, savoir, qu'à l'égard
« de la liberté de la religion, causes de mariage, exercice public avec ses
« annexes en tout et chacun endroit de ce bailliage, juridiction ecclésiasti-
« ques, droits parochiaux, cures d'âmes, établissement de nouvelles églises
« et écoles, clochers et cloches et dépendances, maisons de ministres et
« d'écoles, il soit tenu et observé la même chose que Son Altesse électorale
« a déclaré aujourd'hui devoir être observée dans les autres pays électoraux ;
« en conséquence de quoi il sera permis au conseil ecclésiastique de la reli-

« gion réformée d'établir autant de ministres et de maîtres d'école audit
« grand bailliage que bon lui semblera. » En vertu de cette déclaration, les
communautés protestantes d'Oberseebach et de Schleithal exercèrent publi-
quement le culte de leur religion jusqu'à 1709. Sans doute que l'acte d'é-
change, passé le 9 juillet de cette même année entre l'électeur palatin et
l'évêque de Spire, a dû affermir, quant au droit, l'état de liberté dans le-
quel doit être maintenue, encore aujourd'hui, la religion réformée dans ces
deux villages. Cet acte prouve, « que l'évêque de Spire n'a obtenu l'échange
« de ces deux communautés démembrées du bailliage de Germersheim qu'à
« la charge d'y conserver l'exercice du culte protestant, conformément à la
« déclaration de Dusseldorf. » Jusque-là, il est facile de compter, dans l'his-
toire de l'Eglise protestante des villages d'Oberseebach et de Schleithal, six
époques principales, savoir : 1^o la possession des suppliants dans l'exercice
de leur culte, depuis le seizième siècle jusqu'en 1618, qui est l'année nor-
male fixée pour le Palatinat; 2^o le traité de Westphalie, conclu en 1648, qui
les maintient dans leur droit; 3^o l'ordonnance de l'intendant d'Alsace, en
date de l'année 1681, qui confirma les suppliants dans l'exercice public de
leur culte, peu de temps après qu'ils eurent fait, pour la première fois, leur
soumission à la commune : pareille confirmation fut accordée en la même
année aux réformés en général, dans les endroits réunis, ainsi que le décida
l'art. 9 du traité d'armistice signé à Francfort; 4^o la déclaration du roi
notifiée à la diète de l'Empire, en 1698, lorsque la France rendit ces mêmes
contrées; 5^o le pacte de religion accordé par l'électeur palatin à Dusseldorf,
en 1705, dans le temps que ces villages étaient rentrés sous sa domination;
6^o le contrat d'échange fait en 1709 par cet électeur, et en vertu duquel il les
céda à l'évêque de Spire, à la charge cependant d'y maintenir les protes-
tants dans la liberté de leur culte. C'est ainsi que les suppliants, en rappor-
tant en même temps la liste de leurs pasteurs, qui constate qu'ils ont eu
l'exercice de leur religion depuis le commencement de la Réforme jusqu'à
cette même année 1709, joignent réellement à la preuve du titre le motif et
la preuve de la possession. La guerre, qui s'était rallumée entre la France
et l'Empire, ayant jeté toute la frontière de l'Alsace dans l'horreur de la
confusion, les deux communautés suppliantes perdirent de nouveau l'exer-
cice de leur religion; mais elles n'en ont pas toutefois, à beaucoup près,
perdu le droit, puisqu'on trouve au contraire, même après 1709, une foule
d'actes qui s'élèvent contre l'état de souffrance dans lequel ces malheureux
habitants étaient retombés. Dès 1742, la cour de France, pour faire cesser
les troubles élevés dans cette contrée, promit, dans la négociation d'Utrecht,
que, dans le traité qu'elle ferait avec l'Empire, tout ce qui regardait dans
ledit Empire l'état de religion, serait conforme à la teneur des traités de
Westphalie, en sorte que Sa Majesté ne changerait rien à ces traités, tant

aux choses ecclésiastiques qu'aux temporelles ; et cet article concernait en général, et sans exception, toutes les possessions que la France avait détachées de l'Empire. Ainsi la volonté du roi a toujours été marquée au coin de la bienfaisance envers ses sujets protestants domiciliés en Alsace. Il en existe un témoignage non équivoque dans la lettre-circulaire qu'écrivit M. de la Houssaye aux baillis de cette province, le 9 septembre 1712. La résolution de Sa Majesté sur la confirmation des droits accordés en vertu du traité de Westphalie aux Alsaciens, soit de la Confession d'Augsbourg ou de la religion réformée, s'y trouve clairement exprimée. Cette lettre était relative aux ordres du roi de faire sortir de l'Alsace les anabaptistes, comme n'étant point compris dans les traités de Munster et d'Osnabruck. Il fut enjoint par ordre du roi, à M. de la Houssaye, de déclarer en même temps, pour la tranquillité des réformés, « que Sa Majesté ordonnait, à l'égard de ces derniers, l'exécution
« des traités de Westphalie, sans vouloir donner aucune atteinte à tout ce
« qui y est stipulé par rapport à la religion ; Sa Majesté ayant même com-
« mandé d'expliquer nettement à cette occasion, qu'ayant été convenu par
« ces traités de Munster et d'Osnabruck que ceux de la Confession d'Augs-
« bourg et de la religion prétendue réformée pourront librement demeurer
« en Alsace, qu'il n'y sera apporté aucun changement, et que tout s'exécu-
« tera à l'avenir comme par le passé. » La date de cette lettre est précieuse ; elle est du 9 septembre 1712. Et cependant ce n'est pas le traité de Riswick que M. de la Houssaye citait comme autorité en matière de religion en Alsace ; non que ce traité ne fût le plus récent de tous, mais parce qu'effectivement il n'a pas changé l'état de religion en cette province, et que, pour se décider en cette matière, il faut toujours remonter aux traités de la paix de Westphalie. Les expressions dont se servait M. de la Houssaye ne sont pas, à beaucoup près, indifférentes. Il ne disait pas simplement que les habitants de l'Alsace qui sont de la religion réformée pourraient librement demeurer dans cette province ; mais il rappelait que leur état est invariablement réglé par les traités de Munster et d'Osnabruck, et c'est un des principes fondamentaux réclamés par les suppliants. Ils croient, au surplus, pouvoir encore invoquer en leur faveur le fait que, conformément aux traités de Westphalie, la cour a redressé plusieurs griefs tout à fait semblables à ceux que souffrent leurs communautés.

C'est ainsi que les habitants du bailliage de Gutenberg, de la Confession d'Augsbourg, ayant présenté leurs griefs à la cour sur le fait de la religion, par l'entremise du prince de Birckenfeldt, M. d'Huxelles fit réponse à ce prince, au nom de M. le régent, le 13 août 1717, en lui marquant que l'intention de Son Altesse royale était que les traités de Westphalie fussent exactement observés, particulièrement sur cet article, et que ceux de la Confession d'Augsbourg « ne devaient point appréhender qu'on autorisât en au-

« eune manière les catholiques qui auraient dessein de les troubler dans le
« libre exercice de leur religion, comme l'on a toujours écrit dans ce sens à
« M. le comte de Bouy et à M. d'Angeviller, que les habitants de Guten-
« berg pourraient s'adresser à eux, et que ce dernier devant bientôt arriver
« en Alsace, serait en état de les satisfaire sur leurs sujets de plaintes, con-
« formément à un ordre qu'il en avait reçu de Son Altesse royale. » Les
inductions que les suppliants se flattent de pouvoir tirer en leur faveur de
ces dispositions ministérielles, sont péremptoires ; car, quoique la lettre de
M. d'Huxelles semble ne concerner que les habitants de la Confession
d'Angsbourg, c'est un axiome chez tous les publicistes, que les calvinistes
et les luthériens n'ont point eu de prérogatives les uns plus que les autres
par les traités de Westphalie, ou, pour mieux dire, qu'ils ont obtenu en
Alsace les mêmes droits et les mêmes exceptions en vertu de l'art. 7 du
traité d'Osnabruk, confirmé par celui de Munster. Ces conséquences sont
d'autant plus justes, que dans les années suivantes l'évêque de Spire promit
lui-même à Sa Majesté Prussienne que, de son côté, il ne s'opposerait pas à
laisser subsister la liberté de la religion accordée aux communautés protes-
tantes d'Oberseebach et de Schleithal. M. Hecht, conseiller privé de Sa Ma-
jesté le roi de Prusse, et son ministre résidant à Francfort-sur-Mein, répon-
dit au roi son maître, de la part de l'évêque, par une lettre datée du
8 août 1719 : « Que si Sa Majesté pouvait obtenir de la cour de France, et
« par ordre de cette cour, de M. d'Angeviller, intendant de la province
« d'Alsace, une déclaration de peu de lignes, que de la part de la cour de
« Spire on n'empêcherait pas la restitution du culte public de la religion
« protestante et de ce qui en dépend, les communes d'Oberseebach et
« de Schleithal pourraient alors être pourvues de pasteurs et de maîtres
« d'écoles comme bon leur semblerait. » Les habitants de ces deux villages,
pour se conformer aux intentions alléguées par l'évêque de Spire, deman-
dèrent et obtinrent plusieurs fois les réponses les plus favorables de la cour
de France, nommément en 1720, sous le ministère du cardinal Dubois, qui,
à la sollicitation des Etats généraux, donna des ordres exprès « pour main-
« tenir ces communautés dans l'exercice libre de la religion protestante,
« conformément aux traités de Westphalie. » Mais malheureusement la su-
prématie de ces territoires était alors contentieuse entre la France et l'Em-
pire. On sait les désordres de toutes espèces qui naquirent de cet état d'in-
certitude. Les évêques de Spire en profitèrent pour éteindre totalement
l'exercice du culte public dans ces deux communautés. Cependant il est évi-
dent que tous les règlements faits à ce sujet ont été nuls et non valides. En
effet, le bailliage d'Altenstatt, d'où dépendent les deux villages, se trouvait
ou sous la domination de l'Empire, ou sous celle de la France. Or, dans le
premier cas, le traité de Westphalie formait une loi absolue, à laquelle les

évêques de Spire ne pouvaient pas déroger. Dans le second cas, ces évêques, n'étant que de simples vassaux du roi, ne pouvaient rien statuer sur le fait de religion desdits lieux, et cette législation appartenait exclusivement à Sa Majesté. Il n'est pas étonnant que, vu l'incertitude qui régnait alors dans l'administration de la basse Alsace au préjudice des droits de la couronne, et au milieu des troubles qui étaient une conséquence nécessaire de cette anarchie, les suppliants soient demeurés sans culte jusqu'en 1752, époque de la reconnaissance du roi sur cette partie de l'Alsace. Dès que l'évêque de Spire eut reconnu la souveraineté de la France, les suppliants se sont adressés à l'intendant d'Alsace, qui, n'ayant pas de pouvoirs suffisants, les a renvoyés à la cour; et ils s'y sont présentés, munis des attestations données par la cour palatine. Enfin, l'évêque de Spire a su se procurer, en 1762, une décision renfermée dans une lettre ministérielle écrite par M. le duc de Choiseul au conseil d'Alsace, dans laquelle la demande des deux communautés, touchant la liberté des cultes, fut incidemment déclarée non-recevable. Mais cette décision, obtenue par la surprise la plus manifeste, à l'instance de l'une des parties; cette décision rendue d'après des principes généraux, mais sans connaître les droits ni les titres particuliers que les suppliants ont exposés dans leur présente requête, ne saurait faire une loi immuable. Elle peut d'autant moins subsister, qu'elle serait contraire : 1^o aux traités de Westphalie; 2^o à la déclaration du roi faite en 1698 à la diète germanique; 3^o au traité d'échange du 9 juillet 1709 : elle serait même contradictoire avec la possession invoquée et prouvée par les suppliants. Déjà les communautés d'Oberseebach et de Schleithal raniment leur espoir, sachant, d'après les propres termes de la déclaration du 15 mars 1775, « qu'il n'est pas sans exemple « que le ministre, plus éclairé et mieux instruit sur les inconvénients d'une an- « cienne loi trop rigoureuse, après avoir consulté les personnes les plus ver- « sées dans ces sortes de matières, se soit relâché sur la sévérité des règle- « ments antérieurs. » Quelle doit donc être la confiance des suppliants, sous un roi père de ses peuples, et qui l'est aussi des communautés protestantes, qui implorent la protection et la bienfaisance de Sa Majesté. L'authenticité de leurs titres les encourage à solliciter le rétablissement d'une église pour leur culte, et des écoles pour leurs enfants. L'éloignement des églises de Hoffen et de Hunsbach, villages situés dans le duché de Deux-Ponts, et dont les chemins sont impraticables, surtout en hiver, les empêche de remplir leurs devoirs religieux. Ils se représentent les inconvénients moraux et politiques qu'éprouvent journellement plus de quatre cents sujets du roi, d'être sans culte et sans instruction. A ces causes, requièrent les suppliants qu'il plût à Sa Majesté, ayant égard aux traités de Westphalie et à la déclaration du roi faite en 1698 à la diète germanique, les maintenir dans l'exercice public de leur culte, sur le pied du traité d'échange fait et arrêté entre

l'électeur palatin, d'une part, et le chapitre de Spire, d'autre part, le 9 juillet 1709; et, subsidiairement seulement, dans les cas où, pour des causes majeures, la justice de Sa Majesté trouverait de la difficulté à leur permettre le rétablissement parfait de leur culte, leur accorder du moins la juste permission d'avoir, pour l'éducation de leurs enfants, un maître d'école, et pour eux-mêmes un instituteur qui puisse faire l'instruction chrétienne et leur administrer les secours religieux. Vu ladite requête, signée *Silvestre*, avocat des suppliants; oui le rapport à Sa Majesté étant en son conseil, a permis et permet d'établir, soit à Oberseebach, soit à Schleithal, des écoles où puisse être instruite la jeunesse protestante de l'un et de l'autre sexe domiciliée dans ces deux villages. Veut sa Majesté que l'enseignement dans lesdites écoles soit confié à deux maîtres calvinistes, dont le choix appartiendra aux suppliants, et dont l'un sera subordonné à l'autre. Autorise le principal maître d'école à faire les prières, les exhortations et la Cène, dans un lieu privé, préparé pour cela. Ne pourra toutefois ledit maître d'école prétendre dans lesdits villages le droit de baptiser, d'inhumer et de marier les calvinistes, droit qui continue d'appartenir exclusivement au curé (1). Seront au surplus les suppliants tenus de payer tant les frais d'é-

(1) D'après une lettre du 27 septembre 1781, de M. l'intendant de la Galaizière à M. Sadoul, son subdélégué à Wissembourg, l'intention du roi était, que le droit du curé de baptiser, de marier et d'inhumer les calvinistes ne devait être exercé que conformément à la lettre du 14 mai 1762 de M. le duc de Choiseul à M. le cardinal de Rohan, où il est dit :

« Mais une question principale, qui appartient à l'état des calvinistes en Alsace, « est celle qui regarde les fonctions que les curés catholiques prétendent exercer « à leur égard, dans les lieux où ils n'ont point l'exercice du culte public, pour « baptêmes, mariages et sépultures.

« Ces fonctions ne sauraient être au spirituel que pour le baptême, que les « curés catholiques peuvent administrer à toutes sortes d'enfants; car pour le « mariage et pour la sépulture, bien loin qu'un curé catholique puisse prétendre « y assujettir, en ce qu'il y a de spirituel et d'ecclésiastique, tous autres que des « catholiques, il ne serait pas permis d'y interposer son ministère à leur égard, « et il devrait le refuser. C'est ce qui faisait qu'on avait eu d'abord peine à con- « cevoir quel pouvait être ce genre de juridiction que les curés catholiques « d'Alsace prétendaient sur les calvinistes en cette matière; mais d'après les « explications qui ont été données, on entend qu'il ne s'agit que d'une fonction « de police séculière, où le ministère spirituel n'entre pour rien; qu'elle se réduit, « pour les mariages, à recevoir et porter sur les registres la déclaration des « parties, qu'en tel jour et en telles circonstances elles ont contracté leur ma- « riage, suivant le culte dont elles font profession, cette déclaration accompagnée « des témoignages capables de la constater; et qu'il en est de même pour les « sépultures : que le curé catholique ne doit pas se mêler de l'inhumation, mais « que la famille du défunt doit venir déclarer devant lui, sur son registre, qu'un « tel est mort un tel jour, et a été inhumé en telles et telles circonstances. Ainsi, « dans l'un et dans l'autre cas, il ne s'agit que de constater, par un monument « porté dans un registre public, le mariage et le décès, ce qui ne peut être que bon « et même nécessaire en soi. Toute la question se réduit à savoir à qui cette fon- « tion appartiendra pour les calvinistes, dans les lieux où ils n'ont ni exercice « public, ni registres; si ce sera aux curés catholiques exclusivement, ou si en « pareil cas les ministres luthériens pourront s'y immiscer et les calvinistes s'a- « dresser à eux. Mais il ne paraît pas douteux que la préférence exclusive ne soit « due aux curés catholiques, par toutes sortes de raisons. » (*Ordonnances d'Alsace*, t. II, p. 622.) — Voyez sur la prétention des curés catholiques de baptiser, marier

tablissement et d'entretien desdites écoles que la rétribution des maîtres. Mande et ordonne Sa Majesté au sieur intendant et commissaire départi pour l'exécution de ses ordres en Alsace, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au conseil d'Etat du roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le onze décembre mil sept cent quatre-vingt.

Signé : *Gravier de Vergennes*.

Louis, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, à notre amé et féal conseiller en nos conseils, maître des requêtes ordinaires de notre hôtel, le sieur intendant et commissaire départi pour l'exécution de nos ordres en Alsace, salut. Nous vous mandons et ordonnons, par ces présentes signées de notre main, que, conformément à ce qui est porté par l'arrêt rendu cejourd'hui en notre conseil, dont expédition est ci-attachée, sous le contrescel de notre chancellerie, vous ayez à vous employer et tenir la main à son exécution. Commandons à celui de nos huissiers ou sergents qui en sera requis le premier, de faire pour l'entière exécution dudit arrêt, et de tout ce que vous ordonnerez en conséquence, tous exploits, significations et autres actes requis et nécessaires, sans pour ce demander autre congé ni permission : car tel est notre plaisir. Donné à Versailles, le onzième jour de décembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt, et de notre règne le septième. Signé : *Louis*. Et plus bas : Par le roi, signé : *Gravier de Vergennes*, avec grille et paraphe. Et scellé.

L'original français de cette pièce fut imprimé, à peu d'exemplaires, à Paris, en 1781, in-4°, et sa traduction allemande à Kehl, en 1783, in-8°. L'édition allemande fut donnée en souvenir à toutes les familles réformées d'Oberseebach et de Schleithal, le jour de l'inauguration de leur oratoire. Cette inauguration eut lieu le 6 avril 1783, et le pasteur Bleyenstein, de Bâle, qui avait été nommé principal maître d'école le 23 juin 1781, y prêcha sur le C^e Psaume. Les fidèles des deux villages et d'autres lieux, de Hollande surtout, firent de grands sacrifices pour la construction de cet oratoire, qui est aujourd'hui église paroissiale, avec un pasteur salarié par l'Etat, un clocher et des cloches. Si Rittel avait vécu quelques années de plus, il aurait vu ce beau résultat, et, tout en s'attribuant le mérite de l'avoir prévu et préparé, il aurait demandé pardon à MM. de Silvestre, de Pfeffel et de Baer, de ne leur avoir pas toujours accordé la confiance dont ils étaient dignes, car il aurait fini par comprendre qu'ils avaient obtenu tout ce que comportait l'époque.

A. MAEDER.

et inhumér les calvinistes, là où ils n'avaient pas le libre exercice de leur culte, et même là où ce droit avait été possédé par les luthériens : *Notice historique sur la paroisse réformée de Strasbourg*, p. 30 sqq.

BIBLIOGRAPHIE.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE NÎMES,

Depuis son origine, en 1533, jusqu'à la loi organique du 18 germinal an X, par A. BORREL, pasteur. — Deuxième édition, entièrement refaite. — Toulouse, Société des Livres religieux. 1856. Un vol in-12 de 498 pages.

La seconde édition que M. Borrel vient de publier de son *Histoire de l'Eglise réformée de Nîmes* a reçu de notables augmentations, et, sous plusieurs rapports, est supérieure à la première, publiée il y a douze ans, et depuis longtemps épuisée. La première partie entre autres a été presque entièrement refaite, et cette partie, qui embrasse les événements écoulés depuis l'origine de la Réformation à Nîmes jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes, est, sans aucun doute, la plus curieuse et la plus intéressante de l'histoire du protestantisme français. M. le pasteur Borrel a eu le bonheur d'avoir entre les mains les anciens registres du Consistoire de l'Eglise réformée de Nîmes. Puisant avec intelligence dans ces importants documents, il a pu donner sur l'histoire du protestantisme dans cette ville des faits positifs, authentiques, d'une incontestable certitude. Ajoutons qu'une foule de noms plus ou moins défigurés dans le *Recueil des Synodes nationaux* d'Aymon, se trouvent ici rétablis. Pour donner une idée de l'importance du nouveau travail de M. Borrel, il suffit de faire remarquer que cette partie de l'*Histoire de l'Eglise réformée de Nîmes* n'avait que soixante-cinq pages dans la première édition, et que dans la seconde elle en a trois cent onze; c'est plus de la moitié du volume. D'un autre côté, ce qui formait la troisième partie dans la première édition, se trouve réduit de beaucoup dans la seconde. M. Borrel a voulu éviter l'inconvénient de parler de faits récents et d'hommes qui ont été nos contemporains. Nous comprenons ces scrupules; mais peut-être aurait-il pu, à côté de la statistique des pasteurs et des membres du Consistoire qui est ajoutée en appendice, rapporter quelques faits qui ont pris place déjà dans l'histoire. C'est, sans doute, à la suppression presque complète de la partie qui s'étend depuis le rétablissement des cultes jusqu'à nos jours, qu'il faut rapporter l'abandon de la division en trois époques, qui avait été adoptée dans la première édition. Cette division nous semblait cependant offrir quelques avantages.

Evitant une erreur dans laquelle tombent si facilement les auteurs de monographies historiques, M. Borrel n'a pas écrit une histoire du protestantisme tout entier, à l'occasion de l'*Histoire de l'Eglise réformée de Nîmes*. Serrant toujours son sujet de très près, il n'a parlé des faits généraux qu'autant qu'il le fallait pour l'intelligence des faits particuliers qu'il avait à raconter.

On comprend qu'il est impossible de faire une analyse d'un ouvrage qui embrasse tant d'événements. Nous ne pouvons qu'en signaler le mérite et qu'en recommander la lecture. Nous devons ajouter qu'il serait à désirer que M. Borrel trouvât des imitateurs, et qu'à son exemple, on nous donnât l'histoire des principaux foyers du protestantisme français avant l'époque de

la révocation de l'Edit de Nantes. Le siècle de souffrances qui pesa sur nos pères depuis 1685 jusqu'en 1787, a laissé tomber dans l'oubli un grand nombre de noms qui devraient nous être chers, et une foule de faits qui n'auraient pas dû s'effacer de la mémoire des protestants. Aujourd'hui, qu'après un demi-siècle de calme, notre Eglise tend de plus en plus à se raffermir, à s'organiser, à avoir, si nous pouvons ainsi dire, conscience d'elle-même, c'est un devoir pour elle de renouer avec un passé qui n'est pas sans gloire et dont les exemples et les leçons ne resteront pas sans utilité pour nous.

Remercions, en finissant, la Société des Livres religieux de Toulouse de s'être chargée de l'impression de cette seconde édition. Cette circonstance, en permettant de donner ce volume à très bas prix, en facilitera la propagation parmi les protestants. L'Eglise réformée de Nîmes a joué un rôle assez considérable pour que son histoire puisse intéresser tous nos coreligionnaires.

M, N,

NOTICE BIOGRAPHIQUE SUR CHARLES PERROT,

PASTEUR GENEVOIS AU XVI^e SIÈCLE,

Par J. E. CELLÉRIER, professeur à l'Académie de Genève. — Genève, 1856.

In-8° de 68 pages.

M. le professeur Cellérier vient de tirer d'un injuste oubli le nom d'un homme qui offre un caractère aussi intéressant que rare au XVI^e siècle. S'appuyant sur des indications données par des pièces officielles et procédant avec une réserve des plus louables dans un sujet délicat et passablement obscur, l'auteur de cette *Notice biographique* nous montre, dans Charles Perrot, un pasteur animé d'une profonde piété et d'une charité à toute épreuve, faisant plus de cas de la religion que de la théologie et disposé à sacrifier au sentiment chrétien la dogmatique subtile et raffinée de son temps. « Les formes scolastiques et dialectiques, dit M. Cellérier, « dont se revêtait alors la science dogmatique ne lui allaient pas. La sanctification lui semblait parfois oubliée pour cette justification qu'on n'ex-
« posait pas assez chrétiennement à son gré. Les discordes théologiques
« enfin, et leurs suites oppressives ou persécutrices étaient, à ses yeux,
« un opprobre pour la foi, et froissaient fortement cette soif de paix, de
« charité qui le dévorait. Avec des vues plus nettes et plus fermes, avec
« une intelligence plus vaste, il eût peut-être un peu hâté le mouvement des
« idées et préparé quelques pas importants; mais il ne fut qu'un homme
« obscur, aimé pour son caractère charitable et modeste, n'osant se mon-
« trer tout entier, se mettant par instinct à l'écart, quelque peu dédaigné
« même pour l'excentricité apparente de ses idées et de ses actes, par con-
« séquent sans influence sur l'Eglise de Genève.

« Au reste, il faut franchement reconnaître que si Perrot n'était pas
« compris de son époque, il ne la comprenait pas non plus, et que, si ses
« vues pacifiques eussent été prises au pied de la lettre, la Réformation, de
« partout menacée, aurait manqué de l'énergie nécessaire pour compléter
« l'œuvre, résister aux armes tant loyales que déloyales du papisme et pré-
« parer l'avenir. »

Mais si Charles Perrot n'exerça aucune action sur l'Eglise de Genève, il ne serait pas impossible qu'il eût été pour quelque chose dans la naissance de l'arminianisme. M. Cellérier nous apprend qu'il y eut des rapports entre lui et Arminius et Utenbogaert. Ce dernier parle de lui avec éloge, comme d'un homme qui avait fait impression sur son cœur. Il y a là une donnée que ne devront pas négliger ceux qui s'occuperont désormais des origines de l'arminianisme.

La partie de cette *Notice* la plus propre à nous faire connaître l'état intérieur de l'Eglise de Genève, à cette époque, est celle qui est consacrée au récit du procès fait par le conseil d'Etat et par la compagnie des pasteurs aux manuscrits laissés par Charles Perrot. Il est curieux d'en suivre les diverses phases, et plus curieux encore de voir comment, après une procédure de onze ans, tout se termina par une déclaration de Jean Diodati, que les manuscrits subsistant ne renfermaient aucune hérésie (1).

LE DOYEN BRIDEL.

Essai biographique, par L. VULLIEMIN. — Lausanne, G. Bridel. 1855. In-8°.

En jetant les yeux sur le titre de cet ouvrage, nous nous sommes demandé, et probablement beaucoup d'autres se sont demandé comme nous, ce que la vie d'un pasteur de campagne, qui n'était point un Oberlin, offre d'assez intéressant pour fournir la matière d'un volume de plus de 300 pages. Nous savions que le doyen Bridel était né, en 1757, de Daniel-Rodolphe Bridel, pasteur à Begnins, et d'Anne-Rachel Alibert, fille d'un réfugié de Nîmes, et qu'il était mort à Montreux, le 20 mai 1845; nous avions appris vaguement qu'il avait fait ses études à Lausanne, et qu'il avait desservi pendant quelques années l'Eglise française de Bâle, puis celle du château d'Oex et enfin celle de Montreux; nous connaissions même, au moins de nom, quelques-unes de ses publications assez nombreuses, son *Conservateur suisse*, ses *Statistiques du pays de l'Aud et du Valais*, ses *Etrennes helvétiques*, dont M. Vinet a dit « qu'on y trouve une simplicité de bon goût, la poésie du cœur et le sentiment des mœurs antiques; » du reste, notre ignorance était profonde, nous l'avouons franchement, en sorte que, lorsque nous eûmes lu à la fin de l'Avant-Propos ces lignes de M. Vulliemin : « J'essayerai de produire aux yeux d'une nouvelle génération ces traits si mobiles, cette figure rayonnante, à la fois, de religion et d'entraînement, de sagesse et de folie, de tendresse et de malice, de jovialité, de sensibilité, de grâce, d'abandon, de bonhomie et d'interminable gaieté, » notre désir fut grand de faire connaissance plus ample avec le doyen de Montreux; car la sincérité de M. Vulliemin nous étant connue, aussi bien que la délicatesse de son goût, il ne nous était pas possible de révoquer en doute la vérité d'un si bel éloge.

Nous avons donc parcouru rapidement le petit volume, puis nous l'avons relu à loisir, et cette lecture nous a fait rougir de notre ignorance. Cet essai biographique, comme l'intitule modestement l'auteur, est assurément une des

(1) Voir sur le ministre Perrot, *Bull.* t. III, p. 445.

monographies les plus attrayantes. M. Vulliemin a su, avec beaucoup d'art, éviter ce qu'une simple biographie de Bridel aurait offert de monotone, en coupant son récit par de petites pièces de vers sorties de la plume de son héros, des analyses succinctes et pleines d'intérêt de ses ouvrages (4), de piquantes anecdotes, et surtout des descriptions de ces magnifiques sites alpestres qui laissent un souvenir impérissable dans la mémoire du voyageur. Transcrivons, pour justifier notre opinion, une page prise au hasard dans ce charmant petit volume : « Le lac de Lioson, le plus gracieux des trois, appartient au canton de Vaud : celui d'Arnon, plus mélancolique, dort au fond d'un vallon, sur la limite des territoires de Vaud et de Berne ; le lac de la Lauwine, renfermé dans l'Oberland bernois, repose dans une plaine que dominent, à droite, la tête chauve du Vispilhorn, à gauche, la verte corne de la Lauwine, qui se fauche jusqu'au sommet. Ici, ni golfes profonds, ni caps avancés ; seulement, à l'extrémité du lac opposé au glacier du Gelten, s'élève un petit promontoire, orné d'une jolie maison de paysans, d'un bosquet de jeunes sapins, de thymiers faibles encore, et, sur la rive, de quelques arbrustes aquatiques. De ce monticule, on voit la riche cascade, formée par les eaux du glacier, se peindre renversée sur le miroir des eaux. Les seuls habitants du lac sont des perches, que l'on voit nager par troupes le long du rivage. Au-dessus de cette scène rapprochée et du côté du Valais s'élèvent les pâturages herbeux du Dughel, dont la vaste pelouse se transforme chaque été, le jour de la Saint-Jacques, en salle de bal et de spectacle. On amène les deux taureaux les plus forts du troupeau, on les fait combattre l'un contre l'autre, et celui qui fait reculer son rival, proclamé vainqueur, couronné de campanules, de gentianes et de rosages, est promené en triomphe, au milieu des applaudissements de la joyeuse assistance. »

LA BIBLIOTHÈQUE ELZEVIRIENNE

DE P. JANNET.

VARIÉTÉS HISTORIQUES ET LITTÉRAIRES, recueil de pièces volantes rares et curieuses, en prose et en vers, avec des notes par M. Edouard Fournier.

Le mouvement historique moderne commande aux écrivains et aux lecteurs sérieux, — les seuls qui puissent y prendre part, — de n'interroger que les sources. Tout moyen nouveau de critique ou d'instruction, toute source nouvelle, sont donc reçus avec empressement : leur succès est assuré. Voilà pourquoi la bibliothèque de M. P. Jannet est devenue, dès sa création, celle de tout compilateur et de tout érudit.

Les amis de l'histoire protestante, entre autres, y ont trouvé plusieurs publications à leur adresse. Signalons en première ligne les *Aventures du baron de Fœneste*, dont on réclamait depuis longtemps une édition enfin complète.

Il suffit de dire que les commentaires sont de M. P. Mérimée, pour faire leur éloge ; le texte, revu sur les éditions originales, satisfait les plus diffi-

(4) Les curieux trouveront une liste complète et exacte de ces ouvrages, tant imprimés qu'inédits, dans le recueil périodique *Le Quérard*, n° 5, mai 1855.

ciles : désormais l'on pourra consulter et citer sans crainte le hardi pamphlétaire.

Un autre ouvrage bien important, au point de vue de ce *Bulletin*, a été édité pour la même librairie, par un savant comme il en faudrait toujours, — un savant homme d'esprit ! — M. Edouard Fournier : les *Variétés historiques et littéraires*, dont sept volumes, tout à l'heure, auront vu le jour. C'est un recueil de pièces infiniment rares des XVI^e et XVII^e siècles. Un grand nombre touchent de près à l'histoire protestante ; nous signalerons dans le tome II : *Les cruels et horribles tourmens de Balthasar Girard, Bourguignon, vray martyr, soufferts en l'exécution de sa glorieuse et mémorable mort pour avoir tué Guillaume de Nassau, prince d'Orenge, ennemy de son roy et de l'Eglise catholique* ; dans le tome III, p. 44 : *Récit véritable de l'attentat fait sur le précieux corps de N.-S. Jésus-Christ, entre les mains du prestre disant la messe, le 24 mai 1649, en l'Eglise de Sannois* ; p. 83, se trouve l'*Histoire joyeuse et plaisante de M. de Basseville et d'une jeune demoiselle fille du ministre de Saint-Lô, laquelle fut prise et emportée subtilement de la maison de son père*. Nous citerons encore, t. IV, p. 307, l'*Histoire miraculeuse de trois soldats punis divinement* ; ce coup des cieux est trop extraordinaire pour que nous ne le mettions pas sous les yeux du lecteur, pour l'édification de qui de droit, et surtout des iconoclastes présents et futurs :

« L'an mil cinq cens soixante et seize, le vingt-uniesme jour de juin
« Monsieur frère du roy estant à Chastillon-sur-Seine, et la garde de son
« infanterie logée au village de Souley, distant d'une lieue ou environ dudict
« Chastillon, trois soldats de ladicte infanterie, oysifs, estant près l'Eglise
« dudict lieu, au devant de laquelle il y avoit une grande image de Saint-
« Antoine eslevée en pierre, après plusieurs propos scandaleux par eux
« tenuz de ladicte image par dérision, l'armèrent d'un morion et d'une hal-
« lebarde, luy disans ces mots avec grands et exécrables blasphèmes : Si
« as de la puissance, monstre-la présentement contre nous et te défends. Et
« ce disans, ruèrent plusieurs coups des armes qu'ils avoient sur ladicte
« image ; de quoy non contents, l'un deux tira contre icelle image deux ou
« trois harquebuzades, de l'une desquelles fut frappée icelle image en la face,
« entre la lèvre basse et le menton, et au mesme instant ledict soldat s'écriant
« à haute voix, diet ces mots : Je brusle, et tomba mort en terre. »

Des soldats se passant la fantaisie de protester à main armée contre le culte superstitieux des images, voilà le miracle ! Il est trop extraordinaire pour qu'on l'oublie.

Le *Cochon mitré* (t. VI, p. 209), tableau de la vie crapuleuse du haut clergé pendant le XVII^e siècle, est d'une importance générale.

La pièce intitulée : *Mémoire véritable du prix excessif des vivres de la Rochelle, pendant le siège*, témoigne des privations endurées par les réformés et de leur courage héroïque : *Une demi-livre de biscuit* se vendait vingt-cinq livres ; *une tête de chien*, dix livres ; *un œuf*, huit livres ; *une livre de peau de veau*, trois livres ; *une livre de confiture*, seize livres ; *deux feuilles de chou*, cinq sous, et le reste à l'avenant. On conviendra que la cherté des subsistances dont on se plaint à bon droit aujourd'hui, n'approchait pas de telles misères !

À côté de pièces protestantes, il s'en trouve d'ultra-catholiques, lesquelles, parfois, dans la bonhomie de leurs confidences, fournissent des armes

contre ceux-là mêmes qu'elles ont la prétention de défendre ; c'est ainsi que (vol. III, p. 52) la fort curieuse boutade : *la Chasse au vieil Grognard*, rédigée en haine de la Réforme, s'écrie en parlant des Français de 1500 et tant, qu'elle compare à ceux de 1622 : « Ils trouveroient à qui parler, ils « trouveroient de fermes rochers, qui, par leur diligence et leurs études « assidues ont relevé ce qu'y estoit cheu, reveillé ce qu'y dormoit et décou- « vert ce qu'y estoit caché à nos anciens ; aussy, comme la négligence des « docteurs et la simplicité des hommes estoit lors, l'observation de la reli- « gion estoit pareille ; qu'elle religion paroïssoit-il à nos anciens d'aller « ouïr une petite messe les festes, mespriser les vespres, une fois l'an se « confesser, encore falloit-il dire leurs peschés, tirer de leur bourse un tour- « nois fricassé pour donner à l'offrande, ne tenir compte des festes, n'aller « au sermon que les bons jours, aller le jour de Noël à la messe de minuit « pour dormir sur la paille que l'on mettoit aux Eglises, chanter des noëls « de l'antiquité, qui commençoient : *Viens cà, gros Guillot* ; se souler après « la messe pour dormir le lendemain jusqu'à midi, et, quand on estoit mort, « de faire de belles épitaphes, comme il s'en suit :

Cy-dessous gist le grand Pierre,
Enterré sous ceste pierre,
Quy s'est toute sa vie
Méslé de la friperie.

« La postérité avoit bien affaire de le sçavoir ; voilà les actions de l'antiquité « en la religion ! »

Qu'il souvienne au lecteur que l'antiquité, pour l'auteur de la *Chasse au vieil Grognard*, c'est le milieu du XVI^e siècle, c'est l'époque où les docteurs protestants, les Testaments à la main, discutant les vieux mensonges des Pères, déchirant les oripeaux et balayant la poussière sous lesquelles le fanatisme et la superstition avaient enseveli les pures doctrines du Christ, firent sortir toutes les âmes d'un sommeil de quinze siècles et d'une stupidité qui promettait de durer plusieurs milliers d'années, puisque ses racines flétries semblent encore si vivaces. Le progrès dont se félicite l'ennemi du vieil Grognard, c'est, en réalité, la Réforme qui l'a produit, et les prêtres catholiques devraient élever dans un coin de leurs sacristies un petit autel à Luther et à Calvin, qui, comme sous les coups d'un fouet strident, leur ont rendu une éphémère vigueur.

L'intérêt de toutes ces raretés double à la lecture des savantes annotations de M. Ed. Fournier ; ses gloses formeraient à elles seules plusieurs volumes de variétés littéraires ; il n'est pas un ami de l'histoire, — à quelque opinion qu'il appartienne, — qui n'y trouve la solution de mille problèmes restés jusqu'à ce jour inexpliqués. MM. Fournier et Jannet ont réellement bien mérité de tous les esprits sérieux, l'un en colligeant de si bonnes choses, l'autre en les popularisant.

L. LACOUR.

Errata. — Tome V, page 9, ligne 13, lisez : paroisse d'Augé.

— p. 203, l. 16, — : Bosviel de la Goutine.

— p. 210, l. 7, — : Boissezon de la Belletorie.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS. —
RÉPONSES A DES DEMANDES DE RECHERCHES ET NOUVEAUX APPELS. — AVIS
DIVERS, ETC.

**Tournée de M. J.-P. Hugues en Hollande et en Belgique,
pour y faire connaître l'œuvre historique et rechercher des
matériaux.**

**I^o Les Eglises wallonnes et leur organisation. — Rotterdam.
— Descendants de réfugiés.**

*A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.*

Anduze (Gard), 15 décembre 1856.

Monsieur le Président,

Je viens vous soumettre les résultats sommaires de la mission que vous avez bien voulu me confier, et vous communiquer les faits et les observations que j'ai pu recueillir dans ma courte excursion en Hollande et en Belgique. Puissent-ils justifier aux yeux de nos lecteurs l'espérance que j'avais conçue lorsque j'osai me mettre à votre disposition ! Puisse ce premier essai, qu'il vous a paru utile de tenter, avoir répondu à votre attente et porté pour notre chère société quelques fruits encourageants !

Mon exposé, vous devez vous y attendre, Monsieur le Président, ne sera pas celui d'un touriste qui raconte au long ses impressions de voyage ; ni celui d'un artiste qui va de ville en ville, étudiant et décrivant les monuments publics ; encore bien moins celui d'un publiciste qui approfondit les principes et les formes des institutions politiques. Je ne parlerai pas même de l'état religieux proprement dit de la Hollande et de la Belgique, ni de telles ou telles tendances des esprits. De pareilles observations, si intéressantes d'ailleurs, n'étaient pas notre affaire ; aussi bien y eût-il fallu et un loisir et un calme d'esprit dont les circonstances ne me permettaient guère de jouir : on va en juger.

Parti d'Anduze à la fin d'août, obligé d'y revenir dans les premiers jours d'octobre, je n'avais que cinq semaines pour traverser à deux reprises la France dans toute sa longueur, parcourir la Belgique et la Hollande, m'arrêter dans les villes où se trouvent des Eglises wallonnes, y faire des recherches aux bibliothèques, aux diverses archives de l'Etat, de la ville, du consistoire, des particuliers ; m'enquérir des traditions et des souvenirs des

familles de réfugiés ; enfin faire connaître l'œuvre de notre Société d'histoire et provoquer les adhésions et le concours de nos coreligionnaires ! Avec une tâche semblable, et pour la remplir convenablement, ne disposant que de quelques jours, on comprend que j'aie laissé de côté les chefs-d'œuvre de Rembrandt, de Van-Dyck et de Rubens ; les sculptures de l'Hôtel de ville de Bruxelles, les boiseries de la cathédrale d'Anvers ; les digues et les canaux, les poldens et les tourbières de la Hollande, les établissements maritimes de Rotterdam et d'Amsterdam, les débats parlementaires des états généraux de la Haye, les discussions théologiques des écoles de Groningue et d'Utrecht ! J'ai passé devant toutes ces grandes choses, j'en ai beaucoup ouï parler, mais en homme qui se condamne d'avance à avoir des yeux pour ne point voir, des oreilles pour ne pas entendre ! Et, dussé-je attirer sur ma tête l'anathème des amis de l'art et le reproche patriotique de nos frères de Hollande, j'avoue que j'ai résisté à la tentation d'aller admirer les magnifiques collections de la ville de Leyde ; que j'ai passé cinquante fois, sans y mettre les pieds, devant la salle des états généraux à la Haye ; qu'il a fallu me faire violence pour que je consacrasse un quart d'heure à visiter les docks et le jardin zoologique d'Amsterdam, et qu'en présence de la fameuse *Ronde de nuit*, cet incomparable joyau de l'écrin de Rembrandt, je me suis surpris détachant mes regards de cette merveille et les fixant sur un mauvais manuscrit qu'on venait de me remettre en communication.

Avec de pareilles préoccupations d'esprit, je n'ai donc point vu ce que les autres voyageurs recherchent d'ordinaire avec avidité ; et si je l'ai vu, je confesse l'avoir vu d'un œil distrait ; mais, en revanche, ce que les autres dédaignent a été pour moi l'objet des plus consciencieuses investigations ; livres, manuscrits, voilà ce qui m'a passionné, ce que j'ai demandé partout à cor et à cri ! Ma vie s'est passée presque en entier au milieu de l'atmosphère wallonne ; de sorte que, tout en visitant les archives et les bibliothèques en compagnie de mes collègues, j'ai pu recueillir de leur bouche bien des détails instructifs sur leurs Eglises ; et comme ces Eglises ne nous sont connues en France que d'une manière fort imparfaite, j'ai cru qu'il pouvait être utile de reproduire quelques-uns de ces renseignements dans le compte rendu de mon excursion bibliographico-historique. Parler des Eglises wallonnes après Charles Weiss, et après l'*Exposé historique de l'état de l'Eglise réformée des Pays-Bas* (1), c'est, à mon avis, satisfaire la curiosité publique, justement éveillée par ces deux excellents écrits, et c'est répandre du jour sur une des questions principales proposées dans le programme des travaux de la *Société de l'histoire du Protestantisme français*.

Et maintenant, sans plus de prologue, je commence le récit de mes courses et de mes recherches.

I^o Rotterdam.

Après avoir conféré une dernière fois avec vous, Monsieur le Président,

(1) Cet Exposé, publié en 1855, et destiné de la part de la Réunion wallonne aux Eglises réformées françaises, est dû à la plume savante de M. Monnier, pasteur à Amsterdam, et président actuel de la Commission wallonne.

j'ai pris le chemin de la Belgique, que j'ai traversée sans m'y arrêter, et je me suis dirigé en droite ligne sur Rotterdam. Ce qui m'a fait choisir cette ville pour point de départ de mes investigations, c'est que notre collègue M. Albert Réville y exerce la charge pastorale dans l'Eglise wallonne; et, quoique je ne fusse ni attendu, ni connu personnellement de ce digne ami, cependant il me semblait que je pouvais sans hésitation frapper à sa porte et lui demander aide et assistance pour l'accomplissement de ma tâche. Je ne m'étais pas trompé, et cet excellent confrère, m'accueillant comme un ancien camarade de faculté, m'a consacré tout le temps dont ses disciples (catéchumènes) et ses nombreuses occupations lui permettaient de disposer. Grâce à ses sages directions, qui m'étaient indispensables, grâce à son bon vouloir et à ses connaissances variées, j'ai pu m'orienter dans cette grande cité de Rotterdam, y entreprendre d'utiles recherches et m'y tracer une ligne de conduite pour le reste de mes courses au sein des Eglises wallonnes.

Ces Eglises remontent presque aux premières années de la Réforme; elles ont été fondées par les disciples de Guy de Brès, l'apôtre et martyr de Valenciennes. Ceux-ci s'échappant des provinces méridionales des Pays-Bas, où la langue française était en usage, et qui, pour cette raison, étaient appelées *provinces wallonnes* (1), et fuyant les sanglantes persécutions de la domination espagnole, vinrent chercher la sécurité et la liberté de conscience dans les provinces néerlandaises; de là ces communautés qui datent presque toutes de la fin du XVI^e siècle ou du commencement du XVII^e. Celle d'Amsterdam fut fondée en 1578; celles de Harlem et de Middelbourg en 1579; celle d'Utrecht en 1580, celle de Leyde en 1584; celles de Dordrecht et de Delft en 1586; celle de la Haye en 1593, de Rotterdam en 1603.

Organisées selon les formes ecclésiastiques et les principes dogmatiques des Eglises de France, elles se maintinrent pendant plusieurs années, puis perdirent peu à peu de leur importance, à mesure que les descendants des premiers Wallons, leurs fondateurs, se mirent à adopter la langue, les mœurs et les intérêts de leur nouvelle patrie. L'heure de la disparition allait donc sonner pour elles, lorsque la révocation de l'Edit de Nantes emmena en Hollande des milliers de protestants français qui s'incorporèrent naturellement dans ces Eglises wallonnes, où le culte se célébrait dans leur propre langue, et sous les formes adoptées dans leur patrie. Ce recrutement considérable ranima les Eglises wallonnes, déjà bien affaiblies, releva leur importance, en augmenta le nombre tellement qu'on en compta bientôt plus de soixante; mais, à la longue, elles s'affaiblirent sous l'empire des mêmes causes qui les avaient atteintes une première fois, et elles ont disparu peu à peu, tellement que leur nombre, à l'heure présente, s'élève seulement à dix-huit (2).

(1) Ces provinces étaient : le pays de Liège, le Hainaut, la Flandre, et le Brabant méridional.

(2) Voici la liste de ces Eglises : Amsterdam, — La Haye, — Rotterdam, — Leyde, — Utrecht, — Groningue, — Middelbourg, — Dordrecht, — Delft, —

Ainsi réduites, les Eglises wallonnes sont encore un sujet de jalousie pour certains membres de l'Eglise nationale hollandaise, qui voient avec regret que les personnes de marque et d'esprit cultivé suivent de préférence le culte wallon; d'ailleurs, les vingt-cinq places de pasteurs affectées par l'Etat aux Eglises wallonnes réduisent d'autant celles que le gouvernement accorde à l'Eglise nationale hollandaise. Or celle-ci, qui compte toujours dans son sein un assez grand nombre de pasteurs sans cure d'âmes, préférerait naturellement que ces vingt-cinq places lui fussent attribuées! De là des plaintes, des murmures qui avaient trouvé de l'écho jusque dans les hautes régions politiques, tellement qu'en 1847 les Eglises wallonnes, se croyant menacées dans leur existence, poussèrent un cri d'alarme, et ce n'était pas sans raison. En effet, une loi avait été rendue qui attribuait au gouvernement le droit de prononcer la suppression de telle ou telle place de pasteur, quand elle ne lui paraîtrait plus nécessaire par les besoins du service ecclésiastique. Les Eglises wallonnes, qui avaient vu dans cette disposition législative une épée de Damoclès menaçant désormais leur existence, multiplièrent leurs réclamations, publièrent mémoires sur mémoires jusqu'à ce qu'elles eussent obtenu une interprétation officielle qui enleva à cet article de la loi tout ce qu'il offrait de menaçant. L'orage semble donc s'être dissipé; néanmoins ces Eglises ne sont pas encore complètement revenues de leur frayeur, et souvent encore se demandent si elles compteront toujours parmi les Eglises nationales réformées des Pays-Bas.

Quoi qu'il en soit de l'avenir qui les attend, leur stabilité paraît quant à présent assurée, et nous croyons devoir tracer ici une esquisse rapide de leur organisation.

Les dix-huit Eglises wallonnes composent un seul ressort ecclésiastique relevant d'une assemblée annuelle qu'on appelle *la Direction*. Cette assemblée, composée de députés envoyés par les consistoires, délibère sur les intérêts communs. Chaque consistoire y députe à ses frais un Pasteur et un Ancien. La Direction nomme pour trois années une commission de sept membres, dont la principale attribution est de veiller à l'exécution de toutes les résolutions prises par la Direction (1).

A la tête de chaque Eglise wallonne on trouve le Consistoire, corps ecclésiastique composé d'un nombre indéterminé de membres (appelés *anciens* comme en France). Le Consistoire se recrute lui-même, et les fonctions de ses membres ne se prolongent pas d'habitude au delà de trois années.

A côté du Consistoire se trouve le Diaconat, corps actif, et qui, tout en

Harlem, — Arnheim, — Leuwarde, — Zwolle, — Bois-le-Duc, — Woorbourg, — Nimègue, — Maestricht.

(1) La *Direction wallonne* a le rang et les attributions d'une *Direction provinciale*. L'Eglise nationale réformée des Pays-Bas est composée de 12 *Directions provinciales* (y compris la Direction wallonne); au-dessus de ces Directions se trouve le *Synode*, qui se réunit annuellement; au-dessous de chaque Direction, on a placé les classes, et au-dessous des classes on trouve les consistoires. Un certain nombre de consistoires forment la classe; on compte 45 classes dans les Pays-Bas.

s'occupant des intérêts des pauvres, prend dans la direction des affaires ecclésiastiques une part presque prépondérante.

Les pasteurs des Eglises wallonnes se recrutent en partie en Hollande et en partie dans les pays de langue française.

Les consistoires n'ont pas de président en titre ; la présidence revient de droit, chaque semaine (là où il existe plusieurs pasteurs), à celui qui a occupé la chaire.

Le culte se célèbre dans les Eglises wallonnes comme dans nos Eglises de France. Les temples, dépourvus comme les nôtres de tous les ornements qu'on prodigue ailleurs, sont cependant très confortablement aménagés : les femmes se trouvent au milieu de l'enceinte, et les hommes sont assis sur des bancs au devant desquels est établie une tablette supportant un recueil de psaumes et de cantiques, et une grande bible *in-quarto* pour chaque assistant. Le chant auquel les hommes prennent part est grave, solennel et empreint d'un caractère de majesté. A la fin de chaque phrase musicale, l'auditoire se tait, l'orgue exécute une harmonie; puis, l'assemblée attaque vigoureusement, avec l'accompagnement de l'orgue, la phrase musicale qui suit, et il résulte de ces alternatives habilement combinées un chant religieux d'une grande beauté. Deux collectes ont lieu à chaque service, l'une avant le sermon, pour les frais du culte, et l'autre après le sermon, en faveur des pauvres. L'assemblée chante pendant que les diacres collectent de rang en rang. Deux services ont lieu chaque dimanche; celui du matin compte toujours un nombre beaucoup plus considérable d'auditeurs que celui de l'après-midi.

On se montre très ponctuel dans les Eglises wallonnes pour arriver à l'heure précise fixée pour la célébration du culte. Cinq minutes avant que le pasteur monte en chaire, l'Eglise est vide d'auditeurs; cinq minutes après, l'assemblée est entièrement formée; tous ceux qui doivent s'y rendre sont déjà réunis, et pas un d'eux ne sort avant la bénédiction (4).

Ceci m'amène à dire un mot de la manière dont le dimanche est célébré en Hollande par toutes les communions réformées, et particulièrement par les membres des Eglises wallonnes. Le jour du repos y est religieusement observé; les magasins sont généralement fermés, et, sinon fermés, du moins les devantures sont scrupuleusement entre-bâillées; les travaux sont entière-

(1) Edmond Teissier, qu'on ne peut pas accuser de partialité pour le culte réformé, s'exprime de la manière suivante dans son *Voyage pittoresque en Hollande et en Belgique* : « Le lendemain de mon arrivée à Harlem était un dimanche. « On sait qu'en tous pays, en pays protestants surtout, le dimanche, qui vient « fermer les musées, les théâtres, les boutiques, exerce une influence néfaste sur « les voyageurs. Il me vint dans l'idée de me réfugier dans l'église, et de profiter « du service pour entendre les orgues si vantées de Harlem. Ce jour-là elles se « bornaient à accompagner les cantiques chantés en chœur par toute l'assistance. « J'admiraï la puissance et la suavité de cette harmonie; je songeais à part « moi que la religion qui a fait la vieille Hollande forte, libre et indépendante « avait bien aussi sa poésie, et que les hymnes de Luther ou des anciens com- « positers allemands étaient, à bien prendre, des œuvres encore plus musicales « que le plain-chant barbare qu'on entonne encore dans la plupart de nos « églises. »

ment suspendus. Cependant les Hollandais sont loin d'apporter dans l'observation du dimanche cette rigidité minutieuse à laquelle s'astreignent nos frères d'Angleterre et d'Amérique. Tandis que ces derniers s'enferment pendant tout le jour du repos dans les églises ou dans leurs maisons, et s'occupent uniquement de prières et de lectures pieuses, les Hollandais ne se font pas scrupule, après avoir assisté au culte public, de se procurer quelques récréations innocentes. Cette observation du jour du repos tient le milieu entre la négligence française et la rigidité anglaise.

Dans les Eglises wallonnes (et je suppose qu'il doit en être de même dans toutes les autres Eglises protestantes de la Hollande), les pasteurs sont entourés d'un profond respect; au reste, cet hommage est la juste récompense de leurs vertus domestiques et de leurs qualités pastorales. Ce sont tous des hommes d'une grande droiture d'esprit et de cœur : pieux, zélés, doctes, ils écrivent et parlent correctement la langue française, qui, pour plusieurs d'entre eux, n'est pas pourtant la langue maternelle. Leurs discours sont solidement pensés et écrits dans un style qui n'est plus *le style réfugié*. Au reste, ils apportent un soin extrême à la composition de leurs discours, et les exigences de leurs auditeurs leur en font un impérieux devoir. Les Hollandais wallons aiment et demandent de beaux et de bons sermons; si leur attente est trompée, ils se plaignent, ils désertent leur propre temple pour suivre les prédications hollandaises qui pourront mieux les satisfaire sous le rapport du fond des idées, de l'éloquence et de l'action oratoire! De là, ce travail incessant de cabinet auquel se livrent les prédicateurs wallons; de là aussi ces solides discours qu'ils viennent prononcer devant des auditeurs capables de les suivre et de les apprécier!

Malgré le respect dont ils sont environnés, malgré leur mérite personnel, les pasteurs wallons, si j'en crois mes impressions, n'exercent pas une influence prépondérante sur les affaires de l'Eglise. Ce sont les consistoires qui, prenant au sérieux leurs devoirs et leurs attributions, administrent toutes les affaires ecclésiastiques et les dirigent après les avoir mûrement examinées. Cet intérêt porté aux questions religieuses se rencontre moins fréquemment chez les membres laïques de nos consistoires en France, et nous devons vivement le regretter! Heureuses seraient nos Eglises si elles étaient toujours réellement administrées par les corps placés à leur tête. Que de négligences réprimées, que d'erreurs prévenues, et la responsabilité des pasteurs, trop engagée le plus souvent et quelquefois compromise, comme elle serait ainsi mise à couvert!

Non-seulement les pasteurs wallons n'ont pas la haute main dans les affaires de l'Eglise, mais encore ils n'ont paru chargés de peu de fonctions en dehors du temple et de leur cabinet. Ils n'assistent pas aux ensevelissements; ils sont peu souvent appelés auprès des malades et au sein des familles affligées. Le Hollandais, dans la maladie et dans le deuil, se suffit à lui-même. Comme il est l'homme de la prière, de la Bible et de la foi, il trouve au sein de sa famille, dans ses croyances, dans ses lectures et dans ses propres méditations, les consolations et les secours qui lui sont neces-

saires ! Les pasteurs se consacrent donc presque exclusivement à leurs travaux, à leurs études théologiques, à la préparation de leurs discours et à l'instruction de leurs catéchumènes. Sans être largement rétribués, ils reçoivent pourtant un traitement convenable, et lorsqu'ils ont atteint leur quarantième année de ministère, ils acquièrent le titre de pasteur émérite, et ils peuvent se retirer du ministère actif, tout en conservant la jouissance à peu près entière de leurs émoluments.

Je viens de dire que les pasteurs wallons consacrent une grande partie de leur temps à l'instruction des catéchumènes (1); je dois ajouter que, conjointement avec la prédication, c'est là l'affaire capitale de leur ministère. Pendant presque tous les jours de la semaine, et durant toute l'année, ils reçoivent à diverses heures les jeunes gens dont on leur a confié l'éducation religieuse. Comme les règlements consistoriaux n'ont rien déterminé pour l'âge d'admission des catéchumènes, pour l'époque de l'ouverture et de la clôture des cours de religion; et comme cette instruction dure de cinq à six années, il en résulte que la diversité d'âge, de sexe, les divers degrés d'intelligence et de connaissances acquises obligent les pasteurs à donner successivement plusieurs cours dans la journée même. Les catéchumènes commencent leur instruction religieuse à l'âge de dix ou douze ans, et la terminent vers leur dix-huitième année; alors ils sont reçus à la sainte table et font ce qu'on appelle en Hollande leur profession de foi. Dès ce moment ils sont inscrits dans les registres commémoratives de l'Eglise, car avant cette époque ils ne faisaient pas partie du troupeau. On conçoit qu'une telle instruction religieuse se prolongeant si longtemps, étant si consciencieusement reçue et si soigneusement donnée, doive laisser des traces durables dans l'esprit et dans le cœur; et l'on conçoit également que des membres de l'Eglise ainsi exercés dans la connaissance des saintes lettres soient forts contre les assauts de l'incrédulité et deviennent, même pour les prédicateurs, des auditeurs souvent redoutables.

Les Eglises wallonnes sont pénétrées d'un esprit trop profondément chrétien (il en est de même du reste pour toutes les congrégations protestantes des Pays-Bas); elles sont trop voisines de l'Allemagne et de l'Angleterre, pour qu'elles soient restées en dehors du mouvement religieux qui a éclaté simultanément et contrairement dans ces deux contrées. Il fallait donc s'attendre à voir la tendance dite orthodoxe et la tendance opposée s'y produire concurremment, comme elles se sont manifestées dans tout le monde protestant. C'est ce qui est arrivé en effet : les deux écoles ont recruté des disciples au sein des Eglises wallonnes, non sans conflit et sans luttes, ainsi que dans les autres troupeaux de la Hollande, de la Suisse et de la France ! Mais la science et le bon sens néerlandais ont tempéré tout ce que ces luttes auraient pu avoir de violent et d'amer, et ont amorti de beaucoup les conséquences funestes qu'elles pouvaient entraîner !

(1) En Hollande, il en est de même des autres pasteurs de toutes les dénominations protestantes.

En dépit des divergences, j'ai donc trouvé l'union au sein des Eglises wallonnes, et chez tous leurs membres, un vif désir pour le maintien et pour la prospérité de leurs congrégations ! Cet attachement profond des membres des troupeaux wallons pour leur Eglise, au premier aspect, semble s'expliquer par des traditions et des habitudes de famille, par les souvenirs vivants de l'ancienne nationalité française. Cependant cette explication ne saurait être admise sans réserve dès que l'on étudie la composition de ces mêmes troupeaux ! En effet, bon nombre de ceux qui les composent actuellement ne descendent pas de familles de réfugiés ; ils s'y sont affiliés par des raisons purement personnelles et accidentelles ; et tandis qu'ils venaient en grossir les rangs, beaucoup de descendants d'anciens Wallons et de réfugiés français, sortant de ces mêmes Eglises, s'affiliaient à l'Eglise hollandaise ; d'où il résulte que les troupeaux wallons, à l'heure présente, comptent plus de membres d'origine hollandaise que d'origine française. Le titre de descendants de réfugiés français flatte médiocrement l'amour-propre de ceux qui le portent. Ceux-ci sont Hollandais de cœur, et s'ils aiment la France, ce n'est pas parce que leurs devanciers en sont sortis. Au reste, il ne faut pas être surpris de leur peu d'attachement pour cette terre de France dont nous, protestants français, nous sommes si fiers d'être les enfants ! A la révocation de l'Edit de Nantes, leurs ancêtres, qui avaient échappé à si grand'peine au sabre des dragons, léguèrent à leurs enfants le ressentiment profond qu'ils éprouvaient contre les auteurs de leur exil et de leurs malheurs. Cet éloignement qu'ils inspirèrent à leur famille avait aussi pour cause le désir bien arrêté de prévenir, dans l'esprit de leurs enfants, toute idée de retour en France pour y venir reprendre, au prix d'une honteuse apostasie, les biens délaissés par leurs pères ; car ces biens, tenus en régie, demeuraient offerts comme un appât aux fils des réfugiés, afin qu'ils demandassent à rentrer en France et réclamassent, en changeant de religion, leur réintégration dans leur patrimoine. — J'ai appris de la bouche de M. le baron Forstner Van Dambenoy, que sa trisaïeule, sortie de France à la suite de la révocation de l'Edit de Nantes, avait déchiré de ses propres mains, avant de mourir, ses titres de noblesse et de propriété aux yeux de ses enfants, afin de leur ôter la pensée de revenir en France et de les mettre dans l'impossibilité de renier la religion réformée pour rentrer dans leurs anciennes possessions !

Ces précautions, dictées par l'horreur de l'apostasie et par le ressentiment contre leur ingrate patrie, dépassèrent, et au delà, les vues de ceux qui les avaient conçues. En effet, beaucoup de descendants de réfugiés français adoptèrent complètement la nationalité et la langue hollandaise, dénaturèrent leurs noms, anéantirent tous les titres et les papiers qui auraient pu trahir leur origine française ! On m'a montré à Amsterdam tout un quartier habité par des descendants de réfugiés français qui n'entendent pas un mot de notre langue, et qui seraient fort embarrassés si vous leur demandiez le moindre souvenir de famille !

De là, en Hollande, la rareté relative des documents manuscrits se rap-

portant à l'histoire du refuge, et la difficulté de les obtenir de ceux qui les possèdent, et qui n'en savent pas apprécier la valeur.

Mais heureusement ces papiers, ces souvenirs, quoique rares, n'ont pas entièrement disparu; il s'en trouve encore, grâce au ciel, et bien plus qu'on ne le suppose. Je vais plus loin; j'ose affirmer que, malgré les difficultés qui semblent les soustraire aux recherches, on peut, avec un peu de patience, parvenir à de précieuses découvertes. J'en ai fait moi-même l'expérience dans ma courte odyssée bibliographique, et j'ai pu véritablement une fois de plus en cette occasion l'exactitude du proverbe favori de nos maîtres d'humanité : *Labor improbus omnia vincit*.

Mais arrivons à ma tournée dans la ville de Rotterdam. Guidé par notre confrère Réville, j'ai visité quelques familles issues de réfugiés français, entre autres celle de MM. Chabot, dont les devanciers étaient originaires de Nîmes, et qui pensent être en rapport de parenté avec les Chabot-Latour; — la famille Roussille, sortie de Saint-Hippolyte (Gard), — la famille de M. Delprat, ancien pasteur de Rotterdam. Celui-ci, homme d'un esprit très cultivé, d'une urbanité parfaite, possédant des connaissances historiques très étendues, me communique des documents qui ne manquent pas d'importance, entre autres : 1° un *Tableau complet de tous les pasteurs qui ont desservi les Eglises wallonnes*, avec des notes bibliographiques sur chacun de ces pasteurs; travail considérable dû à la plume de M. Delprat lui-même; — 2° la suite manuscrite, en 4 volumes in-folio, du grand ouvrage de Basnage, intitulé : *Histoire généalogique des Pays-Bas*; — 3° la *Liste de MM. les Pasteurs de l'Eglise wallonne et des Ministres réfugiés, suivant l'ordre qu'ils doivent prêcher, en l'an 1688, dans la ville de Rotterdam*. — Je transcris textuellement cette liste :

« M. Nicolas Colvius, demeurant sur le Keisersgraff, proche l'Amstel.

« M. Louis de Volzogne, demeurant sur le Keisersgraff, proche l'Amstel.

« M. Pierre Pierrot, sur le Preguliersgraff, entre le Heere et Keisersgraff.

« Celui des trois pasteurs de l'Eglise wallonne qui est en semaine prêche à la « vieille église, le dimanche matin, le mercredi, et le jeudi ou soir dans le Wes-
« terkek, et le dimanche suivant après dîner. Chaque premier dimanche du
« mois n'étant pas un jour de Cène, l'un des trois pasteurs de l'Eglise wallonne
« fait à son tour le premier prêche dans la nouvelle église, et celui des 38 mi-
« nistres retenus en cette ville qui se rencontre de tour, prêche le même jour
« dans la vieille église. Aux premiers dimanches des mois de février, de juin et
« d'octobre, l'un des trois pasteurs de l'Eglise wallonne distribue la sainte Cène
« dans la nouvelle église, et en ce même jour celui des 38 ministres réfugiés à
« qui le tour échet de prêcher, prêche l'après-dînée dans la vieille église. Aux
« mois d'avril, d'août et de décembre, la sainte Cène est distribuée dans la nou-
« velle église, par un des ministres réfugiés qui doit prêcher à son tour. »

Noms des 38 ministres réfugiés retenus dans la ville d'Amsterdam, rangés selon le temps de leur réception au saint ministère, avec l'ordre comme ils prêchent, chacun à leur tour, dans la nouvelle église wallonne d'Amsterdam, avec le nom de l'Eglise où ils étaient pasteurs.

1. Jean Ives, ministre de Saint-Jean d'Angely, — sur le Princegraff, près du Spiegelst.

2. *Jacob BRUN*, ministre de Cours, en Guyenne, — dans le Noordse Bols.
3. *Etienne MORIN*, professeur de Caen, en Normandie, — sur l'Oude Meyer Beer.
4. *François BELIN*, — de Saint-Mexant, — sur l'Elansgraft.
5. *Jacques PHILIPOT*, — de Clérac, en Guyenne, — dans le Veysel Straat.
6. *Isaac GOYON*, — de Bordeaux, — vis-à-vis le Lombart.
7. *Jean RIROLTIER*, — de Tonneins, en Guyenne, — dans le Veyzelstraat.
8. *Gratien LA FITTE*, — de Bordeaux, — dans le Noordsebos.
9. *Théodore BARIN*, — de Montendre, — sur le Roose Graft.
10. *Pierre DU PRAT*, — de Destruel, — proche l'Amstelkerk.
11. *Pierre DU NOYER*, — de Sauré, en Poitou, — dans le Noordsebos.
12. *Jean DARNATIGUES*, — de Carmaing, en Languedoc, — dans le Runstraat.
13. *Jaques GARISSELES*, — de Bergerac, en Guyenne, — tout contre la vieille église wallonne.
14. *François SENIL*, — de Zavaradac, en Guyenne, — dans le Konings-dwers-Straat.
15. *Jean BARIN*, — de Saumur, en Anjou, — dans le Nieuwe Hoogstraat.
16. *Pierre ROYÈRE*, — de Coutras, en Guyenne, — près de la porte d'Utrecht.
17. *François IMBERT*, — de Sénégas, en Languedoc, — en Louwiersgraft.
18. *Pierre GALLIEUX*, — de Salaniac, en Guyenne, — proche du Wale Weeshuis.
19. *Jean PEPIN*, — de Saint-Savinien, en Xaintonge, — vis-à-vis l'Amstelkerk.
20. *Daniel PAIN*, — de Fontenay-le-Comte, — vis-à-vis l'Amstelkerk.
21. *Arnaud MAGENDIE*, — d'Orthez, en Béarn, — sur le Princegraft, près du Beerstraat.
22. *Jaques VERDIER*, — de Cassignoles, en Sevens, — dans le Runstraat.
23. *Nicolas GUÉRARD*, — du Havre de Grâce, — dans le Roostestraadt.
24. *Pierre ISARN*, — de Montauban, — dans le Kerkstraat.
25. *Pierre DE PENNA*, — de Saint-Maurice, en Guyenne, — près de la porte d'Utrecht.
26. *Jacob GARCIN*, — d'Orthez, en Béarn, — près de Doolhoff, sur le Princegraft.
27. *Jean DU MOUTIER*, — de Belesine, en Anjou, — dans le Bloedstraat.
28. *Pierre DE GEAC*, — de Soubise, en Xaintonge, — sur le Rokkin, près de la Bourse.
29. *Pierre DUBOURG*, — de Saint-Jean de Marvéjol, en Languedoc, — près du Rasphuys.
30. *Barthélemi BERNARD*, — de Marseille, — dans le Runstraat.
31. *Elie RIVALS*, — de Puylaurens, en Languedoc, — au bout du Louwriersgraft.
32. *Benjamin DUVIGNEAUX*, — de Châtellerault, en Poitou, — près de Kerkstraat.
33. *Samuel LAGARIE*, — de Montguyon, en Xaintonge, — près de Westerkerk.
34. *Pierre CAMPDOMER*, — de Roquecourbes, — au Louwiersgraft.
35. *Marc BOIBELEAU*, — de Marennes, — au Zeedyk, près de la ville de Dieppe.
36. *Jaques VIGUIER*, — de Réalmont, en Languedoc, — proche la nouvelle église wallonne.
37. *Thomas DE CAUX*, — de Dieppe, — au Leidse Graft.
38. *Jean GELLIEUX*, — de Montignac le Comte, en Guyenne, — près du Wale Weeshuys.

Rotterdam, ville de commerce, est peu riche en bibliothèques, surtout en bibliothèques importantes. M. Réville m'en signale une qui mérite d'être

visitée, c'est celle des *Remontrants*. Nous nous y rendons ensemble. J'y trouve la plupart des ouvrages de nos principaux théologiens français ; j'y remarque surtout une collection considérable de pamphlets publiés à l'époque de la grande querelle entre les gomaristes et les arminiens. Parmi ces pièces il en existe probablement relatives aux Eglises réformées de France et du Refuge, mais cette collection se compose de plusieurs centaines de volumes, et presque tous ces documents sont écrits en hollandais. Impossible à moi d'en faire le relevé ! Je le déplore vivement. Pour adoucir mes regrets, M. Réville, habitué de cette bibliothèque, se charge d'examiner soigneusement cette riche collection, au point de vue de nos travaux.

J'y trouve également un petit ouvrage en vers qui pique ma curiosité. Cet opuscule a pour titre :

Dialogue entre deux Drapiers de Sainte-Nicoïze, sur les controverses prêchées par le père Véron en l'Eglise de notre Dame de Rouen ; le tout en langage de la Boïse. Petit in-18, sans date et sans nom de lieu.

M. Réville, qui est originaire de Dieppe, ne peut me dire ce qu'est ce pays de *Boïse*. Il reconnaît que le langage dans lequel cet écrit est composé est littéralement celui des paysans du pays de Caux, où se trouvaient et se trouvent encore plusieurs Eglises protestantes (Rouen, Dieppe, le Havre, Bolbec, Luneray, Montivilliers, et plusieurs autres petites localités). D'après M. Réville, il s'agit dans ce livret de deux compères qui devisent en leur patois sur les controverses que le fameux Véron a tenues à Rouen contre l'Eglise réformée, et l'un des deux réfute, point par point, les assertions du révérend père ; le tout dans un langage assez prolixe, mais empreint d'une certaine verve narquoise tout à fait en rapport avec le caractère ergoteur et naïvement malin du terroir. Au reste, M. Réville m'exprime l'intention de le copier en entier et d'en faire hommage à notre Société.

J'ai été présenté au bourgmestre, qui m'honore de l'accueil le plus gracieux ; je lui demande l'autorisation de faire des recherches dans les archives de la régence (administration municipale) afin de prendre des notes sur les familles de réfugiés qui se sont établies à Rotterdam. Ma demande ne rencontre aucune difficulté... Malheureusement les archives ne pourront être accessibles que dans quelques semaines, et à cette époque je serai loin de la Hollande... Cependant ces recherches se feront, mais par les soins de M. Réville, qui se promet de les entreprendre, et qui certainement les conduira à bonne fin.

J'ai été également autorisé à consulter les archives du consistoire wallon, et j'ai largement usé de la permission ; mais, avant de faire connaître le résultat de mes investigations, je veux dire en peu de mots comment il me fut permis de fouiller dans ce dépôt consistorial : ce simple récit suffira pour donner une juste idée de cette sévère exactitude que chaque membre de consistoire apporte dans l'exercice de sa charge.

Le dimanche après mon arrivée à Rotterdam, sur l'invitation de mon ex-

cellent collègue, je devais occuper la chaire. A neuf heures du matin (heure *militaire*) je me rendis à l'Eglise. On m'introduit dans la *chambre de réflexion* (1). Bientôt le sacristain vient m'avertir que l'heure du service sonne, que le consistoire est réuni et que je suis attendu. Je sors, et je vois MM. les anciens et MM. les diacres en grand costume de ville (2), qui se rangent pour me suivre dans le temple. L'assemblée est déjà nombreuse, la lecture des commandements vient d'être terminée. Je monte en chaire, dominé par une émotion profonde, à la pensée que je suis assis à la même place qui fut occupée jadis par nos grands prédicateurs du Refuge, Jurieu, Dubosc, Basnage, Superville et tant d'autres. L'architecture de cette église n'offre rien de remarquable : c'est un grand carré long dont la voûte est soutenue par des colonnes qui nuisent au coup d'œil d'ensemble; celles-ci n'existaient pas primitivement, mais elles furent rendues nécessaires par les agrandissements qu'on fit subir au temple, à l'époque du second refuge, en 1685, lorsque les protestants français affluèrent à Rotterdam (3).

Le service terminé, le consistoire m'attend au pied de la chaire et m'accompagne dans le même ordre. Il entre en séance; j'attends qu'il m'autorise sur ma demande à me présenter devant lui; bientôt je suis admis et je prends place auprès du président. J'écoute la lecture d'un rapport clair, méthodique, substantiel, d'un membre du consistoire, M. Mees, qui rend compte de la mission qu'il a remplie conjointement avec M. le pasteur Réville auprès de la Réunion wallonne à Groningue, en qualité de député du consistoire; ensuite la parole m'est offerte, je l'accepte, et j'expose à l'assemblée le but de ma mission en Hollande. Je demande en même temps l'autorisation de compulser les registres du consistoire et de tenir une conférence dans le temple, afin d'appeler l'attention des fidèles sur l'œuvre de la *Société de l'Histoire du Protestantisme français*. Après mon exposé, je veux me retirer pour laisser la liberté de délibérer sur ma double demande; on me retient en me disant que les frères (4) qui sont dans l'assemblée ont trop l'habitude de la franchise pour se sentir gênés par ma présence. La discussion en effet est ouverte sur l'objet de ma demande; des observations fort justes sont faites, et finalement la double autorisation m'est accordée à l'unanimité.

(1) Dans tous les temples wallons, indépendamment de la salle du consistoire, on a disposé une chambre où le pasteur officiant se recueille et *réfléchit* avant de monter en chaire.

(2) Les règlements de l'Eglise wallonne d'Amsterdam exigent non-seulement que les anciens assistent au culte en costume de ville, mais encore qu'ils soient en manteau et en rabat, lors de l'installation d'un nouveau pasteur.

(3) Ces pauvres réfugiés étaient en si grand nombre, et si affamés d'entendre prêcher la Parole de Dieu, qu'ils se rendaient les premiers à l'église, s'emparaient de toutes les places, et empêchaient ainsi les anciens membres du troupeau d'assister au culte. Plainte fut portée au consistoire, qui dut aviser pour empêcher cet envahissement. J'ai trouvé dans les registres consistoriaux la décision prise à ce sujet.

(4) En Hollande, les membres des consistoires, pasteurs et laïques, quand ils sont en séance, et même en dehors des séances, se donnent réciproquement le titre de frère. Cet usage est touchant, il est surtout très sage.

En conséquence, le lendemain je me présente, au nom de M. le pasteur Réville, chez le membre du consistoire chargé de la garde des archives. Je lui raconte ce qui a été résolu au sujet de mes demandes : « Je vous crois parfaitement, me répond-il, et je suis plein du désir de vous seconder, mais sans un extrait de la délibération du consistoire, ou sans une lettre du président de la séance, je ne puis pas vous ouvrir les portes de nos archives. » Je cours chercher la pièce exigée et je la lui présente. « Maintenant, me dit-il, je suis à vos ordres. » Nous partons ensemble ; il m'ouvre toutes les armoires où sont déposés les anciens registres, toutes les liasses, tous les vieux papiers ; il les dépose devant moi, met à ma disposition le sacristain de l'église, puis il me quitte et, à la fin de la journée, il vient replacer toutes choses dans leur ordre habituel.

Eh bien ! ce membre du consistoire qui s'était montré si exigeant et si complaisant tout à la fois, connaissait parfaitement ma personne et ma mission ; en outre, il était retenu dans sa maison par des affaires considérables et par de grandes préoccupations de famille ; mais, à ses yeux, son titre de gardien des archives lui faisait un devoir d'exiger un ordre écrit, et il n'avait pas hésité à le réclamer et ensuite à me consacrer une grande partie de son temps.

Ainsi introduit, je me hâtai de compulser tous les papiers qui avaient été étalés devant moi et qui peuvent se classer en quatre catégories bien distinctes :

I. *Registres synodaux*, II. *Registres consistoriaux*, III. *Registres du diaconat*, et IV. *Papiers divers*. — Dans les *Registres synodaux*, qui embrassent toute la série des synodes des Eglises wallonnes, on trouve une multitude de matériaux pour l'histoire du Refuge. — Dans les *Registres consistoriaux*, les grands démêlés des théologiens de la fin du XVII^e siècle et du commencement du XVIII^e, démêlés de Jurieu avec Bayle ; — démêlés de ce même Jurieu avec Basnage, etc. ; matériaux très intéressants pour l'histoire de la théologie réformée. — Dans les *Registres du diaconat*, j'ai trouvé la mention détaillée des grands sacrifices que la ville de Rotterdam s'était imposés pour les protestants français de toutes les émigrations. La dernière émigration, celle de 1750, qui fut provoquée par le *rebaptisement* dans les Eglises catholiques des enfants protestants, fut beaucoup plus considérable qu'on ne l'a pensé jusqu'à ce jour. Jusqu'en 1755 ces émigrants, venus principalement de la Saintonge et du Poitou, passaient par Rotterdam pour se rendre en Irlande ; dès que les premiers arrivèrent, on fit un fonds de secours qui s'éleva à 3,343 florins (7.000 fr.).

Ce secours extraordinaire vint se placer à côté d'une *bourse* pour les anciens réfugiés, qui était alimentée par les dons des différentes Eglises de la Hollande, et qui encore, en 1753, dépensait par an 2,772 florins (4,771 fr.).

Il existait encore une autre bourse pour les prisonnières de la tour de Constance et pour les prisonniers du fort de Brescou. — En outre une *bourse* pour les confesseurs sur les galères, qui s'élevait en moyenne à 300 florins (600 fr.), et qui était alimentée par des dons particuliers et par

une collecte extraordinaire faite dans le temple. — Enfin une *bourse* pour les Vaudois des vallées du Piémont, qui produisait 170 florins (350 fr.), laquelle existe encore. — Dans les *Papiers divers* j'ai trouvé un registre fort curieux contenant les signatures de tous les pasteurs et ministres du Refuge français (1).

J'ai remarqué aussi un registre contenant le nom, la profession et le lieu de la résidence en France des réfugiés qui demandaient à rentrer dans la paix de l'Eglise (2). Voici l'espèce d'amende honorable qu'ils prononçaient ou qu'ils signaient, dont la formule était imprimée, et que j'ai copiée soigneusement :

« N....., Réfugié, ayant eu le malheur de succomber sous le poids
« de la persécution de France....., fait réparation publique au mi-
« lieu de nous avec promesse de vivre et de mourir, moyennant la
« grâce de Dieu, dans la profession constante de l'Eglise réformée...

« Fait à Rotterdam, en consistoire, ce
« et pour tous. *Signé : N...*»

Dans toutes les archives des Eglises wallonnes on trouve des registres analogues à ceux-ci; malheureusement on n'a pas eu partout la précaution, comme à Rotterdam, de désigner l'endroit de la France d'où chaque réfugié était venu. Cette lacune rend difficile les recherches qui pourraient être tentées par nos Eglises actuelles pour retrouver les familles et les individus qui se réfugièrent en Hollande ou ailleurs. Les protestants qui vinrent s'établir à Rotterdam étaient partis surtout des provinces baignées par l'Océan. Il en vint un grand nombre de Dieppe, tellement que M. Réville, à qui j'en fis faire la remarque, reconnut parmi les noms inscrits dans ce registre plusieurs familles qui existent encore à Dieppe, et auxquelles la sienne est alliée.

Mais tous les réfugiés ne venaient pas des provinces de l'Ouest; j'en ai trouvé beaucoup qui avaient quitté le midi de la France, beaucoup qui étaient originaires de Nîmes, de Montpellier, des Cévennes. En voici un surtout qui m'a frappé parce qu'il était né dans une localité voisine et limitrophe de mon église d'Anduze :

« ... PIERRE DE PILOTY, *sieur de LÉZAN, natif du lieu de Lézan en Sé-*
« *venne, de la province du Languedoc, si-devant capitaine au régiment*
« *de Turenne, incorporé au régiment de Berry, en garnison à Brizac*
« *en Alsace; il est parti de Paris le 9^e de juin.*

« *Signé : LÉZAN.* »

(1) Un registre pareil existe dans toutes les archives des Eglises wallonnes, d'où il faut conclure qu'il avait été établi pour s'assurer de l'identité de ceux qui s'attribuaient le titre de pasteurs.

(2) Voir un modèle de ces sortes d'actes dans le *Bulletin*, t. IV, p. 3.

J'ai remarqué aussi parmi ces papiers divers une lettre de Basnage de Flottemanville, écrite en latin, et adressée au consistoire hollandais de Rotterdam, dans laquelle diverses opinions de Jurieu, extraites de quelques-uns de ses ouvrages, sont vivement incriminées. Au reste, voici la note à peu près exacte de tous les registres, liasses, papiers que j'ai trouvés dans les archives, et dont, avec le secours de M. Réville, j'ai fait le consciencieux dépouillement :

1° Neuf volumes in-folio d'articles du Synode, depuis 1563-1815. N. B. les trois premiers manuscrits. — 2° Huit paquets d'articles imprimés du Synode. — 3° Trois livres de règlements du Synode (différentes éditions). — 4° Quatre livres de règlements du Consistoire, des années 1717, 1723, 1736 et 1757. — 5° Copie des instructions pour le Synode, depuis 1692-1785, quatre volumes; et instructions détachées, depuis 1786-1809. — 6° Registre des morts, 1706-1759. — 7° Liste des signatures de pasteurs des Synodes wallons. — 8° Deux volumes des registres des membres qui ont demandé leur attestation, 1701-1820. — 9° Registres des membres de l'Eglise, de 1701-1832. — 10° Idem, de ceux qui ont été reçus dans l'Eglise sur confession de foi, depuis 1677-1692, et de 1692-1831, deux tomes. — 11° Le registre sur le livre des membres. — 12° Paquets renfermant des instructions synodales, et autres pièces concernant le Synode et les Vallées du Piémont. — 13° Paquet renfermant des lettres adressées au Consistoire, depuis 1663-1822. — 14° Sept paquets d'attestations de membres de l'Eglise à Rotterdam, depuis 1675-1830, et depuis 1830-1840. — 15° Paquets renfermant des testaments, inventaires, comptes rendus, et autres actes passés par-devant notaire. — 16° Item, renfermant des publications de jeûne et autres du magistrat, depuis 1677-1809. — 17° Idem, de quittances des veuves de pasteurs, depuis 1740-1786. — 18° Neuf volumes, livres des comptes des galériens vandois, etc. — 19° Compte des Piémontais. — 20° Un volume de mariages et de baptêmes, depuis 1653-1788. — 21° Deux paquets de baptêmes, un de 1653-1722, et l'autre de 1705-1733. — 22° Quatre paquets d'annonces de mariages, de 1692-1782. — 23° Un paquet de fiançailles, de 1770-1800. — 24° Papiers ecclésiastiques et quittances de peu d'usage. — 25° Livre de compte de l'école diaconique, de 1783-1805. — 26° Livre des abjurations et reconnaissances. — 27° La série complète des registres contenant les actes du Consistoire, in-folio.

Tandis que j'étais occupé à compiler ces archives, les amis de notre œuvre et les deux journaux quotidiens de la ville annonçaient au public la conférence que je devais tenir le lendemain dans l'Eglise wallonne. A l'heure fixée une assemblée, suffisamment nombreuse, était réunie. Après le chant de quelques versets, et après une courte introduction de M. Réville, je prends la parole et j'expose quel est l'objet de la *Société de l'Histoire du Protestantisme français*; je fais connaître la nature et la série des travaux qu'elle a entrepris; je signale les résultats qu'elle a déjà obtenus, je signale les adhésions qu'elle a réunies, les moyens dont elle dispose, et j'invite l'assemblée à prêter son concours à cette institution, qui, sur le terrain historique, est appelée à servir efficacement la cause de la Réformation.

L'assistance me parut sympathique à l'œuvre dont j'étais le mandataire,

et le compte rendu bienveillant de ma conférence, qui fut publié le lendemain dans les journaux de la ville, ainsi que la liste de souscription que nos amis ont fait circuler, et qui est favorablement accueillie, me font espérer que, désormais, notre Société comptera de nouveaux membres zélés et d'actifs ouvriers dans le sein de l'Eglise wallonne de Rotterdam.

Ma mission étant remplie dans cette ville, je me dispose à la quitter; mais, auparavant, je demande et j'obtiens des détails statistiques sur les diverses communions religieuses qui se partagent la population. Ces renseignements me paraissant dignes d'intérêt, je les reproduis sommairement dans le tableau qui suit :

NOMS DES ÉGLISES.	NOMBRE DES FIDÈLES.	NOMBRE DES PASTEURS.	NOMBRE D'ÉDIF. RELIG.	ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.	NOMBRE DES SERVICES RELIGIEUX.
Eglise réformée hollandaise.	60,000	13	4	Salles d'asile, Institut des Missions, 4 écoles diaconiq., Orphelinat, Hospice p. les vieill.	2 par dimanche et tous les jours de la semaine.
— — wallonne . .	2,300	3	1	1 école diaconique, 1 de couture.	2 par dimanche.
— luthérienne	4,000	3	1	Id.	Id.
— des remontrants. . . .	2,400	3	1	"	Id.
— des memnonites. . . .	500	1	1	"	Id.
— anglicane épiscopale.	200	1	1	"	"
— presbytérienne.	200	1	1	"	"
— écossaise.	200	1	1	"	"
— catholique	25,000	"	4	1 orphelinat, 2 écoles, 2 salles d'asile.	"
— janséniste.	150	2	2	"	"
— juifs.	"	"	"	"	"

(La fin au prochain Cahier.)

Correspondance sur le R. P. Pacaud, le même qui porta Saurin dans la chaire de Notre-Dame de Paris.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Paris, 20 janvier 1857.

Mon cher Président,

Vous avez, au tome V, page 70, de votre excellent Recueil, rapporté un fait bien curieux au sujet du P. Pacaud, qui, vers 1750, prêcha, « mot à

mot et sans y rien changer, » les sermons de Saurin dans la chaire de Notre-Dame. Eh bien ! j'ai trouvé la confirmation indirecte de ce plagiat au moins bizarre, dans le livre de Roquefort : *Dictionnaire biographique des prédicateurs* (1824, in-8°). Il dit, page 198, à l'article du révérend prêcheur et de ses sermons : « *L'on crut y reconnaître quelques erreurs.* » Mais quelles erreurs ? Roquefort ne le dit pas, et l'on eût pu se le demander longtemps, le prudent jésuite n'ayant pas cédé à la tentation de se faire imprimer, si votre curieuse découverte de la note de l'abbé de Lécuy ne fût venue donner la réponse. Le *quelques* du biographe me semble même bien modeste devant la révélation si précise qu'elle contient. Il ne s'en fût pas tenu là, sans doute, s'il eût pu connaître la vérité complète, telle que vous nous l'avez apprise. Le fait ainsi confirmé m'a paru si piquant que je n'ai pu m'empêcher de lui donner place dans mon petit livre, *L'Esprit dans l'histoire*. Je n'ai pas manqué, bien entendu, de faire au *Bulletin* l'honneur de la principale découverte.

Votre tout dévoué,

ÉDOUARD FOURNIER.

En citant le document dont il s'agit, *l'Espérance* du 12 septembre 1856 a fait observer avec raison que le P. Pacaud n'avait sans doute pas pu, malgré toute sa bonne volonté, prêcher *tous les sermons* de Saurin, car il en est qui eussent par trop montré le geai...suite paré des plumes du paon hétérodoxe.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

LES US ET COUTUMES DE LA COUR DU ROY TRÈS-CHRESTIEN

A L'ÉPOQUE DE LA RÉFORMATION

Une Cécile de Vieffville exerçant la charge royale de reine des ribaudes accompagnant la cour de François I^{er}.

1540.

Quoi qu'on en dise, les contrastes que présente avec nos siècles d'hérésie et d'indifférence l'âge d'or des temps catholiques ne sont pas. Dieu merci, toujours à l'avantage du passé. Sans entrer à ce sujet, et pour cause, dans des détails trop étendus, nous rappellerons qu'à l'époque de la Réformation, et avant qu'elle fût venue tout gâter et tout corrompre, les mœurs des rois et des princes, voire même des prélats et des papes, qui jouissaient de la plénitude de l'unité romaine, n'étaient pas précisément des modèles de pu-

reté. Les uns et les autres avaient leurs bâtards titrés et apanagés. Il est vrai qu'alors la prélature n'était guère accordée qu'à des cadets de famille, qui apportaient dans leur petite cour ecclésiastique les mœurs de la cour laïque où ils avaient été élevés, et qui devenaient souvent plus dépravés sur leur siège épiscopal qu'ils ne l'eussent été dans le siècle, parce qu'ils étaient nommés avant d'avoir atteint l'âge de leur majorité : c'est-à-dire qu'on lâchait toute bride à leurs passions avant même qu'ils eussent atteint l'âge de raison. L'abbé Du Tems (*Clergé de France*, t. IV, p. 379), dit naïvement, à propos d'un de ces privilégiés du sacerdoce : « *Sa haute naissance ne lui laissa pas le temps d'attendre les dignités.* »

Mais le privilège nobiliaire et celui de la bâtardise ne sont, pour ainsi dire, que des vètilles, auprès de certains faits, tels que celui qui ressort des documents ci-après. Ils parlent assez clairement pour que nous nous abstenions de tout commentaire. Contentons-nous de remarquer que cet acte est de 1540, et constate qu'on agit « *ainsi que de tout temps il est acoustumé,* » enfin, que ces étranges pièces émanent, d'une part, *du roi Très-Chrétien, du roi-chevalier*, de François I^{er}, et de l'autre, d'une La Vieuville. Nous les reproduisons d'après les originaux, conservés à la bibliothèque du Louvre.

AUG. BERNARD.

1. *Mandement de François I^{er}, qui ordonne au trésorier de son épargne de payer à Cécille de Vieville, dame des filles de joie suivant la cour, 45 livres tournois pour les étrennes du 1^{er} janvier 1539 (1540, nouveau style).*

[Origin. Bibl. du Louvre, Ms. F. 145, fol. 11. Collect. Joursauvaut, n° 835.]

Hesdin, 18 février 1539 (1540, nouveau style).

FRANÇOIS, par la grâce de Dieu, roy de France, à nostre amé et féal conseiller et trésorier de nostre espargne, maistre Jehan Duval, salut et dilection. Nous voulons et vous mandons que des deniers de nostre dite espargne, vous païez, baillez et délivrez comptant à Cécille de Vieville, dame des filles de joye suivans nostre court, la somme de quarante-cinq livres tournois faisant la valeur de xx écus d'or soleil à xlv sous tournois pièce, dont nous luy avons faict et faisons dor par ces présentes, tant à elle que les autres femmes de sa vocation, à despartir entre elles ainsi qu'elles adviseront, et ce pour leurs estraynes du premier jour de janvier dernier

passé, ainsi que de tout temps il est acoustumé de faire, et par rapportant cesdites présentes signées de notre main, avec quittance de laditte Cécille de Vieville sur ce suffisante seulement, nous voulons ladite somme de XLV livres tournois estre passée et allouée en la dispense de vos comptes, et rabatuë des deniers de vostre receste de notre dite espargne par noz amez et feaulx les genz de noz comptes, ausquelz nous mandons ainsi le faire sans aucune difficulté, car tel est nostre plaisir, nonobstant quelsconques ordonnances, restriction, mandemens ou deslenses à ce contraires. Donné à Hesdin, le XVIII^e jour de février, l'an de grâce mil cinq cens trente-neuf, et de nostre règne le vingt-sixième.

FRANÇOIS.

Par le Roy, BAYARD.

II. Quittance de Cécille de Vieville.

Hesdin, 18 février 1539 (1540, nouveau style).

En la présence de moy notaire et secrétaire du roy nostre Sire, Cecile de Vieville, dame des filles de joye suivans la court dudit seigneur, a confessé avoir receu comptant de maistre Jehan Duval, conseiller d'icelluy, seigneur et trésorier de son espargne, la somme de quarante-cinq livres tournois en xx écus d'or soleil à XLV sols tournois pièce, dont le roy nostre Sire luy a faict don tant pour elle que les autres femmes de sa vocation, à despartir entre elles ainsi qu'elles adviseront et ce pour leurs estraynes du premier jour de janvier dernier passé, ainsi de tout temps il est acoustumé de faire. De laquelle somme Cecile de Vieville s'est tenue contente et bien païée, et en a quieté, quiete et promis acquieter ledit maistre Jehan Duval, conseiller susdit et tous autres. Tesmoing mon seing manuel cy-mis à sa requeste. Le XVIII^e jour de février, l'an mil cinq cens trente-neuf.

Signé, DORNE (avec paraphe).

CANTIQUES D'UN HUGUENOT

SUR LES REGNES DE HENRI II ET FRANÇOIS II, — LES ÉDITS DE JANVIER ET
JUILLET 1561, — LE CARNAGE DE VASSY, — LA PRISE DE BOURGES,
ET AUTRES ÉVÉNEMENTS CONTEMPORAINS.

1560-1562.

« Je publie maintenant ces cantiques, afin que tous ceux
aux mains desquelz ilz pourront venir soient, en les lisant,
esmeuz à louer Dieu davantage et le remercier de son aide. »

Préface de l'auteur.

Est-il un spectacle plus sublime que la mort d'un homme montant, la tête haute, sur l'échafaud, et se dévouant pour une grande idée religieuse ou politique ? Les âmes ardentes, unies dans une communion divine avec le moribond, lui font délicieux ses derniers instants. Chaque membre que la roue brise, chaque veine que la peau découvre, chaque parcelle de chair qui tombe le rapprochent du cercueil, et cependant il sent comme de nouvelles forces s'infiltrer en lui ; il goûte déjà les suprêmes jouissances d'une vie nouvelle sans comparaison avec celle qui fuit, et il bénit Celui qui l'avait prédestiné à une telle fin, magnifique par son appareil, grandiose dans ses résultats.

Qu'ils furent heureux ces premiers enfants de la Réforme auxquels échet le noble rôle de martyrs ! Il ne faudrait pas se charger, en aveugle, de supputer le nombre d'amis qui envia leur sort. Leurs dernières paroles, pleines de componction et d'amour, les sourires qui précédèrent leur dernier souffle durent rallier à la cause persécutée plus de partisans qu'ils n'éloignèrent d'âmes craintives et timorées.

Je parle des premiers temps, de l'âge d'or de la foi régénérée, de ces années enfin, où, d'un côté, les persécutions furent plus criantes, les sévices plus infâmes, et, d'un autre, l'indignation plus excitée, la conviction plus chaleureuse et plus entraînée ; du temps où les femmes mouraient toutes comme les dames de la Caille et Philippe de Lunz, en pardonnant à leurs persécuteurs, en priant pour le roi..... le roi ! qui, dans le même temps, se faisant un régal de contempler les palpitations de leurs chairs flétries, tailladées, consumées par les mains d'un assassin gagé, répondait aux quolibets de sa cour par des jeux de mots et des gestes honteux !

On ne saurait trop le répéter : Philippe de Lunz a sa place marquée au premier rang dans le Panthéon des femmes fortes. Il faut que ses derniers moments, qui convertirent au XVI^e siècle bien des croyants à un culte vraiment honnête, édifient aujourd'hui les incrédules de notre époque abrutie.

Philippe a été surprise dans un temple huguenot ; elle récitait des canti-

ques pieux, mais sur lesquels le saint-siège n'avait point apposé son visa : Il faut qu'elle meure ! Déjà les fagots s'amoncellent ; la place Maubert est couverte d'un peuple de sauvages sur lequel domine un échafaud : là s'assoit la plus féroce entre toutes ces bêtes fauves ; elle se nomme Catherine. Ses petits, laids et malingres, sont groupés autour d'elle comme des louveteaux de quelques jours ; à peine ont-ils leurs dents, et déjà ils rugissent : « Du sang ! du sang ! » du sang de ceux que leurs flatteurs appellent leurs enfants, que l'étranger nomme leurs sujets, la postérité leurs victimes.

Au sortir d'une étroite cellule de pierre, une jeune femme de vingt-trois ans (1) est entraînée par d'ignobles sicaires ; ils la précipitent contre un mur. L'un d'eux couvre son épaule et sa gorge nues d'une main de géant sous laquelle elle plie, et de l'autre approche d'elle un long et tranchant coutelas : « Ta langue ! truande ! » Quel moment ! peut-on y songer seulement sans qu'une sueur froide vous saisisse !

Philippe de Lunz est belle et d'une noble naissance (2). Aux larmes de ses yeux, aux grâces de sa prestance majestueuse, si l'aspect de la mort l'épouvantait, elle pourrait joindre l'artifice d'une parole suppliante, et, qui sait ? émouvoir nos bêtes fauves et leurs chefs couronnés. Voilà ce que ses juges ont prévu : il ne faut pas qu'elle parle, on lui coupera la langue.

— « Ta langue ! » répète l'homme de sang. Et voyant qu'on ne le fait pas attendre : « Allons, c'est bien ! tu n'as donc pas peur ? »

— « *Puisque je ne plains pas mon corps, plaindrais-je ma langue ? Non ! non !* » (3)

L'exécution suit ces paroles. En proie aux plus horribles souffrances, Philippe est jetée dans un tombereau aux pieds de deux compagnons d'infortune liés à la même chaîne.

Des acclamations féroces saluent l'arrivée des trois martyrs ; heureusement que, dans cette multitude, ils reconnurent des frères, et la communion secrète dont nous avons parlé s'établit entre eux.

En même temps, un nouveau personnage paraît sur l'échafaud : le père des louveteaux, Henri qu'on nomme *le deuxième*, et qu'on pourrait surnommer *le cruel* (4).

La fête dura longtemps. Lorsqu'elle approcha de sa fin, le bûcher, au milieu de lueurs vacillantes, n'offrait plus qu'un monceau de cendres ; à

(1) Voyez Th. de Bèze, *Histoire eccl. des Eglises réformées*, t. I, p. 129.

(2) Philippe de Lunz était veuve du seigneur de Graveron.

(3) Voy. Th. de Bèze, *Hist. eccl.*, loc. cit.

(4) M. Mignet, dans le *Journal des savants*, de 1857, p. 97, rendant compte des *Lettres de Calvin* (Ed. Bonnet), dit avoir relevé dans l'*Histoire des Martyrs*, de Jean Crespin, les noms de quatre-vingt-huit malheureux suppliciés par ordre d'Henri II pendant les douze années de son règne. Et ceux dont Crespin ne parle pas !

celles des fagots se mêlaient celles des deux coreligionnaires de Philippe. Leurs épouvantables convulsions et leurs cris déchirants n'avaient fait que rasséréner son âme. Elle priait encore avec toute l'ardeur d'une créature céleste, lorsqu'elle se sentit soulevée de terre. La robe qui la recouvrait fut déchirée avec impudeur : on mit ses jambes à nu, et les regards de toute cette cour sans vergogne lançaient des éclairs de convoitise.

On lui « flamboye » les pieds sur les tisons incandescents ; puis, la pauvre créature, maniée comme une plume par ces tortureurs, fait un demi-tour entre leurs mains, et sa belle tête perd toute expression et toute vie dans le même supplice que vient de subir l'autre extrémité de son corps : ses cheveux, en se consumant, laissent échapper une épaisse et nauséabonde fumée ; son crâne est mis à nu, elle est aveugle.

A cette scène inénarrable le soleil prêtait sa lumière, car c'était avec la permission du ciel que de telles horreurs s'accomplissaient, comme ce fut par son ordre que, moins de deux ans après, Henri II succombait, à quarante ans, de la main d'un des siens (1).

Sous ce règne, de semblables forfaits, devenus quotidiens, rallièrent aux nouvelles opinions religieuses tout ce que la France contenait de grand et d'illustre en n'importe quel genre que ce fût. C'est ce qu'exprime fort bien dans ces termes un historien catholique inédit (2), d'autant plus croyable qu'il se montre assez animé d'ailleurs contre les protestants : « C'estoit une
« fourmillière de personnes dont toutes les rues estoient pleines, soit en
« allant ou en venant, depuis environ les deux heures après disner jusques
« au soir. Ils estoient souvent honnorez de la personne de la royne de Na-
« varre, mère de nostre roy Henry III, de monsieur l'admiral de Chastillon,
« de Rohan et d'aultres seigneurs de qualité, voire que la chose estoit venue
« jusques-là, que s'il y avoit quelque brave et vaillant gentilhomme, hon-
« neste sénateur, homme de justice, de littérature, officier du roy, voire
« jusques aux artisans entendans bien leur estat et mestier, bons libraires et
« imprimeurs et aultres personnes d'entendement selon le monde, la plus-
« part de tout cela estoit huguenot ou contrefaisoit de l'estre *pour s'acqué-
« rir réputation.* »

Il n'est pas facile de se figurer quel effet produisait en province le récit de ces scènes d'horreur dans la bouche de témoins oculaires, jeunes et animés de sentiments simples et honnêtes. L'un d'eux (3) (dont nous laissons

(1) Philippe fut arrêtée le 4 septembre 1557 ; son supplice eut lieu, tel que nous venons de le raconter, le 27 du même mois : on sait qu'Henri II périt le 10 juillet 1559.

(2) Dont la Société des Bibliophiles français se prépare à publier les œuvres.

(3) L'auteur d'une plaquette très rare portant ce titre : *Cantiques et arguments sur les règnes de Henri II et François II, sur l'édit du mois de juillet 1561, sur l'édit du mois de janvier 1561, sur le carnage de Vassy, sur l'association*

à d'autres le nom à découvrir) écrit sur ce sujet les lignes suivantes, d'un intérêt tout particulier : « Les pauvres fidèles ne pouvoient lors autre chose « faire que gémir en leur cœur et se disposer à la mort, qui, certes, les sui- « voit de si près qu'ils ne faisoient aucun estat de leur vie. Et mesmes, si « je m'ose alléguer en cest endroict, Dieu et ma conscience me rendent tes- « moignage que l'horreur d'une si douloureuse fin m'a bien souvent espou- « venté l'esprit, quant à Paris, où en ce temps [sous le règne d'Henri II] la « suite de mes estudes me contraignoit demourer, je voioi les feux si cruel- « lement allumez qu'il ne restoit au cœur des juges aucune marque d'humani- « té. Le roi s'esjouissoit en ces tragédies, ignorant que la catastrophe de « ces actes retourneroit sur luy, et qu'il joueroit le dernier personnage sur « ce triste et sanguinaire eschafaut. Il se réputoit le plus heureux prince de « la terre ; il déployoit sa magnificence, et toutes ses inscriptions portoient « le tiltre de sa félicité, comme s'il en eust ataint le comble ; mais Dieu, « s'opposant à son orgueil, le fit tuer d'un coup de lance dedans la lice, en- « tre les jeux, entre les plaisirs, entre les passe-temps ! »

Ce récit laisse le champ libre aux suppositions, et même il ne contrarie pas ceux qui voudraient penser que le narrateur anonyme fut l'un des admi-

et prise des armes, sur la prise de Bourges, sur la bataille, sur la paix (1560-1562). P. S. M. N. — MDLXIII. in-12. On y trouve deux dédicaces assez obscures ; mais comme elles pourraient mettre des personnes mieux informées que nous sur la trace de l'auteur, nous allons les reproduire. La première est un sonnet, sans doute adressé à la dame dont on parle à la fin de cette préface.

A. M. D. T.

SONNET.

Le plaisir que David prenoit en sa jeunesse,
L'arme dont il vainquoit ses plus fors ennemis,
Le moien d'effacer tous ses péchés commis,
La consolation de sa grise vieillesse,

Estoient ces psalmes saints, qu'une harpe chanteresse
Or[es] d'un son aigu, or[es] d'un plus remis,
Ores d'un cœur ardent, ores d'un plus démis,
Présentoit au Seigneur avec crainte et liesse.

Et moy, pour imiter un si divin esprit
En ce que je pourray, j'ay ces carmes escrit
D'un stile trop plus bas et de fureur plus lente :

Toutesfois telz qu'ilz sont d'un franc et simple cœur
Je les offre premier à Dieu, mon créateur,
Et puis en second lieu à vous je les présente.

A. M. P.

Paridès, l'amitié grande
Qui unit nostre courage
M'importune et me commande
Luy rendre ce tesmoignage :
Pren donc ces carmes pour gage
De mon amour fraternel,
Qui jusque en fin de mon âge,
Te démontrera toujours tel.

rateurs et des tacites amis de Philippe de Lunz, rendant sa belle âme à Dieu. Il n'attendit pas, pour fuir Paris, que la persécution eût cessé; — il aurait, du reste, attendu bien en vain! — Quand il rentra au pays, le cœur gros, il nourrissait l'intention de consoler ses frères souffrants et de les armer de courage contre le gouvernement despotique du Louvre.

Moment, en vérité, bien choisi, surtout pour un Berruyer, car, si nous ignorons le nom de notre étudiant, nous savons en récompense que le Berri lui avait donné naissance et que ses amis habitaient l'antique et glorieuse capitale de cette province.

« Le protestantisme avait de bonne heure pénétré à Bourges, par suite du séjour et des prédications de Calvin. Ce réformateur, après le départ, conserva des relations avec quelques personnes de la ville, et conquit dans le clergé un assez grand nombre d'adeptes. Les registres de Saint-Etienne mentionnent diverses rétractations solennelles faites par des moines qui avaient tenu des propos hétérodoxes. Un homme accusé d'hérésie avait été exécuté en 1549. Dix ans auparavant, au dire de Catherinot, un bénédictin avait été dégradé, pour crime d'hérésie, devant le portail de Saint-Etienne, puis brûlé. L'on peut suivre à la fois les progrès de la réforme et le développement du système de compression employé contre elle. D'abord l'autorité se livre à la recherche des protestants; on fait, en 1550, le dénombrement des personnes qui refusent de recevoir la communion au temps pascal : « Le jour
« de Pâques, furent mys par escript et enregistrés tous ceux et celles qui
« receurent le précieux corps de Dieu; car huit ou quinze jours d'avant Pâ-
« ques avoit esté commandé, de par le roy, à tous curez ou vicaires de ceste
« ville de Bourges, d'aller par toutes les maisons de leurs parroisses, chas-
« cun en son endroict, avec les procureurs et fabriciens desdictes parrois-
« ses, et prendre les noms et congnoissances de tous ceux et celles qui voloyent
« recevoir ledict sacrement; ce qui fut faict; mais les causes de quoy, on
« ne sçavoit. » Puis ce sont des familles qui s'expatrient et vont chercher à Genève la liberté d'exercer le culte nouveau » (1).

Tel était de part et d'autre l'état des esprits dans le Berry quand l'anonyme dont nous nous occupons y accourut. Peu de temps après, — la persécution poursuivant le cours de ses hostilités, — une guerre civile, aux préparatifs de laquelle il prit peut-être part, éclata. Nous ne pouvons résister à l'attrait d'en laisser raconter les péripéties à un témoin oculaire (2), dont l'ouvrage existe en manuscrit à la Bibliothèque impériale.

(1) Bourquelot, *Notice sur le journal de Jean Glaumeau*. (Mém. de la Soc. imp. des Antiq. de France, t. XXII, 1854.)

(2) Jean Glaumeau. Son journal mss. est coté Fonds d'Hozier, n° 575; il n'a point encore été publié, et sans une ou deux pages de M. Raynal (*Histoire du Berry*, t. III), et la remarquable analyse de M. Bourquelot dans la notice que nous avons citée, on ne le connaîtrait pas. Ce personnage faisait à Bourges par-

« Le mescredy xxvii^e jour de may, à cinq heures du matin, fut prise ceste
 « ville de Bourges par les gens du prince susdict et ceux de la ville tenant
 « le party de l'Evangille. Ils entrèrent des gens de mons. le prince de Condé
 « viron deux cent chevaux en bon équipage, et entrèrent par la porte Saint-
 « Ambroys, laquelle bientost fut ouverte et ung pont faict sur la rivière,
 « tellement qu'ils passèrent aysément sans contredict de personne. Estoiient
 « près de ladiete porte, au dedans de la ville, viron troys mille hommes,
 « tous en armes, des gens de la ville mesmes. Et alors commencèrent à
 « marcher tous en bon ordre, vindrent saisir la chambre de la ville et toutes
 « les armes qui estoient dedans, puis prindrent les clefs des quatres prin-
 « cipalles portes de ladiete ville, avec bonne garde à icelles. Puis vindrent
 « devant le cloystre de mess. les chanoynes de Saint-Estienne, lequel estoit
 « bien clos et fermé, et partie des portes d'iceluy murailles; toutesfoys,
 « après les commandemens faictz de par le roy d'ouvrir lesdictes pourtes,
 « souldain elles furent ouvertes, et le jeudi ensuyvant, qui estoit le jour
 « (comme on souloit appeler) de la Feste-Dieu, le sermon se fist de la part
 « de ceux de l'Evangille, dessus les degretz de Saint-Estienne; et le jour
 « mesmes, après disner, on commança à abastre les ydoles, et la messe du
 « tout cessa. Pour lors, estoient en ceste ville de Bourges quatre ministres,
 « l'ung nommé mons. Dagnon, mons. de Veran, M. Durant et M. de Ro-
 « vières. Ledit sieur Dagnon prescha le premyer dedans l'église de Saint-
 « Estienne, et ce, le mardy second jour de jung. Celuy qui conduysoit la
 « cavalerie, envoyé d'Orléans en ceste ville, ce nommoit M. le conte de
 « Montgomery, aultrement nommé le capitaine de Lorge. Despuis, arriva
 « plusieurs compaignyes en ceste ville de Bourges, qui alloient au secours
 « du prince de Condé, et toutes les compaignyes, tant premyères que der-
 « nières, se logeoit au logis de MM. les chanoynes et aultres papistes, au-
 « quelz logis trouvèrent forces munitions et aussi de leur part firent grand
 « chère. Despuis, ledict seigneur prince de Condé, voyant qu'il ne pouvoit
 « avoir raison avec son ennemy et qu'il ne le pouvoit rencontrer, ayant une
 « armée de viron trente ou quarante milles hommes, de peur qu'ilz n'adu-
 « rassent fain ou soif, commence à les séparer et envoya en ceste ville de
 « Bourges, tant de eheval que de pied, viron quatre milles, et y arrivèrent
 « le samedi xi^e jour de juillet (4)..... » « Le xviii^e jour dudict moys

tie du clergé catholique, lorsque les prêches de Spifame le convertirent à la doctrine de Calvin : « En la mesme année [1562], le mercredi xiii^e jour de janvier, je laissay l'Eglise du pape et me fis recevoir à l'Eglise des chrestiens, et fus receu au lieu là où on faisoit communément les presches et exortations. C'estoit en la paroisse de Forchault, au logis qu'avoit faict lastir ung advocat de ceste ville, nommé maistre Germain Coulladon, pour lors demorant à Genesve. » Ses Mémoires, malheureusement trop courts, contiennent des détails du plus haut intérêt pour l'histoire de la réformation dans le Berry.

(4) Ici ont été arrachés du manuscrit plusieurs feuillets, perte déplorable.

« d'aust, fut assiégée la ville de Bourges, du cousté de la porte Barbanne ;
 « et ce jour-là, arriva près ladicte porte viron mille ou douze cent arque-
 « busiers seulement avec quelques gens à cheval. Le lendemain, qui estoit
 « le mescredy xix^e jour dudict moys, le roy vint de Mung-sur-Yèvre cou-
 « cher à Plimpied avec toute sa court, et accompagné d'une armée mer-
 « veilleuse, c'est asçavoir de François, Allemands, reistres, Hespagnolz et
 « aultres nations, lesquelz estoient tous en nombre de quatre-vingt ou cent
 « mille hommes, avec une cavallerie, la plus brave qu'on eust peu voir.
 « Arrivèrent aussi, ce jour mesmes, xx ou xxv pièces d'artilleries, les-
 « quelles portoient le boulet pesant de xl à l livres, sans les doubles ca-
 « nons, et les furent embarqués dans ung petit pré, droit d'avant la porte de
 « Charlet; et ce jour-là tirèrent seulement huit ou dix coups sans faire
 « bresche, mais passoient par-dessus les murailles et bastoient la tour
 « Saint-Estienne, auquel lieu furent tuez quelques gens. Le jeudi ensuy-
 « vant, embarquèrent toutes leurs pièces audict lieu, et ce jour-là se re-
 « pousèrent, sans canonner nullement. Mais le vendredy ensuyvant, qui
 « estoit le xxi^e jour dudict moys d'aust, commencèrent entre quatre et cinq
 « heures du matin, jusques à six et sept heures du soir, à canonner d'une
 « façon si horrible, que non-seulement ceux qui estoient dedans la ville
 « trembloient, mais aussi toute la ville et hastiment d'icelle estoient tous
 « esbranlez; car incessamment, laschoient tous ensemble douze, quinze et
 « vingt canons; tellement que ce jour-là, de conte faict, furent laschez
 « contre le portal susdict et murailles d'auprès six cent quarente coups de
 « canon, sans faire toutesfoys bresche que bien peu, et laquelle ne fust
 « pas si toust faicte que aussi souldain fut ramparés, tellement qu'elle
 « estoit plus forte que auparavant. Le samedy ensuyvant, ne canonnèrent
 « pas si fort, mais laschèrent seulement ce jour-là de deux à troys cent
 « coups. Le dimanche ensuyvant, semblable, mais tousjours en diminuant;
 « le lundi et autres jours ensuyvans, semblablement. Le lundi, dernier jour
 « dudict mois d'aust, voyant que leurs forces ne pouvoient rien contre la
 « ville, demandèrent à parlementer pour traicter quelque acord, combien que,
 « par plusieurs foyz avoient parlementé ensemble, mais ne c'estoient peu
 « acorder. Toutesfoys alors ce firent de grans remontrances tant d'une part
 « que d'autre, qu'ilz s'acordèrent et furent plusieurs articles couchez par
 « escript, lesquelz seroient longs à réciter et furent signez de la main du
 « roy, de la royne, du roy de Navarre, de mons. de Guise, de mons. le
 « conestable et aultres grans seigneurs et princes de la court; entre aultres
 « choses, il fut dict que tous ceulx qui estoient dedans la ville, tenant le

L'auteur de cet acte de vandalisme doit être l'un des anciens propriétaires du journal dont l'orthodoxie aura dû être blessée. Glaumeau va nous raconter maintenant la reprise de la ville par les catholiques,

« party du prince de Condé, sortiroient, et que alors le roy entreroit avec
 « ceux de sa maison seulement; et quand à la religion, que chascun viveroit
 « selon sa conscience, sans qu'on peust dire injure les ung aultres, sur
 « peine de la hart.

« Le mardy ensuyvant, premier jour de septembre, après les compai-
 « gnyes susdictes sorties hors la ville, le roy y entra entre quatre et cinq
 « heures après mydy avec une grande compaignye, fut logé au logis de feu
 « Jacques Cœur, et demora en ceste ville jusques au dimanche vi^e jour
 « dudiet moys, lequel jour partit de ceste ville et s'an alla coucher à Saint-
 « Paillais.

« Ladiete ville de Bourges demora assiégés l'espace de quinze jours,
 « durant lequel temps le roy fut logé en la maison d'un gentilhomme nommé
 « mons. de Lazenay, distant de demy-lieue dudiet Bourges, et de ce costé-là
 « estoient assis troys camps : le longs de la rivière de Charlet, parmy les
 « champs et vignes, estoit le camp des François; près l'église du chasteau es-
 « toient campés les Allemands, et auprès de Lazenay, le longs des carrières,
 « estoient campés les reïstres.

« Le roy estant en la ville de Bourges, comme diet est, y entra aussi
 « grand nombre de compaignyes susdictes, et chastierent bien ceux qu'on
 « appelloit les huguenaulx. en leurs biens seulement, firent dire la messe
 « comme auparavant (1), et firent cesser ceux qui preschoient l'Évangille;
 « mais quand le roy s'an fut allé, ils mirent dehors de la ville tous ceux
 « généralement qui estoient de la religion qu'on appelle nouvelle, aultrement
 « huguenaulx, ou bien. s'il ne sortoient, ilz se cachioient si bien qu'on ne les
 « pouvoit trouver. Il en sortit de ceste ville, ainsi qu'on disoit, plus de deux
 « milles. Demora en ceste ville pour la garde d'icelle ung nommé mons. de
 « Monstreuil, avec quelques compaignyes, qui firent bien des maux, mesment
 « aux fidelles. Je scay bien, de ma part, comment je fus traicté; toutefois,
 « sans en parler plus avant, je remetz le tout entre les mains de ce bon Dieu,
 « sachant qu'il fera la vengeance des meschans et rendra à ung chacun ce
 « qu'il luy appartient » (2).

Quoi qu'il en soit les « huguenaux » respirèrent plus à l'aise et sortirent
 de l'abattement où les avaient plongés tant et de si douloureuses épreuves.
 Notre anonyme put, sans se voir inquiété, mettre au jour le petit ouvrage
 dont nous avons parlé. Il se réjouit, en commençant. de la contrainte où il

(1) Mais ils ne purent chasser de la mémoire des Berrichons le proverbe encore
 aujourd'hui populaire :

« L'an mil cinq cent soixante et deux
 Bourges n'avoit prêtres ny gueux. »

(2) On devra dans la suite se rappeler ce récit, qui servira de commentaire au
 cantique sur la prise de Bourges.

s'est trouvé, pour le composer, de chercher la solitude. De la sorte, ses yeux ont été forcément détournés de scènes d'horreurs qui leur auraient arraché bien des larmes :

« Pendant la calamité de nos tristes guerres, je consoloi ma part des com-
 « munes misères par la composition de ces cantiques selon le succès des
 « affaires. Chose, certes, qui a bien souvent allégé ma douleur et m'a été
 « un exercice fort agréable entre la débauche de ces troubles. Car ne pou-
 « vant m'employer à estude plus sérieuse et n'ayant autre moyen d'avancer
 « les entreprises dont, en mon cœur, je desiroi la fin, je ne pouvoi moins
 « faire sinon déplorer à part moy le piteux estat de mon siècle et deman-
 « der à Dieu l'exécution de mes souhaits. »

Ces mots, extraits de l'épître *Au Lecteur chrétien*, laissent deviner, comme à travers un léger voile, la figure à la fois mélancolique et réfléchie du sage. Les troubles civils le désolent, il ne demande qu'à louer Dieu, en paix, au milieu de ses amis. Mais l'on verra que si le fer menace de se lever contre sa poitrine sans défense, il sera le premier à querir des armes, à crier à l'aide et à combattre pour sa croyance contre le fanatisme et le mensonge (1); cela malgré sa belle maxime : « Il faut nous aquicter envers Dieu et n'ensevelir sous un mesme obly nos offenses mutuelles et le secours, recen de sa divine majesté. »

On a vu tout à l'heure Bourges aux mains des protestants. Des huit odes pieuses que renferme l'ouvrage qui nous occupe, le plus grand nombre, composé depuis quelque temps déjà, dut, à cette époque, faire retentir les voûtes des églises dénudées de la ville.

« Prends ce psalme, que la bande
 Des fidèles chantera,..... »

lit-on dans un couplet du premier cantique.

Les calvinistes en effet se pressaient joyeusement dans les églises, se rappelant les temps de la persécution où il fallait prier le Seigneur, exposé à toutes les intempéries des saisons.

Citons encore une dernière fois Glaumeau :

« L'an 1559, depuis le commencement du moys d'avril et tout le temps
 « d'esté ensuyvant, on chantoit à grandes troupes tous les soirs, tant festes
 « que jours ouvriers, les psalmes de David, au lieu qu'on appelle pretz Fi-
 « chault, et se assembloient audit lieu tous les soirs du monde innumérable.

(1) « L'auteur de ce cantique [le V^e de ceux qui vont suivre], déduit les
 « maux qui aviennent d'une guerre civile, auxquels il oppose les inconvénients
 « où seroient réduictes les Eglises réformées, si on n'entreprendoit la guerre pour
 « la protection d'une aussi sainte cause. Puis s'estant résolu qu'il est meilleur
 « employer tous les moïens d'humaine deffense que se laisser impunément massa-
 « crer aux adversaires, il demande le secours de Dieu. »

« tant hommes que femmes, chantant en grande mellodie lesdictz psalmes.
 « Plusieurs deffences furent faictes par criz public de non plus chanter les-
 « dictz psalmes, sur peine de la hart, et fut élevé une potence au milieu
 « dudict pretz Fichault, pour plus grandement déterrer ceux qui châte-
 « roient lesdictz psalmes; toutesfoys, nonobstant toutes les choses sus-
 « dictes, on ne cessa point de chanter audiet lieu tout durant l'esté. »

Superbe mise en scène que cette foule immense dominée par le prêtre et le bourreau, et singulier accompagnement pour les suaves mélodies de la prière que le bruit sinistre du vent sifflant entre des cadavres, et de la rafale brisant l'une contre l'autre les chaînes veuves d'une proie.

Tandis que les huguenots disaient leurs pieux refrains, demandant à Dieu d'adoucir la rage de leurs ennemis, ceux-ci n'avaient pas assez d'injures à leur prodiguer. Au lendemain de la journée de Vassy ils chantaient :

Honneur et salut à Dieu
 Et au roy nostre sire,
 Qui nous a, en ce bas lieu,
 Si bien gardez de l'ire
 Des Huguenaux
 Remplis de maux (1),
 Qui nous vouloyent occire!
 Un jour viendra
 Qu'on les fera
 Trestous crêver de rire.
 Nous avons un bon seigneur
 En ce pays de France,
 Et prince de grand honneur,
 Vaillant par excellence!
 Et très humain,
 Doux et benin;
 C'est le bon duc de Guise,
 Qui à Vassy,
 Par sa mercy,
 A défendu l'Eglise.

On sait de quelle façon il la défendit et quelle bénignité fut la sienne. Les *prétendus* réformés ne pouvaient entendre sans frémir ces injurieuses diatribes, ils y répondirent par une des plus audacieuses satires qui aient été, en aucun temps, composées contre un culte dominant. Voici quelques couplets de cette CHANSON NOUVELLE, contenant la forme et manière de dire la messe, sur le chant : Hari, hari l'asne, etc.

(1) Pour la rime, on psalmodiait encore en d'autres charmantes litanies :

« Les huguenaux,
 Infects crapaux, etc... »

(Voy. Le Roux de Lincy, *Chants hist. franç.*, II, 269.)

L'on sonne une cloche,
 Dix à douze coups,
 Le peuple s'approche,
 Se met à genoux;
 Le prestre se vest,
 Hari, hari l'asne, le prestre se vest!
 Hari bouriquet!

Du pain sur la nappe,
 Un calice d'or,
 Il met, prend sa chappe,
 Dit *Confiteor*;
 Le peuple se taist,
 Hari, hari l'asne, le peuple se taist!
 Hari bouriquet!

.

Un morceau de paste
 Il fait adorer,
 Le rompt de sa patte
 Pour le dévorer,
 Le gourmand qu'il est!
 Hari, hari l'asne, le gourmand qu'il est
 Hari bouriquet!

Le Dieu qu'il fait faire,
 La bouchè le prend (1),
 Le cœur le digère,
 Au ventre le rend
 Au fond du retrait,
 Hari, hari l'asne, au fond du retrait!
 Hari bouriquet!

Puis chante et barbote
 Quelque chapelet,
 Puis souffle, et puis rota
 Sur son goubelet,
 Puis à sec le met
 Hari, hari l'asne, puis à sec le met!
 Hari bouriquet!

Le peuple regarde
 L'yvrongne pinter,

(1) Je ne sais où j'ai rencontré le mot de « *Théophages*, » pour désigner ceux qui croient à la présence réelle sous les espèces du pain et du vin dans l'Eucharistie. On sait que Cicéron a écrit ce qui suit : « Lorsque nous nommons le blé, *Cérès*, le vin, *Liber*, nous nous servons d'une figure admise; mais *quel est l'homme assez fou pour croire que ce qu'il mange soit Dieu?* — *Quum fruges, Cererem; vinum, Liberum dicimus, genere nos quidem sermonis utimur usitato: sed ecquem tam amentem esse putas, qui illud quo vescatur, DEUM credat esse?* » (*De Natura Deorum*, l. III, § XVI.)

Qui pourtant n'a garde
 De luy présenter
 A boire un seul trait,
 Hari, hari l'asne, à boire un seul trait!
 Hari bouriquet! (1)

* * * * *

Cette violente chanson, qui emportait la pièce, eut un grand succès; mais le peuple la dit sans méchanceté et les gens d'esprit ne firent qu'en rire. Revenons à nos cantiques.

Ils sont au nombre de huit, précédés chacun d'un argument. Nous allons les réimprimer fidèlement, à l'exception des arguments, dont nous aurons soin de réduire en notes les principaux passages.

Nous regrettons bien vivement de ne pas posséder le moindre détail biographique sur l'auteur; en terminant, faisons pourtant remarquer qu'il a dédié l'une de ses odes à une personne qui semble le toucher de près.

« Ce cantique sur Bourges a esté fait en faveur d'une dame de Bourges, « dame certes tant chrestienne, tant honneste et de tant bel esprit, qu'il s'en « trouve bien peu à qui Dieu ayt accordé tant de grâces, ny qui en sache « mieux user à l'exaltation de son nom, à l'édification de ses prochains et « au contentement de ses semblables. »

Je crois deviner que cette honnête dame, éprise d'un zèle trop ardent pour les doctrines nouvelles, se permit un jour dans une église catholique des paroles ou des actes que messieurs les sacristains ne trouvèrent pas orthodoxes, et que les murs de leurs *in pace* se chargèrent, durant quelque temps, de faire expier. C'est du moins ce que me disent ces couplets qu'on retrouvera encore plus tard.

Vous, Madame, à qui j'adresse
 Ce cantique pour présent,
 Que de deul et de tristesse
 Soit or' vostre cœur exempt;
 Soit hors de vostre mémoire
 Le souvenir ennuyeux
 De cette piteuse histoire
 Qui avint à saintet Jehan-Vieux.

Jà deux fois ce jour retourne
 Depuis que le Dieu des Dieux,
 Qui toutes choses ordonne
 En ce grand tour spatieux,

(1) L'original, imprimé à Lyon, se compose de quatre feuillets petit in-8. Le duc de La Vallière en possédait un exemplaire. Le Roux de Lincy, *Chants hist. franç.*, t. II, p. 239 et 266.

Usa de vostre prudence
 Pour tesmoigner son saint nom,
 Et vous arma de constance
 Dans une sombre prison.

Nous voudrions bien ne pas clore cette courte introduction sans dire un mot de notre anonyme, considéré comme écrivain. Certes, loin de nous la prétention de le donner comme poète ; mais au milieu de nombreuses irrégularités, on trouve dans quelques-unes de ses pièces tant d'inspiration, dans d'autres tant de sentiment, qu'on ne peut s'empêcher de lui reconnaître au moins du cœur et une vive croyance à la doctrine qu'il défendait et que si souvent, avec une injustice trop grande, l'on a accusé d'être la négation de toute foi. Malheureusement il ne revient pas sur ce qu'il écrit, la lime est un des instruments dont il ignore l'usage : ses cantiques sont remplis d'incorrections. Quoiqu'on puisse supposer qu'il exerçait la profession de juriconsulte, ses œuvres ne semblent pas inspirées par la muse des doctes, mais plutôt par celle de la foule. C'est en cela, du reste, qu'elles ont plus de titres à notre estime. Les rimes des savants au XVI^e siècle ne nous retracent guère que des tableaux grecs et romains : pour que les mœurs et les menus détails de l'histoire du temps ne nous soient pas inconnus, il faut que la verve populaire les ait chantés.

Résumons-nous. Les littérateurs trouveront beaucoup moins leur compte à la lecture de ce pieux rimeur que les amis de nos antiquités et des origines de la réforme religieuse.

CANTIQUES.

Lecteur chrestien,

Ne présente jamais ce livre à tes yeux sans renouveler en ton cœur la mémoire des biens que Dieu nous a accordez au temps de nos plus grans troubles. . . . (1).

(1) Nous extrayons cette bonne recommandation de la préface (*Au lecteur chrestien*) dont nous avons parlé. Les autres passages importants que nous y avons remarqués ont été disséminés par nous dans le courant de notre travail préliminaire.

I

Sur les règnes de Henri II et de François II.

I.

L'Eternel par quelque espace
 Elève l'œil sur les forfaits,
 Puis enfin punit l'audace
 De ceux-là qui les ont faits :
 Armé de sévérité
 Il défend la vérité,
 Rendant sa clarté luisante
 Malgré la tourbe ignorante.

II.

L'homme vicieux s'égare
 Galopant sous ses désirs,
 Il dérobe, il est avare,
 Ou de chair suit les plaisirs :
 Le fer, le sang, la prison,
 Sont les jeux de sa maison,
 Comme si l'injuste offense
 N'attendoit sa récompense.

III.

Mais lorsque moins il soubsonne
 L'ire de Dieu s'aprocher,
 Jà ses pas elle talonne,
 Puis soudain vient l'acrocher :
 Et le mal ainsi receu,
 Premier qu'il l'ait aperceu,
 Luy est plus dur et apporte
 Une douleur bien plus forte.

IV.

Car comme un subit orage
 S'eslevant dessus la mer,

Plein de fureur et de rage
 Fait le navire abîmer :
 Ainsi Dieu, combien que tard,
 Brandit son brandissant dard,
 Duquel enfin exterminé
 L'homme cruel qui domine.

V.

Jamais sous nostre hémisphère
 Phœbus n'est qu'il ne soit jour;
 Jamais la lune n'éclaire
 Qu'estant la nuit à son tour;
 Jamais l'hyver ne prit but
 Que le printems tôt ne fût,
 Et jamais icy le vice
 N'évita, Dieu, ta justice.

VI.

Sus donc, sus, âme fidèle,
 Si quelque soucy te poingt
 Invoque Dieu d'un franc zèle
 Et il ne te lairra point :
 C'est luy qui consoler peust
 L'homme qui prier l'en veut,
 Et qui rudement deserre
 Sus l'obstiné son tonnerre.

VII.

J'ai veu le roy de la France
 Qui précéda le dernier (1),
 Plain de brave outrecuidance,
 L'honneur à Christ dénier :
 Il avoit jà massacré

(1) Henri II.

Grand'part du troupeau sacré,
Encor armant son audace
Pour en extirper la race (1).

VIII.

Mais j'ay veu la lance forte
Tranchant le fil de ses ans,
Rendre son audace morte
Au milieu de jeux plaisans :
J'ay veu taint de son noir sang
Le fer que dedans le flanc
Des esleuz de Christ mon maistre
Il conspiroit bien tost mettre.

IX.

Cil qui d'un roy si sevère
Fut engendré le premier (2),
Des cruautéz de son père
Se déclaroit héritier :
Plain de rage et de fureur
Il représentoit l'horreur
D'un soldat tyran barbare,
D'un Denys ou d'un Phalare.

X.

Le flambeau que tu fay luire
Pour nous éclairer les jours,
A veu des tiens le martyre
Pendant ses journaliers tours :
Il a veu la cruauté,
La fausse déloïauté,
D'une jeune adolescence
Aiant roïale puissance.

XI.

L'astre qui rompt les noirs voiles
Pour nous éclairer les nuits,
Et les sacrées estoiles
Ont veu des tiens les ennuy :
Les ont veu meurtrir, saigner,
Et dans leur sang se baigner
Un roy jeune et téméraire :
O règue trop sanguinaire !

XII.

Ny l'horreur des prisons ordes,
Ny les véneneux morceaux,
Ny les homicides cordes,
Ny les meurtriers cousteaux,
N'esjoient en peine assez durs
Pour tuer tes serviteurs :
Car des cruelz l'injustice
Cherchoit plus cruel supplice.

XIII.

Les choses tenant au monde
Lieu des premiers élémens,
De leur cruauté féconde
Furent les durs instrumens :
Ce que tu fis de tes mains
Pour le profit des humains
L'ont rendu par contr'usage
Cause de mal et dommage.

XIV.

Le feu que tu voulus faire
Pour contraire aux froids ennuis,

(1) Le roy de France Henri II fit, pendant son règne, renouveler et mettre en usage les cruelz édictz que son pere François I^{er} avoit publiez sur la punition des luthériens. Il en adjoignit aux anciens quelques nouveaux de sa façon, et ainsi s'accrut la première injustice par une seconde iniquité. (*Note de l'auteur.*)

(2) François II.

Et pour estre luminaire
 Dans l'obscurité des nuits,
 Fait ministre de rigueur
 D'une gloutonne fureur,
 A consumé les figures,
 Seigneur, de tes créatures.

XV.

L'eau pour vivre nécessaire
 Faicte l'instrument de mort
 A dedans son unde claire
 Noyé plusieurs gens à tort :
 Loire, j'implore tes flots
 Pour tesmoigner mon prepos,
 Les cors jettez dans ton unde
 Tindrent ta course profonde (1).

XVI.

L'air portoit à tes oreilles
 Seigneur, de tes serviteurs,
 Les complaints nompareilles
 Les regrets, sanglots et pleurs,
 L'un te présenta sa main
 Enrougie au sang humain
 Prest d'endurer sa sentence,
 Criant : Seigneur Dieu, vengeance!²

XVII.

Tu ne rejetas arrière
 Les soupirs des affligez,
 Mais exauçant leur prière
 Rendis leurs maux soulagez :
 Car de ton bras juste et fort
 Fis trébucher le roy mort,
 Troublant d'une parôtie (*sic*)
 Le beau printens de sa vie.

XVIII.

Ores la saincte cohorte
 Chair de toy, os de tes os,
 A bordé la triste porte
 De ses soupirs et sanglos
 Ores on voit respirer
 Ceux qu'on voioit martyrer,
 Car ta grace ores apaise
 L'ennuy du passé malaise.

XIX.

On ne voioit par la plaine
 Que tes serviteurs errans,
 Faits serviteurs de la peine
 Qui accompagnoit leurs ans :
 L'un sa femme confortoit,
 L'autre ses enfans portoit
 Dessus son espaule large :
 O trop pitoïable charge!

XX.

D'une fureur violente
 Surmontez les endureiz,
 L'un aceusoit sa parente,
 L'autre démembroit ses filz ;
 Ils armoient leurs aigres mains
 Contre leurs frères germains,
 Bref ilz dégorgoient leur rage
 Dessus leur propre lignage.

XXI.

Mais or ceux-là que la crainte
 D'un torment trop criminel,
 Resserroit, dure contrainte,
 Aux lieux privez du soleil,

(1) Ces exécutions eurent lieu à la suite de la conspiration d'Amboise. Aucun historien contemporain ne les a niées.

(2) Le seigneur de Villemonais sur l'échafaud. Voy. dans l'*Histoire dite des cinq rois*, attribuée à Jean de Serres, la vie détaillée de François II.

Paroissent aux rois du jour (1)
 Pour t'y louer à leur tour,
 Estant ceste confiance
 Causée d'une innocence.

XXII.

Quelle voix forte et puissante,
 Quel son, quel chant, quel parler,
 Quelle éloquence attraiante
 Pourroit ta grâce égaler?
 Quelle langue deuement
 Te feroit remerciement?
 Quelle âme pourroit comprendre
 Ta miséricorde tendre?

XXIII.

Non, si des vens la siffleure,
 (La suite au prochain Cahier.)

Si des oiseaux les doux chans
 Si de la mer le murmure,
 Le bruit des fleuves glissans,
 Si de tous hommes la voix,
 Conspiroient tout à la fois
 Louer ta grace subite
 Ilz n'ataindroient ton mérite.

XXIV.

Toutefois prens en l'offrande
 Que ma plume t'escrira,
 Pren ce psalme que la bande
 Des fidèles chantera :
 Et de nostre jeune roy
 Réfléchi le cœur à toy,
 Ren-le d'autant débonnaire
 Que l'autre estoit sanguinaire (2).

L. LACOUR.

L'ABJURATION DE HENRI IV

ET LE PARTI RÉFORMÉ.

REMONSTRANCES DE CEUX DE LA RELIGION AU ROY.

1593.

[Communiqué par M. le past. O. Cuvier, d'après une copie conservée aux archives du département de la Moselle, fonds G. Clergé séculier, n° 212, pièce 16.]

SIRE,

Vos très humbles et très obéissants sujetz de la religion réformée
 remercient Dieu et vous de ce que leurs ennemis, qui vous ont séparés

(1) La mort du roi détourna un moment les persécuteurs de leurs sanguinaires pensées.

(2) « Quelques-uns ont estimé ce cantique estre composé d'un stile trop aigre
 « et véhément. Mais s'ilz sont hommes craignant Dieu, je trouve fort estrange
 « que le souvenir de ce qui est icy contenu leur esjouisse l'esprit et le chant
 « leur blesse l'aureille. Davantage c'est impiété que dérober une part de la gloire
 « de Dieu pour couvrir l'honneur des hommes vicieux. Si, en ce cantique, l'an-
 « theur a bien sceu descrire la tyrannie des roys, la peine des fidèles et le danger
 « où nous estions tous, cela fera qu'en le lisant nous serons touchez d'un zèle
 « plus ardent, et que de meilleur cœur nous en remercierons le Seigneur Dieu. »
 (Note de l'auteur.)

d'eux quant à la profession extérieure de la religion, n'ont encore peu vous dérober la sincère affection de laquelle vous les aimez et de laquelle leurs députés leur ont rendu un signalé et superabondant témoignage. Aussi est-il mal aisé, voire autant impossible, d'effacer sitost de votre mémoire ceux de qui le sentiment d'une même religion, la société des mêmes périls et persécutions, la joie commune de même délivrance et la longue expérience de tant de fidèles services en vos plus grandes adversitez, y ont gravé d'un stile de diamant. Le souvenir de ces choses vous suit et accompagne partout, et interrompt vos plus grandes affaires, vos plaisirs plus ardens, et votre dormir plus profond, pour y représenter, comme dans un tableau, vous-même à vous-même, non pas tel que vous êtes aujourd'hui, mais tel que lors vous estiez : poursuivi à outrance des plus grands primats de l'Europe, à cause de votre religion en apparence, et en effect à cause de l'espérance de laquelle Dieu vous a maintenant faict recueillir les fruiets ; délaissé de vos plus proches dès lors, comme perdu et suivi de ceux qui, ayant le cœur françois, vous alloient conduisant au port de salut ce petit vaisseau, contre lequel les tempestes et orages des peuples furibonds et tumultueusement eslevez, ayant la gloire de Dieu pour ancre et sa Parole pour carte marine, n'ont seu que faire. Alors qu'estiez assailli de tant de difficultés, combattu de tant de nécessités, vous alliez au temple de Dieu répandre votre cœur en son sein, et descharger les flammes de vos sollicitudes et de vos affections dans l'océan de sa prudence paternelle, implorant son secours à votre besoing, et son ayde en vos plus contraires perplexités et urgens affaires. Mesme lorsque vous estiez retourné des batailles et rencontres plus périlleuses, vous alliez rendre grâces et chanter louanges à celui qui desploye tout son bras à point nommé, et qui faisoit exhaller en fumée par l'air les plus redoutables armées de vos ennemis.

Nous ne doutons point, SIRE, que ne sentiez en votre cœur autant de pieques et d'attaques quand vous descouvrez, en vos plus proches et en votre conseil, les machinations et conspirations projetées à l'encontre de nous pour notre ruyne. Mais vous estes si extrêmement uni d'esprit avec nous, et si accoustumé de pardonner les torts qu'on vous a faicts, que ressentant vostres les injustices que nous recepvons, vous les oubliez aussi, et pardonnez comme vostres. Que si vos ennemis vouloient faire servir votre autorité d'instrument de la ruyne de

nous (auxquels Dieu a fait ceste grâce d'estre instruits à votre conservation), et que notre misère et notre mort fut la borne et fin de leurs mauvais desseins, eh bien, il faudroit pâtir constamment. Nous n'y sommes point apprentifs, nous nous exposerions encor aux feux de leur persécutions tyranniques, et à la rage de leur Saint-Barthélemy sanglante. Mais quoi? ils nous frappent pour blesser Jésus-Christ. Ils tendent à dissiper les Eglises, ruiner son royaume, et en votre royaume fermer la bouche à tous ceux qui l'invoquent en esprit et en vérité.

Les laisserons-nous faire? Demeurerons-nous les bras croisés? Ne nous opposerons-nous pas à eux? Si ferons, SIRE. Car nous tenterions Dieu, si, mesprisant les grâces qu'il nous a données et les moyens extérieurs de conserver la pureté de son service qu'il a mis entre nos mains, nous nous laissons ruiner sans résistance, afin de le provoquer tous les jours extraordinairement à faire de nouveaux miracles pour notre délivrance. Nous vous adjurons, au nom de Dieu, de travailler de votre costé à empescher l'effect de leur injuste délibération, à vous roidir contre leur mauvais conseil, et dissiper leurs machinations et entreprises, et nous y travaillerons du nôtre pour y ayder. Votre modestie, votre douceur et votre respect les aigrit et les rend audacieux; notre longue et extrême patience les provoque à entreprendre contre nous. S'ils ne nous obéissent, s'ils ne s'accomodent à la paix, comme vous désirez, comme au moyen le plus propre de votre établissement, s'ils continuent à effectuer l'inesgalité (mère de toute confusion et division), nous tascherons de faire en sorte que l'apprehension du péril commun et les incommodités réciproques leur apprennent la modestie et équité, que votre débonnâireté et notre patience ne leur ont peu encore apprendre. Car nous leur ferons apprendre la loi du talion. Nous leur demanderons œil pour œil, dent pour dent, main pour main et pied pour pied. S'ils bannissent Jésus-Christ de vos villes où ils sont les plus forts, nous bannirons les idoles de celles où nous sommes plus forts. S'ils nous proscrivent nous les proscrirons; s'ils nous dégradent du droit de notre bourgeoisie françoise (que notre naissance nous a donné), s'ils nous déjectent des dignités et des charges, nous leur rendrons le pareil. Bref, nous leur ferons ce qu'ils nous feront. Tels moyens sont justes à ceux auxquels ils sont nécessaires; et légitimes à ceux, dis-je, qui n'ont point autre response, ni d'autre deffense humaine qu'en cela. Ils ne se pourront

plaindre que d'eux, car ils commencent le désordre eux-mêmes et sera le même ce qu'ils recevront. Qu'ils nous fassent du bien pour recevoir du bien de nous. Autrement qu'ils imputent leur mal à leur dénaturée procédure. Pour ce que pour estre honorés de nous, ils nous injurient; pour estre doucement traitez, ils nous traitent mal, et pour estre servis ils nous contraignent. Là-dessus nous sommes appelez rebelles, séditeux, mutins et perturbateurs du repos publicque. Il est sans doute, mais cela n'est rien, nous avons les oreilles rebattues de leurs injures. Les ligueurs se sont vantez de prendre les armes pour exterminer les hérétiques : la folie populaire l'a creu; les sages s'en sont moqués. Nous opposerons au prétexte de votre autorité qu'ils obligent contre nous votre bonne volonté envers nous. S'ils se vantent de vous avoir, pour s'être emparés de votre corps, nous nous vanterons d'avoir votre esprit, lequel estant libre et ne pouvant estre arrêté par les liens de leur tyrannie, se rangera toujours de notre côté, et est toujours avec nous. Bref, s'ils se fondent sur ce que vous ordonnez (prévenu de leur messe et des sinistres moyens qu'ils emploient pour attirer votre jugement), nous nous fonderons sur ce que vous ordonneriez si vous rentriez en vous-même, et s'ils veulent rapporter à vous, franc et libre de toute crainte et de toute passion : appelans Dieu (spectateur des injustices qu'on nous a faites) à tesmoing de notre juste cause, et à garand de notre juste deffense. Quand les hommes prévenus de passions et de préjugés prononceront leur jugement précipitif à l'encontre de nous, Dieu leur renversera et en donnera des équitables, desquels toutes créatures seront les commissaires et exécuteurs.

Mais (dira-t-on) si vous les prenez (ou priez) là vous estiez gastez. Vos ennemis sont mille contre un des vostres; s'ils vous font la guerre, il n'y a que pour un après-disner. Vous sçavez, SIRE, quel cas nous devons faire de ces menaces. Car nous avons expérimenté sous votre conduite que la multitude de ceux qui nous assaillent, leur puissance charnelle et leur plus violente fureur n'est qu'une occasion de triompher à Dieu; qu'un plus ample pouvoir de monstrier et donner à connoître sa puissance aux hommes. Les Romains [pensent] qu'ils feront la guerre à l'Evangile, c'est-à-dire que la cognée s'eslèvera contre celui qui est eslevé de hault. Les hommes s'armeront contre le Dieu des armées; la vanité contre le Tout-puissant; le rien contre le tout; les hanetons contre le prince des exercites du

Seigneur; les soldats de l'Antechrist contre ceulx de Jésus-Christ. Le combat est sans hasard, la victoire nous est toute assurée.

C'est chose estrange (voici ce tesmoignage tant évident) de la stupidité et aveuglement des hommes de veoir pour paradoxe en France que l'Eglise puisse résister (conjurée de tous ses adversaires) après une si notable expérience. Il y a plus de 30 ans que ceste après-disnée dure, qu'on a voulu ruynier par force ouverte, saper, miner par trahison et entreprises ce boulevard inexpugnable que Dieu a fortifié en la France. Toutes fraudes, cruautés, injustices et violences y ont esté employées et desployées, et toutesfois il est debout. Si on eust tiré encores deux poillettes de sang de l'ung et de l'autre : si le roy se fust entendu avec MM. de Guise, et si les ligueurs n'eussent tant regardés à leurs affaires particulières, tout alloit bien, les huguenots estoient perdus; bref, il y a tousjours faulte à leur appareil. Quant à nous, nous disons avec les prophètes : Si l'Eternel n'eust point esté pour nous lorsque les rois se sont eslevés contre nous, ils nous eussent engloutis tous vifs.

SIRE, vous pouvez représenter facilement à ceux qui promettent si bon marché de nous, combien l'expérience des guerres dernières, les doibvent eslongner de leur espérance. La ruïne d'une poignée d'hommes fidèles en divers endroits de la France estoit conjurée par la plupart de l'Europe. Ils estoient sans dignités, sans retraite, pauvres, la plupart sans argent, sans amis, sans forces et sans aucuns moyens humains de se deffendre. Le Pape aiguisoit les couteaux des princes et des peuples à la guerre par ses bulles et excommunications. Le roy d'Espagne leur faisoit des cuirasses de ses doublons. Le feu roi votre frère les armoit de son autorité et de sa patience, des potentats de l'Italie y contribuoient leur mauvaise affection, les Suisses leurs régiments, et les ducs de Savoye et de Lorraine leurs trahysions et oppositions. Qu'est-il advenu? Dieu a soufflé comme poussière les armées de nos rois; faictes par ces rois, autorisées par les princes, nécessaires à la conservation de notre pays, qui nous jugeoient et nous jugent indignes d'estre tenus pour citoyens. Et ce qui est le plus brave, il a planté l'Evangile jusques dans les lieux où estoient auparavant les dissolutions de la chair. Du désert et des montagnes où il sembloit estre confiné, il a dressé l'Evangile de son Fils par tous les célèbres endroits de la France. Nos ennemis s'opposent en grinçant les dents de ce que leurs efforts leur sont inutiles.

Que devons-nous donc conclure de ces merveilleuses assistances de Dieu, déjà expérimentées par les merveilles admirables de sa bonté et dilection envers nous? Non, non, il n'en faut point faire la petite bouche. Si nos ennemis commencent, s'ils veulent encores faire la guerre à Jésus-Christ, il chassera, à cette fois, les ténèbres papales de tout ce royaume pour la lumière splendide de son Evangile, qui ne fait encores que jeter des éclairs en quelques endroits des provinces.

Voilà comme nous sommes intimidés des menaces de la puissance de nos adversaires. Voilà quelles sont les issues que nous espérons de la guerre qu'ils nous feront. Partant, vous supplions très humblement, SIRE, de réprimer leur audace et leur montrer leur vanité et leur folie, leur commandant laisser régner Jésus-Christ doucement et paisiblement en votre royaume, de peur qu'Il ne se courrouce, et que sa colère ne s'embrace et qu'ils ne périssent en leur train. Qu'ils n'espèrent plus de patience de nous et qu'ils ne se promettent plus tant de notre affection à l'établissement de notre royaume que nous ne puissions continuer le logement et advancement du royaume spirituel de Jésus-Christ. Sy vous ne les retenez, si vous ne nous faites justice d'eux, nous aurons recours à Dieu qui la nous fera indubitablement.

VERS LATINS ÉCRITS PAR CHABOTTES-CHANDIEU

SUR UN EXEMPLAIRE DU MYSTÈRE D'INIQUITÉ DE DU PLESSIS-MORNAY.

1611.

On lit dans *la France protestante* (VI^e partie, p. 324), qu'*Esaié de Chandieu*, le cinquième des treize enfants du pasteur de ce nom, « fut la tige » des seigneurs de Chabottes, dans le Maconnais, et qu'il fut député par la Bourgogne à l'assemblée politique de Saumur, en 1611, et nommé commissaire pour l'exécution de l'édit de pacification dans le Lyonnais. »

Comme cette année 1611 était précisément celle où Duplessis-Mornay, gouverneur de Saumur, venait de publier l'édition in-folio de son *Mystère d'iniquité*, il n'est pas étonnant qu'il en ait offert un exemplaire au député de Chabottes-Chandieu, ou que celui-ci se soit empressé d'en faire l'acquisition. Or, c'est ce même exemplaire, très bien conservé dans une bonne reliure du temps, en veau marbré, et portant plusieurs fois la signature

Chabottes, d'écritures différentes, et probablement de plusieurs générations; c'est, dis-je, ce même exemplaire que j'ai récemment acheté à Rouen, et sur lequel j'ai découvert, non sans une agréable surprise, les *vers latins* suivants, écrits et signés de M. de *Chabottes-Chandieu* lui-même, et fort bien adaptés à cette savante et sévère *Histoire de la papauté*.

Ayant lieu de supposer que ces seize vers sont *inédits*, j'ai cru devoir les tirer de leur sommeil de plus de 245 ans, pour les faire connaître aux lecteurs de ce *Bulletin*, avec l'essai de traduction libre que j'y ajoute, pour ceux qui ne comprendraient pas l'original.

L.-D. PAUMIER, *Past.*

Rouen, février 1857.

- « *Quam cum lacte Lupæ suxisti, Romule, tradis*
 « *Et posteris ferociam :*
 « *Usque adeò humano, plus quam vesana, cruore*
 « *Romana gaudet diritas.*
 « *Tot bellis excisæ urbes, tot regna, virorum*
 « *Et cædibus tot millia,*
 « *Ceu diris laniata lupis, tot denique clades,*
 « *Immanitatem hanc denotant.*
 « *Proh dolor! hæc rabies, jam longo tempore, corda*
 « *Infecit et Pontificum ;*
 « *Pontificum in Christi sacrum nam semper ovile*
 « *Mirum ut libido sæviat ;*
 « *Se postquam dominos jactant cælique solique,*
 « *Instar Dei sequè efferunt.*
 « *At tu, Christe, veni, namque es, mirabile dictu,*
 « *Cædens feros Agnus lupos. »*

CHABOTTES-CHANDIEU.

Traduction libre.

O Romulus! cette férocité que tu suças avec le lait de la louve qui nourrit ton enfance, tu ne l'as que trop fidelement transmise à tes successeurs; jusque-là que la cruauté des Romains leur fait trouver un plaisir insensé à répandre des flots de sang! Tant de villes et de royaumes dévastés par la guerre, tant de milliers d'hommes immolés ou déchirés par des bêtes féroces, tant de massacres enfin, prouvent

assez cette inhumanité. Mais, ô douleur ! cette rage a pénétré, depuis longtemps déjà, jusque dans le cœur des souverains Pontifes, dont la dureté se déchaîne contre les brebis même du saint bercail de Jésus-Christ ! — Après cela, ils se vantent d'être les dominateurs du ciel et de la terre, et ils osent se dire les représentants de la Divinité !..... O Toi ! *Seigneur Jésus, viens bientôt !* car c'est Toi, chose admirable à dire ! c'est Toi qui es l'Agneau seul capable de détruire ces loups furieux.

PRIÈRE DES PROTESTANTS AU DÉSERT

POUR APPELER LA PROTECTION DIVINE SUR LE PRINCE D'ORANGE.

1688.

Qui donc pourrait reprocher aux Français que le parjure et la tyrannie de Louis XIV venaient de chasser de France, d'avoir embrassé le parti de Guillaume d'Orange en 1688 ? Qui oserait reprocher aux soi-disant nouveaux convertis du royaume de France d'avoir prié au désert pour le prince qui avait fait voile vers l'Angleterre en arborant cette belle devise : *Je maintiendrai !* et pour ces coreligionnaires qui s'étaient enrôlés sous ce noble étendard, sur lequel on voyait la Bible et les trois épées, avec ces mots : *Libertate et libero parlamento* ? Oui, les malheureux que traquaient de tous côtés les dragons du roi ont élevé leurs vœux au ciel en faveur de cette cause nationale à laquelle s'étaient rattachés les Schomberg, les Ruigny, les Ligonier, les Cambron, les Rapin-Thoyras, etc. « Honni soit qui mal y pense. »

Voici une de ces ferventes prières, dont M. Croll, pasteur à Châtillon-sur-Loire, nous a communiqué une très ancienne copie, écrite sur papier timbré d'un sol, aux armes de la province de Berry. On lira avec intérêt cette supplication émue et éloquente, qui fut exaucée comme elle méritait de l'être. Dans le fond et dans la forme, ce document porte une vive empreinte de l'époque et mérite l'attention.

O Dieu, qui nous as commandé de nous adresser à toi dans les jours de nécessité, avec promesse que tu nous aideras, nous t'en rendons nos très humbles actions de grâces ! Nous nous prosternons extraordinairement devant le trône de ta Majesté Sainte pour te demander ton secours d'en haut dans la conjoncture présente, pour travailler à la défense de ton Eglise et à sa délivrance. Tu sais, ô Dieu, combien de maux on luy a fait souffrir jusques icy, et le dessein que les grands de la terre avoient comploté pour l'anéantir et la perdre.

s'il étoit possible, de dessus la face de la terre. Comme a dit David, pourquoy se mutinent les nations et les rois de la terre, et prennent-ils conseil ensemble contre l'Eternel et son Oinct? Grand Dieu, c'est contre toy qu'ils se prennent, puisqu'ils veulent anéantir la vérité de ta Parole et établir le culte idolâtre qui est en abomination devant tes yeux! Regarde du plus haut des cieux l'affliction de ton peuple, et descends du trône de ta force pour renverser et confondre leurs conseils et complots, qui ne tendent qu'à l'oppression de tes pauvres enfants qui gémissent sous le pesant fardeau de la persécution. Assemble les rois et les princes qui te servent en pureté, pour défendre ta cause. Rends-les victorieux de tes ennemis, et Toi, ô Dieu des armées, rends leurs mains habiles aux combats et les environne de ta sauvegarde! Nous te demandons en particulier cette grâce pour Mgr le prince d'Orange, comme celui qui porte dans son sein l'opprobre qui a été fait et qu'on veut faire à ton Eglise. Soutiens sa cause, puisque c'est la tienne, et luy donne la grâce d'être victorieux de ses ennemis. Son entreprise est dangereuse; mais que ne pourra-t-il pas faire s'il est soutenu par ta main! Commande à la mer et à ses flots impétueux de s'appaiser en sa présence. Retiens les vents contraires dans leurs cachots et ne permets aucun souffle qui ne luy soit favorable. Toy, grand Dieu, qui fis dire autrefois à Josué, par Moïse : « *Fortifie-toy et te renforce*, » toy-mesme fortifie et renforce ce grand prince, qui est ce conducteur, ce grand Josué que tu nous donnes pour être le Zorobabel qui doit rétablir ta Jérusalem. Ceins-le de ta force et de ta vertu; qu'il soit intrépide au milieu des plus grands hasards, qu'il ait la force de Samson, le bonheur de Gédéon, les victoires de David; et qu'enfin, après les plus signalées victoires que tu lui feras remporter, il soit un prince pacifique comme Salomon. Agrée, Seigneur, la bénédiction dont nous l'accompagnons. Que l'Eternel, ô grand prince, te réponde au jour que tu seras en détresse! Que le nom du Dieu de Jacob te mette en une haute retraite, qu'il envoie son secours du saint lieu et soutienne Sion! Qu'il ait souvenance de toutes tes oblations, qu'il te donne selon ton cœur et accomplisse ton conseil! O Seigneur, tu sais que tu as fait fleurir ce grand prince en ce monde comme par miracle; tu le conserveras aussy comme par un même miracle. Tu as été son Dieu dès le ventre de sa mère; tu l'as élevé sur tes genoux; ta main tutrice l'a garanti de celles de ses ennemis; tu as déjà exploité de grandes choses par sa valeur. Ton peuple le regarde comme la colonne de ton Eglise; et voudrais-tu, ô grand Dieu, le priver de cet appât qui, dans ce malheureux temps, fait toute sa consolation? Souviens-toy, ô Eternel, des travaux de ses pères pour

l'établissement et le maintien de ton saint Evangile. Ils ont éprouvé, en mille occasions, que tu estois leur Dieu ; tu les as conservés dans les combats, dans les sièges, dans les batailles et dans mille dangers. Nous espérons, Seigneur, de ta grande miséricorde, que tu protégeras avec plus de force ce prince, qui a beaucoup plus de redoutables ennemis en tête. Abrége, ô Eternel, plutôt nos jours que ceux d'un prince dont la personne est si précieuse. Que tes saints anges se campent à l'entour de luy ; fais-les combattre, comme tu fis autrefois du temps de Sennachérib, pour exterminer les idolâtres qui veulent s'opposer à ses armes. Apprête, ô Dieu, ses gardes, la grâce et la vérité, afin que ce prince, venant à bout de ses justes entreprises, dresse les mains au ciel et chante comme les saints : Dieu s'est montré, et ses ennemis ont été confondus. Alléluia ! alléluia ! Le salut et la force appartiennent à l'Eternel notre Dieu. Soutiens, Père saint, en cette rencontre, le cœur de Son Altesse Royale la princesse d'Orange, son illustre épouse. Assure-la contre toute crainte qui pourroit s'emparer de son cœur et de son âme, que tu seras la délivrance de son époux et qu'aucun mal n'approchera de ton tabernacle. Exauce, Père saint, les prières qu'elle fait ; montre-luy que ton Esprit est avec elle pour la consoler dans cette épreuve, et fais qu'il n'approche de sa sacrée personne que des messagers de bonnes nouvelles. Tu le feras, Seigneur, puisque tu as rempli son cœur de la crainte de ton saint nom. Elle espère en toi ; fais qu'elle ne soit point confuse ; conserve-luy sa santé ; conserve-luy la vie, afin qu'étant élevée à la haute dignité que nous luy souhaitons avec tant d'ardeur, elle soit la nourricière de ton Eglise, l'Être de ce siècle, et la bienheureuse Marie, qui fera renaitre le Sauveur du monde en soutenant ton Eglise et en faisant porter ton Evangile jusqu'au bout de la terre. Hélas ! Seigneur, nous pourrions attendre toutes ces grâces avec certitude, si nous n'étions de grands pécheurs ; mais comme nous nous sentons extrêmement coupables, nous sommes dans des craintes continuelles. Rassure-nous, ô Eternel, par ta puissante et par ta sainte miséricorde, qui effacera tous nos péchés dans le sang de notre Sauveur, au nom duquel nous te prions.

UNE BATTUE AUX HUGUENOTS EN POITOU ET EN BRETAGNE

AU XVIII^e SIÈCLE.

1714.

Une dénonciation adressée au comte de Pontchartrain par une personne de Nantes, portait qu'une jeune fille du nom de Hudel, dont le père, reli-

gionnaire, était enfermé pour ce motif au château de Nantes, était venue dans cette ville, « apparemment pour avoir la facilité de voir son père, qui entretient toute sa famille dans les erreurs de la religion protestante. » Sur cet avis, M. de Pontchartrain se bâta d'envoyer à l'intendant de Bretagne un ordre du roy, daté de Marly, du 22 juin 1714, enjoignant de poursuivre cette jeune fille et de la faire enfermer aux nouvelles catholiques de Nantes. Voici cet ordre :

DE PAR LE ROY,

Il est ordonné à. . . .

d'arrêter la fille du nommé Hudel et la conduire en la maison des Nouvelles-Catholiques de Nantes; enjoint S. M. à la supérieure de l'y recevoir et garder jusques à nouvel ordre. Fait à Marly, le 22 juin 1714. Signé Louis, et plus bas, PHELYPEAUX. »

Il paraît qu'on ne la trouva pas dans cette ville, et qu'on supposa qu'elle s'était réfugiée en Poitou. Aussitôt l'ordre royal fut transmis à l'intendant de cette province qui, à son tour, chargea de cette poursuite le prévôt de Vouvant. Ce dernier y déploya beaucoup de zèle, quoique sans succès. « On manqua » la fugitive et deux de ses sœurs. Ce n'était pourtant ni la prudence, ni la ruse qui avaient fait défaut à l'infortuné prévôt « Joachim Vampillon, écuyer, conseiller du roy. » Ses renseignements étaient précis; il s'y était conformé avec intelligence; il avait sans hésiter trouvé la voie, et ne l'avait plus perdue; mais il n'était jamais arrivé qu'après le départ de sa proie. Voici, du reste, le procès-verbal qu'il a dressé lui-même de ses poursuites et de ses mécomptes. Nous conservons son orthographe.

« Procès-verbaux contenant ce que le prevost de Vouvant et autres lieux a appris dans les lieux où il s'est transporté pour arrester les nommées Hudel, sœur aysnée et cadette, en vertu des ordres de la Cour donnés à Marly, le 22 juin 1714.

« Le vingt et un juillet 1714, environ des huit à neuf heures du matin, nous, Joachim Vampillon, écuyer, conseiller du roy, prevost de Vouvant, La Roche-sur-Yon, en Bas-Poietou, suyvy de Pierre des Bourgs, l'un de nos archers, nous sommes transportés au bourg d'Angle, distant de La Roche-sur-Yon, nostre demeure actuelle, de sept lieues, et estant chez le sieur Bourgault, fermier de l'abbé dudit lieu, nous luy avons déclaré que nous estions chargés des ordres de la Cour, donnés à Marly, le 22 juin dernier, pour arrester la nommée Hudel, fille à nous indiquée estre chez luy par lesdits ordres; et

attendu qu'elle nous est inconnue, nous l'avons sommé de nous la représenter et de faire ouverture de ses chambres pour y faire visite et en faire perquisition ; à laquelle nostre sommation il aurait à l'instant obéy et satisfait , en sorte que n'ayant trouvé ladite Hudel n'y aucune personne estrangère en les chambres de son appartement où nous avons entrés ; et répondant à nostre sommation , il nous auroit déclaré ne la pouvoir représenter, que véritablement ladite Hudel fille aysnée et sa sœur cadette seroient venues chez luy, il y a six à sept sepmaynnes, par forme de visites, la damelle Camus, femme dudit sieur Bourgault, et la mère desdites Hudel estant cousines germanes, et y avoient demeuré près de trois sepmaynnes, pendant lequel temps luy, dit Bourgault, ancien catholique aussy bien que laditte Camus son épouse, les auroient fort sollicitées d'aller à l'église et d'y faire profession de la religion rommaine ; leurs ayant fait beaucoup de remontrances à cet égard, auxquelles elles n'auroient pas su mettre l'attention qu'il auroit convenu pour y penser sérieusement ; en sorte qu'il y a environ trois sepmaynnes, qu'ayant appris par un envoyé exprès par leur grand'mère, demeurant à Basoge en Parays, que leur mère auroit été conduite à la maison de l'Union Chrestienne à Fontennays, elles auroient eu ensemble plusieurs conférences secrettes, et deux jours ensuite, ayant fait venir un cheval de Lusson, et loué un autre audit Angle, elles prirent congé de luy dit Bourgault et de sa femme, ayant pris le nommé Maussion de Fontayne, bordier du sieur Béranger, pour les conduire, sans dire le chemin qu'elles vouloient tenir ; en sorte que luy dit Bourgault ne sçait où elles peuvent estre apprésent ; ayant cependant sceu du depuis dudit Maussion qu'il les avoit conduit jusques au bourg et paroisse de la Coupe Chaignère, chez le nommé Marchegays, leur parent, cy-devant de la religion calviniste ; et s'est, ledit Bourgault, avec nous soubssigné, ayant d'abondant affirmé par serment et de parole d'homme d'honneur ne sçavoir où elles peuvent estre apprésent. »

Averti par ce premier échec, le sieur Vampillon vint coucher le soir même au bourg de Belle-Noue, à cinq lieues d'Angle. Le lendemain, il se montra dans cette paroisse, et se rendit dans celle de Pinneaux « pour s'approcher, sans faire naître de soupçon, » de la maison du sieur Béranger. C'était le dimanche. Le lendemain, dès quatre heures du matin, il monta à cheval avec un archer de renfort qu'il prit en chemin, et s'en alla dans le dessein « de surprendre du matin lesdites Hudel chez le sieur Béranger. »

Il y arriva sur les six à sept heures, et trouva le sieur Béranger dans une chambre de sa maison, « et l'ayant sommé, continue-t-il, de nous faire faire ouvertures des chambres de ladite maison et de toutes ses dépendances et bastiments d'ycelle, il auroit à l'instant obéy ; et après visittes faites dans toutes les chambres basses et une haute qui est la seule qui y est, sans y trouver personne qu'une jeune fille mineure appelée Noxiaux, comme telle reconnue fille de feu Noxiaux, demeurant en son vivant à Creil-Bournezeaux, nous luy avons déclaré nos ordres et ycelluy sommé de nous déclarer où seroit la damoiselle Hudel sa parente, qui cy-devant auroit demeuré chez luy audit lieu, dequoy elle seroit devenue et le lieu où elle est apprésent ; ledit sieur Béranger répondant à nostre sommation et interrogatoyre, nous a déclaré que la damoiselle Hudel, appelée Catherine de son nom de baptesme, auroit demmeuré dès son bas aage chez luy, estant parente proche de feu son épouse, Jeanne Noxiaux ; qu'ils l'auroient élevée par charité, estant sans biens deppuis que son père auroit esté arrêté par ordre du roy, qu'elle estoit fille cadette dudit sieur son père, et peust estre aagée apprésent de vingt-quatre ans ; qu'elle s'en seroit allée chez sa mère au bourg de Bazoge en Parays, quinze jours auparavant qu'il eust esté conduit ès prison de Fontenay-le-Compte par ordre du sieur senneschal de Fontenay-le-Compte, subdélégué de Mgr l'intendant de Poitou, dans lesquelles prisons il auroit resté neuf sepmainnes, et en estre sorty le 25 du mois de may dernier, deppuis lequel temps il déclare n'avoir pas vu ladite Hudel, ny eu de ses nouvelles, en sorte qu'il ne sçait de quoy elle est devenue apprésent, et a signé après avoir affirmé ses déclarations et responses avec nous de ce sommé et interpellé, et ne pouvant découvrir où elle peust estre, nous nous sommes retirés pour nous rendre à la Roche-sur-Yon, nostre domicile actuel, distant de ce lieu de six lieues. »

Voilà donc encore une poursuite vaine ; mais quand il s'agissait d'une si importante capture que celle de deux jeunes filles protestantes qui, malgré les ordres du roy, les conseils de quelques membres catholiques-romains de leur famille, et l'emprisonnement de leur père, s'opiniâtraient à demeurer protestantes, un prévôt aussi zélé que le sieur de Vampillon ne pouvait aussi aisément se laisser rebuter. Il prit un jour de repos dans sa maison de la Roche-sur-Yon, et le lendemain, c'est-à-dire le 25 de juillet, à sept heures du matin, suivi de son domestique Renaud, dit Saint-André, et d'un archer nommé Joussemot, il se transporta en la maison de la Marchegaysière, paroisse de Chauché, demeure ordinaire du sieur du Landreau. Voici comment il raconte lui-même sa déconvenue : « Nous avons trouvé (le sieur du Landreau) gissant au lict et très affaibly d'une longue maladie dont il est attaqué deppuis longtemps, suyvant sa déclaration ; et luy ayant déclaré avoir des ordres de la cour, sans autrement nous expliquer, pour visiter sa

maison ; nous ayant reconnu pour prévost officier, il nous a déclaré n'empescher laditte visitte, et à cet effet, ayant donné les ordres pour faire ouvrir toutes les chambres et appartemens de sa maison, ledit sieur Marchegays n'estant pas en estat de le faire luy-mesme, veu qu'il est détenu au liet et très faible, visittes par nous faittes et ledit Joussemot de laditte maison, chambres hautes et basses et de tous les autres appartemens sans y rencontrer personne ; ycelluy sieur Marchegays par nous enquis si les damoiselles Hudel sœurs n'estoient pas venues en sa maison deppuis peu, il nous auroit déclaré que véritablement il y a un mois ou cinq sepmaymes elles y seroient arrivées un jeudy au soir, accompagnées seulement d'un cavalier à luy inconnu, sans aucun vallet, qu'elles y auroient seulement demmeuré la nuit et en seroient repartyes le lendemain sans sçavoir la route qu'elles auroient pris, qu'elles auroient bien demandé des chevaux pour changer, mais qu'il leur auroit déclaré n'en point avoir appprésent ; et est tout ce qu'il nous a voullu dire sur ce subject, disant n'en sçavoir autres choses. Et ne pouvant apprendre d'autres nouvelles des damoiselles Hudel, nous avons reppris le chemin pour nous rendre à la Roche-sur-Yon, distant de ce lieu de trois lieues, après avoir interpellé ledit sieur Marchegays de signer ces présentes avec nous, qui a signé. »

Il fallut bien en convenir, toute cette prudente stratégie était demeurée inutile ; et ce dut être avec une véritable humiliation que le sieur de Vampillon en écrivit l'aveu à son supérieur de Fontenay-le-Comte, et celui-ci à l'intendant du Poitou. Au reste, il est plus que probable que successivement à tous les degrés on en éprouva du dépit, car ce n'était pas seulement les prévôts qui se montraient âpres à cette curée. Quoi qu'il en soit, c'était une œuvre manquée et qu'il fallait reprendre sur nouveaux frais ; on s'y employa avec un zèle, irrité encore par le mécompte précédent. C'est ce que prouvent les deux lettres qui suivent et leurs dates :

1. *M. de Richebourg, intendant du Poitou, à M. de Ponchartrain.*

Poitiers, 3 aoust 1711.

MONSIEUR,

J'ay l'honneur de vous envoyer le procès-verbal qu'a fait le provost de Vouvant, à qui j'avois adressé les ordres du roy pour arrester deux des filles d'Hudel, par lequel vous verrez qu'il les a suivies dans tous les lieux qui luy ont été indiquez, sans les avoir pu joindre ; elles se sont retirées dès qu'elles ont appris que leur mère avoit été arrestée, et bien loin que celle qui estoit à Nantes ayt pris le chemin du Poitou, l'on croit que les deux, que l'on a manquées, s'y s'ont rendues et qu'elles peuvent estre chez quelques parents qu'elles y ont, cher-

chant l'occasion de s'embarquer, si elles ne l'ont fait, avec dessein de passer à la cour de Brunsvic où elles ont une tante qui les a mandées.
Je suis, etc.

II. *M. de Pontchartrain à M. Ferrand, intendant de Bretagne.*

Marié le 8 août 1714.

Monsieur, M. de Richebourg, à qui j'ay escrit suivant vostre avis, au sujet de la fille du nommé Hudel, qui avoit passé à Nantes, m'a fait la réponse cy-jointe, par laquelle vous verrez qu'elle doit estre toujours dans cette ville et mesme qu'il y a toute apparence que deux de ses sœurs ont esté l'y joindre; je vous prie de les faire chercher soigneusement et de les faire arrester au cas qu'on puisse les découvrir.
Je suis, etc.

La poursuite recommença sans doute, mais nous n'avons point découvert quelle en avoit été l'issue, ni si les limiers de Bretagne furent plus habiles que ceux du Poitou.

Toutes les pièces citées ou analysées plus haut sont empruntées aux archives municipales de Nantes.

B. VAURIGAUD.

LES GRANGES DU BÉARN.

LETTRES INÉDITES DE COURT DE GÉBELIN.

1778.

A peine Court de Gébelin avait-il pris en main la défense d'une province opprimée, qu'une autre réclamait ses services. En février 1778, il avait écrit cinq mémoires en faveur des protestants du Cambrésis et de la Picardie : en mars, M. Vidal, son correspondant ordinaire à Orthez, lui signalait un retour des persécutions.

Il répondit par une lettre ferme et encourageante (1).

Ayant reçu d'Orthez un mémoire explicite, il écrivit en avril à M. Silvestre, chef de bureau d'un ministère, au grand aumônier de France, le cardinal de Rohan (2), et à M. Bertin, pour leur demander la liberté du culte dans les pauvres granges qui servaient d'oratoires aux réformés du Béarn.

(1) Cette lettre a été publiée dans le *Bulletin*, t. II, p. 366.

(2) « Evêque de Strasbourg, homme qui joignait à beaucoup d'élégance extérieure beaucoup de grâce dans l'esprit, et même des connaissances, mais sans

Voici le mémoire et les trois pétitions de l'avocat des protestants :

D'Orthez, le 13 mars 1778.

Les protestants du Béarn ne croyoient plus voir que dans les relations des anciens tems des dragonnades contre eux. Elles viennent de se renouveler de la manière la plus violente..... Un détachement de dragons de Belzunce, venu depuis huit jours, sous prétexte de remonte, et faisant construire des râteliers et des écuries, pour mieux couvrir leurs ordres, ont investi, la nuit dernière, à deux heures apres minuit, la maison où logeoit le Sr Bertezene, pasteur.

Ils ont saisi le locataire principal de la maison, excédé et mis à cheval pour le traduire. Leur erreur ayant été découverte, ils l'ont relâché, et fait les recherches les plus exactes apres le Sr Bertezene, couru sus à des voisins venus au bruit, et tenu tout le quartier dans les allarmes les plus vives.

Le pasteur s'est sauvé en chemise, par le derrière de la maison, traversant un ruisseau, et il a été assez heureux pour ne pas tomber dans une embuscade de trois à quatre dragons.

Un autre détachement, renforcé de maréchaussée, a été pour saisir le Sr Marsoo, vieillard de quatre-vingts ans, qui habite à la campagne. Son fils a ouvert de bonne foi la porte; il a été pris au collet par un cavalier de maréchaussée, qui l'a excédé, fait monter à cheval en chemise, et ce n'est que parce qu'on a reconnu l'erreur du père au fils que celui-ci a été relâché. Un autre détachement s'est porté à Castetarbe (chez Claverie, païsan), qui a été pris et traduit sur-le-champ à Saint-Jean-Pié-de-Port, où l'on ignore le traitement qui l'attend.

Un autre détachement s'est porté à Bellocq, pour enlever le pasteur de cette paroisse, qui heureusement n'a pas été pris. L'allarme et le découragement sont en proportion du calme dont on avoit joui depuis longtems, et du ton ardent de l'opération. Le calme avoit déjà attiré beaucoup de monde à Orthez, tant étrangers du royaume que des habitants d'autres contrées; et cela va cesser. Les suites de ces dé-

frein dans ses passions et dans sa conduite, libre dans ses mœurs, faisant une dépense outrée, plein d'inconsidération et de légèreté. » (*Mém. du baron de Besenval*, éd. de 1846, p. 232.) Le fameux proces du *Collier de la Reine* l'a rendu tristement célèbre. Voilà l'homme qui tenait la charge de grand aumônier, et à qui s'adresse la remarquable requête de Court de Gébelin qu'on va lire.

marches sont annoncées comme plus funestes, et menacent les chefs des familles de toute espèce.

Les dragons, revenus à Orthez, le subdélégué en a pris un détachement pour aller reconnaître l'état des granges, où se tenoient les assemblées; l'une n'a aucune apparence de maison d'oraison : c'est celle de Claverie capturé, et qu'on a quittée depuis quelque temps.

L'autre a deux entre-sols sur deux bergeries; quelques bancs volans, des chaises, qui peuvent être prises pour des aisances aux protestants; et au fonds, pour des entrepôts de bestiaux et fourrages : c'est en effet que des brebis et bœufs y gisent. On s'attend que le subdélégué exagérera les apparences d'un temple; mais, dans la vérité, ce n'est que ce qu'on vient de remarquer. On s'attend à cette exagération, parce qu'on a pour mémoire que cet agent subalterne a concouru, avec quelques autres personnages, et les curés, à criminaliser les protestants; et leurs mémoires ont produit les ordres, et les exécutions dont on a parlé, et qu'on dit venir du roi.

Ils s'attendoient sur M. Journet, doyen des pasteurs; mais sa maladie, connue et attestée par son médecin, l'a préservé de l'atteinte.

On a compris que ces mémoires portent, pour grief, le rapprochement des assemblées vers la ville, et l'éclat de certaines noces.

Le rapprochement est vrai, mais il l'est aussi qu'il diminue l'éclat des assemblées. La maison où elles se font est toujours à Castetarbe, village où les maisons sont distantes les unes des autres; elle appartient au Sr Marsoo, et c'est peut-être à raison de cela qu'on a couru sur lui. Sa situation fait qu'en y aboutissant de divers endroits on est moins nombreux dans les routes, et en s'introduisant dans la ville d'ailleurs, tout le monde y va à pied.

Quant aux noces, si dans une seule les mariez ont été en voiture, c'est à raison du mauvais temps.

Savoir d'où vient le mal, les progrès qu'on en doit craindre, les moyens de les prévenir, et les instructions les plus promptes.

Le verbal du subdélégué sera vraisemblablement envoyé de suite au ministre, et on sollicitera probablement la ruine de la grange. Ce coup de main doit être évité, et on ne peut trop se hâter pour cela. On craint un retour sur les personnes qu'on a manquées. Les granges ont été mises sous le sceau du subdélégué (1).

(1) Papiers Court de Gébélín, t. VI. pièce 27.

A M. Silvestre.

21 avril 1778.

Monsieur,

Quelques amis que j'ai dans le Béarn me font part de la consternation dans laquelle sont les protestants de cette province au sujet des ordres rigoureux qui viennent d'être donnés contre leurs ministres, contre quelques granges et contre les possesseurs de ces granges, dont un est fugitif, l'autre en prison. Ils ne savent à quoi attribuer ce renouvellement de sévérité à leur égard. Depuis plus de 40 ans ils prient Dieu de cette manière, sans qu'ils se soient jamais attirés l'animadversion de leurs magistrats, des intendants du Parlement; et sans que ces assemblées religieuses aient été suivies du moindre funeste effet. Si même ils s'assemblent dans des granges, c'est qu'en 1766 M. leur intendant et M. le duc de La Vrillière l'exigèrent d'eux, en les assurant qu'on les tolérerait, comme on a fait, s'ils prenoient ce parti; ils ne firent nulle difficulté d'obéir : seroient-ils maintenant punis pour une chose dont ils furent loués alors?

Le roi est certainement le maître de leur ôter même ces granges; mais pourquoi ce monarque bienfaisant les puniroit-il d'une conduite qui produisit les plus heureux effets en rétablissant la tranquillité dans la province, et en empêchant les protestants effrayés de passer chez l'étranger.

D'ailleurs, celui qui a été arrêté est un laboureur presque aveugle, chargé de famille et de dettes, et dont le frère cadet est aveugle lui-même. Ce seroit une œuvre de charité de le mettre en liberté, car la faute n'est pas plus la sienne que celle de tous les protestants du Béarn, qui croioient ne rien faire en cela qui déplût au gouvernement. Ils savoient bien que ce n'étoit pas conforme aux loix pénales au pied de la lettre. Quel avantage en reviendrait-il même à l'Etat?

Est-il même à désirer que les protestants restassent sans culte dans ces belles provinces du Midi, où ils l'emportent souvent pour le nombre sur les catholiques même? Peut-on concilier avec l'idée du Roi Très-Christien l'idée de laisser des cantons entiers de son royaume sans aucun culte? Les sauvages eux-mêmes en ont un.

On les renvoie à la vérité au culte domestique; mais, Monsieur, les Etats se gouvernent-ils avec des *distinguo* qui ne sont bons que pour les écoles? Le culte d'un village est-il d'une autre nature que le culte

d'un hameau? et qu'est-ce qu'un culte domestique, sans livres et sans guide? Je sais bien, Monsieur, que vous me répondrez que le roi veut, et que la loi existe; mais le roi veut le plus grand bien, et si cette loi n'étoit pas le plus grand bien!

Comment se faire entendre du roi? Faut-il donc que la voie de la représentation soit fermée aux protestants, que cette multitude d'excellents et fidèles sujets ne puisse exprimer ses sentiments et peindre sa situation, qu'une tolérance chrétienne pourroit changer en conciliant ce que le roi doit à sa religion avec le bien de ses sujets. Ils espèrent, Monsieur, que vous voudrez bien vous intéresser pour eux. Ils en ont grand besoin, étant sous la main du premier qui veut leur faire du mal. Ceux du Béarn gémissent sous le zèle amer d'un curé auquel ils désiroient depuis longtemps une meilleure cure. C'est lui qui déjà, en 1766, vouloit faire prendre leurs ministres, et avoit fait emprisonner nombre de personnes. Ses succès lui étoient-ils réservés pour le règne de Louis XVI, et tandis que le roi a des ministres si sages et si éclairés.

C'est à un sage, à un ami de l'humanité que j'écris; il voudra bien pardonner en faveur des motifs la lettre que j'ai l'honneur de lui adresser, et agréer les assurances de la respectueuse considération et des sentiments distingués avec lesquels je suis et ne cesserai d'être, etc. (1).

A Monseigneur le Grand Aumônier.

27 avril 1778.

Monseigneur,

Les vertus qu'on admire en vous, et surtout cet esprit de tolérance et de support si conforme à la loi chrétienne qui vous caractérise et dont vous avez donné tant de fois des marques infiniment précieuses aux protestants, font espérer à ceux du Béarn que vous voudrez bien prendre quelque intérêt à leur triste situation.

Depuis longtemps ils se proposoient de vous supplier de prendre les mesures que vous dicteroit votre sagesse et votre prudence pour inspirer un zèle moins amer à quelques-uns de leurs curés, qui croient servir le ciel en tourmentant, dès cette vie, ceux à qui ils croient que Dieu réserve des peines de feu pour la vie à venir. Cependant ils dif-

(1) De la main de C. de Gébélín. Brouillon raturé. Papiers Court de Gébélín, t. IV, lettre 74.

féroient toujours, espérant que ces curés se lasseroient de leur nuire ou que la cour continueroit d'avoir peu d'égard à leurs plaintes; mais ils sont la victime de leur patience, et si vous ne venez à leur secours, une province entière, la patrie de Henri IV, va être le théâtre de la persécution la plus odieuse.

Sur des plaintes réitérées, la cour a envoyé des dragons dans cette province, avec des lettres de cachet, pour arrêter les ministres protestants qui y sont depuis un très grand nombre d'années, et pour arrêter également ceux qui fournissoient des granges pour le service divin. Le Sr Clavier a été saisi et conduit à Saint-Jean-Pied-de-Port; et on lui demande à lui, qui est très pauvre, et à ceux qu'on a voulu emprisonner et qui sont en fuite, cent pistoles pour les frais de saisie.

Ce n'est pas tout : les militaires employés à ces recherches ayant fait un procès-verbal, par lequel ils accusoient les protestants de Bellocq de s'être rassemblés avec armes et au son du tambour, pour les troubler dans leur expédition, et les échevins du lieu ayant dressé de leur côté un procès-verbal qui démentoit celui-là, le maire de la ville a été forcé d'en faire un autre à la charge de divers protestants qui, pleins d'effroi, ont pris la fuite.

Un genre de procédure aussi inouï, aussi contraire au droit des citoyens, épouvante les protestants; ils craignent que leur perte ne soit résolue; et que n'ont-ils pas à appréhender lorsque des poursuites auxquelles ils n'avoient nul lieu de s'attendre, commencent avec des procédés aussi extraordinaires et aussi terribles?

Car enfin quel étoit leur crime? Ils faisoient des assemblées religieuses, il est vrai; mais les protestants en font dans tout le royaume et ont ne les empêchoit pas.

S'ils s'assembloient dans des granges, ce fut pour obéir au gouvernement. En 1766, le curé d'Orthez indisposa si fort contre eux le ministre, qu'il donna les ordres les plus sévères pour pendre leurs prédicateurs et arrêter diverses personnes. M. d'Etigny, intendant d'Auch, s'intéressa vivement pour eux; mais ayant fait connoître aux protestants que le seul moyen de faire retirer les ordres et d'obtenir la délivrance des prisonniers, étoit de cesser les assemblées en rase campagne, et de s'assembler par village dans des granges ou par quartiers dans des maisons, les protestants y consentirent, quoiqu'ils dissent : *Quelle sûreté aurons-nous, si on nous attaque ensuite pour cet acte même de soumission?*

Les protestans du Béarn ne seront pas trompés dans leur espérance. Vous voudrez, Monseigneur, faire voir à leurs curés que le zèle qui les anime n'est pas un zèle selon Christ; et faire entendre à la cour que l'Evangile n'a nul besoin d'être soutenu par la force; que les protestants rendant aux rois ce qu'ils doivent aux rois, ceux-ci doivent voir avec plaisir qu'ils rendent à Dieu ce qu'ils croient lui devoir, et que ce seroit un très grand malheur si les protestants, qui sont si nombreux dans les vastes provinces du Midi, se trouvoient tout à coup sans culte; qu'il seroit tel que, s'ils les abandonnoient d'eux-mêmes, la cour devroit faire les plus grands efforts pour les retirer de cet abandon et de cette indifférence.

Monseigneur, quelle satisfaction pour vous en obtenant par là le retour du calme pour un peuple aussi nombreux, qui, dans ses transports, ne cesseroit de vous bénir et de faire les vœux les plus ardens pour la prospérité et pour la conservation d'un prince illustre, qui remplit si parfaitement le ministère de paix dont il est le héraut (1).

A M. Bertin.

Avril 1778.

Monseigneur,

Je reçois de mes amis de Bordeaux des lettres relatives 1^o au nommé Drilholle, renfermé dans les prisons de la Réole, parce qu'il a épousé dans le sein de l'Eglise protestante une personne qui avoit été autrefois catholique; 2^o à divers emprisonnements faits dans le Béarn.

Elles m'ont paru assez importantes pour que je dusse vous en faire part, solliciter vos bontés auprès du Roi pour ces infortunés, et vous supplier de me permettre quelques réflexions que me dicte mon zèle pour S. M., et le vif désir du bonheur d'une patrie à laquelle je suis si dévoué.

Le curé du lieu doit avoir accusé le sieur Drilholle d'avoir induit cette fille à ce changement afin de pouvoir l'épouser, et c'est cette accusation qui doit avoir occasionné contre le nouveau marié cet emprisonnement sous lequel il gémit. Cependant les parents de la mariée, tous catholiques, ont donné une déclaration contraire à

(1) De la main de C. de Gébelin. Brouillon raturé. Papiers Court de Gébelin, t. IV, lettre 77.

celle du curé. La mariée n'est pas plus tranquille : on parle de lettre de cachet pour la renfermer dans un couvent. Les cavaliers de maréchaussée dirent de leur côté au prisonnier qu'il donnât 50 écus pour les frais de son emprisonnement et qu'il promit d'épouser de nouveau à l'Eglise catholique, qu'on le relâcherait aussitôt. Il répondit, ajoute-t-on, qu'il n'avoit pas ces 50 écus et qu'il se tenoit pour bien marié.

Voilà donc un délit qui a été dénoncé par un prêtre, et qui a été puni comme s'il étoit vrai dans ses circonstances les plus odieuses ; mais quand cet infortuné auroit cru ne pouvoir épouser cette personne que lorsqu'elle seroit catholique, son crime seroit-il, Monseigneur, digne de prison, et celle qui pour devenir mère auroit eu la faiblesse de changer mériterait-elle d'être renfermée dans un couvent et d'y pleurer sa faute le reste de ses jours.

Je suis très convaincu, Monseigneur, que vous trouverez le châtiment trop sévère et qu'il ne tiendra pas à vous que le roi ne retire la lettre de cachet qu'il peut avoir donnée contre ces infortunés, j'ose vous le demander au nom de l'humanité.

D'ailleurs les lois pénales non contentes de déclarer ces mariages illégitimes, iroient-elles jusques à décerner les peines de prison et peut-être perpétuelles contre ceux qui auroient cru pouvoir les contracter ? ne seroit-ce pas vouloir faire du royaume une vaste prison ?

Je n'ai rien répondu à mes amis : que leur répondrois-je ? Je les exhorte sans cesse à la patience, à la circonspection, à vivre dans le silence ; mais quand on est en prison, ce ne sont guère des exhortations qu'on demande, mais prompt secours.

Je ne sais, mais il me paraitroit qu'un roi au lieu de punir deux personnes qui ont cru pouvoir se marier, devrait marquer son indignation à des délateurs qui, lors même qu'ils accuseroient juste, ce qui arrive rarement, l'obligent de porter ses soins et son attention sur des objets qui n'en sont pas dignes et dont il n'a rien à craindre.

Quant au Béarn, on y a emprisonné le sieur Claverie de Castetarbe, chez qui les protestants avoient fait autrefois quelques assemblées, mais chez qui on n'en faisoit plus depuis longtemps à cause de l'éloignement. On a voulu emprisonner également le sieur Marsoo du lieu d'Orthez, et pour la même cause, mais on ne le trouva pas chez lui. Ce dernier est un vieillard de 80 ans, l'autre est presque aveugle. Leurs granges ont été mises sous le scellé par le subdélégué du lieu

qui se donne beaucoup de mouvement avec les curés pour faire de la peine aux protestants.

Ces excès me feront convenir sans peine qu'il seroit peut-être mieux qu'il n'y eût qu'une religion dans un vaste royaume, quoiqu'il seroit à craindre qu'une seule ne tombât dans le relâchement, dans l'ignorance, dans ces ténèbres épaisses qui couvroient l'Europe avant les malheureux chocs du XV^e et du XVI^e siècle. Mais lorsqu'un beau royaume a eu le malheur d'être divisé en deux religions, je croirois volontiers que la seule chose à craindre fût que le gouvernement pesât avec trop de sévérité sur l'une des deux.

Le nombre des protestants du royaume actuellement plus grand qu'en 1685 est une preuve que la violence ne peut la déraciner. Mais qu'en a à craindre l'Etat? J'ose le dire, rien du tout. Les protestants fissent-ils les trois quarts du royaume, ne seroient pas plus dangereux que s'ils étoient nuls : ces temps sont absolument passés où le monarque n'anéantissoit pas les divers états de ses sujets : l'esprit des Français a revêtu une trempe si prodigieusement différente, qu'il est impossible de voir revenir ces anciens troubles dont notre malheureuse histoire est remplie : c'étoit une épidémie passée comme tant d'autres dont il ne sera jamais question. Et les protestants ne sont pas plus à craindre que la noblesse : elle étoit cependant bien mutine, bien dangereuse, cette noblesse : toutefois l'a-t-on anéantie, et nos rois ne sont-ils pas remplis de confiance en elle : sous de vaines terreurs, a-t-on jamais pensé à la détruire? N'est-ce pas elle cependant qui étoit à la tête des protestants et qui les entraîna dans tout ce qu'ils firent?

N'est-ce pas les Rohan, les Soubise, les Châtillon, les Sully, les Laval, les Rochefoucaud, les Danville, les Biron, les Bouillon, etc., la fleur de la noblesse avec des princes du sang, etc., qui furent cause de tout ce qu'on impute aux protestants? Leurs illustres descendants en paraissent-ils plus dangereux.

Pourquoi donc ce peuple de protestants sans forces, sans crédit, seroit-il puni de leurs fautes? Pourquoi des générations qui n'ont rien de commun avec celles-là, seroient-elles forcées d'expier des fautes qu'elles n'ont pas commises, qu'elles détestent, qu'elles ne commettront jamais?

Est-il digne d'un roi, et surtout d'un roi de France, de faire du mal par la frayeur qu'il n'en arrive; de faire verser des pleurs aux

protestants; de leur faire détester une patrie qu'ils chérissent, de peur que quelque jour ils ne la déchirent? Il n'est que des tyrans ou des faibles qui doivent avoir peur. Qu'auroit à craindre Louis XVI, en ne voyant dans tous ses sujets que des enfants qui le chérissent?

J'en suis témoin, et je ne craindrois pas de m'en porter pour caution si j'avois la vanité de me croire quelque chose, j'en suis témoin, de l'attachement qu'ont les protestants français pour Louis XVI et pour la famille des Bourbons; ils verseroient leur sang pour elle; ceux même que des temps malheureux ont forcés de passer dans l'étranger ne soupirent qu'après leur ancienne patrie, qu'après leur monarque naturel. Pourquoi donc ce monarque bienfaisant feroit-il le malheur de ces sujets, qui, j'ose le dire, méritent tant par leurs vertus et par leurs sentiments?

Quelle est donc cette politique qui déchire un royaume de peur qu'il ne soit déchiré, qui flétrit les lauriers ou la palme d'un monarque juste et bienfaisant par la crainte qu'ils ne le soient; qui se fait du mal de peur d'en éprouver?

Quelle puissance dans l'état peut devenir redoutable à un monarque français qui a dans sa main toute la puissance de la monarchie, et qui est si au-dessus de ce qu'étoient ses prédécesseurs dans ces temps malheureux? Nous faire peur du retour de ces temps, ce seroit ne connaître ni ces temps anciens, ni les temps actuels : c'est comparer des choses qui ne sont point comparables, c'est croire que les hommes d'aujourd'hui sont comme les hommes d'alors; que nous sommes encore hérissés de châteaux, de villes fortes, et la proie d'une foule de petits tyrans qui se partageoient le royaume et faisoient disparaître en quelque sorte la Majesté Royale.

L'esprit de fanatisme et de superstition n'est plus ce qu'il étoit; et s'il devoit reparaitre, ce ne seroit jamais dans la religion protestante : il n'a rien à y gagner.

Que ne puis-je peindre au roi ces sujets de cette religion tels qu'ils sont : pleins de zèle et d'amour pour lui, et dignes de lui par leur propre persévérance dans une religion qui met sa gloire à obéir au prince comme au lieutenant de la Divinité; dont les sectateurs furent au secours d'Henri III persécuté par la Ligue, tandis qu'il les avoit lui-même persécutés à toute outrance par le fer et par le feu; qui s'étoient montrés si fidèles sujets sous tout le règne de Louis XIV, et qui, comme le disoit si bien Catherine de Médicis, et comme vous

pouvez, Monseigneur, l'avoir remarqué, ne demandent que *leur soul de prêches*.

Périssent à jamais ces prêches, s'ils sont une école de vices ! Mais si les hommes en deviennent meilleurs sujets, meilleurs citoyens, meilleurs pères de famille, meilleurs enfants, pourquoi séviroît-on contre eux ?

Avec ces principes, la vraie religion s'éteint : les hommes ne savent plus ce qu'ils doivent croire. Les malheurs de l'Eglise ne sont jamais venus que de ce que le parti dominant vouloit être seul. Les empereurs de Constantinople réduisirent la religion grecque à un vil squelette, parce qu'ils voulurent sans cesse ramener tous les chrétiens à une seule opinion ; ces sectes orientales existent encore au milieu des ruines et de l'ignorance la plus affreuse : elles ne savent qu'une chose, se haïr et s'anathématiser mutuellement, par une ancienne tradition et sans savoir pourquoi.

Pourvu que les hommes rendent aux rois ce qu'ils doivent aux rois, ces rois n'ont jamais à craindre de laisser aux hommes rendre à Dieu ce qu'ils croient lui devoir. Que les rois de France permettent aux protestants de leur rendre tout ce que leur cœur leur inspire pour eux, et ils n'auront jamais besoin de la moindre rigueur.

Un fait frappant. Les Cévennes sont remplies de forts qu'on crut devoir bâtir contre les protestants ; eh bien, dans les dernières guerres, ce n'étoient que des protestants qui gardoient ces forts, et ils furent bien gardés.

Je suis bien long, Monseigneur ; mais le sujet est si intéressant, il tient si fort aux vrais intérêts du roi et de ses ministres, à votre propre tranquillité, Monseigneur, qui m'est si précieuse, que j'ai bien de la peine à m'arrêter. Je sais qu'on n'est jamais dans le cas de vous déplaire lorsqu'on n'est animé que par l'amour du bien et par le zèle pour la personne sacrée du roi (1).

On ne fit pas grand compte des réclamations de Gêbelin quant à la tolérance en général ; mais les réformés du Béarn purent reprendre leurs maisons de prière sans trop d'encombre.

En même temps Court de Gêbelin écrivit au synode du bas Languedoc. Il rappela ses démarches récentes pour les protestants du nord de la France

(1) De la main de C. de Gêbelin. Brouillon raturé. Papiers Court de Gêbelin, t. I, pièce 27.

et pour ceux du Béarn. Les arguments les plus pressants lui servirent à solliciter l'appui matériel et moral des réformés. C'est la touchante et admirable lettre qui a déjà été donnée dans ce *Bulletin* (t. II, p. 372), et dont nous avons sous les yeux la minute. Nous y renvoyons et ceux des lecteurs qui ne la connaissent pas encore, et ceux qui l'ont déjà lue. On ne saurait trop la relire et la méditer.

CH.-L. FROSSARD.

L'ÉDIT DE LOUIS XVI SUR L'ÉTAT CIVIL DES PROTESTANTS.

DISCOURS DU CONSEILLER ROBERT DE SAINT-VINCENT

DANS LA SÉANCE DU PARLEMENT DE PARIS DU 9 FÉVRIER

1787.

On approchait de la fameuse séance royale du 19 novembre 1787, où Louis XVI allait présenter à son parlement, en manière d'expédient, l'édit portant restitution de l'état civil à ses sujets non catholiques, afin de faire passer en même temps un autre édit portant création d'emprunts graduels jusqu'à concurrence de 120 millions. Cet édit, par lequel le monarque déclarait naïvement qu'il « n'accordait aux protestants que ce que le droit naturel ne permettait pas de leur refuser, » devait ainsi servir de couverture à une de ces mesures fiscales dont on redoutait l'impopularité. Amères dérisions de la politique !

Le parlement de Paris avait, du reste, pris les devants et montré des dispositions favorables, lorsqu'un de ses membres, le conseiller de Brétignères, reprenant la thèse des Turgot, des Rippert de Montclar, des Joly de Fleury, des Malesherbes, des Gilbert de Voisins, avait soulevé dans son sein la question relative à l'état civil des protestants.

Ces bonnes dispositions prirent un caractère plus prononcé encore lorsque, dans la séance du 9 février 1787, le conseiller Robert de Saint-Vincent osa prononcer le discours qu'on va lire, et qui donna lieu à une motion formelle adoptée par la compagnie séance tenante. Ce discours reçut alors une grande publicité. Ch. Coquerel (t. II, p. 348) le cite comme in-8° de 47 pages ; et nous en avons sous les yeux deux exemplaires, l'un in-8° de 34 pages, l'autre in-12 de 59 pages, tous deux de 1787 ; mais ces brochures ne donnent que le discours, dont l'auteur n'est pas même nommé. Nous ne croyons pas, d'ailleurs, qu'il ait jamais été réimprimé depuis, et il est très peu connu aujourd'hui. Nous donnons ici le procès-verbal en entier de cette remarquable séance, telle qu'elle nous est communiquée par M. H. Bordier, d'après les registres du parlement conservés aux Archives impériales.

DU VENDREDI 9 FÉVRIER 1787, DU MATIN,

TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES.

M^{re} E.-F. d'ALIGRE, Cher Per ; M^{re} L.-F. de Paul Lefebvre d'Ormesson ; M^{re} J.-B.-G. Bochart de Saron ; M^{re} A.-G.-F. de Gourgues ; M^{re} L. Le Pelletier de Rozambo ; M^{re} Omer Joly de Fleury ; M^{re} P. Gilbert de Voisins ; M^{re} L.-Michel Le Pelletier de Saint-Fargeau ; M. Barillon conseiller d'honneur.

MM. les conseillers de la grand'chambre : Lefebvre, Titon, Duport, Glatigny, Bourgongne, Nouet, Bourgevin, Serre, Clément, Le Riche, Fourmestaux, Langlois, Constance, Le Coigneux, Frédy, Robert, Tandeau, Dupuis, Bruant, Dionis, Fréteau, Philyppe, Clément, Doutremont.

MM. les présidents des enquêtes et requêtes : Ongran, Chabenat, Dompiere, Roland, Dutronset, Le Rebours.

MM. les conseillers des enquêtes et requêtes : Masson, Despontys, Tabary, Boula, Dedelay, Goislard, Malartic, Duval, D'Hammer, Robert, Brochant, Bourrée, Noblet, Lenoir, Devillers, Trudaine, Paris, Agar-Chopin, Geoffroy, Morel, Bourgevin, Huguet, Titon, Rossignol, Brisson, Tourolle, Pasquier, Cadot, Roger, Dupont, Le Chanteur, Bonla, Duchesne, d'Enée, Defay, de Sa Huguet, Boïssel, Dupleix, Duport, Robert, Merceron, et autres.

Ce jour, à la levée de la seconde audience, toutes les chambres assemblées, M. le premier président, a dit que le procureur général du roy, avoit apporté à la Cour un édit portant suppression des deux offices de receveurs généraux des domaines et bois dans l'appanage de M. le duc d'Orléans, et création d'un seul office de receveur général des domaines et bois dans ledit appanage, avec la lettre de cachet du roy, envoyée sur icelui ; que les grand'chambre et tournelle avoient été assemblées pour y délibérer ; qu'il y avoit été arrêté que ledit édit seroit porté aux chambres assemblées, et que M. Tandeau, rapporteur, voudroit bien en rendre compte.

Lecture faite dudit édit et des conclusions du procureur général du roy, par lui prises par écrit sur icelui ;

La matière mise en délibération ;

L'enregistrement en a été ordonné suivant l'arrêt particulier qui se trouvera au registre de ce jour ;

Après quoi, M. le premier président a dit qu'un de messieurs de la première chambre des enquêtes l'avoit prévenu qu'il avoit à rendre compte à la Compagnie d'un objet qui lui paraissoit mériter son attention ;

A l'instant, celui de messieurs qui avoit prévenu M. le premier président, prenant la parole, a dit :

Monsieur,

Une brochure intitulée : *Etrences à M. S^{***}, ou Pensées d'un homme sur un ouvrage nouveau*, est tombé dans les mains d'un de messieurs de la première chambre des enquêtes, qui en a rendu compte à la chambre.

Ce libelle, également injurieux à la magistrature et au magistrat qui en est l'objet, a paru devoir être dénoncé à la Compagnie. Le ministère public, dont le principal organe est indignement calomnié, a cru devoir dédaigner des outrages qui ne peuvent point atteindre jusqu'à lui ; MM. de la

première chambre des enquêtes ont pensé que l'excès de l'audace n'en devoit point procurer l'impunité; ils m'ont chargé de mettre la brochure sous les yeux de Messieurs. Je n'entreprendrai point d'en rendre compte; pour l'apprécier, il suffit de l'ouvrir au hasard; presque à chaque page, on y trouvera une insulte ou une calomnie, ou contre la Compagnie, ou contre M. le premier avocat général; l'Avertissement, surtout, ne peut être que l'effet du délire le plus fufieux.

Il existe un autre ouvrage, intitulé : *Réflexions d'un citoyen non gradué sur un procès très connu*, quoique peut-être moins violent; le but est le même : M. Seguier, en a rendu compte l'année dernière, à la fin de son réquisitoire du 44 août, alors il a cru pouvoir se dispenser de prendre des conclusions: un de Messieurs, dans le cours des opinions, s'est réservé d'y délibérer. Messieurs de la première des enquêtes ont pensé que, dans un moment où la fermentation se renouvelle, où les outrages s'aggravent, il étoit indispensable de reprendre cette délibération. Ils m'ont chargé, Monsieur, de remettre cette brochure avec la première sous les yeux de Messieurs; j'ai l'honneur de les déposer l'une et l'autre, et de vous prier, Monsieur, de mettre en délibération ce qu'il convient de faire à ce sujet.

La matière d'abord mise en délibération sur la brochure intitulée . *Etremes à M. P. S****.

Il a été arrêté que ladite brochure sera remise entre les mains des gens du roy, à l'effet d'y donner leurs conclusions.

Ensuite, la matière mise en délibération sur icelle intitulée : *Réflexions d'un citoyen non gradué*.

Il a été arrêté que la délibération sur cet objet seroit continuée après les mercuriales de Pasques.

Après quoi, M. le premier président a dit qu'un de MM. de grand'-chambre l'avoit prévenu qu'il désiroit présenter à la Compagnie ses réflexions sur un objet très important.

A l'instant, celui de Messieurs qui avoit prévenu M. le premier président prenant la parole, a dit :

Monsieur,

Le reglement le plus utile qui soit resté de l'assemblée des notables de 1626, est une déclaration du 16 février 1627; elle est remarquable par les expressions de Louis XIII. qui parle de l'avis de la reine, sa mère; de M. le duc d'Orléans, des princes et officiers de sa couronne, et des principaux seigneurs de son conseil.

« Notre intention et le but principal auquel nous tendons et à quoi nous
« désirons et essayons par tous moyens de parvenir et d'obtenir de la grâce
« et miséricorde divine, que sa gloire soit plus que jamais éclatante en
« toutes les parties de ce royaume, rénnir tous les sujets en l'unité de l'E-
« glise catholique et apostolique et romaine, par toutes les bonnes voies de
« douceur, d'amour et de patience et bons exemples, et établir la splendeur

« et dignité de l'Eglise, par l'exacte observation des constitutions ecclésiastiques générales et particulières et de nos ordonnances qui les concernent, maintenir nos sujets de la religion prétendue réformée en toute la liberté que nous leur avons accordée, les faisant jouir tranquillement de leurs biens et offices, et du bénéfice des édits et arrêts qu'ils ont obtenu de nous, attendant qu'il plaise à Dieu illuminer leurs cœurs et ramener au giron de son Eglise. »

Si le vœu des notables de tous les ordres du royaume eût été suivi, si la volonté de Louis XIII eût été exécutée, la France n'aurait pas éprouvé les pertes sensibles qui l'ont affligée à la fin du dernier siècle.

Des conseils différents ont dirigé Louis XIV ; en 1685, il a révoqué l'Edit de Nantes, a abattu tous les temples, chassé les ministres et interdit toute assemblée publique et particulière sur le fait de la religion prétendue réformée.

Cette dissemblance totale de conduite, dans le même siècle, entre deux règnes aussi voisins l'un de l'autre, a sans doute de quoi étonner l'esprit humain. Ce même objet agite encore aujourd'hui les esprits et échauffe les cœurs de tous les citoyens. Pourroit-il être indifférent à une assemblée de même nature que celle de 1626, dans laquelle Louis XIII a consulté les ordres de son Etat, et s'est soumis au vœu que lui ont exprimés les notables de son royaume?

A Dieu ne plaise que nous ayons la témérité de vouloir nous ériger en juges, entre deux souverains dont nous respectons également les lois et la mémoire, il est du devoir des magistrats de faire respecter les lois existantes ; les notables ne leur sont pas moins soumis que les magistrats ; nous partirons d'un point où nous place la législation actuelle, et notre unique objet est, en suivant pas à pas ce qui a été fait depuis un siècle sur cette matière, de discuter s'il reste encore quelque chose à faire à Louis XVI.

On n'exigera pas de nous, sans doute, d'approuver les actes de violence, les conversions forcées à la pointe de l'épée, les expulsions, les proscriptions, nous détournerons les yeux de dessus ces plaies mortelles faites à l'Etat, et dont se ressentent encore toutes les provinces du royaume ; si ces actes d'autorité ont été faits au nom d'un de nos rois, nous en gémissons, nous les déplorerons, nous les désavouons même au nom du souverain sous le règne duquel ces moyens sanguinaires ont été mis en usage, et nous dirons hautement que tous ces actes d'autorité ne sont point dans les lois de Louis XIV.

Nous n'entreprendrons point de rappeler la discipline ancienne et nouvelle de l'Eglise au sujet des hérétiques. Ces principes sont discutés avec une grande érudition dans un traité latin de *Tolerantia civili*, composé en

Allemagne, et dédié, en 1784, à l'empereur, par le comte de Transmandorf, chanoine d'Olmütz, élève du collège germanique. Les ministres et les magistrats ne peuvent trop étudier ce traité, consacré à établir les vrais principes sur cette matière. Notre projet est de ne nous occuper que des faits qui sont personnels à la France. Nous suivrons les édits et déclarations dont le texte désavoue toutes les violences.

Nous aurions cependant peine à croire l'existence d'un arrêt du conseil, en date du 4 septembre 1684, s'il ne se trouvoit pas en entier dans tous les recueils. Par cet arrêt, il est fait « très expresses inhibitions et défenses à tous
« particuliers, de quelque qualité et condition qu'ils soient, de retirer dans
« leurs maisons aucuns malades de la religion prétendue réformée, sous pré-
« texte de charité. »

Les sentiments de Louis XIV sont plus véridiquement exprimés dans une lettre de madame de Maintenon à la comtesse de Saint-Géran, en date du 25 octobre 1685, trois jours après l'enregistrement de la révocation de l'Edit de Nantes.

« Louis XIV, disoit madame de Maintenon, est fort content d'avoir mis
« la dernière main au grand œuvre de la réunion des hérétiques à l'Eglise.
« Le père de la Chaise a promis qu'il n'en coûteroit pas une goutte de sang,
« et M. de Louvois dit la même chose. »

Louis XIV pensoit comme Louis XIII, lorsque, dans le dernier article de la révocation de l'Edit de Nantes, il prononça en ces termes : « Pourront,
« au surplus, lesdits de la religion prétendue réformée, en attendant qu'il
« plaise à Dieu les éclairer comme les autres, demeurer dans les villes et
« contrées de notre royaume, pays et terres de notre obéissance, et y
« continuer leur commerce et jouir de leurs biens sans pouvoir être troubles
« ni empêchés sous prétexte de ladite religion prétendue réformée, à con-
« dition de ne point faire d'exercice ni de s'assembler sous prétexte de
« prière ou de culte de ladite religion, de quelque nature qu'ils soient. »

Louis XIV s'occupoit des mariages et de la postérité des protestants lorsqu'il ordonnoit par l'article 8 du même édit :

« A l'égard des enfants qui naîtront de ceux de ladite religion prétendue
« réformée, voulons qu'ils soient dorénavant baptisés par les curés des pa-
« roisses. » Louis XIV vouloit « que tous ses sujets restassent dans l'inté-
« rieur de son royaume, » puisqu'il l'ordonnoit par l'art. 10 du même édit : « Faisant très expresses inhibitions et itératives défenses à tous nos
« sujets de ladite religion prétendue réformée, eux, leurs femmes et enfants,
« de sortir du royaume, pays et terres de notre obéissance, ni d'y trans-
« porter leurs biens et effets, sous peine, pour les hommes, des galères, et
« de confiscation de corps et de biens pour les femmes. »

Nous trouvons la même énonciation, dans les mêmes termes, dans une

loi du 15 septembre 1699 : « Défenses expresses à tous nos sujets engagés
« dans la religion prétendue réformée de sortir à l'avenir du royaume, sous
« peine, pour les hommes, de galères à vie, et pour les femmes d'être re-
« cluses dans les lieux qui leur seront ordonnés par les juges. »

Louis XIV vouloit donc, en 1699, que ses sujets protestants restassent dans son royaume; il vouloit qu'ils y vécussent sous la protection des lois; il vouloit qu'ils y continuassent leur commerce et leurs affaires.

C'est vers cette époque que les conseils secrets de Louis XIV ont voulu lui persuader que le véritable moyen pour ramener les protestants au centre de la religion catholique étoit de les obliger à contracter mariage devant les prêtres catholiques. De la déclaration du 15 juin 1697, rendue, est-il dit, sur la requête des évêques du royaume, qui ordonne la réhabilitation des mariages faits par d'autres prêtres que les curés des contractants. Les évêques prétendoient y forcer les protestants par des monitions et pénitences canoniques. Le roy ordonne aux juges séculiers de faire exécuter les ordonnances des évêques; mais, par un sentiment de justice et d'équité, le roy, le 13 décembre 1698, se réserva à prononcer sur les effets civils des mariages précédemment contractés. Cette réserve importante se trouve dans l'art. 7 de cette déclaration : « Nous réservant de pourvoir aux con-
« testations qui pourront être intentées à l'égard des effets civils des ma-
« riages qui auront été contractés depuis le 4^{er} novembre 1685.

Louis XIV étoit fort éloigné de croire que son autorité pût forcer un protestant de recevoir un sacrement de l'Eglise, auquel le protestant ne croyoit pas. La preuve authentique de cette conviction religieuse de Louis XIV existe dans une loi de 1680, qui établit ce principe, qui n'a jamais été révoqué par aucune loi, parce qu'il est d'une vérité qui n'est susceptible ni de changement, ni de variation.

« Les canons des conciles, dit l'Edit de novembre 1680, tenus en divers
« temps dans l'Eglise, ayant condamné les mariages des catholiques avec les
« hérétiques comme un scandale public et une profanation visible d'un sa-
« crement auquel Dieu a attaché des grâces qui ne peuvent être communi-
« quées à ceux qui sont actuellement hors de la communion des fidèles, nous
« avons estimé d'autant plus nécessaire de les empêcher à l'avenir, que la tolé-
« rance de ces mariages expose les catholiques à une tentation continuelle de
« se pervertir. A quoy étant nécessaire de remédier et d'empêcher en même
« temps un abus si contraire à la discipline de l'Eglise, voulons et nous plaît
« qu'à l'avenir nos sujets de la religion catholique, apostolique et romaine,
« ne puissent, sous quelque prétexte que ce soit, contracter mariage avec
« ceux de la religion prétendue réformée, déclarant tels mariages non vala-
« blement contractés, et les enfants qui en proviendront, illégitimes et inca-
« pables de succéder aux biens meubles et immeubles de leurs pères et mères.

Il pouvoit paroître difficile de concilier l'exécution de cette loi si sage avec celle qui ordonnoit « la réhabilitation de tous les mariages précédemment faits par les protestants. » « Mais la violence avec laquelle les protestants furent poursuivis a mis une contradiction frappante entre ces lois et « leur exécution. »

Reprenons la substance de ces différentes lois. Louis XIV a voulu légalement que les protestants restassent dans le royaume, en attendant qu'il plût à Dieu de les éclairer et dissiper leurs ténèbres.

Louis XIV n'a pas voulu que ses sujets protestants profanassent un sacrement dont les grâces ne pouvoient être communiquées à ceux qui ne croyoient pas au sacrement. Louis XIV n'en a pas moins été occupé de la validité des mariages des protestants, puisqu'il s'étoit proposé de faire un règlement politique pour l'effet des mariages qui avoient été contractés depuis le 1^{er} novembre 1685. Louis XIV n'a jamais défendu aux protestants de contracter mariage ; cette défense n'est pas dans le pouvoir du souverain. Il est du devoir de chaque souverain de protéger dans son Etat cette union qui garantit la perpétuité de la société civile. Le mariage est soumis dans chaque Etat particulier aux lois civiles du pays : il l'est également aux règles de la religion, autant qu'elle peut regarder et assujettir les contractants ; mais l'objet des uns et des autres n'est pas de réduire à l'impossibilité de contracter mariage : aussi Louis XIV avoit promis de pourvoir à la sûreté civile des mariages déjà contractés. C'est l'exécution de cette parole royale, qui n'a pas encore été totalement acquittée, que réclament aujourd'hui les protestants résidant dans le royaume. Il est de l'honneur des notables réunis de toutes les provinces de solliciter l'acquiescement de cette parole royale ; il est digne du Parlement de s'intéresser auprès du roy pour l'exécution totale de cet engagement sacré. Suivons les événements. Louis XIV commençoit à avancer en âge ; sa puissance étoit redoutée ; en 1715, se trouvant accablé du poids de l'âge et des infirmités, un confesseur adroit voulut calmer les inquiétudes du roi sur les cruautés sans nombre exercées contre les protestants, sous son nom, et que sa conscience timorée lui reprochoit. Le remède imaginé comme le plus sûr à ses remords fut de lui persuader que tous les protestants du royaume étoient convertis ; qu'il n'y avoit plus de protestants en France : telle est la base fondamentale de la déclaration du 8 may 1715. « D'autant, dit cette loi, que le séjour que ceux qui ont été « de la religion prétendue réformée, ou qui sont nés de parents religion- « naires, ont fait dans notre royaume depuis que nous avons aboli l'exer- « cice de ladite religion, est une preuve plus que suffisante qu'ils ont em- « brassé la religion catholique apostolique et romaine, sans quoi ils n'y « auroient pas été soufferts ni tolérés. »

Plaignons les magistrats qui, par obéissance pour Louis XIV et par respect

pour sa vieillesse, ont été obligés d'enregistrer une déclaration dont la base est aussi évidemment fausse.

Il n'y avoit que quinze ans que Louis XIV avoit ordonné, sous des peines sévères, à ses sujets protestants, de rester dans le royaume; il n'y avoit que dix-huit ans que Louis XIV avoit promis d'assurer leur mariage par un règlement; et on suppose, en 1715, que tous les protestants sont convertis, qu'il n'y a plus que des sujets catholiques dans le royaume. A qui peut-on faire croire que des sujets en grand nombre, autorisés par deux édits à rester protestants dans le royaume, aient, eux, leurs enfants et toute leur postérité, abdiqué, de leur propre mouvement, une croyance qui leur étoit chère, qui leur avoit coûté tant de sacrifices, et qu'on leur avoit promis de tolérer, en leur défendant de sortir du royaume et en leur ordonnant d'y vivre sous la protection des lois ?

Cette déclaration, revêtue du sceau royal, pouvoit suffire à un directeur intrigant pour tranquilliser un pénitent religieux effrayé de l'approche de sa fin; mais l'assertion qu'elle contient ne peut que paroître absurde et téméraire à un souverain, à qui la sagesse et la force de l'âge assurent un jugement sain, impartial et éclairé sur tous les événements qui l'ont précédé.

Déplorons le sort des souverains, lorsque leurs ministres et leurs directeurs spirituels s'accordent pour tromper leur religion. Ne nous dissimulons pas que le confesseur de Louis XIV a trompé son roi, jusqu'au dernier moment de sa vie, sur la matière du protestantisme, comme il l'a fait sur les affaires de religion, dont il s'étoit emparé pour le gouverner à son gré.

On ne sera pas étonné, sans doute, que les agents généraux du clergé aient inséré cette déclaration du 8 may 1715 dans le procès-verbal de l'assemblée générale du clergé de 1715; le confesseur du roy étoit trop puissant pour que les agents ne lui fissent pas leur cour à cette occasion.

Le célèbre d'Aguesseau avoit été consulté sur cette loi; et son premier mot fut que la supposition qu'il n'y avoit plus de protestants en France étoit un système insoutenable; sa lettre à ce sujet existe encore dans les bureaux des ministres. Mais la modestie de ce grand homme fut bientôt vaincue par l'autorité; et on sçait que plus d'une fois il a cru devoir sacrifier ses lumières personnelles aux vues du gouvernement, qu'il croyoit plus sages que les siennes. Louis XIV étant mort peu après cette loi du 8 may 1715, succéda la régence. M. le duc d'Orléans ne poursuivit point avec chaleur l'hérésie. Les protestants se multiplièrent avec sécurité dans le royaume; des affaires d'un autre genre agitérent l'Etat pendant la régence. Louis XV prit les rênes du gouvernement, après son sacre et sous l'administration de M. le Duc. Il fallut revenir à s'occuper des protestants, dont les divisions avec les évêques du Languedoc, occupèrent les ministres de manière à provoquer l'attention de l'administration; de là l'Edit de 1724. Louis XV ou-

vroit à peine les yeux aux affaires d'Etat après la déclaration de sa majorité : l'autorité de Louis XIV étoit encore récente et redoutée ; l'influence des conseils secrets de Louis XIV étoit prépondérante ; on donna la déclaration de 1724, qui, en supposant toujours qu'il n'y avoit plus de protestants en France, prononça les peines les plus graves contre les religionnaires et contre leurs ministres.

L'Etat en fut-il plus tranquille ? C'est sur quoy les monuments publics nous instruisent : une expérience de quarante années, depuis la révocation de l'Edit de Nantes, avoit donné le temps de réfléchir sur les malheurs qui en avoient été la suite. Les principes étoient tous discutés : ils sont encore les mêmes : il étoit démontré que la distance étoit si immense entre les principes de justice et la conduite tenue jusqu'alors, qu'il étoit impossible de se rapprocher, tant qu'on ne voudroit pas céder à l'évidence des faits. Les évêques qui avoient cru pendant nombre d'années ramener les protestants en les forçant à contracter des mariages bénis par l'Eglise, étoient revenus de cette illusion : ils n'étoient plus, à cette époque de 1725, qu'effrayés de la multitude des profanations, dont le nombre se multiplioit tous les jours, à proportion de l'accroissement des familles protestantes. Les suites de ces profanations étoient aussi alarmantes pour les magistrats que pour les évêques ; de là le concubinage et la débauche, les adultères sans nombre, la corruption à prix d'argent des ministres des autels, la profanation des sacrements de pénitence, la fabrication des faux domiciles, les corruptions des témoins et d'officiers publics, les parjures au pied des autels, l'achat des billets de confession. Les évêques de Languedoc, les curés de cette province et de toutes les provinces voisines ne cessoient de s'élever contre ces profanations continuelles. D'un autre côté, il étoit démontré que les actes de violence n'avoient servi en rien à la propagation de l'Eglise catholique ; la plaie qu'avoit faite à l'Etat l'émigration de 1686 saignoit encore. La France y avoit perdu des sujets et des richesses. Les émigrations, depuis 1686, n'avoient fait qu'élargir la plaie qu'avoit faite la première révolution. Il étoit démontré que les puissances maritimes voisines s'étoient enrichies de nos dépouilles ; les plus grands établissements, en Allemagne, en Angleterre, en Hollande, en Prusse et en Suisse, s'étoient formés de l'immensité de nos pertes et de la masse des gains qu'avoient faits nos ennemis et nos voisins sur notre commerce, qui se trouvoit réduit à une médiocre industrie, en comparaison de l'état brillant où il étoit avant 1683. Ces réflexions étonnoient le gouvernement et effrayoient tous les esprits des citoyens sages et raisonnables. Enfin, est-il possible ? les droits de la nature ! pouvoit-on en priver des citoyens parce qu'ils étoient dans l'erreur ? Quoi de plus sacré que les liens d'un mariage chaste et légitime, l'union de deux sexes commandée par Dieu même, et la multiplication de l'espèce humaine ?

Le seul moyen raisonnable pour concilier les droits légitimes de la nature et de la religion, est de distinguer les deux rapports qu'a le mariage avec l'Etat, d'une part, et la religion, de l'autre ; cette distinction est tirée de la nature des choses. Le mariage étoit, avant Jésus-Christ, ce qu'il est dans tous les Etats politiques : il est l'union de l'homme et de la femme contractée par personnes capables, selon les lois qui les obligent à vivre inséparablement l'un de l'autre. Dans cette définition du mariage, adoptée par tous les jurisconsultes et les canonistes, on voit son essence caractérisée par le genre de l'union et l'indissolubilité du lien, union qui, bonne et honnête en soi, a pris sous les nuances des passions différentes couleurs ; sainte et pure dans son origine, sous la loi du Créateur, déshonorée et corrompue par le débordement des vices, chez tous les peuples elle a été rétablie dans sa perfection par la loi évangélique, qui, sans rien ajouter à son essence, ne fait qu'ennobler son sang, purifier son engagement, cimenter son alliance et fortifier les conjoints par l'abondance des grâces nécessaires pour les sanctifier.

Rendons hommage aux droits de l'Eglise ; c'est la seule puissance, sur la terre, en état de répandre sur le lien conjugal les grâces spirituelles pour la sanctification des contractants. Tout le reste est de la compétence du souverain : contrat civil, publication de bans, nombre et qualité de témoins, enregistrement ; en un mot, tout cet appareil de formalités propres à contracter le mariage et à lui donner le sceau de l'authenticité ; c'est au prince à le régler par l'organe des lois. En un mot, la fixation des formes pour le mariage suppose nécessairement un pouvoir coactif, qui n'appartient qu'à la puissance séculière.

Ces principes sont évidents à quiconque ne veut pas se livrer à des préjugés d'éducation, qui, dans les siècles d'ignorance, mettoient tout entre les mains des tribunaux ecclésiastiques, à raison de la relation des actes civils avec la religion. Tout prince attaché au christianisme désire que les sujets reçoivent la grâce du sacrement, il les y exhorte, il les presse, il le leur ordonne ; mais la religion ne forme point l'essence du contrat qui existe avant le sacrement, et qui est indépendant du pouvoir de l'Eglise.

Ne perdons jamais de vue ces principes adoptés presque universellement aujourd'hui dans les Etats catholiques qui ne sont plus infectés des opinions ultramontaines ; ils suffisent pour montrer combien il étoit facile, en revenant de bonne foi au vrai de part et d'autre, de terminer ces questions qui ont causé tant de trouble dans le royaume.

En 1726, les magistrats vouloient rapprocher les esprits, en faisant regarder comme catholiques tous les protestants qui se présenteroient à l'église pour la célébration du mariage.

Les évêques s'élevoient avec force contre les profanations qui scandaloisoient l'Eglise.

Permettez que je réclame, à cette occasion, un suffrage domestique qui m'honore. M. Rippert de Montclar, dont le nom seul fait l'éloge, en a parlé dans un mémoire public. D'après un témoignage d'un aussi grand poids, je me permettrai de le citer.

L'abbé Robert, docteur de Sorbonne, prévôt de l'église cathédrale de Nîmes, ami et conseil de M. Fléchier, sous lequel il avoit gouverné le diocèse de Nîmes, dans l'un et l'autre siècle, étoit plus en état que personne de déposer des effets qu'avoient produits sous ses yeux les conversions forcées, faites uniquement en vue de contracter mariage en face de l'Eglise. C'étoit au mois de novembre 1726 que l'abbé Robert écrivoit au cardinal de Fleury : « Un abus déplorable, disoit-il, c'est que les enfants des protes-
« tants parvenus à l'âge de se marier, les pères et mères, n'ayant d'autres
« vues que leur établissement, consentent au dehors qu'ils satisfassent aux
« épreuves qu'on leur demande : ces jeunes personnes s'y livrent avec plai-
« sir, poussées par des motifs purement temporels : on les oblige d'aller à
« la messe les fêtes et dimanches ; le temps de l'épreuve fini, on les marie
« en face de l'Eglise ; de sorte, qu'après avoir profané le sacrement qui les
« unit ensemble, ils sont également enracinés dans leurs premières erreurs,
« et ils ne font plus aucune fonction de catholiques : ce qui est si infail-
« lible, qu'à peine, depuis quarante ans, en a-t-on trouvé qui aient été fidèles
« aux promesses solennelles qu'on avoit exigé d'eux avant leur mariage,
« ce qui est une désolation pour les ministres qui les reçoivent au sacre-
« ment, pour peu qu'ils aient du zèle et qu'ils soient prévenus de la sain-
« teté de leur ministère. Il est surprenant qu'on ne soit pas sensible à un
« si grand abus et à des profanations si manifestes : rien ne doit être mis
« en balance avec la religion..... Si l'on est tant soit peu versé dans la lec-
« ture des Livres saints et prévenu des saintes maximes, peut-on ignorer
« qu'on ne doit donner les sacrements de l'Eglise qu'à ceux qui sont de
« l'Eglise ? il est tout à fait abusif de les en juger dignes après des épreuves
« faites dans lesquelles on est toujours certainement trompé. L'on ne sau-
« roit trop se défier des épreuves qui ne viennent qu'après des pactes et des
« contrats de mariages. »

Je ne puis que rendre hommage à la liberté noble, forte et religieuse, avec laquelle mon grand-oncle (1) a écrit au ministre du roy ; il tenoit aux principes de la matière ; il rendoit hommage à l'édit de 1680, qui défend toute profanation, et c'est ce principe religieux que je défends aujourd'hui.

Il étoit donc vrai, en 1726, qu'il existoit dans le royaume un grand nombre de protestants, et que, depuis quarante ans, les conversions forcées et simulées n'avoient opéré aucune conversion véritable. Il étoit vrai, le 1^{er} mai

(1) Il est mort en 1731.

1754, lors de la fameuse lettre de M. de Chabanne, évêque d'Agen, M. le contrôleur général (lettre qu'on vient de réimprimer, dans ce moment, avec une affectation remarquable dans ce moment-ci), qu'il y avoit, en Languedoc, un nombre considérable de protestants contre lesquels cet évêque ardent sollicitoit la proscription la plus éclatante.

Il existoit en 1752 un grand nombre de protestants, lorsque M. Joly de Fleury, procureur général, père, fit un mémoire sur cette matière, sur laquelle il avoit été consulté par le ministère. J'ai eu communication de ce mémoire; on y reconnoît la science profonde de l'auteur, ses grands talents, sa vaste érudition sur tous les réglemens civils et ecclésiastiques, dans les différens âges, de la discipline de l'Eglise; c'est lui qui nous apprend que, pendant le ministère du cardinal Dubois, les protestants de la Guyenne, de la Xaintonge et du Languedoc avoient méprisé toutes les lois du royaume, relativement aux baptêmes et aux mariages, que c'étoit pour apaiser ces troubles qu'avoit été donnée la loi du 44 mai 1724 : il nous dit que cette loi, exécutée pendant quelque temps, avoit éprouvé de nouvelles infractions, relativement aux baptêmes faits au désert et aux mariages contractés hors du royaume; que M. le maréchal de la Fare avoit envoyé à ce sujet au gouvernement un mémoire fort détaillé, en date du 46 mai 1728; que les excès sur les baptêmes et les mariages se renouvelèrent en 1732; que le gouvernement s'occupa de nouveaux projets qui furent arrêtés et suspendus par la guerre de 1733; ils furent repris après la paix, en 1737; la guerre recommença en 1740.

Les religionnaires, dit M. de Fleury, se sont portés à de nouveaux excès, en 1743. Les conférences ont recommencé en 1749 et ont donné lieu à une ordonnance du 47 janvier 1750, que MM. les intendants ont fait exécuter autant qu'il a été possible, mais sans pouvoir en procurer en entier l'exécution. En sorte, que les désordres sont encore grands et les esprits sont aigris; c'est M. le procureur général, père, qui nous apprend tous ces faits dont il avoit été témoin, et sur lesquels il avoit été consulté. On sera sans doute étonné, lorsqu'on lira cette suite et cette tradition de faits dont il avoit eu une si parfaite connoissance, de voir que tout le but de la dissertation de ce savant magistrat a été de consolider la présomption de droit établie par la déclaration de 1715 qu'il n'y a plus de protestants en France; le magistrat veut persuader aux évêques, que telle est la maxime politique qui doit être la règle de leur conduite; qu'ils ne doivent point exiger des protestants des preuves rigoureuses. Les évêques du Languedoc crurent avec raison le fait dont l'évidence leur étoit notoire plutôt que la présomption de droit contredite par l'évidence; et le problème de la dissertation de ce savant magistrat seroit encore inexplicable, si nous ne savions pas que les liaisons intimes de M. Joly de Fleury avec le chancelier d'Aguesseau lui

faisoient adopter avec docilité les vues politiques qui avoient subjugué M. le chancelier par autorité.

C'est vers cette époque de 1752 qu'il faut placer la lettre écrite au ministre par M. le maréchal de Richelieu ; on y reconnoit la sagesse de l'administrateur, la sagacité du politique, et la brave franchise du général : « Je ne prononcerai point, écrivoit M. de Richelieu, que les évêques puissent administrer le mariage, quand leur conscience ne leur permet pas de le conférer ; mais je prononcerai hardiment que, si la religion exige de là déference aux sentiments des évêques sur l'administration des sacrements de baptême et de mariage aux nouveaux convertis, l'ordre politique, le bien public et les biens les plus sacrés de la société exigent nécessairement une loi certaine et uniforme pour assurer l'état d'un si grand nombre de sujets du roy.

Dira-t-on qu'en 1752 il n'y avoit plus de protestants en France ?

En 1755 parut un Mémoire imprimé composé par M. de Montclar ; il ne dissimula point au gouvernement l'existence des protestants dans le royaume ; mais il représenta fortement l'embarras et la perplexité qui résultaient de la diversité des principes adoptés par les évêques, d'une part, et par les magistrats, de l'autre. Après avoir prouvé par les autorités les plus respectables de l'Ecriture sainte et de la tradition, qu'en fait de croyance, la violence est tout à fait contraire à l'esprit de la religion, ce magistrat se demande à lui-même, avec la force qu'on reconnoît dans tout ce qui est sorti de sa plume, « si, dans la supposition même où il seroit permis de persécuter pour cause de religion, on pourroit pousser la persécution jusqu'à priver les errants des droits les plus sacrés de la nature : interdire le mariage à trois millions de citoyens, ou, ce qui revient au même, attacher à leur mariage les conditions que des raisons de conscience leur rendent impossibles. N'est-ce pas excéder visiblement son pouvoir ? Le zèle pour le maintien et la propagation de la religion est bien louable ; mais il a ses bornes, au delà desquelles il seroit criant de l'étendre. Est-il donc permis de flétrir et d'insulter la nature pour faire honneur à la religion ? Il n'y a pas même de politique à le faire ; le mariage est la pépinière des Etats, et c'est tendre directement à les dépeupler, que de l'empêcher.

M. de Montclar ne se dissimule pas la force des raisonnemens qui servoient de base à la conduite des évêques. « Il avoue avec eux que tous les moyens employés jusqu'ici pour la conversion des protestants sont entièrement épuisés ; qu'il n'est plus possible, après la continuité et l'universalité des abus passés, de les admettre, et encore moins de les forcer à la réception des sacrements ; que leur endurcissement est confirmé pour toujours, et que ce seroit s'abuser soi-même, que de vouloir encore tenter leur conversion »

Qu'en concluoient les évêques du Languedoc, animés d'un zèle amer contre les protestants ? M. D'Agen étoit leur organe ; et il écrivoit au ministre que le seul moyen d'arrêter les maux de l'Eglise et de l'Etat, étoit de se défaire pour jamais de cette espèce d'hérétiques, et de leur ouvrir les portes du royaume.

M. de Montclar est bien éloigné d'adopter cette conséquence ; il la repousse, au contraire, avec vigueur ; il conclut que, puisque l'esprit des ordonnances n'a jamais été d'obliger les protestants à recevoir les sacrements de l'Eglise, il faut revenir de l'ancienne erreur, en ne forçant plus les protestants et en leur accordant le moyen de se marier. M. de Montclar en avoit trouvé le plan dans un arrêt du conseil, du 13 septembre 1685, par lequel Louis XIV ordonnoit que ceux des protestants français qui étoient dans les pays où l'exercice de leur religion étoit condamné, pourroient se marier devant le principal officier de justice de la résidence, où demeuroient et auroient été établis les ministres préposés pour les baptêmes et mariages des protestants, et que publication des bans seroit faite au siège le plus prochain du lieu de la demeure des deux personnes qui voudroient se marier.

Ce règlement tient essentiellement au droit que le roy a, en vertu de sa couronne, de régler les engagements et la forme du contrat civil du mariage, engagements que l'Eglise ne peut reconnaître ni constater lorsqu'ils lui sont étrangers.

En 1758, écrivoit l'abbé de Caveyrac, l'apologiste le plus ardent de la révocation de l'Edit de Nantes. Cet écrivain prétend que le nombre de ceux qui sont sortis du royaume pour cause de religion n'a pas excédé cinquante mille habitants ; il est donné une raison qu'il est affligeant de lire dans un écrit composé par un Français : « C'est, dit-il, parce qu'un grand nombre de ces transfuges a péri de misère au moment de l'émigration. » Il convient néanmoins très hâtement qu'il y a encore cinquante mille protestants dans le royaume, dont il sollicite avec la plus grande ardeur la proscription (1).

En 1764, M. l'évêque de Poitiers, dans un Mémoire déposé au greffe, assure que le nombre des protestants est très considérable dans le diocèse de Poitiers, et qu'il y a un canton du diocèse où il excède de beaucoup le nombre des catholiques, et des paroisses entières qui ne sont peuplées que de protestants (2).

(1) Le feu roy, en 1759, créa l'ordre de Mérite ; les inscriptions en font foi : *Pro virtute bellica* ; et au revers : *Ludovicus XV instituit*, 1759. C'est pour fixer et conserver dans ses Etats les braves protestants, que Louis XV a fait cet établissement royal en 1764.

(2) Tout le monde sait que les papiers publics donnent, depuis plusieurs années, les calculs arithmétiques des naissances, morts et mariages des grandes villes du royaume. Dans plusieurs de ces papiers se trouve d'abord la distinction des deux sexes ; dans le calcul des hommes, on distingue les réguliers et les séculiers, et dans les séculiers on fait une division particulière des protestants

A mesure que nous avançons dans le détail des faits, nous reconnaissons combien nous nous éloignons de l'illusion qu'avoit produite la présomption de droit suggérée aux magistrats, *qu'il n'y a plus de protestants dans le royaume*. M. de Montclar observoit, en 1733, que, outre la plaie énorme qu'avoit faite à l'Etat la révocation de l'Edit de Nantes, cent mille mariages qui se sont contractés au désert, ne remontoient pas à plus de douze ou quinze ans antérieurs à 1733; il s'en étoit fait environ cinquante mille jusqu'en 1610 : d'où M. de Montclar conclut qu'en suivant les observations faites sur la propagation de l'espèce humaine, il y avoit, en 1733, plus de huit cent mille personnes dont ces sortes de mariages avoient rendu l'état et le sort incertains. En général, M. de Montclar compte dans son Mémoire environ trois millions de protestants dans l'enceinte du royaume. M. de Bretignères avançoit, il y a peu d'années, que, depuis 1740, il y avoit plus de quarante mille mariages contractés au désert. Jamais il n'a été contredit; ces quarante mille mariages ont produit, depuis quarante-six ans, environ seize cent mille sujets capables de se reproduire et de se multiplier. L'imagination se perd dans ces calculs; l'humanité est effrayée; et faut-il être étonné si un magistrat, dont la compagnie regrettera toujours l'esprit, les talents et les lumières, a ressenti assez de chaleur dans son âme pour réveiller sur un objet aussi important l'attention du gouvernement et la vigilance des magistrats? Le zèle qui l'anime alors n'est-il pas capable de nous échauffer nous-mêmes. Et les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons ne sont-elles pas plus favorables que celles où M. de Bretignères crut devoir en parler aux chambres assemblées.

N'est-il pas à propos de venger le Parlement de l'injustice qui lui est faite par ses ennemis, qui l'accusent de ne vouloir pas se prêter à rendre aux protestants leur état civil? Y a-t-il donc un moyen plus capable, dans les circonstances actuelles, de les rapprocher de l'Eglise catholique et de leur faire abjurer leurs erreurs?

Toutes les considérations politiques qui ont été proposées alors sont plus fortes aujourd'hui que jamais; la tolérance civile qui s'établit dans les Etats de toutes les puissances voisines, comme un principe sage et politique, ne pourroit que déterminer encore trois millions de Français à s'expatrier, pour passer dans des contrées où ils seroient reçus et accueillis. Toutes les puissances de l'Europe s'occupent aujourd'hui du soin d'accroître leur population; il n'y a pas deux jours de traversée entre la France, où l'on voudroit encore priver trois millions de citoyens de leur état civil, et les contrées voisines, où la liberté civile et naturelle est dans la plus grande vigueur.

français et des protestants étrangers : preuve évidente que la résidence des protestants en France est reconnue et approuvée depuis longtemps par le gouvernement

Un évêque d'Irlande a provoqué, dans le Parlement de cette nation, une loi de tolérance pour le culte catholique, qui a été adoptée à la grande pluralité des suffrages. En Suède et en Russie, les souverains ont accordé la permission de bâtir des églises catholiques. Ces mesures ont été prises par les puissances voisines, non-seulement pour attirer les protestants français qui ne jouissent pas dans leur patrie du droit de citoyen, mais encore pour donner retraite aux catholiques mécontents. Faut-il être étonné si notre sage monarque s'occupe plus que jamais de trouver tous les moyens possibles pour rendre les charges de l'Etat moins pesantes et ses sujets plus heureux?

Plus la fortune de l'Etat se transforme en une circulation d'espèces mobilières et d'effets publics qui en représentent la valeur, plus il est facile d'imaginer qu'on peut enlever facilement à la France les principales ressources de ses manufactures et de son commerce, celles qui en sont le nerf et l'aliment, et les faire passer en pays étrangers, lors même que les propriétaires dont elles devancent l'émigration sont encore dans le royaume.

Enfin, dans ces derniers temps, la facilité de l'émigration est encore augmentée par les traités de commerce faits avec les puissances voisines, maritimes et commerçantes, par la multiplication des voyages et par les facilités journalières que les papiers publics nous annonçoient ces jours derniers, comme ayant été donnés pour établir une correspondance active et circulant continuellement, à des époques fixes, entre toutes les parties du globe.

Ces motifs politiques sont plus pressants que jamais, pour assurer l'existence civile aux protestants qui sont domiciliés dans le royaume. Il est vrai que, depuis plus de vingt ans, le gouvernement s'étant fort adouci sur cette matière, malgré les réclamations de M. l'évêque d'Agen et des évêques qui, comme lui, étoient animés d'un zèle peu éclairé, les tribunaux se sont déterminés, par un concert respectable, à déclarer non-recevables tous ceux qui voudroient attaquer la légitimité de l'union protestante, et des enfants qui en étoient nés. Cette tolérance, convenue et approuvée par le silence du gouvernement, a été utile pour la tranquillité des protestants. Cette jurisprudence a été dictée par un principe d'équité et d'humanité. Les parlements du Nord et du Midi, ceux des pays coutumiers comme ceux de droit écrit, ont réduit la question de ce genre à la seule possession d'Etat, dès qu'ils ont entrevu qu'il s'agissoit de protestants, couvrant ainsi d'une égide salutaire ceux qui avoient pour eux la bonne voie, qui est le plus respectable de tous les titres, et en posant en même temps, par cette voie, une barrière insurmontable à la honteuse cupidité des collatéraux avides, souvent parjures à leur religion pour dépouiller leur sang.

Il faut cependant convenir que cette fin de non-recevoir, adoptée par un concert raisonnable, approuvée par l'administration, n'est pas un préservatif suffisant pour rassurer un citoyen pacifique qui a besoin de lois précises pour

assurer son état et celui de sa famille ; une simple tolérance ne suffit pas en ce cas ; elle peut être approuvée dans un moment, et contredite en l'autre. Tout le monde sait que le principe général est qu'il n'y a point de fin de non-recevoir en matière d'Etat. L'ordonnance de 1767 veut que la preuve de mariage ne se fasse par titre et par témoin, que quand les registres auront été perdus. Or, c'est éluder la loi que de déclarer non-recevables des collatéraux qui attestent que les registres de mariage du domicile du parent dont ils réclament la succession, sont en bon ordre, et que l'acte de célébration ne s'y trouve pas. Il faut enfin convenir que si cette fin de non-recevoir étoit généralement adoptée pour toute sorte de mariage, elle pourroit servir à faire approuver par la justice des alliances honteuses, qu'il ne peut pas être du bon ordre d'honorer de la protection de la loi. Cette fin de non-recevoir n'a donc pu être admise que comme un adoucissement aux lois rigoureuses qui avoient précédé, comme un moyen provisoire pour parvenir à un état plus assuré et capable de mériter, de la part du monarque, une détermination plus positive et plus authentique. C'étoit là ce que le Parlement avoit en vue, en sollicitant la justice du roy, il y a quelques années, pour assurer l'état des protestants en France ; la délibération du Parlement a été circonspéctive et prudente, et s'en est rapportée à la sagesse du roy. Le Parlement ne pouvoit rien faire de plus modéré ; les faits postérieurs nous annoncent que le roy a écouté favorablement le vœu des magistrats.

Le roy avoit lieu d'être mécontent de la médaille frappée à Berlin en 1783, pour célébrer l'anniversaire de la révocation de l'Edit de Nantes : d'un côté, le buste de l'électeur Frédéric Guillaume y est représenté ; de l'autre, la religion éplorée aux genoux de l'Etat. Dans le lointain, des habitations désertes et démolies ; sur le revers est écrit : *Les réfugiés consolés de leur infortune par le Grand-Electeur.*

Le roy s'est vengé en grand prince, avec la noblesse qui lui convenoit ; il a fait un traité de commerce, d'alliance, d'amitié avec l'Angleterre, qui suffit seul pour lever tous les doutes à cet égard. L'art. 5 de ce traité exprime tout ce qu'il est permis de faire de part et d'autre pour la liberté du commerce ; et en même temps il ajoute : Et quant à ce qui concerne la religion. « les sujets de ces deux couronnes jouiront d'une entière liberté. » Le roi, le 19 janvier 1786, a appelé les fabricants étrangers, et les a invités à venir s'établir dans le royaume : le roi leur assure, à eux et à leurs descendants, la jouissance de leur état, tout droit de succession, l'affranchissement du droit d'aubaine, et la faculté d'acquérir tous héritages, terres, maisons et autres biens fonds. Tout cela ne peut pas se faire, si leurs mariages ne sont pas reconnus comme valides dans le royaume.

La convention faite avec les familles américaines qui s'établissent à Dunquerque, leur permet de se marier dans le royaume.

Dès 1785, le roi avoit donné tout droit de cité aux étrangers non naturalisés qui acquéroient partie des terrains du Château-Trompette. L'art. 44 des lettres patentes du mois d'août 1785, enregistré au Parlement de Bordeaux le 9 septembre de la même année, est très remarquable dans ses dispositions.

« Pourront les étrangers non naturalisés, de quelque nation qu'ils soient, sans aucune exception, acquérir partie des terrains du Château-Trompette; et ceux qui seront propriétaires de 60 toises carrées de superficie, au moins, après y avoir fait construire des maisons, seront censés regnicoles et jouiront de tous les droits et privilèges attachés à cette qualité dans tous les pays et terres de notre obéissance, sans qu'il soit besoin d'obtenir de nous d'autres lettres de naturalité, dont nous les avons dispensés et dispensons par ces présentes, dérogeant, à cet effet, à tous les édits et lois à ce contraire.

On seroit tenté de croire, après des actes aussi authentiques et multipliés de la volonté du roi, qu'il ne reste plus rien à faire en faveur des protestants. Les grands rois sont jugés par leurs actions; les grandes actions sont encore plus éloquentes que les lois. C'est par une conduite noble, magnanime et soutenue que sont devenus célèbres ces rois dignes de la vénération publique, dans la postérité la plus reculée. Reste-t-il encore quelque chose en faveur des protestants? Il ne s'agit ici ni de protéger leurs erreurs, que nous abjurons tous, ni de leur accorder aucun culte public. Ce que les protestants résidents établis et confirmés dans le royaume ont à solliciter, c'est qu'il lui plaise ordonner une forme publique, selon laquelle sera réglé le contrat de mariage civil, et établir des registres publics nécessaires pour constater le consentement des parties, et l'exécution des ordonnances, pour tout ce qui est temporel, civil et politique dans le mariage. Les ecclésiastiques ne pourront jamais, de quelques préjugés qu'ils puissent être imbus, contester à l'autorité royale le droit d'établir pour depositaires des registres qui constatent l'état des citoyens, ceux que le roy jugera à propos de nommer.

L'acte qui constate les mariages et les naissances ne fait pas partie des sacrements de l'Eglise administrée. Cette carte, ce diplôme, cette inscription ne fait que constater un fait, et non point la communication du bien spirituel conféré par le sacrement. Le curé qui administre est magistrat public et chargé d'un pouvoir que le roy lui confère, en tant qu'il est depositaire d'un registre public, le curé ne peut pas, ne doit pas certifier un fait dont il n'a point de connaissance, puisque le mariage contracté par les protestants lui est tout à fait étranger; il est donc de la justice que le roy confère cette sorte de magistrature civile à d'autres personnes qu'aux ecclésiastiques (1).

(1) Si le roy, pour favoriser ses sujets, à raison de l'éloignement des sièges

Mais il faut distinguer les trois actes de la société qui ont besoin de l'inspection particulière de la police générale : les naissances, les mariages et les sépultures. Je commence par les sépultures : c'est l'objet qui a souffert le moins de difficulté ; on y avoit pourvu dès 1683 ; et il ne paroît pas qu'il y ait eu aucun débat public à cet égard.

Il y a eu plus de contradiction sur le fait des naissances ; d'une part, plusieurs protestants se sont fait peine de porter à l'Eglise catholique des enfants nés des mariages protestants, parce qu'on ne peut présenter que des parrains et marraines catholiques ; d'un côté, plusieurs curés et vicaires du Languedoc ont toujours tenu à l'usage dans lequel ils étoient, d'énoncer dans l'acte baptistaire si l'enfant présent au baptême est né d'un mariage légitime ou d'une union illégitime. Or ces ministres de l'Eglise catholique, regardant comme illégitimes les mariages des protestants, inséroient dans les actes de baptême que les enfants nés des mariages des protestants étoient illégitimes ; ce qui détournoit les protestants de faire baptiser leurs enfants aux fonts baptismaux des paroisses. Ces difficultés ne sont plus aujourd'hui insolubles. Les protestants reconnoissent la validité du baptême des catholiques : les catholiques et les protestants sont tous également persuadés de la nécessité indispensable du baptême. L'Eglise a les bras ouverts pour recevoir dans son sein les enfants qui lui sont présentés. Si l'Eglise a des règles dont elle ne peut pas se départir, c'est la nécessité de conserver la bonne foi dans le monde, et la crainte de voir violer les engagements pris aux pieds des autels, qui font le principe respectable de la sévérité de sa discipline ; le roy veut multiplier des sujets dont l'état civil soit certain et assuré. Dans cette réunion d'intérêts de l'Eglise et de l'Etat, il ne peut être difficile de concilier le vœu de la religion avec les vues d'une sage politique.

A l'égard des mariages, il est certain que Louis XIV a voulu légalement que les protestants restassent mariés dans le royaume. Louis XVI suit le même esprit, et, en établissant par le fait le contrat civil du mariage, il se conforme aux volontés des souverains qui l'ont précédé.

Reste donc à rendre général, par une loi publique, cet acte légitime de l'autorité royale. C'est l'intérêt de toutes les familles protestantes, qui, pour résider avec sûreté dans le royaume, doivent trouver dans un registre au-

royaux dans les provinces, ou de la difficulté des routes et des correspondances avec les officiers publics, ordonnoit que les actes destinés à constater les mariages civils des protestants fussent inscrits sur les mêmes registres que les mariages célébrés en face de l'Eglise catholique, ou sur un registre séparé qui seroit tenu par les curés des paroisses, les curés et vicaires ne pourroient pas refuser raisonnablement leur ministère. Il n'y a rien de spirituel dans l'inscription faite sur un registre ecclésiastique ; les registres ne seroient point profanés ; le ministre de l'Eglise certifieroit un fait de mariage public, contracté suivant les ordonnances et dans la forme qu'il auroit plu au roy de présenter ; le curé seroit à cet égard ministre public, comme un notaire qui dépose dans ses minutes un acte auquel il n'a aucune part, et dont on lui remet une expédition.

torisé par la loi les monuments de leur état et de leur existence; c'est là ce que le parlement doit solliciter, ce que les notables de 1787 doivent demander pour correspondre au désir des notables de 1626.

Le roi suivra la route qui lui a été tracée par Louis XIII, il acquittera la promesse faite par Louis XIV, il entrera dans les vues pacifiques du feu roi, et l'acquittement de cette parole royale, qui portera le calme et la tranquillité dans le cœur de trois millions de sujets, sera une des époques les plus brillantes et les plus mémorables du règne de Louis XVI.

Nous sera-t-il permis en finissant cette dissertation, dont l'étendue ne peut être excusée que par l'intérêt qu'inspire l'objet qui y est traité, de jeter un coup d'œil politique sur les deux siècles qui nous ont précédés, et dans lesquels cette question importante a été tant de fois discutée?

Le magistrat philosophe juge des siècles qui le précèdent comme un agriculteur juge de la nature du terrain qu'il cultive : c'est l'abondance, la fertilité et la nature des fruits récoltés qui déterminent le cultivateur sur le jugement qu'il porte de son territoire.

Quelle comparaison nous permettrons-nous de faire entre la fin du règne de Louis XIII, le siècle de Louis XIV et celui qui a suivi la révocation de l'Edit de Nantes?

C'est après la paix donnée à l'Etat, par la fin des troubles de la Ligue, que sont nés tous les grands hommes qui ont paru avec tant d'éclat sous le règne de Louis XIV; tous les politiques ne peuvent trop méditer cette importante vérité. C'est sous le règne de la loi de l'Edit de Nantes que se sont développés les grands talents en tous genres; c'est dans ce siècle que sont nés les Fénelon, les Bossuet, les d'Aguesseau, les Lamoignon, les Catinat, les Turenne, les Descartes; c'est sous ce règne qu'est né Port-Royal, cette pépinière féconde de tous les talents, de toutes les sciences et de toutes les vertus. A ce mot seul, on se sent saisi de respect et d'admiration. Ce sentiment se communique de plus en plus au public, à mesure que nous nous éloignons du moment qui a vu disparaître cet illustre monastère; c'est de là qu'est sorti le célèbre docteur que l'illustre d'Aguesseau a peint avec des couleurs si naturelles et si vraies, en disant « qu'il réunissoit au plus grand caractère la logique, la plus exacte conduite, et dirigée par un esprit naturellement géomètre. » C'est là le berceau de Pascal, ce génie créateur, cet esprit universel dont notre auguste souverain a immortalisé la mémoire, en faisant placer sa statue à ses côtés, dans le palais des rois; aux pieds de ce grand homme est gravé sur le marbre, en caractères ineffaçables, ce chef-d'œuvre exquis de la littérature française qui a déchiré le voile et préparé pour ce siècle la chute de ses adversaires. En faisant ainsi l'éloge des grands hommes du règne de l'Edit de Nantes, nous n'avons garde de diminuer le mérite des hommes qui se sont illustrés dans le siècle suivant; nous

disons seulement que comme Henri IV, pour remédier à la détresse de ses finances, a été chercher Sully dans la religion protestante, Louis XV, pour vaincre ses ennemis, a été chercher de nos jours, dans la même religion, un Maréchal de Saxe.

Gardons-nous bien de regarder comme étranger à la matière que nous avons traitée l'éloge que nous faisons ici des hommes illustres dont nous avons parlé, nous voudrions pouvoir nous dissimuler que ceux qui ont détruit Port-Royal sont les mêmes qui ont été les persécuteurs ardents des protestants. Ce sont eux qui, dès le premier moment, ont assuré Louis XIV que l'Edit de révocation de Nantes ne coûteroit pas une goutte de sang au royaume ; ce sont eux qui, par leur influence puissante sur les conseils de Louis XIV, ont fait rédiger l'Edit de 1685. Ce sont les mêmes qui ont conseillé les expulsions violentes, et les ont fait exécuter avec fureur ; ce sont eux qui avoient tous pouvoirs sur la conscience du prince, qui dirigeoient toutes les affaires ecclésiastiques ; qui, en même temps qu'il conseilloit de ne pas ordonner la profanation des sacrements, dictoient une loi qui forçoit tous les protestants du royaume à les profaner par un sacrilège, lors de la célébration du mariage. Ce sont eux qui, dans la vieillesse de Louis XIV, ont voulu calmer sa conscience en lui persuadant, contre la notoriété de fait la plus évidente, *qu'il n'y avoit plus de protestants en France*. Ce sont eux qui ont fait illusion à la jeunesse de Louis XV, en lui faisant renouveler cette fausse Déclaration de 1724 (1). Rendons hommage à la Providence, et souvenons-nous avec reconnaissance que depuis les révolutions des derniers temps, les loix, sur le fait de la religion, ont été adoucies, nos rois sont devenus plus indulgents, et les magistrats moins sévères.

Quel est l'homme raisonnable et l'esprit sage, dans le monde, qui pourroit accuser, ou faire suspecter notre attachement sans bornes pour la religion catholique, que nous avons le bonheur de professer, parce que, fidèles au serment que nous avons prêté à la religion, au roi et à l'Etat, oubliant même les sacrifices qu'il nous a fallu faire pour défendre avec courage les attaques qui leur étoient portées, nous travaillons encore à dégager notre religion vénérable des nuages, des ténèbres que l'ignorance, la superstition, ou des préjugés d'éducation, ont pu répandre sur elle ; lorsque nous ne faisons que revendiquer, au nom du roy que nous servons, les droits de sa couronne et son droit inaliénable de statuer, conformément aux formes établies dans l'Etat, sur le contrat civil du mariage, qui est tout entier sous le pouvoir de la puissance séculière ?

Revenons donc à l'avis des notables de l'assemblée de 1626. Formons le

(1) Seroit-il possible d'imaginer que des prélats respectables et vertueux pussent encore confier à ces mêmes hommes la rédaction de l'enseignement public pour les ecclésiastiques de leur diocèse ? (*Note de l'éditeur de 1787.*)

vœu que tous les sujets du roy soient réunis en l'unité de l'Eglise catholique, par toutes les bonnes voies de douceur, d'amour et de patience et de bons exemples. Croyons-nous que notre religion soit moins honorée et nos temples moins fréquentés, lorsque nos frères errants seront plus à portée de juger sans fiel, sans chaleur et sans partialité, de la pureté de notre religion, de la sublimité de nos mystères et de la majesté de nos cérémonies religieuses? Leurs enfants seront élevés comme les nôtres; ils suceront dès le plus bas âge le lait de l'instruction chrétienne que nos ministres instruits par l'Eglise, et inspectés par les magistrats, leur distribueront dans nos éducations publiques; ils apprendront à goûter de bonne heure la sainteté de la religion catholique, dégagée de tous préjugés politiques et ultramontains, et formeront une nouvelle pépinière de citoyens qui se rendront également utiles à l'Eglise et à l'Etat.

Pour nous animer pour cette nouvelle génération des sentiments de charité, de commisération et de douceur, nous ne cesserons de solliciter pour obtenir en faveur des protestants ce qu'ils peuvent espérer de la justice et de la bonté du roy.

Je vous prie, Monsieur, de mettre en délibération ce qu'il conviendra de faire à ce sujet; si ma proposition ne paroît pas indiscret à la Compagnie, il sera de sa prudence d'examiner s'il ne seroit pas expédient que le Parlement prévint toutes les démarches qui pourroient être faites à ce sujet par l'assemblée des notables.

Sur quoi, la matière mise en délibération,

Il a été arrêté qu'il sera fait registre du récit d'un de Messieurs, et que M. le premier président sera chargé de se retirer par-devant le roy, *à l'effet de supplier ledit seigneur roy de peser, dans sa sagesse, les moyens les plus sûrs de donner un état civil aux protestants.*

Ce fait, les gens du roy mandés, entrés et placés debout et découverts, M. le premier président leur a dit que la Cour venoit d'arrêter qu'une brochure intitulée : *Etrennes à M. S^{***}*, seroit remise entre leurs mains pour y donner des conclusions. A quoi ayant répondu qu'ils ne manqueroient pas d'obéir aux ordres de la Cour, lesdits gens du roy se sont retirés après que ladite brochure leur a été remise.

Eux retirés, la Cour s'est levée. *Signé : D'ALIGRE.*

MÉLANGES.

SUR DES LIVRES IMPRIMÉS A GENÈVE

AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES

SOUS CETTE RUBRIQUE : *Coloniæ Allobrogum*, ou *Cologne*.

Il existe des livres latins, imprimés à Genève, à la fin du XVI^e siècle et au commencement du XVII^e, portant l'indication *Coloniæ Allobrogum*, et des livres français, imprimés à la même époque, dans la même ville, avec la mention *Cologne*. Nous avons voulu rechercher à quoi tenait cette singularité, car on sait que, pour la plupart des livres publiés alors, comme toujours, dans cette métropole du protestantisme, les frontispices contiennent les mots : *Genevæ* ou *Genève*, selon qu'ils s'adaptent à des livres latins ou français.

Voici quel a été le résultat de nos recherches, qui ont été bien facilitées par la lecture des *Etudes sur la Typographie genevoise du XV^e au XIX^e siècles* (1), dues à M. le professeur Gaullieur.

Depuis la Réforme, les livres imprimés à Genève ne pénétraient que très difficilement en France. Ils étaient par cela même suspects d'hérésie (2), et il n'en fallait pas davantage pour les faire arrêter à la frontière ou pour amener des persécutions sur ceux qui en possédaient, après leur introduction subreptice dans l'intérieur du royaume.

Cette prohibition, en quelque sorte absolue, nuisait beaucoup au commerce de l'imprimerie et de la librairie à Genève (3).

Aussi cette cité industrielle chercha-t-elle à tourner la difficulté.

Il existe, auprès de Genève, un bourg appelé *Cologny*. L'imprimeur Perrin y fonda une imprimerie vers 1565, et mit sur ses livres latins l'indication : *Colonia Allobrogum*, dans la pensée que la douane française s'y laisserait prendre et confondrait cette localité avec Cologne sur le Rhin, dont le nom latin est *Colonia Agrippina*. D'autres imprimeurs suivirent cet exemple et mirent sur leurs livres la mention de *Saint-Gervais*, l'un des quartiers de Genève, et adoptèrent cette rubrique : « *Ex typis San-Ger-*

(1) Genève, 1855, 1 vol. in-8°.

(2) On sait que deux ballots de livres, imprimés à Genève, mis à l'adresse de Dolet et saisis aux portes de Paris, en janvier 1544, amenèrent l'arrestation de cet imprimeur de Lyon. — V. aussi la déclaration d'Henri II du 27 juin 1551 (art. 21).

(3) « L'imprimerie fut, dans le XVI^e siècle, un objet de commerce très considérable : on comptait soixante marchands libraires dans Genève. » Senebier, *Histoire littéraire de Genève*, t. I, p. 65.

vasii; » et pour les livres français : « *De l'imprimerie de Saint-Gervais.* » Ce stratagème est attribué à Simon Goulard, de Senlis, pasteur à Genève, auteur de nombreux ouvrages et intéressé dans plusieurs affaires de librairie.

Ces moyens ingénieux inventés par quelques imprimeurs genevois, pour introduire plus facilement leurs productions en France, excitèrent la jalousie des imprimeurs de Paris et particulièrement de ceux de Lyon, qui les dénoncèrent plus d'une fois à la police française.

Le gouvernement de Genève, pour faire cesser ces tracasseries, chargea, en 1609, l'imprimeur Pyramus de Candolle, né à Fréjus en Provence, mais reçu bourgeois de Genève, en 1566, d'une mission délicate auprès du roi Henri IV. Il s'agissait d'obtenir des lettres patentes qui permettraient l'entrée en France des livres imprimés à Genève, moyennant certaines précautions de police ou de censure destinées à empêcher la propagation des ouvrages dangereux pour les mœurs ou hostiles à la religion catholique; car, malgré l'Edit de Nantes, les livres de controverse protestante n'étaient pas admis en France (1).

Pyramus de Candolle rendit compte du résultat de ses démarches, au gouvernement de Genève, dans deux lettres retrouvées par M. Gaullieur dans les archives de cette ville. Nous allons les donner d'après lui :

« De Paris, le 17 septembre 1609.

« Magnifiques et très honorés Seigneurs !

« J'ai reçu celle qu'il a plu à Vos Seigneuries m'escire, du 26 aoust, sur le commandement qu'il vous a plu me donner à poursuivre une provision du roy sur les difficultés qui se présentoient journellement pour le fait de la librairie en la France. Ce que j'ay effectué sitôt que j'ay été arrivé à Monceaux où le roy estoit, où après que le président Richardot fut expédié, le roy me commanda m'approcher de luy durant son diner, pour sçavoir de vostre Etat duquel il s'enquit de moi. Après lui avoir fait le compliment du remerciement à la déclaration que Mons. de Savoie avoit faite pour le fait d'Armoy, je luy remontrai les difficultés et empeschements que les subjets de Sa Majesté de Paris et de Lyon donnoient aux marchands libraires de vostre ville, faisant entendre à S. M. que Vos Seigneuries ne croient point qu'elle fut avertie de ces difficultés au préjudice d'une ville à qui elle faisoit

(1) L'art. 21 de cet édit célèbre est ainsi conçu : « Ne pourront les livres concernant ladite religion prétendue réformée estre imprimez et vendus publiquement qu'es villes et lieux où l'exercice public de ladite religion est permis; et pour les autres livres qui seront imprimez es autres villes, seront veuz et visités tant par nos officiers que théologiens, ainsi qu'il est porté par nos ordonnances. Défendons très expressément l'impression, publication et vente de tous livres, libelles et escrits diffamatoires, sur les peines contenues en nos ordonnances; enjoignons à tous nos juges et officiers d'y tenir la main. »

cet honneur que de l'aimer et désirer sa conservation entière et non desmembrée ; la suppliant très humblement de vouloir donner telles provisions que sa prudence jugeroit nécessaire pour le soulagement du libre commerce, ainsi qu'il avoit permis par ci-devant.

« Le roy me repartit qu'il ne l'entendoit pas ainsi, et que véritablement il aimoit Vos Seigneuries. Il commanda à M. de Bullion qu'il parlât à Monseigneur le Chancelier, lequel nous allâmes trouver en présentant les lettres de Vos Seigneuries sur le sujet desquelles il fit plusieurs difficultés. Mais finalement il accorda de mettre sur la première page *Sancti-Gervasii*, et non *Aurelia Allobrogum*, quoi que je lui pusse remontrer. J'ai fait sur ce fait dresser des lettres patentes en bonne forme, etc.

« Votre très humble et très obéissant
bourgeois et serviteur,

« PYRAMUS DE CANDOLLE. »

La seconde lettre est datée de Paris, le 27 septembre 1609.

Elle est ainsi conçue :

« Magnifiques et très honorés Seigneurs,

« Suivant le commandement qu'il vous a plu de me faire, de poursuivre le libre commerce des livres par la France, et suivant la requête qui vous a été présentée par les libraires et imprimeurs de votre cité, j'ai obtenu du roy et de son conseil plein et entier commerce pour tout cet Etat et terres de son obéissance, ainsi qu'il appert par les lettres patentes que Sa Majesté nous a octroyées, signées de sa main et scellées *in forma*, pour tout ce qui regarde le commerce de la librairie.

« Particulièrement, il sera permis de mettre à tous les livres de humanités et autres, qui ne traitent de théologie, *Coloniæ Allobrogum*, qui étoit tout ce que vos demandants se pouvoient promettre, afin que leurs livres puissent, sans soupçon, être débités partout. Ayant fait allusion à *Colonia Alpina*, cela a été trouvé bon, plutôt que d'y apposer *Aureliæ Allobrogum* (1). J'en ai retiré rièrre moy les patentes, desquelles je serai porteur, s'il vous plaît, après les avoir faites signifier aux libraires d'ici, de Lyon et autres villes capitales où je passerai, afin qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance. Suppliant très humblement Vos Seigneuries avoir pour agréables mes services, etc.

« Votre très humble serviteur et bourgeois,
« PYRAME DE CANDOLLE. »

(1) « D'après certaines chroniques, Genève, détruite sous le règne de l'empereur Aurélien, aurait été rebâtie par ordre de ce prince. » (Note de M. Gaullicur.)

Nous avons cherché avec soin les lettres patentes dont il est question dans les deux lettres de Pyramus de Candolle. Elles n'ont point été insérées dans le *Recueil général des anciennes lois françaises* d'Isambert, ni dans aucun autre recueil imprimé. Nous n'avons pu les retrouver non plus aux *Archives de l'Empire*.

Il paraît, du reste, que la mort de Henri IV (14 mai 1610), qui suivit de près l'obtention de ces lettres patentes, en empêcha l'exécution. Les imprimeurs de Lyon redoublèrent leurs efforts et obtinrent l'emprisonnement d'un imprimeur genevois, appelé Paul Marceau, qui avait tenté d'introduire dans cette ville des livres imprimés à Genève sous la rubrique d'Anvers. Le gouvernement de cette petite république envoya, au commencement de 1625, à Lyon, deux députés, les conseillers Godefroy et Crespin, pour arranger cette affaire. M. Gaullieur a trouvé, dans les archives de Genève, un dossier très complet qui y est relatif. Il est intitulé : « Requête, mémoires et lettres des députés envoyés à Lyon, pour faire maintenir la permission donnée par Henri IV de mettre sur les livres imprimés à Genève *Coloniæ Allobrogum*, ou *Cologny*. »

Les instructions données aux députés portent : « Vous vous acheminerez audit lieu de Lyon et présenterez vos lettres de créance. Vous exposerez que le principal but de votre députation regarde les moyens d'établir une bonne correspondance et intelligence avec les libraires et imprimeurs de Lyon. Vous insisterez à ce que le nom d'*Allobrogum* pour les livres latins, et de *Cologny* pour les français ne soient plus controversés, mais qu'il nous soit permis d'user des licences octroyées par le roi Henri le Grand, confirmées par le roi d'aujourd'hui, et dont l'usage a été entravé par les Lyonnais pendant quelques années.

« Vous promettrez, au nom du Conseil de Genève, qu'il ne sera plus imprimé, dans cette ville, aucuns commentaires des jésuites et autres sur la religion romaine, pourvu que, par réciproque, les imprimeurs de Lyon n'impriment aussi les livres de controverses faits par ceux de notre religion. »

Les députés reçurent aussi à Lyon un mémoire des imprimeurs-libraires de Genève, portant en substance l'exposé de la question tel qu'ils l'avaient fait au Conseil de Genève :

« Les marchands libraires de Genève exposent que le roi Henri IV leur avoit permis de mettre, sur les livres qui s'impriment en notre cité, le mot latin *Coloniæ Allobrogum*, et de *Cologny*, pour, par ce moyen, éviter les scrupules et difficultés que faisoient des personnes d'acheter des dits livres sous le nom de *Genève*, qui leur est odieux à cause de la religion. Mais les libraires de Lyon, pour abattre le peu de négoce de livres qui reste encore à Genève, ont obtenu, depuis peu de temps, qu'il n'entreroit aucun livre à Lyon imprimé à Genève sans le nom exprès de cette ville, sous peine de

confiscation. Les imprimeurs et libraires de Genève qui ont joui, par la grâce de Dieu, de l'octroi du roi Henri IV, au profit du public et d'un grand nombre de familles, supplient Vos Excellences qu'il leur plaise écrire de cela à M. Anjorant (1) comme d'une affaire importante, afin de faire maintenir les licences obtenues. »

Le gouvernement ajouta ce qui suit :

« Il faudra insister à ce que les noms de *Coloniæ Allobrogum* et de *Cologny* ne soient plus controversés; promettre à MM. de Lyon qu'aucuns commentaires des jésuites ni autres docteurs de la religion romaine ne seront plus imprimés dans cette ville, et, réciproquement, les dits Lyonnais n'imprimeront les livres de controverse faits par les docteurs de notre religion. Et en ce n'entendons comprendre les Pères et autres anciens docteurs, qui seront à la bienséance de ceux qui les feront mieux, et sur les plus fidèles copies qui se pourront trouver. » »

Les députés genevois ne réussirent pas dans leur négociation. Un d'eux, Crespin, écrivait, le 4^{er} mars 1625, au gouvernement de Genève : « Quant au nom de *Coloniæ Allobrogum*, ils (les libraires de Lyon) ne se veulent ranger au devoir, et ils gardent encore une telle haine contre nous, qu'on ne peut passer outre. Et puisqu'il plaît à Votre Seigneurie de nous rappeler, nous le ferons au plus tôt. »

Cependant un imprimeur, nommé de Monthou, exerçait encore son art à Cologny en 1636; mais on remarque que dans des exemplaires de l'ouvrage de Scaliger : *De Emendatione temporum*, imprimé in-fol., en 1629, par de La Rivière, imprimeur à Genève, la désignation *Coloniæ Allobrogum*, en caractères rouges, a été recouverte par un fleuron noir, et que l'on a mis dessus postérieurement *Generæ*. « Ce fait, dit M. Gaullieur, se retrouve dans maintes éditions genevoises de ce temps. Le nom de *Coloniæ Allobrogum* faisait repousser, après 1620, les éditions genevoises en France et en Allemagne. » Ce qui n'empêche pas le même auteur d'ajouter, avec raison, que les désignations de *Saint-Gervais* et de *Cologny* avaient pris au XVII^e siècle un caractère général pour désigner les éditions de Genève, de même que celles de *Colonia Allobrogum* et de *Aureliæ Allobrogum*. On voit le nom de *Cologny* sur les impressions de Chouet, de Dixmer, de Lefebvre; et C. Aubert (Albertinus), en 1675, mettait encore COLONIA.

Le démêlé entre les libraires de Lyon et ceux de Genève dura longtemps, car on en trouve des traces en 1649, en 1661, et autres époques plus rapprochées de nous. L'illustre famille des de Tournes, imitant en cela une autre famille plus illustre encore, celle des Estienne, qui avait abandonné Paris pour aller se fixer à Genève, vers 1550, quitta Lyon en 1585 pour

(1) M. Anjorant était alors député de la république de Genève en France. (V. *Annuaire de la Société de l'Histoire de France pour 1850*, p. 103.)

cause de religion, et s'établit dans la même ville. D'autres imprimeurs lyonnais suivirent cet exemple, et transportèrent leur industrie à Genève après la révocation de l'Edit de Nantes. Parmi eux on cite Jean Huguetan, Philibert, les Barrilliot, Marc-Michel Bousquet, etc. (1).

Mais cette partie de l'histoire de l'imprimerie à Genève sort du cercle que nous nous sommes tracé, qui n'avait d'autre but que d'expliquer l'énigme bibliographique qu'offrent les mots *Colonix Allobrogum* et *Cologny* apposés au bas des titres de certains livres publiés à la fin du XVI^e et au commencement du XVII^e siècle.

Nous ne terminerons pas sans dire qu'en France les protestants se voyaient forcés d'avoir recours à des désignations de lieux supposés pour mettre sur les frontispices de leurs livres. Ainsi, il y en a qui sont censés imprimés à *Quevilly*, bourg où les religionnaires de Rouen exerçaient leur culte sous l'empire de l'édit de Nantes, et où aucune imprimerie n'a jamais existé; d'autres portent la mention du *Désert*. Quant à Charenton, c'est à tort que Lottin, dans son *Catalogue chronologique des libraires de Paris* (seconde partie, p. 90), dit qu'il n'y existait pas d'imprimerie. Jean Berjon et Samuel Petit, libraires-imprimeurs à Paris, y avaient fait porter une presse. Une sentence du 24 janvier 1620 les condamna à l'enlever dans les vingt-quatre heures, et ordonna que les livres seraient brûlés, pour y avoir fait imprimer *un libelle diffamatoire* (2). Il serait intéressant de savoir quel était ce prétendu libelle qui servait de prétexte à la suppression de l'imprimerie de Charenton.

A. T.

REQUÊTE DES SOUS-FERMIERS DU DOMAINE

AU ROY

POUR DEMANDER QUE LES BILLETS DE CONFESSION SOIENT ASSUJETTIS AU CONTRÔLE.

1753 (?)

Nous devons à M. Henry de Triquetti la communication d'une curieuse plaquette, dont on vient de lire l'intitulé, et dont nous reproduisons aujourd'hui la majeure partie. C'est un opuscule de 48 pages petit in-8°, ayant seulement un faux-titre, avec le mot *REQUÊTE*, et en tête de la page 3, le titre ci-dessus, dont nous donnons plus loin le *fac-simile*. On verra, en lisant ce

(1) D'autres imprimeurs français avaient émigré à Genève pour cause de religion. Les principaux sont : Jean Crespin, d'Arras, vers 1548; Jean Durant, de Châtillon-sur-Seine, vers 1565; Jean Chouet, de la même ville, successeur de Paul Estienne; Charles Pesnot, de Lyon, etc.

(2) *Code de la librairie*, par Saugrain. — Du reste, M. Marty-Laveaux, dans son intéressante *Notice sur Charenton au XVII^e siècle*, insérée au *Moniteur* du 6 avril 1853, dit qu'il existait une imprimerie et des boutiques de libraires auprès du temple.

piquant opuscule, que le protestantisme n'est nullement hors de question, bien qu'il s'agisse des Billets de confession catholiques. De qui importerait-il, en effet, d'exiger des passe-ports de salut dûment timbrés et contrôlés, si ce n'est de ces contrebandiers obstinés que l'Eglise appelle les *hérétiques*? Ne sont-ce pas eux qui depuis tantôt trois siècles fraudent la douane de Saint-Pierre, insensibles qu'ils sont aux charmes et aux avantages inappréciables de la *Confession coupée*, ou non coupée?... Il faut expliquer ici la première de ces deux confessions :

LA CONFESSION COUPÉE, ou *La Méthode facile pour se préparer aux confessions particulières et générales, dans laquelle est renfermé l'examen de toutes les sortes d'états et conditions, lesquels sont tout coupez et disposez de manière que, sans rien écrire, on lère chaque article dont on veut se confesser : et à l'instant, ou après la confession, le tout se remet et confond avec les autres péchez, comme il étoit auparavant, sans que d'autres personnes puissent connoître les péchez dont on s'est accusé.* De l'invention du R. P. CHRISTOPHE LEUTERBREUVER, religieux de l'ordre de Saint-François. Avec un traité, etc. Paris. Nouvelle édition. 1702. Chez Cl. de Hansy. Avec appr. et privil. du Roy. Un vol. in-18 de 488 pp.

Pour en donner une idée à nos lecteurs qui ne connaîtraient pas cet ingénieux manuel, digne de la *Dévotion aisée* du père Lemoine, nous choisissons ici trois articles sur les cent quarante-neuf qui composent la nomenclature des péchés sur le premier commandement renfermée dans les treize premières pages :

S'être marié avec des hérétiques sans nécessité.

S'être proposé de vivre sous les auspices du démon.

Avoir taxé les prédicateurs de mensonge et réverie.

On voit quel est le procédé : chaque péché étant coupé à mi-page, on relève le bout, on plie son péché, absolument comme on marque ses points au piquet. C'est un marquoir à péchés, une mécanique à confession, tout comme le chapelet est, ainsi qu'on l'a dit, une machine à prières. Il va sans dire que nous n'oserions pas reproduire ici nombre d'articles, qu'on ne craignait pourtant pas de mettre ainsi sous les yeux des pénitents et des pénitentes ; mais il en est beaucoup aussi d'assez niais, d'assez raffinés ou d'assez niaisement tournés pour qu'on pût les proposer sans crainte ou sans péril à l'attention des pénitents, tels que ceux-ci :

Avoir tâché d'inventer tous les jours de nouveaux sujets de délices.

Avoir promis des récompenses à ceux qui en inventeroient.

S'être trop farci de viandes.

Avoir chanté poulles aux autres.

Avoir, par ignorance, fait un péché de ce qui ne l'étoit pas.

Avoir rendu les chemins peu sûrs.

(Et à l'adresse des médecins :)

Avoir, par avarice, entrepris plus de malades à traiter que l'on n'en pouvoit visiter, etc.

Les articles concernant l'hérésie sont, comme de juste, nombreux. En voici deux, sur le 4^e commandement :

Ne s'être point soucié de la religion de ses sujets.

Avoir, sans cause légitime, toléré et admis des hérétiques, et leur avoir permis le libre exercice de leur religion.

On sait que le royal pénitent du père La Chaise, qui se nommait Louis XIV, n'eut pas à se confesser de ces deux péchés-là en 1685, et qu'il put faire, là-dessus, ses pâques en toute sûreté de conscience jusqu'en l'an 1715 qu'il mourut.

Voici un autre article que l'auteur avait ses raisons pour ne pas omettre :

Avoir recherché un confesseur que l'on croyoit moins sçavant ou plus doux.

Enfin, en voici un dernier qui nous ramène au sujet important traité ci-après :

Avoir donné l'absolution à des gens qui ne s'étoient pas confessés.

On voit dès lors combien il est essentiel de prévenir en cette matière toute erreur et toute supercherie, et de soumettre par conséquent les certificats délivrés au confessionnal, ces acquits à caution, ces « quittances de péchés, » aux garanties de l'enregistrement et du timbre, si bien imaginées pour des papiers de bien moindre importance, tels que sont les effets de commerce. C'est ce qu'on va voir démontré, de main de maître, dans la supplique suivante. Quel dommage qu'elle n'ait pas été elle-même enregistrée ! Nous saurions peut-être de qui elle émane, et elle aurait à nos yeux date certaine ; tandis que tout ce que nous en savons, c'est qu'elle est postérieure à 1752.

REQUÊTE

DES SOUFERMIERS DU DOMAINE

A U R O Y

*Pour demander que les Billets de Confession soient assujettis
au Contrôle. .*

SIRE,

Les soufermiers des domaines représentent très humblement à VOTRE MAJESTÉ que, peu accoutumés par état à prendre part aux questions qui s'élèvent dans l'Eglise, ils ont vu d'abord avec assez d'indifférence celle qui vient de naître au sujet des billets de confession. Mais le grand éclat de cette dispute ayant piqué leur curiosité, ils ont risqué d'en prendre connoissance, sans avoir cependant aucune vue d'utilité propre. Leurs peines n'ont

point été infructueuses : ils ont heureusement reconnu que la contestation ne leur étoit pas si étrangère, et qu'indépendamment de l'intérêt que la religion pouvoit prendre à l'usage des billets de confession, il étoit aisé d'en tirer parti pour le progrès des finances. Ils ont donc conçu un projet, le plus intéressant peut-être que jamais souferrnier ait inventé, parce qu'il est aussi simple dans son objet que fécond dans son produit. Ce projet consiste à assujettir les billets de confession à la formalité du contrôle.

Le nouveau système des supplians a cela de remarquable, que, se trouvant d'une nature mixte, il est également propre à conserver à l'Eglise la possession d'une multitude de profits spirituels, et à procurer des ressources considérables à l'Etat. Il n'est pas ordinaire aux supplians d'exposer des motifs aussi relevés dans leurs requêtes. Mais qu'il seroit flatteur pour eux de détruire l'ancien préjugé qui fait regarder les gens de finance comme inutiles à la religion !

Pour faire sentir à VOTRE MAJESTÉ ce que ce projet a d'intéressant pour l'Eglise, il est indispensable d'entrer dans quelque détail sur les avantages qu'elle retire des billets de confession.

Les supplians ne diront rien d'eux-mêmes sur cette matière; ils ont eu la précaution de consulter la Sorbonne : et pourroient-ils s'égarer, instruits et guidés par ces maîtres si scrupuleux dans l'examen des thèses, si exacts dans la censure de celles qui sont erronées, si ardens et si sévères dans la punition de ceux qui les ont soutenues ou approuvées? Il n'est point contre l'erreur de préservatif plus assuré que leur suffrage. Semblables aux commis les plus attentifs, ces docteurs veillent sans cesse aux barrières de l'Eglise, pour en interdire l'entrée à toute doctrine de contrebande.

Les supplians ont appris de la Faculté que l'exaction des billets de confession est un usage respectable en lui-même, légitimement établi, et infiniment utile à la société des fidèles.

Laissant aux savans le soin d'en découvrir l'origine, qui, sans doute, remonte jusqu'aux siècles les plus reculés, il doit suffire de savoir qu'autorisé par les évêques, comme l'assure un grand prélat (1), il doit sa naissance à la plus grave et à la plus prudente autorité. Chaque évêque est souverain dans son diocèse. Il peut à son gré en changer les anciens usages, y en introduire de nouveaux. Qu'ils soient inutiles, qu'ils aient même des inconvéniens, ce n'est pas l'affaire des inférieurs : leur partage est une aveugle soumission. Or, les prélats (ou, ce qui est la même chose, le plus grand nombre d'entre eux), infaillibles dans leurs diocèses, comme le pape l'est dans toute l'Eglise, regardent la représentation des billets de confession, comme un préalable absolument nécessaire à la réception des sacre-

(1) Lettre de M. l'archevêque de (Sens)... à M....., conseiller au parlement, du 25 avril 1752.

mens. Quiconque n'est pas porteur de ces billets, manque donc d'une des dispositions les plus essentielles pour recevoir l'Eucharistie avec fruit.

Qu'on ne croye pas que cet usage soit une de ces petites pratiques de police qu'on peut aisément sacrifier aux circonstances des tems. On est en état de juger de son importance par le zèle que M. l'archevêque de Paris montre pour sa conservation. Ce sçavant prélat, persuadé à juste titre qu'il n'y a point de salut sans billet de confession, a ordonné à tous ses curés de refuser les sacremens, même aux moribonds, dont la confession ne seroit pas justifiée par un bon écrit. A peine a-t-il vu paroître ce fameux arrêt, qui n'est propre en effet qu'à procurer une fausse paix à l'Eglise, que, vivement allarmé de ses dispositions, il a tout mis en œuvre pour en prévenir les suites funestes. Sur-le-champ, par une louable et pieuse adresse, il a fait signer aux curés de la capitale une requête, où, en attestant avec autant de précision que de sincérité l'existence et la nécessité de ce saint usage, il s'est fait supplier instamment d'en prendre la défense. Si quelques-uns de ces curés ont montré de la froideur et de l'indifférence, que n'a-t-il pas fait pour ranimer le courage abattu de ces timides subalternes, qui n'avoient pas la force de sceller leur foi par une souscription authentique ? Il a déterminé les uns à rendre généreusement leur témoignage ; il a empêché les autres de l'affaiblir, en les forçant de rayer eux-mêmes les lâches correctifs qu'ils y avoient ajoutés.

Mais pour se former une juste idée du précieux usage des billets de confession, il en faut chercher la source dans les maximes fondamentales de la religion.

On s'imaginait autrefois, d'après l'Evangile, que l'objet de la religion chrétienne étoit de rappeler les hommes des égaremens de leur esprit et de leur cœur, et de les rapprocher de Dieu, en réformant leurs idées et leurs penchans ; que Jésus-CHRIST étoit venu sur la terre pour former des saints, qui marchassent fidèlement et constamment dans la voye des commandemens de Dieu, et dont la course ne fût communément interrompue par aucune chute mortelle ; on croyoit, avec l'apôtre saint Paul, que les fornicateurs, les impudiques, les avares, les yvrognes, les médisans, les ravisseurs du bien d'autrui n'entreroient pas plus dans le royaume de Dieu que les payens et les idolâtres : et que si on avoit été tel avant que d'être chrétien, il ne devoit plus être question de tous ces crimes, après qu'on avoit commencé de faire profession du christianisme. On étoit assez simple pour penser, avec les anciens docteurs de l'Eglise, qu'un vrai chrétien ne tomboit point dans ces sortes d'excès, et que quiconque s'y laissoit encore aller, ne pouvoit être compté au nombre des fidèles que du jour qu'il auroit cessé totalement de commettre des péchés de cette espèce.

On parloit peu alors de confession, et beaucoup de conversion et de chan-

gement du cœur. C'étoit la mode : et on aimoit mieux mettre les chrétiens en état de n'avoir pas besoin de confession que de les obliger à se confesser. Vieilles erreurs, dont le monde heureusement est aujourd'hui bien revenu. On sait à présent que toute la religion se réduit à la confession ; qu'il n'est point d'obligation plus essentielle pour un chrétien, que celle de se confesser fréquemment, ou plutôt, que c'est presque la seule et unique obligation du christianisme. Tout n'est-il pas fait quand on s'est confessé, et le salut peut-il manquer à qui ne meurt pas sans confession ? Aussi ce ne peut être pour ce temps qu'il a été dit qu'il y avoit beaucoup d'appelés, mais peu d'élus. Peu et très peu de personnes meurent sans confession : donc peu et très peu d'appelés manquent à être élus.

D'ailleurs, l'Eglise exhorte et presse ses enfans de communier souvent ; et on ne peut ignorer que chaque communion doit , à peine de nullité , être précédée d'une confession particulière. Or, du précepte de se confesser, se tire, par une induction nécessaire, l'obligation de justifier de sa confession par un billet. C'est une maxime aussi constante en théologie qu'en politique, qu'une loi de rigueur n'a sa perfection que lorsqu'elle commande la preuve écrite de son exécution.

Rien ne prouve mieux, au jugement des docteurs nos sages maîtres, l'importance des billets de confession, que l'opposition marquée des ennemis des billets à ces saintes maximes. Ceux-ci osent dire qu'il n'est pas toujours nécessaire de se confesser avant de participer aux sacremens ; que, dans la Vie des Saints, il n'est point parlé de leur confession, même à la mort ; que les vieux chrétiens faisoient peu d'usage de ce remède ; que par l'institution de JÉSUS-CHRIST, la loi de se confesser ne regarde que ceux qui sont dans les liens du péché mortel ; que c'est ainsi qu'on l'a décidé dans un concile de Trente ; que, quoique dans celui de Latran il soit dit que tous les fidèles de l'un et de l'autre sexe doivent se confesser, du moins une fois l'an, les théologiens les plus habiles, et des catéchistes même, enseignent que cette obligation imposée par le concile ne regarde que ceux qui sont coupables de péchés mortels. Et de là ces ennemis concluent témérairement que la confession n'étant pas nécessaire à tous, on ne doit pas exiger de tous indistinctement des billets de confession ; parce qu'il seroit déraisonnable d'obliger des gens à prouver qu'ils ont fait ce qu'ils n'étoient pas tenus de faire.

Erreurs grossières ! Ils ne voyent pas, ces novateurs, qu'il n'en est pas à présent comme des premiers siècles, où les chrétiens devoient *marcher tous les jours de leur vie dans les voyes de la sainteté et de la justice* ; où la difficulté de recouvrer la santé perdue, la rendoit solide et stable quand on l'avoit acquise. Aujourd'hui l'Eglise renferme une si grande quantité de mauvais tempéramens spirituels, qu'il faut, pour le soulagement de

ces âmes mal constituées, des secours prompts et des remèdes fréquens : d'où résulte un double engagement, sçavoir, de la part des pécheurs d'aller vite à confesse, et de la part des confesseurs de donner encore plus vite l'absolution. Ces anciens chrétiens dont on parle, étoient des miracles subsistans ; mais il y a longtems que Dieu n'opère plus de ces prodiges, et il est bien obligé de donner à présent son paradis à meilleur marché. La totalité morale des consciences est viciée par des maladies mortelles ; il est donc certain que, dans l'ordre général, on ne peut arriver au port de salut sans des confessions souvent répétées.

Les supplians en ont eux-mêmes fourni aux docteurs de Sorbonne une nouvelle preuve sans réplique. C'est sans doute un péché mortel, et un des plus graves, de frauder les droits des fermes. Cependant où sont les gens scrupuleux sur cet article essentiel ? Cet exemple démontre, indépendamment de bien d'autres, que l'habitude du péché mortel forme l'état commun des sujets de VOTRE MAJESTÉ. Or les lois sont pour la multitude : elles doivent être proportionnées aux besoins du plus grand nombre. Tel est le fondement du précepte général et sans réserve de la confession, et par conséquent de l'obligation universelle, qui en est une suite, de justifier de sa confession par écrit.

Il ne faut pas perdre de vue que la confession est une loi rigoureuse, dont l'exécution ne peut être assurée que par l'extrême difficulté de cacher la désobéissance. S'il étoit permis de faire une exception pour les fidèles qui se croiroient sans péché mortel, combien de gens, peut-être, qui, par esprit de parti, s'abstiendroient totalement de ces péchés, dans l'unique vue de ne point être obligés de donner des billets de confession ? Se peut-il un plus grand inconvénient ?

Si l'on passe des devoirs des fidèles à ceux des pasteurs, il en résultera une nouvelle lumière en faveur des billets de confession. Il est du devoir des pasteurs de garder les choses saintes pour les saints, et d'exclure de la participation des sacremens ceux qui n'ont pas la pureté de conscience qu'ils exigent⁽¹⁾. Mais comment lire dans le cœur des chrétiens ; comment s'assurer par des preuves concluantes du véritable état de leur âme ? Saint Augustin en sentoit l'impossibilité de son temps ; et l'on voit, par ses sermons, qu'il étoit occupé sérieusement à consoler les vrais fidèles, qui se plaignoient d'être assis à la table sainte avec des menteurs, des parjures, des voleurs.

(1) « On ne peut négliger cette pratique, sans être exposé à donner par surprise « la sainte communion à des gens..... notoirement criminels et scandaleux, à « des gens qui vivent dans des habitudes publiques et des inimitiés éclatantes, « peut-être à des impies et des huguenots, qui, sans croire à nos saints mystères, « veulent, sous les dehors d'une mort chrétienne et catholique, assurer leurs « biens contre la confiscation, ou leur honneur contre la diffamation. » *Lettre de M. l'arch.*, etc.

Grâces aux billets de confession, toutes ces difficultés sont applanies. A l'aide de cette pierre de touche, on discerne le juste du pécheur; on n'admet au festin des noces que les chrétiens qui ont cette robe nuptiale; on est certain qu'absous de tout péché mortel par une absolution récente, ils ont la sainteté de précepte, s'ils n'ont pas encore celle de bienséance; on n'est plus réduit à la dure nécessité d'imiter la condescendance de JÉSUS-CHRIST, qui communia le traître Judas.

Nos graves docteurs nous ont cependant avertis que le pape Benoît XI n'avoit pas trouvé les billets de son goût, dans une certaine *Extravagante*, assez bien nommée, où ce pape ordonne de s'en rapporter à la parole des chrétiens qui déclarent s'être confessés (1). Il y a dans cette décision une bonté d'âme qui étonne, pour ne rien dire de pis. Croire les chrétiens sur leur déclaration! Où en serions-nous, SIRE, si, pour la perception de vos droits, nous nous contentions d'une pareille garantie? N'est-il donc pas bien plutôt de l'esprit de l'Eglise, de la charité des pasteurs, de l'intérêt même des fidèles, de supposer que tous ceux qui demandent les sacrements sont des hypocrites, qui veulent prendre place à la table sainte, sans s'être lavés dans la piscine de la pénitence? Qu'il seroit dangereux de croire un agonisant, prêt à paroître devant Dieu, assez religieux pour se préparer à la mort par la confession, et assez sincère pour ne pas faire une fausse déclaration! C'étoit l'erreur de ce bon pape Benoît XI, qui, sans grande connoissance du cœur humain, n'étoit pas non plus fort instruit de la sainte rigueur de la police ecclésiastique. Au surplus, il ne faut, pour décréditer sa décision, que la seule raison sur laquelle elle est appuyée. On doit, dit ce souverain pontife, se contenter de la déclaration du pénitent, parce que s'il ment, il ne fait tort qu'à lui-même. Que c'est mal raisonner pour un pape! Il faut donc laisser les gens se damner lorsqu'ils le veulent absolument; et les pasteurs ne sont donc pas faits pour sauver les hommes, malgré qu'ils en aient. Cette décision, SIRE, dans laquelle on reconnoît si peu l'esprit du siège apostolique, n'a pas été prononcée dans la forme spécifique qu'on appelle *Ex cathedra*. Mais parce qu'elle pourroit faire encore impression sur les esprits, ainsi qu'un grand nombre d'autorités encore plus anciennes, les supplians ont été conseillés de les attaquer toutes par la voie de l'appel comme d'abus; et ils prendront à ce sujet des conclusions précises, qui, quoique nommément dirigées contre la seule *Extravagante* de Benoît XI, ne frapperont pas moins contre tous les autres anciens monumens, dont cette mauvaise décision rappelle et contient l'esprit.

(1) Super confessione autem facta fratribus memoratis, cum de committentis solius præjudicio (si falsum dicat) agatur in judicio animæ, seu pœnitentiæ foro; STABITUR SIMPLICI VERBO ILLIUS qui sacramenta petit, et dicit fratribus se confessum. Duos tamen casus excipimus; scilicet, si sacerdos asserat eum excommunicatum, aut notorie peccatorem. *Extravag. Comment. L. 3, de privileg., cap. 1.*

Continuons, guidés toujours par nos docteurs, l'exposé des merveilleux effets des certificats de confession. Ils servent à distinguer les catholiques des hérétiques. Quoique les protestans soient dans le droit chassés du royaume, il s'y en trouve dans le fait un fort grand nombre ; mais l'Eglise ne veut point leur distribuer des grâces qu'elle réserve pour ses enfans. A quel caractère pourra-t-elle reconnoître ces ennemis de son culte ? La foi ne se discerne pas à l'habit ni à la figure. Au moyen du billet de confession, on n'est pas en danger de s'y méprendre ; car quiconque se confesse, est bon et très bon catholique. Heureux expédient qu'on ne peut se lasser d'admirer ! Il est simple pour l'invention, prompt dans l'effet, commode dans la pratique, et infaillible quant à la preuve.

Les adversaires des billets, observateurs inquiets des anciens rits, prétendent que les visites des pasteurs et les professions de foi qu'ils font faire, sont le vrai moyen de découvrir les hérétiques ; que le billet de confession est un foible obstacle aux fraudes que l'hérésie peut mettre en usage ; qu'un protestant déterminé à recevoir le saint viatique (quoique dans les principes de sa secte ce soit un acte d'idolâtrie), ne sera pas plus scrupuleux pour le sacrement de pénitence ; qu'il lui coûtera peu d'acheter le certificat par une confession simulée ; que les athées, sans rien croire, se font un devoir de société de se confesser et de communier dévotement. Ils ajoutent, que le sieur Blampignon, ancien curé de S. Merry, appelé par un de ces sectaires, et requis en présence de témoins de l'entendre, reçut pour toute accusation l'histoire d'une abjuration simulée dont il se repentoit. Le curé, justement effrayé de cette horrible profanation, consulta son supérieur sur l'administration publique des sacremens qu'on le pressoit d'accorder ; et le cardinal de Noailles décida que le curé ne pouvoit se dispenser d'administrer le malade.

Ce ne sont là, SIRE, suivant les docteurs de Sorbonne, que de futiles objections, qui se réfutent d'elles-mêmes par les conséquences qu'elles entraînent. Il faudroit que les curés et les vicaires passassent leur vie dans des visites continuelles, qu'ils s'exposassent à des disputes de controverses qui demandent une science presque toujours incompatible avec les grandes occupations du ministère, et au risque peut-être de se laisser pervertir, comme on le dit d'un certain missionnaire, qui avoit entrepris avec plus de zèle que de lumière la conversion d'un mandarin.

Pourquoi les billets de confession ne sont-ils, aux yeux des novateurs, que des signes équivoques d'orthodoxie ? C'est parce que l'hérétique peut aisément les surprendre par une frauduleuse confession. Mais l'usage des billets en mérite-t-il moins d'éloge, parce qu'il forcera l'hérétique à commettre un double sacrilège ? N'est-ce pas au contraire le cas d'appliquer ce grand principe, si fécond en matière de finance, que le vrai secret pour

rendre les fraudes plus difficiles, est de mettre les gens dans la nécessité de les multiplier.

Sans le billet de confession, on n'a point de ressource contre les stratagèmes des huguenots. Une expérience journalière apprend que quand ils sont malades, ils attendent à la dernière extrémité pour demander les sacrements qu'ils détestent. Le prêtre averti du danger, se hâte de se mettre en marche, mais à peine a-t-il fait quelques pas, qu'un second courrier arrive qui arrête le ministre, et l'instruit de la mort du malade. Ces enfans de dissimulation se flattent, par ces stratagèmes, de se ménager les honneurs de la sépulture, et, ce qui paroît encore plus affligeant, d'éviter la confiscation de leurs biens. Etranges profanations, qui attristent tous les cœurs sensibles aux intérêts de la religion ! Le corps d'un sectateur de Calvin placé par surprise en terre sainte ; la succession d'un calviniste déferée à ses enfans ! Voilà des abus qui font horreur. Leurs enfans, il faut en convenir, sont appelés par la loi du sang à recueillir les biens que les pères ont reçu de la libéralité du souverain Maître, qui fait lever son soleil sur les bons et sur les méchans. Mais y auroit-il de la décence à réclamer les principes du droit naturel en faveur de ceux qui sont séparés de l'unité de l'Eglise ? Il est de la charité des pasteurs de veiller à l'exécution des lois qui réduisent aux horreurs de l'indigence les veuves et les enfans des prétendus réformés. On n'imaginera jamais rien de mieux pour hâter leur entière et sincère réunion. La violence en fait de religion, est le grand moyen de réussir.

Mais, continuent les novateurs, le billet de confession ne paré à cet inconvénient qu'en donnant lieu à un autre beaucoup plus considérable. Quel sera le sort des catholiques, qu'un accident subit prive de la raison, et bien tôt après de la vie, si l'Eglise n'accorde les sacrements et la sépulture que sur le témoignage d'un billet de confession ? La mort n'attend pas toujours que l'on soit muni d'un pareil billet. Si la représentation du certificat est un préalable indispensable pour l'inhumation ecclésiastique, il faudra donc la refuser aux fidèles qu'une maladie prompte surprend, à moins que nos évêques ne rendent de bonnes et belles ordonnances portant défenses à tout catholique de mourir subitement. N'est-ce pas un moindre mal de s'exposer à donner la sépulture à un cadavre protestant, que d'en priver les vrais enfans de l'Eglise ? C'est une maxime recue, qu'il vaut mieux sauver plusieurs coupables que de perdre un innocent. Les anciens canons prévoient le cas d'un malade qui tombe en létargie avant l'arrivée du prêtre averti de l'aller administrer ; et ils veulent que sur le témoignage des voisins, qui répondent de son empressement pour recevoir l'Eucharistie, le ministre des sacrements lui mette l'hostie dans la bouche (1). Pourquoi ne suivroit-on pas

(1) *Dent testimonium qui eum audierunt, et accipiat penitentiam; et si continuo creditur moriturnus, reconcilietur per manus impositionem, et infundatur ori ejus Eucharistia. Conc. Carthagin., 3, Canon 34; Conc. Carthag., 3, Can. 76.*

une règle si sage à l'égard d'un malade dont la maladie blesse la raison, ou que la mort prévient avant qu'il ait pu se confesser ?

Les supplians seroient frappés de ce danger apparent, si les accidens objectés étoient plus communs, ou la loi qui prescrit les billets moins nécessaire. Les évêques qui ont dicté la loi ont agi par lumière et avec autorité. Puisque les billets étoient le seul signe suffisant de catholicité, ce n'est plus le cas d'argumenter, il faut se soumettre. Quel est, après tout, le danger qu'on lui oppose ? Quelques inconvéniens, et encore assez rares. Quelle est la loi humaine qui en soit exempte ? Ignore-t-on que les plus parfaites sont celles qui l'entraînent le moins ? Combien n'y auroit-il pas de plus grands inconvéniens à empêcher l'établissement d'une police dont l'Eglise recueille tant d'avantages ?

Outre ceux que les supplians ont déjà exposés, il en est une foule qui convaincront de plus en plus VOTRE MAJESTÉ de l'extrême utilité des billets de confession. Que deviendroient, par exemple, les règles de la hiérarchie, si l'on ne tenoit la main à l'exécution de ces certificats ? Les religieux, peu soumis aux pasteurs ordinaires, iroient confesser les malades, sans s'embarasser d'obtenir l'agrément des curés. Le billet est un frein qui les retient dans le devoir. Si ces infracteurs des règles hiérarchiques laissent un écrit, leur signature, qui les fait connoître, met en état de réprimer leur entreprise. Si, dans la crainte de se commettre, ils ne donnent point de certificat, on les punit, en laissant mourir les malades sans sacremens.

Des gens mal intentionnés croiroient peut-être trouver encore ici de quoi exercer leur critique, s'il étoit permis de raisonner sur les lois de l'Eglise. Quoi ! diroient-ils, on prive un mourant de la plus précieuse consolation, parce que son confesseur a oublié de faire au curé une visite de cérémonie ? Le malade, en appelant un confesseur, n'a-t-il pas dû supposer qu'il viendrait muni de toutes les permissions nécessaires ? Faut-il qu'avant d'hazarder sa confession, il commence par faire subir à son propre confesseur une espèce d'interrogatoire sur ses pouvoirs, qu'il lui fasse représenter ses lettres de prêtrise, ou ses lettres d'approbation ? Et si le confesseur, après avoir entendu le malade, refuse impitoyablement le billet, est-il juste que le pauvre moribond porte la peine que mérite le confesseur, et que, pour un délit qui lui est étranger, il soit frappé de l'excommunication la plus redoutable ? C'est ainsi que la raison humaine s'élève insolemment contre les loix qui contrarient ses idées. Avec une foi simple et soumise, on se met au-dessus de tous ces vains raisonnemens. Nos docteurs, qui entendent la matière, nous ont dit que quoique, dans ce cas, l'absolution du régulier soit valide, que quoiqu'une visite de bienséance, considérée en elle-même, soit assez peu de chose, il n'en est pas de même des règles de la hiérarchie, qui ne pourroient se maintenir sans la pratique des billets ; qu'il est important

de rendre les religieux plus civils et plus dépendans, de leur apprendre à vivre même aux dépens de leurs pénitens malades; que quand il s'agit du bien général, on ne doit pas craindre d'immoler des victimes particulières.

Un autre abus bien effrayant vient réclamer encore pour les billets, parce qu'ils sont le seul remède efficace qu'on puisse lui opposer. Les supplians ont ouï dire que l'Eglise de France est actuellement affligée d'une hérésie d'autant plus pernicieuse, que, malgré les recherches les plus exactes, il n'a pas été possible jusqu'à présent de deviner en quoi elle consiste. Heureusement que les pasteurs zélés en connoissent les sectateurs à un caractère infailible : c'est au défi que ces hérétiques font qu'on les convainque d'aucune erreur. On poursuit avec raison ces dangereux novateurs, par une interdiction totale de la confession et des sacremens; mais il se trouve parmi eux quelques prêtres qui confessent en secret et sans pouvoirs, et qui, au lieu du surplis et du bonnet carré, parties essentielles de la forme de la confession, osent remettre les péchés, le chapeau sur la tête et l'épée au côté. Ces hérétiques cachés ne conviennent pas de leur attachement à une pratique si criminelle; car tout mauvais cas est reniable. Ils prétendent que leur manière d'attaquer le démon ne consista jamais à mettre l'épée à la main contre lui, et qu'on ne les surprend point administrant l'absolution dans un pareil habillement. Cependant, s'ils n'avoient rien à se reprocher sur l'article, se ménageroient-ils, comme ils le font, la ressource de soutenir que tout prêtre absoud validement dans le cas de nécessité? Iroient-ils déterrer une vieille histoire d'un certain S. Eusèbe de Samosate, qui, dit-on, du temps que les ariens étoient en crédit, ne se faisoit point une affaire de courir le monde déguisé en soldat, et d'exercer sous cet uniforme les fonctions les plus importantes du ministère (1).

Quoi qu'il en soit, les supplians observeront que la pratique des billets n'en est pas moins nécessaire pour détruire ce désordre. Si l'abus est réel, on ne s'avisera plus de prendre les absolutions de contrebande de ces confesseurs chamberlans, qui, ennemis déclarés de signature, ne s'exposeroient pas à signer des billets. Si l'accusation n'est pas véritable, les billets serviront au moins à prévenir ce scandale. Y a-t-il quelqu'un parmi les catholiques qui ne doive être charmé que, sur la simple peur d'un si grand mal, on l'oblige à la pratique des certificats? Voudroit-on que les promoteurs, établis pour découvrir et poursuivre les crimes ecclésiastiques, s'épuisassent en recherches infructueuses pour de pareils délits, qui se commettent tou-

(1) « Comme il scavoit que plusieurs Eglises étoient privées de leurs pasteurs, « il parcourait la Syrie, la Phénicie et la Palestine, déguisé en soldat, et portant « sur sa tête une thiaïre, comme les Perses. Il ordonnoit des pretres et des diacres, « et d'autres cleres, aux Eglises qui en manquoient : et quand il se rencontroit « avec des évêques, il ordonnoit même des évêques. » Fleury, *Hist.*, t. XVII, n. 17.

jours en secret. Il est et plus naturel et plus raisonnable d'imposer à tous les chrétiens la petite servitude des billets de confession.

Le principe dont les novateurs s'autorisent, et l'exemple qu'ils citent, ne vont point au fait. Ils se croient bien forts, parce qu'ils ont trouvé par hasard dans le coin d'un livre un vieux trait isolé, dont ils mésusent. Mais qui leur a dit que leur Eusèbe n'a pas eu regret de sa conduite; et que, sentant la grandeur de sa faute, il n'a pas été vite à confesse, pour en obtenir l'absolution? Qu'il soit saint, si l'on veut, cet évêque de Samosate: qu'est-ce que sa démarche a de commun avec celle des novateurs, et la situation du siècle où il vivoit avec l'état actuel de l'Eglise? Sommes-nous réduits au cas de nécessité, pendant qu'on voit une sainte conspiration formée de toutes parts pour multiplier les confesseurs et les confessionnaux! Si la moisson est abondante, on a surabondance d'ouvriers. Sans parler des confesseurs ordinaires dont les paroisses sont peuplées, d'ardens missionnaires courent les villes et les campagnes, expédient des centaines de pécheurs par jour, plantent des grandes croix et en vendent des petites. Aucune persécution n'arrête le cours de ces travaux apostoliques. L'Eglise n'est-elle pas dans ses plus beaux jours? Ses richesses ne sont-elles pas immenses? ses évêques et ses abbés ne vivent-ils pas en grands seigneurs? Le spirituel ne répond-il pas parfaitement au temporel? Y eut-il jamais de missions plus bruyantes et plus fréquentées, des confessions et des communions plus multipliées, des saluts plus brillants, des processions plus magnifiques? En un mot, le culte de la religion fut-il jamais plus riche et plus pompeux? Loin que la puissance séculière soit armée de nos jours contre les évêques, elle leur abandonne au contraire toute son autorité pour exiler, emprisonner et perdre tout ce qui s'oppose à eux. Le S^r évêque d'Amiens ne vient-il pas d'en faire un saint et admirable usage, en faisant bannir de leur patrie deux de ses diocésains (dont l'un est père de plusieurs enfants), qui avoient eu la témérité de demander les derniers sacremens pour leur tante, sans avoir le billet de confession? A quoi vient donc l'exemple de cet Eusèbe de Samosate?

Les supplians ne finiroient pas, SIRE, s'ils expliquoient à Votre Majesté tous les avantages que les docteurs en théologie leur ont fait appercevoir dans le précieux usage des billets de confession. Il est peu de pratique dans l'Eglise qui l'intéresse autant.

Elle sert à conserver la décence des fonctions saintes. On voyoit tous les jours et dans toutes les rues des gens yvres tomber, et les passans, trompés sur leur état, courir à l'église pour leur procurer les sacremens. Les prêtres arrivoient: et quel scandale, lorsqu'au lieu d'aborder un mourant, ils trouvoient un homme qui jouissoit d'une santé indécente, et qui n'avoit que la raison de malade? Depuis que les prêtres ne marchent qu'à la lueur d'un billet de confession, ces accidens n'arrivent plus.

Par les billets de confession, on sait à qui les fidèles vont à confesse, et cette connoissance est plus utile qu'on ne peut l'imaginer. Qu'un supérieur ecclésiastique ait à cœur un mariage que la famille ou un tuteur entêté désapprouve, il s'adresse au confesseur du futur ou de la future, et lui ordonne de disposer l'esprit de l'un ou de l'autre en faveur de l'engagement. En cas de rébellion de la part des pénitens, on leur refuse le billet de confession pour tout autre mariage. Si c'est le confesseur qui prévarique, une interdiction dans les formes suit de près sa désobéissance.

La pratique des billets est admirable pour soutenir les droits et les immunités de l'Eglise. On défend aux confesseurs séculiers et réguliers d'absoudre et de délivrer des certificats à tous ceux qui sont justement suspects de ne pas les respecter assez; et pour s'assurer de la fidélité des confesseurs, on interdit tous ceux qui ont la foiblesse d'accorder des billets au préjudice de la défense.

Un curé a-t-il parmi ses ouailles une brebis mal avisée, qui lui refuse la dixme des pommes, sous prétexte qu'elle est insolite; aussitôt, en homme habile et expéditif, il se fait justice, il engage les curés voisins à refuser le billet de confession au coupable; et le refus de la dixme des pommes est puni par le refus de la Pâque.

C'est sur ces lumineux principes qu'un des grands curés de Paris (le curé de Saint-Sulpice) enregistre tous les jours les billets de confession, et tient un catalogue exact des noms de tous les confesseurs qui administrent l'absolution aux malades. Prévoyance salutaire! S'il meurt un homme suspect dans l'étendue de sa paroisse, le registre est consulté, on connoît le confesseur, il est aussitôt renvoyé de la paroisse, ou déferé même, si le cas est assez grave, à M. l'archevêque, qui lui ôte ses pouvoirs, parce qu'il est atteint et convaincu d'en avoir si mal usé.

S'étonnera-t-on, SIRE, qu'une pratique aussi utile au gouvernement ecclésiastique ait fait les plus rapides progrès, et que les pasteurs montrent tant de zèle pour en affermir et étendre l'empire? Les supplians peuvent certifier à Votre Majesté que deux des plus célèbres curés de Paris (les curés de Saint-Roch, de Saint-André) y sont si cordialement attachés, qu'ils ne confessent jamais leurs propres paroissiens malades sans laisser des billets, pour mettre les porte-Dieu de leur église en état d'administrer les sacremens en sûreté de conscience: ils trouveroient mauvais qu'en pareil cas les ecclésiastiques qui leur sont subordonnés ajoutassent foi à leur parole. Quel est le bon paroissien qui se scandalisera qu'on se défie de sa probité, lorsque le pasteur consent que la sienne passe pour suspecte?

Les grands exemples, SIRE, produisent de grands biens. Aussi la pratique des billets prend-elle de jour en jour de nouveaux accroissemens. Il n'est plus un seul sacrement qui ne soit le prix de ces importants certificats. Tous

les ordres de l'Etat, à l'exception de quelques magistrats toujours partisans des vieilles rubriques, s'empressent de leur rendre hommage. L'usage s'en introduit, dit-on, dans les troupes mêmes de Votre Majesté. On ne reçoit dans les gardes françoises aucun officier qui n'ait prouvé sa vocation et son courage par un certificat de confession. Si l'on en croit une certaine histoire, l'attention à cet égard y est portée si loin, qu'un jeune homme, parent de M. de Beaumont, s'étant présenté sans billet pour prendre possession d'une enseigne, il fut jugé au régiment que, pour mieux prouver l'extrême déférence du corps aux ordres du prélat, il ne falloit point dispenser son parent de la loi. Sévérité louable, qui a empêché de faire une brèche dangereuse à ce point de discipline, si important pour le service militaire et chrétien !

Que les novateurs crient après cela contre les inconvéniens de ce salutaire usage. Qu'ils disent que c'est imposer aux fidèles une servitude gênante, attacher l'excommunication la plus terrible à une pure formalité, dont l'omission n'est point, par sa nature, digne de l'anathème ; que le délit, quel qu'il soit, est plus le fait du confesseur que du malade, qui, maître de le demander, ne l'est jamais de l'obtenir ; que les curés et les autres ecclésiastiques peuvent en faire un moyen de satisfaire leurs inimitiés particulières ; que le billet peut aisément s'égarer par la négligence de ceux qui environnent le malade, qu'il est sujet à beaucoup d'autres accidens, et que sa perte privera souvent des âmes de la grâce des sacremens ; que cet usage d'ailleurs est inconnu dans un grand nombre de diocèses du monde chrétien ; qu'on n'en trouve point de vestige dans l'histoire de l'Eglise ; que M. l'archevêque de Paris a fait inutilement dépouiller les bibliothèques et feuilleter les monumens qui nous restent de l'ancienne discipline, pour découvrir des preuves de son antiquité ; que la pratique des billets est capable de causer de grands maux dans l'Etat ; qu'elle peut être employée à soumettre les sujets de Votre Majesté à des décrets contraires à ceux de sa couronne et émanés d'une puissance étrangère ; que dans le temps de la Ligue elle eût été d'un merveilleux secours pour armer les fidèles contre leur prince légitime.

Vaines allarmes, que l'esprit d'indocilité essaie d'inspirer, pour enlever à l'Eglise une discipline liée à ses intérêts les plus essentiels. Les docteurs de Sorbonne ont prémuni les supplians contre ces puériles appréhensions. N'est-il pas bien étonnant, c'est leur judicieuse remarque, qu'on ne soit pas en état de représenter aujourd'hui de vieux billets de confession des siècles précédens ? Aucun des savans n'ignore que les dernières guerres de religion ont fait perdre aux Eglises leurs précieux titres, ceux mêmes de leurs possessions ; et que les protestans, ennemis de la confession, auront fait main-basse sur toutes les liasses de billets, et se seront bien donné de garde de laisser échapper un seul de ces certificats, qui auroient porté témoignage contre eu .

Si les billets de confession peuvent se perdre dans les maisons, la faute n'en peut être imputée qu'à ceux qui les égarent; les malades en seront quittes pour recommencer leur confession, ou ils seront assez soigneux pour ne pas s'y exposer.

La prétendue crainte des troubles dans les temps de révolutions, n'est qu'une terreur panique. C'est même se rendre coupable, de prévoir de pareils malheurs ou d'en rappeler seulement la mémoire. Si tout ce qui peut être dangereux dans ces circonstances ne pouvoit être bon dans les temps ordinaires, on ne formeroit aucun établissement avec confiance.

Mais une dernière réflexion, qui tranche toutes les difficultés, et que les supplians proposeront avec d'autant plus de confiance, qu'elle est plus de leur ressort, c'est que dans toutes les affaires, pour peu qu'elles méritent attention, il est de règle, et d'une règle stricte, d'exiger des preuves par écrit. Cela est conforme à l'usage général de la société, à la pratique constante de tous les tribunaux, et même aux dispositions des ordonnances.

Dans l'ordre civil, on ne peut obtenir aucune grâce qu'autant qu'on justifie par écrit qu'on a les qualités qui en rendent digne. S'agit-il d'acquérir une charge? Il faut prouver, par des actes en bonne forme, qu'on est majeur, qu'on est regnicole, qu'on a la naissance et les degrés qu'elle suppose, et même qu'on est catholique. Un récipiendaire qui n'offriroit sur tous ces points que sa propre déclaration, ne seroit point écouté. Il y a plus. Toutes les denrées qui entrent dans la ville doivent des droits à VOTRE MAJESTÉ. Or, il faut prendre à la première barrière un billet de *laissez-passer*, si on ne veut pas être arrêté à la seconde. On ne touche les rentes de la ville qu'en rapportant une bonne quittance de capitation; le sel n'est délivré qu'à ceux qui sont munis d'un certificat de paiement du bureau destiné à en recevoir le prix. Sur quel fondement un chrétien pourroit-il donc percer la foule de ceux qui accourent à la sainte table, sans avoir aussi son *laissez-passer*? Etrange dérèglement du cœur humain! On craint pour l'affaire du salut de rapporter des écrits; et pour avoir du sel, toucher des rentes, acquérir une charge, cette formalité ne coûte rien.

Par rapport aux tribunaux : que diroit-on d'un demandeur qui paroîtroit en justice sans établir sa demande par écrit, et sans avoir fait signifier au défendeur copie des titres qui la fondent? On le plaindroit d'ignorer la disposition de l'ordonnance de 1667, et par provision, on le debouteroit de sa demande avec dépens. Dans les tribunaux ecclésiastiques, on n'est pas plus complaisant sur cet article; et cet exemple est d'un grand poids. L'officiel ne s'en rapporte point à la déclaration des plaideurs. En faudroit-il davantage pour faire connoître le véritable esprit de l'Eglise? Ces réflexions sont décisives en faveur des billets de confession. Le fidèle qui se présente à la sainte table, ou le malade qui demande le saint viatique, est sans con-

credit un demandeur, et le ministre de l'Eglise un défendeur. On peut dire même que les contestations qui s'élèvent depuis quelque temps sur ces matières, dans lesquelles le ministère des huissiers devient fort à la mode, favorisent assez cette idée. Or, si le fidèle est demandeur, qu'il remplisse donc les engagements que sa qualité lui impose; qu'il fasse donc paroître le seul titre vraiment justificatif de son droit et de sa demande, c'est-à-dire le billet de confession.

Enfin, que ceux qui craignent de subir la loi des billets consultent les ordonnances, et surtout la célèbre déclaration du 8 mars 1712. Ils apprendront qu'il y est défendu aux médecins de voir les malades, si, deux jours après qu'ils les auront avertis du danger de leur état, lesdits malades ne leur représentent pas un billet de confession (1). Tout l'univers a applaudi à une loi si sage; et c'est un sujet éternel de regrets et de larmes, qu'une si salutaire ordonnance soit demeurée sans exécution.

Qui peut, en effet, se dispenser de reconnoître que ce n'est pas pour ceux qui diffèrent ou refusent de se confesser que le Très-Haut a créé la médecine? Qu'il faut non-seulement être en état de grâce, mais en pouvoir donner la preuve, pour avaler dignement une potion purgative, et que les impies, les hérétiques, les pécheurs impénitens n'ont aucun droit aux effets vivifiants de la rubarbe et du séné? C'est donc avec grande raison que la Déclaration de 1712 avoit ordonné de refuser sans miséricorde les secours temporels à ceux qui négligent de se mettre en règle du côté du spirituel. Quelle admirable invention, dont l'effet salutaire étoit de convertir les pécheurs sous peine de la vie, ou de précipiter plus vite dans les flammes éternelles ceux qui ne veulent pas prendre le moyen de les éviter; de faire cesser à leur égard, et jusqu'à leur conversion, toutes les propriétés des remèdes, d'interdire au quinquina le pouvoir d'agir sur la fièvre du corps, lorsque celle de l'âme ne seroit pas guérie par la confession, et de soustraire à cet empire sans bornes, dont la médecine se vante, tous les tempéramens rebelles à l'Eglise!

Donc, puisqu'il est défendu par cette loi aux médecins de déferer à la simple déclaration du malade, et que sur le défaut d'exhibition du billet de confession, ils sont obligés, sous peine de perdre leur état, d'abandonner un mourant à son malheureux sort, à combien plus forte raison les médecins spirituels doivent-ils exiger ces certificats, comme la seule preuve qui soit

(1) « Voulons et nous plaît que tous médecins du royaume soient tenus, le second jour qu'ils visiteront les malades attaqués de fièvre ou autre maladie, « qui par sa nature peut avoir trait à la mort, de les avertir de se confesser, ou « de les en faire avertir par leurs familles..... Défendons auxdits médecins de les « visiter le troisième jour, s'il ne leur apparoit un certificat signé du confesseur « qu'ils ont été confessés... à peine, pour la première fois, de 300 livres d'amende; « pour la seconde, d'être interdits de toutes fonctions pendant trois mois; et « pour la troisième fois, d'être déchus de leurs degrés, rayés du tableau des « docteurs, et privés pour toujours du pouvoir d'exercer la médecine en aucun « lieu de notre royaume. » (*Déclar. du 8 mars 1712.*)

admissible. Quelle étrange contradiction dans nos mœurs, s'il étoit permis de prendre moins de précautions pour administrer les sacremens que pour ordonner des apozèmes !

Les certificats de confession procurent à l'Eglise les plus précieux avantages. Les supplians se flattent de l'avoir démontré par le détail succinct qu'ils viennent de faire. Mais, SIRE, tout ce qu'ils ont dit suppose que ces billets seront donnés et reçus sans fraude ; qu'ils auront une date constante ; et que ces écrits, qu'on peut appeler des *brekets* de salut, ne deviendront pas l'objet d'un trafic bas et mercenaire.

La corruption des meilleures choses est la pire ; il y a longtemps qu'on l'a remarqué. S'il arrivoit donc qu'un sordide intérêt fit commettre, sur la matière dont il s'agit, de honteuses prévarications, combien les suites n'en seroient-elles pas affligeantes ! On viendrait de toutes parts affronter les ministres de l'Eglise, en leur présentant, comme des passeports pour le ciel, des écrits fabriqués par l'avarice et l'imposture.

Or le seul moyen de prévenir des abus si dangereux, est d'ordonner que les certificats de confession seront écrits sur du papier timbré et sujets au contrôle.

Il est d'abord d'une conséquence infinie de leur donner une date constante. Cette précaution, que l'on prend pour la plupart des actes qui se passent dans la société, semble être encore plus nécessaire pour les billets de confession. Quoi ! s'il faut demander à son prochain le paiement d'un billet échu, on est obligé de faire contrôler cet acte sous seing privé ; on n'oseroit paroître en justice sans avoir satisfait à cette formalité ; une assignation dénuée du contrôle, seroit un monstre dans l'ordre judiciaire. Et il seroit permis à un chrétien de se présenter à la table sainte, ou d'exiger le saint viatique avec un billet de confession non contrôlé ! Il faudra que les ministres du Seigneur administrent les sacremens à ce fidèle, sans autre lumière sur la véritable époque de son absolution que le témoignage d'un acte dont la date est incertaine ! Il faudra, au mépris des règles les plus constantes, que cet écrit passé entre deux personnes fasse foi contre un tiers, et soit obligatoire contre lui sans être revêtu d'aucun caractère d'authenticité ! Voilà donc la carrière ouverte aux fraudes les plus pernicieuses. Des moines séduits par l'intérêt, donneront quittance de péchés qui ne seront point encore échus, et les porteurs hypocrites de ces billets, dont la date sera anticipée, viendront commettre au pied des autels un stellionat caractérisé, en déclarant franche et quitte une conscience surchargée de dettes postérieures au faux certificat ! Peut-on soutenir l'idée de pareils abus ?

Le contrôle prévient ces stellionats spirituels ; mais il empêche encore qu'on ne fasse de ce certificat de confession des billets au porteur ; que des gens peu instruits ou mal intentionnés n'en disposent à titre de prêt, de

vente ou de louage ; en un mot, qu'il ne s'introduise à l'égard de saint papier un agiot dont la révolution seroit indécente et capable de ruiner bien des consciences.

Il est du bien de l'Eglise comme de l'intérêt public qu'on veille à la conservation des billets de confession, et l'établissement du contrôle obligeant de tenir des registres exacts de ces écrits contrôlés, les billets seront consignés dans un dépôt public. Par là on sera sûr de transmettre à la postérité des monumens de la discipline de l'Eglise du dix-huitième siècle. Qu'il seroit à désirer que cette sage précaution ne fût pas échappée à la piété des premiers pasteurs qui ont exigé les billets de confession ! Leurs successeurs n'éprouveroient pas l'embarras affligeant où ils se trouvent pour prouver l'ancienneté d'un usage si important. Qu'il sera glorieux pour les supplians d'avoir ainsi contribué au maintien de la discipline ecclésiastique, et que leurs bureaux deviennent les archives de l'Eglise et le dépôt de ses titres les plus précieux ! Que répondront les novateurs des siècles futurs, lorsqu'on leur opposera les pieux écrits dont l'existence sera due à la religieuse prévoyance des supplians ?

A ces motifs si judicieux, les supplians en joindront un qui est encore plus particulièrement de leur compétence : il est tiré du profit immense que cet établissement doit procurer à VOTRE MAJESTÉ. Tout financier qui a l'esprit de son état et l'amour du bien public à cœur s'occupe avec un zèle infatigable à découvrir de nouveaux moyens d'augmenter les revenus de VOTRE MAJESTÉ. Et quel projet pourroit remplir plus dignement une si grande vue, que celui du contrôle des billets de confession ? A juger du produit par le nombre des confessionnaires et des fidèles qui les fréquentent, on peut raisonnablement se flatter d'un émolument fort honnête. Mais ce qui est vraiment admirable, c'est que cette augmentation de revenus que les supplians proposent à VOTRE MAJESTÉ aura pour fondement la sainteté de vos sujets. Plus cette sainteté sera constante, plus elle sera générale et plus le bénéfice résultant du contrôle sera considérable. Il étoit réservé aux supplians d'imaginer un système qui établit un accord si heureux entre le sacerdoce et l'empire.

La confession, comme les supplians l'ont démontré, est de précepte pour tout le monde, sans distinction de personnes ni de consciences. Voilà donc tous les sujets de VOTRE MAJESTÉ obligés d'user des billets de confession, et par conséquent de les faire contrôler. Quelle source d'abondance pour la caisse du trésor royal ! Il n'est point d'impôts plus solides ni mieux imaginés que ceux qui se perçoivent sur les choses les plus communes et les plus nécessaires. Les droits des aides, les tributs qu'on exige sur les denrées qui entrent dans la Ville ont pour base cette grande maxime. S'il étoit possible de l'étendre jusqu'à l'air qui entre dans les poulmons, les

choses n'en iroient que mieux ; c'est une réflexion que nous faisons dans une de nos dernières assemblées. Puis donc que, comme on n'en peut douter, la généralité d'un impôt est la juste mesure du bénéfice qu'il doit produire, quels avantages n'a-t-on pas droit d'attendre du contrôle des billets de confession ?

Ces billets une fois assujettis au contrôle donneront lieu à d'autres actes, sujets par leur nature à la même formalité. Qu'un fidèle, par exemple, qui se sera confessé sans fraude, essuie un refus de billet de la part du prêtre qui l'aura entendu : et que ce prêtre, par caprice, mauvaise humeur, ou sur des motifs secrets, s'obstine à ne pas signer le certificat, il ne sera pas juste qu'un pauvre chrétien, qui a fait tout ce qui dépendoit de lui pour se mettre en règle, soit honteusement privé des sacrements. Aussi bien fondé à se plaindre de ce déni de billet qu'un bénéficiaire à se pourvoir contre un refus de *visa*, il sera donc autorisé à faire des sommations au confesseur pour se faire délivrer une attestation légitime. Or ces sommations sont soumises à la loi du contrôle. La ferme y trouvera son compte, et ces incidens produiront un casuel qui ne sera pas à mépriser.

(*La fin au prochain cahier.*)

BIBLIOGRAPHIE.

LA RÉFORME ET LA LIGUE EN ANJOU

PAR ERNEST MOURIN, docteur ès lettres, professeur d'histoire au lycée impérial et à l'école supérieure d'Angers. Un vol. in-8° (1).

Grâce aux travaux dont notre histoire a été l'objet dans les trente dernières années, on peut dire, malgré une protestation récente, que son caractère général est à présent déterminé. Le monument, du moins, semble assez avancé pour qu'on puisse en saisir les lignes principales et l'ensemble.

Mais si notre histoire, vue de Paris, je veux dire du milieu des grands événements et des institutions générales, est déjà d'un dessin assez net, il faut bien des choses encore pour donner la couleur vraie, mettre au point le portrait des acteurs et achever le tableau qui d'ailleurs ne s'achèvera jamais, parce que chaque génération apporte des révélations nouvelles et

(1) Nous empruntons le compte rendu qu'on va lire de cet ouvrage à la *Revue de l'Instruction publique* de Hachette (n° du 1^{er} janvier 1857). On y retrouve ces vues neuves et élevées qui caractérisent les excellents cours d'histoire de M. Duruy, et l'on comprend la supériorité d'un enseignement général qui fait ainsi son profit de tous les travaux partiels, et se retrempe sans cesse aux sources vives des documents originaux.

acquiert une expérience plus grande, comme le voyageur qui gravit une colline et dont l'horizon s'élargit à mesure qu'il avance.

Nous avons donc surtout besoin aujourd'hui de l'étude patiente des détails, de bonnes histoires de provinces, de villes, de personnes. C'est un travail de ce genre que M. E. Mourin vient de publier. Nous ne connaissons bien la Ligue qu'à Paris, il nous la montre à Angers.

L'auteur est-il protestant, est-il catholique? Son livre ne m'en dit vraiment rien, et je l'en félicite. Mais je vois bien qu'il n'excuse le mal nulle part et qu'il approuve le bien partout. Il n'est évidemment pas de la nouvelle école, qui, répondant à un excès par un autre, estime que l'historien doit être passionné.

Son ouvrage, fait avec des documents angevins patiemment interrogés et dont plusieurs sont inédits, est bien conduit, bien présenté, avec un style d'une bonne facture, clair et net; et ce n'est point la faute de l'auteur si, à part l'intérêt de curiosité qui s'attache toujours aux récits d'une histoire locale, le profit pour l'histoire générale est peu considérable. M. Mourin raconte et n'invente pas. Il a bien cherché et nous donne ce qu'il a trouvé. Il ne pouvait faire davantage. Au reste, avec les faits que nous possédons déjà, le tableau de cette commune angevine qui ressemblait à beaucoup d'autres de ce siècle, permet de conclure du particulier au général. En connaissant bien les bourgeois d'Angers, on connaît un peu ceux du reste de la France.

Sur les bords de la Maine, comme sur ceux de la Seine, ce sont les mêmes passions. Il y a des violents et des furieux; mais il y a bien plus de pacifiques. A Paris, ceux-ci ne se montrent qu'aux premiers et aux derniers jours, avec L'Hôpital et Henri IV; à Angers on les voit pendant toute la crise, quelquefois écartés, mais revenant bientôt et faisant toujours sentir leur influence modératrice. Plus d'une fois la bourgeoisie angevine empêcha le sang de couler à flots dans la cité, et il ne tint pas à elle que les *Noces vermeilles* de Paris n'y fussent point fêtées. La Saint-Barthélemy fut à Angers une surprise et n'y dura qu'un matin.

Ce fut un agent du duc d'Anjou, qui, dès le 26, le surlendemain du meurtre de Coligny, envoya l'ordre aux gouverneurs de Saumur et d'Angers, le comte de Montsoreau et le seigneur de la Tousche, de faire main basse sur les protestants de ces deux villes. Le second fit la sourde oreille et ne sortit point de son château; mais le premier, digne lieutenant de l'auteur des *Matines de Paris*, égorga tout à Saumur, puis courut à Angers, et, voyant la froideur de son collègue, se chargea d'agir pour lui. Nous laissons ici parler M. Mourin :

« Dès la pointe du jour (29 août), il ordonne de fermer les portes de la ville ; puis il se rend au *logis du Chaperon rouge*, dans le voisinage du château. Il espérait y trouver un des gentilshommes les plus considérables de la religion, La Barbée. Mais le calviniste avait été prévenu et s'était évadé ; il laissait au logis son frère malade et alité, le croyant exempt du péril comme un soldat blessé que l'ennemi respecte même dans la fureur d'un assaut. Montsoreau, qui ne venait pas pour combattre, mais pour égorger, assassine le malade dans son lit. Il court ensuite dans la maison du ministre nommé La Rivière. Ils étaient depuis longtemps en relations d'amitié. En entrant, le comte salue affectueusement la femme du ministre, et, sur son indication, il rejoint son mari dans le jardin. Il l'aborde, l'embrasse avec effusion, puis lui dit brusquement : « J'ai ordre du roi de vous tuer sur-le-champ. » Le malheureux demande quelques instants pour recueillir devant Dieu ses dernières pensées : Montsoreau y consent et le fait ensuite tomber à ses pieds. Il va de là tuer deux autres ministres, de Coulaine et Delauney.

« Cependant le bruit de ces exécutions se répand rapidement dans la ville. Les catholiques prennent les armes et descendent sur les places et dans les rues « se marquant de la croix blanche à leurs chapeaux. » Montsoreau, déjà couvert de sang, anime la populace. Les cadavres sont traînés à la rivière ; on poursuit les huguenots de maison en maison ; le tocsin sonne dans les tours des églises. »

Mais la bourgeoisie ne se mettait pas du mouvement ; les magistrats accourent, s'interposent, et Montsoreau est obligé de consentir à suspendre le carnage. On publie à son de trompe, par toute la ville, que les huguenots aient, sous peine de mort, à se présenter aussitôt, et sans armes, au palais, où ils sont emprisonnés : ce qui, pour l'heure, les sauvait. Cependant la populace et les soldats, mis en goût, auraient bien voulu aussi un peu piller, un peu ravager. On les arrête. Défense, sur la vie, de toucher aux biens, aux meubles des protestants, même de mettre à rançon ceux qui vivent encore. On s'étonne de cette mansuétude ; bientôt tout s'explique. Un agent du prince arrive avec l'ordre pour le maire et les échevins de rassembler et mettre en lieux sûrs les meubles des huguenots ; « et là où il a été caché et retiré des biens desdits huguenots, faites-en faire la recherche, car Monseigneur en pourra bien faire plus de cent mille francs. » Nous savions que le massacre était pour quelques-uns une spéculation politique, et pour les coupe-jarrets une occasion de vol ; nous ne savions pas qu'il était encore, pour les chefs, une bonne affaire. Il n'est pas mal que l'ignoble se mêle, en cela, à l'infâme ; du moins n'excusera-t-on plus le meurtre par l'ardeur de la foi : la Saint-Barthélemy était aussi un coup de Bourse.

Le livre de M. Mourin est une œuvre d'érudit, non d'artiste préoccupé surtout de la vivacité des couleurs; cependant, il y a une figure de capitaine calviniste qui est si nettement dessinée par les faits eux-mêmes, ce qui est pour l'historien la seule et bonne manière de peindre, que je veux vous la montrer. C'est, d'ailleurs, le portrait de beaucoup de gens de ce temps-là.

En 1562, lors de la première prise d'armes du prince de Condé, les huguenots s'étaient emparés d'Angers; les catholiques le reprirent, et comme à leur tête était le duc de Montpensier, celui que Charles IX appelait plus tard « un boucher et un brutal, » la réaction fut sanglante. Outre ceux qui furent tués dans le combat, le chroniqueur catholique de la ville énumère dix massacres, trois noyés, un roué, six décapités et trente-deux pendus. La férocité des hommes de ce temps savourait lentement la vengeance, et on diversifiait les supplices, comme un jour de fête on multiplie les spectacles.

La soumission d'Angers entraîna celle de la province. Desmarais n'en voulut pas sortir; il s'enferma avec 30 soldats dans le château ruiné de Rochefort. Montpensier y courut. Une attaque de vive force ayant échoué, il fallut un siège en règle. Desmarais le trouble par des sorties fréquentes. Mais il a peu de monde, peu de poudre et de vivres; il traverse les lignes ennemies, et court à Saumur pour en chercher. On veut le retenir en lui montrant sa perte assurée: « J'ai promis, dit-il, d'aller mourir avec eux; » et il retourne avec 30 soldats. Ceux-ci s'effrayent et l'abandonnent. Desmarais n'en continue pas moins sa route, traverse encore une fois le camp catholique, et rentre dans sa place.

Cependant Montpensier a mis toute la province à contribution, et fait venir du canon de Nantes. Une large portion de ces vieux murs est bientôt par terre. On donne l'assaut. Mais Desmarais couronne la brèche avec les soldats qui lui restent; il oppose aux assaillants ce que le poète ancien préfère aux plus fortes murailles, de vaillantes poitrines. Les catholiques sont repoussés et jonchent de leurs morts le pied du retranchement. Montpensier recourt au canon et fait battre la place huit jours durant. Pour ce temps-là et pour de telles murailles, c'était beaucoup. Il ne reste plus rien debout dans le fort, et à peine un homme valide. Les assiégés demandent à capituler. Comme le duc exige qu'ils se rendent à discrétion, Desmarais refuse et se prépare à son dernier combat; mais il a près de lui son plus jeune fils; le cœur du farouche soldat s'émeut à la pensée de cet enfant égorgé. Il le porte sur la muraille; il appelle un de ses anciens amis qui sert sous Montpensier, et qui a été le parrain de son fils; il lui donne l'enfant, après avoir fait jurer à celui-ci, avec les plus grands serments, de ne se laisser jamais faire catholique. L'assaut recommence. Un traître ouvre une poterne; tous les huguenots sont massacrés. Desmarais, réfugié dans une tour avec un seul homme, s'y défend encore et ne se rend qu'après avoir tiré son dernier

coup. On lui avait promis la vie sauve. Montpensier n'estime pas qu'on doive tenir parole aux hérétiques ; il le traîne à Angers, et, après lui avoir rompu les membres sur une croix, le fait attacher sur la roue. L'indomptable secrétaire y lutta douze heures contre la mort et les insultes d'une lâche populace.

Mais pour quelques hommes héroïques que suscitent les guerres civiles, que de bandits elles encouragent, qui prennent n'importe quel drapeau, et abritent derrière lui leurs passions mauvaises et leurs crimes. Je ne dis pas que ce mot convienne précisément aux Saint-Offange, qui, pendant neuf années, furent la terreur du pays, et qui tinrent contre le roi, jusqu'au 1^{er} mars 1598, le château de Rochefort. Mais qu'on lise le traité fait par eux avec Henri IV, curieuse pièce que la *Revue de l'Anjou* a publiée : on y verra les Saint-Offange énumérer eux-mêmes leurs méfaits, afin de s'en assurer bonne et pleine rémission. Ils ont beau adoucir les termes, atténuer les choses, ce qu'ils en disent est encore à faire frémir. Les vols de deniers et de vivres, les prises de marchands et de marchandises, les pillages de châteaux, les saccagements et brûlements de villages n'y sont que peccadilles ; les meurtres, pendaisons, exécutions à mort abondent, même égorgements de femmes et d'enfants ; seulement ici, les Saint-Offange, quelque peu pressés, non par les remords, mais par un reste de pudeur, disent que ces femmes et ces enfants avaient été tués au préche « par inadvertance. »

Cela aussi, l'inadvertance comprise, est l'histoire fidèle de beaucoup d'hommes de cette époque, dans les deux partis. Aussi, quand on vient de passer quelques heures avec de pareilles gens, même dans une province où les passions furent relativement adoucies, on éprouve le besoin de se féliciter de n'avoir pas vécu dans ces temps abominables, dont le bilan, dressé par un contemporain, est, même avant la Ligue, en 1580, neuf villes rasées, deux cent cinquante villages brûlés, cent vingt-huit mille maisons détruites, huit cent mille personnes enlevées par la guerre et par les massacres.

Il y a une chose dont je n'ai jamais pu me rendre compte : je vois bien comme on mourait en ce temps-là, mais je ne vois pas comment on y pouvait vivre, comment le paysan consentait à labourer, à semer, quand sa moisson était si souvent mangée en vert par les uns, fauchée par ceux-ci, brûlée par ceux-là. M. Mourin me donne la réponse. Maintes fois on trouva des hommes morts sur les chemins ayant encore la bouche pleine du foin dont ils avaient essayé de se nourrir.

Et penser que tout cela fut en pure perte, que tant de sacrifices étaient inutiles ! Il y a des biens qu'on ne saurait payer trop cher ; mais celui qu'on trouva au bout, on l'avait sous la main au départ. A l'origine, en effet, il y eut plus de malcontentement que de huguenoterie dans l'affaire. On y mit du sang ; il coula à flots pendant trente-six années, après quoi, les furieux

s'étant usés, à raison même de leur violence, les modérés prirent leur place, et Henri IV ramena la France par l'édit de Nantes au point où L'Hôpital avait voulu l'arrêter par l'édit d'Amboise. Quelques hommes de moins dans l'État, et de si affreuses calamités étaient probablement évitées.

M. Mourin n'a pas seulement tracé le tableau de la lutte des deux partis religieux dans l'Anjou, il a aussi étudié patiemment la vie intérieure de la commune angevine; et, comme il arrive toujours avec les travaux consciencieux, il y a à tirer aussi de cette partie de son livre un enseignement, c'est que la France avait déjà une classe bourgeoise toute formée, pas assez forte pour imposer à elle seule la paix aux partis contraires, mais l'étant assez déjà par ses richesses, ses lumières et sa modération, pour qu'un gouvernement intelligent pût s'aider d'elle contre les rancunes féodales de l'aristocratie, aussi bien que contre les violences désordonnées des masses populaires encore trop ignorantes. Je ne crains pas, en parlant ainsi, de m'avancer trop, car je me souviens que seize années après l'époque où s'arrête le livre de M. Mourin, les députés du tiers, aux états de 1614, demandaient presque toutes les grandes réformes de 1789. Voyez ce qui serait arrivé de la France si Richelieu, reconnaissant cette force et cette intelligence qui se révélaient, s'était appuyé sur la classe qui devait attirer toutes les autres, au lieu de faire prendre à la royauté, comme il le fit, son point d'appui en elle-même, c'est-à-dire dans le vide.

J'aurais bien certaines chicanes à faire à M. Mourin sur quelques points secondaires, mais je ne veux que le remercier de tout ce qu'il m'a appris sur son pays et souhaiter que cette histoire de la commune d'Angers au XVI^e siècle devienne une histoire générale de la cité, qui, à toutes les époques, a joué un rôle important dans notre histoire. Peut-être sommeille-t-elle à cette heure; mais avons-nous le droit de le dire quand elle vient de nous donner une gloire de plus, son grand statuaire, dont M. Hippolyte Durand a tout récemment raconté la vie et les travaux, avec une ardeur contenue pleine de charme et d'élégance. Je vois par leurs titres que M. Mourin et M. Durand appartiennent au lycée de la ville. C'est une promesse que la jeune université d'Angers fait à l'ancienne, de faire revivre sa vieille et bonne renommée.

V. DURUY.

Errata. — Page 80, ligne 40, *lisez* : d'une maison du Béarn transplantée dans le pays de Foix...

Page 84, ligne 19, *lisez* : par la branche féminine de Florensac... — ligne 21, *lisez* : le *maréchal de la Croisade*...

Page 85, ligne 23, *lisez* : Jean, petit-fils de Gui...

Page 93, ligne 34, *lisez* : relevait des seigneurs...

Page 97, ligne 14, *lisez* : le capitoul Mallet de Belpech...

PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS. —
RÉPONSES A DES DEMANDES DE RECHERCHES ET NOUVEAUX APPELS. — AVIS
DIVERS, ETC.

Tournée de M. J.-P. Hugues en Hollande et en Belgique, pour y faire connaître l'œuvre historique et rechercher des matériaux. (Suite.)

2° Amsterdam. — 3° La Haye. — 4° Leyde. — 5° Harlem. Lettre du pasteur Boyer au synode d'Arnheim (1684). — 6° Utrecht. — 7° Dordrecht. — 8° Bruxelles. — 9° Anvers.

2° Amsterdam.

De Rotterdam je me rends à Amsterdam. C'est la ville de Hollande où nos malheureux devanciers s'établirent en plus grand nombre, à l'époque néfaste de la révocation de l'Edit de Nantes... C'est dans cette cité, par conséquent, que je puis espérer recueillir le plus de souvenirs, découvrir le plus de matériaux, et provoquer le plus de sympathies en faveur de notre Société.

Quelques minutes après mon arrivée, je vais frapper aux portes de mes collègues les pasteurs wallons... M. Chavannes est absent; on l'a envoyé en Suisse pour le rétablissement de sa santé. M. Guye est occupé; mais MM. Mounier et de Chauffepié, membres de la Société, m'accueillent avec une obligeance extrême, et me prodiguent les mêmes bons offices que j'ai reçus de M. Réville à Rotterdam. Dirigé par leurs conseils, et par ceux de l'honorable M. Kœnen, aussi notre confrère; présenté par eux et par l'excellent M. Weyrens, recteur du Gymnase; conduit la plupart du temps par M. Chavannes fils, candidat au saint ministère, j'ai visité successivement les bibliothèques publiques et particulières, les archives de l'hôtel de ville, du consistoire, du diaconat; j'ai été introduit auprès de diverses familles issues de réfugiés, et j'ai tenu une conférence publique dans la salle d'un casino appelé *les Armes d'Amsterdam*.

Les bibliothèques que j'ai visitées sont celles de la Ville, — de l'Académie des sciences. — des Remontrants, — des Memnonites. Elles sont riches en ouvrages divers, mais non pas en raretés bibliographiques, au point de vue de l'histoire et de la théologie du protestantisme français; les livres de cette sorte que j'y trouve, se voient dans toutes les bibliothèques... Point de

manuscrits, point de matériaux inédits,... pas un document que je puisse noter sur mes tablettes, ou dont je puisse faire quelque extrait profitable.

Mais ce que je ne découvre pas dans ces bibliothèques, je le rencontre dans celle de M. Van Woortz, l'un des pasteurs de l'Eglise hollandaise. Ce digne frère me fait les honneurs de sa riche collection de livres avec une complaisance parfaite.

Entre autres ouvrages imprimés qui se trouvent dans cette immense bibliothèque, j'ai remarqué les suivants :

- Les dernières admonitions de messire Balthazar Gerbier, chevalier, à ses filles Elizabeth et Suzanne, retirées dans un monastère des religieuses anglaises, à Paris. — Ses réponses à leurs lettres; — sa plus particulière et dernière déclaration; — sa dernière sémonce; — la réponse des dites filles à icelle sémonce; — sa prière à Dieu, et sa lettre à Madame de Liancour; — comme aussi celle de monseigneur l'archevêque de Paris; — y jointe une admonition à Jacques, Georges, Charles, Catherine, et Débora Gerbier..... Sans date, et sans nom de lieu, 1 vol. in-4°, avec le portrait de l'auteur.
- Mémoire d'un Protestant condamné aux galères de France pour cause de religion, écrits par lui-même. — Ouvrage dans lequel, outre le récit de l'auteur, depuis 1700 jusqu'en 1713, on trouvera diverses particularités curieuses relatives à l'histoire de ce temps-là, et une description exacte des galères, et de leur service. A la Haye, nouvelle édition, 1 vol. in-12, 548 pages.
- Réponse à M. l'Evesque de Meaux sur sa lettre pour relever la foi de ceux qui sont tombés. Cologne, Pierre Marteau, 1686, 1 vol. in-12, 324 pages.
- Réponse à la lettre de monseigneur l'Eveque de Meaux pour exhorter ceux qu'il appelle *nouveaux convertis* de son diocèse à faire leurs pâques. Amsterdam, Pierre Savouret, 1686, in-18, 1 vol. 129 pages.
- Lettre de M de Soustelle, ministre du saint Evangile, à M. Gronin, archidiaque de Sollogne, au diocèse d'Orléans. 1686, sans nom de lieu, 1 vol. in-18 62 pages.
- Histoire des souffrances du bienheureux martyr de Louis de Marolles, conseiller du roi, receveur des consignations au bailliage de Sainte-Ménéhould, en Champagne. La Haye, 1699, 1 vol. in-12, 150 pages.
- Modeste déclaration de la sincérité et vérité des Eglises réformées de France, opposée aux invectives de messieurs l'Evesque de Lusson; Scalar, prieur de Beu; Raconis, professeur en théologie; Pitard, chanoine de Xaintes; par David Blondel, M. D. S. E. en l'Eglise réformée de Houdau. Sedan, 1619, 1 vol. in-8°, 381 pages.
- Histoire de l'Estat du Pais-Bas et de la Religion d'Espagne, par François de Chesne, ou Driander. A Sainte-Marie, par François Perrin, 1558, 1 vol. in-8°.
- Discours des vraies raisons pour lesquelles ceux de la Religion en France peuvent et doivent en bonne conscience résister par armes à la persécution ouverte que leur font les ennemis de la Religion et de l'Estat. — Où est répondu au libelle intitulé : Avertissement à l'Assemblée de la Rochelle 1622, in-8°.
- Les Actes de l'Assemblée nouvellement tenue à Nismes par les députés des Eglises du Languedoc, Dauphiné, Sevenes, Hault et Bas-Vivarais, contre M. de Chastillon. Sans nom de lieu, 1622, 1 vol. in-12. — La susdite ordonnance a esté leue en la maison consulaire de Nismes, et publiée aux carrefours, le 21 du dit mois. Bruguier, secrétaire.

- Méditation d'un Advocat de Montauban, sur les mouvemens de ce temps. 1622, in-8° en vers, 14 pages.
- Méditation de l'hermite Valeriau, de bon normand en vieux gaulois, par un pèlerin du Mont-Saint-Michel, en faveur de tous bons François. 1621, sans nom de lieu, in-12, 32 pages.
- Manifeste anglois adressé aux Réformés de France, sur les troubles et divisions de ce temps; sur la copie imprimée à Londres par Georges Bichops. 1621, in-12, 22 pages.
- Révélation de maistre Guillaume, estant une nuit au grand couvent des Cordeliers de Paris. Sans date et sans nom de lieu, 22 pages.
- Le Toesin au Roy, à la Royne régente mère du Roy, aux princes du sang, à tous les parlemens, magistrats, officiers, et bons et loyaux sujets de la couronne de France : contre le livre de la Puissance temporelle du Pape, mis naguère en lumière par le cardinal Bellarmin, jésuite ; par la statue de Memnon avec permission du bon génie de la France. (*Notate verba. — Signate mysteria. — Ecce enim mysteria vobis dico.*) On le vend à Paris, à l'enseigne de la Quadrature du Cercle, en la rue du Tonneau des Danaïdes. 1610, in-12, 45 pages.

Voilà des bouquins assez rares et précieux. Mais ce qui est plus rare et plus précieux encore, c'est un volumineux recueil de *quatre cent quarante-neuf* pièces manuscrites, presque toutes originales, se rapportant à l'histoire de la Réforme en Europe, et plus particulièrement en France. Ce recueil se compose de 4 grands volumes in-folio, et les dates des pièces qui y sont contenues remontent à 1497 et vont jusqu'en 1632. Afin de faire apprécier à sa juste valeur cette importante collection, j'en ai transcrit la table des matières, que je me propose de vous communiquer.

Comme je l'ai déjà annoncé, il m'a été permis de pénétrer dans les Archives de la ville d'Amsterdam, du Consistoire et du Diaconat wallon, et d'y compulser les registres et les papiers qui entraient dans le cadre de mes investigations. Dans les archives de la Ville, j'ai remarqué les documents qui suivent :

- Un registre dans lequel le bourgmestre et les échevins ont fait inscrire les noms des personnes qui, après examen sommaire, ont été reconnues pour réfugiées, en suite du décret des Etats de Hollande concernant la naturalisation des réfugiés, à la date de 1709.
- Un registre contenant les comptes des loteries qui ont été tirées en faveur des réfugiés; 1796.
- Compte de l'entretien des réfugiés français, en 1786.
- Un Mémoire concernant le même objet, en 1752, avec pièces détachées.
- Diverses pièces concernant les pasteurs réfugiés français.
- Dénombrement des Protestants réfugiés de France à Amsterdam, avec les nouvelles fabriques et manufactures qu'ils y ont établies depuis 1681.
- Recueil de pièces depuis janvier 1702, relatives à des secours accordés par la ville à des troupeaux wallons.
- Liste des pauvres Français, étant des réfugiés arrivés pauvres, et alimentés sur l'ordre de la Régence (Bourgmestre), après un examen convenable, ainsi

que leurs enfants, qui n'ont cessé d'être pauvres, et qui le sont encore, en 1752. 2 vol. in-folio.

- Recueil d'indications de diverses pièces se rapportant à des correspondances entre la Régence, le Consistoire et le Diaconat wallon, relativement à l'alimentation, en 1690.

Il résulte de ces diverses pièces que le Diaconat wallon, en 1690, distribua cent mille florins (210,000 francs) pour l'alimentation des réfugiés et pour le traitement de leurs pasteurs... Antérieurement, cette dépense ne s'élevait qu'à 40,000 florins (84,000 francs).

Tous ces documents sont autant de matériaux précieux pour l'histoire des Eglises du refuge.

Les archives du Consistoire contiennent également des documents d'un intérêt incontestable. Voici ceux qui ont le plus attiré mon attention :

- Papiers concernant les Eglises du Palatinat, Ottersberg, etc.
- Papiers et documents concernant M. Broca et l'élargissement de M. d'Olivat, 1780.
- Diverses lettres de 1637, et de dates plus anciennes aux pasteurs et anciens assemblés en synode à Amsterdam.
- Livre du Consistoire de l'Eglise de Riez, Romoles et annexes en Dauphiné, depuis 1625 jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes, avec d'autres papiers concernant cette Eglise; remis par M. Gaudemar, réfugié.
- L'Ancienné correspondance de Jean Peyran.
- Noms et surnoms des ministres, 1585.
- L'ordre ecclésiastique observé en l'Eglise wallonne.
- Le Livre des prisonniers pour cause de religion.
- Le Livre et les papiers pour la cause des galériens.
- Livres des actes du Consistoire d'Amsterdam, depuis 1581 jusqu'à ce jour. 16 vol. in-folio.
- Livre des membres de l'Eglise. 8 vol. in-folio.
- Livre des baptêmes, depuis 1581. 20 vol. in-folio.
- Actes des Synodes wallons, depuis 1563 jusqu'en 1810; et des *Réunions* qui, depuis, ont succédé aux Synodes. 16 vol. in-folio.

Les archives du Diaconat wallon sont déposées dans ce local où le corps ecclésiastique tient ses séances, et où il a établi son école dite *diaconique*. Qu'il me soit permis de rendre un hommage mérité à l'ordre parfait, à la propreté exquise qui règnent dans toutes les dépendances de cette maison diaconale; sans exagération, les palais des rois ne sont pas tenus avec plus de soin.

La salle qui contient les archives est garnie de vastes placards où sont renfermés les nombreux registres (anciens et nouveaux) de l'administration diaconale. L'inventaire en a été dressé par M. Pauly, ancien président de la diaconie et descendant d'une famille de réfugiés. J'ai parcouru attentivement ce volumineux inventaire, et j'ai trouvé un article très détaillé sur l'histoire des loteries qui furent tirées, à l'époque du grand refuge, en 1686, pour subvenir aux besoins des nombreux réfugiés qui s'étaient retirés à

Amsterdam. Comme pièce à l'appui, l'auteur de cet inventaire a joint l'ouvrage de *Grégoire Leti*, réfugié. Cet ouvrage a pour titre : *Loteries temporelles et spirituelles*, 2 vol. in-12, Amsterdam, 1793. Guillaume Leti se livre, dans cet écrit, à une critique amère des loteries spirituelles. Il fut censuré en synode.

J'ai pu constater, par les registres de ce diaconat, qu'en 1693 (dix ans après la révocation de l'Edit de Nantes), le nombre des réfugiés français à Amsterdam s'élevait à :

Réfugiés non assistés	2,483
Enfants de réfugiés non assistés	916
Réfugiés assistés :	982
Enfants de réfugiés assistés	745
Total	5,156

On donnait aux assistés (par jour) un sou et demi (monnaie de Hollande) ; et à 50 nécessiteux de bonne famille, 6 sous de Hollande (par jour), sans compter, pour les uns et pour les autres, les vêtements et le combustible.

Aujourd'hui le diaconat wallon d'Amsterdam n'a pas à pourvoir aux besoins d'un aussi grand nombre de nécessiteux ; néanmoins, tout en se montrant très sévère dans les admissions qu'il prononce, et dans les secours qu'il accorde, il dépense annuellement, en moyenne, la somme considérable de 56,000 florins (117,600 francs), qui se décomposent à peu près de la manière suivante :

	Florins.	Francs.
Subsides. 30 orphelins (filles et garçons).	30,000	(63,000)
70 pauvres pensionnés (colloqués)		
Instruction élémentaire primaire et secondaire des enfants pauvres, depuis 3 ans jusqu'à 20 ans.	41,000	(23,400)
Service sanitaire : médecins, chirurgiens, pharmaciens	2,000	(4,200)
Assistance en argent :	2,000	(4,200)
Assistance en nature (hardes, comestibles, tourbe)	9,500	(19,950)
Dépenses diverses	4,500	(3,150)
Total	56,000	(117,600)

Le diaconat de l'Eglise wallonne d'Amsterdam, quoique relevant du consistoire, m'a paru à peu près indépendant de ce dernier corps ; il administre sous sa propre responsabilité, et ne rend au consistoire aucun compte de ses actes : seulement deux commissaires nommés par le susdit consistoire doivent examiner, à chaque trimestre, la comptabilité de la diaconie.

Le diaconat est, au reste, le corps *actif*, dans toute Eglise wallonne. Composé d'hommes jeunes, intelligents, dévoués, faisant leurs premières armes dans la direction des affaires ecclésiastiques, ils s'appliquent à faire preuve de bonne volonté ; aussi, par l'influence de leur activité, et de leurs bons offices, ils ont acquis presque de la prépondérance, et, comme ils marchent parfaitement de concert, ils font pencher la balance toutes les fois qu'ils prennent part à une délibération.

Le temple wallon d'Amsterdam est très spacieux, il est convenablement disposé, seulement il a conservé une affectation fâcheuse dont les autres édifices religieux, en Hollande, sont affranchis depuis plus de vingt années : il sert de lieu de sépulture pour les membres du troupeau. Encore, si les morts qui y sont enterrés étaient déposés dans des caveaux distincts ; mais il n'en est pas ainsi. On y procède aux ensevelissements d'une manière moins décente et moins hygiénique. On soulève une dalle, on creuse une fosse, au fond de laquelle on dispose une bière ; mais comme l'espace est rare, et qu'il importe de ménager le terrain, sur cette première bière on en dépose une seconde, sur cette seconde une troisième ; jusqu'à ce que le sous-sol du temple soit entièrement garni d'une triple rangée de cercueils ; après quoi les fosses sont successivement rouvertes, les ossements sont transportés dans un vaste ossuaire, et les places sont rendues vacantes et toutes prêtes pour les morts qu'on vient journellement y déposer (1).

J'ai occupé la chaire dans ce vaste temple, mais je n'y ai pas tenu de conférence. A Amsterdam, ces sortes de réunions ont lieu dans de vastes salles, véritables casinos, où l'on se rassemble pour entendre *une suite de lectures* sur quelque sujet de littérature, d'histoire, ou de religion. Le local choisi pour ma conférence avait pour désignation : *aux Armes d'Amsterdam*. Cette réunion avait été annoncée par un des journaux de la ville qui avait publié un long article sur notre Société. En attendant le jour et l'heure fixés, j'ai demandé à être introduit dans plusieurs familles issues de réfugiés français, entre autre celles des messieurs Labouchère (2), des messieurs Boissevaine, des messieurs Wrolik, etc. Dans l'une de ces familles, j'ai vu le portrait religieusement conservé de M. de Brissac, seigneur des Losges, né à Châtellerault, mort pasteur à Loudun en 1667, âgé de soixante-quinze ans. Ce portrait authentique venait de la fille de M. de Brissac qui avait épousé M. Debi ; et la fille de M. Debi l'avait apporté en Hollande, et puis s'était mariée avec M. Van Swinden. C'est la fille de M. Van Swinden, dame très âgée et très respectable, qui m'a montré ce portrait.

Dans la maison de M. Liotard, consul général de Genève et de Sardaigne, j'ai vu également les portraits de deux dames dont l'histoire, qui me fut racontée par Mademoiselle Liotard, me paraît digne d'être rapportée.

Mademoiselle Batally, femme de M. Cognard, originaire de Bordeaux, dame de condition, ne pouvant à l'époque des persécutions suivre la religion réformée à Rouen, se décida à fuir en Angleterre.... Pour y parvenir, elle traita avec le capitaine d'un petit navire, qui la fit cacher à fond de cale, où elle se trouva à côté d'un pasteur qui fuyait également ; on leur avait pratiqué une cachette sous des ballots de marchandises. Au moment de partir, le pasteur demanda à Madame Cognard, comment une femme de

(1) Le sol sur lequel est bâtie la ville d'Amsterdam est un véritable lac de boue ; l'emplacement du temple wallon est la seule partie de terrain qui se trouve sablonneuse. De là l'obligation, en quelque sorte forcée, d'en faire un cimetière, pour ne pas dire un charnier.

(2) Les devanciers de ces messieurs étaient originaires d'Orthez.

sa qualité pouvait se décider à abandonner son pays et ses richesses. « Il n'est rien, dit-elle, que je ne sacrifiasse pour la gloire de mon Dieu. » Bientôt après, un soldat de la maréchaussée entra dans le navire, et voulant s'assurer s'il ne s'y trouvait pas des protestants fugitifs, il plongea son épée dans les ballots des marchandises... La pointe de cette épée pénétra dans le corps du pasteur, qui supporta la blessure sans faire le moindre mouvement et sans pousser un cri; il eut même le soin courageux d'essuyer la lame de l'épée qui l'avait blessé, à mesure que le shire la retirait à lui, afin que les traces de son sang ne décelassent point sa présence, ni celle de la dame cachée à ses côtés. Madame Cognard, arrivée en Angleterre, passa en Hollande et se retira à Delft, où elle vécut du produit de la vente d'un magnifique collier de perles, seul reste de son opulence.

Elle avait eu la précaution d'envoyer auparavant en Hollande ses deux jeunes filles, sous la garde d'une servante catholique. Celle-ci, au moment de franchir la frontière, avait caché ces deux jeunes enfants dans deux grands paniers recouverts de légumes qu'elle allait vendre, disait-elle, au marché voisin. Ce sont les portraits de Madame Cognard et de l'une de ses filles, devenue ensuite Madame Fargues, que j'ai pu voir chez M. Liotard.

En outre de ces souvenirs de famille, et de quelques autres qui présentent moins d'intérêt, il m'a été offert communication de deux volumes in-folio contenant le journal manuscrit de M. Chalmot, écuyer, réfugié d'abord à Berlin, et ensuite en Hollande..... C'est à l'un des descendants de celui-ci, M. Chalmot d'Amsterdam qu'est due cette obligeance (1). M. le pasteur de Chauffepié m'a également confié le journal manuscrit de l'une de ses grand'tantes, Mademoiselle Anne de Chauffepié, contenant les tortures horribles qu'elle eut à endurer pendant plusieurs années, pour pouvoir quitter la France au moment de la révocation de l'Edit de Nantes. Comme ce récit, tout à la fois simple et dramatique, me paraît digne de la publicité, je compte, Monsieur le président, vous le faire parvenir. Dans plusieurs familles issues de réfugiés il m'a été fait mention d'autres manuscrits, dont, faute de temps, je n'ai pu avoir connaissance, mais que certainement leurs possesseurs se feront un plaisir et comme un devoir d'offrir en communication à notre Société, maintenant que celle-ci est mieux connue et favorablement appréciée. J'ai pu juger déjà moi-même à Amsterdam du cas que nos frères de cette ville attachent à notre Association, par les articles qui ont paru à son sujet dans divers journaux de la ville, par le nombre des membres qui s'y sont affiliés, et surtout par l'empressement que l'on mit à venir entendre mes communications, aux *Armes d'Amsterdam*, et par les témoignages très flatteurs de satisfaction qui me furent prodigués, après que j'eus terminé mon allocution. — Il m'eût été fort agréable, et je crois

(1) M. le pasteur de Chauffepié m'a promis des extraits de ces Mémoires pour la Société, et en même temps il se propose de faire un déponillement du recueil des Synodes wallons, pour tout ce qui concerne l'histoire des réfugiés. Ce sera un travail bien précieux, et pour lequel nous aurons de grandes obligations à M. de Chauffepié.

fort utile dans l'intérêt de notre œuvre, de prolonger mon séjour à Amsterdam ; mais le temps pressait, et après y avoir demeuré seulement cinq jours, je pris congé des amis que j'y avais faits, et me rendis à la Haye. Je clôturerai le récit de mon court passage dans la capitale de la Hollande, par le tableau suivant de statistique religieuse :

COMMUNIONS RELIGIEUSES.	NOMBRE DE FIDÈLES.	NOMBRE DE TEMPLES.	NOMBRE DE PASTEURS.	INSTITUTIONS de BIENFAISANCE.	NOMBRE DE SERVICES.
Eglise réf. hollandaise.	160,000	40	26	écoles diac., orphelins et hospices.	2 fois par dim. et tous les jours de la semaine.
— — wallonne ..	4,000	2	4	2 écoles diac., 1 orphelinat, 1 asile de vieillards.	2 fois par dimanc.
— remontrante...	2,500	1	3		Id. Id.
— memnonite....	3,000	1	3		Id. Id.
— luthérienne orthodoxe....	"	2	3	1 école diac., 1 refuge p. les vieill.	Id. Id.
— luthérienne de la Lumière...	"	"	"		
— catholique.....	40,000	18	"		
— janséniste.....	200	1	2		
Israélites.....	32,000	3 synag. gr., 7 petites.			

3° La Haye.

Me voici à la Haye!... Comme chacun le sait, la Haye est le Versailles hollandais... C'est le lieu de résidence de la famille royale, des grands fonctionnaires de l'Etat. C'est le siège du pouvoir parlementaire et du pouvoir exécutif. C'est enfin le théâtre où brilla l'éloquence de notre grand prédicateur Saurin.

A la Haye, le digne pasteur Revel m'a fait la réception la plus cordiale. J'ai trouvé également un grand empressement à me seconder chez MM. Secrétan, pasteur; Mioulet, membre du Consistoire; Caan, conseiller d'Etat; Groen Van Prinsterer, conseiller d'Etat, membre des états généraux; Delprat, avocat; le baron d'Ablain de Giessenburg; M. Mazel, secrétaire général au ministère des affaires étrangères; M. le ministre de la guerre, le baron Forstner Van Dambenoy, etc.

En arrivant à la Haye, je suis avide de détails, de particularités sur le grand Saurin. Je voudrais visiter le temple où il déployait les richesses de son éloquence (1); examiner la maison qu'il habitait; je voudrais toucher les

(1) Dussé-je passer pour un admirateur aveugle de Saurin, je dois confesser qu'il est à mes yeux le premier des orateurs chrétiens des temps modernes, et

pages qu'il a écrites de sa main ; je voudrais être présenté à ses descendants, s'il en existe encore ! Mes vifs, mes ardents desirs ne sont que bien incomplètement réalisés. Le temple où prêchait Saurin a été transformé en église depuis le règne de Louis Bonaparte, qui voulut en faire sa chapelle, à cause du voisinage de sa résidence. Et la porte de cette église s'est trouvée fermée toutes les fois que je me suis présenté pour y pénétrer... La maison habitée par Saurin, impossible de la découvrir. J'ai beau la demander, ceux que j'interroge à ce sujet sont aussi ignorants que moi. Cependant, en compulsant quelques pièces des archives de l'Etat, j'ai trouvé une lettre de Saurin, dans laquelle il parle de sa demeure comme étant au centre de la ville... J'ai appris encore (mais à Leyde après avoir quitté la Haye), par une lettre de M. J. Vernet à Saurin, que celui-ci avait demeuré dans le *Dene Tegel*... Voilà tout ce que j'ai pu découvrir de l'habitation du grand orateur. Quant à ses descendants, personne n'a pu me dire s'il en existe encore... J'ai eu pourtant la satisfaction de tenir entre mes mains un recueil de quelques-unes de ses lettres. Avec quelle religieuse attention j'en ai lu et relu le contenu, avec quel soin j'ai étudié la forme de son écriture ; — écriture droite, vigoureuse, qui annonce une pensée haute et profonde (1). J'ai eu aussi le bonheur de retrouver la chaire du haut de laquelle Saurin électrisait son auditoire, parlant avec autorité aux grands de ce monde, et jetant ses terribles apostrophes à la face de Louis XIV... Cette chaire est simple, étroite et recouverte d'un immense abat-voix comme toutes les chaires hollandaises. Elle est dans le temple wallon actuel. A l'époque où le roi Louis Bonaparte demanda à l'Eglise wallonne de lui céder son temple, en échange de celui qui existe aujourd'hui et qui fut bâti alors, la chaire où Saurin avait prêché pendant vingt-trois ans fut transportée dans le nouveau lieu de culte, et elle s'y trouve encore.

Dans cette chaire, il me semblait qu'aucun prédicateur ne pouvait avoir le courage de se faire entendre !... et pourtant j'y suis monté ; mais, à vrai dire, malgré moi, pour faire acte de courtoisie ; et j'y ai prêché, je l'avoue, avec une telle émotion, que mes facultés en étaient presque paralysées ! Cette chaire, à mon avis, ne devrait pas rester dans ce temple : pour couper court à toutes les comparaisons, dans l'intérêt des auditeurs et des prédicateurs, il faudrait la placer dans une des dépendances de l'Eglise, et réunir autour d'elle tout ce qu'on pourrait retrouver des souvenirs du grand prédicateur qui illustra l'Eglise réformée en général et l'Eglise wallonne de la Haye en particulier. A cette dernière Eglise revient le devoir et l'honneur d'ouvrir une sorte de pieux musée pour recueillir tout ce qui pourrait rappeler Saurin. En vérité, le Musée Saurin offrirait peut-être plus d'intérêt et

que je n'hésite pas à le mettre au-dessus de Fléchier, de Bourdaloue, de Fénelon, peut-être même de Bossuet.

(1) Dans l'opuscule de M. le pasteur Oosterzee, intitulé *Jaques Saurin, une page de l'histoire de l'éloquence sacrée*, traduit dernièrement en français, on trouve à la fin un fac-similé d'un fragment de l'une des lettres de Saurin, qui ont passé sous mes yeux, aux archives de l'Etat.

devrait attirer au moins autant de curieux à la Haye que le Musée japonais !

Dans cette ville, j'espérais également trouver des traces du séjour d'un autre protestant célèbre, sorti, comme Saurin, du midi de la France, cette pépinière des défenseurs de la foi protestante. Je veux parler de Jean Cavalier, le chef des Camisards.

Après avoir fait sa soumission entre les mains du maréchal de Villars, Cavalier, avait pris le chemin de la Suisse et de la Hollande; il s'était retiré à la Haye. Là, il avait demandé aux Etats généraux l'autorisation de lever à leurs frais un régiment, dont il aurait le commandement. Voilà ce que je savais par tous les historiens; mais je désirais découvrir les preuves historiques, officielles du séjour de Cavalier à la Haye, des rapports qu'il eut avec les Etats généraux ! Mes désirs, sur ce point, ont été satisfaits, grâce à l'obligeance de l'excellent M. Backuysen van den Brink, le conservateur des archives de l'Etat; j'ai eu entre mes mains une liasse de pièces se rapportant à la création de ce régiment, que Cavalier avait obtenu du gouvernement hollandais. Parmi ces pièces, j'en ai choisi deux, qui m'ont paru pleines d'intérêt, et qui sont deux longues lettres autographes de Cavalier lui-même, et que j'aurai l'honneur de vous envoyer avec ce rapport.

Aux archives de l'Etat, communication me fut faite également des Mémoires du *colonel* (*sic*) Cavalier, en manuscrit. Est-ce le manuscrit original ou bien une copie de ces mêmes Mémoires imprimés ? Toujours est-il que l'écriture de ce manuscrit ressemble à celle des deux lettres de Cavalier. J'ai lu avec avidité cet ouvrage, dont depuis longtemps je cherchais à me procurer un des exemplaires imprimés; mais, ce que j'y cherchais, je fus bien loin de le trouver ! Pour moi, véritable déception. J'espérais y voir le prophète inspiré, le martyr dévoué, le champion ardent et résolu de la cause protestante, à la parole grave, au cœur simple et modeste ! et je n'y découvris qu'un capitaine railleur, presque gascon, parlant toujours de soi, et ne paraissant guère animé du souffle d'en haut. Non, l'auteur de ces Mémoires n'est pas ce héros des Cévennes, que la tradition populaire a poétisé. Et je suis de l'avis d'Ant. Court, qui, dans son *Histoire des Camisards*, prétend que cet ouvrage, où les erreurs fourmillent, ne mérite aucune confiance et n'a pas été écrit par celui dont il porte le nom !

Au reste, si les Mémoires de Cavalier ne donnent de cet homme célèbre qu'une idée incomplète, j'espère que l'on pourra arriver à la connaissance de tout ce qu'il a fait de remarquable après la bataille d'Almanza (époque où s'arrêtent ces Mémoires); car j'ai appris, en Hollande même, qu'un ancien professeur d'Oxford, M. Gollighty, possède un manuscrit de famille sur Jean Cavalier, avec quelques lettres de ce dernier (1). Je sais, en outre, que les Mémoires de Tindal, écrits sous la reine Anne, font souvent mention de notre héros des Cévennes; et, enfin, M. Backuysen, conservateur des archives de l'Etat, m'a promis de rechercher tous les documents qui pourraient

(1) Au dire de ceux qui m'ont fourni ces renseignements, M. le professeur Gollighty serait lui-même un descendant de Cavalier.

jeter quelque jour sur la vie d'un homme qui joua un rôle si important dans l'histoire du protestantisme français, et qui châtia si sévèrement l'orgueil et l'inhumanité de notre grand roi.

Dans ces mêmes archives de l'Etat, outre tous les documents dont M. Francis Waddington a donné l'indication dans le *Bulletin* (t. III, p. 353-362), et que, par conséquent, je n'ai pas besoin de mentionner, j'ai compulsé la volumineuse correspondance diplomatique de Hope, l'ambassadeur des Pays-Bas, auprès de la cour de Louis XV. En maint endroit de cette correspondance, il est fait mention des protestants français, de leurs tentatives timides pour s'assembler en secret, des persécutions auxquelles ils étaient exposés, et de l'appui discret et indirect qu'ils réclamaient et obtenaient de l'ambassadeur hollandais; mais le temps me manquait pour faire le relevé de toutes ces pièces. Heureusement, M. Mioulet a bien voulu m'offrir son concours, et m'a promis de prendre note et de faire des extraits de tout ce qui, dans cette immense collection, peut avoir un intérêt réel pour nos travaux.

Le même M. Mioulet s'est également chargé de faire le relevé de tous les documents qui, dans la collection *Duncaniana*, présenteront la même importance historique. Un mot sur cette curieuse collection. Elle se trouve dans la bibliothèque de la ville, et elle tire son nom d'un avocat appelé *Duncan*, qui recueillit tout ce qui s'était publié sous la forme de pamphlets et d'opuscules sur les affaires politiques, religieuses et littéraires du temps, depuis le commencement du XVI^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e. Ces pièces diverses, d'un intérêt varié, écrites en hollandais ou en français, sont fort curieuses. La collection entière se compose de 300 volumes au moins. Voici les titres de quelques-unes de ces pièces, dont j'ai pris note en guise de spécimen :

- Lettre d'un protestant prisonnier en France, au mois de juillet 1687, écrite à un de ses amis; — sur la nécessité qu'il y a de détester publiquement sa chute pour s'en relever à salut. A la Haye, chez Abraham Troyel, marchand-libraire dans la grand' salle de la cour, 1687. In-4°, 8 pages.
- Avis de saison à tous les François, tant catholiques-romains que ceux qu'on appelle Nouveaux-Réunis, au sujet des mouvements des Cévennes et des tremblements de terre survenus à Rome et aux environs, en la présente année 1703. — A Andrinople, ville bien gardée. In-18, 98 pages, sans nom de lieu et sans date.
- Voyage d'un François exilé pour la religion, avec une description de la Virginie (*sic*) et le Marylan, dans l'Ainérique. A la Haye, imprimé pour l'auteur, 1687. In-18, 140 pages.
- Lettre de M. de Moulin, ministre en l'Eglise réformée, à Paris, écrite à un sien amy en Hollande. A Schiedam, de l'imprimerie d'Adrien Corneille; et on la vend à la Haye, chez Arnoul Meuris. In-4°, 8 pages, sans date.

Quelques Mémoires manuscrits, entre autres une lettre d'un martyr flamand, écrite la veille de sa mort, m'ont été signalés comme se trouvant en la possession de familles issues de réfugiés français. Ces documents, dont

il m'a été impossible de rencontrer les possesseurs, seront demandés en communication par les amis de notre association, et des extraits en seront fidèlement tirés. Je dois faire mention du don très gracieux qui m'a été fait par M. Groen van Prinsterer, membre des Etats, de l'ouvrage qu'il a publié, avec l'autorisation du roi, en 1839, 9 vol. in-8°, et qui a pour titre : *Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau*.

A propos de l'obligeance de M. Groen van Prinsterer, homme éminent dans le monde politique comme dans le monde religieux (1), je suis amené à dire que les hautes classes, en Hollande, sont restées fidèles aux anciennes habitudes religieuses, et se montrent animées d'une piété aussi sincère que profonde. Les membres de la famille royale et la reine en particulier témoignent un intérêt sincère et un grand respect pour tout ce qui touche à la religion. Admis à la table et dans l'intérieur de quelques familles haut placées, j'ai vu commencer et terminer les repas par la prière, la conversation rouler fréquemment sur des sujets religieux ; et, ceux qui prenaient part à ces entretiens, ce n'étaient ni des pasteurs, ni des théologiens, mais bien des littérateurs, des médecins, des diplomates, des officiers généraux, des hommes d'Etat. Invité, comme je l'ai déjà dit, à occuper la chaire dans le temple wallon, je remarquai dans l'assemblée un grand nombre de fonctionnaires de tous les grades et de tous les titres (2). L'un d'eux surtout attira mon attention ; c'était le ministre de la guerre, M. le baron Forstner van Dambenoy. En sa qualité de membre du Consistoire, il collectait de rang en rang et à deux reprises, pour les pauvres d'abord, pour le culte ensuite, au premier et au second service qui eurent lieu dans le temple. Et cependant ce haut fonctionnaire, qui passa ce jour-là, la plus grande partie de son temps, dans la maison de Dieu, était menacé à l'heure même, avec le cabinet entier, dans son existence politique, par une opposition qui redoublait d'efforts pour renverser le ministère. Avec de tels exemples, qui se retrouvent partout, il est facile de concevoir que le peuple hollandais soit profondément religieux, et l'on s'expliquera aisément ce que dit M. Alph. Esquiros de la piété des pêcheurs hollandais (*Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1856, p. 303), témoignage que vous me permettrez de transcrire ici textuellement :

« ... Les pêcheurs de la côte ne reconnaissent que deux livres qui leur
« parlent de Dieu : la Bible et la mer. Il semble que l'Océan exerce sur eux
« une action morale et sanctifiante. L'ivrognerie est rare chez les pêcheurs
« de Scheveningen ; mais, ceux-là même qui boivent du genièvre à terre
« avec excès, s'abstiennent de toute intempérance quand ils naviguent ; à
« bord du vaisseau, les jurons sont inconnus. La vie de la mer exalte, chez

(1) Il est souvent parlé de M. Groen van Prinsterer dans les *Etudes* publiées par Alphonse Esquiros sur la Hollande.

(2) La plupart des membres de la famille royale suivent régulièrement le culte dans le temple wallon. Il y a, dans cette Eglise, le banc du roi et de ses officiers, comme nous avons dans nos temples le banc du maire et des conseillers municipaux.

« ces hommes simples et ignorants, le sentiment religieux. Quand un filbot
« part, chaque pêcheur emporte ordinairement sa Bible. On ne prend ja-
« mais de repas sans prière, et le repas finit également par une action de
« grâces. Le dimanche, si les hommes sont en mer, ils s'abstiennent de pê-
« cher ; s'ils sont à terre, on entend dès le matin, dans leurs petites maisons,
« le chant des psaumes. Le sentiment religieux s'exprime en mille circon-
« stances. »

Pendant mon séjour à la Haye, j'ai été vivement engagé, par M. J. Caan, conseiller d'Etat, à aller visiter le temple de Woosbourg. C'était un projet de pèlerinage, qui répondait parfaitement à mes secrets desirs : car il m'offrait l'occasion de voir ce temple où, le jour même de la dédicace, Saurin avait prêché l'un de ses plus admirables sermons (1), mais j'ai dû me priver de cette satisfaction ; car, quoique Woosbourg se trouve seulement à quelques kilomètres de la Haye, les heures que j'aurais consacrées à cette excursion m'étaient nécessaires pour compulser avec soin les archives du Consistoire wallon (2).

Les archives, sans être considérables, offrent un intérêt particulier en ce que, dans les actes du Consistoire, l'on trouve entre autres l'histoire des querelles qui éclatèrent entre Saurin et ses collègues. L'écrivain, qui voudra un jour étudier au long la vie et les écrits de notre grand prédicateur, devra nécessairement consulter ces registres. Les autres séries de documents m'ont paru sans importance au point de vue de l'histoire générale du refuge. Je m'abstiens, en conséquence, d'en faire l'énumération.

Comme à Amsterdam, j'ai tenu une conférence dans une salle spéciale, appelée *Diligentia* ; l'assemblée qui s'était réunie pour entendre mes communications m'a paru, ainsi que partout ailleurs, favorablement disposée en faveur de notre association. Dès que j'eus terminé mon allocution, une liste fut déposée sur le bureau, et plusieurs notabilités présentes s'empressèrent d'y inscrire leur adhésion. Ainsi se terminèrent à la Haye mes travaux et mes recherches, dont je vais clore le court exposé par le tableau suivant de statistique religieuse :

(1) Sermon de Saurin, t. VI ; il a pour texte : Ezéchiel, XI, v. 16 : « *Ainsi a dit le Seigneur l'Eternel : Quoique je les aye éloignés entre les nations et que je les aye dispersés par les pays, je leur ai pourtant été comme un petit sanctuaire, dans les pays auxquels ils sont venus.* »

(2) Dans une courte notice qu'il a publiée sur l'Eglise française de Woosbourg, l'honorable conseiller d'Etat, M. J. Caan, nous apprend que cette localité étant devenue, après la révocation de l'Edit de Nantes, l'établissement d'une petite colonie de réfugiés, une Eglise française y fut organisée par les soins de M. Jacques Laverny, en 1710 ; que ce petit troupeau a été desservi successivement par plusieurs pasteurs, dont le premier fut Charles-Louis *Le Sueur* ; que la dédicace du temple de cette Eglise eut lieu le 27 août 1726 ; que le pasteur du lieu, M. Salomon Sylvestre, prêcha le matin, et que la chaire fut occupée l'après-midi par l'illustre Saurin ; que, cent ans plus tard, c'est-à-dire le 27 août 1826, M. de Chaullepié père en a célébré le jubilé séculaire, en prenant pour texte le même passage que Saurin ; enfin, M. Caan nous apprend que, depuis 1813, l'Eglise de Woosbourg ne possède point, faute de ressources suffisantes, un pasteur qui lui soit exclusivement attaché. MM. les pasteurs des Eglises environnantes viennent y présider le culte, à tour de rôle.

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES.	NOMBRE DE FIDÈLES.	LIEUX DE CULTE.	PASTEURS.	INSTITUTIONS de BIENFAISANCE.	SERVICES RELIGIEUX.
Eglise réf. hollandaise.	40,000	3	10	écoles diaconiques, hosp., orphelinat.	2 par dimanche, chaque jour.
— — wallonne...	3,000	1	3		2 par dimanche. Id. Id.
— remontrante...	400	1	1		Id. Id.
— dissidente	200	1	1		Id. Id.
— anglicane	100	1	1		Id. Id.
— luthérienne ...	3,000	1	3		
— catholique	20,000	4	»		
Israélites.	»	»	»		

4^e Leyde.

De la Haye, où je suis resté sept jours, je me suis rendu à Leyde. Leyde! ville célèbre par sa résistance héroïque, en 1573, contre les Espagnols; Leyde! ville chère aux bibliophiles par les établissements typographiques que les Elzéviros y avaient fondés; Leyde! ville universitaire, où la science a toujours été sérieusement, doctement enseignée; Leyde! la ville des riches collections! Quelle cité de la Hollande pouvait m'offrir plus d'attraits? D'ailleurs, j'y étais attendu par M. L.-C. Luzac du Rieu, ancien ministre d'Etat, dont le nom célèbre marque l'origine, et l'homme de Hollande le plus Français par la vivacité de l'esprit, le plus néerlandais par les solides qualités du cœur. J'avais accepté les offres obligeantes de cet homme excellent, espérant qu'il m'aiderait par ses conseils et par ses directions; et mon attente dans ses bons offices a été de beaucoup dépassée! Un mot suffira pour le faire comprendre : je ne pouvais rester et je ne suis resté que deux jours à Leyde. Sans le concours empressé de ce chaleureux ami, comment, dans une ville où je n'étais pas attendu, où personne n'avait jamais entendu prononcer mon nom; comment, dis-je, aurais-je pu obtenir l'autorisation de tenir une conférence dans le temple wallon, annoncer au public cette conférence, me mettre en rapport avec les notabilités scientifiques et fouiller dans les divers dépôts bibliographiques, où j'avais à cœur de faire des recherches! Mais, aidé de M. Luzac et du bon vouloir de MM. les pasteurs wallons Chantepie de la Saussaye et Van Goens, j'ai pu remplir le programme que je m'étais tracé.

Trois collections bibliographiques devaient fixer mon attention : 1^o la collection des autographes et de pièces rares du cabinet de M. Luzac; 2^o la bibliothèque wallonne; 3^o la bibliothèque de l'Université.

Ma première visite a été pour la collection d'autographes de M. Luzac; cette collection est des plus riches. Je l'ai compulsée dans l'espérance d'y trouver quelques pièces se rapportant à l'objet de mes recherches; j'y ai remarqué un autographe de Calvin : c'est un reçu, en trois lignes, portant la signature du réformateur, pour un quartier de son traitement. On m'a montré également, comme écrit de la main de Calvin, une page in-folio (recto et au verso), contenant des remarques sur certains passages de l'Ecriture. Mais j'ai lieu de croire que cet article est de la main de l'un des secrétaires du réformateur, et non de Calvin lui-même.

Ma seconde visite a été pour la bibliothèque de l'Université, j'y ai demandé à l'instant la communication des manuscrits de Prosper Marchand... Chacun sait que ce bibliographe, né dans la religion catholique à Paris, s'était retiré en Hollande pour y embrasser la religion réformée, et que tout en se livrant au commerce de la librairie, il avait composé son volumineux *Dictionnaire* en deux volumes in-folio, intitulé : *Dictionnaire historique, ou Mémoires critiques et littéraires*. La Haye, chez Pierre le Hont, 1758. Prosper Marchand avait légué en mourant tous ses papiers et tous ses livres à la bibliothèque de Leyde, et ce sont ces mêmes manuscrits et ces mêmes ouvrages que j'ai compulsés assez attentivement pour en apprécier l'importance. Afin de donner un échantillon des raretés contenues dans cette collection, je vais citer *quelques-unes* des pièces qui se rapportent à Saurin.

IMPRIMÉS. — Réflexions en forme de lettre adressée au prochain synode qui doit s'assembler à la Haye au mois de septembre 1730, sur l'affaire de Mons. Saurin, et sur celle de Mons. Maty; par M^r F. B. D. S. E. M. P. D. G. La Haye, chez Chr. van Lom. 1730. In-8°. — Lettre du consistoire de l'Eglise wallonne de Leyde, concernant le Disc. XXXI de M^r Saurin et sa Diss. sur le mensonge, etc. 14 juill. 1730. In-4°. — Lettre de M. Bruzen-la-Martinière, contenant une réfutation des calomnies avancées contre lui dans un libelle intitulé : *Bibliothèque raisonnée*. La Haye, aux dépens de l'auteur, 1730. In-8°. — Dissertation sur le mensonge, par M^r Saurin, etc., sec. édit. La Haye, P. D. Hondt, 1730. In-8°. — Apologie pour les synodes, et pour M^r Saurin, etc.; par Jér. Frescarode, etc. Rotterdam, J.-D. Beman, 1731. In-8°. — Réflexions sur la déclaration que M^r Saurin a donnée au dernier synode; et idée juste de l'Apologie pour ce pasteur, composée par M. Jér. Frescarode; par un des pasteurs de l'Eglise wallonne de Leyden. Leyde, J. et L. Verbeck, 1731. In-8°. — Mémoire présenté au vénéral synode wallon des Provinces-Unies, assemblé à Flessingue, le 31 may 1736, par Phil. Saurin, fils de feu M. Jacq. Saurin, etc. In-4°. — Autre Mémoire par le même. In-4°.

MANUSCRITS. — Sur la conspiration par les quatre ministres de la Haye contre M^r Saurin, 1730. 1 feuille. — Addition à l'Apocalypse de saint Jean. 1 feuille. — Dissertation sur le mensonge officieux, par M^r Ricotier, lue à Londres, etc. 1705. 4 feuilles in-4°. — Catalogue de livres nouveaux, curieux et intéressants, dont l'impression doit se faire à Paris. 1 feuille. — Addition non moins nécessaire que véridique touchant l'auteur du précédent Catalogue. 1 feuille. — Fidèle rapport de ce qui s'est passé chez M^r Saurin, lorsqu'il agonisait. 1 feuille. — Jugement de la cour de Hollande touchant l'affaire de M^r Saurin. 1 feuille. —

Epitaphes et autres pièces en vers sur M. Saurin. 13 feuilles. — La Légende de Chapelle, etc. 2 feuilles. — L'Allure du consistoire de l'Eglise wallonne de la Haye. 2 feuilles, etc., etc.

Ma troisième visite a été pour la bibliothèque wallonne. Ce dépôt, de date récente (sa création ne fut votée qu'en 1834 à la réunion de Middelbourg), ne contient pas encore de grandes richesses archéologiques; néanmoins tel qu'il est, il peut être utile aux Eglises wallonnes, et à tous ceux qui voudront étudier l'histoire de ces Eglises. Il s'augmente du reste tous les jours par les soins de l'homme à la fois modeste et savant à qui il a été confié... J'ai vu ce digne frère, vrai type hollandais par l'étendue de son érudition, et par le flegme imperturbable de son caractère droit et impassible. M. J.-F. Bergman (c'est ainsi qu'il se nomme), attache un grand prix à cette bibliothèque dont il est le conservateur attentif, et à l'extension à laquelle il apporte toujours un accroissement de bonne volonté. Voici l'ordre et le titre des diverses séries qui composent cette collection :

INVENTAIRES. — Dans cette catégorie se trouvent quelques inventaires des archives de certaines Eglises wallonnes.

HISTOIRE GÉNÉRALE DES ÉGLISES WALLONNES DES PAYS-BAS. — Cette série contient des actes ecclésiastiques, — divers recueils de synodes, — diverses confessions de foi.

RÈGLEMENTS DRESSÉS À DIVERSES ÉPOQUES. — Bourse des veuves, diverses pièces manuscrites et imprimées y relatives.

HISTOIRE SPÉCIALE DES ÉGLISES WALLONNES. — Cette catégorie contient plusieurs dossiers concernant des Eglises et des pasteurs; diverses pièces officielles adressées de la part du gouvernement aux actuaire (secrétaires) des synodes. — Une collection de brochures à l'occasion du décret royal du 29 juillet 1843, concernant les Eglises wallonnes. — Diverses pièces sur le soulagement des frères étrangers dans le courant du dernier siècle.

Dans cette série nous avons remarqué :

Plusieurs listes des confesseurs qui souffrent sur les galères de France pour la vérité de la religion réformée, publiées en 1707, 1717, 1727, 1739, 1756. In-fol.

(J'ai transcrit et vous enverrai deux de ces listes, pour donner une idée de la nature de ces documents et de leur importance.)

- Une lettre circulaire de l'Eglise wallonne de Middelbourg, du 25 février 1716, concernant l'entretien des réfugiés venus de Lille et des lieux voisins. In-fol.
- Une seconde lettre circulaire des conducteurs de l'Eglise wallonne de Maëstricht, du 12 janvier 1737, concernant l'entretien des prosélytes wallons, d'entre le papisme (avec les signatures originales). In-fol.
- Une lettre circulaire du consistoire de Rotterdam, pour demander aux Eglises des secours en faveur des frères réfugiés de France, en date du 15 août 1752, et relative à l'acte secret du synode d'Amsterdam, juin 1752. In-fol.
- Un acte secret relatif aux articles 45 et 46 du synode de Leyde, 1752, concernant les frères persécutés, sortant de France pour cause de religion. In-fol.
- *Histoire particulière des Eglises réformées des Pays-Bas.*
- *Eglises éteintes.* Papiers divers relatifs aux Eglises de Franeker, Naardem.

- *Eglises existantes*. Papiers divers relatifs aux Eglises wallonnes d'Amsterdam, la Haye, Leyde.
- *Histoire des Eglises wallonnes à l'étranger*. — 1^{re} *En Italie*. Divers Mémoires concernant les Eglises des Vallées vaudoises du Piémont. — 2^{re} *En France*. Divers manuscrits ou imprimés relatifs aux Eglises de France : dans cette série, j'ai remarqué une lettre « de M^r de l'Orte aux pasteurs et aux anciens » de l'Eglise wallonne de la garnison de Tournai (sans date), accompagnée « d'une Relation des choses les plus particulières et les plus authentiques qui » se sont passées dans la province du Haut-Poitou, au sujet des assemblées « des protestants, et des persécutions qui en ont suivies, depuis la révocation » de l'Edit de Nantes. » (Manuscrit autographe de 68 pages in-4^o.) — 3^{re} *En Angleterre*. J'ai remarqué dans cette série l'article suivant : « Police et discipline » ecclésiastique observée es Eglises de langue françoise recueillie [s] en ce » royaume d'Angleterre, soulbz la protection de la sérénissime royne Elisa- » beth, etc., lue et approuvée à Norwich. » (Manuscrit de 15 feuilles, avec des signatures originales, de 1589 à 1637. In-fol.) — 4^{re} *En Allemagne*. Diverses collections concernant des différends survenus entre des pasteurs ou entre des consistoires, etc. — 5^{re} *En Pologne*. J'ai distingué dans cette série un Mémoire concernant les Eglises réformées de Pologne, par M^r R. D. Cassius, ministre du saint Evangile. 8 pages in-4^o. Imprimé.
- *Ouvrages de doctrine, d'usage ecclésiastique et d'édification*. Cette catégorie embrasse les Bibles, Nouveaux Testaments, les Psautiers, les catéchismes divers qui ont été offerts en dons à la Bibliothèque.
- *Mélanges d'histoire sainte et de théologie*. J'ai remarqué dans cette série une copie manuscrite de l'ouvrage si rare du fameux Michel Servet, dont le titre est : *Christianismi Restitutio*. Ce manuscrit se compose de 27 cahiers, qui sont reliés en vélin. Form. in-fol.
- *Sermons de pasteurs wallons*. Les sermonnaires contenus dans cette catégorie ne sont ni rares, ni nombreux.

On voit par ce cadre l'extension que cette bibliothèque naissante peut prendre avec la patience hollandaise, surtout avec le zèle de son conservateur, et quels services elle peut rendre aux historiens du refuge et du protestantisme français.

Enfin ma dernière visite a été pour le temple wallon où je devais tenir ma conférence, et dans lequel MM. les pasteurs, par un avis imprimé et distribué, avaient donné rendez-vous aux membres de leur troupeau. Malheureusement, à l'heure fixée pour la conférence, un violent orage éclate sur la ville de Leyde; la pluie tombe en abondance et retient une grande partie des auditeurs dont on attendait la présence. Mais si elle est moins nombreuse qu'à Rotterdam, à Amsterdam et à la Haye, l'assemblée est aussi attentive, et me paraît aussi bien disposée en faveur de l'œuvre pour laquelle je l'ai entretenue, et pour laquelle j'ai réclamé ses sympathies et son concours.

Leyde avait de grands aitrails pour moi; volontiers j'y eusse prolongé mon séjour; mais je m'étais annoncé à Harlem, on m'y attendait, et quoiqu'il m'en coûtât de me séparer de M. Luzac et de sa digne compagne, je dus quitter leur maison hospitalière, où je ne suis demeuré, à mon grand regret, qu'un jour et la moitié d'un autre!

5° Harlem.

En tout je n'avais séjourné à Leyde que trente-six heures, c'était peu, beaucoup trop peu... mais à Harlem, ce sera moins encore puisque je n'ai pu y passer que les trois quarts d'une journée. J'y arrive, M. le pasteur Busken-Huet déploie pour m'obliger toute son activité de jeune homme (1). Pour annoncer mon arrivée, ainsi que la conférence que j'avais demandé à tenir dans son temple; il avait déjà fait imprimer et distribuer des bulletins dont voici la teneur :

« CONFÉRENCE sur la nature, les travaux et les résultats de la *Société de l'Histoire du Protestantisme français*, par M. J.-P. Hugues, pasteur « délégué de ladite Société. Cette conférence aura lieu dans le temple wallon, aujourd'hui, vendredi, 26 septembre 1856, à 8 heures du soir. Le « pasteur de l'Eglise wallonne invite expressément tous ceux qui s'intéressent à la cause du protestantisme à assister à cette conférence. *Signé :* « BUSKET-HUET. »

On le voit, je n'avais pas du temps à perdre. Heureusement les archives du Consistoire wallon ont été bientôt ouvertes à mes investigations, et là comme partout ailleurs, j'ai retrouvé la collection des synodes nationaux, celle des actes consistoriaux de l'Eglise d'Harlem, la série des actes de la diaconie; mais dans tous ces registres, rien qui intéresse l'histoire de la Réforme française, pas même celle du refuge. Ce manque d'importance historique s'explique facilement par le petit nombre de réfugiés français qui vinrent s'établir à Harlem... Mais si cette communauté est peu considérable, elle compte pourtant, et beaucoup, par la piété éclairée de ses membres, par son assiduité au culte public, par le soin qu'elle déploie pour le chant sacré; et par sa participation active aux institutions philanthropiques qui existent en Hollande, et qui ont des branches auxiliaires dans les principales villes des Pays-Bas. Tout en parcourant les rues de la ville, pour m'introduire partout où il croit que je pourrai découvrir quelque document précieux, M. Huet m'apprend que la *Société d'Utilité publique*, dont le siège principal est à Amsterdam, et qui compte une centaine de départements dans les diverses provinces néerlandaises, en possède un dans la ville de Harlem. Ces sociétaires qui composent ce département, et au nombre desquels se trouvent la plupart des membres de l'Eglise wallonne ont fondé dans la ville : — 4 école primaire française, — 4 caisse d'épargne, — 4 école de musique, — 4 école de gymnastique, — plusieurs écoles d'élèves couturières, — et des lectures publiques qui ont lieu pendant l'hiver : (six pour le peuple et six pour les hommes érudits), alternativement de quinze jours en quinze jours (2).

(1) Il appartient à la famille des Huet, qui depuis cinq générations donne des pasteurs de mérite aux Eglises wallonnes... Tous ces Huet ont laissé des recueils de sermons, qui annoncent un grand talent. Celui dont j'ai eu le bonheur de faire la connaissance a hérité des dons heureux de ses devanciers.

(2) Voyez ce que M. Alph. Esquiros dit de cette institution de philanthropie,

M. Huet m'apprend également que la *Société de Tempérance* établie en Hollande, dont le nombre de membres s'élève à plus de dix mille, possède une société branche à Harlem qui déploie une grande activité et dont les résultats sont des plus satisfaisants.

M. Huet ne se borne pas à ces renseignements, il me donne communication d'un registre synodal de 1671 à 1698, où sont contenus plusieurs documents qui piquent vivement ma curiosité; entre autres une lettre du pasteur Boyer au synode d'Arnheim, 1684. Cette pièce me paraît, à plus d'un titre, mériter d'être produite au grand jour, et je me fais un devoir de la transcrire ici dans sa totalité.

De la Haye, le 3 septembre 1684.

« Messieurs et très honorés frères,

« L'horrible tempête que Satan a suscitée contre les Eglises de
« France m'a fait sortir de mon pays, à l'âge de 66 ans, et dans la
« 40^{me} année de mon ministère, et m'a jetté heureusement dans vos
« ports où je suis par la grâce du Seigneur hors des atteintes de nos
« ennemis (1), et ayant appris la tenue de votre synode en la ville
« d'Arnheim, j'ai cru estre de mon devoir d'asseurer votre honorable
« assemblée de mes très humbles respects, et d'une soumission en-
« tière à tous vos ordres.

« Le bon accueil que j'ai déjà reçu de mes très honorés frères de
« la Haye, de Delft, de Rotterdam, de Dord, et de Zélande, que j'ai eu
« l'honneur de voir; la part qu'eux et leurs Eglises ont prise à mon
« affliction, et les consolations qu'ils m'ont donné, me font espérer
« que vous prendrez soin de ma vieillesse, pendant le peu de temps
« que Dieu me fera la grâce de rester parmi vous; je crois que ce ne
« sera pas longtemps, car je cognois que le temps de mon délogement
« s'approche. — Le crime que l'on m'impute et pour lequel on m'a
« condamné à la mort, et on m'a confisqué mes biens, est pour avoir

et de toutes les autres œuvres de bienfaisance et d'utilité publique, dont le nombre est si considérable en Hollande. (*Revue des Deux-Mondes*, loc. cit.)

(1) Boyer avait été pasteur de 1661 à 1665 à Bagard, Ribaute, Saint-Christol, qu'il desservait conjointement, et à Canaules, de 1665 à 1684. Il avait été condamné à être pendu, et ses biens avaient été confisqués, par ordonnance de l'intendant du Languedoc, à la date du 3 juillet 1684, pour avoir pris une part active au projet de rétablir l'exercice du culte dans toutes les Eglises où il avait été interdit par ordre du roi. Dix autres pasteurs avaient été compris dans la même ordonnance de condamnation. Ce pasteur avait prêché à Saint-Hippolyte, par ordre d'une assemblée synodale qui s'était réunie à Cognac, près de Lasalle. Ses biens furent tellement confisqués, qu'une de ses maisons, située à Anduze, est restée en régie pendant plus d'un demi-siècle. On peut voir les détails de cette grave affaire dans l'*Histoire de l'Edit de Nantes*, par Benoît, tome IV, pages 360, 640 et 668... ou mieux, dans l'ouvrage anonyme d'où Benoît les a tirés (ouvrage de Claude Brousson), intitulé : *Apologie du projet des réformés de France, contenant la suite de l'état des réformés*, 3 vol. in-42. Cologne, Pierre Marteau, 1684. Très rare.

« presché une fois à Saint-Hippolyte qui estoit une Eglise très considérable en notre province, composée de 3.500 communiants, et qui avoit été mal interdite, et mesme j'y fus envoyé de l'ordre d'une assemblée considérable. J'espère que notre grand Dieu qui a mis des bornes à la mer, et qui apaise ses flots, lorsqu'elle est plus émue, mettra bientôt des bornes à cette sévère et horrible persécution qu'on fait à nos pauvres frères, et qu'après avoir retranché de son Eglise quelques membres pourris, il aura compassion de sa chère Sion, et se souviendra de sa Jérusalem. Je prie le Seigneur de tout mon cœur qu'il conserve vos Eglises en paix, qu'il bénisse vos personnes, et qu'il préside dans votre sainte assemblée par son Saint-Esprit. Je suis avec un profond respect, Messieurs et très honorés frères,

« Votre très humble et très obéissant serviteur, et frère au Seigneur.
Signé : BOYER.

Quelle simplicité, et en même temps quelle dignité ! Quelle soumission, et en même temps quel courage ! Que ces hommes du refuge étaient vigoureusement trompés ! Comme l'Esprit de Dieu avait vivifié leur âme au feu de la persécution ! L'humble recommandation de Boyer fut entendue, et l'assemblée d'Arnhem fut émue de compassion envers lui, car il existe dans le même recueil synodal, le rôle suivant des Eglises qui avaient contribué, pour M. Boyer, et qui avaient envoyé leurs offrandes à l'Eglise wallonne de la Haye.

Synode de la Beille, avril 1635.

17 septembre.	Reçu, par Mr Van Loon de Zierikzee,	florins	12	12
8 octobre.	Reçu de Campos,		10	»
9 Id.	Par M. B.,		15	15
14 Id.	Reçu de l'Eglise d'Utrecht,		15	15
22 Id.	De l'Eglise de la Haye,		39	08
18 novembre.	De l'Eglise d'Amsterdam,		37	16
8 janv. 1635.	De quelques Eglises,		6	06
7 avril.	De l'Eglise de Rotterdam.		37	16

Total : florins 182 88

(Ce qui équivaut à 391 francs 44 s.)

En outre, j'ai trouvé deux lettres touchantes échangées entre les pasteurs wallons, réunis en synode, et les pasteurs de la principauté d'Orange, détenus dans les prisons de Valence (1). Si j'en juge par l'impression qu'elles ont

(1) L'année 1635, si fatale aux Eglises réformées, vit envelopper la ville d'Orange dans la proscription générale. Par ordre de la cour de France, le comte de Grignan, gouverneur de Provence, le transporta à Orange pour s'enfermer aux hardes que le roi Louis XIV, qui n'avait d'ailleurs sur eux d'autres droits

D'Harlem j'avais résolu de me rendre à Delft. C'est dans cette ville que l'historien de l'Edit de Nantes, Elie Benoît, a composé son important ouvrage. Je me plaisais à penser que les divers documents dont il s'était servi pourraient s'y retrouver ; d'ailleurs l'Eglise wallonne de Delft passe pour une des plus vivantes de la Hollande, et son digne pasteur, M. Zübli, compte parmi les plus zélés conducteurs spirituels ; tout autant de motifs pour m'y attirer... Malheureusement des obstacles imprévus m'ont forcé de renoncer à cette partie de mon itinéraire (1), et je me suis rendu à Rotterdam, où j'espérais trouver, et où j'ai trouvé en effet une lettre de M. Vernède, procureur général près la haute cour militaire à Utrecht, qui m'annonçait que j'étais attendu le lendemain dimanche dans cette ville, et que, selon mes désirs, je pourrais y tenir une conférence dans le temple wallon.

6° Utrecht.

Utrecht est une ville universitaire, c'est le foyer de l'orthodoxie calviniste ; il y existe une nombreuse bibliothèque, et des archives que l'on dit curieuses... et puis la lettre de M. Vernède me promet une cordiale hospitalité... j'ai répondu à l'invitation..., et après avoir assisté au culte public dans le temple wallon de Rotterdam, à grand renfort de locomotive, en deux heures, je me suis trouvé à Utrecht, dans la maison de l'honorable M. Vernède.

La lettre que j'avais reçue de ce digne frère m'avait fait augurer de son amabilité française et de sa solidité hollandaise ; ces deux qualités, qui semblent s'exclure, et qui se trouvent si souvent réunies en ce pays (2)... A peine les premières paroles de salutation sont-elles échangées que nous

refus des pasteurs, il les fit arrêter et les envoya au château de Pierre-Encise, où, pendant plus de douze ans, ils souffrirent avec une constance inébranlable toutes les rigueurs de la plus dure captivité. Cependant le temple fut abattu et les Orangeois protestants eurent, pendant de longues années, à subir le sort de leurs frères de France. Ce fut seulement en 1697, à la paix de Ryswick, qu'Orange fut restitué à son légitime souverain, le roi Guillaume. Le 26 novembre, après douze ans et un mois de détention, les quatre ministres prisonniers, Gondrand, Aunet, Chion et Petit furent relâchés, et ils retournèrent au milieu de leur troupeau, accueillis par les cris de joie et les témoignages de sympathie des catholiques eux-mêmes. Le dimanche suivant, Gondrand prêcha chez de Lubières, Chion chez Dubois, Petit chez de Rocheblave ; et leur émotion, se communiquant sur leur auditoire, leurs sermons furent à plusieurs reprises interrompus par des sanglots. Ils ont publié en commun, sur la restitution d'Orange, une lettre qui a été imprimée à la suite des sermons de Prélat, et réimprimée récemment avec les *Larmes de Pineton de Chambrun* (Paris, 1854. In-12). (France protestante, t. IV, article Gondrand. Voyez aussi les *Larmes de Jacques Pineton de Chambrun*.)

(1) M. Zübli m'avait écrit pour m'engager à ajourner ma visite, à cause de quelques circonstances locales.

(2) M. Vernède, d'origine française, est le petit-fils de Jean Scipion Vernède, ancien pasteur d'Amsterdam, qui a publié 4 vol. in-8° de sermons sur le Discours de Jésus-Christ sur la montagne, Amsterdam, chez Changenuiou, 1779 ; et le neveu de M. le pasteur Jacob-Henri Vernède, qui a publié un recueil de sermons intitulés *Sermons à l'usage de chrétiens affligés*, Leyde, 1807. 1 vol. in-8°.

entrons en campagne, comme si nous étions de vieilles connaissances de cinquante ans.

Notre première visite est pour le conservateur des Archives de la ville : homme grave, religieux, qui promet son concours pour notre œuvre, et qui pourra lui être d'une grande utilité ; il offre de faire les recherches qui lui seront indiquées, et de communiquer tous les documents qui lui paraîtront se rapporter à notre œuvre.

C'est le jour du repos. La bibliothèque est fermée, nous ne pouvons y être introduits ; mais M. Vernède a demandé pour moi les catalogues récemment publiés, et je m'empresse de les examiner.

Ici encore j'ai remarqué, comme dans presque toutes les bibliothèques, l'absence des ouvrages de nos théologiens protestants français des XVII^e et XVIII^e siècles. Cette lacune va si loin, que je n'y trouve pas même les œuvres de l'un des principaux anciens pasteurs de l'Eglise wallonne d'Utrecht, le célèbre Jaques Martin (1), auteur de la traduction de la Bible qui est la seule en usage dans toute la Hollande... Comment s'expliquer cette absence, si ce n'est par le peu de valeur scientifique qu'on attache en Hollande aux œuvres de nos anciens théologiens français ?

Grâce à l'activité de mon aimable cicerone, je visite les principaux édifices religieux de la ville. Les Eglises des jésuites et des jansénistes, les temples protestants, et surtout celui qui était jadis l'ancienne cathédrale catholique. Je ne dirai rien de la catastrophe terrible qui coupa en deux cette dernière église.

Au milieu de toutes ces courses j'avais garde d'oublier l'heure fixée pour ma conférence... En Hollande, l'exactitude est la politesse *de tous*... Aussi lorsque j'entraï dans le temple, je trouvai l'auditoire qui se formait déjà. Ici, comme partout, j'ai exposé le but de la Société de l'Histoire du Protestantisme français ; les travaux qu'elle a déjà entrepris, le bien qu'elle a réalisé, les ressources dont elle dispose, le concours qu'elle a reçu, celui qu'elle réclame encore ; ces considérations ont été écoutées avec une religieuse attention, et accueillies avec une faveur marquée, ce qui m'autorise à

(1) Jaques Martin compte cependant parmi les théologiens de mérite de la fin du XVII^e siècle ; il a composé plusieurs ouvrages, dont voici la liste : *Histoire de l'Ancien et du Nouveau Testament*, avec des gravures. In-folio, 2 vol., 1700. — Traduction de la Bible, avec des remarques critiques, 2 vol. in-folio, 1702. — *Sermons*, sur divers textes de l'Ecriture sainte. Amsterdam, 1708, 1 vol. in-8°. — *L'Excellence de la foi et de ses effets*, expliquée en 20 sermons, sur Rom. chap. II, prononcés à Utrecht, en 1708-1709. Amsterdam, 1710, 20 vol. in-12. — *Traité de la Religion naturelle*, Amsterdam, 1713, in-8°. — *Le vrai sens du psaume 110*, opposé à l'application qu'en a faite à David l'auteur de la dissertation insérée dans les trois premiers tomes de l'*Histoire critique de la République des lettres*. Amsterdam, 1714, in-8°. — *Deux dissertations critiques* ; la première sur le verset 7 du chap. 5 de la première épître de saint Jean ; la deuxième sur le passage de Josèphe, touchant Jésus-Christ, où l'on fait voir que ce passage n'est pas supposé. Utrecht, 1718, in-8°. — *Traité de la Religion révélée*, etc. Lewarde, 1719, 2 vol. in-8°. — *Examen de la réponse de M. Embeyn* à la dissertation critique sur 1 Jean, v. 7. Londres, 1719, in-8°. — *Vérité du texte de la première Epître de saint Jean*, chap. 5, v. 7. Utrecht, 1721, in-8°.

espérer que dans la savante et pieuse ville d'Utrecht notre Société trouvera des sympathies et des adhésions.

C'est en exprimant ces espérances que je serrai la main du digne M. Vernède, et que je montai en wagon à dix heures du soir pour prendre le chemin de Dordrecht, en passant de nouveau par Rotterdam. Je n'aurais pas voulu quitter Utrecht sans recueillir des renseignements sur les diverses communions qui s'y trouvent réunies, mais le temps me manqua. Le tableau statistique suivant est donc pour mémoire :

COMMUNIONS RELIGIEUSES.	NOMBRE DE FIDÈLES.	ÉDIFICES RELIGIEUX.	PASTEURS.	INSTITUTIONS de BIENFAISANCE.	NOMBRE DE SERVICES.
Eglise réf. hollandaise.					
— — wallonne...	500	1	1	1 école diac., 1 salle d'asile.	2 services par dimanche.
— Remontrants ..					
— Memnonites ...					
— Luthériens					
— Séparatistes ...					
— Catholiques....					
— Jansénistes....					
Juifs.....					

7° Dordrecht.

La Néerlande n'est pas une contrée d'une très vaste étendue, tant s'en faut ! Les villes s'y touchent en quelque sorte ; reliées entre elles par les chemins de fer et les bateaux à vapeur, elles se donnent presque la main !

Grâce à ces puissants moyens de rapide locomotion j'ai pu, après mon départ d'Utrecht (onze heures du soir), me reposer toute la nuit à Rotterdam, passer toute la matinée du lendemain au milieu de l'excellente famille du frère Réville, présenter mes remerciements à tous ses membres pour l'accueil obligeant que j'en ai reçu, et à l'heure de midi être déjà installé à Dordrecht.

La ville de Dordrecht (ou Dort) est célèbre dans l'histoire du monde protestant, et même dans l'histoire générale de l'Europe, par le fameux Synode qui s'y tint en 1618 et 1619. Chacun sait que cette assemblée formula la doctrine calviniste, qu'elle donna gain de cause aux Gomaristes (orthodoxes rigides) sur les Arminiens... Le Synode siégea pendant six mois, et tint cent cinquante-deux séances (1). Le local où se réunissait le

(1) Le Synode, après avoir été décrété le 11 novembre 1617, fut ouvert le mardi

Synode existe encore. Je tenais beaucoup à la voir, quoique je n'eusse que quelques heures à passer dans Dordrecht ; dès mon arrivée j'y fus conduit par M. Perck, jeune pasteur wallon, dont l'obligeance avait tout préparé pour la facilité de mes recherches et pour le bon succès de ma conférence. La salle en question est située au centre de la ville, au bout d'une longue allée fort étroite qui conduit dans une cour intérieure, à droite et au premier étage. On y monte par un escalier sombre, que de grandes fenêtres parviennent à peine à éclairer. Arrivé au haut de ces marches, vous rencontrez à gauche une espèce de parloir, pièce de médiocre étendue, où les membres du Synode se réunissaient avant d'entrer en séance ; — à droite de l'escalier, vis-à-vis le susdit parloir, s'ouvre la vaste salle du Synode, ayant approximativement vingt mètres de longueur sur dix mètres de largeur. L'aspect de cette salle a quelque chose de sombre qui vous attriste ; ce qui augmente surtout l'impression pénible qu'on y éprouve, c'est la destination qu'on lui a donnée depuis quelques années, et qui, à nos yeux, est une véritable profanation. On en a fait un établissement de gymnastique ! En entrant, vous vous trouvez en présence d'une véritable forêt de poutres, trapèzes, cordages, etc. ; rien n'y manque, pas même le cheval de bois, que pour rendre semblable à un cheval vivant, on a recouvert habilement d'une peau tannée à tous crins !

A la vue de cet encombrement, causé par l'utilitarisme local, fût-on ennemi juré des canons du Synode de Dordrecht, fût-on Arminius ou Barneweld en personne, on ne pourrait se soustraire aux sentiments pénibles qui m'assiégèrent. Ce n'est pas tout : cette salle si peu respectée, qui, d'après quelques écrivains, a servi longtemps de salle de cabaret, sera probablement démolie, dit-on, et sur son emplacement on va bâtir une prison cellulaire. Pour l'honneur de la ville de Dordrecht, je me plais à révoquer en doute la vérité de ce récit. Quoi, les moindres débris du passé sont conservés en tous lieux, comme des témoins vivants de ce qui fut jadis, et en Hollande, cette terre classique des collections, là où l'on garde religieusement, dans le musée de la Haye, le fauteuil qui servit à Barneweld dans sa prison (cabinet royal de curiosités japonaises), on ne protégerait pas contre le marteau du démolisseur et contre les calculs de la spéculation un édifice entier, qui a été le théâtre de l'un des plus grands actes historiques de la Hollande ; qui, par sa situation écartée, ne peut avoir qu'une valeur pécuniaire comparativement fort médiocre ! Je ne saurais le croire, et dans cette pensée, du fond des Cévennes, j'ose demander la conservation de cette salle à la ville

13 novembre 1618. Soixante-quatre théologiens du pays et vingt-huit étrangers le composèrent ; en outre, les Etats généraux de Hollande y avaient envoyé plusieurs députés, appelés *commissaires politiques*, pour représenter le souverain. Quatre députés français, P. Dumoulin, Chauve, Rivet, Daniel Chamier avaient été désignés par le Synode national de Vitré, en 1617, pour assister au Synode de Dordrecht ; ils s'étaient même mis en route pour s'y rendre ; mais ils furent arrêtés à Genève, par des ordres du roi, qui leur défendait de passer outre. On a prétendu que le roi Louis XIII avait craint que ces députés, en assistant au Synode, ne s'engagassent dans quelque ligue protestante.

qui lui doit son renom historique, au gouvernement des Pays-Bas, et à leur défaut, aux partisans eux-mêmes des doctrines formulées dans ce synode, et érigées en article de foi.

Au reste, le nombre des calvinistes rigides est considérablement réduit en Hollande... On compte sans doute beaucoup d'orthodoxes dans le royaume des Pays-Bas, mais ceux-ci rejettent les points capitaux de la doctrine calviniste, l'élection et la prédestination. Quant à l'Eglise wallonne, elle est bien éloignée d'adopter et de suivre les doctrines de Dordrecht. Les décisions de ce synode sont pour elle plus qu'une lettre morte, c'est une lettre abandonnée! Et néanmoins elle est encore censée soumise à leur autorité! C'est là une anomalie, une contradiction manifeste; nos frères wallons sont les premiers à le reconnaître, et si vous la leur signalez ils vous répondent ingénument : Nous relevons du Synode de Dordrecht, il est vrai, mais *historiquement*.

En attendant, quelques Eglises wallonnes, afin de prouver qu'elles n'ont pas brisé le lien qui les rattache au Synode de Dordrecht, font expliquer encore le Catéchisme de Calvin (1) du haut de la chaire, à certaines époques de l'année... mais en même temps elles laissent toute liberté aux pasteurs d'approuver et de combattre les doctrines qui font le pivot du système théologique de Calvin. Ceux-ci ne s'en font pas faute, et les auditoires n'en sont point scandalisés, comme j'ai pu en juger moi-même en assistant à une de ces explications catéchétiques faite par un pasteur orthodoxe.

Le Synode de Dordrecht a donc perdu depuis longtemps l'autorité dont il jouit jadis. A son absolutisme rigoureux a succédé, dans le monde protestant, l'application du grand principe de la Réforme, le libre examen, qui produit nécessairement la tolérance, le respect des croyances d'autrui, la liberté de se faire sa propre croyance, sous les regards de Dieu, par la méditation de la Parole sainte et en suivant les inspirations de sa propre conscience et celles du Saint-Esprit. Sans rien sacrifier des droits de la vérité, sans faire des concessions sur le terrain sacré des principes, les hommes, professant des croyances différentes, vivent à côté les uns des autres en bonne intelligence, s'accordant une estime et une bienveillance réciproques.

Comme preuve de cette tolérance, de ce bon vouloir mutuel, je mentionnerai les collectes qui se font en Hollande pour les pauvres des diverses congrégations religieuses chez tous les habitants, sans distinction de culte, et qui s'annoncent du haut de toutes les chaires, autant remontrantes que calvinistes, autant protestantes que catholiques, et même qu'israélites... A ma grande surprise, je dois le confesser, mais aussi à ma grande approbation, j'ai été chargé, le dimanche que j'occupai la chaire à Rotterdam, d'annoncer une collecte en faveur des juifs nécessiteux, et le lendemain j'ai vu les collecteurs chez le pasteur, où ils venaient recevoir le don qui leur avait été réservé.

(1) A la Haye, les explications du Catéchisme de Calvin ont lieu, au service de l'après-midi, de quinze jours en quinze jours, pendant le semestre d'été.

Je citerai de plus ce qui s'est passé, il y a très peu de temps, dans la ville de Dordrecht, à l'occasion de l'érection d'une synagogue. Quand il fut question de faire la dédicace de cet édifice, les pasteurs protestants furent invités, et ceux-ci, accompagnés des membres de leurs consistoires, assistèrent officiellement à la cérémonie. Voici un autre exemple de la tolérance des protestants de la Hollande, et en particulier de ceux de Dordrecht.

Les catholiques voulurent construire une église; comme ils sont peu nombreux, et qu'abandonnés à leurs propres ressources ils ne pouvaient pas pourvoir aux dépenses de cette construction, les protestants leur vinrent en aide par des souscriptions abondantes; les pasteurs et les consistoires étaient présents à la cérémonie de la pose de la première pierre, et applaudirent aux paroles pleines de charité qui furent prononcées par le prêtre officiant. Ils assistèrent également à l'inauguration de cette même église, et quoique le langage du prêtre ne fût pas empreint du même esprit de tolérance et de largeur, les protestants ne lui en ont pas tenu rancune, et se sont montrés toujours bienveillants envers leurs frères de l'Eglise de Rome. Voilà ce qui se passe dans la ville où l'absolutisme protestant se posa, par les résolutions de son fameux Synode, aussi exclusif que l'absolutisme catholique; et voilà ce qui, en se reproduisant dans tout le monde protestant, montrera de plus en plus que le règne de l'intolérance est à jamais fini, et que, sans anathématiser les croyances d'autrui, les hommes se rapprocheront et se tendront la main, au nom de *ce Jésus en qui il n'y a ni Grec, ni Juif, ni circoncis, ni incirconcis, ni Barbare, ni Scythe, ni esclave, ni libre, mais Christ est toutes choses en tous* (Coloss. III, 44).

C'est au milieu de ces réflexions que j'ai compulsé les archives du Consistoire wallon de Dordrecht. Ses registres, parfaitement conservés et qui remontent à l'année 1586, ne contiennent aucun document qui puisse avoir quelque importance pour l'histoire du protestantisme français. Seulement j'ai constaté que les noms des réfugiés français venus après la Révocation, en 1685, sont accompagnés, dans ces registres, de l'indication du lieu de la résidence que ces réfugiés avaient quittée en France; précieux renseignement qui ne se rencontre pas dans tous les registres que j'ai examinés, et qui est d'un très grand secours lorsqu'on veut retrouver les traces des anciennes familles réfugiées et les rattacher aux lieux d'où elles sont sorties.

J'ai peu à dire sur la conférence que j'ai tenue à Dordrecht... Il en a été de celle-ci comme de toutes celles qui l'avaient précédée. Annoncée par le journal de la localité, elle eut lieu dans le temple wallon et elle attira un auditoire suffisamment nombreux et religieusement attentif... De la part du pasteur comme du troupeau wallon de Dordrecht, le bon vouloir me parut manifeste pour l'œuvre de la *Société de l'Histoire du Protestantisme français*.

La Congrégation wallonne de cette ville est considérable au point de vue de la vie religieuse et de la prospérité matérielle; malheureusement, au point de vue numérique, elle est beaucoup moins importante, comme il sera facile d'en juger par le tableau suivant :

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES.	NOMBRE DE MEMBRES.	ÉDIFICES RELIGIEUX.	PASTEURS.	INSTITUTIONS de BIENFAISANCE.	SERVICES RELIGIEUX.
Eglise réf. hollandaise.	18,000	3	8	1 école diacon., asile pour les vieillards.	2 fois chaque dimanche.
— — wallonne ..	300	1	1	" "	Id.
— Remontrants...	5	"	"	" "	"
— Memnonites...	13	"	"	" "	"
— Séparatistes...	260	1	2	" "	Id.
— Luthériens	600	1	1	" "	Id.
— Catholiques....	3,000	1		" "	"
— Jansénistes....	80	1	1	" "	"
Israélites.....	350	1	1	" "	"

Il me restait encore à visiter plusieurs villes de Hollande dans lesquelles existent ou ont existé des Eglises wallonnes. — Probablement j'y aurais pu faire des découvertes précieuses, j'aurais pu provoquer des sympathies pour l'œuvre de la Société dont j'étais le mandataire et y obtenir plusieurs adhésions... Mais ce qui fait toujours défaut à ceux qui, comme moi, ont reçu mission de faire des explorations, le temps, si nécessaire et si rare, le temps m'a manqué, et je me suis vu, malgré mon bon vouloir, dans la nécessité de quitter la Hollande sans avoir visité les Eglises wallonnes de Bréda, Middelbourg, Delft, Lewarde, Arnheim, Groningue, Bois-le-Duc.

Mais, Dieu merci, ces villes ne resteront pas étrangères à l'œuvre de la Société de l'Histoire du Protestantisme français. Des amis dévoués à cette dernière, entre autres MM. Perck et Réville, m'ont fait la promesse d'aller y poursuivre la mission que j'ai remplie ailleurs. Avec de tels auxiliaires la cause de notre association, dans chacune de ces villes, est à l'avance complètement gagnée!

En attendant voici les renseignements statistiques que j'ai recueillis sur ces Eglises :

EGLISES.	NOMBRE DE FIDÈLES.	TEMPLES.	PÂTEURS.	INSTITUTIONS de BENÉVOISANCE.	SERVICES RELIGIEUX.
Breda.....	300	1	1	"	2 fois par dim.
Middelbourg..	700	1	1	1 école diacon.	Id.
Delft.....	350	1	1	"	"
Arnhem.....	270	1	1	"	"
Lewarde.....	260	1	1	"	"
Groningue... .	240	1	1	"	"
Bois-le-Duc...	300	1	1	"	"

Voici encore le tableau général de la population du royaume des Pays-Bas, tel qu'il résulte du *recensement officiel* de 1832.

Ce recensement accuse le chiffre de 3,168,016 habitants pour tout le royaume, non compris les colonies. La population se décomposait comme suit :

		COMMUNAUTÉS.	PÂTEURS OU ECCLÉSIASTIQUES.
Réformés hollandais et wallons. . .	1,676,789	1,442	1,521
Anglais presbytériens	357	3	4
Réformés écossais.	195	1	1
Episcopaux.	671	2	2
Luthériens	53,413	55	65
Luthériens rétablis	8,896	3	6
Memnonites (baptistes).	38,735	123	124
Remontrants (arminiens).	5,002	25	25
Moraves	289	1	
Réformés dissidents.	42,619	187	120
Catholiques-romains.	1,164,142	801	1,416
Jansénistes.	5,427	28	25
Juifs.	58,518	145	71

8° Bruxelles.

De Dordrecht, je me suis rendu directement à Bruxelles! En quelques heures, grâce à la course rapide des paquebots et des wagons, me voilà chez M. le pasteur Vent, président du Consistoire et aumônier honoraire du roi des Belges. Ce digne collègue, plein de sympathie pour notre Société, dont il est membre, m'attendait, et avait tout préparé pour que je pusse tenir une conférence, dans le temple, devant un auditoire nombreux et bien disposé. Mais la pluie, ce fléau des contrées du Nord, est venue contrarier ses désirs et ses plans. Sans être ce qu'elle aurait pu être, l'assistance m'a cependant paru assez nombreuse et parfaitement disposée.

Au nombre de mes auditeurs se trouvait un chaud partisan de notre association, l'honorable M. Charles Rahlenbeck, consul général du roi de Saxe, que je ne connaissais encore que par ses intéressantes communications insérées dans le *Bulletin*. J'ai reçu de cet excellent coreligionnaire, comme de M. Vent et de plusieurs autres hommes honorables, l'accueil le plus cordial et le plus aimable. Les moments qu'il m'a été donné de passer auprès d'eux ont été malheureusement trop courts; cependant j'ai pu apprendre de leur propre bouche :

1° Que le vœu le plus ardent de leur cœur est de remettre en lumière l'histoire de la Réforme dans les provinces flamandes et brabançonnnes; — 2° Qu'ils sont à la recherche des documents avec une ardeur toujours croissante; — 3° Qu'ils sont secondés par des savants n'appartenant pas à notre communion; — 4° Que les matériaux abondent à Bruxelles et dans les autres villes de la Belgique, surtout dans la bibliothèque connue sous le nom de *Bibliothèque de Bourgogne*.

Oh! le beau champ de travail ouvert à leur zèle et à leur amour de la science historique! Quels drames, que ceux qu'ils ont à raconter! Quels hommes que ceux qu'ils ont à dépeindre! En quelles contrées de l'Europe, la Réforme rencontra-t-elle de plus terribles adversaires, déploya-t-elle plus de courage, et succomba-t-elle avec plus d'héroïsme! Que tout cela est grand! Que tout cela est digne d'être exhumé de la poussière et d'être gravé sur les tables d'or de l'histoire! Courage, amis et frères de la Belgique! Réunissez vos efforts; organisez-vous, s'il le faut, en *Société de l'Histoire du Protestantisme flamand* (j'allais presque dire *espagnol*). Montrez au grand jour les attentats de l'Espagne contre la conscience humaine; ressuscitez ces voix étouffées dans la foi et dans le sang; faites revivre ces grands souvenirs, faites agir, faites parler les pères de votre Réforme, et en élevant ce monument à la mémoire de vos pieux ancêtres, vous aurez bien mérité de la patrie, du protestantisme, ou pour mieux dire, de l'Évangile!

Malgré tout ce qui me rappelait en France, j'étais trop dans le voisinage d'Anvers pour me refuser de saluer ce berceau de la Réforme des Pays-Bas. D'ailleurs, il existe une Eglise protestante à Anvers, et les archives de son

hôtel de ville m'avaient été signalées comme riches en documents précieux ! Je m'y suis donc rendu, et ce que l'on m'avait annoncé s'est trouvé parfaitement exact.

9° Anvers.

Anvers possède, dans son hôtel de ville, des archives comme l'on en rencontre peu ailleurs. Pour toutes les époques de l'histoire de cette ville, et surtout pour l'époque de la Réformation, il y a là des myriades de documents ! Mais comment les compiler ? Tout mon bon vouloir y échouait : ils sont tous ou presque tous écrits en flamand ! Heureusement l'un des pasteurs qui me servait de guide et de cicerone, M. Van Waninck Bolt, s'est offert pour extraire de cette mine inépuisable tous les matériaux qui lui seront indiqués. A Anvers, j'ai visité quelques membres du troupeau protestant, entre autres M. le consul suisse et M. Obusier, qui m'ont paru favorablement disposés pour notre Association. Ce dernier m'a montré un certificat fort honorable de piété et de bonne mœurs, qui fut délivré à celui de ses devanciers qui s'expatria et quitta la France pour cause de religion. Voilà des titres de noblesse qui honorent et qui obligent autant que tous les parchemins de robe et d'épée !

Il m'aurait été agréable de tenir une conférence dans le temple d'Anvers ; on me l'avait demandée, et je l'avais même promise. Mais des lettres pressantes venues de France me forcèrent de retirer ma parole, et me privèrent de cette satisfaction. Il fallut partir subitement... et après avoir fait sans résultat une pointe rapide sur Liège et sur Cologne, je suis revenu au milieu de ma famille et de mon cher troupeau.

Ainsi s'est terminée la mission qui m'avait été confiée ! Sans doute, elle est loin d'avoir été remplie comme je l'eusse souhaité ; néanmoins elle n'a pas été entièrement infructueuse si l'on en juge par ses principaux résultats, dont je vais donner un rapide résumé :

1° Les neuf principales Eglises wallonnes en Hollande et en Belgique ont été visitées, et des rapports positifs sont aujourd'hui établis entre elles et notre Société ;

2° Les archives consistoriales de ces Eglises ont été reconnues, compulsées, et soigneusement inventoriées ;

3° Les grands dépôts des archives publiques de la Hollande ont été explorés, et les documents qui y sont contenus relatifs à l'histoire de notre protestantisme ont été exactement relevés ;

4° L'attention publique a été attirée sur la *Société de l'Histoire du Protestantisme français* par les conférences qu'il m'a été donné de tenir dans toutes les villes où je me suis arrêté, et par les feuilles publiques de ces

localités qui ont annoncé ces conférences et qui en ont fait ensuite une analyse détaillée (1);

5° Des manuscrits précieux ont été mis à la disposition du Comité; et plusieurs autres lui ont été offerts en communication;

6° Des amis de la Réforme et de la science historique ont promis leur concours, et sont déjà à l'œuvre avec cette patience infatigable qui est le fond du caractère de nos frères des Pays-Bas;

7° Plus de cent nouveaux membres, appartenant la plupart aux Eglises wallonnes, se sont affiliés à notre Association. A leur tête, nous avons eu le bonheur d'inscrire S. M. le roi des Pays-Bas, le prince Henri, héritier présomptif de la couronne, et le prince Frédéric, frère du roi.

Tel est l'exposé de mes recherches et de mes efforts. Au terme de ma mission, mettant la dernière main à ce compte rendu, j'ai à rendre de sincères actions de grâce à notre Dieu, dont la providence paternelle m'a conduit pendant ma pérégrination. J'ai également à renouveler l'expression de ma gratitude envers tous les organes de la publicité, envers tous les hommes éminents, envers tous mes collègues les pasteurs wallons qui ont daigné m'honorer de leur bienveillant accueil. Je les prie encore une fois de me garder une petite place dans leur souvenir, leur donnant l'assurance qu'ils en occupent une grande dans mon cœur. Qu'ils me permettent de les inviter de nouveau à réunir leurs efforts aux nôtres pour recueillir tous les matériaux relatifs à l'histoire de la Réforme. Quand nous aurons retrouvé les débris du glorieux passé de notre Eglise; quand nous aurons pu en reconstruire le simple et majestueux édifice, alors, plus que jamais, il nous sera facile de prouver aux hommes du monde qui n'y prennent pas garde, aux adversaires obstinés qui le contestent, que cet édifice, dont le fondement est celui posé par les humbles apôtres du Sauveur, dont les murailles sont les vertus de nos pères, dont le ciment fut le sang de nos martyrs, dont les colonnes sont la science profonde et les écrits de nos docteurs, dont la lumière est le flambeau de l'Evangile, — que cet édifice est réellement cette Eglise glorieuse dont Jésus-Christ est le chef spirituel et le fondateur, cette Eglise avec laquelle il a promis de rester jusqu'à la consommation des siècles, qui doit recevoir successivement toutes les générations futures, et qui, s'élargissant d'âge en âge, finira par embrasser l'univers entier!

J.-P. HUGUES.

(1) Les journaux de Hollande qui ont parlé de ma mission et de la Société que je représentais, sont : *Rotterdamsche Courant*, — *Nieuwe Rotterdamsche Courant*, — *Amsterdam Courant*, — *Haye's Courant*, — *Leydiche Courant*, — *Harlemmer Courant*, — *Leydiche Courant*, — *Utrechtiche Courant*.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

CANTIQUES D'UN HUGUENOT

SUR LES RÉGNES DE HENRI II ET FRANÇOIS II, — LES ÉDITS DE JANVIER ET
JUILLET 1561, — LE CARNAGE DE VASSY, — LA PRISE DE BOURGES,
ET AUTRES ÉVÉNEMENTS CONTEMPORAINS.

1560-1562.

« Je publie maintenant ces cantiques, afin que tous ceux
aux mains desquelz ilz pourroient venir soient, en les lisant,
esmeuz à louer Dieu davantage et le remercier de son aide. »

Préface de l'auteur.

(Voir ci-dessus, p. 382-398.)

II

Sur l'Édict du mois de juillet 1561 (1).

I.

Dieu diversement esprouve
Le courage de nous tous,
Puis est, selon qu'il les trouve,
Rude juge ou père doux :
Car il punit durement
Au mal l'endurcissement,
Et de grands biens récompense
La sainte persévérance.

II.

Il a joint en une masse
Nostre esprit avec le cors ;
L'un chérit la terre basse,

L'autre voudroit en estre hors ;
L'un se flatte en son plaisir,
L'autre vit en son désir ;
L'un au bien présent s'avance,
L'autre se paist d'espérance.

III.

Maintenant il nous propose
Les paroles de sa loy,
D'autre part il y oppose
Les édictz de nostre roy :
L'un nous induit à l'espoir
Du règne céleste voir,
L'autre d'ailleurs nous convie
Aux douceurs de ceste vie.

(1) Après la mort du roy François II, les fidèles prirent quelque plus grande hardiesse qu'ilz n'avoient jamais osé faire. Mais d'autant qu'ilz estoient encore assez petit nombre, et que ceste nouveauté sembloit fort estrange au peuple, le roy Charles IX fit publier un édict, au mois de juillet 1561, par lequel, sur certaines et grandes peines, il défendoit les assemblées, presches, exhortations, et commandoit à toutes personnes de vivre selon la religion de luy et de ses prédécesseurs roys.

(Note de l'auteur.)

IV.

Doutes-tu, ô misérable,
 Qui conduit à meilleur port,
 Ou le cors, chair pourrissable,
 Ou l'esprit, franc de la mort ?
 Doutes-tu à quelles loix
 Plustost obéir tu dois,
 De Dieu père de nature,
 Ou de roy, sa créature ?

V.

Le règne de notre prince
 Est icy-bas limité,
 Dieu en sa haute province
 Règne en toute éternité :
 A nostre âme il est donneur
 D'un perpétuel honneur,
 L'autre au cors donne une gloire
 Peu durable et transitoire.

VI.

Si le roy par tyrannie
 Veut nostre cors ruiner,
 La mort nous ouvre la vie
 Qui ne doit jamais finir :
 Mais si nous vivons icy
 N'aïans que du cors soucy
 Un feu d'éternel dommage
 Succède au cours de nostre âge.

VII.

Voudrais-tu, flaté d'un aise
 Qui ne peut longtemps durer,
 Un feu d'éternelle braise
 A tout jamais endurer ?
 Ou n'est-il beaucoup meilleur
 Par une brève douleur

A querir l'heureuse entrée
 De la céleste contrée.

VIII.

N'aye donc, ô peuple, crainte
 Du supplice qui t'attend,
 Car ceste dure contrainte
 Jusque à l'âme ne s'estend :
 Laisse martyrer ta chair,
 Laisse tes membres trancher,
 Laisse-toy réduire en cendre,
 Laisse ton cors au bois pendre.

IX.

Car ce grand Dieu vénérable
 Veut qu'on obéisse au roy,
 Ou qu'on s'estime coupable
 Du supplice de sa loy :
 Puisque ton âme ne peust
 Exécuter ce qu'il veut,
 Ne refuse aucune chose
 De la peine qu'il impose.

X.

Il ne faut contre ses armes
 Apareiller nostre effort
 Il ne faut par durs alarmes
 Repousser de nous la mort :
 Qu'une simple humilité
 Vainque sa sévérité,
 Qu'une douce patience
 L'induisse à juste clémence.

XI.

Quant à moy je ne peux vivre
 Qu'avec ce qu'il interdit,
 Aussi le mien cors je livre
 Aux peines de son édit;

Qu'il me commande exiler,
 Qu'il face mes os brûler,
 Qu'il m'étrangle d'une corde
 Je le veux et m'y acorde.

XII.

O Dieu que mon cœur adore,

Confirme en moy ce propos,
 Et me fai la grâce encore
 Que puisse voir ton repos :
 Seigneur, c'est pour t'honorer
 Qu'ainsi je veux endurer,
 Fortifie ma foiblesse
 Contre ce qui le cors blesse.

III

Sur l'Edict du mois de janvier 1561 (1).

I.

O que bienheureux est l'âge
 Qui reçoit ce saint honneur !
 O qu'heureux est l'homme sage
 Qui jouit d'un si grand heur !
 France, que tu es heureuse
 Si la discorde envieuse
 N'importune ton repos !
 O qu'heureuse est ta jeunesse,
 Jeune roy, si tu ne laisse
 Le train d'un si bon propos !

II.

Depuis les rudes ataintes
 Dont l'Evangile est blessé,
 Combien de personnes saintes
 Ont vescu, le temps passé,
 Désireux en leur courage
 De vivre en cet heureux âge
 Enrichy de saintes loix !

Mais l'éternelle puissance
 Ne vouloit encor en France
 Débander les yeux des roys.

III.

Hélas ! combien de bons hommes,
 Combien de troupeaux sacrez,
 Faute du temps où nous sommes
 Furent jadis massacrez ?
 Combien de sçavantes dames
 Taintes d'opprobre et de larmes
 Furent mises en ce rang !
 Mais la divine justice
 Nous gaignoit ce bénéfice
 Par leur mort et par leur sang.

IV.

L'arrêt de la court suprême
 Qui les avoit destineez,
 D'un si doloieux dilemme

(1) L'édict de juillet causoit tant de troubles en France, que le roy Charles IX fit assembler son conseil pour y remédier. Et d'autant que l'affaire estoit de grande importance, il appella à ceste délibération les plus doctes hommes de tous les parlemens de son royaume, et plusieurs autres personnages de grand nom, par l'advis desquelz fut rédigé, et depuis publié, un édict, au mois de janvier de l'an MDLXI, par lequel le roy permettoit aux fidèles de se assembler pour ouïr la Parole de Dieu, et faire tous autres exercices de leur religion : pourveu toutefois que ce ne fust dans les villes ; mais bien dehors d'icelles et aux faulxbourgs.

(Note de l'auteur.)

Les rendoit environnez,
 Qu'un remors et la piqueure
 D'une conscience impure
 Sanglantoit tous leurs discours,
 Ou qu'un bourreau d'une flamme,
 D'une corde, ou d'une lame
 Tranchoit le fil de leurs jours.

V.

Nous-mesmes, si pour le zèle
 De donner louenge à Dieu,
 S'osoit la bande fidèle
 Assembler en quelque lieu,
 L'horreur d'une place obscure,
 La nuit, l'ombre, la closture,
 Les désers, la profondeur,
 Ou bien la terreur des armes,
 Nous défendoient des alarmes
 D'un fol peuple en sa fureur.

VI.

Maintenant ceste lumière,
 Ce lieu public, ce solet,
 Envoient notre prière
 Jusques au Dieu éternel :
 Et la crainte de la peine
 Dontera dessous soy l'haine
 Que nous portent les maudits,
 Puisque le prince autorise
 Nostre louable entreprise
 Et l'arme de ses édits.

VII.

La nuit du jour est suivie,
 L'hiver succède à l'esté,
 Le beau temps chasse la pluie,
 La douleur reçoit santé :
 Après un roy sanguinaire

Dieu en donne un débonnaire
 Qui nous traite par amour ;
 Après un édit inique
 On en pose un juridique :
 Ainsi tout vient à son tour.

VIII.

Douce loy, ça que j'honore
 Par mes vers ta sainteté ;
 Juste loy, ça que j'adore
 Par mes vers ton équité.
 Tu assure nostre crainte,
 Tu apaise nostre plainte,
 Tu arrête nos soupirs,
 Tu sèche l'eau de nos larmes,
 Tu roms les cruelles armes
 Taintes au sang des martyrs.

IX.

Tu ramènes en la France
 La vraie religion,
 Tu corrige l'ignorance
 Et la superstition,
 Tu redonne la victoire
 A Dieu privé de sa gloire
 Par les hommes vicieux,
 Tu nous ouvres et nettoie
 La porte et la sainte voie
 Qui nous peut mener aux cieux.

X.

Malheur donc, malheur à l'homme
 Qui t'osera violer ;
 Qu'une rage le consomme,
 Qu'un foudre vienne par l'air,
 Qui suivy d'une tempeste,
 Sur sa sacrilège teste

Décoche un tret de rigueur,
Ou que de main violente
Ses armes il ensanglante
Dans les plaies de son cœur.

XI.

Mais heureux qui ne t'offense,
Heureux qui ne t'enfraindra,
Heureux qui pour ta deffense
Les armes au poing prendra :
Que leur âme soit contente,
Que leur vie soit plaisante,
Que leur âge soit doré,
Que leur lignée soit sainte,

Que leur douce mort soit plainte,
Que leur nom soit honoré!

XII.

O Dieu, puisque ta puissance,
Tient le cœur de nostre roy,
Induy son adolescence
A garder ta sainte loy :
Aussi fléchi le courage
De ce peuple plain de rage
Qui pourchasse nostre mort,
Ou nous donne patience
Et nous arme de constance
Contre leur cruel effort.

IV

Sur le carnage de Vassy ⁽¹⁾.

I.

O Dieu, si près de ton throne
Est assise l'équité,
Qui, égale à tous, ordone
Le bien ou mal mérité ;
Dieu ! O Dieu vangeur du vice,
Dieu, je te requier justice,
Je te demande raison :
Oy donques ce que j'implore,
Voy les larmes que je plore
Et reçois mon oraison.

II.

Nostre roy par sa clémence
Les grans feus avoit estaint

Dont la misérable France
Martyroit son troupeau saint.
La fureur du peuple instable
Auparavant indomtable
Obéissoit à sa loy,
Et la France ores destruiete
Jà de peu à peu réduite
Recevoit ta sainte foy,

III.

Quand d'une brave entreprise,
Et d'un cœur trop orgueilleux,
François prince et duc de Guyse
Rompit un cours si heureux ;
Quant la fureur, et la rage
Qu'il portoit en son courage

(1) Cet événement est trop connu pour qu'il soit besoin d'en donner le moindre abrégé. L'auteur termine ainsi son argument : « Je demande justice à Dieu d'une si furieuse cruauté, le prie de pardonner les fautes de ses serviteurs dignes de bien plus grandes peines, et d'apaiser l'ire qu'il exerce sur eux par le ministère du duc de Guyse. »

Contre la religion,
Fut si extrême et si forte
Qu'elle peut froisser la porte
De la simulation.

IV.

Ce petit troupeau fidèle
Qui à Vassy te servoit,
Inspiré d'un sacré zèle
Gloire et honneur te rendoit :
Ils estoient là tous ensemble
Convoquez dedans un temple
Escoutans ta sainte voix
Qui leur âme avoit ravie,
Tant elle estoit resjouie
Des paroles de tes loix.

V.

Lors ce tyran plain d'audace,
Envieux de ton honneur,
Met en effect la menace
Qu'il couvoit dedans son cœur :
Il se dépite, il commande
Que ceste tant humble bande
Soit tout soudain mise à mort;
Et luy-mesmes rouge d'ire
Les vient blesser et occire
Par un trop cruel effort.

VI.

Hélas ! qui eust veu à l'heure
Ce pauvre troupeau chassé :
L'un rend l'esprit, l'autre pleure,
L'un s'enfuit, l'autre est blessé,
Ce vieillard de main tremblante
Couvre la plaie sanglante
De l'enfant prest à mourir,
Et la mère entre les armes

Vient de ses dolentes larmes
Trop tard son filz secourir.

VII.

La femme parmy la presse
Voit son mary estendu,
Et mesle un pleur de tristesse
Avec le sang espandu !
L'enfant suit de près la mère
Et voïant son pauvre père
Gésir mort entre les mors,
En vain : « Mon père ! » il s'écrie,
En vain de parler le prie,
En vain soulève son cors.

VIII.

L'une se bat de détresse,
L'autre arrache ses cheveux,
L'un déteste sa vieillesse,
L'autre se dict malheureux ;
Mais tous d'un pleur misérable,
Tous d'une voix pitoïable
Emplissent l'air à l'entour
De regrets, souspirs et plaintes,
Criant au ciel, les mains jointes :
« O Dieu, voy ce cruel tour ! »

IX.

Ha ! Seigneur, voy la misère
Où tes servans sont réduis,
Voy tes enfans, ô bon Père,
Tuez, navrez et destruis :
Mais, Dieu, ren-nous tesmoignage
Que nous portons cest outrage
Pour l'honneur de ton nom saint
Lequel ce prince martyr,
Qu'il veut par armes détruire
Et rendre du tout estaint.

X.

Le sang qui de course prompt
S'estend à l'entour du lieu
D'un cry, qui jusque au ciel monte
Demande vengeance à Dieu :
Aussi la terre souillée,
Pour estre en ce sang mouillée,

Sang qui de ses enfans sort,
Humblement le Seigneur prie
Que ce cruel prince expie
Cest outrage par sa mort.

XI.

Sus donc, ô Dieu, pren les armes,
Venge ce sang espandu;
Seigneur, tu as veu nos larmes,
Tu as nos cris entendu,

Console donc nostre plainte
Et par ta droiture sainte
Envoy ce prince au cercueil,
D'une mort juste et fatale,
Si bien que sa peine égale
La fierté de son orgueil.

XII.

Nous sçavons que nostre offense
Mérite plus que cecy,
Mais tu es Dieu de clémence,
Nous te demandons mercy :
Le fardeau de nostre faute
Devant ta majesté haute
Nous fait ploïer les genoux :
Fay-nous donc grâce et retire
Ce prince, fléau de l'ire
Qui t'agrissoit contre nous.

V

Sur l'association et prise des armes (1).

I.

Ceste divine providence
Qui gouverne par sa puissance
Le monde, et tous ses citoïens
Use de beaucoup de moïens :

En tout cela qu'on luy voit faire
Elle s'aide pour ministère
De quelques instrumens humains;
Aussi les hommes qui l'adorent
Bien en vain son secours implorent
Sans vouloir emploïer leurs mains.

(1) La cruauté faite par le duc de Guyse en la ville de Vassy fut incontinant divulguée par toute la France, et donna occasion aux évangélistes de se fortifier : mesmes les nouvelles en furent soudain aportées au prince de Condé, qui n'oublia rien de son devoir, ny de la diligence qu'il avoit promise à la cause de l'Evangile. Il se retira à Orléans, où il fut suivy de plusieurs princes, chevaliers de l'ordre, seigneurs, cappitaines, gentilzhommes et autres, en grand nombre, de tous les estats et de toutes les contrées de ce royaume. Lesquels voyans la nécessité du tems et des affaires, firent ensemble une association et alliance jurée, pour maintenir par les armes et tous les autres moïens licites, l'honneur de Dieu, le repos du royaume, l'estat et la liberté du roy. Puis dès ceste heure ilz commencerent de tenir force, et pourveurent à leur seureté comme en tems de guerre.

(Note de l'auteur.)

II.

Les vœus, les souhaits, les com-
 [plaintes,
 Les désirs, les prières saintes,
 La foy mesmes toujours ne peut
 Avoir de Dieu ce qu'elle veut :
 Il est bien souvent nécessaire,
 Si nos desseins voulons parfaire,
 D'y adjouster nostre labeur :
 Le prix des biens que Dieu nous
 [donne,
 Et l'instrument qui les ordonne,
 C'est le travail et la sœur.

III.

Donc celuy est bien fol, qui pense
 Chasser de soy la violence
 Et de ses haineux les efforts,
 S'il ne veut emploier son cors.
 Car c'est une bien vaine chose
 Qu'un homme oisif, qui se repose
 Sur l'appuy de son vain espoir,
 Et qui n'embrasse et qui n'emploie
 Les moïens que Dieu luy octroie
 Pour exécuter son vouloir.

IV.

Maintenant qu'un prince s'essaie
 Blesser d'une mortelle plaie
 Tous ceux qui font profession
 De la vraie religion,
 Nous avons beaugémir et plaindre,
 Crier Dieu, les mains au ciel joindre
 Et plorer comme efféminés ;
 Les meschans feront leur massacre,
 Et Dieu n'envoiera pour les battre
 Un escadron d'anges armez.

V.

Mais si laissant les vaines larmes
 Nous empoignons les fortes armes,
 Et si nous avons plus d'espoir
 En Dieu qu'en nostre humain pou-
 Il nous armera de sa grâce [voir,
 Pour repousser bien loin l'audace
 Qui nous oseroit assaillir,
 Et rendre l'Eglise assurée
 D'un repos de si grand durée
 Qu'il ne puisse jamais faillir.

VI.

Sus donc hommes pleins de vail-
 [lance !

Faisons une sainte aliance,
 Obligeons nostre pure foy
 A deffendre de Dieu la loy :
 Nous ne joignons nos mains fidèles
 Pour quelques légères querèles,
 Ny pour un tyrannique effort :
 Une cause bien juste et sainte
 Et une bien prudente crainte
 Nous font entrer en cest accord.

VII.

Or maintenant que tous ensemble
 Ceste promesse nous assemble
 Il ne faut qu'une froide peur
 A paresse nostre grand cœur.
 Sus donc, sus, ô vaillans gendar-
 [mes ;
 Prenons en nostre poing les armes,
 Et couvrons nostre cors d'acier :
 Dieu ne nous offre autre manière
 Pour réprimer l'audace fière
 Qui l'ose au combat défier.

VIII.

Mais las ! faut-il que nostre guerre
 Ensanglante la chère terre,
 Qui en son giron nous receut
 Quand nostre mère nous conceut ?
 Faut-il, douce mère commune,
 Que nostre discord t'importune
 De tant de violens efforts,
 De tant de sang, de tant de larmes,
 De tant de coups, de tant d'alarmes,
 De tant d'excès, de tant de mors ?

IX.

Faut-il que nostre main chrétienne
 La main de meurtriers devienne,
 Et que nos cœurs de charité
 Soient cœurs d'inhumanité !
 Cen'est pas tout qu'estre homicide.
 Ha ! faut-il estre paricide ?
 Faut-il apoincter un canon
 Contre l'estomac de son père ?
 Faut-il perser le cors d'un frère
 Ou d'un cousin de mesme nom ?

X.

Hélas ! ô majesté divine,
 Le cœur nous tremble en la poitrine
 Quant nous proposons à nos yeux
 L'horreur de ces faits furieux.
 Mais aussi faut-il que l'audace
 D'un prince lorrain nous menace,
 Comme il fait de meurtres espais ?
 Faut-il qu'impunément il ose
 Rompre l'édiet qu'un roy propose
 Pour nostre bien et nostre paix ?

XI.

Faut-il que par où il chemine
 Tes serviteurs il extermine ?
 Faut-il, ô Dieu, que tes troupeaux
 Redoutent toujours les bourreaux ?
 Faut-il que l'horreur de ses armes
 Pose une loy dedans nos âmes
 Contraire à l'honneur qui t'est deu,
 Si nos canons, picques et lances
 Peuvent chasser ces violences
 Et nous garantir de ce fen ?

XII.

Non ! non ! ce n'est chose croïable
 Que toy qui es juge équitable
 Nous aye laissez assembler
 Pour nous voir ores tant troubler.
 Tu ne voudras que ton Esglise
 Soit le jouet de ceux de Guyse,
 Et que les cors de tes enfans
 Soient le sujet sur quoy s'exerce
 Leur volonté trois fois perverse,
 Ny qu'ils soient de nous triomphans !

XIII.

Donques, ô Seigneur, favorise
 Nostre nécessaire entreprise,
 Nous avons devers toi recours,
 Ne nous dénie ton secours.
 Ces armes ne sont offensives,
 Seigneur, elles sont deffensives.
 Desjà nos haineux sont armez :
 La guerre nécessaire est juste,
 Fay donc nostre main plus robuste,
 Et ren nos cœurs mieux animez !

VI

Sur la prise de Bourges (1).

I.

Lorsque le malin s'assure
 Du succès de ses discours,
 Et quant moins il doute l'heure (2)
 Qui aux bons porte secours,
 Alors Dieu d'un bras robuste
 Des uns punit la fureur
 Et par une grâce juste
 Des autres chasse la peur.

II.

Aussi l'homme en vain dispose
 De ce qu'il a médité,
 Ne pensant que toute chose
 Pend de la Divinité,
 Qui le plus souvent devance
 L'issue de nos projets
 Quant à travers elle lance
 L'obstacle de mil objets.

III.

De ceste chose un exemple
 Nous fournit occasion
 De juger le pouvoir ample
 Du Seigneur Dieu de Sion,
 Et nous donne encor matière
 D'extoller la grand' bonté,

Et de luy offrir prière
 D'une ardante volonté !

IV.

Jadis l'Eglise papale
 Rendoit ce jour profané
 Par l'idolâtrie sale
 Qu'elle y avoit ordonné,
 Et jà s'approchant la feste
 Que cest an mène à son tour,
 Chacun des malins s'apreste
 Pour solemniser ce jour.

V.

Jà les habits magnifiques
 Des prestres sont préparez,
 Jà les châsses, les reliques,
 Les simulachres dorez,
 Les flambeaux, torches, chandèles,
 Les images, les faux dieux,
 Et mil autres choses telles
 Sont jà prestes en tous lieux.

VI.

Cependant d'une tristesse
 Les cœurs des bons sont touchez
 Pour l'honneur de Dieu qu'on blesse

(1) Ce mercredi, 27^e jour de may, l'an MDLXII, veille du jour que les papistes appellent la Feste-Dieu, le capitaine de Lorge, comte de Montgomery, avec une compagnie de gens de cheval, fut envoyé à Bourges, où il entra par le moyen des évangelistes de la ville, et se saisit d'icelle avec telle douceur, qu'il n'y eut jamais une seule goutte de sang espadue. Il fit abatre les images, démolir les autels, rompre les livres, ornemens, et toutes autres choses servans à l'idolâtrie, en lieu desquelles il fit restituer le vray service de Dieu et la pure prédication de l'Evangile.

(Note de l'auteur.)

(2) Il redoute, il craint l'heure.

En tant d'énormes péchez;
 D'ennui leur âme est atainte
 D'un regret leur cœur transy,
 Et d'une juste complainte
 Prient le Seigneur ainsy ;

VII.

O Dieu monstre ta clémence
 A ces hommes forcenez
 Ou si ta juste sentence
 Ainsi les a destineez,
 Fortiffie le courage
 De tes fidèles servans
 Contre la dépite rage
 De tant d'âpres poursuivans.

VIII.

Seigneur, ne veulle permettre
 Que l'œil, messenger du cœur,
 Dans nostre âme vienne metre
 Une plus triste douleur,
 Par le regard exécration
 Des blasphèmes inhumains
 Dont ce peuple misérable
 Provoque tes aigres mains.

IX.

Le Seigneur ne mit arrière
 Les accens de ceste voix,
 Mais d'une vaste carrière
 Il transmet tout à la fois
 Le secours d'une cohorte,
 Dont le fer, le feu, l'horreur
 Le cœur des bons reconforte
 Et donne aux mauvais terreur.

X.

Ainsi ne fut l'entreprise

Contre la gloire de Dieu
 A sa perfection mise,
 Mais succéda en son lieu
 D'une voix sincère et pure
 La sainte exposition
 De la divine Escriture
 Qui nous guide au mont Sion.

XI.

Que Dieu doncques heureux face
 Heureux et heureux ce jour,
 Auquel d'une douce grâce
 Nous tesmoigne son amour ;
 Que ceste belle journée
 Soit par la postérité
 Toujours heureuse nommée
 Et mère de liberté.

XII.

Vous, Madame, à qui j'adresse
 Ce cantique pour présent,
 Que de deuil et de tristesse
 Soit or ! vostre cœur exempt :
 Soit hors de vostre mémoire
 Le souvenir ennuyeux
 De ceste piteuse histoire
 Qui avint à Saint-Jehan-Vieux.

XIII.

Jà deux fois ce jour resonne,
 Depuis que le Dieu des dieux
 Qui toutes choses ordonne
 En ce grand tour spatieux,
 Usa de vostre prudence
 Pour tesmoigner son saint nom
 Et vous arma de constance
 Dans une sombre prison.

XIV.

Sa puissance tant parfaite
 Qui a ce monde planté,
 Ne veut que la chose faite
 Soit comme n'aïant esté :
 Bien peut causer oubliance
 Du mal gref et doloireux,
 Le bien que sa providence
 Nous fait descendre des cieux.

XV.

Que l'heur présent sous soy doute
 L'ennuy qui vous tormentoit
 Quant d'une cholère prompte
 Un fol peuple en vous usoit :
 Et recognoissez la grâce
 De ce père tant humain
 Qui par une joye efface
 Le deul party de sa main.

VII

Sur la bataille [de Dreux] (1).

I.

Tout ce qui se fait en la terre
 Soit en tems de paix ou de guerre
 Vient de la volonté de Dieu,
 Qui tout-puissant partout domine,
 Et en son vouloir détermine
 Les affaires de ce bas lieu.

II.

Nous les mortels, nous pauvres
 [hommes,
 Vivans icy, rien nous ne sommes,
 Qu'instrumens de son veul sacré.
 Il nous arreste, il nous inspire,
 Il nous avance, il nous retire,
 Comme plus il luy vient à gré.

III.

Cependant les fins sont certaines
 De ces entreprinses mondaines

Que conduit nostre sain conseil :
 L'issüe de chascune chose
 En la main du Seigneur repose
 D'un arrêt juste et éternel.

IV.

Que nous sert de prendre les armes,
 Mettre en camp cent mille gendar-
 Remparer les grandes citez, [nies,
 Avoir des canons, de la poudre,
 Rompre un mur par cent coups de
 [foudre,
 Et estre à la guerre usitez?

V.

Cela n'avance notre affaire,
 Si le vouloir de Dieu contraire
 Se moque de tous nos efforts,
 Luy seul peut vaincre et mettre en
 Des ennemis l'armée toute, [route
 Luy seul peust expugner les fors.

(1) En octobre 1562. L'auteur de ce cantique console ce dommage par la justice de la querelle, disant que, si la bataille eust esté entièrement perdue, que la cause de l'Evangile ne laisseroit de la gagner à la longue. Enfin, il implore le secours de Dieu.
 (Note de l'auteur.)

VI.

Mais encor que sert la victoire,
Sinon enfler l'homme de gloire
Dont enfin on le voit donté ?
Le vainqueur en l'heure suprême
Est souvent vaincu par soi-mesme
Ou par le vaincu surmonté.

VII.

Il sembloit bien au duc de Guyse
Qu'il pourroit dissiper l'Eglise
Du Seigneur Dieu naissante encor,
Pour avoir assemblé d'Espagne
De Souisse, France et d'Alemagne
Les hommes, les armes et l'or.

VIII.

Mais aiant trouvé difficile
Ce qu'il publioit tant facile,
Ores il pense en estre à bout :
Faussement il se fait à croire
Qu'il a remporté la victoire,
Il estime avoir gagné tout.

IX.

Et bien tes haineux ont fait perte,
Bien, prince, la terre est couverte
De chevaux, d'armes et de cors :
Bien, cruel, la large campagne
Rouge toute à l'entour se baigne
Au sang de tes ennemis mors.

X.

Et bien, le prince qui commande
Comme chef à toute la bande

Est prisonnier entre tes mains,
Et ce fol peuple et fol encore
T'exalte, te prie, et t'adore
Comme un Dieu entre les humains.

XI.

Penses-tu pourtant nostre armée
Estre si fort exterminée
Que l'Evangile tombe à bas ?
Non ! non ! quant en bataille pire
Tu nous aurois tous peu occire
La cause ne le perdrait pas.

XII.

Tousjours du tems la course ferme
Au bout de quelque petit terme
Un peuple nouveau produiroit,
Qui bien instruit aux Escritures
Voudroit revanger nos injures,
Et le papisme détruiroit.

XIII.

Mais tes yeux ont perdu la veue,
Ton âme est de sens dépourveüe
Si tu ne sçay juger et voir
Que ceste victoire incertaine
Est une bataille thébaine
Qui a bien matté ton pouvoir.

XIV.

Le pœan (1) dont tu la célèbre
Doit estre fait d'un vers funèbre
Piteux en larmes et regrets :
Et la couronne qu'on apreste
Pour ceindre à l'entour de ta teste
Doit estre faite de cyprès.

(1) *Pœan*, chant en l'honneur des dieux et des grands hommes, ou plus généralement chant de triomphe.

XV.

Tu dois plustost d'humble cour-
Déplorer ton propre dommage
Et ensevelir tes soudars,
Que pour trophée de bataille,
Au temple dans une muraille
Ficher tes sanglans estandars.

XVI.

Mais toy, ô grand Dieu des alarmes,
Si nous avons vestu les armes
Pour l'honneur de ta majesté.
Si le but de nostre entreprise
Est d'aquérir à ton Esglise
Une bien seure liberté;

XVII.

Si en ceste guerre si juste
[rage] Nous combatons d'un cœur robuste
Et vaillant jusques au mourir,
Et si le point de nostre offense
N'empesche que de ta puissance
Tu nous y daigne secourir;

XVIII.

Vien, Seigneur, vien, Dieu de la
[guerre,
Armé de foudre et de tonnerre,
Monstre que de nous tu as soing :
Dissipe la troupe ennemie,
Tranche de leur prince la vie,
Et sois nous père à ce besoing.

VIII

Sur la paix [du mois de mars 1562] (1).

I.

Laissons les harnois luisans,
Essuions nos doigts sanglans,
Despouillons nostre courage
De l'ire et de la rancœur
Qui bouilloient en nostre cœur
Et le remplissoient de rage.

C'est assez fait de carnage,
C'est assez poll u nos mains
Dans les meurtres inhumains,
C'est assez mené la guerre;

C'est assez pillé la terre
De nostre nativité;
C'est assez donné d'alarmes,
C'est assez de sang et d'armes,
C'est assez d'hostilité.

II.

La paix est un fort lien
Qui doit unir le chrestien
En amitié pardurable :
Christ avant que trespasser

(1) La mort tant inespérée du duc de Guise [tué par Poltrot] estonna grandement les papistes, qui se reposoient plus en la force de cest homme qu'ilz n'avoient d'espérance au secours de Dieu. Toutesfois, pour cela le siège ne fut levé de devant la ville, mais le prince de Condé et le connestable, prisonniers des deux costez, mirent la paix en ces termes, à telle condition que la religion demoureroit libre à un chacun, sans que pour ce fait on fust recherché, et que l'Evangile seroit presché, ainsi que plus à plain il est déclaré en l'édict fait par le roy sur la pacification des troubles.

(Note de l'auteur.)

En don la voulut laisser
 A sa troupe charitable.
 Elle est douce et délectable,
 Elle rend nos cors dispos,
 Elle est mère de repos,
 Elle est des hommes nourrice,
 Elle entretient la police,
 Elle fait florir les loix,
 Elle chasse l'indigence,
 Elle produit l'abondance,
 Elle faict régner les rois.

III.

Mais elle ne s'acquiert pas
 Pour remporter des combas
 Une palme vainqueresse,
 D'autant que les ennemis
 Sont en ce monde infinis
 Jusqu'à ce que l'ire cesse.
 Il faut que raison la dresse,
 Et que d'une forte main
 Elle manie le frain
 Que Dieu lui a de sa grâce
 Donné pour brider l'audace
 Des folles affections :
 C'est une noble victoire,
 Et digne de grande gloire,
 Que vaincre ses passions.

IV.

Car l'homme qui sçait donter
 Son courroux et surmonter
 Sa cupidité volage,
 S'acquiert éternel renom,
 Et mérite bien le nom
 De chrestien et d'homme sage.
 Celui a pour héritage

La paix qui tousjours produit
 Un bien saint et riche fruit;
 Jamais la bourrelle envie
 Ne trouble l'heur de sa vie,
 Tirant lé suc de ses os;
 Et jamais l'effroy des armes
 Ny le signal des alarmes,
 N'importune son repos.

V.

Avant que voir dans les chams
 Vingt mille soudars marchans
 Avec la terreur des armes,
 Il faut que la passion
 D'une ire ou d'ambition
 Ait surmonté vingt mil âmes.
 Ces troubles et ces vacarmes
 Tant cruelz et forcenez
 Dedans nostre esprit sont nez.
 Nous-mesmes sommes les pères
 De nos communes misères,
 Nous portons en nostre flanc
 La semence de la guerre
 Qui produit en nostre terre
 Tant de feus et tant de sang.

VI.

Donc que l'homme intérieur
 Vainque l'homme extérieur,
 Que l'âme forte surmonte;
 Qu'elle rende assujettis
 Les déréglez appétis
 Qui d'elle ne tiennent conte.
 Lors la paix, de course pronte,
 D'un pied volant et léger,
 Viendra dans nos cœurs loger :

Puis la force et violence	Car nos âmes pacifiques
Qui dominant en la France	Au milieu des républiques
Bien loin de nous s'en iront,	La mesme paix porteront (1).

FIN.

LOUIS LACOUR.

UNE CONVERSION BRETONNE PAR DUPLICATA.

ABJURATION D'UNE DEMOISELLE ANNE DE BURCEL, REÇUE EN DOUBLE,
SAUF E. OU O.

1686.

Nantes, 14 avril 1857.

Monsieur le président,

Après la révocation de l'Edit de Nantes, les convertisseurs, et quelque-fois leurs victimes, en étaient venus à faire assez peu de cas, au point de vue de la conscience et de la morale, d'une conversion presque toujours forcée; mais il était rare cependant qu'ils en convinsent ouvertement, ou à peu près, comme dans la pièce suivante que j'ai l'honneur de vous adresser. Il y est question d'une dam^{lle} Anne de Burcel, déjà convertie il y a six ans, c'est-à-dire en 1680, puisque la scène que nous allons retracer se passait en 1686. Cette conversion avait été faite par un jésuite, le père Simon, et était attestée avec le sceau du collège par un autre jésuite, le père Dufé; comment, dès lors, pouvait-il y manquer quelque chose? Le sénéchal y trouva cependant à redire. On ne lui montrait pas l'acte original, et il refusait comme valable l'attestation du père Dufé. La dam^{lle} de Burcel, qui était en prison et qui avait la plus grande hâte d'en sortir « pour aller recueillir l'héritage d'un oncle en Angleterre, » trouva un expédient. Elle offrit de refaire sa conversion et somma le sénéchal de la recevoir. Celui-ci parut embarrassé et consulta le lieutenant général de Bretagne, « Mgr le marquis de Lavardin. » La demande fut accordée, et, chose piquante, il se trouva un autre jésuite, le père Kerviche, professeur en théologie, qui, lui aussi, ne jugea pas suffisante la conversion faite par le père Simon ou l'attestation fournie par le père Dufé, et qui reçut à nouveau une abjuration déjà faite. Il est vrai qu'on prit soin de consigner dans l'acte cette clause : *le tout sans préjudicier à sa première abjuration*. La chose eut lieu dans la chapelle de la prison « en présence de tous les prisonniers mandés à cet effet. »

En voici du reste le récit officiel.

Agrééz, etc.

B. VAURIGAUD, P^r.

(1) L'auteur comptait sans la Saint-Barthélemy et la révocation de l'Edit de Nantes.

*EXTRAIT DES LIASSES DU PRÉSIDIAL DE VANNES.*22^e aoust 1686.*Abjuration de Damelle Anne de Burcel.*

Pierre Dondel, escuyer, sr de Keranguen, cons^{er} du roy, sénéchal, président et premier magistrat au siège présidial de Vannes, présent le sr procureur du roy ayant avec nous pour adjoint Joseph Hamart, commis au greffe, sçavoir faisons que ce jour 22^e aoust 1686 sur le réquisitoire à nous cy-devant fait par Anne de Burcel, damelle des Garennes, détenue prisonnière aux prisons de cette ville de nostre ordonnance pour nous avoir demandé un passeport pour se retirer en Angleterre auprès du sieur de Lamoise, son oncle, banquier demeurant à Londres, catholique-romain, dont elle est héritière présomptif, sans nous représenter avec un passeport ny permission de S. M. pour se retirer hors du royaume et de la ville d'Angoulesme son domicile, où elle est établie avec Jan Maillocho, son fils, âgé de neuf ans. Et faute de nous avoir communiqué une abjuration en forme, mais seulement un certificat datté à Angoulesme le 24 may 1684, avec le sceau du collège, signé François Dufé de la compagnie de Jésus, par lequel ledit père Dufé atteste que ladite damelle Anne Burcel, native de Metz, a fait adjuration de l'hérésie de Calvin, il y a environ 3 ans, entre les mains du révérend père Jan Simon de la compagnie de Jésus, lequel est décédé il y a plus d'un an, et déclare que plusieurs témoins l'ont assuré avoir assisté et signé ladite abjuration, soustenant ladite de Burcel n'estre point comprise dans les déclarations de S. M., qui défendent aux nouveaux convertis de se retirer du royaume puisqu'elle est ancienne convertie et depuis les six ans. Nous aurions écrit à Mgr le marquis de Lavardin, lieutenant général de cette province, pour qu'il lui plust nous donner ses ordres sur la nouvelle abjuration que proposait faire ladite damoiselle des Garennes, afin de procurer au plustôt sa liberté, ne pouvant recevoir son abjuration entienne (*sic*) qu'elle a laissé à Poitiers, quoiqu'elle l'ait demandé par plusieurs lettres. Sur quoy mon dit seigneur de Lavardin nous avait mandé de recevoir ladite abjuration si ladite de Garennes y persistait. Laquelle nous ayant depuis répété par plu-

sieurs fois son réquisitoire de recevoir sa nouvelle abjuration, nous sommes, en compagnie dudit sieur procureur du roy, transportés aux prisons royaux de cette ville, où ladite damelle de Garennes présente nous a requis d'assister à son abjuration qu'elle désire faire en présence du révérend père Vincent Kerviche de la compagnie de Jésus, professeur de théologie, commis par M. l'évesque de Vannes à cet effet, et lequel présent a reçu l'abjuration en nostre présence avec les cérémonies ordinaires suivant le rituel romain. Ladite damelle de Garennes ayant déclaré qu'elle n'a réitéré son abjuration que pour se procurer sa liberté et se retirer à Angoulême, le tout *sans préjudicier à sa première abjuration*. Et en l'endroit a apparu un extrait des registres de baptême de la paroisse de Saint-André-Désert (*sic*) de Paris qui justifie que son fils Jan Maillocho a esté baptisé en ladite Eglise et qu'il est catholique-romain, et a retenu lesdits extraits et certificats cy-dessus et a fait son abjuration en la chapelle de ladite prison en présence de tous les prisonniers mandés à cet effet.

De tout quoy avons décerné acte pour valloir ainsi qu'il appartiendra et rédigé le présent procès-verbal auxdits prisons sous nostre signe, celui dudit procureur du roy, et dudit père Kerviche, et de notre adjoint. Ladite Anne Burcel, damelle de Garennes, ayant déclaré ne savoir signer.

Signé : P. DONDEL ; M. SAUVANEAU ; VIN. KERVICHE, de la compagnie de Jésus ; THOMAS, commis au greffe.

EXTRAITS DES PROTOCOLES DE L'ÉGLISE FRANÇAISE DE BALE.

1746-1765.

DEUX RÉFUGIÉS DE CHARENTON (1746). — MORT DU PASTEUR PIERRE ROQUES (1748). — NÉCROLOGIE, PAR OSTERVALD. — UN COMPLICE DU MINISTRE DU DÉSERT ROCHETTE (1763).

Nous avons déjà donné d'intéressants détails sur l'Eglise française de Bâle, et publié de remarquables extraits de ses registres (voir t. I, p. 368, et t. IV, p. 429). En voici d'autres qui nous ont été transmis par les mêmes amis, et nous en avons encore en portefeuille.

Extraits.

I.

Le 28 août 1746. On a reçu à notre religion M. *André* PREMONTVAL, de Charenton, et Madame PIGEON, de Paris, sa femme, qui a été ici plusieurs mois en habits d'homme, parce qu'elle attendait ses habits qu'on a tardé à lui envoyer, et en attendant lui disait que c'était son neveu.

II.

Monsieur *Pierre* ROQUES, fidèle pasteur de l'Eglise française de Bâle, tomba malade le jeudi soir, 4 avril 1748, ayant encore prêché avec force et solidité le matin dudit jour. Sa maladie, peut-être peu connue, fit de tristes et de rapides progrès, et il expira le samedi suivant, 13 avril, un peu avant trois heures du matin, étant né le 26 juillet v. s. 1685.

Le mercredi 17 dudit mois d'avril, à deux heures après midi, se fit l'enterrement de M. Roques, qui fut très nombreux et très distingué. . . . Son collègue, M. Ostervald (1), fit selon l'usage un sermon funèbre sur Hébr. XIII, 7, les premières paroles. Chacun parut pénétré et bien des larmes furent répandues....

[*Suit la copie des PERSONALIA de feu M. le pasteur Roques, tels que son collègue les lut après le sermon.*]

Notre très cher et très honoré frère M. Pierre Roques, M. du S. E. et fidèle pasteur de cette Eglise, est né le 26 juillet v. s. 1685, à Lacone [Lacaune], près de Castres, dans le haut Languedoc. Il était fils de M. Pierre Roques, négociant, et de Madame Erneste (2) de la Vernet, du même lieu. La révocation de l'Edit de Nantes, arrivée en 1685, leur fit former le dessein de sortir du royaume. Ils en sortirent en effet en 1688, et se réfugièrent en Suisse, d'abord à Genève, ensuite à Nion, où le bienheureux défunt parcourut les écoles, et enfin à Rolles.

(1) Cette partie du *protocole* est rédigée par M. le pasteur Ostervald lui-même.

(2) Je doute que ce soit là le nom de la mère de mon cher collègue.

(Note de M. Ostervald.)

Il fut destiné à l'étude de la théologie, pour laquelle il semblait être né, et il fit heureusement ses études, tant à Genève qu'à Lausanne, sous les célèbres théologiens Louis Tronchin, Bénédicte Calandrin, Bénédicte Pictet, Jean-Alphonse Turretin, David Constant, Albert Roy, qui tous dorment depuis longtemps le sommeil de la paix. Au mois de mars 1709, il reçut à Lausanne l'imposition des mains, après un examen duquel il se tira avec distinction.

L'année suivante, 1710, Dieu ayant retiré à soi respectable Paul Reboulet, pasteur de cette Eglise, le 13 avril, M. Roques fut élu pour être son successeur le . . . juillet suivant, par les suffrages unanimes du vénérable corps qui choisit les pasteurs de l'Eglise française. Il commença son ministère le dernier dimanche d'août suivant par un sermon très édifiant sur 2 Cor. V, 20, et nous savons tous comment il l'a continué pendant les trente-huit ans, moins quelques mois, pendant lesquels Dieu nous en a fait jouir.

L'an 1715, au mois d'avril, il se maria avec Mademoiselle Marie-Louise de Maumont, fille de M. Jean de Maumont, gentilhomme réfugié de la province de Béarn, et de Madame Marie de Juigné de la Brossinière, originaire de la province d'Anjou; de ce mariage sont nés neuf enfants, dont trois sont morts en bas âge; les six restants sont trois fils et trois filles. L'aîné des fils est digne pasteur de l'Eglise de Hombourg, où notre cher collègue défunt se rendit il y a un an pour y voir son bien-aimé fils entré depuis peu dans un heureux mariage! Les deux autres fils sont proposants, ou étudiants en théologie, et tout promet qu'ils suivront les traces du digne père qu'ils pleurent actuellement.

Des trois filles deux sont mariées, l'une en Dannemarc et l'autre en Suisse; la cadette est encore avec Madame sa mère. Notre cher défunt a laissé sept tant petit-fils que petites-filles, qu'il a eu la consolation de savoir vivants, quoiqu'il n'en avait vu que la plus petite partie. Dieu verse sur Madame sa veuve, ses enfants et ses petits-enfants toutes ses consolantes bénédictions, accomplissant sur eux tous les vœux et les prières de celui duquel ils viennent d'être séparés.

Quoique le tempérament de feu M. le pasteur Roques fût très bon et qu'il l'eût fortifié par la vie la plus sobre et la plus laborieuse, ce dont tant d'ouvrages sont et seront de beaux monuments, il avait pourtant de temps en temps des maladies qui paraissaient d'abord

assez sérieuses, mais qui n'étaient pas de durée, excepté celle de 1735 qui le conduisit au bord du tombeau. Enfin celle qui devait nous l'enlever se manifesta il y aura demain quinze jours, qu'il prêcha encore avec force et dignité sur la Pâque judaïque, mais dès le lendemain il fut mal; l'après-lendemain très mal, et on craignit dès lors de le perdre. Sa maladie l'a comme toujours retenu dans un sommeil profond et comme léthargique, accompagné de rêveries, ce qui a fait qu'on n'a pu lui parler que par de courts intervalles; par là il a été empêché de prendre part à nos prières, et d'édifier et consoler sa chère famille et les assistants par les discours que sa piété lui aurait abondamment fournis. On croyait voir de temps en temps quelques lueurs d'espérance, mais qui disparaissaient bientôt. Enfin, vendredi surtout vers le soir, le mal se renforça tellement que l'on vit que sa fin approchait. En effet notre cher frère rendit son âme à Dieu le samedi veille de Pâques un peu avant trois heures du matin, au milieu des prières et des gémissements de sa famille et des assistants, âgé de 62 ans, 8 mois et quelques jours.

Voilà donc un cher et vrai pasteur duquel Dieu vient de nous séparer. Après qu'il a eu servi pendant le temps qui lui était assigné à l'œuvre du Seigneur, il vient de s'endormir et de suivre ses pères : l'Eternel nous l'avait donné, l'Eternel vient de nous l'enlever, le nom de l'Eternel soit béni ! Que cet exemple qui a quelque chose de particulier pour nous réveiller et nous apprendre à bien mourir, produise ces effets par la grâce d'en haut. C'est là le grand article pour chacun de nous, et, si nous le comprenons bien, nous ne donnerons aucun repos à nos âmes jusqu'à ce qu'elles soient dans un tel état que nous puissions dire légitimement, soit que nous vivions, soit que nous mourions, nous vivrons et nous mourrons au Seigneur.

N. B. On ne trouve dans ces *personalia* aucune mention des dons, qualités, travaux, vertus, services rendus à l'Eglise par ce bienheureux pasteur, parce que ce qu'on a cru devoir dire à tous ces égards avait eu sa place dans le sermon, quoique avec cette retenue que la chaire sacrée et les sentiments du défunt touchant les louanges que l'on donne aux morts prescrivent, et c'est aussi un article sur lequel les pasteurs doivent être très modérés.

Le 2^e aoust 1748 partit d'ici Madame Roques, veuve de feu notre cher pasteur, avec toute sa famille. Le Seigneur les accompagne et les bénisse en toute manière.

III.

Le 12 juin 1763 se présenta *Jean-Valentin* POIRIER, natif de Cassel, fils de Français réfugié, muni d'attestations authentiques par lesquelles il conste qu'il a été malheureusement enveloppé pour cause de religion dans l'affaire du ministre Rochet [Rochette], de Genève, lequel a été pendu en 1762 à Toulouse pour avoir prêché et distribué la sainte Cène avec deux gentilshommes, qui ont été décapités pour avoir tenu son parti; que ledit sieur Poirier, pour avoir servi de chantre audit ministre, avait été six mois dans un affreux cachot, chargé de grosses chaînes et dans l'eau jusqu'à la poitrine, d'où il n'est sorti que pour être banni pour jamais du royaume. Comme les souffrances qu'il a endurées l'ont réduit dans un triste état de langueur et tout à fait digne de commisération, Messieurs du v. consistoire, à sa requête, l'ont assisté de manière que lui et sa femme pussent se rendre par eau jusqu'à Francfort, afin pour de là pouvoir se rendre à Cassel, sa patrie, où il disait avoir des parents. Pour cet effet on lui accorda trois louis d'or neufs, avec une recommandation ouverte du vénérable consistoire de notre Eglise pour celle de Francfort et d'autres où il pourrait s'adresser.

MÉLANGES.

REQUÊTE DES SOUS-FERMIERS DU DOMAINE
AU ROY

POUR DEMANDER QUE LES BILLETS DE CONFESSION SOIENT ASSUJETTIS AU CONTRÔLE.

1753 (?)

(Voir ci-dessus, p. 450-469).

Il sera facile, SIRE, d'étendre la nécessité des billets de confession et de multiplier par conséquent les profits du contrôle. On n'a guères exigé, jusqu'à présent, les billets de confession que pour la Pâque et les derniers sacrements; encore n'est-on pas exact dans plusieurs diocèses à faire exécuter la loi des billets dans ces deux cas. Grâce au zèle de l'archevêque de Paris, les curés de cette capitale commencent à en introduire l'usage pour le ma-

riage et la confirmation. Bientôt les évêques y assujettiront les ordinans; parce qu'en effet la loi qui prescrit les billets est une loi générale, et que ses motifs s'appliquent à tous les sacremens.

• D'ailleurs, si on veut raisonner conséquemment (et peut-on douter que nos évêques ne le veulent?), il est tout naturel de ne donner la communion à qui que ce soit, même dans le cours de l'année, que sur le vu du certificat de confession. Pourquoi même dans les sacristies donneroit-on des ornemens à aucun prêtre, sans une exhibition préalable du billet en bonne forme? Ne faut-il pas pour dire la messe une sainteté aussi bien prouvée, que pour communier simplement? Qu'on ne dise pas que tous les prêtres devant être saints par état, on les doit présumer tels sans confession. Tous les chrétiens ne doivent-ils pas l'être aussi; et y a-t-il entre eux d'autre différence à cet égard que du plus au moins, en ne considérant que leur vocation et leur devoir? Quant au fait, on peut avancer sans médisance que la confession n'est pas moins nécessaire en tout sens à bien des prêtres, quand il veulent dire la messe, qu'elle peut l'être aux chrétiens qui veulent communier. Il est aisé de sentir jusqu'où ces conséquences, si justes et si nécessaires, feront monter le produit du contrôle.

La police civile ne fournira pas moins d'occasions de rendre les billets de confession plus communs. Il est d'une conséquence infinie pour l'Etat qu'il n'entre que de bons catholiques dans les charges. Quelle indécence n'y auroit-il pas qu'un office de mesureur de charbon, d'auteur de toile, de conseiller de VOTRE MAJESTÉ, de langayeur de cochons, fût sur la tête d'un citoyen dont la foi et la piété seroient suspectes? Il a été ordonné par une déclaration précise du 4 mai 1724, qu'aucun des sujets de VOTRE MAJESTÉ ne fût admis à remplir une charge sans une attestation de vie, mœurs et exercice actuel de la religion catholique, apostolique et romaine, délivrée par le curé ou le vicaire de la paroisse. En conséquence, on avoit observé pendant assez longtemps, pour plusieurs charges, l'usage d'exiger des récipiendaires des certificats de confession et de communion. On regardoit avec raison ces certificats comme la seule preuve suffisante de catholicité. Voudroit-on obliger un curé à certifier que son paroissien, exact aux offices, ou qui même a été marguillier, est bon catholique, s'il ne l'a confessé et communiqué exprès pour s'assurer de sa foi? Mais malheureusement cette pieuse pratique n'a pas subsisté longtemps. Ne seroit-il pas bien à propos de la rétablir pour toutes les charges, et peut-être même de l'étendre à toutes les confréries, académies, communautés de corps de marchands et maîtrises d'arts et métiers?

Enfin les supplians ont fait sur ce point une découverte des plus intéressantes dans le glossaire de Ducange. Que VOTRE MAJESTÉ ne soit point surprise de ce trait d'érudition: ils avoueront avec candeur qu'ils en sont redevables à l'avocat des fermes. La vie des financiers suffisant à peine pour s'instruire des réglemens qui concernent les droits et les moyens d'empêcher la fraude, il n'est pas étonnant qu'ils aient préféré les lectures de devoir à celles de curiosité. On doit leur pardonner de n'avoir pas lu un ou-

vrage assez indifférent pour la fortune et écrit dans une langue qui ne leur est pas familière.

On trouve donc dans ce glossaire, au mot *Intestatio*, que dans le XIII^e siècle, les biens meubles de ceux qui mouroient sans s'être confessés étoient confisqués au profit du seigneur. Sans doute que la lumière augmentant de jour en jour dans l'Eglise, on ne tardera pas à renouveler une pratique si sage. Or, n'est-il pas important, pour faire valoir cette confiscation, que la preuve de la confession ne puisse être acquise que par un billet en forme probante bien et dûment contrôlé, et qu'on s'en rapporte, pour priver VOTRE MAJESTÉ des droits qui lui sont acquis sur les biens de ceux qui meurent *inconfès*, qu'à des écrits authentiques et au-dessus de tout soupçon?

Il ne reste plus aux supplians qu'à proposer à VOTRE MAJESTÉ quelques réflexions sur la forme et l'établissement du contrôle pour les certificats de confession.

Les actes passés par les notaires dans toutes les villes du royaume sont sujets au contrôle; les seuls notaires de Paris en sont exempts. Leur probité connue, qui écarte d'eux tout soupçon d'antidate, leur a mérité ce privilège.

Nous croirions, sous le bon plaisir de VOTRE MAJESTÉ, qu'on pourroit de même exempter du contrôle les certificats de confession délivrés par les curés de Paris à leurs pénitens. La très humble soumission avec laquelle plusieurs d'entre eux ont souscrit la requête que l'archevêque de Paris les a forcés de lui présenter en faveur de ces billets, et le zèle avec lequel ils en ont pris la défense, même aux dépens de leur liberté et de leurs biens, sont un sûr garant de la scrupuleuse exactitude avec laquelle ils les délivreront. L'exemption du contrôle sera en même temps et une espèce de récompense du courage avec lequel ils ont bien voulu être les martyrs des billets de confession, et un honneur dû à leur qualité de curés de la capitale.

Nous ne dirons rien à VOTRE MAJESTÉ du tarif des droits qui seront payés pour le contrôle de chaque billet: c'est à elle à le régler par sa prudence. Nous croyons cependant qu'il seroit juste de contrôler *gratis* les certificats de confession délivrés aux évêques. C'est à plusieurs d'entre eux que l'Eglise et l'Etat ont l'obligation de cette sainte pratique. Ils ont eu la force de la maintenir sans écouter aucunes représentations. Il seroit indécemment, lorsqu'ils s'y soumettent les premiers pour donner l'exemple, qu'il leur en coûtât de l'argent. Les supplians offrent donc de contrôler *gratis* pour eux.

Mais il est d'un usage constant que lorsque VOTRE MAJESTÉ, par des raisons particulières, décharge un village de la taille, son imposition soit re-jetée sur les villages voisins.

Par cette raison on pourroit, en déchargeant les évêques de la taxe du contrôle, exiger un double droit des magistrats qui ont fait tant de bruit et ont rendu tant d'arrêts contre ces billets, et aussi des avocats du parlement

de Paris, qui, pour s'opposer autant qu'il a été en eux à ces mêmes billets, ont fermé leurs cabinets et cessé de plaider dans tous les tribunaux.

Il seroit nécessaire aussi de fixer le temps du contrôle de ces billets et celui dans lequel on sera tenu d'en faire usage pour obtenir les sacrements. Les ministres de l'Eglise ne les accordent sur la représentation d'un billet que parce que ce billet prouve la pureté de conscience acquise par la confession. Or, en se servant de ce billet plusieurs heures après sa date, il pourroit arriver que dans le temps intermédiaire il y auroit eu de nouveaux péchés mortels commis, en sorte que la représentation de ce certificat seroit alors un véritable faux.

On remédiera à ce mal en obligeant les prêtres à dater leurs certificats non-seulement de devant ou d'après midi, comme les notaires font leurs contrats, à cause des hypothèques, mais à les dater de l'heure précise dans laquelle ils les signeront, en ordonnant qu'on sera tenu de les faire contrôler et de les représenter pour obtenir les sacrements dans la même matinée ou le même après-midi. C'est ce qui se pratique au sujet des congés de remuage nécessaires à vos sujets pour transporter leur vin d'une cave dans une autre. Leur effet ne dure qu'un jour, et on y insère toujours la clause, *le présent, après ce jour, non valable*. On a été obligé d'en user ainsi pour prévenir les fraudes, et cela n'est pas moins nécessaire pour empêcher les stellionats spirituels auxquels pourroit donner lieu la représentation d'un billet de confession antérieur d'un grand nombre d'heures à la réquisition des sacrements.

Cette sévérité apparente procurera toutes sortes de biens. Ceux qui auront négligé de se servir aussitôt de leur billet seront obligés de se confesser une seconde fois, et le nouveau billet donnera lieu à un second droit de contrôle.

Par toutes ces raisons, les supplians requièrent très humblement qu'il plaise à VOTRE MAJESTÉ les recevoir appelans comme d'abus de la bulle de Benoît XI commençant par ces mots : *Inter cunctas*; faisant droit sur l'appel, dire qu'il y a abus, et qu'en conséquence ladite bulle ne sera plus simplement intitulée mais qualifiée *Extravagante*, en ce qu'elle contient de contraire aux billets de confession.

Ordonner que tous les certificats de confession qui seront délivrés par les ecclésiastiques dans toute l'étendue du royaume seront écrits sur du papier timbré et sujets à la formalité du contrôle des autres actes à peine de nullité.

Enjoindre à tous les ecclésiastiques séculiers ou réguliers, exempts ou non exempts, lorsqu'ils iront confesser un malade, d'apporter avec eux du papier timbré, une plume et de l'encre. Ordonnant qu'aussitôt que la confession sera finie ils seront tenus, avant de sortir de la maison, de signer un certificat dans lequel ils marqueront les noms, surnoms, qualités et demeures des personnes qu'ils auront entendues, et l'heure précise à laquelle aura fini la confession, le tout à peine de nullité. Leur faire défense, sous telles peines qu'il appartiendra, d'écrire lesdits certificats en latin, de dire

simplement qu'ils ont confessé le porteur des présentes et de ne mettre que la date du jour.

Ordonner que lesdits billets seront présentés au contrôle aussitôt après leur rédaction, et qu'ils ne pourront valoir titre à l'effet d'obtenir des sacrements que lorsqu'ils seront présentés à l'église dans la matinée ou dans l'après-midi dans lesquelles ils auront été contrôlés. Faire défense à tous curés, vicaires et porte-Dieu de porter les sacrements le matin en conséquence d'un billet de confession daté de la veille, ou l'après-dîner en vertu d'un billet daté du matin, le tout à peine d'être poursuivis comme perturbateurs du repos public et punis suivant la rigueur des ordonnances.

Ordonner néanmoins, par grâce et sans tirer à conséquence, que les billets de confession donnés par les curés de Paris vaudront titre, quant à l'obtention des sacrements, sans avoir été contrôlés, et que ceux qui seront expédiés au profit des évêques malades par leurs confesseurs seront contrôlés *gratis*.

Ordonner, en outre, que l'usage établi dans la paroisse de Saint-Sulpice de tenir un registre dans lequel on insère les noms de tous les confesseurs qui ont administré les malades sera étendu aux autres paroisses, et qu'il sera libre aux supplians de faire compulser lesdits registres toutes fois et quantes que la nécessité de découvrir les fraudes et l'intérêt de la Ferme l'exigeront.

Aux offres que font les supplians de fournir annuellement à l'hôpital général, sur le produit du nouvel établissement dont il s'agit, telle somme qu'il plaira à VOTRE MAJESTÉ d'arbitrer, pour contribuer de leur part au rétablissement de cette maison, que M. l'archevêque de Paris a tant à cœur de relever par le changement de son administration.

Et attendu que les parlemens sont récusables, comme s'étant déclarés contre les billets de confession, qu'il plaise à VOTRE MAJESTÉ évoquer à sa personne toutes les contestations nées et à naître au sujet du contrôle des billets de confession, et les renvoyer à tel tribunal ou commission qu'il lui plaira d'établir, avec défenses à tous les parlemens et autres tribunaux ordinaires d'en connoître directement ou indirectement.

Et les supplians continueront leurs prières pour la santé et la prospérité de VOTRE MAJESTÉ et pour l'augmentation de ses finances.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

tenue le 21 avril 1857

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. CHARLES READ, PRÉSIDENT.

La Société s'est réunie pour la cinquième fois en assemblée générale, dans le temple de l'Oratoire, le mardi 21 avril 1857.

La séance ouverte à 3 heures par une invocation de M. le pasteur Amphoux, M. le président s'est exprimé en ces termes :

Messieurs,

Que la marche du temps est rapide, lorsqu'on fournit assidûment une carrière, lorsqu'on poursuit activement un but ! Chaque année nouvelle vient nous surprendre au milieu de notre tâche inachevée, sans que pourtant nous puissions nous reprocher d'avoir faibli en chemin. Nous serions presque tenté de croire qu'il y a méprise et anticipation, lorsque le moment de notre assemblée générale arrive : il nous semble que nous venions à peine de nous remettre en marche après la dernière halte. Et n'êtes-vous pas, en effet, surpris vous-mêmes, si vous songez que, notre œuvre datant d'hier, nous voici réunis pour la cinquième fois, ayant effectivement accompli le premier lustre de notre existence sociale ?

Oui, c'est comme une illusion, mais qui se dissipe aussitôt en face d'une réalité, tout à la fois satisfaisante et douloureuse... Notre humble entreprise subit la loi de tout labeur humain. L'arbrisseau a été planté, il a traversé les premières épreuves, il croît, se développe, donne déjà quelques fruits... Mais ceux qui l'ont planté de leurs mains, qui l'ont soutenu, suivi avec affection dans cette première phase de son développement, en vain vous les chercheriez tous parmi nous : plusieurs ne répondent plus à l'appel, car ils ont été retirés de ce champ de travail où le Maître commun les avait envoyés. Ainsi

ont disparu de nos regards, l'un après l'autre, ces trois amis, ces trois coouvriers que vous aimiez à voir, que nous aimions à sentir à nos côtés : Edouard Verny, Adolphe Monod, et, il y a quelques mois seulement, Christian Bartholmèss...

La mort de ce dernier ami, si soudaine, si imprévue, nous a atteints profondément dans la personne de l'un de nos collaborateurs les plus dévoués et les plus actifs. Elle laisse, ici comme ailleurs, un vide difficile à combler; elle nous prive d'un concours toujours empressé, toujours éclairé, toujours utile, grâce au savoir dont notre regretté collègue était si bien approvisionné, et à cet esprit de confraternité qui le portait à rendre service, en payant de sa personne. Deux fois vous aviez été à même d'apprécier son mérite en pareille circonstance, et, cette année encore, il eût sans doute en ce jour captivé votre intérêt par un de ces morceaux d'histoire qu'il tenait pour nous en réserve. De combien de communications de ce genre il se proposait de nous enrichir successivement... Il se proposait !... *Celui qui dispose* en avait autrement décidé.

Mais si le Maître rappelle ainsi à lui et doit rappeler tour à tour ses divers serviteurs, l'arbre que ceux-ci ont planté leur survit. Ceux qui restent ont continué et continueront à lui prodiguer leurs soins, d'autant plus pieux, afin de pouvoir dire, eux aussi, lorsque leur jour viendra :

Nos arrière-neveux nous devront cet ombrage.

Nous disions, Messieurs, que déjà notre arbre a porté quelques fruits. En effet, c'est à présent surtout, et en le considérant au degré de développement où il est parvenu, qu'on peut, ce nous semble, reconnaître qu'il a fourni un bon commencement de carrière, et l'on peut prédire qu'il aura fait son office et donné son contingent avant de se stériliser et de devenir, comme celui de la parabole, bon à être coupé et mis au feu. Ce coup d'œil que chaque année nous avons jeté en arrière sur nos publications des douze mois écoulés, si on le jette rétrospectivement sur la collection de la période quinquennale aujourd'hui révolue, on peut se convaincre qu'une assez notable somme de travail a été, en définitive, accomplie, avec autant d'ensemble, de suite et d'unité peut-être, que le comportait une œuvre aussi nouvelle, aussi complexe, aussi diverse dans toutes ses conditions. Nous ne reviendrons pas sur ces revues partielles, qui donne-

ront lieu (mais plus tard) à une grande et féconde synthèse; nous voulons pour l'instant être bref, et vous remettre seulement sous les yeux le tableau des documents que nous avons ajoutés cette année à notre répertoire et des progrès que nous avons pu constater.

Nous avons étudié les antécédents et les causes de la Réforme dans la *Déploration de l'Eglise*, de Jean Bouchet, curieuse communication de M. Douen, et dans la *Correspondance même du roy Charles IX et du cardinal de Lorraine, au sujet du concile de Trente*.

Nous avons repris la série de pièces relatives à l'*abjuration de Henri IV* et à l'attitude du parti huguenot dans cet événement capital de son histoire et de celle de la France. La lettre écrite le jour même à Saint-Denis, par le dernier pasteur resté auprès du monarque jusqu'au « saut périlleux, » lettre dont nous devons communication à M. le professeur Baum, a excité beaucoup d'intérêt. Les requêtes de ceux de la religion qui suivirent jettent une lucur très utile sur les préliminaires de ce chapitre si important, que nous devons aborder un jour, et qui s'intitule : *l'Edit de Nantes*.

Un des personnages de cette époque que l'on désire le plus connaître de près, c'est sans contredit Catherine de Navarre, duchesse de Bar, la sœur naïve et fidèle « du plus madré et du plus politique prince qui fut jamais. » Les fragments de *Chronique* et de *Journal* que M. Othon Cuvier nous a transmis de Metz, sur le séjour de cette excellente princesse en Lorraine, ont beaucoup ajouté à ce que nous savions déjà et complété de la manière la plus heureuse les extraits de L'Estoile et de Du Moulin que nous en avons rapprochés.

M. le professeur Nicolas a enrichi notre série des *Académies protestantes* d'une instructive notice sur celle de Die, l'Académie de Daniel Chamier, et provoqué de précieuses notes, que nous avons dues à l'obligeance d'un savant Dauphinois, M. Rochas. Infatigable dans ses recherches sur cette importante matière, M. Nicolas nous annonce de nouvelles communications, qui seront reçues avec reconnaissance par tous ceux qui attachent du prix à l'histoire intellectuelle, littéraire, et, pour ainsi dire, universitaire du protestantisme français.

Nous avons conduit encore un peu plus avant notre *Chronique documentaire du temple de Charenton*, heureux de répondre du moins à l'intérêt qu'on veut bien y prendre, désireux de prouver que nous avons à cœur de mener à fin cette monographie, en y consacrant tout

le temps, malheureusement trop restreint, que nous laissent nos autres occupations.

Le siège de La Rochelle, la révocation de l'Edit de Nantes, ont de nouveau été illustrés par plusieurs communications. Il en est une de M. Théodore Muret qui mérite une attention particulière.

Les dragonnades (a-t-on dit et répète-t-on souvent) sont sans doute une chose horrible ! — Mais elles eurent lieu à l'insu et loin des yeux de Louis XIV et de la cour, par l'excès de zèle des intendants et des chefs militaires ; et la preuve, ajoute-t-on, *c'est que Paris en fut exempt*. On ne trouve pas un seul cas de mission bottée, de garnison dragonne dans la capitale, ni dans l'Ile-de-France, ni dans les provinces voisines..... — Or, c'est là justement ce que M. Muret s'est trouvé en mesure de démentir par un témoignage très frappant, très curieux, nous dirions même très plaisant, s'il pouvait être ici question de plaisanterie. Laissez-nous vous rappeler les circonstances de ce remarquable incident.

Le roi veut faire savoir à un certain nombre de riches négociants protestants de Paris, que tel est son bon plaisir, qu'ils aient à se ranger, sans autre forme de catéchisme, à sa royale religion. Ces négociants, mandés chez le ministre Seignelay, fils du grand Colbert, reçoivent la communication, et accèdent au désir qui leur est transmis : ils souscrivent séance tenante une promesse de conversion, et trois jours après, signent la formule d'abjuration à l'usage des hérétiques. Puis ils s'en vont parfaitement en règle... En règle avec Sa Majesté Louis XIV, s'entend. Pour leur conscience, vraisemblablement c'était une autre affaire. Ces habiles gens n'attachaient sans doute pas à leur signature ainsi donnée la même importance qu'ils eussent mise à un engagement commercial, et ils avaient cru pouvoir agir en cette occasion comme ils eussent fait, à leur corps défendant, en une rencontre d'un autre genre, sur la lisière d'un bois ou au détour d'un chemin. Toujours est-il que, vis-à-vis de leur convertisseur, vis-à-vis de Louis XIV, ils étaient et devaient se croire irréprochables, c'est-à-dire inattaquables. De leur nombre se trouvait le célèbre financier Samuel Bernard, dont les millions ont fait assez de bruit à la fin du grand siècle et sous la régence, et dont les filles ont, suivant l'expression consacrée, « fumé les terres » de plusieurs familles nobles. — Or, il arriva que cet habile homme, Samuel Bernard lui-même, avait compté sans les dragons, lesquels lui firent l'honneur de ne pas croire qu'il

eût abjuré, et lui rendirent visite, dès le 4 janvier 1686, à sa superbe maison de campagne de Chenevières-sur-Marne, près Creteil, à trois lieues de Paris, conduits par M. le major d'Artagnan en personne. Était-ce une exception faite en sa faveur? Ceux qui s'étaient mis en règle avec lui reçurent-ils pareille visite? Nos documents ne le disent pas. Cependant, connaissant MM. les dragons, on a quelque raison de croire que si Samuel Bernard n'eût été qu'un simple bourgeois, ils se fussent moins préoccupés de son salut, ils se seraient montrés moins difficiles sur la preuve authentique de sa catholicité; enfin, la propriété et le beau jardin du financier eussent été moins malades : car, en attendant cette preuve, et malgré la pathétique intervention du jardinier Robin, malgré les instructions de d'Artagnan, pour que provisoirement *nul désordre* ne se fit, et qu'on subsistât *fort modiquement*, — MM. les dragons, lorsque la preuve arriva, avaient « emporté, « vendu, rompu les meubles, vins, grains, bois, ferrures, brisé les « fenêtres, désolé la maison, de manière que le dommage se montait « à plus de dix mille livres... »

Nos gens avaient fait
Plus de dégât en une heure de temps,
Que n'en auraient fait en cent ans
Tous les lièvres de la province.

Pour nous, la conclusion que nous en tirons, c'est qu'il y eut, en cette circonstance au moins, une petite dragonnade parisienne, ou suburbaine. Il était bon de signaler cet exemple à ceux qui nient que les protestants de la capitale aient eu leur part de cette sorte de faveurs.

Diverses autres communications ont encore excité l'intérêt, notamment celles de M. L. Merlet, sur *la famille Courcillon de Dangeau*; de M. A. Berty, sur *les Du Cerceau, et leur maison du Pré aux Cleres*; de M. Aug. Bernard, sur la question de savoir *si Charles IX n'a pas tiré sur les huguenots à la Saint-Barthélemy*. Celle que vient de nous faire M. L. Lacour est tout particulièrement intéressante : nous voulons parler des huit *Cantiques d'un huguenot* imprimés en 1563, sur les principaux événements qui avaient signalé les années précédentes. Ces pièces, qui ne sont certes pas méprisables en tant que poésie, ont à nos yeux une grande valeur comme peintures morales, comme forte et vive expression, comme sentiment vrai du parti protestant de l'é-

poque. On y retrouve, dans toute son ardeur, cette foi qui faisait les martyrs. Que pouvaient les sentences d'un roi de la terre contre ce huguenot répondant ainsi à Charles IX qui venait d'interdire, par son ordonnance de juillet 1561, l'exercice de la religion réformée :

Quant à moi, je ne peux vivre
 Qu'avec ce qu'il interdit ;
 Aussi le mien corps je livre
 Aux peines de son Edit.
 Qu'il me commande exiler,
 Qu'il fasse mes os brûler,
 Qu'il m'etrangle d'une corde,
 Je le veux et m'y accorde...
 Si le roi, par tyrannie,
 Veut notre corps ruiner,
 La mort nous ouvre la vie
 Qui ne doit jamais finir !

Quel mouvement, quelle vigueur dans ce morceau sur l'*Association et la prise d'armes* qui suit le massacre de Vassy :

Doncques, ô Seigneur, favorise
 Nostre nécessaire entreprise !
 Nous avons devers toi recours,
 Ne nous dénie ton secours.
 Ces armes ne sont offensives,
 Seigneur, elles sont défensives :
 Desjà nos haineux sont armés.
 La guerre nécessaire est juste,
 Fais donc notre main plus robuste,
 Et rends nos cœurs plus animés !

Et en même temps que le poète relève le défi sanglant de *ceux de Guyse*, il déplore les extrémités où on les pousse ainsi, lui et les siens, et les douleurs que l'on inflige à la patrie :

Faut-il, douce mère commune,
 Que nostre discord t'importune
 De tant de violents efforts,
 De tant de sang, de tant de larmes,
 De tant de coups, de tant d'alarmes,
 De tant d'excès, de tant de morts !

Tout le cantique de consolation sur la perte de la bataille de Dreux est digne de remarque, et encore cette strophe du dernier morceau, sur la *pacification de mars 1562*, où le poète confesse et condamne les coupables emportements et les folies de la guerre :

Avant que voir dans les champs
Vingt mille soudards marchants
Avec la terreur des armes,
Il faut que la passion
D'une ire ou d'ambition
Ait surmonté vingt mille âmes.
Ces troubles et ces vacarmes,
Tant cruels et forcenés,
Dedans nostre esprit sont nés.
Nous-mesmes sommes les pères
De nos communes misères,
Nous portons en nostre flanc
La semence de la guerre
Qui produit en nostre terre
Tant de feux et tant de sang.

Souhaitons, Messieurs, à nos collaborateurs d'avoir souvent d'aussi heureuses rencontres dont ils veuillent bien nous faire profiter.

Nous n'avons point négligé d'ouvrir autant que possible de nouvelles voies à leurs investigations. A cet égard, deux de nos plus zélés correspondants ont secondé nos vues d'une manière diverse et éminemment pratique. Sur la proposition de M. Vaurigaud, nous avons adressé aux travailleurs et aux consistoires un double appel qui sera entendu, il faut bien l'espérer. Nous avons accueilli les offres de service que nous faisait M. Hugues, et nous l'avons mis à même d'accomplir en Hollande une tournée dont vous avez pu apprécier les excellents résultats.

Nous sommes heureux d'avoir à vous annoncer l'achèvement et la publication, aujourd'hui même, des *Mémoires de Jean Rou*, dont nous avons l'an dernier décidé et commencé l'impression. Ces deux beaux volumes ont été d'une préparation laborieuse, nous y avons donné beaucoup de soins, et vous trouverez, nous n'en doutons pas, qu'ils inaugurent dignement notre Recueil d'ouvrages de longue haleine, et qu'ils méritent à notre ami M. Fr. Waddington nos sincères félicitations et nos vifs remerciements...

M. le Président termine en exhortant les membres de la Société à continuer à l'œuvre toutes leurs sympathies, et en faisant connaître que MM. le pasteur Rodolphe Cuvier, Cornelis de Witt et Henry de Triqueti, ont bien voulu prêter leur concours au Comité, en venant occuper dans son sein les places laissées vacantes par MM. Verny, Ad. Monod et Bartholmæss.

Après la lecture du rapport par M. le trésorier Oppermann, M. Athanase

Coquerel fils donne lecture d'un mémoire du savant M. Jung, professeur d'histoire ecclésiastique à la faculté de théologie de Strasbourg, sur *l'origine des indulgences, et le fameux livre des taxes de la chancellerie romaine*. Puis M. Ch.-L. Frossard donne communication d'un travail sur *le protestantisme dans la Flandre française sous la domination espagnole*, suivi d'un coup d'œil sur l'histoire de l'Eglise réformée de Lille.

M. le pasteur Nap. Peyrat prononce la prière de clôture.

DE L'AUTHENTICITÉ DU FAMEUX LIVRE

DES

TAXES DE LA CHANCELLERIE DE ROME

ET PRÉALABLEMENT

DE L'ORIGINE DES INDULGENCES.

« Nous sommes sur la trace de ces *inventions* : elles sont *protestantes* ; elles viennent des mains qui publiaient un tarif des pénitences catholiques, où l'inceste était coté 5 gros et le parricide 1 ducat et 5 carlins. »

(L. VEUILLOT, *l'Univers* du 24 mai 1854.)

« La Réforme, dispute de moines ! rivalité entre l'ordre des augustins et celui des dominicains !... »

(*Le pape LÉON X et la plupart des historiens catholiques-romains.*)

« Les finances remplissent tout. Elles sont l'alpha et l'oméga de l'administration romaine. Au total, c'est l'histoire, moins du pontificat ou de la souveraineté, que d'une maison de commerce. »

(MICHELET, *la Renaissance*, p. 319.)

C'est un fait reconnu des partisans de la Réformation comme de ses adversaires éclairés, que le principal motif qui souleva Luther contre l'Eglise dominante, fut l'abus des indulgences. Comme il visitait des Eglises dépendantes de son ordre, il entendit de telles plaintes à ce sujet, et reçut, de la bouche même d'un des curés, de telles communications sur les effets désastreux de la recommandation et de la vente des indulgences par le dominicain Tetzel, qu'immédiatement il résolut d'en avertir ses supérieurs, et de provoquer le redressement de l'abus.

Dans sa candeur, le jeune moine augustin d'Erfurt croyait qu'il suffirait d'exposer à l'archevêque de Mayence, en même temps évêque d'Eichstædt, le mal inouï causé par le dominicain. Il s'était trompé : la question financière était placée au-dessus de la religion et des devoirs de l'Eglise, et ses dénonciations, inspirées par un véritable zèle, ne furent pas écoutées. De nos jours l'origine du conflit ne saurait plus être appréciée dans toute son importance, car l'abus a été supprimé dans ce qu'il avait de plus irrégulier. On a même fait disparaître, en partie, les documents que les réformateurs avaient

sous les yeux, et l'on est allé jusqu'à contester leur authenticité, en les faisant passer pour une invention des ennemis de l'Eglise de Rome, pour une abominable calomnie du protestantisme (1). Nous voulons parler des *Taxes de la chancellerie du pape*, dont les éditions originales sont devenues si rares, que déjà, au commencement du XVII^e siècle, un éditeur de ce document curieux, après s'en être procuré avec beaucoup de peine un exemplaire, a cru devoir faire constater son authenticité par autorité publique. On s'étonnera moins de la rareté d'une œuvre dont les premières éditions avaient paru à Rome même, et sous les auspices des papes, lorsqu'on saura que ces *Taxes* figurent comme livre prohibé dans l'*Index* publié en 1570, selon les prescriptions du concile de Trente, et sous l'autorité de Philippe II et du duc d'Albe.

Ces efforts pour supprimer un monument qui n'est autre que le *Tarif de tous les péchés imaginables*, sont assez naturels; car, bien qu'un jurisconsulte catholique très respectable, M. Walter, de Bonn, dans son *Droit ecclésiastique*, ait dit que ces *Taxes* se payaient moins pour l'absolution que pour les expéditions délivrées par la chambre des pénitences de Rome, il nous semble difficile, pour ne pas dire impossible, à tout juge impartial de n'y pas voir une énormité, une spéculation financière inexplicable et inadmissible dans un gouvernement ecclésiastique (2). Non, jamais la conscience humaine, même la plus perverse, n'aurait osé créer d'un seul coup un système à la fois aussi compliqué et aussi contraire à l'Evangile. Il faut admettre, pour le comprendre dans son entier, une progression lente, et partir d'une origine qui ne suppose pas l'intention de fausser le principe chrétien. Mais une fois lancé sur la dangereuse pente, il était difficile de s'arrêter; l'appât était trop séduisant, et l'on s'est laissé entraîner peu à peu à des abus devant lesquels on aurait reculé si l'on avait aperçu dès le début à quels scandales, à quelles monstruosités ils conduisaient en droite ligne.

Essayons d'abord d'exposer sommairement l'origine et le développement successif de cette pratique introduite dans l'Eglise; ce n'est qu'après ce résumé des modifications qu'a subies le système pénitencier que nous parlerons des taxes elles-mêmes, telles que la Réforme les a

(1) Voir *Bull.*, ci-dessus, t. III, p. 210.

(2) Le célèbre théologien catholique Claude d'Espence, dans son *Commentaire sur l'Épître de saint Paul à Tite*, les désigne comme un « libellus sacer et horribilis, cujus omnes eos ex Pontificiis (cathol.) pudet, quibus nondum frons omnis est expudorata. »

trouvées établies, telles, qu'à son éternel honneur, elles les a combattues.

Nous ne nous arrêterons pas aux détails de la discipline instituée dans l'Eglise primitive, depuis les temps des apôtres jusqu'à la chute de l'empire romain; il suffira de rappeler qu'elle reposait sur la confession publique, c'est-à-dire en présence de la communauté, et sur des pénitences de différents degrés appliquées aux pécheurs. Les nombreux canons des synodes et des conciles, depuis le II^e siècle, contiennent les préceptes dont les transgressions, plus ou moins graves, faisaient l'objet de ces dispositions pénales.

Le but de ces mesures était de ramener le fidèle tombé dans l'erreur, de le conduire à l'amendement par la *pénitence*, qui est ainsi devenue synonyme de *punition*. De telles institutions étaient faciles à maintenir dans ces premiers siècles, alors que la société chrétienne ne se composait que d'élus, c'est-à-dire de chrétiens dont la persécution éprouvait incessamment le zèle et la sincérité. Sous les empereurs chrétiens, la législation civile, acceptant les prescriptions de l'Eglise, les rendait obligatoires pour la société.

Mais lorsque le christianisme se propagea parmi les Barbares, qui envahissaient les provinces de l'empire, cet appui vint à manquer à la constitution de la société religieuse. Elle même avait subi une dégénération sensible, et se présentait à une lutte immense contre la barbarie avec des éléments qui n'étaient que trop accessibles à l'influence des mœurs et des coutumes des populations qu'elle se proposait de civiliser. Aux apôtres et aux pasteurs avait succédé une hiérarchie, un clergé formant un corps spécial, avec des droits et des conditions qu'il s'agissait de faire recevoir par les nations converties. Cette reconnaissance, le christianisme ne pouvait l'obtenir que par des concessions, au risque de se laisser entamer et absorber lui-même, et principalement en s'assimilant aux institutions des nouveaux venus. L'histoire de la formation des Etats fondés par l'invasion, nous apprend quelle fut la position que prit ainsi le clergé chrétien parmi ces peuples; elle nous fait un triste tableau de la transformation de la croyance et des mœurs des chrétiens, subissant les conditions du vainqueur, et s'abaissant au niveau de l'ignorance et de la barbarie.

Nous n'avons pas à nous occuper des innovations que subit la discipline au milieu de populations habituées à la plus grande liberté individuelle, restreinte seulement par quelques lois générales, mais

dépourvues du principe moral. Comment les aurait-on pu assujettir, dès le premier jour, à des préceptes qui limitaient les actions de l'individu ? Comment les soumettre à une autorité qui n'avait rien d'analogue à la mission de leurs anciens prêtres ?

Cette opposition a duré pendant plusieurs siècles. Ces hommes, fiers de leur liberté, cherchaient à échapper principalement à la première démarche imposée au pécheur, c'est-à-dire à la confession. Les canons du concile de Châlons de 813, nous offrent des subterfuges assez curieux au moyen desquels on cherchait à s'y soustraire. Les récalcitrants, distinguant d'abord entre le péché de fait et le péché d'intention (*peccata mentis et carnis*), refusent la confession de ces derniers ; ensuite ils prétendent que la confession peut être faite directement à Dieu ou à un prêtre, au choix du pécheur. Le synode leur répond que la confession devant Dieu seul affranchit certainement du péché, mais que celle qui est faite au prêtre détermine les moyens par lesquels cet affranchissement est possible : c'est, ajoute-t-il, l'intervention du médecin par laquelle la puissance de Dieu guérit le malade (canon 32, 33). A ceux qui prétendaient pouvoir effacer leurs péchés en faisant des aumônes, le concile répond qu'ils ont à se garder de l'erreur qui verrait dans l'aumône le prix de rachat payé à Dieu, et qui autoriserait le péché dans la perspective de donner cette compensation (canon 36).

Il paraît que cette erreur avait aussi trouvé des partisans en Angleterre. Car le synode de Cloveshoven, en 747 (canons 26 et 27), parle d'une opinion qui commence à se répandre, et selon laquelle certains individus se flattaient d'amoindrir les punitions qui leur sont imposées, ou d'y suppléer par des aumônes. Le statut ne veut tolérer ces actes de bienfaisance que comme des manifestations de l'esprit, disposé à se réconcilier avec Dieu. Les pénitences, c'est-à-dire les jeûnes, sont le seul remède contre les passions de la chair. Le même synode combat encore un autre abus qui consistait dans les satisfactions dont on chargeait d'autres personnes que le pécheur, parce que ce moyen lui semble constituer un privilège en faveur des riches.

Ces subterfuges, auxquels les coupables avaient recours, motivèrent les règlements sévères sur la pénitence, élaborés à cette époque par plusieurs ecclésiastiques, comme Théodore, archevêque de Cantorbéry, mort en 690, Bède le Vénérable et d'autres. La critique a élevé des doutes sur l'authenticité des livres pénitentiels qui portent

leur nom; mais il est constaté, qu'en tout cas, les règlements que nous possédons, *sous leur nom*, sont puisés dans les écrits de ces théologiens, et qu'ils ont été longtemps observés par l'Eglise. Dans ces règlements nous voyons déjà le détail minutieux des péchés, dont l'incroyable énumération apparaîtra tout entière dans les *Taxes de la chancellerie romaine*. Ce sont des monuments d'une époque où les mœurs rappellent la barbarie sauvage qui dominait la société. Mais du moins, dans ces pénitences, nous ne rencontrons que des peines dans lesquelles l'Eglise était parfaitement désintéressée : c'étaient des jeûnes et des prières, auxquels le pénitent était parfois soumis pendant un grand nombre d'années. Une seule fois nous avons rencontré la substitution d'une amende à la pénitence. Elle se trouve dans le traité *De remediis peccatorum* de Bède le Vénérable (1).

Cependant la permutation était trop séduisante, et l'Eglise, malgré elle, finit par s'y prêter. Toute la législation criminelle de ces peuples avait pour principe le rachat du délit, moyennant un prix proportionné au dommage causé. Il semblait impossible de refuser le même expédient à des hommes qui étaient accoutumés à ce principe, et qui supportaient à contre-cœur une autorité aussi étrange pour eux qu'était celle du clergé. En même temps nous ne devons pas oublier que, dans l'esprit de ces barbares, l'Eglise n'existait pas dans son ensemble; ils n'avaient qu'une idée fort imparfaite de son pouvoir législatif. Pour eux, c'était le plus souvent le curé qui représentait cette autorité; car à cette époque c'étaient ces fonctionnaires que les synodes chargeaient de l'exécution de leurs statuts. Or, qui était ce curé aux yeux du seigneur? Peut-être son affranchi; en tout cas, un homme sortant d'une condition inférieure, qui n'avait pour vivre et pour entretenir le culte de l'église ou de la chapelle, que la dotation faite par le seigneur ou par ses ancêtres, et dont il était le protecteur-né, comme avoué de l'Eglise. Les procédés du pouvoir judiciaire exercé par l'Eglise étaient identiques avec ceux des tribunaux civils; les *synodes*, que nous trouvons généralement établis dans l'empire carolingien, avaient toute la forme des cours de justice des comtes : ils se tenaient chaque année dans les paroisses du diocèse, seulement c'était l'évêque ou son archidiaque qui les présidait.

(1) Art. V, où il est dit que la cohabitation avec la femme légitime pendant certains jours du carême est punie par une année de pénitence ou par une amende de 26 solidi, que le coupable payera à l'Eglise, ou qu'il distribuera aux pauvres.

L'Eglise n'a donc pas résisté à la nécessité de se conformer aux conditions de la société dans les états nouveaux. Et vraisemblablement elle aurait échoué, si elle avait voulu imposer, dans toute son austérité, l'ancienne discipline. Son autorité était dominée par la constitution de cette société, au point que nous la voyons bientôt se soumettre à une autre concession tout aussi importante. Au lieu de faire dépendre la réconciliation avec l'Eglise de l'accomplissement complet de la pénitence, elle maintient le pécheur qu'elle désirait habituer à sa discipline, dans le sein de la communauté religieuse, dans les rangs des fidèles, sauf à lui demander dans la suite la soumission à ses règlements. Comment le fier Lombard, l'irascible Franc, le farouche Sicambre, auraient-ils consenti à prendre, dans l'Eglise, la place déshonorante occupée autrefois par les pénitents? Pour eux l'exclusion d'un acte du culte eût été impraticable.

Les substitutions devinrent peu à peu la règle générale pour faciliter et hâter la réconciliation du pécheur. De longues années de pénitence furent remplacées par la visite d'une certaine église, par un pèlerinage à Rome ou à quelque autre localité, renommée par sa sainteté. L'Eglise autorisait par indulgence ces permutations, et bientôt toute espèce d'absolution des péchés, obtenue par ces moyens, eut le nom d'*indulgences*. Les indulgences plénières accordées aux croisés, qui combattaient les Sarrasins en Italie, les musulmans dans la Terre sainte, les hérétiques dans le midi de la France, même les empereurs hostiles à l'envahissement politique des papes, ont fini par consacrer cette transformation de la discipline ecclésiastique. Les fidèles, en s'habituant à négliger les conditions essentielles de la réconciliation, savoir la contrition et l'amendement, se persuadèrent que l'acte extérieur une fois accompli, suffisait; ils lui prêtèrent même le pouvoir de satisfaire aux punitions canoniques de l'Eglise, et en même temps à celles infligées par Dieu. Les sermons par lesquels saint Bernard entraînait ses contemporains à la croisade, venaient à l'appui de cette erreur. En présentant aux peuples de l'Europe occidentale leur enrôlement sous la bannière de la croix avec une éloquence si entraînante, il négligeait lui-même d'indiquer les limites au delà desquelles l'absolution de l'Eglise ne devait jamais s'étendre. Plus tard son exemple n'a été que trop souvent imité; les moines chargés de la vente des lettres d'indulgences, se gardaient bien d'en diminuer la valeur en faisant remarquer leur

portée restreinte par la doctrine de l'Eglise et le droit canonique.

C'est de là qu'il faut dater la culpabilité des autorités ecclésiastiques ; forcées dans le commencement par une nécessité à peu près invincible, elles se sont laissé entraîner sur la pente, et n'ont pas osé opposer de résistance même lorsqu'elles ont vu fausser la doctrine et les institutions. Hélas ! l'Eglise est allé plus loin encore, en permettant de se soustraire, moyennant une somme d'argent, aux pénitences déjà mitigées par son indulgence, en se créant des revenus sur le rachat des péchés, enfin en acceptant le bénéfice des spéculations scandaleuses de ses financiers. A côté de quelques pratiques utiles à l'administration des finances et au commerce, l'Italie en a inventé d'autres qui lui ont mérité les malédictions de la société, les loteries, l'agiotage, la vente des indulgences, la fixation de tarifs pour le rachat de tous les péchés.

Nous avons mentionné le principe des lois barbares, selon lequel tout crime, tout délit était rachetable ; c'est ce principe que l'Eglise a adopté dans sa juridiction, et que les conciles et les papes ont sanctionné. L'histoire ne nous offre d'abord que de rares exemples qui ont frayé la route à cet abus. Ainsi, en 1036, un comte Theutfried, avoué de l'Eglise de Trèves, achète de son archevêque Poppon la permission de vivre dans l'inceste, et le prélat accepte les terres qui sont le prix de cette licence, « parce que (dit-il dans la charte) la sainte »
« Eglise de Dieu ne doit pas perdre une si belle propriété : *Quia*
« *sanctæ Dei Ecclesiæ* TANTA PREDIA perditum iri nequaquam de-
« *beant* » (1).

Quel progrès rapide n'avait pas fait l'abus depuis le roi saxon Edgar ! (mort en 975.) Le dix-huitième canon du recueil attribué à ce prince, et qui se trouve dans les *Conciles de la Grande-Bretagne* publiés par Wilkins (I, 237), permettait seulement de racheter les jeûnes imposés aux pénitents, à raison d'un denier par jour, ce qui faisait pour toute une année trente sols, somme que les statuts autorisent le pécheur à employer au rachat d'un prisonnier.

Il était peut-être nécessaire de rappeler les faits qui précèdent pour bien faire comprendre comment s'établit l'abus des taxes pour les péchés.

Au XV^e siècle, le système financier de la cour de Rome était ar-

(1) De Hontheim, *Hist. Trevir.*, I, 367.

rivé à son entier développement, ainsi que toutes les branches de l'administration de l'Eglise. Les deux collèges de la chancellerie qui nous intéressent sont la *Dataria* et la *Pœnitentiaria*. La première expédiait les bulles de nomination aux bénéfices, l'autre réglait les dispenses pour les délits ou péchés. Ces deux services administratifs avaient à se mouvoir dans un système très compliqué d'hypothèses et de prévisions très minutieuses, soit pour les nominations, soit pour tous les cas possibles en matière de péchés. Il leur était donc nécessaire de se diriger d'après certaines règles.

On fait remonter à Jean XXII (1316-1354) le recueil des Règles de la chancellerie romaine, et les faits rapportés par les historiens sur le règne de ce pape et sur son caractère, sont de nature à justifier l'opinion qui lui attribue cette invention, et le témoignage de Polydore Virgile qui, le premier, lui en a fait honneur (*De Inventoribus rerum*, lib. VIII, cap. 2). Depuis l'ouvrage de Baluze sur les papes qui ont résidé à Avignon, et les travaux de Van Espen sur le droit ecclésiastique, le doute n'est plus possible (1).

Ces règles étaient promulguées par chaque pape à son avènement, et chaque règne pouvait y introduire des modifications. Elles renferment toutes les prétentions que la cour de Rome s'est arrogées depuis que la législation du Pseudo-Isidore a été introduite. Elles n'ont pas été abrogées, mais on a trouvé convenable de ne pas en faire mention dans les concordats récents. Nous ignorons jusqu'à quel point elles sont encore observées dans les rapports avec les ecclésiastiques dont l'institution appartient au pape; en tout cas, les bouleversements que l'Eglise a subis depuis un demi-siècle, doivent avoir rendu, Dieu merci, impraticables un certain nombre de ces stipulations (2).

Nous nous occuperons exclusivement de l'Appendice qui se trouve à la suite de ces *Regulæ*, et qui est intitulé : *Taxæ cancellariæ apostolicæ*, avec une section spéciale : *Taxæ sacræ pœnitentiariæ apostolicæ*.

(1) Le Bret, *Magazin zum Gebrauch der Staaten u. Kirchen-Geschichte*. 1771. T. II, 605. III. 1-110; IV, 490. II; V, 559.

(2) La France n'a pas subi tout ce qu'il y a d'arbitraire dans ces Règles de la chancellerie de Rome, grâce à sa pragmatique Sanction, aux concordats, et aux élucubrations du juriconsulte patriote Charles Du Moulin, dont les observations critiques ont été rendues plus accessibles aux hommes d'Etat par l'ouvrage du savant Pérard Castel, avocat du parlement et du grand conseil, intitulé : *Paraphrase du Commentaire de M. Charles Du Moulin, sur les Règles de la chancellerie romaine, recueues dans le royaume de France*. Paris, 1685. fol.

lice. Nous avons sous les yeux plusieurs exemplaires des *Regulæ* imprimés au XV^e siècle, mais nous n'avons trouvé que deux exemplaires des *Taxes*. Cette rareté, constatée par les bibliographes, a engagé Voëtius (dans ses *Disputationes theol.*, II, 296) à donner aux bibliothécaires des universités, Eglises et villes protestantes, le conseil d'enfermer l'exemplaire qui pourrait être sous leurs mains dans des caisses bien closes, où il soit à l'abri des voleurs, et d'acquérir à tout prix les éditions qu'ils rencontreraient (1).

La Bibliographie a fait deux publications spéciales des *Regulæ* et des *Taxes*; cependant, toutes les éditions de ces dernières qu'on a pu découvrir commencent par : *Sequuntur Taxæ*, etc., ce qui certainement indique qu'elles sont la suite d'un autre traité. Les éditions des *Regulæ* qui sont consignées dans Hain, sous les noms de Paul II, de Sixte IV et d'Innocent VIII, correspondent exactement avec les publications des *Taxes*. Les imprimeurs sont les mêmes, comme aussi le format et les caractères. Aux deux éditions des *Regulæ* d'Etienne Planck à Rome, répondent deux éditions des *Taxes* du même imprimeur; il en est de même des éditions des deux Silber, ou Franck, dans la même ville, etc. (2)

En présence des faits, il n'y a plus que l'*Univers* qui ose encore contester l'authenticité de ces documents d'une triste spéculation. Quelques efforts qu'on ait tentés pour les anéantir, ils ont échappé aux recherches les plus actives des intéressés. Ces traités, composés d'un petit nombre de feuillets, s'étaient glissés dans des volumes de mélanges, le plus souvent d'impressions contemporaines du XV^e siècle. Les bibliothèques de vieux monastères conservaient cette littérature, mais sans la vérifier; c'était un fonds souvent méprisé, qui cédait la plus belle place des rayons à des publications récentes et plus appropriées au goût du temps.

Les bibliographes ont su les déterrer, et dès lors, il était impossible de les arracher aux collecteurs de livres rares.

(1) Velim hac occasione obtestatos omnes publicos reformatarum scholarum, ecclesiarum, politiarum bibliothecarios exemplaria illa, si quæ in ipsorum potestate sint, capsis inclusa diligenter custodiant, ne a plagiaris auferantur, aut si non sint, hoc agant, ut a privatis, sive bihopolis, sive viris literatis, prece aut pretio quovis redimant. (Cf. l'édition des *Taxes*. La Haye, 1706. Préf., note.) « Editions ab ipsis Pontificiis curatæ rarissime sunt, imo corvis rariores albis, » dit Vogt, dans le Catalogue des livres rares. (Cf. Marchand, Prosper, Dictionnaire historique. La Haye, 1758, 2 p. in-fol., II, 277, sq.)

(2) On compte cinq éditions différentes des *Regulæ* de Paul II (1464-1471), un nombre égal de Sixte IV (1471-1484), et quinze d'Innocent VIII (1484-1492); et une douzaine de différentes éditions des *Taxes* publiées pendant cette période.

D'un autre côté, la connaissance de ces documents étant indispensable au canoniste, ils prirent place dans des collections que leur nature préservait de la destruction. C'est ainsi que l'*Oceanus juris* et le *Tractatus tractatum illustrium Jurisconsultorum*, dont la dernière édition a paru à Venise, 1584 (28 vol. in-folio), contiennent les *Taxæ cancellariæ apostolicæ* avec celles de la Pénitentiare (vol. XV, p. I, pag. 367-378). Elles sont également reproduites dans un aperçu général sur l'Eglise, qui a été imprimé à Paris, sous le titre : « Nombre et titres des cardinaux, archevêques et évêques. Taxes et valeur des bénéfices du royaume de France, etc., » Paris, 1625, in-12 (1). Cette addition est vraisemblablement la cause de la grande rareté de ce petit livre.

L'homme d'Etat, appelé à traiter les rapports avec la cour de Rome, ne pouvait pas ignorer ces questions financières. Le gouvernement français a souvent disputé aux papes le droit d'imposer arbitrairement les Eglises et les fidèles. Nous avons déjà cité Charles Du Moulin et son Commentaire, inspiré par un si pur patriotisme. Ses réclamations étaient fondées sur des antécédents qui remontaient jusqu'à saint Louis, et que les libertés gallicanes ont consacrés dans l'article 48. Le gouvernement contestait notamment à la cour de Rome le droit d'augmenter ces taxes, et l'édit de Louis XIV, délibéré en conseil du roi, en septembre 1691, fixe dans tous les détails les sommes à payer à la Datarie romaine pour l'expédition des brefs et des bulles (2).

On y apprend avec étonnement qu'à cette époque encore certaines lois prohibitives de l'Eglise pouvaient être transgressées moyennant une prime en argent. Et cependant la morale est-elle variable? ses préceptes sont-ils obligatoires aujourd'hui pour cesser de l'être demain? Est-il possible qu'ils se modifient selon les circonstances et les intérêts des hommes?

Or, ce n'était pas seulement des *péchés commis* qui se rachetaient ainsi par des amendes, c'étaient encore des infractions aux lois de l'Eglise qu'on se *proposait*, qu'on avait le *désir* et l'*intention* de com-

(1) *Numerus et tituli cardinalium, archiepiscoporum et episcoporum christianorum. Taxæ et valor beneficiorum regni Gallie, cum taxis cancellariæ apostolicæ, nec non sacræ penitentiariæ apostolicæ.* PARIS, apud Gervasium Allot, in *Palatio juxta ædem D. Michaëlis*. 1625. In-12.

(2) On trouve ce tableau dans le *Dictionnaire de droit canonique*, par le célèbre Durand de Maillane. (Lyon, 1770. 4 vol. in-4°, t. IV, p. 576-585.)

mettre, et dont l'Eglise accordait d'avance l'absolution. Comment s'expliquer autrement les prix fixés pour l'autorisation des mariages à des degrés prohibés? Comment expliquer pourquoi on demande au noble 83 livres tournois, et 63 au simple roturier? Pourquoi deux nobles qui se marient contrairement aux lois de l'Eglise, payent-ils 123 livres, tandis que le même acte ne paye qu'un droit de 103 livres si les époux sont de condition différente? On conçoit, à la rigueur, que l'Eglise se fasse payer les nominations aux bénéfices; c'est un prélèvement sur le revenu qu'on pourrait expliquer comme une subvention aux frais d'administration générale; à ce titre elle est maîtresse de déclarer que pour 28 livres un bâtard est apte à entrer dans le sacerdoce; que, pour une somme égale, elle ferme les yeux sur des défauts du corps; elle peut transiger sur l'admission dans le clergé d'un individu en cas d'aliénation mentale; elle peut céder des indulgences à des autels, à des confréries, et ainsi de suite : tout cela se comprend encore; mais ce qui dépasse notre intelligence, c'est que pour exercer la médecine en France il faut encore, en 1691, payer au fisc papal 93 livres, et autant pour siéger dans un tribunal du roi! Cependant il est juste de relever une particularité de cet édit : il ne descend pas aux immoralités que nous sommes obligé de signaler dans les *Taxes* sanctionnées par les papes eux-mêmes.

L'Allemagne, moins heureuse que la France, n'a jamais vu intervenir le gouvernement impérial dans ses affaires ecclésiastiques. Ses plaintes n'ont pas trouvé de sympathies dans les chefs de l'Etat. Livrée sans restriction à l'arbitraire de la cour de Rome, elle était condamnée à boire la coupe jusqu'à la lie. Aussi a-t-elle eu la réformation complète, et ses adhérents, en se défendant contre le concile de Trente, ont publié les motifs trop légitimes qui justifiaient leur séparation de cette assemblée et de l'Eglise romaine. Ce long exposé est l'œuvre des hommes d'Etat et des théologiens réunis à la suite des princes, d'abord à Neubourg et plus tard à Francfort. Ces *Gravamina* ont été publiés en 1563, puis en 1583, et Tuppianus en a donné une traduction latine en 1565.

Nous mentionnons cette publication parce qu'elle renferme une *Taxa sacræ penitentiarie*, qui diffère de celles qui ont paru à Rome. Cette différence, qui ne consiste pas seulement dans les prix attachés aux délits, mais aussi dans l'énumération des péchés, a été ignorée des éditeurs récents qui ont publié les *Taxes* en France. Le premier

qui a commis cette erreur est Antoine du Pinet; son livre, intitulé : *Taxes des parties casuelles de la boutique du pape* (en latin et en français, Lyon, 1564, in-12, et depuis plusieurs fois réimprimé), contient les Taxes des *Gravamina* des protestants allemands. Renoult, ancien cordelier, et plus tard ministre protestant en Hollande, a fait la même faute en publiant la *Taxe de la chancellerie romaine et la banque du pape, où l'absolution des crimes les plus énormes se donne pour de l'argent*. Londres (Amsterdam), 1701-12.

Nous ignorons où les docteurs allemands ont pris ce document. Peut-être faut-il en chercher l'origine dans les Pays-Bas espagnols, car le dernier chapitre de *Marrania*, ou de la réhabilitation des enfants nés d'hérétiques exécutés, paraît répondre plus spécialement à la législation espagnole qui, fidèle à son esprit, exclut ces descendants d'hérétiques, tout innocents qu'ils soient, de tous les droits civils et ecclésiastiques.

Mais en laissant de côté cette publication, qu'on pourrait considérer comme une œuvre de parti, nous nous bornerons à citer ici l'édition des *Règles* et des *Taxes*, sanctionnées par Léon X, et imprimées à Paris par Toussaint Denys en 1520, avec le privilège royal pour trois ans. Toutes les éditions suivantes (de Banck, avec des notes, Franeker, 1651, in-12; de Du Mont, avec une traduction hollandaise, Hertogen-Bosch, 1664, in-12; en latin, *ibid.*, 1706, in-12) ont été faites sur cette rédaction, qui paraît avoir été la dernière. La Réformation, en faisant ressortir ces indignités, semble en avoir arrêté les publications officielles, et à l'exception du *Tractatus tractatum*, on signalerait difficilement une seule réimpression faite par des catholiques.

Les cas taxés sont curieux, non-seulement ceux qui se rapportent à des positions ecclésiastiques, comme le cumul de plusieurs bénéfices, les dispenses d'âge pour en posséder, l'absence de pièces constatant l'origine du candidat, les expectatives ou nominations par anticipation, le droit de visiter les Eglises données à un évêque, etc., cas dans lesquels toutes les nuances sont prévues et diversement taxées, par exemple chaque année du candidat mineur, le rapport des bénéfices, les richesses des Eglises à visiter, etc., etc.; partout les formalités sont multipliées, afin de pouvoir prélever pour chacune la taxe. Il y a en outre un grand nombre de cas où l'intervention de la chancellerie du chef de l'Eglise nous paraît sans motif, même ridi-

cule. Par exemple, lorsqu'il vend à un magistrat municipal le droit de changer la cire verte pour ses sceaux en cire rouge; aux citoyens d'une ville le privilège de ne pouvoir être traduits devant un tribunal étranger; à d'autres le droit d'élire le magistrat, celui de battre monnaie; à une femme juive convertie à la religion chrétienne d'hériter de ses parents restés dans le mosaïsme; à une ville la faculté d'ajouter à deux écoles deux écoles nouvelles; à un prince celle de disposer de ses fiefs; à un laïque la faveur de visiter le saint sépulchre accompagné de deux domestiques; à un autre le droit de s'approprier injustement un bien, sauf à en restituer le quart; aux laïques et aux ecclésiastiques la faculté de fréquenter, dans une université, les cours de droit et de physique; aux rois le droit de faire porter devant eux le glaive dans la matinée de la fête de la Nativité. Pour une certaine somme fixée le pape accorde la permission de conduire un vaisseau, chargé de marchandises, dans les pays habités par les infidèles, avec la réserve d'augmenter la taxe selon le nombre des vaisseaux. Il vend la permission de chercher des blés en Turquie pour les transporter dans les pays chrétiens; l'adoption d'un fils; la translation d'une université d'une ville dans une autre.

Il se fait payer :

1^o L'absolution donnée à un roi pour avoir visité le saint sépulchre sans autorisation préalable. Pour chaque personne qui l'accompagne il faut payer à part;

2^o L'absolution générale d'un laïque pour toutes ses transgressions et ses crimes; ainsi que celle de toute une ville, ou de tous les habitants d'un château;

3^o L'absolution de toute espèce de délit commis contre une communauté, une bourgeoisie ou le magistrat souverain; le droit d'une chapelle d'avoir un cimetière et des cloches;

4^o La dispense de certaines servitudes dues par le clergé d'une ville;

5^o La permission de faire intervenir le gouvernement dans des conflits;

6^o Le droit de soumettre à la taille le clergé et les prélats;

7^o La dispense du serment que les élèves des universités sont tenus de prêter;

8^o La permission accordée à des religieuses de commettre deux servantes au soin des malades;

9^o Le privilège en vertu duquel un abbé et un couvent ne peuvent pas être excommuniés par l'évêque;

10^o Le droit de porter certains capuchons; celui de charger deux moines de la collecte de leurs revenus, demandé par une abbesse ou un couvent de religieuses;

11^o Enfin la faculté conférée à un moine de faire un cours de droit civil.

L'évêque peut acheter l'affranchissement de l'autorité archiépiscopale; la paroisse celui de la juridiction épiscopale; les habitants d'une ville ou d'un château peuvent se libérer de la gabelle et des autres contributions, chaque individu même peut acheter cette faculté. Ce qui pourrait paraître curieux dans ce tarif des prix, c'est que la communauté ne paye que soixante gros pour cet affranchissement, tandis qu'il en coûte la moitié à l'individu.

Le privilège accordé à des églises ou des chapelles de donner des indulgences, présente une progression remarquable dans les taxes : deux années se payent 20 gros, trois années 24 gros, quatre, 30; cinq, 40; sept, 50; enfin la rémission de la troisième partie des péchés coûte 100 gros.

Moyennant la taxe, l'Eglise pardonne des défectuosités corporelles; ici les prix sont proportionnés aux membres qui manquent : le défaut d'un œil, ou de deux ou trois doigts se paye différemment, comme aussi le grade clérical qui est demandé pour ces estropiés. Enfin il y a tout un chapitre consacré à la réhabilitation de laïques dont la naissance n'est pas légitime; les prix varient selon le rang et le nombre des personnes qui réclament à l'Eglise leur légitimation.

Les taxes de la *Pénitencierie* contiennent les détails qui ont le plus soulevé la conscience chrétienne. Elles confondent les transgressions contre les préceptes de la morale et les infractions aux lois de l'Eglise, et par conséquent le véritable péché avec les fautes arbitrairement créées. Nous n'insisterons pas sur ces dernières : l'individu qui est entré dans le clergé doit se soumettre aux règlements que l'Eglise impose à ses fonctionnaires. Du reste, dans ces irrégularités, le danger moral est moins grand, tandis que le pardon, trop facile pour les pécheurs qui payent, doit produire des effets désastreux. Nous ne relèverons de ces centaines de cas prévus et taxés que ceux qui paraissent constituer une aberration plus ou moins frappante de l'esprit chrétien.

Ces taxes commencent par le pardon général et celui qui est limité à cinq ans ; il n'est pas dit que c'est à l'avenir, c'est-à-dire aux péchés que l'homme voudra et pourra encore commettre, que s'appliquent ces rémissions intégrales, mais leur sens n'est pas douteux ; le pardon perpétuel vendu à une personne (*Perpetuum pro una persona*), qui se paye avec 17 gros, est trop précis pour l'interpréter uniquement en faveur des péchés déjà consommés. Toute une famille peut se procurer cette rémission intégrale, sauf le cas où il y a des enfants d'un premier lit : pour ceux-là il faut payer à part.

Le second chapitre traite des fautes contre les lois de l'Eglise et s'adresse spécialement au clergé ; les membres de cet ordre devaient avoir soigneusement étudié ces règlements pour ne pas donner prise au fisc. Le moine devait savoir qu'il lui était défendu sous peine de 8 gros d'avoir des pointes à ses sandales ; le prêtre devait avoir une connaissance parfaite de son troupeau, car pour l'enterrement ecclésiastique d'un usurier il payait 8 gros. Nous sommes obligé ici de passer sous silence un certain nombre de citations qui seraient les plus significatives de toutes, mais qui sont trop grossièrement scandaleuses pour qu'il soit possible de les énoncer ici (1).

Le parjure coûte 6 gros ; la même amende est imposée au faux témoin dans un procès criminel ; le prêtre qui vole son église paye 7 gros ; celui qui célèbre le culte dans une ville frappée d'interdit en donne 9. La sépulture est totalement interdite dans ce cas, et l'homme, même la femme, qui oserait enterrer un mort, sont punis de 9 gros. En payant 7 gros on peut se dispenser des jeûnes, pendant le carême et les autres jours, auxquels l'usage de la viande est défendu. Celui qui a contracté mariage dans un degré de parenté prohibé paye selon le degré, 17 ou 27 gros, sauf, ajoute le règlement, à s'arranger avec la *Camera apostolica*, c'est-à-dire d'acheter des dispenses.

Le laïque qui tue un prêtre ou un moine d'un grade inférieur à l'évêque est puni de 7 à 9 gros. La mutilation d'un membre paye le même prix. Mais le laïque qui assassine un autre laïque n'est condamné qu'à 5 gros.

Si l'assassin du laïque appartient au clergé il paye 7 gros. L'assassin

(1) Il est défendu d'abuser d'une femme dans l'intérieur de l'église. Le prêtre concubinaire dans des circonstances aggravantes, est puni de 7 gros ; mais l'inceste commis avec la mère, la sœur ou une autre parente ne paye que 5 gros : la pudeur nous empêche de pousser plus loin les citations de ce genre.

du père, de la mère, du frère, de la sœur, de l'époux paye 5 à 7 gros la même amende frappe le clerc qui commet un assassinat semblable, de plus, il est expulsé du clergé; la dispense accompagnée de l'absolution coûte à un prêtre assassin 16 à 19 gros.

Celui qui ose porter la main sur un doyen, prêtre ou diacre (s'il y a effusion de sang), est condamné à 9 gros, qu'il soit laïque ou ecclésiastique. Dans ce cas, la femme et le moine ne payent que 7 gros. S'il y a plusieurs criminels la peine pour chacun est augmentée de 2 gros.

L'absolution et la dispense pour le vol, l'incendie, la rapine et le meurtre entre laïques coûte 8 gros. Les brigands et les incendiaires ne payent que 6 gros. La légitimation de l'enfant naturel coûte 12 gros. Un homme, abandonné de sa femme, et qui ayant reçu la fausse nouvelle de sa mort aurait contracté un second mariage, est maintenu dans ses nouvelles noces moyennant 10 gros.

Un excommunié qui aurait assassiné ou blessé un prêtre peut être enterré en terre bénite si ses parents payent 6 gros. La religieuse qui a fréquenté des bains publics rachète cette infraction en payant deux gros; le moine qui, sans permission, est sorti de son couvent, est condamné à une amende de 7 ou 9 gros. Enfin l'absolution pour le religieux excommunié coûte 9 gros, celle du prêtre 10, et celle du laïque 11.

Nous pensons que ces citations sommaires suffisent pour faire connaître le principe fatal qui a présidé à l'élaboration de ces taxes, et nous renvoyons les personnes qui voudraient approfondir ce système si raffiné et si complet aux publications dans lesquelles ces données ont été puisées. Nous répétons que notre source a été uniquement la *Taxe de Léon X et de ses prédécesseurs* : nous nous sommes bien gardé d'entrer dans les inconcevables détails que présentent les taxes produites en Allemagne contre le concile de Trente, et publiées en France par Du Pinet et Renoult (1).

(1) Si nous eussions voulu entrer dans de plus longs développements, il eût été curieux d'observer les différences de prix que l'on remarque dans la série des publications des Taxes jusqu'à Léon X. Il paraît que ces variations se réglaient sur la valeur de l'argent, et que l'abaissement de cette valeur n'a pas échappé aux financiers de Rome, qui successivement l'ont compensé en élevant les taxes. M. Michelet l'a bien dit : « Les finances sont l'alpha et l'oméga de l'administration romaine. »

Nous demandons seulement la permission d'ajouter un fait qui se passait à Strasbourg dans les premières années de la Réformation, et qui met en évidence l'opposition entre la conscience chrétienne et les pratiques autorisées par les règlements des papes.

Il y avait alors dans une paroisse de cette ville un prédicateur nommé par le chapitre duquel dépendait l'église. Ce prédicateur dont la conscience avait été réveillée par les écrits de Luther s'était présenté devant la paroisse pour lui déclarer qu'il se repentait de la vie qu'il avait menée jusqu'alors, et qu'il avait l'intention de se marier devant l'Eglise avec la femme qu'il s'était criminellement attachée. La paroisse applaudit à cette résolution, mais le chapitre et l'évêque signifièrent au postulant sa destitution. « Comment, leur dit celui-ci, vous avez toléré le prêtre concubinaire, vous lui avez permis de racheter plus d'une fois la naissance d'un enfant illégitime et vous avez accepté le prix de mon indignité, et maintenant que je veux vivre conformément à la loi de Dieu vous me destituez? » Le bon sens des paroissiens comprit la justesse de cette observation, et le prêtre fut maintenu dans la chaire.

Peu de temps après, la Réforme éclatait à Strasbourg et en France. Les *indulgences* et les *taxes de la chancellerie romaine* lui avaient largement frayé les voies.

LE PROTESTANTISME DANS LA FLANDRE FRANÇAISE

SOUS LA DOMINATION ESPAGNOLE (1517-1667).

APÉRÇU DE L'HISTOIRE DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE LILLE JUSQU'A NOS JOURS.

Épisodes du martyre des Aughiers en 1556, et de quatre artisans en 1566.



Supplice de Jehan Bonniel, brûlé à Lille, le 23 mai 1569. Voir ci-après, page 564.
(Fac simile d'un dessin du greffier, en marge de la sentence.)

On peut dire et répéter que l'histoire des protestants de France est trop peu connue, surtout dans les détails qui concernent chaque province.

Entre toutes les histoires locales, la plus ignorée est peut-être celle de la Flandre française.

Les anciens et les modernes sont restés silencieux : quelques pages du martyrologe de Crespin, quelques lignes du livre de M. Derode ; voilà tout ce qu'on peut trouver d'imprimé.

Trois ans de recherches nous ont procuré la connaissance de nombreuses pièces manuscrites, et nous permettent de rompre le silence

qui a pesé si longtemps sur cette portion de nos glorieuses annales.

L'histoire de l'Eglise réformée de Lille se lie à l'histoire générale de cette ville d'une manière intime. On peut diviser l'une et l'autre en quatre périodes ; la première s'étend de l'origine de la cité jusqu'au règne de Charles-Quint, et nous présente les premières tentatives de réformation.

La seconde comprend la longue domination espagnole et la propagation de la Réforme.

La troisième embrasse le règne des trois Louis de Bourbon, pendant lequel la congrégation protestante subsiste en cachette.

La quatrième, enfin, s'ouvre à la Révolution et correspond à la reconnaissance officielle de l'Eglise réformée.

Ces quatre époques ont une physionomie fortement accentuée ; on ne peut les confondre, que l'on considère l'état général des choses ou que l'on observe au point de vue spécial de l'histoire ecclésiastique.

Il conviendrait de raconter en détail la vie de l'Eglise pendant ces diverses phases. Nous nous sommes borné à écrire la chronique d'un siècle et demi (1) ; mais, pour mieux apprécier les particularités de cette époque et pour les rattacher au reste, nous allons prendre une vue de l'ensemble.

On ne sait que peu de chose sur les individus ou les sectes que le spectacle de la dépravation du clergé fit sortir de l'Eglise pendant le moyen âge. On est très ignorant sur le compte de ceux que leurs méditations, en présence des livres saints, leurs spéculations philosophiques ou les mouvements de l'esprit amenèrent au doute, à la négation de certains dogmes catholiques et à la déclaration timide ou véhémement des vérités cachées, défigurées ou niées par l'Eglise romaine. Les uns et les autres furent accusés, condamnés, emprisonnés, torturés, rejetés du sein de l'Eglise et mis à mort. Il ne nous est resté d'eux que les accusations de leurs ennemis ; c'est dans ces témoignages, d'une véracité plus que douteuse, que nous devons chercher le secret de l'existence, de la foi et de la vie de ces âmes généreuses. C'est-à-dire qu'il nous est extrêmement difficile d'en savoir quelque chose d'exact. Toutefois, ce qu'on dit de la calomnie se peut dire

(1) *Chronique de l'Eglise réformée de Lille. — L'Eglise sous la croix pendant la domination espagnole, de 1517 à 1667.* Un vol. in-8°. Paris, chez Grassart, 1857.

dans un sens plus absolu de la vérité, il en reste toujours quelque chose; et, malgré les colères et les rancunes, malgré le silence qu'on aurait voulu rendre impénétrable, nous savons que, comme aux jours d'Elie, Dieu s'est toujours conservé un peuple de foi et de franche volonté. Citons-en un exemple. Les Gondulfiens, disciples qu'un Italien, nommé Gondolfo, avait formés dans le nord de la France, habitaient les environs d'Arras. Un point important des accusations qui pesaient sur eux était *qu'ils se soumettaient à la loi évangélique, ne reconnaissant d'autre guide que les saintes Ecritures, auxquelles, du reste, disent leurs adversaires, ils conformaient leur langage et leur conduite* (1). L'autorité infaillible de la Bible (autorité exclusive de celle de la tradition ou de l'Eglise), est un principe constitutif du protestantisme, ou pour mieux dire, de la religion chrétienne bien comprise. Les Gondulfiens de l'Artois furent donc des réformés avant Luther. Ils préparèrent donc la voie aux réformateurs de l'Eglise.

Nous laisserons à de plus savants et à de plus habiles la tâche de faire l'histoire de ces temps ténébreux; ils trouveront des indications et des modèles dans les livres de MM. Schmidt, de Bonnechose, Matter; cette étude exige de vastes travaux, de patientes et minutieuses recherches. Il ne faut pas, au gré de nos adversaires, considérer la Réforme comme un fait isolé, imprévu, sans précédents, sans préparation. Loin de là; elle est un fait continu et permanent; elle est la vraie tradition apostolique revenant constamment à sa source pour y puiser toujours une onde pure, que les passions humaines n'aient pas souillée de leur contact séculaire.

L'étude du moyen âge, à Lille comme ailleurs, rendrait évident le phénomène que nous ne sommes pas les premiers à signaler.

Nous subdiviserons la période suivante en quatre parties : 1^o commencement de la Réforme sous Charles-Quint; 2^o progrès et persécutions sous Marguerite de Parme; 3^o dispersion de l'Eglise sous le duc d'Albe; 4^o maintien des restes du troupeau pendant la fin de la domination espagnole.

Les Flandres, comme on disait au XVI^e siècle, ce pays plat, qu'on nomme ici nord de la France et là Belgique, dont les habitants, industriels et commerçants, étaient amateurs des libertés municipales, et dont les riches provinces excitaient la convoitise des grands

(1) Le Glay, *Cameracum christianum*. Introduction, p. 25. Spicilège de dom Luc d'Achery, etc.

empires qui l'avoisinaient, étaient ce qu'elles sont aujourd'hui, un des carrefours politiques de l'Europe. Leurs champs ont été fécondés par de grandes batailles; leurs villes, illustrées par des traités de paix, depuis Tolbiac jusqu'à Waterloo, depuis le traité de Péronne jusqu'au congrès de Lille.

C'est aussi le chemin des idées.

Il n'est pas surprenant que, dans cette contrée, ouverte de tous côtés, le souffle puissant de Luther se soit d'abord fait sentir. A peine le moine a-t-il attaqué le pape, qu'il compte des partisans dans les Pays-Bas.

Dès 1521, les Lillois reçoivent des livres de Wittemberg : les uns les lisent en cachette, les autres les brûlent en public. Le clergé attaque les idées nouvelles et insulte ceux qui les professent ou les favorisent; l'intérêt s'accroît de tout le bruit qu'on fait contre le luthérisme; un prosélytisme spontané s'organise dans la ville.

Cependant Charles-Quint, forcé en Allemagne à une certaine tolérance par la pression irrésistible du mouvement évangélique, signe l'édit de Passau et joue le rôle de moyenneur, au point de laisser douter s'il ne favoriserait pas la Réformation; mais il réserve toutes ses rigueurs pour les provinces de son patrimoine indépendantes de la diète, auxquelles sa naissance l'attache par des liens plus intimes, et dont il a confié le gouvernement à sa tante Marguerite d'Autriche, le plus grand génie de sa famille. Des Pays-Bas, il ne doit rendre compte qu'à Dieu et à la postérité; il y sacrifie la liberté de conscience. Avec l'aide de la première Marguerite il établit la législation exclusive que Philippe II et Louis XIV perfectionneront encore, il est vrai, mais qui est déjà souverainement barbare, tyrannique et immorale.

Les édits ou *placards* se succèdent rapidement et sont de plus en plus rigoureux. Les livres hérétiques seront recherchés et brûlés; leurs détenteurs mis à l'amende. Charles-Quint juge bientôt que ce n'est pas assez : il punit de mort tous ceux qui, de près ou de loin, tiennent à la Réforme; s'ils persistent dans leur foi, il les voue aux flammes; s'ils cèdent dans les interrogatoires ou dans la torture, émus par l'appareil redoutable de la justice ou affaiblis par les tourments que l'inique loi leur inflige, s'ils se rétractent peu ou beaucoup, on leur fera grâce du bûcher, mais ils seront décapités. Quant aux femmes, soit réminiscence classique du supplice des vestales, soit pour la

décence à laquelle le bûcher portait atteinte, soit pour effrayer davantage ce sexe, qui est le plus courageux dans les supplices, quoiqu'on le répute le plus faible, on les enterrera vivantes.

La châtellenie de Lille reçoit tous ces décrets, les transcrit dans ses registres, les publie à son de trompe, les affiche en place publique et les fait exécuter; les livres sont mis au feu; les protestants jetés en prison; on dresse les bûchers. Le gouverneur de Lille, les magistrats municipaux, le clergé, les ordres religieux se disputent l'honneur d'accuser, de juger et d'exécuter les hérétiques. Après bien des luttes, ils se distribuent les rôles, afin que chacun ait sa part dans cette œuvre de sang.

Les martyrs ne manquent pas à la sainte cause de la liberté de la conscience et de l'autorité de la Bible. Comptons ceux dont le souvenir n'a pas été effacé par leurs bourreaux, et qui sont morts à Lille : en 1533, Martin Recq, Guillaume Chivoré, Martin Macroit, Georges Savereux et cinq autres; en 1540, Bettremieu Dubois; en 1542, Jean Fremault; en 1545, un pauvre aveugle, Remy Carpentier et sa femme Jeanne Wagheman, Jean Lauvain, Jérôme de Carvin, Crespin Gaudin, Jean Delaherre; en 1547, François Ghesquière, Pierre Dubrulle; en 1550, Jean Montagne et un charpentier allemand; en 1555, Hercule Dambrin, sergent de ville, pour avoir encouragé un autre martyr, nommé Le Paige, à persévérer dans la foi.

En dépit des ordonnances impériales, les fidèles augmentent de nombre, leur courage grandit avec les obstacles; ils ont des prédications et des pasteurs. Deux hommes, éminents par leur savoir et leurs vertus; deux martyrs, Pierre Brully et Guy ou Guido de Brès, les évangélisent, parlent, écrivent et meurent pour la propagation de la saine doctrine.

Mais au bon grain s'est mêlée l'ivraie; les anabaptistes, méconnaissant certains principes de l'Evangile pour en exagérer d'autres, surgissent et font quelques adeptes. Luthériens et catholiques les attaquent, les uns par la discussion, les autres par le supplice, cette suprême raison de ceux qui n'en ont point de persuasive.

Sous le règne de Philippe II et pendant la régence de Marguerite de Parme, le zèle des croyants et le fanatisme des persécuteurs vont en grandissant; les édits sont rigoureux, leur application violente, et néanmoins les réformés s'enhardissent et foisonnent.

En comptant les exécutions capitales, en examinant la diplomatie

de la gouvernante, on est amené à placer cette seconde Marguerite entre Marie Tudor la Sanguinaire et Catherine de Médicis ; le cardinal Granvelle, son mauvais génie, auprès du cardinal de Lorraine et de Wolsey ; il y a plus, si on veut étudier l'histoire en remontant des événements à leur cause prochaine, une responsabilité plus lourde pèse sur Marguerite et sur Granvelle, car la conduite du duc d'Albe résulte de la leur comme une conséquence de son principe.

Les plus touchants, les plus purs et les plus nobles sacrifices signalent la vie de l'Eglise réformée. Souvent déjà, la place que recouvre la salle des spectacles et qui s'étendait devant l'hôtel échevinal a bu le sang des Martyrs, leur cendre s'est mêlée à la boue de ses pavés. Elle en est encore avide. Jean Ruffault et Arnoult Delahaye ont la tête tranchée en 1555.

L'année suivante, la famille Aughier tout entière, le père, la mère et les deux fils, rend le plus beau témoignage de sa foi devant le tribunal et de sa constance sur le bûcher ; ils sont exécutés en 1556. En 1560, Jacques de Los pardonne à ses meurtriers ; Pierre Petit garde avec fidélité le bon dépôt de la foi ; l'un et l'autre sont brûlés vifs. En 1561, Mathieu Lefebvre, Simon Willemain, Jean Denis et Siméon Herme sont brûlés ; Jacques Delbecque, Jean Lefebvre sont décapités. En 1563, dix anabaptistes sont mis au feu ; l'année suivante, on en exécute encore deux ; puis deux réformés, Jean Desfontaines et Nicolas Vaillant. En 1564, Jean Castel de Mouseron et le pasteur Paul Chevalier ; en 1566, un vieillard de soixante et dix ans, Jean Desremaulx, quatre ouvriers évangélistes, Martin Bayard, Claude du Flocq, Jean Dobercourt et Noël Tournemine reçoivent le baptême du feu. Pour achever l'énumération de ceux qui meurent pour leur foi, il faut en citer deux pendant cette année et quatre dans la suivante.

La fin de la régence de Marguerite de Parme est signalée par le soulèvement des seigneurs qui forment une ligue sous le nom de Compromis ; le peuple aussi se révolte contre le gouvernement et contre le clergé ; les églises sont dévastées, mais ce mouvement est plus politique que religieux ; les protestants de Lille, que la persécution n'a pas effrayés, ne se mêlent pas à ces désordres, mais ils demandent aux magistrats droit de cité pour leur culte ; nous n'avons pas besoin de dire qu'on le leur refuse.

L'Eglise de Lille a néanmoins ses pasteurs, François Varlut, Paul

Chevalier, Philippe Desbonnetz, Corneil Delezenne ; on les brûle, les décapite ou les pend ; elle a ses diacres pour suppléer les ministres dans le travail de l'évangélisation et pour recueillir et distribuer les deniers des pauvres, Mathis, Aughier et d'autres ; mais ils ne sont pas autrement traités. Toutefois nous pouvons compter cette époque comme celle de la propagation de la Réforme. Les livres saints se répandaient malgré l'inquisition des dominicains ; l'Evangile attire les masses, touche le cœur des hommes que leur profession endureit le plus, des procureurs, des géoliers et même des cordeliers. Le catholicisme est menacé de toutes parts ; Marguerite voit le péril, mais ne sait le conjurer.

La main d'une femme semblait trop douce pour frapper les révoltés des Pays-Bas. Philippe II envoya le duc d'Albe pour forcer le flot débordé à rentrer dans les bornes étroites qu'il voulait lui assigner. Le vaniteux Espagnol crut la chose facile, la tenta sans pitié, échoua malgré des succès apparents, et après sept années d'une effroyable tyrannie, fut rappelé par son maître, couvert pour toujours d'une ombre sanglante et livide que son génie militaire et politique ne saurait faire disparaître. Coligny, souvent vaincu, sauva la cause des réformés de France ; Ferdinand d'Albe, maître et vainqueur, perdit celle du catholicisme dans les Pays-Bas. La violence d'un gouvernement est une lâcheté qui, dans la main de la justice suprême de Dieu, tourne à sa ruine aussi bien que la faiblesse.

En 1568, dans l'espace de deux jours, onze protestants furent pendus à Lille ; par cet exemple avéré, on peut juger du gouvernement du duc d'Albe. Aux supplices se joignirent des exils en masse. Les bannis et les fugitifs s'établirent en Angleterre, en Hollande, à Genève et y fondèrent des Eglises wallonnes ou flamandes.

Le petit nombre de ceux qui restèrent dans le pays de Lille persévérèrent dans la doctrine et dans la charité. E. Delezenne, maréchal ferrant et ministre, exerça un ministère plein de zèle et d'abnégation ; il finit par le martyre. N. Plucquet et J. Monceau, tous deux pasteurs dans la châtellenie, eurent les mêmes vertus et le même sort. Jean Bonniel, prêchant de Quesnoy-sur-Deule, avait déjà, en 1569, confessé son Maître dans les flammes du bûcher.

L'Eglise avait été dispersée aux quatre vents des cieux par les mesures impitoyables du ministre de Philippe II, et pourtant il en restait encore des traces, comme sous les décombres d'un incendie,

le feu invisible couve encore, prêt à dévorer les aliments qu'on n'a pas soustraits à son avidité.

Le duc d'Albe, reconnu incapable de maîtriser la confédération des Provinces-Unies, le roi d'Espagne le remplaça par des gouverneurs encore plus incapables, malgré tous leurs talents, de vaincre dans cette guerre contre Dieu. Maîtres dans la châtellenie, les gouverneurs du roi catholique firent mourir plusieurs chrétiens réformés, puis donnèrent un peu de repos à cette Eglise épuisée, mais invincible. L'instabilité du gouvernement, les chances de la guerre avec les États, l'établissement ferme et durable d'une république protestante en Hollande, forcèrent à une demi-tolérance ou du moins à la suspension des sacrifices humains, car les condamnations à l'exil, à l'amende honorable, au fouet en place publique, à la prison, à l'amende pécuniaire, à des actes publics de catholicité ne furent que plus fréquentes, surtout de 1591 à 1604. L'Eglise ne répandit qu'un éclat voilé, mais elle demeura et s'étendit même par un prosélytisme que les jugements n'arrêtèrent pas. L'Eglise ne se composait plus que de quelques ouvriers, mais d'ouvriers qui lisaient l'*Institution* de Calvin, qui savaient édifier leurs frères par de pieuses exhortations, propager leur foi par la diffusion des livres saints et des traités de controverse et la confirmer par leur patience dans les tribulations et leur charité envers tous.

Ici se termine la période qui a fait l'objet de notre étude spéciale. Nous avons encore quelque chose à dire des temps qui la suivent.

La prise de Lille par les Français, en 1667, associa les protestants du pays à tous les malheurs des infortunés sujets de ce roi que ses contemporains appelèrent Grand, et qui se comparait lui-même à l'astre qui éclaire le monde, mais dont la postérité arrache un à un les rayons empruntés.

La révocation de l'Edit de Nantes ruina le commerce des draps à Bailleul, décida l'exil volontaire d'un nombre considérable d'habitants de la banlieue de Lille. Un témoin, dont la déposition ne saurait être suspecte, nous affirme que « *l'on vit de plusieurs villages de la châtellenie quantité de ménages qui s'en allaient par bandes en Hollande et dans les états de Brandebourg et de Prusse, emportant avec eux toute leur vaillance, à cause que le roi faisait confisquer leurs biens.* » Jean Desormeaux, qui résidait à Herlies et qui exerçait son

ministère pastoral sur la contrée environnante, passa en Hollande en 1686 et vint y grossir la cohorte des pasteurs réfugiés.

En 1708, un nouveau siège soutenu par la ville fut, malgré la valeur française, suivi d'une nouvelle capitulation. Lille, prise par les alliés, resta pendant cinq ans sous la domination des Hollandais. Un homme de bien et d'une bonté reconnue, appartenant à l'Eglise réformée, le prince de Holsteinbecq, fut placé à Lille comme gouverneur. Un ordre parfait signala son administration. La liberté des Lillois fut respectée, le culte catholique maintenu et favorisé.

Néanmoins, la plupart des soldats de la garnison étaient protestants, les restes du troupeau évangélique s'étaient réunis de nouveau en corps d'Eglise, et après deux ans, pendant lesquels on hésita entre la Grand'Garde, l'école des Bapaumes, la chapelle du fort Saint-Sauveur, le collège Saint-Pierre et le refuge de Cysoing, la ville se décida à acheter l'emplacement du Jeu de paume, aujourd'hui l'arsenal, et en fit un temple protestant ; le culte y fut célébré à la grande joie des réformés. Le ministre logeait en ville et recevait de la municipalité un traitement équivalent à celui d'un capitaine.

L'échevinage craignant que l'établissement officiel du culte, jusqu'alors interdit, n'assurât les succès de la Réforme, donna ordre aux jésuites d'enseigner à la jeunesse lilloise la philosophie ; le curé de Saint-Etienne, comme pour attiser le feu, fit en chaire des discours de controverse, et le pape Clément XI s'imagina que Lille entière allait devenir protestante ; Fénelon, alors archevêque de Cambrai, se chargea de le faire revenir de cette crainte prématurée.

La paix d'Utrecht rendit sans coup férir Lille à Louis XIV, en 1713, et les protestants perdirent leur pasteur, leur temple, leurs assemblées et leur existence légale ; néanmoins ils persévérèrent en cachette, faisant leur culte dans les villages ou en ville dans des caves, allant à Tournai pour les baptêmes et les mariages, indignement vexés pour les enterrements. Ainsi se passèrent les dernières années du règne de Louis XIV, le règne de Louis XV et celui de Louis XVI.

Sous ce dernier, les réunions pour le culte se tenaient à Haubourdin ; les protestants se nommaient la *Société des amis*, et ils eurent successivement pour pasteurs J. de Vismes, Lafont (1790) et J.-B. Née (1792). Les fidèles de Lille n'étaient pas très nombreux, mais en y joignant ceux d'Illics, Herlies et des bourgs qui avoisinent La

Bassée, ceux de Lannoy, Lys, Saily, Mouveaux et des environs de Roubaix, on pouvait réunir les éléments d'une Eglise.

La révolution française, en donnant un état civil aux protestants, et en proclamant la liberté des cultes, permit de former à Lille une Eglise oratoriale. Le 1^{er} nivôse an XII, un décret du premier consul donna aux réformés l'église des Bons-Fils ou *Bons-Fieux* (tiers ordre de Saint-François), située dans la rue de Tournai, pour y célébrer leur culte. Un pasteur, G.-D.-F. Boissard, qui fut plus tard à la tête de l'Eglise luthérienne de Paris, y passa deux ans, de 1805 à 1807, et commença l'œuvre de l'organisation. B.-F.-F. de Félice, qui vint après, exerça un ministère honorable pendant de longues années, de 1807 à 1833. Par ses soins, l'œuvre fut consolidée. Ce digne serviteur de Dieu mourut dans l'exercice de ses fonctions, estimé et regretté de toute la population tant catholique que protestante.

Nous ne parlerons pas de ses successeurs, ils sont tous vivants.

De cet aperçu rapide, que pouvons-nous conclure ?

Le voici en peu de mots :

La Réforme a toujours subsisté dans la châtellenie de Lille.

Elle y a été opprimée jusqu'à la révolution française (1).

Elle s'est recrutée dans les classes laborieuses sans le concours de la noblesse, ni de la fortune (2).

Elle a été constamment animée d'un esprit de prosélytisme et de fidélité aux doctrines évangéliques.

(1) Le nombre des condamnations sur le fait d'hérésie pour la ville de Lille seule, dépasse de beaucoup les appréciations des historiens ; il serait plus considérable encore si des recueils complets nous donnaient toutes les condamnations judiciaires, et si nous pouvions y joindre les exécutions extra-légales que ces temps d'agitation favorisaient singulièrement. De 1556 à 1622, c'est-à-dire sur les 66 années où il dut y avoir le plus de jugements, à peine 23 sont-elles complètes. Néanmoins nous comptons 391 condamnations, dont 42 luthériens, 12 anabaptistes, et 337 calvinistes ou réformés. Sur ce nombre, il y a 111 exécutions capitales.

(2) Une brochure de 1566 (Bibliothèque de Lille, catalogue nouveau, Histoire, n° 2726), intitulée : *Brief discours, auquel est montré le moyen qu'il faudroit tenir pour obvier aux troubles et émotions pour le faict de la religion et extirper les hérésies*, dit qu'il n'y avait pas moins de quatre à cinq mille huguenots à Lille, et qu'ils étaient tous gens de basse condition. Elle cherche à détruire cette prévention, qui pouvait s'appliquer en général aux Flandres, au Brabant, Hainaut et à l'Artois, en citant l'exemple des autres pays, où la Réforme comptait des nobles, des princes et des rois.

Sauf quelques gens de justice, quelques ecclésiastiques et quelques marchands, nous n'avons trouvé parmi les protestants lillois dont la profession a été consignée dans les manuscrits, que des ouvriers et des agriculteurs.

Martyre des Aughiers.

1556. — Non-seulement on faisait des prédications à Lille et dans les environs, mais on y exerçait des œuvres de miséricorde envers les fidèles et même envers les ignorants. Certains diacres, hommes craignant Dieu et dont on avait un bon témoignage, avaient été choisis pour recevoir les aumônes, et chaque semaine ils allaient faire leur quête chez les fidèles; puis ils en distribuaient le produit aux nécessiteux. Chacun s'employait aux bonnes œuvres, ce qui contribuait à attirer plusieurs personnes à la connaissance de l'Evangile, et l'Eglise, quoique sous la croix, était florissante.

Une famille pieuse était particulièrement en édification; c'était les Aughier (1). Leur piété les désignait aux persécuteurs.

En quête de victimes, le prévôt et les sergents de la ville envahissent leur demeure vers les dix heures du soir. Tout est fouillé et mis en désordre, on cherche les livres saints et on fait main basse sur tous les papiers; mais on convoite une plus importante capture, le fils aîné de la famille, Baudechon Aughier; et, de la cave au grenier, on cherche, on cherche en vain, il n'y est pas; son frère Martin aux écoutes, l'entend frapper du dehors et se hâte de lui dire : « Retirez-vous, je vous prie; vous n'entrerez point céans ! » Le malheureux croit qu'on ne le reconnaît pas et crie : « C'est moi, Baudechon; ouvrez la porte. » Les sergents accourent et lui disent : « Soyez le bien venu, car nous avons grand désir de vous trouver. » Il leur répond : « Je vous remercie, mes amis, soyez aussi les bien trouvés dans notre logis. » Alors le prévôt s'avancant les fait prisonniers de par le roi. » Et tous se laissent lier : le père, la mère, et les deux fils.

En chemin, Baudechon cria : « O Seigneur, non-seulement d'être prisonniers pour toi; mais aussi fais-nous la grâce de confesser hardiment et purement ta doctrine devant les hommes, et de la sceller par la cendre de nos corps, pour l'édification de ta pauvre Eglise. » On les traita rudement en prison, mais ils souffrirent sans murmure les injures et les moqueries. Peu de jours après, ils comparurent devant la justice échevinale. On s'adressa d'abord au père et on l'ac-

(1) Crespin (VII, 385-389) les nomme Oguier; on trouve aussi dans les registres municipaux Waughier.

cusa d'avoir abandonné la messe et de tenir, dans sa maison, des assemblées avec prêche, malgré les mandements.

Robert Aughier, le père, répondit : « Vous me demandez pourquoi je ne vais pas à la messe ; c'est parce que la mort et le précieux sang du Fils de Dieu y sont entièrement anéantis et mis sous les pieds, et d'autant que *par un seul sacrifice, Jésus-Christ a accompli ceux qui sont sanctifiés* (1) : l'apôtre le dit, *par un seul sacrifice*. On ne lit pas dans toute la sainte Ecriture que les prophètes, ni Jésus-Christ ou ses apôtres aient jamais fait la messe ; ils ont bien fait la cène à laquelle tout le peuple chrétien participait, mais on n'y sacrifiait pas. Lisez, Messieurs, les Ecritures, et vous verrez s'il est fait mention de messe ; au contraire, elle a été inventée par les hommes ; mais vous savez ce que dit Jésus-Christ : « *C'est en vain que ce peuple m'honore enseignant des commandements des hommes* (2). » Si donc moi ou ma famille eussions été à la messe qui a été ordonnée par les hommes, Jésus-Christ dit que c'est en vain que nous l'eussions servi. Quand au second point, je ne nie pas que nous n'ayons tenu assemblée de gens de bien et craignant Dieu, mais ce n'a été au dommage de personne, bien plutôt pour l'avancement de la gloire de Jésus-Christ. Je savais, d'un côté, que l'Empereur l'avait défendu ; de l'autre, que Jésus-Christ l'avait commandé ; ainsi je ne pouvais obéir à l'un sans désobéir à l'autre ; j'ai mieux aimé obéir en cela à mon Dieu qu'à un homme. »

Qu'est-ce qu'on faisait dans vos assemblées, dit un échevin. Baudechon répondit : « Quand nous sommes assemblés au nom de notre Seigneur pour ouïr sa sainte Parole, nous nous prosternons tous ensemble à deux genoux en terre, et, en humilité de cœur, nous confessons nos péchés devant la majesté de Dieu ; après, nous faisons tous prière afin que la Parole de Dieu soit purement prêchée ; nous faisons aussi des prières pour notre sire et pour tout son conseil, afin que la chose publique soit gouvernée en paix à la gloire de Dieu, et vous aussi vous n'y êtes pas oubliés, Messieurs, comme nos supérieurs, priant notre bon Dieu pour vous et pour toute la ville, afin qu'il vous maintienne en tout bien. Voilà en partie ce que nous faisons. Vous semble-t-il que nous ayons commis un bien grand crime ? Au surplus, s'il vous plaît d'entendre les prières que nous faisons,

(1) Hébr. X, 14.

(2) Matth. XV, 9.

je suis prêt à vous les réciter. » Les magistrats lui ayant fait signe de le faire, il se mit à prier avec une ardeur et une onction si remarquables, que plusieurs échevins en eurent la larme à l'œil.

On les remit en prison. Peu de temps après, on les mit à la torture pour en tirer les noms des principaux réformés, mais ils ne dénoncèrent que ceux qu'ils savaient connus de tous ou expatriés.

Quatre ou cinq jours après, on les fit comparaître de nouveau et on condamna au feu Robert Aughier et son fils aîné Baudechon. La sentence prononcée, un des juges dit : « Aujourd'hui, vous irez faire votre demeure avec tous les diables de l'enfer. » On les mit entre les mains des cordeliers, parmi lesquels était le docteur Hasard et le père de Sainte-Claire. Ces moines employèrent successivement les douces paroles, les appels pathétiques et les injures les plus grossières (1), mais tout fut vain. Comme l'un d'eux le disait en commandant au bourreau de faire son office : « Nous y perdons nos peines, ils sont endiablés. »

Baudechon fut mené dans une chambre à part, et là fut mis en état pour le sacrifice. Comme on lui mettait sur la poitrine un sachet de poudre à canon (2), il y avait là un homme qui lui dit : « Si tu étais mon frère, je vendrais tout mon bien pour avoir des fagots pour te brûler; on te fait trop de grâce. » Le martyr répondit : « Je vous remercie, mon ami; le Seigneur vous fasse miséricorde. » Des assistants attendris disaient : « O Dieu, aie pitié de ces pauvres gens! » Un docteur présent répondit : « Quelle pitié voulez-vous avoir d'eux; je ne leur ferais pas tant de grâce, et je ne les traiterais pas si doucement que de leur mettre cette poudre, je les fricasserais comme on fit saint Laurent. » Cependant les cordeliers circonvenaient le père, pour lui faire prendre le crucifix, afin, disaient-ils, que le peuple ne murmurât point : « Ayez votre cœur élevé à Dieu, vous savez bien que ce n'est que du bois; » et ce disant, ils lui lièrent le crucifix dans les mains; mais Baudechon l'ayant vu le lui ôta et le jeta. « Que le peuple ne s'offense pas de nous, dit-il, parce nous ne voulons pas de Jésus-Christ de bois, car nous portons en nos cœurs Jésus-Christ, le fils du Dieu vivant, et nous portons la sainte Parole écrite au fond de nos cœurs en lettres d'or. »

(1) Jusqu'à dire à l'un d'eux : « Va, chien, tu es indigne de porter le nom de chrétien. »

(2) Le but de cette pratique était de faire croire au peuple que le diable s'emparait du patient au moment de l'explosion. Crespin, III, 161. b.

Les sergents de la ville, en compagnie et armés, les conduisirent comme des princes qui font leur entrée. Au devant de la maison échevinale, Baudechon voulut confesser sa foi : « Voilà votre beau père confesseur, confessez-vous à lui ; » et on le poussa rudement au poteau fatal. Il se mit à chanter :

Sois-moi, Seigneur, ma garde et mon appui,
Car en toi git toute mon espérance,
Sus donc aussi, mon âme, dis-lui :
Seigneur, tu as sur moi toute puissance,
Et toutefois point n'y a d'œuvre mienne
Dont jusqu'à toi quelque profit revienne (1).

Le cordelier l'interrompit : « Ecoutez les méchantes erreurs qu'ils chantent pour décevoir le peuple ; » mais Baudechon lui dit : O pauvre homme ! dis-tu que les psaumes du prophète David sont erreurs ? Mais c'est toujours votre coutume d'injurier le Saint-Esprit. » Le bourreau, attachant le vieil Aughier, le frappa d'un coup de marteau sur le pied ; celui-ci s'en plaignit ; sur ce, le cordelier se mit à dire : « Oh ! les méchants ! ils veulent avoir le titre de martyr, et quand on les touche un peu, ils crient comme si on les meurtrissait. » Pourtant le vieillard n'avait dit que : « Mon ami, tu m'as blessé, pourquoi me traites-tu si rudement ! » « Mon père, disait le jeune Aughier, regardez ; je vois les cieux ouverts et mille millions d'anges ici à l'instant se réjouissent de la confession de la vérité que nous avons rendue devant le monde ; réjouissons-nous, mon père, la gloire de Dieu nous est ouverte ! » Un moine, au contraire, cria : « Je vois les enfers ouverts et mille millions de diables présents pour vous emporter. » Au moment où le feu allait les atteindre, Dieu ouvrit la bouche d'un des assistants qui, s'avançant, cria : « Courage, Baudechon, tiens bon, ta cause est bonne ; je suis des tiens. » Après quoi il se perdit dans la foule. Le feu avait déjà consumé leurs membres inférieurs que les martyrs s'encourageaient encore l'un l'autre par de saintes paroles. Les derniers mots qu'on entendit furent : « Jésus-Christ, fils de Dieu, nous te recommandons nos esprits ! »

Environ huit jours après furent exécutés la mère Jeanne Aughier et son plus jeune fils Martin ; séparés dans la prison, la mère fut ébranlée, et les moines convertisseurs l'envoyèrent au fils pour le

(1) Théodore de Bèze, psaume XVI.

gagner; mais il arriva tout le contraire, Jeanne revint à sa première confession et s'y tint jusqu'au dernier soupir.

Condamnés au feu, ils dirent : « Louée soit la bonté de notre Dieu qui nous fait triompher par Jésus-Christ, son Fils, sur tous nos ennemis, voici l'heure tant désirée, voici la bonne journée qui est venue, n'oublions pas l'honneur que notre Dieu nous fait de nous rendre conformes à l'image de son Fils. Marchons hardiment et suivons le Fils de Dieu portant son opprobre avec tous ses martyrs. » A ces mots, un assistant dit : « On voit bien maintenant que le diable te possède entièrement corps et âme, comme il a fait ton père et ton frère qui sont maintenant en enfer. » Martin répondit : « Mon ami, vos malédictions me sont des bénédictions devant Dieu et devant ses anges. »

Un temporisateur s'avança et dit au jeune homme : « Mon enfant, tu es bien simple et mal avisé dans ta cause; tu penses trop savoir, il y a tant de peuples devant toi qui n'ont point la foi que tu tiens, et cependant ils ne laisseront point d'être sauvés, mais vous pensez faire ce que ne ferez, quoique vous ayez la foi et la doctrine de Dieu. » Jeanne lui répliqua : « Mon ami, Jésus-Christ dit que le chemin qui mène à la perdition est large et que plusieurs y entrent, mais que la voie qui mène au salut est étroite et peu y continuent (1). Doutez-vous que nous soyons au chemin étroit vu les choses que nous souffrons? Voulez-vous avoir un beau signe par lequel on peut connaître que vous n'êtes point au droit chemin? Regardez votre vie et la vie de vos prêtres et moines. Quant à nous, nous ne voulons que Jésus et Jésus crucifié; nous ne voulons autre doctrine que le Vieux et le Nouveau Testament; sommes-nous en erreur en croyant ce que les saints prophètes et apôtres ont enseigné. »

Un des cordeliers se tourna vers Martin et lui dit : « Pense bien à ton affaire, car ton père et ton frère ont reconnu les sept sacrements de l'Eglise, comme nous; et toi qui n'es qu'un simple apprenti, tu as entendu un méchant hérétique qui t'a enchanté le cerveau, et tu te crois plus sage que tous les docteurs qui ont régné passé mille ans. » Martin répondit : « A Dieu ne plaise que je me vante, mais tu peux bien savoir ce que dit Jésus-Christ : que Dieu a caché les secrets aux anges de ce monde et les a révélés aux petits (2). Et le prophète Esaïe

(1) Matth. VII, 13, 14.

(2) Matth. XI, 25.

dit que le Seigneur surprend les sages en leur sagesse (1). » Puis il nia que ses parents eussent admis autres sacrements que le baptême et la sainte cène.

Deux Lillois d'importance, nommés Barras et Baufremez, essayèrent de le séduire par de belles promesses, mais ils n'y réussirent pas.

La mère monta la première sur l'échafaud, et elle appela son fils : « Monte, Martin, monte, mon fils et parle haut; qu'on voie que nous ne sommes pas hérétiques. » Mais on lui imposa silence. Alors Jeanne cria : « Nous sommes chrétiens, et ce que nous souffrons ce n'est point pour meurtre ni pour larcin, mais parce que nous ne voulons croire rien de plus que la Parole de Dieu. » D'un saint accord ils dirent : « Seigneur Jésus, en tes mains nous remettons nos esprits. » Et ils s'endormirent au Seigneur.

Martyre de quatre artisans.

1566. — Martin Bayard et Claude du Flocq, tous deux mariés; Jehan Dobercourt, dit de *Marteloy* et Noël Tournemine, jeunes gens non mariés, tous peigneurs de sayette (laine), et natifs d'Artois, excepté Noël, qui était d'un village près de Seclin, demeuraient à Lille et marchaient dans la crainte de Dieu, à l'édification de l'Eglise. L'un d'eux avait un cousin en service chez un jésuite; nos pieux artisans s'efforcèrent de l'instruire dans l'Evangile, en lui montrant l'inutilité du chapelet qu'il portait et en lui prêtant un livre qu'il reçut de bon cœur. Sans penser à mal, il montra son livre au jésuite. Celui-ci vit que ce petit volume ne sortait pas des presses de Louvain; et, donnant sept patards à son valet, lui demanda la demeure de celui qui le lui avait remis. Le jésuite informa aussitôt la justice et quitta la ville pour quelque temps, afin de cacher sa dénonciation. Un samedi, à deux heures du matin, les quatre ouvriers réformés étaient mis en prison.

Ce même jour, une main inconnue avait placardé aux murs de la maison échevinale une pièce contre l'inquisition espagnole, que Philippe II tenait tant à établir par tous les Pays-Bas. La justice enflammée d'autant voulut les trouver coupables de cette hardiesse; mais ce n'était pas leur fait, et il fallut se rabattre sur leur profession de l'E-

(1) Esaïe XLIV, 25; Job, V, 13.

vangile. Ils répondirent sans rien déguiser. Un des échevins en perdit la dignité qu'un juge doit toujours avoir, et dit tout haut qu'on en ferait bientôt du feu. Quoique séparés dans la prison, ils répondirent avec un accord frappant et si bien, que plusieurs en furent émerveillés; le geôlier lui-même en fut ému; et, malgré les défenses, on sut par lui comment les martyrs se trouvaient en prison. Martin, plein de joie, chantait des psaumes; Claude disait que tout allait bien, qu'il se soumettait à Dieu à la mort comme à la vie. Des docteurs prétendaient les réduire, et de temps à autre l'essayaient. On les menait alors en halle; mais tout l'arsenal de la scolastique était impuissant et s'usait sans ébrécher leur foi. Le doyen de Saint-Maurice était de ces batailleurs, et non le plus doux; un jour, aveuglé par la colère de les voir irréductibles, il demanda leur mort. Admirable manière de convaincre quatre ouvriers!

Le 2 mars, le prévôt de la ville prononça contre eux la sentence de mort. S'entendant accuser d'hérésie, ils protestèrent, disant qu'ils n'étaient pas hérétiques, à moins que la Parole de Dieu ne le fût, ce qui ne peut être; qu'ils étaient non hérétiques, mais chrétiens. On leur demanda s'ils se soumettaient à la volonté des échevins; ils en prirent occasion pour remonter à tout le conseil de juger justement, leur disant qu'il leur faudrait un jour comparaître devant le siège judiciaire de Christ pour rendre compte de ce qu'ils auraient fait en cette vie. Interrogés de rechef s'ils se soumettaient à la volonté de Messieurs de la ville, ils dirent hardiment qu'ils se soumettaient à la volonté de Dieu. La sentence prononcée, on ne l'exécuta pas immédiatement, comme c'était l'usage : on les ramena en prison par une voie insolite, frustrant le peuple du spectacle qu'il attendait. Les magistrats, sous l'influence de l'opposition naissante des seigneurs confédérés contre l'inquisition, ne savaient que faire.

Tandis que les martyrs rentraient en prison, un ami de Jean Dobercourt vint à lui, lui donna son manteau et lui dit quelques paroles d'adieu; les sergents le saisirent et le joignirent aux prisonniers.

Quelques jours après, la cloche municipale tinta leur glas funèbre. Pendant les apprêts de l'exécution, quelques cordeliers, toujours prêts à harceler les martyrs, vinrent troubler leurs derniers instants.

Comme ils marchaient au supplice, le père de Noël vint se jeter à son cou et lui dit : « Mon fils, allez-vous ainsi à la mort ! » « C'est peu de chose, mon père, » répondit Noël ; « car c'est à présent que je

m'en vais vivre. » Puis, sur l'échafaud il pleura, voyant son père fondre en larmes, et il cria : « O prêtres ! prêtres ! si nous eussions voulu aller à votre messe, nous ne serions pas ici ; mais Jésus-Christ ne l'a pas commandé. » Ce n'était pas assez de les faire mourir, on voulait les calomnier : « Ils sont hérétiques, ils rejettent les sacrements, ils ont la foi des diables, » disaient les cordeliers au peuple. Jean Dobercourt répondait : « Notre foi est bien autre que celle des démons, et nous tenons autant de sacrements que Jésus-Christ en a ordonné. » Et Martin Bayart ajoutait : « Laissez-nous en paix, car nous sommes au droit chemin ; nous allons à Jésus-Christ ; ne nous détournez pas. » Les prêtres, confus, n'osèrent monter sur l'échafaud comme de coutume.

Dobercourt récita à haute voix le symbole des apôtres, en le commentant. Le bourreau voulut le bâillonner ; il promit de se taire ; mais lié au poteau, enchaîné par le cou, il dit au peuple : « Hélas ! messieurs, si c'était pour dire choses méchantes on ne me ferait pas taire ; mais, parce qu'il est question de la Parole de Dieu, on me veut empêcher... Qui est-ce qui pourra nous séparer de l'amour de Christ ? Sera-ce la tribulation ou l'angoisse ? (1) O Seigneur ! nous sommes livrés à la mort pour l'amour de toi et sommes faits semblables aux brebis de la boucherie ; mais ayons confort, mes frères, nous avons vaincu le monde par celui qui nous a aimés. » Et ses compagnons disaient : « C'est ici le chemin qui mène à la vie, c'est la voie étroite par où il faut entrer, c'est le chemin que Jésus-Christ a enseigné. » Noël ajoutait : « Frères fidèles, priez pour moi à présent, car après la mort les prières ne peuvent aider. »

Quand on les eut couverts de fagots, ils chantèrent ensemble :

Le Seigneur est la clarté qui m'adresse
Et mon salut ; que dois-je redouter ?
Le Seigneur est l'appui qui me redresse ;
Où est celui qui peut m'épouvanter ?
Quand les malins m'ont dressé leurs combats,
Pour me penser manger à belles dents,
Tous ces haineux, ces ennemis mordants,
J'ai vu broncher et trébucher en bas (2).

Or, laisses, Créateur,
En paix ton serviteur

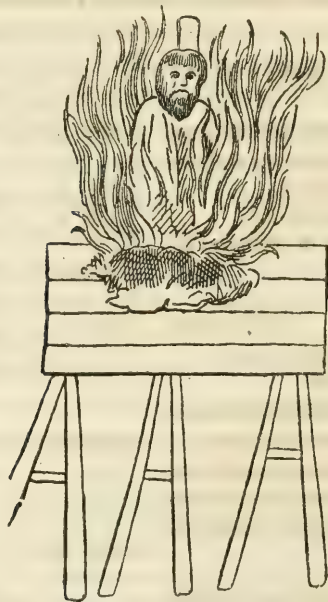
(1) Rom. VIII, 34, 35.

(2) Psaume XXVII, Théodore de Bèze.

Ensuyvant ta promesse :
Puisque mes yeux ont eu
Ce crédit d'avoir veu
De ton salut l'adresse.

Salut miz au devant
De tout peuple vivant
Pour l'ouyr et le croire :
Ressource des petitz,
Lumière des Gentilz
Et d'Israël la gloire ! (1)

Dans les flammes, ils disaient encore : « Seigneur, veuille nous recevoir aujourd'hui à miséricorde et nous mettre dans ton royaume. » Le supplice étouffa leurs voix ici-bas, mais ils ont été entonner le cantique de l'Agneau aux demeures éternelles (2).



Supplice de Paul Chevalier, brûlé vif à Lille, le 12 décembre 1564. Voir ci-dessus, p. 563.
(Fac-simile d'un dessin du greffier, en marge de la sentence.)

(1) Cantique de Siméon. Clément Marot, V, 160, édit. de 1823.

(2) Crespin, I. IX, fol. 653.

1566. — Claude du Flocq, Jehan Dobercourt, dit de *Marteloy*, Martin Bayart et Noël Tournemine, hérétiques condamnés à périr par le feu.

D'après les comptes de la ville de Lille, leur dernier repas coûta VIII livres.

Les quatre sonneurs de la banchoche reçurent XLVIII sous, pour avoir sonné le jour de leur exécution. Voir les comptes, Archiv. municip., 1566.

RAPPORT DU TRÉSORIER DE LA SOCIÉTÉ

SUR L'EXERCICE 1856-57.

Messieurs,

Nous venons, comme tous les ans, vous présenter un résumé succinct de la situation financière de notre Société, après la clôture de ce cinquième exercice, qui comprend les douze mois écoulés depuis le 1^{er} avril 1856 jusqu'au 31 mars de la présente année.

D'après notre dernier rapport, il restait en caisse au 31 mars 1856, une somme de. 7,088 32

Les recettes se sont élevées à 7,352 05

Savoir :

Payements faits par des retardataires, . . . 904 »

Quelques paiements faits par anticipation sur la 6^e année (1857-58), . . . 110 »

Abonnements et souscriptions, . . . 6,179 »

Dons divers et vente de *Bulletins* détachés, . . . 159 05

Somme égale, 7,352 05

Nous avons donc réuni en caisse. 14,440 37

Les dépenses ont été :

Pour frais généraux d'administration et d'agence, affranchissement, etc., de . . . 2,612 67

Pour frais d'impression, y compris ceux des *Mémoires de Jean Rou*, et l'évaluation approximative de quelques comptes qui restent à régler, . . . 12,041 »

14,653 67

Ce qui laissera la Société en déficit de. 213 40
ou à peu près.

C'est pour la première fois que se présente une situation de caisse pareille, et elle réalise au delà de ce que nous avions pensé, — les prévisions de notre dernier rapport, — c'est-à-dire que la somme de 7,000 fr. que nous tenions en réserve, et qui nous donnait un semblant de prospérité, se trouve en une seule année absorbée par les frais de l'importante publication

que nous préparions, et dont votre président vient de vous annoncer l'achèvement.

Nous espérons bien que ce déficit pourra être couvert par les abonnements et les souscriptions qui restent à recouvrer sur les années précédentes, — mais il ne l'est encore que pour mémoire, et, vous le savez, Messieurs, — ce n'est pas avec des ressources couchées seulement sur le papier qu'une société comme la nôtre peut marcher.

Le nombre des souscripteurs, que nous avons laissé l'année dernière à 4,370, s'est élevé, par suite d'adhésions nouvelles, et défalcation faite de 80 membres radiés, — à 4,420, — c'est-à-dire à 50 de plus. Quelque faible que soit cette augmentation, nous la constatons avec plaisir, comme un symptôme meilleur; et parmi les nouveaux souscripteurs, nous nous plaisons à vous citer :

Cinq consistoires : ceux de l'Eglise réformée de Rouen,
 — Bordeaux,
 de l'Eglise wallonne à Utrecht,
 de celle — à Haarlem,
 de celle — à La Haye.

Trois conseils presbytéraux : ceux de Bagard (Gard),
 Meaux (Seine-et-Marne),
 Rozans (Hautes-Alpes).

Enfin, les deux Universités de Göttingue et de Heidelberg.

Vous serez, comme nous, Messieurs, sensibles à cette adhésion spontanée de corps aussi illustres, — et il y a, dans ce témoignage de sympathie fraternelle donnée par des étrangers, de quoi nous dédommager, sinon nous consoler, de certaines tiédeurs domestiques que nous rencontrons trop souvent sur nos pas.

Comme vous le voyez, Messieurs, votre Société remplit fidèlement ses promesses; c'est à vous de tenir les vôtres.

Nous devons nous adresser avant tout à ceux, toujours trop nombreux, qui depuis une ou plusieurs années, ont, sur leur demande, reçu nos *Bulletins*, et les trouvent sans doute bons et intéressants à lire, puisqu'ils les conservent, — mais qui ne paraissent nullement se préoccuper du soin de solder leur souscription.

La Direction, contrairement à ce que nous vous avons annoncé, et avec une longanimité contre laquelle, en qualité de trésorier, nous avons dû et devons encore nous élever, a continué à attendre ces débiteurs trop peu scrupuleux, après les avoir mis en demeure. Mais ce qui n'avait été d'abord, et ne devait être, qu'une facilité accordée, est devenu un abus fâcheux, — pour la Direction, déjà bien assez chargée de détails, une aggravation de difficultés et d'embarras, — un préjudice enfin pour l'œuvre elle-même. Le

temps de la patience nous semble passé. Semblablement à ce qui se pratique pour toutes les autres publications périodiques, votre Direction est décidée, tout en poursuivant le recouvrement de l'arriéré, à supprimer dorénavant l'envoi des *Bulletins* à ceux qui n'auront pas acquitté leur cotisation à un moment donné. Il en pourra résulter un certain nombre de radiations définitives, et une réduction dans le nombre des souscripteurs; mais il est à croire que cette réduction ne sera que momentanée. Et toujours est-il que mieux vaut une petite armée fidèle et dévouée qu'une troupe plus considérable de trainards. — Le mérite de vos travaux, le succès de vos efforts finiront bien par rallier et discipliner ces derniers, ceux du moins aux yeux de qui votre œuvre a une valeur réelle et sentie : ce sont les seuls dont nous puissions ambitionner le concours.

L. OPPERMAN.

**1^{re} publication du RECUEIL de la Société de l'Histoire
du Protestantisme français.**

MÉMOIRES INÉDITS

ET OPUSCULES

DE

JEAN ROU

Avocat au parlement de Paris (1659)
Secrétaire-interprète des États généraux de Hollande (1680-1711)

(1638-1711)

PUBLIÉS

POUR LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

D'après le manuscrit conservé aux archives de l'État de La Haye

PAR

FRANCIS WADDINGTON

2 beaux volumes grand in-8° formant 826 pages

AVEC TABLEAUX ET FAC-SIMILE

DE L'ESTAMPE DES **SCIEUX DE LONG** DE JEAN TOUTIN

Aïeul maternel de Jean Rou

Prix fort : 16 francs

Aux termes de l'art. 18 des statuts, les membres de la Société reçoivent cet ouvrage au prix de faveur de 9 fr. — (9 fr. 50 c. avec la feuille supplémentaire.)

Ils sont priés d'adresser directement leur demande au secrétaire-agent de la Société, en y joignant un mandat de 9 fr. ou 9 fr. 50 c., et en indiquant à quel correspondant l'ouvrage doit être remis à Paris ou par quelle voie il doit être expédié (aux frais du souscripteur). L'envoi par la poste coûte, pour la France, 1 fr. 10 c.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

PARIS. — TYP. DE CH. MEYRUEIS ET C^e
rue des Grés, 11. — 1858.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

DOCUMENTS HISTORIQUES INÉDITS ET ORIGINAUX

XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

SIXIÈME ANNÉE



« Et quant au premier point sur la reformation que j'ay commencée et que j'ay delibere continuer par la grace de Dieu..., ne l'ay apprise par la Bible que ie lis plus que les docteurs..., et n'ay point entrepris de planter nouvelle religion en mes pais, sinon y restaurer les ruines de l'ancienne... Je ne fay rien par force... Dieu me monstre des exemples... »

Jeanne d'Albret, Reine de Navarre au cardinal d'Armagnac.

(Lettre du 18 d'aoust 1563.)

Vos pères, où sont-ils ?

(ZACHARIE. I, 5.)

« Je trouverois bon, qu'en chascune ville, il y eust personnes deputées pour escrire fidelement les actes qui ont esté fait durant ces troubles : et par tel moyen, la vérité pourroit estre réduite en un volume, et pour ceste cause, Je m'en vay commencer à l'en faire un bien petit narre, non pas du tout, mais d'une partie du commencement de l'Eglise reformée. »

Bernard Patissy.

(Recepte véritable, etc., La Rochelle. 1563. page 103.)

PARIS
AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ

174, RUE DE RIVOLI

1858

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Abjurations à La Rochelle, en 1560.	8
Académies protestantes. Les professeurs de l'ancienne académie de Montauban.. . . .	242
— Diplôme de maître ès arts de l'académie de Montauban	364
— Projet de fondation d'une école de théologie à Londres, après la Saint-Barthélemy	488
Archives du consistoire de Nîmes. Catalogue analytique des manuscrits qui s'y trouvent	44
— Des Eglises réformées à La Rochelle. Que sont-elles devenues? .	419
Assemblée générale de la Société en 1858. Allocution du président. .	445
Augustin Marlorat, pasteur et martyr à Rouen.	83,409
Avis aux lecteurs	4
Bible de Jean Fabre, père de l' <i>Honnête criminel</i>	334
Bibliographie.	83,309
Bibliothèque historique du protestantisme français.	4,309,440
Chanson attribuée à Calvin. — Eclaircissements	48,344,446
Chansons huguenotes en général. Cantiques, complaintes historiques, etc.	48,342
Charles IX a-t-il tiré sur les huguenots? Le balcon d'où il aurait tiré existait-il en 1572?	448
— Lettre de M. Auguste Bernard	<i>ibid.</i>
— — de M. Ad. Berté	449
Conduite de Calvin à l'égard de Servet et du parti des Libertins. Opinion de M. Michelet à ce sujet.	340 x
Conférence théologique à Nîmes, entre Daniel Chamier, ministre de Montélimar, et le jésuite Coton	29
— à Fontainebleau, entre Du Plessis-Mornay et le cardinal Du Perron	351
Confession de foi de l'Eglise réformée française de Strasbourg, par Jean Garnier	478 L
Conversion des officiers de la marine du port de Brest, sous Louis XIV. .	475
Correspondance	5,473,334,443
Coup d'œil sur les principes et les lois qui régissaient en France la question de la punition des hérétiques, lorsque éclata la Réformation du XVI ^e siècle.	20
Cour de Charles IX (Quinze vers sur la). Quel en est l'auteur? . . .	418
Déclaration de guerre du duc Wolfgang à la cour de France, en 1569. .	49
Dédicace du Psautier des Eglises du Béarn au roy de Navarre (depuis Henri IV)	346
Deux duchesses (Les). Lettres de Madame de Bouillon et de Madame de la Trémouille	491
Dialogue entre deux drapiers de Saint-Nicaize, sur les controverses prêchées par le P. Véron en l'église de Notre-Dame de Rouen, le tout en langage de la Boise.	297
Dragonnade (La) en Dauphiné, modérée par un maréchal de France. .	435

Ecole de théologie à Londres. Projet de fondation pour les ministres réfugiés en Angleterre après la Saint-Barthélemy.	188
Eglise réformée de Villers-les-Guise, en Picardie.	173
— française de Strasbourg	179
— de Metz persécutée.	309
— de Lille, pendant la domination espagnole	314
— de Constantinople, au XVII ^e siècle.	415
Enlèvement des enfants protestants après la révocation de l'Edit de Nantes, d'après les documents officiels	274
Epître de Cayet à l'évêque de Bazas. <i>Quid?</i>	341, 342, 416
Etablissement de la Réforme en France	149
— Etat de l'Eglise. Réformes légitimes et possibles à opérer.	<i>ibid.</i>
— Conduite à tenir à l'égard des dissidents.	451
— Effets de l'intolérance et de l'inquisition	452
— Conduite de François I ^{er} à l'égard de la Réforme	454
— Commencements de la Réforme. Luthéranisme. Tolérance du roi	456
— Persécution du clergé et du parlement.	457
— Zwinglianisme	458
— Efforts du clergé contre la Réforme. Fanatisme des réformés. Rigueurs de François I ^{er}	<i>ibid.</i>
— Persécutions à Vienne, Séz, Toulouse. Inquisiteurs	460
— Oscillations du roi	<i>ibid.</i>
— Nouveaux excès des réformés. Nouvelles rigueurs du roi. Edits odieux	461
— Edit de Coucy.	462
— <i>Institution chrétienne</i> de Calvin. Son contenu et sa forme. Circonstances de sa publication.	463
— Progrès de la Réforme. Calvinisme.	465
— Etat de la Réforme après la trêve de Nice.	<i>ibid.</i>
— Etat des Vaudois.	466
— Arrêt contre les Vaudois. Suspension des poursuites	467
— Les supplices recommencent contre les réformés	468
— Exécution de l'arrêt contre les Vaudois	469
— Etat de la Réforme à la fin du règne de François I ^{er}	470
Etudes pour servir à l'histoire de l'Eglise évangélique en Alsace	401
Exécutions (Deux) à Paris, pour cause d'hérésie, en 1542. Lettre d'un jeune catholique allemand, témoin oculaire.	420
FRANCE PROTESTANTE, de MM. Haag	325
— Liste des notices du tome VI.	328, 402
Galérien protestant (Un) obtenant la liberté... de servir dans les grands grenadiers du roi de Prusse.	270
Gibert (Le pasteur) et les Eglises du Désert en Saintonge	335
— Son projet d'émigration pour les protestants de la Saintonge et des provinces voisines	371
Huguenots. Etymologie de ce nom.	287
Inscription commémorative (Une) de la révocation de l'Edit de Nantes a-t-elle existé sur l'arc de la porte Saint-Denis?	426
<i>Institution chrétienne</i> de Calvin (la première édition de l').	137, 163
Journal inédit d'Arnaud d'Andilly. Particularités sur le siège de La Rochelle.	443
Journal manuscrit d'Anne de Chauffepié, à l'époque des dragonnades et du refuge	57, 257

Le Coq (François), sieur de Germain, conseiller au Parlement de Paris, persécuté, puis réfugié en Angleterre	395
— Son Examen de la transsubstantiation	415
Lettre inédite de Jaqueline d'Antremont, veuve de l'amiral Coligny, à François Hotman	29
— du prince de Condé, et réponse du duc de Rohan	53
— de Jean Cavalier aux Etats généraux de Hollande	69
— de Rapin-Thoyras à Le Duchat, sur Pélisson, son oncle	71
— de Saint-Florentin au duc de Choiseul, sur la justice et l'humanité de Louis XIV, à l'égard des condamnés pour cause de religion	77
— du chancelier Voysin à l'évêque de Gap, sur l'exécution rigoureuse des ordres du roy contre les religionnaires	269
— inédite du comte de Maurepas	270
— oubliée de Jacques Saurin, sur la prédication et la tolérance	271
— de Théodore de Bèze à Antoine Bacon	350
— du duc de Rohan au roi Louis XIII, lors de la convocation de l'assemblée de La Rochelle	362
— du synode wallon de Rotterdam aux ministres de la principauté d'Orange, et réponse de ceux-ci	367
— d'Eustathius de Knobelsdorf, témoin de deux exécutions à Paris pour cause d'hérésie, en 1542.	420
Martyrologe de Jean Crespin (Les diverses éditions du)	434
Mémoires et Opuscules de Jean Rou, etc. <i>Testimonia</i>	331, 406
— Revue critique de l'Athenæum français	<i>ibid.</i>
— Correspondance littéraire	332
— Courrier de la Librairie	<i>ibid.</i>
— Moniteur universel	406
— Revue suisse	409
— Bibliothèque universelle de Genève	441
Mysticisme (Du), quietiste en France au début de la Réformation, sous François 1 ^{er}	449
Œuvre historique (L') recommandée par les synodes	2, 309
— prescrite et poursuivie par eux, à l'exemple de l'ancienne Eglise	339
Papiers de Bouhereau à la bibliothèque Marsh, de Dublin	8
Persécution (La) de l'Eglise de Metz descrite par le sieur Jean Olry, cy-devant avocat au parlement, etc.	309
Pièces et documents pour l'histoire des colonies françaises dans la Hesse-Cassel	446
Protocole de l'Eglise française de Bâle	439
Psautier et liturgie des Eglises réformées	48
— (La musique du) et celle de certains cantiques catholiques	130
— des Eglises du Béarn	346
Questions et réponses	4, 18, 340, 416
Relevé général des persécutions exercées contre les protestants de France, depuis la Révocation de l'Edit de Nantes, jusqu'à la Révolution française	65-81
— I. Assemblées religieuses surprises	<i>ibid.</i>
— II. Prédicateurs exécutés	70
— III. — — en effigie	71
— IV. Galériens pour cause de religion	<i>ibid.</i>
— — 1 ^o Mis à la chaîne, de 1685 à 1690	<i>ibid.</i>
— — 2 ^o — — de 1690 à 1695	79

— — 3 ^o —	de 1695 à 1700	81
— — 4 ^o —	de 1700 à 1705	82
— — 5 ^o —	à une date inconnue, antérieure à 1705.	84
— — 6 ^o —	depuis 1705 jusqu'en 1714, que l'inter- vention de la reine Anne fit rendre la liberté aux protestants détenus aux galères pour cause de religion.	87
— — 7 ^o	Condamnés aux galères sous la régence du duc d'Orléans.	89
— — 8 ^o	Mis à la chaîne depuis le fameux édit de 1724.	<i>ibid.</i>
— V.	Déportation dans les colonies d'Amérique en 1687	381
— — 4 ^o	Morts dans la traversée.	382
— — 2 ^o	Naufragés	<i>ibid.</i>
— — 3 ^o	Conduits aux colonies ou dans un port de mer pour y être embarqués	383
— VI.	Protestants trainés sur la claie ou déterrés et jetés à la voirie	384
— VII.	Protestants enfermés dans des prisons d'Etat	385
Recueil de pièces :	Montauban justifié, etc. Remontrance de l'assem- blée du clergé (1665). Factums pour Nîmes, le Vigan, Vitry, etc. Déclarations et arrêts (1680-87). Signification aux consistoires de l'acte de l'assemblée du clergé (1682).	9
— de quelques Mémoires servant d'instruction pour l'Etablissement de l'Isle d'Eden, en 1689.		440
Réponse au brouillon qui a fait le Baïllon (le père Véron)		222
Requête (La) sur les billets de confession, et le journal de l'avocat Barbier		5
Requête de l'Eglise réformée de Montauban, dans le procès en inter- diction qui lui fut fait en 1683.		423
Ricotier (Le pasteur) et les persécutions dans l'Agenais, en 1672.		444
Saint-Barthélemy (La) en Normandie		465
Sceau des anciens synodes nationaux de l'Eglise réformée de France.		419
Sermon manuscrit de Calvin, sur l'union nécessaire des fidèles par l'esprit et la charité de Christ. Fragment		343
Services impayables d'un petit président d'Aubusson pour la conversion des religionnaires.		268
Tragiques (Les), de Théod. Agrippa d'Aubigné.		317
Traité (Un) à l'usage des victimes de la révocation de l'Edit de Nantes. (<i>Les feuilles de Figuier</i> , par Mathurin, avec préface de Jean Rou).		278
— Faiblesse de ceux qui succombent		280
— Violence des persécuteurs.		281
— Louis XIV.		283
— Bossuet		285
Welsh ou (Welsch), gendre de John Knox. Renseignements demandés sur lui		49

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS.

SIXIÈME ANNÉE.

« Travaillez, prenez de la peine... »

Un de nos amis, joignant le précepte à l'exemple, ouvrait notre cinquième année en conviant tous les travailleurs à s'entr'aider par l'intermédiaire du *Bulletin*. Malheureusement son exemple a été trop peu suivi. On trouvera pourtant ci-après de nouvelles communications qui répondent à son désir.

Quelques mois plus tard, le même ami, cherchant à donner à sa proposition une forme plus pratique et plus féconde, renouvela directement aux consistoires des Eglises protestantes un appel que nous leur avions déjà fait d'une manière indirecte. Il demanda que ces corps s'intéressassent à notre œuvre, et y concourussent en déléguant certains d'entre leurs membres, pour opérer avec ensemble des recherches historiques locales, qui ne pourraient manquer d'être toujours plus ou moins fructueuses, et seconder ainsi activement les travaux de la Société. Nous avons bien reçu à ce sujet quelques observations, mais aucun consistoire, que nous sachions, n'a mis la question à son ordre du jour, et il ne faut pas trop s'en étonner, puisque nous voyons qu'au temps même où les Eglises en avaient reçu de leurs Synodes la recommandation formelle et réitérée, elles négligèrent de s'occuper de leur histoire, et méritèrent du dernier Synode national du XVII^e siècle (celui de Loudun, novembre 1659) le blâme contenu en cet article 10 du chapitre VII de ses Actes : « Cette Assemblée étant informée combien peu on étoit soigneux de
« mettre en exécution le 33^e article du I^{er} chapitre de la Discipline,
« enjoint à toutes les provinces et Eglises particulières de l'observer
« plus exactement à l'avenir, et de conserver exactement à l'avenir,
« les registres des événements mémorables concernant notre religion,
« et d'en envoyer les actes aux Colloques et Synodes, par quelques
« personnes judicieuses, afin qu'ils puissent être délivrés à la per-

« sonne qui avoit la charge de les recueillir et compiler en un juste volume. Et on renouvelle cet ordre, fait dans le Synode national de Vitré, l'an 1617, et on enjoint à toutes les provinces de nommer chacune un pasteur particulier dans leurs synodes, à qui on pût faire le rapport de tous les faits remarquables. »

Déjà, soixante ans auparavant, le Synode national de Montauban (juin 1594) avait gourmandé cette négligence des Eglises, en statuant ainsi par l'art. 21 des faits généraux : « Toutes les provinces se-
« ront censurées pour le peu de soin qu'elles ont eu de faire un *Recueil*
« *des choses mémorables* qui sont arrivées dans ce Royaume. C'est
« pourquoi il a été enjoint derechef, à tous leurs députés, d'en aver-
« tir, à leur retour, leurs Colloques, afin qu'ils s'acquittent de ce
« devoir, et fassent une relation de ces matières au prochain Synode
« national » (1).

Si donc nos Eglises protestantes montrent trop peu souci de venir en aide à leurs historiographes, si elles font la sourde oreille, on voit que c'est chez elles un vieux péché : mettons-le leur sur la conscience, et, quant à nous, faisons ce que devons, selon notre pouvoir.

Voici ce que nous ont écrit à ce sujet divers correspondants. « J'approuve fort, nous dit l'un d'eux, la proposition de M. Vaurigaud; j'en loue surtout l'esprit, et je crois que, mise en pratique, elle pré-

(1) On nous a fait observer que lorsque nous avons rappelé et reproduit les extraits des synodes relatifs à la recommandation de l'œuvre historique, précédemment rapportés dans le *Bulletin*, nous avions omis trois articles cités à la page 579 du t. II. Nous réparons ici cet oubli involontaire :

Synode de Lyon, 10 août 1563. — Les Eglises seront adverties de recueillir diligemment les mémoires des choses notables servant à l'estat de l'Eglise et histoire de nostre temps, enverront tout ce qu'elles auront aux frères de Lyon, pour le mettre en lumière, escript et bon ordre.

Synode provincial de Saintonge, tenu à Pons, le 1^{er} février 1576. — Art. IV. Sur l'advertissement des faits mémorables advenus et qui adviendront en ceste guerre, a esté advisé que chacune Eglise en particulier sera advertie comme autres fois d'estre soigneuse de les rédiger par escript qui sera apporté au colloque, pour là estre examiné, et puis envoyé au frère Rouspeau, ministre de Pons, auquel on a donné charge de les rédiger tout en un corps d'histoire, lequel sera puis après apporté au synode provincial, pour estre envoyé au synode national.

Deuxième synode de Vitré, 18 juillet 1617. — Les députés de Béarn ayant apporté un recueil de l'histoire des martyrs de Béarn en l'année 1569, la compagnie a ordonné qu'il sera envoyé au sieur Goulard, pasteur de l'Eglise de Genève, pour ajouter à la première impression qui sera faite du *Livre des Martyrs*.

Voici encore un article que nous avons omis de relever :

Synode national d'Alais, 1620. — L'art. IX du synode de Vitré, concernant la commission donnée au sieur Rivet, de recueillir les choses mémorables concernant nos Eglises, pour en dresser une histoire, ayant esté lu, avec les excuses contenues dans les lettres dudit sieur Rivet, par lesquelles il déclare n'avoir rien fait pour cet ouvrage, faute d'avoir reçu les mémoires qui lui devoient être envoyés par les provinces, la Compagnie a ordonné qu'on écrirait au sieur

senterait des avantages de plus d'une sorte. Mais je doute que, dans leur état d'isolement et d'incurie, nos consistoires mettent beaucoup d'empressement à faire quelque chose : il est si aisé de ne rien faire ! Et puis, qui prendra l'initiative ? Qui indiquera à chacun son champ de travail ? Il faudrait peut-être appeler spécialement l'attention des pasteurs et des laïques zélés (s'ils en est qui attendent ce secours) sur ce qu'ils auraient à chercher ou étudier dans leurs localités. Cela même serait assez difficile à faire, et demanderait une connaissance détaillée des faits relatifs à chaque lieu... » — On voit que cette appréciation, assez peu flatteuse et peut-être assez juste, se répond à elle-même. N'est-ce pas à ceux qui résident dans une région à en reconnaître eux-mêmes le passé et les ressources historiques ?

« Certes, nous écrit un autre correspondant, il eût été bien désirable que les corps constitués de nos Eglises prissent tous fait et cause pour une société dont le but est de rassembler les matériaux de leur propre histoire. Mais je crains d'abord que les consistoires n'aient ignoré, pour la plupart, l'appel qui leur était fait. Je crains aussi, je l'avoue, que ce ne soit trop attendre de ces conseils... Pour aller au but plus sûrement, ne vaudrait-il pas mieux s'enquérir des travailleurs de Paris, de la province, de l'étranger, et les organiser en association de secours mutuels historiques, en leur offrant le titre de Correspondants spéciaux du Comité central, qui dépouillerait chaque mois la correspondance et la publierait par extraits, dans un court bulletin *ad hoc*, indépendant du Bulletin actuel, et ne donnant que des notes, des résumés, des indications, des avis, des questions... On serait correspondant à la condition de travailler et d'envoyer quelque chose tous les six mois au moins. Nous aurions d'emblée une première liste de correspondants, en relevant les noms de ceux qui ont déjà fait des communications au Bulletin depuis cinq ans : leurs contributions passées seraient des gages de leur activité future... » « La proposition de notre collègue M. Vaurigaud, nous écrit un autre, est très digne d'être approuvée, et elle a mon entière adhésion. Il pourrait être fort utile d'avoir, dans tous les centres un peu importants, un comité chargé de recueillir, ou tout au moins de recevoir et de transmettre les matériaux. Le fait seul de cette institution et la publicité qui lui serait donnée, feraient surgir des trésors qui restent enfouis. C'est pourtant le cas de répéter ici que les insti-

Buffon, lieutenant général de Casteljaloux, pour l'exhorter de continuer l'histoire de ce temps, qu'il a entrepris d'écrire, et le prier de communiquer son ouvrage au synode de sa province, et toutes les autres provinces sont chargées de lui envoyer leurs mémoires.

tutions ne valent que par les hommes... » — « Je ne vois point, nous écrit un quatrième collaborateur, la possibilité de réaliser la proposition, si louable d'ailleurs, de M. Vaurigaud. Isolés comme le sont nos consistoires, il est déjà si difficile de les faire marcher même pour leurs intérêts actuels et matériels : comment les mettre en mouvement, les faire agir pour une œuvre dont le caractère est à leurs yeux essentiellement rétrospectif, et dont ils ne sentent point encore la portée et l'avenir? Et non-seulement les consistoires pris en masse, mais les hommes mêmes manquent à la tâche. Le goût des recherches historiques n'est pas encore assez développé : notre Société a sans contredit fait déjà beaucoup en ce sens, mais avons-nous, à l'heure qu'il est, le vingtième de nos pasteurs, et le dixième de nos laïques, qui prennent un intérêt sérieux, intelligent, soutenu, aux études d'histoire protestante, et sur lesquels on puisse compter? Il faudrait un peu plus de ce bon levain... Faisons donc naître les travailleurs, augmentons leur nombre, avant d'espérer les voir s'organiser... »

Ces observations, qui émanent d'amis sincères et compétents, nous révèlent sans doute la pensée tacite de la plupart de ceux à qui s'adressait l'appel de M. Vaurigaud. Nous en profiterons en faisant, dès à présent, quelques additions à notre cadre, ou du moins en ouvrant des divisions spéciales et régulières pour deux sortes de matières qui s'étaient trouvées jusqu'ici comprises dans les catégories précédemment établies. Nous voulons parler : 1^o des *appels* adressés aux lecteurs du Bulletin sur tels ou tels points indiqués, et 2^o des *sources de l'histoire du protestantisme français*, qui seront désormais distinguées de la *Correspondance* et de la *Bibliographie* proprement dites.

1^o Sous le titre de QUESTIONS ET RÉPONSES, déjà utilement employé dans d'autres recueils, nous grouperons toutes les demandes de renseignements qui nous parviendront avec les explications auxquelles elles donneront lieu.

II^o Sous la rubrique de BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS, nous commencerons à dresser une sorte d'inventaire des nombreux documents qu'il importe avant tout de reconnaître et de mettre à contribution, lorsqu'on s'occupe de nos travaux, et nous réussirons peut-être à résoudre, chemin faisant, divers problèmes bibliographiques, en même temps que nous dégagerons les véritables sources de notre histoire, les monuments authentiques de nos annales, dont nous essayerons de former ainsi, avec le concours de tous, un précieux répertoire.

Cette double amélioration, en provoquant les investigations sur

des sujets donnés, en mettant sous les yeux et entre les mains de chaque lecteur les instruments les plus nécessaires, nous semble de nature à intéresser, à instruire, à faire des initiés et à préparer les voies de l'avenir (1).

Enfin, nous avons fait l'essai, dans le cours de la cinquième année qui vient de finir, d'une tournée accomplie par M. G.-P. Hugues en Hollande, avec un zèle et un succès qui ont déjà pu être appréciés par ceux qui en ont lu le compte rendu inséré dans les derniers cahiers du *Bulletin* (2). Faire connaître l'œuvre, lui acquérir des adhérents, des ressources, des matériaux, c'est ce qu'a très heureusement commencé M. Hugues, semant d'une main et moissonnant de l'autre. Eh bien, nous renouvellerons cet essai ailleurs, et notamment dans notre propre champ national, où il faut bien confesser qu'il y a beaucoup à défricher et à ensemer, pour récolter ensuite. Il s'agit d'une « mission intérieure historique » : elle nous est signalée comme très nécessaire, elle se fera. Nous demandons ici à tous nos amis de la seconder efficacement.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—
AVIS DIVERS, ETC.

La Requête sur les billets de confession et le Journal de l'avocat Barbier (1752).

Nous recevons de M. Mich. Nicolas la communication suivante, qui nous fait connaître la date précise et les circonstances du curieux factum que nous avons publié dans les deux avant-derniers cahiers (t. V, p. 452 et 528). Elle confirme d'ailleurs le jugement que nos lecteurs ont dû en porter aussi bien que nous-mêmes. Evidemment la *Requête des sous-fermiers* n'était qu'une excellente plaisanterie, méritant le double honneur qu'on lui a fait, de la condamner en Parlement et de la brûler en Grève.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Montauban, le 24 juin 1857.

Monsieur le Président,

Je viens de rencontrer dans le *Journal de Barbier*, que l'on réimprime

(1) « Il est un projet, nous écrivait naguère un pasteur, que je n'ai pu exécuter dans l'Eglise où je me trouvais, mais que je veux réaliser enfin prochainement dans celle où je suis appelé : c'est de faire à mes catéchumènes un cours régulier d'histoire du protestantisme français. Je considère ce cours comme essentiel, et j'ai à cœur de l'entreprendre. Les publications de la Société m'y seront bien utiles, et j'espère la servir aussi par ce moyen. »

(2) On trouvera plus loin plusieurs documents provenant de cette fructueuse enquête.

au grand complet en ce moment, sous le titre de *Chronique de la régence et du règne de Louis XV* (1718-1763), un passage qui se rapporte à la *Requête des sous-fermiers du domaine au roi, pour demander que les billets de confession soient assujettis au contrôle*, pièce singulière à divers titres, dont vous avez fait paraître le commencement dans le dernier *Bulletin*. C'est en juillet 1752 que cette plaquette fut répandue à Paris. Voici ce que Barbier en dit à cette date :

« Il court dans Paris un imprimé, qui est une requête présentée au roi
 « par les sous-fermiers du domaine, pour demander que les billets de con-
 « fession soient écrits sur du papier timbré et assujettis au contrôle. On
 « fait voir dans cette requête, d'abord la nécessité des billets de confession,
 « et l'utilité et l'avantage, de l'avis des sous-fermiers, tant pour la religion
 « que pour l'augmentation des finances du roi. C'est une plaisanterie char-
 « mante, écrite avec légèreté de style et beaucoup d'esprit. L'auteur tourne
 « cette matière de tous les côtés; il tourne en ridicule les évêques, même
 « un peu la confession; il tape aussi le ministère sur les impôts, mis géné-
 « ralement sur tout. Cela est plus concluant contre l'usage des billets de
 « confession que toutes les remontrances ampoulées du Parlement. Il est
 « sûr qu'on aura lu cette pièce au roi pour l'amuser, et qu'elle fera plus
 « d'effet peut-être sur lui que tout ce qu'on a dit jusqu'ici. On en a distri-
 « bué une grande quantité, et on l'a réimprimée à force, parce que cela
 « s'envoie de tous côtés. On me dit hier qu'il en était parti un exemplaire
 « pour Milan. Il est vrai qu'on commence à tourner un peu en dérision les
 « choses spirituelles et les plus sérieuses de la religion; mais elles le mé-
 « ritent un peu, et il seroit à souhaiter que sur quelque autre idée aussi
 « plaisante on fit une pareille pièce : sur le jansénisme et sur le Parlement;
 « ce seroit le vrai moyen de séparer les combattants, et de faire finir toutes
 « les disputes, bien plus tôt qu'avec des arrêts du conseil. Il y a trois jours
 « qu'on parle et qu'on attend un arrêt du Parlement qui supprime cette
 « *Requête*, quoique toute en faveur du Parlement; mais il n'a encore rien
 « paru; peut-être a-t-on honte de compromettre la gravité d'un arrêt de la
 « cour sur une plaisanterie ridicule. Il n'y aurait que la raison de l'impres-
 « sion sans permission.» (*Chron. de la régence*, etc. Paris, Charpentier, 1857. Cinquième série, p. 259 et 260.)

Deux paragraphes plus loin, on lit :

« Par arrêt du Parlement, du 22 juillet, la *Requête des sous-fermiers des domaines*, toute plaisante qu'elle est, a été condamnée à être brûlée
 « par le bourreau; ce qui a été exécuté le 26 juillet. Ce même arrêt sup-
 « prime en même temps la *seconde* et la *troisième Lettre à Monseigneur*

« l'évêque de... sur l'affaire du Parlement, au sujet du refus des sacrements. » (*Ibid.*, p. 260 et 261.)

Dans une note au bas de la page 259, le titre de cet imprimé est indiqué comme il suit : *Requête des sous-fermiers du domaine du roi, pour demander que les billets de confession soient assujettis au contrôle.* In-12. M. de La Villegille indique comme les auteurs de cette pièce l'avocat Marchand, qui mourut vers 1783, et l'abbé Claude Mey, avocat au Parlement de Paris, et l'un de ceux qui prirent part à la rédaction des *Nouvelles ecclésiastiques* (1).

Ce fut ainsi, au milieu des longues discussions soulevées par la constitution *Unigenitus*, et à l'occasion des billets de confession, sans lesquels la plupart des évêques ne voulaient pas qu'on administrât les mourants, que parut la singulière pièce reproduite par le *Bulletin*. Permettez-moi d'ajouter un fait que rapporte Barbier. Il paraît que les protestants ne restèrent pas spectateurs indifférents et désintéressés de cette querelle, qui cependant ne les touchait pas directement. Après avoir fait remarquer que le parti janséniste comptait de nombreux partisans, non-seulement à Paris, mais encore dans les provinces, Barbier ajoute, mars 1752 : « Ils ont même pour eux sous main tous les protestants, à cause de leur opposition à l'Eglise romaine. » (5^e série, p. 489.)

Le mot de protestantisme se trouve une autre fois sous la plume de l'avocat de Paris; c'est en janvier 1751. Le passage n'est pas très important; mais il peut nous apprendre qu'il n'y avait plus de bien vive répugnance contre la religion protestante chez un grand nombre d'hommes de cette époque, qui n'étaient catholiques que de nom, et qui ne restaient dans l'Eglise catholique qu'à la condition de ne pas y être forcés. Après avoir indiqué les dispositions favorables du roi pour le maintien de la bulle *Unigenitus*, Barbier dit : « Il est à craindre que cela finisse sérieusement, et « que par le crédit des jésuites et l'horreur qu'on a en cour des jansénistes, « il n'y ait quelque règlement pour autoriser cet usage des billets de confession, qu'on pourrait introduire dans tous les cas, ce qui donnerait un « grand crédit aux gens d'Eglise, et ce qui seroit peut-être aussi cause un « jour d'une révolution dans ce pays-ci, pour embrasser la religion protestante. Il est quelquefois dangereux, dans les grands Etats, de trop gêner « la liberté de conscience, et il faut éviter toute espèce d'inquisition. » (5^e série, p. 2.)

(1) Telle est en effet l'indication que fournit le *Dictionnaire des Anonymes* de Barbier. La *Biographie universelle* de Michaud attribue la *Requête* à l'un et à l'autre de ces deux personnages. Nous avons constaté qu'il fut fait quatre éditions de ce piquant opuscule, dont une, la première peut-être, in-4°, s. l. n. d., et trois autres in-12, également s. l. n. d., sauf une qui porte la date de 1752 (*Red.*)

J'ai pensé, Monsieur le Président, que ces quelques extraits du *Journal de Barbier* pourraient jeter quelque jour sur la *Requête des sous-fermiers*, et c'est dans cette intention que je prends la liberté de vous les communiquer.

Veuillez, Monsieur le Président, agréer, etc.

MICHEL NICOLAS.

**Papiers de Bouhereau à la Bibliothèque Marsh, de Dublin. —
Abjuration à la Rochelle en 1650.**

*A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.*

La Rochelle, le 29 avril 1857.

Monsieur le Président,

J'ai été informé par le chapelain d'un des hôpitaux de Dublin, que les manuscrits français dont il a été question dans le *Bulletin* de décembre 1853 (t. II, p. 407), contiennent une instruction de M. Elie Bouhereau, portant que ces papiers doivent rester à la Bibliothèque Marsh, jusqu'à ce que l'Eglise de la Rochelle les réclame. Un journal anglais le *Christian Examiner*, nous a donné le même avis. En conséquence le Conseil presbytéral de la Rochelle va faire des démarches pour entrer en possession de ces précieux documents. Si nous parvenons à les recouvrer, nous nous entendrons avec la *Société de l'Histoire du Protestantisme français*, pour voir le parti qu'on peut tirer de leur contenu.

En feuilletant quelques vieux registres de notre Consistoire, j'y ai trouvé la formule d'abjuration en usage dans l'Eglise de la Rochelle, en 1650 et en 1651. Je vous envoie la copie de quelques-unes de ces abjurations, dans le cas où vous penseriez qu'elles peuvent intéresser les lecteurs du *Bulletin*.

Veuillez agréer, etc.

DELMAS, pasteur-président.

Extraits.

« Le vendredi, 10 juin 1650, M. Bouhereau, conduisant l'action, *Jean*
« *VIGÉ*, natif de Saumur, âgé de 20 ans ou environ, a fait abjuration des
« erreurs de l'Eglise de Rome, et embrassé la religion réformée en la
« profession de laquelle il a protesté de vouloir vivre et mourir. Ledit Vigé
« a déclaré ne savoir signer. »

EFFRIE, ancien et scribe du Consistoire

En voici une autre avec une addition relative au sacrifice de la messe.

« Le vendredi, 6 octobre 1651, M. Drelincourt conduisant l'action, *Jean*
« *CHAMPANIAT*, étudiant en philosophie, natif de Champaignac en Limou-
« sin, âgé de 29 ans ou environ, a fait abjuration des erreurs de l'Eglise
« romaine, renoncé particulièrement au prétendu sacrifice de la messe, et

« embrassé la religion réformée, en laquelle il a protesté de vouloir vivre
« et mourir, en foi de quoi il a signé le présent acte. »

J. CHAMPANIAT. EFFRIE, *ancien et scribe du Consistoire.*

Enfin en voici une troisième pour les relaps :

« Le dimanche, 12 juin 1650, M. Flanc conduisant l'action, David Borel,
« âgé de 22 ans ou environ, s'étant présenté à la compagnie, y a fait re-
« connaissance de la faute qu'il a ci-devant commise, en délaissant la vé-
« rité, en laquelle il avait été élevé, pour adhérer aux erreurs de l'Eglise
« romaine, auxquelles ayant présentement renoncé, avec protestation de
« vouloir à l'avenir vivre et mourir en la profession de la religion réfor-
« mée, il a été reçu à la paix de l'Eglise, et a été exhorté de faire la même
« reconnaissance en son Eglise, lorsqu'il y sera de retour, ce qu'il a pro-
« mis de faire. En foi de quoi il a signé le présent acte. »

David BOREL. EFFRIE *ancien et scribe du Consistoire.*

Recueil de pièces : Montauban justifié, etc. Remontrance de l'assemblée du clergé (1665). Factums pour Nîmes, le Vigan, Vitré, etc. Déclarations et arrêts (1680-87). Signification aux consistoires de l'acte de l'assemblée du clergé de 1682.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Montpellier, le 1^{er} mai 1857.

Monsieur le Président,

Je crois utile de vous faire connaître deux liasses de papiers réunis en volumes qui me sont tombés sous la main, et qui appartiennent au Consistoire de Montpellier. Le premier est un recueil de pièces imprimées allant de 1664 à 1665. Le pour et le contre, les accusations et les défenses du protestantisme se trouvant côte à côte dans ce recueil, je ne pourrai, du moins quant à aujourd'hui, vous en donner qu'une idée tout à fait sommaire.

La première pièce est : *MONTAUBAN JUSTIFIÉ, et réponse aux fidèles de la religion réformée qui demandent : 1^o Si l'on peut faire son salut dans l'Eglise romaine. 2^o S'il leur est permis pour des avantages temporaires et particulièrement en temps d'affliction, de changer de religion.* Par J. D. B. et J. L. J. ministres du saint Evangile. Sans nom d'imprimeur ni désignation du lieu de l'impression. 67 pages in-4^o.

La deuxième pièce est intitulée : *REMONTRANCE DU CLERGÉ DE FRANCE faite au roy, par Monseigneur l'illustrissime et révérendissime Jacques*

Adhémar de Monteil de Grignan, évêque et comte d'Uzès, conseiller du roi en ses conseils, abbé des abbayes de Fondouce et Saint-Georges, assisté de tous Messieurs les archevêques, évêques et autres députés de l'assemblée générale qui se tient présentement à Paris. Imprimé à Paris, chez Antoine Vitré, imprimeur ordinaire du Roy et du clergé de France. 1665. Avec privilège de sa Majesté. 26 pages in-4°. C'est une provocation on ne peut plus violente à la persécution. *J'aurai l'honneur, y dit l'évêque au roi, d'être l'interprète de sa douleur (de l'Eglise); l'otre Majesté aura la gloire d'en être le médecin.*

Dans l'impossibilité de transcrire ici même les titres de toutes les pièces, je vais me borner à les grouper. Ce recueil contient un grand nombre de *factums* ou plaidoiries en faveur de diverses Eglises que l'on veut priver de ses temples ou de quelques-uns de ses privilèges. Il y en a trois pour Nîmes, un pour *Le Vigan*, un pour *Vitré* en Bretagne; mais c'est surtout pour le *Poitou* et le *Béarn* que ces pièces abondent. Les plus importantes sont signées LORIDE DES GALESNIÈRES, avocat. Une des pièces fait connaître que ce Loride était avocat au conseil d'Etat et privé du roy et au parlement de Paris (1). Le plus grand nombre et généralement toutes celles qui ont peu d'étendue ne portent point de signature.

Je passe au deuxième recueil. Celui-ci est surtout composé de Déclarations du Roy et d'arrêts du Conseil et du Parlement. Les dates, un peu mêlées, me paraissent pourtant se renfermer entre 1680 et 1687. Il y a quelques pièces relatives à des pasteurs suspendus.

Ce recueil contient quatre relations très intéressantes de ce qui se passa à Charenton, à Caen, à Sedan et à Bionne, en 1682 et 83, lorsque l'acte de l'assemblée du clergé y fut signifié en consistoire, par l'intendant de la province et des représentants de l'évêque. Le consistoire de Charenton était alors présidé par *Claude*, celui de Sedan par *Gantois* et celui de Caen par *Dubosc*. Les deux premières relations sont imprimées. Le procès-verbal très détaillé de ce qui eut lieu à Riom (dans l'Orléanais) est manuscrit, et très intéressant (8 pages). Pour Caen, je n'ai retrouvé qu'une copie du discours de Dubosc. Une page de ce grand prédicateur n'est pas à dédaigner : je vous l'envoie (2).

Veuillez agréer, etc.

P.-L. CORBIÈRE.

(1) Pierre Loride était en effet avocat du conseil privé du roi et ancien du consistoire de Paris. Il fut en cette qualité membre et secrétaire du dernier synode national tenu à Loudun en 1659. Il y reçut commission de suivre toutes les affaires et procédures que les Eglises auraient à Paris. Voir son article dans la *France protestante*, t. VII, p. 127. (Réd.)

(2) Il sera publié ultérieurement comme document.

Les archives du Consistoire de Nîmes. Catalogue analytique des manuscrits qui s'y trouvent.

Sous le règne de Josias, treizième roi de Juda, le livre de la sainte Ecriture, que Dieu avait ordonné à Moïse de mettre par écrit, avait été perdu, et ce fut le souverain sacrificateur Hilkija, qui, en faisant faire des réparations au temple de Jérusalem, le retrouva caché dans un coin obscur et ignoré. Il est arrivé une chose à peu près semblable aux manuscrits qui composent les archives du consistoire de Nîmes. Après la révocation de l'édit de Nantes, en effet, ils avaient disparu, il n'en restait point le moindre vestige, nul ne savait ce qu'ils étaient devenus, lorsqu'en 1842, en reconstruisant la façade de l'hôpital général, on les retrouva, en parfait état de conservation, au fond d'une cachette pratiquée dans les fondements; le préfet, baron Rolland, en fit faire l'inventaire et les rendit à leurs possesseurs naturels, par un arrêté que contre-signa Vincens-Saint-Laurent, conseiller de préfecture.

Cet événement providentiel n'a pas été le seul de son espèce qui soit arrivé dans la ville de Nîmes; c'est ainsi qu'en 1846, lorsqu'on démolit une ile de maisons de la place de la Couronne, qui, depuis 1608 jusqu'en 1683, avait été l'un des trois cimetières acquis par les protestants, on mit à découvert un caveau muré, qui, probablement, avait servi de sépulture aux pasteurs Jean Faucher, en 1628, Jean Chauve, en 1650, et Claude Rosselet, en 1664, dans lequel on trouva une Bible in-folio, « imprimée à Genève par Anthoine Cho-
« vet, en MDCLXXVIII, avec une préface *montrant que Christ est la fin de*
« *la loi*, par maistre Jean Calvin, » et un Psautier, « se vendant à Charen-
« ton, par Etienne Lucas, marchand libraire, demeurant à Paris, rue Chat-
« tière, près le Puits-Certain, à la Bible d'or, MDCLXXV. ».

Le Recueil des Actes des synodes nationaux, quoique composé de trois forts et épais volumes, n'est pas complet; des quinze qui se sont tenus dans le XVI^e siècle, il n'y a que les procès-verbaux authentiques de celui de Paris, en 1559, qui est fondamental, parce qu'il jeta les premières bases de la confession de foi et de la discipline ecclésiastique; de celui de La Rochelle, en 1571, qui compléta les articles de l'une et de l'autre, et de celui de Nîmes, en 1572, qui fut honoré de la présence de Théodore de Bèze. Mais il n'en manque aucun des quatorze du XVII^e siècle, c'est-à-dire depuis l'année 1601 jusqu'en 1659. L'exemplaire de ce dernier est même double, sans doute à cause des résolutions importantes qui y furent prises en présence de la persécution déjà systématisée. Quoiqu'il soit plus commode et plus facile de consulter les documents de ces assemblées synodales dans le livre imprimé d'Aymon, cependant il n'est pas sans intérêt pour l'histoire du protestantisme français de constater que la plupart des originaux, ou du

moins leurs copies collationnées sur eux et certifiées exactes par les signatures des modérateurs et des secrétaires, existent encore et sont précieusement gardés par quelques-uns des consistoires désignés par le synode national de Castres en 1626, pour devenir les dépositaires « des réclamations, « brevets, cahiers répons, et telles autres pièces concernant le général « des Eglises. »

Les actes des synodes nationaux qui se réunirent au désert de 1726 à 1763 manquent complètement, il n'y a que la minute de celui de 1758; mais le recueil entier en est possédé par le capitaine Roger de Nages, qui me l'a confié, et dont j'ai fait imprimer l'analyse en 1846, pour en faire connaître l'organisation, le personnel et les travaux.

Si les grandes questions religieuses et les affaires ecclésiastiques trouvaient leur solution définitive dans les assemblées synodales des Eglises du royaume, elles n'arrivaient cependant devant ces sanhédrins temporaires et périodiques que par l'intermédiaire des synodes provinciaux; la collection des procès-verbaux de ceux du Bas-Languedoc forme quatre volumes, et commence en 1596 pour ne se terminer, pour la première période, qu'en 1678. La seconde recommence en 1765 et se prolonge jusqu'en 1794. Si on y ajoute les actes particuliers des trois colloques de Montpellier, de Nîmes et d'Uzès, qui composaient cette province ecclésiastique, on trouve réunis des documents complets sur les événements intérieurs qui se sont passés dans les nombreuses et florissantes Eglises qui se succèdent pour ainsi dire en se touchant, dans le plat pays, dans la Vaunage et dans la Gardonnenque. Deux de ces réunions synodales offrent, parmi les autres, un grand intérêt historique, celle du 13 juin 1613 et celle du 9 mai 1664. Dans la première, l'acte d'excommunication de Jérémie Ferrier fut rédigé, et on le trouve transcrit dans le procès-verbal, tel qu'il fut prononcé le 13 juillet suivant, dans le temple de La Calade, par Brunier, pasteur d'Uzès, devant onze de ses collègues en robes, et une assemblée de fidèles aussi nombreuse qu'imposante, convoquée à huit heures du matin pour cet objet spécial. — Dans la seconde, après que le synode eut découvert la trame d'un dessein ourdi en secret par le prince Armand Bourbon de Conti, gouverneur de la province, qui consistait à corrompre les pasteurs sous le prétexte spécieux de vouloir unir les deux religions romaine et protestante, et d'accommoder leurs différends; il déclara qu'aucun chrétien sincère ne pouvait avoir cette pensée sans se rendre coupable d'une faute qui méritait une punition exemplaire, vu l'impossibilité qu'il y avait d'unir les ténèbres avec la lumière et Dieu avec Bélial, déclaration qui fut cause que le conseil d'Etat, pour punir l'assemblée d'avoir employé des expressions si hardies, cassa, par son arrêt du 6 août 1664, sa délibération, et condamna le ministre Jean Claude, comme l'ayant autorisée en sa qualité de modérateur

et au préjudice des défenses du commissaire royal, à l'interdiction de ses fonctions pastorales à Nîmes, et au bannissement de la province du Bas-Languedoc dans l'espace de deux mois à compter du jour où l'ordonnance lui aurait été signifiée.

Les synodes provinciaux ne faisaient que confirmer ou modifier les délibérations des consistoires. Celui de Nîmes, depuis son organisation le 30 mars 1561, jusqu'à sa dissolution le 18 avril 1685, en a pris de si nombreuses qu'elles remplissent *douze* épais volumes. Ce corps tenait régulièrement une séance chaque mercredi, après le prêche qui se faisait ce jour-là à onze heures du matin, pendant lequel les boutiques des marchands et les portes de la ville étaient fermées comme le dimanche. Chaque pasteur, à tour de rôle, modérait l'action, de telle sorte qu'en notant avec précision l'époque de l'apparition successive de chacun d'eux sur le fauteuil de la présidence alternative, on suppute exactement leur nombre, l'ordre de leur succession et la durée de leur ministère. Les procès-verbaux de ces séances hebdomadaires ont ceci de particulier, c'est qu'à l'encontre de ce qui se fait de nos jours, ils portent tous en tête les noms des membres absents; cela s'explique par l'amende pécuniaire qui était infligée aux pasteurs, aux surveillants et aux diacres retardataires ou négligents par le règlement de l'Eglise. Ce règlement se trouve transcrit par la main de Théodore de Bèze, qui était présent lors de son élaboration, après la dédicace du temple de la Calade, le 27 janvier 1566. C'est la reproduction de celui qui était en vigueur à Genève. Le premier article précise en ces termes l'ordre des délibérations : « Au consistoire, où les pasteurs président à leur tour et par « ordre, on vide premièrement les faits de ceux qui se présentent, puis les « causes vieilles ou charges qui ont été baillées aux consistoires précé- « dents, de l'exécution desquelles chacun rend compte, et finalement des « causes nouvelles qu'on a proposées, soit des scandales, soit des néces- « sités des pauvres ou autres. » Les articles suivants, au nombre de vingt-trois, déterminent d'abord les fonctions de chaque diacre et de ses deux anciens ou surveillants, qui étaient de lever les deniers des pauvres un quartier de l'année, et lorsque le temps de cette charge était expiré, de visiter, tous les jours de dimanches et mercredis, les cabarets, jeux et brellans, et de faire fermer les boutiques pendant les prédications. Ils prescrivent ensuite les règles de la comptabilité, et déterminent enfin le mode des *appellations*.

Le livre des *appelés au consistoire pour être censurés*, dans les années comprises entre 1569 et 1685, fait connaître les habitudes religieuses et les mœurs sociales des protestants du XVII^e siècle. En voici quelques courts extraits : — Le 14 avril 1591, la femme du capitaine Ducros fut suspendue des sacrements pour avoir demandé aux bohémiens la bonne fortune. — Le

12 septembre, Firmin Bagard fut censuré pour avoir *honoré l'idole*, en assistant à une procession faite par les catholiques-romains, et en tenant le chapeau à la main pendant tout le temps qu'elle passa devant lui. — En avril 1592, il fut défendu de faire entrer dans la ville des violons et des hautbois pour la fête de la basoche, et de se livrer à des jeux diffamatoires et scandaleux contre l'honneur et la gloire de Dieu. — Le 2 décembre, le pasteur de Chambrun fut envoyé chez la présidente de Clausonne pour prendre des informations sur un magicien qu'elle logeait dans sa maison, et il apprit de sa bouche que cet homme n'était ni magicien ni sorcier, mais homme de bien, puisqu'il allait souvent au temple prier Dieu et chanter les psaumes. — En octobre, le maître du jeu de paume, nommé Robert Tinelly, fut appelé au consistoire et censuré pour avoir fait charger du fumier sur sa charrette le dimanche précédent, à une heure après midi, etc. Ces détails, qui abondent, sont caractéristiques et forment un contraste frappant avec nos usages et nos mœurs; mais si on peut les taxer avec raison de formalisme, ils n'en condamnent pas moins notre négligence et notre relâchement.

Si ce corps religieux contrôlait de la sorte la conduite des individus, il ne négligeait pas les affaires majeures dont il avait pris la direction. C'est ainsi qu'en 1561 il prit des mesures pour la sûreté de la ville en élisant des capitaines de quartiers; et qu'en 1620, il ordonna des levées d'argent pour la solde des troupes, dont le *livre de la grande imposition* de cette année et le *compte rendu du collecteur* déterminent la quotité et l'emploi. Malgré le maniement considérable de fonds dont il disposait, il ne thésaurisait cependant pas; les trente-huit *livres longs pour les gages des pasteurs*, les *livres des recettes et des dépenses des pauvres*, et les cinq *livres de caisse générale*, qui rendent compte de la situation financière, la présentent souvent dans un tel état d'embarras et de gêne, qu'en 1588, après avoir fourni 4,376 écus pour solder les troupes du roi de Navarre, qui venaient de remporter la bataille de Coutras, le consistoire ne put subvenir à ses propres besoins et payer les honoraires des pasteurs, qu'en imposant aux membres de l'Eglise une contribution extraordinaire de 4,050 livres, qui se trouve détaillée dans le *rôle des tariffes que l'on prit sur iceux pour l'entretien des ministres*. En 1592, un déficit de 2,000 livres se trouva dans la caisse des dépenses. En 1595, une année après l'abjuration d'Henri IV, le temple ayant eu besoin de blanchir, cette réparation ne put se faire que parce qu'un gypcier nommé Jacques Says, s'engagea à l'entreprendre et à la finir en six semaines, en fournissant ce qui était nécessaire, à condition qu'il lui serait permis, après cela, d'aller de maison en maison, demander ce qu'on voudrait librement lui donner pour payer ses fournitures et son salaire. De plus, de Fonfroide fut prié d'avancer cinq

livres, pour l'achat de deux plats d'étain en forme de bassins, destinés à contenir le pain de la sainte Cène. Voilà un résultat irrécusable, mais en même temps bien instructif, du système volontaire de libre cotisation ; car cette Eglise aux ressources si exiguës était composée de toutes les familles notables de la ville. — On trouve leurs noms, accompagnés de leurs titres et qualités nobiliaires, dans *la tariffe et dénombrement des personnes possédant des bancs au temple de la Calade*. Ces bancs étaient des propriétés héréditaires de chaque famille et portaient ses armoiries. Chaque corporation, en outre, avait le sien, et on les voit se multiplier à mesure que le nombre des convertis augmente. Son accroissement est constaté, non pas en chiffres, mais par la nomenclature de leurs noms propres, dans *deux livres d'abjurations* ; du temps de Viret, en 1561, elles s'opérèrent pour ainsi dire en masse, ce qui n'est pas un indice de leur sincérité. Après la Saint-Barthélemy, en 1592, elles augmentèrent encore dans une énorme proportion. Lors du commencement du ministère de Claude Rosselet, en 1621, époque où les armes charnelles de la guerre civile avaient été remplacées par celles de la controverse publique, il se présenta vingt-deux personnes à la fois, le 16 décembre, devant le consistoire, pour *renoncer à l'idole* ; quarante-trois le 12 janvier 1622, trente et une le 20 février, et nonante-cinq une semaine après, en tout cent quatre-vingt-quatorze dans l'espace de deux mois. Dans ce long catalogue de noms, on y trouve ceux de plusieurs prêtres, de cinq chanoines, d'un vicaire général, de quelques abbesses et religieuses, de deux prieurs, de deux rabbins juifs, de beaucoup de nobles, de clercs, de bourgeois, d'ouvriers et de cultivateurs ; on y remarque surtout ceux de presque tous les conseillers au présidial, des quatre consuls et des membres du conseil politique de la ville.

La conversion de ces deux classes de magistrats donna naissance à l'*Assemblée mixte des trois corps*, composée des membres du consistoire, des quatre consuls et des conseillers au présidial, qui prit en main les affaires de l'Eglise et de la cité, et qui, quoique modifiée par la déclaration du 19 octobre 1631, qui ordonna que deux consuls, le premier et le quatrième, devaient être catholiques, les dirigea jusqu'au 12 décembre 1678, jour où parut un arrêt du conseil d'Etat qui exclut les protestants du consulat et de son conseil politique.

Ce fut l'assemblée mixte des trois corps qui, après avoir organisé l'université et le collège des Arts, en nomma toujours le recteur, avec le double conseil académique ; le principal avec les régents, ainsi que les professeurs publics de philosophie, d'éloquence, de jurisprudence et de théologie. Comme en 1582, les fléaux de la guerre civile et de la peste en avaient affaibli la discipline et les études, Jean de Serres fut chargé de rédiger de nouveaux statuts ; il le fit en latin, à la manière et dans le style des Douze

Tables, sous ce titre : *Academix Nemausencis leges, ad optimarum academiarum exemplar collatis doctissimorum virorum judiciis, summâ curâ et diligentia instauratæ atque emundatæ*. — Tous les employés universitaires devaient prêter le serment, devant l'assemblée mixte qui les avait choisis, de remplir leurs fonctions selon l'ordre prescrit par ces statuts ; de s'abstenir d'introduire aucune nouveauté, soit dans la doctrine religieuse, soit dans la discipline intérieure ; d'éviter également une trop grande sévérité et une trop grande indulgence, parce que la meilleure manière d'enseigner n'est pas d'user de châtiments, mais plutôt d'employer la raison, les exhortations, les remontrances paternelles, et surtout l'exemple de l'assiduité et de l'application. — Les précepteurs de la jeunesse étaient donc choisis avec soin, selon les règles que prescrit Plutarque, et on exigeait d'eux l'instruction, la foi en l'Evangile et une conduite sans reproche. Les statuts qui donnent ces renseignements contiennent ensuite, non-seulement le programme des études année par année et de toutes les classes, mais encore l'emploi des heures de chaque jour, avec le formulaire des prières qui se prononçaient soir et matin, avant l'ouverture et après la fermeture des leçons.

Il n'existe point de registre spécial pour l'école de théologie, parce qu'elle était une institution synodale et non pas universitaire ; dès lors, ce n'est que dans les procès-verbaux des synodes nationaux et provinciaux que l'on trouve les décisions qui la concernent. — Mais, par contre, il en a été conservé un de très détaillé sur l'hôpital protestant. Cet établissement de charité était demeuré mixte depuis l'établissement de la Réforme, lorsque, le 16 août 1654, Louis XIV, par une ordonnance datée de Péronne, prescrivit que l'hôpital qui servait à recueillir tous les malades de la ville sans distinction de culte, appartiendrait aux catholiques seuls, et que pour les protestants il en serait bâti un autre, avec le produit des contributions imposées sur tous les chefs de famille du diocèse. Le registre énumère la quotité de cette contribution spéciale ; sa répartition, l'acte d'achat d'une maison passé devant maître Claude Privat, notaire, le 22 octobre 1654 ; le coût des réparations, le nombre de lits, le personnel du service, l'énumération des entrées et des sorties des malades ; l'inventaire du mobilier, les revenus et les dépenses, et se termine par le procès-verbal de sa fermeture, qui fut ordonnée le 22 février 1667, par le tribunal exceptionnel des grands jours, qui, immédiatement après son installation à Nîmes, délégua deux de ses membres, Le Long et de Burte, pour s'entendre avec les quatre consuls, alors tous catholiques, afin de se rendre ensemble à l'hôpital protestant, situé rue Carréterie, et y prendre possession des meubles et du local au nom du roi.

C'était l'époque de la décadence de l'Eglise, occasionnée par l'oppression graduelle qui avait déjà commencé en 1661, par la fermeture de l'école de

théologie, par la démolition du petit temple, et par le pouvoir accordé au recteur des jésuites, de nommer et de révoquer, sans autre forme ni figure de procès, les régents du collège des Arts. La catastrophe finale arriva le 18 octobre 1685, et deux mois après, *une déclaration de fidélité à l'Eglise catholique*, dont l'original a été conservé, fut déposé dans la maison du président de Montchus, où *trois cent vingt-six* chefs de famille furent forcés par les dragons à venir y apposer leurs signatures, en présence de Chazel, procureur du roi, et de Chastang, son greffier.

Un siècle se passa, pendant lequel s'organisa et vécut, au milieu des luttes sanglantes, la pieuse et sainte Eglise du désert cévenol. Ce ne fut qu'en 1770 que l'hôpital supprimé en 1667 put être remplacé par *une chambre*, prise à location. Les dépenses de toute nature qu'elle occasionna, comme sa translation de quartier à trois époques successives, se trouvent consignées dans un registre intitulé : *Dépenses de la chambre serrant d'hôpital, de 1770 à 1786*.

L'année suivante, l'édit de 1787, qui proclama la tolérance, prélude de la liberté de conscience, fut préparé par plusieurs mémoires, dont les suivants sont dus à la plume de Rabaut Saint-Etienne : *Apologétique en faveur des protestants*; — *Problème politique, avec sa solution*; — *Précis des demandes que les protestants doivent faire au gouvernement*; — *Réflexions impartiales d'un philanthrope sur la situation des protestants*. Et lorsque l'édit qui commença d'absoudre la nation de la grande erreur de Louis XIV fut rendu, il publia des observations sur chaque article, qu'il développa à la tribune de l'Assemblée nationale, le 28 août 1789, avec une si grande puissance oratoire, qu'il s'ensuivit la proclamation de la liberté de conscience et de culte.

Il est à regretter que les papiers si nombreux et si intéressants de Paul Rabaut n'aient pas été déposés dans les archives de son consistoire; mais ils sont restés entre les mains de sa famille, et ont servi à Ch. Coquerel pour la composition de son *Histoire des Eglises du Désert*. — Il n'en a pas été de même des documents que le vénérable Olivier Desmont a recueillis pendant sa carrière pastorale, soit à Bordeaux, soit à Nîmes; ils se composent : de *quelques lettres écrites à Court de Gébelin en 1782*; — des *Actes des synodes de la Saintonge, du Périgord et de la Guienne*; — d'une *copie d'actes concernant les protestants, de 1543 à 1667*; — de sa *correspondance avec les pasteurs étrangers*; — d'un *cahier des délibérations prises par l'Assemblée représentative de 1791*; — d'une *nomenclature des étudiants synodaux de 1764 à 1770*, etc., etc.

L'étude de ces divers manuscrits est difficile et longue; je l'ai cependant entreprise, et poursuivie avec patience, et elle a eu pour résultat la publication de mon *Histoire de l'Eglise réformée de Nîmes, depuis son origine*,

en 1533, jusqu'à la loi organique du 18 germinal an X (7 avril 1802), dont la première édition a paru en 1844, et que la *Société des Livres religieux de Toulouse* a rééditée en avril 1857, après qu'elle a été entièrement refaite sur un autre plan, et avec les documents inédits dont je viens de donner une succinte analyse.

A. BORREL pasteur.

Questions et Réponses.

Une chanson attribuée à Calvin. — Des chansons huguenotes en général.

M. Geffroy, professeur d'histoire à la faculté des lettres de Bordeaux, dans son récent ouvrage, intitulé : *Notices et extraits des manuscrits concernant l'histoire ou la littérature de la France qui sont conservés dans les Bibliothèques ou Archives de Suède, Danemark et Norvège* (Paris, imprimerie impériale, 1856, 4 vol. in-8°), parle d'une vieille dissertation d'Upsal : *De historia patriæ vetusta in traditionibus vulgi residua*, dans laquelle on trouve cette curieuse indication, que Calvin avait employé pour convaincre ses adeptes, non-seulement les raisonnements et les discours, mais aussi les chansons : « *Haud secus ac suæ gentis genio se accommodans, Johannes Calvinus cantus non minus quam argu-
« menta adhibuit, quorum unus incipit : O moines, ô moines, il faut vous
« marier !* » (p. 44.) Puis, M. Geffroy ajoute : « L'auteur semble insinuer que cette chanson avait pénétré en Suède. »

La chanson indiquée dans cette note est-elle connue ? Peut-on en donner le texte ? Est-elle en effet attribuée à Calvin ?

Nous profitons de l'occasion pour demander à nos collaborateurs, de vouloir bien nous signaler ou nous transmettre toutes les chansons huguenotes, chansons spirituelles, cantiques historiques, complaints, etc., des trois derniers siècles qu'ils pourraient recueillir soit dans les imprimés et les manuscrits, soit dans la tradition populaire. Nous désirons être à même d'en former une collection aussi complète que possible.

Renseignements sur le psautier et la liturgie des Eglises réformées.

M. Van Goens, de Leyde, a exprimé à l'un de nos amis le vœu que les collaborateurs du *Bulletin* y publiassent ce qu'ils pourraient réunir de renseignements bibliographiques, historiques, archéologiques, sur le *Psautier* huguenot, sa formation, ses remaniements, son usage surtout pendant les

guerres de la religion, alors que les psaumes étaient aussi des hymnes de combat, d'actions de grâces après la victoire, de consolation après la défaite. De même sur les *liturgies* du baptême, de la cène, etc., etc., sur les *versions françaises* de la Bible, sur la *Confession de foi* classique, qu'on croit assez généralement être sortie de la plume de Théodore de Bèze, à l'occasion du Colloque de Poissy. Ces renseignements auront, aux yeux de M. Van Gœns, un intérêt tout à la fois archéologique et religieux, et les destinées remarquables de ces monuments pourront, mieux connues de ceux qui suivent le culte en français en Hollande, rehausser l'intérêt qu'ils y portent. L'ancienneté bien appréciée d'un document de piété, d'ailleurs vénérable en soi, ajoute encore au prix qu'on y attache.

Nous appelons sur l'expression de ce vœu l'attention de nos collaborateurs, en les priant de nous communiquer les renseignements qu'ils jugeront propres à le réaliser en temps et lieu. Nous rappelons d'ailleurs que déjà nous avons publié plusieurs articles sur les Psaumes (t. I, p. 34, 94, 143, 409; II, 417). Nous avons bien l'intention d'y revenir, et nous ne négligeons pas les occasions de recueillir des matériaux à cet effet.

Déclaration de guerre du duc Wolfgang à la cour de France, en 1569.

Dans l'intérêt d'un travail biographique sur le duc Wolfgang de Deux-Ponts, on nous a demandé s'il n'y aurait pas moyen de retrouver la *Déclaration de guerre* qu'en 1569 ce prince envoya à la cour de France, lors qu'il s'est mis en campagne pour venir au secours des huguenots. Un auteur du siècle dernier a publié quelques fragments de cette pièce, mais sans indiquer la source. De Thou l'a connue, car il en fait une analyse au livre XLV de son Histoire. On l'a cherchée inutilement dans différentes archives d'Allemagne. Diverses investigations faites en France ont été jusqu'ici sans succès. Si l'on parvenait à la découvrir, on rendrait service non-seulement à un travailleur étranger, mais à l'histoire même, car le document dont il s'agit paraît avoir une véritable importance.

Renseignements sur Jean Welsh (ou Welsch), gendre de John Knox.

Dans l'intérêt d'une biographie de Jean Welsh, qui se prépare en Ecosse, nous publions la note que voici et qui appelle des éclaircissements :

« JEAN WELSH, ou WELSCH, né en l'année 1569. Ministre d'Ayr en Ecosse de 1600 à 1605. Banni par Jacques VI, roi d'Angleterre, en 1606. Réfugié en France, il prêcha occasionnellement à La Rochelle, à Saumur et à Bor-

deaux, en 1607. On le trouve établi ministre à Jonzac avant le 16 septembre 1608.

« Il a publié un ouvrage intitulé : *L'Armageddon de la Babylon Apocalyptique*, etc., par Jean Welsch, ministre de l'Eglise de Jonzac. Jonzac, 1612, in-12. Il en a préparé un autre : *Sur la discipline*. On ne sait pas s'il a été imprimé.

« Plusieurs Eglises lui ont adressé des vocations, entre autres celles de Châtelleraut et de Bergerac. Le duc de Bouillon, Henri de la Tour, lui écrivit aussi afin d'obtenir ses services pour une des Eglises de Sedan, l'année 1611.

« Il a demeuré à Jonzac jusqu'en 1614, et il a été ministre à Nérac, Jarnac, ou Clairac, pendant une ou deux années après 1614, et en dernier lieu à Saint-Jean d'Angely, de 1617 à 1621. Il a déployé un véritable héroïsme quand cette ville fut assiégée par Louis XIII, en 1621. S'étant rendu à Campvere en Hollande, et de là à Londres, il y mourut en 1622.

« Jean Forbes, Robert Dury ou Durie, Jean Sharp, et André Duncan, furent les compagnons de Welsch dans son exil. Les deux premiers ne demeurèrent que peu de mois en France. Forbes devint ministre à Middleburg, puis à Delft en Hollande; et Dury à Leyden. Sharp fut ministre et professeur à Die en Dauphiné; et Duncan fut reçu dans le Collège de La Rochelle.

« Welsch avait trois fils : *Guillaume*, docteur en médecine, *Jozias* et *Nathaniel*. Les deux premiers reçurent leur éducation probablement en France, aux Académies de Saumur, ou de Montauban, ou de Sedan, entre les années 1612 et 1621.

« Les connaissances de Welsch étaient dans les provinces de Saintonge, Aunis et Angoumois. Il était en relation d'amitié avec Du Plessis-Mornay, gouverneur de Saumur, et Samuel Bouchereau, l'éloquent pasteur de cette ville, avec ses compatriotes Robert Boyd, Guillaume Craig et Mark Duncan, professeurs de cette célèbre Académie, ainsi qu'avec Béraud l'ainé, ministre de Montauban, Jacob Dumas ou des Mais, et Jean de Vertueil ou de Maleret, tous deux anciens de l'Eglise de Bordeaux.

« On désirerait vivement obtenir des renseignements puisés dans des lettres ou autres documents originaux concernant Welsch le père, ou ses fils Guillaume et Jozias Welsch, ou ses frères en exil. Les papiers inédits de Du Plessis-Mornay contiennent peut-être des notes relatives à Boyd, Craig, ou Duncan. Pourrait-on les signaler?

« On désirerait acquérir un exemplaire de l'ouvrage intitulé : *L'Armageddon de la Babylon*, etc., ainsi que tous autres écrits des Ecossais qui ont résidé en France au commencement du XVI^e siècle, tels que David Home ou Hume, Archibald Adair, et les exilés dont il a été fait mention ci-dessus. »

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

COUP D'ŒIL SUR LES PRINCIPES ET LES LOIS

QUI RÉGISSAIENT EN FRANCE LA QUESTION DE LA PUNITION DES HÉRÉTIQUES
LORSQUE ÉCLATA LA RÉFORMATION DU XVI^e SIÈCLE.

Pendant les trois premiers siècles de l'ère chrétienne, on le sait, l'Eglise réprouva toute violence en matière de religion ; et quand, au IV^e, des tendances contraires vinrent à se manifester dans son sein, elles furent d'abord combattues énergiquement par les docteurs les plus respectables. Lactance ne cessait de répéter que *la religion doit être libre*. O douleur ! s'écriait saint Hilaire de Poitiers, *on prétend soutenir par des moyens terrestres la foi, qui est d'origine divine ! Gémissons sur notre époque ! Des dignitaires de l'Eglise ont recours à l'exil et à l'emprisonnement pour forcer la soumission !* (1) Les deux évêques qui sollicitèrent l'emploi de la peine de mort contre l'hérésiarque Priscillien (exécuté à Trèves en 385) encoururent l'animadversion de la grande majorité de leurs collègues. Saint Martin de Tours, rempli d'indignation, alla jusqu'à rompre toute communion avec eux et avec leurs partisans. « Que les hérétiques, disait-il, soient exclus des « églises par sentences épiscopales. c'est tout ce qu'on peut demander « contre eux. S'adresser au juge temporel pour les faire punir aussi par « lui, c'est un crime nouveau et inouï » (2). Partout cet homme, aux sentiments vraiment larges et généreux, s'efforça d'obtenir la mise en liberté des disciples de Priscillien, quoiqu'il combattît leurs doctrines. De même saint Ambroise de Milan, et Siricius, évêque de Rome.

Mais, malheureusement, l'influence de saint Augustin et de saint Léon le Grand, qui se prononcèrent pour le système antiévangélique de la contrainte, prévalut plus tard dans l'Eglise (3). On trouva commode de se débarrasser des hérétiques et des schismatiques en appelant sur eux les rigueurs du pouvoir, et, à partir de saint Léon, une foule de lettres adressées par les papes à des autorités temporelles recommandèrent à celles-ci la punition des chrétiens hétérodoxes comme un devoir de religion (4). Les défenseurs du prin-

(1) *Gieseler, Kirchengeschichte*, deuxième période, § 104. notes 6 et 7.

(2) *Ibidem*, note 11.

(3) Saint Léon le Grand (évêque de Rome, de 440 à 461) se laissa entraîner jusqu'à approuver formellement la condamnation à mort de Priscillien, *Epist. ad Turribium*, 15. « Les lois sévères des princes chrétiens, écrivit-il, sont utiles « à l'Eglise, parce que la crainte du supplice corporel fait souvent recourir au « remède spirituel. » Funeste principe, dont l'application ne fait que des hypocrites.

(4) Par exemple, dans le *Corps du Droit canonique* (*Decreti secunda Pars*,

cipe de la tolérance civile, autrefois en majorité, virent leur nombre diminuer d'âge en âge, au point que, dans le XI^e siècle, c'est à peine si l'on rencontre encore, en France ou dans les Pays-Bas, quelque évêque dont le langage rappelle celui de saint Hilaire de Poitiers et de saint Martin de Tours. La célèbre maxime : *Personne ne doit être contraint à la foi*, n'était plus guère appliquée qu'aux juifs, qu'aux mahométans et qu'aux païens. Les évêques supportaient dans leurs diocèses ces non-chrétiens, à titre de gens qui n'avaient rien de commun avec eux, tandis qu'ils faisaient punir les hérétiques comme *apostats*, comme enfants et sujets de l'Eglise révoltés contre leur mère et souveraine (1). C'est ainsi qu'on justifiait les conciles de proscrire d'une manière absolue les chrétiens hétérodoxes, tout en laissant aux juifs l'exercice de leur culte dans certaines localités.

Dès l'entrée du XI^e siècle, les historiens nous parlent de nombreux hérétiques qui furent brûlés en France. Le *pieux* roi Robert et sa femme Constance assistèrent eux-mêmes, devant les murs d'Orléans, à une de ces barbares exécutions (1022). Treize prêtres se trouvaient parmi les victimes, entre autres l'ancien confesseur de la reine. Le moine Glaber Raoul, dans sa *Chronique*, après avoir donné des détails sur cet auto-da-fé d'Orléans, ajoute qu'ailleurs aussi les hérétiques furent ainsi « exterminés, » et que par là *venerabilis catholicæ fidei cultus clarior emicuit!* Vers la fin du siècle suivant et au commencement du XIII^e, le concile de l'*érone*, présidé par Luce III (1184), et le grand concile œcuménique de *Latran*, où près de cinq cents évêques furent réunis, sous la présidence d'Innocent III (1215), interdirent au pouvoir temporel, de la manière la plus sévère, toute tolérance envers les chrétiens dévoyés de la foi de l'Eglise (2). Les princes et

Causa 23, De re militari, canones 43, 44, 45). « Vous hésitez peut-être, » écrivit le pape Pélagie I^{er} à Narsès, gouverneur de l'Italie; « vous craignez de passer pour « persécuteur; c'est pourquoi je vous ai montré, par toutes sortes d'autorités et « d'exemples, que ceux qui font schisme dans l'Eglise doivent être condamnés « par les puissances publiques non seulement à l'exil, mais aussi à la privation « de leurs biens et à un emprisonnement rigoureux. » La confiscation des biens devint plus tard règle générale dans le droit canon, à l'égard des hérétiques.

(1) Fidèle à cette théorie, le concile de Trente, aussi, décréta que tous ceux qui ont été baptisés, fût-ce par des hérétiques, sont par là devenus membres de l'Eglise romaine, et doivent, au besoin, être *forcés* à suivre ses lois. *De baptismo, canones 4, 8, 14.*

(2) Lire ces décrets terribles dans le *Corps du Droit canonique (Decretales Gregorii IX, lib. 5, tit. 7, De hereticis, cap. 9, Ad abolendam, et cap. 13, Excommunicamus)*. Ils sont dirigés contre ceux qui « osent penser ou enseigner, « touchant la foi et les sacrements, quelque chose qui diffère de l'enseignement « et de la pratique de l'Eglise romaine. » Menaces d'excommunication, de déposition et d'interdit (*terris ipsorum interdicto Ecclesie supponendis*), contre les puissants de ce monde qui négligeraient de *purgare suam terram ab hæretica feditate... Catholici vero qui, Crucis assumpto caractere, ad hæreticorum exterminium se accinxerint, illa gaudeant indulgentia, illoque sancto privilegio sint muniti quæ accedentibus in Terræ sanctæ subsidium conceduntur* (c'est-à-dire mêmes indulgences et mêmes privilèges que pour les Croisés d'outre-mer). On sait que depuis cette époque, la promesse par serment de s'appliquer à *extermi-*

les magistrats furent mis en demeure de jurer qu'ils s'appliqueraient de toutes leurs forces à *exterminare de terris sue jurisdictioni subjectis universos hæreticos ab Ecclesia denotatos*. L'erreur en matière de foi était qualifiée de crime (*crimen hæreseos*), et les hérétiques qui, après avoir été arrêtés et admonestés, refusaient d'abjurer leurs erreurs, devaient être *abandonnés au bras séculier*, ce qui, d'après l'ensemble des textes et dans la pratique, équivalait à la peine de mort (1). Plusieurs synodes particuliers s'assemblèrent ensuite dans le midi de la France, à Toulouse (2), à Narbonne, à Béziers, à Albi (de 1237 à 1254), pour appliquer les principes posés dans le concile œcuménique de 1215, et pour en déduire une législation détaillée contre tous hérétiques, adhérents, accueillants, fauteurs ou défenseurs d'hérétiques (3). De plus, on vit paraître, vers cette époque, des bulles pontificales organisant l'inquisition des frères dominicains, et prescrivant l'exécution rigoureuse de la loi de l'empereur Frédéric II (1224) sur la punition de l'hérésie (4), des dissertations de l'évêque Guillaume de Paris et de saint Thomas d'Aquin qui préconisèrent l'emploi de la peine de mort dans cette matière (5), et enfin, même de la part de l'excellent Louis IX (égaré par saint Thomas), une loi qui livra aux flammes tous ceux qui seraient jugés hérétiques par leur évêque (6).

nare de suis terris universos hæreticos ab Ecclesia denotatos, fut exigée des rois de France jusqu'à Louis XVI inclusivement. — *Exterminare* signifiait ôter, faire disparaître (sans spécifier la manière).

(1) Dans un grand nombre de pièces officielles de ce temps, il est dit que les hérétiques qui, après leur arrestation, renoncent à leurs erreurs, devront, pour faire pénitence, être enfermés dans une prison leur vie durant, mais que ceux qui, même alors, refusent d'abjurer, devront être *abandonnés au bras séculier*. Cette antithèse parle assez clairement, ce nous semble. Voir, par exemple, la Bulle de Grégoire IX, de 1235, dans le *Corps du Droit canonique* (*Decretales Gregorii IX*, titre *De hæreticis*), les *Actes du concile de Tarragone* de 1242, et la Bulle de Paul IV, de 1559, qui renouvella tout ce que le saint-siège avait jamais prescrit au sujet des hérétiques.

(2) Décision de ce même concile de Toulouse (1229), sur la possession des Livres saints : « On ne tolérera pas que des laïques aient les livres de l'Ancien ou du « Nouveau Testament. Seulement, si quelqu'un, par dévotion, désire posséder un « Psautier, un Manuel pour les offices divins, ou les Heures de la sainte Vierge, « on pourra lui accorder cela, mais que ce ne soit pas en langue vulgaire; nous « le défendons de la manière la plus rigoureuse. » Chap. XIV.

(3) Voir les principales dispositions de ces conciles dans le savant et impartial ouvrage de M. Charles Schmidt, *Histoire et doctrines des Cathares ou Albigeois* (Paris, chez Cherbuliez, 1849), tome II, p. 174 à 224. Nous ne citerons qu'une seule de ces dispositions; elle ne fera que trop bien connaître l'esprit des autres. Le concile de Toulouse (1229, ch. 13) et celui de Béziers (1246, chap. 12) menacèrent les médecins qui oseraient prêter le secours de leur art à quelque personne hérétique ou soupçonnée d'hérésie!!!

(4) Par exemple, la Bulle d'Innocent IV (1243), dans Mansi, *Sacrorum Conciliorum Collectio*, t. XXIII, p. 586 et suiv. M. Schmidt en cite plusieurs autres de la même teneur. L'une d'elles (de Boniface VIII, 1298) a été insérée dans le *Corps du Droit canonique* (*Secuti Decretalium, De hæreticis*). La peine en question était celle du bûcher. *Vivi comburantur*.

(5) Charles Schmidt, t. II, p. 221 et 222.

(6) *Ordonnances des rois de France de la 3^e race*, par De Laurière, I, p. 175.

Dans cette triste énumération de monuments d'un zèle aveugle, arrêtons-nous un instant à la théorie de saint Thomas d'Aquin, car elle devint dominante en France. Ce théologien, surnommé *l'Ange de l'école*, déclara que l'hérésie est un péché digne de mort, parce qu'en altérant les dogmes de la foi, elle compromet le salut éternel; — que cependant l'Eglise, dans sa miséricorde, ne repousse pas de son sein l'hérétique qui désire y rentrer, mais que lorsque celui-ci, une ou deux fois exhorté, persévère dans ses erreurs, elle le retranche du nombre des fidèles par l'excommunication, et « l'abandonne pour le reste au pouvoir séculier, afin d'être exterminé du monde par la mort. » *Relinquit eum judicio sæculari à mundo exterminandum per mortem.* — Quant aux relaps, d'accord avec le concile de Narbonne (1235) et avec une décrétale d'Alexandre IV (1258), saint Thomas enseigna que non-seulement les relaps opiniâtres, mais même ceux qui déclarent vouloir être réconciliés à l'Eglise, doivent être abandonnés au bras séculier pour subir la peine capitale.

« Si les hérétiques qui reviennent à l'Eglise, disait-il, étaient toujours réintégrés, de façon qu'ils conservassent leur vie et leurs autres biens temporels, il serait à craindre que cela ne tournât au préjudice du salut d'autrui, et cela de deux manières : 1^o au cas où ils retomberaient dans l'erreur, ils pourraient en infecter d'autres personnes; et 2^o si on les voyait demeurer sans châtiment, d'autres pourraient en prendre occasion de tomber eux-mêmes dans l'hérésie avec plus de sécurité. L'Eglise, il est vrai, non contente de recevoir au sacrement de la pénitence ceux qui, une première fois, quittent l'hérésie, conserve encore à ceux-ci la vie, et même quelquefois leur rend par dispense les dignités ecclésiastiques qu'ils possédaient auparavant, si leur conversion est jugée véritable; mais quand ceux qui ont été réconciliés une première fois tombent de nouveau dans l'hérésie, cela montre leur inconstance en matière de foi. Et, par conséquent, s'ils reviennent de nouveau à l'Eglise, on doit les admettre

ordonnance de Louis IX, année 1270. (Nous modernisons un peu le style et l'orthographe.) « Si quelqu'un est soupçonné de bouguerie (c'est-à-dire d'hérésie cathare; on croyait que cette hérésie était venue de la Bulgarie), la justice laïque le doit prendre et envoyer à l'évêque, et s'il est convaincu, on le doit ardoir (brûler), et tous les meubles sont au baron. De cette manière doit-on agir avec l'homme *hérétique* (hérétique), lorsqu'il est convaincu, et tous les meubles sont au prince ou au baron, selon le droit écrit aux Décrétales. » De Laurière ajoute en note : « Lorsque celui qui avait été soupçonné d'hérésie en avait été convaincu en court de chrétienté (c'est-à-dire devant le tribunal ecclésiastique), il était livré au bras séculier, qui le faisait brûler. » Voir aussi, dans Michelet, t. II, p. 634, ce que saint Louis disait des coups d'épée par lesquels il faudrait, selon lui, répondre aux objections des Juifs. Ce qui frappe le plus, quand on étudie les hommes du XIII^e siècle attachés à l'Eglise romaine, c'est l'impossibilité où ils étaient de supposer qu'on pût, *de bonne foi*, avoir des opinions religieuses différentes des leurs. Il fallait penser comme eux, ou se voir traité en impie. Encore Jésus-Christ avait-il défendu de tuer les impies. (Saint Matthieu XIII, 29.)

« au sacrement de la pénitence, il est vrai, mais non pas de façon qu'ils « soient délivrés de la sentence de mort » (1).

C'est là la doctrine affreuse qui prévalut, notamment dans l'Université de Paris, et qui, par le concile œcuménique de Constance, fut sanctionnée pour toute la catholicité. En effet ce concile, dans sa 44^e session, présidée par Martin V (février 1448), ordonna à tous les pouvoirs séculiers de « punir « par le feu, comme on doit punir les hérétiques relaps (c'est-à-dire sans « distinction d'impénitents et de pénitents), quiconque serait convaincu « d'avoir prêché, enseigné ou défendu les erreurs ou hérésies de Jean « Huss et de Jean Wiclef, condamnées par le concile, et d'avoir parlé de « Jean Huss et de Jérôme de Prague comme de personnages catholiques et « saints » (2).

Sans cette théorie sur les relaps, on ne comprendrait pas que Jeanne Darc ait été à la fois déclarée admissible aux sacrements et punissable à titre d'hérétique. C'est qu'elle fut rangée dans la catégorie des *hérétiques relaps pénitents*. Comme *relapse*, elle avait irrévocablement encouru la peine de mort ; comme *pénitente*, on ne pouvait lui refuser l'Eucharistie. Ceci nous conduit à un rapprochement qui, pour paraître nouveau et peut-être même forcé (la routine a tant d'empire sur nos esprits !), n'en repose pas moins sur un fondement sérieux. Jean Huss, sommé de reconnaître l'autorité absolue du concile, réservait toujours celle de notre Seigneur Jésus-Christ. Jeanne Darc, quand on la pressa de se soumettre au jugement de l'Eglise (du pape, des évêques, etc.), répondit : *Notre Seigneur étant servi premièrement* (3). Comme le martyr de la Bohême à Constance, ainsi, à Rouen, seize ans plus tard, la pieuse vierge entendait en elle une voix divine plus forte encore que la croyance alors si universelle en l'infailibilité de l'Eglise. Tous deux plaçaient quelque chose au-dessus du tribunal de cette Eglise. Contre la sentence des évêques, tous deux déclaraient s'en rapporter à l'Evêque souverain du ciel. Tous deux, enfin, périrent en invoquant le nom de Jésus et en pardonnant à leurs juges d'ici-bas.

La doctrine cruelle de saint Thomas, confirmée par le concile de Constance, et la loi de saint Louis étaient encore en pleine vigueur en France lorsque éclata la Réformation du XVI^e siècle. Aussi la Sorbonne s'empressa-t-elle de condamner comme une erreur la proposition de Luther, que *brûler les*

(1) ... *Recipiantur quidem ad pœnitentiam, non tamen ut liberentur à sententia mortis*. Nous n'ajouterons aucune réflexion. *Archives du Christianisme*, 12 août 1854, p. 135, et *Manuel des Inquisiteurs*, par l'abbé André Morellet (1762), section des Relaps. *Summa theologiæ*, de saint Thomas d'Aquin, secunda secundæ, quæstio 11, art. 3 et 4.

(2) *Tanquam hæretici relapsi lapsi puniantur ad ignem*. Dans les 24 articles dressés par le concile contre les sectateurs de Huss.

(3) Michelet, *Hist. de France*, V, p. 132, 133, 145.

hérétiques est contraire à la volonté du Saint-Esprit (1), et obtint-elle bientôt des bûchers contre les « luthériens. » Elle n'avait pour cela, malheureusement, qu'à invoquer la jurisprudence antichrétienne suivie depuis plusieurs siècles.

Une remarque encore, et nous aurons fini ce triste sujet. Depuis que les principes de tolérance religieuse se sont, grâce à Dieu, répandus en Europe, on a souvent prétendu que les hérétiques du moyen âge furent punis à titre de malfaiteurs publics, de rebelles contre les lois civiles. L'étude des documents prouve le contraire. Les prescriptions les plus redoutables que le moyen âge ait promulguées contre les hérétiques ne renferment que des considérations tirées de l'ordre religieux. On punissait le chrétien hétérodoxe parce que ses erreurs, disait-on, offensent Dieu (2), le privent lui-même du salut éternel et nuisent à celui des autres. Cela est si vrai que, pour produire quelque texte qui paraisse infirmer cette assertion, l'on est réduit à appliquer à des sectes religieuses un passage des Actes du troisième concile de Latran qui se rapporte uniquement aux excès de la soldatesque des *rouliers*. Bossuet ne travestissait pas ainsi l'histoire. Tout en racontant sans aucun blâme que l'hérésie des Vaudois était punie de mort, l'évêque de Meaux ne nie pas les bonnes mœurs de ces religionnaires. Il ne les représente pas comme des gens qui auraient mérité des châtimens par des crimes contraires à l'ordre civil. Et certes, s'il l'avait pu sans mentir à l'histoire, il ne s'en serait pas fait faute. Les seuls reproches qu'il ait su adresser aux Vaudois sous le rapport de la conduite morale, sont consignés dans un paragraphe de son *Histoire des Variations*, par lequel nous allons finir. Sur tous les points qu'il ne touche pas dans ce réquisitoire, son silence parlera assez haut.

§ 143. *Ce qu'il faut croire de la vie des Vaudois.*

« On me demandera peut-être ce que je crois de la vie des Vaudois, que « Rénier a tant vantée (3). J'en croirai tout ce qu'on voudra, et plus, si l'on

(1) *Hæreticos comburi esse contra voluntatem Sancti Spiritus*. La condamnation de cette proposition de Luther par la Sorbonne est du 15 avril 1521. (D'Argentré, *Collectio judiciorum de novis erroribus*.) Elle avait de même été condamnée par Léon X, dans sa bulle *Exsurge, Domine*, de l'année 1520 (error n° 33).

(2) L'argument favori était celui-ci : « On punit le crime de lèse-majesté humaine, à plus forte raison faut-il punir celui de lèse-majesté divine; car offenser la Majesté éternelle est beaucoup plus grave que d'offenser une majesté temporelle. Or les hérétiques, en déviant de la foi (*aberrantes in fide*), offensent « le Chef de l'Eglise, Jésus-Christ. » Voir, par exemple, la bulle *Vergentis*, d'Innocent III, dans les Décrétales de Grégoire IX, *De hæreticis* (*Corps du Droit canonique*).

(3) *Reinier Sacconi*, inquisiteur dominicain, qui a écrit vers 1250 une *Summa de hæreticis*. Bossuet dit de lui qu'il a *marqué sincèrement le bien et le mal*, et qu'il nous a raconté *plus exactement qu'aucun autre les différences des sectes de son temps*. (*Hist. des Var.*, XI, § 54.)

« veut, que n'en dit Rénier; car le démon ne se soucie pas par où il tiennne les
 « hommes. Ces hérétiques toulousains, manichéens constamment, n'avaient
 « pas moins que les Vaudois cette piété apparente. C'est d'eux que saint Ber-
 « nard a dit : *Leurs mœurs sont irréprochables; ils n'oppriment personne;*
 « *ils ne font de tort à personne; leurs visages sont mortifiés et abattus par*
 « *le jeûne; ils ne mangent point leur pain comme des paresseux, et ils*
 « *travaillent pour gagner leur vie.* Qu'y a-t-il de plus spécieux que ces hé-
 « rétiques de saint Bernard? Mais, après tout, c'étaient des manichéens, et
 « leur piété n'était que feinte. Regardez le fond : c'est l'orgueil, c'est la haine
 « contre le clergé, c'est l'aigreur contre l'Eglise; c'est par là qu'ils ont avalé
 « tout le venin d'une abominable hérésie. On mène où l'on veut un peuple
 « ignorant, lorsque après avoir allumé dans son cœur une passion violente,
 « et surtout la haine contre ses conducteurs, on s'en sert comme d'un lien
 « pour l'entraîner. Mais que dirons-nous des Vaudois, qui se sont si bien
 « exemptés des erreurs manichéennes? Le démon a fait son œuvre en
 « eux, quand il leur a inspiré le même orgueil, la même ostentation de leur
 « pauvreté prétendue apostolique, la même présomption à nous vanter leurs
 « vertus, la même haine contre le clergé poussée jusqu'à mépriser les sacre-
 « ments dans leurs mains, la même aigreur contre leurs frères portée jusqu'à
 « la rupture et jusqu'au schisme. Avec cette aigreur dans le cœur, fussent-
 « ils à l'extérieur encore plus justes qu'on ne dit, saint Jean m'apprend qu'ils
 « sont homicides (1 Joann. III, 15). Fussent-ils aussi chastes que les anges,
 « ils ne seront pas plus heureux que les vierges folles dont les lampes étaient
 « sans huile (Matth. XXV, 3), et le cœur sans cette douceur qui seule peut
 « nourrir la charité » (1).

Style admirable sans doute. Une réflexion pourtant sera permise. Si les Vaudois ont mérité l'épithète d'*homicides* par cela seul que leur aigreur contre le clergé romain les décida à s'en séparer, quel nom fallait-il donner à ceux qui, pour se venger de cette séparation, firent tuer les Vaudois? Mais le grand évêque n'a pas un mot de blâme pour les actes des bourreaux. Il ne voit de mal que dans les sentiments secrets qu'il prête aux victimes!

A. MUNTZ.

(1) *Hist. des Variations*, liv. XI, § 143. Reinier n'est, du reste, pas le seul inquisiteur qui ait parlé favorablement des mœurs des Vaudois. Tous leur rendaient sous ce rapport un témoignage favorable. Seulement, ils s'en dédommageaient en attribuant ces bonnes mœurs (*speciem pietatis, justitiam coram hominibus*, comme ils disaient) au démon, qui s'en serait servi comme d'un moyen de séduction. Même explication de la constance des Vaudois dans les supplices, et de leurs prières pour leurs persécuteurs. Tout ce qui, dans les Vaudois, pouvait rappeler les premiers chrétiens, était attribué par leurs adversaires à une ruse du Tentateur.

LETTRE INÉDITE DE JACQUELINE D'ANTREMONT

VEUVE DE L'AMIRAL COLIGNY

A FRANÇOIS HOTMAN.

1573.

Il existe une Vie latine et anonyme de l'Amiral de Coligny, intitulée : *Gasp. Colinii Castillionii magni, quondam Franciæ amiralli, Vita*. 1575, in-8°, s. l. — Autre édition de 1579. — Autre de 1644, Ultrajecti (Utrecht), in-12 (1). Cette Vie, qui est fort estimée, a été longtemps attribuée à Jean de Serres. Jean Decker (*de Scriptis adespotis, cap. 44*) la lui donnait. Le père Lelong, dans sa Notice qu'il lui consacre, dit : « Je ne trouve point d'autre preuve qu'il en est l'auteur que son nom écrit de la main de Pierre Dupuy sur un exemplaire qui lui appartenait, et qu'il a laissé à la Bibliothèque du Roi, et cette preuve me paraît convainquante. » Il ajoute pourtant que La Monnoye attribue ce même ouvrage à Jean Hotman, père de Jean Hotman, sieur de Villiers. Même mention au n° 34766 (t. III de la *Bibliothèque historique de la France*), avec cette remarque : « Il y en a, comme M. du Fourny, p. 969 de son *Histoire des grands officiers de la couronne*, qui l'attribuent à Jean de Villiers-Hotman, frère de François Hotman. » Puis Fevret de Fontette ajoute : « Cette Vie faite par un huguenot zélé, contient des faits assez curieux. Les Guises y sont maltraités, et le massacre de la Saint-Barthélemy s'y trouve détaillé avec les circonstances (concernant l'Amiral) qui l'avaient précédé. »

La *France protestante* n'a pas manqué de restituer définitivement cet ouvrage à François Hotman.

Si la question était encore douteuse, elle serait tranchée par la lettre autographe qu'on va lire, et qui fut écrite par la noble veuve de Coligny dès le 15 janvier 1573 (2), pour demander à Hotman d'écrire la vie de son illustre époux. Nous l'avons trouvée au tome XVI, fol. 400, du fonds dit des *Cinq-Cents de Colbert*, aux manuscrits de la Bibliothèque impériale. Hotman se mit de suite à l'œuvre et eut bientôt fini, car il écrit à Cappel que le magistrat de Genève « par une sagesse admirable, nouvelle, et qui n'a pas l'approbation de tous, n'a pas permis qu'on imprimât ici la vie de l'Amiral. » C'est par erreur que M. Sayous (*Etudes litt. sur la Réf.*) a vu dans cette désignation l'écrit que Hotman publia vers le même temps : *De furoribus gallicis*, etc. Le document que nous mettons au jour ne laisse plus aucune incertitude.

(1) Elle a été traduite en français et publiée avec des annotations, par D. L. H., Amsterdam, 1643, in-4°; et à Leyde, Elzévir., 1643, in-16 (moins complète que l'in-4°). Elle a été réimprimée à Paris en 1665, in-16, sous le titre de : *Mémoires de messire Gaspard de Colligny, seigneur de Chastillon, amiral de France*.

(2) Par un *lapsus calami* évident, elle a écrit 1572 pour 1573.

A *Monsieur Othoman.*

Monsieur Othoman, si les seuls escrits d'éloquence ont rendus immortels les noms des illustres et grands capitaines ou empereurs, sans que le temps qui effasse toutes choses leur aie seu effasser leur nom et mémoire, et que Pisistratus, l'un des trente tyrans d'Athènes, n'ait voulu parler au philosophe Damonidas, et Philippe, roy de Macédoine, ait plus vaincu de villes par l'éloquence de Théomastes que par la force de ses armes, ne trouvez étrange, je vous supplie, si j'ai essayé de réveiller vostre plume pour laisser à la postérité autant de témoignages de la vertu de feu monseigneur et mari, que nous ennemis la veulent désigner. J'estime que nostre Seigneur aura compassion de nostre calamité, et asseurez-vous, Monsieur Othoman, que si jamais mes enfans ou moi avons quelques biens, je vous asseurerai que nous n'oublierons ce que saint Paul a dit : Si nous vous semons des biens spirituels, c'est bien la raison que nous recueillons des vivres temporels. Je fais ceste comparaison pour ce qu'il n'y en peut avoir de l'excellence de la Parole de vie avec la petitesse de tout ce qui est au monde. Aussi quand je aurois moyen de vous donner cent fois plus de biens que je n'en ai, ce seroit moins que rien auprès de ce que vous faites pour mes enfans et moi, estimans, après le salut de l'âme, l'honneur plus que les biens. Nostre Seigneur vous donne heureux contentement et parfaite félicité. De Saint-André de Brior, le 15 de janvier 1572 [1573?].

Vostre plus affectionnée, certaine et à jamais meilleure amie,

JACQUELINE D'ANTREMONT.

UNE CONFÉRENCE THÉOLOGIQUE A NIMES

ENTRE

DANIEL CHAMIER, MINISTRE DE MONTÉLIMAR

ET LE JÉSUITE COTON

1600.

Jusqu'ici nous n'avons guère fait place aux disputes théologiques des temps passés, et l'on ne peut que nous en savoir gré. Elles offrent pourtant parfois un intérêt historique, qu'il nous est permis d'y chercher,

en laissant de côté la partie *théologomachique* de ces controverses, pour mettre en relief la partie narrative et pittoresque; c'est ainsi que nous allons donner quelques extraits de l'ouvrage fort rare intitulé : *Les Actes de la Conférence tenue à Nismes entre Daniel Chamier, ministre du saint Evangile, pasteur de l'Eglise de Montélimar, et Pierre Coton, jésuite, prédicateur audit Nismes, publiez maintenant par ledit Chamier, pour faire voir les faussetés de ceux que Coton a fait imprimer à Lyon par Estienne Tantillon, sous le nom de P. Demezat.* A Genève, Gabriel Cartier. 1604. In-8° de 256 pages.

Si l'on se reporte à la piquante entrevue du 22 novembre 1607, entre Chamier et le père Coton, à Fontainebleau, sous l'œil narquois de Henri IV, telle que Chamier lui-même l'a si bien notée en son *Journal* (1), on trouvera d'autant plus curieuse la joute que le jésuite avait provoquée et soutenue contre le célèbre pasteur de Montélimar sept ans auparavant, on sera bien aise de les voir en présence dans ces documents originaux où leur physionomie respective se montre au vif, et telle qu'elle est restée pour la postérité.

Coton avait pris les devants. Nous apprenons par un Avis de l'imprimeur (daté du 24 juin 1604), expliquant le titre même transcrit ci-dessus, qu'un « homme de paille ou de Coton, surnommé Demezat (2), » avait osé publier de soi-disant *Actes de la Conférence de Nismes*, etc., et prétendre que c'était pour rétablir la vérité altérée dans le compte rendu de Chamier : or, ce compte rendu n'avait pas encore vu le jour. « Il y a six mois que les Actes de Coton volent, et son avertisseur est si « abesti de dire que nous l'avons précédé, n'ayans achevé qu'un mois entier « après que son libelle est sorti de la presse. Ces gens-ci feront donc un « Calendrier tout nouveau, et mettront Juin à la place de Janvier, de Février « ou de May. » Le livret de Coton-Demezat (3) avait en effet été achevé d'imprimer le 24 mai, tandis que celui de Chamier venait seulement d'être terminé à Genève ce jour même, 24 juin. Et cependant on lisait dans l'Avertissement de Demezat, que « M. Chamier ayant esté si osé que de publier « lesdits Actes pleins d'absurdités, dépravations, faussetés.... » Pour le coup, le père Coton s'était un peu trop pressé, et il se trouva pris à son piège, car sa publication, au lieu d'être, comme il l'alléguait fausement, la réfutation de celle de Chamier, se trouva au contraire réfutée et confondue par celle-ci, arrivant en second.

C'est de quoi se prévaut Chamier en ces termes : « Je publie ces Actes... « assez tard, dira quelqu'un. Et certes ils le pouvoient bien estre plustôt... « Mais si ne suis-je pas marri des choses qui sont survenues, et ont dé- « layé ceste publication; puisque tant de choses se sont passées depuis en

(1) « Coton me témoigna beaucoup d'affection, disant que ce que nous « avions escrit l'un contre l'autre, c'estoit ayant tous deux un bon but et pour « la gloire de Dieu, estant d'accord de la majeure, mais non de la mineure... » (*Bull.* t. II, p. 307.)

(2) « Faux ou vrai, on sait le nom, » dit-il encore page 49. « Très bon escolier d'un si habile maître, » dit-il ailleurs (p. 203). Ce même Demezat avait déjà publié, quelques semaines après la conférence, une lettre adressée au cardinal, lettre où les faits étaient entièrement dénaturés, et dont le père Coton s'était fait le colporteur à Avignon, Grenoble, Lyon, etc. (ci-après p. 236).

(3) Ou Demezat-Coton, dit encore ailleurs Chamier.

« la farce jouée sous le nom de *collationnement*, qui mettent au jour et
 « les convilleries de mon homme et ma sincérité. Joint l'avantage que je
 « ne prise pas peu, de la publication qu'en a faite P. Demezat, qui a servi
 « en ceci à Coton, comme La Ramière à Gontier, taschant l'un et l'autre
 « d'affubler du manteau de son impudence la honte de leurs abuseurs. Le-
 « quel avantage ne sera pas petit, à qui voudra comparer la naïveté des
 « Actes à ces effronteries : et n'est-ce pas beaucoup, que le sieur Coton
 « n'ait publié que les mengeries, moy ne publiant que la vérité!... »

L'ouvrage de Chamier est un récit animé de tout ce qui se passa en cette conjoncture; il y encadre, en les accompagnant de remarques, les procès-verbaux des sept sessions ou séances, qui eurent lieu du 27 septembre au 3 octobre 1600; puis il raconte comment la Conférence fut terminée et ce qui en résulta. Voici le début, où le portrait du Père Coton est tracé avec verve et, l'on peut dire aussi, avec vérité :

« Au mois de may de l'année 1600, il advint à Pierre Coton, jésuite, de publier un livre du sacrement-sacrifice de la Messe, dont il avoit longtemps auparavant menacé le sieur André Caille, pasteur de l'Eglise de Grenoble, pour repartir sur la Conférence par escrit, qui avoit esté publiée l'année auparavant (1). Je m'estudiai d'être des premiers à le recouvrer, et y employai ou perdis quelques jours, le lisant avec beaucoup d'étonnement qu'un homme qui vivoit avec réputation de n'avoir pas mal employé le temps de la jeunesse aux escholes, eust commencé à se mettre au jour par un escrit si mal basti. Escrit qui n'a pour son langage qu'une perpétuelle afféterie de certaines façons de parler non ouïes auparavant, et toutes de son cru, avec des périphrases recherchées par dépit, et en outre plein d'une certaine escorcherie du grec et du latin, qui sent sa pédanterie à toute teste. — Escrit, de qui les discours ne s'entretiennent pas mieux que des haillons descousus, comme si les paragraphes n'estoient trouvés que pour un nom honorable de ce qu'autrement l'on appelle un coq-à-l'âne. — Escrit, de qui les preuves sont ou faussetés grossières, ou perpétuelles suppositions, ou sophismes à peine bien séants à ceux qui débattent au fond d'une classe à qui trompera son compagnon. — Escrit, enfin, plein de honteuses calomnies, tantôt en gros contre tout le corps de ceux qui font profession de la religion qu'il impugne, tantôt en détail contre les particuliers, nommément contre celui à qui il a affaire...

« Or, me trouvant meslé dans ces calomnies, je ne pus me tenir de lui en escrire, selon que desjà, depuis deux ans et davantage, nous avions eu assez espaisse communication par lettres, quelquefois aussi de bouche : au

(1) *Conférence par escrit entre Pierre Coton, jésuite, et André Caille, ministre du saint Evangile*. S. C. 1599. In-8° de 131 pages. — *Response aux allégations de P. Coton, jésuite, où il est monsté que les censures faites par lui publiquement en ses sermons, à Grenoble, sur la traduction de la Bible imprimée à Genève, sont nulles*. Par Benj. Cresson, ministre de la Parole de Dieu en l'Eglise de Grenoble. A Genève, 1599. In-8° de 91 p.

commencement avec beaucoup de douceur et modestie ; sur la fin avec beaucoup d'aigreur, pour s'estre iceluy, tout à coup et sans occasion, desbordé en des violences estranges, lesquelles il a depuis publiées en son Apologétique. Je mis donc la main à la plume pour me plaindre à luy-mesme des faux blâmes dont il me chargeoit, et, de mesme main, pour luy donner quelque goust du mérite de son livre, sur lequel je sçavois que sa partie travailleroit à fonds, je luy marquai un rôle assez long des allégations dont il avoit farci ses pages ; sans pourtant m'obliger à ramasser tout, adjoustant pour la clôture que je m'offrois luy soutenir l'accusation de telles faussetés, soit de bouche ou par escrit, comme il l'aimeroit mieux. »

Chamier raconte ensuite que, faisant un voyage à Nîmes, il porta lui-même sa lettre ; mais Coton était à Avignon, où il la lui envoya. Le jésuite se mit alors à préparer sa justification, à laquelle il travaillait depuis trois mois environ, lorsque, « s'enflant de vanité, » il prend nouveau conseil, nouveau dessein, pour, avec un grand éclat, pousser avant sa gloire, pousser avant ma honte. Adresse au consistoire de l'Eglise de Nîmes la grande réponse qu'il me faisoit, et l'accompagne de ceste lettre :

P. Coton à Messieurs du Consistoire de Nîmes.

« Messieurs, j'ay pitié de vous : on vous trompe, on vous enivre de
 « bourdes, on met votre honneur en compromis, et, ce qui est plus à des-
 « plorer, vos âmes en voye de perdition. Et vous triomphez en vos ruines !
 « Au nom de Dieu, permettez que vous soit utile ce peu de temps qui me
 « reste entre vous, de vive voix ou par escrit, et, s'il se peut, en toutes les
 « deux manières. Pour l'une, vous recevrez la response aux passages in-
 « culpés de faux par M. Chamier, avant-courrière de celle que je minute à
 « l'inventaire de M. Moynier. Pour l'autre, je vous supplie trouver les
 « moyens, puisqu'ils sont entre vos mains, que nous puissions conférer
 « charitablement deux fois la semaine sur les points de nos controverses,
 « et voir, comme je vous en ai requis autrefois, quelle est sur iceux la vo-
 « lonté de Dieu par les saintes Escritures, et quelle la créance des saints
 « Pères à l'ouverture des livres. On vous a fait voir les papiers volants de
 « M. Chamier ; on a imprimé le cayer de M. Moynier ; donnez autant de
 « temps et d'attente lecture aux feuilles que je vous envoie (pour après
 « les adresser, quand bon vous semblera, à qui elles se rapportent), que je
 « vous offre de prompte volonté pour quand il vous agréera me rendre au-
 « tant d'effet que d'affection.

« Vostre plus humble serviteur selon Dieu,

« PIERRE COTON, *de la Compagnie de Jésus.*

(*Et par apostille :*) Messieurs, vous serez advertis comme demain, porte

« ouverte, nous continuerons, Dieu aidant, au Chapitre, l'oculaire vérification, sur les originaux, des passages que je vous envoie par écrit. »

Le chanoine Aymini est chargé de porter ce message au consistoire, le mercredi 20 septembre. Il le fait tardivement, pour arriver après la séance, afin de gagner huit jours, et faire cependant courir le bruit des vaillances du jésuite, qui ne faisoit que chercher son ennemi. Mais les sieurs Chalas et Cheiron rassemblent de nouveau le consistoire tout exprès dès le lendemain matin, et on envoie de suite le grand cahier à Chamier, qui le reçoit le vendredi 22, avec des lettres par lesquelles on le sollicitait de venir, pour rabattre les bravades de son adversaire. En attendant, le consistoire lui avait répondu en ces termes :

Réponse du Consistoire au Père Coton.

« Monsieur Coton, pour réponse à la vostre, nous sommes contraints de vous dire que nous avons compassion et prions tous les jours pour ceux qui, trompés par vous et vos semblables, au lieu d'escouter le principal pasteur et évesque de nos âmes, suivent l'estranger et ceux qui ensorcelent tellement les mal avisés, que, les abusant par paroles de persuasion, leur content des fables, pour butiner les âmes en les dévoyant de Jésus-Christ, l'unique chemin pour la vie éternelle. Le Seigneur et ses apôtres nous ont decouvert tels séducteurs, qui couvertement introduiront des sectes de perdition, et, par paroles desguisées, feront trafic des per-sonnes... Puisque vous recherchez d'être convaincu en face de vos impositions, nos très chers frères, MM. Moynier et Chamier, qui ont imputé de faux les passages de vostre livre de la Messe, ne sont si loin qu'ils ne puissent se rendre ici pour, à l'ouverture des livres, vérifier les faussetés de vos allégations... Nous n'avons estimé estre nécessaire faire lecture de vostre réponse à M. Chamier. Ains, tout aussitost elle a esté donnée à M. Chalas, pour la faire rendre seulement là où elle s'adresse. Quant à la conférence sur les controverses qui sont entre nous, touchant la religion, nous l'accepterons, assurés d'avoir permission de MM. les magistrats de nostre religion : ayez la mesme assurance des vostres. Et sur ce, nous demeurons au Seigneur vos plus affectionnés.

« Ceux du Consistoire de l'Eglise de Nismes :

« Et, pour eux, Ursy, greffier dudit Consistoire. »

Cette lettre fut portée par M. Cheiron, docteur ès droits. Nous laissons de côté tous les pourparlers qui s'en suivirent, pour arriver au fait. « Reçues que j'eus, continue Chamier, les dépêches de Nismes, je les communique au Consistoire de l'Eglise de Montélimar, qui, tout considéré, trouve nécessaire que je fasse le voyage, et nomme M. Alain du Four, avocat et

ancien de l'Eglise, pour m'accompagner et servir de tesmoin de ce qui se passeroit. C'estoit le vendredi au soir. Le samedi j'apportoï et emballoï des livres qui m'estoient nécessaires. Le dimanche fut pour l'exercice de nostre piété. Le lundi matin nous prenons la poste, laissant un voyage qu'il falloit faire le lendemain à Crest, où se tenoit le colloque de nos Eglises, et y envoyons les excuses de nostre absence, qui furent trouvées raisonnables. Or, trouvasmes-nous les postes si mal fournies, à cause de quelques grands qui couroient en mesme temps, qu'il ne fust possible de coucher à Nismes. Mais nous y fusmes le mardi de bon matin, qui estoit le dernier des six jours marqués au sieur Coton par le sieur Cheiron. Je n'y trouvai des pasteurs de la ville que le M. de Chambrun, estant absent M. Moynier; y trouvai aussi M. de Massouverain, qui y preschoit cette semaine, et partit le samedi. M. Gigord, pasteur de l'Eglise de Montpellier, vint le vendredi au soir, et M. Moynier fut de retour le samedi. Voilà les noms de tous les pasteurs qui ont assisté à la conférence. Moins de deux heures après mon arrivée, je priai les sieurs Chalas et Du Four de faire savoir ma venue au sieur Coton. Ils s'y en vont, accompagnés d'un notaire et de témoins, pour rendre les choses plus assurée. Trouvent qu'il estoit au logis de M. de Sourdis, archevesque de Bordeaux et cardinal, arrivé en la ville dès le jour auparavant. Cela fait, on s'adresse au sieur Aymini, hoste du sieur Coton. A peine achève-t-on de parler à lui que le sieur Coton arrive. A lui donc s'adresse le sieur Chalas, dit qu'il apporte des nouvelles qui devoient le réjouir, que j'estois arrivé expressément pour le soutien de la lettre qu'il avoit reçue de ma part, qu'il choisisse donc le lieu, le temps et les personnes. Il respond qu'il estoit aise de ma venue, qu'il remettoit à Messieurs les magistrats tout ce choix, estimoit toutefois que pour ce jour on ne pouvoit commencer, parce qu'il seroit empêché après ledit sieur cardinal, feroit néanmoins response sur le tout à l'après-dinée. On luy dit qu'il seroit bon que le cardinal y assistast, qu'il feroit bien de moyenner cela : comme de fait, il promit de s'y employer. Quelques heures après, comme nous estions à table, on nous porte un billet écrit et signé de la main du sieur Coton, que le cardinal désiroit se trouver en la conférence, pour tant qu'il falloit commencer dès le jour mesme à une heure après midi. »

« Telles furent les préparatives dispositions et approches de la conférence : pour laquelle donc nous nous trouvasmes à l'heure dite au logis du Roy, nommé la Thrésorerie, qui avoit esté baillé par MM. les consuls audit sieur cardinal, lequel pour ce jour assista en habit violet, comme archevesque, hormis qu'il avoit le bonnet rouge. Assistas aussi M. de Valernaud, évesque de Nismes, puis MM. de Calvière, juge criminel, et de Rozel, lieutenant principal, qui furent les modérateurs de l'action tant qu'elle dura. Y eut aussi deux conseillers du Parlement de Toulouse, item les autres sieurs magistrats, tant d'une que d'autre religion : MM. les consuls, plusieurs avocats, nommément les principaux et plus anciens, et grand nombre d'autres notables et bons habitants. Avant toutes choses, je demandai qu'il y eût des secrétaires, nommés d'une part et d'autre pour prendre les actes : ce que M de Sourdis trouva raisonnable, et sans autre formalité me de-

manda de nommer le mien, qui fut le sieur Isaac Cheiron; ensuite le sieur Coton nomma pour lui M. Trémondi, chanoine et conseiller, clerc au présidial. Cela fait, je demandai, puisqu'il estoit question d'une chose qui concernoit et l'honneur de Dieu et nos consciences, qu'il me fust permis, selon nostre coutume, de faire ma prière à Dieu. A quoy M. le cardinal, M. le lieutenant Rozel, et tous les autres de la religion romaine s'opposèrent... Il fut accordé qu'un chacun feroit sa prière à part soy et secrettement. Ce qui fut fait, et après on commença d'entrer aux discours.

« Or, ces discours, je me délibère de les représenter avec toutes les particularités qui s'y passèrent, autant que la mémoire me les pourra fournir, sans fausser la vérité. Dès le commencement, Messieurs les secrétaires recueillirent, selon leur jugement, le sommaire de ce que l'un et l'autre disoit; mais ce fut fort peu. Alors nous nous mîmes à leur nommer tout du long ce que nous voulions ou proposer, ou répondre: dont l'ouverture fut faite par le sieur Coton et reçue très volontiers par moy... »

Le combat théologique s'engage donc et se poursuit durant sept séances (du 27 septembre au 3 octobre). Passons de suite à l'incident qui y mit fin et à ce que Chamier appelle la farce du collationnement, qui s'ensuivit.

Le lundi 2 octobre, « M. Boucaud, avocat du roi, en la chambre [de l'Edit] de Castres, estant arrivé à Nismes dès le jour auparavant, fut prié d'assister à la conférence. Il le fit en ceste session (séance) et aussi en la suivante, estant de séjour pour attendre Monseigneur du Fresne-Canaye, président de ladite chambre (1). »

« Le soir du mardi, arrive en effet à Nismes Monseigneur du Fresne-Canaye... Il venoit de la cour, qui se trouvoit en Savoye... J'eus l'honneur de souper à sa table chez M. le garde des sceaux, et l'entretenir du commencement et progrès de la dispute, dont j'achevai le discours par une prière que je lui fis de nous rendre utile sa venue par un bon règlement, lequel nous eussions à suivre pour nous contenir dans les bornes de la question. Il y avoit beaucoup de gens d'honneur présents, et de Nismes et d'Uzès, qui pourront m'en rendre tesmoignage, si besoin est. Le lendemain, nous ne faillîmes pas, le sieur Coton et moi, de nous rendre au lieu accoutumé... attendant la venue de MM. les modérateurs, qui estoient cependant assemblés au logis de M. le président du Fresne, avec tous les magistrats, tant d'une que d'autre religion. Je ne sçai point les propos qui furent là tenus, d'un côté et d'autre. Si Demezat a eu des mouches qui les luy aient éven-

(1) Voir ci-dessus, page 26, note 2. Il est à remarquer que ce personnage essentiellement politique était alors à six mois de son abjuration, qui eut lieu en avril 1601. Le rôle qu'il joue ici est digne d'attention. On trouvera un peu plus loin quelques nouveaux détails qui le concernent.

tés, je m'en rapporte à ce qui en est : bien crois-je que ce qu'il en dit, il n'oseroit en ouvrir la bouche en la présence de ceux qu'il se licencie de nommer. Tant y a qu'enfin, voici arriver à nous MM. de Vignoles, juge des conventions, et de Bonald, lieutenant ordinaire, avec charge de dire à Poreille, au sieur Coton et à moi, que M. du Fresne nous mandoit pour parler à lui en son logis. On parla, toutefois, plus à lui qu'à moi... Nous allâmes donc. Arrivés que nous fusmes, Monseigneur du Fresne nous fit un assez long discours : « Qu'il avoit appris de MM. les magistrats toutes
 « les particularités qui s'estoient passées en la conférence, et que nous nous
 « y estions très bien portés, mesmement pour le regard de la modestie.
 « Qu'il eust désiré luy-mesme d'y pouvoir assister, pour son contentement.
 « Mais qu'il sçavoit l'intention du roi estre que les disputes touchant la
 « doctrine de la religion ne soient point permises en son royaume (1) : en-
 « core qu'il trouve bon qu'on fasse paroistre ceux qu'en soustenant leur
 « parti, on pensera s'estre portés en mauvaise conscience; comme il avoit
 « permis ce qui se passa à Fontainebleau entre les sieurs Du Plessis et D'E-
 « vreux. Qu'il pensoit, suivant cela, que si nous nous fussions contenus
 « dans les termes de la matière pour laquelle nous estions rassemblés, qui
 « estoit l'accusation de faux en quelques allégations, il se fust pu faire que
 « ce qui estoit commencé se fust achevé. Mais que nous estant jetés en des
 « lieux communs de la doctrine desbattue dès si longtemps, sur laquelle,
 « quoique nous nous portassions fort modestement, tant y a que les assis-
 « tants se passionnoient; de sorte qu'il en estoit à craindre quelque chose
 « de pis, il ne pouvoit moins faire, en passant par le lieu, que de nous in-
 « hiber la continuation de ladite dispute; nous laissant toutefois la liberté
 « de recourir à Sa Majesté, qui pourroit y pourvoir, sur les requêtes qui
 « lui en seroient présentées. Qu'autrement faisant, il craignoit d'en avoir
 « des reproches de Sadite Majesté.

« A tant acheva Monseigneur le président. Le sieur Coton repartit : « Qu'il sçavoit rendre toute obéissance au roy, comme il l'avoit bien monstré, lorsque, par des lettres esrites au Parlement de Provence, Sa Majesté lui fit faire commandement de sortir hors la ville d'Aix, non pour aucun sien forfait particulier, mais pour en faire, par sa résidence audit lieu, quelque espèce de préjugé pour le restablissement de tout l'ordre en France. Que ce qu'il vouloit donc dire, il n'entendoit pas que ce fust pour désobéir aucunement ou à la volonté du roi, ou à l'ordonnance de Monseigneur, qui représentoit sa personne : seulement qu'il le supplioit qu'on eust égard à son honneur, tant intéressé par l'accusation de fausseté. Que pour les discours où il s'estoit jeté sur les points de la doctrine, il y avoit esté nécessité par

(1) Voir *Bull.* t. II, p. 440, ce que Henri IV dit à Chamier, en 1608, au sujet des disputes.

sa partie. Qu'il supplioit, toutefois, qu'il plut à Monseigneur de prescrire des lois et conditions à la dispute, toutes telles que bon lui sembleroit, dans lesquelles il promettoit de se contenir doresnavant. »

« Comme il eut achevé, je dis de mon côté : « Que ce que le sieur Coton avoit dit, que je l'avois nécessité à ses digressions, se trouveroit autrement, et par les actes, et, comme je m'assurois, par le témoignage des assistants, qui sçavoient combien de fois je les leur avois reprochées. Que son ordinaire estoit pour peu que je nommasse quelque chose incidemment, ou qu'il se rencontrast quelque mot dans les passages allégués, fust par lui ou par moi, de prendre le large pour entasser des lieux communs les uns sur les autres. Au reste, que je m'estois promis ce bien de la venue de Monseigneur; que, selon sa sagesse et autorité, il nous apporteroit du remède à telles confusions, pour faire continuer la conférence, et paisiblement comme elle avoit commencé, et par bon ordre. Que j'avois tant plus d'occasion d'estre marri, que, tout à coup et contre toute attente, on interdisting une chose qui ne pouvoit estre que de grand fruit, si elle s'achevoit comme il falloit. Que je me joignois donc aux requestes du sieur Coton, desquelles je suppliois qu'on fist bonne considération; que je ne doutois point qu'il ne prist résolution de se contenir doresnavant suivant ses promesses. Et pour mon regard, j'avois assez montré en tout ce qui s'estoit passé combien j'avois d'envie de presser ce pour quoi j'estois venu, et ne sortir point de mon accusation. »

« Ce fut en sommaire tout ce qui se discourut d'un côté et d'autre; mais Monseigneur répliqua, en un mot, « qu'on ne sçauroit lui faire « changer d'avis, qu'au reste, les actes demeureroient entre les mains pour « nous servir autant que de raison; et que nous avions toute liberté de « continuer par escrit, le roy n'entendant nullement d'empescher cela. » Ce fut la fin : en laquelle Demezat passe une mensonge qu'il a apprise de son père, qui s'en est fait ouïr souvent ainsi qu'il se verra ci-après (1). Dit donc que Monseigneur le président lui avoit permis de répondre par escrit. Cela ne fut jamais dit par la considération particulière de sieur Coton, mais bien en général de la continuation de la dispute autant pour moi que pour lui : Comme je m'en sers aussi, publiant le reste des faussetés dont je l'accusois, puisqu'il ne nous fut permis d'en toucher que les deux premiers articles.... Pour revenir au propos, après ses defenses, « chacun, dit « Demezat, se retira, excepté M. Chamier, lequel, avec une troupe des siens, « s'en alla derechef à la Trésorerie, donna le tour de salle, dit devant le « peuple qui estoit là : Du moins le champ nous est demeuré. Thrasonade, « qui depuis a servi de risée à plusieurs, et a esté des autres appropriée au

(1) En donnant ailleurs un autre démenti à Demezat : « C'est une *cotonine*, dit Chamier : mieux ne pourrois-je dire fausseté. » (Page 197.)

« proverbe : *Lepus vellit barbam leoni mortuo.* » — Menteries. Je m'en retournay voirement à la Thrésorerie, où le peuple nous attendoit, où estoient les secrétaires, où estoient mes livres, où estoient surtout les actes (procès-verbaux). Mais le sieur Coton y fut aussi bien que moi. Que le champ me fust demeuré, je ne le dis point, et pour tout ne parlay point au peuple. Quand je l'eusse dit toutefois, je n'eusse ni fait du Thrason, ni faussé la vérité; non pas tant pour ce que je parlay le dernier, car je laisse aux femmes d'attribuer cela à gain de cause : mais pour ce qu'en la chose le sieur Coton demeure convaincu de deux faussetés; en cela mesme de tant plus condamnable, que, n'ayant de quoi les soustenir, il n'a voulu pourtant les confesser. La chose a montré si j'ai redouté la vie, en présence d'icelui, pour me parler à ceste heure d'un « lion mort : » mais il faut que la vanité paroisse là où elle est; et elle n'est nulle part du monde si avantageusement qu'en la panse des jésuites.

« Or, au sortir de chez Monseigneur le président, au descendre mesme des degrès, il y eut un de mes amis, et personnage de marque, qui me dit que, dans le conseil mesme où fut prise la résolution de l'interdiction, il y avoit je ne sçais lequel, qui avoit lasché quelques mots de brusler les actes. Encore un autre, comme je fus dans la Thrésorerie, me dit qu'il avoit entendu quelqu'un, après toutes les harangues ci-dessus couchées, et en sortant du mesme logis, dire qu'en toutes façons il les falloit perdre. Cela fut cause que tout soudain je trouvoy moyen de retirer l'original des mains de M. Cheiron. Original signé non-seulement de lui, mais aussi de M. Trémondi, au bout de chaque session, qui mesme durant toute l'action avoit esté gardé par ledit sieur Trémondi, comme celui du sieur Trémondi par le sieur Cheiron, selon qu'il fut advisé dès le premier jour pour éviter tous soupçons. Tout ce mercredi donc se passa ainsi, sans autre chose faire ni dire. Se passa tout de mesme façon le jeudi suivant : se passa mesme tout le vendredi, jusques sur le soir tard qu'on commença de nous parler de remestre les actes entre les mains de MM. de Calvière et Rozel, qui avoient esté les modérateurs. En mesme instant j'eus avis de plusieurs conseils, assemblés par le sieur Coton en divers lieux, que je marquerai bien à un besoin, avec leurs tenans et aboutissans, comme on dit. Cela me donna l'alarme plus chaude de perdre les témoignages de mes avantages. Quand j'eus fait sentir que je ne m'en dessaisirois pas, alors on parla de collationner et parafer les deux originaux, afin qu'ils en fussent tant plus authentiques et moins sujets à la falsification. Prétexte du tout beau. Je ne le refuse pas aussi; mais je demande d'estre présent en la collation avec le sieur Coton, et que mon original me demeure enfin. Sur cela on ne se feint point à dire qu'on vouloit les retenir, et en despescher des copies à qui on voudroit. Je dis que je voulois donc qu'on me permist de faire une copie,

laquelle seroit en mesme instant que les originaux collationnée, parafée et enfin signée tout de mesme, afin qu'elle me servist d'original. Je remontrai cela le samedi matin à MM. de Calvière, juge criminel, et d'Aguillonet, conseiller, qui trouvèrent la condition raisonnable, et promirent d'en parler au conseil. Sur laquelle espérance, je vais tout soudain faire mettre la main à ladite copie. Mais des personnages de qualité m'advertissent alors qu'on se roidissoit toujours à avoir les originaux : si bien qu'il n'y avoit pas de meilleur moyen que de les faire marcher hors de Nismes. Ce que je fis tout soudain, les adressant à Uzès à M. Brunier, pasteur de l'Eglise, où je les pris le lundi suivant. Et le fis de tant mieux, que je vis le moyen du collationnement perdu pour l'heure; d'autant que M. Trémond, l'un des secrétaires sans lequel cela ne se pouvoit faire, estoit parti ceste même matinée, prenant le chemin d'Allez, pour baiser les mains à Monseigneur le Connestable (qui y estoit fraîchement arrivé) de la part du Chapitre : et que M. le criminel, avec M. le lieutenant Rozel, et autres magistrats, s'apprestoient pour les mesmes occasions à partir le lendemain, comme ils firent. Ce qui nécessairement mettoit ceste collation en des grandes longueurs, et il me falloit avoir esgard à mon Eglise, qui estoit incommodée par mon absence. Messieurs les magistrats estant sortis du conseil, et sur le midi, voici venir un huissier qui m'intime une ordonnance de la cour.... »

Cette ordonnance de la Cour présidiale intimait à Chamier et à Coton la défense de rien publier jusqu'à ce que les actes de la Conférence fussent collationnés et paraphés par les modérateurs.

« Je séjournai encore en la ville tout ce jour et le lendemain dimanche, continue Chamier. Le lundi matin je me résous à partir, estimant avoir assez fait de séjour pour donner le loisir et le moyen au sieur Coton de me faire savoir ses volontés. Voyant donc qu'il ne me sonnoit mot, je pensai de retourner à mon Eglise : mais ainsi que je voulois monter à cheval, arriva M. Cheiron avec un notaire et des tesmoins, pour me sommer, à cause du commandement qui lui avoit esté fait par la Cour, de lui remettre entre les mains les actes que j'avois retirés... »

« L'an mil six cens, et le 9^e jour du mois d'octobre, avant midi, par-devant moi notaire royal de la retenue de Nismes, sousigné, et présents les tesmoins cy-après nommez, se seroit présenté maistre Isaac Cheiron, docteur ès droitz, advocat en la Cour présidial de Nismes : lequel a sommé et requis M. maistre Daniel Chamier, ministre de la Parole de Dieu en l'Eglise réformée du Montélimar, de lui vouloir rendre les actes de la conférence que ledit sieur Chamier a eue avec M. maistre Pierre Coton, jésuite, lesquels actes, l'exposant lui auroit baillez incontinent après la conférence et vérification des passages accusez de faux, rompue et interdite par M. le président du Fresne, et messieurs de la Cour et Siège

présidial dudict Nismes, à la reddition desquels actes, ledit exposant est contraint, par ordonnance desdits sieurs magistrats de la cour de M. le seneschal de Nismes, à peine mesmes d'y estre contraint par corps, autrement à faute de ce a protesté contre ledit sieur Chamier de tout ce qu'il peut et doit protester de droit, de tout despens, dommages et intérêts; et requis actes à moy, notaire.

« Ledit sieur Chamier a respondu estre vray qu'ayant eu avis que quelques-uns de ceux qui favorisent au sieur Coton, dès lors qu'il fut proposé de rompre la dispute, parlèrent de jeter les actes au feu, il les retira des mains dudit sieur Cheiron, se fondant sur l'expresse déclaration qu'avoit fait monseigneur le président du Fresne, que les actes, estant entre les mains des conférents, leur serviroient comme de raison. Que depuis se passèrent deux ou trois jours sans qu'on lui dist mot de les rendre, ni de les collationner, encore qu'il eust divers advis de plusieurs allées et venues que faisoit ledit sieur Coton et autres, pour cest effect. Sur quoi il seroit entré en des appréhensions, que, sous quelque prétexte on voulust obtenir ce qu'on n'osoit demander ouvertement, qui fut la cause que dès le samedi matin, septième du présent, avant l'intimation de l'ordonnance de la Cour, et sçachant le despart de M. Trémondi, secrétaire, les mit hors de ses mains et les envoya en Daupiné, ne pouvant n'estre esmeu de l'appréhension qu'on lui donnoit de perdre les tesmoignages autentiques de l'avantage que Dieu lui a donné. Déclare donc ne pouvoir les remettre pour le présent, ès mains dudit sieur Cheiron. Offre toutesfois, arrivé qu'il sera audict Montélimar, d'en faire une copie, laquelle il fera collationner en présence du Magistrat du lieu, et deuëment parafer; l'envoyer audict sieur Cheiron pour la faire collationner et signifier par l'un et l'autre des secrétaires, et, si on veut, par messieurs les modérateurs : voire par le sieur Coton, s'en servir si on la lui envoie pour original, et la suivre, pourveu néantmoins qu'il n'y soit rien changé qui importe à la substance des choses qui se sont passées.

« Ledit maistre Cheiron a protesté comme dessus, et requis acte.

« Fait et récité à Nismes dans la maison de M. maistre Antoine Chalas, docteur et avocat : ès présences de sire Pierre Malet, marchand, M. maistre Jaques Pineton de Chambrun, ministre de la Parole de Dieu, M. maistre Jean Chalas docteur ès droit, et M. Claude Guiraud, dudict Nismes, et moy Jean Petit, notaire royal, dudict Nismes. »

« Cet acte ainsi fait, je pars, pour coucher à Uzès. Je prie ceux qui prendront la peine de lire ces actes de ne s'ennuyer de toutes ces petites particularités que je ramasse. Je proteste que j'y suis contraint par les insolences du sieur Coton et de ses compagnons, qui ont esté extrêmement soigneux de desguiser toute la vérité, en faisant courir divers bruits, pour faire croire que ce n'a esté de mon fait que pure supercherie. Ils ont fait grand cas de ce que j'avois gardé les actes, et veulent qu'on prenne pour tesmoignage, que je ne voulois point de collation. « On s'est esbahi, dit « Demezat, du refus que fit M. Chamier de rendre l'original des actes, « faisant accroire qu'il les avoit envoyés au Montélimar : chose qui mons-

« tre assez ce qu'on en disoit, qu'ils avoient esté falsifiés et que partant il
« redoute de les produire, et ne veut permettre qu'ils soient collationnés,
« selon tant la coutume que l'ordonnance de la Cour.... » Je pense qu'on
reconnoistra aisément la nécessité qui m'est imposée de défendre mon inno-
cence, et, par conséquent, de particulariser le menu de ce qui s'est passé,
et toute ceste suite de la conférence, par où j'espère qu'il apperra que le
sieur Coton a moins visé à la vérité, qu'à ce en quoy il establît tout son
honneur, c'est de paroistre je ne sais quoy de grand : pour à quoy parvenir
il n'espargne artifice quelconque, ni de vanité pour se louer, ni de har-
diessie pour me calanger.

« Environ les trois heures après midi de ce jour, dont j'estois parti le ma-
tin, le sieur Coton vint au logis de monsieur Chalas, qu'il sçavoit bien estre
le mien, demande si j'estois parti, s'estonne quand on lui dit qu'oui, comme
s'il n'en eust rien sceu, comme s'il fust venu en intention de me rencontrer,
à quoi il n'avoit osé penser plustost. Quand on lui dit que mon Eglise avoit
besoin de moy, il mascha je ne sçais quoi d'une permission du Roy, laquelle
si on obtenoit, il faudroit bien que j'absentasse mon Eglise pour plus long-
temps. Vous eussiez dit qu'il ne pensoit qu'à la poursuite et sollicitation de
cela. Il lui fut dit que quand la considération de son honneur la lui auroit
fait poursuivre jusques à l'obtenir, il devoit s'asseurer que je me porterois
partout où la raison voudroit. Il demanda que c'estoit que je voulois faire
des actes, ayant ouï que je pensois à les publier; si ne lui sont-ils pas,
dit-il, si avantageux comme il croit. Cela se verra, lui dit-on, mais il en
pense bien autrement. Sur cela il jetta quelques reproches de la collation :
mais on lui dit que les originaux estoient signez. Si parla du soupçon de
fausseté, disant que les deux originaux se trouveroient contraires en plus
de vingt endroits. Je supplie les lecteurs de prendre garde à ce traict : car
il est lasché en un temps qui suffit à faire voir le jour à travers de ceste
finesse quelque épaisse qu'elle soit. Mais, je vous prie, comment pouvoit-il
affirmer cela de la contrariété des originaux, lui qui ne les avoit jamais eus
tous deux ensemble, pour les comparer? C'est donc deviner à lui que de le
dire ainsi. Et ce dernier, qu'est-ce, sinon donner soupçon de soi-mesme, et
de ce qu'il desseignoit? Toutesfois la suite descouvrira mieux le tout, et
fera voir combien peu j'ay pensé à la falsification. Avant que sortir de ce
pourparler, le sieur Coton demanda de nouveau au sieur Chalas, le roole
des passages par moi allégués en la dernière session : et il les lui nomma
l'un après l'autre. Cela vaut encore le peser; car qu'est-ce qu'on pouvoit at-
tendre de lui, s'il eust respondu sur-le-champ, comme il demandoit, ou le
lendemain comme nous pensions; puisqu'encore cinq jours après, il n'avoit
pas veu les passages dont il s'agissoit? Certes, il est ainsi, que ces gens ne
se conduisent rien moins que par un jugement mûr, ou par une bonne

conscience, mais seulement par une folle passion et vaine bombance, se faisant à croire que, pourveu qu'ils puissent bien gazouiller en poussant hors tout ce qui leur vient à la bouche, le triomphe leur sera tout prest et ne faudra que corner victoire.

« Arrivé que je fus au Montélimar, je travaillai en toute diligence à la copie des actes, que j'avoys promis d'envoyer pour la collation, et achevée que je l'eus en grande diligence, je l'adressai au sieur Chalas, le priant d'avoir soin de tout ce qu'il falloit y faire; et ensemble une lettre au sieur Coton, en ceste sorte.

« Monsieur Coton, j'envoye à M. Chalas une copie de l'original que j'ai
 « des actes de nostre conférence. Vos allées et venues, vos consultations
 « en divers endroits, que je vous nommeroyz bien à un besoin, le langage
 « de ceux qui avoyent parlé de mettre les papiers au feu, et le refus des
 « ouvertures plus que raisonnables que je faiseys pour la collation : tout
 « cela me donna l'alarme pour ne m'en dessaisir pas. Or si on ne me
 « demandoit autre chose que la collation, on a de quoi se contenter, car
 « ceste copie servira assez, laquelle si on me renvoye en forme authen-
 « tique, c'est à dire bien signée par les secrétaires, je promets de m'en
 « servir et renvoyer l'original, si besoin est. Je l'ai signée, faites-en autant,
 « si bon vous semble, pour donner à cognoistre que la publication ne vous
 « faschera pas. Vous me parlastes de vous rendre le papier que m'avez
 « envoyé pour l'augmenter : je refusai cela, et vous promis toutesfois,
 « qu'avant que travailler à la réfutation, j'attendrois vos augmentations
 « encore tout ce mois : regardés donc à me faire sçavoir vostre résolu-
 « tion, afin que je sache moi-mesme que c'est que je dois faire. Pour la fin,
 « puisqu'il vous est clair que la mauvaise cause que vous soustenés vous
 « fait rechercher des faussetés et recevoir peu d'honneur à les opiniaster,
 « vous devriez penser à vostre concience, en donnant gloire à Dieu par un
 « bon renoncement à tout ce qui vous détient en erreur, et vous fait y
 « détenir les autres. C'est le seul moyen de vous rendre honorable, et de
 « couvrir toutes les fautes passées qui avilissent tant tout ce qu'autrement
 « Dieu a mis de beau en vous. Je le désire et en prie le Seigneur. Du
 « Montélimar, ce 17 octobre 1600. »

« CHAMIER. »

« Le sieur Coton se trouva hors de Nismes et à Beaucaire. On l'attendit quelques jours, mais enfin le sieur Chalas s'adresse au sieur Hannibal d'Eymini, chanoine et hoste dudit Coton, pour lui rendre la lettre et entamer les propos de la collation, en lui faisant voir la copie des actes. Il en appert par un acte du 25 octobre receu par maistre Michel Ursi, notaire

royal. Enfin revient le sieur Coton, et, après quelques façons, on se trouve chez M. le Juge criminel, assavoir messieurs Chalas et Cheiron d'un costé, et messieurs Coton et Trémondi de l'autre. M. le lieutenant Rozel n'y fut point, s'excusant sur quelques occupations. Quand on se fut mis sur le propos de la collation, la première chose que demanda le sieur Coton, ce fut que le sieur Cheiron n'y assistast du tout point. Estoit-ce pas une belle desmarche, refuser mais bien rejeter la présence du secrétaire qui avoit esté nommé par moi? D'un, par conséquent, qu'il devoit rechercher quand bien il eust refusé d'y estre; d'un enfin, sans qui on ne pouvoit bonnement rien faire? Mais on résista fort et ferme à une demande tant incivile. Il passa de là à une autre, c'est qu'il lui seroit permis d'adjouster sa réplique à la dernière session, et qu'on y mettroit que c'estoit suyvnt l'ordonnance de monsieur le président du Fresne. On lui répliqua ne pouvoir consentir à ce qu'il y fust ainsi parlé de l'ordonnance de monsieur le président, mais bien qu'on trouveroit bon que sa réplique fust adjoustée, en marquant le jour que cela seroit fait, et après la dispute rompue depuis tel jour et à sa réquisition. Sur quoi fut longtemps contesté sans pouvoir tomber d'accord. Enfin le sieur Coton dit qu'il laisseroit le tout au sieur Trémondi, et que, dans huit jours, on feroit ladite collation, pourvoyant à tout par advis commun. Ainsi se sépara-t-on pour lors. Ces huit jours expirés, fut ledit sieur Trémondi chez monsieur le Criminel, portant un boubleire ayant trois fois autant de corps que tous les actes ensemble. C'estoit ceste response qu'on vouloit adjouster aux actes; mais monsieur le Criminel dit qu'il la falloit m'envoyer; n'estant raisonnable qu'après l'interdiction de la dispute, on y innovast aucune chose. Autre sollicitation ne se fit de ce costé-là. Cependant le sieur Coton semoit ses vanités, en divers bruits faux qu'il faisoit courir. Voici une sienne lettre qu'il escrivit à un capitaine du Montélimar, dans laquelle on pourra recôgnoistre sa conscience :

« Monsieur et bon ami, ce mot est pour vous signifier le regret que tous
 « les catholiques de Languedoc ont en leur âme, de ce que la conférence,
 « dont vous avez ouy parler, entre monsieur Chamier et tous les ministres
 « circonvoisins et moi, a esté interrompue par leurs menées, et par l'autorité
 « de monsieur du Fresne-Canaye, président en la chambre mi-partie de
 « Castres. C'estoit un coup du ciel et l'un des beaux moyens qu'on eust
 « sceu désirer pour aider une ville telle que celle-ci, et qui se peut appeler
 « la fille aînée de Genève. Tout, grâces au Père de lumière et protecteur
 « de vérité, y estoit, sans controverse en matière de controverse, à nostre
 « avantage; et bien que leur coustume soit de corner victoire après leur
 « desroute, voire mesme après leurs cendre et poudre, si est-ce que les
 « plus apparens et judicieux d'entre eux ne désadvouent qu'il estoit du tout

« expédient pour eux et pour l'honneur de leurs pasteurs, qu'on coupast
 « broche. Trop d'esbranlement se faisoit d'heure à autre. Si l'affaire ne me
 « concernoit en personne outre la cause qui nous est communé par indivis
 « avec la gloire de Dieu et le bien de son Eglise, je vous en dirois davantage
 « et coucherois ici les particularités : mais il sera plus séant, que vous les
 « appreniez d'ailleurs ; seulement ai-je voulu vous en tracer ce mot, comme
 « à celui que j'aime et que j'honore particulièrement, tant pour vous saluer
 « à l'occasion de cest honneste homme qui m'en a requis et qui vous rendra
 « la lettre, que pour vous prier, avec tous les bons catholiques, de sup-
 « plier ce bon Dieu de faire renaistre souvent semblables rencontres, l'évé-
 « nement desquels est, par sa grâce, à nous lucre récent, à nos adversaires
 « dommage émergeant. Je lui requiers d'avoir pitié de tant de pauvres
 « âmes esgarées qui ne lui coustent rien que le sang et la vie de son Fils,
 « par les mérites duquel il lui plaise aussi de vous accroistre ses grâces et
 « bénédictions. Je vous envoie un apologétique : chose que j'eusse fait
 « plustost, si plustost la commodité se fust présentée de ce faire ; vous le
 « recevrez s'il vous plaist, de telle affection que je le vous offre, et que je
 « demeure, Monsieur, vostre plus humble serviteur selon Dieu,

« PIERRE COTON, *de la compagnie de Jésus.* »

« Voyez-vous la vanité ? Reconnoissez-vous l'imposture ? *Tous les minis-
 tres circonvoisins*, dit-il. Hercule nouveau ! Combien qu'encore le proverbe
 ne veut pas croire, qu'Hercule peust fournir à deux ; et cestui-ci en ter-
 rasse tout à la fois une vingtaine. N'a-t-il pas bien de quoi chanter son triom-
 phe ? Puis, nous voici encore les coups du ciel remis sur les rangs. C'est la
 phrase qui sert tant aux jésuites pour abestir le peuple. Derechef, tout estoit
 à leur avantage, et l'estoit sans controverse. Les actes en tesmoigneront :
 en tesmoigneront aussi ceux qui ont esté présens. Et il ose parler du juge-
 ment des principaux d'entre nous ? Mais donc, qui ? quand ? où ? Impostures.
 Ce sont vos fantaisies, Coton, que vous attribuez à qui il vous plaist. Ce sont
 vos songes, dont vous accusez ceux qui ne furent jamais si fiévreux d'y
 penser. Enfin il se faisoit tous les jours trop d'esbranlement. C'est moi,
 vraiment : car il en fut un grand, quand après que vous eustes si à certes,
 voire avec engagement de vostre honneur, nié qu'il y eust aucun livre nommé
Index Expurgatorius, ainsi seulement, l'indice des livres prohibés par le
 Concile de Trente ; on vous en convainquit en face de toute la compagnie,
 produisant l'exemplaire, dans lequel pourtant, et vous et les vostres, empes-
 chastes qu'on leust aucune chose. C'en fut un autre, ce beau *Crac* le voilà,
 sorti de vostre bouche (1), pendant que parqué en posture de Missifiant, vous

(1) On voit par un autre passage (page 202) que Coton, voulant représenter l'instant de la transsubstantiation, en avait exprimé l'instantanéité par un *Crac*,

nous exposiez par ces termes tous emphatiques, termes tous divins, termes de la vraie cresse de la théologie de Tournon ; nous exposiez, dis-je, les hauts mystères de l'instant de vostre dite Transsubstantiation. Termes aussi dont vous savez que les enfans firent merveilleusement bien leur profit. C'en fut un autre encore, quand pour la fin, et pour la bonne bouche de la session qui se trouva enfin la dernière, vous dîtes tout haut que vous me soustien-driez en dispute, quand je voudrois, qu'un prestre fait plus de mal à se marier qu'à putasser. Théologie toute sainte, toute nette, toute céleste ; bref le miroir, mais bien la source de chasteté. Je pense que ce sont là ces grands esbranlements, ces admirables coups du ciel, qui rendoyent stupides dès lors vos partisans ; vous rendent vous-mesme extatique depuis, quand vous y repensez. Je le veux bien, et vous permits volontiers de vous égayer en cela, puisque c'est vostre meilleur : je m'en vais suivre l'histoire de la collation.

« Ces huit jours de délai que le sieur Coton avoit donnés estans expirés, et n'y ayant autre propos de collationnement que ce que j'ai dit que fit le sieur Trémondi envers monsieur le Criminel, le sieur Chalas se remet sur ses sollicitations ; sollicité lui-mesme par l'édition des impudences de Demez-at, ausquelles on avoit déjà fait voir le jour, s'en va donc sommer le sieur Trémondi... »

« Voilà les diligences faites en mon nom, ajoute Chamier. Reste un autre acte qui contient la response du sieur Eymini, laquelle il avoit promise, et les répliques qui lui furent faites... »

« Voilà où moururent, et comment moururent toutes les poursuites de la collation. Poursuites esquelles, quand on vit si espais retentir la demande d'accepter la dernière response par escrit ; qui ne void que c'estoit l'anguille sous roche ? que c'estoit le tout des désirs du sieur Coton ? Car il n'y a pas apparence, que si son principal eust esté la collation, qu'il l'eust abandon-née pour un accessoire, et n'eust pas esté fait en homme d'esprit. Combien qu'il n'est pas besoin de ceste conjecture, puisque le discours de Demez-at, tant plein de calomnies, faussetés et impostures, donne très clairement à conoistre combien peu on se soucioit de la vérité des choses passées. Le sieur Eymini a bien fait de le désadvouer, et de se fasher qu'on l'attribuast

le voilà ! (Phrase merveilleusement théologique, dit Chamier, et bien relevée aussi par l'assistance.) Ce mot, qui rappelle la formule des prestidigitateurs : *Passez, muscade !* était digne du fameux petit père André.

D'Aubigné n'a eu garde d'oublier à l'occasion cette bouffonnerie si caractéristique. Son baron de Fœneste y fait encore allusion lorsqu'il dit plaisamment avec son accent gascon : « A quiconque pere Couton en promet (une pension), c'est autant de varré (de fait)... Et comme il dit en preschant de la transsubstantiation, dès que les paraules sont dites, c'est *Crac ! il est dedans*, » (*Avent du baron de Fœneste*, Ed. Mérimée. Coll. Jannet, p. 85.)

à son révérend père : car tous meschans traits sont reniables. Et crois bien que si on en recherchoit mesme un peu de près le sieur Coton, aussi bien le renonceroit-il, comme ceste sottise, qu'il a intitulée *La teste de M. Caille*. Mais ce n'est pas tout un, dire nenny, et se purger. Pour le moins est-il très vray (outre les indices qu'on peut recueillir du style) qu'il a semé l'un et l'autre, en faisant des présents de sa propre main : comme je sçay qu'il en a fait en ceste ville de Montélimar et à Valence. Mais considérons le reste. Ils se plaignent à demi-bouche de ce que j'avois envoyé une copie écrite et signée de ma main. Voyez si cela peut s'accorder avec le doute qu'ils feignoient d'avoir que je ne falsifiasse les actes. Car quel plus beau moyen de m'y surprendre que cestuy-là ? de me descrire m'y ayant surpris ? Mais ce n'estoit ni ce lièvre ni ce giste qu'ils cherchoient. Quoi donc ? seulement qu'il eust la dernière parole. Voyons donc sous quel prétexte. Premièrement, qu'il estoit le soustenant. En après que monseigneur le président en avoit prononcé. Raisons vaines l'une et l'autre. Je l'avois accusé voirement, et en ce cas, il eust peu s'il eust voulu se tenir sur les termes de respondant : mais les actes monstrent qu'il ne le fit pas, et aima mieux se porter pour argumentant. Pourquoi donc le dernier à lui, plustost qu'à moi ? En après, cela peut estre bon, quand on n'avance rien de nouveau : mais qu'on se tienne à avancer des argumens ou passages et autorités non produites auparavant, et puis dire : Je ne veux pas qu'on reparte sur cela, c'est demander qu'on lui livre son ennemi lié et garrotté. Et je m'assure que quand on en eust ouvert le propos, soit à Monseigneur le président, soit à messieurs les magistrats, ils n'eussent jamais commandé de me taire, sinon après avoir cognu que c'eust esté du discours du sieur Coton. Davantage, quelle impertinence est-ce au sieur Coton, quelle foiblesse de jugement de voir la dispute rompue contre l'ordre, et par une autorité absolue, puis presser sur cela l'ordre de la dispute ? Quant au dire de mondit seigneur le président, ou il fut très mal compris, dès lors qu'il fut prononcé, ou il a esté calomnieusement exposé depuis. Il parla voirement de la plume : mais c'estoit pour la continuation de la dispute. Dispute qui ne comprenoit pas seulement la journée qui avenoit pour lors au sieur Coton : mais aussi tout le reste, autant qu'il en eust peu suivre, jusques à un entier esclarcissement de tous les articles de mon accusation. C'estoit cela qu'on remettoit à la plume, qu'on remettoit à l'estude. C'est à quoi le sieur Coton doit penser, et s'y disposer, puisque je publie tout d'un bout à l'autre, pour monstre combien maigrement il sçait excuser ses fautes qui sont si grossières. Et de grâce, qu'il me die, pourquoi il se tourmente plus de ceste journée que de tant d'autres articles, esquels, je l'ay non-seulement accusé, mais publié, mais encore puis-je dire, descrié comme faussaire ? Que ne se plaint-il, qu'à lui qui est ainsi accusé, ainsi intéressé en son honneur, on ne donne non pas

une journée, mais autant qu'il lui en falloit pour se justifier? Quel plus grand intérêt avoit-il en cest article qu'en cinquante et tant d'autres? Sans doute, il n'y a que sa passion qui le gouverne : et elle l'empesche de voir plus loin que son nez. Quant à moi, je ne serai pas si vain que lui : ains déclareray, dès ceste heure, que je ne prétends aucun avantage à avoir parlé le dernier, sinon en cas qu'il ne réfute ce que j'y ay avancé. Pourtant, s'il a de quoy, hardiment, qu'il se mette sur les rances. On lui a permis la plume : je la lui permets aussi, et l'exhorte de s'en servir. Que je voye un peu s'il a quelque chose de plus courageux, de plus sçavant, de plus solide, que ses maîtres, que Bellarmin, que Coster, que Grégoire de Valence, que Richeome, qui ont fait semblant de ne voir point une partie des passages de l'antiquité dont je me suis servi, et sur l'autre ne disent rien qui vaille.

« Il y a bien d'autres particularités en ces procédures qui pourroyent estre relevées. Mais je les laisse à la discrétion des liseurs, pour représenter le dernier acte de ceste tragicomédie ; ainsi puis-je bien l'appeller, pour le grand bruit que menoit une telle vanité. Le sieur Coton donc ayant prins congé de ceux de sa religion, partit de Nismes, s'en va en Avignon, où s'imprimoit le discours de Demezat. De là s'en va à Grenoble, d'où enfin il m'escrivit une lettre de soldat, toute de fougues, toute de colères, toute de rodomontades. Et je lui fis response pour rabatre son audace, sans me soucier pourtant de relever par le menu tous les points, desquels on pourra assez recognoistre le conte qu'il faut faire, par la lecture des actes. »

A Monsieur Chamier.

« Monsieur Chamier, on sçavoit assez qu'une mauvaise cause ne se peut « défendre qu'avec supercherie. On voyoit assez que la dispute et conférence « vous cuisoit : chacun assez jugeoit que vous auriez de la peine à mendier « çà et là cataplasmes propres ou impropres à consolider vos playes, sans « vous tant travailler à vous rendre plus injurieux, plus reprochable, plus « ridicule. Injurieux en mon endroit, reprochable en vos déportements, ri- « dicule en vos excuses : et qui plus est, encore désobéissant à justice. « Quelle dispute s'est jamais faite, de laquelle les actes n'ayent esté colla- « tionnés sur les originaux? Quels originaux ont esté authentiques sans « estre signés par les modérateurs ou arbitres, par les secrétaires, et par « les antiparties? Quels modérateurs ou arbitres reçoit-on, sinon ceux aus- « quels l'on se veut rapporter et l'on se doit fier? Quelle confiance se destia « jamais et fit jamais mauvais jugement des siens propres? Quel jugement « bien fait se servit jamais, pour toute défensive, de prétexte? Quel pré- « texte, de n'obéir au Roy et à justice? Quelle justice, de vouloir estre et « le premier et le dernier à respondre tant de vive voix que par escrit,

« quoique demandeur ? Quel demandeur qui ne veut recevoir les réponses
 « quand elles sont offertes, et qui fait tousjours l'agresseur ? Quel aggres-
 « seur qui fuit la lice provoqué tant de fois au combat ? Quel combattant qui
 « veut batailler sans adversaire ? qui après les inhibitions va sur les lieux,
 « arpeute la salle, et se vante que la place lui demeure ? Quel place d'hon-
 « neur peut demeurer à celui qui ne couvre sa honte qu'avec un plus grand
 « et signalé déshonneur ?

« La charité chrestienne, Monsieur Chamier, m'a commandé de vous repré-
 « senter ces choses, et vous prier de les mettre en considération. Ce faisant,
 « je vous rends bien pour mal, et je pratique en vostre endroit le précepte
 « de correction fraternelle, d'autant plus que vous avez les yeux bandés ; et
 « que vos plus intimes ne vous l'osent dire, sçachant combien la vérité
 « aisément vous offense. Il vous cousta cher devant les hommes de juge-
 « ment, et ne vous cousta rien de dire devant les moins versés, que vous
 « aviez envoyé au Montélimar l'original des actes, quoiqu'ils fussent à
 « Nismes, tant vous craigniez la touche, et redoutiez qu'ils fussent mis au
 « net et au vray. Il vous sembla bon de faire le zélé, exposant bras, veines,
 « sang et vie, plustost que d'obéir à la Cour, ne prenant garde au tort ex-
 « trême que vous inférez à vos Eglises prétendues réformées, de les faire
 « paroistre maistresses de rébellion, comme si leur coustume estoit de
 « n'obéir que quand bon leur semble au Roy et à justice. Vous cuidiez de
 « bien rencontrer pour vous mettre en crédit et faire estimer, sinon vostre
 « dire, du moins vostre dictation, grinçant des dents, et disant que vous
 « mourriez plustost que de vous dessaisir des actes, qui ne sont non plus
 « vôtres que miens : et causant qu'on les vouloit brusler, pour en empescher
 « l'impression et publication, et ne vous apperceviez que ce faisant vous
 « vous montriez petitement meublé de bons discours : attendu que, pour
 « empescher ladite promulgation, ce seroit assez à messieurs les modérateurs
 « (s'ils le voyoyent ainsi, et jugeoyent estre à propos) de les parafer et
 « signer, veu l'ordonnance du présidial. Où estoit donc vostre perspective ?
 « où vostre estimative ? où vostre sapience ? où vostre discours ? Je voy que
 « c'est : il estoit question de mettre non au feu, mais en lumière, lesdits
 « actes, et de leur faire prendre le jour et la clarté, tant par la collation que
 « vérification d'iceux. Chose que vous redoutiez : et partant qu'il vous falut
 « courir à l'advance, et empescher ce que vous craignez, faisant contenance
 « de le souhaiter de toute vostre âme, de toutes vos forces et de toute vos-
 « tre pensée. Sur quoi quelqu'un dit très à propos, que comme en dispu-
 « tant vostre principale armeure et plus assurée cuirasse estoit de tenir
 « bonne mine, et de bien remplir toutes les dimensions d'une chaire : ainsi
 « qu'à force de beaux semblans, vous vouliez, en mirlifique, faire croire
 « aux simples qu'il y avoit de l'ineffable, de l'ἄρρητον ἀνεκλαητόν et du

« *σιωπῇ χρобоῦμενον* en vos minutes : et qu'à l'opposite par mes écrits la pa-
 « pauté seroit grandement incommodée. Or ne vous paisez plus de vanité.
 « Vostre lettre me fut rendue à Beaucaire, avec acte de notaire ; le terme
 « que j'avoit donné de séjourner à Nismes étant expiré, assavoir après la
 « Toussaints, lorsqu'on jugeoit que je n'y retournerois plus, je rebrousse
 « carrière pour tousjours vous faire soubre de raison : me présente à M. le
 « Criminel : on me remet au lendemain, un jour passe et l'autre après en
 « délais : à peine puis-je assembler vos gens le 3, ayant cherché M. Chalas,
 « chez lui, ce qui le mit tellement en humeur, qu'il euida se despassionner,
 « et n'eust esté la présence de deux magistrats qui se trouverent là, il eust
 « bien esclaté et desbordé d'autre sorte, ainsi qu'il s'est jacté. Enfin on
 « comparoit chez M. le Criminel. Je demande deux choses, l'une d'estre
 « receu à la collation des actes, faite sur les originaux, comme porte le
 « jugement de la Cour ; l'autre qu'on veuille recevoir ma response par escrit,
 « suivant ce qu'en avoit esté dit par M. du Fresne. On refuse l'un et l'autre.
 « Au lieu de l'original, on présente une copie, non-seulement signée, mais
 « écrite de vostre main, c'est-à-dire telle qu'il vous avoit plu de la faire.
 « Je remontre, telles procédures estre suspectes, pour ne rien dire de plus
 « aigre, tant plus qu'elles estoyent jointes à la désobéissance, et accompa-
 « gnées de meffiance à l'endroit de M. le Criminel, mesmement là présent :
 « que toutesfois pour leur faire voir combien j'estois désireux que le public
 « ne fust frustré du fruit qui en pouvoit réussir, j'estois content de colla-
 « tionner sur ladite copie, pourveu qu'on m'asseurast que ma duplique seroit
 « insérée et incorporée dans les actes, signée et parafée par les secrétaires
 « et par messieurs les modérateurs, ainsi qu'il avoit esté jugé équitable.
 « Qu'autrement M. Chamier, qui estoit l'agresseur et le demandeur, se
 « trouveroit le premier et le dernier tant de vive voix que par escrit. On nie
 « que M. du Fresne en ait parlé : M. le Criminel l'affirme ; j'offre d'abondant
 « de le faire attester à toute la Cour et à plus de 50 personnes. Je me con-
 « tente qu'on y mist une clause, par laquelle il seroit dit que ma dernière
 « response auroit esté baillée quelques jours après. pourveu qu'on adjous-
 « tast que je l'avois présentée dès lors, et que c'estoit en suite du com-
 « mandement qui nous avoit esté fait. M. le Criminel trouve qu'il estoit
 « raisonnable (parole qu'il réitéra trois ou quatre fois). Ni pour cela. Ils
 « demandent temps à y penser et à prendre conseil. On leur donne huit
 « jours de terme à délibérer. Je prends le chemin d'Avignon, où j'estois
 « pièce attendu. L'octave expirée, M. d'Emini leur présente l'original de
 « M. Trémondi, ma copie, ma response. Ils refusent tout. L'advent et la
 « promesse m'appellent à Grenoble. Qu'est-il de faire ? M. Chamier, que
 « dois-je croire de vous ? que dois-je dire de vous ? Je proteste, devant les
 « anges et les hommes, vos déportements estre tels, qu'ils sont plus que

« bastants à faire détester en suprême degré vostre prétendue religion et
 « indubitable irréligion : et vous adjure au nom de Dieu, ou de ne jamais ne
 « traiter des choses qui concernent le salut des âmes, ou de changer de
 « façons de faire, de dire et d'écrire. Ceste feuille servira pour vous faire
 « cognoistre que nous entendons assez pourquoi au vray vous avez mis
 « tant d'obstacles à la collation authentique dont il estoit question. Que si
 « la vérité vous escorne, d'autant que le mensonge vous aveugle, patience
 « et meilleure résolution. Adieu. De Grenoble, viii décembre 1600. Vostre
 « ami, si vous l'estes de Dieu,

« PIERRE COTON, *de la compagnie de Jésus.* »

A Monsieur Coton.

« Voire, voire : c'est le moyen de couvrir vostre honte, Monsieur Coton,
 « que de vous mettre en colère et rodemonter de loin. Les chiens en font
 « ainsi, après qu'on les a bien estrillés. Mais si vous estes sage, vous vous
 « garderez d'appeller mauvaise nostre cause, jusques à ce que vous ayez
 « autant d'avantage sur moy comme Dieu m'en a donné sur vous : avantage
 « si manifeste, qu'il ne vous reste que le recours ordinaire des mauvaises
 « consciences, assavoir l'imposture : tesmoin ceste belle lettre sous le
 « nom de Demezat, laquelle vous allez semant, comme un empoison-
 « neur, ses emplâstres : dans laquelle, outre les faussetés toutes ordi-
 « naires qui concernent l'action, vous vous estes peint en posture d'un
 « nouveau miracle, fraîchement esclos par quelque coup du ciel, pour la
 « restauration de la pauvre sainte mère Eglise romaine. Car il n'y a rien si
 « dru semé que les desmesurées louanges de vostre éloquence, de vostre
 « mémoire, de vostre sçavoir, de vostre jugement ; par une partie desquelles
 « il vous souvient que sans rougir, et par modestie jésuitiquement nouvelle,
 « vous commençastes vostre harangue du samedi : afin crois-je, que puisque
 « les autres ne vous cornioient, vostre bouche au moins vous servist de
 « trompette. Je ne sçay pourquoy vous m'appellez injurieux en vostre en-
 « droit : si c'est injure de se contre-garder de vos artifices, j'avoué le crime :
 « certes, je vous ay injurié, et plus que vous ne voudriez, pense encore avoir
 « donné occasion aux autres de vous injurier comme cela : mais si vous
 « entendez vous faire tort, je me contente que ce ne soit pas à vous d'en
 « juger. Mais pourquoy reprochable en mes déportements ? Si ne sçauriez-
 « vous me convaincre d'une seule fausseté, non pas mesmes m'en accuser,
 « là où je suis toujours prest à vous faire honte des vostres, en toutes les
 « façons que vous voudrez. Pourquoy encore ridicule en mes excuses ? Vous
 « devriez au moins en avoir cotté quelcune, pour faire voir que vous ne
 « parlez pas tout de colère. Mais ne m'appellez jamais rebelle à la justice,

« sans vous ressouvenir de l'affront qu'à ce propos M. Chalas vous fit recevoir en la présence de M. le Criminel. Et qu'est-ce que vous pouvez dire
 « par ceste pointe : *Quelle justice de vouloir estre le premier et le dernier*
 « *à répondre tant de vive voix que par escrit, quoique demandeur ?*
 « *Quel demandeur ! qui ne veut recevoir les responses quand elles sont*
 « *offertes, et fait tousjours de l'agresseur ?* Ce me sont des énigmes, ou
 « peu s'en faut. Il est bien vray que la dispute fut rompue sur la dernière
 « fois que je parlay : mais oseriez-vous dire qu'il y ait eu de l'artifice de
 « mon costé ? Et quand vous voudriez tant avant sortir des bornes, je m'en
 « rapporterai à Messieurs les magistrats de Nismes, tant d'une religion que
 « d'autre, qui savent tout ce qui en est : m'en rapporterai à M. le président
 « du Fresne-Canaye, et M. Boucaud, advocat du Roi, qui savent que, le
 « jour auparavant, je les avois suppliés de régler la dispute, pour vous faire
 « tenir pied à boule ; à quoi Messieurs les modérateurs n'avoient peu vous
 « assujétir : et savent encore que je me plaignis à eux en particulier de
 « l'interdiction, lorsque je fus leur baiser les mains à leur départ. Depuis
 « cela, en 5 jours que je demeurai encore dans Nismes, vous ne me fistes
 « porter la moindre parole du monde. Pourquoi donc dites-vous que je ne
 « voulusse point recevoir vos responses ? Comment mesmes les m'eussiez-
 « vous offertes, quand vous n'y aviez pas encore bien pensé ? Car sur le tard
 « du jour, dont j'estois parti le matin, vous fustes trouver M. Chalas, qui
 « vous donna le roole des passages que j'avois allégués. Et si, après cela,
 « vous ne dites mot de ces responses, sinon lors que vous fustes chez
 « M. le Criminel, sous prétexte de la collation, de laquelle vous empê-
 « chastes l'effect par vos desraisonnables demandes, dont l'une estoit que
 « M. Cheiron, qui estoit l'un des secrétaires, n'y assistast point : là donc
 « vous monstrastes je ne sçai quel bobulaire (1) de papier contenant trois fois
 « autant que tous les actes. Vous appelez cela vostre response, et vouliez
 « qu'on l'insérast à la suite du reste. A quoi M. Chalas s'accordoit en mon
 « nom, pourveu qu'on mist la datte du jour et qu'on marquast que c'estoit
 « après la dispute interdite : mais vous n'y voulustes entendre. Est-ce pas
 « une belle occasion de crier contre moi ? Est-ce pas un beau prétexte pour
 « redémonter ? Car ce que vous dites que monsieur le Président l'avoit ainsi
 « ordonné, est une nouvelle fausseté. Il dit bien que pour la poursuite de
 « la dispute nous avions la plume, de laquelle nous pouvions nous servir :
 « mais c'est toute autre chose cela que ce que vous vouliez faire. J'ai fuy.
 « dites-vous, la lice, estant provoqué tant de fois au combat. C'est moi.
 « dis-je ? Car quand je pris la poste, sur les avis que j'eus de vos grands

(1) Sans doute un *gros rouleau de papier*. Ce vieux mot ne se trouve que dans le vocabulaire français-anglais de Randle Calgrave (1585). C'est un des dérivés de la racine *bobant*, enflure, d'où vanité, orgueil, présomption.

« coups rués en mon absence, ce fut volontiers pour m'aller cacher? Quand
 « je vous envoyai soudain, après avoir mis pied à terre, messieurs Chalas
 « et du Faur, pour vous déclarer mon arrivée, en présence d'un notaire et
 « des tesmoins, c'estoit pour ne vous voir point? O vanité! ô jésuitisme!
 « Mais il est bien vrai que je me mocquoy's à bon escient de vostre façon de
 « faire; quand, estant attaché au combat, vous me provoquiez à des nouvelles
 « disputes, une fois, deux fois la semaine; puis tous les matins, comme si
 « ce que nous étions là n'estoit point pour disputer. Et souvenez-vous que
 « je vous respondoys en ces propres termes: « Non, non; je vous tiens par
 « un pied: vous ne m'eschapperez pas. » Vostre habile menteur Demezât dit
 « que sur cela tous les assistans s'estommoient que je peusse boire tant de
 « honte: me reproche mesme la carrabinade du prescheur de M. de Sourdîs,
 « cardinal, qui me deffia, ou là, ou à la cour. O protocole digne de vous!
 « O vous digne du protocole! C'est ce qui vous faschoit; c'est ce qui vous
 « nuisoit, que vous n'eussiez rencontré quelque teste aussi légère que la
 « vostre, pour sauter après vous d'un esgarement à autre. Mais où est-ce
 « que vous aviez vostre sens, bon homme? Nous estions sur le champ de
 « bataille: je vous donnoys de la peine tout vostre plein ventre; et au partir
 « de là, croire que vous me feriez un affront de m'appeller hors de là! C'est
 « comme j'ai vu faire à des enfans, qui, mesurant leurs forces à leur
 « malice, se font battre loin de leur maison, et puis disent qu'ils se défen-
 « droient bien mieux en leur rue. O jésuites! ce n'est pas laisser la fièvre,
 « que changer de lict. Mais vous cherchiez des défaites et creviez de despit,
 « quand je vous en ostoy les occasions. Ainsi lira-t-on en la 2^e journée
 « des actes, qu'ayant appelé simples péristases tous les arguments que
 « vous aviez avancés pour le texte de saint Chrysostome, vous dites que
 « vous offriez d'en disputer une autre fois. Cela est: est escrit et signé par
 « vostre secrétaire aussi bien que par le mien; l'un et l'autre l'ayant prins
 « mot à mot comme vous le dictiez.

« Je ne veux rien dire pour ce coup de tout ce qui s'est passé pour le fait
 « de la collation: car la publication des actes y satisfera. Et satisfera en
 « sorte, que si vous entreprenez d'y contredire, il y aura beau moyen de
 « vous donner sur les doigts: car je ne ferai ni le menteur, comme Demezât,
 « ni le vain thrason, comme vous. Protestez, escriez, jurez tant que vous
 « voudrez: je sçai que ces rhétoriques ne vous coustent rien, et sçai que
 « vous estes de ceux à qui il faut croire tant moins, quand ils s'en servent
 « le plus. Puis les actes me serviront mieux pour vous rendre honteux qu'à
 « vous toutes ces façons pour vous couvrir. Mesmement, peut-on bien pré-
 « juger lequel de nous avoit moins de besoin, moins de désir de la collation,
 « par ces menteries que vous avez semées. Car n'y ayant que la vérité des
 « actes qui puisse descouvrir les impostures, il n'y a pas apparence que celui

« voulust qu'on les vist en leur entier, qui s'est tant hasté à publier tant
 « de menteries. Et afin que vous ne vous deschargiez sur autrui; outre-
 « ce que vous-mesme en propre personne avez seme ces discours, encore
 « escrivistes-vous au capitaine Tenot des lettres toutes semblables à cela
 « en substance, y disant nommément que vous aviez eu en teste non-seule-
 « ment moi, mais tous les ministres voisins. Menterie trop estrange! puis-
 « quelle peut si aisément estre convaincue par un millier de tesmoins, entre
 « lesquels je ne refuserai pas de nommer tous ceux de vostre religion, et
 « qui estoyent bien marris de vous voir si rudement traité. Mais on ne
 « scauroit changer le naturel d'un jésuite, non plus que nettoyer la teste à
 « un asne. Ils sont nourris dès leur commencement en tels artifices, et en
 « ont fait habitude, comme le pourceau du boubrier. M. Coton, il seroit
 « temps meshui de penser à estre homme de bien, et changer de peau. Mais
 « quand bien vous serez opiniastre, ne pensez pas que nous en valions
 « moins. Dieu nous a donné de quoi rembarrer vos fougues, de quoi mes-
 « priser vos artifices, et de quoi faire honte à vos mensonges : une bonne
 « cause, une bonne conscience, une bonne constance. Cela nous fera tous-
 « jours plus de bien que vous ne sauriez nous souhaiter de mal, ni tous les
 « vostres ensemble. Du Montélimar, ce 19 décembre 1600.

« CHAMIER. »

Tel est ce compte rendu dont nous avons tenu à donner le tableau d'ensemble, tel que le présente Chamier. Dans la discussion théologique que nous avons omise à dessein, surtout dans les remarques dont notre auteur accompagne chaque séance, il y aurait encore des passages curieux à citer.

LETTRE DU PRINCE DE CONDÉ, ET RÉPONSE DU DUC DE ROHAN.

1628.

« Avec tous les talents le ciel l'avait fait naître (*Rohan*) ;
 Il agit en héros, en sage il écrivit ;
 Il fut même un grand homme en combattant son maître...
 VOLTAIRE.

On lit dans les *Mémoires du duc de Rohan*, à la date de novembre 1628 :

« . . . Rohan, appréhendant quelque émotion en cette province [les Cévennes] y va, y mène les députés de Nîmes et Uzès, fait assembler les deux provinces à Anduze, y fait résoudre qu'on ne rendroit point Aymargues, et qu'on traiteroit avec pareille rigueur tous ceux qu'on tenoit prisonniers et qu'on prendroit à l'avenir, comme le seroient ceux de Galargues, et, afin d'avoir sa revanche, il va assiéger Monts, n'ayant que deux mille

hommes au plus... Il battit le château... les assiégés se rendirent aux conditions de subir les mêmes peines que l'on feroit souffrir aux prisonniers de Galargues, se persuadant qu'Annibal, à qui étoit la maison, qui est frère bâtard du duc de Montmorency, auroit assez de crédit envers lui pour sauver ses parents et amis. Mais, afin de faire éclater cette action à la cour, ledit de Montmorency ayant mandé qu'il avoit pris l'élite des capitaines et soldats des Cévennes, le Roi ordonna que tous les chefs et officiers fussent pendus, les soldats mis aux galères. Et le prince en ayant eu connaissance ne voulut donner le temps de faire savoir à la Cour ce qui étoit arrivé à Monts, si bien qu'il en fit pendre *soixante-quatre*, non qu'ils fussent tous officiers, mais ceux qui étoient bien vêtus se disoient tels pensant être mieux traités... Le duc de Rohan de son côté en fit pendre autant n'oubliant les principaux, hormis quelques-uns qu'il retint pour en retirer d'autres, qu'Annibal avoit obtenus pour les siens, dont depuis l'échange s'est fait... »

C'est à ces déplorables conjonctures qu'il faut rapporter les deux lettres qui suivent, et dans lesquelles se retrouve tout entier le caractère de ceux qui les ont écrites. La hauteur de sentiments et la vive éloquence qui distinguent celle de Rohan en font un véritable chef-d'œuvre. Comme il écrase de son ironie ce prince de Condé qui prétend donner aujourd'hui des leçons de fidélité, en lui rappelant celle qu'on lui avait vu professer autrefois soit envers son Roi, soit envers ceux qui servaient sa cause ! Ce n'est pas lui, Rohan, qui a fait tirer son horoscope pour savoir s'il deviendrait souverain ! qui a fait venir les Allemands en France ! Puis, il lui rejette à la face ces menaces de massacre dont il prend l'initiative, et le rend responsable des représailles qu'il sera obligé de faire, « contre son naturel. » Il met à nu l'hypocrisie de son orthodoxie catholique, la vanité de ses imprécations et de ses prophéties, enfin sa cupidité, qui a pu se satisfaire ailleurs, mais qui ne saurait trouver son compte dans ces pauvres Cévennes, où il y a « plus de coups à recevoir que de pistoles à gagner. »

I

Lettre de Monseigneur le Prince à Monsieur le duc de Rohan.

Monsieur, les pieuses volontés du Roy d'entretenir ceux de la Religion Prét. Réf. en entière liberté de conscience m'ont jusques icy fait conserver tous ceux qui sont demeurés dans l'obéissance due à Sa Majesté tant dans les places que villes catholiques en une entière liberté, la justice a eu son cours libre, le presche se continue partout hormis en deux ou trois lieux, où il servoit non d'exercice de religion,

mais de moyen de l'achever à la rebellion. Les officiers sortis des villes rebelles ont continué leurs charges. En un mot, on a traité les Prét. Réf. obéissants également aux catholiques fidèles au Roy ; aussy les plus aduises de vostre religion ont maudit vostre rebellion, et connu que jamais le Roy ne vous a fait ni à vous ni à eux du mal que celui que vous vous estes procuré vous-mesmes, attirans par vos désobéissances la malédiction de Dieu et la juste colere du Roy sur vous. J'ay veu par la vostre qu'escriuez à M. de Nesmond la résolution de l'Assemblée d'Anduze, à quels termes vous porte le désespoir de voir vos finesses decouvertes et la folle résolution que prenez contre les catholiques. Ceux qui ont esté pris à Galargues sont pendus par vostre ordonnance, puisque vous préférez Aimargues à leur vie. Par toute règle de guerre, quand ce seroit entre deux souverains, ils périssent justement. Mais en celle-y, qui est du valet au maistre, du sujet tel que vous estes avec son Roy souverain ! Ouy, vos menaces tant contre les prisonniers que de tous d'autre nature que les vôtres et contre les catholiques restés dans les villes rebelles, cela retombera sur vous. Vous crachez contre le ciel : vous et vos suivans en recevront tost ou tard une punition exemplaire. Pour moy, je vous advoue que je ne lairray de disposer des prisonniers prins à Galargues comme j'entendray avec raison, et outre Savignac que je tiens avec 30 autres qui sont es prisons de Thoulouze, les prisonniers du Traquet et Montpellier, et tous autres pris et à prendre souffriront les mesmes traitemens que vous ferez souffrir à ceux que vous tenez, et tous les huguenots des villes du Roy, les ministres et officiers non exempts, le mesme que ferez recevoir aux catholiques qui sont en vostre puissance dans les villes que vous occupez : tenez-le très assuré. Et sur la fin des abors de La Rochelle, à ceste heure que les Anglais connoissans vos tromperies vous ont abandonnés, contentez-vous d'avoir adjousté à toutes vos rebellions passées trois crimes notables : le premier d'avoir vous seul appellé l'estranger dans le royaume, et de vous en estre vanté par escrit ; le 2^e d'avoir créé des officiers de justice ; le 3^e d'avoir fait battre monnoie aux marques royales et déües au Roy seul. Dieu vous récompense selon vos bienfaits et vous donne un bon amendement. Pour moy, je voudrois de bon cœur que le service du Roy me permist d'estre

De Montpellier,
ce 4^e de novembre 1628.

Vostre affectionné serviteur,
HENRY DE BOURBON.

II

Lettre de Monsieur le duc de Rohan à Monseigneur le Prince.

Monseigneur, comme votre qualité de prince du sang vous donne des privilèges de m'escrire ce qu'il vous plaist, aussy elle m'empesche de vous respondre avec toute liberté mon sentiment, me contentant de me justifier sur vos principales accusations. J'advoue d'avoir une seule fois pris les armes mal à propos, parce que ce n'estoit point pour les affaires de nostre Religion, mais pour celle de vostre personne, qui nous promettoit de faire réparer les infractions de nos édits, et n'en fistes rien, ayant songé à la paix avant qu'avoir nouvelles de l'assemblée générale. Depuis ce temps-là chacun sçait que je n'ay eu les armes à la main que pour une pure nécessité, pour défendre nos biens, nos vies, et la liberté de nos consciences. Si les Anglois sont venus à nostre assistance, ils y estoient plus obligés que les Allemans que vous fistes venir en France, parce que par le consentement du Roy ils estoient entremetteurs de nostre paix et s'en rendirent garants. Si l'on a battu monnoie parmi nous, c'est au coing du Roy, comme il s'est pratiqué en nos guerres civiles : le mesme ayant esté observé pour la création des officiers de justice. Je me connois assez pour ne prétendre à estre souverain, aussi n'ay-je jamais fait tirer mon horoscope pour voir si je le deviendrois. J'advoue que je suis en exécution parmi ceux qui procurent la ruine de l'Eglise de Dieu, et je m'en glorifie. Mais je crois d'estre en bénédiction à son peuple. Pour vos menaces, elles ne m'estonnent point. Je suis résolu à tous événements. Je cherche mon repos au ciel, et Dieu me fera la grâce de trouver tousjours celuy de ma conscience en la terre. Vous faites mourir les prisonniers de Galargues; je vous imite en faisant le semblable de ceux que j'ay pris à Monts. Je croy que ce jeu nuira plus aux vôtres qu'aux nôtres, parce qu'ils doivent plus craindre la mort, puisqu'ils sont incertains de leur salut. Vous me faites commencer un mestier contre mon naturel. Mais je penserois d'estre cruel à nos soldats, si je ne leur immolois des victimes. Quant au massacre, dont vous nous menacez, de ceux de la Religion qui sous la foy publique sont parmi vous, c'est un bel exemple pour leur apprendre à se fier à leurs ennemis, et une justification de nostre légitime défense. J'espère aussy que le Roy connoistra un jour que je ne

l'ay pas desservy et qu'il s'appaisera. Vous dites que Dieu me maudira. J'avoue que je suis un grand pécheur, dont j'ay une sérieuse repentance, mais outre que les prophéties sont accomplies et que je n'ajoute nulle foy à celles de ce temps, je ne crains point que le feu du ciel m'abisme. En un mot, je ne erois point que ce soit tout de bon que vous fassiez ces imprécations contre moy, mais seulement pour acquérir créance sublime parmi les papistes. Car en cette guerre vous n'avez pas mal fait vos affaires, à ce qu'on dit. C'est ce qui me donne quelque assurance que vous laissez en repos nos pauvres Sévènes, vu qu'il y a plus de coups à recevoir que de pistolles. Il ne me reste pour la fin qu'à prier Dieu qu'il ne vous traite selon vos œuvres, mais que vous faisant retourner encore une fois à la vraye Religion, il vous donne la constance d'y persévérer jusques au bout, afin qu'à l'exemple de Monseigneur vostre père et ayeul vous deveniez le défenseur de son Eglise, et ce sera lorsque je me pourray dire de vostre personne ce que je me dis maintenant de vostre qualité, que je suis

Vostre très humble et très obéissant serviteur,

HENRY DE ROHAN.

D'Alez, ce 6^e novembre 1628.

Ces deux lettres ont été publiées pour la première fois, croyons-nous, dans l'édition des Mémoires de Rohan donnée par la collection Michaud et Poujoulat (gr. in-8°, 4837). Nous les reproduisons d'après une copie qui se trouve au tome II, fol. 437, du fonds des *Cinq-Cents* de Colbert.

JOURNAL MANUSCRIT D'ANNE DE CHAUFFEPIÉ

A L'ÉPOQUE DES DRAGONNADES ET DU REFUGE.

1685-1688.

Ce document est celui que M. le pasteur de Chauffepié, d'Amsterdam, a bien voulu communiquer pour nous à M. J.-P. Hugues, et qui a été indiqué par lui dans le compte-rendu de sa tournée (*Bull.* t. V, p. 481). La copie d'après laquelle nous le publions a été, ainsi qu'on le voit par le titre ci-après, faite par une nièce de l'auteur. Elle remplit 26 pages petit in-8° d'une écriture fine et nette. A la fin se trouve cette mention : *Ecrit*

a Balk en Frise en 1689. On remarquera avec intérêt que ce journal offre plusieurs traits de rapprochement avec celui de Jean Migault (V. *Bull.* t. III, p. 382). Au point de départ, il y est question des mêmes localités du Poitou, des Eglises de Mauzé et d'Aunay. Et lorsque Jean Migault, arrivé en Hollande, se rend d'abord dans la Frise, en mai 1688 : « A Balk, dit-il, « nous eûmes le plaisir de rencontrer M. du Chauffepié, ancien pasteur « des Eglises de Couhé et d'Aunay... » On sait qu'ailleurs il parle aussi de M. et Madame d'Olbreuse.

COPIE D'UN ÉCRIT FAIT PAR MA TANTE, ANNE DE CHAUFFEPIÉ.

Année 1685.

Dieu n'ayant pas voulu exaucer les souhaits que je faisois pour ma demeure à Mausé, où la persécution de l'Eglise d'Aunay avoit amené mon frère second et ma sœur Des Aubiers, au mois d'avril dernier, et où ma sœur De la Croix étoit venue peu de temps après, nous en avons tous été chassés par les dragons, qui, étant répandus par tout le royaume pour persécuter, avec une fureur épouvantable, tous les réformés, sont venus chez M^{lles} de la Forest, le 15 ou 16 septembre, et en trois jours ont pillé, volé et vendu tous les meubles qu'ils ont trouvés dans la maison, que nous fûmes toutes réduites à quitter dès ce temps-là. Mes tantes de la Forest se réfugièrent à la Laigne, et M^{lle} de Saumaise, ma sœur De la Croix et moi, à Olbreuse. Ma sœur Des Aubiers avoit été, huit ou dix jours avant cela, avec M^{lles} Bion, vers la Rochelle, pour y faire vendange, et de là, sachant notre état, elles prirent la résolution de s'embarquer pour sortir du royaume, et passèrent toutes heureusement en Hollande; et nous demeurâmes à Olbreuse, avec assez de repos pour l'état où étoient toutes choses alors (pendant trois mois).

Au commencement de celui d'octobre, nous présentâmes requête à M. Arnou, intendant d'Aunis, pour avoir la liberté de retirer nos meubles de ceux qui les avoient achetés, en leur rendant leur argent, qui étoit peu de chose; il répondit favorablement à la requête, et nous retirâmes par là tout ce que nous en pûmes trouver chez les particuliers de Mausé, qui les avoient achetés ou serrés pour nous faire plaisir, car quelques-uns en avoient pris dans cette vue. Nous vendîmes volontairement, ma sœur De la Croix et moi, tout ce que nous avions pu recouvrer, et n'ayant point d'égard à ce que chacune de nous

avoit plus ou moins perdu, nous partageâmes tout l'argent par tiers, nous prîmes chacune le nôtre, et envoyâmes celui de ma sœur Des Aubiers par mon frère second, quand il sortit de France. Nous résolûmes aussi de partager également quelque linge, que nous réservâmes. Tout ce que nous vendîmes nous revint à peu près à trois cent trente ou quarante livres pour nous trois.

Dès le mois de novembre, M. et M^{me} d'Olbreuse furent avertis que M^{me} de Maintenon ne trouvoit pas bon qu'ils nous gardassent chez eux, et M^{me} d'Olbreuse écrivit là-dessus une lettre pleine de bonté pour nous à cette dame, pour la supplier de nous laisser auprès d'elle, sachant qu'elle le pourroit facilement faire si elle vouloit; mais sa dureté ne put être amollie là-dessus; et, sans écrire elle-même, elle fit mander à M^{me} d'Olbreuse, par un de ses frères, qu'elle nous envoyât, si elle ne vouloit avoir bientôt sa maison pleine de dragons, dont elle avoit été exempte jusques à ce temps par les sollicitations de M^{me} la duchesse de Zell, sœur de M. d'Olbreuse. De sorte qu'il nous fallut quitter cette demeure et nous cacher, comme plusieurs autres personnes, dès la fin de décembre [1685]; et après bien des inquiétudes, des alarmes et des embarras, le 8 d'avril [1686], M^{lle} de Saumaise et moi allâmes du côté de la Rochelle, pour tâcher de nous embarquer. Ma sœur De la Croix demeura vers Mausé, pour y attendre de nos nouvelles. Mes tantes et M^{les} de Saint-Lorens, que nous avons vues en passant à la Laigne, prirent le même parti que nous, et se vinrent cacher dans un village à demi-lieue de la Rochelle, où M^{lle} de Boisragon les vint chercher, et les trouva peu de jours après qu'elles y furent. M^{lle} de Saumaise et moi entrâmes à la Rochelle, à pied, le jeudi au soir, 11 avril, qui étoit le jeudi saint, à l'heure que les dévotes de la religion romaine venoient de visiter les églises à la campagne; on nous prit pour être de ce nombre, et cela fut cause qu'on ne nous demanda pas à la porte qui nous étions et d'où nous venions. Nous nous cachâmes dans la ville neuve, chez des gens qui nous étoient inconnus, mais à qui notre état fit pitié, parce que nous étions résolues de coucher sur le pavé si nous n'eussions pas trouvé assez promptement des gens qui nous retirassent. Nous leur dîmes, et ils nous firent entrer chez eux avec beaucoup de charité, se faisant un plaisir de rendre office à des personnes qui avoient eu le bonheur de persévérer dans la religion qu'ils avoient reniée par une signature, que la violence des dragons leur avoit malheureusement

extorquée. Nous demeurâmes là jusqu'au 23 du mois [d'avril 1686], et ce jour-là, qui étoit un mardi, après avoir pris toutes les précautions que le temps et l'état des choses nous avoient pu permettre, et après avoir invoqué le nom du Seigneur et demandé sa bénédiction, M^lles de la Forest, qui sont mes tantes, dont l'aînée se nomme M^lle de Puiscouvert, et la cadette, M^lle de la Vergnais, M^lle de Saint-Lorens, M^lle de Boisragon et nous, nous rassemblâmes dans la place Abert, vers les neuf heures du soir; et entre dix et onze, nous nous embarquâmes dans le havre de la Rochelle, dans la barque d'un batelier nommé Diligent, qui, par l'entremise d'un homme considérable de la ville, avoit fait marché avec nous à un louis d'or pour chacune de nous, afin de nous mener fort sûrement à un bord anglais qui étoit près de mettre à la voile pour s'en aller dans son pays. Nous passâmes la nuit sur la barque, et vers le point du jour, le batelier nous ayant fait descendre dans le fond de sa barque, où il nous avoit promis de ne mener que notre petite troupe cette nuit-là, nous fûmes surprises d'y trouver plus de quarante personnes, dont la plupart nous étoient entièrement inconnues; mais comme nous étions tous dans le même dessein, nous nous laissâmes conduire au batelier sans savoir où il nous menoit. Vers les deux heures après-midi du 24, nous fûmes abordés par un garde de la patache de Rhé, qui, après plusieurs menaces de nous prendre tous, composa avec nous, promettant de nous laisser sauver, pourvu que nous lui donnassions 100 pistoles, qui lui furent délivrées dans le même moment que le marché fut fait. Il sortit aussitôt de la barque, et sur les cinq heures du soir elle joignit le vaisseau anglais où elle vouloit laisser sa charge. Le batelier nous y fit tous monter en foule et avec précipitation. A peine y fûmes-nous que la patache, à la vue de qui cela s'étoit fait, nous aborda, et les officiers, s'étant promptement rendus maîtres du vaisseau anglais, qui avoit voulu faire une résistance inutile, firent passer le capitaine et tous les Français fugitifs dans leur bord, où ils passèrent la nuit, qui fut cruelle et rude pour tous les prisonniers, quoiqu'ils n'y reçussent point d'insulte dans leurs personnes; mais toutes les hardes qu'ils avoient, excepté celles qui étoient sur eux, furent pillées par les soldats; quelques-uns dans la suite en ont recouvré une partie, mais je ne suis pas de ce nombre, et d'autres y ont perdu considérablement.

Le lendemain, 25, on nous amena, dès six heures du matin, dans la citadelle de Rhé, où nous fûmes reçus par le major, qui fit d'abord

séparer les deux sexes, faisant conduire les hommes en deux cachots, et les femmes dans un corps-de-garde. Deux heures après il nous fit toutes mener dans des chambres voisines de là, et proches les unes des autres, et nous laissa la liberté de nous voir. Les cinq demoiselles nommées et moi fûmes mises ensemble avec trois autres filles, qui avoient servi quelques-unes de nous.

Dès le même soir, M. le major amena M^{lle} de Saint-Lorens chez lui, avec de grandes assurances qu'elle verroit ses amies quand elle voudroit; mais cette promesse ne lui fut point tenue, car elle n'eut pas seulement la liberté de nous parler par une fenêtre, quoiqu'elle se promenât quelquefois sous les nôtres. Le 28, l'assesseur criminel de la Rochelle vint interroger tous les prisonniers et prisonnières, et le fit fort honnêtement. Le 7 mai, un capitaine de la garnison vint dire à M^{lles} de Puiscouvert et de Saumaise de passer dans une autre chambre, où il les conduisit. Deux heures après, le gouverneur de l'île, le major de la citadelle, et plusieurs officiers, entrèrent dans la chambre où j'étois encore avec les autres de mes compagnes qu'on n'en avoit pas ôtées. Le gouverneur me parla d'une manière dure et emportée, et me fit plusieurs menaces, sur ce que je lui avois dit que je ne pouvois prendre ni suivre le conseil qu'il me donnoit de changer de religion. Un moment après, le major me fit passer dans la chambre de M^{lles} de Puiscouvert et de Saumaise, où l'on nous renferma, avec une sévère défense de nous laisser communiquer avec pas une des autres.

Le 8, un lieutenant de la garnison nous vint ordonner de descendre dans un cachot, qui seroit une assez jolie chambre s'il y avoit de l'air; mais comme il n'y a qu'une petite fenêtre tout au haut de l'étage, grillée, et fermée par dedans d'une grosse toile, à peine y voit-on lire dans les impressions communes aux heures les plus claires du jour, et le lieu est si humide, que nos jupes et nos bas n'y séchoient point. On ôta pour nous y mettre des soldats destinés pour Canada, qui y avoient laissé tant de puanteur, qu'il étoit difficile d'y être sans beaucoup d'incommodité. Nous fûmes renfermées là sans que personne eût la liberté de nous voir, jusqu'au 5 de juin, que, par le moyen de pressantes sollicitations d'une dame de la religion romaine de nos amies, on nous en tira pour nous mettre dans une chambre auprès, où nous fûmes aussi renfermées que dans le cachot, pendant que toutes les autres prisonnières logées au-dessus et à côté de nous se voyoient les unes les autres et voyoient tous leurs amis du dehors.

Pendant le séjour que nous avons fait au cachot, on avoit mené M^{lle} de Boisragon, avec M^{lle} de Saint-Lorens, chez le major, et de là toutes deux au couvent des Filles de la Providence, à la Rochelle, la dernière par lettre de petit cachet, et la première, par ordre de l'intendant de la province, qui avoit commission de la cour pour juger tous les prisonniers en dernier ressort. Le 25 juin, il se rendit en Rhé pour travailler à leur procès; et après diverses tentatives, où plusieurs succombèrent par effroi, il commença des informations juridiques. Le 27, un jésuite déguisé en homme séculier, conduit par ce lieutenant dont il a été parlé, qui faisoit l'office de geôlier, vint dans notre chambre; et après des civilités d'une douceur affectée, il nous dit qu'il étoit là de la part de M. l'intendant, pour savoir nos sentimens sur la religion que nous professons, et pour nous en faire connaître les erreurs. Nous eûmes ensemble une conversation de plus de trois heures sur cette matière; mais cette conversation, toute pleine des subtilités ordinaires aux missionnaires ordinaires de Rome, n'ayant rien produit dans nos esprits qu'une plus ferme résolution de persévérer dans une vérité que nous ne voyions combattue que par de méchantes et faibles raisons, le jésuite sortit de la chambre, et un moment après y rentra avec le prévôt de la Rochelle, quelques officiers et le major de la citadelle, qui demanda au jésuite s'il avoit gagné quelque chose. Il lui répondit que non, et ajouta que nous n'avions point de doute dans notre religion. Le major nous dit là-dessus que puisque cela étoit ainsi, et que n'ayant point de doute, nous ne voulions point nous convertir, il étoit obligé de nous faire un message dont Monsieur, dit-il en montrant le jésuite, n'a pas eu le cœur de s'acquitter : c'est qu'il faut tout à l'heure aller en des cachots, où l'on vous mettra des fers aux pieds. Nous reçûmes cet ordre sans changer de contenance ni de couleur, et répondîmes d'un air gai que nous étions toutes prêtes. La chose fut exécutée dans le moment à l'égard du cachot, mais non pas des fers, parce qu'il ne s'en trouva pas de faits pour toutes les prisonnières, qui étoient encore douze. Il y avoit aussi cinq hommes, qui avoient toujours été dans un cachot depuis l'emprisonnement; mais de tout cela il ne restoit que huit filles et une femme après le jugement donné, le reste ayant succombé par la peur qu'on leur a fait, et laissé malheureusement le parti qu'ils paroissoient d'abord bien résolus de soutenir. Les huit personnes qui ont persévéré jusqu'à la fin sont : M^{lles} de Puiscouvert, de Saumaise.

de la Vergnais, de Saint-Lorens, de Boisragon, du Mas, de la Pommerai, autrement du Perot, M^{me} de Ruffignac et moi, qui fus remise, avec mes deux compagnes de chambre, dans notre premier cachot, où l'on mit aussi M^{lle} de Vergnais avec nous.

Dès que nous fûmes entrées, un vieux jésuite, dans son esprit et dans son habit ordinaire, y entra, avec le lieutenant qui nous sert de geôlier, qui se nomme La Coste. Le jésuite fit des efforts et des raisonnements aussi inutiles que mauvais et injustes; après quoi La Coste nous ôta tous les livres, les couteaux et les ciseaux qu'il nous put trouver, et nous menaçant de nous fouiller, si nous ne lui donnions volontairement. Nous lui donnâmes ce que nous crûmes ne pouvoir sauver de ses mains, par la crainte que nous eûmes qu'il n'exécutât violemment sa menace. Toutes nos autres compagnes furent traitées de la même manière. Entre les livres qu'il nous ôta, il y en avoit de prières et de méditations, de MM. Le Faucheur et Du Moulin. Il les montra au jésuite et lui dit que cela étoit bon, et qu'il ne faudroit point nous les ôter. Le jésuite répondit qu'il étoit vrai que ces livres étoient très bons, mais que cependant il falloit qu'il fit sa charge. Aussi, pour nous chagriner davantage et nous priver de toutes consolations, on nous les prit aussi bien que nos Bibles. J'en avois une en trois volumes, qui me fut ôtée, et qui, par une merveille de la Providence, me revint ensuite entre les mains, pour ma grande consolation dans les divers états où je me suis trouvée depuis.

Le dimanche, 30 du mois, le major vint de bon matin dans notre cachot, et emmena lui-même M^{lle} de Puiscouvert, pour rendre son audition devant M. l'intendant; toutes les autres furent ouïes le même jour, ensuite de quoi on nous mit toutes ensemble dans le cachot où j'étois, où nous passâmes fort mal la nuit, n'ayant ni assez de quoi manger, ni place pour nous coucher.

Le lendemain [1^{er} juillet], on nous sépara toutes, deux à deux, et l'on observa de mettre ensemble celles qui se connoissoient le moins, et surtout le major recommanda fort de séparer M^{lle} de Saumaise et moi, parce qu'on avoit su que nous étions fort amies; elle, M^{lle} de Puiscouvert et moi, fûmes mises en des cachots différents, avec chacune une compagne, et les autres de même en des chambres. On fit venir ce jour-là M^{lle} de Boisragon de la Rochelle, et on la mit seule dans un cachot au-dessous du mien.

Depuis ce jour-là jusqu'au vendredi 5 de juillet, on fit aller tous les

jours les prisonniers et les prisonnières devant M. l'intendant, pour être recolés avec plusieurs témoins, que nous ne connoissions pour la plupart que parce qu'ils avoient été pris avec nous, et même quelques-uns nous étoient presque entièrement inconnus, ne les ayant jamais vus ailleurs que là. Après toutes ces règles de justice, observées dans l'exactitude qu'on apporte contre les criminels les plus coupables, on renferma les prisonnières comme elles étoient devant, et on les garda avec une grande sévérité, leur ouvrant à peine la porte pour leur donner à manger deux fois le jour. Quelques-unes de nous en prenions dans la citadelle, et les autres en faisoient apporter de la ville. L'on avoit commis les clefs de toutes nos portes à un sergent, le plus bigot et le plus sévère de ceux qui font cette charge dans ce lieu-là. Il ne nous ouvroit jamais sans tâcher de nous épouvanter par la crainte de maux qu'on nous préparoit. La compagne de M^{lle} de Saumaise ayant succombé par cette tentation, jointe à l'espérance de sortir du royaume facilement, elle demeura seule dans son cachot, sans qu'on pût jamais obtenir du gouverneur M^{lle} de Boisragon et elle ensemble.

Le 14, M. l'intendant, qui s'en étoit allé le 6, revint en Rhé, accompagné du juge de l'amirauté et de cinq conseillers de la Rochelle, pour juger tous les prisonniers. Le soir, à dix heures, le sieur La Coste nous en vint avertir, avec de grandes sollicitations à changer, par la crainte du terrible jugement qu'on donneroit contre nous.

Le 15, à neuf heures du soir, M. de Miremon, lieutenant du roi de l'île, vint à la citadelle, et fit sortir M^{lle} de Saumaise sur la place, pour la solliciter par douceur et l'épouvanter par menaces; surtout il voulut lui donner de la terreur du jugement qu'on donneroit le lendemain contre elle. Elle répondit qu'elle craignoit moins cette justice humaine que le jugement de la justice divine qu'elle attireroit sur elle en péchant ainsi contre sa conscience. Là-dessus il la fit promptement ramener dans son cachot, avec beaucoup de colère.

Le 16, nous fûmes toutes menées, les unes après les autres, devant nos juges, et interrogées sur la sellette. Après quoi M^{lle} de Boisragon fut mise seule dans une chambre, avec une fille chargée de la servir; et M^{lles} de Puiscouvert, de Saumaise, de la Vergnais, du Mas, de la Pommeraie, M^{me} de Ruffignac et moi, dans un petit cachot où à peine pouvions-nous nous tourner. On nous y fit nourrir, pour notre argent, par ce même sergent qui nous servoit de geôlier, sans que

personne, ni de la citadelle, ni d'ailleurs, eût la liberté de nous voir, ni même de nous parler au travers des portes et des grilles qui nous renfermoient. Nous demeurâmes dans cet état jusqu'au 7 août, que, croyant que nous avions de la consolation d'être ensemble, malgré l'incommodité du lieu, l'on nous vint séparer : on laissa M^{lles} de Saumaise, de la Vergnais et moi dans ce même cachot, et l'on mena nos trois compagnes dans un autre où l'on croyoit qu'elles seroient un peu mieux. Nous fûmes toujours sans commerce les unes avec les autres, et n'en eûmes non plus avec les gens de dehors.

Le 23 du mois [d'août], le major vint le matin à notre cachot, et ayant appelé M^{lle} de Saumaise à la porte, il lui dit que M. l'évêque de Meaux, qui est son parent, avoit écrit à M. le gouverneur de Rhé en sa faveur, et qu'il y avoit même une lettre de cet évêque pour elle, que M. le gouverneur, qui viendrait ce jour-là à la citadelle, lui apporterait. Sur les quatre heures du soir, un sergent la vint querir et la mena dans une chambre où étoit le gouverneur, le major et un capitaine de frégate. On lui donna la lettre de M. de Meaux, qui lui parloit fort honnêtement sur son état, et qui lui offroit de la tirer de prison pour la faire aller à Meaux, sous deux conditions : l'une, qu'elle voulût entrer dans un couvent de religieuses, pour y être avec plus de bienséance que chez lui; et l'autre, qu'elle souffrit qu'on lui parlât quelquefois, mais sans violence, de la mauvaise religion qu'elle professoit; et il ajoutoit : « Je fais la même offre, sous les mêmes conditions, à M^{lle} de Chauffepié, votre intime amie, et je vous assure que je ne serai jamais cause qu'on vous sépare; je travaillerai plutôt à vous réunir dans la véritable Eglise; » c'étoient là ses termes. M. le gouverneur demanda là-dessus à M^{lle} de Saumaise ce qu'elle vouloit faire, et s'il ne manderoit pas à M. de Meaux qu'elle consentoit, et sa bonne amie aussi, à ce qu'il lui proposoit. Elle répondit que non; qu'elle étoit en état d'obéir à ce qu'on lui commanderoit, pour demeurer là ou pour aller ailleurs, mais que pour consentir qu'on lui parlât de sa religion comme mauvaise, elle n'en feroit rien; qu'elle étoit persuadée de sa bonté, et qu'elle n'en changeroit jamais. On la pria, on la menaça, on la flatta, et l'on fit ce que l'on put pour l'épouvanter; et enfin, le gouverneur lui dit qu'il voudroit bien faire quelque chose pour satisfaire M. de Meaux, mais qu'il falloit qu'elle lui accordât ce qu'il demandoit, et qu'à moins de cela il ne pouvoit rien pour elle. Elle lui répondit là-dessus que la seule grâce qu'elle

lui demandoit étoit en sa puissance, puisque c'étoit de laisser entrer quelquefois dans son cachot des personnes qui avoient envie de la voir, elle et ses amies avec qui elle étoit. Il s'emporta là-dessus comme un furieux, et lui dit que bien loin de lui laisser voir quelqu'un, il empêcheroit, s'il pouvoit, que l'air n'entrât où elle étoit. Elle lui répondit sans s'émouvoir qu'il ne lui étoit pas difficile, en faisant boucher une petite fenêtre qu'il y avoit, mais que cela ne sauroit empêcher les consolations de l'Esprit de Dieu d'y entrer. L'emportement du gouverneur augmenta par ces paroles, et monta jusqu'à cet excès, qu'il commanda qu'on la fit sortir tout à l'heure de devant lui, qu'on ôtât des soldats d'un cachot bas et infâme, et qu'on l'y mit seule. Elle sortit en lui disant : « Oui, Monsieur, j'irai; et voilà un bel effet des recommandations de M. de Meaux. »

Cet ordre cruel fut exécuté une heure après, et cependant l'on ramena M^{lle} de Saumaise à notre cachot, et nous fûmes toutes dans une terrible désolation de cette injuste ordonnance qu'il fallut subir. On tira donc notre chère compagne d'avec nous; on la mit dans le cachot qui lui étoit préparé, où elle n'eut pas seulement une poignée de paille pour se coucher; elle y passa la nuit en luttant par ses ardentcs prières avec son Dieu.

Le lendemain 24, sur les quatre heures du soir, on la tira de cet horrible séjour, dans un état qui fit pitié même aux soldats, et on la mena toute seule dans une petite chambre haute fort éloignée de nous.

Le 27, à neuf heures du soir, on l'en ôta, et l'on nous mit ensemble dans le premier cachot où nous avions été.

Le 28 août, à même heure, on nous ramena toutes deux dans celui où nous étions avec M^{lles} de Puiscouvert et de la Vergnais; mais en même temps on les en fit sortir, et on les mit toutes deux dans la chambre d'où M^{lle} de Saumaise avait été tirée le jour précédent.

Le 30, le major alla trouver M^{lles} de Puiscouvert et de la Vergnais, à la porte de leur chambre, et leur dit qu'il venoit les avertir en ami que le bourreau venoit en deux jours pour les raser, suivant leur sentence, qui le portoit ainsi, et qu'elles pensassent à elles, qu'il en étoit encore temps. Elles répondirent que leur résolution étoit prise, il y avoit longtemps, et qu'elles étoient prêtes à souffrir toutes les peines qui leur étoient infligées. Le major fit faire le même message à toutes les autres prisonnières par notre geôlier. Nous y répondîmes

à peu près de la même manière, et il conseilla à M^{lle} de Saumaise et à moi de la part de M^{me} la majeure, de couper nos cheveux, de peur que le bourreau n'en profitât. Nous lui dîmes en même temps l'une et l'autre, que nos cheveux étoient courts, que nous en étions bien fâchées, que nous les abandonnerions avec bien plus de joie s'ils en valoient mieux la peine, et que nous ne voulions rien ôter au bourreau de ce que la justice lui donnoit. Tout cet avis ne fut suivi de rien, car le bourreau ne vint point, et nous demeurâmes toutes dans les lieux où nous étions, sans aucun commerce avec personne, ni communication entre nous, que fort secrètement et trompant par de petits billets le soin exact de notre concierge.

Le 25 septembre, on reçut ordre de la cour de mener M^{lle} de Boisragon à la Rochelle, pour la faire conduire, avec M^{lle} de Saint-Lorens, à Paris. Elle y fut menée le lendemain, par M. de la Coste, et quelques jours après elle en partit avec sa compagne, sous la conduite de M. Poirel, subdélégué de M. l'intendant, et furent menées et mises ensemble aux Nouvelles-Converties, à Paris.

Le 26, M. de Gassion, lieutenant de roi de la citadelle, vint fort honnêtement et avec beaucoup de douceur au cachot où j'étois avec M^{lle} de Saumaise; elle et moi étions fort incommodées du séjour que nous avions fait dans un si vilain lieu, où nous avons été quatre mois à deux fois. Il nous dit qu'il avoit obtenu de M. le gouverneur de nous mettre dans une chambre où nous serions mieux. Il nous y conduisit lui-même dans ce moment-là, et nous sollicita aussi fortement qu'il put de nous mettre en liberté par la voie que presque tout le monde prenoit. Nous lui répondîmes que nous ne nous en servirions jamais, et que nous passerions plutôt toute notre vie en captivité. Nous lui parûmes si résolues de faire ce que nous disions, qu'il ne nous a presque plus parlé là-dessus, quoiqu'il nous ait rendu visite deux ou trois fois, aussi bien qu'à M^{lles} de Puiscouvert et de la Vergnais, à qui il avoit parlé de la même manière, et qui lui avoient paru de la même résolution.

Le 13 octobre, il monta dès le matin dans leur chambre, et leur dit qu'il avoit demandé et obtenu permission de les mettre dans une meilleure, avec leurs compagnes. En effet, il les amena tout à l'heure dans celle où nous étions, M^{lle} de Saumaise et moi, qui étoit un étage plus bas, et fit aussi retirer d'un cachot et mettre dans une chambre proche de celle-là nos trois autres compagnes de captivité. M^{lles} du

Mas et de la Pommeraie, et M^{me} de Ruffignac. Mais quoique voisines de logement, nous ne nous vîmes pas et n'eûmes aucun commerce ensemble, non plus qu'avec un gentilhomme nommé M. de Voutron, prisonnier pour la même cause, qui étoit dans une chambre dont la porte regardoit celle de la nôtre. Nous ne voyons, ni les uns ni les autres, qui que ce soit, et on défendoit même à toutes sortes de personnes et aux soldats de la citadelle de nous parler par nos fenêtres ni au travers de nos portes, où il y avoit une sentinelle le jour et la nuit.

Le même jour, 13 octobre, le sergent qui nous nourrissoit cessa de lui-même de le faire, et alla chercher une femme de notre connaissance à la ville, pour nous faire apporter à manger par elle; l'on commit en même temps les clefs de nos portes au sergent qui montoit la garde, et chacun à son tour nous venoit ouvrir, mais toujours accompagné de deux mousquetaires, la mèche allumée.

Le 21 novembre, le major vint à six heures du soir dans nos trois chambres, prendre nos noms, nos qualités, le lieu de notre naissance, celui de notre demeure, le temps de notre emprisonnement, celui de notre jugement, les noms et les lieux de la naissance de nos pères et mères, et nous dit que c'étoit par ordre du roi, qui vouloit savoir tout cela, prendre connaissance de notre affaire.

Le 6 janvier [1687], à cinq heures du soir, le lieutenant La Coste vint redemander les mêmes choses, et de plus nos âges, et dit à M. de Voutron que c'étoit pour envoyer à l'évêque de la Rochelle, qui vouloit être instruit de toutes ces choses. Après cela nous avons demeuré dans la même situation pendant quatre mois, recevant de temps en temps de nouveaux chagrins, par les diverses manières dont ceux qui commandoient dans ce lieu-là nous traitoient, et par les menaces qu'il nous faisoient d'une séparation et de fâcheuses peines à souffrir.

(La fin au prochain Cahier.)

DEUX LETTRES INÉDITES DE JEAN CAVALIER.

1706-1707.

Les deux lettres qui suivent sont celles que M. J.-P. Hugues a transcrites pour nous d'après les originaux autographes conservés aux Archives de l'Etat à La Haye et qu'il nous annonçait dans son compte rendu (*Bull.*

t. V, p. 484). Il a fallu régulariser un peu l'orthographe de Cavalier qui laisse infiniment à désirer :

A Leurs Hautes Puissances.

Messeigneurs,

Je me donne l'honneur de représenter à Vos Hautes Puissances comme tous les réfugiés dernièrement sortis du royaume de France sont pleins de zèle pour la cause commune et pour la délivrance de nos pauvres freres qui sont exposés aux souffrances, et voyant que Dieu bénit évidemment les armes de Vos Hautes Puissances, le pauvre peuple implore votre clémence, comme aussi celle de Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne, espérant que dans une occasion si favorable Leurs Hautes Puissances y donneront leurs secours et assistance.

Voici les moyens, si Vos Hautes Puissances le jugent à propos : Tous les réfugiés qui sont dans le Virtemberg, ou qui pourront s'assembler sur les frontières de Suisse et autre part en Allemagne, il y aura une bonne troupe, dont on en peut former un bataillon, ou davantage. Ils peuvent être rendus ici dans deux mois, après les ordres donnés, et être transportés en Catalogne, étant à la paye de la reine d'Angleterre ou de Vos Hautes Puissances ; cela ne manquera pas de faire une grande impression dans l'esprit de ceux qui sont encore dans le pays, leur faisant savoir qu'on vient là pour les secourir et pour les délivrer. On peut leur envoyer des gens pour les encourager, et il ne sera pas difficile d'avoir correspondance avec eux, ceux de Barcelone avec ceux des Cévennes ; et quand même ces troupes ne pourroient pas joindre ceux des Cévennes, il sera toujours d'une grande utilité, étant sur les frontières du pays ; il ne sauroit manquer de faire une grande diversion, et puisque nous y avons soutenu un si long temps, n'ayant ni provisions de guerre, de bouche, ni espérance d'en avoir, étant dépourvus de tout, à plus forte raison étant sur les frontières. L'on peut y porter des armes et des munitions nécessaires. On peut être assuré de réussir, les esprits étant dans le même sentiment qu'il y étoit dans ce temps-là ; se voyant secourus, ils ne manqueront pas en même temps de s'assembler pour secouer le joug qu'ils sont obligés de porter, et de faire tous leurs efforts pour se tirer de l'esclavage où ils sont réduits.

Si Vos Hautes Puissances trouvent cela à propos, je les supplie très humblement de vouloir me donner leurs ordres, devant que passer en Angleterre, et je travaillerai à les assembler à l'endroit le plus propre qu'il me sera nommé, avec toute la diligence possible.

Et nous continuerons à faire des vœux au ciel pour la prospérité de vos armes et pour tous les confédérés; et moi, en mon particulier, qui suis, avec un très profond respect,

De Vos Hautes Puissances,
Messeigneurs,
Le très humble et très obéissant serviteur,
CAVALLIER.

Hauts et puissants seigneurs,

C'est avec un très profond respect que je représente par celle-ci à Leurs Hautes Puissances, le malheur que j'ai eu de perdre mon régiment à la bataille d'Almansa; c'est aussi avec douleur que j'ai vu, pour la première fois que j'avois l'honneur de combattre sous les étendards de Leurs Hautes Puissances, que leurs armes n'ont pas eu le succès que j'aurois souhaité. La seule consolation qui me reste, c'est que le régiment que j'ai eu l'honneur de commander n'a jamais regardé en arrière, et y a vendu sa vie chèrement, comme M. le baron de Friesheim peut en avoir écrit à Leurs Hautes Puissances; je combattois jusqu'à mon dernier homme, lorsque la multitude des ennemis m'accabla, perdant une grande quantité de sang, par douze blessures que j'eus dans cette action. Je fus bientôt regardé au nombre des morts, et dépouillé comme eux, mais la Providence me donna encore assez de force pour me tirer des mains de mes ennemis. Présentement que je commence à être guéri de toutes mes blessures, MM. les généraux me disent que si j'étois en état d'agir, le service de Leurs Hautes Puissances demandoit que je passasse auprès de S. A. Royale. D'abord j'embrassai cette occasion avec joie, et après avoir été recevoir les ordres de S. Exc. M. le comte de Noyelles, me suis embarqué pour Livourne, et de là à Gênes, d'où je partirai pour joindre l'armée incessamment. J'ai plusieurs lettres pour remettre à S. A. Royale; je sais qu'elles tendent toutes à m'employer. Je souhaite qu'il se rencontre bientôt quelque nouvelle occasion, mais plus favorable, à pouvoir continuer à donner des marques à Leurs Hautes Puissances de mon attachement et affection à leur service. J'espère aussi de la générosité ordinaire de Leurs Hautes Puissances, qu'elles voudront bien donner ordre que je puisse remettre mon régiment, pour conserver encore un tiers des officiers qui sont restés, dont la plus grande partie sont blessés et prisonniers; comme aussi que mon solliciteur puisse être payé des arrérages qui me sont dus, et à mon régiment. Il ne me reste plus qu'à faire des vœux au ciel pour la

prospérité de l'Etat et de Vos Hautes Puissances, étant, avec tout le respect dont je peux être capable,

De Leurs Hautes Puissances,
Le très humble et très obéissant serviteur,
CAVALIER.

De Gènes, le 10 juillet 1707.

LETTRE INÉDITE DE RAPIN-THOIRAS A LE DUCHAT

SUR PÉLISSON, SON ONCLE.

1722.

M. Jean de Dompierre de Jonquières, descendant de Paul de Rapin-Thoyras, Chef du service des Eglises au Ministère des Cultes à Copenhague, possède de riches archives de famille, dont il veut bien nous promettre de nous faire profiter. Voici une intéressante lettre de Rapin-Thoyras à Le Duchat, sur le célèbre Péliisson-Fontanier, qui était son oncle maternel. Nous y joignons quelques notes empruntées à un Mémoire écrit par l'abbé de Faur-Ferriès, cousin de Péliisson, pour le président Bouhier. Nous croyons devoir notamment mettre en regard de ce que Rapin dit de la mort de Péliisson ce qu'en dit cet abbé. (Voir aussi *Bull.*, IX, 322, et *Mémoires de Roz.*, II, 304.)

A M. Le Duchat.

May 1722

Monsieur,

Je vous suis infiniment obligé du soin que vous avez bien voulu prendre pour moi, et je vous prie d'être persuadé que j'en ai toute la reconnaissance possible.

Je suis bien aise que vous ayez connu particulièrement M. Péliisson mon oncle, frère de ma mère. Je crois pouvoir dire sans le flatter que c'étoit un esprit des plus aisés et des plus nets qu'il y ait eu depuis longtemps. Avant qu'il allât à Paris dans sa jeunesse, il s'étoit distingué dans Castres sa patrie, par son esprit et par ses petites poésies, quoiqu'il n'eût pas négligé l'étude du droit dans lequel il avoit fait de très grands progrès (1). Je ne sais si vous avez eu une petite paraphrase du premier livre des *Institutes* de Justinien qu'il avoit faite dans sa jeunesse. Je l'ai trouvée par hasard en Hollande dans une auction. Il excelloit surtout dans la connaissance de la langue grecque qui lui étoit très familière quoiqu'il n'affectât de se faire valoir par là. Il ne fut pas plus tôt à Paris qu'il s'y fit connaître à toutes les personnes

(1) Il avoit pris ses degrés à Cahors

de son temps, distinguées par leur esprit ou par leurs ouvrages, et par là il trouva un accès chez les grands. Il y lia un commerce très étroit avec M. Conrart, M. La Bastide, son intime ami, M. Morus, et principalement avec la fameuse M^{lle} de Scudéry, avec laquelle il contracta une amitié qui dura autant que sa vie. Son *Histoire de l'Académie française* lui acquit une grande réputation et lui procura l'honneur d'être admis dans cet illustre corps sans l'avoir demandé, contre les statuts de l'Académie qui voulut bien faire ce passe-droit en faveur de son historien. Enfin, M. Fouquet, surintendant des finances, le prit à son service. Je ne saurois dire précisément en quelle qualité (1) ; mais je sais parfaitement que M. Fouquet avoit une estime toute particulière pour lui, et qu'il le regardoit moins comme un serviteur que comme un ami, jusqu'à lui communiquer ses secrets les plus importants. Jusqu'alors M. Pélisson avoit été poussé et protégé par les savants et les beaux esprits, mais quand il fut si avant dans la faveur du surintendant il devint à son tour leur protecteur, et leur rendit tous les services qui furent en son pouvoir. Il eut l'honneur d'être connu du roi et de la cour, et il passa quelques années dans un grand lustre. Comme il avoit eu part à la faveur de M. Fouquet, il eut aussi part à sa disgrâce, et il fut arrêté avec lui à Nantes, et conduit à la Bastille où il fut détenu quatre ans, parce qu'il ne voulut jamais abandonner les intérêts de son bienfaiteur. Cette longue prison ne fut pas le seul effet de son attachement à M. Fouquet. Comme il passa toute sa vie dans les sentiments de reconnaissance pour son patron, il s'attira par là l'inimitié de MM. Le Tellier, Louvois et Colbert, qui ne lui pardonnèrent jamais cet attachement invincible aux intérêts de M. Fouquet, non plus qu'une certaine satire en vers qu'il fit étant à la Bastille, dans laquelle MM. Le Tellier et Colbert étoient trop bien désignés, et que ses amis eurent l'imprudence de faire imprimer. Comme il n'avoit ni plume, ni papier, ni encre, il écrivit cette satire sur la marge des livres qu'il lisoit avec de petits crayons qu'il faisoit du plomb qu'il détachoit des vitres de sa chambre. Vous n'ignorez pas tout ce qui se passa dans le procès de M. Fouquet, qui, après trois ou quatre ans d'examen et de prison, fut en quelque manière absous par ses juges et ensuite condamné par l'autorité suprême du roi à une prison perpétuelle. Il n'y avoit pas plus à dire contre M. Pélisson que contre M. Fouquet. Aussi ne parla-t-on jamais de lui faire son procès, quoiqu'il subît quelques interrogatoires. Ce n'étoit pas à lui qu'on en vouloit, mais à son maître. On l'auroit donc laissé peut-être toute sa

(1) On sait que c'était en qualité de *premier commis*.

vie à la Bastille, si le roi lui-même n'avoit témoigné quelque bienveillance pour lui. Mais on trouva, le moyen d'opposer à la bonne volonté du roi la religion du prisonnier. Cela fut cause que le roi souhaita qu'il se rendit digne de ses grâces en changeant de religion. Mon père, qui connoissoit parfaitement M. Péliisson, son beau-frère, ne doutoit nullement que ce témoignage de la bienveillance du roi ne fût la principale du changement de M. Péliisson. Dès lors, il commença à étudier fort exactement les controverses, mais certainement avec un désir secret de trouver cause à se satisfaire dans la religion romaine. Il y a beaucoup d'apparence qu'il se laissa éblouir par le dogme de l'autorité de l'Eglise, si rebattu depuis par MM. de Meaux, Arnaud et Nicole. Quoiqu'il en soit, il sortit de la Bastille sans avoir changé de religion; mais peu de temps après, il fit abjuration. Comme il sentoit bien qu'il y avoit quelque chose d'odieux dans un changement fait par des motifs humains, il affecta toute sa vie de témoigner qu'il étoit véritablement converti.

Son changement lui procura la faveur du roi, qui lui fit acheter une charge de maître des requêtes et lui fournit plus de la moitié de l'argent nécessaire. Il lui témoigna toujours de la bienveillance, jusqu'à lui donner un brevet pour assister au petit coucher et au petit lever, quoiqu'il n'eût aucune charge qui lui donnât ce droit (1) : faveur très particulière en ce temps-là. Ensuite M. Péliisson ayant pris le petit collet fut pourvu de deux bénéfices, dont l'un étoit le prieuré de Saint-Orens d'Auch, valant 2,000 livres de rentes, et l'autre l'abbaye de Bénévent dans la Marche, valant 10,000 livres (2). Je dirai ici par parenthèse que M. Péliisson, qui étoit mon parrain, m'avoit destiné le premier, si j'avois voulu changer de religion. Il se distingua tellement par son zèle pour la religion catholique que le roi le fit économe de Clugni et de Saint-Germain des Prés, dont les revenus furent destinés aux pensions que vous savez (3). Permettez-moi de vous dire, Monsieur, que pendant sa vie le roi ni la cour ne le soupçonnoient point d'hypocrisie par rapport à la religion, et que la seule cause qui l'empêcha de s'avancer, et d'être fait conseiller d'Etat, ce fut son constant attachement à M. Fouquet dont il avoit toujours le portrait dans sa chambre, et le refus absolu qu'il fit de se dévouer à M. de Louvois, qui le fit sonder sur ce sujet. Il ne voulut jamais avoir d'autre patron que le

(1) Il avoit été nommé pour écrire l'histoire du roi.

(2) On fit des difficultés à Rome pour les bulles de Bénévent. Il eut à la place l'abbaye de Gimont, diocèse d'Auch, valant 8,000 liv.

(3) Il fut pourvu, pendant l'économat de Clugny, du prieuré de Saint-Orens, qui étoit de la collation de l'abbé de Clugny. L'abbé de Faur-Ferriès dément ce fait, rapporté dans la *Vie de Louis XIV* par Larrey.

roi, et il étoit le seul homme de la cour dans cette situation. La bienveillance du roi fut bien capable de le garantir des efforts que les ministres auroient pu faire pour la miner. Mais ce fut tout. Dans toutes les occasions importantes ces mêmes ministres, ses ennemis secrets, trouvèrent les moyens d'empêcher son avancement, et principalement par rapport à la charge de conseiller d'Etat. Il eut par là l'occasion de connaître la fausseté de la maxime qu'il avoit suivie, en prétendant se pousser à la cour par la seule protection du roi, sans l'appui d'aucun ministre. C'est donc à cette fausse maxime qu'il faut attribuer le défaut d'avancement auquel naturellement un homme comme lui connu, estimé, et aimé du roi pouvoit s'attendre. Quant à la religion, il auroit fallu avoir des yeux bien perçants pour démêler ses sentiments secrets parmi ses actions extérieures par lesquelles il affectoit sans cesse de témoigner une persuasion très sincère de son attachement à la religion romaine, et de quelques-unes desquelles vous avez été le témoin. La seule chose qui auroit pu causer quelque soupçon, mais qui n'étoit pas publique, c'est que depuis son changement jusqu'au temps de la grande persécution, il ne fit jamais aucun effort pour pervertir ni ma mère, sa sœur, ni mon père, ni mon frère aîné, ni moi. Mon frère et moi demeurâmes deux mois avec lui à Paris en allant étudier à Saumur, sans qu'il nous dît jamais un seul mot sur la religion. Je passai seul avec lui une autre fois environ deux ou trois mois, sans qu'il me parlât sur ce sujet. Dans le temps même de la persécution, il rendit de si grands services à notre famille par ses recommandations auprès de M. le duc de Noailles, de M. de Bâville, de l'évêque de Saint-Papoul, que nous fûmes peut-être les seuls dans la province de Languedoc qui, sans vouloir changer de religion, ne fûmes point persécutés et n'eûmes pas même de logement. Mais depuis que je fus arrivé à Londres, je me vis obligé à soutenir de terribles assauts contre lui. Il me tenta par toutes sortes de voies. Outre ses lettres de controverse qui me venoient toutes les semaines, et de grandes offres si je voulois retourner en France, il me fit solliciter par M. Barillon, ambassadeur de France auprès du roi Jacques, par M. le marquis de Saissac, par M. de Bonrepos, notre parent commun, et plus directement encore par M. l'abbé de Denbeck, neveu de l'évêque de Tournay, qui se trouvoit alors à Londres. Mon obstination, c'est ainsi qu'il l'appeloit, le dégoûta enfin de moi et lui fit perdre l'espérance qu'il avoit conçue de me persuader. Deux choses entre autres contribuèrent à me faire perdre ses bonnes grâces. La première fut que, comme il s'efforçoit dans ses lettres de me persuader par son exemple, je lui répondis naïvement que je trouvois fort étrange que

lui qui avoit fait profession ouverte de n'avoir changé de religion qu'avec connaissance de cause, voulût me persuader de changer par d'autres motifs. Il fut piqué de ce reproche, mais encore plus d'une raillerie, quoique très innocente de ma part. Il avoit fait un livre intitulé : *Réflexions sur les différends de religion* dans lequel il prétendoit avoir battu les réformés eux-mêmes. Il me fit donner ce livre par M. de Bonrepos et m'écrivit en même temps qu'il me prioit de lire ce livre avec exactitude et de lui en dire mon sentiment comme je me le dirois à moi-même, sans consulter qui que ce fût. J'obéis exactement à son ordre. Je ne sais si vous avez lu ce livre, mais quoi qu'il en soit il ne respire que la douceur et la charité, et il établit pour maxime qu'on ne convertit point les gens en leur disant des injures et par la violence, etc. Comme il ne m'avoit point averti qu'il fût l'auteur de ce livre et que M. de Bonrepos ne me l'avoit pas dit, je ne le crus point de lui. Ainsi entre plusieurs choses, je lui dis que j'approuvois beaucoup les maximes de douceur que l'auteur établissoit; mais qu'il me sembloit qu'elles venoient assez mal à propos dans un temps où manifestement on suivoit en France des maximes toutes contraires; qu'il me sembloit entendre Sganarelle écrire à sa femme : *Mon cher cœur, je vous rosserai. Doux objet de mes yeux, je vous assommerai*. Depuis ce temps là il cessa peu à peu ses sollicitations, et je n'eus pas beaucoup de peine à m'apercevoir qu'il n'avoit plus pour moi les sentiments qu'il avoit eus auparavant. Cependant quelques années après, M. de La Bastide me procura de sa part un présent de cinquante pistoles, pour m'aider à supporter les frais d'une grande blessure que j'avois reçue au siège de Limerick en Irlande. Voilà, Monsieur, les contrastes qui donnent quelque lieu de douter de ses sentiments intérieurs par rapport à la religion. D'un côté point d'efforts pour nous pervertir, mes frères et moi, pendant que nous avons été en France, et de l'autre, de violentes sollicitations à mon égard dès que j'ai été hors de France. Lorsque j'accompagnai mylord Portland dans son ambassade de France en 1698, je fis tout mon possible pour découvrir si le bruit qui avoit couru que M. Péliisson étoit mort huguenot avoit quelque fondement; mais pour dire la vérité je ne découvris rien de positif. Quelques-uns me dirent qu'absolument il n'avoit pas voulu communier. D'autres me dirent qu'on lui avoit proposé de recevoir la communion sur-le-champ, mais qu'il l'avoit refusé en disant qu'il avoit accoutumé de ne pas communier sans préparation; qu'il avoit pris jour avec M. l'évêque de Meaux pour communier, mais qu'il fut prévenu par la mort. Cela paraît assez naturel, mais aussi il peut avoir été inventé pour couvrir son refus. Je trouvai à Paris un de ses valets de chambre qui

avoit quelque emploi à la cour, mais il me parut si réservé quand je voulus lui toucher cette corde qu'il me fit soupçonner qu'il y avoit quelque chose qu'il n'étoit pas à propos de me découvrir (1). Ce qu'il y a de certain, c'est que le curé de Versailles se plaignit au roi, même avant sa mort, et qu'immédiatement après qu'il eut expiré le roi fit mettre le scellé dans sa maison de Versailles et de Paris, je ne sais sous quel prétexte. Quoi qu'il en soit, aucun de ses neveux ou nièces n'a profité d'un sou de sa succession et j'ignore encore de quelle manière le roi dispose de ses effets (2).

Que direz-vous de moi, Monsieur, de vous avoir entretenu si longtemps de M. Péliçon? Je vous prie de l'attribuer à deux causes : la première, l'intérêt que je prends encore à un oncle qui a eu quelque nom dans le monde par plusieurs belles qualités, quoique ternies par son changement de religion ; l'autre, le plaisir que je ressens dans l'honneur de vous entretenir par lettres, ne pouvant avoir le bonheur de le faire de bouche.

Je prends la liberté de vous envoyer le dernier tome de mon histoire d'Angleterre, et de vous prier très humblement de m'en dire votre avis avec franchise. Je suis persuadé que s'il y a de la politesse à ne trouver rien à redire dans un livre déjà imprimé, il y a une espèce de malice et de cruauté à déguiser son sentiment à un auteur qui cherche plutôt à se defaire des préjugés où il pourroit être en sa faveur qu'à s'attirer des louanges. Je vous assure très sincèrement que c'est là la situation où je me trouve. Je n'ai ici personne que je puisse consulter ni qui soit capable de me donner de bons avis. ce qui m'engage à abuser de votre bonté, et à vous prier instamment de me dire naturellement ce que vous pensez de cet ouvrage, et, si en le lisant vous trouvez quelques endroits qui méritent votre censure, de ne me l'épargner pas, puisque j'ai encore le temps d'en profiter. Je vous prie sur toutes choses de faire attention aux caractères

(1) « Quelques heures avant sa mort, dit l'abbé de Faur-Ferriés, il écrivit de sa main à Mademoiselle de Scudéry de ne se point alarmer de son mal, qui n'étoit pas si grand qu'on le croyoit. Il se promena le soir un peu dans sa chambre ; il se mit tout habillé sur son lit, il s'endormit, et il fut trouvé mort lorsque M. l'abbé de Ferriés, trouvant son sommeil trop long, voulut le faire éveiller. Ainsi, les bruits que les protestants ont fait courir, qu'il n'avoit pas voulu recevoir les sacrements et qu'il étoit mort calviniste, ne sont qu'une pure calomnie, qui n'a pas le moindre fondement. C'est de quoi l'illustre évêque de Meaux, M. Bossuet, son intime ami, et qui connoissoit mieux que personne ses véritables sentiments, a rendu témoignage dans sa lettre à Mademoiselle de Scudéry, qui a été rendue publique. »

(2) Tous les papiers concernant les sciences et la littérature furent remis, par ordre du roi, à M. l'abbé de Faur-Ferriés, cousin germain de Péliçon. Le roi lui avoit accordé de rentrer dans ses biens, qui avoient été confisqués. Un ministre éluda l'exécution de cet ordre. Un autre ordre fit défense aux porteurs de certains billets souscrits par Péliçon dans l'intérêt de Fouquet, lorsqu'il étoit son premier commis, de rien demander pendant sa vie ; mais ces créanciers eurent hypothèque sur les biens qu'il laissa.

que je donne à Jacques 1^{er} et à Charles 1^{er}, et qui m'ont engagé à insérer dans mon histoire beaucoup de pièces entières qui m'ont paru propres à justifier ma conduite. Je me suis trouvé à cet égard dans une espèce de détroit, en danger de faire naufrage en m'écartant tant soit peu d'un côté ou d'autre. Les uns sont des espèces de héros (1) de ces deux rois. D'autres les abaissent extrêmement. J'ai pris le parti de former mon jugement sur leurs actions, indépendamment des éloges des uns et des invectives des autres, et c'est principalement pour savoir si mon jugement est juste que je souhaite d'avoir votre avis. Au reste, Monsieur, si je prends la liberté de vous envoyer ce dernier tome de mon histoire, ce n'est pas dans la vue que vous le fassiez voir à plusieurs personnes qui n'y peuvent prendre aucun intérêt. Cependant s'il se trouvoit quelqu'un de vos amis, capable, qui eût assez de loisir et assez de bonté pour l'examiner avec quelque soin, je vous avoue que bien loin de refuser un pareil secours, je lui en aurois, et à vous aussi, une extrême obligation. Mais autrement il me paraît assez inutile, et même dangereux de le communiquer à plusieurs personnes. Quand vous l'aurez lu, je vous prie de me le renvoyer par la même voie et de l'emballer avec soin, car il me seroit difficile de me servir de mes brouillards pour le refaire.

DÉPÊCHE DE SAINT-FLORENTIN AU DUC DE CHOISEUL.

SUR LA JUSTICE ET L'HUMANITÉ DE LOUIS XIV A L'ÉGARD DES CONDAMNÉS
POUR CAUSE DE RELIGION.

1763.

Depuis 1762, dit M. Eug. Haag, on ne trouve plus de condamnation aux galères pour cause de religion. Il paraît que les Protestants français furent redevables de cet adoucissement à leur sort à une nouvelle intervention du gouvernement anglais. C'est ce qui ressort d'une lettre inédite de Saint-Florentin au duc de Choiseul, lettre si curieuse que nous la reproduisons textuellement, d'après la minute que nous avons trouvée dans les registres du secrétariat, aux Archives impériales (E 2524) :

A Monsieur le duc de Choiseul.

16 janvier 1763.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, concernant trente-sept protestants détenus aux galères, et vingt protestantes prisonnières à Aigues-Mortes, qui presque tous ont été condamnés pour avoir assisté à des assemblées, et dont M. le duc de Bedford demande la liberté. Je ne peux que vous rappeler à ce sujet les observations que je vous ai faites le 28 juin dernier, à l'oc-

(1) *Sic*, pour hérauts, panégyristes.

casion de deux religionnaires qui venoient de sortir des galères, auxquelles ils avoient été condamnés pour le même crime. Le feu roi, par son édit de 1685 et par ses déclarations de 1686 et 1698, a défendu à tous ses sujets de faire aucun exercice de la R. P. R. et de s'assembler pour cet effet, à peine, contre les hommes, des galères perpétuelles, et contre les femmes, d'être rasées et enfermées pour toujours, et le roi a renouvelé les mêmes défenses sous les mêmes peines, par la déclaration du 14 mai 1724. Le feu roi avoit si fort à cœur l'exécution de celles qu'il avoit données sur le fait de la religion, que par un règlement particulier concernant le détail des galères, et qui est dans vos bureaux, il décida qu'*aucun homme condamné pour cause de religion ne pourroit jamais sortir des galères*; et si S. M. s'est écartée des dispositions tant de ce règlement que des édicts et déclarations, ce n'a été que fort rarement, par des considérations très importantes, et en faveur de quelque particulier seulement, de sorte que la rareté et les circonstances mêmes des grâces accordées n'ont fait pour ainsi dire que confirmer les édicts et déclarations, et prouver la résolution où étoit S. M. d'en maintenir la rigueur. Malgré cette intention manifestée, et malgré la sévérité de ces édicts et déclarations, on a eu beaucoup de peine, depuis la révocation de l'Edit de Nantes, à empêcher les assemblées, et depuis le commencement des guerres que nous avons eues, elles sont devenues très fréquentes et très nombreuses dans plusieurs de nos provinces. L'excès est monté à un tel point, qu'il est difficile d'imaginer comment on pourra y remédier, d'autant plus que les prédicants ont eu soin de persuader aux religionnaires que S. M. est disposée à leur accorder la liberté de leur culte. Ce seroit fortifier cette fausse persuasion que de faire grâce au grand nombre de coupables compris dans les listes que vous avés pris la peine de m'envoyer. Ce seroit donner l'atteinte la plus violente aux édicts et déclarations de 1685, 1686, 1698 et 1724, et même les rendre entièrement inutiles. Les assemblées ne feroient que se multiplier, et le nombre des coupables s'augmenter par l'espérance d'une impunité presque certaine, ou plutôt par la fausse opinion d'une tolérance déjà établie. Cependant, rien de plus important pour la religion et pour l'Etat, que la cessation de ces assemblées. Il ne sera jamais possible de ramener les religionnaires, tant que des prédicants pourront les assembler, les entretenir dans leurs erreurs, les révolter contre toute autorité spirituelle, donner à leur fausse religion une forme de culte, et leur administrer ceux des sacrements qu'ils reconnoissent. Les missions ordonnées et payées par le roi en Languedoc resteront sans fruit, et non-seulement on ne convertira pas de religionnaires, mais nombre de nouveaux

convertis retomberont, et plusieurs catholiques seront séduits et apostasieront, comme on n'en a que trop d'exemples depuis quelque temps. D'un autre côté, l'État, dont les loix défendent et punissent indistinctement toutes assemblées illicites, sera sans cesse exposé aux périls que ces loix ont voulu prévenir. Des assemblées formées par un faux zèle et sous prétexte de religion, sont plus dangereuses que toutes autres. Le fanatisme y domine, et il a bientôt allumé le feu de la sédition et de la révolte. D'ailleurs il se fait journellement dans ces assemblées des conjonctions illicites aussi contraires aux loix civiles qu'à la religion, et les enfans nés de ces concubinages sont bastards. Depuis que les guerres ont ôté le pouvoir et le moyen de réprimer les assemblées, ce mal, qui en est une suite, s'est tellement étendu, que les provinces infectées de l'hérésie sont actuellement pleines de gens dont la fortune est aussi incertaine que l'état, et que le désespoir pourroit pousser à tenter de les assurer par la force, ou à quitter le royaume. Il seroit extrêmement difficile de remédier au passé à cet égard, mais au moins faut-il profiter de la paix, afin de pourvoir au présent et à l'avenir. C'est à quoi on ne parviendra cependant pas tant qu'il y aura des assemblées, et il y en aura tant que ceux qui y assisteront pourront se promettre qu'on ne les punira pas ou qu'on leur remettra facilement les peines qu'ils auront encourues. Ils auront tout lieu de s'en flatter, quand ils verront tout à la fois cinquante-sept personnes soustraites à ces peines par l'ordre exprès de S. M. Je suis très porté à croire que MM. les évêques du Languedoc lui feroient des représentations à ce sujet, et il pourroit y en avoir aussi de la part de quelques parlemens, et en particulier de celui de Grenoble, par la vigilance et la sévérité duquel le Dauphiné a été mieux maintenu dans le devoir par rapport à la religion que les autres provinces. Quelques-uns des religionnaires dont on demande la liberté ont été condamnés par ce parlement, et ils auront besoin de lettres de rappel dont il faudra qu'ils poursuivent soit en ce parlement, soit devant les juges du ressort, l'entérinement qui pourra bien leur être refusé. Car je suis bien aise d'avoir l'honneur de vous observer qu'il ne suffit pas que des condamnés, soit pour fait de religion ou pour tout autre délit, soient renvoyés des galères pour qu'ils en soient véritablement affranchis. Il faut que le roi leur remette cette peine par des lettres ou des brevets, suivant les circonstances, sans quoi les juges peuvent non-seulement poursuivre contre eux l'exécution de leurs jugemens, qui subsistent toujours, mais encore leur faire leur procès comme à des gens légitimement suspects d'avoir eux-mêmes rompu leurs fers. Au reste, Monsieur, je n'ai pas entendu dire que nous ayons demandé grâce pour des catholiques condamnés

en Angleterre pour avoir contrevenu aux loix du pays. Les Anglais ne devoient donc pas solliciter en faveur des religionnaires français condamnés pour avoir violé les nôtres. Je doute fort qu'ils nous écoutassent, si nous leur demandions quelque chose capable d'ébranler celles que leur inimitié pour le catholicisme leur a dictées, et les demandes qu'ils nous font ne tendent à rien moins qu'à énerver entièrement plusieurs de nos loix que l'intérêt de la religion et la sûreté même de l'Etat ont rendues nécessaires. Ils ne souffriroient certainement pas chés eux des assemblées de catholiques au nombre de deux et trois mille hommes, comme nous en avons eu ici un grand nombre de protestantes; et ils exigent de nous en faveur des gens qui ont assisté aux assemblées une indulgence qui en seroit une véritable en faveur des assemblées elles-mêmes. Enfin, il me paroît que s'il étoit question de faire grâce à ces condamnés, il conviendrait mieux qu'ils dussent leur pardon à la clémence du roi qu'à une puissance étrangère par laquelle on pourroit croire qu'il a été arraché à S. M.

Voilà, Monsieur, les réflexions que j'ai faites au sujet de la demande de M. Bedford. Quant à celle qui a été faite à M. le duc de Nivernois par M. l'archevêque de Cantorbéry, elle ne me paroît pas plus susceptible de faveur. Si M. *Bel* qu'elle regarde se présenteoit en qualité de catholique pour obtenir son retour en France et le rétablissement dans tous ses droits civils, il pourroit mériter d'être écouté. Mais si les déclarations du roi de 1698 et de 1725 excluent pour toujours du royaume tout François réfugié pour cause de religion, à moins qu'il n'ait abjuré, il paroît qu'on ne doit pas non plus y laisser revenir, ni encore moins y rétablir dans ses biens un homme qui y a été condamné pour fait de religion, et qui n'a pas, autant qu'il est en lui, et par une abjuration indiquée par la loi, réparé le crime qui a fait le titre de sa condamnation. Ce seroit réintégrer dans le royaume un coupable autorisé, pour ainsi dire, dans son erreur et aussi dangereux pour la religion que pour l'Etat. On en peut dire autant de tous ceux pour lesquels M. le duc de Bedford agit, puisque, sans contredit, ce sont les religionnaires les plus fanatiques qui ont fréquenté les assemblées. Au surplus, la matière dont il s'agit ici me paroît assez importante pour croire qu'il seroit nécessaire d'en parler au Conseil, avant de prendre aucun parti, et je présume que vous le penserez comme moi.

Cette lettre explique pourquoi les listes qui suivent s'arrêtent à l'année 1762.

RELEVÉ GÉNÉRAL DES PERSÉCUTIONS

EXERCÉES CONTRE LES PROTESTANTS DE FRANCE

DEPUIS LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES JUSQU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

1685-1789.

La 4^{re} partie du tome VII de la *France protestante* vient de paraître. Cette livraison, non moins riche que les précédentes, renferme un document d'une valeur et d'un intérêt incomparables pour l'histoire des églises dites du Désert, du protestantisme français *sous la Croix*.

C'est un inventaire chronologique de toutes les persécutions exercées contre les protestants depuis l'époque de la révocation de l'Édit de Nantes jusqu'à la Révolution française, — inventaire dressé de toutes pièces d'après les sources authentiques, — travail d'investigation de plus de douze années.

4^o *Assemblées du Désert surprises*, depuis celle du 19 février 1686, la première de toutes, dont nous avons naguère donné le récit (ci-dessus, page 214);

2^o *Prédicateurs exécutés*;

3^o *Prédicateurs exécutés en effigie*;

4^o *Galériens pour cause de religion* :

4^o Mis à la chaîne, de 1685 à 1690;

2^o — de 1690 à 1695;

3^o — de 1695 à 1700;

4^o — de 1700 à 1705;

5^o — à une date inconnue, mais antérieure à 1705;

6^o — de 1705 à 1714 (année où la reine Anne intervint et obtint leur libération);

7^o — sous la régence du duc d'Orléans;

8^o — sous l'empire de la déclaration de 1724;

Tel est le programme de ce grand martyrologe de la liberté de conscience, que M. Eug. Haag est parvenu à remplir à force de labeur, de patience et de dévouement à son œuvre. Il a, certes, bien mérité une fois de plus, non-seulement de ses coreligionnaires, mais de tout ami sincère de la vérité historique. On saura bon gré à l'éditeur, M. Cherbuliez, de nous avoir autorisé à reproduire un document d'une si grande importance.

PERSÉCUTIONS EXERCÉES CONTRE LES PROTESTANTS DEPUIS LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

1^o *Assemblées religieuses surprises.*

1686. Février. Entre Durfort et Saint-Félix. Deux des prisonniers exécutés: *Trissier*, vignier de Durfort, et *Poujet*. — Mars. Dans les carrières de Mus. *Bétrine* exécuté, plusieurs envoyés aux galères. — Près de Mialet, *Pradet* exécuté. — Avril. Près de Gibertène. Fusillade. — Juillet. Près d'Uzès. Massacrée, sauf quelques prisonniers immédiatement pendus à des arbres. — Octobre. Près du Vigan. Plusieurs tués ou blessés. *Tommevrolles*, *Antérieu*, *Dauté*, *Portalis* de St-Laurens, *Hillure*, *Coste* et trois femmes *Balsine*, *Delon* et *Garches*, exécutés. — Décembre. Pres de Nîmes. Fusillée, presque à bout portant. Six prisonniers dont deux exécutés: *Barbu*, négociant en soieries, et *Mibassé* son commis.

1687. Janvier. A Pouzauges. Quatre prisonniers: *Bigot* exécuté, deux autres condamnés aux galères, et le dernier au bannissement. — A Lédiguan. Pendus: *Salen tre* et *Meyriau*. — Plusieurs assemblées écharpées dans

le Dauphiné. On n'a conservé le nom que d'une des victimes : *Louise Maulin*, de Beaufort, pendue devant sa maison.

1688. Février. Au Grand-Rv. Plusieurs tués, trente et un envoyés aux galères ; quatre : *Mitran*, qui faisait les fonctions de ministre, de *Touches*, dit le grand Thomas, *Guérin* et *Russeau*, exécutés aux flambeaux, et deux femmes condamnées au fouet. — Assemblée surprise dans le Poitou. Quatre tués, deux pendus. — Dans les environs de Selan. *Jérémie Chevalier*, *Paul Sacrelaire*, *Josué Benoist*, condamnés à mort par contumace.

1689. Plusieurs assemblées surprises dans l'Albigeois, le Vivarais et le Dauphiné. Au nombre des personnes exécutées, on cite *Arnaut*, *Alexandre Sambr*, *Simon Barnavon*, *Marie Morin*, *Marguerite Lutti*, *Moréli* ou *Bourel*, *Clairant*, *Dufour*, *Reignier*, *Pipet*, *Buisen*, trois sœurs *Dunas*, deux filles *Reynier*, tous du Dauphiné. *Louis Valette*, du Vivarais. *Paul Béraut*, prophète, tué ; sa fille *Sara* emprisonnée. *Villaret*, *Escandre*, de Mazamet, *Matth. Escandre*, de Castelnau-de-Brassac, *Samson* et *Bru*, exécutés en Languedoc. — Déc. Dans les environs de Montauban. Condamnés aux galères : *J. Valette*, *Arn. Monteil*, *Is. Gonnal*, *Ant. Petit*, *Is. Petit*, *Ant. Beray*, *J. Plagne*, *J. Capelle*, *Esaïe Gardes*, *Dur. Garrigues*, *J. Litaune*, *Ant. Dorquel*, *J. Petit*, *J. Tissier*, *Dur. Valette*, *Samson Drulhec*, *Barthél. Manson* ; à être rasées et enfermées dans des maisons de force : *Anne Delpeyrou*, *Jeanne Péchels*, *Jeanne Dorquel*, *Jeanne* et *Antoinette Bertrand*, femme *Petit*, femme *La Caze*, *Jeanne Gardes*, femme *Durou*, fille *Benech*, femme *Laboulie*.

1690. Au Mas de l'Espinass. Pendu : *Bonijoli*, notaire ; relégué à Pierre-Encise : baron de *Barre*. Plusieurs envoyés aux galères.

1691. Près de Boucairan. Condamnés aux galères ou exilés : barons de *Fons* et d'*Aigremont*, de *Sauzet* et *Gajan* son fils, de *Domessargues* et *Du Fesq*.

1692. En Guienne. Plusieurs assemblées surprises. *Pages-de-Magueron*, de Sainte-Foy, exécuté sous les yeux de sa femme, qui fut elle-même enfermée dans un couvent. *Jean Constans* condamné aux galères perpétuelles, *Jean Bessette*, aux galères pour cinq ans, *Marie Gentillot*, *Jeanne Barbe* et *Isabeau Gentillot*, veuve *Vilotte*, à être rasées et enfermées ; par contumace, *Peyraut*, *Milheau*, *Peyférié* ou *Puyferrier* et *Fontenotte* à être pendus. Maison de *Peyférié* rasée. Prise de corps contre vingt autres. Supplément d'instruction : *Robert de La Roche*, ancien lecteur de l'église de Duras, âgé de 50 ans, qui racheta sa vie en livrant ses frères.

1693. Près de Brignon. Tués : *André Roure*, *Souleyrol* et quelques autres ; quarante prisonniers envoyés aux galères ou à la Tour de Constance.

1694. Dans la Vaunage. Garnisaires envoyés dans les communes voisines. — Dans le Dauphiné. Exécutés : *M^{me} Cotteau*, veuve du sieur de *Rochebonne*, qui avait été lui-même pendu en 1683, et six autres personnes, entre autres *Faure* et *David Henri*.

1695. Dans les Cévennes.

1696. Près de Privas. Envoyés aux galères : *Daniel Arsac* et *Laurens*. — Entre Sauve et Saint-Hippolyte. Plusieurs prisonniers condamnés à diverses peines, entre autres *Jeanne Mauart*, *Roux* et sa sœur, la jeune *Séguin*. — A Crocy. Envoyés aux galères : *Daniel* et *Salomon Bourquet*, *Benjamin Germain*. Condamnés à la même peine par contumace : *Jacq. Bourquet*, *Michel Bourdon*, *Daniel Coterel*, *Salomon Bourdon*, *Pierre Penel*, *Paul Penel* ; au bannissement perpétuel : *Charles* et *Gilles Coterel*, *Guill. Penel* et *Susanne*

Badouet. — A Landouzy. Bannis : *Pierre Bartâe, Jérémie de Troyes, Gobert Lambert, Jean Chemin* et *Nicolas Nicole*.

1697. En Poitou. *François Caillet* et d'autres, exécutés.

1698. Près de Vêbron. Cinq personnes condamnées aux galères.

1699. Près de Nîmes. Roués : *Bernard*, de Marvéjols-les-Gardons, et *Bonnafoux*, de Cirdet; plusieurs envoyés aux galères, d'autres morts dans les prisons de Toulouse.

1701. Août. A Foissac. Plusieurs personnes exécutées, entre autres, *Nègre*, de Coulorgues; d'autres envoyées aux galères, comme *Pasquier*. — Septembre. Au creux de Vaie. Beaucoup de tués ou de blessés. Cinq exécutés : *Duril Murlié* père *Grisoulet*, prédicateur, *Jacques Silomm*, *René Faillet* et une fille de *Murlié*. Cinq envoyés aux galères : *Charles Lurénche*, *Noé Peyre* et trois fils de *Murlié*. Un 4^e fils de *Murlié* mort en prison de ses blessures. — A Sainte-Croix-de-Caderle. Plusieurs tués, entre autres *Bouras de La Salle*. — Novembre. Près de Tornac. Plus de quinze personnes tuées. — Sur les bords du Vistre. — Près d'Uzès. Dix-huit tués.

1702. Près de Saint-Cosme. — Dans le bois de Candiac. — Mars. Aux garrigues de Vauvert. Beaucoup de tués, comme dans toutes les circonstances semblables. *Petit-Merc*, prédicateur, exécuté. Quatorze hommes envoyés aux galères. Trois filles fouettées. — Avril. A Veigèze. *Montbournoux*, de Bernis, pendu à un arbre. — A Villemagne. *Gimsé*, de Pignan, pendu.

1703. Avril. Près de Nîmes. Toute l'assemblée égorgée et brûlée dans un moulin. — Juin. Près d'Anduze. Quatre-vingts tués, quatre roués, autres, *Brunel*, de Vauvert, et *Jean Durand*, de La Serre.

1709. Près de Nîmes. Quatre-vingt-douze prisonniers, tous condamnés, les hommes aux galères, les femmes à une prison perpétuelle. — A Sommières. De même.

1710. A Millerines. Tués : *Matthieu Mizet*, prédicateur, *Marie Nadal*, *Marie Soulier* et *Susanne Martin*. *Gaches* exécuté.

1712. Près de Bordeaux. *Débora Phelipeaux* enfermée.

1713. Septembre. Près du Cayla. Condamnations aux galères. — Oct. Près de Milhau. Dix-sept accusés. Condamnés aux galères : *Pierre Vaissière* et *Antré Caltesaign*; à la détention perpétuelle dans des hôpitaux : *Susanne Vaissière*, veuve d'Etienne Pellet, *Claire Gausson*, veuve de Jacques Fontanier; à deux ans de prison : *Susanne de Villa*, femme d'Antoine Fages, *Marie Gaujoux*, femme de Jean Aldebert, *Susanne Rivard*, femme de Jean-Pierre Séverac, *Catherine Céré*, femme de Pierre Fulcrand, *Marthe Bellory*, veuve d'Etienne Nazon, *Marquerite Nazon*, *Susanne Pagès*. Pendus par contumace : *Guil. Brouillet* et *François Aldebert*. Plus ample informé : *Jeanne Brouillet*, veuve d'Etienne Merlhon, *Catherine Roucouly*, *Antoinette Devosin*, veuve de Singla, *Fajon*, femme de Rouquette.

1715. Mars. Près de Vauvert.

1716. Près de Mandagout. Plusieurs envoyés aux galères. — Près de Sommières.

1717. A Molières, près d'Anduze. Fusillade. Une cinquantaine de femmes enfermées à Carcassonne et à la Tour de Constance; 24 hommes envoyés aux galères. — Près de Valence en Languedoc.

1718. En Dauphiné. Maisons rasées en plusieurs endroits. Garnisaires.

1719. Dans le Poitou. Exécutés : *Jean Rouil*, *P. Potet*, *Joseph Foiseaux* et *Jacques Chouillet*, ce dernier sous les yeux de sa femme et de ses enfants. D'autres envoyés aux galères.

1720. A la Baume de Fades. Condamnés aux galères.

Boucaru. Incarcérées à la Tour de Constance: M^{mes} *Quissac*, *Prunet*, *Guidesse*; dans des couvents: M^{les} *Alizon*, *Berger*, *Pavouillan*, *Bertrand*; dans la citadelle de Montpellier: M^{mes} *Mazet*, *Chambon*, *Missot*, *Amidon*, *Damas*, *Valentin*, *Paradis*. Déportés à la Louisiane: *Plantien*, *André*, *Pepin*, *Cabot*, *Roussel*, *Etienne*, *Morgue*, *Du Fague*, *Etienne Pellet*, *Mazelier*, *Brugueyrole*, *Espérandieu*, *Guérin*, *Salles*, *Laune Bérias*, *Marquerot*, M^{me} *Pellet*, *Gazai*, *Boisseron*. Emprisonnés: *Bourdi* et M^{lle} *Bourdi*. Acquittés: *Girard*, *Peschaire*, *Saint-Martin*, *Rosier*, d'*Alard*, M^{mes} *Bruquier*, d'*Alard*, de *Raud*, *Maruège*, *Du Moulin*, *Chatanel*, *Roure*. — Au massage de Bagnas.

1721. Septembre. A Castres. Fusillade. Deux blessés. Onze prisonniers, entre autres, *Fesquet* de Sauve, deux *Gaubiac* et *Couvet*; ces trois derniers, envoyés pour servir de fossoyeurs à Alais pendant la peste, y périrent bientôt. — A Saint-Hippolyte. — A Saint-André-de-Valborgne. Deux tués. Trois prisonniers.

1725. A Alais.

1726. A Sainte-Croix-de-Valfrancesque. — Près de Valleraugue.

1727. Près de Nismes.

1729. Près d'Alais.

1730. A Lunel. Vingt prisonniers. — Près de Nismes. Un jeune homme condamné aux galères et onze femmes jetées dans la Tour de Constance, entre autres, la femme de *Peire*, la sœur de *François Bastide*, etc.

1734. Au rocher de Caillex, près de St.-Affrique. Condamnations aux galères: *Paul Courtois*, *Jean Reilhac*, *Etienne Bosc*; à la détention perpétuelle dans l'hôpital de Montauban: *Marie Lafleur* et *Isabenu Sarrus*. Admonestation et amende: *Pierre Rastel*. Plus ample informé: *Françoise Girbal*, *Catherine Caldier*, *Anne Lasserre*, *Jean André*, *Jacq. Fabre*. Liberté provisoire: *Etienne Courtois*, *Jean Courroul*, *Pierre Reilhac père*, *Susanne Courtois*, *Marthe Romayrol*, *Jeanne Carrière*, *Madeline Courtois*.

1735. Dans le Vivarais. Plusieurs hommes condamnés aux galères. Trois femmes rasées et enfermées.

1736. Près de Montauban. Quatre hommes condamnés aux galères. «L veuve *Aquié* enfermée. — Près de Mandagout. — A Cabrières. Quatre-vingt-quatre prisonniers. Condamnés au bannissement et à l'amende: *Paul Meynard*, *Antoine Orzel*; à l'amende de la moitié de leurs biens: *Jean-René Meynard*, *Marie Milan*, veuve de *Giraud Bernard*, *Marguerite Roman*, femme de *Franc. Clot*, *P.-A. Aillaud*. *Jérémie Aillaud*, *Rose Aillaud*, *Jacq. Sambuc*, *Anne Sambuc*, *Barthélemy Sambuc*. Condamnés par contumace aux galères perpétuelles: *Jacq. Murat*, *Louis Rux*, *Daniel* et *Antoine Roux*, *Ant. Courbon*, *P. Jourdan*; au bannissement: *Daniel Jourdan*, *Jacq. Salen*, *Anne Estailard*, femme de *P. Jourdan*, *Jean Clot*; à l'amende: *Mathieu-Daniel* et *Antoine Félician*, *Jean Louis* et *Matth. Félician*, *P. Cauletin*, *Louis Jourdan*, *J. Roman*, *Franc. Lagrange*, *Daniel Pascal*, *Franc. Courbon*, *J. Guérin*, *Jacq. Palenc*, *Marc Ripert*, *Ant. Meilleuret*, *Matt. Perrin*, *Jeanne Roux*, *Catherine Furet*, *Marie Silvestre*.

1737. Près de Sauve.

1738. A Freissinet.

1740. En Vivarais. *Morel*, tué. *M. Morel*, envoyé aux galères.

1741. En Dauphiné.

1742. Près de Brassac.

1743. Près de Saint-Hippolyte.

1744-45. En Dauphiné. Cent soixante-quinze condamnations aux galères perpétuelles et autres peines moins fortes prononcées contre *Paul Achard*,

Etienne Arnaud, Pierre et Antoine Berrard, Jean Faure, Claude Piallat, Louis Noir, etc. Beaucoup de femmes battues de verges : *Susanne Monier, Madelaine Culvet*, etc.; d'autres rasées et enfermées : *Permingeat, Marthe Martin*, etc. Bannissement : *Alexandre l'orte, Jacq. Bequard, Jacq. Plumel, J. L. Bertram, Simon Bérard, J. Breinat, J. Bouat, Matt. Boutan, Abr. Thomas, J. Chirol, J. Ferrier, Jeanne Girard, Jacq. Rostoin, André Poulat, J. Forest, Louis Ducros*. Question : *Joseph Lambert*. Destitution : *Joseph Maigre*, notaire. Dégradation de 31 gentilshommes des familles de *Richaud* et de *Bouillane*. Maisons rasées : de *Jean Alhier*, de *Susanne Monier*, de *Jean Isnard*, de *Daniel Payan*, d'*Abraham Thomas*, de *Jean Chirol*, de *Jacques Galland*, de *Pierre Chanas*, de *Claude Pallat*.

1745. Mars. Près de Mazamet. *Guittard*, sieur de Lanan, *Doulès*, sieur de La Tour-du-Redondet, et six autres condamnés aux galères. — Près de St-Hippolyte. — Près de Saint-Ambroix. *Antoine Raur*, médecin, condamné aux galères. — Près de Villefagnan. Emprisonnés : *La Prate, Serzet, P. Rousseau, Tessier, Cante père et fils, Isaac Rousseau, Baudin Roquillon*, de *Ruffec*.

1747. Avril. Près Saint-Ambroix.

1748. Septembre. Près de Saint-Ambroix. Plusieurs blessés, entre autres, *Molière* de St Jean-des-Anels.

1749. Juin. A Montnoiran. — A Lussan. Trois condamnations aux galères.

1750. Novembre. A Uzès. Plus de deux cents prisonniers. Cinq conduits aux galères, deux femmes à la Tour d'Aigues-Mortes.

1751. Mars. Près d'Anduze. Fusillade à bout portant. Trois tués, plusieurs blessés.

1752. Janvier. Près de Beauvoisin. *Jean Roques* exécuté. — Février. Près de Clarensac. *Jean Say, Jacq. Compan, André Gusard, Louis Tregon*, condamnés aux galères. — Mars. A Carnas. *Marthe Céré*, blessée à mort. Plusieurs hommes conduits aux galères. Neuf femmes enfermées : *Anne Boulan, Marie Courné, Jeanne Mercadier, Marie Dalès, Jeanne Ruelle, Géraude Arbus, Jeanne Abran, Jeanne Vaisières, Marque Delpon*. — Novembre. Près de Gangos. *Mal'erille* mis au fort de Bressou. — A Castres. *Blanc*, père et fils, et *Muffre* emprisonnés au château de Ferrières.

1753. Mars. Près de Durfort. — Près d'Uzès. — Juin. Près de Clairac.

1754. Février. A Dions. *Béchart* condamné aux galères, *Fromental*, à la prison. — Juin. A Saint-Jean-de-Ceizaignes. Plusieurs prisonniers. — Oct. Près de Castres. Deux tués, *Cottar* arrêté. — Au bois de Miral. Condamnations aux galères contre *Pierre Vareilles*, de Réalmont, *Guill. Le Nau-tonnier, Barrau, La Chaume, Mauries* et *Albigès*.

1755. Au bois de Merlet. *Thomas*, de Riollet, et beaucoup d'autres, incarcérés. — Mai. A Saint-Géniez.

1756. Août. Près de Saint-Cosme. Plusieurs blessés mortellement.

1767. Mars. A Orange.

A ce long catalogue de confesseurs et de martyrs, il convient d'en ajouter quelques-uns arrêtés et condamnés à mort à la suite d'autres assemblées dont le tableau précédent ne fait pas mention.

1687. *Jean Roques*, à Nîmes ; *Richard*, à Montmeyran, et ses deux fils.

1688. *Vialaret (Villaret ?)*, à Nîmes.

1701. *Floutier*, à Montpellier.

1702. *Moïse Bonnet*, à Saint-André-de-Lancize ; *Pierre Nouvel*, à La Dèze.

1703. *Peytaud*, à Alais; *Jacq. Pointier*, à St-Hippolyte.

1704. *Louis Jonquet*, à Nismes; *Marie Michel*, à Nismes.

1705. *Bourri*, de St-Césaire; *Brouillet*, à Sommières; *Brouillet fils*, à Sommières; *Deleuse*.

1746. *Pierre Roland*; *Elie Vivien*, de Marennes.

Quant aux suivants, dont les noms nous sont fournis par Benoît, il n'est pas sûr qu'ils aient été exécutés pour *crime d'assemblée*; mais on peut affirmer que ce fut pour cause de religion.

Vers 1686. *Castan* de Nismes; *Dumas*, en Languedoc; *P. Gaches*, en Languedoc; *Jacq. Guérin*; *Munuel de La Salle*; *Thomas Marché*; *Martinesque*, de La Parade; *Moyrués*; *Jérémie Partoi* et son fils; *Souvciran*, en Languedoc; *Tornier*, en Guienne.

II° Prédicateurs exécutés.

<i>Isaac Homel</i> , à Tournon, 20 oct. 1684.	<i>Gaspard</i> , à Montpellier, nov. 1701.
<i>Fulcran Rey</i> , à Beaucaire, 8 juillet 1686.	<i>Petit-Marc</i> , à Vauvert, 3 juin 1702.
<i>Manuel Dalgues</i> , à Nismes, 25 juin 1687.	<i>Pierre Séguier</i> , à Pont-de-Montvert, 12 août 1702.
<i>David Bertezenè</i> , à St-Hippolyte, janv. 1689.	<i>Mandagout</i> , à Alais, oct. 1702.
<i>Gabriel Astier</i> , à Baix, 2 avril 1689.	<i>Abraham Pouget</i> , à Alais, oct. 1702.
<i>Pierre Boisson</i> , natif de Genève, à Nismes, 15 nov. 1689.	<i>La Quoite</i> , à Saint-Jean-de-Gard, nov. 1702.
<i>Dombre</i> , à Nismes, 15 nov. 1689.	<i>Etienne Gout</i> , à Saint-Jean-du-Gard, nov. 1702.
<i>Olivier</i> , à Montpellier, 15 janvier 1690.	<i>Daire</i> , à Montpellier, sept. 1703.
<i>Mazel</i> , à Montpellier, 11 fév. 1690.	<i>Castanet</i> , à Montpellier, 26 mars 1705.
<i>David Quet</i> , à Montpellier, 17 juin 1690.	<i>Barandon</i> , à Vauvert, mars 1705.
<i>Bonne-Mère</i> , à Montpellier, 17 juin 1690.	<i>Pierre Brun</i> , à Nismes, 30 avr. 1705.
<i>Roussel</i> à Montpellier, 3 janv. 1691.	<i>François Sawvaire</i> , à Nismes, 30 avr. 1705.
<i>Etienne Plans</i> , à Montpellier, 16 juin 1692.	<i>La Jeunesse</i> , à Nismes, avr. 1705.
<i>Paul Plans</i> , à Montpellier, 16 juin 1692.	<i>Salomon Couderc</i> , à Montpellier, 3 mars 1706.
<i>Paul Colognac</i> , à Massillargues, 13 oct. 1693.	<i>Nicolas Moyse</i> , à Montpellier, 8 juin 1706.
<i>Papus</i> , à Montpellier, 8 mars 1695.	<i>Etienne Arnaud</i> , à Alais, 22 janv. 1718.
<i>La Porte</i> , à Montpellier, 27 fév. 1696.	<i>Jean Hue</i> , à Montpellier, 22 avr. 1723.
<i>Henri Guérin</i> , à Montpellier, 22 juin 1696.	<i>Jean Vesson</i> , à Montpellier, 22 avr. 1723.
<i>Pierre Plans</i> , frère d' <i>Etienne</i> et de <i>Paul Plans</i> , à Montpellier, 1697.	<i>Alexandre Roussel</i> , à Montpellier, 30 nov. 1728.
<i>Claude Brousson</i> , à Montpellier, 4 nov. 1698.	<i>Pierre Durand</i> , à Montpellier, 22 avr. 1732.
<i>Daniel Raoul</i> , à Montpellier, 9 sept. 1701.	<i>Louis Ranc</i> , à Die, mars 1745.
	<i>Jacques Roger</i> , à Grenoble, 22 mai 1745.
	<i>Matthieu Majal</i> , à Montpellier, 1 ^{er} févr. 1746.

François Bénecet, à Montpellier, 27
mars 1732.

Etienne Teissier, à Montpellier, 47
août 1734.

François Rochette, à Toulouse, 49
fév. 1762.

III^e Prédicateurs exécutés en effigie.

Jacques Boyer, en Dauphiné, 1736.

Holland, en Dauphiné, 1736.

Duperron, à Grenoble, 1743.

Olietier, à Auch, 1743.

P. Cortés, à Auch, 1743.

Fouland, à Grenoble, 1746.

Descours, à Grenoble, 1746.

Dunoyer, à Grenoble, 1746.

Roland, à Grenoble, 1746.

Dubuisson, à Grenoble, 1746.

Alexandre Ranc, à Grenoble, 1746.

Paul Faure, à Grenoble, 1746.

Coste, à Nismes, 1752.

Gibert, à La Rochelle, 1756.

Guérin, à La Rochelle, 1756.

Béranger, à Mens, 1767.

IV^e Galériens pour cause de religion.

I^o Mis à la chaîne de 1685 à 1690.

1685 (1).

Jacq. Bard. Dauphiné.
Ant. Baurain. Normandie.
P. Bedon. Bretagne.
P. Blanc. Dauphiné.
J. Borel. Id.
P. Boucheis. Beauvoisis.
Alex. Bourdeaux. Dauphiné.
Abrah. Bousquet. Bas-Languedoc.
Ant. Buis. Dauphiné.
Ant. Cabane.
P. Cambon. Bas-Languedoc.
J.-Franc. Carra. Dauphiné.
Abr. Charlet.
P. Chevalier. Dauphiné.
Dav. Chion. Id.
J. Clément.
Dav. Combe. Dauphiné.
J. Courche. Normandie.
J. Cousin. Ile-de-France.
J. Coustet. Haut-Languedoc.
J. Enouf. Normandie.
Louis Etenot. Bretagne.
Ant. Faure. Dauphiné.

René François.
Claude Frélin. Bretagne.
Jacob Germain. H.-Languedoc.
Claude Guérin. Vivarais.
David Isaac. Dauphiné.
Etienne Jean. Maine.
Moïse Jougné. Dauphiné.
Sylvain Labeauf. Marche.
Guill. de Liepure. Bretagne.
Jacob Luya. Dauphiné.
P. Magne. Comtat.
J. Mesnil. Blaisois.
J. Morlat. Ile-de-France.
J.-Bapt. Nicolas. Dauphiné.
J. Ollivier. Bas-Languedoc.
P. Parant. Armagnac.
P. Paul. Bas-Languedoc.
Moïse Pelat. Dauphiné.
*Barthélemy Pre-
soir.* Ile-de-France.
P. Prim. Dauphiné.
J. Racolet. Vexin.
David Raillance. Dauphiné.
Daniel Rollande.
P. Royer. Dauphiné.

(1) Dès 1684, *François Deloy*, de Bourgogne, *J.-Fr. Deloy*, de Bouchburg, *Etienne Goretin*, de Rouen, *Pierre Lemer*, de Montpellier, *Claude Jousseul* et *Abraham Jancis*, de Champagne, avaient été envoyés aux galères pour cause de religion. Nous en voyons inutile de prévenir que nous ne garantissons pas la complète exactitude de nos listes. Nous les avons dressées sur celles qui ont été publiées par Benoît, La Chapette, Courty, Ch. Coquerel, et, à diverses époques, par les églises wallonnes de Hollande, en les contrôlant au moyen des Registres du Secrétariat. Pour rendre ces tableaux parfaitement complets et exacts, il faudrait consulter les archives des intendans, ainsi que les recueils des arrêts des parlements; qui entreprendra jamais ce prodigieux travail? Ces archives existent-elles d'ailleurs et sont-elles ouvertes aux gens de lettres?

Guigue Ruelle. Dauphiné.
Franç. Sauvebois. Id.
J. Teissier Bretagne.
J. Villard. Dauphiné.
Philibert Vinay. Normandie.

1686.

Ant. Acharé. Dauphiné.
P. Albert.
Phil. Allix, 58 ans. Normandie.
Henri Alma. Champagne.
P. Alquier. Languedoc.
Dav. Andra. Dauphiné.
D'Appelvoisin.
J. Arnaud. Languedoc.
Ant. Arnaud. Id.
Matt. Arnaud. Id.
P. Arnaud.
Dan. Aubert. Champagne.
Henri Baillet. Languedoc.
J.-B. Bancilhon,
 37 ans, libéré en
 1713.
J. Barbusse. Languedoc.
Et. Barnavon ou
Barnabon, mort
 en 1711.
René Barraud,
 sieur de LaCanti-
 nière, m. en 1693.
P. Barraut. Poitou.
Jacq. Barrière. Béarn.
J. Barte, l. 1713. Cevennes.
Ant. Baux. Languedoc.
J. Beauvaine.
Louis Béranger. Dauphiné.
P. Béranger.
Ant. Bergillac. Dauphiné.
J. Bernard.
J. Besset.
Jacq. Blanc.
Joseph Bois - de-
La Tour, 44 ans.
Ant. Boissy. Vivarais.
J. Boniol. Id.
Philippe Boucher Normandie.
Dan. Bouillet. Dauphiné.
Ch. Bouin, 42 ans.
J. Boulard. Champagne.
P. Boulogne, 48
 ans, l. en 1713.
P. Bregeon, dit

Grambois, mi-
 nistre de Scieu-
 rac. Gascogne.
P. Bregnard.
René Bregnard.
Isaac Breville. Champagne.
Franç. Bridon,
 45 ans. Dauphiné.
Pierre Butaud-de-
Lansonnère, m.
 1707. Poitou.
Marc-Antoine de
Cadur. Cevennes.
J. Calas. Languedoc.
Et. Cambon. Id.
Ant. Capien, mi-
 nistre de Saint-
 Laurent. Languedoc.
J. Carnic, 37 ans. Rouergue.
P. Carrière, l.
 1713. Rouergue.
Jacq. de Cassiau,
 régent de Sallies.
J. Chamaillard. Béarn.
P. Chauquion. Id.
Ant. Chertier. Champagne.
J. Chevet. Lorraine.
Salom. Clavet. Champagne.
Paul Coing. Dauphiné.
Daniel Comte, l.
 1713. Id.
Jacq. Corbière. Poitou.
Elie Cordier. Languedoc.
P. Cottin. Périgord.
Dan. Couvert. Dauphiné.
P. Daires, m. Orléanais.
 1708.
J. Darnier. Champagne.
J. Dauvergne. Id.
P. Deleuse. Guienne.
Et. Deleuse. Languedoc.
Ant. Delon. Id.
Louis Depris. Flandres.
Paul Descams. Champagne.
Franç. Desgroux,
 proposant. Picardie.
Isaac Donel. Languedoc.
Jacq. Donzel ou
Dolzet. Languedoc.
Dav. Dubois. Champagne.
Louis Dumoulard Dauphiné.
J.-Bapt. Duples-
 sis. Champagne.

<i>Toussaint Duvieux.</i>	Picardie.	<i>J. Laduyc.</i>	Agénois.
<i>Ant. Du Rion, ministre de Silhac.</i>	Vivaraïs.	<i>Ant. La Pise.</i>	Cevennes.
<i>J. Dusaux.</i>	Normandie.	<i>P. Larique.</i>	Flandres.
<i>P. Etienne.</i>	Dauphiné.	<i>Dan. de La Voëlle.</i>	Lorraine.
<i>Anselme Fabri.</i>	Champagne.	<i>Isaac Le Cog.</i>	Poitou.
<i>P. Fay.</i>	Vivaraïs.	<i>Isaac Le Fèvre,</i>	Nivernais.
<i>Dan. Ferrand.</i>	Béarn.	50 ans.	Hainaut.
<i>Claude Filliole.</i>	Dauphiné.	<i>Alex. Le Port.</i>	Picardie.
<i>J. Filon.</i>	Poitou.	<i>P. Lucas.</i>	Bretagne.
<i>Ant. Folchier.</i>	Vivaraïs.	<i>Mathurin Mahias.</i>	Aunis.
<i>Noël Folchier.</i>	Id.	<i>Denis Manes.</i>	Touraine.
<i>Phil. Fouque.</i>	Ile-de-France.	<i>Denis de Marc-de-Savigny.</i>	Orléanais.
<i>Clément Fradin.</i>	Anjou.	<i>Claude Mariette.</i>	
<i>J.-Bapt. Frier.</i>	Dauphiné.	<i>Louis de Marolles, m. 1692.</i>	Champagne.
<i>Didier de Gan.</i>	Champagne.	<i>Jacq. Martin.</i>	Languedoc.
<i>Jacq. Garnier, 69 ans.</i>	Beauce.	<i>Louis Marujols.</i>	Id.
<i>J. Garnier.</i>	Champagne.	<i>J. Marvègue, 53 ans.</i>	
<i>Barthélemy Gasquet.</i>	Dauphiné.	<i>P. Matthieu.</i>	Périgord.
<i>Isaac Gasquet.</i>	Id.	<i>P. Matthieu.</i>	Lorraine.
<i>Abel Gaucherat.</i>	Blaisois.	<i>Elie Maurin ou Morin, 34 ans, l. 1713.</i>	Poitou.
<i>J. Gaurnier ou Garnier.</i>	Lorraine.	<i>Pierre Mauru, 30 ans, m. 1696.</i>	Brie.
<i>Claude Gauzorgues.</i>	Cevennes.	<i>Dav. Mazey.</i>	Quercy.
<i>P. Geneste.</i>	Périgord.	<i>Charles Melon, 58 ans, l. 1713.</i>	Languedoc.
<i>Guill. Ginac.</i>	Languedoc.	<i>J. Micault.</i>	Anjou.
<i>Jean Ginac.</i>	Id.	<i>Ant. Millet.</i>	Dauphiné.
<i>Barth Ginoux.</i>	Id.	<i>Jacq. Morel, 42 ans, l. 1713.</i>	Champagne.
<i>Louis Girard.</i>	Poitou.	<i>Louis Moulon.</i>	Lorraine.
<i>Matt. Girard.</i>	Champagne.	<i>J. Mourgue.</i>	Languedoc.
<i>Jacq. Girod ou Giraut.</i>	Languedoc.	<i>Josué Mousson.</i>	Lorraine.
<i>Ant. Grangier.</i>	Guienne.	<i>Jacq. Nadal.</i>	Languedoc.
<i>Jacq. Gras.</i>	Cevennes.	<i>Daniel de Noli-bois, lieutenant.</i>	Lorraine.
<i>Philibert Grassy.</i>	Lorraine.	<i>J. Ogier.</i>	Dauphiné.
<i>Dan. Guerre.</i>	Dauphiné.	<i>Gasp. Orillon.</i>	Languedoc.
<i>J. Guicharet.</i>		<i>P. Parat.</i>	Béarn.
<i>Cardin Guillemot, 65 ans.</i>	Poitou.	<i>Et. Paris.</i>	Normandie.
<i>Jacq. Hanat.</i>	Picardie.	<i>Clément Patonnier, 33 ans, l. 1713.</i>	Dauphiné.
<i>Louis Hersart.</i>	Bretagne.	<i>Georges Pellière.</i>	Champagne.
<i>L.-Jacq. Hersart.</i>	Id.	<i>Isaac Pignan.</i>	Languedoc.
<i>Ant. Hulain.</i>	Picardie.	<i>J. Pilliet.</i>	Normandie.
<i>Jacq. Jadot.</i>	Champagne.	<i>.-Ant. de Piloty, sieur de Lézan.</i>	Languedoc.
<i>Gabriel Jumet.</i>			
<i>J. Jumet.</i>			
<i>J.-P. Laclau, régent de Caresse.</i>	Béarn.		

<i>P. Pinet.</i>	Languedoc.	<i>Isaac Apostoly,</i>	
<i>P. Plantat.</i>	Id.	33 ans, l. 1713.	Dauphiné.
<i>Armand Pour-</i>		<i>André Arbret.</i>	Poitou.
<i>taud.</i>	Béarn.	<i>Paul Avon.</i>	Dauphiné.
<i>J. Prim.</i>	Dauphiné.	<i>J. Baille.</i>	Guienne.
<i>Claude Puget.</i>	Languedoc.	<i>Rostan Barlon.</i>	Dauphiné.
<i>Louis - François</i>		<i>Daniel de Barna-</i>	
<i>de Quenot.</i>	Poitou.	<i>ta.</i>	Béarn.
<i>P. Quet, 23 ans,</i>		<i>P. Barrau.</i>	Castrais.
<i>l. 1713,</i>	Gévaudan.	<i>J. Bernard.</i>	Dauphiné.
<i>Louis Raffin.</i>	Dauphiné.	<i>Thomas Bernard.</i>	Languedoc.
<i>Jacq. Rafinesque.</i>	Cevennes.	<i>Dan. Bertrand.</i>	Lorraine.
<i>Albert de Rail-</i>		<i>Henri Beveteau,</i>	
<i>lan.</i>	Languedoc.	50 ans.	Aunis.
<i>Philippe Re-</i>		<i>Michel Bigot.</i>	Touraine.
<i>gnaud.</i>	Champagne.	<i>Gabriel Boisson.</i>	Comtat.
<i>Jacob Rendau.</i>	Id.	<i>J. Bonnet.</i>	Lorraine.
<i>P. Richard, 31</i>		<i>Louis Bonnet.</i>	Dauphiné.
<i>ans.</i>	Dauphiné.	<i>P. Bonnet.</i>	Languedoc.
<i>Louis Roche.</i>	Périgord.	<i>Jacq. Bounau.</i>	Comtat.
<i>Henri Roques.</i>	Languedoc.	<i>Claude Bour-</i>	
<i>Louis Rosier.</i>	Cevennes.	<i>gault.</i>	Normandie.
<i>J. Rouvière.</i>	Dauphiné.	<i>André Bousquet,</i>	
<i>Claude Roux.</i>	Languedoc.	46 ans, l. 1713.	Comtat
<i>Pierre Sanier.</i>	Id.	<i>Louis Bouverin.</i>	Dauphiné.
<i>Nicolas Sellier.</i>	Picardie.	<i>Phil. Braconnier.</i>	Lorraine.
<i>Jacques Serguè-</i>		<i>P. Braucourt.</i>	Bas-Languedoc.
<i>res, 47 ans.</i>	Languedoc.	<i>Guill. Brochon.</i>	Dauphiné.
<i>Dav. Serres, 33</i>		<i>Et. Brunet.</i>	Blaisois.
<i>ans, l. 1713.</i>	Languedoc.	<i>Jérémie Camin.</i>	Anjou.
<i>J. Serres, 30 ans,</i>		<i>David de Caum-</i>	
<i>l. 1713.</i>	Languedoc.	<i>mont - Montbe-</i>	
<i>P Serres, 37 ans.</i>	Id.	<i>ton, l. 1687.</i>	Languedoc.
<i>Isaac Sibleyras.</i>	Vivaraïs.	<i>J. Cazalès, 24</i>	
<i>J. Talin.</i>	Dauphiné.	<i>ans, l. 1713.</i>	Béarn.
<i>P. Tourreil, 48</i>		<i>Dan. de Cazenave.</i>	Id.
<i>ans.</i>	Béarn.	<i>Moïse Celce.</i>	Dauphiné.
<i>J. Tribout.</i>	Lorraine.	<i>J. Cellier.</i>	Languedoc.
<i>André Vallette -</i>		<i>Paul Charles.</i>	Id.
<i>de - Vaissac, 60</i>		<i>P. Chartier.</i>	Ile-de-Fra
<i>ans, m. 1714.</i>	Quercy.	<i>Elie Chevalier.</i>	Saintonge.
<i>J. Vergnol, mi-</i>		<i>Fr. Chevalier.</i>	Dauphiné.
<i>nistre de Mont-</i>		<i>Abraham Chouet.</i>	Lorraine.
<i>flanquin.</i>	Agénois.	<i>P. Clos.</i>	Id.
<i>J. Vidal.</i>	Languedoc.	<i>Jacques Cochet.</i>	Brie.
<i>Samuel Vilmat.</i>	Lorraine.	<i>Louis Cochet, 45</i>	
		<i>ans, l. 1713</i>	Brie.
	1687.	<i>J. Pierre de Co-</i>	
		<i>libet.</i>	Béarn.
<i>Louis Alauzi.</i>	Lorraine.	<i>César Colignon.</i>	Lorraine.
<i>Louis Albert.</i>	Bretagne.	<i>Abel Commeau, 41</i>	
<i>P. Allix, 30 ans.</i>		<i>ans, m. 1712.</i>	Poitou.

<i>Jacob Coudray.</i>	Bourgogne.	<i>Henri Le Roux,</i>	
<i>Philip. Coutin.</i>	Poitou.	baron de Jarjaye.	H.-Languedoc.
<i>Isaac Crepoy.</i>	Bretagne.	<i>J. Loustalet,</i> ou	
<i>Constant Daunis</i>	Languedoc.	<i>L'Hostalet,</i> 44	
<i>P. Defaux.</i>	Lorraine.	ans, l. 1713.	Béarn.
<i>Nic. Du Chesne.</i>	Id.	<i>P. de Maille.</i>	Id.
<i>P. Du Cros.</i>	Languedoc.	<i>J. Marcel.</i>	Dauphiné.
<i>P. Durand</i>	Id.	<i>Zacharie Marcel.</i>	Id.
<i>P.-Jean Estèbe</i>	Dauphiné.	<i>Jacques Marion-</i>	
<i>J. Fayan, prosé-</i>		<i>neau.</i>	Poitou.
<i>lyte.</i>	Dauphiné.	<i>J. Mercier,</i> 49 ans.	
<i>Dan. Flan.</i>	Id.	<i>J. Miroir.</i>	Champagne.
<i>Antoine Gaches,</i>		<i>Nic. Monnet.</i>	Dauphiné.
sieur de Prades.	Castrais.	<i>Dav. Morlot.</i>	Comté de Mont-
<i>P. Gaches.</i>	Id.	<i>P.</i>	béliard.
<i>Louis Galan.</i>	Dauphiné.	<i>J. Mulier.</i>	Normandie.
<i>Jacq. Galice.</i>	Agénois.	<i>J. Noguier.</i>	Bas-Languedoc.
<i>Martin Galier.</i>	Languedoc.	<i>J. Panson.</i>	Champagne.
<i>J. Gambier.</i>	Normandie.	<i>J.-Benoît Panson.</i>	Id.
<i>Paul Gemy.</i>	Lorraine.	<i>Sébast. Peirolle.</i>	Dauphiné.
<i>J. Gervais.</i>	Languedoc.	<i>J. Piednoël.</i>	Normandie.
<i>J. Goudin.</i>	Béarn.	<i>J. de Piquemil.</i>	Béarn.
<i>J. Gonjon.</i>	Bas-Languedoc.	<i>Louis Poumier.</i>	Anjou.
<i>Dan. Grandjean.</i>	Lorraine.	<i>P. Prince</i>	Normandie.
<i>Dav. Grimaudet.</i>	Dauphiné.	<i>Abrah. Ras-ailh</i>	
<i>J. Grosjean.</i>	Lorraine.	ou <i>Rispail,</i> 32	
<i>Jacq. Guitard.</i>	Languedoc.	ans, l. 1713.	Dauphiné.
<i>J. Haichelin.</i>	Champagne.	<i>J. Richard</i> ou <i>Ro-</i>	
<i>Louis de Hais.</i>	Normandie.	<i>chard.</i>	Poitou.
<i>J. Hébrard.</i>	H.-Languedoc.	<i>J. Rigaud.</i>	Guienne.
<i>Adam Honoré.</i>	Picardie.	<i>J. Rodot.</i>	Lorraine.
<i>Isaac Honoré.</i>	Id.	<i>P. Roumain.</i>	Bourbonnais.
<i>Dan. Husson.</i>	Lorraine.	<i>Jacob Saurice</i> ou	
<i>J. Japi.</i>	Saintonge.	<i>Surice.</i>	Guienne.
<i>Pierre de Jaquet.</i>	Béarn.	<i>Dan. Simon.</i>	Champagne.
<i>Jacq. Jonquet.</i>	Dauphiné.	<i>Tobie Soulages,</i>	
<i>Henri Joyeux.</i>	Id.	apostat.	Castrais.
<i>Isaac Labez.</i>	Béarn.	<i>J. Tixeau</i> ou <i>Tis-</i>	
<i>J. de La Cazis.</i>	Id.	<i>seau</i>	Poitou.
<i>Paul Lafont.</i>	Vivaraïs.	<i>Thomas Toffin.</i>	Picardie.
<i>J. La Garde.</i>	Bigorre.	<i>Et. Toussaint.</i>	Lorraine.
<i>Jacq. Lambert,</i>		<i>J. Toussaint.</i>	Id.
24 ans.	Champagne.	<i>Louis Toussaint.</i>	Id.
<i>Dav. La Place.</i>	Dauphiné.	<i>Nic. Vachon.</i>	Dauphiné.
<i>J. Lardent,</i> 32		<i>Jacob Valadier.</i>	Languedoc.
ans.	Normandie.	<i>Jacq. Venet.</i>	Id.
<i>P. La Serre.</i>	Id.	<i>Abrah. Villom.</i>	Lorraine.
<i>Ant. Laubert, ré-</i>		<i>P. Vinatier.</i>	Dauphiné.
gent.	Languedoc.		
<i>Abrah. de Lenge-</i>			1688.
<i>vin.</i>	Béarn.		
<i>J. de Lengevin.</i>	Id.	<i>Daniel Aubin.</i>	Poitou.

<i>Charles Ban.</i>	Poitou.	<i>Abraham Marchais.</i>	Poitou.
<i>Daniel Barillot.</i>	Id.	<i>Franç. Martin.</i>	Languedoc.
<i>Dan. Baudouin.</i>	Id.	<i>Dav. Mazel.</i>	Id.
<i>Jacq. Beaulieu.</i>	Id.	<i>J. Meussac.</i>	Guienne.
<i>Dan. Benoît, 43 ans.</i>	Poitou.	<i>And. Monfageon.</i>	Languedoc.
<i>André Bertrand.</i>	Languedoc.	<i>André Moreau.</i>	Poitou.
<i>Dan. Bonneau.</i>	Poitou.	<i>Pierre de Mussy.</i>	Ile-de-France.
<i>Jacq. Boudon.</i>	Languedoc.	<i>Moïse Naudy.</i>	Guienne.
<i>André Bouffard.</i>	Poitou.	<i>J.-Jacq. Nautery.</i>	Id.
<i>Charles Bouin, l. 1713.</i>	Poitou.	<i>J. Nègre, 26 ans.</i>	
<i>Simon Bouin ou Bonin.</i>	Poitou.	<i>P. Nissoles.</i>	Languedoc.
<i>Ant. Bourguet.</i>	Languedoc.	<i>Abrah. Noguet.</i>	Poitou.
<i>P. Buquet.</i>	Normandie.	<i>Claude Oudet ou Odet, 58 ans.</i>	Lorraine.
<i>Isaac Calcais.</i>	Languedoc.	<i>P. Pigeon.</i>	Normandie.
<i>Pierre Capelain, 34 ans.</i>	Normandie.	<i>Dan. Pigeot.</i>	Poitou.
<i>Dan. Casemajor.</i>	Béarn.	<i>André Regnault.</i>	Id.
<i>Girardin Cochinnard.</i>	Champagne.	<i>Nic. Riblet.</i>	Lorraine.
<i>Jacques Collorgues.</i>	Languedoc.	<i>Nic. Robeline, 38 ans.</i>	Brie.
<i>Vincent Dubreuil.</i>	Poitou.	<i>J. Roubin.</i>	Poitou.
<i>Jacq. Fauret ou Fort.</i>	Périgord.	<i>J. Saudrin.</i>	Pays Chartrain.
<i>J. Faye.</i>	Id.	<i>Marc - Antoine Sausse.</i>	Languedoc.
<i>P. Fougère.</i>	Guienne.	<i>Claude Sauvet, 43 ans, l. 1713.</i>	Languedoc.
<i>P. Galibert.</i>	Castrais.	<i>P. Serven ou Silvain, 37 ans.</i>	Languedoc.
<i>J. Gautier.</i>	Poitou.	<i>P. Taureau.</i>	Poitou.
<i>André Gazeau, 43 ans, l. 1713.</i>	Poitou.	<i>Dav. Trinquies.</i>	Castrais.
<i>J. Gontard.</i>	Dauphiné.	<i>René Turpin.</i>	Bretagne.
<i>Jacob Goulard.</i>	Languedoc.	<i>J. de Vaucienne.</i>	Champagne.
<i>P. Guignard ou Gagnard.</i>	Poitou.	<i>Laurent Ventourou.</i>	Gâtinais.
<i>Louis Guimard.</i>	Id.	<i>Jacq. Vigne, 44 ans, l. 1713.</i>	Dauphiné.
<i>J. Guimbel.</i>	Normandie.	<i>J. Villaret, 55 ans, l. 1713.</i>	Languedoc.
<i>Abrah. Guiot.</i>	Ile-de-France.		
<i>Ant. Guiraud.</i>	Languedoc.		1689.
<i>Alex. Jullien.</i>	Dauphiné.		
<i>Julien - Alain de La Mothe.</i>	Bretagne.	<i>Jacob Albert, 29 ans.</i>	
<i>Dav. Lauret, 31 ans.</i>	Languedoc.	<i>J. Archimbaud.</i>	Dauphiné.
<i>Joachim Lautrec, 65 ans.</i>	Comté de Foix.	<i>Alexandre Astier, 22 ans, l. 1713.</i>	Vivaraïs.
<i>J. Le Barbier.</i>	Normandie.	<i>François Augier, 28 ans.</i>	Dauphiné.
<i>Dan. Le Comte.</i>	Poitou.	<i>Jacq. Aussy.</i>	Id.
<i>Jacob Mailley.</i>	Ile-de-France.	<i>J. Bancelhon, 34 ans.</i>	Gévaudan.
<i>Jean Mailley.</i>	Id.		

<i>P. Bastide</i> , 35 ans, l. 1713.	Languedoc.	<i>Henri Chambon</i> .	Dauphiné.
<i>J. Begon</i> .	Dauphiné.	<i>P. Chapelle</i> , 36 ans, l. 1713.	Gévaudan.
<i>Ant. Bernard</i> , m. 1699.	Orléanais.	<i>P. Chapoulon</i> .	Languedoc.
<i>Etienne Bertrand</i> .	Dauphiné.	<i>J.-Pierre Chastel</i> .	Dauphiné.
<i>P. Béze</i> .	Languedoc.	<i>J. Comerc ou Com-mère</i> , 28 ans.	Dauphiné.
<i>P. Bioro</i> , aliàs <i>Borne</i> .	Beauce.	<i>David Comte</i> , 50 ans, l. 1713.	Cevennes.
<i>Jacques Blanc</i> , 35 ans.	Dauphiné.	<i>Dav. Corbière</i> .	Dauphiné.
<i>P. Blanc</i> , 34 ans.	Id.	<i>Dav. Cordelle</i> .	Cevennes.
<i>P. Boittias</i> , 32 ans.	Provence.	<i>P. Coréard</i> .	Vivaraïs.
<i>Elie Bouin</i> , 58 ans.		<i>Fortunat Cor-sange</i> .	Dauphiné.
<i>Dan. Borel</i> , 24 ans.	Dauphiné.	<i>Daniel Cros ou Ducros</i> , l. 1713.	Castrais.
<i>P. Borreau ou Borrué</i> .	Saintonge.	<i>J. Curson</i> .	Vivaraïs.
<i>Isaac Boulade</i> .	Languedoc.	<i>Abrah. Daudé</i> , 28 ans.	Languedoc.
<i>J. Bourrely ou Bourlier</i> , 33 ans, l. 1713.	Cevennes.	<i>J.-Laurent Delux</i> .	Dauphiné.
<i>Dav. Bourrier</i> .	Languedoc	<i>P. Didier</i> , 37 ans.	Id.
<i>J. Bousqueneau</i> .	Dauphiné.	<i>Ant. Doalette</i> .	Vivaraïs.
<i>Barthélemy Bou-vier</i> .	Dauphiné.	<i>J. - P. Douchon</i> .	Dauphiné.
<i>Bernard Bouvier</i> .	Id.	<i>Louis Duclos</i> , 24 ans, l. 1713.	Vivaraïs.
<i>J. Bouvier</i> .	Id.	<i>César Dumets</i> .	Saintonge.
<i>P. Bouvier</i> .	Id.	<i>J. Durand</i> , 40 ans, m. 1702.	
<i>Théoph. Bouvier</i> .	Id.	<i>Jacq. Duvaux</i> .	Dauphiné.
<i>Ant. Bozène</i> , 65 ans.	Dauphiné.	<i>Dav.-J. Euton</i> .	Id.
<i>Louis Boyer</i> .	Languedoc.	<i>Hector Escoffier</i> .	Id.
<i>Pierre Boyer</i> .	Dauphiné.	<i>Louis Estoile ou L'Estoile</i> .	Vivaraïs.
<i>Ant. Bréal</i> .	Vivaraïs.	<i>Jean Estran</i> .	Provence
<i>Fortunat Breton</i> .	Dauphiné.	<i>Samuel Fabre</i> .	Castrais.
<i>J. Brevais</i> .	Vivaraïs.	<i>Denis Falot</i> .	Vivaraïs.
<i>Alexand. Brunel</i> , 30 ans, l. 1713.	Dauphiné.	<i>Claude Fauchon</i> .	Dauphiné.
<i>Ant. Buisson</i> .	Id.	<i>Etienne Fer</i> .	Id.
<i>Dav. Buisson</i> .	Id.	<i>Dan. Fontbonne</i> .	Vivaraïs.
<i>J.-Jacques Calme</i> .	Id.	<i>Moïse Francha</i> , ou <i>Frache</i> , 50 ans.	Vivaraïs.
<i>P. Calvet</i> .	Castrais.	<i>Etienne Friquet</i> , aliàs <i>Pastre</i> , 32 ans.	
<i>J. Champion</i> , 28 ans.		<i>J. Gachon</i> , 28 ans.	Languedoc.
<i>Noël Camusat</i> ,	Orléanais.	<i>Alex. Gaillard</i> .	Dauphiné.
<i>Jacq. Castanier</i> , l. 1713.	Languedoc.	<i>J. Garnier</i> .	Id.
<i>J. Caudy</i> .	Dauphiné.	<i>Barthélemy Gau-ma</i> , 49 ans.	
<i>Félix Chabrières</i> .	Id.	<i>Michel Gazanet</i> ,	

ou Gascuel, 26 ans, l. 1713.	Languedoc.	J.-Jacq. Meyna- dier.	Languedoc.
Alex. Gleize.	Dauphiné.	Etienne Miaille.	Id.
J. Gourtol.	Vivaraïs.	J. Moitié.	Normandie.
Armand Gras, m. 1697.	Dauphiné	J. Molle, 36 ans, l. 1713.	Velay.
P. Grefeuil.	Cevennes.	Odos de Monmor.	Dauphiné.
P. Grimault, 39 ans.	Saintonge.	J. Morin, 43 ans, l. 1713.	Languedoc.
César Gros.	Dauphiné.	Nicolas Noël.	Lorraine.
Paul Gueyle.	Id.	Louis Obie.	Saintonge.
Isaac Guilloton.	Saintonge.	Marc Odon, 37 ans.	
Philippe Hoche ou Hauch.	Béarn.	Franç. Ogier.	Dauphiné.
André Jean.	Provence.	Bertrand Oult.	Id.
Etienne Jean.	Id.	P. Pagot.	Vivaraïs.
Jean Jullien, 50 ans.	Dauphiné.	David Pech, 26 ans.	Cevennes.
Jacq. Juventin.	Vivaraïs.	Matt. Pelanchon, 37 ans.	
H. de La Combe.	Dauphiné.	J. Pélissier.	Cevennes.
P. Lafont, 35 ans, l. 1713.	Cevennes.	Matt. Pélissier.	Dauphiné.
J.-Vincent Lam- brois.	Dauphiné.	P. Pellerin.	
P. Laurens.	Id.	Paul Pelletan, 33 ans.	Saintonge.
J. Laurent.		J.-Ant. Penailh, l. 1713.	Dauphiné.
Abraham Lenud.		Ant. Perrier, 25 ans, l. 1713.	Cevennes.
P. Liotard.	Dauphiné.	Thomas Piquet.	Dauphiné.
Pierre Lorphelin 34 ans.		Jacq. Poissant, 30 ans,	Saintonge.
J. Loup.	Castrais.	Franç. Polet.	Languedoc.
Isaac Lunadier, 25 ans.		P. Pottier.	Id.
J.-Vincent Mail- let ou Malet, l. 1713.	Dauphiné.	Matt. Poudrel.	Dauphiné.
Pierre Maistre, m. 1699.		J. Prunier, 57 ans.	Id.
P. Mallet ou Mail- let, 28 ans, l. 1713.	Vivaraïs.	Dan. Pugnet.	Vivaraïs.
J. Marcellin, 30 ans, l. 1713.	Dauphiné.	J. Raymond.	Auvergne.
Jacq. Martin.	Id.	Dav. Reboul, 35 ans, m. 1711.	Vivaraïs.
Jacq. Martin.	Provence.	Marc-Antoine Re- boul, 33 ans l. 1713.	Languedoc.
P. Martin.	Dauphiné.	Paul Reboul.	Vivaraïs.
P. Mazet, 29 ans.	Vivaraïs.	Daniel de Rège.	Champagne.
J. Ménène (Se- maine ?).	Languedoc.	Moïse Renaud, 41 ans, l. 1713.	Provence.
Etienne Meus- nier, 36 ans.		Pierre Renaud, 31 ans	
		Ant. Reselas.	Dauphiné.
		Jacq. Rey.	Velay.

<i>Ant. Reynard</i> ou <i>Brenard</i> , 58 ans.		<i>P. Sauzet</i> , 57 ans, l. 1713.	Vivaraïs.
<i>Claude Reynaud</i> .	Dauphiné.	<i>Etienne Tardieu</i> ,	
<i>P. Reynaud</i> .	Id.	52 ans.	Dauphiné.
<i>Elie Riaujaud</i> , 33 ans.		<i>Philippe Tar-</i> <i>dieu</i> , 33 ans.	Dauphiné.
<i>Matt. Ribery</i> .	Dauphiné.	<i>André Thiers</i> , 37 ans.	Dauphiné.
<i>P. Rieu</i> .	Vivaraïs.	<i>Isaac Thouliers</i> ou <i>Thaulier</i> .	Vivaraïs.
<i>Elie Riost</i> .	Saintonge.	<i>Isaac Tourchai-</i> <i>res</i> .	Dauphiné.
<i>P. Riou</i> .	Languedoc.	<i>Franc. de Tour-</i> <i>toulon</i> , sieur de Valescure.	Bas-Languedoc.
<i>Dan. Rivault</i> .	Poitou.	<i>Esprit Turc</i> .	Dauphiné.
<i>Ch. Rochebois</i> .	Dauphiné.	<i>J. Turc</i> .	Id.
<i>J. Rogeron</i> , ap.	Id.	<i>Phil. Turc</i> , 59 ans.	Id.
<i>Barthélemy Ros-</i> <i>signol</i> , l. 1713.	Vivaraïs.	<i>P. Turel</i> ou <i>Tou-</i> <i>reil</i> .	Dauphiné.
<i>J. Rostan</i> , l. 1713.	Dauphiné.	<i>Alexandre Va-</i> <i>cher</i> , 30 ans.	Dauphiné.
<i>J. Rousseron</i> .	Id.	<i>P. Vallat</i> , 40 ans, l. 1713	Cevennes.
<i>J. Rouvière</i> , 26 ans.	Languedoc.	<i>J.-Jacq Versil</i> .	Dauphiné.
<i>P. Roux</i> .	Dauphiné.	<i>P. Vial</i> .	Dauphiné.
<i>Dav. Rouzerean</i> , 34 ans.		<i>J. Vignon</i> .	Id.
<i>P. Sabarot</i> .	Dauphiné.	<i>J. Villars</i> .	Languedoc.
<i>Franç. Sabattier</i> , 30 ans, l. 1713.	Languedoc.		
<i>J. Samène</i> ou <i>Se-</i> <i>maine</i> , l. 1713.	Dauphiné.		

H^o Mis à la chaîne de 1690 à 1695.

1690.		<i>Joseph Corbière</i> ,	
<i>Claude Allamand</i>	Dauphiné.	40a ns, l. 1713.	Vivaraïs.
<i>Bertrand Aurèle</i> ,		<i>Marc - Antoine</i> <i>Damouin</i> , 28 ans.	Languedoc.
l. 1713.	Dauphiné.	<i>J. Delaurens</i> .	Cevennes.
<i>Gabriel Beneck</i> .	Languedoc.	<i>J. Delcauze</i> .	Id.
<i>Ant. Beray</i> .	Quercy.	<i>J. Dintre</i> .	Vivaraïs.
<i>Etienne Berna</i> .	Vivaraïs.	<i>J.-Pierre Dintre</i> ,	
<i>Et. Bertrand</i> , 56 ans.	Cevennes.	33 ans.	Vivaraïs.
<i>J. Bessède</i> .	Id.	<i>Ant. Durand</i> , 30 ans.	Normandie.
<i>Jacq. Bets</i> ou <i>Bel</i> ,		<i>Moïse Durand</i> .	Cevennes.
m. 1701.	Vivaraïs.	<i>Etienne Dussaut</i> .	Id.
<i>Jacq. Bois</i> .	Id.	<i>Franç. Fort</i> .	Languedoc.
<i>Pierre Boniol</i> .	Cevennes.	<i>Ant. Foussa</i> .	Id.
<i>Esaïe Bonneau</i> ,		<i>Isaac Gonnal</i> , 26 ans.	Quercy.
m. 1693.	Poitou.	<i>Etienne Gouze</i> .	Id.
<i>Israël Bouchet</i> , 31 ans, l. 1713.	Languedoc.	<i>Claude Gran</i> .	Vivaraïs.
<i>Jacq. Bouchet</i> .	Cevennes.	<i>Ant. Grange</i> , 31 ans, l. 1713.	Vivaraïs.
<i>Moïse Brisac</i> , 32 ans.		<i>P. Hugon</i> .	Cevennes.
<i>J. Capelle</i> , 35 ans.	Quercy.		

<i>P. La Combe.</i>	Languedoc.	<i>J. Soubeiran ou Souveran.</i>	Languedoc.
<i>Jacq. Lanteyrez.</i>	Cevennes.	<i>P. Teaule.</i>	Cevennes.
<i>Elie-Franç. Ledoux, 44 ans.</i>	Picardie.	<i>J. Tessier - de - Jaussaud.</i>	Languedoc.
<i>Louis Leyris.</i>	Cevennes.	<i>J. Tourtelot, 30 ans.</i>	
<i>Moïse Lodenot.</i>	Bourgogne.	<i>Et. Treboulon.</i>	Cevennes.
<i>Matt. Malartie, 43 ans.</i>		<i>J. Valette.</i>	Quercy.
<i>Louis Manuel, 31 ans, l. 1713.</i>	Cevennes.	<i>J. Veirrier.</i>	Dauphiné.
<i>J. Maurin, 56 ans, l. 1713.</i>		<i>Charles Verdier.</i>	Cevennes.
<i>P. Meynadier, 28 ans, l. 1713.</i>	Cevennes.	<i>P. Vielzeu.</i>	Id.
<i>Ant. Méjanel, 58 ans.</i>	Languedoc.	1691.	
<i>Gabriel Melgues.</i>	Cevennes.	<i>Etienne Arnal, 49 ans, l. 1713.</i>	Cevennes.
<i>Bertrand Miramont.</i>	Languedoc.	<i>P. Auzereau ou Augereau, 46 ans, l. 1713.</i>	Guienne.
<i>Arnaud Monteil.</i>	Quercy.	<i>P. Baragua, 28 ans, l. 1713.</i>	Dauphiné.
<i>P. Moulin.</i>		<i>J. Barge, 35 ans.</i>	Languedoc.
<i>A. Mounier ou Munier, 33 ans.</i>		<i>J. Barthe.</i>	
<i>P. Paloyer, 28 ans.</i>	Vivaraïs.	<i>J. Dubuy, 31 ans.</i>	
<i>Ant. Perrier, 29 ans, l. 1713.</i>	Cevennes.	<i>Jacq. Dufour, l. 1713.</i>	Dauphiné.
<i>J. Perrier.</i>	Id.	<i>P. Dumas, 29 ans.</i>	
<i>Ant. Petit.</i>	Quercy.	<i>Jacq. Dupont, 23 ans, l. 1713.</i>	Languedoc.
<i>Isaac Petit.</i>	Id.	<i>J. Espaze, 25 ans.</i>	
<i>Simon Pineau, 53 ans, l. 1713.</i>	Saintonge.	<i>P. Gascuel, 39 ans.</i>	Cevennes.
<i>J. Piron.</i>		<i>J. Guiraud, 23 ans, l. 1713.</i>	Languedoc.
<i>J. Plaigne.</i>	Quercy.	<i>J. Lépicier, 49 ans.</i>	
<i>Daniel de Rame, 26 ans.</i>	Languedoc.	<i>J. Liron, 27 ans.</i>	
<i>J. Rampon.</i>	Gévaudan.	<i>André Pélevier ou Pelecuer, 40 ans, l. 1713.</i>	Gévaudan.
<i>J. Retel.</i>	Normandie.	<i>Jacq. Pinet, 30 ans.</i>	
<i>J. Revolte.</i>		<i>Etienne Salle, 33 ans, l. 1713.</i>	Cevennes.
<i>J. Reynol.</i>	Languedoc.	<i>Ant. Second, 43 ans.</i>	
<i>Jacq. Rialhon.</i>	Vivaraïs.	<i>J. Soulages, 31 ans, l. 1713.</i>	Cevennes.
<i>César Rioumal.</i>	Cevennes.	1692.	
<i>Jacq. Rioumal.</i>	Id.	<i>Ant. Astruc, 70 ans.</i>	
<i>J. Roche-de-Villefort.</i>	Languedoc.		
<i>Michel Roma.</i>	Id.		
<i>Jacq. Rouveraud.</i>	Vivaraïs.		
<i>Guill. Roux, 32 ans, l. 1713.</i>	Cevennes.		
<i>P. Salque.</i>	Vivaraïs.		
<i>J.-P. Sivart.</i>	Dauphiné.		

<i>P. Baymon.</i>	Cevennes.	<i>J. Pierre</i> , 44 ans, l. 1713.	Saintonge.
<i>Louis Capellier</i> , 52 ans, l. 1713.	Bas-Languedoc.	<i>P. Raymond</i> , 50 ans, l. 1713.	Gévaudan.
<i>Jacq. Chaulet</i> , 27 ans, m. 1704.		<i>J. Severac</i> , 37 ans.	Languedoc.
<i>César Combet</i> , 28 ans.		<i>David Trysson-</i> <i>nière</i> , 28 ans.	Cevennes.
<i>J. Constant.</i>	Guienne.		
<i>Fiacre Dablin</i> , 24 ans, l. 1713.	Champagne.		1693.
<i>Pierre Dalgues</i> , 66 ans, m. 1699.		<i>J. Flavart</i> , 32 ans.	
<i>J. Daudé</i> , 57 ans, l. 1713.	Languedoc.	<i>P. Guay</i> , 29 ans, l. 1713.	
<i>Jean de Falgue-</i> <i>rolles</i> , m. 1693.		<i>Dav. Loup.</i>	Cevennes.
<i>Armand Du Cai-</i> <i>la</i> , 30 ans.		<i>Jacq. Péridier</i> , 23 ans, l. 1713.	Languedoc.
<i>Jean Glaude.</i>		<i>J. - Pierre Péri-</i> <i>dier</i> , l. 1713.	Languedoc
<i>Aaron Guérard</i> , 30 ans, m. 1698.		<i>J. Rousseau</i> , 36 ans.	
<i>Nic. Josué</i> , 29 ans.		<i>J. Viaud</i> , 26 ans, l. 1713.	
<i>Samson Labusca-</i> <i>gne</i> , 28 ans, l. 1713.	Guienne.		1694.
<i>P. Marlié ou Mal-</i> <i>lié.</i>	Cevennes.	<i>J. Biliand ou Bil-</i> <i>laud</i> , 51 ans.	
<i>Jacq. Martel</i> , 26 ans, l. 1713.	Guienne.	<i>J.-P. Goudorin.</i>	Aunis.
<i>J. Martin</i> , 23 ans, l. 1713.	Cevennes.	<i>Dan. Gouxin</i> , 40 ans.	
<i>J. Michel</i> , 29 ans		<i>P. Péraud.</i>	Saintonge.
<i>Elie Pichot</i> , 28 ans, l. 1713.	Guienne.	<i>P. de Proux.</i>	Béarn.
<i>Jacq. Piémarin</i> , 27 ans, l. 1713.	Cevennes.	<i>Franç. Rochebi-</i> <i>lière</i> , prosélyte, l. 1713.	Vivaraïs.
		<i>J. Ruland.</i>	Saintonge.

III^o Mis à la chaîne de 1695 à 1700.

1695.

1696.

<i>Ant. Agulhon</i> , 32 ans, l. 1713.	Gévaudan.	<i>Daniel Arsat</i> , 27 ans, l. 1713.	Vivaraïs.
<i>J. Gallien</i> , 35 ans.	Dauphiné.	<i>P. Bertaud</i> , 35 ans.	
<i>J. Mounier</i> , dit <i>La Croix</i> , m. 1709.		<i>Dan. Bersot ou</i> <i>Bertot.</i>	Cevennes.
<i>Jacq. Sabattier</i> , 50 ans.		<i>Daniel Boulou-</i> <i>nois</i> , 49 ans, l. 1713.	Picardie.
		<i>André Bousquet.</i>	Cevennes.
		<i>Ant. Chabert</i> , 23 ans, l. 1713.	Languedoc.

<i>Dominique - Joseph de Cousé.</i>		<i>Dav. Laget</i> , 37	
<i>Clande Laurens</i> , 24 ans.	Vivaraïs.	ans.	Cevennes.
4697.		<i>Gabriel Lauron</i> , 1. 1713.	Languedoc.
<i>Isaac Bonnet</i> , 64 ans, m. 1699.		<i>P. Lèques</i> , 49 ans, 1. 1713.	Languedoc.
<i>Dan. Bourguet</i> , 54 ans, m. 1708.	Normandie.	<i>P. Martinique ou Martinengue</i> , 48 ans.	Languedoc.
<i>Salomon Bourguet</i> , 48 ans, 1. 1703.	Normandie.	<i>Ant. Pelletan</i> , 26 ans.	Orléanais.
<i>Josué Chaigneau</i> , 1. 1713.	Poitou.	<i>J.-Dav. Petit</i> .	
<i>Etienne Cros</i> , 32 ans, m. 1703.		<i>J.-Ant. Pontié</i> , 36 ans.	
<i>Jacq. Drillaud</i> , 1. 1703.	Poitou.	<i>Ant. Privat</i> , 1. 1713.	Languedoc.
<i>Benjamin Germain</i> , 47 ans, 1. 1713.	Normandie.	<i>André Réchias ou Raschas</i> , 1. 1713.	Languedoc.
<i>Daniel Rageau</i> , 1. 1713.	Poitou.	<i>P. Roumzegeon</i> , 1. 1713.	Gévaudan.
<i>J. Sénagat</i> , 63 ans, 1. 1713.	Castrais.	<i>Ch. Sabattier</i> , 48 ans, 1. 1713.	Bas-Languedoc.
4698.		<i>P. Sauvet</i> , 40 ans.	
<i>P. Bertrand</i> .		<i>Jacq. Souleyrol</i> , 45 ans, 1. 1713.	Languedoc.
<i>Jacq. Bruzun</i> , 1. 1713.	Languedoc.	<i>P. Souleyrol</i> , 60 ans, 1. 1713.	Languedoc.
<i>Céphas Carrière</i> , 1. 1713.	Languedoc.	<i>Dav. Teissier</i> , 25 ans, 1. 1713.	Gévaudan.
<i>Michel Chabrit</i> , 48 ans, 1. 1713.	Languedoc.	<i>J. de Tempes</i> , 1. 1713.	Languedoc.
<i>François Courteserre</i> , 1. 1713.	Languedoc.	<i>J. Vestion</i> , 21 ans, 1. 1713.	Cevennes.
<i>Matt. Daunis</i> , 1. 1713.	Velay.	4699.	
<i>Laurent Foulquier</i> , 1. 1713.	Languedoc.	<i>Jacq. Durand</i> , 1. 1713.	Languedoc.
<i>J. Gaigneux</i> , prosélyte.	Bretagne.	<i>J. Le Fèvre</i> .	Normandie.
<i>Etienne Gout</i> , 25 ans, 1. 1713.	evennes.	<i>Claude Pavie</i> , 1. 1713.	Vivaraïs.
<i>Louis Issoire</i> , 1. 1713.	C	<i>Dan. Rousselin</i> .	Guienne.
<i>Etienne Jalabert</i> , 1. 1713.	Languedoc.	IV ^o <i>Mis à la chaîne de 1700 à 1705.</i>	
<i>Nicolas Julien</i> ,	Normandie.	4700.	
		<i>J. Bonelle</i> , 1. 1713.	Brie.

<i>Franç. Noiran.</i>	Poitou.	<i>Roustan Gleize.</i>	Languedoc.
<i>P. Vardot.</i>	Id.	<i>Denis Hostin.</i>	Id.
<i>Claude Villaret.</i>	Languedoc.	<i>P. Loubié, m.</i>	
		1711.	Languedoc.
1701.		<i>Franç. Martinel.</i>	Dauphiné.
		<i>Ch. Pau.</i>	Languedoc.
<i>Charles Auren-</i>		<i>Dav. Roubaud ou</i>	
<i>che.</i>	Vivaraïs.	<i>Routeau, l.</i>	
<i>Et. Aussière.</i>	Languedoc.	1713.	Languedoc.
<i>Dan. Basque ou</i>		<i>Et. Vincent.</i>	Agénois.
<i>Basoul, 40 ans,</i>			
<i>l. 1713.</i>	Languedoc.	1703.	
<i>Louis Bertrand.</i>	Id.		
<i>Dav. Dumas.</i>	Id.	<i>Ant. André.</i>	Cevennes.
<i>Dupuy.</i>	Guienne.	<i>J. Baradon.</i>	Languedoc.
<i>Jacq. Fauché, l.</i>		<i>Israël Bernard.</i>	Id.
1713.	Dauphiné.	<i>Moïse Berthet.</i>	Id.
<i>P. Gaillard.</i>	Vivaraïs.	<i>Noël Biesot ou</i>	
<i>Isaac La Venue.</i>	Guienne.	<i>Biou.</i>	Languedoc.
<i>Dan. Le Gras.</i>	Id.	<i>Franç. Bigot.</i>	Id.
<i>J. Deleuze.</i>	Cevennes.	<i>Jacq. Brier.</i>	Id.
<i>Jacq. Marlié.</i>	Vivaraïs.	<i>Louis Bruguère.</i>	Id.
<i>Jean Marlié.</i>	Id.	<i>Jacq. Brunel.</i>	Id.
<i>Pierre Marlié.</i>	Id.	<i>Adam Castan.</i>	Id.
<i>Matt. de Mars.</i>	Id.	<i>Ant. Chabrol.</i>	Id.
<i>J. Marteilhe, 17</i>		<i>J. Chapon.</i>	Id.
<i>ans, l. 1713.</i>	Guienne.	<i>Jacques Comber-</i>	
<i>Louis Merle, dit</i>		<i>nous.</i>	Languedoc.
<i>Rousson.</i>	Vivaraïs.	<i>J. Fabre.</i>	Cevennes.
<i>Et. Metge.</i>	Cevennes.	<i>Jacq. Fabre ou</i>	
<i>P. Montasier.</i>	Poitou.	<i>Favre.</i>	Languedoc.
<i>Mouret.</i>	Guienne.	<i>J. Favas.</i>	Id.
<i>Denis Pasquier,</i>		<i>Dav. Fesquet, m.</i>	
<i>m. 1702.</i>		1710.	Languedoc.
<i>Noé Peyre, m.</i>		<i>Jacq. Fontanieu</i>	
1702.	Vivaraïs.	<i>ou Fontanon.</i>	Languedoc.
<i>Jacq. Pic.</i>	Cevennes.	<i>P. Fournelle.</i>	Id.
<i>René Prat.</i>	Vivaraïs.	<i>A.-Noël Guérin.</i>	Id.
<i>Ant. Roland.</i>	Languedoc.	<i>P. Lebat, apostat.</i>	Id.
<i>J. Royer, l. 1713.</i>	Saintonge.	<i>J. Momméjean.</i>	Id.
<i>Dav. Serres.</i>	Dauphiné.	<i>Jacq. Olivier.</i>	Id.
		<i>Pelet-de-Salgas.</i>	Id.
1702.		<i>J. Peyre.</i>	Cevennes.
		<i>Daniel Piot.</i>	Languedoc.
<i>Paul Aumèdes.</i>	Languedoc.	<i>J. Planque.</i>	Id.
<i>J. Broussan.</i>	Id.	<i>Fr. Rampon.</i>	Gévaudan.
<i>Jacq. Brun.</i>	Id.	<i>J. Rampon.</i>	Id.
<i>J. Campet.</i>	Id.	<i>Jacq. Roquette.</i>	Languedoc.
<i>Simon Cazallet,</i>	Id.	<i>J. Roussin ou</i>	
<i>P. Cervière ou</i>		<i>Roustan.</i>	Languedoc.
<i>Servièrès.</i>	Languedoc.	<i>Fulcran Soulier,</i>	
<i>P. Chardenon.</i>	Id.	<i>apostat.</i>	Languedoc.

<i>Jacq. Thomas.</i>	Languedoc.	<i>J. Fusiès.</i>	Cevennes.
<i>P. Valgalier, apostat.</i>	Languedoc.	<i>Dav. Garcin.</i>	Dauphiné.
1704.		<i>Jacq. Gravier.</i>	Languedoc.
		<i>Jacq. Isnard.</i>	Id.
		<i>Pierre Jullien.</i>	Id.
		<i>J. Lantayres.</i>	Id.
<i>Louis Bourdaries.</i>	Languedoc.	<i>Henri Lieutart.</i>	Id.
<i>Isaac Bourri.</i>	Id.	<i>Dav. Masfre.</i>	Castrais.
<i>Ant. Cordile, apostat.</i>	Languedoc.	<i>André Metge.</i>	Languedoc.
<i>Jacq. Cordile.</i>	Id.	<i>J. Nerse.</i>	Id.
<i>P. Courtois.</i>	Dauphiné.	<i>Ant. Noé ou Nouy.</i>	Id.
<i>Ant. Dauphin.</i>	Id.	<i>Jos. Ricard.</i>	Id.
<i>Louis Defer.</i>	Languedoc.	<i>Claude Roger.</i>	Id.
<i>J. Fise.</i>	Id.	<i>P. Saincian.</i>	Id.
<i>Alex. Floret.</i>	Dauphiné.	<i>J. Saumade, m.</i>	Languedoc.
<i>Marc Foucard.</i>	Languedoc.	1743.	
<i>Ant. Fraisse.</i>	Vivaraïs.	<i>Claude Terrason.</i>	Languedoc.
		<i>Claude Vermeil.</i>	Id.

V° Mis à la chaîne à une date inconnue, mais antérieure à 1705.

<i>J. Albéric, 24 ans.</i>	<i>Claude Boissier, m. 1709.</i>
<i>P. Allard, 37 ans.</i>	<i>Salomon Bonnet, m. 1703.</i>
<i>Et. Allègre, m. 1698.</i>	<i>P. Bontoux, m. 1709.</i>
<i>J. Amour.</i>	<i>Dan. Bosc, m. 1708.</i>
<i>André André, apost.</i>	<i>Isaac Bouchet.</i>
<i>André Archimbaud, m. 1701.</i>	<i>J. Bourdier.</i>
<i>J. Artigues, m. 1701.</i>	<i>André Bourray, apost.</i>
<i>Louis Aubier.</i>	<i>Abrah. Bousique, apost.</i>
<i>Ant. Audoyer, m. 1703.</i>	<i>André Briquel, m. 1700.</i>
<i>J.-B. Banier.</i>	<i>Jacq. Brujat.</i>
<i>J. Barasfort, m. 1692.</i>	<i>Guillaume Brun, m. 1704.</i>
<i>Et. Baunier, apost.</i>	<i>Gabriel Can.</i>
<i>Is. Beaumont.</i>	<i>Ant. Capellier.</i>
<i>Elie Bédard, m. 1697.</i>	<i>Castel.</i>
<i>Samuel de Bedat.</i>	<i>J. Chapelier.</i>
<i>Jacq. Belbèche.</i>	<i>Dav. Charières, m. 1709.</i>
<i>Dan. Benet, m. 1701.</i>	<i>J.-J. Chebert.</i>
<i>Et. Bernard.</i>	<i>Et. Cheminon, m. 1703.</i>
<i>J. Bertrand.</i>	<i>J. Cheminon, 32 ans.</i>
	<i>J. Cheverat.</i>

- J. Chiraud*, m.
1693.
J. de Combes, m.
1705.
Ant. Compan, m.
1698.
Franç. Cornuau,
m. 1702.
Barthélemy Cos-
son, m. 1697.
Isaac Cotterel.
Isaac Couliers.
Abel Damouin,
33 ans, l. 1713.
Etienné Damouin,
31 ans, l. 1713.
Nic. Daubigny,
m. 1709.
P. David.
P. Debled, m.
1703.
Henri Delo.
J. Destamplé, l.
1713.
P. Desvignes.
Ant. Detas.
J. Devèze, m.
1709.
Jacq. Donadieu,
m. 1707.
Charles Dorince,
m. 1702.
Dav. Doyert, m.
1694.
Et. Droume.
J. Dumas, m.
1706.
Ant. Duplan, m.
1707.
Ant. Durand.
L. Emmanuel.
Elie Ervand.
Isaac Esnard.
Ant. Falon.
De Farci.
Dav. Fésier.
J. Fesquet.
J. Filliole, m.
1689.
Ant. Flessière.
J. Flotte.
Sébastien Font-
bonne, m. 1709.
Nic. Forille.
Jonas Fournaton.
André Frère.
J. Fromental, m.
1709.
J. Galari, m.
1706.
Ant. Galissan,
m. 1705.
Jacq. Gandouin.
P. Garnier, 36 ans.
J. Gausse.
P. Gaussen, m.
1708.
J. Gazan, m.
1696.
Ant. Grand.
Méric Grasse.
P. Greste.
Joseph Guigner,
27 ans.
Antoine Haidan,
apost.
P. Hemps.
J. Hète.
Dan. Holéron.
Elie Honnin.
Dav. Housquet.
J. Imbert.
Gilles Irlande,
m. 1710.
Jean Jacques, 27
ans.
P. Jalabert, m.
1707.
Dan. Javel, 27
ans.
P. Joustean.
L. Kerveno - de-
Laubouinière,
m. 1693.
De La Bergerie.
Joseph Lafons,
31 ans.
J. Laire, m. 1703.
Claude Lambas-
tier.
P. Lambertton, m.
1693.
P. Lamièze.
Lanquet.

Gabriel Lant, m.
1702.

J. Lant.

Franç. La Piste.

Ant. La Porte,

André Latelle,
m. 1708.

*De La Tour-Na-
geat*.

J. Lause, m.
1703.

*Le Bosc-de-Bré-
jou*.

Abraham Le Noir.

J. Lèques, m.
1704.

C. Lestanchat.

Pierre L'Etoile.

*Philippe L'Hos-
tier*.

P. Lomer.

Paul Lorier.

Adam Loup, m.
1703.

Dav. Mage, m.
1686.

J. Malefosse, m.
1705.

P. Manuel, 42 ans.
Louis Marles.

J. Massip, m.
1713.

Zacharie Massip.

J. Masson.

Claude Meilhard,
m. 1706.

P. Méjan, m.
1696.

A. Mercier, l.
1713.

J. Merle.

J. Mesebergue.

P. Meunier.

Et. Michel.

Philip. Michel.

J. Mielgues, m.
1706.

Jacq. Migaut.

P. Mingau, m.
1696.

Fr. Montasier, m.
1702.

Dav. Moran, m.
1705.

Ant. Morin.

Isaac Moucha, m.
1691.

P. Nadal.

Elie Néau.

P. Nébaude.

P. Nerbusson, m.
1703.

P. Nicolas.

Claude Noël, m.
1710.

*Dav. Odon ou O-
dou*.

Ch. Palisse, m.
1699.

*Abraham Panel
ou Painet*, m.
1698.

Philibert Pascal.

P. Pascaud, m.
1694.

P. Pau.

J. Pauget.

Dan. Pelletan, m.
1704.

J. Penchinade,
m. 1710.

J. Pérols, m.
1700.

Isaac Perrier, m.
1698.

P. Perrier.

Claude Peyre, l.
1713.

Jacq. Pinard, l. Vivarais.
1713.

Samuel Pintard.

*P. Piron ou Pi-
coron*, mort

1703.

*Abraham Plante-
fer*.

Isaac Plantier,
apost.

Ant. Platon, 34
ans.

P. Pons, m. 1700.

*Michel Porche-
ron*, m. 1703.

P. Prével.

<i>Jacq. Privat</i> , m. 1703.		<i>P. Serreste</i> , m. 1709.	
<i>Ant. Prujat</i> .		<i>P. Servière</i> , l. 1713.	Bas-Languedoc.
<i>Georges Pruneau</i> , m. 1703.		<i>D. Serville</i> ,	
<i>P. Puget</i> , m. 1694.		<i>Joseph Sorbier</i> .	
<i>Dan. Racoule</i> , apostat.		<i>Etienne Souley-</i> <i>rol</i> , m. 1699.	
<i>Bonaventure Rey</i> , m. 1702.		<i>Isaac Sugla</i> .	
<i>Ribes</i> .		<i>Ph. Taillard</i> .	
<i>Dan. Ricard</i> ou <i>Richard</i> , 20 ans.		<i>Ant. Talon</i> , m. 1705.	
<i>P. Richard</i> , l. 1713.	Dauphiné.	<i>L. Teissier</i> .	
<i>Etienne Rodez</i> , m. 1705.		<i>Dar. Thomas</i> , m. 1706.	
<i>Jacq. Rols</i> , m. 1699.		<i>P. Tourtercau</i> .	
<i>P. Roubineau</i> , m. 1701.		<i>Franç. Traver-</i> <i>sier</i> , m. 1709.	
<i>Michel Roussièr</i> , m. 1700.		<i>Franç. Tridon</i> .	
<i>Isaac Rouverand</i> , m. 1699.		<i>P. Tromparen</i> , m. 1701.	
<i>Ant Rouvière</i> , m. 1707.		<i>J. Varnier</i> .	
<i>J. Sabourin</i> .		<i>Claude Vauviliè-</i> <i>re</i> , m. 1703.	
<i>J. Saucine</i> , l. 1713.	Bas-Languedoc.	<i>De Velaux</i> .	
<i>Jacques Sel</i> , m. 1702.		<i>J. Vial</i> , l. 1713.	Dauphiné.
		<i>J. Viard</i> .	
		<i>J. Viguier</i> , m. 1709.	
		<i>Ant. Villard</i> , m. 1699.	
		<i>J. Vincent</i> , l. 1713.	Dauphiné.

VI^o Mis à la chaîne depuis 1705 jusqu'en 1714. que l'intervention de la reine Anne fit rendre la liberté aux Protestants détenus aux galères pour cause de religion.

<i>J. André</i> .	Languedoc.	<i>P. Combettes</i> .	Rouergue.
<i>Jacq. Armentières</i> , l. 1713.	Languedoc.	<i>Ant. Coutarel</i> .	Languedoc.
<i>Cl. Béchar</i> .	Id.	<i>César Dorthe</i> .	Id.
<i>Jacques Bonnet</i> , apost.	Languedoc.	<i>Isaac Espéran-</i> <i>dieu</i> .	Vivaraïs.
<i>J. Boudet</i> .	Id.	<i>Louis Favette</i> .	Languedoc.
<i>Ant. Bourelly</i> .	Gevennes.	<i>Fourneau ou Fro-</i> <i>meau</i> .	Languedoc.
<i>Et. Bouvier</i> .	Languedoc.	<i>Michel Gaussen</i> .	Id.
<i>J. Briesse</i> .	Id.	<i>P. Gautier</i> .	Id.
<i>Isaac Bussié</i> .	Id.	<i>Thomas Grisel</i> , m. 1710.	Languedoc.
<i>P. Camilhère</i> .	Id.	<i>J. Hugues</i> .	Id.
<i>Claude Castan</i> .	Id.	<i>J. Istié</i> .	Id.

J. La Croix, l.
4718. Languedoc.
P. La Guerre. Cevennes
Elie Malinas. Languedoc.
Ant. Martel. Id.
Jacq. Merlin. Vivarais.
Dav. Mouraille. Languedoc.
P. Paludan, apost. Id.
Laurent Paulet. Gévaudan.
Jean Pic, apost. Languedoc.
Et. Polis. Id.
J. Pougneau. Poitou.
Ant. Raynaud. Languedoc.
J. Rigal. Id.
Claude Roques. Id.
J. Roumiou. Id.
Isaac Soulier,
apostat.
J. Verdailhan. Cevennes.
Abr. Vigier. Languedoc.

4706.

Etien. Audoyer,
apost. Languedoc.
J. Bruguière, m.
4711. Languedoc.
Jacq. Cabanis, l.
4713. Languedoc.
Ant. Clavel. Gévaudan.
J. Granier.
P. de Larbie, m.
4710. Vivarais.
P. Lascour. Id.
P. Liorac, m.
4707. Dauphiné.
J. Luneau. Saintonge.
J. Malet.
Joseph Mours, m.
4709. Vivarais.
P. Muret. Gévaudan.
J. Ruat. Languedoc.
Joseph Teule, m.
4709. Vivarais.

4707.

Claude Brun. Languedoc.

4705-4710.

Cl. Agulhon.

P. Aurès.
Louis Berger.
Jacq. Bérion.
Isaac Boissier.
L. Bourguet.
Franç. Bcurier
ou *Boury*.
Cambette.
P. Camoetes.
Julien Capellier.
J. Chabrier.
N. Chabrol.
J. Colas.
Ant. Combasson.
Jacq. Cors.
P. Cors.
Louis Coste.
Ant. Coulet.
P. Fontbonne.
J. Fontanelle.
Et. Fournet.
P. Foussatié.
Et. Geminard.
Isaac Gouchon.
Dan. Granier.
Henri Grisot.
Louis Guérin.
A. Guiringuier.
Adrien Jenar.
J. Lacombe.
J. La Croisette,
Dan. Leuton.
J. Lequel.
Létier.
Pascal de Lon.
J. Malbernard.
J. Manuel.
Bénédict Martin.
Ant. Massip.
J. Maurel.
P. Pontié.
Abrah. Puget, m.
4712.
Dan. Puech.
Thomas Rocay-
rol.
André Roux.
J. Suleman.

4711.

Jacq. Vabres, m.
4712.

Vivarais.

1712.

Paul Dormond.
P.-Joseph de Ri-
redebras.

1713.

Guil. Arnoul.
P. Barrière.
J. Belremon.
P. Benique.
Audirant Bonfils.
Nic. Cabane.
P. Chantar.
Jacq. Chevalier.
Michel Claris.
Jacob Crinquer.

VII^e Condamnés aux galères sous la régence du duc d'Orléans.

1717.

Jacques Benniol,
 18 ans.
Louis Bernard ,
 24 ans.
P. Bernard, 25
 ans.
Jacq. Bertezène ,
 34 ans.
Henri Enjaleras,
 60 ans.
Franç. Fesquet,
 47 ans.
J. - Pierre Fes-
quet, 35 ans.
Ant.-Jean Fréron,
 50 ans.

Louis Dissere.
Joseph Dizon.
André Dubriol.
Joseph Egly.
Louis Graneau.
J. Guierdit.
J. Guillaume.
Ch. Guinedy.
J. Horison.
Moïse de Mardre,
 prédicant.
P. Martin.
Dav. Maurin.
J. Niret.
P. Petit.
Franç. Pontovy.
Isaac Ramon.
P. Sanseau.
Claude Voiron..

J. Laporte, 48 ans.
Isaac Martin, 35
 ans.
J. Millet, 58 ans.
Ch. Nicolas, 45
 ans.
Dav. Pautet, 66
 ans.
Jacq Pitel, 17 ans.
Semire, 40 ans.
Dav. Seyte, 34 ans
Et. Seyte, 38 ans.
Jér. Seyte, 36 ans.

1723.

André Versel, éva-
 dé en 1750. Cevennes.

VIII^e Mis à la chaîne depuis le fameux Edit de 1724.

1726.

Bonifas La Co-
lombie.

1728.

Jacques Martin ,
 31 ans. Cevennes.

1734.

J. Cabrol, évadé
 en 1750. Languedoc.
Jacq. Paget, 58
 ans, l. 1767. Cevennes.
J. Raynard, 38
 ans, m. 1753. Languedoc.

1735.

Matt. Allard, 20
 ans. Dauphiné.

4737.

Jacq. Clergues,
63 ans. Vivarais.

4740.

J.-P. Espinas, 30
ans, l. 1765. Vivarais.
Jacq. Hongrent.
Matth. Morel, 45
ans, l. 1761. Vivarais.

4741.

Alexandre Cambon, de Pranles,
48 ans, l. 1769.

4744.

Jacq. Guilhot, de Menglon, 43 ans,
l. 1754.

4745.

Paul Achard, de Châtillon, 28 ans,
l. 1774.
J. Allier, de Tresclou, 39 ans, m.
1754.
Jacq. Amic, de St-Dizier.
Et. Arnaud.
Louis Bel, de Mazamet, 21 ans, l.
1753.
Antoine Bérard.
J. Bérard, de Châteaudouble, l.
1748.
Louis Bérard, de Châteaudouble, l.
1750.
Paul Bérard, de Châteaudouble, l.
1750.
Pierre Bérard.
Dav. Bernadou, de Mazamet, 30
ans.
P. Bernadou, de Mazamet, m. 1753.
J.-P. de Bouillane, de Bonnet.
Boule.
J. Buès, de St-Dizier, m. 1749.
J. Cartier.
Alexis Corbière, de La Sarnarié,
36 ans.
Barth. Faure, de Vinsobres, l.
1750.

J. Faure.

Jacq. Doulès, de La Tour-du-Redon
det.

Georges Gand.

J.-J. Guiltard-de-Lanan, d'Angles,
54 ans, m. 1753.

J. Isnard.

Guil. Isoire, de Nismes, l. 1750.

Ant. Julien, de Tresclou, l. 1750.

P.-P. Lami, de St-Dizier, 54 ans,
l. 1755.

P. Loubier, de Mazamet, l. 1750.

J. Molinier, de Hautpoul, 20 ans.

J.-Matt. Morin, de St-Julien.

Ant. Riail, d'Oste, 42 ans, l. 1774.

André de Richaud, de St-Julien.

P. Roland, de St-Dizier.

Ant. Rouvier, des Arnoux, l. 1750.

Ant. Roux, de Saint-Ambroix, 36
ans, m. 1752.

P. Sabattier, de Mazamet, 30 ans.

Et. Tortel.

4746.

Louis André, de St.-Just.

Henri Bataranieu, du Conserans.

Bellet père, du Conserans.

Bellet fils, du Conserans.

Moïse Bérard.

Bertin, de Montélimart.

Paul de Biros, du Conserans.

De Bousquet, du Conserans.

J. Bouvet.

Marc-Ant. Buzac, de St-Just.

Louis Cabanac, du Conserans.

J. Canebat, du Conserans.

Cantagrel, du Conserans.

Jacob Caussade, de Lauzac, 30 ans.

P. Chaiissière.

P. Chanas, de Beaumont.

Jacq. Cleissa.

Simon Combe.

Courdirac.

Barthel. Daud.

J. Daud.

Jacq. Ducros.

Du Garil, du Conserans.

J.-J. Eymeri, des Arnoux, l. 1751.

Fageau, du Conserans.

J.-Louis Faure.

Jacq. Galand.

Paul Garry, de Bellegarde, 26 ans.

De Gassion, du Conserans.

André Grenier-de-Barmont, du Conserans.

Isaac Grenier-de-Lasterme, du Conserans, 70 ans, l. 1755.

J. Grenier fils, du Conserans.

J. Grenier, du Conserans, m. 1751.

J. Grenier-de-Courtalas, du Conserans.

Marc Grenier, du Conserans, m. 1749.

J. Hautequerre, du Conserans.

Jacq. Jensei.

J. Jourdain.

J.-Franc. La Barthe, du Conserans. Lachard.

J. La Perrière, du Conserans.

La Plane, du Conserans.

Jacq. La Prade, du Conserans.

Jean La Prade fils, du Conserans.

La Riverole, du Conserans.

Franc. La Salle, du Conserans.

Louis La Tourrette, du Conserans.

Marc La Vignasse, du Conserans.

Henri Le Chard, du Conserans.

Louis Le Noir, de Châtillon.

J.-Paul Loumet, du Conserans.

Magnoac, du Conserans.

J.-Paul Magnoac fils, du Conserans.

J. Menut, de Mazel, 30 ans.

Joseph Monbat, du Conserans.

De Moner, du Conserans.

Jacq. Moner, du Conserans.

J. Moner, du Conserans.

J. Moner, du Conserans.

Octave de Moner, du Conserans.

P. Moner, du Conserans.

Vincent Moner, du Conserans.

Monez.

Montauriol, du Conserans.

Niger, du Conserans.

J.-André Pommier, de Berlin, l. 1750.

Ch. Pontiez, du Conserans.

André Poulat.

Paul Prunier.

Ant. Riaillon, de Gigors, l. 1750.

De Robert, du Conserans.

J. Robert, du Conserans.

Louis Robert, du Conserans.

Octave de Robert, du Conserans.

Pierre Sayn.

J.-Louis Souchon.

Jacq. Tromparen.

Verbizier-de-Pondelas, du Conserans.

Guy Verbizier, du Conserans.

Vergez, du Conserans.

J. Vésiat, du Liège.

Jacq. Vignasson, du Conserans.

1747.

Barthélemy Coste, de Saint Martial, m. 1749.

Louis Farjon, de Clarensac, évadé en 1749.

Raimond Gaillard, de Léojac, 43 ans.

J. Lanthsaume, de Lauzeron, 34 ans, l. 1752.

J. Moussier, du Fau, 21 ans.

1749.

Fr. Boibleau, de Saintonge.

J. Boisson, de Saintonge.

J.-P. Bouvilla, de Sabarat, 30 ans.

Franc. Fargues, du Mas-d'Azil, l. 1749.

Et. Laborde, du Mas-d'Azil, 38 ans, l. 1755.

Paul Laborde, du Mas-d'Azil, 50 ans, l. 1755.

Franc. Lafons, du Mas-d'Azil, 23 ans.

J. Lafons, de Sabarat, 30 ans.

P.-Paul Mercier, du Mas-d'Azil, 25 ans, l. 1755.

P. Rondeau, de Saintonge.

1750.

Franc. Anton, de St.-Médiers.

André Bernard, de Vindras, 30 ans.

Jacq. Boucairan, de Bourdic, 50 ans.

André Bridonneau, de Velaudin.

Et. Chapelier, de Saussines, 26 ans.

J. Cros, de Romeyer, 33 ans, l. 1755.

J. Garagnon, de Montaren, 37 ans.

P. Maillefaut, de Lavardez, 23 ans, l. 1755.

Henri Martel, de Fons, 29 ans.

Jacq. Muletier, de Gigors, 36 ans,
l. 1755.

Louis Nègre, de Collorgues, 40 ans.

P. Pinet, de Menglon, 27 ans, l.
1755.

J.-Ant. Riaillon, de Vercheny, 27
ans, l. 1755.

P. Rambert, d'Ozillac, 66 ans.

Frauc. Rougier, de St.-Paul-Trois-
Châteaux, 42 ans, l. 1753.

1751.

Claude Chaumont, de Genève, 33
ans.

Paul Matthieu, de Nismes, 66 ans.

Ant. Mortier, de Calvisson, 71 ans.

J. Trouillet, de La Fraignée.

1752.

Joseph Bernier, de Nions, 33 ans.

Jacq. Compan, de Clarensac, 56
ans.

Blaise Delphon.

J. Feral.

Louis Fregon, de Bernis, 45 ans.

P. Galan, de Montauban.

André Guisard, de Clarensac, 62
ans, l. 1772.

Elie Mariotte.

Etienne Montagut.

J. Roques, de Beauvesin, 21 ans, l.
1772.

J. Say, de Lezan, 56 ans.

P. Tachard.

Louis Tregon, de Bernis, 45 ans,
l. 1772.

Ant. Verlhac.

1753.

Ant. Béranger, du Plan-de-Baix,
35 ans.

1754.

J. Albigès, de Réalmont, 54 ans,
l. 1762.

J. Barrau, de Réalmont, 34 ans,
l. 1762.

André Barthès, des Fournials, 37
ans, m. 1755.

Dan. Bic, de Castres, 64 ans, l.
1764.

P. Bèchard, de St.-Geniez, 65 ans.

J. Blanc, de Sauves, 20 ans, l.
1756.

J. Bonnafous, de Bédarieux, 60 ans.

J. Caldier, de Bédarieux, 58 ans, l.
1764.

Philippe Gaches, des Fournials, 50
ans.

Et. Galzy, du Pont-de-Camarès,
74 ans,

J.-B. La Chaume, de Réalmont,
26 ans.

Guill. Le Nautonnier, de Venez, 64
ans, l. 1757.

Henri Lyron, de Sauve, 23 ans.

Mauriers, l. 1763.

Jacq Novis, du Mas de Novis.

J. Raymond, de Faugères, 34 ans,
l. 1767.

1756.

J. Fabre, de Nismes, 28 ans, l.
1762.

Sébastien Graveau, de St.-Sulpice.

Honoré Targes, de Nismes, 56 ans,
l. 1762.

1760.

Dominique Chérugue, de Mire-
poix, 34 ans.

1762.

J. Viala, d'Anduze, 49 ans.

P. Vignier, de Négrepelisse, 53 ans.

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

AUGUSTIN MARLORAT, PASTEUR ET MARTYR.

1560.

... En ce temps vint à Rouen *Augustin Marlorat*, l'érudition et bonne vie duquel acquit bientôt telle autorité que, sous aucune sédition, et mesme au contentement de plusieurs adversaires plus équitables, lui et son compagnon Des Roches preschèrent et soir et matin, en secret et en public, es parvis de Saint-Vaast, Saint-Ouen, Saint-Patrice, et au Marché-Neuf, auxquels d'autre costé Secard, cure de Saint-Maclou, prestre et Favallon, cures et docteurs de Sorbonne, s'opposèrent, preschant les vieilles calomnies impostes aux Eglises chrestiennes dès le temps des apôtres, et faisant des complots c. monopoles...

Hist. eccl. des Egl. ref. au royaume de France, etc. Anvers, 1580, t. I, p. 310.

Tant de ministres et pasteurs fidèlement amorceans la pure Parole du Seigneur y ont laisse la vie... Desquels la memoire demeure precieuse devant Dieu, et sainte à toute son Eglise, pour leur grande piete et erudition. Et entre plusieurs on ne doit oublier *M. Augustin Marlorat*, que les ennemis ont fait pendre et estrangler en la ville de Rouen, en laquelle il estoit establi ministre.

Actes des martyrs, de Jean Crespin, Genève, 1564, in-fol. in fine.

MARLORAT (*Augustin*), que la providence divine destinait à devenir une des grandes lumières de l'Eglise réformée de France, et l'un de ses premiers martyrs, commença par être victime de l'un des nombreux abus qui s'étaient introduits dans l'Eglise romaine, pendant les ténèbres du moyen âge.

Né à Bar-le-Duc, en 1506, il était à peine âgé de huit ans lorsqu'il eut le malheur de perdre son père et sa mère. Comme ils lui laissèrent quelque fortune, un oncle avare, qui lui fut donné pour tuteur, forma le criminel projet de l'en dépouiller; et pour y parvenir il le fit entrer, malgré son extrême jeunesse, dans un couvent de moines augustins. Là rien ne fut épargné pour le former à l'état ecclésiastique, quoiqu'il ne l'eût nullement embrassé par son libre choix. Le jeune novice, résigné par nécessité, se livra de bonne heure et avec la plus louable assiduité, aux divers genres d'études auxquelles on l'appliqua, et fit des progrès remarquables dans les langues et dans la théologie, telle qu'on l'enseignait alors. Il paraît que s'étant rendu familiers les meilleurs commentaires sur l'Ecriture sainte, il montra aussi d'heureuses dispositions pour la chaire : car, après qu'il eut fait pro-

fession comme moine (1), et qu'on lui eut conféré les ordres sacrés comme prêtre, ses supérieurs, pour utiliser les talents qui commençaient à briller en lui, lui permirent de sortir du couvent pour aller, en divers lieux, remplir les importantes fonctions de prédicateur.

Nous avons lieu de croire que c'est par erreur que Dupin affirme (2) que « Marlorat, ayant changé de religion, les réformés le firent successivement « ministre à Bourges, à Poitiers et à Angers. » Il nous semble bien plus probable, d'après Théodore de Bèze, auteur contemporain, que ce fut comme moine qu'il prêcha, « avec beaucoup de fruit, » dans ces trois villes épiscopales, vers l'année 1533 et les suivantes. Il y avait été devancé par d'autres prédicateurs, désireux, comme lui, de *parvenir à la connaissance de la vérité*, quoique nés aussi dans une Eglise dégénérée, où la lumière de l'Evangile avait été si longtemps *mise sous le boisseau*. Ce n'était pas en vain qu'un autre moine augustin, en Allemagne, avait remis la Bible en lumière. La grande voix de Luther, et ses puissantes attaques contre les usurpations et les abus de Rome, avaient retenti jusqu'en France; et ses écrits, en pénétrant secrètement dans plus d'un monastère, avaient augmenté partout le besoin généralement senti d'une réforme religieuse. Déjà Calvin se préparait à seconder ce mouvement salutaire. C'était dans cette même ville de Bourges qu'il avait fait une partie de ses fortes études, et, si l'on en croit la tradition (3), ce fut à Poitiers qu'il rompit définitivement les derniers liens qui l'attachaient à l'Eglise romaine, et qu'il célébra la première cène, avec la simplicité des premiers chrétiens. Marlorat dut retrouver, dans ces mêmes lieux, des souvenirs récents du grand réformateur, dont il devait plus tard devenir un fervent disciple. Il y rencontra aussi d'autres messagers de la bonne nouvelle, qui cultivaient soigneusement la semence bénie que Calvin avait plantée. De Bèze mentionne entre autres les moines Chaponneau et Jean Michel, docteurs en théologie; puis deux autres augustins, Jean de l'Epine et Jean Loquet, qui employaient leurs talents oratoires à seconder Marlorat dans cette œuvre d'évangélisation, autant du moins que le permettaient les circonstances, et la réserve que leur imposait leur costume, *quantum quidem cucullato licebat* (4). On comprend, en effet, que n'ayant pas encore secoué le joug de Rome, ils ne pouvaient « qu'exhorter le peuple à se repentir, et à recourir à la grâce de « Dieu par Jésus-Christ, au lieu d'insister, comme leurs anciens collègues,

(1) En 1524, suivant Chevrier, cité par MM. Haag, *France protest.*, 13^e partie, p. 257.

(2) *Bibliothèque des auteurs séparés de l'Eglise romaine*, par L.-E. Dupin, t. 1^{er}, 2^e partie, p. 485. Moréri répète la même erreur, édit. de 1759, v^o *Marlorat*.

(3) Voyez l'*Histoire des Eglises réformées en Saintonge*, par M. Crottet, pasteur, p. 7-11.

(4) Beza *Icones* et Melchior Adam, *Vite Theology. extern.*, p. 23.

« sur les indulgences, sur les pèlerinages et sur les suffrages des saints (1). » Mais cela ne suffisait pas toujours pour contenter le commun des auditeurs, auxquels les abus régnants avaient inspiré le goût d'une controverse agressive. Aussi arriva-t-il un jour, dit Théodore de Bèze (2), « qu'un homme en habit d'hermite, ayant une Bible dans sa besace, au sortir d'un sermon de Marlorat, se presenta sur une boutique, et prenant les mêmes propos du sermon qu'il avait entendu, prêcha plus ouvertement que Marlorat contre la religion romaine. Et cela fut tellement agréable, que les écoliers le firent encore prêcher depuis, devant les grandes Ecoles de droit, sur une haute pierre où se font communément les criées publiques à son de trompe: jusqu'à ce que les prêtres cherchant à l'empoigner, on le fit évader. »

On ignore pendant combien de temps Marlorat se livra ainsi aux travaux de la prédication, et s'il prêcha ailleurs que dans les trois villes mentionnées ci-dessus. On sait seulement que son éloquence, jointe à son profond savoir et à sa modération, étendit sa réputation au loin et le fit rechercher pour édifier d'autres Eglises. Lui-même nous apprend que « l'année où il quitta le froc il avait été désigné pour prêcher le carême à Rouen (3). » Mais malgré les éloges et les applaudissements des hommes, plus il avait réfléchi sur son genre de vie, et comparé sa vocation monacale avec les exigences de la Parole de Dieu, qu'il annonçait aux autres, plus s'était fortifiée en lui l'effrayante conviction qu'il *n'y faisait point son salut*. Cette raison, qu'il a donnée lui-même de son changement de religion, en fut, sans aucun doute, le principal motif. Il y en eut pourtant un autre, qui nous a été révélé par Théodore de Bèze; c'est « qu'il se fit conscience de prêter plus longtemps sa langue et son travail pour nourrir des ventres paresseux, qui abusaient de son savoir et de sa diligence pour maintenir leur cuisine (4). »

Quoi qu'il en soit, dès qu'il fut pleinement persuadé qu'il ne trouverait la paix que dans la franche et libre profession de l'Evangile, tel qu'il était enseigné dans l'Eglise réformée, il n'hésita pas un instant à tout sacrifier, même son traitement comme prieur d'un couvent de son ordre, à Bourges, pour suivre la vocation nouvelle que le Seigneur lui adressait. Et comme il vit de toutes parts, en France, les supplices se multiplier, et l'autorité civile et ecclésiastique persécuter de concert ce qu'on appelait à tort les *nouvelles doctrines*, il se souvint de cette parole du divin Maître (S. Matth. X, 23) : *Quand ils vous persécuteront dans une ville, fuyez dans une autre; et*

(1) Vincent, *Recherches sur les commencemens de la Réformation à La Rochelle*, p. 67.

(2) *Histoire ecclésiastique des Egl. réformées*, etc. Auxvers (Genève), 1580, t. I, pp. 56-59.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 657.

(4) *Vrais portraits*, etc., art. *Marlorat*, p. 183.

aussitôt, franchissant la frontière, il se rendit à Genève, *ayant soif de Christ* (1), et impatient de *servir Dieu* publiquement *en esprit et en vérité*. Là, *pour n'être à charge à personne*, il commença par *travailler de ses mains*, à l'exemple de saint Paul. Il se fit correcteur de livres, joignant ainsi ses pieux efforts à ceux de Farel, de Calvin, et des imprimeurs genevois qui multipliaient les éditions françaises de la Bible, du Nouveau Testament, et de divers traités religieux et de controverses, que des colporteurs infatigables répandaient ensuite en France et jusqu'en Normandie. Ce genre d'occupation et les fréquentes prédications que Marlorat eut occasion d'entendre, fortifièrent tellement sa mémoire, qui était déjà excellente, qu'il en vint, dit un de ses biographes, jusqu'à savoir presque toute la Bible par cœur (2). — Un peu plus tard, il augmenta encore le trésor de ses connaissances à Lausanne, où l'appelèrent les vœux des seigneurs de Berne, qui y avaient fondé une école, à la tête de laquelle Théodore de Bèze se trouvait. N'ex-moine de Bar-le-Duc y resta le temps qui fut jugé convenable pour achever de le préparer aux fonctions du saint ministère ; et, en mars 1549, après avoir reçu l'imposition des mains, il fut nommé pasteur à Crissier, village du pays de Vaud, à peu de distance de Lausanne (3).

Nous manquons de détails sur la durée du séjour qu'il y fit, et sur la manière dont il remplit cette tâche importante ; mais ce qui paraît prouver qu'il s'en acquitta dignement, c'est l'empressement que l'on mit, plus tard, à lui confier un poste plus considérable. L'Eglise de Vevey (4) lui adressa une vocation (5), qu'il accepta, et ce fut dans cette jolie ville, sur les bords du lac Léman, qu'il passa les années les plus paisibles et les plus utilement occupées de sa vie. Ce fut là, en effet, qu'il composa, ou du moins qu'il termina ses savants *Commentaires sur les saintes Ecritures*, comme on le voit par la préface de celui *sur le Nouveau Testament*, qui est datée de *Vevey, janvier* 1559. Ce fut aussi là qu'il épousa une femme du canton de Berne, c'est-à-dire une habitante du pays où il se trouvait ; car ce qu'on nomme aujourd'hui le canton de Vaud, dépendait encore alors de l'autorité bernoise.

Ce mariage, comme celui de quelques autres réformateurs, qui avaient aussi prononcé des vœux monastiques, n'a pas manqué de leur attirer des critiques amères, et même de donner lieu à de noires calomnies de la part des théologiens de Rome. Ainsi, le Dr L.-E. Dupin, qui n'était pourtant pas un des plus intolérants, n'a pas craint de soutenir que Marlorat, « après avoir

(1) *Christum esuriens, relicto coenobio, Genevam petit*. G. Feuguercius, *Thesaurus Scripture*.

(2) *Memoriam... ita excolit, ut ea integra pene Biblia teneat*. Ibid.

(3) Ruchat, *Hist. de la réformation de la Suisse*, Nyon, 1836, t. IV, 488.

(4) Et non *Viviers*, comme le dit L.-E. Dupin.

(5) Ruchat, *Ubi supra*, t. IV, p. 375, note 3.

« passé soixante ans dans la continence, se maria, et que ce fut la raison « pour laquelle il se fit calviniste (1). » Certes, c'est être bien mal inspiré, ou vouloir mal soutenir une mauvaise cause que d'employer des arguments de cette faiblesse. D'abord, Marlorat n'avait pas alors soixante ans, puisqu'il a été martyrisé dans sa cinquante-sixième année. Ensuite, peut-on supposer, sans absurdité, qu'ayant réprimé ses passions pendant cinquante et quelques années, et donné l'exemple d'une moralité sans reproche, il en serait devenu tout à coup tellement esclave, qu'il aurait trahi sa foi, pour les satisfaire à tout prix ? Non, si plusieurs réformateurs ont cru devoir se marier, même dans un âge avancé, ils ne l'ont fait que pour mettre leur conduite d'accord avec leurs enseignements : ils ont voulu par là, protester contre les inconvénients scandaleux d'un célibat forcé, et y opposer l'exemple édifiant de toutes les vertus domestiques.

L'achèvement des *Commentaires* de Marlorat ayant ajouté un nouveau lustre à sa réputation, il fut sérieusement question, à Berne, de le faire nommer premier pasteur de Lausanne, où il était déjà bien connu. La proposition lui en fut faite (2) ; mais quand il sut que le célèbre Pierre Viret, qui occupait honorablement ce poste, n'en était renvoyé par le gouvernement bernois que par suite d'un différend sur des questions de culte et de discipline, Marlorat, qui approuvait la manière de voir de Viret, n'accepta pas cette vocation, quelque flatteuse et avantageuse qu'elle fût.

La même année, c'est-à-dire en 1559, il en reçut une autre, à laquelle probablement il ne s'attendait pas. Parmi les Eglises réformées de France, celle de Rouen était une des plus nombreuses, et des plus anciennement organisées. Déjà, plusieurs de ceux qui partageaient ses croyances y avaient courageusement souffert le supplice du feu ; Pierre Bar, le 23 juillet 1528, Etienne Le Court, en 1533, un autre, le 30 août 1535, Constantin et trois autres, en 1542, et Guillaume Husson, en 1544 (3). Cependant, l'Eglise naissante de Rouen s'était progressivement accrue. Elle était déjà très notable, lorsqu'en 1547, Calvin lui adressa une lettre d'exhortation, conservée dans ses œuvres complètes ; et lorsque cette même Eglise, tant de fois et si cruellement éprouvée, fit prier Marlorat de venir la diriger et l'éclairer de ses lumières, les historiens du temps nous disent qu'elle était très populeuse : *populosissima* (4).

Malgré son âge, la distance, et la difficulté de transporter en France les enfants que Dieu lui avait donnés ; malgré la persécution qui continuait à

(1) *Bibliothèque des aut. ecclésiast. du XVI^e siècle*, t. II, p. 561.

(2) Ruchat, *Ubi supra*, t. VI, p. 270.

(3) Ces supplices sont racontés dans l'*Hist. de Rouen*, par Forin, dans le *Martyrologe* de Crespin, et dans les livres de Théodore de Bèze.

4) Bezae *Icones*, et Melchior Adam.

sévir, et qui, en cette même année (1559) avait envoyé au feu « deux hommes, durant l'exécution desquels, dit Th. de Bèze (1), fut faite, contre la coutume, une procession générale, qui passa au Marché-Neuf, devant les flammes de ces infortunés, pour mieux animer le peuple, » Marlorat n'hésita pas à accepter la vocation des protestants de Rouen. Il se mit presque immédiatement en route; mais arrivé à Paris, une tâche, aussi délicate que pénible, lui fut imposée officieusement par ses frères en la foi, dont il ne crut pas devoir s'affranchir. On sait que le conseiller Anne du Bourg avait été mis en prison, sous inculpation d'hérésie. Sa perte était presque assurée. Tout à coup, on apprend que ses amis, selon le monde, sont sur le point d'obtenir de lui qu'il *dissimule* en partie sa croyance, pour éviter le dernier supplice; et on ne connaît personne plus capable que Marlorat, de prévenir une telle faiblesse, en ranimant sa première fermeté. Aussitôt, ce fidèle serviteur de Dieu lui écrivit dans ce but. « Il lui représenta le devoir de ceux que le Seigneur appelle à rendre témoignage de sa vérité devant les magistrats, lui annonça les jugements de Dieu contre ceux qui la désavouent ou la déguisent, l'exhorta à préférer l'honneur et la gloire de Dieu à sa propre délivrance, lui remit devant les yeux sa première conscience, et combien elle avait été en édification à tous les fidèles; lui déclara que les yeux de tous les vrais chrétiens étaient sur lui, qu'il devait prendre garde à ne pas scandaliser les faibles, et à ne rien faire par crainte qui fût contraire à sa première confession, de peur de ruiner ce qu'il avait édifié; et il lui tourna ces exhortations d'une manière si touchante et si forte, en l'assurant du secours de Dieu s'il persévérât comme il avait commencé, que *du Bourg*, qui sentait déjà les premiers remords de sa faute, lorsqu'il reçut cette lettre, fut entièrement confirmé dans le dessein de la réparer (2). » En sorte qu'il est vrai de dire, qu'après Dieu, ce fut en grande partie à Marlorat, le futur *martyr de Rouen*, qu'on put attribuer la fin si courageusement chrétienne et si saintement édifiante du *martyr de Paris*.

Arrivé enfin à Rouen, vers le milieu de 1560, Marlorat, secondé par trois autres pasteurs, nommés Desroches, du Perron et Leroux, se dévoua sans réserve au service de son nombreux troupeau, que Th. de Bèze évalue, quelque part, à *dix mille âmes*. La plus grande partie se composait, il est vrai, de gens de moyenne fortune, et de ceux appartenant aux divers corps de métiers; mais peu à peu, des prédications plus fréquentes et mieux préparées, l'éloquence de Marlorat et son caractère plein de dignité, attirèrent des auditeurs d'une condition plus relevée. Des nobles, des avocats,

(1) *Hist. ecclésiast.*, t. I, p. 198.

(2) *Hist. abrégée des martyrs français*, Amsterdam, 1684, p. 381.

quelques membres du Parlement eux-mêmes, excités d'abord par la curiosité, se laissèrent gagner par l'évidence et la force des doctrines évangéliques. Plusieurs centaines d'adeptes se réunissaient le soir, silencieusement, enveloppés dans de grands manteaux, dans des lieux indiqués d'avance, tantôt au Marché-Neuf, tantôt aux parvis de Saint-Vivien, de Saint-Patrice, ou de la Cathédrale. Plus tard, forts de leurs convictions, et pour réfuter les odieuses calomnies que leurs adversaires inventaient contre leurs mœurs, ils osèrent même s'assembler en plein jour, pour la célébration de leur culte, non sans courir quelquefois de grands dangers. Mais généralement parlant, la conduite exemplaire de Marlorat, ses discours et sa vaste érudition lui valurent la considération et l'estime de tous les partis politiques et religieux.

En 1561, il fut momentanément distrait de ses fonctions pastorales, par le colloque de *Poissy*, où il joua le premier rôle, après Théodore de Bèze. Ce fut lui, en effet, qui, avant l'arrivée de ce dernier, présenta au roi, au nom des autres ministres, une requête contenant les conditions que ceux-ci désiraient voir remplies, dans les débats qui allaient avoir lieu. Égalité entre les représentants des deux cultes, présidence du roi, autorité suprême des saintes Ecritures, nomination de secrétaires choisis des deux côtés, en nombre égal, pour rédiger des procès-verbaux, qui feraient foi après avoir été signés, tels étaient les principaux points que Marlorat réclamait. Mais on sait que rien de tout cela ne put être accordé, et que ce colloque fameux, sur lequel on avait fondé de si belles espérances, n'aboutit à aucun résultat. Chaque parti resta, comme auparavant, fidèle à ses croyances. On s'était réuni pour tâcher de s'entendre et de vivre en paix, et, dès l'année suivante, catholiques et protestants étaient en armes, les uns contre les autres.

Nous passerons sous silence le cruel *massacre de l'assy*, qui donna le triste signal de ces *guerres*, dites *de religion*. Nous croyons superflu de prouver que, quand les réformés s'emparèrent de plusieurs villes importantes, et entre autres de *Rouen*, bien loin de vouloir se *rebeller* contre l'autorité royale, ils croyaient plutôt la *protéger* et la *défendre*, comme la reine mère les y avait encouragés, dans ses lettres au prince de Condé. Nous tenons surtout à montrer que, dans ces déplorables conjonctures, Marlorat ne fut ni un *fauteur de troubles*, ni une *trompette de sédition*, comme ses adversaires l'ont prétendu faussement : et que par conséquent, ayant été *injustement* condamné, on peut le regarder comme un véritable *martyr*.

On sait que les calvinistes se saisirent de l'administration de la ville de Rouen, dans la nuit du 13 au 16 avril 1562. Étudions l'emploi que Marlorat faisait alors de son temps, et nous le verrons occupé de toute autre chose que de discussions politiques. Ayant principalement en vue la gloire de Dieu

et l'édification de l'Eglise, il avait entrepris *deux tables* très étendues, en latin et en français, pour faciliter l'étude de l'*Institution chrétienne* de Calvin, dans ces deux langues; et sans se laisser distraire par ce qui venait d'arriver, il poursuivit et acheva cet important travail, dont il écrivit, le 1^{er} mai suivant, la préface adressée « *aux lecteurs fidèles qui aiment le Seigneur Jésus.* » Le 42 du même mois, un premier Synode provincial se tint à Dieppe. Plus de cinquante ministres y assistèrent, et ce fut Marlorat qui en fut nommé le président ou le *modérateur* (1). Retourné à Rouen, bien loin d'y autoriser par ses prédications, ces scènes trop fréquentes de pillage et de dévastation des Eglises et des couvents, que se permettait la lie d'une vile populace qui n'était réformée que de nom, cet homme de Dieu exhortait ses auditeurs « à *ôter l'idolâtrie intérieure*, premier que de « *commencer à l'extérieure*, attendu que c'est au magistrat à y mettre la « main (2). » Ensuite, il commença, avec un zèle que rien ne ralentissait, à rassembler les matériaux de son *Trésor des saintes Ecritures*, sans s'effrayer de l'idée d'ajouter un *in-folio* de plus à ses œuvres déjà volumineuses. Et lorsque au mois de septembre, la ville fut assiégée par l'armée royale, pense-t-on que le premier pasteur de l'Eglise se montra intimidé, ou obstiné outre mesure? Non, il continua de remplir avec fidélité ses devoirs, devenus toujours plus nombreux. Beaucoup de malades et de blessés à consoler et secourir, beaucoup de morts à inhumer, d'utiles conseils à donner pour le plus grand bien du troupeau, voilà ce à quoi on le vit consacrer ses journées. Il aurait même consenti volontiers « à s'en aller jusqu'aux extré-
« mités de la terre, pour mettre fin à une guerre désastreuse, si l'Eglise
« lui eût donné congé; » mais dès qu'on l'eut prié de ne pas laisser sans secours spirituels tant d'âmes qui lui étaient confiées, il sacrifia tout, plutôt que de les abandonner en se sauvant lui-même.

Les résultats d'un dévouement si chrétien furent tels qu'il était aisé de les prévoir. Malgré le courage des assiégés, qui avaient demandé la liberté de conscience et de culte, la ville fut prise d'assaut, le 26 octobre 1562. Marlorat, réfugié avec sa famille, dans une tour du Vieux-Palais, y fut découvert par un traître, qui le livra sans pitié aux Guise et au Parlement. Son procès fut promptement instruit, et quoiqu'il n'ignorât pas que sa condamnation était résolue d'avance, les réponses qu'il fit à ses ennemis et à ses juges, furent pleines de calme et d'une noble simplicité. Quand le connétable de Montmorency alla le voir dans son cachot, il lui dit : « *J'ous
« êtes le séducteur de tout ce peuple.* — *Si je les ai séduits*, répondit le
« prisonnier, *Dieu m'a donc séduit le premier, car je ne leur ai prêché*

(1) Vitet, *Hist. de Dieppe*, t. I^{er}, p. 418.

(2) De Bèze, *Hist. ecclésiast.*, t. II, p. 656.

« *que la pure Parole de Dieu. — Vous êtes un séditieux*, reprit Montmorency ; à quoi Marlorat répliqua : — *Je m'en rapporte à tous ceux de Rouen, de l'une et de l'autre religion, si j'ai prêché la sédition, ou si je me suis mêlé d'affaires politiques* (1). » Amené ensuite sur la sellette comme un criminel, en face du tribunal, son langage ne fut ni moins simple, ni moins digne. Il raconta les principaux événements de sa vie, justifia sa conversion, et démontra son innocence. Mais comment désarmer la haine, ou rendre équitable un fanatisme aveugle ? Le savant théologien, le pasteur fidèle, le père de famille exemplaire, celui que Dupin appelle *un des plus célèbres et des plus généreux calvinistes de France* (2), fut condamné sans hésiter, comme s'il avait violé toutes les lois divines et humaines ; et la cruelle sentence fut exécutée dès le lendemain, 30 octobre, tandis que la ville entière continuait d'être livrée au pillage et à des calamités de tous genres. En ce jour à jamais néfaste pour l'Eglise réformée de Rouen, son vénérable père spirituel, fut traîné sur une claie ignominieuse, de la Conciergerie à la place de la Cathédrale, pour y être mis à mort. Là, tandis que le martyr courageux exerçait son ministère évangélique jusqu'au dernier moment, en exhortant à une constance chrétienne deux de ses paroissiens destinés au même supplice, on entendit tout à coup (chose horrible à dire !) le connétable et son fils se répandre contre le patient en invectives grossières et sanglantes ! On vit le grand bailli Villebon d'Estouteville, lui donner, en blasphémant, un violent coup de baguette. Et enfin, quand il venait d'expirer au haut de la potence, un soldat fut vu, assénant un coup d'épée sur une des jambes du cadavre !!! Tristes et coupables effets d'une rage impuis-
sante ! On plaint les malheureux qui se déshonoraient en s'y abandonnant ; mais on bénit la mémoire du digne imitateur de Jésus-Christ, qui s'était montré aux yeux de tous fidèle *jusqu'à la mort*, et qui était allé *recevoir de son Sauveur la couronne de vie et d'immortalité*.

D'après Théodore de Bèze, la Providence ne fit pas longtemps attendre une sévère et juste punition. « Le capitaine qui avait livré Marlorat fut tué, trois semaines après, par le plus lâche soldat de sa compagnie. Deux des juges moururent bientôt de maladies étranges. Le soldat qui avait donné le coup d'épée eut une dispute, sur le lieu même, avec un de ses camarades qui le tua. Quant à Villebon, il arriva que, le 46 février suivant, il prit querelle, après boire, avec le maréchal de la Vieilleville, lequel lui coupa le poing même qui avait donné le coup de baguette (3). » Ce dernier fait est authentique et confirmé par le savant historien Floquet (4).

(1) A. Floquet, *Hist. du parlement de Normandie*, t. II, p. 447 et suiv.

(2) *Bibliothèque des auteurs séparés*, etc., t. I^{er}, 2^e partie, p. 585.

(3) *Hist. ecclésiast.*, t. II, p. 660.

(4) *Hist. du Parlement*, etc., t. II, p. 500.

La veuve de Marlorat et ses cinq enfants se réfugièrent en Angleterre. En mars 1576, deux des enfants étaient morts, et il est fait mention, sur les registres de l'Eglise française de Londres, que les trois autres et leur mère continuaient à recevoir les secours dont ils avaient besoin.

L.-D. PAUMIER, pasteur à Rouen.

MÉLANGES.

CHARLES IX A-T-IL TIRÉ SUR LES HUGUENOTS ?

LE BALCON D'OU IL AURAIT TIRÉ EXISTAIT-IL EN 1572 ?

De nouvelles communications nous ont été adressées sur la question d'archéologie et d'histoire que nous avons posée (Voir *Bull.* t. IV, p. 332), et il y a tout lieu d'espérer qu'elle finira par être résolue d'une manière complètement satisfaisante. Ceux qui ont cru pouvoir alléger Charles IX de la circonstance aggravante qui pèse sur sa mémoire en déclarant solennellement que *la fenêtre* d'où l'on prétendait qu'il avait tiré n'existait pas, seront obligés de chercher une autre thèse et d'alléguer que le *pavillon* royal n'était pas construit, si mieux ils n'aiment soutenir que le Louvre lui-même n'avait pas encore existence. Mais après les arguments archéologiques sur la *possibilité* du fait traditionnel mis à la charge du misérable fils de Médicis, nous aurons peut-être bien encore à produire quelques témoignages historiques inattendus et importants sur la *réalité* dudit fait.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Paris, le 25 février 1857.

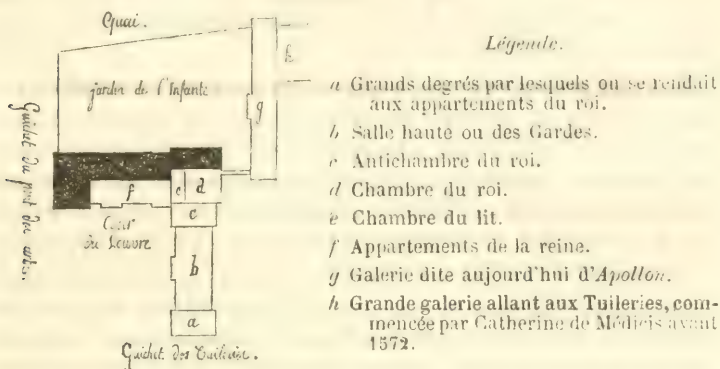
Monsieur le Président,

Après avoir lu, dans le dernier numéro du *Bulletin*, les notes dont vous avez accompagné ma lettre, je reste plus convaincu que jamais que Charles IX a tiré sur les protestants. Seulement je crois que ce n'est pas du pavillon qui termine, du côté du Louvre, la grande galerie du Musée (laquelle était pourtant bien réellement construite en 1572), mais d'un pavillon voisin, aujourd'hui masqué par les bâtiments de Perrault.

En effet, Brantôme nous apprend que le roi a tiré « de la fenêtre de sa chambre » : or, la *chambre du roi* se trouvait au premier étage du pavillon formant l'angle du Louvre du côté des Tuileries, avant les constructions entreprises sous Louis XIV. Elle se trouve aujourd'hui fondue dans la grande pièce dite *des sept cheminées*.

Au reste, pour éclaircir ce point historique, qui a bien son importance, je vous propose de publier le petit plan ci-joint, qui fait connaître la distribu-

tion des appartements du premier étage du Louvre sous Henri II, Charles IX et Henri III. Pour les dénominations que je donne à ces pièces, je puise mes renseignements dans les procès-verbaux des états généraux de 1593, qui se tinrent dans les appartements royaux. (Voyez le livre que j'ai publié sur cette assemblée, dans la *Collection des documents inédits de l'histoire de France*, en 1842). Les constructions élevées sous Louis XIV sont ici figurées en noir, pour qu'on se rende mieux compte de l'état des lieux.



De ce qui précède il résulte, suivant moi, que Charles IX a tiré de la pièce indiquée par la lettre *d*, laquelle avait deux croisées du côté du quai, comme on le voit sur le plan du vieux Louvre donné par Du Cerceau. Les boiseries de cette pièce et de la suivante (*e*) ont été retrouvées par M. de Clarac dans les greniers du Louvre, et rétablies par lui, mais dans une portion du palais qui n'existait pas alors, celle de la colonnade, ce qui est très fâcheux au point de vue historique.

Veuillez agréer, etc.

AUG. BERNARD.

A. M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Paris, le 10 mars 1857.

Monsieur le Président,

Dans l'intéressante discussion que contient votre dernier *Bulletin*, relativement à l'épisode la Saint-Barthélemy, dont le balcon dit de Charles IX perpétue le souvenir, cet épisode a particulièrement été envisagé au point de vue historique ou moral, et, en ce sens, je laisse bien volontiers à d'autres le soin de déterminer s'il est, oui ou non, apocryphe. Mais le problème posé soulève une question archéologique importante, fort mal traitée jusqu'à ce jour, et, partant, restée très obscure. Or cette question, comme m'en

faisait un devoir la tâche que j'ai entreprise (1), je l'ai étudiée avec soin, et je me crois à même de l'élucider; pardonnez-moi donc si je vous demande à en dire quelques mots à vos lecteurs.

Le balcon de Charles IX existait-il vraiment lors de la Saint-Barthélemy? entends-je répéter de toutes parts. A cela je réponds que, suivant toute apparence, le balcon n'existait point à cette époque, mais qu'il est oiseux de le rechercher, parce que Charles IX a pu tout aussi bien tirer de la fenêtre que du balcon, et que ce dont il y a seulement à se préoccuper, c'est de savoir si le bout de la petite galerie, avec la baie qui y est percée, remontent effectivement à l'année néfaste 1572.

M. A. Bernard, en renvoyant au second volume des *plus excellens Bastimens de France*, a invoqué l'argument probant qui se présente immédiatement à l'esprit de tous ceux pour lesquels l'histoire du Louvre n'est pas entièrement inconnue, et certainement un des mieux faits pour convaincre. Afin d'établir qu'un édifice était déjà construit à une certaine époque, que saurait-on citer de mieux que le dire et les dessins d'un architecte contemporain? On ne l'imagine point. Conséquemment il est matériellement certain qu'au moins un an ou deux avant 1579, date du livre de Du Cerceau, la petite galerie, figurée sur un de ses plans, était bâtie, avait la même longueur que de nos jours, et présentait également la grande baie en avant-corps, au devant de laquelle est placé le célèbre balcon.

Mais, objectera-t-on, de ce que la petite galerie s'étendait, en 1578, aussi près de la rivière qu'elle le fait actuellement, il ne s'ensuit pas forcément qu'il en fût de même six ans auparavant. Cela peut sembler bien probable, mais ce n'est nullement prouvé. — Le raisonnement est rigoureux; seulement il est des arguments qui en détruisent toute la portée; les voici :

La fondation de la grande galerie implique absolument la fondation de la petite, qui la relie au Louvre, car on ne s'explique pas à quoi aurait été destinée la première, si elle eût été isolée, et on se l'explique d'autant moins qu'on sait mieux qu'elle fut imaginée avant tout dans le but de réunir les deux palais du Louvre et des Tuileries. Le prouver, et prouver en même temps que la grande galerie fut commencée avant 1572, c'est rendre évident que la petite galerie est d'une origine antérieure à cette date; les lignes suivantes, que j'extrais de mon travail, auront pour résultat, je l'espère, d'en donner la conviction.

« Que la grande galerie ait été commencée sous Charles IX, cela résulte d'abord du passage où Germain Brice, généralement bien informé, dit :
« Il paroît que cet ouvrage (la partie orientale de la grande galerie) a été com-

(1) On sait que M. Bertz prépare depuis longtemps une *Histoire du Louvre, des Tuileries, et des terrains sur lesquels s'étendent les deux palais*.

« mené sous Charles IX » (1) ; puis de l'affirmation de Palma Cayet, témoin oculaire, car il vécut de 1525 à 1610, lequel déclare que « les superbes galeries pour aller du Louvre aux Tuilleries, furent commencées seulement » par Charles IX, qui n'y fit que mettre la première pierre, de l'avis de la « reine, sa mère » (2) ; et surtout de l'inscription qui y fut placée par Henri IV et contenait ces mots : *Porticum hanc à Carolo IX, alta olim pace, captam* (3). Subsidiairement l'historien De Thou, contemporain, comme on sait, en relatant la fondation du palais des Tuilleries, dit que Catherine de Médicis fit élever des bâtiments magnifiques, qu'une galerie intermédiaire devait rejoindre au Louvre, *ad eas sumptuosissimas, quæ media porticu cum Lupara conjungerentur, caput extruere* (4) : et J. Androuet du Cerceau, aussi contemporain, dont le témoignage, comme architecte et protégé de Catherine, a la plus haute valeur, dans le second volume de son ouvrage sur *les plus excellens Bastimens de France*, paru en 1579, après avoir parlé du Louvre, s'exprime ainsi : « Davantage ont « esté par ladicté dame encommencéz quelques accroissemens et galeries et « terraces, du costé du pavillon (celui du sud-ouest), pour aller de là au « palais qu'elle a fait construire et édifier au lieu appellé les Tuilleries. » Il est certes absolument impossible de se refuser à voir dans ces galeries allant du Louvre aux Tuilleries, la grande galerie et ses dépendances. Or on sait que Catherine, effrayée d'une prédiction, renonça aux travaux des Tuilleries avant 1572, et à coup sûr personne n'admettra qu'elle ait pu faire élever une galerie pour conduire à ce dernier château, postérieurement à l'époque où elle en abandonna la construction. Donc la grande galerie a dû nécessairement être entreprise entre 1564 et 1572. En 1564, il n'y avait point encore de château des Tuilleries ; en 1572, on ne s'occupait déjà plus des édifices qu'on y avait commencés ; et depuis la Saint-Barthélemy jusqu'à la mort de Charles IX, il y eut l'effroyable agitation qui suivit ce massacre, une période où la reine mère eut peu le loisir de songer à autre chose qu'à la politique, un état de troubles enfin qui ne ressemble guère à cette paix profonde, *alta pax*, à laquelle il est fait allusion dans l'inscription que nous venons de mentionner. »

(1) *Descript. de Paris*, t. I, p. 161, de l'édition de 1752.

(2) *Chron. sept.*, liv. VII, p. 283. Coll. Michaud. — En disant que Charles IX ne fit que poser la première pierre de la galerie, P. Cayet exagère, pour rehausser le mérite de Henri IV qui la fit achever. Ce qu'on éleva de la grande galerie au temps de Charles IX, ce n'est rien moins que tout l'étage supérieur, depuis la salle des antiques jusqu'aux environs du pavillon de Lesdiguères. Avant Henri IV la grande galerie était couronnée par une terrasse.

(3) Morisot, *Henricus Magus*, cap. XLVI, p. 148. M. Poirson, dans son savant ouvrage sur le règne de Henri IV, est le premier, parmi les auteurs modernes, qui ait fait connaître cette curieuse inscription, et attiré l'attention sur le passage de P. Cayet, que nous venons de citer.

(4) Tome II, p. 290 de l'édition de 1620.

En réalité, l'inscription disait vrai, et c'est pendant la paix qui régna du mois de mars 1563 à la fin de septembre 1567, que furent jetés les fondements de la grande galerie. Un texte à date précise, parfaitement explicite et authentique, que j'ai recueilli récemment, mais dont je pense inutile de faire connaître la source avant la publication de mon ouvrage, en donne une preuve incontestable et pouvant, seule, suppléer à toutes les autres : dans ce texte il est parlé de la « *gallerye que Sa Majesté a ordonné estre faicte* » proche de « la seconde descente approchant du port Saint-Nicolas, devant les clostures du Louvre. » C'est suffisamment clair, je pense.

Le fait est donc acquis à l'histoire monumentale, si compliquée et si mal connue, du Louvre : cinq ans au moins avant la Saint-Barthélemy fut commencée la grande galerie, dont, nous l'avons fait remarquer, la construction implique celle de la petite dans toute sa longueur. Mais comme l'extrémité de la petite galerie ne saurait, sans extravagance, se concevoir dépourvue d'une baie donnant vue sur la rivière, baie dont l'existence est d'ailleurs matériellement constatée pour l'année 1579, on est en droit de l'affirmer, il est désormais hors de toute controverse que la fenêtre dite de Charles IX existait en 1572. C'est ce que je me proposais de démontrer.

Si je savais une objection à tout ce qui précède, je me hâterais d'aller au-devant et de l'évoquer moi-même, parce que je n'ai souci que de la vérité et que ma persuasion est profonde ; mais j'avoue franchement n'éprouver aucune inquiétude à l'endroit des faits que je soutiens être vrais, et que je considère comme bien et dûment établis. Au surplus, et par un hasard singulier, pour prouver que Charles IX n'a pas tiré sur les huguenots le jour de la Saint-Barthélemy, tous les arguments, si spécieux au premier abord, que l'on peut emprunter à l'état du monument, sont ceux qui se réfutent le plus radicalement ; et, que l'on rejette mes conclusions touchant l'âge de la fenêtre ou qu'on les accepte, c'est tout un quant à la question agitée. En effet, j'ai les moyens de faire voir que, au lieu même où se trouve l'extrémité de la petite galerie, il y avait, antérieurement à sa création, une construction encore plus commode pour tirer sur des gens traversant la Seine, car elle avait été faite dans un but analogue, bien avant les guerres de religion. D'un autre côté, que dit Brantôme ? Que le roi mit la tête à *la fenêtre de sa chambre*, puis qu'il prit une grande arquebuse et s'en servit contre les fuyards. Mais où était la chambre du roi à cette époque ? Il est de toute notoriété qu'elle faisait partie du gros pavillon de l'angle du sud-ouest, qui, pour cette raison, s'est appelé le pavillon du Roi (1), et que personne n'ignore avoir été bâti par Henri II.

Ainsi, et on le voit surabondamment, lorsqu'à l'avenir il plaira de nou-

(1) Il est aujourd'hui masqué par les additions de Perrault. Voir ce que Sauval en dit. t. II, p. 25 et 27.

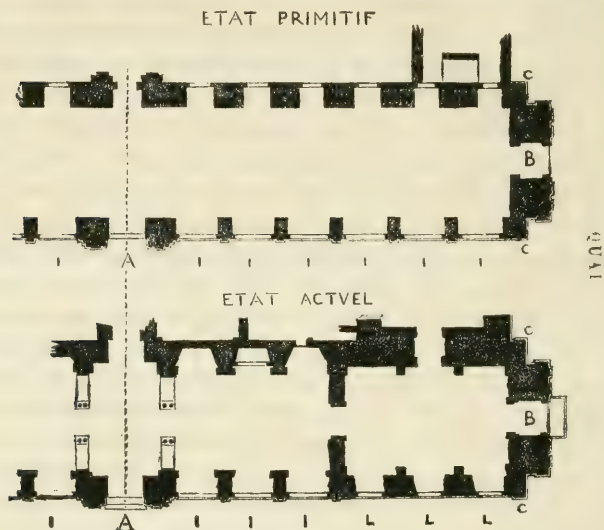
veau à quelqu'un de s'inscrire en faux contre la révélation de Brantôme, il conviendra de ne plus invoquer l'état supposé des bâtiments du Louvre, car il est impossible d'y puiser un argument dirimant, et l'on n'en tirera jamais que des objections fausses et absurdes comme celles que l'on a présentées jusqu'ici.

Je termine en reconnaissant que si, historiquement, l'erreur de ceux qui nient l'ancienneté de la fenêtre de Charles IX est sans excuse, puisqu'elle ne découle que de l'ignorance ou de la fausse interprétation des textes, archéologiquement elle mérite moins les objurgations, parce qu'elle a pour cause un remaniement de maçonnerie fait pour égarer quiconque n'a point une grande habitude d'apprécier de pareille reprises. A une époque et dans un but que je crois connaître, l'extrémité méridionale de la petite galerie a subi des modifications qui lui ont fait perdre son caractère primitif et lui en ont imprimé un nouveau, décelant un art postérieur. Néanmoins l'antiquaire familier avec ces implantations de styles les uns sur les autres, reconnaîtra assez vite que la baie du balcon et ses pilastres jusqu'à la corniche, ont été bâtis du même jet que les sept arcades de goût italien dominant sur le jardin de l'Infante, et accusant si bien la contemporanéité avec la période de Charles IX. La similitude est telle entre l'arcade du midi et celles de l'orient, qu'elle se perçoit jusque dans le faire de l'ornementation et des bas-reliefs des tympons. Ce qui a eu lieu est infailliblement ceci : comme on l'observe sur le plan de Du Cerceau, la galerie présentait d'abord vers son centre (voir le plan) un avant-corps A, de chaque côté duquel il y avait six baies semblables IIIII (1) ; l'avant-corps central A est resté intact ainsi que les trois baies de chaque côté qui en sont le plus rapprochées ; mais les autres, LLL, ont été entièrement refaites, et d'arcades transformées en fenêtres par leur rétrécissement, le changement de leur arc plein cintre en arc bombé, et la suppression des pilastres qui les séparaient. En même temps, on a repris les encoignures de la face sur le quai, et on les a garnies de bossages vermiculés CC, sans pour cela toucher à la baie B de l'avant-corps regardant sur la rivière, et c'est ce qui fait qu'elle a conservé son ancien caractère, si peu en harmonie avec les parties relativement modernes dans lesquelles elle est en quelque sorte encadrée. Il est manifeste que, si l'extrémité méridionale de la galerie avait été entièrement élevée, et non point simplement remaniée, au temps où l'on construisit les fenêtres bombées LLL, on ne se fût pas efforcé de faire de la baie sur la rivière B un pastiche minutieux des anciennes arcades du côté oriental III, lorsqu'on cherchait si peu à raccorder avec celles-ci, sous le rapport des lignes et de

(1) A l'exception de la première vers le nord, qui communiquait avec l'espèce de pont conduisant au pavillon du Roi.

l'ornementation, les nouvelles fenêtres LLL, situées tout auprès, et qu'on embrassait d'un même coup d'œil.

Plan de la moitié méridionale de la petite galerie du Louvre (4).



Telles sont, Monsieur le Président, les observations pour lesquelles je sollicite, une fois de plus, la bienveillante hospitalité de votre excellent recueil. Comme vous l'avez sans aucun doute déjà remarqué, elles reposent uniquement sur des faits qui ne sont guère attaquables, aussi est-il peu vraisemblable qu'on essaye de les réfuter; mais, soyez-en bien convaincu, cela n'empêchera pas, pendant bien des années encore, une foule de gens d'aller répétant que la fenêtre de Charles IX a été construite du temps de Henri IV, de même qu'ils disent que la rue Saint-Denis est la grande voie antique, que l'hospice des Quinze-Vingts a été fondé pour trois cents chevaliers aveuglés par les Sarrazins, que la porte Baudet devait son nom aux Bagaudes, et un millier d'autres absurdités semblables qu'on ressasse sans cesse avec un acharnement à faire honneur aux moutons de Panurge eux-mêmes, et tout à fait digne de leur haute intelligence.

Agrérez, etc.

ADOLPHE BERTY.

P. S. — Je n'ai point à répondre directement à cette assertion si légère

(4) Par suite d'une fâcheuse distraction du dessinateur, ce plan se trouve venir à l'envers à l'impression, et nous nous en apercevons tardivement. Pour subvenir à cet inconvénient, on n'aura qu'à regarder l'image réfléchié dans une glace.

de M. E. Fournier : « Je sais trop bien que cette partie du Louvre (le bout de la petite galerie) n'a été construite que vers la fin du règne de Henri IV. » parce qu'en logique, c'est à celui qui affirme de prouver, et je dois donc attendre que M. Fournier prouve ce qu'il a avancé. Je crois que j'attendrai longtemps, car si M. Fournier s'est laissé aller à écrire la malencontreuse phrase en question (laquelle n'a d'autre fondement qu'une lettre de Malherbe mal comprise), il est beaucoup trop homme d'esprit pour commettre la maladresse d'insister. Quant à l'article de M. Méry, ce n'est point une chose à prendre au sérieux ; mais, en revanche, c'est un spécimen fort curieux et fort caractéristique de la science et de la sagacité d'appréciation dont font habituellement preuve les littérateurs qui ont le monopole de la publicité dans les grands journaux : il s'y trouve une erreur à chaque ligne. M. Méry dit : « Le roi se plaça au balcon d'un pavillon du Louvre qui n'existait pas. » — La petite galerie n'est pas un *pavillon*, et le grand pavillon d'angle, d'où il est probable que Charles IX a tiré, était, on est presque honteux de le rappeler, déjà construit sous Henri II. « Il n'y avait pas de quai. » — Il y avait un quai dès le commencement du XVI^e siècle au moins, et François I^{er} commanda de le refaire par lettres du 15 mars 1527. — « La Seine baignait les pieds du Louvre. » — La Seine ne baignait donc pas les pieds du Louvre, et il y avait déjà au XIV^e siècle une muraille entre le château et la rivière. « Et de la tour de Nesle, bâtie sur le terrain occupé aujourd'hui par l'Institut. » — Détail qui n'est point d'une précision exagérée : la tour de Nesle était située au lieu où se trouve le pavillon oriental de la bibliothèque Mazarine. « Là couraient pêle-mêle catholiques et protestants. » — C'est le cinquième acte de l'opéra de M. Scribe que M. Méry raconte là. Brantôme, un peu mieux à même d'être renseigné, parle de « d'aucuns » qui se sauvaient. « A une assez grande distance du Louvre. » — Du bout de la petite galerie au rivage opposé, il y avait à peine 200 mètres. « Car la rivière coulait alors dans toute sa *longueur* vagabonde. » — Il est peu aisé d'imaginer quelle corrélation il y a entre la *longueur* d'une rivière et l'écartement de ses rives : mais le mot fait bien, et on nomme cela du style coloré. « Charles IX, le 24 août 1572, placé sur un balcon qui a été construit en 1608. » — Nous avons dit ce qu'il en est ; mais peut-être, dans les chroniqueurs qu'il a consultés pour écrire sa *Guerre du Nizam*, M. Méry aura-t-il trouvé quelque précieux et nouveau renseignement sur le sujet. « Charles IX... distinguait parfaitement les huguenots sur l'autre rive. » — Je ne comprends pas la grande difficulté que Charles IX, à moins qu'il ne fût myope, aurait pu éprouver à distinguer les huguenots des catholiques, ceux-ci portant pour insigne une manche blanche, qui devait se voir de fort loin. D'ailleurs les protestants, surpris, n'étaient point armés, et ceux qui les traquaient, le morion en tête et la cuirasse sur le dos, aux premiers rayons d'un soleil de

mois d'août, ne pouvaient guère être confondus avec eux. « Il tuait adroitement les calvinistes. » — C'est exactement le contraire de ce qu'on a dit : Charles IX ne tuait point les calvinistes, il essayait seulement, et n'y réussissait pas. « Les arquebuses venaient à peine d'être inventées : elles datent de 1550. » — Les arquebuses n'ont point été inventées en 1550, puisque vers 1520 elles étaient déjà d'un usage ordinaire. « Mirabeau a vu Charles IX tirer sur les protestants; du moins, il a vu la fenêtre. » — Pourquoi Mirabeau n'aurait-il pas vu Charles IX tirer, puisque M. Méry l'a bien vu se refuser à le faire? « Le tir à l'arquebuse de Charles IX restera éternellement dans la mémoire des hommes. » — Ah! pour cela, c'est bien probable, surtout si cette croyance n'est jamais battue en brèche que par des arguments aussi irréfutables que ceux dont s'est servi M. Méry, aimable conteur, chacun le sait, mais qui, décidément, est peu fort sur l'histoire monumentale du Louvre, au temps du roi Charles le IX^e.

AD. BERTY.

UNE INSCRIPTION COMMÉMORATIVE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

A-T-ELLE EXISTÉ SUR L'ARC DE LA PORTE SAINT-DENIS?

Sous forme de question posée à M. Edouard Fournier, un rédacteur du *Courrier de Paris* a inséré dans le numéro du 21 juillet 1857 de ce journal l'article suivant :

Il y avait autrefois, sur la porte Saint-Denis, une triste inscription, une inscription rappelant la révocation de l'Edit de Nantes, et ainsi conçue :

LUDOVICO DECIMO QUARTO

SUPPRESSO EDICTO NANNETENSE.

Il ne reste d'ailleurs aucune trace de cette inscription.

La révocation de l'Edit de Nantes est du 26 octobre 1685. C'est en 1674 que le prévôt des marchands et les échevins de Paris décidèrent que l'on érigerait un arc de triomphe en mémoire des exploits des armées françaises dans la Flandre et dans la Franche-Comté.

L'architecte de la porte Saint-Denis, François Blondel, qui fut à la fois maréchal des camps et armées du roi et architecte, illustre par sa bravoure et par ses talents d'artiste, publia, en 1698, un cours d'architecture dans lequel il ne parle aucunement de cette inscription; au contraire, on y lit le passage suivant, qui semble l'exclure tout à fait. Voici ce passage :

« Mais la rapidité des conquêtes du roi dans son voyage de Hollande, et ce fameux passage du Rhin à Tholus, qui arriva dans l'année que la porte

Saint-Denis fut commencée, nous obligea de prendre d'autres mesures. Messieurs les prévôts des marchands et échevins crurent que l'on ne pouvait point accompagner la porte Saint-Denis d'autres ornements, ni plus heureux ni plus magnifiques, que de ceux qui pourraient servir de marques de ces grandes actions et de ces victoires. J'ai cru que je ne pouvais mieux faire que d'attacher sur les pyramides et aux distances où j'avais voulu placer les rostres des galères, des masses de trophées antiques, pendues à des cordons noués à leur sommet, entremêlées de boucliers chargés des armes des provinces et des villes principales que le roi avait subjuguées. J'ai même fait asseoir des figures colossales au bas des mêmes pyramides, à l'exemple des excellents revers de médailles que nous avons d'Auguste et de Titus, où l'on voit des figures de femmes assises au pied des trophées ou des palmiers, et qui marquent ou la conquête de l'Égypte, par Auguste, ou celle de Judée, par Titus. C'est ainsi que, d'un côté, j'ai fait mettre une statue de femme affligée, assise sur un lion demi-mort, qui, d'une de ses pattes, tient une épée rompue, et, de l'autre, un trousseau de flèches brisées et en partie renversées; et, de l'autre, la figure d'un fleuve étonné. Et, dans l'espace qui se trouve entre le haut de l'arc de la porte et l'entablement, j'ai trouvé place pour un grand cadre de bas-relief, où j'ai fait tracer cette action si surprenante du passage du Rhin à Tholus. »

On voit, par là, que la révocation de l'Edit de Nantes n'entra pour rien dans l'ornementation du monument. On en pourrait conclure qu'aucune inscription ne devait la rappeler.

Ni Sauval (1724), ni Félibien (1725), ni G. Brice (1752), ne font mention de cette inscription.

Dulaure lui-même n'en dit pas un mot.

Et cependant elle a existé. C'est dans le *Moniteur* que nous en trouvons la preuve.

En effet, on lit dans le numéro du *Moniteur* du 24 août 1792, le compte rendu de la séance de l'Assemblée du 22 août. Dans ce compte rendu, on lit ce qui suit :

« BROUSSONNET. — Les commissaires vont s'occuper des moyens de serrer (*sic*) tous les chefs-d'œuvre.

« DUSSAULX. — Et serreront-ils aussi la porte Saint-Denis ? (On rit.)

« CHARLIER. — Je demande qu'aux emblèmes et aux hiéroglyphes où l'on flagorne Louis XIV, soit substituée la déclaration des Droits de l'Homme. (On applaudit.)

« LOYSEL. — Et moi je demande la démolition de la porte Saint-Denis.

« L'Assemblée passe à l'ordre du jour.

« MERLIN. — J'appuie la proposition de M. Charlier, et je demande sur-

tout qu'on efface cette abominable inscription : *Ludovico decimo quarto, suppresso edicto nannetense.* (On applaudit.)

« Cette proposition est décrétée. »

L'inscription existait donc ?

Car si elle n'eût pas existé, comment Merlin en aurait-il demandé la suppression ? Comment l'Assemblée nationale eût-elle décrété cette suppression ?

Le fait est resté jusqu'à présent inaperçu, ou du moins n'a pas été relevé.

M. Edouard Fournier seul peut nous expliquer cela, et nous dire quelle fut celle des inscriptions primitives de Blondel, — rétablies depuis et encore existantes, — qui fit place à cette odieuse inscription relative à la révocation de l'Edit de Nantes.

Le *Courrier de Paris* s'est félicité de s'être adressé à la spirituelle érudition de M. Ed. Fournier, en recevant la réponse suivante, qu'il a publiée dans son numéro du 23 juillet :

Paris, 22 juillet 1857.

Cher Monsieur,

J'ai bien peur qu'en vous adressant à moi d'une manière si bienveillante pour la solution de l'*énigme parisienne* posée dans votre charmante *Chronique* d'avant-hier, vous n'ayez trop présumé de ma compétence. En fait d'énigmes, on ne résout jamais bien que celles qu'on s'est posées soi-même ; or, franchement, je ne m'attendais pas le moins du monde à être interrogé sur celle-là. Je vais toutefois en appeler à tout ce que je puis avoir de connaissances sur Paris, et tâcher de vous répondre de mon mieux. Une question faite par vous, cher Monsieur, ne mérite pas moins.

Je commencerai par nier nettement que l'inscription dont vous parlez ait jamais existé sur la porte Saint-Denis ; mais, comme vous verrez ensuite, Louis XIV n'y perdra rien. Le rapprochement que vous faites si judicieusement entre la date de 1672, époque de la construction du monument, et la date de 1685, qui est celle de la *révocation de l'Edit de Nantes*, est pour moi, comme c'était pour vous, une première raison de nier.

En 1672, la *révocation* était en projet, et depuis longtemps : sept ans auparavant, le 3 mars 1665, Gui-Patin, bien renseigné, avait déjà écrit à Spon, son ami : « On dit que pour miner les huguenots, le roi veut supprimer toutes les chambres de l'Edit, et abolir l'Edit de Nantes. » En l'année dont nous parlons, en 1672, le projet était plus mûr encore, et l'on en parlait plus haut. Dans un livre publié à cette date, et qui a pour titre : *Le Tombeau des Controverses ou le Royal accord de la Paix avec la Piété*, petit in-42, le coup d'Etat orthodoxe est donné comme imminent : « Le roi, y est-il

dit de la façon la plus menaçante, ne veut plus souffrir deux religions dans son royaume. » Voilà qui est clair : mais nous n'en sommes point encore pourtant au moment où l'inscription triomphante pourra être gravée dans la pierre, le marbre ou le bronze. On ne consacre par des monuments que les exploits accomplis, et, je le répète, il faudra sept années encore pour que celui-ci le soit complètement ! En 1672 donc, encore une fois, la révocation de l'Edit de Nantes, bien que déjà réalisée en idée par Louis XIV, ne pouvait avoir sa mention monumentale sur l'arc de triomphe de la porte Saint-Denis.

Plus tard, à mon avis, cette mention ne dut pas y figurer davantage. Il eût fallu, — car la page était bien remplie, — que cette ligne s'y substituât à une autre : ce n'est pas admissible. Le grand roi tenait fort à chacun de ses hauts faits ; tout lui était également cher et précieux dans sa gloire ; ne croyez donc pas qu'il eût permis qu'on vint y déranger, et surtout en émonder quoi que ce fût. Il était homme d'ordre aussi : même dans l'éloge il lui fallait de l'exactitude et de la chronologie. Inscrire sur un monument de 1672 un événement de 1685, eût été un anachronisme qui eût jeté le trouble dans toute l'économie de son histoire ; jamais il ne l'eût souffert !

Qu'avait-il besoin, d'ailleurs, de presser, d'entasser les faits sur un seul monument ? La place lui manquait-elle pour les inscrire tous ? N'avait-il que ce seul arc de triomphe ? Je lui en connais trois autres dans Paris : la porte Saint-Martin, la porte Saint-Antoine, la porte Saint-Bernard. Comptez-vous aussi pour rien les piédestaux de ses statues ? Chacun de ces monuments avait ses inscriptions particulières, rappelant les faits les plus rapprochés de la date de leur construction. C'étaient autant de feuillets du règne, écrits à leur moment.

Si la ligne concernant la révocation de l'Edit de Nantes se trouvait inscrite quelque part, elle ne pouvait l'avoir été que dans ces conditions-là. La date du fait marquait naturellement la place de l'inscription. Je savais l'une, restait à trouver l'autre. J'ai cherché, et j'ai découvert.

Le seul monument de ce règne qui fût, à quelques mois près, contemporain de la fatale révocation, était la *statue de la place des Victoires*, inaugurée en 1686 ; c'est donc là qu'il fallait regarder. Je courus aux pages de la *Description de Paris*, par Piganiol de la Force, qui donnent l'inscription de la pédestre effigie (t. III, p. 64 et 65), et bien il m'en prit : j'y lus la fameuse mention. Elle n'est point telle que Merlin, dont la mémoire ce jour-là n'était d'aucune façon heureuse, la reproduisit à la séance de l'Assemblée. L'inscription ne parle pas de la révocation de l'Edit, ce n'était qu'un détail, mais bien du fait principal : la destruction de l'hérésie. Les mots y sont ou ne peut plus brutalement formels ; les voici, qu'on les pèse bien : *DELETA CALVINIANA IMPIETATE, pour la destruction de l'impiété calviniste*. Un

siècle et demi de foi militante traité d'impiété ! C'est bien plus cruel et plus insultant que le *suppressio edicto nannetense*, inventé par Merlin.

On comprend qu'au moment du réveil de la liberté, à l'avènement de l'égalité proclamée pour tous, surtout pour les sciences, ces lignes devaient être effacées des premières par la main du peuple. Elles l'étaient déjà depuis douze jours, quand Merlin fit sa proposition. Chamfort écrivait en effet, le 42 août 1792 : « J'ai fait ce matin le tour de la statue renversée de Louis XV, de Louis XIV, à la place Vendôme, à la place des Victoires. C'était mon jour de visite aux rois détrônés, et les médecins philosophes disent que c'est un exercice très salutaire. »

Il est bien entendu que lorsque la statue fut rétablie, l'inscription ne le fut pas avec elle.

Voici, cher Monsieur, tout ce que je puis pour votre curieuse énigme. Je ne sais pas si j'ai dit toute la vérité, mais je crois bien avoir détruit un mensonge.

Agréez mes salutations empressées,

EDOUARD FOURNIER.

LA MUSIQUE DU PSAUTIER HUGUENOT ET CELLE DE CERTAINS CANTIQUES CATHOLIQUES.

Jean Rou, dont les Mémoires inédits viennent de voir le jour, avait publié en 1682, à La Haye, des *Remarques sur l'Histoire du Calvinisme de Maimbourg*, où, avant que Bayle eût encore fait paraître sa célèbre *Critique* du même ouvrage, il signalait bon nombre de faussetés. Cet opuscule fut très bien accueilli. Il est devenu rare. Nous en extrairons ici deux curieux passages relatifs à la musique du Psautier huguenot, attaquée en ces termes par le père Maimbourg :

MAIMBOURG, page 98 : « Il n'y a rien de moins conforme à son original, que cette version des psaumes de David par Marot : pour ne point parler d'une infinité de bévues, et de la manière basse et infiniment éloignée de la majesté du style de ce grand prophète, qui font pitié en cette traduction, qu'on ne peut nier qui n'ait du moins quelque chose de l'air burlesque, sans jamais approcher de cette belle et noble expression qu'on voit dans la version de M. Godeau, etc. Ce sont là les psaumes qu'on chantoit alors, et qui furent mis en musique en un certain air de chanson mol et efféminé, qui n'a rien de dévot et de majestueux, comme le chant de l'Eglise catholique, etc. »

Voici maintenant ce que Rou répond à Maimbourg, et les repréailles qu'il tire de son adversaire :

« On ne sauroit lire deux pages dans cet auteur, sans trouver de la mauvaise foi ou de l'ignorance ; il y a infiniment de l'un ou de l'autre à dire

d'un ton si affirmatif que la version de Marot est dans une manière basse et éloignée de la majesté du style de David, et il y a encore plus d'imprudence à traiter l'ouvrage de ce poëte de burlesque; la chose git en preuve, il n'est pas impossible de trouver un Marot, en tout cas nos psaumes sont dans les mains de tout le monde; il est si vrai que cette poésie est fort conforme au texte, que tout autant de gens qui n'ont pas su que Vatable servoit de truchement à Marot, se sont étonnés comment ce dernier avoit entendu l'hébreu dans une telle perfection; mais comme l'auteur le remarque lui-même, cette justesse de l'un ne venoit que de la conduite de l'autre. Il ne faut donc point dire une chose si absurde, et pour ce qui regarde le style, à la réserve de quelques petits changements que cent quarante ans et plus ont apportés à notre langue, il y avoit dans cet ouvrage des beautés pour ce temps-là comme il y en a dans Godeau pour celui-ci. Si la langue a changé, Marot n'en est non plus responsable que Godeau ne le sera de celui qui pourra succéder dans un siècle à l'égard de sa version. Mais je dis plus, l'auteur se moque-t-il de faire une comparaison des *Psaumes* de Marot avec ceux de Godeau. La rhétorique nous enseigne qu'une comparaison est défectueuse quand elle roule sur des choses de nature différente. Marot a fait une traduction formelle, M. Godeau s'est licencié jusqu'à la paraphrase, et en cela le premier a sur l'autre cet avantage qui n'est pas de petite importance, que plus il s'est attaché au mot à mot du texte, moins il s'est écarté des idées du Saint-Esprit; au lieu que l'autre, à force de donner dans l'éloquence mondaine, a quitté le langage de Dieu pour parler celui des hommes.

« Il y a bien des gens d'un autre avis que M. Maimbourg au sujet de Marot et de ses *Psaumes*; et ce qui doit nous donner de la consolation, c'est que ces gens sont d'un autre poids que lui; ils ne sauroient d'ailleurs être suspects, puisque durant leur vie ils ont toujours professé la religion romaine, et qu'aucun intérêt que celui de la bonne foi et du bon sens, ne les a jamais fait agir. Voici entre autres le jugement du célèbre M. Pasquier, conseiller du roi et avocat général en la Chambre des comptes de Paris.

« Quant à Clément Marot, ses œuvres furent recueillies favorablement de « chacun. Il avoit une veine grandement fluide, un vers non affecté, un sens « fort bon..... Bref, jamais livre ne fut tant vendu que le sien, je n'en « excepterai pas un seul de tous ceux qui ont eu la vogue depuis lui. Il fit « plusieurs œuvres, tant de son invention que traduction, avec un très « heureux génie; mais entre ses inventions je trouve le livre de ses *Epi-* « *grammes* très plaisant, et entre ses traductions il se rendit admirable « en celle des cinquante psaumes de David, aidé de Vatable, professeur du « roi ès lettres hébraïques, et y besogna de telle main, que quiconque a « voulu parachever le Psautier n'a pu atteindre à son parangon; ç'a été une « Vénus d'Apelles. » (Pasquier, *Recherches*, liv. VII, ch. 5.)

« Au reste, rien n'est plus faux que ce que M. Maimbourg dit que la musique de nos psaumes est *molle et efféminée*; j'ai toujours ouï dire aux plus experts musiciens qu'il n'y en avoit pas de plus parfaite; aussi est-elle d'un des plus grands hommes qui aient jamais excellé en cet art, je veux dire de Claudin le Jeune dont le nom seul fait un éloge. Quand on écrit il faut prendre garde à ne pas faire de si lourdes bévues; comme les psaumes sont de différents caractères, les uns sur des matières de réjouissance, les autres sur des sujets de complainte et de tristesse, les uns graves, les autres gais et libres, les uns de louange et d'action de grâces, les autres de confession et de prière, il faut nécessairement que les airs suivent cette variété d'affections et de mouvements, et c'est en quoi le musicien a excellemment réussi; on trouvera des exemples de toutes ces diversités dans ces cinq ou six psaumes, pour n'en alléguer pas un plus grand nombre : le VI^e, et le LI^e, qui sont des psaumes de confession et de prière, ont un air qui leur est proportionné, étant tout languissant et triste; le LXXIX^e, le LXXX^e et le CXXXVII^e, qui sont sur des sujets d'affliction, sont absolument lugubres; le XLIX^e, qui est un psaume de doctrine, a un air grave, entièrement musical et plein de majesté; le XIX^e, qui est un hymne de louange, est animé mais libre et tranquille; et le LXXXI^e, qui en est un de consolation et d'allégresse, a des mesures si pressées qu'il semble n'être fait que pour une danse par bonds et par sauts.

« Mais je trouve l'auteur admirable de critiquer le chant de nos psaumes! C'est bien aux musiciens de sa communion à toucher une pareille corde, eux dont les noëls ridicules semblent être faits tout exprès pour apprêter à rire, et parmi lesquels on n'oit point d'autres hymnes que ceux qui s'entonnent sur les plus libertins airs de cour, sur des coq-à-l'âne du Pont-Neuf, sur des chansons de cabaret, et ce qui est encore plus infâme, sur des intermèdes de comédie ou sur des pas de ballet et des morceaux d'opéra. Il n'y a point ici d'exagération, tout le monde sait quels sont les Cantiques imprimés chez *Florentin Lambert, rue Saint-Jacques, à l'Image Saint-Paul, devant Saint-Yves*. Ce recueil est un livre authentique, il ne peut être récusé par M. Maimbourg puisqu'il est d'un des pères de cette Société dont il faisoit partie, il n'y a encore que trois jours, puisqu'un capucin de réputation y a contribué de sa veine *purgative et illuminative*; puisque ce livre est autorisé par une approbation de docteurs en théologie, et qu'il est imprimé avec privilège du roi. C'est dans ce curieux livre qu'on trouve des *Gaudinettes* et des *Colins*, qu'on entend des soupirs de l'époux céleste sur l'air des *En-farinés*, des entrées de l'âme juste dans le ciel sur l'air *Daye den Daye*, des dialogues entre l'homme et Satan sur celui de

Vous y perdez vos pas,

Nicolas.

Et, ce qui vaut peut-être mieux que tout le reste, un délaissement de toutes choses sur

*Ce que fait et que défend
L'archevêque de Rouen.* » (1).

MAIMBOURG, page 99 : « Les calvinistes chantèrent ces Psaumes publiquement, pour la première fois, dans le lieu le plus fréquenté de Paris pour la promenade, ce qui irrita tellement le bon bourgeois que l'on alloit prendre les armes pour se jeter sur eux, si le magistrat n'eût promptement apaisé ce tumulte par l'emprisonnement de ceux qui furent trouvés les plus échauffés à chanter d'une manière si séditieuse. »

On reconnaît là le caractère de la superstition romaine : si nos pères eussent chanté des airs profanes et impudiques, on ne leur auroit rien fait, comme encore aujourd'hui on en chante de tels en toute liberté dans les maisons et dans les carrefours parmi nos adversaires ; mais si on surprend quelque homme de bien qui chante les louanges de Dieu telles qu'elles ont été dictées par le Saint-Esprit, c'est assez pour le mettre en justice et le faire pourrir dans un cul de basse-fosse. Cette rigueur ne s'étoit pas jusqu'ici exercée si hautement à Paris qu'elle l'est depuis longtemps dans les provinces, mais il est aujourd'hui d'une notoriété publique qu'on a défendu depuis un an le chant des psaumes en bateau et en carrosse sur chemin de Charenton, pendant qu'on laisse les débauchés au vin et aux femmes s'éclater en chansons dissolues dans leurs promenades libertines de *Pique-Puce et de Saint-Maur*.

« Je ne puis sur ce sujet m'empêcher de faire le récit de ce qui se passa il y a quelques années dans une petite ville dont j'ai oublié le nom. Le bailli, sollicité par un curé séditieux, envoya faire défense à un serrurier de la religion qui demouroit vis-à-vis de l'église, de plus chanter des psaumes dans sa boutique ; le service de la messe, au sentiment du bon prêtre, étoit troublé tous les matins par ce chant importun, et il ne l'étoit pas par les perpétuels coups de marteau du cyclope, et par le ratissement aigu de sa lime : comme le serrurier ne se pressa pas d'obéir aux premiers ordres, on réitéra la défense, qui lui fut même signifiée par un sergent dans toutes les formes de la justice, et parce qu'il falloit que le sergent écrivit sur son exploit la réponse de l'assigné, le pauvre homme représenta qu'il n'avoit rien à répondre. — *Mais il faut bien que je mette quelque chose*, dit le pousse-cul. — *Ho! bien, dit le serrurier, mettez donc :*

(1) On sait que le célèbre abbé Pellegrin, protégé de madame de Maintenon, a composé : 1^o des *Cantiques spirituels sur différents airs d'opéra, pour les dames de Saint-Cyr*; 2^o l'*Histoire de l'Ancien et du Nouveau Testament, sur les airs d'opéras et des vaudevilles* (1705); 3^o les *Psaumes de David sur les plus beaux airs de Lulli, etc.* (1705); 4^o l'*Imitation de Jésus-Christ en cantiques, sur des airs d'opéras et de vaudevilles* (1727).

Jamais ne cesseray
De magnifier le Seigneur
En ma bouche auray son honneur
Tant que vivant seray.

BIBLIOTHEQUE HISTORIQUE
DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.

**LES DIVERSES ÉDITIONS DU MARTYROLOGE DE JEAN
CRESPIN.**

« Merveilleux livre, que ce *Livre des Martyrs*,
et qui met dans l'ombre tous les livres du temps;
car celui-ci n'est pas une simple parole, c'est un
acte d'un bout à l'autre, et un acte sublime... »
(MICHELET, *La Ligue et Henri IV*, p. 463.)

Le LIVRE DES MARTYRS, ou le *Martyrologe protestant*, de Jean Crespin, d'Arras, avocat au parlement de Paris, puis imprimeur à Genève, en même temps que savant écrivain, est, avec l'*Histoire ecclésiastique* (voir t. II, p. 217), un des monuments les plus précieux et les plus authentiques des annales de la Réforme française.

M. le pasteur Ch.-L. Frossard nous transmet un relevé des diverses éditions de cet ouvrage, propre à compléter les indications contenues dans les articles que Senebier, Prosper Marchand et la *France protestante* de MM. Haag ont consacrés à Jean Crespin. Nous le faisons précéder de l'article qui se trouve dans la *Bibliothèque historique de la France*, de Lelong et Fontette.

1^o Extrait de la *Bibliothèque historique de la France*.

N^o 5851. *Le Livre des Martyrs, depuis Jean Huss jusqu'en 1554*. Genève, Crespin, 1554. In-8^o.

— *Idem liber, latinè redditus* [à Claudio Baduello]. Genevæ, Crispini, 1556. In-8^o.

Troisième recueil des actes des martyrs. (Genève), 1559. In-12.

Quatrième recueil des actes des martyrs. (Genève), 1561. In-12.

Je ne marque pas le second recueil de ces actes, parce que je ne l'ai point trouvé. Bayle, dans son *Dictionnaire*, n'attribue à Jean Crespin que l'édition de cet ouvrage; cependant, comme cet imprimeur de Genève, qui mourut en 1572, était sçavant dans les langues grecque et latine, il peut bien avoir composé cette histoire, qui lui est attribuée dans le titre suivant. Son style est plus approchant du panégyrique que de l'histoire, au jugement de Varillas.

N^o 5852. *Histoire des martyrs persécutés et mis à mort pour la vérité de l'Evangile, depuis le temps des apôtres jusqu'à présent, traduite du latin de Jean Crespin, d'Arras, à laquelle est jointe l'Histoire des martyrs de Béarn, de l'année 1569* (1). Genève, 1570. In-fol.

— La même histoire, publiée sous ce titre : *L'Histoire des vrais témoins de la vérité de l'Evangile, qui de leur sang l'ont signée, depuis Jean Huss jusqu'au temps présent*; comprise en huit livres, contenant actes mémorables, etc. L'Ancre de Jean Crespin, 1570. In-fol.

— La même histoire, sous le titre d'*Histoire des martyrs*, augmentée jusqu'en 1574. Seconde édition. Genève, 1582. In-fol.

— Troisième édition, augmentée de deux livres, jusqu'en 1597. Genève, 1597. In-fol.

Cette édition et les suivantes ont été augmentées par Simon Goulart, de Senlis, ministre de Genève, mort en 1628.

— *Quatrième édition, revue et augmentée des deux derniers livres : Item, plusieurs histoires et choses remarquables es précédents*. Genève, Vignou, 1609. In-fol.

Cette édition contient dix livres.

— La même histoire, fort augmentée, et composée en douze livres. Genève, 1619. In-fol.

Cette dernière édition est continuée jusqu'à la mort du roi Henri IV.

Ce livre avait paru d'abord par parties en 1554 etc., sous différents titres, et avec plusieurs augmentations. L'édition en 12 livres est la dernière et la plus complète, puisqu'elle s'étend après la mort de Henri IV. Elle a été donnée par Simon Goulart, de Senlis, ministre de Genève, mort en 1628, âgé de 85 ans. Il est dit dans l'Avis au lecteur, que c'est M. Jean Crespin, homme docte, qui a fait les recueils des martyrs de ce temps. Bayle a cru qu'il n'en avait été que l'imprimeur. Quel qu'en soit l'auteur, il commence son histoire à Wiclef, après avoir montré la conformité des persécutions dont il s'agit avec celles des premiers siècles de l'Eglise. On sent assez combien il est partial. On trouve cependant dans cet ouvrage plusieurs choses qui peuvent beaucoup servir à l'histoire ecclésiastique, puisque, outre les panégyriques des prétendus martyrs, il y rapporte des morceaux intéressants comme confessions de foi, lettres, recueils, discours et particularités notables, tant sur les souffrances et les tourments de ses héros, que sur l'état où étaient alors les calvinistes de France, et l'histoire ecclésiastique du royaume, depuis 1540 jusqu'en 1597.

2^o Relevé des diverses éditions de Crespin.

I^o. — 1554. Le Livre des Martyrs, depuis Jean Huss jusqu'en 1554. Genève, in-8^o. (Cité par Lelong.)

II^o. — 1555. Recueil de plusieurs personnes qui ont constamment enduré la mort pour le nom du Seigneur, depuis J. Wicleff jusqu'à cette présente année. Gen., in-16. (Cité par P. Marchand.)

III^o. — 1556. Recueil.... jusqu'au temps présent, avec une 3^e partie, contenant autres excellents personnages, puis naguères exécutés pour une même confession du nom de Dieu. In-16. 932 pages.

(1) Conférer ci-dessus (p. 2, note) l'article que nous avons cité du deuxième synode national de Vitry, 1617.

- IV^o. — 1556. Acta Martyrum qui sæculo XVI in Gallia, Germania, Anglia, Flandria, Italia, constans dederunt nomen Evangelio idque sanguine suo obsignârunt. Genève, in-8^o. C'est la traduction de la précédente, par Cl. Baduel.
- V^o. — 1559 } Deux nouvelles éditions in-12, selon le P. Lelong, imprimées
 VI^o. — 1564 } à Genève.
- VII^o. — 1560. Actiones et monumenta eorum qui a Wiclefo et Husso ad nostram hanc ætatem pro Christo mortui sunt. Genève, in-4^o. (Nouvelle édition du n^o IV.)
- VIII^o. — 1564. Actes des Martyrs, déduits en VII livres, depuis le temps de Wiclef et de Huss jusqu'à présent. Genève, par I. Crespin, avec sa marque. Petit in-fol.
- IX^o. — 1570. Histoire des vrais tesmoings de la vérité de l'Evangile, qui de leur sang l'ont signée, depuis J. Huss jusqu'au temps présent, comprinse en VIII livres. Gen., in-fol.
- X^o. — 1570. Histoire des Martyrs persécutés et mis à mort pour la vérité de l'Evangile, depuis le temps des Apostres jusqu'à présent, traduit du latin de Jean Crespin, d'Arras, à laquelle est jointe l'Histoire des martyrs de Béarn de l'année 1569. Genève, in-fol.
- XI^o. — 1582. Réimpression du n^o IX, augmentée de II livres, par Simon Goulart. Genève, Eustache Vignon. In-fol.
- XII^o. — 1597. Histoire des Martyrs persécutés et mis à mort pour la vérité de l'Evangile, depuis le temps des apostres jusques à l'an 1597. Genève, in-fol. 4526 pages.
- XIII^o. — 1608. Histoire des Martyrs, etc., sans nom d'auteur. Imprimée à Genève, par E. Vignon. Un vol. in-fol. sur deux colonnes.
- XIV^o. — 1609. [Réimpression du n^o XII. In-fol. Genève, chez E. Vignon.]
- XV^o. — 1619. Histoire des Martyrs persécutés et mis à mort pour la vérité de l'Evangile, depuis le temps des apostres jusqu'à présent, comprise en XII livres. Genève, imprimé par Pierre Aubert. In-fol.
- XVI^o. — 1660. Sentences remarquables et Actes héroïques des martyrs qui, dès le temps de la Réformation, ont souffert pour le nom de Jésus : y joincts divers jugements de Dieu sur les persécuteurs, par P. Freinaut. Embden. In-8^o.
- XVII^o. — 1684. Histoire abrégée des Martyrs français du temps de la Réformation, depuis l'an 1523 jusqu'en 1597. Amsterdam. 1684. In-12.

XVIII^e. — 4837. Galerie chrétienne, ou Abregé de l'Histoire des vrais témoins de la vérité de l'Évangile, par MM. Bonifas et Petit-Pierre. Paris, deux vol. in-8°.

Nous recevrons avec plaisir toutes les additions et tous les éclaircissements que nos lecteurs pourraient avoir à nous communiquer, afin de rendre ce relevé bibliographique aussi complet que possible.

**LA PREMIÈRE ÉDITION DE L'*Institution chrétienne*
DE CALVIN.**

A M. Ch. Read, Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Cher Président,

Appelé à combattre, dans la *Revue Chrétienne*, une opinion déjà exposée dans le *Bulletin* par M. Haag, je vous adresse la note suivante qui se reliera tout naturellement dans ce recueil aux prémices d'une controverse qui semble définitivement close aujourd'hui.

J'hésite moins à m'exprimer ainsi, puisque M. Haag lui-même, avec une loyauté qui l'honore, m'en reconnaît le droit, et cet aveu de l'historien de la *France protestante*, de l'auteur qui fait revivre parmi nous les labeurs, le savoir et l'impartialité des Bénédictins, est la meilleure sanction de la légitimité des conclusions que je vous sou mets.

Veuillez agréer, etc., *le Directeur de la Revue Chrétienne* JULES BONNET.

Paris, 18 août 1857.

**Quelques mots sur la date de la première édition
de l'*Institution chrétienne* de Calvin.**

Dans une étude récente sur l'*Institution chrétienne* de Calvin (1), M. le pasteur Louis Bonnet, recherchant la date de ce livre célèbre, émet une opinion déjà soutenue avant lui par de nombreux auteurs dont je ne saurais contester l'autorité, si aux plus ingénieuses hypothèses et aux plus habiles conjectures je n'avais à opposer de solides raisons, confirmées par le témoignage de Calvin lui-même.

Quelle est la date de l'apparition de ce livre, monument également important dans l'histoire des lettres et de la religion, et dont la première édition connue, en latin, porte le millésime de 1536? Telle est la question que j'aborde, à mon tour, après les plus récents biographes de Calvin, le docteur

(1) *Revue chrétienne* du 13 avril dernier, p. 209 et suiv.

Paul Henry et M. Eug. Haag. « L'opinion la plus probable, dit ce dernier, est que Calvin publia son *Institution* en français, sans y mettre son nom, dès 1535; mais, ajoute-t-il, on ne connaît jusqu'à présent aucun exemplaire de cette édition primitive. » C'est la même conjecture, sagement motivée, que reproduit le même auteur dans le *Bulletin* (t. II, p. 110 et suiv.).

Impossible de résumer avec plus de netteté les arguments invoqués à l'appui de cette thèse depuis Sponde, Maimbourg, Bayle, Basnage, et qui n'ont trouvé, avant nos jours, qu'un contradicteur sérieux, le célèbre bibliographe David Clément (1).

A vrai dire, M. Louis Bonnet n'apporte dans le débat aucun argument nouveau. Il rappelle, comme ses devanciers, les rigoureuses persécutions qui signalèrent en France les commencements de l'an 1535, et l'obligation pour Calvin de réfuter, sans retard, dans une langue comprise de tous, les calomnies répandues contre les réformés. Il invoque la date de l'Épître à François I^{er}, date invariablement reproduite dans toutes les réimpressions françaises, Bâle, 4^{er} août 1535, qui semble révéler une édition antérieure à celle de 1536. Il cite enfin le passage de la préface des Psaumes, duquel on a conclu que la première édition de l'*Institution* était anonyme, particularité qui ne saurait s'appliquer à la version de 1536, revêtue, à la première page, du nom de l'auteur : *Johanne Calvino Noviodunensi Auctore*. Sans méconnaître l'importance de ces arguments, il est permis d'en éprouver la valeur; je le ferai avec une respectueuse liberté, qui sera une convenance de plus à l'égard du pieux collaborateur auquel je réponds.

Il est hors de doute, dirai-je avec lui, que Calvin dut achever en 1535 l'œuvre qu'il avait commencée sous le toit de Louis Tillet à Angoulême, et qu'il avait toujours poursuivie au milieu des vicissitudes de sa vie errante à Paris, à Strasbourg, à Bâle. Fixé, dès le mois de septembre 1534, dans cette dernière cité où le retient sa double passion de retraite et d'étude, il y revoit son traité de *l'Immortalité des âmes*, et la Bible de Robert Olivétan (2). C'est au milieu de ces paisibles travaux qu'il reçoit tout à coup la nouvelle des cruautés exercées contre les luthériens de Paris, et des calomnies propagées contre eux au dehors pour étouffer jusqu'à la pitié dans le cœur de leurs coreligionnaires étrangers. Sous l'impression de ces douloureuses circonstances, il écrit à la hâte l'épître dédicatoire à François I^{er}, magnifique explosion d'éloquence et de foi dont la date varie entre le 1^{er} et le 23 août 1535 (3). L'*Institution* paraît peu après, probablement

(1) *Bibliothèque curieuse*, t. VI, p. 64 et suiv.

(2) Lettre à Christophe Fabri, Basileæ, 3 Idus Septembris 1534. *Calvins Letters*, édit. d'Edimbourg, t. I, pag. 18.

(3) Comme le prouve la préface des éditions latines et françaises de l'*Insti-*

en septembre ou octobre, en tout cas avant la fin de l'année, portant, selon l'usage encore suivi de nos jours, la date anticipée de l'année suivante : c'est le millésime de 1536 (1). Ainsi s'explique la différence, plus apparente que réelle, entre la date de la préface et celle du livre ; ainsi tombe un des principaux arguments de la thèse que je combats (2).

Est-ce un argument plus décisif que celui qui place Calvin dans l'alternative de plaider en français la cause de ses frères, ou de manquer son but ? On oublie trop, en tenant ce langage, le but véritable de l'*Institution*, destinée à réhabiliter surtout dans les cours d'Allemagne, auprès des princes protestants, protecteurs naturels de la foi réformée, la croyance des martyrs suppliciés à Paris. Entre le monarque persécuteur et ses sujets proscrits, Calvin prenait pour juge l'Europe chrétienne et lettrée ; il adressait à l'opinion un appel qui, pour être entendu, devait être exprimé dans la langue universelle du temps, le latin. Familier, dès sa jeunesse, avec les monuments de la littérature profane et sacrée, maniant avec une merveilleuse dextérité le langage de Cicéron et de Sénèque, il ne pouvait hésiter sur le choix de la langue qui devait servir d'instrument à son dessein. Composer l'*Institution* en français n'était-ce pas la dérober à ses véritables juges, en circonscrire au moins la lecture et le succès dans l'étroite limite d'un seul pays ?

Calvin ne commit point cette faute, et l'*Institution chrétienne*, franchissant toutes les frontières, porta partout, avec la foi des martyrs, une victorieuse réponse aux calomnies de leurs bourreaux. J'ai eu sous les yeux, et j'ai examiné avec la plus scrupuleuse attention, un exemplaire unique peut-être, de l'édition primitive, conservé à Bâle (3). Nulle allusion dans le titre à l'existence d'une édition antérieure publiée dans une autre langue, nulle mention des remaniements et des additions que subit, de l'aveu de l'auteur lui-même (4), la seconde édition de son livre. Calvin, toujours si

tution publiées du vivant de Calvin. Celle de 1536 porte cette seule indication : *Basilea, X Cal. Septembris*, qui se rapporte évidemment à l'année 1535.

(1) Qui ne s'applique qu'à un *livre*, on ne l'a pas assez observé. Que dire de l'inadvertance des éditeurs qui, confondant le millésime du livre avec la date de la préface (comme par exemple celui d'Amsterdam), ont *postdaté* d'un an la préface, sans soupçonner le bizarre anachronisme dont ils se rendaient coupables : *Basilea, Cal. Aug. Anno Dom. [1536!]* Bayle lui-même n'a pas discerné cette erreur, dans laquelle tombe à son tour M. Louis Bonnet, en y cherchant une preuve de plus à l'appui de sa thèse.

(2) Si l'on objecte l'indication plus précise de l'exemplaire décrit par Turretin (Bayle, art. Calvin), et publié à Bâle : *Mense Martio 1536*, il est tout au plus permis d'en conclure que l'édition originale en latin ne parut pas en une seule fois, mais qu'elle obtint, à cause de son rapide succès, les honneurs de plusieurs tirages distincts et successifs.

(3) Il en existe un second à Edimbourg, dans la bibliothèque de M. David Laing, le savant éditeur des œuvres de Knox. 1 vol. petit in-8° de 514 pages.

(4) « Neque id *secunda* tantum editione tentavi, sed quoties deinde excusum fuit opus... locupletatum fuit. » *J. Calv. Lectori*. Avertissement de l'édition d'Am-

soigneux de nous avertir des moindres particularités relatives à la publication de ses ouvrages, se tait sur ces circonstances si graves, et son silence est une confirmation de plus de la thèse que je soutiens.

Mais, dira-t-on, si Calvin se tait dans le titre de l'*Institution*, il a parlé dans la préface des Psaumes, et son langage ne laisse subsister aucun doute sur la véritable date de son livre. Ne nous apprend-il pas en effet « qu'en publiant cet ouvrage il était si peu préoccupé de la gloire qu'il s'éloigna de Bâle aussitôt après, laissant ignorer à tous qu'il en était l'auteur, » preuve sans réplique que l'édition princeps était anonyme? Voilà l'objection dans toute sa force, voici ma réponse. Je trouve une explication plus naturelle de ce langage dans un fait bien connu, mais que l'on a laissé trop longtemps en oubli. Qui ne sait, en effet, que le jeune réformateur, en s'éloignant de la France, avait caché son vrai nom sous divers pseudonymes, *Passellius*, *Lucanius*, *d'Espeville*? Sa correspondance de cette époque en fait foi : la lettre qu'il écrit de Bâle à Christophe Fabri, ministre de Neuchâtel, le 11 septembre 1534, est signée : *Martianus Lucanius tuus*. C'est sous le pseudonyme de *Charles d'Espeville* qu'il partira un an après pour l'Italie, et il ne faudra pas moins que la pieuse indiscretion de Louis du Tillet pour révéler plus tard à Farel, et pour retenir à Genève le glorieux auteur de l'*Institution chrétienne*; tant il est vrai qu'en signant, à l'insu de tous, de son véritable nom, ce livre célèbre, Calvin ne cessait point de se cacher au public et de se dérober à sa propre gloire!

Il ne faut, pour s'en convaincre, que lire jusqu'au bout la phrase des Psaumes (1). L'interprétation que j'en donne ici me paraît la seule explication possible du mystère dont parle Calvin, mystère qui n'était pas celui de l'anonyme, puisqu'il survécut à l'*Institution* signée de 1536, et ne se dissipa qu'à Genève, le jour où Calvin, déchirant tous les voiles dont il s'était jusqu'alors entouré, reprit le nom qu'il avait inscrit un an auparavant sur la première page de l'*Institution* (2).

Ainsi se trouve réduite à sa juste valeur la déclaration de la préface des Psaumes, tant invoquée au profit d'une édition antérieure à celle de 1536. Il ne me reste qu'à porter à cette édition imaginaire un dernier coup, en

sterdam. Si l'édition de 1536 était la seconde, comme on le suppose, comment Calvin, errant en Italie, aurait-il pu la revoir et l'augmenter, selon sa déclaration expresse qui ne saurait s'appliquer qu'à l'édition de 1539 : *Institutio christianæ religionis nunc vere demum suo titulo respondens*? 1 vol. in-fol. de 434 pages, dont un exemplaire est en la possession de M. le professeur Adert, à Genève.

(1) « Quum nemo illic sciverit me autorem esse, quod etiam alibi semper dissimulavi, et in animo erat idem institutum prosequi, donec Genevæ... retentus sem. »

(2) C'est la solution que semble pressentir David Clément, quand, reconnaissant l'impossibilité d'expliquer par l'anonyme le mystérieux langage de Calvin, il ajoute : « Il faut que ces paroles se rapportent à quelque circonstance qui nous est inconnue. »

produisant contre elle un témoignage décisif, irréfutable, emprunté à Calvin lui-même.

Parmi les plus précieux trésors de la Bibliothèque de Genève, il existe un exemplaire d'une des plus anciennes éditions de l'*Institution chrétienne* en français. C'est un volume in-4° de 548 pages, non compris la préface et les indices. Le titre manque, mais à la dernière page se lisent ces mots : *Achévé d'imprimer le vingtiesme d'octobre mil cinq cens cinquante et un*. Ce volume, fidèle compagnon de mes études passées, et témoin oublié dans une controverse de trois siècles, contient cependant le mot qui seul devait la trancher, l'arrêt sans appel formulé par Calvin ; écoutons-le : « ... Voyant donc, dit-il, que c'estoit une chose tant nécessaire que d'aider en ceste façon ceux qui désirent d'estre instruits en la doctrine du salut. je me suis efforcé, selon la faculté que Dieu m'a donnée, de m'employer à ce faire, et à ceste fin j'ay composé ce présent livre. *Et premièrement l'ay mis en latin à ce qu'il pust servir à toutes gens d'estude, de quelque nation qu'ils fussent ; puis après désirant de communiquer ce qui en pouvoit venir de fruit à nostre nation française, l'ay aussy traduit en nostre langue* (1). » Ces remarquables paroles, qui n'ont pas besoin de commentaires, sont d'ailleurs confirmées par la correspondance inédite de Calvin. Dès le mois d'octobre 1536, dans une lettre à son ami François Daniel, il se montre déjà préoccupé de la traduction française de son livre, *de gallica libelli editione* (2) ; il se plaint ailleurs (janvier 1539) de la négligence de son imprimeur qui tient trop longtemps en suspens la juste impatience du public, et, l'année suivante, il publiera la première édition connue en français du livre qui, traduit dans presque toutes les langues de l'Europe, multiplié par des éditions sans nombre, portera partout le nom et l'influence réformatrice de son auteur.

La genèse de l'*Institution* est donc semblable de tous points à celle des premiers ouvrages de Calvin, composés d'abord en latin, et traduits ensuite en français. L'Épître dédicatoire à François I^{er} fait seule exception ; mais il est permis de douter que ce morceau, écrit à la fois dans l'une et l'autre langue, et bientôt consacré par l'universelle admiration, nous soit parvenu, en français, sous la forme correspondante à sa glorieuse date (3).

Chercherai-je maintenant, à l'exemple de M. Louis Bonnet, dans les correspondances contemporaines, la confirmation du fait qui demeure définiti-

(1) *Argument au Lecteur*, p. 1. Je retrouve une déclaration analogue en tête de la version italienne de l'*Institution* faite en 1557, sous les yeux de Calvin lui-même, par Jules-César Paschali : « Havendo l'autore questo suo volume scritto primo in latino e poi in francese. »

(2) Francisco Danieli, *Calvins Letters*, p. 23.

(3) 1^{er} août 1535. Je donnerai ailleurs les raisons de ce doute, dont il me suffit de déposer ici l'expression.

vement acquis à l'histoire, à savoir que l'édition *princeps* de l'*Institution* est bien celle de Bâle : 1536 ? J'en trouverai, au besoin, une preuve indirecte dans le fragment même qu'il cite à l'appui de la thèse contraire, et dont il ignore l'auteur et la date ; dans la lettre de Charles de Sainte-Marthe à Calvin, évidemment écrite sous l'impression d'une publication récente et partout applaudie : « Oh ! que ne possédons-nous un grand nombre de Calvins, ou d'imitateurs de ses talents et de ses vertus ! non que je vous envie tant de privilèges, mais je déplore que vous nous soyez ravi, et que cette voix de Calvin, je veux dire l'*Institution chrétienne*, ne puisse parvenir jusqu'à nous. Heureuse l'Allemagne de posséder le trésor sans prix qui nous est refusé » (1).

Il m'est doux de terminer par cet hommage rendu à Calvin dans une des chaires de la savante Université de Poitiers, la controverse aride, mais nécessaire, que j'ai dû consacrer à son livre. L'histoire a ses landes stériles qu'il faut traverser résolument avant d'entrer dans ses régions brillantes et cultivées. Heureux l'historien si ses explorations ne sont pas perdues, et si dans la minutieuse étude qu'exigent les monuments d'une antiquité reculée, il peut, en s'aidant d'un fil conducteur, épeler quelques syllabes de plus, et franchir le seuil du temple après en avoir fixé la date !

P. S. Depuis que ces lignes ont été écrites, j'ai retrouvé un exemplaire très rare de l'*Institution*, conservé à la Bibliothèque du Havre, et dont voici le titre : *Institution de la religion chrestienne, composée en latin par Jehan Calvin, et translâtée en françois par luy-mesme*, 4 vol. petit in-4°, comprenant XXI chapitres et 798 pages, avec cette épigraphe : *Jusques a quand Seigneur ?* et au-dessous : par Philibert Hamelin. MDLIV. Ce volume, comme celui de Genève, contient l'Argument au lecteur, avec l'importante déclaration que j'ai reproduite plus haut. Je trouve enfin, dans un extrait d'un Catalogue raisonné de l'*Institution*, l'indication d'une édition plus ancienne, conservée à la Bibliothèque des avocats d'Edimbourg : *Institution de la religion chrestienne, composée en latin par Jehan Calvin et translâtée en françois*, etc., 4 vol. in-8° de 1027 pages. Genève, 1545. Ainsi Calvin ne se lasse pas de nous avertir de la marche qu'il a suivie dans la composition de son ouvrage. D'un autre côté, il ne reconnaît lui-même dans la préface de l'*Institution* latine de 1539, qu'une seule édition d'une date antérieure : « *In prima hujus nostri operis editione* leviter... defunctus fueram, etc. » L'édition ainsi désignée n'est-elle pas celle de 1536 ? Devant tous ces témoignages réunis de la bibliographie et de l'histoire, le doute est-il encore possible ? C'est au lecteur impartial d'en juger.

(1) Car. Summarthanus Calvino, 4 Idus Aprilis 1537 ; Msc. de la Bibliothèque de Gotha. Ch. de Sainte-Marthe devint plus tard maître des requêtes de la reine de Navarre et le digne précurseur d'une famille distinguée dans les lettres.

BIBLIOGRAPHIE.

JOURNAL INÉDIT D'ARNAULD D'ANDILLY

(1644-1620)

Publié et annoté par ACHILLE HALPHEN. Paris, Techner, 1857. In-8°.

Particularités sur le siège de La Rochelle (1628).

Robert-Arnauld d'Andilly, l'aîné des nombreux enfants d'Antoine-Arnauld et frère du fameux docteur, a laissé, outre des *Lettres* et des *Mémoires* imprimés, un *Journal* manuscrit dont il avait annoncé l'existence dans les Mémoires que nous venons d'indiquer, mais que l'on croyait perdu lorsque M. Varin en annonça la découverte dans son ouvrage, publié en 1847, *La vérité sur les Arnauld*. C'est dans le dépôt de la musique, à la Bibliothèque de l'Arsenal, qu'il avait retrouvé huit cahiers autographes et manuscrits de ce journal, lesquels, joints à une copie des messieurs Conrard, incomplète de la fin mais plus complète du commencement, formaient un ensemble s'étendant en tout depuis le 4^{er} janvier 1614 jusqu'au 14 décembre 1632.

Mais une espèce de fatalité s'est attachée à ce journal. M. Varin, qui l'avait découvert, est mort en 1849, au moment où il achevait de classer et de cataloguer les papiers de la famille Arnauld; et lorsqu'un jeune magistrat, M. Achille Halphen, songea, il y a quelques années, à publier ce document curieux, il ne put retrouver à l'Arsenal que la partie conservée dans la copie de Conrard, et il est mort lui-même fort peu de temps après avoir préparé cette publication incomplète; le reste, c'est-à-dire les huit cahiers autographes, s'étant de nouveau égaré dans cette bibliothèque.

Heureusement quelques curieux (et nous sommes du nombre) avaient eu communication de cette partie restée forcément inédite. Nous en avons pris des extraits sur lesquels nous nous réservons de revenir ailleurs; mais nous avons pensé que ceux qui suivent, relatifs à l'histoire du protestantisme, seraient particulièrement bien placés dans ce *Bulletin*.

Les années 1621 à 1628 du journal renferment, sur les guerres religieuses de cette époque, un assez grand nombre de faits curieux. L'auteur nous apprend qu'il suivait l'armée royale avec son frère Arnauld de Corbeville, mestre de camp général des carabins. Il assistait au siège de Saint-Jean-d'Angély, sur lequel il donne des détails très circonstanciés, joignant souvent à ses notes personnelles des pièces du temps, imprimées ou manuscrites, telles que la sommation adressée aux habitants et remarquable par

ses termes, la capitulation, etc. Sous l'année 1628, 19 janvier, on trouve également des particularités relatives à l'entreprise de Montpellier, aux opérations militaires devant les villes de Castres, Castelnau, etc.

Mais c'est principalement sur le fameux siège de La Rochelle, sur le maire Guiton, sur l'héroïque défense des protestants, que le journal d'Arnauld d'Andilly fournit des témoignages d'autant plus précieux que, zélé catholique et attaché par les devoirs de sa charge à la suite du roi et du maréchal de Schomberg, il mérita la confiance des deux partis, fut mêlé aux négociations qui se poursuivaient en même temps que les travaux du siège, et, comme il nous l'apprend, envoyé plusieurs fois dans l'intérieur de la ville, sur la demande des habitants eux-mêmes, pour porter les propositions de l'armée royale.

Voici ce que nous trouvons à la date du 24 octobre 1628 : « Le Roy ayant permis aux marchands de Paris de garder une nouvelle redoute en la coste d'Angoulins, il n'y en a point eu meilleur ordre ny mieux armée. On l'appelle la *Redoute des merciers*. On ne s'y fust pas fié pourtant si elle eust été attachée aux autres travaux. »

Pour comprendre ce passage, il faut se rappeler qu'on avait réussi à échauffer l'esprit public à Paris contre les religionnaires, et qu'on y avait enrôlé un certain nombre de gens de métiers qui, organisés tant bien que mal en compagnies, suivirent l'armée royale au siège de Montauban, à celui de La Rochelle, etc. Des souvenirs naïfs de cette petite croisade populaire revivent dans quelques chansons du temps, que les chanteurs des rues répétèrent jusqu'au règne de Louis XIV.

Chanson nouvelle d'un jeune chapelier de la rue Saint-Denis, pour s'en aller à Montauban, sur un chant nouveau :

Qui veut ouyr chanson,
Chansonnette jolie,
D'un jeune chapelier
Qui avoit bonne mine ?

Un jour lui print envie
D'aller passer son temps
Et de faire voyage
Jusques à Montauban.

La chanson raconte ensuite comment il fait ses adieux à son père, à sa mère et à tous ses parents ; il les console en disant qu'il sera « fourrier dedans sa compagnie. » Il suit son capitaine l'épée au côté,

Luy promettant la foy
Qu'il avoit bien envie
D'aller servir le roy.

Cette envie, toutefois, ne dure pas longtemps :

Quand fut à Montibéry,
Sur ces hautes montagnes,
Voyant derrière lui
Toutes ces grandes montagnes,
Fit trois pas en arrière,
Ah ! que le monde est grand !
La volonté me change
D'aller à Montauban.

Lors son sergent l'a prins
Rndement par l'espaule :
Soldat, que pensez faire ?
Avez l'argent reçu,
Vous viendrez à la guerre
Ou vous serez pendu.

Notre *volontaire* ne résiste pas à cet argument ; il finit probablement par s'aguerrir et par devenir, comme tant d'autres, un héros malgré lui, car nous retrouvons dans le même recueil la *Réponse du chapelier aux mesdisants* et *La mort du chapelier, lequel a esté tué auprès de La Rochelle, et comme deux ferraillers l'ont porté en terre*.

Revenons aux extraits du journal d'Arnauld d'Andilly relatifs au siège de La Rochelle. Cet épisode de notre histoire et de l'histoire du protestantisme, sur lequel tant d'écrits ont été publiés de part et d'autre, n'a jamais inspiré rien d'aussi saisissant que le passage que l'on va lire :

« Il est péry de faim plus de 15,000 personnes (M. de Noyers m'a assuré 23,000). Ils n'avoient plus la force de creuser les fossés pour enterrer leurs morts, et quand ils estoient tombés, ils ne se pouvoient plus relever. Leur constance estoit telle, qu'ils alloient se faire prendre la mesure de leur fosse et bierre, la payoient tout ce qu'on vouloit, et, quand ils alloient au convoi d'un de leurs amis morts, ceux qui se sentoient trop foibles demeuroient dans le cimetière sur le bord de la fosse, prioient les autres de s'en retourner, et, à mesure qu'ils se sentoient affoiblis, se rouloient dans leur fosse. Jamais les pauvres habitants mourant de faim n'ont tasché de prendre le bled que l'on portoit moudre pour ceux qui en avoient encore... L'éloquence du ministre Gaulbert a beaucoup servy pour les résoudre à souffrir ces extrémités, et Popiniastreté de Guiton, maire, auquel (*sic*) un de ses amis, lui montrant un honeste homme de leur connoissance qui mouroit de faim, il respondit : Vous estonnez-vous de cela ? Il faut bien que vous et moy en venions là ; et comme un autre lui disoit que tout le monde mouroit de faim, il respondit : Pourveu qu'il en demeure un pour fermer la porte, c'est assez !... »

E.-J.-B. R.

**ZUR GESCHICHTE DER FRANZÖSISCHEN COLONIEEN
IN HESSEN-CASSEL**

(Pièces et documents devant servir à l'histoire des Colonies françaises dans la Hesse-Cassel),

Par CH. DE ROMMEL. Cassel, 1857.

L'importance de cette brochure pour les études historiques sur le Refuge ne peut être méconnue ; M. de Rommel, après avoir exposé en quelques pages la formation des Eglises françaises dans la Hesse électorale, leur organisation, leur discipline, leur moralité, enfin leur absorption par l'Eglise nationale, emprunte aux registres paroissiaux et à des papiers de famille mis à sa disposition, de curieux documents, qui forment à eux seuls presque tout le volume.

I^o C'est d'abord un état nominatif des principaux colons de 1685 à 1730, renfermant les noms des pasteurs, lecteurs, chantres, maîtres d'école, libraires ; des membres de la chancellerie et commissaires des colonies à Cassel ; des colons pensionnés ou remplissant des charges publiques ; des médecins et chirurgiens ; des architectes et mathématiciens, et particulièrement de Dwy et Papin ; des négociants ; enfin des manufacturiers et artisans : le tout accompagnés de détails biographiques, avec plus d'une rectification des travaux antérieurs.

II^o Vient ensuite toute une série de pièces en français, dont voici les titres et le contenu sommaire :

A) Registre des actes de la Compagnie des ministres et anciens de l'Eglise réformée française de Cassel, recueillie sous la protection de S. A. S. Mgr. Charles, landgrave de Hesse, 28 octobre 1685 (vieux style). — Réunion chez Grandidier ; Célébration d'un jeûne ; Prédication de Lenfant.

B) Rétractation et réception de M. de Vernicourt et de Madame Le Gendre, 8 avril 1686. — Signées par les pasteurs de Beaumont et de Lambermont, Henry et Jérémie Grandidier.

C) Appel à l'Eglise de La Haye pour l'érection d'un hôpital, — Inséré au *Bulletin*, t. IV, p. 544.

D) Acte de discipline contre les lieux défendus, 27 juin 1699. — Plaintes contre l'usage des cartes et du billard, l'habitude de rester aux auberges après minuit et le dimanche pendant les services ; les excès de boisson ; citation des aubergistes. — Saint-Amour qui se soumet et Gireoud qui résiste.

« La Compagnie lui a dit, par la bouche du modérateur, qu'il ait à s'abstenir de la Sainte-Cène qui doit se célébrer dimanche prochain, et qu'on

ne lui donneroit point de marreau pour s'en approcher, à moins qu'il ne revienne de cette résistance et rébellion entre ci et ce jour-là : ce qui est conforme aux articles de notre discipline.» — Signé : De Beaumont, min. D., Ferry, ancien et secrétaire. — Appendice : Pénitence de M. Gireoud, 4^{er} août, sur sa promesse d'avertir les consommateurs de se retirer à l'heure de la retraite; l'abstention de la Cène est rapportée. — Signé : Joly, min., Ferry, secrétaire.

E) Acte de discipline et réconciliation de quelques familles, 1702. — Jacq. Etienne et J. B. de Latre, qui s'étaient injuriés, promettent de se réconcilier. — Signé : De Beaumont, min., Ferry, secrétaire.

F) Extrait du registre de l'Eglise de la colonie de Louisendorf; allocution du pasteur Abraham Fontaine sur Gen. XII, 4, 2. — 1703.

G) Concession pour les pasteurs de bénir les mariages dans les maisons particulières, 24 août 1706; pour épargner les dépenses et éviter la curiosité, on payera 3 écus à un ancien. — Signé : De Beaumont, min., Denys Papin, secrétaire.

H) Acte de discipline. Tentative pour la réconciliation de M. de la Cour et de sa femme, 13 décembre 1708. — Signé : De Beaumont, min., P. Isnard, secrétaire.

I) Résolution de la Compagnie des ministres et anciens pour restreindre l'accès à la chaire aux ministres passants, 19 septembre 1709. On examinera d'abord leurs témoignages. — Signé : Joly, min., J. Estienne, secrétaire.

J) Concession concernant (*sic*) l'administration de la sainte communion et du baptême des enfants dans les maisons particulières, 4 janv. 1713. — On pourra donner la sainte Cène aux malades à l'hôpital ou chez eux, à condition qu'il s'y trouve au moins 4 ou 5 personnes pour former une assemblée et recevoir la sainte Communion ensemble. — Le baptême ne sera administré hors de l'Eglise qu'en cas de nécessité pressante. — Signé : Coudere, min., J. Estienne, secrétaire.

K) Supplique de la Compagnie des anciens et ordonnances du landgrave concernant (*sic*) les rang et fonctions des pasteurs, 12 décembre 1716.

Les pasteurs Rivalier et Vernajoul ne pouvant s'entendre au sujet du pas, le landgrave ordonne :

Que les pasteurs prendront rang, suivant qu'ils auront été appelés et reçus pour exercer leur ministère dans la résidence ;

Il fixe l'ordre du culte, décide que les deux pasteurs prêcheront alternativement dans les deux Eglises, qu'ils feront eux-mêmes les prières et ne les laisseront pas au lecteur, qu'ils donneront deux fois l'instruction religieuse dans chaque Eglise; qu'ils visiteront les écoles et l'hôpital; qu'ils assisteront à *tous* les enterrements et seront à l'heure fixe aux réunions du Conseil presbytéral.

L) Acte de discipline. Citation de la fille de chambre de madame de Wartensleben, 1716 (pour fait d'ivrognerie).

M) Actes de discipline concernant les bals masqués, l'omission des exercices de piété et la surveillance des habitants de la colonie de Saint-Ottilien, 1718. — Signé : Rivalier, min., Couderc, min.

N) Contrat entre les pasteurs de l'ancienne et de la Haute-Ville neuvede Cassel, concernant la communion de la maison pastorale et des biens ecclésiastiques, 14 février 1720. — Signé : Du Moulin, modérateur ; Couderc, min. ; F. Martel ; Hofprediger ; P.-D. Rochemont, pasteur ; Jean Telmat, ancien, *etc.*, *etc.* (*sic*).

O) Actes concernant la visite et l'inspection des Eglises et colonies françaises, établies dans les Etats de S. A. S. le landgrave de Hesse, 5 juin 1724.

Les inspecteurs sont : François Martel et Philippe de Rochemont.

Dénombrement des Eglises françaises (12), de leurs pasteurs (16), y compris leurs annexes (7).

Actes de l'Eglise de Mariendorf et Immenhausen, 9 juin 1724. — Plaintes contre le pasteur Vaudré. — Un règlement lui est imposé. — On lui fixe l'heure à laquelle il montera en chaire et l'époque de ses prédications. — « Il s'abstiendra, dans ses sermons, de propositions dures et d'expressions qui peuvent faire naître des scrupules dans l'esprit de ses auditeurs, ou du moins il les expliquera d'une manière plus claire, soit en public, soit en particulier. Il évitera aussi de nommer si souvent le diable dans ses sermons sans nécessité et sans que son texte l'y oblige, et il n'y caractérisera personne dans ses censures. » — Un règlement est aussi arrêté : pour le presbytère, dont chaque membre est élu pour quatre ans, et n'est pas rééligible ; — pour le lecteur, le chantre et le maître d'école ; — pour les chefs de famille, qui auront à respecter leur pasteur. — Le tout à la date du 10 juin 1724.

III^e L'ouvrage se termine par un aperçu des colonies fondées par le prince Charles, et leur histoire jusqu'à nos jours. — A celles citées au *Bulletin* (t. I, p. 349) nous ajouterons : Hofgeismar, Immenhausen, Wolfhagen, Treyssa, Marbourg ; dans toutes, la langue allemande devint la langue de la chaire chrétienne entre 1820 et 1837 ; sont restées françaises : les colonies de Cassel, Immenhausen, Mariendorf, Louisendorf et Weissenfeld. D'après l'auteur, les descendants des réfugiés français se distinguent encore aujourd'hui dans les villages de leurs frères allemands par leur teint plus brun, leurs cheveux noirs, leur vivacité et leurs habitudes, qui trahissent le citadin sous l'habit du campagnard. Enfin, une liste de 81 noms de famille est jointe aux détails historiques sur l'Eglise de Cassel. E. S.

PRÉCIS DE L'HISTOIRE DE FRANCE PENDANT LES TEMPS MODERNES.

(Tome II, de 1461 à 1610)

Par M. ARG. POIRSON, conseiller honoraire de l'Université, etc., etc. 3^e édition, revue et augmentée. In-12. Paris, 1852, L. Colas, éditeur.

La meilleure manière de recommander cet ouvrage à l'attention de nos lecteurs est de mettre sous leurs yeux toute la partie que l'auteur a consacrée aux principes sur la liberté de conscience, à l'histoire de la Réforme et au tableau général de ses progrès sous François I^{er}. On appréciera ainsi comme il convient ce travail important, le premier sans doute de ce genre qui ait été traité avec un tel soin, d'après les sources mêmes, et l'on reconnaîtra que M. Poirson a voulu s'inspirer du même esprit qui animait l'illustre historien De Thou, lorsqu'il écrivait en ses *Mémoires* (liv. V) ces belles paroles : « Les censeurs de l'*Histoire* de J.-A. De Thou reprochent comme « un crime à un homme qui a travaillé, depuis treize ans, par l'ordre « de Henri le Grand, à réconcilier les esprits, de parler des protes- « tants avec modération, et de leur rendre la justice qui est due à « tout le monde. Imbus d'une nouvelle doctrine, et se flattant que « la Providence favorisera leurs entreprises, ils croient procurer la « gloire de Dieu par des cabales et des conjurations, par la guerre et « par les massacres. La contrition, les prières, les larmes, des confé- « rences paisibles avec nos frères séparés leurs paraissent des moyens « trop doux..... Ces hommes dangereux qui, abandonnant le soin des « brebis égarées, se sont dépouillés de l'esprit de charité de nos an- « cêtres, aiment mieux, sous le prétexte de la liberté ecclésiastique, « traiter avec une dureté hors de saison ceux qui tâchent de conser- « ver le lien de la paix et de la concorde. »

I^{er} Observations générales sur la religion et sur la Réforme.

Etat de l'Eglise : réformes légitimes et possibles à opérer.

Le moyen âge périssait ou se modifiait dans l'ordre politique, comme dans l'ordre intellectuel. Les royautes locales, nommées duchés et comtés, avaient fait place à une grande royauté nationale. Les lettres, les sciences, les arts, subissaient, de leur côté, un renouvellement total, comme nous le verrons bientôt. Le mouvement révolutionnaire s'était également étendu à l'Eglise, depuis les conciles de Constance et de Bâle. On lui demandait de substituer le principe de liberté au principe de monarchie spirituelle d'Innocent III, par le rétablissement des élections canoniques ; d'abolir les impôts levés par les papes sur les royaumes de la chrétienté sous le nom d'annates, réserves,

expectatives, dépouilles, décimes, commandes, indulgences, etc., etc. On demandait encore aux clergés particuliers des divers royaumes de se conduire en citoyens et en propriétaires, et non pas en tributaires à l'égard de la cour de Rome, et en dominateurs à l'égard du peuple; d'accepter une part dans les charges publiques supportées jusqu'alors par le peuple seul; de payer une portion des impôts, en cessant d'envoyer de l'argent à Rome; d'abolir ou de modérer les dîmes et les taxes pour l'administration des sacrements; et d'après les principes de l'Evangile, de soulager ainsi doublement les populations confiées à leurs soins par la Providence. Enfin on demandait à l'Eglise, papes, cardinaux, évêques, prêtres, moines, d'éclairer la chrétienté par leurs lumières, et de travailler à son perfectionnement moral par leurs exemples, c'est-à-dire de se conformer encore à l'esprit de l'Evangile et de leur institution.

Une foule de circonstances donnaient du poids à ces demandes de réforme. Le grand schisme d'Occident, les doctrines des conciles de Constance et de Bâle, la renaissance des lettres et l'imprimerie avaient substitué l'examen et la réflexion à l'habitude et à l'obéissance aveugle. Le temps était arrivé où une chose ne devait plus se faire parce qu'elle s'était faite depuis des siècles, mais sous la condition seulement qu'elle était juste et légitime. L'opinion, cet unique mobile des actions, n'était plus imposée; elle se formait en liberté; puis, d'après ses convictions réfléchies, elle décidait les actes ou bien les arrêtait.

Le clergé ne comprit pas les obligations nées pour lui de cet ordre de choses entièrement nouveau. Il suivit avec une déplorable opiniâtreté les errements du moyen âge. Les peuples avaient un intérêt immense, moral et matériel tout à la fois, à ce que des réformes eussent lieu : il n'en opéra aucune nouvelle, et revint même sur celles qui avaient été opérées. Nicolas V avait détruit la Pragmatique de Mayence, et Pie II la Pragmatique de Bourges. Jules II avait excommunié le roi Louis XII pour des intérêts temporels, et dépouillé les Vénitiens. Alexandre VI avait souillé la chaire de saint Pierre des cruautés et des débauches de Néron. Et maintenant même, Léon X, par le concordat de 1516, ruinait la liberté ecclésiastique en ôtant les élections canoniques; recouvrait les abus des annates et des réserves; répandait dans l'Europe entière le scandale des indulgences à prix d'argent; remplissait son trésor d'une autre manière encore en vendant trente chapeaux de cardinaux tout d'une fois; détruisait les derniers feudataires des Etats romains, les Baglioni, les Freducci, les Amadi, les Severiani, par des perfidies et des supplices dignes d'Alexandre VI; faisait représenter devant lui la *Mandragore* de Machiavel; accordait un archevêché comme récompense à un musicien, et comblait l'Arétin de présents : il vivait enfin en grand prince voluptueux et non en vicaire de Jésus-Christ, exemple trop imité par le

sacré collège. Le clergé, dans les divers Etats de l'Europe, excepté en Espagne, mettait encore moins de sévérité dans ses mœurs. Le tableau des désordres auxquels se livrait celui de France en particulier, tel que le représentent Maillard, Menot et Brantôme, d'après les contemporains, inspire autant de dégoût que d'indignation. Le pape et les cardinaux se recommandaient au moins par l'instruction et l'esprit; mais la masse des évêques restait plongée dans une honteuse ignorance, celle des riches abbés était proverbiale. Autre abus criant. Les mêmes hommes possédaient la plupart du temps quatre ou cinq, quelquefois même jusqu'à huit ou neuf archevêchés, évêchés, abbayes : Wolsey, Duprat, le cardinal de Lorraine, peuvent être cités parmi une foule d'autres prélats de ce temps, comme ayant cumulé cette énorme quantité de bénéfices ecclésiastiques, rapportant chacun annuellement plusieurs centaines de mille livres. De là un luxe royal, une mollesse et des excès de Sybarites; de là aussi, en l'absence du titulaire, l'indigne administration des évêchés par des remplaçants payés au rabais, et le défaut de surveillance pour la conduite et la doctrine du clergé inférieur.

Il y avait nécessité de détruire ces abus. En effet, une partie considérable des peuples, et les hommes éclairés de toutes les nations sans exception, se prononcèrent, non pas tous pour la réforme de Luther ou pour celle de Calvin, mais pour une réforme en général. Il y avait possibilité d'opérer cette réforme sans déchirements politiques, puisque Charles VIII et Louis XII avaient rétabli la Pragmatique, supprimé les cumuls, ordonné la résidence dans les évêchés, diminué le nombre des moines, rétabli la régularité des mœurs parmi les ecclésiastiques, tiré des subsides du clergé, ordonné la convocation périodique de conciles nationaux, sans consulter les papes, et sans éprouver de résistance sérieuse de la part du peuple ni de l'Eglise gallicane.

Tous ces changements portaient sur la discipline et ne touchaient en rien aux dogmes. Si l'on eût donné satisfaction à l'opinion publique par des réformes légitimes dans la discipline, les innovations de Luther et de Calvin dans les croyances n'auraient trouvé ni sympathie, ni chaleur dans les masses. En effet, pourquoi leurs hérésies firent-elles fortune? Parce qu'en attaquant les sacrements et la présence réelle, elles attaquaient en même temps tout ce qui blessait le peuple dans son sentiment moral ou dans ses intérêts, nous voulons dire la corruption d'une partie des membres du clergé, ses privilèges abusifs et ses richesses. Parce que partout où pénétraient les nouvelles doctrines, la dime était abolie; les revenus des archevêchés, évêchés, abbayes, étaient appliqués soit aux besoins de l'Etat, soit à des établissements d'utilité publique.

Conduite à tenir à l'égard des dissidents.

La multitude étant désintéressée par la destruction des abus, n'ayant plus à imputer au catholicisme ni scandales ni exactions, aurait été faci-

lement retenue dans la communion catholique. Les sectaires en petit nombre qui auraient embrassé les doctrines des novateurs devaient obtenir pleine liberté de conscience et de culte. Ce droit imprescriptible de croire et d'adorer à sa manière, consacré par l'esprit de liberté et de charité du christianisme, par la doctrine et l'exemple des premiers Pères de l'Eglise, avait même été reconnu et laissé par des barbares, par des infidèles, par les Turcs, aux Grecs vaincus. Des rois devaient-ils moins faire pour leurs sujets, des compatriotes pour leurs compatriotes, des chrétiens pour leurs frères dissidents?

Dans le parlement, l'ignorance et l'habitude de maintenir l'ordre établi; dans le clergé, l'intérêt et la passion, étouffèrent d'abord les idées de tolérance. Mais un certain nombre de membres de l'un et de l'autre corps présentèrent d'honorables exceptions par la modération de leurs sentiments. Ces exceptions suffisaient à la royauté pour l'avertir et l'éclairer, pour la garantir d'un déplorable entraînement, pour lui montrer la vérité au milieu du conflit des opinions. La conduite de son prédécesseur offrait aussi à François I^{er} un précédent respectable à consulter. Il ne lui fallait donc ni effort de génie, ni effort de courage pour s'élever au-dessus des erreurs et des passions religieuses de la multitude. Louis XII avait assuré aux Vaudois le paisible exercice de leur culte. Renaud d'Alleins, gentilhomme d'Arles; Chasseneux, président au parlement d'Aix avant d'Oppède, défendirent pendant plusieurs années ces malheureux contre la rage de leurs bourreaux. Guillaume Petit, confesseur de François I^{er}; le cardinal du Bellay; Sadolet, évêque de Carpentras; Duchâtel, évêque de Mâcon, disputèrent à la persécution la vie et les biens des Vaudois, des luthériens, des calvinistes, dont ils plaignaient les erreurs, sans les partager. Comme le cardinal de Tournon reprochait à Duchâtel d'avoir plaidé en faveur de l'infortuné Dolet : « J'ai parlé en évêque, répondit Duchâtel; vous avez agi « en bourreau. » La véritable religion, toujours subsistante parmi les impostures et les fureurs qui prennent son nom et singent son extérieur, la véritable religion est tout entière dans ce mot : elle y révèle son existence et son esprit.

Ainsi, dans le gouvernement, dans la partie éclairée de la noblesse, des parlements, du clergé, François I^{er} trouvait des exemples et des principes de tolérance propres à le guider au milieu des difficultés des affaires religieuses, tandis que la puissance absolue acquise à la royauté lui fournissait les moyens de faire triompher ces mêmes principes de tolérance des efforts du fanatisme.

Effet de l'intolérance et de l'inquisition.

On a sérieusement agité la question de savoir si la persécution, en frap-

pant des individus, n'aurait pas été utile au corps de la nation. Les querelles religieuses, a-t-on dit, entantèrent, avec les guerres civiles et les proscriptions, les maux dont la France fut accablée depuis le commencement du règne de Charles IX jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes : elle eût échappé à ces calamités, si une rigueur salutaire eût, dans le principe, maintenu en France l'unité de croyance : l'intolérance a préservé l'Espagne de ces désastres. D'abord il est certains expédients qu'il faut écarter, parce qu'ils sont contraires à la morale et au droit, et qu'un gouvernement, pas plus que les particuliers, ne doit violer la morale et le droit. Or, aucun gouvernement ne peut légalement attenter à la liberté religieuse, pas plus qu'à la liberté civile et à la liberté politique des citoyens : ajoutons qu'il ne la viole jamais impunément, et que tôt ou tard il porte la peine des infractions qu'il ose y faire. Nous ne voulons d'autre preuve de cette vérité que l'histoire même d'Espagne invoquée par les partisans de la persécution religieuse. Certes Philippe II et le duc d'Albe ne se firent faute ni d'inquisition, ni de confiscations, ni d'exécutions sanglantes. Quels résultats obtinrent-ils ? L'Espagne n'était pas alors seulement dans la péninsule ibérique : elle était encore dans les Pays-Bas. Elle essuya, dans ces provinces, l'une des guerres civiles les plus longues, les plus désastreuses, dont le seizième siècle présente l'histoire : elle ne la termina que par l'abandon forcé de sa souveraineté sur les provinces bataves, et par la cession des provinces belges à la maison d'Autriche. Quant à la péninsule ibérique, si l'inquisition a fermé l'entrée de ce pays à l'hérésie et aux guerres nées des querelles théologiques, elle y a, en même temps, dégradé l'intelligence humaine et la religion. Sous sa surveillance ombrageuse et despotique, l'Espagne a perdu toute liberté, toute énergie d'esprit : elle est descendue peu à peu au dernier rang des nations européennes, dans tout ce qui touche aux sciences, aux lettres, aux arts, comme dans ce qui concerne l'industrie et le commerce. D'une autre part, le christianisme y a perdu la noblesse et la hauteur de ses croyances, de ses inspirations, de sa morale : il s'est rapetissé à une misérable superstition qui tarife l'éternité à des pratiques et à des donations pieuses, tue le sentiment et l'observation des devoirs, et ne laisse même pas la foi intacte : en effet, elle transporte aux saints l'adoration de latrie que l'Eglise réserve à Dieu seul. Il est impossible d'être plus près de la mort morale.

A ce prix, la victoire de l'intolérance sur la liberté de conscience eût été déplorable pour la France, quand bien même elle lui eût sauvé les malheurs des guerres civiles. Mais cette victoire était impossible : les faits sont là pour le prouver. En effet, François I^{er} sévit contre la Réforme, et introduisit l'inquisition dans le royaume. Henri II ajouta aux rigueurs de son père : il donna à l'inquisition toute l'extension compatible avec son propre

pouvoir, qui était absolu; avec les mœurs et l'esprit public, qu'il essaya de ployer à ses idées. Qu'arriva-t-il cependant? Le nombre des réformés s'accrut incessamment sous François I^{er} et sous Henri II : l'inquisition, enchaînée par les mœurs et l'esprit public, resta renfermée dans des limites qui ne lui permettaient ni d'atteindre, ni d'écraser les nouvelles doctrines. Les Guises, véritables rois sous François II, essayèrent de fortifier l'inquisition, d'imposer à la France le système religieux de l'Espagne. L'affaire fut examinée dans le conseil d'Etat; d'après l'exemple récent des séditions provoquées à Naples et à Rome par la tentative d'y établir le saint-office; d'après l'examen des dispositions qui animaient les populations en France, on craignit qu'un essai pareil n'excitât une révolte contre laquelle viendrait se briser le pouvoir, et le projet fut abandonné. On recula donc devant l'impossible. Et en effet, d'une part, l'esprit français, essentiellement et constamment libre penseur; l'esprit français, fécond, à certains égards et pour certains objets, en résistances insurmontables, même au pouvoir absolu; d'un autre côté, la situation géographique du royaume et ses relations commerciales qui le mettaient en rapport continu avec les foyers de la Réforme, l'Allemagne, la Suisse et Genève; enfin l'impossibilité de fermer la vaste ligne de nos frontières aux écrits propagés par l'imprimerie : toutes ces circonstances réunies rendaient impraticables, pour la France, des mesures bonnes pour la péninsule espagnole, isolée du reste de l'Europe.

Conduite de François I^{er} à l'égard de la Réforme.

Il reste à examiner les motifs et les conséquences de la conduite que tint François I^{er} à l'égard de la Réforme. Des incidents que nous mentionnerons en leur lieu, des affections et des goûts personnels, les conseils d'hommes sages arrêtaient ou suspendirent quelquefois ses rigueurs; mais ses accès de tolérance furent courts, et il sévit habituellement contre les novateurs. Il crut que le titre de roi très chrétien lui imposait le devoir de les détruire; il crut aussi qu'il rachèterait par des persécutions les fautes dans lesquelles le jetait l'amour effréné du plaisir. Le besoin de conserver des alliés en Italie lui fit une nécessité de poursuivre toute secte qui blessait la suprématie spirituelle et les intérêts temporels de la cour de Rome. Dès le principe, les anabaptistes, nés de la Réforme quoique désavoués par elle, battirent en brèche les institutions sociales; plus tard, la ligue de Smalkalden éleva une puissance rivale de la puissance impériale, et combattit à outrance le bon plaisir. La Réforme apparaissait donc à François I^{er} comme un principe d'anarchie et de résistance au pouvoir; qu'un roi de France devait entretenir chez un ennemi, mais étouffer chez lui. En conséquence il adopta le sentiment de ce légat du pape qui lui disait

« qu'une nouvelle religion, mise parmi le peuple, n'attendait plus que le » changement du prince. » Ainsi les erreurs et la corruption de sa conscience, l'intérêt de sa politique extérieure, sa jalousie du pouvoir, l'armèrent également contre la Réforme. L'extermination des Manichéens sous le roi Robert, l'extermination des Albigeois sous Philippe-Auguste, lui parurent des précédents à suivre. C'était un cruel anachronisme. Les nouvelles doctrines avaient acquis par l'imprimerie autant de facilité pour se répandre, que le pouvoir civil et ecclésiastique avait perdu de moyens de répression par la révolution opérée dans les idées. On eut pour combattre l'hérésie des bourreaux comme sous Robert; des soldats, comme du temps de Montfort. Mais la question n'était pas de savoir si l'on parviendrait à verser du sang, mais bien si on le verserait avec quelque profit pour la chose publique; si en ôtant aux citoyens la plus sacrée des libertés, la liberté de conscience, on maintiendrait la force au pouvoir, l'ordre à la société, la prospérité au pays. On ne tint aucun compte des changements survenus dans les circonstances et dans les dispositions des esprits. On alluma les bûchers; les sectaires y montèrent tant qu'ils furent peu nombreux et que le gouvernement fut fort. Quand la chance eut tourné de part et d'autre, ils prirent les armes. Parmi eux, les uns soutinrent la révolte des princes du sang; les autres essayèrent d'établir des républiques sur le modèle de celle des Provinces-Unies. Dans la période écoulée entre l'avènement de François I^{er} et le ministère de Richelieu, si l'on en excepte seize années du règne de Henri IV, qui furent des années de tolérance et de fusion religieuse et politique, la France, sanglante et ruinée au dedans, méprisée et attaquée au dehors, souffrit plus de maux qu'il ne semblait donné à un Etat d'en supporter sans périr.

II^e De la Réforme sous François I^{er}.

On ne trouve dans aucun ouvrage moderne une histoire suivie, complète et impartiale des commencements de la Réforme en France. Nous essayerons de combler cette lacune avec l'aide des historiens originaux et des plus graves historiens d'entre les modernes (1). En faveur de l'importance et de la nouveauté du sujet, on nous pardonnera d'excéder les proportions que nous avons suivies jusqu'à présent, et de remplacer un résumé par un tableau un peu détaillé. Nous nous ferons d'autant moins de scrupule de nous

(1) De Bèze, *Hist. eccl^s. des Eglises réformées au royaume de France*, t. I, t. I, p. 1-66, édit. 1580. — Labbe, *Collect. des conciles*, t. XIV, p. 426-482. — *Gallia christiana*. — Félibien, *Hist. de la ville de Paris*, t. XVIII, p. 948; t. XIX, p. 981-985, 996-999. — Bonche, *Hist. de Provence*, t. X, p. 608-682. — De Thou, t. VI, p. 221-228, édit. de Lond., 1733. — Sleidan, — Garnier, *passim*. — Guillard, t. V, VI, édit. de 1769. — M. de Sismondi, t. XVI, XVII, *passim*. — Bossuet, *Hist. des Variations*, t. II. — M. de Barante père, art. *Calvin*, dans la *Biogr. univ.*

livrer a quelques développements, que beaucoup de circonstances, indépendamment de la lumière qu'elles jetteront sur les questions religieuses, fourniront des documents sur les mœurs du temps.

Commencements de la Réforme en France. Luthéranisme.

Luther avait commencé ses attaques contre l'Eglise romaine en 1517. Dès 1519, quelques esprits hardis adoptèrent en France ses opinions relativement aux indulgences, et mirent en avant des propositions censurées par la faculté de théologie. En 1521, la Sorbonne condamna Luther comme hérétique; et la solennité de sa déclaration attira vivement l'attention publique sur les opinions du novateur. La même année, plusieurs membres du clergé français les embrassèrent : de ce nombre étaient l'évêque Briçonnet, Fabry, Martial, Girard, Ruffi, docteurs en théologie, qui les répandirent dans le diocèse de Meaux, principalement parmi les cardeurs en laine et les drapiers de la fabrique de Meaux. Les cordeliers ne tardèrent pas à susciter la persécution contre la nouvelle doctrine. L'évêque et Martial abandonnèrent des opinions devenues dangereuses; les autres prédicants se sauvèrent; les cardeurs en laine tinrent bon. L'un d'eux, Jean Leclerc, ayant affiché un placard contre les indulgences sur les murs de l'église de Meaux, fut fustigé trois jours de suite et flétri au front. De Meaux, il porta la Réforme dans la Brie, puis à Metz. Ayant détruit les images dans une chapelle située près de la ville, il fut puni de ce délit par un épouvantable supplice : on lui coupa la main droite, on lui arracha le nez, et les mamelles, on lui tennailla les bras, après quoi on le jeta dans un bûcher. Un moine augustin, en 1524, prêcha la Réforme au milieu de la faveur du peuple, de l'indignation des prêtres et des moines, et eut le même sort que Leclerc. Metz n'appartenait pas alors à la France, et le gouvernement français fut étranger à ces exécutions : elles furent ordonnées par Jean, cardinal de Lorraine, évêque de la ville.

François I^{er} se montra d'abord tolérant pour la Réforme. Les conseils de son confesseur Guillaume Petit, homme instruit et modéré, influaient sur ses déterminations : il aimait et estimait les savants, qui la plupart embrassèrent, en tout ou en partie, les doctrines de la Réforme; tandis que les scolastiques, ennemis à la fois de la science et des innovations religieuses, lui inspiroient un mépris mêlé d'aversion; enfin il semble avoir voulu examiner avant de prendre un parti.

Dans le principe, tolérance du roi.

En 1523, il arrêta les censures de la Sorbonne et les poursuites du parlement contre les écrits et la personne de Jacques Merlin et de Lefèvre d'Etaples. Les choses durèrent ainsi jusqu'à la captivité du roi, et les nou-

velles opinions firent quelques progrès parmi le clergé, la noblesse et les étudiants. Mais, dans ces trois corps, les sectaires ne formaient encore qu'une exception, et une exception très faible.

Persécution du clergé et du parlement.

En 1525, durant la captivité du roi, le parlement dénonça à la régente l'indulgence dont on usait envers les luthériens de France, comme la cause du malheur qui venait de frapper le pays. Louise de Savoie, pour gagner le parlement dans ces conjonctures difficiles, ordonna le supplice de deux sectaires, l'un en place de Grève, l'autre au parvis Notre-Dame. Pour cette dernière exécution, le clergé assembla la multitude au son du bourdon de la cathédrale, et conduisit l'hérétique au bûcher en répétant que c'était un homme damné qu'on menait au feu d'enfer.

Le clergé perdait tout à la réforme luthérienne : puissance, richesses, existence même. Qu'emporté, par la passion, dominé par l'esprit du temps, il ait écrasé des ennemis, qu'il aurait dû ramener par la persuasion et par la destruction des abus, l'intérêt personnel, blessé au vif, explique une pareille conduite. Les rigueurs du parlement surprennent d'abord d'avantage. On s'étonne de trouver l'ardeur de la persécution dans des magistrats qu'on se représente avec le caractère d'une gravité un peu impassible, et dans un corps qui avait avec les réformés au moins un point de contact, l'opposition à la cour de Rome. Mais à un examen plus mûr, la conduite du parlement ne présente plus rien d'extraordinaire. La moitié de ses membres se composait de conseillers clercs, c'est-à-dire d'hommes appartenant au clergé. En 1525, le temps du grand développement intellectuel de ce règne n'était pas encore arrivé : les conseillers du parlement, fort savants en jurisprudence, assez ignorants sur toute autre matière, n'avaient puisé ni dans l'étude, ni dans la comparaison des doctrines, ces doutes qui conduisent à l'indulgence. En matière religieuse, ils se réglaient par les principes de ce concile de Constance, réformateur de la discipline, mais impitoyable défenseur du dogme, qui, au milieu de ses attaques contre les abus de la cour de Rome et de l'Eglise en général, avait brûlé Jean Hus et Jérôme de Prague. Enfin, depuis Philippe le Bel, il y avait dans le parlement une habitude d'information et de condamnation contre tout homme qui troublait l'ordre public. Or, à cette époque, qui était celle de Munzer et de Storck, comme celle de Luther, l'anabaptisme se présentait de front avec la doctrine luthérienne, et épouvantait l'Allemagne et la France de ses fureurs. Quinze mille paysans de Souabe, enthousiastes féroces, niveleurs fanatiques, pénétraient en 1525, immédiatement après la bataille de Pavie (1), sur les frontières de Lorraine. Ils menaçaient de mort quiconque

(1) Les prédications de Munzer se rapportent à l'an 1524; les excès des paysans

refusait de se faire rebaptiser ; ils prétendaient que l'exemple des patriarches autorisait chacun à prendre plusieurs femmes ; les mains teintes du sang de leurs seigneurs, ils demandaient que les hommes vécussent dans une parfaite égalité ; qu'on mît les biens en commun ; qu'on détruisit l'office du magistrat, comme un empiétement illégitime sur la liberté. Il était naturel, quoiqu'il ne fût pas juste, de confondre au premier abord l'anabaptisme avec la réforme luthérienne dont il était né : on devait craindre que la Réforme en France ne conduisit la populace aux mêmes doctrines et aux mêmes excès. Indépendamment de toute opinion religieuse, le parlement était donc amené à poursuivre les réformés comme des ennemis des principes sur lesquels reposaient les sociétés européennes.

Sorti de captivité, François I^{er} se conduisit pendant deux ans encore (1526-1528) par les principes de modération qu'il avait suivis d'abord. Noël Bêda, fougueux syndic de la Sorbonne, avait intenté un procès contre Erasme, devant la faculté de théologie de Paris ; il avait fait jeter dans les prisons de l'officialité son ami Louis Berquin, appelé par les contemporains *le plus savant de la noblesse*, auteur de plusieurs ouvrages propres à répandre le luthéranisme. Le roi remit Berquin en liberté, ordonna au parlement d'arrêter le débit des livres de Bêda, de veiller sur les démarches de la Sorbonne, et d'empêcher que les docteurs ne publiassent des libelles contre Erasme (1526).

Zwinglianisme.

Dans l'intervalle de 1526 à 1528, les doctrines de Zwingle pénétrèrent en France. Elles proscrivaient toute espèce de messe, et rejetaient la présence réelle dans l'eucharistie. Elles se trouvaient en opposition bien plus violente encore avec l'ancienne religion que le luthéranisme. Elles furent adoptées dans quelques localités par un petit nombre de sectaires, dont l'un était Calvin. Ainsi, ceux qui s'étaient séparés de l'Eglise romaine appartenaient déjà à deux sectes très distinctes : les uns au luthéranisme, les autres au zwinglianisme, précurseur du calvinisme. Toutefois les sectaires continuèrent à être désignés, indistinctement et exclusivement, par le nom de luthériens, sous François I^{er} et sous Henri II. En 1528, les deux hérésies avaient des partisans, quoique rares, dans les principales villes de France.

Le clergé redouble d'efforts contre la Réforme. Fanatisme des réformés.

François I^{er} sévit enfin contre eux.

Cette année, François I^{er} changea entièrement de conduite à l'égard des de Souabe et de Thuringe, à la fin de 1524 et au commencement de 1525. La date de 1526, indiquée dans la traduction de Robertson, t. II, p. 358 et suiv., est fautive.

sectaires. Il était alors engagé contre Charles-Quint dans une nouvelle et dangereuse lutte qui avait l'Italie pour théâtre. Il avait besoin du pape, et comme souverain de l'un des Etats italiens, et comme suzerain disposant de l'investiture du royaume de Naples, dont Lautrec tentait la conquête. Il avait plus besoin encore du concours du clergé, l'un des corps influents dans l'Etat. Or, l'un des plus ardents desirs du pape était de voir l'hérésie extirpée du royaume, et le clergé demandait avec instance sa destruction dans ce moment même. Au mois de décembre 1527, la Sorbonne, dans sa censure de divers écrits d'Erasme, insérait un titre où elle soutenait « la nécessité, la justice et l'utilité d'infliger la peine de mort aux hérétiques. » Dans les premiers mois de 1528, plusieurs conciles provinciaux assemblés à Paris, à Lyon, à Bourges, à Rouen, à Tours, à Reims, anathématisaient unanimement la doctrine luthérienne. Celui de Paris invitait tous les souverains de l'Europe, et François I^{er} en particulier, « à poursuivre les hérétiques comme ennemis capitaux de leur couronne, et à recourir aux supplices même pour les détruire (1). » Dans ces circonstances, les réformés français, au lieu de détourner les coups du pouvoir par la modération de leur conduite, provoquèrent ses rigueurs par leur fanatisme intolérant. Regardant l'adoration des images comme une idolâtrie, et leur destruction comme une œuvre méritoire, ils mutilèrent et percèrent de coups de poignard une image de la Vierge placée au coin de la rue des Rosiers, à Paris (mai 1528). Le peuple, dont la religion consistait presque entièrement dans des pratiques, accueillit cette profanation avec indignation et horreur. Le roi y vit un attentat contre l'ordre public, les lois et son autorité. Il célébra une procession expiatoire, puis ordonna une recherche active et une punition exemplaire des coupables. N'ayant pu les découvrir, il s'en prit avec une déplorable sévérité aux dissidents en général, et, par leur supplice, donna tout à la fois satisfaction au pape, au clergé, au peuple et à ses propres ressentiments. D'après l'avis de Duprat, il déféra en première instance la connaissance et l'accusation des luthériens aux juges et magistrats séculiers. « Cela fut cause, dit de Bèze, que tous les parlements commencèrent à s'échauffer de plus en plus, et notamment celui de Paris. » Dans le ressort de cette dernière cour, un certain Denis de Rieux fut brûlé à Meaux pour avoir attaqué de paroles la sainteté et l'utilité de la messe (juillet 1528). Le procès de Berquin fut repris par dix commissaires tirés du parlement : sur son refus de se rétracter, il fut étranglé,

(1) Le concile tenu à Paris est appelé concile de Sens, parce que Duprat, archevêque de Sens, le présidait. Labbe, t. XIV, rapporte les actes de ce concile. On y lit, p. 462 : « *Longum esset felicitatem et gloriam eorum recensere qui fidei catholicæ adherentes, hæreticos tanquam capitales suæ coronæ hostes ad inter-necionem usque deleverunt... Itaque christianos principes instanter rogamus a potèti brachio fidem catholicam tueantur, ac ejus hostes viriliter satagant debellare.* »

puis brûlé sur la place Maubert (avril 1529). La nuit suivante, les blés gelèrent en France : ce froid tardif amena la famine et la peste ; les réformés s'écrièrent que c'était une juste punition des cruautés dont on usait envers les saints de Dieu.

Persécutions à Vienne, à Séez, à Toulouse : inquisiteurs.

Le parti contraire voyait dans ces saints de Dieu des suppôts du diable, et les traitait en conséquence. Depuis le supplice de Berquin, les exécutions se multiplièrent contre eux dans plusieurs villes. A Vienne, c'est un cordelier brûlé et vingt citoyens emprisonnés, dont la moitié meurt de langueur et de mauvais traitements. A Séez, c'est le curé Lecourt auquel la sentence est prononcée par l'évêque, assisté de l'inquisiteur de la foi. A Toulouse, le parlement ordonne l'arrestation de trente-deux luthériens ; l'inquisition instruit leur procès ; on célèbre un *auto-da-fé* ; vingt d'entre eux sont condamnés à des peines plus ou moins sévères, et un licencié en droit périt par le feu. A Paris, un chirurgien paye de sa vie le conseil luthérien qu'il a donné à quelques prêtres de se marier pour échapper aux dangers de l'incontinence. Ces faits se rapportent aux années 1529 et suivantes jusqu'en 1533. Ceux qui se passèrent à Séez et à Toulouse prouvent que l'inquisition avec ses pratiques s'introduisait en France. Faible et timide sous ce règne, elle s'enhardit sous les règnes suivants, et tenta de s'agrandir : nous verrons à cette époque le résultat de ses efforts, qui attaquaient dans leur principe vital la raison humaine et même la véritable religion.

Oscillations du roi.

Dans les affaires religieuses, François I^{er} ne se guida jamais par des principes fixes et arrêtés, mais par les impressions du moment et par les circonstances. Les réclamations du clergé, les clameurs du peuple, sa propre indignation, l'avaient précédemment poussé à des rigueurs contre les réformés. En 1533, il était ramené à l'indulgence par les avis de quelques hommes tolérants, entre autres les deux frères du Bellay ; par les insultes que les professeurs du collège de Navarre et de la Sorbonne avaient dirigées contre la personne et les ouvrages de sa sœur Marguerite ; par l'audace de Bédac, qui s'en prenait au roi lui-même, et l'accusait d'être trop indulgent envers l'hérésie ; enfin par la scandaleuse supercherie des cordeliers d'Orléans pour tirer de l'argent au prévôt de la ville, et par leur audace à se jouer des mystères et des croyances du christianisme. Déjà le roi exilait Bédac ; rendait la liberté à deux docteurs accusés d'hérésie ; demandait à Mélancthon un mémoire conciliatif, et songeait à l'appeler en France pour entendre de sa bouche l'exposé et la défense de la Réforme, et pour opérer un rapprochement entre les deux religions.

*Nouveaux excès des réformés, nouvelles rigueurs du roi :
édits odieux.*

Les excès des religionnaires au dehors et au dedans du royaume rompirent le propos du roi. En 1534, les anabaptistes d'Allemagne détruisirent à Munster tout ordre politique et civil. Les réformés français affichèrent dans Paris, et dans Blois, à la porte même de la chambre du roi, des placards, du style le plus violent, contre la messe et contre l'eucharistie. Cette bravade mit le roi hors de lui : le cardinal de Tournon et le grand maître Montmorency, deux suppôts de la persécution qui avaient son oreille, saisirent l'occasion pour irriter son ressentiment et pour l'armer de nouveau contre les dissidents. Il fit saisir presque tous ceux qui résidaient à Paris, et après une procession expiatoire, assista au supplice de six d'entre eux, exécutés sur les principales places de la ville. La victime était attachée à l'extrémité d'une balance qu'on abaissait sur le bûcher et qu'on relevait alternativement pour prolonger ses souffrances. La cérémonie terminée, le roi déclara solennellement au parlement, au clergé, aux ambassadeurs des pays étrangers réunis, en désignant sa propre famille, « que s'il savait un « sien membre infecté de cette doctrine, il l'arracherait, de peur que le « reste n'en fût corrompu (1535). »

Voltaire (1) demande où Mézeray, Maimbourg et Daniel ont trouvé cet abominable discours de François I^{er}. Il est rapporté textuellement dans Théodore de Bèze, au livre premier de son *Histoire ecclésiastique* (2). Tous les actes qui suivirent ne sont malheureusement que trop propres à en prouver la vérité. Le roi rendit un premier édit pour l'entière extermination de la secte luthérienne et autres hérésies, décrétant la peine de mort contre les dissidents et contre ceux qui les recélaient, et offrant aux dénonciateurs le quart de la confiscation de leurs biens : on croirait cette dernière disposition empruntée aux proscriptions de Sylla, qu'elle rappelle. Les poursuites furent continuées contre les religionnaires dont la justice s'était saisie, et dix-huit furent suppliciés. Un autre édit abolit l'imprimerie dans tout le royaume, et défendit sous peine de mort d'imprimer quelque livre que ce fût (janv. 1535).

En recherchant à quelle condition appartenaient les suppliciés et les exilés, on voit dans quelles classes de la société s'était répandue la Réforme. On trouve parmi eux des écoliers de l'Université, des bourgeois riches, des marchands, de simples artisans, qu'il faut joindre aux membres du clergé et aux savants, chez lesquels la Réforme avait fait ses premiers pro-

(1) Voltaire, *Hist. du Parlement*, c. XIX.

(2) De Bèze, *Hist. ecclés. des Eglises réformées de France*, l. I, t. I. p. 21, éd. 1580.

sélytes. Dans toutes ces classes, excepté parmi les savants, les dissidents étaient encore en très faible minorité. Le peuple, en particulier, demeurait, presque sans exception, attaché à l'antique foi, et, excité par le clergé, la défendit avec un zèle furieux. Au rapport de l'historien de ce temps « les « inquisiteurs faisoient à Bourges et à Sancerre des prêches autant sédi-
« tieux qu'il en fut oncques, pour esmouvoir le peuple à tuer et à brusler. » A Paris, les six réformés désignés pour le supplice y furent conduits « au « milieu des merveilleuses huées du peuple tellement esmu, que peu s'en « falloit qu'il ne les arrachast des mains des bourreaux pour les déchirer (1). » La férocité des mœurs du temps se peint vivement dans ces détails, et explique plus tard la Saint-Barthélemy : quelques ambitieux purent bien la résourdre ; mais il fallut des milliers de bras pour exécuter, pour jouer des couteaux, et on les trouva dans la populace.

Edit de Coucy. Accusation du roi contre les réformés.

Les rigueurs de François I^{er} indignèrent les réformés d'Allemagne : ils se disposèrent à rompre avec un prince qui envoyait leurs frères au supplice. Pour regagner ces importants alliés au moment d'une nouvelle guerre contre l'empereur, François I^{er} fit une concession temporaire et un men-songe. Il adressa des lettres et de nouvelles avances à Mélanchton. Il rendit l'édit de Coucy, qui ordonnait de suspendre toute poursuite pour fait de religion, et remettait aux réformés les peines encourues jusqu'alors par eux. Le même édit leur enjoignait à la vérité d'abjurer dans l'espace de six mois, et proscrivait les nouvelles doctrines (juin et juillet 1535). Mais François I^{er} justifiait cette sévérité en accusant les réformés de son royaume de conspirer à la fois contre la religion, contre son autorité et contre la société ; en prétendant qu'ils devaient être assimilés, non pas aux luthériens, mais aux anabaptistes de Munster, que les luthériens travaillaient alors même à détruire.

C'était une imputation calomnieuse. Aucun des réformés français n'avait pris les armes, n'avait ni attaqué les personnes, ni les propriétés, ni le gouvernement, ni l'autorité civile. Les plus emportés d'entre eux s'étaient permis des hardiesses blâmables, plutôt que des outrages envers le roi. Quant à la religion, ils reconnaissaient tous les dogmes fondamentaux non du catholicisme, mais du christianisme ; ils ne différaient que sur des points particuliers de doctrine et sur la discipline : ils prétendaient introduire, non pas une nouvelle religion, mais une variété dans la religion établie. La parole et les livres étaient les seuls moyens de propagation avoués de la secte, qui n'avait ni élu un seul chef, ni enrôlé un seul soldat. Les violences

(1) De Bèze, *Hist. ecclés. des Eglises réformées de France*, l. I, t. I, pp. 16, 20, 21.

commises contre quelques signes extérieurs du culte dominant étaient le fait d'une demi-douzaine de dissidents ; fait dont on ne pouvait, sans injustice et sans absurdité, rendre responsables leurs coreligionnaires. D'où il résultait que dans les choses même où la Réforme donnait prise contre elle, et avait encouru un juste blâme, il y avait délits particuliers, délits correctionnels, mais non pas complots, ni attentats.

Calvin se chargea de repousser les royales accusations, et de satisfaire en même temps à toutes les nécessités de son parti. Jusqu'alors la Réforme n'avait eu que des moyens très limités de propagation. Ils se bornaient à des traités d'une théologie abstraite, bons pour les seuls savants ; et à des prédications plus à la portée de la multitude, mais toujours restreintes à un petit nombre d'auditeurs, locales, fugitives, contrariées et arrêtées par le pouvoir. C'était ainsi que Calvin et ses disciples avaient fait péniblement de rares adeptes à Bourges, à Paris, à Poitiers, à Nérac (de 1530 à 1534). Parmi ceux que les abus du catholicisme éloignaient de cette communion, les uns étaient retenus par la difficulté de se former une nouvelle croyance, de se dresser de nouveaux articles de foi, après lecture et examen de l'Écriture et des Pères ; les autres se trouvaient arrêtés par la crainte de s'engager dans une route où ils compromettraient leur salut ; d'autres enfin hésitaient devant les dissidences de Luther et de Zwingle.

Institution chrétienne ; son contenu et sa forme.

Calvin tenta de laver la Réforme des imputations dont on la noircissait, et de la tirer des difficultés où elle était embarrassée, par son *Institution chrétienne*, composée à Bâle, publiée à la fin de 1535, quoiqu'elle porte la date de 1536, et dédiée au roi par une préface célèbre. Calvin prétendit que les réformés français n'étaient ni des anabaptistes, ni des séditeux, ni des ennemis des institutions politiques et civiles. Il établit un corps de doctrine et dressa un formulaire de foi, avec clarté, méthode, logique, et adresse tout ensemble. Il rassura les consciences timorées en essayant d'établir que la Réforme était non une déviation de l'Évangile, mais un retour à l'Évangile et au christianisme primitif : il mit un art infini à rapprocher les Pères de l'Eglise de ses opinions, et à excuser ses opinions, quand elles s'éloignaient des Pères. Son ouvrage, à la hauteur des intelligences les plus relevées, par l'importance des questions qu'il aborde et la manière dont il les traite(1) ; à la portée des esprits les plus vulgaires, par la lucidité de l'exposition et du raisonnement ; d'une étendue et d'un prix médiocres ; composé à la fois en latin et en français, dans la langue savante et dans la langue vulgaire, fut bientôt entre toutes les mains, devint pour toutes les classes une puissante et continuelle prédication.

(1) Bossuet, *Hist. des Variat.*, l. IX, t. II, p. 51, in-4°, 1688.

Comme l'*Institution chrétienne* et les ouvrages qui servirent à l'expliquer et à la compléter devinrent en peu de temps le symbole des réformés en France, il est nécessaire d'en faire connaître les points principaux (1). Calvin dépasse Luther de bien loin sur la matière du libre arbitre, du mérite des bonnes œuvres, de la justice imputative : il tient que les enfants des fidèles apportent la grâce en naissant ; d'où résulte une sorte de prédestination (2). Il n'admet d'autres vœux que ceux du baptême, d'autres sacrements que le baptême et la cène, et ne veut même pas qu'on regarde ceux-là comme indispensables au salut. A la suite de discussions dans lesquelles il entra plus tard au sujet de l'eucharistie, il s'arrêta à l'opinion de Zwingle, nia la présence réelle (3), et soutint que la cène n'était qu'une figure et une commémoration de celle de Jésus-Christ et de ses disciples. Il traite la messe d'impiété, les honneurs rendus aux saints d'idolâtrie, et rejette toute espèce de cérémonies. Il n'attaque pas seulement la primauté du siège de Rome, mais l'autorité même des conciles généraux : il ne reconnaît pas plus de caractère d'évêque et de prêtre, que le caractère de chef visible de l'Eglise ou de pape.

Circonstances qui accompagnent et qui suivent sa publication.

Les circonstances dans lesquelles il publia son livre étaient déjà très favorables à la fortune de sa doctrine. La supercherie scandaleuse des cordeliers d'Orléans produisit sur les esprits en France la même impression que la supercherie des dominicains de Berne sur les esprits en Suisse. Le rapprochement fut populaire et banal, comme on le voit dans les auteurs du temps, le résultat fut le même : l'une et l'autre aventure rendirent méprisante et odieuse la religion romaine. Les supplices infligés en son nom, l'an 1535, ajoutèrent à l'aversion qu'elle inspirait. Dans un temps où la science se propageait de proche en proche, où déjà on pensait beaucoup, l'opinion publique se déclara contre la répression du roi et des parlements ; répression toute matérielle, toute brutale, qui ne répondait à des raisonnements que par des sentences de mort. Par pitié pour les victimes, par indignation contre les bourreaux, par esprit d'opposition, bien des citoyens

(1) Bossuet, *Hist. des Variat.*, t. II, et M. de Barante père, *Biogr. univ.*, t. VI, p. 576 et suiv., ont donné l'analyse de l'*Institution chrétienne* et des écrits complémentaires de Calvin. Nous profitons ici de leur travail en le coordonnant.

(2) Bossuet, l. IX, t. II, p. 7 : « Si l'on joint à ces dogmes celui qui enseigne que les enfants des fidèles apportent au moins la grâce en naissant, dans quelle horreur tombe-t-on, puisqu'il faut nécessairement avouer que toute la postérité d'un fidèle est prédestinée. »

(3) Bossuet, l. IX, t. II, p. 33 : « Personne n'a jamais été moins disposé que Calvin à croire du miracle dans l'eucharistie : autrement, pourquoi nous reprocher sans cesse que nous renversons la nature, et qu'un corps ne peut être en plusieurs lieux, ni nous être donné tout entier sous la forme d'un petit pain ? »

embrassèrent des croyances qu'on voulait noyer dans le sang. *L'Institution chrétienne* parut alors. Réunissant et fixant les opinions par son corps de doctrine, les entraînant par sa logique serrée et par son éloquence, elle doubla le mouvement favorable à la Réforme. Tous les événements qui suivirent contribuèrent à la propager en France. Entre 1536 et 1544, Calvin établit sa doctrine à Strasbourg et à Genève. La part qu'il prit à la révolution qui mit Genève en liberté lui fournit les moyens de joindre l'importance politique à l'influence religieuse : il devint un véritable dictateur dans la nouvelle république. François I^{er}, alors en guerre ouverte avec le duc de Savoie, fut contraint de protéger Genève révoltée contre le duc ; d'un autre côté, les Genevois s'allièrent avec les Suisses. Sous ce double patronage, Calvin donna à ses dogmes et à son culte un plein développement et une inébranlable solidité. Or Genève, au temps des persécutions, ouvrit un asile aux dissidents français : d'où il résulta que dès lors la Réforme de France échappa au moins en partie aux coups du pouvoir, et se déplaça, au lieu de périr. De Genève, située sur nos frontières, et où il disposait de tout en maître, Calvin répandit avec facilité et profusion les écrits, les correspondances, les prédications de la nouvelle religion, sur les provinces méridionales de la France ; tandis que Strasbourg en portait les semences dans les pays de l'Est et du Nord, situés hors du rayon et de la portée de Genève. Ces deux villes devinrent pour la Réforme des séminaires et des chefs-lieux de propagande.

Progrès de la Réforme. Calvinisme.

Ces faits entraînèrent avec eux les deux résultats suivants : 1^o la Réforme gagna chaque jour du terrain en France ; 2^o la plupart de ceux qui avaient précédemment adopté les opinions de Luthér ou de tout autre novateur les abandonnèrent pour celles de Calvin ; et tous ceux qui se séparèrent désormais de l'Eglise romaine entrèrent dans la communion de Genève et non dans celle d'Augsbourg : malgré le langage des édits et des historiens, qui à cet égard a induit en erreur jusqu'à la fin du règne de Henri II, la Réforme en France fut presque exclusivement calviniste et non pas luthérienne.

État de la Réforme après la trêve de Nice.

Pendant les dix-huit mois qui suivirent la trêve de Nice (juin 1538), au dehors, François I^{er} s'unit étroitement à Charles-Quint, dont il espérait obtenir le Milanais, et à l'intérieur confia la principale direction des affaires au connétable de Montmorency. Le connétable, par suite de ses liaisons avec le cardinal de Tournon et avec le clergé ; l'empereur, par jalousie de pouvoir et par haine contre la ligue de Smalkalden, voulaient détruire l'hé-

résie. François I^{er} régla ses démarches sur leurs sentiments. A la fin de 1538, il proscrivit la Réforme en France par un délit qui surpassait en rigueur tous ceux rendus jusqu'alors. Les parlements obéirent; le clergé saisit avec empressement l'occasion, offerte par le pouvoir, d'écraser ses ennemis. En 1539 et 1540, plusieurs dissidents furent suppliciés ou bannis : à Agen, par le concours de l'archevêque de Bordeaux, de l'évêque d'Agen et du parlement de Bordeaux; à Beaume, à la poursuite du parlement de Dijon; à Annonay, dans le Vivarais; à Embrun, dans le Dauphiné, à la diligence de l'évêque d'Embrun et d'un inquisiteur de la foi; à Paris enfin, à la poursuite du parlement. Ces persécutions, malgré leur rigueur, n'étaient pas même l'annonce et le prélude de celle que l'on préparait aux Vaudois; car cette dernière sort des limites que la fureur religieuse la plus aveugle et la plus sanguinaire semble pouvoir atteindre.

État des Vaudois.

Une colonie des anciens Vaudois avait été ramenée par leurs seigneurs, des montagnes du marquisat de Saluces, dans quelques districts de la Provence qu'elle occupait depuis environ deux cent sixante-dix ans. La vie de ces hommes était sainte et laborieuse; les cantons où ils s'étaient établis, jadis déserts arides, avaient été transformés en fertiles domaines par leurs soins opiniâtres. Ils peuplaient, aux environs d'Aix et du comtat Venaissin, deux petites villes, Mérindol et Cabrières, et une trentaine de villages. Depuis leur retour en France, ils avaient persévéré dans les opinions religieuses de leurs ancêtres, qui ne se rapprochaient des doctrines réformées qu'en un petit nombre de points, et dans ceux-là même fort imparfaitement. Ils admettaient toutes les principales croyances de l'Eglise romaine, et, avec des modifications, six de ses sacrements. Ils ne rejetaient guère des croyances catholiques que le culte des saints et les prières pour les morts; et des sacrements que l'*ordre*, avec l'autorité des prêtres, des évêques, du pape. Ils faisaient dépendre l'effet des sacrements de la sainteté des ministres; refusaient le pouvoir de les conférer aux ministres catholiques, dont ils contestaient la vertu; et attribuaient ce même pouvoir à des laïques d'une vie pure, aux *barbes* qui leur servaient de prêtres.

Le clergé catholique leur payait en haine et en persécution l'indépendance qu'ils affectaient à son égard. Sous le règne de François I^{er}, un inquisiteur nommé de Roma déploya contre eux la cruauté des chauffeurs : il ordonnait de remplir des bottines de graisse bouillante, et les faisait chauffer à ceux des Vaudois qui avaient encouru particulièrement son animadversion. Les Vaudois cherchèrent une protection contre ces excès dans la puissance chaque jour croissante des réformés étrangers. En 1530, ils ouvrirent des conférences avec les chefs de la Réforme à Bâle, à Berne

et à Strasbourg, et adoptèrent une doctrine mêlée de luthéranisme et de zwinglianisme; en 1536, ils reçurent le calvinisme de Farel. Enveloppés, dès 1530, dans les sanglants édits rendus contre les réformés de France en général, ils furent compris également, en 1533, dans l'amnistie conditionnelle de Coucy. Ils traitèrent comme nul l'article qui limitait à six mois le temps de leur abjuration, et demeurèrent fermes dans leur nouvelle croyance.

Arrêt contre les Vaudois.

Leurs ennemis épiaient leurs démarches d'un œil attentif. Ils profitèrent de leur fatale descéissance pour les perdre. De Bèze (1) raconte dans les termes suivants cette épouvantable affaire : « A l'instance du procureur du « roy au parlement d'Aix, et sollicitation de l'archevêque d'Arles, évêque « d'Aix, et autres ecclésiastiques, arrest fut donné contre eux, le plus « exorbitant, cruel et inhumain qui fut jamais donné en aucun parlement. « Car outre que par coutumace les adjournés (les habitants de Mérindol), « hommes et femmes, sont condamnés à estre bruslés vifs par ledit arrest, « leurs enfants, serviteurs et familles déliés et proscrits, il est dit que le « lieu de Mérindol sera du tout rendu inhabitable, les bois coupés et abbat- « tus deux cents pas à l'entour : le tout sans jamais avoir ouï les dessus « dits. » (18 novembre 1540.) Chasseneux, alors président du parlement d'Aix, s'autorisa, par deux fois, de ces défauts de forme, pour prétendre que l'arrêt n'était pas définitif, et pour en refuser l'exécution comme contraire aux lois du royaume. Mais l'archevêque d'Arles, l'évêque d'Aix, quelques abbés, prieurs et chanoines sollicitèrent à frais communs l'exécution de l'arrêt. S'appuyant de la majorité du parlement d'Aix contre le président, et forçant la main à ce dernier, ils marchaient déjà contre les Vaudois avec des gens de guerre soudoyés par eux, et avec de l'artillerie, quand les ordres de la cour survinrent et suspendirent le massacre.

Suspension des poursuites contre les Vaudois et les autres réformés.

Trompé par Charles-Quint, le roi rompit avec ce prince, disgracia Montmorency, qui l'avait entraîné dans cette alliance (31 décembre 1540), et rechercha de nouveau les protestants d'Allemagne. Ceux-ci sollicitèrent en faveur des Vaudois, devenus réformés; et François I^{er} fut forcé de leur donner satisfaction à cet égard, pour essayer de les attirer à son parti. Dans le même temps, le gentilhomme Renaud d'Alleins réveillait le zèle de Chasseneux pour les Vaudois, et suscitait de sa part une opposition nouvelle et inattendue aux attaques de leurs ennemis. Le roi chargea son lieutenant en Piémont, Dubellay-Langey, d'examiner l'affaire des Vaudois,

(1) *Hist. ecclésiast.*, l. I, t. I, p. 37.

et sur son rapport leur accorda des lettres de grâce (février 1544). Il usa de la même tolérance à l'égard des autres réformés de France; et pendant dix-huit mois on ne trouve, même dans les écrivains de leur parti, aucune trace de persécution dirigée contre eux.

Mais le roi perdit ses avances avec les protestants d'Allemagne. L'empereur les gagna par sa condescendance à la diète de Ratisbonne (28 juillet 1544), et par les concessions bien plus importantes qu'il leur fit à la suite de cette diète. Dès lors le roi n'avait plus aucune raison de ménager les dissidents français. D'un autre côté, il croyait avoir besoin de donner à la chrétienté un éclatant témoignage de la pureté de sa foi, au moment où ses flottes allaient se joindre à celles de Barberousse sur les côtes de l'Italie, et où il allait introduire les Turcs jusqu'au cœur de l'Europe.

Les supplices recommencent contre les réformés.

Aussi les ménagements temporaires dont il avait usé envers la Réforme de France cessèrent-ils tout à coup. Après le supplice d'Aymon de la Voye, à Bordeaux, qui fut le signal de nouvelles rigueurs, le roi rendit, dans les derniers jours d'août 1542, un nouvel édit portant injonction aux divers parlements du royaume de procéder contre les hérétiques, et d'en faire une si prompte et si rigoureuse justice, que ce fût un exemple pour les populations de s'en tenir strictement aux doctrines et cérémonies catholiques. Conformément à ces instructions, le parlement de Paris défendit, sous les peines les plus sévères, de vendre les livres censurés par la Sorbonne, notamment l'*Institution chrétienne* de Calvin. Le parlement de Normandie envoya au bûcher un certain Constantin et quatre de ses adhérents (1542). Les circonstances de l'arrestation et du supplice de ce Constantin et de De la Voye prouvent que la conviction profonde et enthousiaste des anciens chrétiens animait les premiers apôtres de la Réforme. On avertit De la Voye qu'une prise de corps était lancée contre lui par le parlement de Bordeaux, et que l'huissier approchait pour le saisir. Il avait le temps et les moyens de se soustraire aux recherches, et ses amis le pressaient de fuir : « C'est à faire à mercenaires et à faux prophètes, leur répondit-il : « suivant l'exemple de saint Paul, je suis prêt à être non-seulement lié à « Bordeaux, mais aussi à sceller par mon sang la doctrine que j'ai prêchée. » Et il attendit les suppôts de la justice qui le condamna à la peine capitale. A Rouen, on conduisit Constantin au supplice sur le tombereau destiné d'ordinaire à recevoir les immondices. Faisant allusion à cette circonstance, il s'écria : « Vraiment, comme dit l'Apôtre, nous sommes la ballayeure du « monde, et nous puons maintenant aux hommes de ce monde. Mais ré- « jouissons-nous ; car l'odeur de notre mort sera plaisante à Dieu et ser- « vira à nos frères. » De quelque opinion, de quelque croyance que l'on

soit, on ne peut méconnaître la noblesse de ce dévouement et de ces paroles : comme leurs sentiments, leur langage devenait sublime.

Au mois de septembre 1544, François I^{er} et Charles-Quint terminèrent leur quatrième et dernière guerre par le traité de Crespy. L'un et l'autre regardaient la liberté religieuse comme un principe de liberté politique et d'opposition à la puissance absolue : ils se promirent mutuellement d'annéantir la Réforme dans leurs Etats. Tandis qu'à la diète de Worms (1545) Charles-Quint commençait contre les protestants d'Allemagne des attaques qui devaient se terminer plus tard par la bataille de Muhlberg, François se préparait de son côté à frapper d'un même coup les luthériens et les calvinistes de France. Plusieurs circonstances ne permettent pas de douter qu'il n'ait eu d'abord l'intention d'excepter les Vaudois de cet arrêt de proscription. Mais le clergé ne pouvait pardonner à ces sectaires, les plus anciens de ses ennemis dans toute l'Europe. A la suite d'une maladie qui mit les jours du roi en danger, le cardinal de Tournon lui conseilla de laver ses fautes dans le sang hérétique des Vaudois. Le clergé de Provence joignit ses instances à celles du cardinal. Enfin, on représenta au roi les Vaudois comme de dangereux rebelles. On leur prêta le dessein de lever un corps de troupes, de se saisir de Marseille par un coup de main, et de l'ériger en Etat républicain, comme Genève, ou comme un canton de la Suisse. Par ces insinuations et ces calomnies, on parvint à lui arracher la révocation de ses lettres de grâces, et à tirer de lui un ordre de mettre à exécution l'arrêt rendu en 1540 par le parlement d'Aix.

Exécution de l'arrêt contre les Vaudois.

Par une déplorable coïncidence, les circonstances se prêtèrent trop bien en Provence au plus affreux massacre dont notre histoire fasse mention avant la Saint-Barthélemy. Le tolérant Chasseneux était mort : les ennemis des Vaudois, redoutant son opposition, l'avaient empoisonné avec un bouquet de fleurs, et l'avaient remplacé par d'Oppède. D'Oppède, n'ayant pu obtenir la main de la comtesse de Cental, qui tirait d'immenses revenus du travail des Vaudois, avait résolu d'exterminer ces malheureux pour ruiner la fortune de la comtesse qui lui échappait, et pour augmenter la sienne de leurs dépouilles. Enfin le baron de la Garde, chargé du commandement des troupes en Provence, pendant l'absence du gouverneur Grignan, cherchait une occasion de se laver du reproche dangereux d'avoir pris du goût pour le mahométisme, en faisant la campagne de 1543 avec Barberousse.

Tel était l'état des choses en Provence, quand l'ordre du roy y parvint. Le président d'Oppède, l'avocat général Guérin, le baron de la Garde, conduisirent sur le territoire des Vaudois un corps de troupes, auquel le légat du pape dans le comtat Venaissin, Antonio Trivulzio, joignit ses soldats

(avril 1545). Les Vaudois, qui auraient pu réunir et armer 15,000 hommes, n'opposèrent aucune résistance. D'Oppède et de la Garde en massacrèrent 3,000, en condamnèrent 660 aux durs et infâmes travaux des galères, et en envoyèrent 250 à des commissaires, pour subir un jugement et un supplice au lieu d'une mort instantanée. Le reste fut dispersé dans les bois et les montagnes, où la plupart périrent de faim : les plus vigoureux seulement parvinrent à se sauver chez les Genevois et chez les Suisses. Dans une expédition entreprise au nom de la religion, les enfants et les vieillards furent massacrés sans pitié : parmi les femmes, les unes furent brûlées dans un grenier rempli de paille auquel d'Oppède ordonna de mettre le feu; on ne fit périr les autres par la faim et par l'excès des mauvais traitements qu'après les avoir d'abord déshonorées. Les maisons furent détruites, les bois coupés, les arbres fruitiers arrachés. Cette destruction des hommes et des choses fut étendue à vingt-deux bourgades : on convertit en désert l'un des pays les plus peuplés et les plus fertiles de la France méridionale : des sauvages n'auraient pas mieux fait.

Quelques historiens prétendent que ces actes d'une froide et atroce cruauté inspirèrent des remords à François I^{er}. Si le fait est vrai, il ne les ressentit donc qu'au lit de la mort. En effet, par sa déclaration du 48 août 1545, il approuva l'exécution. Comme les cantons protestants de la Suisse intercédèrent auprès de lui en faveur des Vaudois qui avaient échappé, il répondit que les Vaudois avaient reçu le juste châtiment de leurs crimes, et que les Suisses n'avaient point à se mêler des affaires de son royaume. En 1546, quelques mois avant sa mort, il laissa les divers parlements rivaliser d'acharnement avec celui de Provence dans la poursuite des dissidents : le parlement de Paris fit saisir soixante réformés à Meaux, en condamna quatorze à être brûlés vifs, et quarante-six à subir diverses punitions plus ou moins rigoureuses. Au rapport des contemporains, la populace les suivit au lieu du supplice, « en criant comme forcenés : *O Salutaris hostia*, et *Salve, regina*. » D'autres religionnaires furent torturés et brûlés à Paris, à Sens, à Ammonay, à Issoire, à Lyon : la plus illustre de ces victimes fut le grand cicéronien Etienne Dolet.

Nous avons fait connaître précédemment et l'assistance que Duchâtel essaya vainement de prêter à Dolet, et la réponse du courageux évêque au cardinal de Tournon. Ce mot résume toute l'époque. L'esprit de l'Evangile n'avait pas entièrement abandonné le clergé de France; mais une minorité respectable l'avait seule conservé, et se trouvait réduite aux sollicitations et aux remontrances. La majorité, possédée d'un fanatisme sanguinaire, agissait et entraînait le pouvoir dans la voie des persécutions. Le clergé vanta donc le massacre des Vaudois, renouvelé du massacre des Amalécites et des Philistins, et de tous les massacres de l'Ancien Testament. Quand

d'Oppède eut à s'en justifier quelque temps après, il commença son discours par ces paroles du Psalmiste : *Judica me, Deus, et discerne causam meam de gente non sancta*. On torturait, on exploitait l'Ecriture sainte pour tous les crimes. Mais la voix de l'indignation publique couvrit les éloges prodigués aux assassinats religieux.

Dans le tableau que nous avons présenté des commencements de la Réforme en France, nous avons trouvé incessamment un intérêt quelconque dominant et inspirant la conduite du pouvoir dans les affaires religieuses : nulle part la persécution n'est dégagée de motifs humains, ni le fanatisme pur dans son aveuglement. L'intérêt se montre plus clairement, plus grossièrement encore dans l'affaire des Vaudois. Le roi veut détruire des sectaires qu'il regarde comme dangereux au pouvoir absolu : il espère de plus racheter par leur supplice les peines de l'autre vie, qu'il a encourues par ses excès. Le clergé de Provence et le cardinal de Tournon écrasent les hommes qui, depuis plusieurs siècles, se sont affranchis de la hiérarchie de l'Eglise, et qui maintenant l'attaquent dans le principe même de son existence. De la Garde a pour but de se laver d'imputations capables de compromettre son avancement ou même sa sûreté ; d'Oppède satisfait son avidité et sa vengeance. Dans le parti catholique, il n'y a de conviction et d'enthousiasme véritable pour les anciennes croyances que chez le peuple. Parmi les réformés, il n'y a encore que des hommes sincères et passionnés pour la nouvelle foi, parce qu'il n'y a encore, dans les doctrines de Luther et de Calvin, que mort et confiscation à trouver. Quand la Réforme, par le nombre de ses sectateurs, pourra jouer un rôle politique, alors viendront les chefs, les habiles, qui se placeront derrière les hommes sincères et profondément religieux d'entre les réformés : comme le roi, le clergé, les magistrats, les capitaines se mettent maintenant derrière le peuple des catholiques et le poussent à tel ou tel acte, dont ils tirent tel ou tel avantage. L'examen des faits prouve la vérité de cet exposé. Cet exposé, à son tour, mérite toute attention, parce qu'il donne la seule explication véritable d'une partie importante de la période qui nous occupe, et de toute l'histoire de France pendant les guerres vulgairement appelées de religion, où la religion servit d'instrument à la politique.

Etat de la Réforme à la fin de ce règne.

A la fin du règne de François I^{er}, la Réforme avait déjà pénétré et fait plus ou moins de progrès dans dix-sept provinces ou subdivisions de provinces, et dans trente-trois villes environ. Nous en donnerons ici le tableau :

Champagne. . Meaux, Bar-le-Duc, Châlons, Troyes, la Fère en Tardenois, Sens, Langres.

Ile-de-France. Paris, Senlis.
Normandie. . . Rouen.
Perche Bellesme.
Orléanais. . . Orléans, Blois.
Nivernais. . . Corbigny.
Bourgogne . . Mâcon, Beaune, Autun.
Berry. Bourges, Sancerre, Aubigny, Issoudun.
Anjou. Angers.
Poitou. Poitiers.
Auvergne. . . Issoire.
Rouergue. . . . Quelques bourgades, mais pas de villes.
Agenois. . . . Agen, Villeneuve, Sainte-Foy, Tonneins.
Languedoc. . . Toulouse, Castres.
Vivarais . . . Annonay.
Lyonnais . . . Lyon.
Provence . . . Mérindol et les villages voisins.

Dans cette énumération, nous ne comptons pas Metz et le pays Messin, parce qu'ils ne furent réunis à la France que sous le règne suivant.

Toute opinion gagne à la persécution, si elle devient l'objet des rigueurs du pouvoir dans le temps où elle excite la sympathie et l'enthousiasme des masses, et où elle se sent soutenue par l'opinion publique dans les pays voisins. Au milieu des supplices, la Réforme gagna chaque jour du terrain en France, depuis l'époque de sa naissance, en 1524, jusqu'à l'expédition contre les Vaudois, en 1545. Toutefois, jusqu'à cette dernière année, elle avait été timide et furtive; ses croyances et ses pratiques étaient restées individuelles, isolées. Les choses changèrent après le massacre des Vaudois. L'horreur fut générale, et une foule de conversions d'indignation augmenta le nombre des dissidents. Ils commencèrent alors à professer publiquement leur religion et à former des Eglises. On en trouve une première à Senlis en 1546. La même année, une autre fut érigée à Meaux sur le modèle de celle de Strasbourg : quatre cents réformés environ prirent pour ministre un ancien cardeur de laine, Pierre Leclerc; ils se réunissaient quelquefois au nombre de soixante chez Mangin, où ils entendaient le prêche et participaient au sacrement. Ainsi la Réforme prenait dès lors une consistance et une régularité qui présageaient d'une manière certaine les vastes accroissements où elle parvint sous le règne suivant.

A. POIRSON.

Errata. — Page 120, ligne 19, *au lieu de 1579, lisez : 1576*; — ligne 23, *au lieu de 1578, lisez : 1574*; — ligne 25, *au lieu de six ans auparavant, lisez : deux ans.*

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS. —
AVIS DIVERS, ETC.

L'Eglise de Villers-lès-Guise, en Picardie (1660?).

*A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.*

Quincy-Ségy (Seine-et-Marne), 31 déc. 1856

Monsieur le Président,

Vous trouverez ci-dessous quelques détails sur l'intéressant opuscule que vous m'avez signalé, et que son possesseur, M. Edouard Piette, de Vervins, a bien voulu me communiquer.

En voici le titre : *Lettre à Messieurs de la R. P. R. du préche de Villers-lès-Guise. — A Laon, par Agrand Rennesson, imprimeur du roy et de Monseig. l'éminent card. d'Estrées, évêque-duc de Laon, — sans date.* Le nom de l'auteur ne se trouve qu'au bas de la lettre : *Charles Bénigne Hervé, prêtre.*

Cette publication de 431 pages in-12, ne peut remonter au delà de 1674, époque à laquelle César d'Estrées (1) fut fait cardinal par Clément X (Ladvoat, *Dictionn. historiq.*) ; par conséquent, et c'est là un fait qui nous est révélé par cette lettre, malgré l'émigration qui suivit l'arrêt du 22 septembre 1664 interdisant l'exercice dans les lieux de Landouzy, Gerçis, Fontaine-lès-Vervins, Lemé (rue des Boheims) (2), et Leval (3), le

(1) C'est à lui et à Camille de Neuville, prieur de l'abbaye de Toigny, que les protestants de la Thiérache durent l'arrêt de 1664, dont il va être question.

(2) Tous les auteurs, jusqu'à MM. Drion et Haag, ont vu là deux lieux de culte. C'est sans doute une erreur. Le temple actuel de Lemé, situé non loin de l'ancien, se trouve encore dans la rue de Bohain.

(3) Les historiens disent aussi : Val, Vals et Lavalle. Toutes mes recherches pour découvrir ce lieu où les réformés de Guise allaient au temple sont jusqu'ici restées infructueuses. Peut-être faudrait-il penser à la vallée aux Bleds, à deux lieues de Guise, où il se trouve d'anciennes familles protestantes. Je n'ai pu retrouver non plus Moulin, Moulins, encore Eglise de Guise. Le temple de Vals fut rasé en 1684, en même temps que celui de Crupier, sans doute Crupiller.

culte protestant continua d'être célébré dans le Vervinois au moins jusqu'en 1674, et peut-être jusqu'à la Révocation.

Le même arrêt ordonnait la démolition du temple de Gercis. L'Eglise de ce lieu était nombreuse, dès lors une foule de gens ne surent où aller prier Dieu. « Mais ils se recueillirent enfin dans les maisons de deux gentilshommes qui se trouvèrent en état de leur donner un lieu de retraite. L'un fut le seigneur du Vez (1), qui acheta la terre de Villé, proche de Guise, et qui des matériaux même du temple de Gercis fit bâtir un lieu où l'Eglise se put assembler... Villé était un lieu où l'exercice n'avait jamais été établi; néanmoins on l'y laissa établir sans opposition. » (Benoist, t. III, p. 593.)

Villers était donc le dernier asile, le rempart de l'hérésie dans cette contrée doublement favorisée, car tandis qu'ailleurs les dragons fonctionnaient, on se contenta d'y envoyer un convertisseur, qui n'y fit, dit-il, qu'une courte mission : c'est notre Bénigne Hervé.

Sa mission touchant à sa fin, et les pasteurs et anciens ayant refusé la dispute qu'il leur avait offerte, dit-il, mais ayant déclaré qu'ils ne manqueraient pas de répondre aux arguments qu'il leur laisserait par écrit, le convertisseur prend la plume, promettant aux protestants qu'il les traitera avec le même respect dont il ne s'est pas écarté dans sa prédication. — Sa controverse, dépourvue d'invectives, est réellement d'un homme habile; voulant battre les hérétiques avec leurs propres armes, il ne s'appuie que sur les saintes Ecritures et sur les Pères des cinq premiers siècles, tirant de tout cela des arguments parfois très justes contre la confession de 1559, principalement quand il analyse certains passages bibliques dont elle prétend, à tort, renfermer la substance. Mais sa discussion devient puérile quand il prétend prouver que l'Eglise protestante n'est pas la véritable Eglise; 1^o parce qu'elle manque de l'unité de la foi; 2^o parce qu'elle manque de la sainteté des mœurs; 3^o parce qu'elle n'est ni apostolique, ni ancienne; 4^o parce qu'elle ne se trouve point, ni même aucun de ses articles, dans l'Ecriture sainte; 5^o parce qu'elle n'enseigne pas la doctrine des apôtres et des saints Pères des premiers siècles.

Tel est le plan de la première partie. — La seconde traite de la présence réelle dans l'Eucharistie, de la communion sous une seule espèce, du sacrifice de la messe, de la confession et du purgatoire.

La page 427 nous apprend que plusieurs protestants s'étaient laissés

(1) Josué du Vez, sieur de Missy, commissaire du roi pour rechercher les contraventions à l'Edit de Nantes dans la généralité de Soissons, avec Jean de Proisy, seigneur de Mauregny, qui abjura peu après 1661. et Benjamin Robert d'Uilly, vicomte de Novion, dont le cadavre fut livré à la justice de Coucy par les moines de Prémontré, jeté dans un égout pendant le procès, puis trainé sur la claie.

prendre dans les filets de la dialectique du convertisseur (ou s'étaient laissé gagner par les *secours* qu'on accordait alors, sur la caisse de Pellisson, à tous ceux qui abandonnaient l'erreur); quoi qu'il en soit, plusieurs avaient abjuré, ce que le missionnaire fait sonner bien haut, en invitant leurs frères à suivre un si bel exemple. Puis pour achever de porter la conviction dans les cœurs, il évoque les hérétiques du fond des enfers, les sommant de raconter à leurs enfants tous les tourments qu'ils endurent et dont on ne peut se garantir qu'en rentrant dans le giron de la sainte Eglise catholique, apostolique et romaine.

Ainsi s'éteignit le protestantisme à Villers et dans bien des villages voisins. Peut-être vous adresserai-je un jour une notice sur les Eglises de la province de Thiérache, autrefois nombreuses, et singulièrement réduites par la Révocation, « ce crime qui dura trente années, » et dont les suites nous affligent encore aujourd'hui.

Veuillez agréer, etc. O. DOUEN.

Nouveaux renseignements sur la conversion des officiers de la marine du port de Brest sous Louis XIV (1686-1688).

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Nantes, le 24 août 1857.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de compléter les renseignements que je vous avais adressés au sujet de la conversion des officiers protestants de la marine, et que vous aviez bien voulu insérer dans le tome III du *Bulletin*, pages 474 et 475. Il y était question des succès obtenus par l'éloquence de M. l'intendant, secondée par celle des RR. PP. jésuites, et aussi un peu de cette opiniâtreté huguenote, si obstinée qu'elle osait résister aux menaces comme aux promesses du *grand Roi*.

Un officier entre autres, Dobré de Robigny, semblait craindre beaucoup moins le déplaisir de Louis XIV que celui de Dieu. C'était en vain qu'on lui avait successivement fait entrevoir un grade supérieur ou la prison. Résista-t-il toujours ? je l'ignore ; mais dans tous les cas, il le fit pendant longtemps, et avec un grand courage.

La dernière dépêche que je vous ai communiquée nous le montrait, à la date du 21 décembre 1685, aussi peu converti que le premier jour. On l'avait mis en prison au château de Brest, mais sans plus de succès, comme le prouvent les dépêches échangées entre l'intendant Desclouzeaux et le ministre Seignelay, ainsi qu'il suit :

Desclouseaux à Seignelay.

Du 13 mai 1686.

Mgr ordonnera, s'il lui plaît, ce qui sera fait pour la subsistance de Dobré de Robigny, enseigne de vaisseau, qui est au château par ordre du roy, et toujours opiniâtre et ne veut point de conversion...

Seignelay à Desclouseaux.

Du 26 mai 1686.

..... A l'égard du sieur Dobré de Robigny, vous pouvez lui faire donner quinze sous par jour pour sa subsistance...

On le voit, S. M. ne se montrait pas très généreuse envers ses pensionnaires. Mais, qui sait ? il y avait peut-être encore là une intention pieuse ; un peu de privation ne pouvait que les préparer efficacement à se convertir. Cependant deux ans de ce régime n'avaient pas triomphé, même des jésuites aidant, de la fermeté de ce courageux confesseur. Desclouseaux sera forcé de l'avouer à Seignelay :

Desclouseaux à Seignelay.

Du 27 mai 1686.

Suivant ce que Mgr m'a fait l'honneur de m'écrire par sa lettre du 20 de ce mois, j'ai passé une partie de la matinée au château de cette ville avec le sieur de Vaussaye, en présence du sieur de Centre, lieutenant du roi, et, après l'avoir examiné, sans trouver beaucoup de différence de la situation où est présentement son esprit à celle où il était lorsqu'il est venu en cette ville, il m'a dit positivement qu'il ne se connaissait plus, et qu'il voyait bien qu'il a été fou, qu'il a pensé être le plus méchant homme du monde en se faisant prêtre, et qu'il l'aurait assurément été si le canonat qui lui avait été promis n'avait pas manqué. Mais que, grâce à Dieu, il avait reconnu le déplorable état où il était ; que le 5 juillet dernier, étant en prière, il faisait réflexion sur la bonté que le roi avait eue de ne le point faire punir, parce que son crime était très grand ; qu'il priait Dieu pour S. M., et qu'ayant plusieurs fois senti une ardeur de tendresse extraordinaire et avait demandé à Dieu la continuation ; qu'au moment qu'il en parlait il souffrirait le feu, et qu'ayant présentement toutes les lumières qui sont nécessaires pour la religion C., A. et R., il confessait que nous sommes les plus heureux de tous les hommes

de croire ce que nous ne voyons pas, et que le bon Dieu a beaucoup opéré en lui, l'ayant regardé comme saint Thomas; qu'enfin il voyait clair, et qu'il était présentement capable de convertir les plus opiniâtres calvinistes. Il demande que, pour mieux connaître la sincérité de son cœur, les lumières qu'il a, qu'on lui donne un habile religieux qui sait la religion et qui ait le cœur bon, non pas pour se disputer, mais pour lui mieux faire connaître ce qu'il sait et les lumières qu'il a. Je le verrai de temps en temps, puisque Mgr le trouve à propos, et je connaîtrai si la situation de son esprit est toujours semblable; et s'il continue de la manière qu'il m'a paru, je crois qu'il serait à propos de lui faire voir en ma présence et de quelque habile docteur le sieur Dobré de Robigny, huguenot qui est toujours dans ledit château fort opiniâtre. Il serait aussi nécessaire de lui faire voir quelque habile homme pour connaître si effectivement il réussirait à la conversion. En nous séparant, il m'a demandé, au nom de Dieu, de prier pour lui à la messe et devant le saint sacrement.

Desclouseaux à Seignelay.

Du 25 nov. 1686.

Je verrai quelquefois le sieur de Vaussaye, et j'observerai ce que Mgr m'ordonne sur la situation de son esprit, et il ne m'a pas paru qu'il ait envie d'aller à La Rochelle que pour faire connaître au peuple l'aveuglement où il était, et cependant il voudrait bien se réconcilier avec l'Eglise, étant excommunié; c'est présentement la permission qu'il demande...

Desclouseaux à Seignelay.

Du 16 déc. 1686.

M. l'évêque de Léon était ici jeudi dernier. Je le menai au château de cette ville, et lui fis voir le sieur de Vaussaye et le sieur Dobré de Robigny. Le sieur de Vaussaye lui demanda de se réconcilier à l'Eglise, étant excommunié, et le sieur Dobré parut toujours fort opiniâtre. M. l'évêque a dû en écrire à Mgr.

Desclouseaux à Seignelay.

Du 26 mars 1688.

J'ai remis hier à M. de Centré la lettre de S. M. pour mettre en liberté le sieur de Vaussaye, auquel je fis connaître qu'elle ne lui

accorde cette grâce que parce qu'elle attend qu'il sera plus sage à l'avenir, et qu'il donnera des marques d'une meilleure conduite et réparera le scandale qu'il a voulu faire; c'est ce qu'il m'a promis, et, en apparence, il est parfaitement converti, communiant fréquemment et donnant des marques de sa piété. Il a une incommodité très grande dont il a donné avis à Mgr et ce qu'il m'a dit, sur quoi il attendra l'honneur de sa réponse.

J'ai mené en même temps au château le père Rolland, jésuite, recteur du séminaire, et, après une longue conférence qu'il eut avec le *sieur Dobré de Robigny*, qui parut toujours fort attaché dans ses sentiments, je lui fis connaître qu'il ne devait point s'attendre de sortir de prison qu'il n'eût fait abjuration. Je continuerai à lui faire voir ce religieux le plus souvent qu'il se pourra.

C'est avec un vrai regret, que vos lecteurs partageront peut-être, que je n'ai plus trouvé trace, après cette date, dans la correspondance du ministre et de l'intendant, de cet officier si énergiquement attaché à sa foi. Que ne pouvait-on pas entreprendre avec des hommes d'une pareille trempe, et portant si haut le sentiment du devoir et le respect de la conscience!

Agréez, etc.

B. VAURIGAUD.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

LA CONFESSION DE FOI DE L'ÉGL. RÉF. FRANÇ. DE STRASBOURG

PUBLIÉE PAR LE MINISTRE JEAN GARNIER.

1549.

Les nombreux réformés français qui, dans le cours du XVI^e siècle, se sont réfugiés à Strasbourg, ont eu en cette ville une Eglise dont l'histoire n'est pas sans offrir un grand intérêt. Florissante d'abord sous la direction de Calvin, de Garnier, d'Olbrac, protégée par l'hospitalité du magistrat et par l'amitié de Bucer et de Jean Sturm, elle finit par être supprimée lorsque la fougue des théologiens luthériens eut réussi à bannir de Strasbourg la tolérance et le calvinisme.

Dès que j'aurai pu me procurer quelques documents qui se trouvent en Suisse, je me propose de faire un travail sur l'histoire de cette Eglise ré-

fugée et de l'offrir au *Bulletin*. Pour le moment, je me borne à donner connaissance aux amateurs de notre ancienne littérature protestante, d'un petit livre, devenu fort rare, intitulé :

Brieue et claire

CONFESSION DE

LA FOY CHRESTIENNE,

contenant cent articles, selon l'ordre

du Symbole des Apostres, faite et

déclarée en l'Eglise François

de Strasbourg, par Ian

Garnier.

Le catalogue de la vente de M. de Monmerqué mentionne (n° 160) une édition de 1552, s. l., petit in-8°, caractères et marque de Nicole Paris, qui a imprimé à Troyes et à Larrivou. J'ai devant moi l'édition, « revue et de nouveau corrigée, » publiée en 1553, chez P. Jacques Poullain et René Houdouyn, petit in-8°.

Jean Garnier, d'Avignon, succéda, dans les fonctions de ministre de l'Eglise française de Strasbourg, à Pierre Bruly, brûlé vif à Tournay, le 19 février 1545. Garnier, d'abord adversaire véhément de la Réforme, était devenu un de ses plus zélés défenseurs ; savant et pieux, il était estimé de Bucser, de Bullinger, de Calvin, de Farel. En 1549, l'introduction de l'Interim à Strasbourg, l'engagea à quitter cette ville. Quand l'Eglise fut redevenue libre, en 1552, il revint, mais trouva de nombreuses difficultés, non-seulement de la part des théologiens luthériens, mais de quelques membres même de son Eglise, gênés par la sévère discipline qu'il voulait maintenir. Il quitta Strasbourg une seconde fois, en 1555 ; pendant quelque temps il s'occupa de l'éducation de quelques jeunes gens, probablement à la cour du landgrave de Hesse ; il fut nommé professeur de théologie à Marbourg, et débuta par un discours sur l'épître aux Hébreux. Appelé en 1562 comme prédicateur de la cour à Cassel, il revint en 1569 à Strasbourg, pour exercer le saint ministère auprès de ses compatriotes réfugiés, auxquels le magistrat avait accordé de s'assembler pour leur culte dans une maison particulière. Garnier mourut à Cassel, le 6 janvier 1574.

C'est en 1549 que Garnier publia le petit livre dont nous avons donné le titre ; en rendant compte de la doctrine qu'il prêchait dans son Eglise, Garnier voulait justifier son refus de se soumettre aux conditions de l'Interim. Les cent articles de sa confession de foi sont en général entièrement con-

formes aux croyances des Eglises réformées ; il sont précédés et suivis de deux morceaux adressés à son troupeau, et qui nous paraissent dignes d'être reproduits comme monuments de la foi de nos pères.

CH. SCHMIDT.

Jan Garnier, serviteur de Jésus-Christ en son Evangile, à toute la petite Eglise françoise de Strasbourg, assemblée pour l'Evangile, au nom de Jésus-Christ : grâce, paix et miséricorde du Père par Jésus-Christ nostre Seigneur, seul sauveur et rédempteur en la vertu du Saint-Esprit, vous soit donnée et augmentée éternellement. Amen.

Quand je considère les claires lumières, grans engins et subtils esprits que le Seigneur, en nostre temps, a mis et dressé en son Eglise (très chers frères et bien-aimez en Jésus-Christ), lesquels ne cessent nuit et jour d'avancer la gloire de Dieu et promouvoir le royaume de Jésus-Christ son Fils, tant par leurs parolles que escrits ; desquels je ne suis pas digne d'estre disciple ; j'ay honte et crain estre jugé téméraire de mettre la main à la plume après eux, et singulièrement pour traiter choses tant petites et communes, lesquelles ils ont traitées au catéchisme du commencement. Mais vostre saint désir et de plusieurs autres bons frères, lesquels ayans ouy en public la lecture et déclaration de ce petit traité, instamment demandent en estre participans, m'a incité, voire contraint à ce faire, ensemble le grand désir que j'ay de l'avancement de la gloire de Dieu et du salut de tous nos frères ; sçachant que Dieu veut tout le monde venir à la cognoissance de la vérité, et par ce moyen estre tous sauvez. Je sçay aussi que pour l'édifice du tabernacle du Seigneur, fait par Moyse, un chacun portoit ce qu'il avoit : les uns de l'or, de l'argent ; les autres des pierres précieuses ; les autres de toilles, des peaux de chèvres et de boucs ; les autres du bois et pierres communes, et le tout estoit mis en œuvre. Ainsi estimé-je, pour l'édifice de ceste maison du Seigneur qui est son Eglise, un chacun pouvoir et devoir porter ce qu'il a ; les uns plus, les autres moins, selon ses talents que le Seigneur de la maison leur a donnés. Je me contenteray porter des petites pierres communes pour cest édifice, et j'espère que les maistres ouvriers ne rejetteront point mon service ne mes petites pierres, supposé qu'elles soyent conduisantes à l'édifice (ainsi que

j'espère qu'elles seront, Dieu aidant). La povre femme vefve, qui n'a mis au tronc que deux petites pièces d'argent, n'as pas esté rejeitée ne méprisée du Seigneur, ains en a raporté aussi grande louange que les grands et riches qui avoyent mis et donné beaucoup plus qu'elle. Tout cela bien considéré m'a ému de divulguer et mettre en avant ce petit traité en ce temps-ci singulièrement, auquel le Seigneur a le crible en ses mains pour cribler, examiner et repurger son Eglise, auquel aussi seroit merveilleusement bon (à mon avis) que la foy d'un chacun fust cognue, et singulièrement de ceux qui font profession de l'Evangile pour endoctriner les autres, comme sont docteurs et ministres de la Parolle, à ce que les faux prophètes et hypocrites qui baissent les espauls et tendent les oreilles aux fausses doctrines papistiques de l'Antechrist fussent cognus, chassez et déjettez d'entre les bons et fidelles. Pour ceste cause suis-je content que ma foy, en laquelle je veux vivre et mourir par la grâce du Seigneur, soit cognue de tout le monde. Voire en ce temps-ci auquel le diable semble estre délié, le monde forcené et l'Antechrist enragé pour ruiner et détruire l'Eglise de Dieu et sa Parolle.

Or ce petit traité auroit bon besoin d'un second, qui donnast la raison de ce que cestui-ci confesse, car autre chose est confesser la foy, et autre de donner raison de la foy. Confesser la foy, c'est purement, simplement et clairement dire et confesser de cœur et de bouche ou par escrit ce qu'on croit de Dieu et de sa Parolle. Mais donner raison de la foy, c'est prouver et appertement monstrar par texte de l'Ecriture sainte et raisons manifestes fondées en icelle, ce qu'on croit et pourquoy on le croit, comme aussi le commande l'apostre saint Pierre. Ce que j'ay fait ces jours passez, le temps des foires (comme avez ouy et entendu), en preschant et déclarant ceste confession par articles, pour donner quelque petit goust de l'Evangile aux estrangers qui estoient ici venus, et leur faire entendre quelle est nostre foy et religion en laquelle voulons vivre et mourir, et que nous ne sommes point hérétiques, sédicieux ne blasphémateurs de Dieu (ainsi que plusieurs estiment), ains fidelles et vrais chrestiens, ayans et recevans un seul Jésus-Christ pour nostre Seigneur seul Sauveur, médiateur et advocat, croyant et espérant en luy seul, et non en autre quelconque, par lequel aussi nous voulons exposer non-seulement nos biens externes, mais aussi le corps jusques à la dernière goutte de nostre sang s'il en est besoin. Scachant que

quiconque perdra sa vie pour l'amour de luy, qu'il la trouvera, et qui la voudra garder en le renonçant, il la perdra éternellement. C'a esté mon but et ma principale fin tout ce temps-là, auquel n'ay pas eu (ny ay encor pour le présent) le loisir de rédiger et mettre par escrit toutes les probations, argumens, et raisons desquelles j'ay usé tant des Escritures saintes que des anciens Pères, pour donner raison de ma foy et monstrar la vérité des articles d'icelles ici contenus. Mais si le Seigneur nous donne une bonne paix, et nous referme encore en ce lieu (ainsi que j'espère qu'il fera par sa miséricorde, combien que ne l'ayons pas mérité), je promets vous donner le second traité correspondant à cestui-ci, auquel je donneray la raison de ma foy comme en cestui-ci je la confesse, et monstraray (avec l'aide du Seigneur) la vérité de tous ces articles, qui sont en nombre cent, tant par la Parolle du Seigneur que par les escrits des anciens Pères, selon ma petite faculté et la grâce que le Seigneur me donnera, et lors me contenteray avoir vescu du monde (1). Cependant, très chers frères, je vous prie recevoir et prendre en gré ce petit don et présent de la main de vostre loyale frère et fidelle ami, en espérance d'en recevoir un plus grand. Je vous assure que la seule Parolle du Seigneur est le beau et spacieux jardin de plaisance, dedens lequel m'ébattant et pourmenant, j'ay cueilli ces belles fleurs odoriférantes et fait ce beau chapeau de triomphe pour mettre sur la teste des vrais fidelles chrestiens (tels que vous estes), et n'ay rien prins dedens la cloaque, sentine, bourbe, puantise, infection et latrine de l'Intérim, ny en autres semblables doctrines papistiques antichrestiennes et inventions humaines; car de telles bourbes, infections et ordures ne sortent point telles fleurs : ains plustost espines et chardons pour paistre et couronner les asnes de l'Antechrist. Je puis hardiment dire qu'il n'y a rien en ce petit traité que je ne puisse monstrar et prouver par la Parolle du Seigneur, laquelle j'ay suivie, et non point les diverses opinions des hommes; car je n'ay point juré en la parolle d'homme quel-

(1) Ce second traité fust fait piéça, si Satan ne m'eust empesché par ses membres. Certes Alexandre le forger, avec ses compagnons, m'a fort empesché et fait beaucoup de maux; le Seigneur leur vneille rendre selon leurs œuvres : car comme Jannes et Jambres résistoyent à Moÿse, ainsi les malins, aujourd'hui résistent à la vérité, comme très bien monstre le S. apostre Paul en la 2^e à Tim. III et IV. Je prie ce bon Dieu et Père leur pardonner et les amener à vraye pénitence, voire s'ils sont du nombre de ses élus, ou les abismer et confondre bientôt s'ils sont du nombre des réprouvez, afin que puissions vivre en paix, et servir à ce grand Dieu, tant de corps que d'esprit, par Jésus-Christ nostre Seigneur et seul Sauveur. Amen.

conque, sinon que en celle de Jésus-Christ sur laquelle ma foy est fondée, et non point sur l'opinion des hommes, pource ay-je parlé ici et escrit librement ce que je sen en mon cœur sans avoir égard à autre qu'à mon seul Seigneur et maistre Jésus-Christ. Ceci pourra servir à tout le moins d'un patron et formulaire de confession de foy à tous ceux qui se voudront déclarer estre du nombre de nostre assemblée, ensuyvant la coustume sainte et louable de ceste petite Eglise, que tous ceux et celles qui veulent participer ou communiquer avec nous en la sainte table du Seigneur, premièrement doivent publiquement faire confession de leur foy, c'est-à-dire déclarer devant l'assemblée la foy et cognoissance que le Seigneur leur a donné de sa Parolle et de l'Evangile de son Fils Jésus-Christ à ce qu'ils soyent cognus et manifestez à toute la congrégation, estre du nombre des fidelles et vrais membres de Christ, dignes de participer aux dons, grâces et bénéfices du Seigneur avec les frères. Comme aussi jadis sous la loy, tous les estrangers qui vouloyent communiquer ou participer en l'agneau paschal avec le peuple d'Israël, devoient premièrement renoncer à toute idolâtrie, recevoir la circoncision et faire profession de toute la loy et religion du Seigneur donnée par Moyse, promettant vivre et cheminer tous les jours de leur vie selon icelle, et par ce moyen estoient admis à la Pasque pour manger et communier avec les autres, autrement non, ainsi qu'il est escrit au livre de la Loy. Certes, plus est participer en la sainte table du Seigneur (c'est-à-dire au saint sacrement de la Cène) qu'à l'agneau paschal, d'autant que la clarté est plus que l'ombre, et la vérité plus que la figure ; car la loi n'estoit que l'ombre et figure de la vérité, laquelle nous avons à présent. Si donc sous l'ombre et figure estoit gardée et observée une telle discipline en l'Eglise du Seigneur entre les fidelles, combien plus doit estre observée sous la vérité en la bergerie de Jésus-Christ, qui est son Eglise ; lequel commande aux pasteurs d'icelle de cognoistre les brebis nommément par leur nom, et diligemment considérer leur estat, de peur de donner le pain des enfants aux chiens et les perles aux pourceaux. Comme donc Moyse, serviteur de Dieu, n'admettoit à la Pasque aucuns estrangers, si premièrement ils ne déclaroyent leur foy, aussi le bon et fidelle pasteur ecclésiastique ne doit admettre (selon mon avis, sauf tousjours meilleur jugement) à la sainte table aucuns estrangers, la foy desquels luy est incogne ; ains tascher premièrement cognoistre leur foy et religion, à tout le moins en son

privé et particulier, si ne peut en public devant l'Eglise, à ce qu'il puisse témoifier de leur foy devant les frères, et par ce moyen les admettre avec les autres. Ceste police et discipline louable a esté gardée et observée en ceste nostre petite Eglise (comme sçavez) depuis le commencement jusques à ce jourd'hui : le Seigneur face par sa grâce qu'elle puisse durer longuement, à la louange de son nom; car par icelle plusieurs ignorans sont enseignez et endoctrinez aux rudimens de la foy chrestienne, et la cognoissance leur est tousjours augmentée, et n'y a celuy de nous qui n'en rapporte grand profit. A cela donc pourra bien servir ce petit traité d'un patron et formulaire (comme dit est) pour les petits, simples et ignorans, lesquels pourront prendre ce que bon leur semblera et laisser le reste pour éviter prolixité, pour ce l'ay-je aussi divisé et distingué par articles.

Au reste, ceste confession est divisée en quatre poincts principaux : au premier je monstre ce que je croy de la sainte Trinité, singulièrement du Père éternel et des choses par luy faites, de la première création de l'homme et du trébuchement d'icelui; au second, ce que je croy du Fils qui est la seconde personne, et des choses par luy faites, singulièrement de la réparation et restauration de l'homme; au troisième, ce que je croy du Saint-Esprit qui est la troisième personne de la sainte Trinité, par lequel l'homme (fait par le Père et refait ou restauré par le Fils) est maintenu et entretenu en son entier; au quatriesme, ce que je croy de la sainte Eglise catholique et des choses concernant icelle. Cela fait, je monstre et déclare les grans fruits procédans et provenans d'icelle foy, qui sont en nombre trois principaux qui comprennent tous les autres, comme verrez vers la fin; et le tout est fait et demené selon l'ordre du symbole, qu'on appelle communément des apostres, lequel a esté receu de tous temps sans aucune contradiction en l'Eglise catholique. Et ne faut qu'aucun soit émerveillé si je multiplie ces articles jusques à cent, combien que le Symbole n'en ait que douze; car un chacun des douze en contient bien encores autres douze et davantage. Faites donc, ô mes très chers frères, comme les mouches à miel, lesquelles de toutes fleurs font leur profit; par ce moyen vous augmenterez de plus en plus en la foy et cognoissance du Seigneur, et en charité et dilection vers vostre prochain, c'est le tout de l'homme. En cela pend toute la loy et les prophètes. Or je prie ce bon Dieu et Père céleste, qui vous a délivrez de la tyrannie de l'Antechrist et retirez hors des ténèbres

d'erreur et ignorance, ouvrant vos yeux intérieurs, soy déclarant à vous par son Evangile, luy plaise augmenter tousjours ses dons, grâces et bénédictions en vous, vous conserver, diriger et conduire par son Saint-Esprit jusques en la vie éternelle, au nom de son Fils Jésus-Christ nostre Seigneur et seul Sauveur. Amen.

De Strasbourg, ce 24 de juillet 1549. (*Suivent les cent articles.*)

CONCLUSION. 15

Voylà, mes très chers et bien-aimez frères en Jésus-Christ, en somme la foy et cognoissance des mystères que le Seigneur m'a donné et communiqué par sa grâce et miséricorde, à moy indigne et povre pécheur, qui n'avoie pas mérité tant de bien envers luy; ains plustost son ire et jugement; et pource je cognoi et confesse le tout estre procédé de luy, auquel seul je ren grâces éternelles, lequel aussi je prie au nom de son Fils Jésus-Christ nostre Seigneur me vouloir conserver et entretenir par son Saint-Esprit en ceste foy jusques à la fin, et me donner grâce, vertu et puissance de la pouvoir confesser de cœur et de bouche, tant devant fidelles qu'infidelles, tyrans et bourreaux de l'Antechrist, et icelle maintenir jusques à la dernière goutte de mon sang; je désire grandement de vivre et mourir en ceste foy, sçachant et estant bien assuré qu'elle a pour son fondement la seule Parolle du Seigneur, et qu'en icelle ont vescu et sont morts tous les saints Pères, patriarches, prophètes et apostres de Jésus-Christ. C'est la vraye cognoissance du Seigneur, en laquelle gist et consiste la béatitude et félicité de l'homme, comme dit Christ en l'Evangile; ceste est la vie éternelle (ô Père) qu'on te cognoisse seul vray Dieu Dieu et celui que tu as envoyé Jésus-Christ. Ceste est la doctrine vieille et ancienne, maintenant renouvelée et révélée par le Saint-Esprit, laquelle de nostre temps a esté ressuscitée, et comme du plus profond des abismes nous a esté restituée par la grâce et miséricorde du Seigneur, et par le ministère des bons docteurs, vrais et fidelles ministres d'icelle. C'est la vérité cachée, laquelle avoit esté ensevelie et couverte par l'Antechrist de Rome et par ses faux prophètes depuis cinq cens ans ou environ; lesquels, au lieu d'icelle, avoient avancé leurs songes et rêveries, les traditions humaines et autres doctrines semblables, frivoles, vaines et inutiles, au grand déshonneur de Dieu, à l'escandale des fidelles et à la ruine de toute

l'Eglise de Jésus-Christ; comme aussi font encor aujourd'hui en plusieurs lieux parmi le monde, persécutant ceste sainte doctrine évangélique en toutes parts et par tous moyens. Taschant aussi de la rensevelir, cacher, couvrir, et totalement exterminer; mais ils périront tous en la poursuite, et la parolle de l'Evangile demeurera éternellement; car ainsi l'a promis celui qui est seul véritable et ne peut mentir, et plustost le ciel et la terre passeroient que ses promesses ne fussent accomplies. Parquoy heureux celui qui persévéra jusques à la fin en ceste doctrine, car il sera participant de toutes les promesses de Dieu, et par le contraire mal heureux quiconque la contemnera, méprisera ou rejettera; car l'ire de Dieu demeure sur luy. Qui croit en moi (dit Christ) il ne sera point condamné, mais qui ne croit point il est desja condamné, sa part et portion sera avec les hypocrites pervers et meschans en la géhenne du feu éternel.

Cependant je rejete toujours la doctrine de l'Intérim avec lequel je ne veux avoir part ne portion, et aussi renonce à toute la doctrine de l'Antechrist de Rome, à toute idolâtrie, factions humaines, erreurs et superstitions papistiques, ausquelles j'ay esté quelque temps plongé (à mon grand dommage) jusques oreilles, pour le passé : m'abusant après les créatures, laissant mon Créateur, persécutant (voire jusques à la mort) ceux qui enseignoient ce mesme que maintenant je croy et confesse.

Mais j'ai obtenu miséricorde du Seigneur, pource que je l'ay fait par ignorance, en mon incrédulité, ainsi que plusieurs font encor aujourd'hui parmi le monde, estans menez et conduis d'un fol et indiscret zèle : lesquels en accusant, persécutant, et faisant mourir les fidelles et vrais membres de Jésus-Christ (qui ne cherchent que l'honneur du Seigneur et le salut de tout le monde), pensent faire chose agréable à Dieu, et luy offrir grands sacrifices : lesquels je prie n'estre point si précipitans et légers en jugement, mais de plus près examiner, et un peu mieux éplucher la chose avant que rien entreprendre : à fin qu'ils ne soyent un jour contraints de dire et confesser ce que maintenant je confesse de moy-mesme, avoir lourdement erré et péché (pensant bien faire toutes fois) en persécutant mon bon Seigneur maistre et seul Sauveur Jésus-Christ. Car ce que j'ay fait à ses membres et fidelles (lesquels pour lors j'estimoye hérétiques, sédicioeux et blasphémateurs de Dieu et de sa Parolle quand ils étoient amateurs d'icelle) je l'estime avoir fait à luy-mesme, car il dit en

l'Evangile que ce qu'on fait à ceux qui croient en luy, l'estime estre fait à soy-mesme, soit bien, soit mal. Ce qu'il a puis après confirmé parlant à Paul, qui persécutoit son Eglise après son ascension.

Moy donques cognoissant les grands erreurs, abus et superstitions ausquelles j'ay esté plongé par ci-devant, maintenant je renonce à toutes idolâtries et fausses doctrines, qui sont contraires et contrevenantes à la doctrine de mon maistre Jésus-Christ, qui est la sainte et pure Parolle de Dieu, contenue aux livres canoniques du vieil et nouveau Testament, révélée par le Saint-Esprit : laquelle je pren pour ma guide et conduite, pour me diriger et conduire en ceste vie mortelle, comme la colonne du feu conduisoit les enfans d'Israël par le désert, jusques en la terre promise et désirable : ce sera la lanterne à mes piés. Ensemble promets pour l'avenir et résidu de ma vie, cheminer et vivre selon ceste doctrine, le mieux que sera à moy possible, moyennant l'Esprit de Dieu, qui m'assistera et dirigera en toutes mes voyes, sans lequel je ne puis rien, avec lequel je puis tout, tellement que le tout sera à la louange de son Fils, à l'édification de toute l'Eglise et au salut de mon âme. Ce que humblement et de bon cœur je demande, à ce bon Père qui est là haut ès cieux : à ce que son nom soit en nous et par nous sanctifié, comme il est saint en soy, et que son royaume avienne, tellement qu'il règne parfaitement sur nous, et que nous obéissions à sa Parolle et commandement, à ce que sa volonté soit faite par nous ici-bas en terre, comme elle est faite par les saints anges là-haut au ciel. Le priant aussi par Jésus-Christ son Fils nostre Seigneur me donner et administrer, en ceste vie mortelle, toutes choses nécessaires, tant à l'âme comme au corps, m'administrant tous les jours le pain quotidien de sa Parolle sans lequel mon esprit ne peut vivre. Et pource que je suis pécheur selon ma nature corrompue, vendu pour péché, ne pouvant autre chose que pécher, et que je l'offence plus que tous les jours, je le prie n'entrer point en jugement avec moi, et ne me vouloir point traiter et punir selon que j'ay mérité, ains miséricordieusement me pardonner toutes mes offences contre luy commises, comme aussi je pardonne à tous ceux qui m'ont offensé : et me regarder, non point en moy, ains en la face de son Fils Jésus-Christ, par le moyen duquel je puisse trouver grâce et miséricorde devant luy et devant son juste jugement : luy plaise aussi m'assister toujours par son Esprit, par lequel je puisse échaper les embûches du monde, de la chair et

de Satan : surmonter toujours et vaincre leurs assaux et tentations. sans estre rompu ou vaincu en aucune chose : que leurs laqs et filets rompus, je puisse échaper glorieusement : et par ce moyen cognoistray-je apertement qu'il est le Roy des roys, et Seigneur sur tous seigneurs, seul Dieu, sage, immortel et invisible, tout-puissant, fort et glorieux, auquel seul appartient le royaume, la puissance et la gloire au siècle des siècles. Amen.

FIN.

Quand sera-ce ?

PROJET DE FONDATION D'UNE ÉCOLE DE THÉOLOGIE A LONDRES

POUR LES MINISTRES RÉFUGIÉS EN ANGLETERRE APRÈS
LA SAINT-BARTHÉLEMY.

1572-1574.

[Communiqué par M. Fr. Waddington.]

On sait qu'après la Saint-Barthélemy, beaucoup de protestants français, originaires pour la plupart des côtes de la Normandie, se réfugièrent en Angleterre. Plusieurs nouvelles Eglises, notamment celle de Rye, furent fondées à cette époque, d'autres, et plus particulièrement celle de Londres, reçurent une notable augmentation.

Il a été publié dans le *Bulletin* (t. II, p. 23) une liste de 44 ministres, qui, après la Saint-Barthélemy, vinrent chercher un asile en Angleterre. Les registres de l'Eglise française de Londres contiennent, vers cette époque, quelques renseignements curieux, qu'il nous a paru utile de reproduire ici. Nous y lisons :

« Le 17 septembre 1572, fut admis de faire deux prêches les dimanches au matin, à raison de la grande multitude de ceux qui y viennent, et le temple trop petit pour contenir icelle en ung presche. Le premier presche se fera à 7 heures du matin, finissant à 8 heures, et le second à 9 heures, comme de coutume. »

« 19 novembre 1572. Election de trois anciens et de deux nouveaux diacres. »

« Le lundi 6 de décembre, en l'assemblée des trois Eglises, fut mis

en avant de dresser leçons en théologie pour l'exercice et profit des ministres ici réfugiés. »

« Du mardy 2 de décembre 1572.

« Monseigneur de Lestre(1), ministre de la Parole de Dieu, au nom des autres ministres réfugiés, a requis qu'il plût à la compagnie d'aviser sur l'établissement de certaines leçons en théologie ; ensemble de dresser une prophétie (*sic*), au moyen de quoi (outre le bien qui reviendra à l'Eglise), lesdits ministres puissent, attendant qu'il plaise à Dieu les ramener en leurs Eglises, avancer leurs études et toujours profiter en leur vocation. A esté répondu sur ce premier point que déjà les trois Eglises l'ont pris en délibération, lequel étant conclu, aviseront de leur satisfaire pour le second » (2).

« Du mercredi 3 décembre.

« La proposition de lundi dernier, en l'assemblée des trois Eglises, et requête faite hier au consistoire par M. de Lestre, touchant de dresser quelques leçons de théologie, furent mises en avant, et unanimement fut trouvé profitable et méritant d'estre avancé de tout notre pouvoir. »

« Du jeudy 4 de décembre 1572.

« Les trois Eglises assemblées au consistoire des Flamands, présidant le ministre italien, la chose fut unanimement advouée, et Monsieur

(1) Voyez son article dans la *France protestante* de MM. Haag.

(2) A cette époque il n'y avait encore que trois Eglises à Londres où le culte protestant était célébré suivant le rite réformé : l'Eglise hollandaise d'Austin Friaro, l'Eglise française de Threadneedle street, fondées toutes les deux en 1530, sous le règne d'Edouard VI, et l'Eglise italienne, qui, créée vers la même époque, s'éteignit à la fin du XVI^e siècle, ainsi que nous le voyons d'après l'extrait suivant du livre du Cœtus (ou assemblée des trois Eglises) :

Du 3 d'octobre 1598. « Les frères, anciens et diacres de l'Eglise italienne, ont fait entendre au Cœtus, qu'après plusieurs recherches et devoirs faits tant deçà que delà la mer, avec l'aide de plusieurs amis, ils ne voient moyen aucun de trouver un pasteur de leur langue ; à cette occasion, demandant conseil comment ils se doivent gouverner et estre honnestement déchargés de leurs offices, lesquels ne peuvent exercer plus longuement en cette grande interruption du ministère et diminution de leur troupeau, on leur a donné advis (comme eux-mêmes confessent) que là où la parole deffaut, la discipline, ordre et secours des pauvres aussy s'escolent, que le troupeau ne peut estre conservé sans pasteur ; ils feront bien, à ces causes, de se ranger et persuader aussy les leurs, qu'ils s'incorporent chacun en l'une ou l'autre des deux Eglises, selon que la langue flamande ou françoise lui sera familière, et édifiera leur conscience, pour éviter le danger qu'il y auroit qu'une trop grande discontinuation n'en abastardit quelques-uns, et donnast entrée à quelque courreur et non approuvé des autres Eglises de se fourrer parmy eux. Quant aux frères présents, parce qu'ils ont reçu leur vocation de l'Eglise italienne, nous jugeons qu'ils ne peuvent estre déchargez que par l'Eglise italienne. » (*Archives de l'Eglise française de Londres.*)

de Villiers, ministre de Rouen (1), esleu à ceste charge, auquel (aïant esgard à sa grandefamille) est ordonné de pension pour ung an à fournir y quartiers la somme de cinquante livres monnoye de ce pays, pour ce trouver les deux Eglises flamande et française, feront sur leurs biens affectionnés une collecte extraordinaire fidèle et diligente, laquelle ne revenant à la dite somme, le défaut sera fourni par le moyen de ces deux Eglises, savoir de cinq, les trois en l'Eglise françoise et les deux en l'Eglise flamande. Les leçons se feront en langue latine, au temple des François à 3 heures de relevé et trois jours la semaine, à savoir le lundy, mardy et mercredi. Messieurs Silvanus, Cousin et Baptiste, ministres des trois Eglises, chargés d'en avertir M. l'évêque de Londres, lui proposant nos raisons, et demandant son approbation.»

« Du 24 dudit mois de décembre 1572, veille de Noël.

« Il a esté envoyé en ceste Eglise, par Monseigneur l'évesque de Londres, par les mains de M. Henot, la somme de 320 l. 5 s. 4 d. et demi, monnoye d'Angleterre, que ledit évesque par sa sollicitude et charité envers les pauvres estrangers, tant ministres que autres, avait fait recueillir et assembler, pour icelle somme de 320 l. 5 s. 4 d. et demi estre distribuée aux Eglises estrangères estant en ce pays, pour les pauvres ministres et autres François réfugiés en ce pays depuis les derniers troubles et massacres de France, laquelle somme a esté reçue par Pierre Dubostaguet et François Bissoy pour estre délivrée aux diacres et aux Eglises, comme il sera advisé. »

« Du 13 janvier 1573.

« Six ministres : Villiers, Beaulieu (2), Fontaine (3), Fésaussé, Feugray (4), Mignot (5), assemblés avec le consistoire pour aviser à la réception de ceux qui depuis et en ces derniers massacres se se-

(1) Pierre Loiseleur, seigneur de Villiers, avait suivi Andelot en Bretagne. Il prêcha assez longtemps au Croisic, et desservit ensuite l'Eglise de Rouen, où il resta jusqu'à la Saint-Barthélemy. Son séjour en Angleterre ne fut que de quelques années; devenu chapelain de Guillaume d'Orange, il mourut en Hollande en 1593. (Voyez la *France protestante* de MM. Haag.)

(2) Jean Liévin, dit de Beaulieu, ministre du Vexin français lors de la Saint-Barthélemy. (*Bulletin*, t. II, p. 25.)

(3) Robert le Maçon, dit La Fontaine, ministre d'Orléans. (*Bulletin*, t. II, p. 25.)

(4) Guillaume du Feugueray était ministre à Longueville à l'époque de la Saint-Barthélemy. (*Bulletin*, t. II, p. 26.)

(5) Cardin-Mignot, ministre à Luneray. (*Bulletin*, t. II, p. 25.)

roient pollués en idolâtrie, proposent de les admettre à la sainte cène, pourvu qu'ils prennent l'engagement de se soumettre à la peine que leurs Eglises en France (où la faute a été commise) jugeront à propos de leur infliger. »

« Du 11 mai 1573.

« Touchant le fait de M. de Villiers, lequel est requis d'aller à Temple-Bar faire des leçons, fut advis que cela devoit être accordé aux Anglois. »

Nous voyons que déjà à cette époque, on avait adopté dans l'Eglise française de Londres, l'usage des meraux, pour ôter toute confusion à la célébration de la cène, et que chaque ancien était chargé de les distribuer à ceux de son quartier.

« Du 18 octobre 1574.

« Pierre Loiseleur et Robert Le Maçon acceptent la place de pasteur à Londres, à la condition de pouvoir s'en retourner en France quand ils y seront appelés. »

FR. WADDINGTON.

LES DEUX DUCHESSES.

LETTRES

DE MADAME DE BOUILLON A MADAME DE LA TRÉMOILLE.

1621.

I.

Nées et élevées en Hollande, mais dans une famille française d'origine comme d'esprit, Elisabeth et Charlotte-Brabantine de Nassau ont été mariées, en 1595 et 1598, à des seigneurs français, parents eux-mêmes, entre lesquels existe d'ailleurs une communauté intime d'intérêts religieux et politiques. Ainsi l'intimité vive et cordiale des deux sœurs, loin d'être paralysée par leur changement de condition, y trouve une activité nouvelle et continue.

Un mariage resserre encore les liens qui les unissent : Henri de la Trémoille, duc de Thouars, épouse, le 49 janvier 1619, sa cousine germaine,

Marie de la Tour; et la naissance d'un petit-fils, 47 décembre 1621, complète le bonheur des deux grand'mères.

Cependant la santé de la jeune duchesse de Thouars a été gravement compromise par ses couches. Quoiqu'il se soit écoulé près de huit mois, Marie est toujours faible et même souffrante; elle paraît en outre en proie à la tristesse, à la mélancolie; les ménagements qu'on lui impose ne font que l'irriter (1); et comme chaque jour elle verse d'abondantes larmes, surtout lorsqu'on prononce devant elle le nom de sa mère et de ses sœurs, retenues à une grande distance près d'un père que la goutte rend de plus en plus infirme, Charlotte et Henri insistent pour qu'elle aille revoir sa chère famille. Ils désirent aussi l'éloigner d'une contrée que la guerre civile désole. Marie cède à leurs instances. Elle confie aux soins dévoués de sa belle-mère et de sa jeune belle-sœur le nourrisson, qu'il y aurait imprudence à faire voyager avec elle, quand même il ne serait pas pour la malade un sujet de préoccupations et de fatigues; puis elle franchit à petites journées, avec tous les ménagements permis alors par l'état des routes, le trajet qui sépare Thouars de Sedan. Charlotte-Brabantine a accompagné sa bru pendant plusieurs journées. Elle a reconnu que la facilité avec laquelle le voyage s'opère, les distractions qu'il donne, la joie d'une prochaine arrivée et des embrassements maternels, ont déjà produit sur Marie l'effet le plus salutaire. Assurée d'ailleurs de la prévoyance des gentilshommes, dames et serviteurs qu'elle a choisis pour conduire la jeune femme, elle lui dit adieu et revient près de son petit-fils, heureuse quelques jours après, 30 août 1621, de voir ses espérances confirmées par une lettre de la mère de Marie. « Le voyage, « au lieu de l'incommoder, lui a porté de la santé; et aux trois journées « qu'elle a eu l'honneur de faire avec vous, elle dit que cela s'est bien re- « marqué. Elle se trouva un peu étonnée, à Amboise, de se trouver seule, « et m'a confessé qu'elle jeta des larmes. »

Henri n'avait pu accompagner sa femme : quelques jours avant son départ, il lui avait fallu prendre une direction tout opposée. Son rang et les intérêts de la famille, dont la mort prématurée de son père (2) l'a rendu chef dès l'âge de six ans, l'appelaient auprès du roi Louis XIII, et l'obligeaient à le suivre dans la guerre qu'il venait d'entreprendre contre les protestants et le duc de Rohan, leur chef militaire (3). Après avoir supporté

(1) « Vous avez très bien fait, ma chère Madame, de l'empêcher d'écrire, et « d'y avoir interposé votre autorité : car l'écriture est fort contraire à la santé, « quand on relève d'une maladie. » (Lettre de Madame de Bouillon à sa sœur, 19 juillet 1621.)

(2) Claude de la Trémoille, mort le 25 octobre 1604. Henri était né le 21 décembre 1598.

(3) Le maréchal, depuis connétable, de Lesdiguières avait écrit de Parthenay, le 21 mai 1621, à Madame de la Trémoille la mère : « Vous verrez la réponse

plus impatiemment l'absence de sa femme (1) que la nécessité de porter les armes contre ses coreligionnaires, le jeune duc parvient à obtenir son congé du roi. En toute hâte il monte à cheval, passe à Thouars, embrasse son fils, et, sans tenir compte de la saison, déjà avancée, ni de la grande distance, sans donner aucun repos aux gentilshommes de sa suite, il accourt à Sedan.

Dans la première des deux lettres olographes et inédites que nous allons publier, Madame de Bouillon dépeint à sa sœur, Charlotte-Brabantine, la grande et agréable surprise causée par l'arrivée inattendue de Henri de la Trémoille, le 22 octobre 1621, au milieu de la famille à laquelle il appartient à un double titre. Par la seconde, Elisabeth raconte l'arrivée de son petit-fils, le 42 mai de l'année suivante. La présence du cher enfant avait été pour la grand'mère et la tante de Thouars une consolation et un divertissement que les circonstances rendaient encore plus doux. « En ce temps fâcheux, où l'on avoit bien plus de sujet de pleurer que de rire, elle avoit un peu diminué leurs chagrins et les avoit réjouies » (2). Madame de la Trémoille la douairière et sa fille Charlotte se résignèrent néanmoins à se séparer du beau nourrisson dès que sa bonne santé et la belle saison permirent de lui faire affronter un voyage de seize jours.

II.

« Ma chère Madame, il ne se peut pas une plus grande et agréable surprise que celle que Monsieur votre fils nous a faite, car nous l'avons plus tôt vu dans la chambre que su qu'il fût arrivé, et je m'en vais vous en faire tout le discours.

« Vendredi, après le souper, le sieur de Chavagnac vient dire à mon Mon-

« qu'a faite le roi à celle que M. le duc, votre fils, lui a faite; laquelle Sa Majesté « n'a pas goûtée, car elle désire qu'il vienne, ce qu'il peut faire en toute sûreté... « Il me semble donc qu'il peut venir, ou il faut qu'il se déclare du tout, ce que « je ne lui voudrois conseiller : car se tenir entre deux, il y a du péril. »

Nous lisons aussi dans une lettre de Madame de Bouillon à sa sœur, 19 juillet 1621 : « J'ai dit à mon Monsieur (c'est-à-dire mon mari), que vous désiriez ses « avis; sur quoi il m'a répondu que ne lui disant pas particulièrement sur quoi, « qu'il ne peut que vous les dire généralement, et qu'il les restreint tous là « dedans : c'est qu'il faut chercher l'union, qu'il faut buter à la paix, demeurer « dans le service du roi et s'attacher au bien des Eglises; ne faire point marcher « son intérêt particulier devant celui du général. Voilà les bornes dans lesquelles « il demeure. Sa crainte, à cette heure, c'est que quand même les uns et les autres « désireroient la paix, que nous ne serons pas capables de la bien faire, vu les « divers sentimens qui nous feront bien du mal. »

(1) Le sceau privé dont ils se servaient tous deux représente deux autels antiques, dont les flammes se réunissent. La devise porte : SIC VNICA FLAMMA DVOBVS.

(2) « Puisque M. Brusse m'a assurée que vous aviez mes lettres agréables, je « ne manquerai à vous en écrire plus souvent. Celle-ci ne sera qu'un mot, car je « suis si triste du départ de votre cher enfant, que je ne sais ce que je dis. Il « partira dans deux heures, et celle-ci vous sera portée par le messenger. » (Lettre de Mademoiselle de la Trémoille à son frère, 27 avril 1622.)

sieur qu'il y avoit un gentilhomme à la porte (1), qui demandoit qu'il lui fût ouvert; sur quoi il répondit : « C'est quelqu'un de privilégié? Faites « savoir qui c'est, et me le venez dire. » Quelque peu après, il vient, et dit que c'étoit un gentilhomme de Monsieur votre fils. Il commande que l'on lui ouvre. Nous commençons tous à deviner qui c'étoit, et le plus de voix fut donné au sieur Lesage. Notre fille, qui étoit toute triste ce jour-là, commença à dire : « Le cœur me bat, et je n'ai pas accoutumé cela les au- « tres fois. Je ne sais quelles nouvelles ce seront? » Un petit après, Chavagnac entre et lève la tapisserie bien haut; nous étions tous étonnés de ce grand respect : en même temps Monsieur votre fils entra. Ce fut de tels cris et exclamations, que je ne sais qui fut le premier à le nommer. Si on nous eût dit que nous n'étions pas bien aises, l'on nous eût fait grand tort, car nous en étions fous, interdits de joie; aussi n'attendions-nous nullement cet honneur si cher.

« Mon Monsieur étoit dans sa chaire (2), sans grande douleur, mais avec une main enflée démesurément de sa goutte, qui le prit dès le partement du sieur Douilyé, et en a été bien tourmenté. Il n'est pas bien guéri encore, mais il ne laissa d'aller hier au prêche. Le contentement de voir Monsieur votre fils lui a ôté du sentiment de ses douleurs, car il a été très grand, et à nous tous, et tel qu'il ne se peut exprimer, ma chère Madame; et de lui voir une si bonne santé, car je ne l'ai jamais vu mieux porter, Dieu merci; et cependant il y avoit de quoi être bien las et harassé, car il avoit eu une pluie continuelle ce jour-là, et estoit trempé jusque à la chemise. L'on eut grand'peine à le débottier, et moi j'eus grand plaisir de voir la bonne chère qu'il faisoit à notre fille, qui avoit une grande joie de sa venue. Elle perdit bien son humeur mélancolique; certes aussi toute la maison étoit bien en allégresse.

« Il n'arriva avec lui que le sieur de Lescure, qui paroissoit bien las quoique bon courrier. Pour le sieur Brusse, il arriva une heure après lui, si malade qu'il en a gardé le lit. Pour Monsieur de Nerlu, il n'est venu que le lendemain, étant demeuré à Paris pour voir Monsieur de Montbazon (3) de sa part, ce qu'il n'a pu, ayant trouvé qu'il étoit au bal, où il passa la nuit. Le sieur de Maseuil arriva avec le sieur Brusse, et Bresseville aussi, mais sa toilette étoit déjà mise. Mon fils (4) avoit pourvu à cela.

« J'aidai un peu à faire son lit, cependant qu'il mangea un morceau. L'on lui fit fort mauvaise chère pour cela, car il étoit huit heures du soir quand

(1) Sedan étoit une place aussi bien gardée que forte.

(2) C'est-à-dire son fauteuil.

(3) Louis VII de Rohan-Guéméné, duc de Montbazon.

(4) Frédéric-Maurice de la Tour.

il arriva; et l'on ne le voulut point faire attendre, car il avoit besoin d'un bon lit plus que de toute autre chose. Je croyois qu'il seroit encore à dix heures au lit, le lendemain, et dès huit heures il fut en mon cabinet, se portant le mieux du monde. Je l'ai trouvé engraissé, et mon Monsieur dit qu'il ne l'a jamais vu si beau qu'il est; aussi paroît-il gai et fait bonne chère à tout le monde (1).

« Plût à Dieu, mon cœur, que nous eussions l'honneur de vous voir avec lui, qui nous dit des nouvelles du cher enfant de si bonne grâce, que mon Monsieur l'en admiroit. Il nous a bien assurés aussi de votre bonne santé, dont je loue Dieu et le supplie de vous la continuer. Il nous a dit vous avoir laissée en grande espérance de la paix, et nous y a trouvés aussi; mais il nous en a ôtés, disant avoir trouvé un courrier qui portoit les nouvelles à Monsieur de Montbazou que le traité étoit tout rompu (2). Nous ne sommes donc point à la fin de nos maux, si Dieu n'a pitié de nous. Depuis ma lettre commencée, ma chère Madame, j'ai su que l'on a mandé que le traité de Monsieur de Rohan étoit renoué. Dieu veuille qu'il produise quelque chose de bon.

« Je pensois donner cette lettre au coche, mais Monsieur votre fils m'a dit qu'il vous vouloit dépêcher le sieur Brusse, qui ira plus promptement, bien que je croie qu'il ne pourra faire grand'diligence, s'étant trouvé si mal. Par lui vous pourrez savoir si particulièrement de nos nouvelles, que [ee] seroit faire tort à sa suffisance que de vous en vouloir dire; je m'y remettrai donc, mon cœur, et vous ramentevrai (3) seulement de lui demander ce que Monsieur votre fils a dit sur le sujet de la logique, que notre fille dit vouloir apprendre; et vous assurerai que je ne l'ai jamais vue de si bonne et agréable humeur, et que mon Monsieur fait cette remarque aussi avec grand contentement.

(1) Nous avons aussi retrouvé les lettres dans lesquelles Henri de la Trémoille et sa femme parlent de cette arrivée inattendue :

I. « Je surpris ici tout le monde, et n'y fus connu que dans la chambre de M. de « Bouillon, qui m'a témoigné un grand contentement de me voir, et une fran-
« chise extraordinaire à me dire tout ce qu'il avoit sur le cœur et qu'il prévoyoit
« du public et particulier... Les gouttes de M. de Bouillon lui continuent, et sont
« certes grandement à plaindre qu'un tel esprit n'ait un corps plus sain. »

II. « Le sieur de Maseuil vous va retrouver pour vous assurer de l'heureux
« voyage de Monsieur votre fils, l'arrivée duquel nous surprit tellement, qu'il ne
« se peut davantage. Il arriva assez tard, et les portes même étoient fermées. On
« demanda de les faire ouvrir au nom d'un de ses gentilshommes, de sorte que
« je ne m'attendois à autre contentement que d'apprendre de vos nouvelles et
« des siennes : vous pouvez juger, Madame, combien j'en reçus de me voir ainsi
« trompée. Celui que Monsieur mon père en eut l'aide à se reguérir de ses
« gouttes. »

(2) Celui que l'on avoit espéré des conférences tenues le 12 octobre, près de Montauban, entre les ducs de Rohan et de Luynes. — Voyez Bazin, *Hist. de Louis XIII.*

(3) Rappellerai; de l'ancien verbe *ramentevoir*.

« Nous continuons à désirer de voir notre petit-fils, si vous jugez que sa santé lui puisse permettre : car sa mère, qui se voit en état de ne pouvoir bouger d'ici, l'y souhaite passionnément. Nous vous avons mandé par le sieur Douilyé, selon que vous nous l'avez ordonné, ce que nous jugions à observer pour son voyage, que je prie Dieu de bénir, s'il le fait. Notre fille est un peu dégoûtée, mais Monsieur votre fils l'a bien trouvée en meilleur état qu'il ne pensoit.

« J'ai écrit ce matin à Monsieur votre jeune fils (1), et lui ai dit un mot du jeu, croyant faire chose qui vous seroit agréable ; et cela, de la part de Monsieur mon mari aussi bien que de moi, qui me trouvai hier un petit mal de rhume, mais ce n'est rien aujourd'hui. Nous ne croyons point ce qui s'est dit du comte de Mansfeld (2), car de Liège, d'où on l'avoit mandé, l'on commence à sen dédire, Dieu merci. Pour la santé de mon Monsieur, elle est assez bonne le jour, mais les nuits sont fort fâcheuses. Il nous fallut encore bien chanter hier soir : nous marions Ochemoy (3) dimanche prochain. En peu de temps nous aurons bien fait des noces sans festin ; aussi sommes-nous en un temps plus propre à pleurer qu'à rire.

« Que je me souhaite souvent auprès de vous, ma chère Madame, pour soulager l'ennui de mon esprit abattu, en versant dans votre sein mes appréhensions et mes craintes. Certes, si vous pouviez être sautée ici quand nous le désirons, ce seroit bien souvent. Je m'assure que notre fille vous confirme la même chose ; et le sieur Brusse, comme témoin, vous en peut aussi assurer, car il en a ouï faire le souhait de grand courage à mon Monsieur. Pour moi, ma chère Madame, je n'ai jamais rien désiré avec plus de passion, je vous le jure, et que vous pouvez tout sur moi, qui suis votre très humble et fidèle servante et obéissante sœur. Mon cœur, Madame, c'est,

* * (4)

« A Sedan, ce 27^e octobre 1624. »

III.

« Ma chère Madame, le saint nom de Dieu soit béni, qui m'a fait la grâce d'embrasser notre cher petit-fils, et de l'avoir conduit heureusement et avec plus de santé que je ne l'eusse osé espérer. Ce fut jeudi, sur les trois heures après dîner, que nous eûmes le contentement de le tenir entre nos bras, qui étoit le seizième jour qu'il vous avoit quittée. Mon cœur, me semble que

(1) Frédéric de la Trémoille. Il était alors en Allemagne.

(2) Commandant des troupes de Frédéric V, électeur palatin (proclamé roi de Bohême), et des protestants d'Allemagne contre l'empereur.

(3) L'une des demoiselles de Madame de Bouillon.

(4) Pour la signature, voir à la fin de cette Notice.

vous croyiez qu'il en mettroit deux davantage en son voyage, où Dieu l'a gardé de tout accident, ayant toujours eu beau temps si ce n'est le jour qu'il arriva ici, qu'il étoit fort mauvais et de pluie et de vent, qui m'empêcha d'aller au-devant de lui, plutôt de peur de lui donner de l'incommodité que d'en recevoir, je vous assure.

« Notre fille partit dès sept heures du matin pour y aller, mais elle ne le trouva pas en bonne humeur, et lui vit des tranchées qui la mirent en peine. Il n'en avoit point eu que ce jour-là, et n'en a point eu depuis, Dieu merci, quoique sa nourrice ait quelque chose. L'on me dit qu'elle n'avoit point presque de lait en arrivant, et que cela dureroit sept ou huit jours, mais je vous assure que hier au soir, à huit heures, elle en avoit très bien, et les tétins bien durs. L'on m'apporta de son lait à neuf heures, que je trouvai beau et bon : mais pour vous rendre meilleur compte de cela, chère Madame, il faut quelques jours. Il est bien certain que le jour qu'il arriva elle n'en avoit guère, et l'on l'endormit, sans lui donner à têter, sur les bras, en chantant. L'on lui fit une orge, qu'il prit à minuit, mais hier au soir on ne lui en fit point. J'ai su qu'il a bien dormi la nuit passée, comme il fit aussi l'autre, Dieu merci.

« Puisqu'il est donc fort gaillard, ma chère Madame, je m'en vais vous dire la peur qu'il nous donna à son arrivée. Nous l'attendions, Monsieur son grand-papa, Monsieur son papa et moi, et force bonne compagnie, sur le bas du degré. La Sortay (1) le tenoit au milieu du carosse, appuyée contre la portière. Je ne fis qu'entrevoir ce bel enfant, blanc comme neige, et soudain je la vis renverser par terre, tenant cet enfant entre ses bras. J'eus une grande émotion, mais soudain je vis qu'il ne disoit mot, et ne se mit à pleurer que comme il vit tant de gens crier ; mais soudain il s'apaisa et embrassa Monsieur son grand-papa. La Sortay fut si surprise et étonnée, qu'elle cria : « Je suis morte ! » Cependant elle se releva fort soudain, tenant toujours l'enfant, et n'a point eu de mal, Dieu merci ; mais l'accident étoit bien grand. L'on le prend tous à bon présage, et même Monsieur Du Moulin (2). Mais je ne vous dis pas, mon cœur, que ce qui fit tomber la Sortay, ce fut que l'on vint ouvrir la portière contre quoi elle s'appuyoit sans qu'elle en sût rien. Certes cela m'émut bien, mais Dieu soit loué qui a tout conduit si heureusement qu'il n'y a eu aucun mal.

« Je fais tout ce que je puis pour apprivoiser le cher enfant, qui n'a fait bien bonne chère qu'à son papa et à son grand-papa aussi, mais bien plus

(1) Nourrice de l'enfant.

(2) C'est le célèbre ministre Pierre Du Moulin.

Henri-Charles de la Trémoille, prince de Tarente, placé et élevé chez les jésuites après l'abjuration de son père (au camp devant la Rochelle, entre les mains du cardinal Richelieu), rentra ensuite dans l'Eglise protestante, puis abjura en 1671, avec tous ses enfans, excepté sa fille aînée, mariée au duc d'Oldenbourg.

au premier, qui aussi étoit brave (1), et on remarque qu'il aime cela. Je l'ai trouvé tout tel que je me le représentois, hormis plus blanc. Je trouve qu'il a de l'air de Monsieur son père, mais pas les traits du visage si beaux. Je trouve qu'il a aussi quelque chose de Monsieur votre jeune fils. Pour les mains, il les a en perfection, et endure le mieux du monde ses gants. Il en est fort honnête aussi, car il les baise à tout ce qu'il prend ; mais il est bien volontaire, et, à la moindre chose que l'on lui résiste, il crie. Il n'y a personne qu'il craigne aussi, et n'y avoit que vous, mon cœur, qui en avez eu des soins admirables ; on trouvera bien à dire aux miens auprès des vôtres. Mais il faut que je vous die le scandale qu'il vous donne : c'est que l'on lui dit qu'il danse comme vous faisiez, et soudain ses petits bras vont. Il est gai pourvu que l'on le veuille, mais autrement il rêve fort. Il a trouvé ici des tantes qui lui font beau bruit. Elisabeth l'a déjà si bien su gagner, qu'il a bien voulu aller à elle. Il a été aussi un petit à sa mère ; pour moi, je n'ai pas encore gagné ses bonnes grâces jusque-là. J'ai vu panser son cautère deux fois sans qu'il ait dit mot, mais l'on bat fort les tapisseries : il s'est trouvé en fort bon état, et qui jette bien (2).

« Ma chère Madame, je vous fais un vrai coq-à-l'âne, tant je vous écris à la hâte, Monsieur votre fils m'ayant envoyé dire qu'il vous alloit écrire, et que l'on partiroit dans une heure. C'a été par Mademoiselle Dully (3), qui dit que le cher enfant est plus gai qu'il n'étoit encore hier : c'est qu'il se délasse. Je tiens bien que sa lassitude est cause de quoi je l'ai vu se fâcher si promptement dès que l'on ne fait pas ce qu'il veut. Je ne vous ai pas dit encore qu'il mange bien sa panade, et que l'on croit qu'il lui perce encore des dents, pource qu'il a la bouche chaude. Il en a quatre que j'ai vues.

« Voilà tout ce que je vous en dirai, mon cœur, vous demandant pardon du désordre en quoi je le vous dis ; mais j'ai pris un bouillon, et la tête commence à me faire un petit mal ; il faut que je me promène.

« Si faut-il que je vous die que Monsieur de Berlise a été ici, qui a porté des lettres du roi à mon Monsieur et à Monsieur votre fils, qui ne manquera pas, je crois, de vous en envoyer copies. Je n'ai rien vu, car le jour que ledit sieur de Berlise les vit, j'avois pris de ma casse. C'est sur le sujet de Taillebourg (4), sur lequel je vous fis une grande lettre lundi, par le coche, pour

(1) C'est-à-dire vêtu avec élégance.

(2) Dès le 8 novembre 1621, la grand'mère de Sedan écrivait à celle de Thouars : « Bien que j'abhore fort le remède des cautères, si est-ce que, si les défluxions « lui continuent, je crois que vous devez résoudre à lui en donner un, car « on tient que cela est fort sain. J'ai toujours empêché que mon fils n'en ait eu, « mais aussi lui ai-je vu bien du mal que peut-être il n'eût pas eu. » Sa mère ne l'approuvait qu'à un grand besoin. L'Hippocrate du Bas-Poitou triompha dès lors, et le pauvre enfant fut soumis à ses prescriptions.

(3) Demoiselle d'honneur de Madame de la Trémoille la jeune.

(4) L'une des places les plus importantes de la Saintonge, qui appartenait à la famille de la Trémoille, Louis XIII voulait qu'on la remit entre ses mains.

vous en dire mon déplaisir, et combien je plains vos peines, et comme il nous tarde de savoir quel succès aura eu votre pénible voyage (1). Dieu vous le donne tel que nous le désirons, mon cœur. Les nouvelles que je vous ai mandées d'Allemagne par ma dernière, du 9^e de ce mois, sont vraies. Le roi de Bohême a eu cette grande victoire (2) à son arrivée. Dieu en soit loué. Mon Monsieur est en carosse qui se promène. Le temps s'est remis au beau; il fit hier encore laid.

« Adieu, mon cher cœur; rien n'est à ma pensée comme vous, qui pouvez tout sur moi, qui suis votre servante très humble et obéissante sœur toute à vous, c'est

..

« A Sedan, ce 14^e mai, samedi, à neuf heures du matin.

« Pour vous parler de tout, il faut vous dire que les deux oncles furent au-devant de notre cher enfant, et que l'on a tiré deux coulouvaines. »

IV.

Elisabeth de Nassau était, comme nous l'avons déjà dit, femme de Henri de la Tour, duc de Bouillon et maréchal de France. Célèbre par les intrigues dans lesquelles les Mémoires du temps, et les siens en première ligne, lui font jouer un rôle actif, le duc de Bouillon mériterait aussi le titre de brave et habile capitaine; mais son illustration militaire, presque surpassée par ses fautes politiques, a été éclipsée d'ailleurs par celle de son plus jeune fils, alors enfant et dans lequel, malgré sa résignation à prendre, par précaution, les remèdes dont les médecins étaient si prodigues, on ne pouvait pas encore deviner le grand Turenne. L'aîné de leurs fils, Frédéric-Maurice, est surtout connu par sa participation au complot formé en 1641 contre le cardinal de Richelieu. Il ne se racheta de la mort qu'en livrant au roi sa ville de Sedan. Outre Marie, duchesse de la Trémoille, et l'aînée de leurs enfants, M. et M^{me} de Bouillon avaient encore quatre filles : Julienne, Elisabeth, Henriette et Charlotte. Les trois premières furent mariées à François de la Rochefoucault, comte de Roucy; Guy de Durfort, marquis de Duras, et Amaury de Goyon, marquis de la Houssaye.

Traversée par de nombreuses expéditions militaires, ambassades et résidences à la cour, puis par une longue et menaçante disgrâce (3), l'union d'Elisabeth de Nassau avec Henri de la Tour forme le contraste le plus complet avec les mœurs d'une époque dont Tallemant des Réaux est le peintre souvent trop véridique. Madame de Bouillon, qui est à peine nom-

(1) Probablement à la cour.

(2) C'était une fausse nouvelle, où il s'agit de quelque petit avantage singulièrement exagéré.

(3) Lorsqu'il fut inculpé dans la conspiration du maréchal de Biron.

mée par Baluze dans l'*Histoire de la maison d'Auvergne*, était toute petite mais jolie, non moins courageuse que bonne et spirituelle, timide et modeste par-dessus tout. Aux compliments que lui adressait Charlotte-Brabantine, elle répondait, le 40 septembre 1607 : « Ne me parlez plus, je
 « vous supplie, de mon bon esprit, car vous m'attérez. Je ne suis propre
 « qu'à bercer un enfant et à faire la folle mère, encore que je n'en aie pas
 « le sujet que vous avez. » Les qualités d'Elisabeth de Nassau brillent de l'éclat le plus pur et le plus vrai dans sa correspondance avec Madame de la Trémoille. A défaut d'autres témoignages, ses lettres suffiraient aussi à faire connaître, comme les siens propres, le caractère, l'esprit et la vie intérieure de sa chère Brabantine.

Le 1^{er} septembre 1595, quelques mois après son mariage et son installation à Sedan, elle lui écrit : « Mon cœur, réjouis-toi : je suis bien aimée de
 « tout le peuple de cette ville ! Veux-tu savoir à quoi je le connois ? C'est
 « qu'ils confessent, non pas à moi, mais à ceux qu'ils savent bien qui me le
 « diront, qu'au commencement que je vins ils ne m'aimoient point. L'on
 « leur avoit fait des plus beaux contes de moi qu'il est possible ; mais la
 « façon de quoi je me gouverne avec eux leur a ôté ces opinions. Encore
 « faut-il que je vous dise comme l'on m'avoit dépeinte. J'étois du tout cour-
 « tisane, et avec cela bien mauvaise, qui ne faisais cas de personne, que
 « l'on ne verroit jamais au prêche, qu'il me falloit six heures pour m'ha-
 « biller ; mille autres fadaïses qui empliroient trop de papier. Ils me trou-
 « vent tout autre, et plus trop négligente que trop mondaine. Non, ma sœur,
 « si Monsieur mon mari étoit souvent ici, je serois heureuse selon mon
 « souhait. »

Après la naissance de son premier enfant, Madame de Bouillon déplorait encore davantage l'absence de son mari, que Henri IV avait envoyé en Angleterre et en Hollande. « Ah ! chère sœur, que vous me le deviez désirer
 « au même temps qu'il arriva à la Haye ! Certes, j'ai fait des couches aussi
 « tristes qu'il s'en fit jamais, éloignée de tout ce que j'aimais le mieux au
 « monde. Bon Dieu, que cela est cruel ! Vous m'avez plainte, je m'en assure ;
 « aussi je méritois que l'on eût de la compassion de moi. Certes, mes re-
 « grets sont encore tant en ma mémoire, qu'il a fallu que je vous en ennuie ;
 « mais il faut y mettre fin, pour vous assurer que je suis extrêmement aise
 « de la façon que vous vivez avec ce cher mari. Vous lui avez bien fait plai-
 « sir, car il désiroit bien cette liberté, comme celui qui vous aime autant
 « qu'une propre sœur. Vous n'en doutez, je m'en assure. Puisqu'il vous a
 « fort parlé de moi, et comme nous vivons, je crois que vous direz avec
 « moi que je suis l'heureuse des heureuses. Je vous souhaite la possession
 « du même bonheur, quand vous changerez votre condition. »

Le duc de Bouillon écrivait lui-même à sa belle-sœur, en protestant contre

l'assurance que le malheur d'une de ses amies lui donnait aux rigueurs du mariage : « Je voudrais, outre mon désir, que quelque digne sujet vous « conviât d'être Française..., cuidant que nulle autre terre ne soit indigne « de vous avoir. » Ce double souhait fut réalisé le 11 mars 1598, lorsque la belle Brabant, comme l'appelaient ses frères Maurice (1) et Henri de Nassau, épousa le chef d'une des meilleures maisons de France, et en extraction et en biens, Claude de la Trémoille, duc de Thouars. « Mais, belle « sœur, lisons-nous encore dans une lettre de Madame de Bouillon (20 « mars 1599), que vous gardez longtemps votre cher Monsieur près de « vous ! Certes, vous êtes bien née sous une plus heureuse planète que « moi. J'en murmure. Pourquoi n'avons-nous pas fait rencontre aussi égale- « ment de ce bien, comme de celui d'être contentes tout ce qui se peut l'être ? « Vous ne me plaindrez pas que vous n'ayez expérimenté combien l'absence « de ce que l'on aime est ennuyeuse, et de longue durée comme celle que « je ressens. »

Les sentiments d'Elisabeth survécurent à celui qui les avait fait naître, et pour lequel ils avaient été toujours aussi fidèles que dévoués ; témoin cet autre extrait d'une lettre qu'elle écrivit à Madame de la Trémoille, le 25 mars 1624 : « Ma chère Madame, tous les jours de ma vie me doivent être « douloureux, mais celui-ci particulièrement, puisqu'il y a aujourd'hui un « an que je fis ma grande perte. Je serois donc bien plus propre à la pleu- « rer qu'à vous entretenir, mon cœur, s'il falloit vous faire un discours « bien suivi ; mais je sais que tout vous est bon de votre pauvre sœur, qui « a le cœur bien outré et plein d'amertume. Elle s'en soulagera un petit en « le vous disant avec larmes, puisque vous êtes aimée d'elle comme un « second soi-même, et qu'elle reçoit de vous tous les offices qu'elle en peut « attendre en cette qualité. Toutes vos lettres me font voir, ma chère « Madame, que vous ne vous lassez point de prendre de la peine pour moi, « qui vous en suis si obligée ; aussi que je n'ai point de remerciement assez « digne pour vous en témoigner mon ressentiment, et même à cette heure « que mes soupirs m'interrompent si fort que je ne suis plus à moi, me « donnant toute à la mémoire de ma perte irréparable. »

Quand Charlotte-Brabantine lut cette triste et touchante missive, elle-

(1)

A Mademoiselle Brabantine de Nassau.

« Ma sœur, je vois que depuis que je vous ai laissée, notre *Trink, Trink*, s'est « changé en hyménée. Il me semble que c'est un hyménée qui est *Grabat*, et que « vous ne devez refuser en aucune façon. Je vous le conseille comme celui qui vous « aime plus que personne de ce monde, — encore que je sache bien que cela vous « ravira de ce pays, ce qui me sera un très grand regret. J'écris à Monsieur et à « Madame de Bouillon que, pour moi, je le trouve très bon, mais que Madame « (Louise de Coligny, princesse douairière d'Orange) leur mandera plus particu- « lièrement votre volonté. Adieu, ma belle Brabant ; je suis votre bien humble « frère à vous faire service. »

MAURICE DE NASSAU. »

même était veuve, et depuis près de vingt ans. Son bonheur, auquel Elisabeth portait envie en termes si doucement affectueux, n'avait guère duré que six années : le brave, spirituel et toujours amoureux Claude de la Trémoille (1) était mort dès le 25 octobre 1604.

« J'ai eu, écrivait trois jours plus tard Du Plessis-Mornay (2) à l'électeur « palatin, beau-frère de la duchesse de Thouars, l'honneur et le crève-cœur, « tout ensemble, d'avoir, à sa prière et de Madame sa femme, assisté à ses « derniers jours et reçu ses dernières paroles. Cette pauvre dame, abattue « des douleurs et appréhensions précédentes, a pensé succomber sous ce « coup, et à toute heure nous en donne des alarmes; tâche néanmoins de « se résoudre en la Parole de Dieu, qui seule peut sur de telles afflictions, « duquel nous espérons que l'assistance la soutiendra, pour la conserva- « tion de cette maison et de Messieurs ses enfans. »

Ils étaient alors au nombre de quatre : Henri, le gendre de Madame de Bouillon, qui plongeait sa famille dans l'affliction en abjurant le protestantisme, 18 juillet 1628; Frédéric, dont sa tante gourmanda souvent l'inconduite, et qui termina dans un duel, à Venise, sa vie aventureuse et déréglée; Elisabeth, qui mourut peu de temps après son père, et l'héroïque Charlotte (3), mariée au loyal John Stanley comte de Derby, souverain de l'île de Man. Walter Scott l'a mise en scène dans son roman de *Peveril du Pic*, mais non sans commettre de graves erreurs : par exemple, d'une protestante zélée il fait une ardente catholique.

La duchesse de Bouillon mourut le 3 septembre 1642; sa sœur Brabantine lui avait été enlevée vers le milieu de l'année 1634. On peut appliquer à la duchesse de la Trémoille ce que l'historien Clarendon disait plus tard de sa fille, la comtesse de Derby : « Sa vertu, sa piété ont été les plus exemplaires de son temps. » Pour en donner la preuve, il suffira de citer deux passages des lettres que lui écrivait une catholique fervente, Anne Le Veneur, comtesse de Fiesque. En 1623 : « Vous avez une vertu si émi- « nente et une probité si entière, que je me promets que la divine Majesté « ne laissera point tant de rares qualités sans le don de la foi. » Et le 14 octobre 1627 : « Vous savez que je vous honore et vous estime, hors la

(1) Retenu à la cour, il écrivait notamment à sa femme : « J'ai une extrême en- « vie de vous voir... Croyez, ma chère Madame, que mon inclination est de vous « aimer passionnément. N'en faites jamais doute, et croyez que j'ai de l'amour « pour vous autant qu'il s'en peut avoir... Je n'ai nul plus grand contentement, « absent de vous, qu'en pensant à vous. Adieu, mon cœur, je vous baise mille « et mille fois. Je désire plutôt la mort que la diminution de l'amitié que je « m'assure que me portez. »

(2) Voyez *Mémoires et correspondance*, vol. X, p. 13.

(3) A woman of very high and princely extraction, being the daughter of the duke of Tremouille, in France, and of the most exemplary virtue and piety of her time. (*History of the Rebellion of England*.)

« religion, autant que personne du monde, et jusques à vous tenir pour
 « sainte sans ce manquement. Je prie Dieu qu'il le vous ôte de tout mon
 « cœur, ma très chère dame; et si ma vie lui peut être un sacrifice
 « agréable pour émouvoir sa bonté à vous donner les lumières néces-
 « saires pour connoître la vérité, je la lui offre de toutes les affections de
 « mon âme.»

Mesdames de Bouillon et de la Trémoille étaient filles du libérateur des Provinces-Unies, Guillaume de Nassau, prince d'Orange, surnommé le Taciturne, et de Charlotte de Bourbon-Montpensier. Jolie, spirituelle et inclinant déjà vers la réforme religieuse, dont son père était un des ennemis les plus acharnés, Mademoiselle de Bourbon, malgré les prières de sa mère mourante, Jaqueline de Longwy, avait été renfermée dans l'abbaye de Jouarre (1), et contrainte d'y prononcer des vœux avant l'âge prescrit par les canons. On lui conféra même la dignité abbatiale, mais sans pouvoir détruire l'horreur que lui inspirait le cloître. Après s'y être soustraite par la fuite, elle se réfugia à la cour de son parent l'électeur palatin, Frédéric III; et avec l'assentiment de son père, dotée même par lui (2), elle épousa, en 1575, le prince d'Orange, alors veuf de sa seconde femme. Charlotte de Bourbon mourut le 5 mai 1582, des suites de la frayeur que lui avait causée l'attentat de Jaureguy contre la vie du prince d'Orange. Elle lui laissait six filles, qui, selon le témoignage de De Thou, ont toutes été illustres par leur vertu. Elisabeth était la seconde, et Charlotte-Brabantine la quatrième. Les orphelines trouvèrent une seconde mère dans Louise de Coligny, fille de l'illustre amiral, femme du jeune Téligny, qui furent, à Paris, les premières victimes du massacre du 24 août 1572. Guillaume de Nassau l'avait prise pour femme depuis un an à peine, lorsqu'il mourut entre ses bras, le 10 juillet 1584, assassiné par Balthazar Gérard.

V.

Mais sans nous arrêter sur le spectacle du souverain le plus puissant de l'Europe catholique, de Philippe II, roi d'Espagne, cherchant, fanatisant, payant et glorifiant des meurtriers pour tuer celui qu'il n'avait pu gagner par ses promesses ni vaincre par ses armes, revenons aux lettres d'Elisabeth de Nassau à Charlotte-Brabantine, sa sœur.

Leur principal intérêt consiste dans les détails de la vie de famille, dont elles racontent naïvement divers épisodes. Elles ne sont pas non plus dépourvues d'une certaine importance historique : elles se rapportent à des

(1) Ordre de Saint-Benoit, diocèse de Meaux.

(2) Voy. de Thou, *Hist. universelle*, et les *Mémoires d'Aubery du Maurier*.

personnages qui ont joué en France un rôle notable, à la fin du XVI^e et au commencement du XVII^e siècle, et aux troubles qui agitaient alors notre pays; elles parlent aussi de la guerre soutenue contre l'empereur d'Allemagne par le jeune électeur palatin (4), gendre du roi d'Angleterre et neveu des deux duchesses, pour l'établissement de son éphémère royauté de Bohême. Ces lettres font surtout aimer les modestes et solides vertus qui, chez les deux sœurs, étaient le fruit d'une éducation pure et éclairée, d'une piété sincère, et de la vie de famille qu'elles ne voulurent jamais abandonner pour suivre la cour et adopter ses errements.

Leur attrait le plus vif, comme nous venons de le dire, résulte de la vérité charmante et de l'esprit aimable avec lesquels la duchesse de Bouillon raconte l'arrivée de son gendre et de son petit-fils.

D'un côté ce sont les cris de joie de la jeune femme, de ses parents, de ses frères et sœurs, en voyant entrer, sous la tapisserie qu'ils sont étonnés de voir lever bien haut, et avec tant de respect, au lieu d'un simple gentilhomme, le duc de la Trémoille lui-même; puis la peine qu'on a à le débottier, et le mauvais souper qu'on lui sert, au grand regret de sa belle-mère; mais pour se consoler de ce contre-temps, la bonne duchesse aide à faire le lit dont le voyageur a plus besoin que de toute autre chose.

L'autre tableau nous montre le bel enfant, blanc comme neige, arrivant au bruit des couleuvrines. Du haut de l'escalier chacun se précipite à sa rencontre. Tout à coup l'ouverture maladroite d'une portière fait tomber de l'intérieur du carrosse et la nourrice et le nourrisson: chute inoffensive, heureusement, et dont le seul résultat, joint aux fatigues du voyage, est de rendre le petit-fils un peu maussade et sauvage, même pour la grand-mère, qui lui prodigue soins et caresses, et deux jours après pleure de joie d'avoir pu enfin l'apprivoiser (2). Et comme les détails de ces deux tableaux sont dessinés avec une verve pleine d'abandon et de grâce! comme chacun des acteurs y est représenté avec le caractère et la physionomie qui lui sont propres!

On croit généralement que l'éducation des femmes a été très négligée, et même leur instruction à peu près nulle jusqu'au règne de Louis XIV. Sou-

(1) Frédéric V. — On l'appela *le Roi de Neige*, parce que sa royauté ne dura qu'un an : 25 octobre 1619 — 8 novembre 1620.

(2) « Il va déjà librement à sa mère; il est venu aussi une fois à moi, qui en étois si aise, que je m'en vançois à tout le monde; il reconnoît aussi toutes ses tantes, et veut bien aller à elles. Il commence à donner la main quand je lui dis, et fit hier fort bonne chère à force honnêtes bourgeoises qui le vinrent voir, et meilleure qu'il n'avoit fait aux demoiselles, car il baisa sa main et la donna à toutes, et voulut bien que je lui ôtasse un de ses gants et la leur donna à briser, de façon qu'elles s'en allèrent fort satisfaites de lui, et disant que les enfans des grands étoient bien plus honnêtes que les leurs. Je ne le vois plus grondeur, Dieu merci, ni si volontaire. Il l'est encore assez toutefois, mais la crainte diminuera cela. » (*Lettre du 16 mai 1622.*)

vent aussi on a imprimé qu'avant Madame de Sévigné, aucune dame en France n'a su écrire une lettre avec le naturel, l'élégance et la liberté d'esprit qui constituent le style épistolaire. Ces qualités n'existent-elles pas chez Elisabeth de Nassau, la filleule de l'illustre reine d'Angleterre, la cousine de Henri IV, la fille de Guillaume le Taciturne, la mère du grand Turenne? Et cependant elle avait été élevée hors de France, dans un pays en proie à une guerre acharnée, et au milieu des circonstances les plus cruelles qui puissent frapper une famille.

Nous avons sous les yeux un assez grand nombre de lettres de Madame de Bouillon, toutes inédites, et entre lesquelles ont été prises, presque au hasard, celles imprimées plus haut soit en entier, soit par extraits. Leur orthographe est si irrégulière et si défectueuse, que sa reproduction eût été fatigante pour le lecteur; nous avons préféré suivre l'exemple donné par les éditeurs les plus compétents, dans la publication des ouvrages et des écrits remontant au XVII^e siècle. Du reste, pour montrer comment la duchesse de Bouillon écrivait le français, nous imprimons textuellement, mais avec des accents et une ponctuation qui manquent aux autographes, quelques passages d'autres lettres écrites aussi à Madame de la Trémoille.

La première remonte à l'année 1602 ou à 1603 :

1. « Je n'ay à vous entretenir que de mon petit ménage, qūy ce porte
« bien. Je me repen de vous avoir mandé que ma petite estoit belle; depuis
« ce fret (1), je la trouve sy laide. Vous avés abillyé la vostre, à ce que m'a
« dit le dernier laquais que j'ay veu. Je souhaite bien, pour vostre contan-
« tement, que mes petites nièces soyent aussy belle que mon cher neveu
« est beau. Je ne me puis souler de regarder son pourtrait. Mon Dieu, que
« vous le devés aymer! Je ne vous dis pas tout cecy sans m'en désirer un
« pareil » (2).

Dans la seconde lettre, 7 juin 1610, il est question du voyage de la duchesse de la Trémoille à la cour, après la mort de Henri IV, et de la toilette de deuil de Mesdames de Bouillon :

(1) Froid.

(2) C'est au sujet de la naissance de ce fils, Henri de la Trémoille, que la princesse douairière d'Orange, Louise de Coligny, écrivait, le 31 décembre 1598, à Madame de la Trémoille :

« Ma fille, un fils! J'en pleure de joie. Enfin, je n'ai point de paroles pour
« vous représenter mon contentement, car il est par-dessus toutes paroles et tous
« discours. Vraiment vous avez bien de l'avantage sur toutes vos sœurs, d'avoir
« si bien commencé, et si promptement... Je meurs d'envie de voir ce petit-fils.
« et comment vos petites mains le manient. Croyez que votre petit frère (Henri
« de Nassau) est bien glorieux d'avoir ce petit neveu, et Monsieur de Bouillon
« bien en colère de ce que votre sœur ne lui en fait. »

2. « Mais il vous faut parler du monde que vous avés veu. Je me resjouis
 « fort de ceste bonne chère de la roïne : je ne doute point que sy elle savoit
 « bien vos inclinations et les mienes, come aussy nos humeurs, qu'elle nous
 « aymeroit encore bien plus qu'elle ne fait; je veux espérer qu'elles luy
 « seront un jour mieus congnes. Je m'estonne que vous ayés trouvé les
 « princesses et les dames en leur gaité accoutumée, et qu'elles ont déjà
 « quité les petis rabas et pris les cheveux frisés; je ne suis pas preste de
 « faire cela. Mon cœur, j'ay eu mon dœuil et celuy de ma fille, de quoy je
 « puis bien vous en rendre grâce, car sans vous cela ne seroit point... Je
 « vous laisseray le soing du surplus, puisque vous avés commensé; mais je
 « vous diray que la Bisette (1) nous a envoyé des choses que l'on ne croi-
 « roit pas venir d'elle, come la coifure de ma fille, quy est un gros bort de
 « soye fait bien à la hâte. Mon grand voile aussy a une des ailles couverte
 « d'une fasson et l'autre d'une autre; pour ma coifure, elle est proprement
 « faite, mais aussy c'est tout. Je vous suplye, commandés que l'on luy re-
 « proche, afin qu'elle fasse mieus une autre fois. »

Enfin, le 27 décembre 1617, revenant de Thouars à Sedan, Madame de Bouillon écrit de Paris à sa sœur, pour lui rendre compte de la visite qu'elle vient de faire à la reine mère, Marie de Médicis, et du résultat de ses démarches afin d'obtenir le tabouret pour sa fille aînée, depuis femme de Henri de la Trémoille :

« Le lendemain de mon arrivée, je ne vis point la Roïne, Madame la
 « connestable (2) m'ayant mandé que l'on ne la voioit point, et cependant il
 « fut trouvé que sy. Je luy fis dire un mot de ma fille; elle en parla à la
 « Roïne, qui dit que cela dépendoit du Roy, ce qui me fit résoudre de l'en-
 « voyer auprès de Mesdames (3) comme j'irois au cabinet de la Roïne, que
 « je trouvé bien plain de princesses et de dames. Dès ma première révérence,
 « la Roïne se leva, qui estoit plus d'honneur que je ne m'atendois recevoir;
 « mais je n'us point celuy de luy ouïr dire un mot, lorsque je l'assuré que
 « j'estois sa très humble servante. Soudin l'on me porta un siège auprès de
 « Madame la princesse de Conty, quy me fit bien la bonne chère que vous
 « m'aviés dite, comme aussy Madame sa mère (4). Personne ne me tesmoigna
 « froideur, quy me fut un moyen d'assurer ma timidité, etc., etc. »

(1) Probablement l'une des *modistes* de Paris les plus renommées alors.

(2) Madame de Montmorency.

(3) Les deux sœurs de Louis XIII. Plus loin, Madame de Bouillon dit, en parlant de ces princesses : « Je les ai trouvées embellies toutes deux, et fort honnêtes. »

(4) La duchesse de Guise.

Ajoutons, pour terminer, que l'écriture d'Elisabeth de Nassau est bonne et hardie, sans ratures ni corrections, même lorsqu'elle tenait la plume entre un bouillon et une dose de casse.

Ses missives portent pour adresse : A MADAME MA SOEUR MADAME LA DUCHESSE DE LA TRÉMOILLE. Au lieu de signature, elles offrent un chiffre ressemblant à deux lambdas grecs ou à deux Y croisés, qu'accompagnent des S barrés. En général, la soie plate qui servait à les clore porte sur cire l'empreinte d'un petit cachet rond, reproduisant ce même chiffre, mais d'une façon plus régulière.

Toutes ces précieuses lettres, et celles dont nous avons ci-dessus publié des extraits, ont été découvertes au château de Serrant, en Anjou.

PAUL MARCHEGAY.

DIALOGUE ENTRE DEUX DRAPERS DE SAINT-NICAIZE

SUR LES CONTROVERSES PRÊCHÉES PAR LE P. VÉRON EN L'ÉGLISE
DE NOTRE-DAME DE ROUEN

LE TOUT EN LANGAGE DE LA BOISE.

1628 (?)

Ce titre, on ne l'a pas oublié, est celui d'un des ouvrages les plus intéressants parmi ceux qu'a mentionnés M. J.-P. Hugues dans le compte rendu de sa tournée en Hollande. « M. A. Réville, qui est originaire de Dieppe, « écrivait M. Hugues (*Bull.* V, 373), ne peut me dire ce qu'est ce pays de « *Boise*. Il reconnaît que le langage dans lequel ce dialogue est composé est « littéralement celui des paysans du pays de Caux, où se trouvaient et se « trouvent encore plusieurs Eglises protestantes (Rouen, Dieppe, le Havre, « Bolbec, Luneray, Montivilliers et plusieurs autres petites localités). D'a- « près M. Réville, il s'agit dans ce livret de deux compères qui devisent en « leur patois sur les controverses que le fameux Véron a tenues à Rouen « contre l'Eglise réformée, et l'un des deux réfute, point par point, les as- « sertions du révérend père; le tout dans un langage assez prolix, mais « empreint d'une certaine verve narquoise tout à fait en rapport avec le ca- « ractère ergoteur et naïvement malin du terroir. Au reste, M. Réville m'ex- « prime l'intention de le copier en entier et d'en faire hommage à notre « Société. »

Ce que nous annonçait ainsi M. Hugues, M. Réville a bien voulu l'accomplir. La bibliothèque de l'Eglise remontrante de Rotterdam, si riche en pamphlets religieux, a été par lui mise à contribution au profit du *Bulletin*,

et pour aujourd'hui nous extrayons de son premier envoi la copie du curieux *Dialogue des deux drapiers*. C'est un petit in-48 de 40 pages, dont le titre manque, et qui forme la treizième pièce d'un volume renfermant plusieurs brochures françaises et catalogué dans la bibliothèque des Remontrants, *Miscell. Théol.*, part. VII, n° 8.

En nous transmettant cette copie, annotée par lui, M. Réville y joint l'observation suivante : « Ce qui donne une valeur réelle à cette composition, c'est qu'elle est écrite dans le patois du pays de Caux, lequel, — cette pièce en est témoin, — n'a guère changé depuis deux siècles. C'est le seul spécimen imprimé que je connaisse de cette langue rustique. Avec un peu d'attention tous nos lecteurs pourront comprendre ce langage, et du reste, j'expliquerai les mots qui s'éloignent le plus du français normal. Malheureusement, j'ignore ce que signifie cette *Boise* dont il est ici question. Mais j'ai trop vécu au milieu des paysans cauchois pour douter un seul moment que ce langage soit le leur. On n'a pas conservé la page qui indiquait le nom d'auteur et celui de l'imprimeur. Mais tout porte à croire que ce pamphlet dirigé contre le père Véron, ainsi que d'autres dont j'aurai à vous parler, était anonyme. Il se ment dans la même situation et fait spécialement allusion au refus du pasteur De l'Angle d'entrer en conférence avec Véron. Le but est évidemment de prémunir les paysans protestants du pays de Caux, que leurs intérêts agricoles ou industriels amenaient fréquemment à Rouen, contre les prédications furibondes du missionnaire catholique. »

MARTIN ET GUILLAUME.

MARTIN.

Bonjour, compère ; d'où viens-tu,
Avec ton grand capel pointu ¹,
Fait tout ainchin ² qu'à l'albanoise ?

[¹ Avec ton grand chapeau.

[² Ainsi.

GUILLAUME.

Je viens de dessus note Boise
Aveu chinq o six bons garchons,
O longtemps en maintes fachons
l'avon bien viday des matières.

MARTIN.

Paliaiz-vous point de chaiz misères
Et de tant de calamitaiz
Qu'o veit ³ soudre de tous cotaiz,
Et o point o ne remedie,

[³ Qu'on voit.

Qui fait que chete maladie
En boutte biacoup o trespas ?

GUILLAUME.

Vresment, Martin, tu ny es pas,
Car ie palions bien d'autres choses.

MARTIN.

De quey done ¹ ? Sont-cüe lettres closes
Pour mey qui n'en deis rien saver ?

[¹ De quoi done.

GUILLAUME.

Nanin, ie feray men dever ²,
Segon ma petite pissanche ³,
De te dire chen que j'en say,
Si de partir tu n'ais pressay.
Siais tay prumier ⁴, que je me boutte
A t'en paler et pis m'escoute.
Aga ⁵, je palions entre nous,
Mais de vray, mey bien pus que tous,
Du pus grand docte et habille homme
Qui set point d'ichy jiqu'à Romme.
Hà Dieu, queu brave prescheur chest !

[² Mon devoir.

[³ Selon ma petite puissance.

[⁴ Assieds-toi d'abord.

[⁵ Ah ça !

MARTIN.

Et dy don, de queul odre il est,
Sans en faire tant de vaquerme ⁶.
Est-che un Iacopin o un Querme ?
Un Cordelier o un Feuillen ?
Un Recoley o Mandien ?
O bien se chest un Ihesuitre ?

[⁶ Vacarme.

GUILLAUME.

Il en ut otrefois le titre.
A présent chest *Pere Veron*,
Qui pus queux tous a du renon,
Se montrant à combattre habile
Les fauteurs du saint Evangile,
(Cheux quo no nomme à tous propos
Heretiques et Parpaillos),
Si bien les faisant tieux ⁷ conaistre,
En boutant le deit ou la lettre,
Que qui aprais en douteret,

[⁷ Tels.

Pu qu'eux heretique seret.
 Et nul n'y pourret contredire ;
 Je n'en pale par ouy dire ;
 Car je l'os prêcher ¹ tous les iours ;
 Et si che ne sont point discours,
 Su qui vainement ie me fonde :
 Car y luit ² devant tout le monde
 Tous leus Bibles ; et va montrant
 Comme y se vont contrariant,
 Prechellement ³ o pus forts termes
 Et les veinq pa leus popres ermes.
 Aga, mon amy, tous chais Preux,
 Chais Cesars les pus valoureux,
 Et tous les douze Pairs de Franche,
 Tant que ly n'ont fait de vaillanche.
 Non pas mesme Sanson le fort,
 Que seul no za veu mettre à mort
 (Ainchin quo le luit en l'histoire,
 O meins ⁴ se i'ay bone memore)
 Ses ennemis les Filistins,
 Qui l'aboyaient comme mastins,
 Et boutit tout le reste en fite.
Pere Veron en fait ainchite.
 Vere ⁵ encor bien pus aisement ;
 Car d'un seul souffle seulement,
 A meins que n'y a que i'en pale ⁶
 Par millairs y vo le zenbale,
 Et rend tretous si marmiteux,
 Qui n'y a pas un seul d'entr'eux
 Qui ose prendre leu querelle.
 Quey ⁷ qu'a dispute y lez appelle,
 Se tourmente, crie et debat,
 Pour le z'engager o combat,
 Un contre un ; o, se bon leu semble,
 Viennent contre ly tous ensemble,
 Y leu montrera leuz erreux :
 Et qui ne sont que des pinpeux ⁸
 Qui pensent, pa leu ley nouvelle,
 Vaincre la note sainte et belle,
 Et no tirer du dret chemin
 Pour sieuvre Luther o Calvin,

[¹ Je l'entends prêcher.

[² Il lit.

[³ Surtout.

[⁴ Au moins.

[⁵ Même.

[⁶ En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire.

[⁷ Quoique à disputer.

[⁸ Des pipeurs.

Où note Eglise i jamais n'erre,
 Fondée qua lest chu saint Pierre,
 Du bon Jesu seul lieutenant,
 Comme est le pape maintenant,
 Chef de chete Eglise si pure,
 O chest qui met toute sa cure ¹, [¹ A laquelle il met toute sa cure.
 Qui lier et deslier peut
 O ciel comme ici cheux qui veut,
 Sans en rendre compte à personne.
 A ly seul Dieu chu pouver donne,
 Py que de sa bouche y la dit.
 En vain no zy met contredit ² [² En vain y met-on contredit.
 Quey? sez apostats misérables
 Sont-y pus que ly veritables?
 Ainchin chu bon pere Veron
 Fait veir, de sermon en sermon,
 Tant bien leus Bibles il explique,
 Que leu ciance ³ est heretique [³ Créance.
 Et n'y luit que des faussetaiz,
 Qu'il épluque ⁴ de tous costaiz. [⁴ Epluche.
 Que t'en semble? et pourquey, biau sire,
 Vas-tu t'esgargarant ⁵ à rire? [⁵ T'égosillant.
 Aussi vray est tout chennela
 Que mey et tey sommes ylà.
 Et si tant set pey ⁶ tu en doute, [⁶ Tant soit peu.
 Va-tyen tey mesme, et l'escoute.

MARTIN.

O cha, escoute mey ta fais ⁷, [⁷ A ton tour.
 Py que pa raison tu le dais,
 Tu n'ais pas tout seul qui chais bourdes
 Et chaiz tant sottes hapelourdes ⁸ [⁸ Balourdises.
 De chu vrai cherlaten as pris
 Pour perles et diamants de prix.

GUILLAUME.

Que dis-tu, Martin? su mon ame,
 Chest traiz mal entendu ta game ⁹, [⁹ C'est très mal vu à toi.
 Blasmant chely dent le seul non
 Porte jiqu'o Cieux sen renon,
 Et qui mieux à ma fantasie
 Bat et abbat chete heresie,

Qui no va causant tant de maux.
 Vresment, che sont de biaux marraux,
 Pour faire que tant tu laiz porte.
 Compere, le diable m'enporte,
 Se ie ne te connessaiz point,
 En t'oyant paler en chu point
 Et favoriser ces maheutres,
 Ie te diraiz es-tu des leutres¹?
 Cesse don de *Veron* blasmer,
 No ne seret trop l'estimer².

[¹ Des leurs.[² On ne saurait trop.

MARTIN.

Est-che afin de me faire taire
 Que tu te boutes en colère
 Du premier mot que je t'ay dit,
 Mey qui ne t'ay grain³ contredit,
 Te laissant paler à ten aise?
 Chela est sot, ne t'en deplaise.
 Os⁴ don chen que ie te diray.
 Se tu ne veux, je m'en iray.
 Jamais no ne deit nul reprendre
 Avant que chais raisons entendre,
 Et quiconque en use autrement
 N'a sens, raison ne jugement.

[³ Pas du tout.[⁴ Ecoute.

GUILLAUME.

Il est vray. Men imeur trop pronte
 M'a fait interrompre ten conte.
 Pale don, compère Martin,
 Jiques à demain o matin.
 Si pus i'interons ta parole,
 Ie consens que le leu⁵ m'acole :
 Touche là, ie te le promets.

[⁵ Le loup.

MARTIN.

Je le veux bien, compère ; mais...

GUILLAUME.

Mais quey ?

MARTIN.

Je crains paisdre ma peine.
 Car chest une chose chertaine,
 Que depis que la passion,

Naissant de folle opinion,
 Embureluque une personne,
 Qui toute à elle s'abandonne,
 Sans saver se chest mal o bien,
 Y veut iamaï crerre ¹ rien
 De tout cheu qui ly contrarie,
 Fust-che une sotte resverie.
 No la biau pas raison prescher,
 No ne la ly peut arracher,
 Et iamaï n'en veut rien rabattre,
 Clignant le zieux opiniatre,
 Tant y cherit l'osecuritay
 Et craint de veir la veritay,
 Qui mene à la vie éternelle,
 Pour m'estre obligé crerre en elle.
 Chest un traiz mauvais avertin ².

[¹ Croire.[² Lubie.

GUILLAUME.

Crais mey, men compere Martin,
 Que veritay est cheu que i'aime,
 Vere ³ aveu passion yeustreme.
 Men salut m'est trop precieux
 Mais en sieuvant nos Pères vieux,
 Et sainte Eglise, note mère,
 Che n'est pas ly estre contrere.
 Passe outre, sans pu t'amuser.

[³ Voire.

MARTIN.

Ha ! qu'il est aisé d'abuser
 Tout un povre peuple inbecille,
 En ly preschant pour Evangile
 Chaiz fatras qu'il entend otant
 Que so ly palet allemant;
 Cachans sous leu belle apparence
 Du fiel pus amer quo ne pense.
 Par industrie en fait bien or,
 Que le cuivre semble pur or.
 La fausse monnaye ou desguise,
 Si bien que pour la bonne est mise
 Et bien souvent prinse par cheux
 Qui y sont les pus connesseux,
 Et iamaï fausse on ne la trouve

Que par le burin qui l'esprouve.

Y n'y a que les pus rusaiz

Qui y sont les meins abusaiz.

Don en pus preignante matière,

Par conséquent le deit nen faire ¹.

[¹ A plus forte raison doit-on

Plusieux ² trop artificieux [² Plusieurs.]

le faire en matière plus importante.

No jettent de la poudre à zieux,

Qui, sans pouvoir veir ny comprendre,

Le nair pour le blanc no fait prendre.

Che n'est d'ennuit ³ que de *Veron*

[³ D'aujourd'hui.

L'ay entendu tout chu iergon.

Chest une canchon surennée,

Que partout il a proumenée,

Et la rebat ossi souvent

Qu'il est le Caresme et l'Avent.

Preschet-y pas la chose mesme

A Saint-Ouën ⁴ pendant un Caresme,

[⁴ Seconde église de Rouen.

Il y a neuf ans pour le meins,

Devant mille et mille tesmeins ?

Y leu zen souvient bien encore.

En chu tens (ie m'en rememore,

Non, attend, oui, oui, poprement),

Queuqu'un de bon entendement,

Tieul ⁵ pa sen oeuvre ie l'estime,

[⁵ Tel.

Fit un petit livret en rime,

Titray la *Response au Brouillon*

Qui a composé le *Baillon* (1).

Chest chu *Veron* qu'il entend dire.

Je no me peuz tenir de rire,

Le viant ⁶ par là chiquetey,

[⁶ Le voyant.

Tout ainchin qu'un porpoint d'estey,

Dont les taillades en grand nombre

Ne servent pas à la chair d'ombre ;

Ains pour montrer en un moment

Se le linge est blanc seulement,

Se gros o fin, se la dentelle

Est de queuque fachon nouvelle,

Qui d'une folle vanitay

Montre la curiositay.

(1) Voir plus loin cette pièce.

GUILLAUME.

Que ie sis aise de t'entendre !
 Je veý quo peut de tey aprendre
 Mieux que d'un qui pale latin.

MARTIN.

Ne te moque point de Martin.
 He ! i'ai queuque poy luit, vere ¹,
 Et pus que tu n'as pas pu fere ;
 Mais ie ne m'en vante pourtant.

[¹ Voire.

GUILLAUME.

Pust à Dieu en saver otant !

MARTIN.

Ie n'aime pas que no me flatte.
 Chu livret tumbit dens ma patte.
 Je ne say pus qui l'aportit,
 Je le prins o no le boutit.
 Soudain su ly mez ieux je fique.
 Et vy comme y feset la nique
 A chely que tu vante tant,
 Et le payant d'argent contant,
 Montret que toutes chais paroles
 Ne sont rien que des fariboles,
 Qui n'y a de faussetey,
 Sa n'est toute de son costey ²,
 Qu'ignorant o fol y se plonge
 A tourner le vrey en mensonge,
 Et segon sen sens preverty
 Renger chacun de sen party.
 Pour ne trouver d'autre lumière
 Que chelle que sa lune esclaire,
 Comme si quand le soleil luit
 Il estet tout fin dret minuit ;
 Qui, bailleux de fausse monnaye,
 Veut que pour bonne no la craye,
 Ainchin qui la presche et l'escrit,
 Quey que contraire à Jesu Christ.
 Que chest comme chu biau preufète
 Sa sainte parole interprète,
 Dit que les doctes qui verront

[² Si elle n'est toute de son côté.

Tous chais escrits s'en moqueront,
Comme d'un conteux de fairies
Qui estalle chais resveries.
Qu'en preschant no le veit souvent
S'escrimer seul contre le vent,
Comme un boufon sus un thiatre :
Cha, cha, ie les tiens quatre à quatre ;
Y sent prins ! et pusieurs eyans
Le jugent comme clairs veyans,
Bien pu propre, quey quo n'en die,
A iouer une comédie.

Mais sus tous chais livres nouviaux,
Fort dignes de la plache à viaux ¹,
Touchent de si hautes matières,
Que biacoup de belles lumières,
Qui doctes si connessent bien,
Les luisant n'y entendent rien.
Ossy ne fait-il pas ly mesme,
Tant en saver il est supresme,
Et pour mieux, entre chaiz raisons,
Condamner chez sottes fachons,
D'en faire preuve il a cure,
Par points de la sainte Ecriture,
Qu'il a tous en marge cottaiz.
Et mey qui lez ay confrontaiz
Os Bibles que l'Eglise aprouve,
Tous veritables ie les trouve.
Tant que pour paler franchement,
J'en sis en un grand penchement ;
Car la veritey la pus forte
En elle tout men cœur transporte.
Quand Dieu pale, pour l'escouter,
Y faut tous les umains quitter.

GUILLAUME.

Dy don, réservé les saints Pères ;
Car che sont chais grandes lumières,
Qui de ly sont pus imiteux
Et de chais loix interpreteux.

MARTIN.

Vien-cha, dy, tout tant que no sommes,

[¹ Marché aux veaux.]

Tenons-nous de Dieu o de zommes
La Religion et la Fey ?

GUILLAUME.

Hé, chest de Dieu, comme ie crey.

MARTIN.

O va den chais saints escrits luire,
Qui te pourront bien mieux instruire
Que tous chais Pères inconnus,
Qu'en chent ans tu n'orais pas veus ;
Pis leuz opinions diverses
(Dò naissent tant de controverses,
Bien loins d'y veir la veritay)
N'engendrent rien qu'escuritay.
O ! de Dieu la parole clere
Dans les tenièbres no zeclere,
Qui suffit à no soulager,
Apprendre, instruire et corriger
Seule veritable (1) ; bref, chelle
Qui mene à la vie éternelle.
Chest pourquey je me ris de cheux,
Qui de la luire pericheux ¹,
Aiment mieux feuilleter chais Pères,
O iamais ne proufitent gueres
Que pour apprendre à ergoter,
Quand no veut contr'eux disputer.
Car alleguais leu d'aventure
Chent ² points de la sainte Ecriture,
Qui clers les rendent condamns,
Y vo fiquent devant le naiz
Ferche raisons à la douzeine,
Que d'espluquer y lont pris peine
Dens chais livres des Pères vieux
Qui pensent leu servir le mieux
A soutenir une heresie,
Quand y lont en leu fantasie,
Comme si devaient en tout lieu
Estre bien putost crus que Dieu,
Dent y ne sont que lez images.

[¹ Peureux.

[² Cent.

(1) Ps. CXIX, CV ; — 2 Tim III, 15, 16 ; — Jean V, 3, 9.

Bref, chaiz Pères, pus que Dieu sages,
Qui set vray (?) luis tant seulement
Tout sen segond commandement :
Tu orras les raisons frivoles
Dont y condamnent chais paroles,
Aveu mille et mille débats.
Des choses du ciel, d'ichi bas,
Dit Dieu à tout l'humain lignage (1),
Tu ne feras tailler image,
Devant ly ne t'enclineras,
Ains à mey seul serviras.
Termes bien aisaiz à comprendre,
Niomains on no fait entendre
Que no za, pa grand faussetey,
Pour idole image boutey ;
Afin que tout le peuple pense
Qu'en chu seul mot gist la deffence :
Comme si les saints glorieux
N'estaient pas comme y sont o cieux,
Qu'en chete deffence quemune ¹,
Portant notamment *chose aucune*,
No ne pust pas trouver o bout
La partie estre dens sen tout.
Chaist en chaiz tant badines ruses
Qu'o cherche envers Dieu dez escuses.
A tant de contravensions
Miserables se no pensons
En estre quittes peu ly dire :
Je l'entendais tout ainchain, sire.
Su chef que tu no zas donnay,
Exent d'errer, a ordonnay
Que chais images fussent mises
O pu biaux lieux de noz églises :
Par une bonne intention,
Y euxcitant la devotion
De cheux qui en eux se confient,
Les priant afin que te prient,
Et en leu salut esperey,
Trouver le remede asseurey.

[¹ Commune.

(1) Exode II, 4.

Chaist ainchin que chais faux profestes
 Rendent leuz erreux manifestes.
 Pis ie te laisse à deviner
 Se chaist le meins que s'encliner.
 Chete chose tant defendue,
 Seule ne leu zest pas rendue.
 No leu fait de zonneux ¹ si grands,
 Que si chais saints étaient vivans,
 Y les tendraient pou des blafaimés.
 Cheux qui firent chais choses mêmes
 A saint Pol y à Barnabas (1),
 Les reputans dieux ichi-bas,
 Chais saints tellement s'en fachirent
 Que leu zabits y deschirirent,
 Et les reprenans aigrement,
 Loins d'y prendre contentement,
 Pa raisons leu firent entendre
 Qua Dieu seul tieux ² honneux faut rendre.
 L'ange à saint Jean se presentant,
 Saint Jean en voulut faire otant (2),
 Pour l'adorer en queuque sorte,
 (Tant la chair le charnel enporte),
 Quey que pus sage que tretous,
 Et se prosterner à genoux,
 Par une humilitay trèsgrande,
 Que Dieu vers ly tant requemande.
 Mais chu saint ange s'en faschit,
 Et le reprenant l'empeschit,
 D'une tieulle ³ faute commettre,
 Lu fesant humain reconnettre
 Qui ny a que le Dieu trais haut
 Que seul adorer y no faut.
 Chaist den o zimages muettes
 Quo rend se zoraisons secrettes,
 Ne pus ne moins en checun lieu,
 Qui font o pourraient faire à Dieu :
 Car devant eux les genoux plient,
 Ioignent les mains et s'umilient.

[¹ Des honneurs.[² Tels.[³ Telle.

(1) Actes XIV, 13.

(2) Apoc. XIX, 10.

Et comme s'avaient du sens,
 No les va parfumans d'ensens,
 D'iau benite no les zasperge,
 Non meins l'image de la Vierge :
 No leu baille de biaux bouquets,
 Des robes et mille afiquets ;
 No leu zallume des candelles,
 Durant leus fêtes solennelles
 Sans y saillir d'un tout seul point.
 Chu peuple ne distinguant point
 Chaiz mots de *Latrie o Dulie* :
 Ossi leu seret-che follie ;
 Car y ny entend du tout rien.
 Suffit qui pense faire bien,
 Quels deux le contraire crairaient.
 Quand l'Ange et saint Pol y seraient,
 Pis quo conte qui font entreux
 L'Eglise pus criable ¹ qu'eux
 Ainchin l'ordonne. Chaist, en somme,
 Mettre Dieu o dessous de l'homme,
 Py que lez ommes, en effet,
 Font l'Eglise en sen tout parfet ;
 Dont l'erreur palpable et visible
 N'est pourtant envers Dieu nuisible,
 Ly qui iamais n'a reprouvey
 Cheu que l'Eglise a eprouvey.
 Oyons don Dieu en sa parole,
 Non les dits de chaite gent folle.
 Le pus souvent sa veritay
 No masque d'une impietay,
 De faux o de choses pareilles.

[¹ Croyable.

GUILLAUME.

Tu me contes de grandes merveilles.
 Et je te jure, chu ma fey,
 Que se chetait autre que tey
 Qui m'eust reveley chais paroles,
 Je les tiendrais pour des frivoles.
 Oncor n'en crey-ie que le meins,
 Se te ne montre tes tiesmeins,
 Qui tout ainchin que ie desire
 Ne pissent aprouver ten dire.

MARTIN.

Je ne sommes pas en procaiz.
 Si te le dire n'est assaiz,
 Ne le crey point : y ne m'inporte.
 Car se i'en pale en chete sorte,
 Che n'est seulement qu'a prepos ¹,
 Et non pour troubler ton repos.

[¹ Qu'à propos.

GUILLAUME.

Tu es prins, ta feis ², men conpere,
 Car tu te boutes en colere,
 Comme te tenant offencey
 De chose o ie n'ay pas pensey,
 Saver de douter de ten dire.
 Chais tiesmoins qui te faut produire
 Sont tous cheux qui sont rapertaiz
 O marges du livret cottaiz
 Et le petit livret ossite ³

[² A ton tour.[³ Aussi.

MARTIN.

Py qu'ainchin est ie te le quitte ⁴,
 Et ne voudrais pour un escu
 Que chu hazard ne fust esqu ⁵.
 Hier entrant dens note cambrette,
 Je le boutis à ma pouquette ⁶.
 Aga tien, le vela, luis lay ⁷.

[⁴ Puisqu'il en est ainsi, je
 te pardonne.

[⁵ Echu.[⁶ Dans ma poche.[⁷ Lis-le.

GUILLAUME.

Tu le luiiras bien mieux que may;
 Pis chais points, facheux à reprendre,
 Pou l'un me feraient l'autre prendre.

MARTIN.

Je feray tout chen que tu veux.
 Mais, dy-mey, ferai-ie point mieux
 De le luire tout d'une sieute ⁸
 Que checun mot faire une emeute,
 Et trop longuement s'arrêter
 Sus che quo voudret disputer?
 No dit : la fin l'œuvre couronne,
 Et chete methode fort bonne,
 Outre qu'a ne fait tant de brit
 Aporte biacoup pus de frit ;

[⁸ Suite.

Pis i'epluqueron à noste aise,
 S'il y a rien qui te deplaise,
 Aveu pus de contentement
 Que non pas o quemenchement ¹.

[¹ Commencement.

GUILLAUME.

Ie le veux bien, sus, Martin, boute :
 Luis don, afin que ie t'escoute.

La responce au Breuillon qui a fait le Bâillon.

Tout ainsi qu'il n'y a qu'un seul Dieu Créateur
 En et par qui nous sommes,
 Tout de mesmes il n'y a qu'un seul Médiateur
 Entre Dieu et les hommes (1).

L'Ecriture nous dit quel il est, à scavoir
 Jésus-Christ, Dieu et homme (2).
 S'il a des compagnons, VÉRON, fay-le donc voir
 Par textes, je t'en somme.

GUILLAUME.

Vela un stile fort haut
 Et qui pale bien quemy faut.

MARTIN.

Chela n'est qu'entrer en matiere.
 Tu orras, se tu te veux taire,
 Tout autre chose que chela.

GUILLAUME.

Bien don, ie feray le hola,
 Queuque chose qu'il en avienne,
 Pis que chaist la voulenté tienne.

Suite de la responce.

Mais dire qu'il en a, se seroit blasphémer
 Et lui faire une injure,
 Pourquoi de falsité nous viens-tu donc blasmer,
 Desmentant l'Ecriture ?

(1) 1 Tim. II, 5; — Hébr. VIII, 6; IX, 15; — 1 Jean II, 1.

(2) 1 Tim. II, 5; — 1 Jean II, 1.

Christ seul est mort pour nous et nous a rachetés
De la mort éternelle :
Par luy Dieu nous fait voir en nos adversités
Sa bonté paternelle (1).

En Dieu seul, Père, Fils et Saint-Esprit croyons.
Qui d'autres en invoque,
A ce faire porté par humaines raisons,
A courroux le provoque (2).

En Dieu n'avons accès, sinon par Jésus-Christ :
Pourquoy ? pource qu'en somme,
Nul autre que luy seul (ainsi qu'il est escrit)
Cognoist le cœur de l'homme (3).

Les vivants savent bien qu'ils mourront, mais les morts
N'ont plus de cognoissance :
Des choses d'ici-bas, après qu'ils en sont hors,
Quelle est donc leur puissance (4) ?

Ce mot *seul* adjousté, à ce que tu prétends,
Dont tu fais un grand crime,
Ne change, or qu'il fust vray, ou le texte ou le sens
Seulement il l'exprime (5).

Ainsi posé, qu'ensemble il soit ou ne soit pas
En nos Bibles, n'importe,
Puisque la vérité dont on fait plus de cas
Demeure la plus forte (6).

Mais l'original grec te fera voir menteur,
Accusateur inique,
D'autant que Jésus-Christ, nostre Médiateur,
Est par là dit unique.

Et ce qui fera voir quel esprit te conduit
En tes sotles pratiques,

(1) Jean X, 15 ; — Rom. IV, 25 ; — Hébr. IX, 14 ; X, 10 ; ce sont les articles de nostre foy.

(2) Rom. X, 13, 14 ; — Matth. VI, 9 ; — 1 Jean II, 1.

(3) Jér. XVII, 5, et XXIX, 12 ; — Ps. L, 14, 15.

(4) Esaïe XLII, 8 ; — Apoc. XXII, 8, 9 ; — Eph. II, 18 ; III, 12 ; — Luc XVI, 25.

(5) Jean XIV, 6 ; — Actes I, 24 ; — Rom. VIII, 32, 33.

(6) 1 Rois VIII, 39 ; — 2 Chron. VI, 30 ; — Ecclés. IX, 5, 6 ; — Job XIV ; — Jér. XXIII, 24.

Est que mesmes les tiens comme nous l'ont traduit
Par leurs Bibles antiques (1).

Mais ils ont retranché, non un mot seulement,
Ains des lignes entières,
Comme en l'original on peut voir clairement.
Quels sont donc les faussaires?

Celuy qui le vray sens en sa traduction
Desguise, est un faussaire :
Mais il faut faire voir la contradiction,
Et tu ne le peux faire.

Tu desguises toi-même, en beaucoup de façons,
Les saintes Escritures,
Et pour textes formels et solides raisons,
Tu nous combats d'injures.

Saint Paul, pour nous monstrier que c'est la seule foy
Qui l'homme justifie,
D'avecques elles exclud les œuvres de la loy,
Afin qu'on ne s'y fie (2).

Par grâce, par la foy, nous dit-il clairement,
Non par œuvres qu'on face,
Les humains sont sauvés, et de fait, autrement,
La grâce n'est plus grâce.

Nous n'avons rien de nous qu'un bien faible désir,
Qui au bien peu opère :
C'est Dieu qui fait en nous selon son bon plaisir,
Le vouloir et parfaire.

Les œuvres nous sauver, ô faibles jugemens
De l'homme misérable!

Veu que qui fait en l'un des saints commandemens
Est de tous fait coupable (3).

(1) Cela se voit par les Bibles translattées de grec en latin en l'an 1539, de l'impression de Franciscus Griphinus, approuvées par le Concile de Trente. Aux mesmes Bibles et Nouveaux Testaments cotés en marge du précédent quatrain, les confrontant contre l'original grec, on verra que la seconde partie du 6^e vers, 1^{re} ch. aux Romains, est entièrement retranchée.

(2) Rom. III, 20, 23, 25; IV, V, 1, 2; — 2 Tim. I, 9; — Rom. 10; — Phil. III, 9; — Rom. VII; — Luc XVI, 15.

(3) Gal. V; — Ps. CXLIII, 2; — Eph. II, 8, 9; — Tite III, 4, 5, 6, 7; — Actes XV, 10, 11; — Rom. XI, 8; — 1 Cor. II; — Phil. X, 6; — 2 Cor. III, 5; — Tite III; — Phil. II, 13; — Jacq. I, 10; — Rom. III; — Luc XVI, 15; — Actes XV, 10; Deut. XXVI, 27; — Actes III, 10, 12 et suiv.; — Rom. IV.

Les œuvres de la loy pourroient l'homme sauver,
 Estant toutes parlaytes ;
 Mais entre les humains nul ne s'est pu trouver
 Qui jamais les ait faites.

Non donc l'œuvre, ains la foi va les hommes sauvant,
 Le pur texte le porte.
 Mais la foi, toutefois en charité euvrant,
 Qui autrement est morte.

Car nous ne disons pas que croire soit assez,
 Sans bonnes œuvres faire ;
 Ains les enfans de Dieu, à bien faire poussez,
 Le font pour luy complaire.

Le méchant fait le mal, le bon le bien en suit :
 L'amour de Dieu l'y porte.
 Ains tousjours on cognoist l'arbre au fruit
 Bon ou mauvais qu'il porte.

Nul ne peut sans la foy plaire à Dieu nullement,
 Mais c'est luy qui la donne :
 Et quiconque a ce don, indubitablement,
 A bonne œuvre s'adonne (1).

Si, non la seule foy, mais les œuvres on prend
 Pour nos seules justices,
 Croyons doneques qu'en vain (l'Apostre nous l'apprend),
 Christ est mort pour nos vices (2).

Les œuvres nous sont donc en condamnation,
 Car elles sont impures,
 Et la foy seule en Christ nostre salvation
 Selon les Escritures (3).

En vain donc tasches-tu d'y mettre contredit
 Pour de toy faire monstre :
 Car nous ne disons rien que ce que Dieu a dit,
 L'Escriture le monstre (4).

En discours fabuleux, en folles vanités,
 Tout à fait tu te plonges,

(1) Hébr. XI, 6 ; — Eph. II, 8.

(2) Gal. II, 21 ; — Rom. XI, 6 ; — Coloss. II, 8.

(3) Gal. III, 11, 12 ; III, 4 ; — Tite III, 4, 5 ; — Phil. III, 8, 9.

(4) Rom. V, 12 ; VIII, 18 ; — Luc XVII, 10 ; — Esaie LXIV, 6.

Et ta plume et ta bouche, au lieu de vérités,
Ne disent que mensonges.

Tes escrits veus qui ont du jugement,
Te feront recognoistre
Vitupérant celuy devant qui seulement
Tu n'oserois paroistre.

Que Du Moulin ait fuy, n'ait voulu répartir !
Mais n'as-tu point de honte,
Devant tant de tesmoins te pouvans desmentir,
De faire un si sot conte ?

Celuy qui par mespris combat ses ennemis,
Se va privant de gloire :
Car, quand il les vaineroit, il ne luy est permis
De vanter sa victoire.

Mais qui te cognoistra ne croira nullement
Que tu le puisses faire,
Ains que de l'avoir dit ou pensé seulement,
C'est estre téméraire.

Le seul tiltre insolant qu'en ignorant brouillon
Tu bailles à ton livre,
Montre assez clairement, par ce mot de « bâillon, »
Que tu es fol ou yvre.

Les doctes s'en riront et t'auront en mespris
Pour choses si mal faites ;
Aussi ne croy-je pas que l'on leur donne prix
Qu'entre ces femmelettes,

Entre un peuple grossier l'apparence suivant,
D'un esprit peu sublime :
Car tu tu n'acquerras point le renom de sçavant
Entre les gens d'estime.

Ainsi tiennent, déçus, ces pauvres ignorans,
Tes faits pour des miracles :
Tes contes fabuleux plus que ceux des romans,
Comme de saints oracles.

Du peuple embeguiné, sans yeux ni jugement,
Les oreilles tu charmes,
Disant que tu nous peux vaincre facilement
Avec nos propres armes.

Et comme si le dire étoit jà l'avoir fait,
 Tu le pais de frivoles ;
 Mais nous t'en deffions : viens doncques à l'effet,
 Et laisse les paroles.

Au contraire, aidant Dieu, nous ferons voir à tous,
 Par l'Ecriture sainte,
 Que c'est vous qui errez, et que ce n'est pas nous,
 Bien loin d'en avoir crainte.

Aussi de tes écrits tant sont faits lourdement,
 Je fay si peu de conte,
 Qu'en les considérant (je parle franchement)
 J'ai honte de ta honte.

Il nous sera permis faire voir maintenant,
 Puisque tu nous attaques,
 Entre plusieurs erreurs que tu vas soutenant,
 Quelques certaines marques.

Dieu défend aux humains de le représenter
 Soit en bosse ou peinture,
 Qui en quelque façon le puisse rapporter
 A l'humaine nature (1).

A qui, dit l'Eternel, me comparerez-vous
 Et ferez-vous semblable ?
 En vos temples pourtant on le voit entre tous,
 Comme un vieillard muable (2).

Dieu sans corps, tout esprit, qu'homme n'a jamais veu,
 Seul incompréhensible,
 L'oser représenter en vieillard tout chenu !
 Quel forfait plus horrible !

Les dix commandements en neuf vous réduisez,
 Retranchant le deuxième,
 Pour ce que contre lui d'images vous usez,
 Idolâtrie extrême (3).

Le mesme Créateur deffend expressément
 L'infâme paillardise :

(1) Esaïe XLIV et XLV ; XLVI, 5 ; — Jean I, 18 ; — Exode XX, 4.

(2) Deut. IV, 15, 16 et suiv. ; — Exode XL, 18, 23.

(3) Aux Heures imprimées depuis plusieurs années, et aux livres de dévotion de ceux de l'Eglise romaine où l'on emploie les commandemens de Dieu, on verra

Au contraire on la voit par vos chefs librement
En plusieurs lieux permise (1).

Tout vœu qu'on rend à Dieu, sans nul desguisement,
Doit être volontaire.

Hé, combien entre vous, ne pouvans autrement,
Sont-ils contraints d'en faire !

Le mariage à tous de Dieu est ordonné,
Sans exception nulle :

Aux prestres néanmoins vous l'avez condamné,
Le tenant pour macule.

Dieu nous va commandant de lire et méditer
En la saincte Escripture,
Comme celle qui peut le salut apporter
A toute créature.

Au contraire, entre vous au peuple on le deffend,
Comme un crime notable :
Ainsi les lois de Dieu jamais bien ne comprend,
Abus intolérable.

Saint Paul veut que l'on prie en langage entendu,
Notamment en l'Eglise :
Au contraire entre vous cela est deffendu,
Qui l'abus autorize.

En vain vouz m'honorez, vos services sont vains,
Nous dit la voix divine,
Quand les commandements que vous font les humains
Enseignez pour doctrine (2).

Jésus-Christ veut son corps et sang au sacrement,
Par ordonnance expresse,
Etre prins et receu de tous entièrement
Sous l'une et l'autre espèce (3).

Au contraire le peuple entre vous est privé
D'un tel bien salutaire,

que le second n'y est pas, et que du dernier on en fait deux, pour fournir le nombre de dix.

(1) Exode XX; — Deut. XXIII, 17; — 1 Cor. XV, 16, 18; — Lévit. XIX; — 1 Tim. III; IV; — Hébr. XIII, 4; — 2 Tim. III, 15, 16, 17; — Jean V, 30; — 2 P. I, 19; — Ps. I, 2; XIX et suiv.; — Rom. I, 16 et suiv.; XV, 4; — 1 Cor. XIV.

(2) Esaïe XXIX, 13; — Jean VII; — Matth. XV, 8, 9; — Tite I, 14.

(3) Matth. XXVI, 27; — 1 Cor. XI.

Luy retranchant la coupe, où avez-vous trouvé
Que vous le devez faire?

Vous qui de Jésus-Christ vous dites compagnons,
Vous nommans Jésuistes,
Direz-vous imiter ses saintes actions,
Quand vous luy contredites?

Il nous enjoint la paix et la dilection,
L'amour et la concorde :

Vous incitez le trouble et la sédition,
La haine et la discorde.

Par ces eschantillons on voit évidemment
Ceux dont l'erreur procède.

A Dieu, non aux humains, en soit le jugement
Et y donne remède!

Guillemme, vela don tout luit¹,

[¹ Lu.

Et pis qui s'en va tantost nuit,

Pour faire un branle de sortie²,

[² Un mouvement pour sortir.

Boutan à demain la partie.

**Continuation du dialogue entre les deux drapiers
de Saint-Nicaize.**

Se tenpendant³ tu penseras

[³ Pendant ce temps.

A tout chela, et me diras

Librement tout cheu qui t'en semble,

Quand no no trouverons ensemble,

Et verrons, tout bien espluquey,

Se no crerrons chela o quey⁴. [⁴ Cela ou *quoi*, quelque autre chose.

GUILLAUME.

Nanin, cher compère, demeure.

Soupe aveu mey tout à chete heure.

Noste soupey tost aprestey

Sera chu la table boutey.

Si à menger no n'avons guere,

Recompensons-nous à bien bere,

Ainchin que font tous bons garchons.

Pis, de *Veron* no parlerons.

Chaist chen de quey i'ay grande envie,

Otant que i'en euz de ma vie,
Prenant plaisir à tieux¹ ébats.
Cha don! boute le mantel bas :
As-tu pur² que no ne t'escorche?

[¹ Tels.[² As-tu peur.

MARTIN.

Je le veux, pis que tu m'y forche.

GUILLAUME.

I'en ay men cœur tout resiouy !
Mais chen que i'ay tantost ouy,
Est-che une chose veritabe?
Chent mille le tendraient pour flabe³,
Comme estant tout entièrement
Contraire à tout leu sentiment.

[³ Fable.

MARTIN.

Ma fey, compère, ie te jure,
Se vraye est la sainte Escriture,
Les points en chu livret cottaiz
Sont tout otant de veritaiz :
Qu'ossi bien que mey tu peux dire,
Se chaist chose que tu desire,
Ainchin que Dieu la ordonney.

GUILLAUME.

Iamais ne fus pus estonney.
Mais do vient don qu'en chete ville
No tient su *Veron* si zabille?
Et que pus que tous les prescheux
Il a grand nombre d'oditeux,
Qui chacun, à par sey, aprouve
Tout chen que tey seul reprouve?
Es-tu don pus sage qu'eux tous ?

MARTIN.

Nanin. Mais le nombre des fous
Et des niais souvent surmonte
Les autres qui ne tiennent conte
D'ouyr clabauder si souvent
Un qui paist le peuple de vent,
Peuple qui creit que la doctrine
Réside où est la bone mine,
Belle bouëtte et rien dedans,

Qui, comme un arracheux de dents,
 Fait valer ses efronteries,
 Dont y masque ses menteries.
 Mais pour o vif les refuter,
 Y ne faut que les repeter,
 Tant leu fondement trop debile
 Montre leu maistre malhabile,
 Qui se fait biau jeu et le prend.
 Y montre a tous et rien n'apprend.
 Hardy, tout le monde il attaque,
 Et o combat che n'est qu'un flasque.
 Tesmoin cher brave prediquen
 Qui le fit tant suer denken,
 Qu'aprais toute sen équipée
 Y demourit la gueule bée¹,
 Honteux, confus et estonney,
 Vere, ly mesme embaillonney,
 Pensant embaillonner lez autres,
 Presence de pusieux des notres.
 Che qui causa mille devis,
 Chacun en disant sen avis,
 Segon² la passion pus forte
 O l'interest qui le zy porte :
 Mais a qui que la chose plut,
 O Jesuitres a deplut,
 Et si grandement s'en fachirent
 Que *Veron* daveu queux quachirent³,
 Laissant à chete asne le fais
 Et la gloire de chais biaux faits,
 Pour n'en estre estimaiz complices,
 Tachant leu renon de tieux⁴ vices.
 Vela tous chais braves combats
 O le pus y prend sez ebats,
 Achais vaillans soudars semblable.
 Qui, hardis les piais sous la table,
 Perchent à iour les bataillons
 Et, o bout, tournent les talions.
 No peut bien tous cheux vaincus rendre
 Qui n'y sont pas pour se defendre.
 Chest de quey y se va vantant.
 Qui n'en pourret bien fere otant ?

|¹ Bouche béante.|² Selon.|³ Chassèrent.|⁴ Tels.

Vela chely dont les merveilles
 Prend le quemun¹ pa lez oreilles;
 Qui vray ignorant en effet,
 Le creyans queuque saint parfait,
 Tiennent ses faits pou des miracles
 Et ses contes pou saincts oracles,
 Et pou se glorifier mieux
 Il ose bien, presontueux,
 Rataquer sen grand aversaire,
 Chely mesme qui le fit taire
 Et qui bravement le vainquit
 O combat, quand y l'ataquit.
 Chest de l'Angle que no le nomme,
 De vrey trais docte e^t habile homme,
 Qui montrit en meinte fachon,
 Qui savet tro mieux sa lichon²,
 Que chu *Veron*, qui, pauvre pretre,
 Fut vu s'attaquer à sen maistre :
 Dont à iamais, dechu le front,
 Ly en demeurera l'enfront ?
 Qui fet que de ly no se moque.
 Derechef don y le provoque
 D'entrer o combat entrepris ;
 S'en donnant la gloire et le pris ;
 Contre la veritay pu forte,
 Que faussement y no raporte
 Par parole et par sez ecrits.
 Chaix colporteurs avec leur cris,
 Qui perchent lez pus hautes nues,
 Lez vont publiant par chais rues.
 Y n'y a coins ne recoins
 O no n'entende de fort loins
 Retentir tous chais biaux libelles
 Et chais canchons toutes nouvelles
 De *Veron*, d'orgueil tout boufy :
Vela les cartels de deffy
Que le pere Veron adraische
A de l'Angle et cheux de la praische,
Su tous lez points controversaiz,
Et pour les veir bouleversaiz,
Faute de lez vouler debattre

[¹ Le commun.][² Sa leçon.]

Sommais deux, treis feis, vere quatre,

De comparer à leu loisir

En tieu¹ lieu qui veudront choisir

[¹ A tel.

Pour disputer chete matiere.

Y ne l'ont pourtant osé faire,

Et maints defaus chu zeux donnaiz

Le zont renduz pus ostinaiz.

Bref, chais livrets plains de chornettes,

Qui, comme cheux de des Viettes

N'ont sens, ne rime, ne reson.

Otrefais eraient eu l'oison ²

[² Auraient eu l'oison qu'autrefois...

O clos Saint-Marc (pris ordinere

Que no destinet pour salere

A chely qui le mieux mentet

En la matiere qui tretet),

Mais quey ! qui servent de risée.

Y lont une grande visée ;

Car chu peuple, d'esprit mal sein,

Qui ne comprend pas chu dessein,

Allant à la bone fey pense

Que de de l'Angle le silence

Est otant qu'un acqieissement.

Veron qui sait tout autrement,

Mais le tait, qu'un tieul personnage,

Qui a eu su ly l'avantage,

Rare entre les pu biaux esprits,

Va mesprisant tous chais mépris,

Et penseret ternir sa gloire

D'une si chetive victore,

Oposant la lanche et l'escu

Contre un enemy ia vaincu ;

Vere ³ ly tourneret à honte.

[³ Voire.

Mais Veron sait qu'il en tient conte

Au raport de deux chavetiaiz ⁴

[⁴ Savetiers.

Qu'il a devers ly enviaiz.

Tant pus y meurt de le combattre,

Se fougue ⁵ et fait tenir à quatre,

[⁵ Se débat.

Pis conclud que par chais refus

Vainqueur, y la rendu confus.

Chen que tout chu peuple inbecill

Creit ossy vrey que l'Evangile,

Et par tieulle seduction
 Le porte à la sedition,
 A laide de tous chais senblables ;
 Choses tant pus intolerables
 Qui n'a, nen pus qu'un perroquet,
 Rien que la plume et le caquet :
 Aveuque une grande inpudence,
 O gist toute sen eloquence.
 Aga ! ie me ferais bien fort,
 Pour mieux juger qui a le tort
 (Et verè o peril de ma vie,
 Pis qui feint d'en aver envie),
 Faire trouver sans contredit
 Au lieu mesme qui seret dit
 Monsieur de l'Angle et ses collegues
 Pour veir si se montreraient begues,
 Quand *Veron* lez ataqueret,
 Au moyen qui s'obligeret¹,
 Sans equivoque et sans finesche,
 O le pus y met sen adresche.
 Instruit qu'il est, de longue main,
 Sans rien remettre o lendemain,
 De souffrir pour tous chaiz saleres
 Vint o trente cous d'estrivières
 Pour checun des points o, veinqu,
 Muet il oret le naiz-qu² ;
 Le plaisir compensant la peine,
 Qui autrement resteret veine,
 Et *Veron* sage devenu,
 Une otrefois pus retenu.
 De chent qui sont en chete ville,
 Le meindre est chent feis plus habile,
 Et tous rougissent en effet
 Des sots discours que chu fol fait,
 Rians de chais clabauderies,
 Comme en fait de boufonneries.
 Che sont chais gens-la qui vont dret³ ;
 Palans pa raison, qui faudret,
 Pour bien combatre les ellinistres ;
 Leu saver, comme leur vreis titres,
 De leur semblables trais connus,

[¹ Pourvu qu'il s'obligeât.

[² Le nez rabattu.

[³ Qui vont droit leur chemin.

Feret qui seraient bien reclus¹,
 En chete amiable dispute,
 O en vain chu grand criart butte :
 Pis qu'o vrey, sans en rien cheler,
 Chaist seulement pour quereller,
 Et de sa pus honteuse perte
 Tirer une victore aperte²
 Entre chais gens de grand renon.
 Les dey-ie nommer ?

[¹ Reçus.[² Evidente.

GUILLAUME.

Pourquey non ?
 De les connestre i'ay envie.

MARTIN.

Leu doctrine et leu bone vie
 Rend leu los³ vere tous assais cher,
 L'un Monsieur le penitancher,
 Et le père Niquet est l'autre,
 Y seraient popres⁴.

[³ Eloge.[⁴ Propres à cette lutte.

GUILLAUME.

Nen, saint piautre⁵ !
 Che sont là deux lieuzant soleiz⁶
 Qui a eux ont pay de pareiz ?
 Pust à Dieu le zy vier ensemble !

⁵ Juron local, pour saint Pierre.[⁶ Luisants soleils.

MARTIN.

Et mey essay ; mais, se me semble,
 Chest trop sus chela s'arrester :
 Veux tu d'autre chose treter ?

GUILLAUME.

Comment den, compere, à ten conte,
 Chu nous querret⁷ toute la honte ?
 Mais palons un pey de chu point,
 Se l'Eglise erre o n'erre point :
 Et du pape note saint père,
 Chest là tout le nœu de l'afaire.
 Car si le premier n'est point vray,
 Du reste ien sis assurey,
 O bien se chest tout le contraire,
 Che sera à mey de me taire ;

[⁷ Tomberait.

Et crere chete aluesion
Estre mere d'un million.

MARTIN.

L'Eglise pure et trionfante
N'erre point : Mais la militante
A erré, erre et errera,
Tant que le monde durera.
O miserables que no sommes !
Qui erre et peche, que lez ommes ?
Qu'ainsi set, tout cler il apert,
N'a tu point erré o desert ?
Combien et en quantes manières,
Chete Eglise, tous chais vieux pères,
Ont-y provoqué comme nous
De Dieu le despité courroux ?
Dy mey qui furent cheux qui firent
Chu viau d'or et qui l'adorirent ?
Qui cruchifit Jesu Christ ?
Qui recevra chet Antechrist.
Qui, assis o temple supresme
De Dieu, se dira Dieu ly mesme,
Signes et miracles fera ;
Par qui le monde seduira,
Dont la pissanche¹ sans seconde
Fera que tous les roys du monde,
Tous les peuples l'adoreront,
Et en ly pusqu'en Dieu crerront ?
O sera don lors chete Eglise
Pour ne pouwer estre sumise
Dessous la crianche² et les lois
De chu grand monarque des rois ?
Et pourra-t-ale dire encore,
Pis qui fodra quale l'adore,
Ainchin que lez autres humains,
Qu'a n'errera point néomains ?
Y n'y a nulle créature,
Qui set iuste, dit l'Ecriture (1),
Vere, non pas jiques à un,
Et don biacoup meins le quemun³

[¹ La puissance.

[² La croyance.

[³ Le commun, l'ensemble.

(1) Prov. XXIV, 16 ; — Ecclés. VII, 20.

O quand à l'apostre saint Pierre,
 Dy mey, avant qui fust su terre,
 L'Eglise a sen quemenchement¹
 N'avet-ta-point de fondement?

[¹ Commencement.

GUILLAUME.

Vela une belle demande!

MARTIN.

Mais quand?

GUILLAUME.

Chely qui ly quemande²,
 Saver, chu grand Dieu inmortel.

[² Lui commande.

MARTIN.

Non don sus un homme mortel,
 Sur Iesu Christ, la pierre vive,
 Non sus ocun homme qui vive.
 Che seret par trop desroguéy.
 N'est-y pas vray qu'interroguéy
 Avant sa mort par les siens mesme
 Qui d'eux seret le pus supresme (1)
 (Pure folie en veritey
 Se lors il avet arrestey
 Qu'ils eraient pou leu chef saint Pierre),
 Y respond : Les Rois de la terre
 Vont dominant par de chus tous;
 Ainchin n'en sera pas de vous.
 Que le pus grand o mendre serve.
 Où est denque chete reserve
 O bien chu pouver assolu
 Que donner y ly a voulu
 Pour dominer dechu les autres,
 Non meins sez bien aimaiz Apostres,
 Où et quand ly a ty promis?
 Mais o la ty iamais commis
 Seu lieutenant, quem o devise³,
 Et seul chef de sa sainte Eglise
 Pour la regir en chais bas lieux?
 Dire que pa les chefs des cieux
 Qu'en chais mains Iesus voulut rendre?

[³ Comme l'on dit.

(1) Luc XXII, 23.

Chela se deit assais entendre ;
 C'est choper par trop lourdement.
 Se tu as de l'entendement,
 Reluis les mots et consideres
 Que comme pou ly et ses frères
 Du St-Esprit illuminey,
 Y confessit Iesu Christ ney,
 Estre le Fils de Dieu supresme,
 Ainchin Iesus Christ tout de mesme
 Ly dit, non point qui ly donnet,
 Mais ouy bien qui ly donneret
 Les clefs du reyaume céleste (1).
 Je ne repete point le reste.
 N'est-y vrey quen la complissant
 Y soufflit son esprit pissant ¹
 Sus chete sainte troupe toute,
 Le jour nommé la Pentecoute,
 Leu donnant chet egal pouver
 Quo dit qu'un tout seul deit aver?
 Que iamais saint Pierre en l'Eglise
 La qualité de chef ait prise,
 Tout effronté qui le diret
 Ly mesme le desmentiret.
 Tous les pus magnifiques titres
 (Comme no luit en sez epitres)
 Sont d'Antien et frère en Christ (2),
 Comme à cheux a qui il escrit,
 Les zieusortant ², non comme Maistre.
 Mais comme leu zegal de paistre
 Le saint troupel a eux commis,
 Et bien loin de s'estre promis
 Chete imaginaire pissanche,
 Y n'a pas sa reconnessanche
 Sur l'héritage de Sion
 Ocune domination.
 Bien pus. Niomeins la prière
 Que pou ly Iesu promet faire (3),

[¹ Puissant.

[² Les exhortant.

(1) Matth. XVI, 16.

(2) 1 Pierre V, 1.

(3) Luc XXII, 32.

De peu de faillir en effet
 A la fey comme il aveit fait,
 Reniant sa Majesté haute,
 Y retumbit pourtant en faute,
 Comme saint Pol en est tesmoin (1),
 Qui l'en reprint. Chaist là bien loin
 De presumer que iamais n'erre
 Chu biau successeur de saint Pierre.
 Et pis creyons sans contredit
 Tous chais sots contes quo no dit.
 Dieu dou, par sa misericorde,
 Seul sa grace et pardon accorde
 A tous humains humiliez
 Que leut pechais avaient liez,
 Selon sa parole promise.
 Les pasteurs, non chefs de l'Eglise
 (Y n'y a qu'un seul Iesu Christ
 Qui le set, comme il est escrit)
 Iamais ocuns pecheux ne lient
 Et tout essay poy les deslient (2).
 Y n'en sont qu'anonchiateurs¹.
 Bref, si no creit tieux imposteux,
 Dieu doit o Pape obeissanche.
 Car pis que le Pape a pissanche
 De faire à qui ly plaist mercy,
 Y faut que Dieu le veuille essay.
 Et encor en chose si claire,
 No no zenseigne le contraire,
 Et que tous cheux dannés seront
 Qui chais mensonges ne crerront.
 O que chete loy set nouvelle,
 Oste chela de ta chervelle.
 Qui le dit est bien imposteur,
 Ois que Dieu seul en est l'authœur.
 A qui tient y, bon gré ma vie !
 Que poussé d'une sainete envie,
 Je ne fache veir draiz demain
 Estre Martin et non romain ?

[¹ Annonciateurs.

(1) Gal. II, 14.

(2) Ephés. I, 22, 23; IV, 15, et V, 23; — Coloss. I, 18.

Dey-je aver rien pu cher, Guillemme,
 Que le salut de ma povre ame?
 Est-y troser pus precieux,
 Set en la terre, set o cieux?
 N'est-che d'un mantel catholique
 Couvrir une loy hérétique,
 Qui en effet d'un saint renom
 N'a que l'aparence et le nom?

GUILLAUME.

Martin, que tu es habille homme!
 Tu as si bien palé en homme
 Et si bien chais points eclersis
 Que ie ne say comme i'en sis,
 De te crerre et ne te point crerre,
 Tant tous deux me font rude guerre.
 Si faut y que par queuque effort
 Le pus fieble cede o pus fort;
 Pis chose de tieulle importanche
 Merite bien qu'o la balenche.

MARTIN.

Ha! compere, che n'est pas tout.
 Tu en viendras don bien à bout.
 Premier que de tey je separe¹, [¹ Avant que je me sépare de toi.
 Dieu par mey sera ton vrai fare
 Pour te condire au pus saint but,
 Qui mene les siens a salut
 Par des preuves de toutes sortes
 Otant et pus que cheux-là fortes :
 Et que vrey no peut raporter
 Pou n'en pouver iamais douter,
 Outre chelles du petit livre,
 Et par là te rendre delivre
 De tant d'abus qui t'ont coiffey :
 Pendant que je sis escoffey² | ² Echauffé.
 Et qu'en chu dessein, o ie vise,
 Mey mesme en parlant je m'instrise,
 Pis ensieute de chaiz raisons,
 Ie viendrai o comparisons
 De la vie, mœurs et crianche³, | ³ Créance.
 Ossy bien que de la pissanche

De saint Pierre tant renommay
 Et du Pape tant estimay :
 Pour veir et juger tout ensemble
 Se le vivant o mort ressemble,
 Pis que le pape seulement
 Tire d'ylà son fondement.
 Bref se lieutenant qui dit estre
 Y sieut ¹ le vouler de sen maistre
 Sans s'en destourner d'un seul point,
 O si ne le sieut du tout point.
 Et afin que mieux tu t'y plaises,
 Ie reduis tout par antithaises,
 A qui d'otant pus tu creirras
 Quo marges la preuve y verras,
 Que pour faire fey de men dire
 De la saincte Bible ie tire.

GUILLAUME.

Compere, qui eust jamais creu
 Que tu en eusses otant seu?
 Mais, viaiz ², le queulle est d'ordinaire
 Noste sottte fachen de faire?
 Pis qu'ignorans no condamnons
 Les choses que meins no savons.
 Par une trop grande injustice,
 Ainchin no fet de vertu vice,
 Bien pus souvent que tous les jours.
 Compere, poursieux ten discours.

MARTIN.

Ha! ie dirais bien autre chose
 Du Pape qui partout opose
 Tout chen qui fait, dit y escrit
 O bones loix de Iesu Christ.
 Mais ches la eloque Iordan Boise
 Qu'exqueminiret note Boise,
 Si i'en palais à ten desir
 Et pis, ma foy, ie n'ay loisir.

GUILLAUME.

Compere, ches don assaiz, cesse,
 En sela trop, ie le confesse,
 Pou faire quatre piaix de naix

[¹ Surt.[² Voyez.

O pus z'ingnorans ostinaiz
 D'entre une sottte populache,
 Qui sieuvent saint Pos à la trache
 Avant que sa conversion
 L'eust fait vessel d'eslection :
 Qui vrais bouteveux de discorde
 Souhaitent le feu et la corde
 Et mille violens trepas
 A cheux qui ne conoissent pas :
 Qui portais d'un essi faux zelle
 Et de rage non meins cruelle,
 Empliant leu pu grand effort
 Pou les livrer tous à la mort,
 Creyans qu'à Dieu tous chez suplices
 Sont agriabes sacrifices :
 Condamnans ainchin de tout point
 Les choses qui ne savent point
 Et qui ne veulent pas entendre
 Bien loins de les pouver comprendre.
 Ossi leuz est-il interdit.
 Chest assaiz que no leuz a dit
 Et qu'autruy pour eux se soucie.
 Mille feys ie te remercie.
 Pus à plein ie no reverron.

MARTIN.

Adieu don, compere.

GUILLAUME.

Adieu don.

LES PROFESSEURS DE L'ANCIENNE ACADEMIE DE MONTAUBAN.

1598-1685.

« Cela se devrait faire dans toutes les Universités ou
 « Académies... Nous devrions avoir eu quelqu'un qui eût
 « fait la vie de tous les ministres auteurs; et assurément
 « notre négligence est en cela fort grande. »

(BAYLE, *Lettre à David Constant*, du 5 janv. 1691).

M. Michel Nicolas poursuit les études si utiles qu'il a entreprises à notre intention sur les *Anciennes Académies protestantes avant la révocation de l'Edit de Nantes*. Après nous avoir fait jeter un coup d'œil général sur

leur établissement et leur existence, sur leur organisation et leurs tendances diverses (*Bull.*, t. II, p. 2, 43, 455, 320), il nous a exposé l'état des écoles primaires et collèges établis par nos pères (t. IV, p. 497, 582); puis il nous a fourni une notice spéciale sur l'académie de Die et quelques-uns de ses professeurs (t. V, p. 179, 298). Aujourd'hui, c'est de Montauban qu'il va s'occuper, comblant ainsi peu à peu, autant que cela lui est possible, cette lacune si regrettable que déplorait Bayle, lorsqu'il écrivait à David Constant les lignes ci-dessus rapportées, et se plaignait avec tant de raison qu'on n'eût jamais dressé « une liste des professeurs de chaque académie, « avec un catalogue de leurs écrits. »

Depuis l'origine de l'académie de Montauban, dont la création fut décidée au synode national tenu à Montpellier en 1598, jusqu'à sa suppression définitive, prononcée par un arrêt du conseil d'Etat du 5 mars 1685, soixante ou soixante-dix professeurs ont dû enseigner dans ses différentes chaires qui, en règle générale, étaient au nombre de six, mais qui ne furent pas toujours, dans cet espace de temps, occupées toutes à la fois. Nous avons essayé de dresser la liste de ces hommes honorables et utiles qui, en maintenant dans nos anciennes Eglises une certaine mesure d'instruction théologique, ont puissamment contribué à leur prospérité. Nous n'avons pu, jusqu'à présent, recueillir que trente-deux noms, et encore, quelques-uns d'entre eux sont tellement obscurs, que nous ne les avons retrouvés que dans quelques écrits contemporains, aussi rares que peu connus. Quelque incomplète que soit notre liste, nous avons cru devoir la communiquer aux lecteurs du *Bulletin*, dans le but de provoquer toutes les communications que quelques-uns d'entre eux pourraient peut-être nous faire sur ce sujet. Ayant l'intention de publier plus tard des notices étendues sur ceux de ces anciens professeurs qui ont laissé une trace bien marquée de leur existence, nous serons très court pour la partie biographique; mais nous croyons nécessaire de donner le catalogue de leurs ouvrages aussi complet que possible.

SERRES. C'est le plus ancien professeur de cette académie. Il ne nous est connu que par son nom seul, qui se trouve apposé aux règlements de cette école publiés en 1600. Il est probable que dans le principe, il fut seul chargé d'enseigner la théologie aux quelques étudiants de Montauban qui se destinaient au ministère évangélique.

MICHEL BÉRAUD. La vie de cet homme, qui a joué un si grand rôle dans les Eglises protestantes de France, est couverte de nuages assez difficiles à dissiper. Déjà à l'époque où vivait Bayle, on le confondait avec son fils, et on n'avait qu'un souvenir vague de ses travaux. D'après le *Scaligerana*, il aurait d'abord été moine. Nous croyons que c'est là une erreur, Scaliger ayant confondu deux hommes du même nom, ou la mémoire des rédacteurs du *Scaligerana* les ayant mal servis sur ce point. Michel Béraud fut d'abord pasteur à Aulas, en 1562, et ensuite à Béziers, de 1563 à 1567; la persécution l'ayant définitivement chassé de cette Eglise, il alla exercer le ministère à Réalmont. En 1579, il fut appelé à Montauban, comme pasteur, et il dut être nommé professeur peu de temps après la création de l'académie. De 1606 à 1608, il enseigna à Saumur; cette école qui avait à cette époque quelques-unes de ses chaires vides, avait réclamé ses services pour quelque temps (1). Michel Béraud fut de retour à Montauban vers le milieu de 1608. A partir de ce moment, on ne trouve plus aucune trace de cet homme célèbre. Son nom ne figure pas parmi ceux des pasteurs qui étaient à Montauban pendant le siège; mais on y voit celui de son fils, qui lui avait succédé dans la chaire de théologie. Il paraît cependant que Michel Béraud ne mourut que deux ou trois ans après cette époque. Nous avons quelques raisons de croire qu'il se retira à la Rochelle vers 1618 et qu'il finit ses jours dans cette ville vers 1622 ou 1623. On pourrait probablement trouver quelques renseignements sur ces deux points dans les registres du Consistoire de La Rochelle, s'ils existent encore (2), ou dans ceux de la municipalité de cette ville; comme aussi pour l'époque de sa mort, dans les registres de l'état civil, qu'on doit certainement posséder.

Les écrits de Michel Béraud sont devenus fort rares; ce sont : *Athénagoras d'Athènes, philosophe chrestien, touchant la résurrection des morts, avec une préface du traducteur, contenant certains adverstissemens nécessaires, nouvellement traduit du grec en françois, par*

(1) Aymon, *Synod. nation.*, t. I, p. 325.

(2) Il est probable que ces registres, s'ils n'ont pas été détruits, se trouvent dans les archives de l'hôpital de la Rochelle. C'est en général dans les archives des hôpitaux qu'il faut chercher les pièces protestantes antérieures à la Révocation de l'Edit de Nantes; à cette époque, les biens des consistoires ayant été donnés aux hôpitaux, on transporta dans ces établissements les registres et les autres papiers des corps ecclésiastiques protestants.

Michel Béraud, Montauban, 1582, in-16 de 110 pag.; *Brière et claire défense de la vocation des ministres de l'Evangile, contre la réplique de Messire Jacq. Davy, évêque d'Evreux, faite article par article sur la même réplique*, Montauban, 1598, in-8°; *Disputationes theologicae de sacra theologia*, Salm., 1608, in-4°.

PAUL CONSTANS. Il fut collègue de Michel Béraud, avec lequel il ne vécut pas en bonne intelligence. Ce Constant est probablement le même que le ministre de ce nom auquel le *Scaligerana* attribue un commentaire très érudit de l'Apocalypse (1).

DANIEL CHAMIER. La vie de cet homme remarquable est aujourd'hui assez connue pour que nous puissions nous borner ici à rappeler qu'après avoir été pasteur à Montélimart, il fut nommé professeur à Montauban en 1612 et qu'il fut tué, neuf ans après, d'un coup de canon, au siège de cette ville (2). Nous donnerons la liste complète de ses écrits, dont quelques-uns ont été oubliés jusqu'à ces derniers temps par les biographes les plus exacts. Le plus considérable est un ouvrage de controverse, publié après sa mort, par les soins de son fils, Adr. Chamier, et de Bened. Turretin, et imprimé aux frais des Eglises protestantes de France (3); c'est le *Panstratia catholica*, Genève, 1626. 4 vol. in-fol. Cet ouvrage devait avoir un cinquième volume que la mort ne permit pas à Chamier de terminer. Fréd. Spanheim en fit un abrégé sous le titre de *Chamierus contractus*, Genève, 1643. 1 volume in-fol. Ses autres écrits sont : *Epistolæ jesuiticæ et ad eas responsiones*, Genève, 1599, in-fol. — *La Confusion des disputes papistes*, Genève, 1600, petit in-8°. — *Actes de la Conférence tenue à Nismes, entre Daniel Chamier et Pierre Coton, jésuite*, Genève, 1601, in-8°. — *De arcumenico pontifice*, Genève, 1601, in-8°. — *La Jésuitomanie*, Montauban, 1618, petit in-8°. — *Corpus theologicum*, Genève, 1653, in-fol. — *La Honte de Babylone, 1re partie* (sans nom de lieu), 1612, in-8.

BERNARD SONIS. Ce professeur ne nous est connu que par ce que

(1) Scaligerana, Coïogne, 1695, p. 26 et 27.

(2) Voir, sur Dan. Chamier, *Bull.*, I, p. 20; II, 292, 430; V, 179, 300.

(3) Voir ci-dessus, p. 29.

(4) Aymon, *Synod. nation.*, t. I, p. 404; t. II, p. 100.

rapporte de lui le *Recueil des Synodes nationaux d'Aymon* (1). Chargé par le Synode national de Gap (1603) de composer une réfutation des opinions de Piscatoris, il présenta au Synode national de La Rochelle (1607) un *Traité de la justification*. Cette assemblée, animée de sentiments de conciliation, ne voulut pas permettre l'impression d'un ouvrage qui aurait ranimé des discussions fâcheuses. Il avait composé quelques autres ouvrages qu'il présenta au Synode national de Vitri (1617). Cette assemblée, en donnant des éloges à leur auteur, en renvoya l'examen au Synode provincial du Haut-Languedoc. Nous ne croyons pas qu'aucun d'eux ait été publié.

TENANS. Il fut professeur d'hébreu (2). On le voit en 1609 remplir les fonctions de recteur (3). Une des poésies de Paul Ferry (4) lui est adressée.

Il y avait, en 1536, à Sedan un professeur du même nom, qui pronça l'oraison funèbre de son collègue, Louis Cappel de Moniambert. Nous ignorons si c'est le même personnage que le professeur de Montauban.

GUILLAUME DUNCAN. C'était un médecin qui, vers la seconde moitié du XVI^e siècle, quitta l'Ecosse, sa patrie, pour venir s'établir à Montauban. Il fut professeur de philosophie à l'académie de cette ville. On a de lui : *Physiologia Guill. Duncani*. Tolosæ. 1651, in-4°.

MARC-ANTOINE BENOIST. Il n'est connu que par ce que le *Recueil des Synodes nationaux* rapporte de ses discussions avec Pierre Béraud (5). Le Synode national de Privas (1619) le força de quitter Montauban.

PIERRE BÉRAUD. Fils de Michel Béraud, et né à Réalmont vers 1578. Il fut d'abord pasteur à Bergerac en 1603, puis à Pamiers en 1615. Appelé en 1618 comme professeur de théologie à Montauban, il fut confirmé dans ces fonctions par le Synode national d'Alais en 1620 (6).

(1) Aymon, *Synod. nation.*, t. I, p. 258 et 302; et t. II, p. 119.

(2) P. Colomnius, *Gallia orientalis*, p. 412.

(3) Aymon, *Synod. nation.*, t. I, p. 320.

(4) *Les premières œuvres poétiques de Paul Ferry, messin.* Montauban, 1610, in-12.

(5) Aymon, *Synod. nation.*, t. I, p. 307 et 411.

(6) *Ibid.*, t. II, p. 204.

Ardent pour le triomphe du protestantisme, il fut un de ceux qui soutinrent le courage des Montalbanais pendant le siège de 1621. Il fit tous ses efforts, en 1626, pour les faire déclarer en faveur du duc de Rohan, et, malgré les représentations d'Ollier, de Cameron, de Charles et de Delon, ses collègues, il réussit à les entraîner. Depuis son arrivée à Montauban, on le voit toujours en lutte avec ceux de ses collègues qui appartiennent au parti modéré. Le Synode national de Castres (1613) eut à se prononcer sur ces discussions auxquelles sa décision ne mit pas fin (1). A la reprise des hostilités, Pierre Bérault fit partie du conseil de guerre chargé de pourvoir à la défense de Montauban. Cette position inconvenante pour un ministre de l'Evangile, et un écrit qu'il publia sans doute pour l'excuser et dans lequel il soutenait qu'il est permis aux ministres de se mêler des affaires publiques et même de porter les armes, quand il s'agit de la défense de la religion, furent plus tard la cause de son interdiction, d'une plainte des commissaires du roi au Synode national de Charenton (1631) et d'une admonestation sévère que lui adressa cette assemblée (2). Depuis cette époque il n'est plus question de lui, et nous ignorons la date de sa mort. En outre de l'écrit dont nous avons déjà parlé, on a de lui : *L'Estat de Montauban depuis la descente des Anglais en Ré, le 22 juillet 1627, jusqu'à la reddition de La Rochelle à Monseigneur le duc de Rohan, pair de France, par Pierre Bérauld, pasteur et professeur de théologie. Montauban, 1628, in-8°.* — *L'espluchement de soy-mesme ou Sermon faict au jeusne des Eglises de France, célébré en celle de Montauban, le 4^e jour de mars 1621, sur le 1^{er} verset du II^e chapitre des Révélations du prophète Sophonie, par Pierre Bérauld, etc. Montauban, 1622, in-8° de 128 pages.* — *La Froissure de Joseph ou Sermon faict le 29^e jour de septembre 1622, en la solennité du jeusne célébré en l'Eglise de Montauban, pour les fideles de Montpellier assiégés, par Pierre Bérauld, etc. Montauban, 1622, in-8° de 102 pages.*

JEAN CAMERON. Né à Glasgow vers 1580, il vint en France en 1600. D'abord professeur de grec et de latin au collège de Bergerac, puis professeur de philosophie à Sedan, il abandonna momentanément la

(1) Aymon, *Synod. nation.*, t. II, p. 360 et 359.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 456 et 458, 467 et 468.

carrière de l'enseignement pour faire des études de théologie à Genève et à Heidelberg. Il fut nommé pasteur à Bordeaux, en 1608. Dix ans après, il succéda à Gomar dans la chaire de théologie de Saumur. Quand le gouvernement de cette ville eut été enlevé à Duplessis-Mornay, Cameron passa en Angleterre. Une année ne s'était pas écoulée, qu'il était de retour à Saumur; et comme il lui fut interdit par le gouvernement d'enseigner publiquement, il donna des leçons particulières; mais les Eglises lui allouèrent une pension (1). L'interdiction ayant été levée en 1624, il fut appelé à Montauban comme professeur de théologie. On a dans cette nomination une preuve que l'orthodoxie qui dominait dans l'académie de cette ville était loin d'être étroite et exclusive; Cameron était connu partout pour ses opinions hardies et ses projets de modifications dans la théologie généralement admise à cette époque. Arrivé à Montauban, il se rangea du côté des modérés, et il se trouva ainsi exposé aux poursuites du parti exalté qui espérait encore alors de faire triompher par les armes le protestantisme en France. Dans un mouvement populaire où quelques autres professeurs furent maltraités, Cameron reçut des blessures graves. Il se réfugia à Moissac. Quelques mois après il revint à Montauban, où il mourut presque aussitôt.

Voici la liste de ses écrits : *Santangelus, sive Steliticus in Eliam Santangelium Causidicum*. Rupelli, 1616, in-12. Il s'agit dans ce petit livre d'une affaire concernant le consistoire de Bordeaux. — *Constance, foy et résolution à la mort des capitaines Blanquet et Gaillard*. Bordeaux, 1617, in-12. Brûlé par arrêt du Parlement de Bordeaux. — *Theses de gratia et libero arbitrio disputatæ 14^o august. 1618, una cum duabus prælectionibus, habite J. Camerone*. Salmurii, 1618, in-8^o. Pièces du concours à la suite duquel il fut nommé professeur à Saumur. — *Traité dans lequel sont examinés les préjugés de ceux de l'Eglise romaine contre la religion réformée*. La Rochelle, 1618, in-8^o. Trad. en anglais, Oxford, 1624, in-4^o. — *Theses XLII theologicæ de necessitate satisfactionis Christi pro peccatis*. Salmurii. 1620, in-fol. — *Amica Collatio de gratiæ et voluntatis humanæ concursu in Vocatione et quibusdam annexis*. Lugd. Bat., 1622, in-4^o. — *Sept Sermons sur St Jean VI*. Saumur, 1624, in-12. — *Defensio sententiæ de gratia et libero arbitrio*. Salmurii, 1624, in-8^o. — *Præ-*

(1) Aymon, *Synod. nation*, t. II, p. 268 et 269.

lectiones theologicæ in selectiora quedam loca N. T., una cum tractatu de Ecclesia et nonnullis miscellaneis opusculis. Salmurii, 1626-28, 3 vol. in-4^o; réimprimé sous le titre de *Myrothecium evangelicum.* Genevæ, 1632, in-4^o; Salmurii, 1677, in-4^o, et dans les *Critici sacri* de Londres.

JOLI. Il suppléa d'abord Tenans dans la chaire d'hébreu, dont il fut plus tard le titulaire. Il était à Montauban pendant le siège, dont il a laissé un récit sous ce titre : *Histoire particulière des plus mémorables choses qui se sont passées au siège de Montauban et de l'acheminement d'iceluy.* Leyde (Montauban), 1624, in-12.

PIERRE OLIER. Il était aussi à Montauban pendant le siège de cette ville. Il y était au reste arrivé depuis peu. Il était pasteur à Alais, quand, en 1620, il fut appelé à la chaire de théologie. Le Synode national de La Rochelle (1623) le confirma dans ses fonctions (1). Il assista au Synode national de Charenton de 1645 avec son collègue Garissoles. Il appartenait au parti modéré, et il courut quelque danger le jour que Cameron fut gravement blessé par une foule en fureur. Nous ne connaissons rien de plus de sa vie, et nous ignorons s'il a publié quelque ouvrage.

ABEL BICHETEAU. Nominé professeur d'hébreu par le synode provincial du Haut-Languedoc tenu à Puylaurens en 1618, il fut confirmé dans ces fonctions par le Synode national d'Alais (2). Il était aussi à Montauban pendant le siège. Nous ne savons rien de plus sur ce personnage.

Il y a eu à Montauban un professeur de grec portant aussi le nom de Bicheteau; c'était peut-être le fils d'Abel. Le Synode national de Loudun (1660) accorda une pension de cent livres à sa veuve (3).

ANTOINE GARISSOLES. Né à Montauban en 1587, il fut pasteur à Puylaurens en 1612, et professeur dans sa ville natale en 1630. Il est connu par sa belle conduite au Synode national tenu à Charenton en 1645, synode qu'il présida et où il défendit avec autant d'énergie

(1) Aymon, *Synod. nation.*, t. II, p. 172, 279.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 161. P. Colomesius, *Gallia orientalis*, p. 159.

(3) Aymon, *Synod. nation*, t. II, p. 798.

que d'habileté les libertés protestantes contre les exigences du gouvernement (1).

Ses écrits sont : *La Voie du salut exposée en huit sermons*. Montauban, 1637, in-12 de vi et 818 pages. — *Decreti synodici carentoniensis de imputatione primi peccati Adæ explicatio et defensio*. Montalbani, 1648, in-12, de xxvi et 821 pages. — *Adelphidos, sive de bello germanico quod incomparabilis heros Gustavus Adolphus magnus Suevorum, Gothorum Vandalarumque rex, pro Germaniæ procerum et statuum libertate gessit*. Montalbani, 1649, in-4°. Poème latin en l'honneur de Gustave Adolphe. — *Panegyricum super triumphalis coronationis pompâ serenissimæ potentissimæque Christinæ Augustæ*, etc. Amstelodami, 1650, in-fol. de 19 pages. Pièce de vers latins sur le couronnement de Christine, reine de Suède. — *Theses theologicæ de Religione et Cultu, sive adoratione religiosa*. Montalbani, 1648, in-4° de 20 pages. — *Theses theologicæ adversus cultum, sive adorationem religiosam creaturarum*. Montalbani, 1649, in-4° de 30 pag. — *Disputationes elenchticæ de capitibus fidei inter reformatos et pontificios controversis in academia montalbanensi habitæ sub præsidio DD. virorum S. theologiæ professorum, Ant. Garissolii et Joan Verdierii*. Montalbani, 1650, in-12 de 328 pages. Six de ces dissertations sont de Garissoles et quatre de Verdier. — *De Christo mediatore*. Genevæ, 1662, in-4° de vi et 752 pages et 2 longs index. — Enfin il termina un ouvrage de son collègue Paul Charles, qui mourut avant de l'avoir achevé. C'est une explication du catéchisme des Eglises réformées, sous ce titre : *Catecheseos ecclesiarum in Gallia et alibi reformatarum explicatio, opus a Paulo Carolo primo inchoatum et ab Ant. Garissolio continuatum et absolutum*. Genevæ, 1656, in-4° de iv et 258 pages et un index de 12 pages.

PAUL CHARLES, né à Mauvesin (2) vers 1583. Il fut professeur de théologie à Orthez en 1615. A la suppression de cette école, il resta comme pasteur dans le Béarn. En 1626, il fut nommé professeur de théologie à Montauban où il mourut en 1649. Nous venons de parler de l'ouvrage qu'il laissa inachevé à sa mort, et que Garissoles compléta et publia. Charles, pasteur à Châtelleraut, était son fils (3).

(1) Aymon, *Synod. nation.*, t. II, p. 635-641.

(2) *Syntagma Thesium Salmuriensium*, pars III, p. 690.

(3) Bayle, *Lettre à Minutoli*, du 4 octobre 1676.

JEAN VERDIER. Il était de Montauban, et il fut nommé professeur de philosophie en 1637 par le Synode national d'Alençon, sur la présentation du Synode provincial du Haut-Languedoc (1). Nous avons déjà parlé du volume de dissertations qu'il publia avec son collègue Garissoles. Nous avons à la Bibliothèque de la Faculté de théologie de Montauban quinze dissertations latines de lui sur divers points de théologie, imprimées les unes à Montauban et les autres à Puylaurrens, de 1655 à 1666. Quelques-unes sont considérables; trois entre autres forment un cours complet de théologie. Au point de vue scientifique, quelques-unes ont une véritable valeur et donnent une idée avantageuse de la portée d'esprit de Verdier.

TIMOTHÉE DELON. Il était aussi de Montauban, où il fut professeur d'hébreu. Il mourut dans cette ville en 1650. Nous connaissons de lui deux sermons : *L'Ambassade du ciel, ou Sermon pour l'ouverture du Synode provincial, tenu à Castres le 25 novembre et jours suivants l'an 1637.* Montauban, 1637, in-12 de 107 pages. — *Le Secret de piété, ou Sermon sur la 1^{re} à Timothée, ch. III, verset 16, fait à Charenton durant la tenue du Synode national.* 3^e édition. Montauban, 1638, in-12 de 119 pages.

SÉBASTIEN DAUBUS. Né en 1613, fils de Charles Daubus, qui fut successivement professeur à Orange et principal de collège de Nîmes et de celui de Nérac, et frère de Charles Daubus, pasteur de cette dernière ville. Sébastien Daubus fut d'abord pasteur à Comonde et ensuite professeur de philosophie à Montauban, où il abjura le protestantisme le 1^{er} août 1658 (1).

COURBANIÈRES. Tout ce que nous savons de lui, c'est qu'il fut nommé professeur de philosophie à Montauban en 1644 (2).

CRUVEL. Aymon l'appelle à tort Cromvel (3), et ailleurs Crumel (4). Il était pasteur à Reyniès (Tarn-et-Garonne), quand il fut nommé.

(1) Aymon, *Synod. nation.*, t. II, p. 804, et *Lettre d'un ecclésiastique de Montauban à un de ses amis*, sans nom d'auteur ni de lieu, et datée de Montauban, du 3 août 1658.

(2) Aymon, *Synod. nation.*, t. II, p. 695.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 695.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 785.

en 1644, professeur de philosophie à Montauban, en même temps que Courbanières (1).

JACQUES GAILLARD. Né à Montauban vers 1620 ; il fut nommé professeur de philosophie vers 1647 ou 1648. Il fut forcé d'abandonner cette position et de sortir de France pour avoir soutenu de Scorbiac dans une affaire relative à une nomination de conseiller à la chambre mi-partie de Castres, et dont on peut voir les détails dans l'*Histoire de l'Edit de Nantes* (2). Il se retira à Leyde, où il fut nommé pasteur et professeur du collège gallo-belge, et plus tard professeur de théologie à l'université.

Nous connaissons de lui les trois ouvrages suivants : *Genealogia Christi*. Lugd. Bat., 1683, in-8°. — *Specimen quæstionum in Novum Testamentum de filiohominis*. Lugd. Bat., 1684, in-4°. — *Melchisedechus Christus unus rex justitiæ et rex pacis*. Lugd. Bat., 1688, in-8°.

ANDRÉ MARTEL. Né à Montauban en 1618, il fut nommé professeur de théologie en 1653. Il était recteur de l'académie quand elle fut transférée à Puylaurens. Après la révocation de l'Edit de Nantes, il se retira dans le canton de Berne. Nous avons sa thèse inaugurale : *De natura fidei et de gratia efficaci*. Montalbani, 1653, in-4° de 20 p. Nous avons aussi à la bibliothèque de la faculté de Montauban dix-sept autres thèses entières de lui, imprimées de 1656 à 1674. On lui doit enfin : *Réponse à la méthode de M. le cardinal de Richelieu, divisée en quatre livres*. Quevilly, 1674, in-4° de XII et 412 pag. Cathalaouture, dans son *Histoire du Querci*, t. III, p. 201, lui attribue divers ouvrages qui ne lui appartiennent pas et qui sont d'un Martel, avocat de Toulouse.

JEAN CLAUDE. Ce célèbre écrivain protestant est trop connu pour que nous ayons besoin de rappeler même les principales phases de sa vie. Nous dirons seulement qu'il fut pendant quatre années professeur de théologie à Montauban, de 1662 à 1666. Ce fut pendant ce temps qu'il composa sa *Réponse au traité intitulé : la Perpétuité de la foi de l'Eglise catholique touchant l'Eucharistie*. Charenton, 1665,

(1) *Ibid.*, t. II, p. 695.

(2) *Histoire de l'Edit de Nantes*, t. III, p. 320-322. Aymon, *Synod. nation.*, t. II, p. 793 et 794.

in-8°. Nous croyons également inutile de donner ici le catalogue des autres écrits de Claude. Quelques-uns d'entre eux ont encore des lecteurs nombreux, et tous sont connus, au moins par le titre, à la plupart des personnes qui reçoivent le *Bulletin*.

JOSEPH ARBUSSI. Né à Montauban en 1625. et petit-fils, par sa mère, de Pierre Béraud, il fut, en 1645, pasteur à Sorrèze, et l'année suivante à Montauban. En 1650, il succéda à Timothée Delon dans la chaire d'hébreu. Bien différent de son aïeul et de son bisaïeul, il se rangea du côté des modérés. Cette circonstance et la légèreté de sa conduite lui firent un grand nombre d'ennemis. Le synode national de Loudun (1660) « en usa charitablement à son égard et ne le traita pas à la rigueur; » mais comme en présence d'une opposition forte et très étendue, il ne pouvait plus exercer avec fruit le ministère à Montauban, on lui donna l'ordre de se pourvoir d'une autre Eglise (1). Bientôt après, il fut nommé pasteur à Bergerac. Deux ans après, il embrassa le catholicisme (2). Nous ignorons ce qu'il devint après son abjuration.

On a de lui : *Lettre de Joseph Arbussi à tous les fidèles des Eglises réformées de France*. Montauban, 1657, in-8°, et *Déclaration contenant les moyens de réunir les protestants dans l'Eglise catholique*. Paris, 1670, in-8°.

La Bibliothèque de la ville de Montauban possède quelques pamphlets relatifs aux longues discussions qu'il souleva à Montauban, et dont plusieurs sont fort curieux et peu édifiants sur la conduite d'Arbussi.

JEAN BON. Il était probablement de Montauban; mais il fit ses études, du moins en partie, à Saumur. Il fut professeur de philosophie à l'Académie de Puylaurens. Il eut des discussions philosophiques avec Derodon. Bayle, qui en parle, assure qu'il eut part à un ouvrage dirigé contre celui-ci, et intitulé : *L'Impiété découverte*. Nous ne connaissons de lui que l'ouvrage suivant : *Physica Joannis Bon, doctoris medici et philosophiae professoris in academia montalbanensi, Podiotourna translata*. Castris, 1664, in-12. Cet ouvrage qu'on prendrait, sur son titre, pour une physique, est un recueil de dissertations sur

(1) Aymon, *Synod. nation*, t. II, p. 734-738.

(2) *Histoire de l'Edit de Nantes*, t. III, p. 318-321.

quelques-uns des points de la philosophie d'Aristote, et forme une espèce de métaphysique.

JEAN GOMMARC. Il fut nommé professeur à Puylaurens en 1668. On a la thèse qu'il composa pour sa nomination : *De mediatione Christi et prædestinatione*. Podiolori, 1668, in-4° de 64 pages. La bibliothèque de la faculté de Montauban possède trois autres thèses de lui : *De Scientia Dei quam Jesuitæ mediam sive hypotheticam vocant*. Podiolori, 1670, in-4° de 29 pag. — *De Natura fidei*. Podiol., 1671, in-4° de 14 pages. — *De ortu fidei*. Podiol., 1672, in-4° de 15 pages. Dans ces deux dernières dissertations, il est fait une assez large part, dans la nature et dans l'origine de la foi, à ce que nous appelons aujourd'hui l'élément subjectif. C'est là une grande nouveauté dans l'enseignement de l'ancienne académie de Montauban ; elle doit faire désirer de connaître plus particulièrement ce théologien, dont le nom a été jusqu'à présent plongé dans un profond oubli. La liste des pasteurs de 1637 porte le nom de Jean Gommare, pasteur à Vertueil et Château-Renaud, dans le colloque d'Angoumois. Ce pasteur fut un de ceux qui furent chargés, par le synode national d'Alençon, d'examiner les livres de Testard et d'Amyraut (1). Cette commission délicate fait supposer qu'il jouissait de quelque crédit et qu'il passait pour un homme instruit. Ne serait-il pas le père du professeur de Puylaurens ? Les habitants de l'ancien colloque de l'Angoumois pourraient peut-être nous dire si ce nom de Gommare s'est conservé dans leur pays ; nous ne croyons pas qu'il se retrouve dans le haut Languedoc.

THÉOPHILE ARBUSSI. Né à Montauban, et probablement le neveu de Joseph Arbussi, il fut nommé en 1674 professeur de théologie à Puylaurens, où il mourut en 1681. Nous avons sa thèse inaugurale, qui est intitulée : *Theses theologiæ de libero hominis arbitrio, quas ex præscripto synodi provincialis superioris Occitaniæ et Aquitaniæ composuit et publice agitandas proponit Theoph. Arbussius, sacro-sanctæ theologiæ professor designatus*. Podiolori, 1674, in-4° de 39 pag. — Antoine Arbussi, dont parle Madame Du Noyer dans ses Mémoires (2), et qui écrivit contre Papin (3), était sans doute son fils.

(1) Aymon, *Synod. nation.*, t. I, p. 293, et t. II, p. 572.

(2) Edition de Paris et Avignon, 1790, t. XI, p. 205, 206, 243 et suiv.

(3) Bayle, *Lettres*, édition d'Amsterdam, 1729, t. I, p. 298.

ANTOINE PÉREZ. Il fut nommé professeur en 1674, en même temps que Théoph. Arbussi (1). Sa thèse inaugurale, que nous possédons, porte ce titre : *De Connexione sanctificationis cum justificatione*. Podiolori, 1674, in-4^o de 60 pag. Il était peut-être le fils ou le petit-fils d'un Antoine Pérez, porté comme pasteur de Cazzari dans le Haut-Querci, dans la liste des pasteurs de 1626 (2).

VEEMS OU VEHEMES. Il était professeur de grec à l'académie de Montauban, dont il fut recteur en 1626 (3). Dans la liste des pasteurs de 1637, il est fait mention d'un Isaac de Vehernes, pasteur de Chefrènes (Normandie). Ce nom, à supposer qu'il nous ait été transmis exactement, semble trahir une origine étrangère.

LOQUET. La seule mention que nous ayons trouvée sur ce professeur de l'Académie de Puylaurens est dans un petit livre fort rare, intitulé : *Le Testament de M. Bonafous, ministre de la Parole de Dieu dans l'Eglise réformée de Puylaurens*. Montauban, 1677, in-12 de 110 p. (4). Il y est dit, à la p. 79, que le lundi 28 septemb., M. Loquet, ministre de l'Eglise de Cuq et professeur en éloquence dans l'académie, alla voir M. Bonafous et lui fit une prière. Ces quelques mots nous donnent une idée du triste état de cette académie à cette époque, puisqu'elle était obligée de faire remplir les chaires par des pasteurs des environs, sans doute parce qu'on n'avait pas les moyens d'entretenir au complet le personnel nécessaire à l'enseignement.

ELIE RAMONDou. Professeur de philosophie à l'Académie de Puylaurens en même temps que Martel, Gommard, Th. Arbussi et Ant. Pérez. Il était de la Guyenne, et il avait fait ses études à Montauban sous Garissoles et Verdier. Son nom figure sur une thèse de ce dernier, relative à la descente de Jésus-Christ aux enfers. Il est aussi fait mention de lui dans le *Testament de M. Bonafous*, pag. 96.

(1) Il était déjà professeur des langues orientales en 1667. (Arch. Tr. 315.)

(2) Aymon, *Synod. nation.*, t. II, p. 426.

(3) Aymon, *Synod. nation*, t. II, p. 403.

(4) Ce pasteur Bonafous jouissait d'une haute considération dans tout le haut Languedoc. Un grand nombre de thèses de ce temps lui sont dédiées, et d'ordinaire avec de grands éloges. Il fut souvent un des juges des concours académiques.

JOURNAL MANUSCRIT D'ANNE DE CHAUFFEPIÉ

A L'ÉPOQUE DES DRAGONNADES ET DU REFUGE.

1685-1688.

(Fin. — Voir ci-dessus, p. 57.)

Enfin, cette séparation redoutable arriva le 12 de mai. M. de Gassion vint à quatre heures du soir me dire que M. le prévôt de la Rochelle et deux de ses archers étoient là pour m'emmener; qu'il falloit quitter mes trois compagnes et partir avec les trois autres prisonnières qu'on vouloit aussi emmener. J'avois la fièvre dans ce temps-là, et tout mon linge à la ville pour le blanchir; on l'alla querir mouillé, et nous montâmes à cheval pour venir nous embarquer au fort de la Prée. L'adieu que nous nous fîmes toutes fut douloureux, sensible et constant tout ensemble, et notre tendresse naturelle et juste, soutenue par l'Esprit de Dieu, qui nous conduisoit en cette occasion, chacune de nous suivit avec courage la vocation où elle fut appelée ce jour-là. Nous eûmes un peu de peine au trajet de la mer, qui étoit fort agitée ce soir-là. Je fus la plus heureuse de notre petite troupe, car je n'eus ni peur, ni mal; M^{lle} du Mas fut un peu travaillée de ce premier mal, et les deux autres le furent beaucoup de tous les deux; mais, après quelques heures d'agitation, nous arrivâmes heureusement à bord, mais si loin du lieu où un équipage nous attendoit, qu'il nous fallut faire demi-lieue à pied sur les cailloux. Nous en fûmes si fatiguées que nous pensâmes de mourir plusieurs fois par le chemin. Nous arrivâmes enfin dans cet état au bourg de l'Aleu, à onze heures du soir, où le carrosse de M. le prévôt nous attendoit. Il nous mit dedans, et nous conduisit chez lui fort honnêtement; il nous traita comme des amies plutôt que comme des prisonnières.

Le lendemain matin, on nous mit dans un autre carrosse, sous la conduite des deux archers qui nous avoient amenées de Rhé. Ils nous menèrent coucher à Mausé, et ne nous laissoient pas la liberté de voir personne que par une fenêtre, et encore avec peine.

Le mercredi, 14 du mois, nous vîmes dans le même équipage dîner à Niort, et fûmes après dîner mises dans quatre différents couvents, sans avoir aucune communication les unes avec les autres, ni sans savoir de nos nouvelles que par hasard et très rarement. M. le président de la justice étant mon allié, et celui des écus parent de M^{lle} du

Mas, recommandèrent fortement que cela fût ainsi fait, croyant que nous privant de tout plaisir on nous porteroit plus tôt au changement que l'on vouloit de nous; mais l'expérience leur a fait voir et leur montre tous les jours que ces sortes de rigueurs, qu'on ne tient que pour chagriner, ne font que raffermir les esprits dans une religion qui n'enseigne que douceur et les éloigner d'avantage de celle dont les plus forts arguments sont rigueur et captivité.

J'étois aux Ursulines, et M^{lle} du Mas aux Hospitalières, M^{lle} de la Pommeraiie aux Cordelières, et M^{me} de Ruffignae aux Bénédictines; et toutes ces demeures nous étoient assignées par lettres de petit cachet. Peu de jours après que je fus dans celle où l'on m'avoit mise, j'appris que les trois compagnes que j'avois laissées en Rhé avoient été transférées : M^{lle} de Puiscouvert, aux Filles de Notre-Dame, à Fontenay; M^{lle} de la Vergnais, à celles de la Providence, à la Rochelle, et M^{lle} de Saumaise, aux Saintes-Claïres, dans la même ville. où peu de jours après elle reçut sa liberté de la cour pour passer en Hollande, où elle étoit née; mais jusques au jour de son embarquement, on l'a retenue au couvent avec tant de sévérité qu'elle n'y a vu personne du dehors, non plus que ses autres compagnes, qui ont toujours été tenues dans la même gêne. On ne nous faisoit aller au parloir que pour voir les ecclésiastiques que l'on y faisoit venir de temps en temps.

Peu de jours après que je fus à Niort, M. l'intendant du Poitou, qui se nomme M. Foucaut, y vint, et ayant entré dans le couvent où j'étois, me voulut voir. On me fit lever de dessus mon lit, où j'étois avec la fièvre, pour aller à lui. Quand il me vit dans cet état, il dit qu'on ne devoit pas me faire partir de ma chambre; qu'il ne savoit pas mon mal quand il m'avoit demandée, et me fit comme une manière d'excuse là-dessus. Il me parla fort honnêtement et avec douceur, mais avec de grandes sollicitations à changer de religion, en m'assurant fort qu'après avoir fort longtemps résisté, il faudroit y venir à la fin. Il étoit accompagné de plusieurs personnes qui me parlèrent de même manière. Il dit aux religieuses qu'il me falloit gagner par raisons et par douceur, sans dispute et sans rigueur. Après quinze jours de séjour parmi elles, j'eus le bonheur d'en être fort aimée, et d'avoir plus de liberté dans la maison que d'abord; et comme elles virent que je n'en voulois point abuser, elles ne craignirent point de me laisser prendre tous les petits plaisirs que je pouvois trouver dans

ce lieu-là, par la promenade de leur jardin et par une société libre avec les religieuses et avec les pensionnaires avec qui je mangeois. Le 2 juin, on amena M^{lle} de la Sauvagère de la Taillée dans ce couvent, parce qu'ayant signé une abjuration forcée, elle n'en vouloit rien tenir. L'on nous défendit sévèrement de nous parler, et de nous voir en particulier, et surtout de prier Dieu ensemble, quoique l'on demeurât d'accord que nos prières étoient bonnes. Cet ordre vint de M. le président, qui avoit du chagrin contre les religieuses, parce qu'elles n'avoient pas voulu recevoir une sœur laïe qu'il leur vouloit faire prendre par autorité. La supérieure nous dit là-dessus qu'il falloit que pour quelque temps nous fussions les victimes de son chagrin; que, pour ne s'en attirer pas davantage, il falloit obéir à ces ordres, quoiqu'elle les désapprouvât, et n'être ensemble qu'en présence de quelques personnes de la maison, afin qu'elle pût assurer que nous ne priions pas Dieu ensemble; et, de crainte que nous n'obéissions pas ponctuellement à cet ordre, on nous observa toujours avec grand soin. Le 17 juillet, à sept heures du soir, on vint avertir la supérieure qu'il falloit qu'elle me rendit le lendemain à cinq heures du matin. Elle vint elle-même me donner cet avis, avec des larmes de douleur et des paroles pleines de tendresse; tout ce qu'il y avoit de religieuses et de pensionnaires dans la maison me sollicitèrent par tout ce qu'elles purent imaginer de plus fort et de plus pressant, de plus doux et de plus redoutable, à changer de sentiments, ou à demander du temps pour penser à ce que j'avois à faire. Mes trois autres compagnes de captivité dans cette ville furent traitées à peu près de la même façon dans les couvents où elles étoient, mais tout fut également inutile pour nous toutes. Le vendredi 18 juillet, deux archers de Poitiers nous vinrent chercher toutes quatre, avec un ordre de M. l'intendant aux religieuses de nous rendre. Ils nous conduisirent à cheval jusqu'à Poitiers, en passant à Saint-Maixent. Ils tirèrent avec le même ordre de l'intendant, M^{lle} de la Grolière des Bénédictines, où elle étoit renfermée parce qu'elle ne vouloit pas tenir la signature qu'elle avoit donnée en prison; ils la joignirent avec nous. Nous arrivâmes le lendemain 19 à Poitiers, sur les deux heures après midi. On nous fit mettre pied à terre à la maison de ville, qui est une des prisons; et après en avoir averti M. l'intendant, on nous sépara. Un hoqueton vint de sa part emmener M^{lle} de la Pommeraie et M^{me} Ruffignac à la Conciergerie, M^{lle} de la Grolière et moi à la Pré-

vôté, et laissa M^{lle} du Mas seule à la maison de ville, où il y avoit pourtant deux autres prisonnières pour la même cause, qu'elle vit et avec qui elle mangea. Nous trouvâmes aussi deux compagnes à la Prévôté, l'une nommée Ruffignac, nièce de celle qui étoit venue avec nous, qu'on avoit amenée le jour précédent d'un couvent de Parthenay : elle avoit signé et n'en vouloit rien tenir; l'autre étoit une jeune femme nommée M^{lle} Guiteau, qui avoit toujours persévéré, et qui étoit prisonnière depuis deux mois. Nous fûmes toutes dans nos prisons aussi mal qu'on a accoutumé d'être en de pareils lieux, jusqu'au 23 du mois, qu'on vint dès le matin prendre nos noms et nos qualités, et nous dire d'être prêtes à partir à six heures. A peu près à cette heure-là un exempt du prévôt et deux archers nous vinrent querir toutes sept, et nous menèrent au logis du messenger, où l'on nous donna chacune 5 livres pour nous nourrir, pendant cinq jours que nous avions à marcher pour nous rendre à Chartres, où l'on nous dit qu'on nous menoit; mais on nous fit payer là-dessus le port de nos hardes à 3 sols par livre, à l'exception de quinze livres chacune qu'on nous portoit pour rien. Après cela fait, on nous mit dans un fourgon, et le même exempt qui nous avoit tiré de prison, avec un des archers qui nous avoient amenées de Niort, partirent avec la voiture, et nous conduisirent à grandes journées, mais avec toute l'honnêteté que nous en pouvions souhaiter. Nous tinmes la grand-route de Paris jusqu'à Blois, et de là nous primes celle de Chartres par Châteaudun, où nous couchâmes le 26, et le lendemain, qui étoit un dimanche, nous arrivâmes à Chartres sur les six heures du soir; mais M. l'intendant ni son subdélégué n'y étant pas, on nous mit toutes dans une hôtellerie, où nous passâmes la nuit dans l'incertitude de ce que nous devions devenir. Le lendemain lundi matin 28, l'on nous mena à la Conciergerie, où l'on nous mit en prison avec toutes les régularités qu'on apporte à y mettre les criminels. La geôlière et quelques autres personnes sachant la cause qui nous amenoit là, nous reçurent avec des larmes de compassion; l'exempt et l'archer ne purent aussi s'empêcher d'en répandre quelques-unes en nous quittant, et nous ayant rendu à toutes des témoignages avantageux, qui de la prison passèrent à la ville, plusieurs personnes papistes de tout temps eurent pitié de notre état et nous visitèrent quelquefois avec des mouvements de charité bien obligeants. La geôlière n'ayant alors qu'une chambre à donner, où il y avoit déjà deux prison-

nières du diocèse pour la même cause, nommées *Mlles Joly*, nous mit toutes ensemble, quoiqu'on eût ordonné de nous séparer le plus qu'on pourroit. Nous y étions assez pressées, mal couchées et assez incommodées d'ailleurs, mais possédant pourtant une tranquillité d'esprit plus grande que notre état ne sembloit devoir le permettre. Ceux qui nous voyoient en paroisoient surpris, et quelques-uns ont été jusqu'à dire qu'ils avoient peine à croire que notre religion fût aussi méchante qu'on leur disoit, puisqu'ils voyoient souffrir pour elle si constamment des épreuves qui leur paroisoient insupportables sans un secours tout particulier du Seigneur. Une belle-fille de la geôlière en vint jusqu'à nous dire qu'il ne seroit pas bon pour elle qu'elle nous vît souvent, parce que nous la rendrions huguenote; et il y a apparence que ces sortes de discours furent cause que nous ne demeurâmes pas longtemps dans ce lieu-là, où on nous donnoit le pain du roi, et l'on nous apportoit à manger de la ville, tous les jours, une grande soupe avec de la viande ou des choses maigres, qui nous suffisoient pour le matin et pour le soir, parce que nous ne mangions pas beaucoup ni les unes ni les autres. Nous avons passé treize jours dans cet état, en attendant avec patience notre destinée, dont nous commençâmes de savoir une partie le 9 d'août, que *M.* le vice-bailli de Chartres vint avertir *Mlle* de la Grolière et la plus jeune *Ruffignac*, qu'il avoit ordre du roi de les mener à l'abbaye de l'Eau; qu'il partiroit dans une heure, et que dans peu de jours il nous emmèneroit aussi toutes en d'autres endroits. Il fallut donc commencer cette séparation, à quoi nous nous étions bien préparées, mais qui ne se put faire sans émotion et sans larmes. Le même soir, à son retour de l'Eau, il envoya dire à *Mlles* du Mas, de la Pommeraie et à moi, de nous tenir prêtes pour le lendemain matin; ce que nous fîmes. Le dimanche 10, on nous amena un soufflet à huit heures du matin, dans la cour de la Conciergerie; nous y montâmes toutes trois, et *M.* le vice-bailli nous dit qu'il menoit *Mlles* du Mas et de la Pommeraie à l'abbaye des Clairais ensemble, et moi toute seule à celle d'Arsisse, et qu'à son retour il mèneroit *Mlle* Guiteau aux Ursulines, à Vendôme, et *Mme* de *Ruffignac* aux Calvaires, dans le même lieu. Il fut lui-même notre conducteur à toutes, avec deux de ses archers; et comme il étoit en route avec nous, l'équipage rompit à un bourg nommé Charron, où il fut obligé de coucher avec tout son train. Le lundi 11, nous en partîmes de bon matin, et nous rendîmes à huit heures à Arsisse, où *M.* le vice-bailli

vit d'abord M^{me} l'abbesse, et lui exposa la commission en lui donnant la lettre de cachet en vertu de laquelle il me mettoit entre ses mains. Elle et toute sa communauté me vinrent recevoir à leur porte avec beaucoup d'honnêteté et des marques de bonté assez propres à adoucir l'amertume de mon état, si elle avoit été moins grande; mais l'adieu qu'il me fallut encore faire à mes deux compagnes, et qui me fit ressentir tout de nouveau la perte des trois que j'avois laissées en Rhé, me remplit l'âme de tant de douleur, que cela joint à tout mon état d'ailleurs, ne me permit guère de trouver de douceur dans ce lieu-là. Mes deux compagnes qui allèrent aux Clairais furent reçues à peu près de même manière que moi. Ces deux abbayes sont dans le pays de Perche, à deux lieues l'une de l'autre. Celle d'Arsisse est entre deux collines, comme dans un fond de désert, dans un canton où il n'y a jamais eu de réformés; il n'y avoit pas une personne dans tout le pays dont j'eus ouï parler. J'y ai demeuré près de dix mois, pendant lesquels je n'ai vu que des ecclésiastiques, à qui l'on me faisoit parler assez souvent. Le confesseur de l'abbaye, qui est d'un assez méchant caractère en tout, me menaçoit, me querelloit ou m'insultoit toutes les fois que je le voyois; plusieurs autres m'ont paru beaucoup plus raisonnables et plus doux, et après de grandes conversations sur la religion, ils m'ont souvent quittée en me faisant des honnêtetés et en défendant aux religieuses de disputer avec moi sur cette matière, car cela, disoient-ils à l'abbesse, ne serviroit de rien dans les sentiments où est Mademoiselle, et cela pourroit, dans la suite, produire de plus méchants effets que vous ne pensez. Cela n'empêchoit pas la curiosité des religieuses : elles vouloient savoir mes conversations avec ces messieurs, et me les demandoient quand l'occasion s'en présentoit; je ne craignois pas de leur redire. J'ai souvent éprouvé dans ces sortes d'entretiens la vérité des paroles de notre Seigneur, quand il dit à ses disciples qu'ils ne se mettent point en peine de répondre quand ils comparaitront devant les hommes pour son nom, et ce qui suit du passage. J'allois, sans préparation que celle de la prière, à tout ce qu'on me devoit dire, j'y répondois souvent ce qu'il me sembloit n'avoir jamais su, et j'en sortois toujours sans avoir été convaincue non plus que persuadée par toutes les rubriques et la chicane des docteurs romains, dont l'un me dit une fois qu'il craignoit que la connaissance de l'Ecriture me mit hors du sens. On me donnoit souvent des livres; j'en lisois quelques-uns en présence de l'abbesse; et ayant

arrivé une fois à un plein de calomnies et de mensonges, dans lequel il y avoit une confession de foi à faire horreur à tous ceux qui portent le nom de chrétiens, et qu'on me disoit être celle de nos Eglises, n'osant pas leur montrer, pour les démentir, celle que j'avois dans mon Nouveau Testament, de peur qu'on me l'ôtât, j'en écrivis une de ma croyance, que l'abbesse trouva bonne dans tous ses articles. Elle me dit seulement que quoique ce que je croyois fût bon, je n'en croyois pas assez, et que n'étant pas dans l'Eglise romaine, je n'étois pas dans la voie du salut. La lettre de petit cachet qui m'avoit mise dans cette maison, portoit que je n'aurois aucun commerce, ni au dedans, ni au dehors, ni par écrit, ni de vive voix. Mais l'abbesse, qui est bonne et charitable, et qui a toujours devant les yeux cette règle d'équité, qu'il ne faut pas faire aux autres ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fit, n'observa pas cet ordre avec exactitude. On me fit d'abord manger avec de jeunes pensionnaires, en présence d'une religieuse à qui on avoit commis le soin de veiller sur ma conduite; mais les évêques du voisinage l'ayant su, ils me retranchèrent cette petite liberté, et, contre le sentiment de l'abbesse, l'on me retint seule dans ma chambre, où j'ai toujours mangé en particulier. Il est vrai que quelques jours après ce nouveau chagrin, une vieille religieuse, extrêmement raisonnable et sage, qui ne m'avoit point encore parlé, me vint voir, et ayant beaucoup de compassion de mon état, tâcha de l'adoucir, et m'obtint, sans le su des évêques, la permission de voir toutes les religieuses qui le voudroient. L'abbesse me donna aussi la liberté de me promener avec elles ou seule quand il me plairoit, et celle d'écrire à mes parents, et d'en recevoir des lettres, en lui montrant les unes et les autres, comme font toutes ses religieuses. J'eus le bonheur de me mettre si bien dans son esprit par la soumission que mon état et mon inclination me faisoient avoir pour ses ordres en tout ce qui n'intéressoit point la conscience, que j'en recevois toutes les petites douceurs qui ne dépendoient que d'elle uniquement. Je travaillai pour elle et pour les religieuses à tous les ouvrages qui n'avoient aucun rapport à leur religion ou à leurs dévotions superstitieuses, car pour ceux-là je n'y ai pas voulu toucher, m'en étant fait un scrupule de conscience; j'en dis mes raisons à l'abbesse, qui les goûta, et qui me dit que, quoique à son avis ce fût un bien et non pas un mal de faire ces sortes de choses, puisque ma conscience en faisoit un scrupule, il ne falloit plus m'en parler.

Toute la bonté de cette charitable fille n'a pas empêché que je n'aie goûté bien des amertumes chez elle, par les superstitions que j'y voyois tous les jours, par les injures et les calomnies effroyables que l'on y vomissoit contre notre sainte religion, contre nos réformateurs et contre nos ministres. J'étois exposée, là comme dans les autres lieux de ma captivité, à diverses tentations : l'amour de la liberté, si naturel à tout le monde; la crainte d'une prison perpétuelle, dont j'étois sans cesse menacée; la tristesse de la solitude où je passois d'ordinaire dix-huit ou vingt heures des vingt-quatre du jour et de la nuit; la douleur d'être séparée des personnes qui m'étoient chères; la perte de toutes les compagnies qui pouvoient m'être agréables, et la privation des exercices publics, livroient quelquefois de rudes combats à ma persévérance. J'ai senti souvent dans ces occasions la faiblesse de l'esprit humain et l'efficacité de la grâce : la chair combattoit contre l'esprit, et la grâce a toujours surmonté et vaincu hautement la nature. Mon âme a été quelquefois pénétrée d'une affliction inexprimable, et jamais la grande miséricorde de mon Dieu ne l'a trouvée dans cet état qu'elle ne l'en ait retirée bientôt par des consolations et des espérances vives de son secours, et des joies intérieures qu'il est impossible de concevoir sans les avoir senties; et je dois sans cesse rendre des actions de grâces au Seigneur pour toutes les faveurs qu'il m'a faites dans ces occasions si pressantes : il a non-seulement écouté mes vœux, il les a exaucés; mais devant que de m'en faire voir l'accomplissement, il m'a fait connaître qu'il les écouloit favorablement. Il m'est arrivé trois fois pendant nos grandes misères que mon Dieu a répondu d'une manière sensible pour moi aux prières que je lui ai faites. La première est à Olbreuse, le jour de Noël, que, ne sachant que faire ni où aller pour me cacher, je lui demandai instamment qu'il me fît la grâce de sortir du royaume, ou celle de persévérer dans la profession de la vérité contre toutes les tentations où je pourrois être exposée : il ne répondit rien à ma première demande; je n'ouïs point de voix qui frappât mes oreilles pour la seconde, mais j'en sentis une plus forte dans mon cœur qui me dit : Tu persévereras. La seconde est dans le cachot de Rhé, le 25 d'août, en demandant, sous le bon plaisir du Seigneur, d'être rassemblée avec M^{lle} de Saumaise : je sentis le même mouvement. Et la troisième de ces occasions, que je ne veux ni ne dois jamais oublier, est à Arsisse, dans un temps où l'on m'avoit fort chagrinée, en me disant

qu'on ne savoit comment je pouvois vivre sans exercice de religion et sans participation de sacrements : je priai avec toute l'ardeur dont j'étois capable pour le recouvrement de ces deux grands biens dont j'étois privée, et je sentis si vivement que Dieu me les redonneroit, que je me relevai de ma prière en rendant mille grâces à ce bon Dieu de m'avoir exaucée. Mais il faut que j'avoue, à ma confusion, que ces assurances de sa bonté ne m'ont pas toujours garantie de crainte, d'alarmes et de chagrin sur toutes les menaces qu'on me faisoit.

Au mois de mars 1688, j'appris par une lettre que je reçus de Paris, que l'on mettoit les prisonniers de la religion hors de France, et que je devois me préparer au départ bientôt. Ce me fut une grande joie, mais qui fut modérée par le retardement de ce départ souhaité depuis longtemps, sans que je susse quelle raison le causoit; mais mon inquiétude fut bien augmentée le 22 de mai, que j'appris qu'on avoit emmené le jour précédent toutes les prisonnières du voisinage, et que j'étois demeurée seule sans qu'on sût pourquoi. Cela fit redoubler toutes les sollicitations que les religieuses me faisoient à changer de religion; elles me pensèrent désoler par les réflexions qu'elles faisoient sur cette aventure, qu'elles regardoient comme une marque infailible de la volonté divine pour mon changement, puisque la Providence me laissoit là quand elle emmenoit mes compagnes où j'aurois bien voulu aller. Mais enfin, après deux jours passés dans cette nouvelle épreuve, j'en fus tirée, et j'appris que c'étoit par oubli qu'on m'avoit laissée jusqu'au 24 du mois; qu'un archer d'Alençon me vint querir avec un ordre de l'intendant de ce lieu-là; il me mena coucher à une petite ville nommée Mortagne, où je trouvai M^{lles} du Mas et de la Pommeraie, avec deux autres filles de Normandie qui avoient toujours persévéré dans la profession de la vérité. Le lendemain, nous partîmes sur des chevaux de louage, et allâmes coucher à Cés, d'où nous partîmes au point du jour, et vinmes dîner à Argentan, où nous trouvâmes trois gentilshommes qu'on avoit tirés de prison pour les faire sortir du royaume aussi bien que nous. Là, on nous mit tous dans une charette de roulier, accompagnés de deux gardes qui nous conduisoient. Nous vinmes coucher à Falaise. Le lendemain, jour de l'Ascension, nos gardes, voulant aller à la messe, nous laissèrent reposer jusqu'à neuf heures, et ce n'étoit pas sans besoin, car nous n'en pouvions plus, ayant presque toujours marché

une partie des nuits, aussi bien que le jour. Nous vîmes à Caen celui-là, et y arrivâmes sur les six heures du soir. La populace et les canailles nous coururent par toutes les rues où nous passâmes avec tant d'insultes et d'injures, que si les gardes ne les avoient arrêtés en se servant de l'autorité du roi, je crois qu'ils nous auroient lapidés. On nous avoit criés et injuriés en plusieurs autres endroits où nous avions passé, mais moins dans les autres lieux qu'en celui-là. Nos conducteurs cherchèrent dès ce soir-là une barque pour Dieppe, où ils avoient ordre de nous conduire; mais n'en ayant point trouvé de prête, il nous fallut séjourner jusqu'au dimanche matin, qu'un vaisseau hollandais partoît pour aller de ce côté-là, en faisant route pour son pays. Pendant les deux jours de notre séjour à Caen, nous fîmes fort bien et fort honnêtement traités par nos gardes, qui nous permirent de voir plusieurs personnes dans notre hôtellerie, et même de nous promener; aucune de ces libertés ne nous avoit point été donnée jusque-là. Le dimanche étant venu, on nous mena dans notre charrette à un village nommé Etran, où nos gardes et nous montâmes sur le vaisseau, qui nous attendoit pour mettre à la voile, et ce fut là seulement que nos gardes nous dirent qu'on nous enverroit en Angleterre ou en Hollande, car jusqu'à ce moment ils nous avoient toujours fort assuré qu'on nous mèneroit à l'Amérique, et nous étions tous résolus de nous y laisser conduire. Le vent étant bon, nous arrivâmes à Dieppe le lundi à deux heures après midi, et après y avoir débarqué et reçu tous les ordres du gouverneur pour en partir le même jour, nos gardes nous mirent dans une chaloupe à onze heures du soir, pour nous faire remener à ce même vaisseau flamand, que nous avions laissé à une lieue en mer; ils nous dirent adieu avec beaucoup de civilités et de marques d'estime et de compassion fort grandes. Je ne dois pas oublier de dire, à la louange des nouveaux convertis de Caen et de Dieppe, que nous en vîmes plusieurs touchés d'une vive douleur de leur état, et qu'ils nous donnèrent des preuves très obligeantes de leur charité et de l'union de leur cœur avec nous. Nous arrivâmes à notre vaisseau à minuit, et comme ce fut là le premier moment de notre entière liberté, nous rendîmes grâces à Dieu, qui nous l'avoit donnée contre toute apparence, du plus profond de nos cœurs, et nous remettant entre les bras de sa divine providence, nous fîmes le trajet dans une grande tranquillité d'esprit; il est vrai qu'il fut à souhait, car, ayant mis à la voile le 4^{er} juin, à une heure

du matin, nous arrivâmes à Rotterdam le 3 à cinq heures du soir ; et, ne voulant pas nous séparer que nous n'eussions été ensemble rendre nos actions de grâces à l'église, nous logeâmes tous en même auberge, et ayant été au prêche le lendemain au soir, qui étoit un vendredi. Le samedi matin nous nous dîmes adieu, et chacun prit le parti qu'il jugea à propos. Je demeurai près de quatre mois en Hollande, et me rendis ici le 29 septembre. J'y goûte très bien la liberté dont le Seigneur m'y fait jouir, et je suis disposée d'en partir quand il lui plaira, si sa sage dispensation m'en veut retirer pour me conduire où elle jugera à propos. J'ai trouvé ce papier ici dans des hardes que M^{lle} de Saumaise m'a sauvées avec les siennes, et comme je ne possède plus de revenu fixe, ni en commun ni en particulier, n'ayant pas cru un livre de comptes nécessaire pour moi, je m'en suis servi pour écrire tout ceci, sur des mémoires que j'avois faits en France à peu près dans les temps que les choses s'y sont passées. De toutes les personnes dont il y est parlé, il n'y en a point qui n'aient soutenu constamment bien des épreuves ; mais entre les autres, M^{lle} du Mas a été en grande édification à ceux qui l'ont vue ; elle étoit la seule femme qui eût persévéré avec nous en Rhé ; elle a soutenu avec une patience exemplaire les incommodités de la prison, les fréquentes indispositions qu'elle y a eues, les pressantes sollicitations d'une mère dont elle est fille unique, la perte de deux enfants qu'elle a en France, et la mort d'un mari qui l'aimoit et qu'elle aimoit tendrement, et que la douleur de sa captivité a mis au tombeau en Angleterre, où il s'étoit sauvé.

Ecrit à Balk, en Frise, en 1689.

ANNE DE CHAUFFEPIÉ.

Le 13 de juin 1684, le Seigneur a retiré en son repos M^r de Chauffepié, mon très cher et très honoré père, après avoir été retenu au lit par une paralysie sur tout le côté droit, depuis le 25 juillet 1682 jusques au jour de sa mort, qui fut celui de sa délivrance. Il étoit âgé de soixante-quatorze ans deux mois et dix jours, ayant vécu dans une santé et une liberté d'esprit et de corps admirable jusqu'au temps que cette triste maladie l'accabla. Il a été quarante-neuf ans et six mois ministre de l'Evangile, et a toujours exercé son ministère dans un même troupeau, avec une grande édification pour ceux qui l'ont

ouï prêcher, ceux de dedans et ceux de dehors ont toujours été témoins de la pureté de ses mœurs, et ont souvent été convaincus de la vérité de sa doctrine et de la force des raisons par lesquelles il la soutenoit. Il a été vingt et un ans cinq mois et vingt-sept jours veuf de damoiselle Claude de la Forest, notre très chère et très honorée mère, qui n'avoit que trente et un jours moins d'âge que lui, et qui est morte le 16 de décembre 1662. Femme de grande modestie, grande sagesse et grande piété, d'un esprit vif et d'une humeur douce tout ensemble. Ils ont vécu, mon père et elle, dans une union parfaite et un mariage aussi heureux que les embarras et les chagrins extérieurs le peuvent permettre, vingt-cinq ans six mois et treize jours, ayant épousé dans le bourg de Mausé, en Aunis, le 2 juin 1637, et ayant demeuré dans celui de Champdenier jusques au jour de leur séparation. Ma mère a été enterrée en ce lieu, auprès de deux enfants qu'elle y avoit mis au monde et qu'elle en avoit vus sortir longtemps devant elle. Elle y en a laissé cinq : deux garçons et trois filles; elle a nourri de son lait tous les sept que le Seigneur lui avoit donnés, et les cinq qui l'ont survécu survivent encore à mon père jusques à aujourd'hui. L'ainé des garçons, âgé de quarante ans, est ministre à Coué, et le cadet, âgé de trente-huit ans, ministre à Aunay; les filles, dont je suis l'ainée, sont âgées de quarante-quatre ans l'une, de quarante-deux la cadette, et de vingt-sept la troisième. Nous sommes encore ensemble dans le bourg de Cherveux, où nous avons enterré mon père, que la cruauté d'un intendant et les persécutions violentes qu'on nous fait nous avoient obligées d'y faire apporter sur un brancard, un an avant que Dieu l'ait arraché à la fureur de nos ennemis pour le mettre en possession de la béatitude céleste, et couronner ses travaux d'une couronne et d'une gloire immortelles. Il joignoit à toutes les sciences nécessaires à un fidèle ministre de l'Evangile, tout l'agrément d'esprit qu'on peut souhaiter dans un homme de grande politesse, et toute l'adresse d'un bon ouvrier pour les arts mécaniques. Son humeur n'avoit pas moins de charmes dans la société familière que ses prédications avoient de force dans ses actions publiques. Et enfin, après avoir vécu en l'amour et en la crainte de son Dieu, il est mort très doucement en sa grâce, et se repose maintenant avec Abraham, Isaac et Jacob, en attendant le jour bienheureux de la résurrection, où nos corps vils seront rendus conformes au corps glorieux de notre Seigneur Jésus-Christ. A lui, comme au Père et au

Saint-Esprit, soient honneur, empire, force et magnificence, dès maintenant et à jamais. Amen.

Fait à Cherveux, le 12 juillet 1684.

ANNE DE CHAUFÉPIÉ.

SERVICES IMPAYABLES D'UN PETIT PRÉSIDENT D'AUBUSSON

POUR LA CONVERSION DES RELIGIONNAIRES.

1686.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Sancerre, 10 juillet 1857.

Très honoré Président,

J'apprécie toujours plus les travaux de la Société de l'Histoire du Protestantisme français. Je n'ai que le regret de n'avoir pu jusqu'ici vous envoyer ma petite pierre pour l'édifice. Il paraît que mes devanciers ont égaré les documents dont ils se sont servis, car je n'ai rien trouvé dans les archives de Sancerre, ni de la Charité, ni même encore à Bourges. Toutefois, je ne désespère pas de découvrir quelque chose en cette dernière Eglise.

Le petit fragment inédit que je vous envoie aujourd'hui, met une fois de plus en lumière les louables moyens employés par le gouvernement du grand roi pour déraciner l'Eglise protestante de France.

Il est bon que l'histoire enregistre, sous la dictée naïve de M. l'intendant de la généralité de Moulins, les prouesses véritablement IMPAYABLES du *petit président d'Aubusson*.

Veuillez agréer, etc.

J.-B. CLAVEL.

Extrait du procès-verbal de la généralité de Moulins, fait par M. d'Argouges, intendant en ladite généralité en 1686. (Conservé aux archives départementales de l'Allier.)

« RELIGION. — Comme je rends journellement compte au conseil de ce qui se passe en détail concernant les nouveaux convertis de cette généralité, je me contenterai de dire ici, en général, qu'il n'y avoit de religionnaires qu'à Aubusson, dépendant de l'élection de Guéret dans la ville de Château-Chinon, et quelques-uns dans l'élection de Nevers. Depuis que je suis ici j'y ai fait plusieurs voyages et j'en ay fait emprisonner plusieurs, et récompenser des charités du Roy ceux que j'ay cru les mieux convertis, espérant que des ma-

nières si opposées feroient un bon effet. Cela est arrivé comme je l'avois pensé, car depuis le dernier voyage que j'ay fait au Busson au commencement du mois de décembre, les prêtres et juges sont édifiés de l'assiduité des nouveaux convertis à bien remplir leur devoir.

« Il y a dans cette ville un petit président dont les soins sur cela ne se peuvent payer ; il agit avec une application qui ne se peut comprendre pour l'exécution des ordres que je luy donne, et je puis dire que si quelqu'un mérite d'être gratifié dans ces sortes d'employs il ne doit pas être des derniers... »

DÉPÊCHE DU CHANCELIER VOYSIN A L'ÉVÊQUE DE GAP

SUR L'EXÉCUTION RIGOREUSE DES ORDRES DU ROY CONTRE
LES RELIGIONNAIRES.

1713.

Deux ans avant la mort de Louis XIV, le bruit s'était répandu que, par suite du traité signé à Utrecht, les religionnaires allaient jouir à l'intérieur du royaume d'un peu de tolérance. Ce bruit fut considéré par le vieux roi comme une calomnie, qu'il prit soin de démentir au plus vite. Un édit du 48 septembre 1713 déclara que la liberté du commerce, stipulée dans le traité qui venait d'être conclu, n'autorisait pas les protestants réfugiés à rentrer en France et à s'y établir sans permission, ni ceux demeurés dans le royaume, sous le nom de nouveaux convertis, à passer dans les pays étrangers. En même temps des ordres furent donnés pour que l'on tint partout la main *plus exactement que jamais* à l'exécution des édits. C'est ce que prouve une dépêche du chancelier Voysin à l'évêque de Gap, conservée dans les archives départementales des Hautes-Alpes, et que nous a communiquée M. Charronnet. On a pu voir aussi, par le relevé général des persécutions contenu dans notre dernier Cahier (ci-dessus, p. 80), que cette année 1713, avait fourni son ample contingent d'assemblées surprises au Désert, et de galériens mis à la chaîne pour cause de religion.

A Versailles, le 25 octobre 1713.

Monsieur, je vois par la lettre que vous avez pris la peine de m'adresser le 6 de ce mois, que les nouveaux convertys de vostre diocèse croient que le roy s'est relâché par la paix à leur laisser plus de

liberté sur l'exercice de leur ancienne religion. Il est bon de les détromper, et Sa Majesté veut que l'on tienne plus exactement que jamais la main à l'exécution de tous les ordres qu'elle a cy-devant donnés au sujet de ces nouveaux convertys et des religionnaires. Elle auroit fait punir fort sévèrement les habitants des villages de Serre et d'Orpierre, qui ont enterré deux morts dans leurs anciens cymetières, si elle n'avoit appris en mesme temps que, sur vos premières remontrances, ils sont rentrez dans leur devoir avec soumission et docilité. Le roy veut bien en cette considération leur pardonner et oublier ce qu'ils ont fait.

Je suis très parfaitement, Monsieur, votre très humble
et très affectionné serviteur,

VOYSIN.

UN GALÉRIEN PROTESTANT OBTENANT LA LIBERTÉ.....

DE SERVIR DANS LES GRANDS GRENADIERS DU ROI DE PRUSSE.

Dépêche inédite du comte de Maurepas.

1724.

La dépêche ministérielle ci-après nous est communiquée par M. Louis de Clercq. Elle donne un renseignement, qui ne laisse pas d'être curieux, sur la destinée du galérien protestant Jacques Pastel, délivré en 1724, à la demande du roi de Prusse, pour aller, est-il dit, « servir dans ses grands grenadiers. »

« Il n'est pas à croire, nous écrit M. de Clercq, que ce fût là un simple prétexte : l'intérêt du recrutement de ce fameux bataillon l'emportait, comme on sait, chez Sa Majesté Prussienne, sur toute autre considération : ainsi, à la même époque, elle refusait de livrer au Danemark l'assassin du comte de Rantzau, si le gouvernement danois ne voulait s'obliger à lui fournir en échange six recrues de 5 pieds 10 pouces au moins. »

On remarquera que le comte de Maurepas prévoit le cas où le futur grenadier serait un prédicant ; mais il ne se préoccupe de cette singulière métamorphose que pour ordonner de plus grandes précautions à son égard, depuis sa sortie des galères jusqu'à sa sortie du royaume.

Le pauvre Jacques *Pastel* dont il est ici question, ne serait-il pas le même individu que nous avons vu figurer, sous le nom de Jacques *Pitel*, parmi les condamnés aux galères durant la régence du duc d'Orléans, en 1717, dans

le relevé général de M. Haag, publié ci-dessus (p. 89)? Il avait 17 ans. S'il avait aussi la taille de 5 pieds 10 pouces au moins, on voit que c'était en effet pour le roi de Prusse un parfait grenadier.

Fontainebleau, le 29 novembre 1724.

Sur la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, Monsieur, le 14 de ce mois, au sujet du nommé Jacques Pastel, forçat dont le roy de Prusse fait demander la liberté pour le faire servir dans ses grands grenadiers, j'ay pris les ordres de Mgr le duc pour expédier ceux du roy, nécessaires pour cette liberté, et je les envoie à Marseille; mais comme ce forçat a esté condamné pour fait de religion, qu'il peut estre un prédicant, et qu'en le libérant sans précaution, il seroit à craindre qu'il ne restât dans le royaume, S. A. S. estime qu'on ne doit point le faire sortir des galères que quelqu'un ne soit chargé de le conduire sûrement jusque sur la frontière. Je vous prie de vouloir bien me marquer les mesures qui seront prises pour cet effet, et la personne à qui il devra estre remis, affin que je puisse le mander au commandant et à l'intendant des galères.

Je suis très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

MAUREPAS.

UNE LETTRE OUBLIÉE DE JACQUES SAURIN

SUR LA PRÉDICATION ET LA TOLÉRANCE.

1724.

La lettre suivante du grand prédicateur du refuge se trouve enfouie dans le tome I^{er} des *Mélanges historiques et philologiques* de Michault (Paris, Tilliard, 1754, in-42), et nous est signalée par M. L. Lacour.

Elle est extrêmement digne d'intérêt par les détails que donne Saurin sur sa prédication et surtout par les idées qu'il émet sur la tolérance, « cette « tolérance de support et de charité, — si aimable, ajoute-t-il, si conforme « aux décisions de Jésus-Christ et de ses apôtres, si suivie dans leur ministère, » et qu'il s'étonne de voir si peu suivie par les chrétiens.

On regrette de ne pas savoir à quelle personne est adressée cette lettre. Michault ne la désigne que par l'initiale T^{***}. Le contenu de la lettre fait voir seulement que c'était un auteur résidant en France. Peut-être quelqu'un de

nos lecteurs de Hollande pourra-t-il nous transmettre à cet égard un éclaircissement.

*A M. de T***.*

• La Haye, le 27 septembre 1724.

Le livre que j'ai eu l'honneur de vous envoyer, Monsieur, ne méritoit pas le compliment que vous me faites : procurez-moi le plaisir de vous rendre quelque service considérable et je m'en tiens remercié par avance.

J'ai beaucoup moins mérité vos louanges que vos remerciements. Quand la lecture de vos ouvrages m'auroit donné quelque goût pour l'éloquence, il seroit difficile que cela parût dans nos sermons. On reproche depuis longtemps à notre peuple de faire consister la plus grande partie du culte dans la prédication ; cela nous oblige à prêcher trop souvent : nous ne pouvons employer que quatre ou cinq jours à un sermon, et il faut que nous en fassions toujours de nouveaux. Quoique je retouche ceux que j'imprime, il n'est pas possible qu'ils ne se ressentent de la précipitation avec laquelle je suis contraint de les composer. Je ferai gloire de suivre les bons avis que vous avés la bonté de me donner sur ce sujet : je suis très mortifié de ne pouvoir pas adopter vos idées en toutes choses ; mais nos sentimens sont trop différens en certaines matières pour pouvoir être conciliés. Peut-être différons-nous plus encore sur la manière dont on doit ramener les erreurs que sur le sujet de leur erreur. J'avoue que la tolérance est mon dogme favori ; non une tolérance molle, oisive, indifférente, mais une tolérance de support et de charité. Est-il possible, Monsieur, qu'une doctrine si aimable, si conforme aux décisions de Jésus-Christ et de ses apôtres et si suivie dans leur ministère, ne soit pas embrassée par tous les chrétiens ? Comment peut-on se promettre que les roues et les bûchers suppléent aux démonstrations ; et que des aveux extorqués soient honorables à la religion qui les extorque ?

Pardon, si je touche un point de controverse dans une lettre, qui auroit dû peut-être ne contenir que des marques de reconnaissance pour la bonté que vous me témoignez.

Souffrez encore un mot sur mes ouvrages, puisque vous daignez m'en parler le premier. Je vais publier un volume sur les principales fêtes qui se célèbrent parmi les chrétiens : il contiendra onze sermons dans lesquels je ne traiterai que des grands principes du christianisme, sur lesquels il n'y a, grâces au ciel, aucune dispute entre vous et nous. J'ai aussi un second volume de dissertations sur la Bible, *in-folio*, prêt à paraître ; mais les figures qui y doivent être, en retardent la publication. Il y aura dans celui-ci beaucoup de littérature rabbinique, et beaucoup de monuments de l'antiquité profane.

Assurez-vous, Monsieur, que quand j'ose vous parler d'érudition, ce n'est que comme un disciple en parleroit à son maître. Je n'en ai qu'autant qu'il en faut pour acquiescer avec connaissance à ce que la renommée publie avec tant de justice sur votre sujet. Je suis très affligé que tant d'obstacles m'interdisent l'espérance de vous entendre parler, et m'obligent à me borner au plaisir de vous lire. M. le cardinal Du Bois qui étoit mon ami lorsqu'il n'avoit que le titre d'abbé, m'a quelquefois ébranlé, quand il m'a proposé de faire un voyage en France. J'ai cru que les devoirs de mon ministère ne me permettoient pas de l'entreprendre, et qu'on le regarderoit ici comme une partie de plaisir. Adoucissez, par la continuation de votre bienveillance, les peines que me cause un exil qui sera sans doute aussi long que ma vie.

J'ai l'honneur d'être avec respect, etc.

SAURIN.

MÉLANGES.

DE L'ENLÈVEMENT DES ENFANTS PROTESTANTS

APRÈS LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES, D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS.

1684-1764.

Quand Louis XIV, jeune et livré aux plaisirs, rendait, en 1666, ses premières lois contre les protestants, il ne pensait guère à la route fatale que l'impitoyable logique de la violence le forcerait à parcourir. Tourmenté du désir d'amener les protestants à sa religion, il fit quelques pas dans la voie de la contrainte, avec l'espoir de réussir, ferma une première issue par laquelle il voyait quelques âmes lui échapper, puis une seconde ; puis, engagé dans l'exécution d'un projet dont il croyait chaque jour obtenir la réalisation prochaine, il marcha, s'irritant de plus en plus contre les obstacles qu'il s'imaginait avoir renversés et qui se relevaient autour de lui. Les anneaux d'une infernale législation s'allongeaient chaque jour, en sorte que, trois ans après la première tentative d'exécution de son dessein, une loi vint, en face de l'Europe attentive et inquiète des projets ambitieux de la France, déclarer que des enfants de sept ans étaient capables de choisir leur religion, et donner à des néophytes de cet âge le droit de se faire allouer une pension s'ils ne voulaient pas rester dans la maison paternelle.

Cette loi, traduite en hollandais, fut lue dans les rues d'Amsterdam au moment de sa promulgation : elle indigna les peuples à l'égal des dragonnades, et jeta la haine et la douleur dans le cœur de tous les pères et de toutes les mères. Mais la logique n'était pas encore satisfaite. Pour arracher des enfants de sept ans du sein de leurs familles, il fallait les saisir et les séquestrer hors de chez eux, et leur faire faire au moins un simulacre de déclaration de catholicité. « Il faudrait obtenir d'elle de m'écrire qu'elle veut être catholique, dit Madame de Maintenon, lorsqu'il s'agit d'enlever la fille du marquis de Villette. » On ne pouvait, après l'édit qui révoqua celui de Nantes, et dont un article ordonnait d'élever dans la religion catholique tous les enfants nés depuis sa promulgation, laisser ceux venus au monde la veille, l'avant-veille ou quelques mois auparavant, perdre leur âme et grandir dans le sein de la France comme des ennemis en dehors

des lois. La conséquence ne se fit pas attendre, et, moins d'une année après l'édit de Révocation, une loi déclara que des parents engagés dans l'hérésie ne pouvant faire qu'un mauvais usage de l'autorité que la nature leur a donnée, on enlèverait tous les enfants de cinq à seize ans pour les remettre à des catholiques, en ayant bien soin de stipuler que les parents seraient contraints de payer des pensions proportionnelles à leur fortune.

Comment cette odieuse loi s'exécuta-t-elle ? Se borna-t-on à l'appliquer à quelques familles privilégiées, comme celle du duc de Caumont-Laforce, qu'on priva de ses enfants parce qu'il résistait, disait-on, à l'extrême bonté du roi ?

Elle atteignit tout le monde. Jamais le fanatisme, le désir de domination, et quelquefois la pensée de procurer des revenus à certaines communautés ou à certains établissements religieux, ne laissèrent cette loi tomber en désuétude. On sent dans toutes les parties de la France la lutte engagée entre le sentiment de la famille et les hommes qui veulent le braver. Les évêques, malheureusement trop engagés dans le combat, perdent toute modération, et les fonctionnaires laïques ne sont arrêtés que par la résistance passive et quelquefois violente qu'ils voient se produire au milieu des peuples.

Les évêques veulent mettre dans des couvents les enfants de presque tous les religionnaires. L'évêque de Luçon demande qu'on enferme six personnes de la paroisse de Pouzauges ; celui d'Acqs propose un enlèvement de douze enfants ; l'évêque de Viviers demande des lettres de cachet contre un grand nombre de jeunes filles ; l'évêque d'Apt en fait autant, et l'évêque de Montpellier force un Hollandais qui s'était marié dans le Midi, et qui s'en retournait dans son pays natal, après la mort de sa femme, à partir sans ses enfants.

Le ministre répondait à l'évêque de Sisteron, qui demandait qu'on reléguât à Lourmarin un monsieur et une dame de Gassaud, et qu'on mît leurs trois fils au séminaire et leur fille dans un couvent d'ursulines : « Êtes-vous disposé à payer les pensions ? Si vous ne le pouvez pas, ils resteront en liberté. » Il disait à l'intendant Saint-Priest : « Ne vous en rapportez pas dans l'avenir avec tant de facilité aux témoignages des missionnaires et des curés, et même des évêques, qui vous proposeront de mettre des enfants dans des maisons pour y être instruits. Faites d'abord vérifier les facultés de leurs parents, et veuillez m'en informer. »

Quand les évêques devenaient pressants, comme l'archevêque d'Aix, qui demandait des lettres de cachet en blanc, et désirait que les troupes fussent mises à sa disposition pour l'enlèvement de plusieurs jeunes filles, le ministre représentait les inconvénients de pareilles lettres de cachet, le danger que couraient l'honneur des jeunes filles, les biens, la vie même de leurs parents, si l'on employait les militaires. Il rappelait à ce même archevêque, qui insistait pour obtenir des ordres du roi, qu'il avait, deux ans auparavant, envoyé des troupes dans la vallée d'Aigues, et que, malgré les rigueurs exercées par les soldats, on n'avait pas pu se faire représenter les jeunes filles dont on voulait se saisir. Le ministre, qui était fort disposé à faire mettre dans des couvents ou des hospices les enfants dont les parents, ou quelques personnes charitables, voudraient payer la pension; qui écrivait à l'intendant Le Nain : « Il est impossible que le roi paye le loyer de M. Martilly; mais on peut obliger les protestants à mettre leurs enfants dans sa pension, » reculait devant la fermentation que des ordres trop multipliés pourraient produire. « Son Eminence le cardinal de Fleury, écrivait-il à l'évêque d'Orléans, est fort édifiée du zèle qui vous engage à vouloir bien pourvoir à la subsistance des enfants de religionnaires que vous désirez faire recevoir à l'hôpital d'Orléans; mais comme on vient d'en faire mettre vingt-deux depuis très peu de temps dans des collèges et des communautés, si on envoyait à présent les autres que vous demandez pour en faire mettre vingt autres, il paraîtrait extraordinaire qu'on eût, en moins d'un mois, fait enlever quarante enfants dans un seul diocèse. Son Eminence croit donc plus convenable que vous attendiez qu'il y en ait quelques-uns de ceux que vous avez fait mettre dans des communautés qui soient assez instruits pour être mis en liberté, et alors on vous enverra des ordres pour en faire conduire quelques autres à l'hôpital, ou dans les autres endroits que vous indiquerez : nous en usons de même dans les diocèses de Saintes, La Rochelle, Luçon et Poitiers. A mesure que les enfants qu'on a mis dans les couvents sont instruits, qu'on croit pouvoir les renvoyer dans leurs familles, on les remplace par d'autres; et comme on n'expédie pas d'ordres que pour deux ou trois à la fois, le pays n'en est pas alarmé. Depuis deux ans qu'on en use ainsi dans les diocèses de La Rochelle, Saintes, Luçon et Poitiers, il s'est fait beaucoup de conversions, au moins extérieures. »

Vivant dans de continuelles alarmes, les protestants cachaient leurs filles. Le ministre invoquait auprès de l'évêque de Luçon, qui voulait faire enfermer une mère parce qu'elle avait fait disparaître les siennes, l'inconvénient de ruiner une famille dont on arrête le chef. Il constatait plus tard qu'à La Coste, toutes les filles d'anciens religionnaires avaient quitté le pays, à la vue des troupes amenées pour en conduire plusieurs dans le couvent de la Providence, à Apt, et donnait des ordres pour en prendre deux qui s'étaient rendues à Mérindol. Les malheureux pères, privés de leurs enfants, en sollicitaient vainement le retour. Un Juif, nommé Emmanuel Léon, ne peut obtenir qu'on lui rende son enfant, âgé de cinq ans, parce qu'il a été, disait-on, baptisé. Un nommé Bienfait expose qu'il a sept enfants; que les pensions qu'on le force de payer pour ses trois filles le ruinent, et qu'en laissant passer le moment de leur apprendre un métier, on leur prépare une misère certaine. Le ministre propose à l'évêque de faire sortir les plus instruites, et de les placer dans les ateliers d'ouvrières catholiques, où l'on veillera à ce qu'elles continuent à remplir leurs devoirs religieux : il sort ainsi d'embarras. La femme Gauthier demandait à rejoindre son mari en Irlande. « Il est contre le droit naturel, écrit-il, d'empêcher une femme de rejoindre son mari; et d'ailleurs, elle trouvera tôt ou tard le moyen de s'évader : il faut donc lui accorder un passe-port, mais retenir ses quatre enfants, en les plaçant à l'hôpital de Nîmes. » Les pères, privés d'un premier enfant, veillaient sur ceux qui leur restaient; mais il ne manquait pas d'hommes semblables au notaire Chapeau, procureur d'une ville de Saintonge, qui réclamait 5,500 livres pour avoir livré le prédicant Chapel, et, à leur défaut, le zèle de l'évêque de Périgueux indiquait où M. de La Chébaudie avait caché sa fille. On la trouva, mais le père la fit disparaître, et trois ans après, elle fut rencontrée à Paris, et mise dans une famille catholique, où sa moralité fut assez sérieusement menacée pour que le ministre la renvoyât dans l'Angoumois, chez deux de ses oncles, avec injonction de choisir une famille catholique pour l'y placer. Les enfants à élever ne suffisaient pas toujours au zèle laïque ou religieux. On voit, par exemple, l'intérêt de l'Etat et de la religion invoqué pour empêcher une demoiselle Robert d'épouser un Danois, M. Martin, et pour faire renfermer dans un couvent, aux frais de sa mère, cette jeune fille, qui aurait pu se pervertir dans les pays étrangers. Les cartons des ministères étaient

remplis de demandes semblables de la part des évêques et des intendants, et il ne fallut rien moins que le soulèvement de l'opinion publique pour amener des hésitations dans l'esprit de M. de Saint-Florentin, et le porter à écrire à M. de Sartine, au sujet des demoiselles Campan, du Languedoc, en 1764 : « On m'a rapporté que ce gentilhomme, depuis que ses filles sont à Paris est venu s'y établir lui-même ; qu'il est parvenu à les maintenir dans leurs premiers préjugés, et qu'en cherchant à se procurer des recommandations, soit auprès de moi, soit dans mes bureaux, il donne lieu aux tolérants, dont le nombre augmente tous les jours, de s'élever contre les mesures que le roi prend pour faire instruire dans la religion catholique les enfants protestants ; quel parti pensez-vous qu'il faille prendre ? »

Les lois de Louis XIV étaient en effet discréditées. On sentait partout qu'avec la violence on ne fait que des victimes ou des hypocrites. La discipline militaire avait fléchi elle-même. Suivant le langage des bureaux, les troupes finissaient par avoir le *préjugé* qu'elles ne sont pas faites pour inquiéter les gens de la religion, et le régiment de La Ferronaye savait très mauvais gré au chevalier de Pontual d'avoir arrêté le ministre Malines, quoique cet officier n'eût agi que sur les ordres du comte de Moncan (1). ALPHONSE JOBEZ.

UN TRAITÉ

A L'USAGE DES VICTIMES DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

Faiblesse de ceux qui succombaient. — Violences des persécuteurs. — Louis XIV. — Bossuet.

1687.

Avant que les *Mémoires de Rou* fussent publiés, nous avons rapporté plusieurs des détails intéressants qu'ils fournissent sur l'un de ces généreux confesseurs, émules de Claude Brousson, qui, après la révocation de l'Edit de Nantes, revinrent en France prêcher l'Evangile *sous la croix*, et dont la destinée est restée un mystère : nous voulons parler ici de Mathu-

(1) Archives de l'Empire, E 3565, année 1728. — E 3566, année 1729. — E 3567, année 1730. — E 3505, année 1744. — E 3508, année 1747. — E 3510, année 1749. — E 3514, année 1753. — E 3511, année 1750. — E 3504, année 1742. — E 3513, année 1752. — E 3508, année 1747. — E 3509, année 1748. — E 3510, année 1749. — E 3566, année 1729. — E 3565, année 1728. — E 3511, année 1750. — E 3568, année 1731. — E 3513, année 1752. — E 3569, année 1732. — E 3511, année 1750. — E 3525, année 1764. — K 1283.

rin (voir t. III, p. 591, 594; t. IV, p. 419, 372). Nous avons dit que Rou avait été chargé de revoir et de publier un traité écrit par ce ministre, « pour la consolation et affermissement des pauvres réfugiés, et pour la « censure des tièdes, qui avoient peine à se mettre à couvert de la persécution en quittant leurs commodités temporelles et leur patrie. » Depuis lors les *Mémoires de Rou* (t. II, p. 495 et 498), en faisant connaître le titre de cet ouvrage de Mathurin, ont aussi donné un nom d'auteur à un livre qui était demeuré couvert du voile de l'anonyme. Publié à La Haye, en 1687, chez Abraham Troyel (in-12 de 288 pages), il est intitulé : *LES FEUILLES DE FIGUIER, ou l'anité des excuses de ceux qui ont succombé sous la persécution*. Comme il est devenu très rare, nous en donnerons quelques extraits, d'après l'exemplaire que possède la Bibliothèque impériale (coté D. 2, 1203). On trouvera spécialement dignes de remarque les passages relatifs à Louis XIV et à Bossuet.

L'Avis au lecteur, écrit par Rou, commence ainsi : « C'est une curiosité « fort ordinaire à un lecteur que de connaître l'auteur d'un ouvrage, mais « je ne puis la satisfaire au sujet de celui-ci. C'est comme une espèce d'enfant trouvé dont le père, pendant quelque temps, m'a été absolument inconnu ; et quoique par la suite j'aie fait là-dessus quelques découvertes, « je ne suis pas en droit d'y donner plus de lumières. Voici naïvement et « dans toute la vérité d'une confession comment la chose s'est passée.

« Un gentilhomme que je ne connoissois point m'apporta, sur la fin de « l'année dernière, un assez gros paquet comme de lettres, mais de la taille « d'un petit livre. J'y trouvai en effet huit ou dix feuilles manuscrites dont « on pouvoit faire un raisonnable volume, et parmi ces feuilles, une lettre « si obligeante, que je me donnois bien de garde de la produire, si d'un « côté je n'étois absolument résolu de taire mon nom, et engagé de l'autre « à rendre un compte fidèle et naturel de toute l'ingénuité des circonstances qui regardent l'ouvrage que je publie. » (Suit la lettre qu'on peut lire dans les *Mémoires de Rou* (t. II, p. 496), ainsi que la note et les observations qui l'accompagnent.)

Rou termine ainsi : « C'est tout ce que j'ai à dire sur l'ouvrage que je « publie aujourd'hui, me contentant d'ajouter que si le titre qui paraît au « frontispice du livre (*Les Feuilles de figuier*, etc.) est différent de celui qui « règne au haut de toutes les pages (*Adam sous le figuier ou les Déserteurs sans excuse*), c'est que je l'ai changé de mon chef dans le cours de « l'impression, suivant la permission que j'en ai eue, et cela pour ôter un « sens faux qui auroit résulté de l'équivoque du premier tour qu'on avoit « pris. »

Le titre métaphorique du livre se trouve expliqué par les lignes de la

page 33, adressées à ceux qui prétendent avoir abjuré de bouche, non de cœur : « Après tout, pour te faire voir que tu te couvres de FEUILLES DE « FIGUIER, considère que Jésus-Christ ne dit pas seulement : *Quiconque me « reniera*, mais il ajoute : *devant les hommes*, etc. »

On reconnaît dans l'ouvrage cette forte conviction, cette ferveur de dévouement, qui porta l'auteur à rentrer en France après la Révocation, pour y réveiller les consciences, au péril de sa propre vie. La mort était à ses yeux préférable à l'apostasie, et il aurait pu prendre pour épigraphe de son livre l'admirable vers de Juvénal :

Et propter vitam vivendi perdere causas.

Voici quelques passages propres à faire connaître l'esprit et le ton de cette véhémence et pathétique exhortation d'un martyr :

« Il y a beaucoup de gens qui ont recours à d'autres excuses, ils en trouvent une foule dans leur abjuration, et parce qu'elle est indirecte, ambiguë, involontaire, et suspendue sur divers sens, il leur semble que leur conscience doit être en repos : il est faux néanmoins ce repos, il est mortel ; réveillons donc cette conscience en la convainquant de la fausseté des raisons sur lesquelles on s'endort et s'endurcit.

« J'avoue qu'on n'a jamais vu des abjurations si monstrueuses ; la violence, la fourberie et le sacrilège les rendent dignes de la haine du ciel et de la terre.

« Je dis la violence ; car qui ne sait que les prêtres, l'abjuration à la main, ont paru à la tête des soldats pour la faire recevoir, à peu près comme Judas, qui guida les soldats romains qui étoient destinés pour se saisir de Jésus-Christ ; ou bien que les dragons ont entraîné ces misérables victimes dans les maisons des prêtres, ou dans leurs églises, et que c'est là, où, le couteau à la gorge, ils leur ont fait souscrire à leurs abjurations, poussant même leur cruauté plus loin que les ariens et les eusébiens, qui employèrent la violence dans le concile de Tyr, pour obliger les pasteurs à souscrire à la condamnation de saint Athanase. L'on raconte des miracles de la douceur de M. de Sales ; si l'on en croit la bulle de sa canonisation, il a gagné par là soixante-douze mille dévoyés, et le cardinal Du Perron avoit coutume de dire qu'il n'étoit point d'hérétique qu'il ne convainquit par son raisonnement, mais que pour les convertir, il falloit la douceur de cet évêque. Cela étoit bon pour le commencement de ce siècle, mais présentement l'on est plus raffiné, et la mission dragonne fait plus de merveilles que les raisonnements et les douceurs des cardinaux et des évêques. Cette violence est de notoriété publique ; cependant, ô prodige de cruauté et d'impudence ! il y a plusieurs endroits où, changeant ces abjurations, l'on a fait mettre dans les dernières que l'on avoit signé et changé volontairement. Achab est toujours Achab, Rome est toujours Rome, car qui ignore que les grecs ne souscrivirent au formu-

laire des latins que par égards humains, d'où vient que ceux de Florence et qui signèrent ce que les latins voulurent, ne furent pas de retour dans leur pays qu'ils révoquèrent ce qu'ils avoient fait. Cependant, les papistes, voulant faire voir que les grecs avoient signé par connaissance de cause, et par un libre mouvement de leur volonté, leur faisoient dire et écrire : « Cet acte authentique que j'ai fait de ma profession de foi et de ma pro-messe, avec jurement, après l'avoir lu et relu, je l'ai signé volontairement de ma propre main. »

« Quelque furieuse qu'ait été cette violence, il est sûr néanmoins qu'elle n'eût pas eu un si grand succès, si elle n'eût pas été accompagnée d'une profonde dissimulation ; d'où vient que pour vaincre la résistance que l'on opposoit aux dragons, il n'est point de tour qu'on n'ait employé pour former ces abjurations. Tantôt on les augmentoit, tantôt on les diminueoit. Dans le village, les uns ont signé une abjuration, et dans la ville l'on en a signé une différente. Il y a eu des abjurations pour les paysans et les artisans, il y en a eu d'autres pour les bourgeois et les gens de lettres, et les nobles en ont signé de différentes. Presque chacun a été l'architecte de son abjuration. Celle que l'Eglise proposoit autrefois étoit simple, uniforme, claire, et il n'y avoit rien qui fût capable de l'obliger à se radoucir sur ce sujet. Les ariens vouloient venir parmi les orthodoxes, à condition qu'ils ôtassent le terme *consubstantiel* de l'abjuration qu'ils exigeoient d'eux ; mais il n'y eut ni promesse ni menace qui les pût obliger à rayer ce mot, et l'on a justement décrié la lâche complaisance qu'eut le concile de Rimini en l'altérant, bien que ce changement ne fût que d'une simple lettre. L'Eglise romaine n'a pas ces délicatesses ni ces scrupules ; tout est bon, pourvu qu'elle vienne à ses fins ; or, elle est bien assurée que dans quelqu'un de ces mots à deux ententes qu'elle fait glisser dans l'abjuration, elle aura droit d'exiger de son nouveau converti ce qu'elle voudra, croyant avec Sanchez, ou faisant voir au moins par sa pratique, *qu'il est permis d'user de termes ambigus, en les faisant entendre en un autre sens qu'on ne les entend soi-même* (*Op. mor.*, p. 2, l. 5, c. 6, n. 13). En effet, ces pauvres gens n'ont pas donné dans le piège, que les convertisseurs leur ont découvert tous les mystères de l'abjuration. Ces abjurations voilées étoient comme ces œufs d'aspic dont parle Esaïe, qui cachotent le poison, et ces abjurations découvertes ont été comme ces œufs écrasés d'où l'on voyoit sortir une vipère.

« Par ces abjurations, non-seulement ils dressent des pièges à la vérité, à la simplicité et à la conscience, mais ils forcent de plus à prendre le nom de Dieu en vain, en ajoutant sacrilège sur sacrilège, ils donnent à ces prosélytes l'absolution de leurs péchés. Quoi ! est-il possible que vous accordiez à des gens que vous regardez comme des schismatiques et des hérétiques la rémission de leurs crimes ? Il ne serviroit de rien de dire que par leur abjuration

ils ont été transplantés dans votre Eglise ; car comment y seroient-ils passés, puisque la plupart ne savent pas votre doctrine, et quand tous la sauroient, peut-on changer dans un moment ? Mais ce qui est convaincant, c'est que vous ne pouvez pas donner qu'ils ne soient les mêmes. Les dragons que vous employez pour les obliger à faire quelque acte de votre religion, leur tristesse, leur abattement, leurs plaintes, leurs larmes, leurs paroles, leurs cris, tout conspire à faire voir qu'ils ne sont rien moins que papistes...

« Mais si l'on considère les suites de ces abjurations, on ne sauroit concevoir rien de plus sacrilège, car pour ne parler pas de leurs autres mystères, ne force-t-on pas ces gens par des dragons à communier ? Quelle impiété ! quel blasphème !... » (P. 428 à 435.)

« ... Chacun a son excuse. J'irois bien loin si je les rapportois toutes ; cependant il ne faut pas que j'oublie celle-ci, il est de la dernière importance que je l'examine. C'est qu'il y a des gens qui ont fait mettre dans leur abjuration, que ce qu'ils font est *par obéissance à la volonté du roi*.

« Je ne veux point remarquer que ce commandement que le roi de France a fait de changer est d'autant plus irrégulier qu'il l'a fait à des gens dont la liberté de religion étoit fondée sur des édits et des déclarations, non-seulement de ses aïeux, mais de lui-même ; édits et déclarations sur quoi, comme sur un fondement inébranlable, l'on se croyoit d'autant plus assuré qu'ils étoient munis et contenus de sa parole royale, car pour me servir des termes d'un jésuite, « *qu'y a-t-il dans la société civile qui doive être plus inviolable que la parole d'un grand roi ?* » (Hist. des Crois., l. IV.) Ce commandement, qui renverse sa parole, aussi bien que tous les édits et toutes les déclarations qui nous avoient été données, ne sauroient avoir de succès. Tant de gens qui sont dans les prisons, dans les couvents, dans les galères ; tant de gens qui ont été pendus, brûlés et qui ont passé au fil de l'épée ; tant de gens qui sortent du royaume ; tant de gens qui gémissent ; tout ne publie-t-il pas que ce grand roi ne réussira point ? J'efface le terme de *lâche* : à Dieu ne plaise que je renferme dans cette idée un roi si redoutable, mais je ne fais que transcrire, voici le jugement d'un jésuite : « *Ces lâches princes qui ne croient pas être obligés de se soumettre à la loi qu'ils se sont faite eux-mêmes, en donnant solennellement leur foi, ne gagnent bien souvent par leur tromperie que la honte d'avoir fait inutilement, en manquant de parole, une action tout à fait indigne d'un honnête homme.* » (Hist. des Crois., l. II, p. 159 à 161.)

« ... Mais les rois, insistent quelques-uns, n'ont-ils pas puissance sur la conscience ? Saint Paul n'est-il pas formel et exprès sur ce sujet ? *C'est pourquoi*, dit-il, *il faut être sujets, non-seulement pour l'ire, mais aussi*

pour la conscience (Rom. XII, 3). Si cela est vrai, nous n'avons donc pas tort d'avoir obéi au roi sur le sujet de notre religion, puisque nous lui devons être sujets pour la conscience.

« Jamais paroles n'ont fait tant de bruit que celles-ci en font aujourd'hui en France. Les ecclésiastiques les font entrer dans leurs conversations et dans leurs prônes, et les laïques ne parlent presque que de cela; c'est un oracle dont on n'avoit ouï la voix que dans ces derniers temps, et ce mystère étant découvert, il se trouve que saint Paul est le garant des actions du roi de France, et que ce prince, en forçant la conscience, ne s'est servi que du droit que l'apôtre lui donne.

« Siècle heureux, qui, comme un soleil, nous découvre non-seulement ce que nous n'avions pas vu dans saint Paul, mais aussi ce que nous n'avions pas aperçu dans David. Ce prophète dit au psaume XXIV : *Qui est Roi de gloire ?* J'avoue que j'eusse cru satisfaire à cet interrogatoire en disant : C'est Christ, c'est Dieu ; ou, pour me servir des paroles de David : *C'est l'Eternel fort et puissant, l'Eternel puissant en batailles* ; et si l'on m'eût redemandé : *Qui est ce Roi de gloire ?* j'eusse répondu une seconde fois avec le prophète : *C'est l'Eternel des armées, c'est lui qui est le Roi de gloire*. Bêvue cependant ! bêvue ! erreur ! grossièreté ! si nous en croyons des religieux ; car par ce Roi de gloire, ils soutiennent dans des thèses qu'il faut entendre LE ROI DE FRANCE, *c'est l'Eternel fort et puissant*, dont parle David, *c'est l'Eternel puissant en bataille, c'est l'Eternel des armées*, C'EST CE ROI DE FRANCE, *qui est le Roi de gloire* (1). Et de peur que l'on ne crût qu'il y eût de l'exagération dans ces expressions, ils disent sans détour qu'il le faut appeler véritablement le Roi de gloire, fort et puissant en bataille. Le prophète ne demande que deux fois : *Qui est ce Roi de gloire ?* Mais ces habiles et pénétrants religieux sont si entêtés et si pleins de découverte, qu'ils répondent douze fois : C'EST LOUIS LE GRAND. Louis le Grand, en qui, selon eux, l'on voit reluire les linéaments de la très sainte Trinité, Louis le Grand qui est un prodige de la grâce de Dieu, et dont la sagesse est un argument qui tout seul suffit pour convaincre les athées.

« Je frémis, je tremble, j'ai de l'horreur en rapportant ces blasphèmes ; et ne pouvant plus m'arrêter sur un sujet où mon Dieu est si fort outragé, je m'écrie contre cette société, par une raison plus forte que Tibère contre le sénat : *O les grands esclaves !* (2) Revenons donc à saint Paul. (P. 167 à 170.)

« ... Je vous demande, mes frères, si, ayant été contraints d'aller à l'Eglise romaine comme à une place publique, pour prendre une nouvelle

(1) *La morale de Tacite : de la flatterie*, par Ancelot de la Houssaie.

(2) Tacite, *Annal.*, III.

épouse, je vous demande si vous avez pris par la main cette femme que saint Jean appelle *la grande paillard*e (Apoc. XVII); si, la tenant par la main, vous vous êtes fait voir au monde dans cet état. Je vous interroge, répondez-moi, avez-vous pris la livrée de l'empire romain? l'avez-vous retenue? En ce cas, vous voilà semblables à ces moines et à Léon (1). Ainsi ne prétendez pas vous sauver à la faveur d'une contrainte qui damne.

« Il est vrai qu'ouvrant la bouche à Eléazar, on y mit de la chair de pourceau, mais il publia hautement qu'il n'en goûteroit pas, et il préféra une mort cruelle à la vie qu'on lui promettoit, s'il faisoit seulement semblant d'en manger. Dans cette contrainte qui vous a entraînés à la messe, avez-vous crié que vous ne goûteriez pas de ses viandes? A-t-on ouvert votre bouche par force pour y mettre leur hostie? Après l'avoir reçue, avez-vous craint ces feux que l'on a allumés pour consumer ceux de vos frères qui l'avoient ou jetée ou cachée?

« Jérémie est entraîné dans l'Egypte, mais il n'y est pas plus tôt que je l'entends déclamer hautement contre les dieux de ce pays-là. Vous trouvant dans cette Egypte spirituelle, qu'avez-vous dit? qu'avez-vous fait? Avez-vous crié contre ses images? Avez-vous protesté que l'on ne vous reverroit plus dans ces lieux? Y êtes-vous allés depuis? En un mot, avez-vous imité Eléazar et Jérémie? En ce cas-là, cette contrainte vous justifie.

« L'on me chargeoit de crimes dignes de mort, disent quelques personnes, et l'on m'en a promis l'abolition si je changeois. Que ne feroit-on point pour sauver sa vie et pour se délivrer de la honte du supplice?

« Il est vrai que j'ai vu des faussaires et des banqueroutiers délivrés de leur révolte (abjuration) de la peine qu'ils méritoient. J'ai vu une lettre de M. le marquis de Louvois, ordonnant à un capitaine d'ouvrir la prison à un déserteur qui avoit changé, et l'on sait qu'il y a eu des duellistes qui se sont sauvés par cette porte. Cependant ce sont des crimes irrémissibles en France, tant il est vrai que l'on estime que le changement est d'une si grande vertu, qu'il purifie de tout péché. Cette conduite me fait souvenir de Trasamond, qui promettoit à ceux qui embrasseroient sa religion leur grâce, à l'égard même des crimes les plus capitaux (Procop., *De bello vaud.*, l. I, c. 8).

« Mais que sert-il que le prince offre l'abolition des crimes, si Dieu la refuse? En conscience, croyez-vous que Dieu l'accorde à ceux qui sacrifient leur salut à la conservation d'une vie et d'un honneur terrestres? Vous vous délivrez pour un temps d'une mort honteuse par un changement qui vous assujettit à une mort éternellement honteuse. Quel aveuglement! N'est-ce

(1) Allusion à un exemple historique qui vient d'être cité d'après Maimbourg, *Hist. des iconocl.*, l. II.

pas laisser la neige du Liban pour la pierre d'un champ ? pour me servir des paroles d'un prophète » (Jér. XVIII, 14). (P. 236 à 239.)

« ... Voici un piège où bien des gens ont donné. L'on m'a assuré, disent-ils, que ce qui nous séparoit de l'Eglise romaine n'étoit qu'une dispute de mots mal entendus ; qu'un entêtement de parti avoit bien plus formé ce grand schisme que l'erreur, et que Calvin s'étoit servi des noms d'hérésie et d'idolâtrie pour donner de l'éloignement d'une société où l'on ne voit ni l'une ni l'autre de ces pestes. Cela étant ainsi, je n'ai pas cru que je dusse être le martyr de Calvin. Platon est mon ami, Aristote est mon ami, mais j'aime bien mieux la vérité. Qui peut donc trouver étrange que je sois passé d'un parti à un autre, puisqu'il n'y a que l'imagination et que le caprice qui les sépare ?

« L'on m'a assuré, dites-vous, que nous étions à peu près d'accord. Qui doute de cela ? L'on n'entend presque pas d'autre chanson depuis que M. de Condom a mis au jour son *Exposition de la doctrine catholique*, où, par des tours d'esprit, des raffinements, des subtilités et des équivoques, il fait de grands efforts pour rapprocher les deux partis, dont il prétend que l'éloignement vient plus de la disposition des esprits que du fond des choses. C'est sur ses pas que l'on marche depuis quelques années ; c'est comme une machine universelle dont tout le monde se sert pour abattre finement la muraille de séparation, et l'on ne voit presque partout que des condomites qui font grand bruit sur cette artificieuse découverte.

« Je n'entrerai pas dans l'examen de ce qui nous sépare des papistes, car outre que cela a été fait souvent, ce n'en est pas ici le lieu. Mais je demande à ceux que l'on appelle nouveaux convertis s'ils ne sentent pas dans les églises des papistes que les condomites les ont trompés ? En effet, ce que l'on dit et ce que l'on fait devant les images donne des idées d'adoration, mais si justes, si précises et si naturelles, que l'on ne sauroit regarder que comme une imposture les efforts que l'on fait pour s'en défendre.

« Il est vrai que M. de Condom, qu'on appelle présentement M. de Meaux, a affecté une grande douceur et de la sincérité même dans la composition de son livre ; mais en vérité, il paraît que ce n'étoit que des charmes pour ensorceler plus adroitement le monde ; car cet évêque ne vient-il pas d'écrire dans une lettre pastorale qu'il adresse aux nouveaux catholiques de son diocèse que personne n'a souffert en France ? Voici ses propres mots : « Loin d'avoir souffert des tourments, vous n'en avez pas seulement entendu parler ; j'entends dire la même chose aux autres évêques. »

« Juste ciel ! est-il possible qu'un honnête homme puisse écrire une chose aussi notoirement fausse, et qu'il n'ait pas appréhendé cette sentence de condamnation : *Malheur à ceux qui font passer pour doux ce qui est*

amer ! (Es. 5.) Cet évêque me proteste qu'il n'y a presque pas de différence entre ma religion et la sienne, et comment veut-il que je le croie, puisque je le vois mentir devant tout Israël? L'on a déjà fait voir dans des livres (1) que l'on a souffert dans son diocèse autant que dans les autres (2); j'ai vu une troupe de gens, où il n'y avoit pas seulement des hommes, mais des enfants, qui avoient tout quitté pour fuir la violence que les dragons y exercoient. Mais je veux que cela ne soit pas : se peut-il au moins que ces nouveaux catholiques n'aient pas *seulement entendu parler* de tourments? Quoi! le diocèse de Meaux est-il un lieu inaccessible aux cris et aux rugissements? Est-il comme cette montagne fameuse, où le repos règne si fort, que la poussière ne change pas même de place dans le temps que les tempêtes font les plus grands ravages dans les campagnes? *On a oui en Rama une voix, une lamentation, un pleur et un grand gémissement* (Matth. 2); oui, en Rama, mais non pas à Meaux, que les prisonniers bruient dans leurs cachots; que les femmes et les filles se plaignent dans leurs couvents; que les galériens sous leurs chaînes fassent un grand bruit; que les gens dévorés, battus, entraînés par les dragons hurlent; que les martyrs étant sabrés dans les lieux où ils étoient assemblés pour prier Dieu; que sur les échafauds et au milieu des feux ils poussent des voix lamentables : ces bruits, ces plaintes, ces hurlements, ces lamentations ne vont pas jusqu'à ces nouveaux catholiques; *vous n'en avez pas*, dit cet évêque, *seulement entendu parler*. Que dis-je, jusqu'à eux? Ils ne vont pas même jusqu'aux autres diocèses, si l'on en croit M. de Meaux; *car, ajoute-t-il, j'ai entendu dire la même chose aux autres évêques*.

« Voilà donc tous les autres diocèses dans de profondes pâmoisons, ou, pour mieux dire, voilà bien des gens qui ferment leurs oreilles, *pour ne point ouïr le cri du pauvre*. Toute l'Europe sait les tourments que l'on a employés en France, et voici des évêques qui demeurent dans le royaume qui ne l'ont pas *seulement entendu dire*. Fiez-vous à ces prélats après cela : ils vous prêchent que la religion que vous professiez est fausse, et que celle que vous avez embrassée est la véritable; croyez ces messieurs qui soutiennent qu'ils n'ont pas entendu parler d'aucun tourment, eux dont les maisons ruinées, les villes désertes, les provinces saccagées, les prisons, les couvents, les galères, les hommes estropiés, les femmes violées, les gibets et les corps morts trainés et déchirés publient la cruauté, et une cruauté de durée. Cette vérité est d'une notoriété si publique, qu'un abbé, en

(1) Allusion aux célèbres *Lettres pastorales* de Jurieu, qui venaient de paraître, et où celle de Bossuet se trouve réfutée de point en point. Voir aussi les *Réflexions sur la cruelle persécution que souffre l'Eglise réformée de France*, etc. In-18. s. l. 1686, 2^e partie.

(2) Voir en effet les documents publiés sous ce titre : *Bossuet et la révocation de l'Edit de Nantes*, dans ce *Bulletin*, t. IV, p. 113 et 213.

distribuant cette lettre pastorale à la Rochelle, fut contraint d'avertir ceux à qui il la donnoit, de ne s'arrêter pas à cet endroit, que M. de Meaux s'étoit mépris, qu'il avouoit que ces tourments n'étoient que trop véritables, mais qu'il étoit aussi certain que le reste de la lettre de M. de Meaux étoit vrai et incontestable. Fiez-vous à cela.

« Vous, pauvres abusés, qui, sur la foi des condomites, avez reçu des expédients pour accorder les religions, ravisez-vous, puisque vous trouvez leur chef convaincu d'une fausseté dont vos yeux, vos oreilles, vos plaies et votre ruine sont les témoins infailibles ! Ne saviez-vous pas que ces radoucissements sont les voies ordinaires dont se servent les hérétiques pour séduire facilement les fidèles ? C'est ainsi que Démophile et Fortunatien débauchèrent Libérius, car ils lui dirent qu'ils ne comprennoient pas comment un homme de son mérite pouvoit s'obstiner si longtemps dans son malheur sur une chimère qui ne subsiste que dans l'imagination du simple peuple... » (Hier., *De scrip. eccl. in fortun.*)

SUR LE NOM DE « HUGUENOTS »

D'APRÈS L'OUVRAGE DE M. LE PROFESSEUR SOLDAN : *Histoire du Protestantisme en France, jusqu'à la mort de Charles IX.* Leipzig, 1855. 2 vol. in-8°.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Berlin, le 10 août 1857.

Monsieur le Président,

Peut-être la monographie dont je vous envoie sous ce pli la traduction intéressera-t-elle les lecteurs de votre *Bulletin* : elle traite du moins l'une de ces questions peu éclaircies des origines de notre protestantisme, qui rentrent d'une manière toute spéciale dans le cadre de ses recherches. Le nom de son auteur ne leur est pas inconnu, depuis que M. le professeur Schmidt a rendu dans notre langue sa savante publication sur la Saint-Barthélemy, et qu'il en a été donné par M. Ad. Schæffer une intéressante analyse critique dans les colonnes du *Bulletin* (IV, 273). A ceux de vos lecteurs français qui n'ont pas cet ouvrage entre les mains, la lecture de cette dissertation pourra servir à leur faire connaître d'un peu plus près un des historiens les plus distingués de l'Allemagne, et en sa personne la valeur d'une littérature historique étrangère, qui, non contente de fouiller dans les trésors de ses antiquités nationales, exerce aussi sa critique sur les problèmes les plus controversés de l'histoire des autres peuples. Ce n'est pas chez nous, à coup sûr, que les savants de ce côté-ci du Rhin ont besoin de chercher leurs autorités pour ce qui concerne l'histoire de leur pays ; et c'est bien certainement auprès d'eux que nous, protestants français, nous avons le plus à apprendre en ce qui touche la réformation religieuse opérée par nos ancêtres. L'article que je vous envoie est un extrait de l'ouvrage de M. Soldan sur le protestantisme en France jusqu'à la mort de Charles IX

(2 vol. Leipzig, 1855), le travail, à ma connaissance du moins, le plus complet et le plus satisfaisant qui ait déjà paru sur cette importante période du protestantisme français. De quelques-uns des mérites qui y distinguent notre historien, connaissance très étendue des documents, sagacité remarquable d'esprit, extrême netteté d'exposition, vos lecteurs trouveront un spécimen très affaibli sans doute dans la dissertation que j'ai l'honneur de vous communiquer : ses conclusions sont peut-être contestables, mais non point le talent éminent de leur auteur. Tout mon désir est qu'en servant la publicité de son nom parmi nous, elle contribue pour sa faible part à rendre exécutable la traduction d'une œuvre qui donnerait à notre littérature protestante ce qui lui manque encore aujourd'hui, une histoire claire, judicieuse et richement documentée des premiers temps de notre Réformation française.

Veuillez agréer, etc. ERN. ALBARIC.

Du nom de « Huguenots. »

« Au lieu de me remercier, la sottise m'appela
« *huguenot*... »

(BERNARD PALISSY, *Récepte véritable*, etc., 1563.)

« On appela les protestants de France *huguenots*,
« à cause des *huguenots* de Genève, qui avaient eux-
« mêmes reçu ce nom lorsqu'ils avaient été admis parmi
« les confédérés (*eidgenossen*) de la Suisse. »

(MIGNET, *Journal des Savants* de 1837, p. 480.)

Vers l'époque de la conjuration d'Amboise, parut une nouvelle dénomination, des protestants de France. On commença à les appeler du nom de *huguenots*; et les anciennes dénominations : *luthériens*, *évangélistes*, *christaudins*, etc., devinrent dès lors de plus en plus rares. Quoiqu'il ait été beaucoup écrit sur cette nouvelle désignation, elle n'en est pas moins encore aujourd'hui un sujet de controverse, et nous ne pouvons nous dispenser, dans cet ouvrage, de faire quelques observations sur son origine et sur sa signification.

Et d'abord, pour ce qui regarde la *forme* du nom, apparaît dès le commencement celle qui est restée la plus généralement usitée, savoir : *huguenots*, ou bien *huguenotz*. Nous la trouvons déjà dans un édit royal du 19 avril 1561 (1). A côté de celle-là néanmoins apparaissent aussi presque simultanément les formes : *huguenots* (2), *hugnauds* (3), *huguenaux* (4), *huguenaulx* (au sing. *huguenault*, sans aspiration), et *huguenos*. (Cette dernière forme se trouve nommément

(1) *Mém. de Condé*, II, 334.

(2) *Mém. de Condé*, II, 9, 10.

(3) La Place, *Comment.*, p. 51 (édit. 1565).

(4) La Place, p. 63.

dans une lettre autographe du card. de Lorraine, du 10 juin 1560, par conséquent très peu de temps après le tumulte d'Amboise. Bibl. imp. de Paris, Msc. n° 8655, fol. 89.) Très singulière est la forme *Aignos*, *Aygnos* et *Aygnossen*, que nous trouvons appliquée aux réformés français dans un pamphlet guisard de 1562 (1).

Que ce nom ne soit pas émané des protestants eux-mêmes, mais qu'il leur ait été donné par leurs adversaires à titre d'épithète satirique et injurieuse, c'est un fait qui ressort d'une manière incontestable de l'édit royal cité plus haut, qui interdit aux deux partis religieux de s'irriter l'un contre l'autre par l'emploi des noms : *huguenots* et *papistes*. Les réformés désignèrent même, dès son origine, les Guises comme les auteurs malveillants de ce *sobriquet* (2).

Au point de vue de l'étendue de son application, nous avons à remarquer que le nom *huguenots* n'était pas, dans le principe, une désignation seulement religieuse, mais aussi politique, de même que la conjuration d'Amboise ne comptait pas moins d'adhérents politiques que religieux. Peu de temps après l'avortement de cette entreprise, Régnier de la Planche, jeune homme à l'esprit large, et confident des Montmorency, fut invité à une entrevue secrète avec Catherine, pour lui faire connaître quelle pouvait être la véritable cause des agitations du jour. La Planche lui expliqua que, parmi ceux que l'on appelait *huguenots* il y avait deux catégories à distinguer : ceux-là d'abord qui ne réclamaient que la liberté de conscience, ceux ensuite qui ne s'inquiétaient que de choses politiques, et par qui les premiers avaient été attirés dans l'entreprise, à l'aide de fausses promesses, et utilisés en vue d'un but qui leur était parfaitement étranger (3). Nous retrouvons ailleurs (4) cette même distinction entre *huguenots d'Estat* et *huguenots de religion*. Celui-là donc était un huguenot, vers l'époque de la conjuration d'Amboise, qui pour l'un ou l'autre de ces motifs était mécontent du gouvernement.

Mais bientôt l'application du nom se restreignit exclusivement aux calvinistes français; qu'on voulut simplement désigner par là une société religieuse, ou un parti religieux avec mélange politique. A la

(1) *Mém. de Condé*, III, 235 s.

(2) *Mém. de Condé*, I, 402.

(3) La Planche, *Hist. de Fr.*, I, 283. — La Place, p. 63.

(4) *Mém. de Condé*, VI, 45.

place du nom de huguenots, dans sa signification première, parut maintenant celui de *malcontents* ou *politiques*. Dans ce sens-là, le Vénitien Michiel pouvait déjà dire des *malcontents* de 1575, qu'ils comptaient dans leurs rangs la plus grande partie, pas seulement de la noblesse *huguenotte* (réformée), mais aussi de la noblesse catholique (1); et dans le même sens, ultérieurement le seul en cours, Tavannes range les *huguenots* à côté des catholiques, lorsqu'il dit : « Il y a en France des catholiques et huguenots royaux, en toutes les *deux religions* des factieux et ambitieux » (2).

De ce qui précède, retenons les résultats suivants : la dénomination *huguenots*, déjà en usage vers le temps de l'attentat d'Amboise, est originairement un terme insultant, mis en vogue, au dire des protestants, par les Guises mêmes, en tous cas par leurs adversaires. désignant dans le principe les mécontents aussi bien politiques que religieux, et peu à peu restreint seulement aux réformés de France.

Les noms de partis volent de bouche en bouche ; peu demandent, et moins encore savent d'où ils viennent et ce qu'ils signifient à l'origine. Blaise de Montluc, qui dans sa carrière de capitaine et de gouverneur fit passer des milliers de huguenots au fil de l'épée, et fit plus d'une fois connaissance avec la pointe de la leur, ajoute, dans le passage où il mentionne leur nom pour la première fois, cette sèche remarque : « Ainsi les appelle-t-on, je ne sais pourquoy. » Beaucoup d'autres auraient pu faire aussi commodément le même aveu ; mais c'est une chose aussi naturelle que pardonnable, que ceux-là qui ont écrit autrefois sur les affaires des huguenots aient essayé, bien ou mal, de donner une explication de leur nom, à eux-mêmes et à leurs lecteurs. Nous avons au moins une bonne douzaine de pareilles explications, du temps même des guerres religieuses, explications qui non-seulement se contredisent carrément les unes les autres, mais touchent aussi souvent à la bouffonnerie. (Elles sont presque toutes mentionnées dans *Ménage, Dict. étymol.*, s. v. *Huguenot*.)

Deux pamphlets dirigés contre les Guises, qui ont dû paraître aussitôt après l'attentat d'Amboise, supposent que le nom a été dérivé de *Hugues Capet*, et a été inventé par les Guises pour avilir par ce moyen tous les descendants de ce roi, en particulier les Valois ré-

(1) Toinmaseo, II, 226.

(2) *Mém.*, II, 243.

grants et les Bourbons, et pour se railler en même temps de ceux qui, comme les révoltés d'Amboise, s'étaient imposé la tâche de défendre contre les Guises, traîtres envers l'État, le trône de ces descendants de Hugues, sur lequel ils avaient eux-mêmes des vues secrètes, puisqu'ils prétendaient descendre de Charlemagne, et avoir été lésés dans leur droit héréditaire par l'usurpation de Hugues Capet (1). Cette explication est tellement tirée par les cheveux, et si peu naturelle, que nous n'hésitons pas à la tenir purement pour un tour d'esrime, calculé pour l'effet mais assez gauchement exécuté, d'un pamphlétaire protestant. Il est positif que, déjà en l'année 1560, il était reproché aux Guises de déclarer Hugues Capet un usurpateur, et d'aspirer, comme prétendus Carlovingiens, à remplacer François II sur le trône de France ; mais il est tout à fait inimaginable que les Guises, même si nous voulions admettre qu'à cette époque déjà leurs desseins secrets fussent desseins de haute trahison, aient inventé ce sobriquet pour attaquer d'une manière aussi sotte la cause d'un roi dont ils voulaient être précisément considérés comme les défenseurs les plus zélés et les plus fidèles. Il est aisé d'ailleurs de démêler chez le pamphlétaire l'intention de donner une telle tournure au nom des huguenots (avec l'aide duquel, comme nous le verrons plus loin, les Guises voulaient rendre les protestants suspects comme rebelles), que les Guises, inversément, parussent être les vrais factieux, et ceux qu'ils raillaient les fidèles soutiens de la dynastie.

Une autre opinion, de bonne heure admise par la plupart des historiens, mais qui compte aussi de nombreux adversaires, nous adresse, pour l'origine du mot *huguenots*, à la ville de Tours. Ici encore les explications diffèrent beaucoup les unes des autres.

La Place, dont le livre fut publié cinq années à peine après le tumulte d'Amboise, dit que le nom *huguenauds* a été employé pour la première fois dans Tours peu de jours avant cet attentat, et qu'il est dérivé de l'une des portes de la ville, la porte *du Roy Huguenon*, dans le voisinage de laquelle les protestants du lieu auraient ordinairement célébré leurs services religieux : ce nom, usité d'abord dans le peuple, aurait bientôt fait son entrée à la cour, et serait devenu plus tard d'un usage général (2).

(1) *Mém. de Condé*, 1, 402, 404.

(2) La Place, p. 51.

Cette explication ne peut pas nous satisfaire. En premier lieu, il est positif que La Place était mal informé sur *un point*, au moins, de son sujet; et cela seulement pourrait déjà nous autoriser à des conclusions défavorables sur l'ensemble. Il affirme que le nom en question n'a pris naissance que *quelques jours* seulement avant le tumulte d'Amboise; or, nous pouvons lui opposer le témoignage de Pasquier, qui assure d'une manière positive avoir entendu ce nom *huit ou neuf ans* déjà avant cette époque, de la bouche d'amis qu'il avait en Touraine (1). De plus, admettrions-nous sans contestation, comme faits possibles, les prétendues réunions près de la *porte du Roy Huguen*, le fait du rapport génétique entre le nom de la porte et celui des protestants de Tours n'est pour cela nullement établi; nous sommes bien plus dans notre droit de considérer ce rapport, tel qu'il se trouve exprimé, comme une pure combinaison sans fondement de La Place lui-même. Reste enfin la question, ici très importante : Comment a-t-il pu se faire que le susdit nom local ait franchi la banlieue de Tours pour être favorablement accueilli à la cour, et devenir ainsi d'un usage général? — Question que La Place a laissée entièrement de côté.

C'est encore à Tours, mais non plus par la *porte du Roy Huguen*, que nous conduit l'explication du calviniste La Planche. A Tours, dit celui-ci, régnait la croyance populaire qu'un esprit lutin, que l'on appelait le roi *Huguet*, rôdait la nuit; et comme les luthériens, par motif de sûreté, allaient de nuit à leurs réunions, les prêtres leur donnèrent, par allusion à ce spectre nocturne, le sobriquet de *huguenots*, qui, mis d'abord en circulation parmi le peuple de Touraine et des environs d'Amboise, devint ensuite général lorsque arrivèrent à la cour d'Amboise les premières nouvelles d'une rencontre à main armée avec les gens de La Renaudie (2). L'auteur de l'*Histoire ecclésiastique* publiée sous le nom de Bèze, et remplie de sections entières de La Planche, s'est approprié cette explication, avec la seule différence qu'il raconte la chose comme si, non-seulement le premier rassemblement armé, mais aussi tout le complot avait été découvert à Tours et de là rapporté à la cour.

L'on voit que La Planche et l'auteur de l'*Histoire ecclésiastique*

(1) *Recherches de la France*, chap. LV.

(2) *Hist. de l'Etat de France*, I, 149. — *Hist. ecclés.*, I, 270.

ont mieux senti que La Place la nécessité d'établir un fait à l'aide duquel la généralisation du nom fût rendue saisissable. Mais ici encore nous avons des raisons sérieuses à objecter.

Admettons, sans la contester, l'existence du roi lutin Huguet dans l'imagination superstitieuse des habitants de la Touraine : il n'est pas pour cela à nos yeux, tant que nous pourrons trouver quelque chose de plus satisfaisant, le parrain vraisemblable des huguenots de Tours et de la France entière. Faire émaner de Tours la première découverte du complot, est une contradiction de toutes les données historiques. La Planche raconte en détail, et l'*Histoire ecclésiastique* a adopté son récit, que ce n'est point de Tours, mais de Paris, et cela par le moyen de l'avocat Des Avenelles, que parvinrent à la cour les premières informations précises sur l'existence et la nature de la conjuration (1). Quant à ce qui concerne la première rencontre à main armée mentionnée par La Planche, la chose se passa, d'après sa propre narration, de la manière suivante : Après que Des Avenelles avait déjà fait ses révélations, les Guises envoyèrent des hommes de confiance, Sipierre, Villegomblain, Sancerre et autres, à Paris, Orléans. Tours, etc., avec commission de faire un appel aux milices pour la cause royale, d'occuper certains points stratégiques, et de s'assurer des munitions dont on pouvait disposer. C'est ainsi que le comte de Sancerre arriva à Tours, comme chargé d'un commandement royal. Le 14 mars, Castelnau, l'un des conjurés, en marche pour rejoindre La Renaudie, vint à passer près d'un faubourg de Tours, et s'aventura à le traverser sans mot dire, avec ses gens, séparés ou deux à deux. Sancerre, qui en fut informé, voulut arrêter Castelnau au passage. Celui-ci se mit sur la défensive ; quelques coups de feu furent tirés en l'air, et Castelnau, qui se vit trop tôt découvert, revint sur ses pas vers Saumur. Pendant cette courte escarmouche, Sancerre avait appelé à son secours les citoyens de Tours ; mais personne ne répondit à l'appel, chacun s'enferma chez soi, tiédeur que le commandant royal interpréta comme un signe de mauvaise disposition envers le roi, et qui, à la suite de son rapport immédiat, fut aussi très mal reçue par les Guises, et menacée par eux de punition (2).

Tel est le sommaire de l'événement à l'aide duquel La Planche

(1) La Planche, I, 110. — *Hist. ecclés.*, I, 262.

(2) La Planche, I, 122, s., 236, s.

veut expliquer la généralisation du nom huguenot. Nous avouons qu'il ne nous explique pas grand'chose. Depuis plus d'un mois, les Guises avaient connaissance du complot : leurs mesures étaient prises, leurs postes installés de tous côtés, pour arrêter ou écharper les colonnes des conjurés; le jour même où Sancerre en vint aux mains avec Castelnau, sans dépendance aucune de lui et de son rapport, des patrouilles royales amenèrent des prisonniers à Amboise, et toute l'affaire se termina dans les jours suivants, sans qu'une influence décisive de Sancerre ou de sa missive se manifestât nulle part. Dans la chaîne de ces événements, l'accident de Tours nous apparaît ainsi comme un anneau insignifiant, qui ne pouvait pas fournir de grandes révélations. Tout au plus, les Guises firent par lui l'expérience qu'à Tours aussi l'on n'avait nulle envie de prendre les armes pour leur cause. D'ailleurs, ce ne furent point les habitants de Tours qui expédièrent le rapport à Amboise, et eurent occasion d'y faire usage d'un nom local qui leur était familier, mais bien le chargé de pouvoirs du roi, envoyé auprès d'eux après la découverte seulement de la conjuration, et, de plus, ceux qui furent arrêtés dans leur marche par Sancerre n'étaient pas des visiteurs des conventicules de Tours, mais des étrangers qui ne faisaient que traverser la contrée. A raison de tout cela, La Planche ne nous satisfait point avec son explication. Il a reconnu, du moins nous le paraît-il ainsi, une certaine connexion entre la Touraine et le nom de huguenots (connexion qui existe en effet, comme nous le verrons plus loin), et il a cherché à tort à se l'expliquer par les relations locales de Tours : le lutin Huguet lui a fourni sa présomption passablement ingénieuse de l'origine du nom, et l'affaire de Sancerre et de Castelnau a dû lui servir tant bien que mal à s'expliquer sa diffusion.

Des historiens du XVI^e siècle qui suivent, les plus importants se prononcent ou bien avec La Place en faveur de la *porte Huguen*, ou bien avec La Planche, en faveur du *Roy Huguet* ou *Huguen*, la plupart avec désapprobation expresse de l'étymologie qu'ils n'ont pas choisie. La Popelinière se range avec La Place du côté de la porte, avec expulsion du fantôme (1); De Thou, au contraire, prend parti avec La Planche par le *fantôme* (2). De même, comme nous l'avons

(1) La Popelinière, I, 306.

(2) Thou, I, 4104.

déjà mentionné plus haut, l'auteur de la *Chronique protestante*, Pasquier, défend aussi le fantôme; mais, pour plus de sûreté, il se rapproche en même temps de la *porte* (1). Davila, en revanche, n'est que pour la porte, et, pour expliquer l'extension du nom, il ajoute que la ville de Tours est la localité d'où le protestantisme a pris véritablement son premier essor. C'est sans doute dans la même intention que De Thou observe qu'à cette époque la majorité des habitants de Tours a été protestante. C'est là encore un point que nous ne pouvons accorder. La ville de Tours n'a jamais joué un rôle dans l'histoire antérieure du développement du protestantisme; elle est à ce point de vue sans signification aucune, si on la compare à Meaux, Paris, Bourges, et quelques autres villes. Sa première communauté réformée s'organisa en 1556, et non sans grands débats intérieurs; et elle vécut d'une existence passablement insignifiante jusqu'en 1560, époque à laquelle elle fut, après l'attentat d'Amboise, dissoute pour quelque temps. Cela ressort suffisamment de ce que l'*Histoire ecclésiastique* nous rapporte sur son compte (2). Qu'ainsi, en mars 1560, la majorité des habitants ait été protestante, nous paraît être une assertion inexacte, si l'on veut parler d'une adjonction à la communauté protestante de cette ville, et une assertion tout au moins sans preuves, si l'on entend par là une secrète disposition au protestantisme.

Après avoir examiné dans ce qui précède quelques-unes des explications les plus usitées et réellement dignes d'une réfutation, nous nous permettrons d'en mentionner brièvement quelques autres, à raison seulement de leur singularité. Elles ont été en partie posées avec autant d'assurance que les précédentes.

Comme le nom des huguenots servait à désigner un parti hérétique, plusieurs se mirent dans la tête de le faire dériver de *Jean Huss*: *huguenots* devrait signifier comme les *guenons de Huss*! D'autres le rattachèrent à un prétendu sacramentaire *Huques*, du temps de Charles VI; d'autres même remontèrent jusqu'aux *gnostiques*. Tout ceci ne mérite point les honneurs d'une réfutation. Il en est de même de l'affirmation que les premiers mots, plusieurs fois répétés, du discours un peu embrouillé d'un orateur: « *Huc nos*, serenissime prin-

(1) *Rech. de la Fr.*, chap. I.V.

(2) Tome I, p. 105, 299, s.

ceps, advenimus, » ou bien : « *Ut nos,* » auraient été élevés à la dignité d'un nom de parti par les plaisanteries sarcastiques de quelques courtisans. L'explication de Castelnau n'est guère meilleure. D'après lui, des paysannes doivent s'être écriées, lorsque les bandes des conjurés revenaient d'Amboise en fuyant dans toutes les directions : « Ce sont de mauvais drôles qui ne valent pas un *huguenot* ! » Or, *huguenot* aurait été une pièce de monnaie, moindre en valeur qu'une *maille* (liard), en cours du temps de Hugues Capet. Il y a du plus grotesque encore que tout cela. Calvin, narre-t-on quelque part, aurait eu commerce avec une diablesse d'enfer du nom de *Nox* ; à chaque fois qu'il désirait la voir, il criait : *Huc, Nox* ! L'enfant qu'il aurait eu de cette relation satanique aurait été appelé de même *Huc-Nox*, et de là le nom de *huguenots* dont on a baptisé les disciples ou enfants spirituels de Calvin.

Venons-en maintenant à l'opinion qui nous paraît la seule valable. D'accord avec Tavannes, Diodati, Mézeray, Sismondi et Weber, je ne vois pas autre chose dans le nom de *huguenots* que la mutilation du mot *eidgenossen*. Tous les faits historiques l'appuient, et les doutes que l'on pourrait élever à l'encontre au point de vue philologique seront aisés à dissiper.

C'est particulièrement à Genève que nous devons chercher l'origine du nom. Il y avait là, depuis 1518, de grands mouvements populaires ; en face l'un de l'autre étaient deux partis politiques importants. L'évêque Jean, un bâtard de la maison de Savoie, agissait de concert avec le duc de Savoie pour dépouiller peu à peu Genève de ses libertés impériales et la ranger sous la domination de ce prince, dont le territoire l'enserrait de toutes parts, jusqu'au seuil même de ses portes. Afin de mieux résister à ces tentatives, une partie des citoyens chercha à amener une alliance avec Fribourg, et bientôt aussi avec Berne ; l'autre partie était savoyarde de sentiments. Or ceux qui désiraient s'allier aux deux villes confédérées reçurent de leurs adversaires l'épithète railleuse : *eidgnots*, ou bien *eignots*. Ils ripostèrent par celle de *mammeluks*, c'est-à-dire *esclaves*. Ces deux expressions passèrent promptement à l'état permanent de noms de partis. Les deux partis des *eignots* et des *mammelus* ne tardèrent pas à s'attaquer, d'abord à coups de couplets satiriques, ensuite à coups de poing. Les *eignots* vinrent à bout, en l'an 1526, d'effectuer la ligue de Genève avec Fribourg et Berne. Notons que l'homme qui dès le

commencement travailla avec le plus de zèle en faveur de cette alliance; qui, pour elle, se chargea de plusieurs missions diplomatiques, et parvint à atteindre son but en bravant toutes sortes d'obstacles et de dangers personnels, s'appelait *Besançon Hugues*, syndic de Genève, et peu de temps après capitaine général de la ville. Il était la tête du parti des *eignots*. La lutte intestine des deux partis, et les démêlés des *eignots* avec la Savoie subsistèrent longtemps encore, et les Fribourgeois eurent occasion de faire marcher des troupes au secours de leur nouvelle alliée. Lorsque la Réformation s'étendit en Suisse, ce fut le parti alors prépondérant des *eignots* qui lui fraya les voies dans Genève, et qui proclama l'indépendance aussi bien religieuse que politique de sa ville natale. Les *eignots* furent naturellement considérés par leurs adversaires comme des rebelles envers l'évêque et envers le duc; il arriva même que les Fribourgeois, qui étaient restés attachés à la confession romaine, rompirent avec Genève à propos de la Réformation; mais ses rapports avec Berne n'en devinrent que plus intimes.

Maintenant que le nom *eignots* ne signifie pas autre chose que *eidgenossen* (alliés), c'est chose trop évidente pour avoir besoin d'aucun commentaire. Mais à côté de cette forme un peu mutilée, il en existait une autre, comme nous le témoigne le chroniqueur de Genève, plus dénaturée encore, et indifféremment usitée avec l'autre, savoir, *huguenots* (1).

Le passage de la forme *eignots* à celle de *huguenots* était, comme l'observe très justement Sismondi (2), d'autant plus facile, que *Hugues* était le nom du chef des *eignots*, et qu'à dessein ou par méprise, on pouvait aisément les appeler ainsi. Peut-être aussi la satire trouvait-elle son compte dans la transition, vu que *huguenot* est le diminutif de *Hugues* (3). A l'aide de l'entremise du nom de *Besançon Hugues*, les difficultés élevées par Barthold à cause de l'aspirée *H* dans *huguenots* (4) s'évanouissent d'elles-mêmes. Nous pourrions, du reste, nous dispenser de cet auxiliaire. C'est un fait certain que le mot *huguenots*, dans le passé comme de nos jours, n'a jamais été généralement aspiré : ainsi, nous trouvons dans les procès-verbaux de 1561

(1) Spon, *Hist. de Gen.*, 3^e édit., II, 105, s.

(2) *Hist. des Fr.*, XII, 359.

(3) Le Duchat.

(4) *Deutschland und die Huguone*, I, 307.

du conseil municipal de Lyon : à *l'hugenault* (1); dans Blaise de Montluc : *d'hugenots*, et dans Spon : *d'huguenots*, exemples où l'apostrophe témoigne que l'H est muette. Que nous importerait d'ailleurs, si nous avions dans le nom des huguenots un échantillon de plus de cette singularité assez fréquente, d'une aspiration accolée par une bouche française à des mots allemands où elle n'a rien à faire? N'est-il pas arrivé à l'étymologiste Ménage lui-même de produire l'article allemand *ein* sous la forme d'un aspiré *hein*? Avec quel sans façon, au XVI^e siècle, l'on reproduisait dans sa langue les mots étrangers; de cela nous avons d'étonnants témoignages jusque dans les correspondances diplomatiques. La Mothe-Fénelon, par exemple, ambassadeur à la cour de la reine Elisabeth, travestit de la manière la plus variée le nom de la ville de *Emden*, en *Emdhem*, *Endem*, *Hemden*, *Henden*, *Hendem*; ailleurs, *Anthonne* pour Hampton, *Hatil* pour Athol, *Hirlande* pour Ireland, *Hormond* pour Ormond; *Bocast*, *Boucard*, *Boucaut* et *Buchard* pour Bukhurst; *Œxmester* pour Westminster, *joccondalles* pour joachimsthaler, etc.; Aubespine, ambassadeur à Madrid, masque le nom *Wilhelm Truchsess* derrière la caricature *Vilmen Trambesez*. De quelle importance, par conséquent, serait ici l'aspirée *huguenots*, lors même qu'un Besançon Hugues n'eût jamais existé?

Ainsi donc, le nom que nous avons à expliquer se trouve déjà dans Genève sous ses deux formes, *eignots* et *huguenots*, et il nous reste à éclaircir comment il passa aux protestants français.

Le lien religieux intime qui unissait Genève au protestantisme français, depuis que Calvin y agissait, est un fait trop connu pour que nous ayons besoin de le développer ici. Genève en devint la métropole. La profonde divergence, chaque jour plus frappante, qui séparait le luthéranisme du calvinisme, dut faire paraître bientôt comme très impropre le nom de *luthériens*, que l'on avait jusqu'alors donné aux protestants de France. Depuis longtemps le protestantisme en France avait été désigné comme dangereux au point de vue politique; il ne devint que plus suspect lorsqu'il entra en étroite relation avec la Suisse républicaine. Si huit ou neuf ans déjà avant le tumulte d'Amboise, Pasquier entendit donner aux protestants le nom de *huguenots*, ce fait tombe précisément au temps de l'édit de Châteaubriand, qui

(1) Péricaud, III, 4.

interdisait, sous les peines les plus sévères, toute importation de livres de Genève, aussi bien que tout envoi de lettres et d'argent aux émigrés qui s'y étaient réfugiés, en même temps que le procès des cinq jeunes prisonniers de Lyon et de bien d'autres témoignait combien l'on prenait ombrage des mouvements religieux de la Suisse.

L'on n'ignore pas à quel point avait trouvé faveur auprès de Henri II l'opinion que les réformés avaient une tendance démocratique hostile à la monarchie. De quelle manière les Guises firent-ils valoir contre eux cette considération, à l'issue de l'attentat d'Amboise, qui n'était en réalité dirigé que contre eux-mêmes?

Après que Des Avenelles eut donné aux Guises les premières nouvelles de l'existence du complot, ils le récompensèrent largement, le renvoyèrent à Paris, et par lui firent répandre que toute l'affaire n'avait pour instigateurs que les réformés : la haine publique devait par conséquent s'élever contre une doctrine dont les sectateurs avaient la soi-disant intention de se révolter contre le roi, de faire triompher leur religion avec l'épée au poing, de renverser le trône de France, et d'établir dans le pays une constitution cantonale républicaine (1).

Bientôt après, lorsque l'entreprise vint à éclater, ce ne fut point dans le mécontentement général contre les Guises, mais de nouveau dans Genève et dans le calvinisme que les édits royaux, dictés par les Guises mêmes, cherchèrent, ou du moins eurent l'air de chercher les causes de ce soulèvement. Livres et prédicateurs de Genève ont trompé la simplicité du peuple, la religion n'est qu'un masque dans ces affaires, l'on n'y vise qu'au renversement de tout ordre civil et politique, — ce sont là les idées principales qui sont développées dans ces actes publics, et contre lesquelles, dans les premiers temps du règne de Charles IX, le conseil et les théologiens de Genève publiaient encore des réfutations.

Rapprochons-nous maintenant du nom de *eidgenossen* et de sa variante *huguenots*, pour ce qui regarde la France. Les Guises, qui étaient accusés par les protestants eux-mêmes d'être les inventeurs ou les propagateurs de ce nom, doivent avoir eu parfaite conscience de la signification qu'ils voulaient lui donner. Or nous avons, relativement à cela, un libelle guisard très précieux, du printemps de

(1) La Planché, I. 413.

l'an 1562, époque de l'explosion de la première guerre civile. Il est rédigé avec autant d'intelligence que de sagacité, et a pour but de réfuter la proclamation de Condé du 8 avril. Les huguenots français y sont nommés *aignos* ou *aygnos* (c'est-à-dire évidemment *eidgenossen*). Les vieilles accusations contre les réformés y sont reproduites et appuyées par de prétendus aveux du parti. Un prédicateur réformé converti aurait, y est-il dit, confessé au duc de Guise, avec un profond repentir, qu'après une étude de sept années il était arrivé à la conviction que le calvinisme mène à la désobéissance envers les magistrats, et vise à l'établissement d'une liberté à la façon des cantons suisses. Cet aveu, poursuit le pamphlet, est rendu très vraisemblable par le nom *aignos* qu'ont pris les communautés réformées, ou plutôt *difformées*; car les Genevois, dont les rebelles d'Amboise sont issus, ont introduit dans leur ville bon nombre d'*eignos* lors de leur révolte contre le duc de Savoie; ensuite, ayant mis au vote si l'on voulait vivre à la manière des *eidgnossen* (en l'*aignossen*), et la majorité s'étant prononcée pour l'affirmative, ils ont chassé les croyants et les fidèles, auxquels ils donnaient le nom de *mammellus*, et se sont emparés de leurs biens (1).

Dans un autre passage du même libelle, il est dit au prince de Condé, avec une gentillesse toute diplomatique, qu'on ne lui suppose point, à lui personnellement, des vues séditeuses et intéressées, mais que ces vues existent chez un bon nombre des siens « nourriz en l'*aignossen* de Genève, » et qui ne pourraient revenir à l'obéissance vis-à-vis du roi sans être parjures à d'autres serments. Ailleurs, la ligue protestante d'Orléans est appelée une conjuration « que l'on a baptisée *association* en français, et en genevois *aignossen*. »

Les vues que le parti des Guises pouvait avoir, en transportant ainsi à dessein aux réformés de France le nom d'*aignos* ou *huguenots*, usité à Genève, dont il connaissait parfaitement l'histoire contemporaine, et en le généralisant à l'aide d'écrits partout répandus, se conçoivent d'elles-mêmes. Ce nom devait stigmatiser les réformés comme *hérétiques et rebelles à la manière des Genevois*; il devait servir à dissimuler l'indignation nationale, qui avait essayé à Amboise de se décharger contre l'administration des Guises, derrière le fantôme d'une faction étrangère n'ayant d'autre but, sous le masque de

(1) *Mém. de Condé*, III, 241.

la religion, qu'un bouleversement politique et social. Ce n'est en particulier qu'un rusé tour de finesse, là où le pamphlet donne à entendre que les réformés eux-mêmes se sont donnés le nom d'*aiguos*. Son auteur n'ignorait pas aussi bien que tout autre que le roi, par son édit du 19 avril de l'année précédente, avait interdit l'emploi de ce nom comme étant injurieux ; or, un parti n'invente jamais, pour son usage, un terme qui l'offense, quoi qu'il puisse parfois, comme les *gueux* par exemple, saisir au vol celui que ses ennemis lui adressent, et s'en faire un titre d'honneur. Les huguenots, pour leur part, n'ont jamais autrefois été fiers de cette dénomination.

Tavannes, l'ennemi implacable des huguenots, marche plus tard dans la voie qui lui avait été antérieurement tracée par le libelle. Remontant aussi pour la dérivation du nom au mot *eidgenossen*, il ajoute : « *Tels se sont nommés* ; et ayant toujours désiré les premiers ministres venus en France d'y établir l'état populaire, usèrent de ce terme d'*eidgenossen* parmi les huguenos, qu'ils ne voulaient que tout le monde entendist ; et les premiers de cette religion tenaient à honneur ce que leurs successeurs ont estimé à honte » (1). Ceci n'a pas besoin d'autre réfutation.

Si, comme nous l'avons observé plus haut, le nom des huguenots entra en circulation, et cela par le moyen des Guises, à l'époque du tumulte d'Amboise, sa relation avec la Touraine s'explique tout naturellement, les Guises résidant alors à Amboise, et Amboise étant en Touraine. Maintenant, que La Place et La Planchette, à défaut de meilleurs renseignements, aient jeté les yeux sur Tours, capitale de la province, et aient trouvé leur satisfaction, à la suite de leurs recherches, l'un dans la porte *Hugon*, l'autre dans le roi *Hugnet*, cela ne doit point nous étonner, mais aussi ne pas lier notre jugement.

Encore, tout en passant, une remarque à l'appui. A côté du nom de *huguenots*, eut cours pendant quelque temps dans certains endroits, nommément dans le Poitou, le nom de *fribourgs* ou *fribours* pour désigner les réformés (2). Ceci nous ramène de nouveau à Genève et à ses *eidgenossen*, qui, comme on sait, entrèrent d'abord avec Fribourg en confédération politique. Le fait que Fribourg ne tarda pas à devenir dans le domaine religieux une tranchante opposition

(1) *Mémoires*, II, 460.

(2) La Popelinière, I, 306. — Ménage, *Dict. et.*

de Genève et du calvinisme n'empêcha point qu'en France, soit par ignorance, soit avec intention, on ne se servît d'un nom qui portait dans tous les cas en lui-même une flétrissure politique pour les réformés.

Nous terminons cette excursion philologique par la remarque justificative que nous ne lui aurions pas donné une telle extension, si de semblables développements ne nous avaient paru nécessaires par suite de la circonstance que, tout récemment encore, des autorités considérables, comme Gieseler (1) et Barthold, ont révoqué en doute la vérité de l'étymologie que nous avons admise et que, pour leur compte, ils s'en sont tenus à la porte *Hugon* ou au *Roy Hugon*. Se confier avec Gieseler en ce que nous dit l'histoire ecclésiastique, comme venant de Bèze lui-même, est déjà chose dangereuse, vu que Bèze n'est certainement pas, en général, l'auteur de cet ouvrage, et que, dans tous les cas, le passage en question a été positivement emprunté d'ailleurs. Du reste, Bèze en serait-il réellement l'auteur que nous ne pourrions, malgré cela, lui accorder une autorité absolue, pour ce qui regarde les rapports avec la Suisse; ce livre ne place-t-il pas, par exemple, la ville de Zurich dans le canton de *Suich* (évidemment Schwitz)? Enfin, je ne vois pas bien clairement sur quoi Barthold se fonde pour affirmer que le nom de *Hugue* ou même de *Hugon* est le nom d'un hérétique; du moins n'existe-t-il rien qui l'y autorise dans les sources qu'il a citées.

Nous est-il permis d'ajouter quelques observations à la suite de cette longue dissertation? Elle ralliera probablement à ses conclusions la plupart de ses lecteurs par la finesse ingénieuse de sa critique et la manière plausible dont elle semble dénouer les principales difficultés de la question. Elle nous avait gagnés complètement nous-mêmes, nous l'avouons, sur l'impression favorable d'une première lecture, et c'est parce que nous la jugions de tous points irréfutable que nous avons entrepris de la traduire; ensuite, une étude plus attentive du problème, naturellement amenée par le travail de la traduction, quelques recherches indépendantes faites pour contrôler les assertions de l'auteur, nous ont insensiblement conduits, si ce n'est à une conviction entièrement opposée, tout au moins à des doutes qui nous paraissent assez sérieux pour que nous soyons autorisé à les

(1) *Kirchen geschichte*, t. III, s.; I, p. 535.

reproduire ici. — Une considération avant toutes nous a frappé dans la discussion du terme *luquenot* : c'est qu'entre les diverses étymologies qui ont été données au XVI^e siècle pour en expliquer l'origine, il n'y en a qu'une de vraiment sérieuse par le nombre et la qualité des historiens qu'elle compte en sa faveur, celle qui la fait remonter à la ville de Tours ; l'étymologie *cidgenossen* lui est de beaucoup postérieure, ou du moins ne compte que Tavannes pour représentant parmi les historiens contemporains. La Place, La Planche, de Thou, Pasquier, Bèze (ou son secrétaire Des Gallards), d'Aubigné, Davila, La Popelinière, toutes les notabilités historiques de l'époque nous adressent, et cela de la façon la plus catégorique, à la ville de Tours, aucun d'eux à Genève. Sans être un défenseur quand même du témoignage externe, il faut reconnaître que ce témoignage a quelque droit à nos respects, lorsqu'il se présente en si bonne et si nombreuse compagnie, et, notons-le bien, en compagnie contemporaine du fait en question, alors, par conséquent, que l'influence de la tradition ou l'autorité d'une opinion individuelle ne pouvait en rien altérer l'indépendance de jugement de chacun de nos écrivains. C'est là, il est vrai, une considération tout *à priori* et qui n'entame pas sensiblement l'argumentation de notre historien ; mais cette argumentation elle-même est-elle sans réplique ? Nous pouvons, en quelques mots, l'analyser ainsi : les défenseurs de Tours ne s'accordent pas entièrement sur la filiation du nom, et accompagnent leur étymologie d'éclaircissements historiques inexacts ; d'où rejet absolu de leur témoignage. En second lieu, le terme en question a une ressemblance frappante, si ce n'est une parfaite identité avec un terme genevois contemporain ; d'où probabilité aprioristique qu'ils ne sont qu'une seule et même chose. Enfin, les protestants eux-mêmes attribuent l'invention du mot aux Guises ; ceux-ci étaient évidemment intéressés à les confondre dans l'opinion publique avec des révolutionnaires étrangers au pays ; de plus, des écrivains de leur parti ont positivement exploité dans ce sens la dénomination genevoise ; d'où explication du pourquoi de son introduction et certitude historique de sa seconde origine.

Pour ce qui regarde le premier point, je ne saurais attribuer autant d'importance que M. Soldan à la bigarrure d'opinions des historiens qui ont déposé en faveur de la ville de Tours : les erreurs historiques qu'il a relevées avec beaucoup de sagacité dans leurs diffé-

rents récits n'ont à mes yeux qu'une valeur extrêmement secondaire ; que tel ou tel d'entre eux ait vu mal à propos dans un rapport militaire le point de jonction du nom avec la cour, ce n'est guère qu'un accessoire qui importe peu à la cause ; en admettant que le nom soit venu au monde dans Tours, je puis très bien concevoir, tout en ne pouvant en rendre exactement le compte historique, qu'il ait fait en peu de temps, à l'aide d'un véhicule quelconque, le trajet de cette ville à une résidence royale qui n'en était distante que de quelques lieues ; ce n'est donc point sur ces inexactitudes de La Place, de La Planche et même de De Thou que je me crois fondé à rejeter leur témoignage. Sera-ce, parce qu'ils sont en désaccord sur le fond de la question, et que les uns s'abritent sous une porte Hugon, tandis que les autres s'accrochent au vêtement d'un fantôme ? Le désaccord ici n'est qu'apparent, la porte ne tirant son nom (du témoignage même de Pasquier, d'une importance très grande dans cette discussion,) que de celui du fantôme qui l'aurait honorée de ses visites de préférence à tout autre quartier de la ville. La contradiction d'ailleurs existerait-elle, qu'elle me serait une preuve que tous ces historiens ont jugé très indépendamment les uns des autres ; et s'ils sont unanimes, comme ils le sont en effet, sur le point essentiel, le lieu d'origine, cet accord me paraît mériter si ce n'est une adhésion entière, du moins la plus haute considération.

Quand au second point, j'avoue qu'il ferait pencher décidément la balance en faveur de Genève, s'il était bien avéré que le terme *huguenot* était indifféremment usité, du temps de ces luttes intestines, concurremment avec *cignots*, la similitude parfaite du nom emportant d'elle-même l'identité d'origine ; mais je crains bien qu'en l'affirmant M. Soldan ait été un peu la dupe de ses propres préventions. Le passage de Spon, sur lequel il s'appuie, n'a point la valeur qu'il lui attribue. Spon a écrit son histoire de Genève près de deux siècles après les faits qu'il raconte (la première édition a paru en 1680), et l'on n'ignore pas sur combien de points sa critique historique a eu besoin d'être corrigée ; dans ce cas particulier, son amour-propre d'écrivain était en jeu ; il s'agissait pour lui de l'honneur d'une thèse dont il semble se décerner naïvement un brevet d'invention, à savoir que le vocable français et le vocable suisse sont frères ; et cet amour-propre lui a fait croire très légèrement à une identité d'expression que ses sources mêmes n'autorisaient pas. Je dis *ses sources*, et la

preuve, c'est qu'une fois son opinion sur l'étymologie huguenote lancée en passant (avec un dédain, entre parenthèse, assez impertinent de l'opinion contraire dont il n'a l'air de connaître qu'un seul représentant, et lequel ! le jésuite Petau!), il ne mentionne plus le nom de *huguenot* dans la suite de son histoire genevoise, si ce n'est dans un seul passage où sa préoccupation apologétique ressort trop évidemment pour que nous n'y suspicions pas sa loyauté d'historien. Il y a plus : la forme même *eignots* ou *eidgnots* à laquelle il s'attache de préférence, est une forme purement arbitraire et qui lui servait de juste milieu pour satisfaire tout à la fois sa conscience et son amour-propre d'écrivain. Dans les documents qui nous sont restés de cette époque tourmentée de l'histoire de Genève, dans les chroniques de Bonnivard, par exemple, l'une et l'autre formes y sont totalement invisibles, et c'est *eidgnoss* (prononcez *aïdgnoss*) qui y est le seul nom désignatif du parti indépendant. D'*eidgnoss* à huguenot (*huganaon* ou *higanaou*, dans le langage roman des provinces centrales et méridionales de la France), il y a un assez grand pas, et je ne vois pas trop quelle parenté il y a entre les deux, si ce n'est peut-être une sorte de cousinage à la mode de Bretagne. — Le témoignage documentaire faisant absolument défaut, reste à M. Soldan la ressource de l'induction historique : celle de notre auteur, qui s'appuie sur l'autorité, nullement infallible, d'ailleurs, de Sismondi, est-elle bien fondée, et Besançon Hugues serait-il le parrain vraisemblable du terme en litige ? Serait-elle autorisée par les faits, que cette induction ne pourrait, en aucun cas, contrebalancer le silence positivement négatif des documents ; mais elle me paraît elle-même très hasardée. Il s'en faut de beaucoup, en effet, que Hugues ait joué le premier rôle dans l'histoire du parti des *eidgenossen* ; d'après le témoignage de Spon lui-même, témoignage beaucoup plus significatif dans les mémoires du temps, ce n'est point Hugues, mais Berthelier, qui est le promoteur de l'alliance avec Fribourg, qui par son influence prépondérante et son action courageuse parvint à la faire triompher de l'opposition haineuse de ses adversaires, Berthelier, resté dans la mémoire de ses concitoyens comme le véritable héros de l'indépendance genevoise. Si, après sa mort héroïque, la personnalité de Hugues devint plus éminente dans Genève, il n'est pas pour cela reconnu comme chef de tout le parti ; il n'en est que l'un des chefs les plus influents et les plus courageux, à côté de Bonnivard, de Levrier et autres ; lui reconnaitrions-

nous d'ailleurs à cette époque une supériorité réelle d'influence dans les affaires des *eidgnoss*, que nous n'en pourrions rien conclure pour la déviation probable de la forme première du terme ; ce terme était déjà d'assez longue date uniquement usitée sous cette forme, et l'on sait combien peu la multitude aime à modifier ses expressions pas plus que ses usages populaires ; dès cette époque d'ailleurs, presque immédiatement après la mort de Berthelier, les dénominations *mammelus* et d'*eidgnoss* cessèrent d'être usitées dans Genève; Bonni-vard, par exemple, ne désigne plus que sous le nom de *forensifs* (exilés) ceux de ce dernier parti qui suivirent Hugues à Fribourg, dans un moment de réaction des événements en faveur de la Savoie; alors, ce semble, qu'il avait la plus belle occasion du monde de les appeler *huguenots*, si cette variante avait jamais été employée par allusion à l'un de leurs chefs. — Nous ne voyons donc entre *eidgnoss* et *huguenots* qu'un rapport de forme purement accidentel et dont nous ne devons point chercher l'origine dans Genève.

Reste enfin à savoir si les Guises ont été les premiers en France à faire usage de cette dénomination sous l'une ou l'autre forme, s'ils en sont, en un mot, les véritables *introduceurs*. Il est bon d'observer tout d'abord qu'en ceci M. Soldan est en opposition formelle avec les historiens de son bord, Tavannes, Diodati, Mézeray, qui affirment tous que le nom aurait été importé de Genève par les réformés eux-mêmes. A n'envisager, en effet, que le mode habituel de relation de la Suisse française avec la France, qui n'était autre que les rapports religieux des réformés des deux pays, cette opinion serait la plus plausible ; mais elle vient se heurter contre le fait parfaitement relevé par M. Soldan qu'à aucune époque de leur histoire, les protestants français ne se sont fait gloire de porter ce nom, par conséquent contre son impossibilité morale. Les réformés étant donc mis hors de la question, devons-nous sérieusement penser aux Guises ? Je ne crains pas d'avancer que cette affirmation n'est qu'une hypothèse gratuite, qu'il est impossible d'établir sur des bases historiques. Notre écrivain se croit en droit d'invoquer là-dessus le témoignage des protestants eux-mêmes, c'est-à-dire au bout du compte le témoignage d'un seul pamphlétaire du parti, dont il a du même coup ruiné lui-même l'autorité en démontrant la sottise de son commentaire sur l'intention qu'à ce propos il attribue aux Guises ; mais cette assertion, assurément suspecte, d'un inconnu, peut-elle avoir

quelque importance à côté du silence négatif de tous les écrivains protestants de cette époque? Si les Guises ont été les premiers à mettre ce nom en avant, s'ils l'ont emprunté d'un pays voisin pour en faire la symbolisation de tendances révolutionnaires du protestantisme français, pareille entreprise ne s'est sans doute pas effectuée sans provoquer une vive contradiction du côté du parti réformé, sans laisser par conséquent une empreinte sensible de son passage dans la polémique si virulente de ces temps! Comment donc se fait-il que nous n'en trouvons aucune trace dans les documents historiques du siècle, qu'en dissertant sur le terme *huguenot* aucun des historiens contemporains ne nous renvoie aux Guises comme à son auteur, qu'ils se soient tous mis martel en tête pour lui découvrir une étymologie dont la véritable origine se serait pourtant confondue avec les préoccupations les plus ardentes de leur carrière de réformateurs et d'écrivains? Ce silence complet de leur part a quelque chose de tout au moins surprenant, il faut en convenir. M. Soldan s'appuie, il est vrai, à cet égard sur un pamphlet guisard de l'année 1562; mais ce pamphlet, qui ne désigne les protestants que sous le nom *aiguos*, alors que, bien positivement, ce nom n'a jamais apparu en France dans la lutte des passions populaires de l'époque, qui de plus prend tant de soin à expliquer sa signification politique étrangère, d'une date trop récente d'ailleurs pour faire autorité dans la question, dépose, ce nous semble, plutôt contre qu'en faveur de l'opinion de notre historien. Si, à la connaissance des Guises, les termes *eignoss* (corrig. *vidgnoss*) et *huguenots* ont été indifféremment usités dans Genève, comment le seul document qui nous reste de leurs intentions conjecturales à cet égard ne fait-il mention que de la première forme? Si c'est sous cette forme qu'ils ont introduit la dénomination en France, comment s'expliquer la modification que lui a fait subir le langage populaire? Si antérieurement déjà à la date du pamphlet, ils ont tâché de flétrir par l'emploi de ce terme les vues politiques des réformés, pourquoi cet acharnement de notre libelliste à catéchiser inutilement son public? Évidemment, son pamphlet n'est autre chose que l'œuvre d'un bel esprit, assez au courant de l'histoire de Genève, qui a cherché à exploiter une ressemblance fortuite de termes pour discréditer le nationalisme protestant, sans avoir néanmoins le courage d'affirmer hardiment leur identité. — Toute argumentation contraire vient d'ailleurs se briser contre cette

objection que nous fournit Pasquier; s'il a réellement entendu en Touraine, pour la première fois, le terme *huguenot*, huit ou neuf ans déjà avant la conjuration d'Amboise (et nous pouvons aisément l'en croire, ce n'était point une cervelle fêlée), comment concilier cette donnée historique avec l'idée que les Guises même ont gratifié les protestants de cette dénomination? A cette époque, ils ne se préoccupaient guère de leur opposition politique; ils étaient assez occupés à consolider contre d'autres adversaires leur crédit à la cour; dans tous les cas, cette cour ne siégeait pas alors, que je sache, à Amboise, et ce n'est sûrement pas dans ce coin du territoire, éloigné de la capitale, qu'ils auraient songé à expérimenter les effets de leur méphistophélique invention.

Quelques mots pour conclure, et nous avons fini. Ce débat étymologique nous a mené si loin que nous doutons fort que l'attention de nos lecteurs soit assez courageuse pour nous suivre jusqu'au bout. Nous ne voulions d'abord que leur soumettre quelques observations à la suite de la dissertation de notre historien, et nous en sommes venu, sans nous en douter, à lui contester toutes ses conclusions et à nous ranger décidément du côté de ses adversaires. Vouloir rendre compte de tous les faits dans une question de cette nature me paraît être une entreprise un peu hasardée, les noms de partis se confondant à leur origine avec des passions populaires dont les ressorts intimes échappent au bout de quelque temps aux regards investigateurs de l'historien. Je crois néanmoins que nous sommes assez bien partagés pour ce qui regarde le sobriquet dont nos pères ont été baptisés au XVI^e siècle, et qui subsiste dans toute sa vigueur là où l'ignorance et le fanatisme séparent encore les deux religions. C'était incontestablement un *sobriquet* dont la cause doit avoir par conséquent en soi quelque chose de ridicule; c'était de plus un sobriquet éminemment populaire, et c'est des entrailles mêmes de la vie du peuple qu'il a dû tirer son origine. Ni de la cour, ni des salons des grands, ni de la presse politique, il n'est descendu en bas pour pénétrer dans la multitude; c'est sur le pavé même de la rue qu'il a vu le jour, et c'est ricané par une populace fanatique dont il personnifiait la haine méprisante qu'il a fait le tour de la France et a sottement stigmatisé la plus noble de ses révolutions. Nous doutons fort que la glose savante des Guises, si elle avait jamais tenté en France

la naturalisation des *eidgnoss* (1), eût été comprise de la foule et eût rapidement joui de semblable fortune ; nous voyons, au contraire, tous les éléments indispensables d'un pareil succès dans l'hôte fantastique de la bonne ville de Tours, et nous n'hésitons pas, quoi qu'il en coûte à notre amour-propre, à l'accepter pour parrain, muni qu'il est des lettres de recommandation des plus sensés personnages du temps et de toutes les pièces nécessaires pour établir son identité. Quelque éloigné que nous soyons ainsi, en finissant, de notre point de départ, qui ne tendait à rien moins qu'à cette réconciliation, nous ne saurions méconnaître l'étendue des services que M. Soldan a rendus aux débats de cette cause ; il a été le premier à faire bonne justice de tous les éléments étrangers au procès et l'a sagement établi sur son véritable terrain ; nous ne regrettons en rien, par conséquent, le long emprunt que nous avons fait à l'un de ses ouvrages, et nous le prions d'excuser la témérité de notre critique, si ces quelques lignes viennent par hasard à tomber sous ses yeux. E. A.

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE **DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.**

LA PERSÉCUTION DE L'ÉGLISE DE METZ

descrite par le sieur JEAN OLRV

Cy-devant avocat au parlement, et notaire royal en ladite ville,

Et où l'on voit en même tems plusieurs curiositez que l'auteur a remarquées pendant son exil dans l'Amérique, tant à l'égard des mœurs et coutumes de ces peuples, qu'à l'égard des fruits et autres raretés.

Hanau. Par Samuel Ammon, 1690. Un vol. in-12 de 182 pages.

Entre les ouvrages rares publiés à l'étranger par les réfugiés protestants de France après la révocation de l'Edit de Nantes, celui dont nous venons de transcrire le titre tout au long doit être signalé comme rarissime. Nous n'en connaissons point d'autre exemplaire que celui qui existe à la bibliothèque de Cassel et d'après lequel un ami avait bien voulu nous en faire la

(1) Nous appliquons la même réflexion au mot *Fribours*, qui doit avoir certainement son explication dans les relations locales du *Poitou*, et non point dans un canton de la Suisse dont ses habitants ignoraient sans doute l'existence.

description, et l'analyse exacte que nous reproduisons aujourd'hui du récit de Jean Olry.

En tête du volume se trouve une épître dédicatoire de l'auteur à sa femme et à ses enfants, datée de Cassel, le 2 juin 1690.

Dans une préface de deux pages, Ammon prévient le lecteur contre les fautes d'impression de ce petit livre, qu'un proche allié de l'auteur a fait imprimer à son insu, bien que le mémoire ne fût point destiné à la publicité.

Le fait est que ce petit ouvrage, intéressant par les faits et les noms, n'a aucun mérite de style et qu'il accuse de la part de son auteur une excessive ignorance de la géographie et des sciences naturelles.

La persécution de l'Eglise de Metz.

Jean Olry rappelle d'abord qu'il a été emprisonné le 20 décembre 1687 dans la citadelle de Metz, puis transféré à la Martinique, d'où il est revenu en Europe par la Hollande.

Le 20 octobre 1685, fermeture du temple, après que les scellés ont été apposés sur les coffres et armoires par le procureur général au Parlement. C'était un samedi, vers 5 heures du soir.

L'Assemblée des anciens envoie immédiatement deux députés au roi. — Il ne nomme point ces deux députés. — Les pasteurs et les anciens s'empressent, pendant la nuit, de faire prévenir le peuple de ne point se rendre au temple le lendemain, et les inviter à prier chez eux.

Lundi, 22 octobre, publication à l'audience du Parlement de la révocation de l'Edit de Nantes et de celui de Nîmes, dont l'enregistrement fut ordonné sur la réquisition du procureur général.

Aussitôt après les ordres sont donnés d'aller abattre notre temple avec les bâtiments qui en dépendaient. Alors on vit une grande populace courir à l'exécution de ce projet... Leur diligence fut si grande à miner ces édifices, que le soir il ne paraissait pas qu'il y eût eu autrefois aucune apparence de temple en ce lieu-là.

Dieu fit la grâce, le même jour, à plusieurs fidèles de pouvoir se saisir de leurs meilleurs effets et quitter la ville avec leurs familles pour s'acheminer vers l'Allemagne. — Mais, le mercredi suivant, on établit des gardes aux portes de la ville, ce qui empêcha nos frères de sortir de captivité; — de plus on dépêcha des ordres aux habitants des campagnes de garder les passages.

Quelques jours après, il arriva des ordres de la cour qui condam-

naient aux galères les hommes qui seraient pris dans le dessein de se retirer hors du royaume, et les filles à entrer dans des couvents, après avoir été rasées.

Puis nos pasteurs nous furent enlevés, et nous fûmes privés de leurs consolations qui nous étaient si nécessaires. Mais le roi le voulait, et il fallait obéir.

Projet d'évasion pour l'Allemagne concerté entre les principales familles de la ville. Une soixantaine de personnes parviennent à s'évader; mais, dénoncées par un maire de village, les fugitifs sont arrêtés par un détachement de dragons, après s'être vigoureusement défendus. Obligés de se rendre, ils sont conduits à la forteresse de Hombourg, où ils furent bien traités. Quelques-uns, séduits par ces bons traitements, ont succombé.

1^{er} novembre. — Le président Colbert fait mander Olry, et lui déclare qu'il a reçu ordre de la cour de lui défendre (à lui, Olry) de faire aucune fonction de sa charge de notaire, jusqu'à ce que le roi en ait ordonné. — Tous les autres officiers ministériels de la religion reçoivent la même défense.

Quelques jours après des juges du Présidial, assistés du procureur du roy, se transportent chez tous les officiers ministériels protestants : les papiers sont mis sous les scellés et les études fermées.

Système de vexations résultant du logement, chez les réformés, des militaires les plus difficiles et les plus insolents. Les autorités répondant à leurs plaintes : « Vous avez le remède à tous ces maux en quittant vos erreurs, suivant le désir du roi... »

Ordonnance déclarant les parents responsables de la fuite de leurs enfants.

Emprisonnement de plusieurs pères de famille, que l'on est bientôt obligé de relâcher.

Autres emprisonnements, ou condamnations à l'amende sous prétexte de manque de respect au saint sacrement. — Tout accusateur cru sur parole.

Efforts tentés auprès des prisonniers et de leurs familles pour les porter à embrasser le catholicisme.

Profanation du corps de *Robin* (ordonnier), qui avait refusé d'abjurer la veille de sa mort. On le fait traîner sur une claie et conduire à la voirie.

Pareil traitement infligé au corps du conseiller au Parlement, *Chennevix*, vénérable magistrat mort octogénaire (1).

La femme de Jean *Baudesson*, marchand, ayant également refusé de se faire catholique à ses derniers moments, son corps fut transporté à la prison, puis traîné sur une claie et conduit par le bourreau à la voirie.

Indignation de l'évêque de Metz et de quantité d'autres catholiques.

Arrivée de dragons et autres troupes à Metz, à l'unique intention des protestants.

Convocation, par l'autorité, des protestants à l'hôtel de ville. L'intendant leur déclare que l'intention du roi est qu'ils se fassent catholiques, à l'imitation de leurs frères de France qui avaient déjà obéi au roi. — La grande majorité des membres présents signent leur abjuration. On impose aux autres des dragons, qui les violentent de toutes façons. Olry, après avoir essuyé l'insolence de ses garnisaires, abandonne, avec sa famille, son habitation à la discrétion de huit dragons *enragés*. Ils pillent et dévastent la maison.

Olry se décide à se rendre chez l'évêque pour signer son abjuration. Ses dragons lui sont aussitôt enlevés.

Novembre 1685. Le gouverneur (M. Bouffleur) exige que les protestants envoient leurs enfants au catéchisme deux fois par semaine, sous peine de dragons garnisaires. Le gouverneur, avec beaucoup de militaires, assistait souvent au catéchisme.

Peines sévères prononcées (dans les édits) contre les personnes qui viendraient à donner asile aux protestants. — Publication nouvelle par toute la ville.

Olry, après son abjuration, a beaucoup de peine à retrouver sa famille dispersée. Enfin, après quatre jours de recherches, il rejoint sa femme et sa fille, qui avaient passé plusieurs nuits dans la synagogue et laasure de la citadelle. Aussitôt réunis dans leur maison, les femmes sont obligées d'abjurer, sous peine du couvent. Elles se décident à se rendre chez un curé, qui reçoit leur signature.

Olry est remis en possession de son étude de notaire.

Le parti persécuteur profite de l'obligation où est le nouveau converti de recevoir beaucoup de gens le dimanche pour l'accuser d'être

(1) Voy. *Bull.*, t. III, p. 566, un article de M. O. Cuvier sur Chenevix.

mauvais chrétien et esprit dangereux. Il est bientôt marqué à l'encre rouge, et son office de notaire en est le prétexte ou la cause.

1687. — Les conversions ne marchant point assez rapidement, M. Bouffleur se laisse persuader de proposer à la cour l'exil de quelques-uns des principaux protestants. Une liste est donc formée.

Le 20 décembre 1687. Un officier et plusieurs soldats arrêtent Olry dans son lit, et le conduisent à la citadelle. Bien traité du commandant. — Il se trouve là en compagnie de plusieurs de ses coreligionnaires et concitoyens arrêtés pour le même délit : MM. de Mainvillier, de Paydarest et de Rochefort, capitaines d'infanterie.

21 décembre. Le gouverneur Bouffleur fait pendre deux protestants de la campagne, pour avoir tué des paysans qui voulaient les arrêter; avec eux sont pendus aussi deux pauvres gens qui leur avaient donné asile.

22 décembre. Olry, Paydarest et Mainvillier sont transférés à Verdun, et incarcérés dans la citadelle de cette ville. Le gouverneur les traite fort bien et leur fait partager sa table.

La femme et la fille d'Olry sont envoyées dans un couvent de Franche-Comté, voisin de Besançon; mais il ignore leur sort.

1688. — Olry est rejoint à Verdun par d'autres protestants de Metz.

Dans les derniers jours de janvier, on extrait tous les prisonniers de la citadelle, après leur avoir mis des fers aux pieds; on les place sur deux voitures, qui se mettent en marche sans qu'on leur dise le lieu de destination.

Ils étaient là onze Messins : Olry et Goffin, avocats au parlement; de Rochefort, de Paydarest et de Mainvillier, tous les trois capitaines d'infanterie; Madame Goffin, épouse de l'avocat; de la Cloche, de Failly, Marc et Guerse, ce dernier cordonnier.

Le convoi va coucher à Sainte-Menehould, puis à Châlons; après quoi on traverse Orléans, Blois, Amboise, Poitiers, Saint-Maixent; on arrive à la Rochelle, et enfin à l'île de Ré, pour être renfermés dans le fort de cette île.

Les exilés sont accueillis sur toute leur route par de nombreuses marques de sympathie, surtout dans le Poitou et à la Rochelle.

Après trois semaines de séjour au fort de l'île de Ré, les prisonniers sont embarqués sur un navire marchand de la Rochelle, en destination de la Martinique. En arrivant au bâtiment, ils y trouvent trois dames qui les y attendaient depuis deux jours, pour leur offrir.

de la part de leurs frères de la Rochelle, un assortiment de vivres délicats, de vins, de sucrerie, linge, vêtements de toutes sortes, menus ustensiles de ménage, et quelque peu d'argent. (2 mars.)

Avril 1688. — Les onze exilés arrivent à la Martinique en bonne santé, et sont bien accueillis de tous. — L'ordre du roi au gouverneur enjoignait de mettre des terres à leur disposition. Aucun n'en veut profiter.

Mai 1688. — Le 30 du mois suivant, Olry, de Manivillier, de Faily, de la Cloche et Guerse, trouvent moyen de s'échapper. Ils gagnent l'île de Saint-Christophe, l'une des Caraïbes, et se rendent de là à Amsterdam.

MM. de Rochefort et de Paydarest s'étaient enfuis quelques jours auparavant; Marc et Simon étaient placés dans des maisons de commerce; M. et Madame Goffin avaient refusé de s'évader sur un navire hollandais.

Juillet 1688. — Arrivée d'Olry à Amsterdam, avec Manivillier.

Olry quitte Amsterdam pour Utrecht, où il séjourne plusieurs mois. Il retrouve dans cette ville plusieurs de ses coreligionnaires de Metz : le pasteur *Jennet*, le marchand *Ernehin*; d'excellents autres prédicateurs français : *Sorin*, *Jannisson*, *Martin*.

Une fille d'Olry avait épousé à Metz, le 18 novembre 1682, M. Klaute, commissaire conseiller des guerres du landgrave Charles de Hesse, ce qui détermine Olry à se rendre à Cassel, sur les instances de ses enfants.

Il va d'abord à La Haye, où il retrouve encore deux Messins : le colonel de génie *Le Goullon*, et le pasteur *du Vivier*; et trois autres Français de sa connaissance : *Muysson*, conseiller au parlement de Paris; *Larcher*, capitaine aux gardes, et *Fériet*, lieutenant au même corps.

A Rotterdam, il visite M. *Jurieu*.

Olry arrive à Cassel en avril 1690, s'y établit auprès de ses enfants, et y est bientôt rejoint par sa plus jeune fille, qu'il avait confiée, avant son départ, à une famille de Stuttgart.

N. B. Olry était d'un âge avancé lorsqu'il est venu habiter Cassel. Je n'ai point encore trouvé d'autre trace de son passage que le petit ouvrage dont je viens de faire l'extrait ci-dessus, et j'ignore s'il existe en Hesse une famille du nom de *Klaute*.

A. DE M.

Cassel, mai 1854.

BIBLIOGRAPHIE.

L'ÉGLISE SOUS LA CROIX, PENDANT LA DOMINATION ESPAGNOLE.

CHRONIQUE DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE LILLE

par CH.-L. FROSSARD, pasteur. — Paris, Grassart et Meyrueis; Lille, Beghin
et Minart. 1857. In-8° de xx et 336 p.

Nos lecteurs ont eu les prémices de cet important travail. La communication que M. Ch.-L. Frossard a bien voulu faire à notre Société, et qui a été insérée au *Bulletin* (t. V, p. 338), donne une idée de l'intérêt qui s'attache à son livre. Fruit de trois années de patientes investigations dans des manuscrits que leur vétusté et leur délabrement condamne à disparaître dans peu, ce volume sauve du naufrage des noms et des faits bien dignes de mémoire, que la plupart des historiens avaient jusqu'ici ignorés ou négligés, et en le publiant, en complétant ainsi les pages que Crespin a consacrées aux martyrs de la châtellenie de Lille et des Flandres, M. Frossard a sans contredit rendu un service signalé.

L'ouvrage est divisé en trois parties, qui se présentent d'elles-mêmes : Introduction, — Chronique proprement dite, — Pièces justificatives. Nous ne croyons pouvoir mieux le faire connaître dans son ensemble et le mieux recommander à nos lecteurs qu'en mettant sous leurs yeux la table même des matières qu'il renferme.

INTRODUCTION. — *Chronique de l'Eglise réformée de Lille.*

Préludes de la Réformation. — Les Gondulliens. — Commencement de la Réforme. — Progres et persécutions. — Dispersion de l'Eglise. — Maintien des restes du troupeau. — L'Eglise sous le secret. — La Société des Amis. — Reconnaissance officielle. — Liberté des cultes.

CHAPITRE I. — *Les Luthériens de Lille sous Charles-Quint.*

I. 1517 à 1525. — Origines et occasion de la Réforme luthérienne.	1
II. 1526. — Conflit de juridiction.	5
III. 1527, 1528. — Inquisition et persécution des premiers luthériens.	7
IV. 1529 à 1534. — Premiers supplices.	10
V. 1535 à 1539. — Les Anabaptistes.	16
VI. 1540 à 1549. — Nouveaux placards. — Brully. — La brieve institution.	18
VII. 1550 à 1555. — Nombreuses ordonnances. — Guy de Brès.	30

CHAPITRE II. — *Persécutions contre les Réformés sous la régente Marguerite de Parme.*

I. 1555 à 1558. — Les Inquisiteurs. — Martyre des Aughiers.	35
---	----

II. 1559, 1560. — Jacques de Los. — Pierre Petit. — Jean des Buissons.	43
III. 1561. — F. Varlut et A. Dayken. — J. Delebecque. — J. Hermé. G. Touart.	48
IV. 1562, 1563. — Jacques Cunier. — Rogier de Candèle et Nicolas Cappion à Conty. — La famille de Zwarté martyrisée. — La farce de Nouveaux.	55
V. 1564. — J. Castel. — Paul Millet, dit Chevalier, sa vie et sa mort.	62
VI. 1565, 1566. — Le Concile de Trente. — J. Desremaux, martyr de la onzième heure. — Les quatre ouvriers de Lille et leur supplice.	70
VII. 1566, 1567. — Le compromis des Gueux. — Le culte à Tournay. — Les Iconoclastes et les Hurlus.	79

CHAPITRE III. — *Dispersion de l'Eglise de Lille sous la tyrannie du duc d'Albe.*

I. 1568. — Le Conseil de sang. — Lettre de l'Eglise de Genève aux Réformés des Pays-Bas. — Pendaions et processions. — Les Eglises de refuge. — C. de Lezenne.	86
II. 1569. — A. Thiberghien. — Ph. Wellecomine. — J. Bonniel. — G. Lachier.	96
III. 1570 à 1573. — Les Pardons de Rome et de Madrid. — La Saint-Barthélemy. — L'Eglise flamande à Genève. — N. Plucquet et J. Monceau.	102

CHAPITRE IV. — *Fin de la Domination espagnole.*

I. 1571 à 1580. — Requesens. — Don Juan. — Pacification de Gand. Prise de F. de la Noue.	108
II. 1581 à 1590. — Jehenne de Lobel et Jeanne Maillotte. — Mariages et baptêmes huguenots.	111
III. 1591 à 1594. — Controverse catholique. — La branche flamande d'Angleterre.	121
IV. 1595 à 1598. — Jean Thiberghien. — Jacques de l'Hommel. — Mahieu Rohart. — Bannissements.	126
V. 1599 à 1603. — Mort de Philippe II. — Michel Luccart. — Martin Dieu. — Pierre Desrousseaux. — J. Favoreau.	132
VI. 1604 à 1667. — N. Flameng. — Christoffles Breant. — <i>La Rose</i> et les Eglises wallonnes. — Prise de Lille par Louis XIV.	140

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I. Ordonnance royale sur les indulgences. 1518.	115
II. Ordonnance impériale sur les écrits luthériens. 1520.	116
III. Placard impérial contre les assemblées, les prédications et les livres des luthériens. 1527.	119
IV. Placard impérial contre les luthériens. 1529.	155
V. Placard impérial contre les hérétiques. 1540.	163
VI. La Confession de foi de Louvain (catholique). 1544.	171
VII. Epître de Pierre de Brully. 1545.	179
VIII. Edit contre les hérétiques. 1550.	182
IX. Ordonnance impériale touchant les livres réprouvés. 1550.	199
X. Lettre de Baudéchon Aughier. 1556.	201
XI. Lettre de Martin Aughier. 1556.	205
XII. Catalogue des livres condamnés. 1558.	207
XIII. Ordonnance de garder les placards sur le fait des hérétiques. 1559.	234

XIV. Ordonnance sur les farces et chansons. 1560.	236
XV. Première lettre de Jacques de Los. 1560.	247
XVI. Seconde lettre de Jacques de Los. 1560.	242
XVII. Troisième lettre de Jacques de Los. 1560.	247
XVIII. Sentence criminelle de Jacques de Los. 1560.	251
XIX. La Confession de foi d'Anvers (protestante). 1561.	253
XX. Lettre patente contre la Confession d'Anvers. 1561.	296
XXI. Certificat délivré à Cramblin. 1562.	297
XXII. Lettre de Marguerite de Parme concernant certains anabap- tistes. 1562.	298
XXIII. Lettre de Marguerite de Parme concernant les prêtres. 1562.	299
XXIV. Cantique de François Varlut et d'Alexandre Dayken. 1562.	301
XXV. Livre de Guy de Brès, <i>le Baston de la Foi</i> . 1562.	303
XXVI. Lettre de Paul Chevalier à sa femme. 1564.	303
XXVII. Lettre de Paul Chevalier à une Demoiselle. 1564.	305
XXVIII. Arrêt du Conseil d'Etat sur la requête de l'échevinage de Lille, relative au jugement de Paul Chevalier. 1564.	308
XXIX. Lettre close touchant Paul Chevalier, prisonnier hérétique. 1564.	310
XXX. Condamnation criminelle de Paul Chevalier. 1564.	314
XXXI. Lettre touchant la modération des placards sur les sectaires. 1566.	312
XXXII. Ordonnance touchant les conventicules et assemblées illi- cites. 1566.	314
XXXIII. Ordonnance touchant les séditeux, sectaires et casseurs d'images. 1566.	315
XXXIV. Patentes contre l'exercice de la nouvelle religion. 1567.	316
XXXV. Ordonnances diverses. 1569.	319
XXXVI. Appendice au Catalogue des livres prohibés. 1569.	321
XXXVII. Sentence de l'official de Tournay rendue contre Gratien La- chier. 1569.	325
XXXVIII. Ordonnance touchant la liberté de la Religion. 1570.	327
XXXIX. Ordonnance sur les procès et l'exécution des hérétiques. 1572.	328
XL. Dépêche sur la Saint-Barthélemy. 1572.	329
XLI. Bannissement de Jehan Mabieu. 1585.	331
<i>Fac-Simile</i> des dessins à la plume, et figurant les supplices que le greff tier traçait en marge des sentences criminelles. (8 pages contenant 20 dessins.)	

LES TRAGIQUES

Par THÉODORE-AGRIPPA D'AUBIGNÉ

Nouvelle édition, revue et annotée par LUDOVIC LALANNE. — Paris, chez P. Jannet, libraire, 1837. (Bibliothèque elzévirienne.)

Facit indignatio versum. JUVÉNAL.

« Là où est debout le vice,

« Là est le logis de la peur. »

[Préface des TRAGIQUES.]

D'Aubigné n'avait pas beaucoup plus de vingt-cinq ans lorsqu'il commença d'écrire les *Tragiques*. « Il y a trente-six ans et plus, dit la préface de l'édi-

tion de 1616, que cet œuvre est fait. » Cloué par ses blessures sur un lit de souffrance, il occupait sa pensée du fatal destin de son pays, et son état maladif n'était point pour le lui faire voir sous de riantes couleurs. Partout, à la cour, où il avait déjà joué un rôle et beaucoup observé, sur les champs de bataille, rougis de son sang, il ne trouvait que des souvenirs, aliments pour sa haine. La noblesse catholique, esclave sous des rois lâches et cruels, et la France asservie par cette même noblesse, et luttant en vain pour sa délivrance, fournirent des sujets au jeune poète et lui firent exhaler, comme un long cri de vengeance, ces *Tragiques* que nous allons analyser, si faire se peut.

Et d'abord, hâtons-nous de dire qu'aucun plan n'a présidé à la composition des *Tragiques*. Le but auquel visait l'auteur suffisait à son inspiration. Tour à tour bafouer, ridiculiser, flageller les appétits grossiers et sanguinaires de la cour des Valois, voilà où il tend. Si son trait finement acéré et dirigé d'une main enthousiaste et vigoureuse ne brise quelquefois pas tous les obstacles, en récompense, il ne dévie jamais. « Malgré des prétentions plus ou moins heureuses à l'épopée et à l'enthousiasme sacré, a-t-on fait remarquer justement, ce qu'il y a de vrai et de vivant dans les *Tragiques*, c'est la satire sous ses formes diverses, descriptive ou lyrique, indignée ou simplement railleuse. Partout on trouve une poésie qui sent le maître et ne manque quelquefois de souplesse dans sa force que parce que le poète, impatient de frapper, précipite ses coups » (1).

Sept Chants ou Livres se divisent les neuf mille vers dont sont formés les *Tragiques*.

Le premier, qui porte pour titre : *Misères*, est un tableau général des ruines dont la guerre civile a couvert la patrie. Le second montre les *Princes* au milieu de leur cénacle éhonté. Les séides du Louvre, qui sont les parlements mercenaires et avilis, reçoivent la juste récompense de leurs crimes dans la *Chambre dorée*, troisième chant. Les bûchers, estrapades, potences et tortures de toute sorte, inventées dans les officines de ces parlements pour le châtimement des ennemis du papisme, sont livrés à l'exécration publique dans les quatrième et cinquième livres, intitulés : *les Feux* et *les Fers*. Au sixième, d'Aubigné appelle sur les persécuteurs les *Vengeances* du ciel, et l'on voit ses vœux exaucés dans le *Jugement* qui clôt son ouvrage.

« Les deux premiers livres sont, sans contredit, les plus remarquables du poème, fait remarquer M. Ludovic Lalanne, et ils le sont d'une manière absolue. D'Aubigné y déploie une richesse d'images et d'expressions, une véhémence et une énergie de langage dont notre poésie n'offre

(1) A. Sayous, *Etudes litt. sur les écriv. de la Réform.*, t. II, p. 268.

peut-être pas d'autre exemple. C'est l'idéal de la satire politique. — Je n'écris plus, s'écrit-il dès les premières pages,

Je n'écris plus les feux d'un amour inconnu...
Autre fureur qu'amour reluit en mon visage...
Nous avortons ces chants au milieu des armées,
En délassant nos bras de crasse tout rouillés,
Qui n'osent s'éloigner des brassards dépouillés.
Le luth que j'accordoïis avec mes chansonnettes
Est ores étouffé de l'éclat des trompettes,
La mort joue elle-mesme en ce triste échaffaut.

« Jamais l'affreux malheur des guerres civiles n'a été retracé avec une pareille énergie, soit que le poète nous montre la France comme une mère affligée sur le sein de laquelle ses deux enfants se livrent un combat sacrilège,

Elle voit les mutins tout déchirés, sanglans,
Qui, ainsi que du cœur, des yeux vont cerchans...
Adonc se perd le lait, le suc de sa poitrine ;
Puis, aux derniers abois de sa proche ruine,
Elle dit : « Vous avez, félons, ensanglanté
Le sein qui vous nourrit et qui vous a porté.
Or, vivez de venin, sanglante géniture,
Je n'ai plus que du sang pour vostre nourriture. »

« soit qu'il nous représente

Les pitoïables mères

Prenant à l'estomac leurs enfans esperdus
Quand les tambours françois sont de loin entendus.

Ces trois derniers vers font un tableau d'un poignant effet. On en trouve à tout instant de semblables. Voici un passage où, à part quelques mots, le poète s'est surpassé : la lyre d'un Homère, le burin d'un Tacite, le pinceau d'un Rubens, y fondent à la fois leur harmonie, leur couleur, leur éclat :

Jadis nos rois anciens, vrais pères et vrais rois,
Nourrissons de la France, en faisant quelquefois
Le tour de leur pays en diverses contrées,
Faisoient par les cités de superbes entrées ;

Chacun s'égouttoit, on savoit bien pourquoi :
 Les enfans de quatre ans crioient : Vive le roi !
 Les villes employoient mille et mille artifices
 Pour faire comme font les meilleures nourrices,
 De qui le sein fécond se prodigue à s'ouvrir.
 Ces villes nourricières
 Prodiguoient leur substance, et en toutes manières
 Montroient au ciel serein leurs trésors enfermés,
 Et leur lait et leur joie à leurs rois bien-aimés.
 Nos tyrans aujourd'hui entrent d'une autre sorte,
 La ville qui les voit a visage de morte.
 Quand son prince la foule, il la voit de tels yeux
 Que Néron voyoit Rome en l'éclat de ses feux ;
 Quand le tyran s'égaye en la ville où il entre,
 La ville est un corps mort, il passe sur son ventre,
 Et ce n'est plus du lait qu'elle prodigue en l'air,
 C'est du sang !.....

Plus loin, avec quelle énergie il flétrit « le cardinal sanglant, » la reine-mère et ses dignes fils, et leur digne cour, ramas de flatteurs, d'assassins, de parjures, de traîtres, à qui il arrache leurs masques :

. . . En ce temps c'est plus de honte d'être
 Mal avisé qu'ingrat, mal pourvoyant que traître,
 Abusé qu'abuseur. Bien plus est odieux
 Le simple vertueux qu'un double vicieux.
 Le souffrir est bien plus que de faire l'injure :
 Ce n'est qu'un coup d'Estat que d'être bien parjure.

Mais assez d'autres critiques ont étudié dans ce poème le côté littéraire et politique. Interrogeons-le au point de vue de l'histoire. Les 4^e et 5^e livres contiennent une foule de détails précieux pour les annales de la persécution religieuse en France pendant la seconde moitié du XVI^e siècle. En ce sens, les *Tragiques* sont un martyrologe et corroborent ou complètent Crespin, en l'illustrant.

Jean Hus, Jérôme de Prague, ouvrent naturellement les listes de d'Aubigné. Les supplices d'Anne Askève et de Jeanne Gray lui arrachent de touchantes plaintes ; puis, laissant les *pays estranges* (étrangers), c'est le sang français le plus pur qui crie vengeance par sa plume :

Dieu des plus simples cœurs estoffa ses louanges,
 Faisant revivre au ciel ce qui vivoit aux fanges;
 Il mit des cœurs de rois aux seins des artisans,
 Et aux cerveaux des rois des esprits de paysans....
 Il esveilla celui (1) dont les discours si beaux
 Donnerent cœur aux cœurs des *quatorze* de Meaux (2),
 Qui (en voyant passer la charrette enchainée
 En qui la sainte troupe à la mort fut menée)
 Quitta là son mestier, vint les voir, s'enquerir,
 Puis, instruit de leur droict, les voulut secourir,
 Se fit leur compagnon, et enfin il se jette,
 Pour mourir avec eux, lui-mesme en la charette.

L'histoire suivante est celle d'un martyr, désigné comme *paumier d'Avignon*, et dont le nom n'a pas été retrouvé par M. Lalanne, mais n'est peut-être pas perdu pour toujours ni pour tout le monde :

C'est Dieu qui point ne laisse au milieu des tourmens
 Ceux qui souffrent pour luy. Les cieux, les élémens,
 Sont serfs de cettuy-là qui a ouï le langage
 Du *paumier d'Avignon*, logé dans une cage
 Suspendue au plus haut de la plus haute tour.
 La plus vive chaleur du plus chaud et grand jour,
 Et la nuict de l'hyver la plus froide et cuisante,
 Luy furent du printemps une haleine plaisante.
 L'appuy le plus douillet de ses rudes carreaux
 Estoit le fer tranchant des endurcis bourreaux.
 Mais quand c'est pour son Dieu que le fidèle endure,
 Lors le fer s'amolît, ou sa peau vient plus dure.
 Sur son corps nud la bise attiédit ses glaçons;
 Sur sa peau le soleil rafraichit ses rayons;
 Tesmoins deux ans six mois qu'en chaire si hautaine
 Ce prescheur effraya ses juges de sa peine.
 De vers continuels, joyeux, il louoit Dieu;
 S'il s'amassoit quelqu'un pour le voir en ce lieu,
 Sa voix forte preschoit : le franc et clair ramage

(1) Un paysan dans la forêt de Livry. (*Hist. univ.*, t. I, p. 101.)

(2) En 1346. Voyez leurs noms dans l'*Hist. univ.* (*Ibid.*, p. 101), et Crescon fol. 170^v.

Des pures vérités sortoit de cette cage ;
 Mais surtout on oyoit ses exhortations
 Quand l'idole passoit en ses processions,
 Sous les pieds de son throsne, et le peuple prophane
 Trembloit à cette voix plus qu'à la tramontane (1).

Dans le tableau suivant, quelle couleur et quelle animation !

Les Lyonnois ainsi résistèrent à Dieu,
 Lorsque deux frères saincts (2) se virent au milieu
 Des feux étincelans, où le ciel et la terre,
 Par contraires desseins, se livrèrent la guerre.
 Un grand feu fut pour eux aux Terreaux préparé ;
 Chacun donna du bois, dont l'amas asserré
 Sembloit devoir pousser la flamme et la fumée
 Pour rendre des hauts cieux la grande voûte allumée.
 Ce qui fit monstrueux ce monceau de fagots,
 C'est que deux jacopins, envenimez cagots (3),
 Crioient, vrais escolliers du meurtrier Dominique :
Bruslons mesme le ciel, s'il fait de l'hérétique !
 Ces deux frères prioient quand, pour rompre leurs voix,
 Le peuple forcenant porta le feu au bois.
 Le feu léger s'enlève, et bruyant se courrousse
 Quand, contre luy, un vent s'eslève et le repousse.
 Mettant ce mont du feu et sa rage à l'escart,
 Les frères, achevant leurs prières à part,
 Demeurent sans ardeur (4). La prière finie
 Le peuple envenimé entreprend sur leur vie,
 Perce de mille coups des fidelles les corps,
 Les couvre de fagots. Ceux qu'on tenoit pour morts,
 Quand le feu eut bruslé leurs câbles, se levèrent,
 Et leurs poulmons bruslans, pleins de feu, s'escrièrent

(1) Nom que d'Aubigné a donné quelquefois au mistral. Cf. *Hist. univ.*, t. II, p. 706.

(2) Cfr. Crespin, fol. 235, v°.

(3) Plus loin d'Aubigné fait ce portrait de l'hypocrisie,
 « Qui parle doucement, puis sur son dos bigot
 « Va par zèle porter au bûcher un fagot. »

(4) Sans être atteints par le feu.

Par plusieurs fois : *Christ ! Christ !* Et ce mot bien sonné
 Dans les costes sans chair, fit le peuple estonné.
 Contre ces faicts de Dieu, dont les spectateurs vivent,
 Estonnés, non changés, leurs fureurs ils poursuivent.

Nous voudrions pouvoir citer la narration si émouvante de la mort d'Anne du Bourg et celle de la captivité du potier Bernard Palissy, ce grand artiste, ce grand citoyen, qui fait dire au poète qu'il eût bien mieux valu pour la France

Que ce potier fût roi, que ce roi fût potier !

Mais potier comme Palissy, ne l'est certes pas qui veut ! et le lot des Charles IX et des Henri III, c'est la débauche et la cruauté. Ce qui leur sied, ce n'est pas l'outil de l'artiste, c'est l'arme de l'assassin. Mettez-leur en main l'arquebuse de la Saint-Barthélemy ou le poignard de Blois, à la bonne heure ! C'est ce que d'Aubigné fait au livre suivant, lorsque, dans la célèbre nuit du 24 août, il nous montre (n'en déplaise à MM. Ed. Fournier et Méry) Sa Majesté Très-Chrétienne tirant sur ses sujets huguenots de cette célèbre fenêtre du Louvre sur l'existence de laquelle le Juvénal contemporain devait savoir à quoi s'en tenir. Ce remarquable passage, qui n'a pas encore été produit dans la discussion soulevée sur cette question (voir le *Bulletin*, t. V, p. 332 et ci-dessus p. 418), est donc intéressant à plus d'un titre :

Or, cependant qu'ainsi par la ville on travaille,
 Le Louvre retentit, devient champ de bataille,
 Sert après d'eschafaut, quand fenestres, créneaux
 Et terrasses servoient à contempler les eaux,
 Si encore sont eaux. Nostre Sardanapale,
 Ridé, hideux, changeant, tantost feu, tantost pasle,
 Spectateur, par ses cris tous enrrouez, servoit
 De trompette aux maraux ; le hasardeux avoit
 Armé son lasche corps ; sa valeur estonnée
 Fut, au lieu de conseil, de p..... entournée ;
 Ce roy, non juste roy, mais juste arquebusier,
 Giboyoit aux passans trop tardifs à noyer,
 Vantant ses coups heureux ; il déteste, il renie,
 Pour se faire vanter à telle compagnie...

En tel estat la cour, au jour d'esjouissance,
Se pourmène au travers des entrailles de France!

Quelle vigueur! quelle poésie! Ronsard, Rénier ont-ils de plus belles pages? Celle que nous allons citer en dernier lieu est un chef-d'œuvre de force et de grâce touchante. Dans une apostrophe de la plus haute éloquence, d'Aubigné exhorte les âmes candides, mais pusillanimes, à fuir l'asile empesté des courtisans :

Fuyez, Lots, de Sodome et Gomorre bruslantes;
N'ensevelissez pas vos âmes innocentes
Avec ces réprouvez : car combien que vos yeux
Ne froncent le sourcil encontre les hauts cieux,
Combien qu'avec les rois vous ne hochiez la teste
Contre le ciel esmeu, armé de la tempeste,
Pour ce que des tyrans le support vous tirez,
Pour ce qu'ils sont de vous comme dieux adorez,
Lorsqu'ils veulent au pauvre et au juste mesfaire,
Vous estes compagnons du mesfaict pour vous taire.
Lorsque le Fils de Dieu, vengeur de son mespris,
Viendra pour vandanger de ces rois les esprits,
De sa verge de fer, brisant, espouvantable,
Ces petits dieux enflez en la terre habitable,
Vous y serez compris. Comme, lorsque l'escelat
D'un foudre exterminant vient renverser à plat
Les chesnes résistans et les cèdres superbes,
Vous verrez là-dessous les plus petites herbes,
La fleur qui craint le vent, le naissant arbrisseau,
En son nid l'escurieu, en son aire l'oiseau,
Sous ce daix qui changeoit les gresles en rosée,
La bauge du sanglier, du cerf la reposée,
La ruche de l'abeille et la loge au berger,
Avoir eu part à l'ombre, avoir part au danger.

Les *Tragiques* ne furent complètement achevées qu'une année ou deux avant la mort d'Henri IV, et ne parurent pour la première fois qu'en 1616. Le titre de cette édition est bizarrement conçu : « *Les Tragiques, donnez au public par le larcin de Prométhée*. Au Désert, par L. B. D. D., in-4º. » Plus tard, l'auteur le rectifia ainsi : « *Les Tragiques, donnez au public par le larcin de Prométhée, et depuis avouez et enrichis par le sieur d'Au-*

bigné. » Cette seconde édition, sans date ni lieu d'impression, est plus complète que la précédente; elles font à elles deux la base du texte de M. Lallanne. L'habile éditeur, à qui nous devons ce précieux poème devenu introuvable, a pris un soin tout particulier de la ponctuation, détail si important dans la réimpression des anciens auteurs. Il est venu à bout avec succès de la rude besogne d'éclaircir les énigmes de d'Aubigné; ses notes renvoient à un très grand nombre de manuscrits et d'imprimés; enfin le volume, terminé par un petit glossaire et un index de noms propres, ne laisse guère d'amélioration à désirer.

L. LACOUR.

Tome VII de la FRANCE PROTESTANTE de MM. Haag.

(1^{re} PARTIE.)

C'est surtout pour un labeur tel que la *France protestante* que le précepte du sage : « *Hâte-toi lentement* » est de toute rigueur. Ainsi faut-il que MM. Haag procèdent pour acquitter régulièrement leur dette, c'est-à-dire une livraison par semestre, — un volume chaque année. Et certes, ce n'est pas une petite tâche quotidienne que l'on a à accomplir, pour arriver à dresser de toutes pièces, en vue de l'échéance, une telle série de biographies et de bibliographies, aussi neuves, aussi diverses, aussi pleines, aussi consciencieuses, que celles dont il s'agit. Nous nous sommes permis déjà d'appliquer aux deux frères Haag une qualification historique glorieuse, celle « des deux derniers galériens protestants, » et, en vérité, si l'on considère attentivement et en connaissance de cause le travail forcé qu'ils poursuivent ainsi depuis une quinzaine d'années, c'est tout au plus si l'on peut taxer notre surnom de quelque amicale hyperbole. Nous en appelons sur cela aux gens du métier.

Une œuvre aussi méritoire est-elle comprise? Est-elle suffisamment récompensée par le suffrage et le concours du public auquel elle s'adresse tout spécialement? Nous avons déjà eu occasion de faire savoir par des témoignages trop authentiques combien notre public s'est montré, il faut bien le dire, peu intelligent, peu éclairé, peu empressé. (Voir *Bull.* t. II, p. 403). Nous pourrions malheureusement produire de nouvelles preuves de cette triste tiédeur (1). Nous aimons mieux faire connaître aujourd'hui une de ces

(1) Tout dernièrement, l'honorable auteur d'un excellent travail historique a reçu de M. Cherbuliez, à qui il en avait fait parler, une réponse significative que nous croyons devoir citer ici : « M.... m'a fait part de votre proposition « relativement à.... Je regrette de ne pouvoir me charger de cet ouvrage, me « trouvant avoir déjà plusieurs entreprises en train. D'ailleurs, le public protes-

marques d'estime et de sympathie, d'autant plus précieuses qu'elles sont plus tardives, qu'elles sont plus désintéressées, et qui doivent donner la conviction, et à MM. Haag et à M. Cherbuliez, que si la *France protestante* ne se place pas en nombre suffisant d'exemplaires, tandis qu'elle est en cours de publication, elle ne peut manquer de s'écouler rapidement dès qu'elle aura atteint sa dernière livraison qui n'est déjà plus éloignée, puisque les lettres N, O, P, sont sous presse. Le document dont nous voulons parler est une lettre que nous avons reçue pour la remettre à MM. Haag, à qui elle est adressée, et que nous ne leur avons point encore communiquée, afin de l'insérer ici même sans leur aveu : nos lecteurs en auront ainsi connaissance en même temps qu'eux. Cette lettre est de M. G. de Polenz, de Halle, qui, depuis plusieurs années (voir *Bull.* 1, 5, note 2), consacrait ses veilles à la préparation d'une *Histoire du Calvinisme*, dont le 1^{er} volume vient de paraître à Gotha et sera prochainement l'objet de notre examen. C'est en nous envoyant ce volume, ainsi qu'à MM. Haag, que M. de Polenz leur a écrit la lettre suivante qui ne pourra être lue sans intérêt, et, nous l'espérons, sans fruit :

A Messieurs Eug. et Em. Haag, à Paris.

Halle-sur-la-Saale (Prusse), le 8 juillet 1857.

Messieurs,

Je ne puis écrire à M. Ch. Read, et le remercier lui-même des lumières que j'ai puisées dans le *Bulletin* de la Société qu'il préside pour mes travaux historiques (1), sans vous témoigner une égale reconnaissance pour tout ce que j'ai trouvé d'intéressant, de beau, de vrai et d'éclaircissant, dans l'ouvrage important dont on vous est redevable. Il ne me laisse à désirer qu'un progrès qui réponde un peu plus à mon impatience : mais je sens, il est vrai, que l'étendue de vos recherches ne vous permettrait point de satisfaire cette impatience. La préface du 1^{er} volume de mon *Histoire du Calvinisme français*, qui vous parviendra peu après cette lettre, et les nombreuses citations de la *France protestante* que vous y rencontrerez, vous mettront à même d'apprécier combien elle m'a été utile et importante.

L'impression du volume était déjà achevée lorsque je reçus la 13^e livraison de votre ouvrage. Si elle m'était parvenue plus tôt, j'aurais pu changer et corriger

« tant encourage si peu la publication des bons livres de ce genre, qu'elle devient de plus en plus difficile. J'en ai un exemple assez frappant dans la *France protestante*, dont le mérite est reconnu, et pour laquelle je trouve cependant « si peu d'appui et d'aide... »

(1) En nous écrivant à nous-même, M. de Polenz veut bien en effet se louer grandement du profit qu'il a tiré pour son ouvrage des matériaux mis par notre *Bulletin* à la disposition des travailleurs. « Ce sont, dit-il, les lumières que j'y ai puisées qui ont rendu et rendront, si ce n'est trop me flatter, mon *Histoire* moins stérile et surtout *plus vraie*. »

quelques passages sur Marguerite d'Orléans (p. 735), et je me serais épargné une rétractation pénible.

Pour ce qui concerne votre article *Le Coq*, je l'ai lu avec l'intérêt d'un vieux soldat qui non-seulement a fait les campagnes de 1809, 1812 et 1813, sous les ordres de ce général, mais qui a servi dans le régiment qui portait son nom, et qui, se trouvant en Suisse, est allé exprès à Glies (pres de Brigg, en Valais, visiter le tombeau de ce brave et digne chef. Quant à la carte topographique de la Westphalie que vous lui attribuez d'après d'autres ouvrages, il y a erreur : c'est le frère aîné de mon ancien chef, général au service de la Prusse, qui en est l'auteur. La réputation militaire de cet officier, plus brillante que solide jusqu'à la guerre de 1806, y fut un peu entachée par la reddition de Hameln.

C'est en vain et avec regret, Messieurs, que j'ai cherché dans votre ouvrage, pourtant si complet, les noms de deux officiers généraux prussiens, probablement aussi descendus de réfugiés, qui, dans cette malheureuse guerre, ont contribué à sauver l'honneur des armes prussiennes, *Courbière* et *L'Estoc*. Le premier, commandant de Graudenz, répondit à la sommation de rendre cette place, sommation appuyée sur le prétexte qu'il n'existait plus de roi de Prusse : « Dans ce cas-là, je suis roi de Graudenz. » Le second, général en chef des débris de l'armée prussienne à la sanglante journée d'Eylau, fit si bien que ce fut la première bataille où l'on ait pu disputer l'honneur de la victoire au plus grand capitaine du siècle. Le roi de Prusse vient de faire ériger à ce général un monument qui a été fait à Halle, à quelques pas de ma demeure.

Excusez, je vous prie, Messieurs, ces remarques, par l'intérêt que je prends à vos inappréciables travaux, et par l'humeur causeuse d'un vieux soldat, qui vous demande d'agréer l'expression de sa plus haute considération et de ses plus vives sympathies.

DE POLENZ.

Dans sa marche lente, mais régulière, la *France protestante* nous a pourtant gagnés de vitesse. La 1^{re} partie du tome VIII est déjà à l'impression, sans que nous ayons encore donné la table des noms du tome VII. — Ce volume, qui contient la lettre L à partir de *L'ESCALE*, (Scaliger), et la lettre M en entier, pourrait être appelé le *Volume des Martyrs*, tant les confesseurs de la foi réformée s'y rencontrent en grand nombre. Dans la première moitié dont l'index va suivre, on remarquera entre autres les articles : *LESUEUR*, *LEVASSOR*, *L'HOPITAL*, *LIGONNIER*, *LUNS* (Philippe de), l'héroïque martyr après l'affaire de la rue Saint-Jacques, le 27 septembre 1557 ; *MARIET*, victime de la Saint-Barthélemy à Meaux ; *MAJAL*, pasteur du Désert exécuté à Montpellier (article où sont citées de curieuses lettres de Saint-Florentin) ; *MALOT* (Jean), ministre de l'Eglise de Paris, celui qui célébrait le culte au Patriarche-Saint-Marcel, lors du tumulte de Saint-Médard ; *MALZAC* (Matthieu), dont nous avons parlé (tome III, p. 591, et t. IV, p. 420), et qui fut prisonnier aux îles Sainte-Marguerite ; *MARCEL-BLAIN*, sieur du POET, le destinataire prétendu de ces fausses lettres de Calvin que nous avons mises en lumière (t. IV, p. 7), et qui, ainsi que M. Haag le fait remarquer, n'a jamais été « général de la religion en Dauphiné » et ne portait même pas encore les armes à la date où lesdites lettres lui auraient été

adressées sous cette qualification mensongère ; MARGAIN, victime de la Saint-Barthélemy à Troyes ; MAROLLES (L. de) galérien qui se signala par son admirable constance, etc.. etc.

- L'Escale (Joseph-Juste de), ou Scaliger, le plus sav. critique du XVI^e s.
 Lescherpière (Samuel de), past. à Rouen.
 L'Escluse (Charles de), sav. botaniste.
 Lescours (Jean de), sieur de Savignac, capitaine hug., et ses descend.
 Lescun (Jean-Paul de), conseiller à la cour souveraine du Béarn.
 Le Seigneur, famille normande.
 Le Seur (Jean), martyr.
 L'Espagnandel (Matthieu), sculpteur.
 Lespinay (Pierre de), et ses descendants.
 L'Espiné (Jean de), pasteur à Saumur.
 L'Estant, famille du Poitou.
 Lestocq (Charles-Louis), conseiller de légation.
 — (Jean-Hermann), favori de la czarine Elisabeth.
 — (Jean-Louis), juge de la colonie française de Königsberg.
 Lestre (N. de), ministre de l'Eglise de Paris.
 Lesueur, famille normande.
 — de Petiville.
 — de Colleville.
 — (Hubert), statuaire.
 — (Jean), ministre et historien.
 — (François), ministre à Lisy.
 Le Tellier (David), réfug. en Angleterre.
 Lettes (Jean de), évêque de Montauban, converti au protestantisme.
 — (Jacques de), capitaine huguenot.
 Levade (Cyprien), chirurgien à Lyon.
 — (Louis), docteur en médecine.
 — (Jean-David-Paul-Etienne), prof. de théologie à Lausanne.
 Le Valois (Philippe), marquis de Villette, lieut. gén. des armées navales.
 Le Vasseur (Joachim), sieur de Coigners, et ses descendants.
 — (Ezéchiel), commissaire ordinaire des guerres, et ses descendants.
 — (Josué), prof. d'hébreu à Sedan.
 Le Vassor (Michel), paraphraste et historien.
 Le Vayr (Denis), martyr.
 Le Verrier (François), sieur de Gros-selière, et ses descendants.
 Levesque (Paris), page du prince de Condé.
 Le Vier (Charles), libraire à La Haye.
 Levis (Jean-Claude de), baron d'Audon, gouverneur du pays de Foix.
 — (Gaston de), sieur de Lérans, et ses descendants.
 Le Visconte, hôtelier à Paris.
 L'Hermite (Siméon), minist. du Poitou.
 L'Homme (Louis de), intendant des for-tifications.
 — (René de), et ses descendants.
 L'Honoré (Samuel-François), avocat à La Haye.
 L'Hôpital (Michel de), chancelier de Fr.
 — (N. de), conseiller au parlement de Toulouse.
 — (René de), gouvern. d'Angoulême.
 L'Hormeaux (Samuel), pasteur à Berlin.
 L'Hostel (Pierre de), vice-chancelier de Navarre.
 — (Pierre de), ministre du Béarn.
 L'Houmeau (Mathurin), apôtre de la Ré-forme en Bretagne.
 L'Huillier (Etienne), réfugié à Genève.
 — (Simon), mathématicien.
 — (Théodore de), sieur de Chalan-dos, et ses descendants.
 Libertat (Christophe), dit Fabri, pasteur à Neuchâtel.
 Licarrague (Jean de), traduct. du Nouv. Testament en langue basque.
 Lichtenberger (Jean-Frédéric), prof. au gymnase de Strasbourg.
 Licques (David de), gentilhomme de Duplessis-Mornay.
 Liège, victime des dragonnades dans le Poitou.
 Lientaud (Antoine), chirurgien à Aix.
 Lignac, martyr.
 Ligonier, famille de Castres.
 — (Jean-Louis de), général anglais.
 — (Antoine), major dans l'armée anglaise.
 — (François-Auguste), brigadier au service d'Angleterre.
 — (Daniel), apostat, etc.
 Limiers (Henri-Philippe), docteur en droit et historien.
 Linas, capitaine huguenot.
 Lindern (François-Balthasar), médecin et botaniste.
 Lingelsheim (George-Michel), conseiller de l'électeur palatin.
 Link (Jérémie-Eberhard), jurisconsulte.
 — de Tornburg (Sébastien-Guill.), statmeistre de Colmar.
 Liotard, famille du Dauphiné, réfugiée à Genève.
 — (Jean-Michel), graveur.
 — (Jean-Etienne), peintre en minia-ture.
 Lippe (Jean), professeur de théologie à Strasbourg.
 L'Isle (François de), capit. huguenot.
 — (Louis), sieur d'Olon, victime des persécutions.

- Livache (Daniel), avocat de Grenoble.
 Lixant (Clandine), femme auteur.
 Lo (Jacques de), martyr.
 Lobel (Matthieu de), méd. et botaniste.
 Lobstein (Jean-Frédéric), anatomiste, doyen de la Faculté de médecine de Strasbourg.
 — (Jean-Michel), pasteur et professeur de théologie.
 — (Jean-Frédéric), prof. de chirurg.
 Locamer (George-David), prof. de droit à Strasbourg.
 Logier (Jean-Bernard), musicien, inventeur d'une méthode d'enseignement musical.
 Lohier (Jean), gentilhomme huguenot, et ses descendants.
 — (Jacques), pasteur à Dieppe.
 Loiseleur (Pierre), fondateur de l'Eglise du Croisic, et chapelain du prince d'Orange.
 Lojardière, voyageur.
 Lolme (Jean-Louis de), publiciste célèbre.
 Lomagne (Géraud de), vicomte de Terride, chef des Huguenots dans le Quercy.
 Lombard, famille nombreuse.
 — (Jean-Guillaume), secrétaire intime du roi de Prusse.
 Lombart (Pierre), grav. en taille-douce.
 Loménie (Martial de), victime de la Saint-Barthélemy.
 — (Antoine de), secrétaire des commandements de Henri IV.
 Loque (Bertrand de), min. protestant.
 Loquet (Olivier), min. à Marennés, etc.
 Loré (Guillaume), mathématicien.
 Lorenz (Jean-Miche), pasteur et professeur de théol. à Strasbourg.
 — (Jean-Michel), prof. d'histoire.
 — (Sigismond-Frédéric), pasteur et professeur à Strasbourg.
 Loride (Pierre), avocat au conseil d'Etat et au conseil privé.
 Loriol, famille noble de la Bresse.
 — -d'Asnières.
 — -de La Grevillière.
 — -de Gerland.
 — -de Digoine.
 — (Pierre), savant jurisconsulte.
 Loris (Daniel), médecin.
 Lorme, famille protestante de Paris.
 — de La Massaye, du Poitou.
 — (Jean de), architecte du roi.
 Loron (Philibert), sieur du Tarot, capitaine huguenot.
 Lortie (André), ministre de La Rochelle.
 Losses (Dominique de), min. de St-Fulgen.
 Loubie, famille béarnaise.
 Louis (Nicolas), surintendant ecclésiastique du margraviat de Hochberg.
 Louveau (Jean), apôtre de la Réforme en Bretagne.
 Louvigny (Paul de), valet de chambre de Catherine de Bourbon, et ses descendants.
 Lucas, capitaine huguenot.
 Luckh (Jean-Jacques), sav. numismate.
 Lugand (Jean), docteur en droit, réfugié en Prusse.
 Lugardon, peintre habile.
 Luns (Philippe de), martyr.
 Lupé-Maravat (Jean), sénéchal de Rouergue.
 — (Paul), sénéchal de Rhodéz.
 — (Phinée), vict. des persécutions.
 Lusignan, maison illustre du Poitou.
 — -Saint-Gelas.
 — -Séigny.
 — (François de), gouverneur de Poitiers.
 Luzac (Etienne), journaliste célèbre.
 — (Jean), imprimeur.
 — (Louis-Gaspard), avocat et ministre d'Etat en Hollande.
 — (Jean), prof. de grec et d'histoire.
 — (Elie), jurisconsulte et philosophe.
 Lyonet (Pierre), savant naturaliste.
 Machureau (Jean), chirurgien.
 Maciet (Jean), victime de la Saint-Barthélemy à Meaux.
 Macard, ministre à Paris.
 Macier, pasteur à Montbéliard.
 Macquin, naturaliste.
 Madaillan, famille de l'Agenois.
 — -Montataire.
 — -Chauvigné.
 Madier (Jean), martyr.
 Madoc (Jean de), martyr.
 Magallon (Daniel), premier consul à Embrun, et ses descendants.
 Mage (Antoine), poète.
 Mager (André), professeur en théologie à Greifswald.
 Magnan (Noël), ministre à La Rochelle.
 Magne (Antoine), martyr.
 Magneville (Arthur de), sieur de La Haye du Puy, et ses descend.
 Magnol (Pierre), médecin et botaniste.
 Mahiet, instituteur à Rouen, victime de l'intolérance.
 Mahot, pasteur à Saint-Malo.
 Mahu, petite fille victime du bigotisme.
 Maigre (Elysée), gentilhomme dauphinois, et ses descendants.
 Maillan de Granlac (Jean), sieur de La Case, et ses descendants.
 Maillard (Claude), doct. en médecine.
 — (Claude), pasteur à Clermont en Beauvoisis, etc.
 Maillé (Simon de), archevêque de Tours, partisan de la Réforme.
 Maillette-de-Buy (Armand), inspecteur général des manufactures en Prusse.
 Mailly (Madelaine de), sœur de l'amiral

- Coligny, et sa fille Eléonore, princesse de Condé.
- Maimbourg (Théodore), précepteur d'un fils de Charles II.
- Maison (Jean-George), pasteur à Dotenheim.
- Maittaire (Michel), savant bibliographe et philologue.
- Maizonnet (Jean-Louis), past. à Delft.
- Majal (Matthieu), pasteur du Désert, exécuté à Montpellier.
- Majendie (André de), min. à Sauveterre.
- (Jean-Jacques), past. à Londres.
- (Henri-William), évêque de Bangor.
- Majou (Samuel), victime des dragonnades, et ses descendants.
- Malabiau (Etienne), capitaine huguenot, et ses descendants.
- Malaval (Jean), chirurgien.
- Malescot (Etienne), juriconsulte.
- (N.), premier min. de Montaigu.
- Malherbe (Isaac-Henri), écrivain milit.
- (François), père du poète, converti au protestantisme, etc.
- Maliverne (Jacq. de), prof. à Marbourg.
- Mallet (Blaise), ministre à Mithau.
- (David), réfugié en Hollande.
- (Frédéric), astronome suédois.
- (Jacques), réfugié à Genève, et ses descendants.
- (Jacques), publiciste.
- (Isaac), banquier à Paris, et ses descendants.
- (Jean-Louis), correspondant des académies de Dijon et de Lyon.
- (François), lieutenant général.
- (Henri), géographe.
- (Paul-Henri), historien.
- (Jacques-André), astronome genevois.
- (Jean-Georges), nouvelliste.
- (Jean), avocat au parlement de Paris, et ses enfants.
- (N.), ministre à Valleraugue.
- Malortie, famille normande réfugiée dans le Hanovre.
- Malot (Jean), past. de l'Eglise de Paris.
- (Jean), chanoine de Beaune, converti au protestantisme.
- Malras (Pierre de), baron d'Yolet, capitaine huguenot.
- Maltret (Pierre), avocat à Nîmes.
- Malvieux (Paul-Louis), médecin.
- Malzac (Matthieu), pasteur du Désert.
- Mandat (Galiot), trésorier d'Armagnac, et ses descendants.
- Mandinelli (Adémar), capitoul de Toulouse.
- Mandols (Gaspard de), martyr.
- Mangin (Roland), ministre à Aubais.
- (Paul), réfugié en Irlande.
- Maniald (Etienne), député général des Eglises.
- Manigault (Pierre), réfugié en Amériq.
- (Gabriel), riche négociant et zélé patriote.
- (Gabriel), président de l'assemblée de la Caroline.
- Manoël (Charles de), sieur de Végobre, réfugié à Genève, et ses descendants.
- Mapp (Marc), médecin et botaniste.
- Marafin (Antoine de), sieur de Guerchy, chef huguenot.
- Marbach (Jean), pasteur à Strasbourg.
- (Erasme), profess. de théologie.
- (Philippe), profess. de théologie.
- (Ulric), professeur à Iéna.
- Marbault (Pierre), secrét. de Duplessis-Mornay, et ses descendants.
- Marcel-Blain (Louis), sieur du Poët, chef huguenot dans le Dauphiné.
- -Sauzet.
- Marcet (Thomas), et ses descendants réfugiés à Genève.
- (Alexandre), prof. de chimie.
- Marcha (Jacques), ministre apostat.
- Marchand, ministre apostat.
- (Prosper), savant bibliographe et critique.
- Marconnay, famille illustre du Poitou.
- -Châteauneuf.
- -Lugny.
- -Mornay.
- (Louis-Olivier), inspect. du collège français de Berlin.
- Marconnet (Abraham), doct. en droit.
- Marcus, gouverneur de Saint-Paul-Lamiatte.
- Marec (René de), sieur de Montbarot, gouverneur de Rennes.
- Marées (George de), peintre suédois, apostat.
- Marguerite d'Orléans, reine de Navarre.
- Marguin (Etienne), victime de la Saint-Barthélemy à Troyes.
- Marie (Jean), ministre réfugié en Angleterre.
- (Marin), martyr.
- Marillac (Charles de), archevêque de Vienne, partisan de la Réforme.
- Mariocheau (Elie), pasteur à Cognac.
- Marion (Elie), prophète camisard.
- (François), général américain.
- (Jacques de), gouvern. de Castres.
- Mark (Antoine), chef huguenot dans la Provence.
- Marlar (Jean), martyr.
- Marliaut, prophète camisard.
- Marlorat (Augustin), pasteur à Rouen et martyr.
- Marolles (Louis de), galérien pour cause de religion.

MÉMOIRES INÉDITS ET OPUSCULES DE JEAN ROU

Avocat au parlement de Paris (1659); secrétaire-interprète des Etats généraux de Hollande depuis l'année 1689 jusqu'à sa mort (1711).

Publiés pour la *Société de l'Histoire du Protestantisme français*, d'après le manuscrit conservé aux archives de l'Etat à La Haye.

Par FRANCIS WADDINGTON.

2 vol. gr. in-8°. Paris, 1857. Agence centrale de la Société, et aux librairies protestantes. — A La Haye, chez Nyhoff.

Testimonia.

Nous n'avons pas l'intention de rendre compte à nos lecteurs habituels de cette publication, qui leur est spécialement destinée, et qui doit (ou qui devrait) se trouver déjà entre leurs mains. Mais il nous a paru intéressant et utile de consigner dans le *Bulletin*, par mention ou par extrait, les appréciations qui ont déjà été faites de cette première livraison du *Recueil* de documents de longue haleine que notre Société s'était dès le début proposé d'éditer.

Nous avons tout lieu d'espérer que les journaux et revues protestants salueraient avec empressement les deux volumes dont il s'agit, et notre attente à cet égard n'a pas été trompée. Mais il est vrai de dire que ce qui nous touche les touche également, et qu'en se prononçant en faveur de notre publication, ils sont en quelque sorte juges dans une cause qui est liée à celle qu'eux-mêmes représentent. Aussi nous abstiendrons-nous de citer les articles très favorables qui ont paru dans l'*Espérance*, le *Lien*, etc. Ce sont particulièrement les témoignages rendus par les critiques littéraires de la presse et des revues en général que nous voulons réunir sous les yeux de nos lecteurs.

La *Revue critique de l'Athenæum français*, annexe de la *Revue contemporaine* (livraison du 31 mai 1857), a donné une analyse exacte et complète de l'ouvrage, et l'a jugé en ces termes :

« Le style de Rou est en général fort simple, quelquefois même un peu lourd. Dans sa correspondance avec les femmes, il sacrifie au goût du siècle et parle *phœbus*; mais en général il écrit assez purement, et même, dans certains passages, il fait des critiques fort justes du style de divers prédicateurs du temps. Sa controverse avec Bossuet est une des parties remarquables du livre..... C'est une innovation heureuse d'avoir supprimé l'entête perpétuellement le même, ce titre banal : *Mémoires*, etc., qu'on a coutume d'imprimer sur chaque page d'un ouvrage, et de l'avoir remplacé par l'indication du fait saillant contenu dans la page. Un autre service rendu par

les éditeurs, nous disons les éditeurs parce que les mémoires publiés par M. Waddington sont dédiés à M. Ch. Read, à cause de la collaboration active qu'il a apportée à ce travail, c'est d'avoir publié des cartons tirés à part, ou feuille supplémentaire, et distribués aux amateurs et aux érudits seulement..... Cette méthode des cartons est excellente; elle permet de donner un livre complet, sans encourir le blâme de propager dans le public des choses qui, pour les érudits, peuvent avoir pourtant une importance sérieuse.

Nous croyons les *Mémoires de Rou* appelés à un grand succès. C'est la première publication annexe de la Société de l'Histoire du Protestantisme français..... Nous ne doutons pas que le succès de ce début ne décide la Société à publier bientôt d'autres volumes du même genre. Ce sera un service réel rendu à une branche peu connue de l'histoire de France. »

La *Correspondance littéraire* (avril 1857), après avoir fait connaître l'ouvrage par une analyse détaillée, s'exprime en ces termes :

« Tel est en résumé ce livre qui, malgré des longueurs et des détails trop personnels à l'auteur, contient bon nombre de particularités intéressantes pour l'histoire littéraire de la fin du dix-septième siècle; aussi adresserons-nous de sincères compliments à M. F. Waddington, et pour la publication elle-même, et pour l'excellente introduction placée en tête du premier volume. »

Le *Courrier de la librairie* (du 14 juillet 1857), commence ainsi :

« Quoique Jean Rou soit assez peu connu, que bien des nomenclatures et catalogues semblent narguer son nom en le laissant dans l'oubli, ce n'en est pas moins une des plus brillantes figures de cette courageuse phalange des bannis de 1685. Auteur d'un grand nombre d'ouvrages historiques de genres différents, théologien habile, érudit plein de distinction, traducteur au courant de toutes les difficultés de la langue, ami des arts et juriconsulte, Rou fut à bon droit l'ami des Bayle, des Chapelain, des Conrart, des Rapin-Thoyras et des Ménage, et les éloges que ces divers savants lui ont accordés ne sont point extraits du banal formulaire de la flatterie..... Il était urgent de tirer ses *Mémoires* de la poussière des archives de La Haye, et nous devons savoir gré à l'éditeur du soin qu'il a apporté à leur publication..... »

(Suite.)

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.
AVIS DIVERS, ETC.

La Bible de Jean Fabre, père de « l'Honnête criminel. »

L'intéressante communication qu'on va lire se rapporte à Jean Fabre, de Nîmes, dont on a vu figurer le nom dans la liste des *Galériens protestants* mis à la chaîne en 1756, et libérés en 1762 (voir ci-dessus, p. 108.)

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Nîmes, le 20 janvier 1858.

Dans mes recherches incessantes de documents concernant l'histoire de nos pères, au sein des anciennes familles protestantes de notre populeuse Eglise de Nîmes, dont la plupart en possèdent de précieux et d'inconnus, j'ai fait rencontre de la Bible qui a appartenu à Jean Fabre, le père de l'*Honnête criminel*, qui a donné lieu à la tragédie de Fenouillot de Falbaire (1). Elle n'a plus son ancienne couverture de parchemin, dont la moisissure verdâtre, résultant de l'humidité de la cachette profonde dans laquelle on l'a placée pendant les longues années de persécution, a usé les premiers et les derniers feuillets. Son propriétaire actuel, dans un but de conservation qui se comprend, mais que l'on regrette presque, lui a fait donner une nouvelle reliure, et, au moyen de bandes de papier blanc collées sur les marges,

(1) *L'Honnête criminel*, drame en 5 actes et en vers, fut le premier et le meilleur ouvrage de cet auteur dramatique. Composé en 1767, il fut joué pour la première fois en 1768, sur le théâtre de Versailles, à la demande de la reine; mais il ne fut représenté à Paris qu'en 1790. Il eut un grand succès, eut un grand nombre d'éditions, et fut traduit en plusieurs langues. Un passage de la *Poétique* de Marmontel donna l'idée de cette pièce à l'auteur, qui ignorait alors que son personnage principal, le jeune Fabre, vivait encore: il ne l'apprit même que plusieurs années après. Le duc de Choiseul avait déjà fait expédier au malheureux Fabre son congé des galères; mais ce fut au drame de Falbaire qu'il dut son entière réhabilitation. Il y a dans ce drame des situations attachantes, des rôles bien tracés; mais le style en est faible, négligé, quoique semé de beaux vers. (Weiss, *Biogr. univ. de Michaud*.) Voir aussi sur Jean Fabre et sur l'effet du drame de Falbaire, l'*Hist. des Egl. du Désert* de Ch. Coquerel, II, 302.

a fait restaurer aussi les pages qui tombaient en lambeaux. Si le frontispice de l'Ancien Testament manque, celui du Nouveau existe ; il est ainsi conçu :
 « LA SAINTE BIBLE, contenant l'Ancien et le Nouveau Testament, revue sur
 « les originaux et retouchée dans le langage, avec les préfaces de chaque
 « livre, tirées de la Bible de M. Marlin. — Nouvelle édition, revue et corrigée, par Samuel Scholl, pasteur de l'Eglise française de Bienne, à
 « Bienne et à Iverdon, chez Christophe Keilmann et J.-J. Neubran, imprimeurs et libraires. MDCCXLV.

C'est le 1^{er} janvier 1756 que Jean Fabre fut fait prisonnier, avec plusieurs habitants notables de la ville de Nîmes, et que le duc de Mirepoix consentit à ce que son fils prit la place du vieillard octogénaire pour aller au bagne de Toulon, où il fut revêtu de la livrée du crime et confondu avec les plus vils scélérats. Après cette douloureuse séparation, on comprend combien la Bible que possédait déjà ce malheureux père, dut devenir pour lui une source de consolation ; aussi plusieurs passages portent-ils encore l'empreinte de ses larmes. S'il a écrit quelques souvenirs ou quelques réflexions sur les premières pages de ce saint livre, il n'en reste aucune trace, puisque ces pages ont disparu ; mais sa pieuse héritière, Suzanne Delord, a tracé sur le volume restauré les lignes suivantes, que je copie textuellement sans en changer l'orthographe, ni le style, ni les expressions.

« *SOUVENIR*

« *Aux enfants Amalry Delord,*

« *de leur excellente mère et de ses respectables ayeux.*

« Cette sainte et ancienne Bible est un précieux héritage de famille
 « qui nous rappelle la piété de nos ayeux et leur zèle à la foi protestante. — Madame Gervais grand'mère maternelle de notre bien-
 « aimée mère et madame Fabre sa sœur faisaient de ce volume sacré
 « un usage journalier pour leur édification et en faisaient encore la
 « lecture, à défaut de pasteur, aux fidèles protestans assemblés en
 « secret pendant les tristes temps des persécutions de leur culte. Ces
 « deux pieuses sœurs étaient dignement remarquables par leur foi énergique et leur zèle à soutenir leurs coreligionnaires ; plusieurs fois
 « elles eurent le bonheur de recevoir le digne pasteur Paul Rabaut,
 « pendant ses poursuites et ses courses nocturnes, et ces moments de
 « crainte et d'agitation furent toujours comptés par ces bonnes chrétiennes au nombre des plus heureux de leur vie, dont plus tard,
 « elles firent part à leurs enfants et qui nous ont été transmis avec
 « détails par notre bonne mère.

« Dans une assemblée au désert, ou nos ayeux se rendaient très
 « exactement et en famille, quoique souvent, il fallût se sauver par
 « la fuite, au premier cri d'alarme. M. Fabre, mari de cette digne
 « tante de notre mère fut arrêté, un livre de Psaumes à la main, et
 « pour ce fait condamné aux gallères; mais il avait un fils, qui a
 « laissé de touchants souvenirs. Ce fut ce fils qui sollicita avec instance
 « et qui obtint la faveur de prendre les chaînes de son vieux père.
 « afin de laisser aller en liberté ce digne vieillard. Cet acte de dé-
 « vouement et d'amour filial fut généralement admiré et donna lieu
 « plus tard, ne pouvant rester dans l'oubli, à une pièce de théâtre,
 « intitulée : *L'honnête Criminel*.

« Le jeune détenu resta plusieurs années aux gallères, confondu
 « avec les malfaiteurs, mais soutenu par sa foi, et dans un temps plus
 « calme, la cause de sa peine étant généralement connue, il obtint
 « enfin sa liberté. Un homme important fut désigné pour aller le dé-
 « livrer; et fier de cette mission, il le présenta à grand dîné qu'il avait
 « accepté dans une maison des plus recommandables, mais il exigea
 « que ce digne fils portât sur lui son costume de gallérien, qui était
 « devenu pour lui un costume honorable. Il se rendit à Ganges, où
 « était allé s'établir sa famille et eut le bonheur de trouver encore son
 « père, qui put lui donner sa bénédiction avant de quitter ce monde.
 « D'aussi honorables parents par leur foi et leur dévouement à la
 « religion chrétienne méritent bien qu'on retrace leur souvenir à la
 « postérité.

« Dieu veuille nous bénir dans la lecture et la méditation de cette
 « sainte Bible, et nous faire avancer par elle dans la foi et dans la
 « sanctification à l'exemple de nos ayeux, en Jésus-Christ, notre Sei-
 « gneur. Amen! »

J'ai pense, Monsieur le Président, que ce pieux souvenir était digne de
 figurer dans le *Bulletin* de notre chere Société.

Veillez agréer, etc.

A. BORREL.

Au sujet du pasteur Gibert et des Eglises du Désert dans la Saintonge.

*A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
 français.*

Monsieur le Président,

L'intéressant récit publié par le *Bulletin* (t. III, p. 190) au sujet du pas-

teur du Desert Louis Gibert, m'a vivement touché et m'a porté à faire des recherches dans quelques vieux papiers relatifs à nos Eglises du Désert, qui sont en ma possession (V. *Bulletin*, I, 228). En voici le résultat, qui peut fournir quelques additions à l'article de la *France protestante*.

Si le récit que nous a transmis Etienne Gibert est pour nous, une preuve du dévouement, du zèle, de l'esprit missionnaire de son frère, les Eglises de la Saintonge et de l'Angoumois, en reconnaissaient officiellement les heureux effets. Voici le témoignage public qu'elles lui rendent dans les articles 6, 7 et 14 de leur colloque des 16 et 17 décembre 1761, et cela huit ans après le fait que vous avez relaté. Preuve évidente que cet odieux guet-apens de l'évêché de Saintes n'a ralenti en rien son activité, ni refroidi sa charité, ni désarmé son courage. Après comme avant le danger, il est toujours le pasteur qui au nom de son divin Maître va de lieu en lieu faisant du bien.

« Art. 6. La compagnie ayant égard aux services que M. Gibert l'aîné a rendus aux Eglises et à ceux qu'il peut lui rendre encore, juge à propos que pour lui en faciliter les moyens, *il circulera dans toutes* en qualité de pasteur, avec le droit d'y exercer la discipline, ainsi que le pasteur qui y sera fixé pour en faire plus particulièrement la desserte; bien entendu que l'un et l'autre agiront de concert. »

« Art. 7. « Pour la plus grande commodité des pasteurs et pour le bien des Eglises, il a été décidé, conclu et arrêté, que lesdits pasteurs, excepte M. Gibert l'aîné, n'observeront plus la circulation réglée par l'art. 12 du Colloque du 15 avril dernier; mais qu'ils auront chacun un quartier fixe. Lesquels quartiers ont été réglés comme suit : Saint-Savinien, le Port des Barques, Soube, Luzac, Marennes et Mornac, formeront celui de M. Sollier. — La Tremblade, la Pimprière, Avallon, Patewe, Breuillet, le Pouyaud et Saint-Palais, celui de M. Dugas. — Les cinq Eglises d'Angoumois avec celle de Jonzac, celui de M. Martin. Royan, Didone, Méché. Coze, Mortagne, Saint-Fort, Gémozac et Pons, celui de M. Ta-Rousseau. — Et à l'égard de l'île de Rhé, il a été convenu que M. Martin y ferait une ronde par année et qu'elle serait d'ailleurs desservie alternativement par MM. Sollier et Dugas. »

« Art. 14. « L'assemblée, ayant pris en considération les arrêtes du colloque des Eglises de l'Agénois par lesquels, elles se déclarent membres de notre province ecclésiastique, en vertu du consentement que notre synode du 4^{er} et 2 juillet 1760 a donné à leur jonction, de même que la lettre gracieuse qu'elles nous ont écrite en conséquence, en date du 15 septembre dernier, par laquelle elles nous demandent du secours, l'assemblée, dis-je, accorde à M. Gibert, *selon ses désirs*, la liberté d'aller visiter lesdites Eglises ou de tenir la place d'un des pasteurs du

« Périgord, supposé que celui-ci veuille bien aller dans lesdites Eglises et que celles du Périgord y consentent. »

Ces trois articles en établissant une exception si honorable pour M. Gibert l'aîné, nous le font connaître, je crois, sous son vrai jour : il nous paraît, en effet, avoir bien moins revêtu le caractère du pasteur que celui de l'évangéliste (*Ephésiens 4, v. 14*). A d'autres les dons nécessaires pour conduire, paître et surveiller les troupeaux ; à lui ceux qui étaient indispensables pour les rassembler, les affermir, leur donner une heureuse impulsion, un premier élan. De là, il nous semble, le caractère particulier que lui confèrent ces documents.

Maintenant voulons-nous savoir quelles ressources étaient accordées à ces fidèles ouvriers, écoutons les art. 9 et 10 du même colloque et le 10 du synode provincial des Eglises de Bordeaux, Saintonge et Angoumois, tenu les 17 et 18 juillet 1771.

Art. 9 : MM. les pasteurs percevront la demi-année des honoraires qui échèreront à la fin du présent mois, ainsi qu'à l'avenir, de la manière suivante, savoir :

« M. Sollier, l'île de Rhé, le Port des Barques, Marennes et Lutzac, et il remettra huit livres par an, à M. Gibert ;

« M. Dugas, la Tremblade, Avalon, Paterre et le Panyaud.

« M. Martin, Jonzac et dans les Eglises d'Angoumois, 670 liv. par an, et le restant de la taxe desdites Eglises d'Angoumois sera payé à M. Gibert.

« M. Jarousseau, Mornac, Breuillet, Royan, Saint-Palais, Cozé, Mortagne et Pons, et il remettra 42 liv. par an, à M. Gibert ; Gémozac, la Pimprelière, Saint-Fort, Saint-Savinien, Méché, Didonne, et tout le reste dont il est fait mention dans le présent article. »

Art. 10. « Pour que MM. les pasteurs aient chacun 1,000 liv. d'honoraires par an, l'assemblée a décidé que l'Eglise du Panyaud payerait à l'avenir 150 liv. ; celle de Méché, 75 liv. ; celle de Didonne, 75 liv. ; celle de Saint-Palais, 110 liv. ; celle de Marennes 208 liv. ; et celle de la Pimprelière, 120 liv. »

Enfin l'art. 40 du Synode de juillet 1771 porte : « Sur l'assurance que nous a donnée M. Dugas, pasteur, que le sieur La Rante, du bourg d'Arse, a rempli les obligations qui lui furent imposées par le Synode de 1767, au sujet de ce qu'il devait à M. Gibert l'aîné, la Compagnie, en conséquence, le décharge des peines ecclésiastiques qui lui furent infligées par le Consistoire de Cozé à cette occasion, et ordonne que le présent article sera lu un jour de dimanche dans l'Eglise dont il est membre afin que le public ne puisse lui rien imputer à ce sujet. »

Ces articles m'ont paru avoir leur intérêt.

Extrait du Colloque des 46 et 47 décembre 1764 : Art. 43 : « La Compagnie, prenant toute la part possible à la détention de M. le pasteur Rochette et autres personnes prisonnières avec lui, et n'ayant rien plus à cœur que de contribuer à leur procurer la liberté, elle charge MM. les anciens de faire incessamment une collecte qui sera employée, s'il est nécessaire, à cette fin; laquelle collecte sera envoyée au plus tôt à M. Etienne Gibert, pasteur à Bordeaux, afin que ce dernier la fasse parvenir à sa destination; si le cas y échoit. »

Les 47 et 48 juillet 1774, les Eglises de Bordeaux, Saintonge et Angoumois, se réunissent en synode provincial et délibèrent ce qui suit : — Art. 3 : « En vertu de la liberté qui fut accordée à l'Eglise de Bordeaux par le dernier Synode, art. 5, d'adresser vocation à tel pasteur qu'elle jugerait à propos pour remplacer M. Etienne Gibert, ladite Eglise ayant appelé dans son sein M. Jaques Olivier, ci-devant pasteur de l'Eglise d'Anduze, la présente assemblée approuve le choix de ladite Eglise de Bordeaux, fait bien des vœux pour le succès du ministère dudit M. Olivier et l'agrège avec plaisir au corps des pasteurs de la province. »

Mais quelle fut la cause du départ de M. Etienne Gibert de l'Eglise de Bordeaux? Il paraît qu'il y eut entre lui et le consistoire de cette Eglise de graves dissentiments qui amenèrent divers arrêtés de ce corps et un jugement du Synode des 20 à 22 septembre 1770. — Voici, en effet, ce que porte l'art. 8 du Synode de juillet 1774, cité plus haut.

« MM. les députés de l'Eglise de Bordeaux, ayant requis l'assemblée de prendre en considération les arrêtés consistoriaux du 26 septembre dernier, signifiés peu de jours après à M. Dugas, pasteur et modérateur du Synode tenu les 20, 24 et 22 septembre 1770, concernant le jugement prononcé contre et au sujet de M. Gibert, la Compagnie, après avoir mûrement réfléchi sur le contenu de ce jugement, n'a pu s'empêcher de remarquer que l'art. 3 qui accuse le consistoire de ladite Eglise d'avoir agi avec trop de précipitation dans ses divers arrêtés contre ledit sieur Gibert; d'avoir manqué de charité à son égard, et qui décerne, en conséquence, une censure contre ledit consistoire, forme un contraste sensible avec tous les autres points dudit jugement. Ainsi, sans imputer le Synode qui pouvait avoir alors et qui avait certainement des raisons de ménagement et de prudence pour statuer comme il le fit, la présente assemblée reconnaît que ledit consistoire n'a pu se conduire autrement qu'il l'a fait et que dans tous ses arrêtés au sujet de M. Gibert, il ne s'est écarté ni de l'ordre prescrit par la discipline; ni des lois de la douceur, du support et de la charité. »

Veuillez agréer, etc.

L. BÉNIGNUS.

**L'œuvre historique prescrite et poursuivie par les synodes,
à l'exemple de l'ancienne Eglise.**

*A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.*

Nantes, le 23 septembre 1857.

Je croyais que la liste des synodes nationaux ou provinciaux qui se sont occupés de l'*OEuvre historique* devait être épuisée après les diverses mentions qui en ont été faites dans le *Bulletin* (Voir t. I, 323. II, 88, 379 et ci-dessus, p. 4). Mais je vois qu'il n'en est point ainsi, tant nos ancêtres ont eu cette matière à cœur. Voici, par exemple, de quel commentaire Matthieu de Larroque accompagne l'art. XXXIII de la Discipline, dans sa *Conformité de la Discipline des Eglises réformées de France avec celle des anciens chrétiens*, p. 243. Citons d'abord cet article :

« En chacune Eglise on dressera mémoires de toutes choses notables
« pour le fait de la religion et en chacun colloque sera député un ministre
« pour les recevoir et les porter au Synode national. »

Voici maintenant le commentaire :

« Le pape Fabien, qui finit ses jours par un glorieux martyre, pour la
« cause de Jésus-Christ pendant la persécution de Deccius environ l'an 250
« du Christianisme, le pape Fabien, dis-je, établit des personnes pour recueillir
« les actes des martyrs, comme on le lit dans le *Livre pontifical*, qu'on attri-
« bue d'ordinaire à Damase (t. I, Conc. p. 443), et l'on peut dire que c'a été
« le principal sujet que notre discipline ait eu en vue dans l'article que
« nous examinons, comme il paraît par cet arrêté du Synode national de
« Privas de l'an 1612 : *Les provinces seront exhortées de recueillir soi-*
« *gneusement les histoires des pasteurs et autres fidèles qui en ces der-*
« *niers temps ont souffert pour la vérité du Fils de Dieu, et seront tels*
« *mémoires envoyés à Genève, afin que ce recueil soit joint au livre des*
« *Martyrs, pour être mis en lumière.* »

« Dans ce même pontifical de Damase (*ubi supra*, p. 30) dont je viens
« de parler, il est remarqué que saint Clément, disciple des apôtres, avait
« partagé longtemps avant Fabien les sept quartiers de la ville de Rome à
« sept personnes fidèles de l'Eglise pour rechercher exactement chacun dans
« le sien les actes des martyrs, au nombre desquels il fut mis lui-même
« environ l'an 100 de J.-C. Le pape Antérus (*Ibid*, p. 110) fit à peu près la
« même chose que Clément. Mais si cela se faisait dans l'Eglise romaine, on
« le pratiquait aussi en beaucoup d'autres. Saint Cyprien le témoigne aussi
« de celles d'Afrique dans son épître XXXVII, où il ordonne de marquer le
« jour de la mort des martyrs, pour en célébrer la mémoire. C'est dans cette

« vue que Tertullien (*de Corona*, c. XIII) parle des fastes de l'Eglise; et la
 « lettre de l'Eglise de Smyrne, touchant le martyr de saint Polycarpe, nous
 « fournit encore une preuve de la pratique dont il est question, et que l'on
 « doit regarder comme l'origine de ce que nous nommons Martyrologes,
 « qui comprennent non les martyrs d'une Eglise seulement, mais générale-
 « ment de toutes autant qu'on en peut découvrir, à quoi on croit qu'Eusèbe
 « a travaillé le premier. »

Il ressort de ces faits que non-seulement l'Eglise réformée, mais l'ancienne Eglise elle-même, a dans tous les temps compris la grande importance de l'œuvre que nous voudrions voir de nouveau entreprise et en honneur parmi nous. Il suffirait peut-être que l'exemple en fût donné par l'un de nos consistoires les plus importants pour que la mesure devînt générale...

B. VAURIGAUD.

Nous ajouterons nous-mêmes, pour compléter les rappels que nous avons faits ci-dessus (page 2) de tous les articles synodaux relatifs à l'œuvre historique qui avaient été jusqu'ici recueillis et rapportés dans le *Bulletin*, la délibération du synode provincial de Dauphiné, tenu à Pont-en-Royans, le 29 juin 1622, qui a été citée incidemment (t. V, p. 304) et qui est ainsi conçue : « Quelques synodes de cette province n'ayant point fait nomination
 « de ceux qui recueilleraient les mémoires des Eglises touchant les faits
 « mémorables arrivés en icelles depuis la Réformation, selon ce qui en avait
 « été ordonné par le synode précédent, a été dit que chaque colloque nom-
 « mera le sien, et à cet effet ont été élus et choisis : 1^o le sieur *Félix*,
 « pour le colloque du Viennois; 2^o le sieur *Murat*, pour le Valentinois;
 « 3^o le sieur *De la Croze*, pour les Baronnies; 4^o le sieur *Conel*, pour
 « l'Embrunois; 5^o le sieur *De la Combière*, pour le Gapençais; 6^o le sieur
 « *Guérin*, pour le Valcluzon, et 7^o le sieur *Appaix*, pour le Diois; auxquels
 « leurs colloques feront tenir dans trois mois précisément tous les mémoires
 « qu'ils pourront recueillir en leurs Eglises, de quoy lesdits autres pasteurs
 « rendront compte au synode prochain. »

Il s'agirait de savoir quels fruits portèrent finalement ces mesures.

Questions et Réponses.

De l'opinion de M. Michelet sur la conduite de Calvin à l'égard de Servet et du parti des Libertins.

Un de nos lecteurs, M. C. S. de R. (Gard), nous signale le passage suivant du volume de M. Michelet sur la *Ligue et Henri IV*, page 464 :

« Calvin. — *La mort du grand Servet.* — Non content des livres du temps et des travaux si importants qu'ont donnés sur Genève, Calvin et Farel, MM. Gaberel, Henry, Revilliod, Schmidt, Merle d'Aubigné, Bonnet, Pictet de Sergy, etc., j'ai été moi-même à Genève pour fixer mon opinion. Partisan de Servet et de la raison moderne, j'inclinai du côté de ses amis, les amis de la liberté (ou *Libertins*). Cette question, étudiée dans les *Archives de Genève*, spécialement dans les *Registres du Conseil*, devient plus claire. Je crois que le parti eût livré Genève à la France : malheur immense pour l'Europe. Servet comptait sur la victoire des *Libertins*, et c'est pour cela qu'il prolongea à Genève le séjour qui le perdit. Nul doute que Calvin n'ait cru sauver la religion et la patrie, la révolution européenne. C'était le moment le plus brûlant de l'école du martyr. Dans une lettre inédite que le savant historien de l'Eglise de Genève, M. Gaberel, me communique, Calvin peint son embarras pour choisir entre les solliciteurs qui s'étouffaient à sa porte, qui se disputent, quoi ? D'être envoyés à la mort. » (Voir les *Guerres de Religion*, chap. VI, p. 107.)

M. C. S., frappé de l'opinion émise par l'historien, et désireux de connaître les documents qui l'ont fait ainsi renoncer à ses sympathies pour Servet et les Libertins, et à se prononcer contre eux en faveur de la politique de Calvin, nous prie de demander à nos correspondants de Genève, et spécialement à M. Gaberel, les éclaircissements qu'ils doivent être à même de nous fournir à ce sujet, puisque M. Michelet parle des Archives de Genève, des Registres du Conseil et surtout d'une lettre inédite de Calvin.

Eclaircissements sur la chanson attribuée à Calvin. — Qu'est-ce que « l'Épître de Cayet à l'évêque de Bazas, etc. ? »

(Voir ci-dessus, p. 18.)

Il paraît bien qu'elle existe cette chanson attribuée à Calvin par la vieille Dissertation suédoise, dont un extrait nous avait été signalé. Nous ne tenons pas encore le texte même, ni l'origine de cette chanson. Mais nous venons de découvrir un passage où elle est mentionnée et qui pourra nous faire remonter à la source.

C'est dans un des ouvrages du trop célèbre père Garasse, dans ses *Recherches des recherches d'Etienne Pasquier* (Paris 1622, in-8°), que se rencontre ce passage. Il se lit (page 712), à la section 4 du livre IV, où Garasse accuse Pasquier d'être « libertin (c'est-à-dire libre penseur), contre tous les ordres religieux. » et lui fait surtout un crime de se montrer ennemi du célibat monastique. Pasquier ayant dit « que la plupart de ceux

« qui se rendent religieux le font par dépit ou par désespoir d'hypocondriaque, comme Abaillard, » notre jésuite s'écrie : « Grand honneur certes à maître Pasquier, de symboliser en humeurs avec Rutilius et Ausone, ces deux vieux druydes, libertins, athées et sans religion ! Je m'estonne qu'après la déposition d'Abaillard, il n'ait fortifié ses preuves par la messe du concubinage de Carlostad, et par la *chanson que les premiers compagnons de Calvin, le Ramasseur et le Bonhomme, chantoient es portes des couvents en Poitou et Angoumois, au rapport de Cayet en son épître à l'évesque de Bazas, dont le refrain estoit : O MOYNES, MOYNES, IL VOUS FAUT MARIER ! Cœli enarrant gloriam Dei !* Car elles sont de mesme nature que les preuves empruntées à la vie d'Abaillard, homme aussi dangereux que Carlostad, plus ruzé que le Ramasseur, et plus pernicieux que le Bonhomme. »

Ainsi, il s'agit d'une chanson connue, mais que Garasse n'attribue pas à Calvin ; il dit seulement qu'elle était chantée en Poitou et Angoumois, aux portes des couvents, par les *compagnons de Calvin*. Que signifient ces deux mots « le Ramasseur et le Bonhomme ? » Sont-ce deux épithètes accolées au nom de Calvin ? Mais ne figurent-ils pas un peu plus loin, malgré l'absence de ponctuation, comme deux personnages distincts, compagnons de Calvin, l'un « ruzé », l'autre « pernicieux ? » Ou bien encore sont-ce des synonymes pour désigner Calvin lui-même ? Cela n'est pas clair.

Au surplus, Garasse ne fait que citer Cayet (Palma-Cayet), « en son épître à l'évêque de Bazas. » — Peut-être cette épître contient-elle les explications désirables et le texte de la chanson. Mais cette épître elle-même, quelle est-elle ? Nous l'avons vainement demandé à l'article que Bayle consacre à Cayet en son dictionnaire, et même à la bibliographie bien plus complète encore de l'article de la *France protestante*. Nous le demandons à nos lecteurs.

Chansons, cantiques, complaints historiques, etc.

(Voir ci-dessus, p. 18.)

En réponse à notre demande de documents de ce genre, on nous a signalé un recueil de *Complaintes* populaires, composées au siècle dernier, et dont il existe, parmi les protestants du Midi, plusieurs copies. Nous en donnerons ici la liste dans l'ordre indiqué, afin de mettre nos lecteurs à même d'en signaler d'autres qui complèteraient notre collection :

- 1° Sur la mort d'Etienne Arnaud, 1718 (40 versets). — 2° Sur la mort de la mère de Roussel, (23 versets). — 3° Sur la mort de Pierre Durand, avril 1732 (26 versets). — 4° Sur la mort de Rang, mars 1745 (24 versets). — 5° Sur la mort de Desubas, février 1746 (66 versets). — 6° Sur la mort

de Benezet, 1752 (37 versets). — 7° Autre sur la mort de Desubas (24 versets). — 8° Autre sur la mort de Durand, (33 versets). — 9° Autre sur la mort de Durand, (35 versets). — 10° Autre sur la mort de Rang, (19 versets). — 11° Sur la mort de Rochette, septembre 176., (32 versets). — 12° Sur la délivrance de M. Claris, 1757 (19 versets). — 13° Reproches envers sur l'abjuration de Molines, 1752 (26 versets). — 14° 26 versets de controverse, 1710. — 15° Sur la mort de Roussel, 1728 (22 versets). — 16° Sur la mort de Lafage, 1754 (93 versets).

Ces deux dernières ont été publiées dans l'*Histoire des Eglises du Désert*, de Ch. Coquerel, t. I, p. 329, et t. II, p. 371. Ce même auteur a domé, t. I, p. 314, une liste analogue, non moins complète que celle-ci. Enfin, M. Crottet, dans son *Hist. des Eglises réf. de Pons, Gémozac et Mortagne*, a inséré 13 couplets de la complainte sur la mort de Lafage. Deux de nos correspondants, ignorant sans doute cette publication, nous avaient déjà, depuis assez longtemps, adressé des copies de ces mêmes pièces.

Un autre membre de la Société, en nous faisant la communication qui a été insérée au t. I, p. 387 du *Bulletin*, nous avait, de son côté, informés qu'il avait vu dans le tome XIX des manuscrits d'Ant. Court, à la bibliothèque de Genève, diverses pièces fort intéressantes, telles que : 1° *Chanson chrétienne des français fugitifs*, en 19 versets; 2° un *Ave Maria des Irlandais*; 3° une *Ode au prince d'Orange*. En même temps, ce correspondant nous faisait aussi connaître un autre recueil de complaintes du Désert, qu'il avait à sa disposition. Comme cette liste diffère un peu de celle rapportée ci-dessus, et qu'elle est accompagnée de quelques extraits, nous la reproduirons prochainement.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

FRAGMENT D'UN SERMON MANUSCRIT DE CALVIN

SUR L'UNION NÉCESSAIRE DES FIDÈLES PAR L'ESPRIT ET LA CHARITÉ
DE CHRIST.

15..(?)

Ce fragment est celui qui appartient à la belle collection d'autographes de M. Luzac du Rieu, de Leyde, et dont M. J.-P. Hugues nous avait annoncé la communication (*Bull.*, V, 489). « C'est, nous dit-il, une page in-fol., recto et verso, dont l'écriture est surchargée d'abréviations et dont l'encre a beau-

coup blanchi, en sorte qu'elle était considérée comme presque indéchiffrable. Cependant M. J.-T. Bergmann, l'habile secrétaire de la commission des Archives de l'Eglise wallonne, est parvenu à la lire, à force de patience et de recherches, et c'est à son obligeance que nous devons ce morceau vraiment remarquable.

Fragment.

.....point en leur recours à Christ et qu'ils ne luy ont point donné gloire comme il luy appartenoit. Ainsi donc, sachons que nostre Seigneur nous destituera de conseil, de sens et d'entendement. D'autant que nous ne l'aurons point requis en nostre nécessité, mais que nous aurons aimez [?] en nostre phantasie [plutôt] qu'en sa providence et sagesse. Or, il y a cependant cette mélodie dont j'ay parlé, à scavoir qu'il ne fault point que nous soyons à Christ et que nous criions à luy de bouche et de voix, tant seulement, mais qu'il faut que nostre cœur soit eslevé, en sorte que nostre mélodie monte par dessus les cieulx et qu'elle parvienne jusques dans la majesté de Christ. Or, il est vray que pour ce faire il ne fault point que la langue y besoigne beaucoup; car ceux qui n'ont point parlé quelquefois ont bien crié à Christ, et il les a ouys et exaulcés. Car il n'a pas des entrailles charnelles comme nous avons, et qu'il luy faille crier de bien hault pour luy faire entendre ce que nous luy demandons; il seait ce qu'il nous fault avant que nous le requérons; il regarde donc nostre cœur et s'y arreste plus qu'il ne faict à la voix de la bouche. Car il y en a plusieurs qui cryent assez, mais il n'y a sinon une voix qui résonne en l'air, et tout cela ne sert de rien sinon que le cœur soit touché. Car si nous voulons que Christ nous ouïe et qu'il nous exaulce, il fault que le cœur parle et qu'il soit enflambé d'un ardent désir de la prière et de le louer. Or il y a, puis après qu'il fault que nous soyons d'un même accord, ce qui ne se peult faire sinon que nous soyons vrayement unis ensemble. Et de faict, si nous ne sommes en telle union, nous aurons [beau] chanter, nous ne ferons rien qui soit agréable à Christ. Car il fault que le saint Esprit soit nostre maistre, et qu'il touche nos affections ensorte que nous soyons tous conformez ensemble par un mesme lyen d'amytié et de fraternité. Nous ne pourrons pas accorder l'un avec l'autre sinon que l'esprit de Christ

nous pousse à cela. Or, voyons maintenant si le saint Esprit n'est point appelé l'Esprit de paix, pourrons-nous estre menés de l'esprit de Christ sinon que nous soyons conformez ensemble par charité et amitié fraternelle. Tant que nous serons en haynes et en dissensions, il est impossible que nous puissions eslever nos voix à Christ d'un commun accord et pour le prier comme il appartient. Et cela nous doit bien toucher au vif afin que nous aprenions de ne point lascher la bride à nos meschantes affections, à haynes, à murmures, à dissensions et envyes contre nos prochains, mais que plutôt il nous fault estre tellement conformez ensemble en paix et vraye union, que ce ne soit qu'ung mesme esprit et une mesme volonté que de nous tous. Et pour autant que cela ne peult pas venir de nous, il fault que nous prions Christ qu'il luy plaise nous faire la grâce d'estre tellement conformez ensemble que nous le puissions prier tous d'un mesme accord et d'une mesme voix. Car quand nous sommes icy, au commencement du sermon, nous prions Christ, et en la fin aussy bien. Or, cependant, qu'est-ce qu'ung chacun doibt penser en son entendement ? « Me voicy en la compagnie des fideles, ou Jésus-Christ préside ; c'est le chef de toute l'assemblée ; il fault donc que je soys conforme aux aultres membres, si je veulx participer au chef. » Voilà comme nous devons estre disposez en priant. Et mesme cela nous doibt bien inciter de le faire, quand nous voyons comme nostre Seigneur Jésus-Christ parle par David au psaulme vingt-deux, quand il dit : « Quel amour est le nom de Christ son pere à ses freres, c'est-à-dire à nous comme ausquels il faict cest honneur de nous attribuer le tiltre de fraternité. » Voilà donc comme ung chacun de nous doibt penser en soy-mesme ? « Nous prions Christ, icy en son temple, ou Jésus-Christ préside. Invoquons le nom de Christ tous ensemble. Jésus-Christ nous conduit. Il faut que nous ayons ung mesme accord tous ensemble, que nous soyions disposez à louer Christ, que nous ayons une mélodie. . . . »

DÉDICACE DU PSAUTIER DES ÉGLISES DU BÉARN

AU ROY DE NAVARRE (PLUS TARD HENRI IV).

1583.

Il existe un volume rare dont voici le titre :

LOS PSALMES DE DAVID, *metuts en rima bernesa, per Arnaud de Salette M. à Orlès, per Louis Rabier, imprimur deu Rey.* 1583. (In-8° sans pagination, avec une vignette représentant un lion debout et tenant de ses pattes de devant un livre ouvert, dans lequel on lit : *Et aperuit lib. vita.* Sur la bordure ovale règne cette légende, tirée de l'Apocalypse, V, 5 : *Vicit leo de tribu Juda* (1).

C'est, on le voit, la traduction des Psaumes en langue béarnaise. Après cinq pages d'un Avertissement au lecteur, qui ne roule que sur la question de dialecte, se trouve la « forme des prières ecclésiastiques, etc. » En un mot, ce Psautier à l'usage des Eglises du Béarn est, y compris la musique, conforme à celui que possédaient les Eglises réformées de France. Il est dédié par le traducteur, le ministre Arnaud de Salette, au jeune roi de Navarre, qui, après la mort de Henri III, et grâce aux efforts du parti huguenot, devait dix ans plus tard monter sur le trône de France,

Et par droit de conquête et par droit de naissance.

M. Beigbeder a bien voulu nous traduire littéralement, vers pour vers, cette dédicace, qui a son intérêt historique.

AU ROI.

Je vous présente, ô mon Roi,
Les chansons que chantait
Le prophète David, quand il demeurait sur le Mont.
Je vous présente les chants qu'un savant et grand roi

(1) M. Lourde-Rocheblave nous a signalé cette vignette comme se trouvant à la dernière page d'un livre intitulé : *La face de l'Eglise primitive*, par A. Vidal, pasteur de l'Eglise de Lescar, en Béarn, et imprimé à Orthez en 1646, par « Jacques Rovrer, imprimeur ordinaire du Roy en Béarn. » Comme elle se trouve aussi à l'un des premiers feuillets du livre, au-dessous d'une approbation synodale et à côté de la signature des pasteurs Abbadie, de Pau, et Capdeville, de Sauveterre, chargés d'examiner l'ouvrage, M. Lourde-Rocheblave pense que c'était là le sceau du synode de Béarn.

Fit pour nous enseigner à bien chanter la loi.
Le sujet qu'il choisit pour faire parler sa Muse,
N'est pas ce Mont qui abuse tant de gens :
Car bien qu'il eût fixé son habitation sur la Montagne,
Ce n'est pas là qu'il fixait son affection ;
Aussi n'en parle-t-il point pour vanter les plaisirs
Que les mondains y trouvent,
Et que, hors de sens, tant de misérables approuvent ;
Mais son sujet est Dieu, le roi des cieux ,
Qui l'avait tant de fois préservé de tout mal,
Et mis en main le sceptre qu'il portait,
Au lieu de la houlette avec laquelle
Il faisait tourner les brebis.
Son sujet, dis-je, est Dieu et ses commandements,
Qu'il arrangea mélodieusement
Avec sa harpe et sur sa douce lyre,
Montrant à tous les rois et le but et la mire
Pour marcher droit à la vue de tous.
O le délicieux plaisir que sa maîtresse voix
Faisait éprouver, à mon avis, à ceux qui l'entouraient !
O heureux les sujets qui servaient un tel prince !
Lequel non-seulement était fort de la main
Contre ses ennemis, et fort doux pour les siens,
Mais encore leur montrait d'avance
Le chemin qui conduit droit au ciel.
De bien faire on suit avec entraînement
L'exemple de ceux qui vivent saintement,
Fussent-ils valets ou seigneurs ;
Car, qui se soucie d'apprendre
Ne se plaint jamais de celui qui enseigne bien,
En reçût-il les plus mauvais traitements
Jusqu'à être décousu, déchiré ou percé de toutes parts.
Toutefois, si l'on voit celui qui porte sceptre et couronne
Cité en exemple par ceux qui exhortent,
On est plus vivement touché
Qu'on ne le serait par tout autre prédicateur,
Surtout quand le monarque
Soutient les décrets de Dieu, les enseigne et les pratique.

Ainsi, Dieu a marqué de sa marque authentique
Les rois, ses représentants ; lesquels, de leur côté,
Ne doivent jamais perdre de vue,
Qu'approchant plus de la Divinité
Par la grandeur et par le grand lustre de leur personne.
Ils doivent être les premiers à le servir
Et à travailler à sa gloire.
David a fait ainsi, David, chantre agréable
Du grand Dieu souverain ; David, qui maintenant
Encore retentit à nos oreilles,
Nous dit aussi haut que jamais ses merveilles.
De son temps, il chantait en hébreu seulement ;
Après, Dieu a voulu que tout semblablement
Son prophète parlât le grec et le latin,
Et que, tant les Grecs que les Latins,
Tous enseignassent en leurs langues.
Depuis, il a parlé, entre nous, le français ;
Et à présent, comme vous l'entendez, il parle le béarnais.
Le béarnais, peu exercé en versification,
Reçoit toutefois la même mesure
Que le souple gascon et le gentil français,
Et exprime aussi bien, à mon avis, l'hébreu
De David que les autres. Ce que je dis, non certes
Pour me vanter d'avoir la plume aussi diserte
Que les auteurs français qui y ont travaillé,
Je veux seulement dire
Que nous pouvons reproduire grossièrement
Tout ce que le français dit d'une façon guerrière.
Aussi mon principal but
Est d'aider les grossiers de notre nation
A savoir louer la majesté divine,
Ainsi que j'en ai reçu l'ordre de votre mère la reine
Il y a plus de quinze ans. Or, à cette époque
Je m'occupais bien plus des procès de mes clients
Que de chanter, comme j'aurais dû le faire, la grâce
De Dieu et de son Fils, qui déjà, à notre face,
Avait ressuscité son Nouveau Testament
Et découvert le teint de son beau visage.

Entre autres aux Béarnais, et auxquels il avait donné
 Cette âme de Dieu, cette âme éprouvée,
 En véritable foi, dis-je, votre mère,
 Le support et la joie de ceux qui craignent Dieu
 Et l'épouvante des méchants. Elle qui
 Nourrissait dans son cœur les chansons rythmées
 Du prophète David, dans sa bonté elle voulait aussi
 Donner à ses sujets une part de ses principaux biens,
 Afin que les pères, les mères, les filles et les garçons
 Ne chantassent plus des chansons folles ou sottes.
 Mais, qu'à son exemple ils employassent leurs voix
 A célébrer le nom de notre grand Seigneur;
 Mais la mort, trop subite, hélas ! et trop tôt arrivée,
 En l'éloignant de nous la transporta dans l'autre vie,
 Où, des anges admirée, elle voit le grand Dieu,
 Et le loue sans cesse avec le prophète hébreu.
 Or, vous êtes l'héritier, Sire, de sa couronne,
 Vous nous représentez sa céleste personne :
 Vous êtes fils du pays, vous êtes fils du château,
 Et vos yeux s'ouvrirent pour la première fois à Pau.
 A vous donc, de bon droit, toutes choses sont dues,
 Lesquelles furent, de son vivant, promises à votre mère.
 Aujourd'hui donc que le même zèle et la même et sainte affection
 Qu'elle avait pour les progrès de la Réformation
 (Grâces au Tout-Puissant) vous accompagne, Sire,
 Et fasse que quiconque craint Dieu vous admire.
 Voilà pourquoi je vous fais présent de mon œuvre,
 En vous priant de n'y rien trouver qui vous déplaie,
 Ni mon travail, ni mon don, ni même ma hardiesse;
 Et que vous ne le jugiez pas selon la petitesse
 De celui qui y a travaillé, mais selon le sujet
 Qu'il traite : du grand Dieu et de son mandement,
 De ce même grand Dieu qui, par une grâce spéciale,
 A placé sur votre tête la couronne royale
 Des habitants de Navarre, et vous a mis en main
 Du pays de Béarn le bâton souverain.
 Que ce même grand Dieu, dis-je, vous conduise
 Dans tous vos sentiers, et qu'il établisse en droit

Votre trône, et fasse qu'à jamais
 Vous le louiez d'accord, et vous et vos sujets.

Le très humble sujet de Votre Majesté Royale.

A. D. S.

LETTRE DE THÉODORE DE BÈZE A ANTOINE BACON.

1593.

La lettre suivante se trouve tout à la fois aux manuscrits du British Museum (Bibl. Birchm., n° 4144) et aux archives de Lambeth Palace, à Londres (n° 649, in-fol.). C'est à ce dernier dépôt que l'a transcrit M. G. Masson, qui nous en a transmis une copie, tandis que M. F. de Witt nous en communiquait une autre conforme qu'il avait relevée au British Museum.

A Monsieur Anthoine Bacon, à Londres.

Monsieur, j'estois tellement obligé par plusieurs bienfaits à Madame la chancelière votre mère, et à vous, qu'il m'estoit impossible de la remercier, ni vous aussi, condignement. Tant s'en falloit qu'il fust besoin d'un tel accroissement que celui qu'il luy a pleu et à vous de m'envoyer, surmontant de beaucoup, quant à ce qui est au mien, la valeur de ce mien petit présent, de l'acceptation duquel il a pleu à Madame votre mère m'honorer. Je ne sçay si on aura fait ceste faute d'en présenter aussi un exemplaire à Monsieur Edouard votre frère, et un autre à vous. Ce qui sera, s'il plaît à Dieu, réparé par l'impression de la suite de mes sermons sur l'histoire de l'ascension du Seigneur, et de l'envoy du Saint-Esprit : voire, si tant est que ce Seigneur, au lieu de poursuivre en ses justes vengeance, nous préserve de la ruine de laquelle nous sommes par deçà de plus en plus menacés : comme, par sa singulière grâce il nous en a guarentis jusques à présent, et comme encores il ne nous a destitués de son courage pour continuer jusques au bout, nonobstant ce qui est tant estrangement, et tant inopinément advenu en France (1), et qui nous a bien esmeus à la vérité, et à bon droit, mais non pas esbranlés : pour ne nous estre jamais fondés que sur la puissance et bonté de nostre Dieu qui nous recevra en haut si on ne nous peut plus sous-

(1) L'abjuration de Henri IV, qui avait eu lieu un mois auparavant.

tenir icy-bas. Au surplus, Monsieur, je suis infiniment joyeux de ce que finalement vous estes de retour en vostre patrie en très bonne disposition en tout et partout, et au contentement non-seulement des vostres, mais aussi de toutes gens de bien et d'honneur. après une si longue et ennuyeuse pérégrination : laquelle espreuve, comme j'espère, ne vous servira pas seulement cy-après pour vous avancer de plus en plus en piété et toute vertu. suivant les pas de ceux dont vous estes issu, mais aussi vous rendra tant plus utile et recommandable à Sa Majesté et à toute vostre patrie à laquelle est due la moisson de tout ce que le Seigneur a semé en vous, pour son honneur et gloire : comme je le supplie de bon cœur vous en fais la grâce de plus en plus.

Sur quoy faisant fins, Monsieur, après vous avoir humblement présenté ce que desjà vous vous estes acquis, à savoir la personne et tout le peu qui y est, je supplie vostre mesme Dieu qu'avec multiplication de toutes ses grâces il vous conserve et accroisse en toute sainte prospérité.

De Genève, ce 20 d'aoust 1593.

(1) Vostre entier et très affectionné à vous servir,

THÉODORE DE BESZE.

A la main tremblante duquel vous pardonnerez, s'il vous plaist.

LA CÉLÈBRE CONFÉRENCE DE FONTAINEBLEAU

ENTRE DU PLESSIS-MORNAY ET LE CARDINAL DU PERRON

D'après les sources et l'opinion des juges.

1600.

« J'y ai fait merveilles... »

HENRI IV. Lettre au duc d'Épernon

« Le Roy (Henri IV) ne fut catholique que depuis la conférence de Fontainebleau. »

Le cardinal DU PERRON *Perroniana*.

La conférence theologique qui eut lieu le 4 mai 1600, à Fontainebleau, entre Du Plessis-Mornay et le cardinal Du Perron, en présence de Henri IV et de juges nommés par lui, est un de ces événements caractéristiques, d'où

(1) Cette fin est autographe.

sont découlés de graves conséquences et que l'on connaît en gros, mais dont on ignore généralement les détails. C'est un de ces faits qui portent dans l'histoire le cachet qu'une main habile a réussi à leur imprimer : on sait bien que tout n'y est pas de parfait aloi ; mais, sans y regarder de trop près, on admet la version accréditée... Si pourtant on y regardait de près ? C'est ce qu'il nous paraît très essentiel de faire pour ce qui concerne cette célèbre conférence, qui fut une triste campagne pour Du Plessis-Mornay, un bruyant triomphe pour Du Perron, — pour Henri IV surtout. Le mot de Du Perron placé ci-dessus en épigraphe, indique que ce fut pour le roi un fait capital, un grand *point de départ*. Lui-même, dans cette lettre à Du Perron où il écrit gaïement : *J'y ai faict merveilles*, dit aussi : *C'est un grand coup*, et parle du *fruit à tirer de cette œuvre*. Examinons donc quel fut le caractère de cette défaite et de cette victoire, quelle en fut la réalité, la moralité. Voilà pourquoi nous reproduisons ici le compte rendu fidèle et minutieux que M. Eug. Haag a donné dans l'article important qu'il a consacré à Du Plessis Mornay. Nous y ajoutons seulement quelques notes.

La conférence de Fontainebleau.

Mornay avait conservé de ses premières études un goût très prononcé pour la théologie, dont les sublimes problèmes offraient un attrait particulier à son génie grave et méditatif. Il consacrait les rares loisirs que lui laissaient ses innombrables occupations à l'examen des questions controversées, dans l'espoir que le fruit de ses travaux profiterait à l'Eglise protestante. Telle fut l'origine de son fameux traité de *l'Institution de l'Eucharistie*, qu'il mit au jour au mois de juillet 1598. Cet ouvrage, qui parut avec l'approbation de trois pasteurs, Merlin, Macefer et Vincent de Saumur, est divisé en quatre livres. Le premier traite de la messe, prétendu sacrifice qui n'est fondé ni sur l'Ecriture ni sur la pratique des apôtres, invention des théologiens du VI^e siècle, aussi contraire au christianisme primitif que les cérémonies dont on l'accompagne, toutes nouvelles ou superstitieuses, comme l'eau bénite et l'encens, qui ont été empruntés aux rites du paganisme. Dans le deuxième, l'auteur discourt des temples et des autels, noms inconnus aux premiers chrétiens, qui n'usaient ni de consécration, ni de dédicace ; des images, introduites à une époque assez récente dans les églises et d'un usage dangereux ; du pain azyme, dont l'Eglise primitive se servait indifféremment ; de la célébration du culte en langue vulgaire, recommandée par les

Pères, ainsi que la lecture de l'Ecriture sainte ; du célibat des prêtres, inconnu en Orient et longtemps rejeté en Occident. Dans le troisième, revenant à la messe, il établit qu'on l'appelle improprement sacrifice, puisque dans la nouvelle alliance il n'y a pas d'autre sacrifice expiatoire que celui de la Croix ; puis il discute les dogmes de l'invocation des saints, du purgatoire, de la justification, qui ne s'opère que par la foi en Jésus-Christ. Le quatrième traite de la Cène, considérée comme sacrement. L'auteur cite à l'appui de ces assertions environ cinq mille passages tirés des Pères de l'Eglise ou d'autres théologiens. Cet étalage d'érudition lui fut funeste.

Dès qu'il parut, le traité de Mornay devint le but des plus violentes attaques. Pendant tout le carême, les chaires de Paris retentirent de déclamations furibondes contre l'ennemi de la messe. Son livre fut condamné par la Sorbonne comme un livre pestilentiel. Les jésuites de Bordeaux le déférèrent au parlement ; mais le premier président leur répondit que le temps n'était plus où l'on brûlait les écrits hérétiques, et qu'il ne leur restait d'autre parti à prendre que de le réfuter. Bulenger, un des aumôniers du roi, Dupuy, chanoine de Bazas, les jésuites Fronton le Duc et Richeome l'entreprirent. Leurs réponses, véritables libelles, eurent peu de succès et ne servirent guère qu'à piquer la curiosité. Mal satisfait d'un pareil résultat, le clergé catholique se tourna du côté du prince. Clément VIII écrivit lui-même à Henri IV pour se plaindre d'être traité d'Antechrist par un membre de son conseil d'Etat, en lui donnant à entendre qu'un bon catholique ne l'eût pas souffert (1). Le roi, qui avait besoin du souverain pontife pour la dissolution de son mariage, s' alarma de le voir élever des doutes sur la sincérité de sa conversion, et se promit de donner satisfaction entière à Sa Sainteté. La vigueur avec laquelle Mornay s'opposa à la publication du concile de Trente que Clément demandait avec instance, et à laquelle il était très disposé à consentir, n'était certes pas propre à changer sa résolution, en sorte que, partie pour faire plaisir au pape, partie pour punir Mornay de sa résistance à ses volontés, il sacrifia, sans beaucoup hésiter, un homme qui, pendant plus de vingt ans, l'avait servi de ses conseils, de sa plume, de sa fortune et de son épée, avec une fidélité, un dévouement, un désintéressement sans exemple.

(1) Il est inutile de dire que Mornay figure dans l'Index romain parmi les hérétiques de première classe.

Au commencement de 1599, Mornay, qui se tenait depuis longtemps éloigné de la cour, vint à Paris pour recevoir les excuses de Saint-Phal et poursuivre en même temps le remboursement des sommes considérables qu'il avait empruntées pour le service du roi. Quelque temps après son arrivée, Henri Aux-Epaules, sieur de Sainte-Marie-du-Mont (1), fils de Nicolas Aux-Epaules et de Françoise de Monchy, qui ne cherchait qu'un prétexte honnête pour abjurer, alla prier la princesse d'Orange de lui ménager une entrevue avec lui, désirant, disait-il, lui soumettre des doutes qui tourmentaient sa conscience. La princesse en parla à Mornay, et le pressa de se prêter à cette bonne œuvre. Mornay eut beau s'en défendre et représenter « que cela ne feroit qu'ung éclat sans proffiet, peut-estre même avec dommaige; » il dut céder aux instances de la pieuse dame.

Le lendemain donc, 17 mars 1600, il se rencontra à dîner chez la princesse avec Sainte-Marie-du-Mont, qui lui répéta un bruit répandu par l'évêque d'Evreux et propagé par le roi lui-même, que la plupart des passages cités dans son livre étaient falsifiés, en ajoutant que, dans l'intérêt de la religion réformée, il était urgent qu'il songeât à effacer des esprits la mauvaise impression que cette grave accusation y avait laissée. Mornay aurait pu se contenter de répondre que, s'il y avait dans son livre cinq cents fausses citations, comme le prétendait Du Perron, il les lui abandonnait pour s'en tenir aux bonnes, dont il resterait encore près de quatre mille; mais indigné qu'on osât soupçonner sa bonne foi, il tomba dans le piège. Il répondit donc que s'il plaisait au roi de nommer des arbitres, il prouverait la calomnie, et deux jours après il envoya un défi à l'évêque d'Evreux.

Dès le 25, Du Perron, s'empressant de faire, comme le lui reprocha Mornay, « d'une semonce privée, de particulier à particulier, ung defy de party à party, » répondit à son cartel par un écrit public où il s'engagea à montrer à Du Plessis, « en tel lieu pourvu de livres, et en « telle compagnie de personnes capables qu'il plaira au roy d'ordonner, voire en présence de S. M. mesmes, si elle veut avoir le contentement d'en veoir une partie, cinq cens énormes saucetez de

(1) Sainte-Marie-du-Mont était gouverneur de Harfleur. Il mourut, en 1607, bailli et gouverneur de Rouen, et chevalier du Saint-Esprit. On voit que sa conversion lui fut profitable.

« compte fait et sans hyperbole, dans son livre contre la Messe, « lesquelles, disait-il, je choisiray d'entre un beaucoup plus grand « nombre, pour éviter une trop excessive longueur, et les choisiray « si expresses et si manifestes, qu'il ne faudra autre dispute pour les « convaincre que la seule ouverture des livres qu'il allègue. » En même temps, il écrivit au roi pour le supplier de permettre la conférence, et, de son côté, Mornay fit présenter, le 31, à Henri IV par le duc de Bouillon une requête tendant à ce qu'il lui plût de nommer une commission pour examiner son livre. « Cette dispute, lit-on dans l'Estoile, fait l'entretien de tout Paris. Les uns, qui ont admiré l'éloquence et la pureté du style du livre de Du Plessis, souhaitent que les témoignages des Pères qu'il cite soient fidèles; d'autres assurent qu'un homme de ce caractère est exempt d'imposer, voire de suspicion; quelques-uns, qu'il n'est pas surprenant que dans un si grand nombre de passages cités dans le livre de l'*Institution de l'Eucharistie*, on n'en trouve peut-être quelques-uns mal cités ou allégués : cependant on ne doit point en conclure que ce livre soit mauvais. Plusieurs qui savent que les occupations du sieur Du Plessis ne lui permettent point d'avoir examiné par lui-même tous les passages cités dans son livre, croient véritablement qu'il y en a un grand nombre de défectueux, et qu'il a tort d'avoir fait le défi auparavant de les avoir revus lui-même : et en ce cas blâment les ministres et autres qui lui ont fourni ces passages, que la mauvaise foi doit tomber sur eux et non sur lui » (1).

Henri IV accorda la conférence le 2 avril. Le 7, Du Perron arriva à Paris. Le 10, des commissaires de l'une et l'autre religion furent nommés; c'étaient, pour les catholiques : le chancelier Bellièvre, tout dévoué au pape, de Thou et Pithou, dont la timidité était connue, et le médecin Jean Martin, catholique passionné; pour les protestants : Du Fresne-Canaye, qui songeait déjà à se vendre, et Casau-

(1) Telle est aussi notre opinion, et ce sera celle de tout juge impartial. Le temps et les livres nécessaires manquèrent également à Mornay pour vérifier un nombre immense de citations. Son seul tort fut d'avoir trop compté sur l'exactitude et peut-être sur la bonne foi de ceux qui lui fournirent cette multitude de passages. — Les adversaires des huguenots, même les jésuites, savaient si bien à quoi s'en tenir là-dessus, que voici ce qu'on lit dans l'ouvrage publié alors par l'un d'eux (*Actes de la Conférence tenue à Nismes entre le père Caton et Daniel Chamier*, etc. in-8°. Lyon, 1601, p. 133) : « M. Chamier sera donc averti de ne « faire désormais comme le sieur Du Plessis, à savoir, de ne croire aisément « aux mémoires qu'on lui donne, sur peine de broncher à tant propos et se mes- « prendre à toute heure. » Enfin, Richelieu, qui n'est pas suspect de bienveillance, exprime la même opinion au livre XIV de ses *Mémoires*.

bon, dont on n'avait pas à craindre un excès de fermeté. Inquiet de ce qui se préparait, le nonce s'empressa, dès le 12, de protester contre la conférence, l'autorité ecclésiastique ayant seule le droit de décider en matière de religion ; mais Henri IV le rassura facilement en lui promettant « que le démenti en demeurerait aux hérétiques. »

Toutes les dispositions préliminaires prises, Mornay fit, le 14, demander à Du Perron ses moyens de faux, afin d'avoir le temps de se préparer à y répondre. L'évêque lui répondit que cela exigeait beaucoup de temps, que la discussion fatiguerait S. M., et que tout ce qu'il pouvait faire, c'était de mettre entre les mains des commissaires une liste de « cinq cens passages falsifiés. » Le 27, Du Perron se rendit à Fontainebleau (1). Du Plessis l'y suivit le lendemain, et, le 29, il présenta au roi une nouvelle requête où il représentait que, Du Perron prétendant qu'il n'y avait dans son livre aucun passage qui ne fût mutilé ou inutilement allégué, il était juste de procéder à l'examen de tous, afin que ceux qui ne seraient point attaqués fussent tenus pour vérifiés. Il demandait, en même temps, que son adversaire lui donnât par écrit les cinq cents passages qu'il prétendait falsifiés. Ni l'une ni l'autre de ces demandes ne lui fut accordée ; la seule concession que Du Perron voulut faire, fut qu'il remettrait au roi la liste des cinq cents passages, d'où l'on en tirerait chaque jour cinquante pour être examinés. Il est évident qu'il voulait tenir son adversaire à sa discrétion et lui ôter, autant que possible, les moyens de se défendre. Par ordre de S. M., le chancelier « fit entendre à Du Plessis la justice de la réponse du sieur évêque. » Mornay refusa d'accepter ces conditions comme injustes, *et erant sane iniquæ*, dit Casaubon dans ses Ephémérides, *nisi ipse hostem lacesisset et ad pugnam provocasset* (2). Il alla trouver le roi à qui « il représenta humblement la douleur qu'il ressentait que S. M. eût cru qu'il eût usé de fausseté dans son livre ; qu'il tâcherait de lui faire voir la droiture de ses intentions et la vérité qu'il soutient, si S. M. n'avoit d'autre désir que de la connaître ; mais qu'ayant reconnu la grande affection qu'elle avoit à faire réussir cette affaire au contente-

(1) Il est plus que probable, selon nous, qu'on choisit Fontainebleau plutôt que Paris, afin de priver Du Plessis du secours des bibliothèques et des conseils de ses amis. Une relation catholique de la conférence, où nous puisons la plupart de ces détails, prétend que ce fut pour éviter le bruit d'une grande ville.

(2) « Et elles l'étaient incontestablement, mais c'est Du Plessis qui avait lui-même provoqué son adversaire. »

ment de l'évêque d'Evreux, et que, par l'artifice dudit sieur évêque, le nonce et même le pape s'y intéressoient, il voyoit bien qu'elle réussiroit à l'avantage de l'Eglise romaine : ayant le malheur d'avoir son juge intéressé dans cette cause, son roy et son maître pour partie. Néanmoins, s'agissant de la défense de la vérité et de l'honneur de Dieu, il supplioit très humblement S. M. de lui pardonner s'il prenoit les moyens de se défendre. » Il insista donc de nouveau pour obtenir communication de la liste des cinq cents passages, et l'évêque s'y étant refusé, il déclara qu'il n'assisterait point à la conférence. Henri IV ordonna d'abord de passer outre, mais il se ravisa. Réfléchissant que le départ de Mornay déjouerait toute l'intrigue, il chargea Castelnau et Chambert de l'avertir que Du Perron lui enverrait une liste de soixante passages. Du Plessis consentit donc à rester, à condition qu'on lui fournirait les livres dont il aurait besoin. Selon Casaubon, ce fut à minuit seulement qu'il reçut par Salettes une liste de soixante-deux passages et un paquet de livres que Du Perron fit redemander avant six heures du matin. « C'étoit peut-être, dit Mézeray, un stratagème pour assoupir sa vigueur et engourdir la pointe de son esprit, en l'obligeant de travailler toute la nuit. » L'historien aurait pu supprimer le *peut-être*. On affirme même que, pour déconcerter son adversaire, l'évêque eut soin de produire à la conférence d'autres éditions que celles sur lesquelles Mornay avait travaillé toute la nuit.

La conférence, qui devait s'ouvrir à huit heures du matin, le 4 mai, fut remise à une heure de l'après-midi. On se réunit dans la salle du Bain, où l'on avait placé trois tables, l'une près de la cheminée, pour le roi, l'évêque d'Evreux et Du Plessis, l'autre pour les commissaires, et la troisième pour les secrétaires, dont l'un était Des Bordes-Mercier. Autour du roi étaient assis les princes, les officiers de la couronne, les secrétaires du roi, plusieurs évêques, des abbés et d'autres ecclésiastiques. Henri IV, qui avait passé la nuit entière dans une agitation fébrile, ouvrit la séance par quelques mots, puis le chancelier exposa le but de la conférence, et Du Perron, se levant, loua le roi de son grand dessein. Prenant la parole à son tour, Du Plessis reconnut, — que ne s'en fût-il avisé plus tôt ! — « qu'il étoit malaisé que sur quatre mille passages et plus qu'il avoit cités, il ne s'en trouvât quelques-uns où il auroit pu faillir comme homme, mais que pour le moins il s'asseuroit que ce n'auroit point été avec mauvaise

foy »; et il termina son allocution en protestant « que cet acte étoit particulier et ne pouvoit préjudicier à la doctrine des Eglises réformées de France, qui avoit été devant lui et seroit après lui. »

Dans les quatre ou cinq heures que la supercherie de Du Perron l'avait forcé de prendre sur son sommeil pour vérifier les passages argués de faux, il n'avait pu en collationner que dix-neuf. Serait-il vrai qu'il les choisit à son avantage, comme Henri IV le lui reprocha ? La commission n'eut le temps, dans sa première séance, que d'en examiner neuf.

Sur le 1^{er}, tiré de Duns Scot : *Jehan Duns (dit l'Escot), près de cent ans après le concile de Latran, aosa bien remettre en question si le corps de Christ est réellement compris sous les espèces, et dit que non, et ses fondements sont que la qualité ne le peut souffrir*, l'évêque d'Evreux soutint que Du Plessis avait pris l'objection pour la solution, et que la foi de Scot était conforme à la doctrine catholique. Du Plessis le nia, et il ne fut rien prononcé.

Sur le 2^e, tiré de Durand : *C'est témérité de dire que le corps de Christ, par la divine vertu, ne puisse estre au sacrement en autre manière que par la conversion du pain en iceluy, car cela semble déroger à la toute-puissance divine, etc.*, le chancelier, les deux parties ouïes, prononça que Du Plessis avait pris l'objection pour la solution. « On le condamna certainement un peu vite, dit à ce sujet l'abbé de Longuerue ; Durand combat certainement la transsubstantiation. » C'est ce que Du Plessis soutenait, disant que Durand n'avait pas osé parler plus clairement, mais qu'au fond on voyait bien quel était son sentiment.

Sur le 3^e passage, tiré de Chrysostome : *Il ne se faut point arrêter à la prière des Saints, ains plustost acheminer nostre salut avec crainte et tremblement*, la décision des commissaires fut que Du Plessis avait omis des mots essentiels, en supprimant cette phrase incidente : « Non que nous nyons qu'il ne nous faille prier les Sainets, phrase qu'il avait omise, dit-il, parce qu'elle concerne les saints vivants, et non pas les saints morts. »

Même décision touchant le 4^e passage, tiré aussi de Chrysostome : *Nous sommes bien plus seurs par nostre propre suffrage que par celui d'autrui, et Dieu ne donne pas si tost nostre salut aux prières d'autrui qu'aux nostres*. Il fut décidé que ces paroles de Chrysostome s'appliquaient aux saints vivants.

Sur le 5^e, pris du commentaire de saint Jérôme sur Ezéchiel : *S'il y a confiance en quelqu'un, confions-nous en un seul Dieu, car maudit soit l'homme qui a confiance en l'homme, bien qu'ils soient saints ou prophètes. Il ne faut point se confier aux principaux des églises, lesquels (quand bien ils seroient justes), ne délivreroient que leurs âmes, et non pas celles de leurs fils*, l'évêque reprocha à Du Plessis d'avoir supprimé, à la fin du passage, ces mots : « S'ils sont négligents, » et le chancelier prononça que le passage n'était pas entier.

Sur le 6^e : *Que diront-ils de Cyrille, patriarche d'Alexandrie, qui répond à l'empereur Julien, longtemps après Constantin, lui reprochant l'honneur rendu à la croix : Que les chrétiens ne rendoient adoration ny révérence au signe de la croix*, Du Perron soutint qu'il était faux, et Du Plessis reconnut qu'il ne se trouvait pas textuellement dans Cyrille. C'est ce que la décision des commissaires constata (1).

Sur le 7^e, tiré des lois des empereurs : *Parce que nous n'avons rien en plus grande recommandation que le service de Dieu, nous deffendons à toutes personnes de faire le signe de la croix de nostre Sauveur J.-C. en couleur, ny en pierre, ny en autre matière, ny le graver, prendre, ny tailler, ains voulons qu'en quelque lieu qu'il se trouve, ils soient ostez à peine aux contrevenans d'estre très grièvement punis*, Du Perron accusa Mornay d'avoir omis à dessein quelques mots d'une très grande importance. Du Plessis répondit qu'il avait cité cette loi d'après Petrus Crinitus [auteur catholique], et les commissaires déclarèrent que la citation était exacte, mais que Crinitus s'était abusé.

Sur le 8^e, tiré de saint Bernard : *Elle (la vierge Marie), n'a pas besoin de faux honneurs où elle est ; ce n'est pas l'honorer, mais lui oster l'honneur, etc.*, le chancelier déclara qu'il auroit été bon de séparer par un etc. les différents textes dont il se compose.

Enfin sur le 9^e, extrait de Théodoret : *Dieu faict ce qu'il lui plaist, mais les images sont faictes telles qu'il plaist aux hommes ; elles ont des domiciles des sens, mais elles n'ont point de sens*, il fut décidé, conformément à l'opinion de l'évêque d'Evreux, que ce passage devait s'entendre des idoles des païens et non des images des chrétiens.

Tel fut le résultat de cette fameuse conférence de Fontainebleau, résultat fort mince au jugement de l'historien de Thou, qui s'exprime

(1) Au reproche de Julien : Vous avez quitté les anciles, et maintenant vous adorez la croix, Cyrille répondit : Quiconque dit cela est ignorant et menteur. C'est de cette réponse que Du Plessis avait tiré la conséquence que les premiers chrétiens n'adoraient pas la croix. Son induction n'était-elle pas juste ?

ainsi : *Ex quo colloquio Perronius sibi visus est insignem de adversario triumphum deportasse, quod ex aliquot mille locis in libris a Plessio allegatis, decem excerpisset, ex quibus arbitri a rege constituti quædam parum ad rem facere judicarunt* (1). Cependant Mornay éprouva un échec, et Henri IV en ressentit un plaisir extrême. Tirant gloire de la part qu'il avait prise à cette méprisable intrigue de cour, le roi s'écria le soir, en présence de ses courtisans, en s'adressant à Du Perron, qui se pavanait dans son triomphe : « Dictes vérité, M. d'Evreux, bon droict a eu bon besoing d'aide. » Et quelques jours après, le 6 mai, il écrivit au duc d'Epemon cette lettre, dont ses admirateurs les plus enthousiastes ne peuvent s'empêcher de rougir (2) : « Le diocèse d'Evreux a gaingné celuy de Saumur, et la douleur dont on y a procédé a osté occasion à quelque huguenot que ce soit de dire que rien y ait eu force que la vérité; ce porteur y estoit, qui vous contera comme j'y ai faict merveilles; certes, c'est ung des grants coups pour l'Eglise de Dieu, qu'il se soit faict il y a longtemps; suyvant ces erres, nous ramenerons plus de séparez de l'Eglise en ung an que par une aultre voye en cinquante... » Ces éclats d'une joie au moins indécente n'en imposèrent à personne. Au sortir de la conférence, Mayenne dit « qu'il n'y avoit veu, sinon un ancien et fort fidèle serviteur très mal payé de tant de services, » et aussitôt après la réception de la lettre du roi, d'Epemon s'empressa de faire assurer Mornay qu'il le tenait toujours pour homme d'honneur et pour son ami.

Les fatigues d'une nuit passée sans sommeil, les émotions de la lutte, la douleur que lui causait la partialité blessante du roi, la crainte surtout que sa défaite ne tournât au préjudice de l'Eglise protestante, tout accabla Mornay. Au sortir de la conférence, il éprouva une grande oppression et fut pris de vomissements opiniâtres. Mandé en hâte, le médecin La Rivière le trouva fort mal, et alla déclarer à Henri IV que les conférences ne pouvaient continuer. Le croi-

(1) « Du Perron s'imagina avoir remporté une grande victoire sur son adversaire, parce que, sur plusieurs milliers de passages cités par Du Plessis, il en avait relevé une dizaine que les juges nommés par le roi avaient trouvés peu pertinents. » Il est à remarquer que le jugement de De Thou sur cette conférence fait partie des endroits supprimés d'abord et rétablis dans le *Thuanus restitutus* de Wicquefort (Amsterdam, 1663, in-18, p. 107).

(2) Nous nous trompons. Il s'est trouvé de nos jours un écrivain, rédacteur de la revue catholique *le Correspondant*, pour applaudir à cette lettre (numéro du 25 juin 1857). Ne serait-il pas temps de répudier la maxime immorale que la fin justifie les moyens?

ra-t-on, le roi hésita s'il ferait visiter son vieux serviteur. Il finit pourtant par envoyer à son logis le secrétaire des commandements, Loménie, qui dit à Mornay qu'il ne devait pas s'affliger, que le roi serait toujours son maître et son ami. « De maître, lui répondit Mornay, je ne m'en suis que trop apperceu ; d'amy, il ne m'appartient pas ; j'en ai vu qui ont entrepris sur la vie, l'honneur et l'estat du roy, sur son liét mesmes ; contre ceulx-là tous ensemble, le roy n'a jamais montré tant de rigueur que contre moi seul, qui luy ai faict toute ma vie service. » Loménie répliqua que le roi était irrité de ses attaques contre le pape, et que s'il voulait cesser d'écrire, il lui rendrait toutes ses bonnes grâces ; mais le zélé Mornay ne voulut pas rentrer en faveur à ce prix et déclara franchement qu'il continuerait à remplir son devoir en défendant la vérité. Sa réponse, rapportée à Henri IV, le mit dans un grand courroux ; « ce fut à dire le pis qu'il pouvoit » contre un écrivain assez audacieux pour s'en prendre « au meilleur de ses amys. »

Le cœur ulcéré, Mornay retourna brusquement à Saumur. Afin de prévenir le mauvais effet que devait produire la lettre du roi à d'Espéronn répandue à profusion dans tout le royaume, il se mit, tout malade qu'il était, à écrire une relation de la conférence, travail dans lequel il fut aidé par La Roche-Chandieu, Des Bordes-Mercier, Du Coudray et Lafin. L'apparition de cette brochure acheva d'exaspérer Henri IV, qui n'entendait pas se laisser enlever ainsi le fruit de ses manœuvres secrètes. Il retira à Mornay la surintendance générale des mines qu'il lui avait accordée peu de temps auparavant, et supprima ses pensions ; il alla même jusqu'à le menacer de lui faire faire son procès, et il n'est pas douteux qu'il n'eût exécuté sa menace s'il n'avait été retenu par la crainte de soulever les huguenots.

Du Plessis, au reste, ne se laissa pas intimider ; il le prouva en préparant une nouvelle édition de son livre, dans laquelle il fortifia les passages attaqués par d'autres en grand nombre, et en continuant à répondre avec vigueur aux écrits de controversistes catholiques, en sorte que ses ennemis, ne pouvant ni l'effrayer ni le perdre par leurs calomnies et leurs basses intrigues, et voulant à tout prix imposer silence à un aussi redoutable adversaire, tentèrent de le faire assassiner.

LETTRE DU DUC DE ROHAN A LOUIS XIII

LORS DE LA CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE DE LA ROCHELLE.

1620.

Cette lettre nous est communiquée par M. B. Vaurigaüd, au nom de M. Benjamin Fillon. Elle est très belle, comme tout ce qui sort de la plume du duc de Rohan, et très importante pour l'histoire de cette grande affaire du Béarn et de l'assemblée de Loudun, qui fut le point de départ de la guerre contre les réformés de France et de la ruine de l'Edit de Nantes.

On sait que l'assemblée politique autorisée à se réunir à Loudun le 26 septembre 1619, n'ayant obtenu aucune satisfaction sur les justes doléances qu'elle soumettait au roi, lui avait fait porter le 20 décembre par les députés Couvrelles, Bouteroue et Alain, un cahier général de plaintes. Au lieu d'y répondre, le roi, poussé par Luynes, exigea que l'assemblée se séparât au plutôt, et comme une telle exigence avait rendu les députés d'autant plus résolus à demeurer réunis jusqu'à ce qu'on leur eût fait réponse, l'ordre leur fut deux fois réitéré de se dissoudre, et une déclaration royale du 26 février 1620 leur enjoignit de se séparer dans le délai de trois semaines, sous peine d'être traités comme rebelles et criminels de lèse-majesté. L'assemblée ayant tenu bon, la cour en revint aux négociations et eut recours à l'entremise de Lesdiguières et de Châtillon, qui reçurent du duc de Luynes et du prince de Condé la promesse royale que, l'assemblée se séparant, il serait répondu au cahier de plaintes et fait justice sur plusieurs griefs, que les remontrances de ceux du Béarn seraient écoutées, enfin que si tout cela n'était pas fait *dans les sept mois*, non-seulement on obtiendrait une permission de se rassembler de nouveau, mais qu'on pourrait même le faire *de plein droit*. « Voilà, dit Benoît, le piège où la confiance fit tomber l'assemblée. »

On va voir ces faits confirmés par Rohan, dans la lettre qu'il écrivait de Saint-Jean-d'Angély, au roi, le 8 novembre 1620 (1).

L'assemblée provinciale réunie à Milhau le 26 octobre avait convoqué l'assemblée générale à La Rochelle pour le 24 décembre suivant.

(1) Nous croyons cette lettre inédite. Mais nous pensions à tort que les deux lettres qui ont paru ci-dessus, p. 54, avaient été publiées pour la première fois en 1837. Elles se trouvent déjà dans le *Supplément aux Mémoires de Rohan*, éditions de Paris, 1661, et d'Amsterdam, 1756.

AU ROY.

SIRE,

Par la lettre que Vostre Majesté m'a fait l'honneur de m'escire, le 25 de septembre, et que je n'ay reçue que le 6 de ce mois, elle me commandoit de lui faire savoir l'estat de sa province de Poictou, et que je l'advertisse si l'auctorité qu'elle m'y a donnée a le crédit que je puis avoir envers ses subjects de la religion pour les contenir en devoir et obéissance. Sur quoy je ne puis celer à Vostre Majesté la grande allarme qui est en Poictou, formée sur les gens de guerre qui y sont demeurés, sur les menaces qu'on fait de les mettre dedans les faux bourgs des villes, les bourgs de Marans, Maillezais et autres le long du marais; sur les prédications qui se font es carrefours des villes et sous les halles pour exciter des séditions et désordres; sur ce que plusieurs gentilshommes catholiques s'asseurent publiquement de gens de guerre; sur le partage qu'ils font de nos honneurs, biens et vie, comme si tout cela leur estoit déjà donné pour proie; bref, SIRE, ces choses ont passé si avant, qu'il ne faut s'esmerveiller sy la vanterie des uns a donné de la défiance aux aultres, qui toutesfois se sont tenus dedans les bornes de leurs devoirs, n'ayant entrepris aucune chose, mesme pour leur conservation. A la vérité ma venue semble les avoir un peu assurés. Quant à l'autre point je ne manqueray, selon vostre commandement, de m'employer à remettre les esprits des uns et des aultres en meilleure correspondance et de contribuer ce qui sera de moy, afin que le respect qui est dû à Vostre Majesté lui soit entièrement gardé, et n'y ait personne en son royaume plus dévoué de la servir fidèlement en toute chose que moy. C'est ce qui me donne la hardiesse de parler franchement à Vostre Majesté, et surtout des députés qui se sont rendus à La Rochelle qu'elle témoigne n'avoir pour agréable.

SIRE, je n'entrerai point en contestation de ce qui fut promis de vostre part à la séparation de l'assemblée de Loudun, pour ce que n'y aient esté employés es choses qui n'est de ma cognoissance. Bien sais-je que tous les députez retourneront dans ces provinces avec créance qu'on leur permettrait de se rassembler dans six mois, si les choses promises n'estoient exécutées. C'est ce qu'ilz ont fait, d'autant plus librement, qu'ils n'ont point eu deffiance de le point faire, et que telz remèdes qui ne consistent qu'en supplications peuvent plus

émouvoir pitié que colère. Quant au faict de la ville de La Rochelle, les menaces sont sy universelles qu'on la yeut totalement ruiner, qu'il n'est point estrange que l'on tasche à esviter ce naufrage. Pour moy, SIRE, je crois vostre bonté sy grande qu'elle suportera facilement quelques petits défauts de formes aux procédures de vos subjects de la religion, s'il s'en treuve, puisqu'ils n'ont but que de se garantir d'opression, par la seule voie ouverte à leurs très humbles supplications sur leurs nécessités, et ne doute nullement que sa prudence, ne considérant que le faict de la ville de La Rochelle, ne le distinguera jamais que comme d'un faict particulier, ne s'occupant point que telles voies sont périlleuses aux plus grands et puissants Estats que cestuy-cy, et a plus d'expérience que aucun autre, et qu'elle n'apporte en ceste affaire le tempérament requis, et son autorité ne choque point le bien de son service, lequel ne demande le trouble de son royaume, pourceque, en iceluy ces victoires au lieu d'augmenter le nombre de ses provinces, luy diminueront sans doute celluy de ses meilleurs et plus asseurés serviteurs. Je prie Dieu de tout mon cœur qu'il conduise Sa Majesté, et qu'il luy fasse connaître le cœur d'ung chacun et discerner les subjects qui ont pour but sa grandeur, de ceux qui n'ont désir de satisfaire leurs passions; qu'il luy donne une sage conduite et maintienne ses peuples en paix, et à moy la grâce d'estre aussi utile en son service que je luy suis fidèle et affectionné.

Ce sont les vœux de vostre très humble, très affectionné, très fidèle serviteur et subject.

HENRY DE ROHAN.

De Sainet-Jean, ce 8 novembre 1620.

DIPLOME DE MAÎTRE-ÈS-ARTS

DE L'ACADÉMIE PROTESTANTE DE MONTAUBAN.

1628.

Nous publions la pièce suivante (texte latin et traduction) comme spécimen des diplômes délivrés par les anciennes académies protestantes.

PIERRE OLLIER, *Recteur de l'illustre académie de Montauban,*
à tous ceux qui verront ces diplômes,

SALUT.

Tout don parfait, comme nous l'annonce l'Apôtre, vient du Père des lumières. Il n'est personne qui ne compte au nombre des plus grands dons de Dieu, la connaissance des sciences humaines. Le Saint-Esprit lui-même n'a pas dédaigné de louer dans Moïse l'érudition égyptienne, et dans Daniel la science chaldéenne. L'expérience de chaque jour nous apprend aussi que l'instruction étend ses effets au loin et au large, dans toutes les parties de notre vie. Tous les dons de Dieu méritant d'être honorés et d'être acceptés de nous avec un cœur reconnaissant, il convient que toutes les académies donnent aux jeunes gens qui ont terminé leurs cours de belles-lettres et de philosophie, une attestation publique qui leur donne accès aux études plus élevées de la théologie, du droit et de la médecine. Conduits par ces raisons, nous avons jugé et nous jugeons, par avis du Sénat académique, digne du titre de maître, *Jacques DURBAN*, qui, après avoir achevé son cours de littérature et de philosophie, a donné des preuves de son application et de son intelligence, non-seulement dans des discussions publiques, mais dans l'examen privé, désigné communément du nom d'examen rigoureux. En conséquence, par l'autorité

PETRUS OLLERIUS, rector inclytæ academix Montalbanensis, omnibus hæc diplomata inspecturis.

S. P. D.

OMNE BONUM DONUM, ut Apostolus nos commonitos habet, a Patre luminum profiscitur; nemo autem est qui in maximorum donorum censu non numeret humanarum scientiam disciplinarum : neque Spiritus Sanctus dedignatus est eruditionem ægyptiam in Mose laudare et in Daniele chaldaicam. Quotidiana quoque testatur experientia istius institutionis fructus in omnes vitæ nostræ partes longe lateque dimanare, sive ecclesiam et conscientiam, sive politiam et in communis administrationem spectes. Cum igitur omnia Dei dona suum mereantur honorem et grato a nobis animo accipienda sint, haud temere est quod omnes academiæ adolescentibus litterarum humaniorum et philosophiæ stipendiis meritis publicum perhibent testimonium quo aditus iis ad sublimiora theologiæ, jurisprudentiæ et jatrices adyta pateat. Hac nos adducti ratione, *Jacobum DURBANUM*, et humanæ litteraturæ et philosophiæ curriculo feliciter decurso, eximio quoque diligentiæ et ingenii specimine edito, non tantum in publicis disputationibus, sed privato quoque examine quod vulgo rigorosum audit : de senatus academici sententia, magistri titulo dignum judicavi-

royale à nous conférée, nous donnons, accordons, conférons et cédon avec les cérémonies usitées, audit *Jacques DURBAN*, le grade de maître, pour qu'il lui donne désormais droit et pouvoir d'instruire, d'enseigner, de disputer, d'interpréter les arts libéraux, aussi bien dans des écoles privées que dans des écoles publiques, et nous lui donnons, à l'unanimité des suffrages, toutes les prérogatives de cette maîtrise reçues parmi les hommes instruits, voulant qu'il en jouisse en qualité de maître ès arts, justement admis par nous. En foi de quoi nous avons apposé à ce diplôme les deux sceaux de notre académie et nous avons signé, nous et les professeurs. Donné à Montauban, le 25 septembre 1628.

P. OLLIER, recteur de l'académie *pro tempore*. — P. BERAUD, fils de Michel, ministre de la Parole, professeur en théologie. — GARISSOLLES, ministre de la Parole de Dieu, professeur en théologie. — DELON, pasteur à Montauban. — P. CHARLES, pasteur de l'Eglise de Montauban. — BICHETEAU, pasteur et professeur de langue hébraïque. — ROBERT REMONS (?), principal du Gymnase et professeur de grec. — GILBERT BOURGADE.....

mus et judicamus. Quocirca pro auctoritate majestate regia nobis collata prædicto *Jacobo DURBANO*, ritibus solemnibus observatis, magistri gradum contulimus, conferimus, concessimus et cedimus ut dehinc liberum jus et potestatem obtineat regendi, docendi, disputandi, interpretandi, in privatis publicisque scholis, artes liberales et quæcumque istius magisterii prærogativæ inter viros eruditos receptæ sunt, ea eidem lubentes omnibus suffragiis nemine repugnante, meritissimo damus, volumusque eum iisdem uti, frui, ut qui jure optimo, quippe qui magister artium a nobis jure declaratus sit; in cujus rei robur, utrumque academiæ nostræ sigillum huic diplomati anneximus et lubenter subscripsimus cum nostra, tum professorum manu. Datum Montalbani anno salutis 1628 et 25 septembris.

P. OLLERIUS, academiæ rector
pro tempore.

P. BERARDUS, Michaelis f., GARRISSOLIUS, verbi Dei
Verbi minister, S. theologiæ minister, S. theologiæ
professor. professor.

DELONUS, ecclesiastes montalbanensis.

BICHETÆUS,
pastor et linguæ hebraicæ professor.

P. CAROLUS, ecclesiæ montalbanensis pastor.

ROBERTUS REMONS (?),
gymnasiarcha et linguæ græcæ professor.

GILBERTUS BURGADA, E. P. M.

LETTRE DU SYNODE WALLON DE ROTTERDAM

AUX MINISTRES DE LA PRINCIPAUTÉ D'ORANGE PERSÉCUTES

ET

LETTRE DE CEUX-CI AU SYNODE WALLON.

1686-1693.

Les deux lettres qu'on va lire sont celles que M. Hugues a recueillies à Harlem, et dont il a annoncé la communication due à M. Busken-Huet (*Bull.*, V, 494) :

A Messieurs les ministres de la principauté d'Orange.

Rotterdam, 3 mai 1686.

Messieurs et très honorés frères.

Nous compatissons avec toutes vos peines, et nous souffrons avec vous, comme si nous étions prisonniers dans le lieu même de votre détention. Nous avons appris avec une extrême sensibilité, ce que vous endurez pour la gloire de notre commun maître. Nos prières publiques et particulières demandent à Dieu votre délivrance ; Nous vous regardons comme des Antipas (Apoc. II, 13), comme fidèles martyrs de notre Seigneur Jésus-Christ, et si vos chaînes sont pesantes, elles sont précieuses à Dieu et à son Eglise. Vous êtes le spectacle du monde, des hommes et des anges. L'Eglise qu'on croit avoir détruite, est encore visible dans votre sang et dans vos larmes. Dieu, qui ne se laisse pas sans témoignage dans la nature, ne nous laisse pas dans la grâce sans témoins de la vérité. Vous êtes ces heureux témoins ! Vous êtes fidèles à Christ, et pour envisager cette affliction qui lasse la constance des plus fermes, regardez-la comme légère, en la comparant avec la gloire dont vous devez être un jour couronnés. Vous combattez un beau et bon combat, les anges et les hommes en sont les admirateurs ; mais cette force est en Dieu et non pas en vous, elle est en celui qui vous promet la couronne de justice. Que vous bénirez un jour les combats qui produiront en vous un poids de gloire excellemment excellente ! Nous espérons de notre grand Dieu et de notre miséricordieux Sauveur, qu'ayant commencé cette bonne œuvre il ne vous abandonnera pas ; qu'avec les violentes tentations, il vous donnera la force de les soutenir ! Vous avez prêché à votre troupeau pendant la paix de l'Eglise, vous preschez par

vos liens aux anges du ciel, et aux anges de l'Eglise; vous faites ce que nous prêchons aux autres, et vous êtes nos docteurs et nos prédicateurs! Soyez fidèles jusqu'à la mort, vous confondrez les démons et les émissaires de l'Anti-Christ; nous ne cesserons d'élever nos mains à Dieu pendant votre combat, espérant avec vous le triomphe que nous vous souhaitons et que nous demandons à Dieu avec toute l'ardeur dont nos âmes sont capables. Nous solliciterons le ciel et la terre pour votre liberté, et nous serons avec vous à vivre et à mourir. Nous sommes, Messieurs et très honorés frères, vos très humbles et très affectionnés frères,

Les pasteurs et anciens assemblés en synode à Rotterdam, et au nom de tous.

PHINÉAS PIELAT, modérateur; DE JONCOURT, secrétaire.

Les ministres de la principauté d'Orange aux frères réunis en Synode à Dordrecht.

8 avril 1693.

Messieurs et très honorés frères et pères en Jésus-Christ.

Ce nous est une grande consolation d'avoir l'honneur d'écrire à votre vénérable assemblée, que nous passons enfin par-dessus les craintes, qui jusques ici, ont arrêté notre plume et nous ont empêché de répondre à la lettre dont il vous plut de nous honorer il y a déjà quelque temps, et que M. Pielat, notre cher et bien-aimé frère, nous écrivit de votre part. Nous vous prions d'être fortement persuadés que notre silence n'a été qu'involontaire et que nous conservons chèrement dans nos cœurs le souvenir de toutes les bontés que vous avez eues pour nous depuis que nous sommes dans les liens. Nous n'avons jamais douté de votre charité et de votre affection cordiale en Jésus-Christ. Mais l'assurance que nous a souvent donnée notre dit frère, M. Pielat, que vous vous souvenez de nous comme si vous étiez emprisonnés avec nous, et que vous faites sans cesse mémoire de nous dans vos oraisons, a servi de beaucoup pour adoucir nos amertumes et dissiper, en quelque manière, les ennuis de notre prison. C'est Dieu, à la vérité, qui nous soutient par sa main puissante dans ce long et rude combat d'affliction, auquel il lui a plu de nous appeler. Il accomplit si bien en nous la vertu de son Esprit, que plus nous sommes faibles et plus nous sommes forts, et nous espérons que, comme ses dons et sa vocation sont sans repentance, nous ayant

délivrés jusques ici, il nous délivrera encore cy-après, mais moyennant aussi votre aide par la prière que nous vous supplions de lui faire pour nous. Car nous reconnaissons (que) aussi faibles et aussi infirmes que nous le sommes naturellement, nous ne pourrions que succomber si Dieu suspendait en nous l'efficacité de sa grâce, et nous abandonnait à nous-mêmes. Nous vous prions donc, Messieurs, par notre Seigneur Jésus-Christ et par la charité de l'Esprit, que vous combatiez toujours avec nous par vos prières à Dieu pour nous, afin que nous sortions victorieux de notre combat, que nous parachevions notre course en sanctification et en honneur, que Jésus-Christ soit glorifié en nous, soit par notre vie, soit par notre mort; que nous fassions un bon usage de la discipline du Seigneur, et que nous possédions nos âmes par notre patience, jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de briser nos chaînes et de nous introduire dans ses tabernacles pour le bénir et lui rendre avec toute l'Eglise des solennelles actions de grâces pour l'issue heureuse qu'il aura donnée à toutes nos tentations. Cependant, comme M. Pielat, notre frère, s'est employé jusques ici pour nous avec un zèle tout à fait grand et une affection toute singulière, nous vous supplions, Messieurs, etc., de continuer à la charge de ce soin charitable, afin qu'il continue avec la même ardeur et le même empressement d'en agir pour nous, et sans aucun obstacle, partout où sa présence sera nécessaire pour notre consolation. — Nous ne saurions finir, Messieurs, etc., sans vous témoigner combien nous sommes sensibles aux bienfaits que M. Chion, notre compagnon de souffrance, a reçu de votre assemblée en la personne de son fils aîné; et sans vous supplier en même temps d'achever à son égard ce que vous avez si charitablement et si heureusement commencé. Vous consolerez un père affligé de se voir hors d'état de donner ses soins à son enfant. Vous aurez de la joie d'avoir poussé dans le champ du Seigneur un ouvrier pour y travailler efficacement, et vous nous donnerez un nouveau sujet de bénir Dieu, de ce que la recommandation que nous vous en faisons n'aura pas été vaine devant vous! — Après cela, nous n'avons qu'à prier le Seigneur, par le rapport de la miséricorde duquel vous avez le bonheur et la liberté de vous assembler en son nom, de vous donner son Esprit de conseil et d'intelligence, afin que dans toutes vos délibérations, vous puissiez dire véritablement comme les apôtres, *il a semblé bon au Saint-Esprit et à nous*. Nous vous souhaitons l'esprit d'union et de paix, afin que dans

une sainte concorde, vous avanciez puissamment l'œuvre du Seigneur. Nous vous souhaitons enfin l'esprit, non de timidité, mais de zèle, de force, et de sens rassis, pour pouvoir vous acquiter dignement de votre saint ministère, à la décharge de vos consciences, à l'édification de l'Eglise, et à l'avancement de notre Seigneur Jésus-Christ, afin que quand ce grand et souverain, et évêque de nos âmes reparaitra, vous receviez de sa divine main la couronne de gloire et d'immortalité. Nous finissons par ce souhait que nous faisons à votre vénérable assemblée, et par la protestation sincère du profond respect avec lequel nous sommes, à tous en général, et à chacun en particulier,

Vostres humbles et très obéissants serviteurs et frères au Seigneur,

Les ministres de la principauté d'Orange :

GONDRAND, AUNET, CHION, PETIT.

PROJET D'ÉMIGRATION DU PASTEUR GIBERT

POUR LES PROTESTANTS DE LA SAINTONGE ET DES PROVINCES VOISINES.

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS.

1761-1764.

Communiqué par M. Fr. Waddington.

Les archives de *Lambeth Palace*, résidence de l'archevêque de Canterbury, à Londres (V. *Bull.*, t. II, p. 500), fournissent d'intéressants détails sur la dernière émigration importante de protestants français, celle qui eut lieu en 1763 vers les possessions anglaises de l'Amérique du Nord, et qui fut organisée dans la Saintonge par le pasteur Gibert. (V. ci-dessus, p. 337.)

Nous avons lu attentivement les pièces relatives à cette affaire et elles nous permettent de suivre quelques-unes des nombreuses négociations auxquelles cette entreprise donna lieu (1).

Le pasteur Gibert, délégué des Eglises de Saintonge, arriva à Londres le 6 avril 1764 : il se mit d'abord en rapport avec MM. Majendie et Muyssen, pasteurs de l'Eglise française de la Savoye à Londres. Gibert était porteur des actes du Synode tenu dans les Hautes-Cévennes, en 1758, et de la délégation de plusieurs de ses compatriotes.

(1) L'historien des Eglises du Désert n'a eu sur cette matière que très peu d'informations. Il dit seulement (t. II, p. 371) que « l'un des pasteurs, Gibert, de la Saintonge, alla s'établir en Floride, avec deux cents colons. »

Présenté à l'archevêque de Canterbury, il lui remit la lettre suivante, qui explique suffisamment le but de sa mission :

Mylord,

Les Eglises et les pasteurs des provinces de Saintonge, Angoumois, Périgord et Bordelais, prennent la liberté de s'adresser à Votre Grâce, pour vous supplier d'intervenir en leur faveur auprès des puissances protestantes. Ces Eglises, Mylord, sont dans l'idée que les circonstances présentes sont des plus favorables pour obtenir de leur roi la liberté de conscience après laquelle elles soupirent depuis si longtemps, et vos rares vertus, vos talents distingués, leur sont un sûr garant, que votre zèle pour l'avancement du règne de notre commun Seigneur est proportionné au rang que vous tenez dans l'Eglise.

Ce qui donne lieu à ces Eglises, Mylord, de croire que le roi de France ne serait pas éloigné de leur donner le libre exercice de leur religion, si les puissances protestantes voulaient s'y intéresser et en particulier la cour de Londres, et qu'il n'y a que le clergé qui s'y est opposé jusques ici assez fortement pour embarrasser et intimider le conseil; c'est en premier lieu la tolérance dont jouissent les protestants de la Saintonge depuis l'an 1755, ayant des temples, leur culte réglé et public, mais dont le clergé menace de les priver après la paix.

Ils tirent en second lieu cette conjecture des avis que feu M. le maréchal de Mirepoix donna secrètement aux pasteurs du Bas-Languedoc, les assurant et leur donnant sa parole d'honneur, que s'ils faisaient leurs exercices dans des maisons, il ne leur arriverait rien de fâcheux, assurances que M. le maréchal de Richelieu donna aussi aux protestants de son gouvernement de Guyenne. Mais comme les protestants ont été tant de fois la dupe des intendants et autres magistrats, d'ailleurs respectables, ils ont craint qu'on ne prit ce tour-là, afin de venir plus facilement à bout de les détruire; c'est sous ce point de vue que le plus grand nombre envisagent depuis cinq ans le sort auquel doivent s'attendre les Eglises de Saintonge et d'Angoumois après la paix.

C'est, Mylord, en conséquence de toutes ces considérations, que ces deux provinces de concert avec celles du Périgord et Bordelais, qui font en nombre au delà de 60,000 protestants, ont formé le généreux dessein de s'expatrier, s'il ne leur est pas possible d'obtenir la

liberté de prier Dieu dans le royaume, et chargent leur député qui a l'honneur de s'adresser à Votre Grâce en leur nom, de savoir (afin de leur en faire ensuite un fidèle rapport) quels sont les secours et les avantages auxquels ces Eglises peuvent s'attendre, en se transplantant dans l'Amérique septentrionale et en devenant les fidèles sujets de Sa très auguste Majesté, le roi de la Grande-Bretagne.

Ces Eglises, Mylord, le chargent sur toute chose, de représenter à V. G., l'impossibilité qu'il y aura qu'elles s'expatrient en aussi grand nombre, femmes et enfants, jeunes et vieux, si au traité de paix, on ne leur obtient pas pour cet effet la permission de sortir du royaume, au moins pendant le court espace de six mois ou un an, selon la saison où l'on conclura la paix.

De plus, Mylord, ces Eglises doivent sur toute chose mettre sous les yeux de V. G. (pour justifier leur démarche auprès d'elle) les vives, les cruelles alarmes, qui les agitent par rapport à leur état futur, s'ils sont abandonnés à la merci de leurs persécuteurs, état infiniment plus à craindre, que n'est celui de nos malheureux forçats et cela par les parjures, les apostasies, les sacrilèges, dont les âmes naturellement faibles et timides vont se rendre coupables. Hélas! Mylord, si l'on peut compter par milliers ceux qui sont morts (parmi ces infortunés) de douleur et de désespoir d'avoir trahi la vérité par faiblesse ou par surprise, que ne devons-nous pas craindre pour des Eglises sorties nouvellement de leur état léthargique, si elles sont livrées à des ennemis, dont rien n'est capable d'assouvir la rage.

Que cet état de perplexité, que nous appréhendons avec tant de raison, et qui semble nous autoriser à interrompre le cours de vos occupations, vous touche, Mylord, et vous porte à vous intéresser vivement en notre faveur, auprès de Sa très auguste Majesté le roi de la Grande-Bretagne et des autres puissances protestantes que Dieu protège aujourd'hui si visiblement. Comme premier ministre de la religion, c'est V. G. seule, qui peut faire comprendre à ces puissances, qu'elles ne doivent pas dédaigner de plaider la cause de plusieurs millions de malheureux, qu'elles peuvent tirer de l'esclavage, et avancer par là le règne du Dieu tout-puissant, qui affermit si glorieusement le leur. Puissiez-vous, Mylord, leur faire goûter cette vérité et que le Dieu des miséricordes les soutienne, les protège, les fasse toujours triompher de tous leurs ennemis, et comble V. G. de ses plus précieuses faveurs dans le temps et dans l'éternité : ce sont là

les vœux très ardents de celui qui a l'honneur d'être avec un profond respect, Mylord,

De Votre Grâce, le très humble et très obéissant serviteur.

GIBERT,

Pasteur et député des Eglises de Saintonge.

Cette lettre fut communiquée par l'archevêque à Lord Hardwicke et au duc de Newcastle, puis à M. Pitt et à sa recommandation à lord Bute, un des secrétaires d'Etat.

Ces quatre ministres tombèrent d'accord, que toute démarche en faveur des protestants français pourrait compromettre la paix ou donner lieu à des concessions réciproques envers les catholiques en Angleterre, mais qu'il fallait assurer la meilleure réception possible aux réfugiés français qui de leur propre gré se rendraient dans les Etats du roi d'Angleterre.

Peu de temps après, l'archevêque de Canterbury, Secker, eut une conversation avec le roi, au sujet de cette affaire ; en ayant rendu compte au pasteur Gibert, ce dernier lui dit que ses mandataires étaient disposés à se conformer au rite anglican et à avoir des évêques, et qu'ils pourraient s'occuper en Amérique de la culture de la soie et de la fabrication de toiles grossières.

Cet entretien avec l'archevêque eut lieu le 23 avril 1761 : quelque temps après, Gibert s'en retourna en France.

Voici une lettre du pasteur Gautier, de Bristol, adressée à M. Majendie et relative au même projet :

Bristol, le 21 décembre 1762.

Monsieur,

Comme il n'est personne dans le refuge qui ne connaisse votre zèle pour ses intérêts et vos liaisons honorables, c'est d'après le sentiment que j'en ai, et dans la vue de procurer quelque avantage à un pays qui est présentement ma patrie, que je vous informe qu'on fait état qu'il doit bientôt sortir environ 10,000 familles protestantes de France.

Une cour attentive à tous ses intérêts fait les offres les plus séduisantes aux futurs réfugiés. J'ai cru que dans les conjonctures présentes, la nation anglaise pourrait les désirer ici ou en Amérique. Un synode national va se tenir où sera vraisemblablement résolu vers qui on se tournera.

Si ce que je marque paraît mériter quelque attention, voyez, Monsieur, quelles conditions on ferait aux émigrants, ou quelles offres on

pourrait leur faire au nom du gouvernement, et adressez pour plus de diligence votre lettre à M. de Gautrespac, à Lausanne en Suisse : elle parviendra sûrement sous ce nom à M. le ministre Court, correspondant actuel des Eglises sous la croix en France, fils de notre ancien correspondant et député.

Faites, je vous prie, toute la diligence possible ; c'est l'*occasion*, me dit-il, *de faire ces ouvertures, il la faut prendre aux cheveux ou se consoler pour toujours de l'avoir manquée.*

C'est pour ne perdre aucun temps, que j'envoie son adresse. Avant de partir pour le synode, il recevra votre lettre, ou celui qui sera à son bureau saura bien la lui faire parvenir.

Veuillez bien faire observer que le refus de nous naturaliser a fait présumer en France, qu'on ne voulait plus de nous ; même c'est ainsi que l'interprétèrent les membres opulents qui ont quitté l'Eglise française de cette ville, dont la retraite l'a mise à deux doigts de sa ruine et nous empêche d'accorder aucun secours à nombre de familles, qui pourraient se fixer ici et en attirer d'autres.

Mais je n'ai à parler ni des besoins de mon Eglise, ni de ce qu'il convient ou ne convient pas à l'Etat de faire, pour s'acquérir de nouveaux et fidèles sujets.

Il me suffit de vous informer qu'on est à la veille de voir former des colonies considérables, qu'on peut se procurer, je pense, et de m'acquitter ainsi, autant que je peux, des bienfaits particuliers que je reçois ici, comme ministre réfugié. Charmé, d'ailleurs, d'avoir une occasion toute naturelle de vous convaincre de mon respect, et de la confiance, et de la considération distinguée avec laquelle je suis, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

P. GAUTIER.

Cette lettre communiquée d'abord à l'archevêque puis au successeur de Pitt, lord Egremont, fut mise sous les yeux du roi, qui voulut que les mêmes assurances données à M. Gibert, au mois d'avril 1761, lui fussent renouvelées de la manière proposée par M. Gautier.

Secker s'empressa de se rendre au désir exprimé dans la lettre de M. Gautier de Bristol, et d'après ses instructions M. Majendie écrivit à M. de Gautrespac (Court de Gébelin) la lettre suivante (4) :

(1) Copie d'une lettre écrite par ordre de l'archevêque de Canterbury à M. de

Londres, le 17 janvier 1763.

Monsieur,

Une lettre qui m'est parvenue dernièrement de M. le pasteur Gautier, domicilié à Bristol, me fournit l'occasion de vous adresser ces lignes. Par son canal, j'ai appris que quantité de nos frères seraient disposés à s'expatrier, par les raisons que vous savez, et seraient portés d'inclination à se réfugier soit dans ce royaume, soit dans nos nouvelles colonies, pourvu qu'ils y pussent trouver un asile avantageux et commode. Sur cet exposé, qui m'a paru fournir quelque occasion pour le bien de la cause commune, j'ai tout aussitôt fait les démarches requises pour consulter les personnes qui sont à la tête de nos affaires, et voici, Monsieur, ce que je suis autorisé par elles à vous transmettre. C'est : *Que le haut Bienfaiteur est touché de la situation de nos frères, et qu'il est disposé à les secourir par un principe d'humanité et de religion, mais que pendant qu'ils continueront à rester dans leur patrie, il ne voit point qu'il puisse rien entreprendre en leur faveur, sans en même temps courir le risque de leur nuire : que s'ils se déterminent à se rendre dans ses Etats, ils recevront toutes les marques de sa protection, de sa faveur et de sa libéralité, qui seront alors compatibles avec les circonstances, n'étant pas possible pour le présent de rien spécifier, en fait de particularités, vu que les circonstances que peut amener l'avenir sont inconnues.*

Voilà, Monsieur, ce que j'ai ordre de vous notifier, pour votre gouverne, afin que vous en fassiez l'usage que votre prudence vous suggérera. La situation actuelle de nos frères sous la croix me paraît être aujourd'hui des plus critiques. Je compatiss sincèrement et cordialement à leurs peines, j'en appréhende même pour eux de nouvelles. Bon Dieu, qu'ils seront alors à plaindre ! A mon avis, ils se sont mis trop à découvert, surtout dans de certaines provinces. Pourquoi ce zèle n'est-il pas toujours accompagné de prudence ? N'en serait-il pas bien plus aimable, peut-être plus estimable ? Du moins se verrait-il plus souvent couronné de succès. N'y aurait-il pas moyen, en faisant des assemblées moins nombreuses et en les écartant davantage des grandes villes, de montrer que l'on cherche à concilier les droits de la conscience avec les égards dus aux puissances ? L'Eglise primitive

nous a laissé à cet égard, comme à tant d'autres, un beau modèle. Mais l'a-t-on suivi ce modèle, dans un certain royaume? C'est sur quoi je n'ose décider, j'aime mieux joindre ici mes vœux aux vôtres en faveur de nos frères sous le joug de l'oppression, au sort desquels je m'intéresse de la façon la plus vive, priant le ciel de les éclairer dans cette conjoncture si délicate pour eux, et de bénir la part dont vous êtes chargé dans l'administration de leurs affaires, étant avec toute la considération possible,

Monsieur, etc., etc.

J.-J. MAJENDIE.

P. S. J'ai été un peu en suspens, si je me mêlerais dans l'affaire délicate sur laquelle roule cette lettre, surtout étant en correspondance avec un certain comité que vous savez, et qui ne m'a nullement sondé là-dessus. Mon zèle a pourtant, comme vous le voyez, pris le dessus. J'ai risqué le paquet, et j'ose espérer qu'il en résultera du bien; Dieu le veuille.

M. de Botans et les autres messieurs intéressés au bien de l'hoirie, trouveront ici, s'il vous plaît, les assurances de mon respectueux attachement.

Au mois de mars 1763, Gibert revint à Londres, annonçant l'arrivée prochaine d'une première troupe d'émigrants, qu'il devait aller rejoindre en Suisse, aussitôt qu'on serait convenu du lieu de leur embarquement pour l'Amérique.

Malgré les promesses du gouvernement anglais, aucun préparatif n'était encore fait pour recevoir les réfugiés français, et leur chef se trouva en face de beaucoup de difficultés et de mécomptes.

Le zélé et constant protecteur des protestants français, Secker, vint à son secours; vers la fin d'avril il eut une longue audience du roi, qui lui dit qu'il ne s'attendait pas à ce que les réfugiés de la Saintonge, dont M. Gibert l'avait entretenu deux années auparavant, seraient venus aussitôt après la signature de la paix, et surtout sans que le gouvernement en fût prévenu quelque temps à l'avance. Aucun plan n'avait été arrêté pour leur embarquement et leur établissement dans les possessions anglaises de l'Amérique, aucuns fonds n'avaient été collectés pour leur subsistance. Toutefois, il fut convenu que les réfugiés français qui débarquèrent à Portsmouth et à Plymouth trouveraient des secours à leur arrivée, et que si d'autres s'étaient déjà rendus en Suisse et qu'ils ne voulussent pas rentrer en France, on leur accorderait les mêmes avantages. Le roi pria l'archevêque de Canterbury

d'empêcher que d'autres protestants français ne s'embarquassent pour l'Angleterre, avant qu'ils n'y fussent autorisés par un nouvel avis ; il ne voulait pas les décourager par là dans leurs tentatives, mais il fallait attendre qu'on eût fait les préparatifs nécessaires pour les recevoir.

Le roi donna l'ordre que 4,000 liv. st. sur sa caisse privée, fussent versées de suite à des fondés de pouvoirs, pour subvenir aux besoins des émigrants français : la caisse pour le soulagement des prisonniers devait venir en aide à ceux qui séjourneraient en Angleterre. On chargea M. Majendie de trouver quelques personnes recommandables à Plymouth et à Portsmouth, auxquels on pût remettre les fonds, et de former un comité de secours.

Dans un supplément d'instructions envoyées à l'archevêque, Gibert fut autorisé à engager ceux de ses compagnons qui pourraient gagner leur vie en Angleterre, à y rester ; on leur accorderait pendant quelque temps des secours, sur les fonds des prisonniers, jusqu'au moment où ils pourraient s'établir.

Les protestants français qui désireraient devenir les sujets de Sa Majesté Britannique, pourraient avoir des concessions de terrain en Amérique aussitôt qu'on aurait pu concevoir un plan à cet égard ; mais il fallait qu'ils fissent le voyage et s'établissent à leurs dépens, comme les protestants allemands, qui s'expatriaient à ces conditions.

La première troupe de réfugiés français arriva à Plymouth dans le courant de l'année 1763, sous la conduite des pasteurs Gibert et Boutiton ; il fallut attendre plusieurs mois que le navire qui devait les transporter fût prêt et que le vent fût favorable pour mettre à la voile ; de là bien des mécontents ; quelques familles se séparèrent de leurs compatriotes et se fixèrent en Angleterre, et de plus de deux cents personnes qui devaient faire partie de l'expédition, il n'en restait plus que 138 (ainsi que le prouve la lettre que nous publions plus loin) au moment du départ.

M. Majendie écrivait le 40 décembre 1763 :

Un esprit de discorde s'est élevé parmi les réfugiés français à Plymouth, et beaucoup d'entre eux sont mécontents de M. Gibert qu'ils accusent de prendre et mener les choses sur un ton un peu hautain. Nous cherchons à prévenir le développement de ce mauvais esprit et pour atteindre ce but nous comptons beaucoup sur M. Boutiton, qui est parti pour Plymouth avec environ vingt colons qui étaient ici.

Les lettres qui suivent adressées à l'archevêque de Canterbury, quoiqu'elles soient antérieures au départ de Plymouth, renferment cependant des détails intéressants sur le but et le caractère de l'expédition.

Plymouth, 29 novembre 1763.

Mylord,

J'ai l'honneur de répondre à Votre Grâce, que, quelques précautions que j'aie prises pour former la société actuellement réfugiée à Plymouth, je commence à m'apercevoir qu'il y a beaucoup de partialités, soit qu'elles soient occasionnées par des sollicitations du dehors, soit que l'intérêt particulier en soit l'unique principe, de sorte que je prévois que nous ne serons pas plutôt arrivés au lieu de notre destination que chacun prendra son parti comme il le jugera bon, et fera venir dans le terrain que le gouvernement lui aura assigné les productions qu'il croira les plus avantageuses; de sorte que la culture des vignes et particulièrement celle des mûriers sera laissée de côté, ce qui me fera peut-être regarder du roi et de ses ministres comme un étourdi et un inconsideré, qui ai promis ce que je ne suis pas en état de tenir, ou qui me mets peu en peine de ce que j'avance; qui ai méprisé les bienfaits du roi, qui ont peut-être été accordés dans cette vue. Cependant j'ai lieu de croire que si le gouvernement nous avait accordé un certain terrain en commun, les choses auraient été à peu près comme j'avais eu l'honneur de les représenter à V. G.; il y en a même un grand nombre qui sont encore dans ces dispositions, qui se proposent de répondre aux vues du roi, en s'appliquant à travailler en commun à la culture de la soie; mais il se présente des difficultés que nous supplions V. G. de daigner lever, en nous expliquant si les intentions du roi sont que les présents qui nous sont faits et sont employés à des outils ou à autres choses, pour la prospérité de la colonie, soient distribués proportionnellement, à chacun de ceux qui voudraient vivre en leur particulier et se séparer du corps; ou si les fonds, qu'il pourra y avoir, provenant de la bienfaisance du roi ou du présent que V. G. nous a fait, resteront au profit et en faveur de ceux qui demeureront en communauté pour s'appliquer spécialement à la culture de la soie. Nous osons, Mylord, prier V. G. de nous donner là-dessus les instructions qui nous sont nécessaires, pour prévenir les brouilleries que les esprits inquiets et préoccupés de leurs intérêts pourront occasionner.

J'ai l'honneur d'être, avec une profonde vénération, de Votre Grâce,

Le très humble et très obéissant serviteur:

GIBERT.

Plymouth, 29 novembre 1763.

Mylord,

La protection de Votre Grandeur, les soins qu'elle a daigné prendre de nous, en nous comblant d'honneur, nous pénètrent de la plus vive reconnaissance, de sorte qu'il ne nous est pas possible de trouver des expressions pour exprimer notre sensibilité et notre reconnaissance pour le présent considérable que V. G. daigne faire à notre société. Elle se reconnaît dans l'impuissance de pouvoir répondre au nombre et à la grandeur de vos bienfaits, et elle me charge, Mylord, de supplier Votre Grâce, d'accepter ses très humbles remerciements et d'avoir pour agréable qu'elle continue à adresser à Dieu une prière particulière pour la prospérité de Votre Grâce, comme elle fait depuis six semaines, après le sermon du dimanche matin. Elle me charge aussi de prendre la liberté de supplier Votre Grâce de nous recommander à la miséricorde et à la protection de Dieu, le second dimanche du mois prochain, que nous espérons d'être embarqués et peut-être en mer. Cette faveur, que nous osons demander à Votre Grâce, nous sera un puissant motif de résignation et de tranquillité, à la vue des périls et des dangers qu'il y a à craindre en mer et particulièrement en cette saison, et nous ne cesserons jamais de bénir Dieu de nous avoir protégés si visiblement, en nous donnant, Mylord, Votre Grandeur pour protectrice, de laquelle nous avons l'honneur d'être avec une profonde vénération,

Mylord, de Votre Grandeur,

Les très humbles et très obéissants serviteurs.

GIBERT.

Plymouth, 10 janvier 1764.

Mylord,

Si jusqu'à présent je n'ai pu m'acquitter envers Votre Grandeur d'un devoir aussi juste, et aussi indispensable que celui de lui faire mes très humbles remerciements pour les faveurs dont elle a daigné m'honorer, et pour la charité et la générosité dont elle a comblé la colonie, j'espère, Mylord, de vos grâces que Votre Grandeur voudra bien me le pardonner et avoir pour agréable l'assurance de mes respects les plus profonds, que je prends la liberté de lui offrir, les vœux les plus sincères et les plus étendus, que je fais en sa faveur et pour sa conservation, de même que les sentiments de la plus vive recon-

naissance avec lesquels je serai toujours très respectueusement, de
Votre Grandeur,

Le très humble et très dévoué serviteur.

Pre BOUTITON.

P. S. Si Votre Grandeur, Mylord, souhaite de savoir le nombre des colons et le temps de notre départ, j'aurai l'honneur de lui dire que les longs délais les ont réduits au nombre de 138, et que le premier bon vent, que nous espérons depuis trois semaines et qui sera, je crois, demain matin, s'il continue, nous mettra, moyennant Dieu, à la voile.

Cette émigration, qui, dans la pensée du gouvernement anglais, devait avoir des proportions si considérables, se borna donc à une poignée d'exilés, qui allèrent se fixer en Caroline et se joindre à d'autres Français, qui y étaient déjà établis.

Nous lisons dans l'*Histoire des réfugiés protestants* de Ch. Weiss (t. I, p. 389) :

« En 1764, après la conclusion de la paix de Paris, 212 exilés volontaires de France (1) vinrent apporter un nouvel élément de force et de durée à la société française en Caroline. Un pasteur, nommé Gibert, détermina ces hommes opprimés dans leur patrie à chercher la liberté sur le sol américain. Le gouvernement anglais leur en fournit le moyen. Sortis de France isolément pour échapper à la surveillance ombrageuse des autorités locales, ils se réunirent à Plymouth et furent dirigés de là sur Charlestown, où ils arrivèrent au mois d'avril 1764. Les habitants se cotisèrent pour subvenir à leurs pressants besoins. On leur distribua des terres vacantes qu'ils défrichèrent. Bientôt une ville nouvelle s'éleva, et ses fondateurs lui donnèrent le nom de New-Bordeaux, en souvenir de la capitale de la Guyenne, dont la plupart étaient originaires. »

Cependant l'éveil avait été donné en France, et de différents points du territoire, on se disposait à suivre l'exemple des émigrés de la Saintonge.

C'est ainsi que M. César de Missy vint solliciter l'intervention et les secours de l'archevêque de Canterbury en faveur de quelques familles protestantes de la Normandie, qui désiraient se réfugier en Angleterre ou dans les colonies anglaises, si on voulait payer leur voyage et pourvoir aux frais de leur établissement. Secker ne put leur offrir de la part du gouvernement anglais que des concessions de terrain en Amérique.

Le gouvernement français s' alarma de ce mouvement ; le duc de Choiseul

(1) Ce chiffre de 212 est sans doute erroné. Voir la lettre ci-dessus.

écrivit à tous les intendants et leur enjoignit de prendre les mesures nécessaires pour arrêter le cours de cette émigration.

Il envoya à l'intendant de Rouen, M. de la Michodière, la dépêche suivante, qui se trouve aux archives départementales de la Seine-Inférieure :

A M. de la Michodière, intendant de Rouen.

Versailles, le 31 janvier 1764.

Il est venu, Monsieur, des avis d'Angleterre, que nombre de familles protestantes françaises, parties des Cévennes, du Périgord et de Normandie s'étant rendues en Angleterre, par les ports de Marseille et de Bordeaux, et ceux des côtes de Normandie, dans des vaisseaux marchands anglais, y ont été embarquées pour les possessions anglaises, avec deux ministres nommés Gibert et Boutiton, qui les ont débauchées ; comme il est important d'arrêter le cours de ces émigrations, je mande à M. le duc d'Harcourt, que l'intention du roi étant qu'il soit pris à cet effet toutes les précautions que la prudence et la connaissance des lieux pourront suggérer, il voudra bien se concerter avec vous à ce sujet et donner en conséquence les ordres qui seront jugés convenables, de l'exécution desquels vous aurez agréable de me faire part.

J'ai l'honneur d'être très parfaitement, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

LE DUC DE CHOISEUL.

RELEVÉ GÉNÉRAL DES PERSÉCUTIONS

EXERCÉES CONTRE LES PROTESTANTS DE FRANCE

DEPUIS LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES JUSQU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

1685-1789.

Voici la fin de cette grande statistique des persécutions qui, reproduite ci-dessus (page 81), a excité un vif intérêt. Elle comprend les listes suivantes :

5^o *Déportations dans les colonies d'Amérique en 1687* : 4^o Morts dans la traversée ; — 2^o Naufragés ; — 3^o Conduits aux colonies ou dans un port de mer pour y être embarqués.

6° *Protestants trainés sur la claie ou déterrés et jetés à la voirie.*

7° *Protestants enfermés dans les prisons d'Etat :* 1° Bastille ; — 2° Vincennes ; — 3° château de Ham ; — 4° de Boulogne ; — 5° de La Fère ; — 6° citadelle d'Amiens ; — 7° château de Guise ; — 8° citadelle de Montreuil ; — 9° château de Péronne ; — 10° du Pont-de-l'Arche ; — 11° de Saint-Malo ; — 12° de Nantes ; — 13° d'Angers ; — 14° de Loches ; — 15° de Saumur ; — 16° d'Angoulême ; — 17° de Niort ; — 18° citadelle de l'île de Rhé ; — 19° château Trompette, à Bordeaux ; — 20° de Saint-Jean-Pied-de-Port ; — 21° de Foix ; — 22° de Carcassonne ; — 23° de Lourdes ; — 24° d'Alais ; — 25° fort de Brescou ; — 26° château de Beauregard ; — 27° citadelle du Saint-Esprit ; — 28° citadelle de Montpellier ; — 29° château de Sommières ; — 30° de Ferrières ; — 31° îles Sainte-Marguerite ; — 32° tour de Constance, à Aigues-Mortes ; — 33° tour de Crest ; — 34° château de Pierre-Encise, à Lyon ; — 35° de Châlons ; — 36° fort Saint-André, près de Salins.

V° Déportations dans les colonies d'Amérique en 1687.

I° Morts dans la traversée.

Gabriel André, vignier de La Tour.
Jacq. Bonnet.
V^e Bosc, de Montpellier.
Bouchet.
Françoise Cabrit.
Jacq. Chatal.
Henri Durand.
V^e De Ferragut.
Jacq. Finiel.
Fouquet de Boisebard, du Vigan.
Gruillet père, des Cévennes.

Gui, de Bédarioux.
Jacq. Huc.
J. Jonquet.
P. Lause, de Nismes.
Franç. Martin, de Nismes.
Henri de Matthieu-de-Monramé, avocat de Bordeaux.
Pascal.
M^{lle} de Pechels.
Franç. Ricard.
Marthe Roque, de La Salle.
Annibal Roubaud.
M^{me} de Verlhac.

Sur un vaisseau parti de Nantes, en 1687, chargé de 160 transportés, 42 moururent dans la traversée ; sur deux autres partis de Marseille, en 1688, avec environ 180 personnes, 40 périrent ; on ignore leurs noms.

II° Naufragés.

Jacq. Alloger, de Nismes.
V^e Arnaud.
Dauphine Arnaud.
Louise Arnaud.
D^{lle} Baldine.
Jacq. Bernard, de Nismes.
F^{me} Bessoné, des Cévennes.
V^e Bonami.
Gui Bourgeois, de Bédarioux.
Franç. Chappelle, des Cévennes.
Jacq. Crozier, de Villeneuve-de-Berg.

Dodé, d'Anduze.
V^e Donnadieu, de Nismes.
V^e Dumas, d'Anduze.
D^{lle} Esperte, de Puy-Laurens.
P. Fesquet, des Cévennes.
Claude Fontane, d'Anduze.
J. Fontane, d'Anduze.
F^{me} Gradelle, des Cévennes.
J.-P. Gras, des Cévennes.
Madon Joyeuse, des Cévennes.
P. Huc, d'Anduze.
F^{me} La Combe.
Marie Laune, de Nismes.

V^{ve} Lause.

Ant. Malzac, des Cevennes.

Laurent Mazel, des Cevennes.

F^{me} Mieugue, des Cevennes.

F^{me} Passette, de Nismes.

Isabeau Peyrière, de St-Ambroix.

Jeanne Peyrière, de St-Ambroix.

Guill. Renaud, des Cevennes.

P. Roque, des Cevennes.

V^{ve} Roques, de La Salle.

Isabeau Roques, de La Salle.

Jeanne Roques, de La Salle.

P. Roux, de Nismes.

Raimond Tourrene.

III^e Conduits aux colonies ou dans les ports de mer pour y être embarqués.

Marie Aigoïn.

F^{me} Allouer, de Nismes.

P. Amblard, des Cevennes.

Nicolas Audiger, des Cevennes.

Aumède, d'Alais.

F^{me} Aumède, d'Alais.

P. Barrefort.

Jacq. Bernard, de Nismes.

Constant Bertezène, de Valleraugue.

F^{me} Bertezène.

Filles Bertezène.

Blanche, d'Anduze.

F^{me} Boissette, d'Alais.

Isaac Boisson, de Nismes.

Jean Boisson, de Nismes.

Antoinette Bony, de Générargue.

Henri Bordier, de Sainte-Croix-de-Cardelles.

Claude Bourdy, des Cevennes.

Jacq. Bousquet, de La Coste.

Louise Breton, de Générargue.

P. Brun, de Nismes.

Brunet, d'Anduze.

Marie Cabanis, de St-Pierre-de-La Salle.

Cabrit, de Cardelles.

D^{lle} de Cabibel, de Castres.

F^{me} Carrière, de St-Jean-de-Gardonnenque.

André Cers, des Cevennes.

F^{me} Clémence, d'Uzès.

V^{ve} Coras.

F^{me} Couppé, de Metz.

César Coutelle, de St-Jean.

M^{me} Du Carnet.

P. Duclos, de Nismes.

Jacq. Ducros, des Cevennes.

F^{me} Dumas, de Millerines.

F^{me} Dumas, de Nismes.

P. Durand, de St-Pierre-de-La Salle.

F^{me} Durand, de St-Jean.

Claude Fabre, de St-Jean.

Fulcrand Fabre, des Cevennes.

Abraham Fages.

Anne Fagès.

Marie Fagès.

J. Falguerolles.

J. Farges, de Peyroles.

Ferrand, de Nay.

David Fesquet, des Cevennes.

Jacq. Fontane.

Et. Fontanier, de St-André.

Forcal, de Ganges.

D^{lle} Forcal, de Ganges.

Fouquet, de Vigan.

Fille Gautier.

F^{me} Gente, d'Ardailles.

Isabeau Giberne.

Jeanne Giberne.

Marie Giberne.

Goffin, de Metz.

D^{me} Goffin, de Metz.

Gorran, d'Uzès.

Espérance Gras, de Cardelles.

Jacques Gras.

Grasset, de Metz.

F^{me} Grenesse, de Soudorgues.

Jacq. Gras, de St-Jean.

Claude Gruillet fils.

Marie Guérin.

Philippe Guérin.

Guiraud, des Cevennes.

Issanchon, de Montauban.

F^{me} Jalabert, de Nismes.

Le Jeune, de Villeneuve-de-Berg.

Jonquière, de St-Jean-de-Gardonnenque.

Jacques Julien.

Pierre Julien.

Claude Jurand, des Cevennes.

De La Cloche, de Metz.

Guill. La Combe, de La Salle.

J.-Antoine Lafont.

Henri Lafont.

F^{me} Jeannin.

Jacq. Laget.

Laporte.
Daniel Latger, de Montpellier.
Ant. Lebré, de St-André.
Et. Lerpinière, de Saumur.
Armbal de Leuse.
Fem. Liron, de Valleraugue.
De Mainvilliers, de Metz.
J. Malzac, des Cevennes.
Paul Marc, de Metz.
Charles Marcou, des Cevennes.
D^{lle} Marie, de Nismes.
Guill. Martin, de Mastenac.
J. Martin, des Cevennes.
Mazauric, d'Anduze.
Mazel, de Saillans.
D^{lle} Mazel, de Saillans.
Antoine Mazel, de Soudorgues.
Pierre Mazel, de Soudorgues.
J. Mercier, de Saumane.
P. Merle, d'Alais.
Antoinette Merlon, de Gènerargues.
Meynadier, de Castres.
P. Michel, de Nismes.
D^{lle} Motte, d'Anduze.
P. Noguier, de Conquevrac.
Nouvel, de Nismes.
Olry, de Metz.
P. Orange, des Cevennes.
Annibal Pagès, de St-Jean-de-Gardonnenque.
Marie Pagès, de St-Jean-de-Gardonnenque.
Matt. Palot, de Clermont-de-Lodève.
De Paris, de Vallon.
D^{lle} Pau, d'Anduze.

Jacq. Paul.
Pellat, de Sommières.
Pechels-de-La Buissonnade.
Henri Péredez, de Pechjurade.
Jacq. Pic.
De Poiedaret, de Metz.
Fem. Puech, de Bussac.
Quillet, d'Alençon.
D^{lle} Raisin.
Simón Restouble, de St-André.
Rigal, de St-Jean-de-Gardonnenque.
Fem. Riquet, de Clarensac.
De Rochefort, de Metz.
Catherine Romain.
Susanne Roussarière.
D^{lle} de Saint-Bresson, de Montauban.
Scipion de Saint-Etienne.
Franc. Salendre, de La Salle.
Et. Serres, de Montpellier.
Marie Sers, de Montauban.
Simon, de Metz.
J. Sourbier, d'Uzès.
Jacq. Teissier, de Gènerargues.
Terrieu, des Cevennes.
Fem. Tondou, de Valleraugue.
Ant. Turc, des Cevennes.
Valdeyron, de Valleraugue.
David Vedel, de Clarensac.
Fem. Vedel, de Clarensac.
Verdier, de Chamborigaud.
Jeanne-Viala, de Millerines.
Jacq. Vieljuif.
Marguerite Viellès, de Peyroles.
J. Ant. Vigne, de Genouillac.

VI^e Protestants traînés sur la claie ou déterrés et jetés à la voirie.

Matthieu Albert, dit Peruset, de La Rochefoucauld.
André, du Pont-de-Montvert.
Fem. Baudesson, de Metz.
Jacq. Baurin, de St-Valéry.
Jeanne Beaumont, de Vitry.
P. Bennetot, de Bolbec.
V^{ve} Béquart, de la Champagne.
V^{ve} Blondel, de Châlons.
Fem. Bobin, de Thouars.
Elisabeth Bonami, d'Alvert.
De Bruges.
Abraham Cambois, de La Rochefoucauld.

V^{ve} Capelain, de la Normandie.
Samuel Carquet, de Montpellier.
Gratiane de Champagne, d'Oléron.
Chollet, de La Rochelle.
Robert Cordonnier, de Metz.
Pierre Crousil, de Clermont-de-Lodève.
Marie Demoud, de Tracy en Picardie.
Fem. Diel, de Dieppe.
Samuel Doye, de Calais.
Du Domaine, de la Normandie.
Galliot, d'Angoulême.
Esaïe Gallois, de Vitry.
Madelaine Georges, de la Picardie.
Timothée Giraudon, de Jarnac.

P. Hébert, de Rouen.
Sara Héliot, de Châlons-sur-Saône.
Hoissard, de Poitiers.
Samson Hubert, de Châlons.
Jarsi, du Pont-de-Veyle.
Fem. Lajarnat, de Soubise.
Lalouette, de Rouen.
J. de Lamare, de Calais.
Daniel de La Frimaudaye, du Poitou.
J. de La Tour-Ozanneau, de Loudun.
Paul Le Chenevix, de Metz.
Fille Lécu, d'Alençon.
Antoine Léquille, de Sainte-Foy.
Abraham Lemaire, de la Champagne.
V^{ve} Lespineaux, de la Champagne.
Lorrain, de Châlons.
Lyvelinière, de la Normandie.
Anne Magnane.
Dame Marin-de-La Rolandière, du Dauphiné.
Marthe Marvaut, de La Rochefoucauld.
Menuret, de Valence.

Débora Mignot, de La Rochefoucauld.
J. Mollières, de Montpellier.
Dlle de Montalembert, d'Angoulême.
Fem. Paris, du Dauphiné.
-Michel Poirée, de Calais.
Jacq. Poullignat ou Pontignac, de La Rochefoucauld.
Marguerite Prévôt, de Roucy.
Quissac, de Nismes.
Rachel de Renouard, Dame de La Framerie, de La Rochefoucauld.
Claudine Ribeaucourt.
Robin, de Metz.
Judith de Rouch, femme de P. Jacot.
de Caussade.
Dlle de Saint-Genis, de Puch.
Sarres, de Caumont.
Thoulouse, de Montpellier.
Robert d'Ulli, vicomte de Novion, de Coucy.
V^{ve} Vatta, d'Ardres.
Vereul fils, de Rouen.
Fem. Vivien, de Rouen. •

Ces hideuses exécutions eurent presque toutes lieu dans le courant de l'année 1686. Elles révoltèrent l'opinion publique à tel point que, dès 1687, *David Lopin*, chirurgien de Mirebeau en Bourgogne, étant mort relaps, et l'intendant ayant commencé de faire le procès à sa mémoire, la Cour lui défendit de le poursuivre (*Arch. gén. M.* 675). La même année, le parlement de Rouen cassa la sentence de l'intendant qui avait condamné le cadavre de *Pierre Lalouel*, horloger de Saint-Lô, à être trainé sur la claie (*Ibid.* M. 676).

VII^e Protestants enfermés dans des prisons d'État.

I^o Bastille.

1685.

J.-Franç. Ausson.
Joseph Batet.
Bayle.
M^{me} Bellanger.
Bertou, de Vitry-le-Français.
Marie-Magd. Boursin, fem. Vaillant.
Marthe Chabin.
André Crommelin, apost. 1686.
Olivier de Cuville, apost. 1686.
Dolon de La Goupillière, expulsé en 1688.
Durand.

Gobelin.
Le Blanc.
M^{me} Le Maistre.
De Malnoë, apost. 1686.
M^{me} de Malnoë.
Margas, de Chatou, apost. 1685 (1).
Marie de La Combe, v^{ve} Le Maistre, exp. 1688.
De Saull, du Béarn.
 1686.
Amproux de La Massaye, apost. 1686.
D'Anville, de Villefagnan.
D'Aulnay, transféré en 1687.
Aufrère, apost. 1687.
Jacq. Badois, transf. 1687.

(1) On l'avait en vain accablé de garnisaires, dans l'espoir, comme l'écrivait le secrétaire d'Etat (11 déc. 1685), « qu'une charge aussi forte l'obligeroit enfin à prendre une résolution. » On voit que sa persévérance fut enfin vaincue par les horreurs de la Bastille.

- De Beaumont.
 Belhomme.
 M^{me} Berchet.
 De Bérighen, transf. 1687.
 M^{me} de Bessé-Bataillière.
 Jeanne Boen, femme Bellory, transf. 1687.
 De Boncour.
 Elisabeth Bonnefons, femme de Rieu, transf. 1687.
 M^{me} de Bournault.
 M^{me} de Boussac.
 De Briquemault, apost. 1686.
 M^{me} Brunier, transf. 1687.
 De Cahanel, transf. 1687.
 De Campagnac.
 Châtelain.
 Coignard.
 Constans, transf. 1687.
 Roger Costard, banquier.
 M^{me} Des Fontaines ou de La Fontaine.
 Deux demoiselles Des Fontaines, transf. 1687.
 Abraham Dufour.
 Duprez avec sa femme et ses filles.
 Du Vignau, ministre.
 Louis-Paul d'Espagne.
 Ferdinand fils, peintre.
 M^{lle} Goyon de La Moussaye, exp. 1691.
 De Grimpré, apost. 1686.
 Matthieu Hamonnet, transf. 1687.
 M^{me} Hamonnet.
 De Jandun.
 M^{me} de Jandun, transf. 1687.
 J. Joyeux, transf. 1687.
 La Capelle, transf. 1687.
 André de La Motte, transf. 1687.
 De Langey, transf. 1687.
 Ant. Langrand, transf. 1687.
 De Launay.
 Le Clerc-de-Verdeilles, transf. 1687.
 M^{lle} de Lespinay, transf. 1687.
 Louis Levesque, transf. 1687.
 M^{me} Mallet, apost. 1687.
 Pierre Marchand, transf. 1687.
 Masclari, transf. 1687.
 Femme Melon.
 Mesnage-de-Cagny, transf. 1687.
 Meusnier, apost. 1686.
 Monginot, transf. 1687.
 De Netz.
 De Péray, transf. 1687.
 M^{me} de Péray, transf. 1687.
 Vve Pitan, transf. 1687.
 Pons-de-Thors, exp. 1688.
 Prévost-de-Touchimbert.
 Rambouillet de La Sablière.
 De Rapin.
 De Romerou, transf. 1687.
 Joachim Rozel, transf. 1687.
 De Sainte-Hermine, exp. 1688.
 De Saint-Jean, transf. 1687.
 De Saint-Martin, exp. 1688.
 M^{lle} de Saint-Seurin, transf. 1687.
 Jeanne Sasserie, transf. 1687.
 Tavernier.
 De Théobon.
 P. Vallière, transf. 1687.
 Louis Veroux, transf. 1687.
 De Vertot.
 M^{me} de Villarnoul, libérée 1687.
 Deux demoiselles de Villarnoul, transf. 1687.
 Virazel, transf. 1687.
 De Vigny, transf. 1687.
 De Vrilhac, transf. 1689.
 Baille, transf. 1695.
 André-Paul Bernier, de Paris, transf. 1691.
 Blisson, de Paris.
 De Boisbreuil.
 P. Bompaillard-de-Pavillois, transf. 1695.
 Bouay et sa femme.
 Paul Cardel, de Rouen.
 Carré, avocat, de Châtellerault.
 De Caumont-La Force.
 Chapelier, transf. 1693.
 De Liembrune.
 Isaac Mercat, proposant, de Duras, apost. 1699.
 De Vivans, transf. 1690.
 Braconnneau.
 Jean Cardel, de Tours.
 De Colleville, de Rouen.
 Des Vallons, transf. 1691.
 Lestang, de Guyenne.
 Mallet, transf. 1691.
 Paradez, transf. 1691.
 Bernier, transf. 1691.
 De Boisroque, du Poitou.

- Des Minieres*, transl. 1692.
Dieq, transl. 1691.
Farie de Garlin, lib. 1714.
Grandon.
Grimaudet, apost. 1692.
Guy, transl. 1691.
Hudel, du Poitou, transl. 1692.
La Gaillarderie, transl. 1692.
De La Maisonneuve, du Poitou, apost. 1691.
P. Valet de La Chastauderie, avocat, de Niort, transl. 1698.
 1692.
P. Bard.
Deyrolles.
Du Passage, transl. 1695.
Jonas La Mas, d'Ancy-le-Franc.
Lardeau.
Patras-de-Therval, du Poitou. exp. 1699.
 1695.
De La Fontaine et sa femme.
 1695.
Isaac Arnet d'Avoisotte.
Gédéon Philibert, banquier.
 1696.
Dezimberg.
 1697.
Charles Baron.
Marie Chevalier, femme Plâtrier.
Enoch Grimaud.
Salomon Le Clerc, min., de Loudun.
Edme Martin.
Esaïe Martin.
Louis Mascarenc-Rivière.
Thomas Olivier.
Simon Plâtrier.
 1698.
Jean Cottureau, de Nismes.
Petit.
 1699.
Amyot.
Marguerite de Bousze, femme Sounin.
Boucher.
Charbonnier, d'Alençon.
François Charras, apost. 1706.
Etienne-Simon Dubourg, officier.
Falaiseau.
Foissin, de Meaux.
Henri Francion, de Saint-Marcellin.
Paul Girardot.
Julien, avocat.
Le Ponillour.
J. Mestrezat.
Pardieu, de Vitry-le-François, abb.
Susanne Perrieux, v^{ve} Rivery.
 1700.
Jean Bonneau, d'Aubusson.
Dargent.
Jacq. Duhamel.
Le Berthon.
Luc-Brachetere, du Poitou, lib. en 1701.
Louise Mercier, femme Robert, de Châteaudun.
Poupardin.
De Ramesay.
M^{me} Scheult.
 1701.
Brebion, du Poitou.
Louis Lefevre, de Château-Chinon.
Pierre Pigeon, de Louviers.
François Tassel.
Jean Thomas, banquier, de La Rochelle.
 1702.
Julienne Fesseliere.
René-Auguste-Constantin de Remen-
ville, d'Angers.
 1705.
Blette. . . 1704.
Pierre Bertrand.
P.-François Daunemont.
Jean Hamart, de Tours.
Esaïe Ledet-de-Segray, de Pithiviers.
François Le Queru, de Paris.
Pierre Migeon, de Paris.
J.-P. Molain, de Saint-Marceau.
Charles de Roset.
 1704.
Antoine Lacante, de Castres.
 1705.
Germain Amilhat (le même que J.-P. Molain).
 1706.
Louis de Montgomery.
 1708.
Louis Legrand.
Christophe Lemaire.
 1709.
Mahuet.
 1711.
Michel-Elie Genay du Chast, de Lantenay le Comte.

1712.
Pierre Girod, de Gex.
 1713.
V^e Foissin.
M^{lle} Gastebois, transf. en 1713.
Hamon, avocat.

1719.
Raby, horloger, transf. en 1719.
 1724.
Henri Chardon, transf. 1724.
 1725.
M^{me} Begon.

II° Vincennes.

1685.
Jean Cardel, de Tours, transf. en
 1690.
Des Vallons, transf. en 1690.
 1686.
La Capelle, transf. 1686.
 1687.
Du Chusel, transf. 1690.
 1690.
Lestang, transf. 1690.
Mallet, transf. 1690.
Paradez, transf. 1690.
 1692.
Elisée Géraut, transf. 1694.
Gardien Givry, transf. 1694.
Malzac, transf. 1692.
 1693.
Papus, apost. 1697.
Roger.

1696.
Augustin Charbonnier, transf. 1699.
Francion, transf. 1699.
Le Pouilloux, transf. 1699.
Le baron de Serres, transf. 1699.
 1697.
Pardieu, transf. 1699.
Plâtrier, transf. 1697.
 1698.
Abraham Charçon, transf. 1698.

III° Château de Ham.

1686.
Abraham Dufour, transf. 1686.
 1688.
M^{me} de La Guipière,
De Louvigny avec sa mère et sa femme.

1689.
M^{lle} de L'Isle, exp. 1697.
M^{lle} de Longeon, transf. 1691.

1690.
Bert.
F^{me} Cochart.
Jacob de Ventre, exp. 1699.

1693.
Bonhomme.
M^{me} Prou, évadée en 1699.
 1694.
J. Aubert, de Vassy.

1701.
Sénégat.

IV° Château de Boulogne.

1698.
Philippe de Haffrenque.

V° Château de La Fère.

1687.
M^{me} de Saint-Delys.

VI° Citadelle d'Amiens.

1687.
M^{me} Brunier, exp. 1688.
M^{me} Hamonnet, exp. 1688.
M^{me} de Saint-Léger, exp. 1688.
 1689.
M^{me} de La Martinière.
M^{lle} de La Vespère.

VII° Château de Guise

1686.
De La Charmoye.
 1687.
M^{me} de Saint-Delys-d'Heucourt.
 1689.
Jeanne Besnard.
M^{me} Cibot, exp. 1697.
M^{me} de La Taillée, exp. 1697.
 1690.
Prévost et sa femme, exp. 1699
 1691.

Bernier.
Des Vallons.
Dicq.
Guy.
Mallet.
Paradez, transf. 1691.

1701.

V^{ve} Fétizon, morte 1706.VIII^o *Citadelle de Montreuil.*

1687.

M^{me} Brunier, exp. 1688.*M^{me} de Champguilmain*, exp. 1688.*M^{lle} Dury* aînée, apost. 1687.*M^{me} Gibert*, exp. 1687.*M^{me} de La Fontaine**M^{me} Le Coq.**M^{lle} Mauger* jeune.*M^{lle} Morisset*, exp. 1688.*M^{me} d'Orignac.*IX^o *Château de Péronne.*

1686.

Charlotte Papin, de Blois.*Elisabeth Picquet*, de Blois.X^o *Château du Pont-de-l'Arche.*

1686.

*M^{lle} Allix.**M^{me} de La Fresnaye*, de Montfort-l'A-
maury, exp. 1697.

1689.

De Seligné.

1690.

M^{me} de Liembrune.

1691.

Des Minières, transf. 1692.

1695.

*Baille.**Susanne de Besset*, femme Mallet,
transf. 1701.*Bompaillard.**Chapelier.**M^{lle} Fenon.**Marie d'Harambure*, dame de La Con-
audière, transf. 1694.

1695.

Susanne Beauvais, exp. 1697.*M^{me} de Brasnay.**M^{lle} Fouquet*, exp. 1697.

1705.

M^{lle} de Brasnay.

1719.

*Doré.**Serville.*XI^o *Château de Saint-Malo.*

1687.

*Du Bois-de-Nemetz.**Focart.**Le Coq*, exp. en 1688.*Monteil.*

1694.

M^{me} de La Vieuville, apost. 1699.XII^o *Château de Nantes.*

1687.

M^{lle} Dury, cadette.*M^{lle} Guignard.**Françoise Jaquinot*, exp. 1688.*M^{lle} de La Roque.**M^{lle} Le Juge.**M^{lle} Mauger*, aînée.*M^{lle} Mauger*, cadette.*M^{lle} de Saint-Seurin.*

1691.

De La Chevallerie, du Poitou, libéré
en 1695.

1692.

Hudel, transf. 1701.

1698.

Sanceau.

1699.

*Jean Leggè de La Baratière.**Moisant*, médecin.*Pelletier*, médecin.

1700.

De Champferrand, apost. 1701.*Cottibi.**Dumont.**Marie d'Harambure*, dame de La Con-
taudière.*La Douespe.**La Violière.**La Voute.**Pandin-du-Chail.**Prévost-de-Lestorière.**De Ramesay*, transf. 1700.*De Thiors.*

1701.

La Gaillarderie.

1704.

M^{me} de La Lardière.

1712.

Hudel, ramené.

XIII^e Château d'Angers.

1687.
Jeanne Boen, femme Bellory.
Elisabeth Bonnefons, femme de Rieu,
 lib. 1687.
Fem. Fourrier.
Monginot.
V^{ve} Pitan.
Romerou.
Jeanne Sasserie.
De Verdeilles, exp. 1688.
 1688.
Leduc.
 1694.
Marie d'Harambure, dame de La Con-
 laudière, transf. 1700.
 1695.
Prévost-de-Lestorière, du Poitou,
 transf. 1700.
 1697.
Chabot-Puyravault.
 1699.
De Ramesay, transf. 1700,
 1701.
Hudel, transf. 1712.
 1713.
Paul Blot.

XIV^e Château de Loches.

1686.
De L'Isle-du-Gast, exp. 1688.
Anne Martroy, femme Fontaine.
 1687.
Béringhen, exp. 1688.
Cahanel.
Hamonnet.
M^{me} de Marconnay.
Mesnager-de-Cagny, exp. 1688.
De Saint-Jean, exp. 1688.
De Vriigny, exp. 1688.
M^{me} Paul, apost. 1695.
 1691.
De Puichenin.
Des Minières, transf. 1694.
 1692.
Cibot.
Des Loges.
Hudel, transf. 1692.
Ingrand-de-La Dornatière.
La Gaillanderie, transf. 1701.

1695.

Chaille, médecin, transf. 1695.

1699.

M^{me} Devorie.

1701.

M^{lle} Des Moulins, de Blois.XV^e Château de Saumur.

1687.

Jacques Badois.*Constans*.*Des Minières*, transf. 1691.*Jean Jayeux*.*La Capelle*.*André de La Motte*.*Ant. Langrand*.*Louis Levesque*.*P. Marchand*.*Joachim Rozel*.*Tallemant*, exp. 1688.*Pierre Vallière*.*Louis Veroux*.

1691.

Marthe Beschet.

1695.

De Robigny, exp. 1695.

1695.

Prévost-de-Gagemont, apost. 1705.

1697.

M^{me} de La Choisière.

1698.

Paul de La Fontepelle, sieur de La Vio-
lière, transf. 1700.*M^{lle} de Médis*, transf. 1699.

1699.

De Ferandrie.*M^{lle} de La Chouanière*.

1701.

M^{lle} de Brasnay, transf. 1705.*M^{lle} de Canaye*.*M^{lle} de Chalandos*.*M^{lle} de Mondreville*.*M^{lle} de Neuville*.

1713.

J. Sauzé.

1714.

Paul Couvret.

1728.

De La Largère.

XVI^e Château d'Angoulême.

1686.
Saint.
 1687.
Gervaise.
Mariette.
Masclari.
Pierre Nicolas, avocat de Turenne.
Virazel, exp. 1688.

1688.
Serry-de-Beauregard.
 1689.

Grinaudot.
 1698.
M^{me} de Beauregard.
De Boisvert.

1699.
P. Valet-de-La Chastaudière.
 1745.

De Rivoire.
 1745.

Cante et son fils.
Isaac Rousseau.
Tessier.

1747.
De La Chebaudie.

XVII^e Château de Niort.

1698.
Du Chesne de Vauvert.

1698.
P. Valet-de-La Chastaudière, transf.
 1699.

1699.
Boisrousseau-de-La Fauretière, lib.
 1700.

M^{me} de La Tour-Cochon.
Moisant.

1700.
Guillon.

De Châteaurieux, lib. 1700.
 1701.

La Cour-Forestier.
 1702.

De Gourville avec sa fille aveugle,
 apost. 1702.

M^{me} de La Mauvoisinière.

XVIII^e Citadelle de l'île de Ré.

1686.
Madelaine Bertrand.

Mlle de Boisragon.
Anne de Chauffepié, exp. 1688.
Mlle Dumas, id.
Mlles de La Forest.
Mlle de La Pommeraye, exp. 1688
Susanne de Ruffignac.
Mlle de Saint-Laurent.
Madelaine de Siebat.
Mlle de Saumaise, lib. 1686.

XIX^e Château Trompette
à Bordeaux.

1685.
Du Parc-d'Archier.

1690.
Abraham La Serre.

1691.
Jacques de La Borie.

1695.
Chaille.

1745.
Dumarchet.

XX^e Château de Saint-Jean-
Pied-de-Port.

1745.
Legal, prédicant.

XXI^e Château de Fois.

1759.
Fismes.

XXII^e Château de Carcassonne.

1698.
Brunel, officier.

1705.
Eléonore Bérusse.

Catin Brieuse.
Florette Fontanière.

Jeanne Fontanine.
Susanne La Pierre.

Jeanne Soutier.
Marie Triayre.

Avant 1715,
 date de leur libération

Jacquette Andabre, 54 ans.
Jeanne Arnaud, 52 ans.

Madelaine Bérusse, 50 ans.
Jeanne Cadet, 32 ans.

Isabeau Couderc, 22 ans.

Marguerite-Espérante Ducros, fem.
d'Antoine Bompar, 52 ans.
Antoinette Fabre, v^e d'Antoine Labrie, 62 ans.
Françoise Galière, 56 ans.
Gabrielle Labrigue, 22 ans.
Catherine Martine, 42 ans.
Esther et Jeanne Monteil, sœurs.
Marguerite Potavine, 54 ans.
Marguerite Privade, 29 ans.
Marguerite Rainaud, 52 ans.
Isabeau Rovivière, 52 ans.
Marguerite Seriane, 41 ans.
Marguerite Trouliande, 57 ans.

XXIII^e Château de Lourdes.

1691.
P. Darrac, apothicaire.
1694.
Cellérier.
1698.
Rat.
1745.
La Tour.
1745.
Bonhomme.
Fontès, de Milhau, lib. 1745.

XXIV^e Château d'Alais.

1744.
Jean Faucon, sieur de La Vabre.
Louis de Leuze, sieur de La Liquière, avocat.
De Rieu, des Vans.

XXV^e Fort de Brescou.

1686.
Gui, de Bédarieux, déporté en 1687.
Le baron de Verlhac.
1750.
Matth. Serres, lib. 1750.
1752.
Pierre et Jean Cambon.
1744.
Desmarets, transf. 1745.
Revel.
Roques, de Bédarieux.
Louis Triadou, de Bédarieux.
Valette, transf. 1745.
1746.
Louis Betz.

1748.
Terson-de-Paleville, lib. 1750.
1752.
Malleville.
1754.
Chapiat, dit Saintonge.
P. Loubier, de Mazamet.
1758.
Jean Durand, de La Caune.
1759.
Abric, de Mandagout.
Rambert.
1764.
Antoine Durand.
Jean-Pierre Rioux.
Jacques et Jean Vareilles.

XXVI^e Château de Beaugard.

1729.
De La Baume, de Boffre.
1744.
Philippe Blache.
Bougnard.
Claude Ponton, de Gluiras.
Claude Roche.
Antoine Terras, de Saint-Fortunat.
Monteil, mort en 1751.

XXVII^e Citadelle du Saint-Espirit.

1745.
Alexandre Blancard.

XXVIII^e Citadelle de Montpellier.

1744.
Rey, avocat, de Nismes.
Vierne, de Nismes.
1745.
Desmarets.
Pignan, de Calvisson.
Valette.
1766.
Le Cointe.

XXIX^e Château de Sommières.

1686.
M^{lle} de Najac.
1687.
Experte, de Puy-Laurens.
Susanne de La Vabre.

XXX° Château de Ferrières.

1744.

Daniel Faulière, de Mazamet.
La Roquette, officier, de Puy-Laurens.
Jean Marin, de Réalmont.
Henri Mascarenc, avocat de Castres.
Etienne Phila, avocat de Pierreségade.
Portal-de-Saint-Alby, sieur de Font-
 couverte, de Mazamet.
Jean Ricard.
André Sicard, de Castres.
Vareilles aîné.

1752.

Blanc et son fils, de Castres.
Maffre.

XXXI° Iles Sainte-Marguerite.

1689.

Cardel, ministre.

1690.

Lestang, ministre.*Salve*, ministre.

1692.

Géraut, ministre.*Givry*, ministre.*Matzac*, ministre.

1749.

Sambuc.XXXII° Tour de Constance
à Aigues-Mortes.

1719.

Anne Saliège, de Vébron, 50 ans (en-
 core détenue en 1754).

1725.

Victoire Boulet.

Anne Gaussen, v^{ve} d'*André Cros*,
 de Sommières, 46 ans (1754).

1725.

Marie Béraud, 51 ans (1754).

1726.

Susanne Vassas.*Jacquette Vignes*.

1728.

Marie Robert, v^{ve} de *Jacq. Frisol*,
 de Saint-Césaire, 43 ans (1754).

1729.

Marie Vernes.

1750.

Marie Durand, de Bouchet, 59 ans,
 libérée en 1768.

1751.

Isabeau Sautel.

1752.

Marie Cambon.

1754.

Anne Soleyrol, d'Alais, 19 ans, lib.
 1761.

1757.

Isabeau Menet, rendue folle à son père
 en 1750.

Marie Nériard, v^{ve} de *Daniel Sauzet*,
 de La Combe, 45 ans (1754).

Marie Vey ou *Rey*, v^{ve} de *Jean Goutes*
 ou *Goutel*, de Saint-Georges, 40 ans
 (1754).

Marie Vidal, femme de *Daniel Durand*,
 de Meyras, 55 ans (1754).

1759.

Jeanne Alterioud.

Susanne Bousiges, v^{ve} de *Pierre Bou-*
relle, de Nismes, 55 ans, lib. 1768.

Antoinette Cabiac.

Madelaine Nivard, v^{ve} d'*Antoine Sa-*
vanier, de Nismes, 40 ans, lib.
 1768.

Susanne Pagez, de Nismes, 20 ans,
 lib. 1768.

Catherine Rouvière, v^{ve} de *Jean Mar-*
sel, de Nismes, 40 ans.

Marguerite Roux.

1740.

Louise Peyron.

1741.

Anne Fauquier, v^{ve} d'*André Goutes*,
 d'Alais, 26 ans.

1742.

F^{me} Chabanel, apost. 1742.*F^{me} Julien*, apost. 1742.*F^{me} Liron*, v^{ve} *Rigoulet*, apost. 1742.*Annette Peyre*, apost. 1742.

1745.

F^{me} Aberlin, apost. 1745.*F^{me} Domelon*, apost. 1745.*M^{lle} Guibal*.

1745.

Marie Roux, v^{ve} de *Louis Chassefière*,
 de Générac, 41 ans, lib. 1768.

1749.

Françoise Barre, v^{ve} de *François Non-*
ton ou *Hanton*, de Saint-Médiers,
 61 ans.

Claire Domerque, femme de *Louis-*

Martin Poissonnier, de St-Quintin, 45 ans.

Gabrielle Gignes, femme de *Paul Mat-thieu*, de Nismes, 60 ans.

1752.

Jeanne Auguière, v^{ve} de *Jean Bastide*, de Clarensac, 75 ans.

Jeanne Brémont, de Clarensac, 52 ans.

Isabeau Monmejean, v^{ve} d'*André Ar-mingaud*, de Clarensac, 62 ans, lib. 1766.

Marie Picard, v^{ve} de *Jean Cabanis*, de Saint-Cosme, 68 ans.

Madelaine Pilot ou Pittot, v^{ve} de *Jean-Louis de Sensens*, de Marsillargues, 46 ans, lib. 1766.

Susanne Séguin, v^{ve} de *Firmin Vedet*, de Clarensac, 76 ans.

1754.

Françoise Sarrut, femme de *Jean Cal-dier*, de Bédarieux, 50 ans.

1759.

Marguerite Robert, femme de *Joseph Vincent*, de Valeirargues, 51 ans.

XXXIII^e Tour de Crest.

1699.

Moyse Arnaud, 75 ans, apost. 1700.

Marguerite Fauchier, 25 ans.

Lucrèce Grimolle, 52 ans.

Anne Mazel, 50 ans, de Mornans.

Jacques Mazel, 76 ans, *id.*

Lucrèce Mazel, 23 ans, *id.*

Madelaine Mazel, 18 ans, *id.*

Marie Mazel, 23 ans, *id.*

Jeanne Pialouze, 50 ans, de Montmey-ran.

Philippe de Sausse, 78 ans, de Bour-deaux.

1700.

Barthélemy Beaumont, 68 ans, de La Baume-Cornillane.

Olympe Ripert, 50 ans, de Mens.

Pierre Rodet, 55 ans, de Bezaudun.

Judith Vigne, 69 ans, de Nions.

1701.

Matthieu Achard, 40 ans, d'Aoste.

Marguerite Evèque, 80 ans, de La Roche-des-Arnauds.

Pierre Raillen, 40 ans, de Montclar.

Marguerite Sauvan, 80 ans, de Men-glon.

1702.

Jeanne Bonfils, 55 ans, de Sisteron.

Jean Garnon, 56 ans, d'Orange.

Catherine Raudet, 56 ans, de Bezaudun.

1705.

Louise Atenone, 21 ans, de Saou.

Jean Colongin, 65 ans, d'Espenel.

Jacques Guillon, 25 ans, de Mornans.

XXXIV^e Château de Pierre-Encise, à Lyon,

1686.

Sainte-Croix.

1687.

Les frères Baudan.

Castelnau.

Espérandieu, d'Uzès, 80 ans.

Riffart, de Nismes, transf. 1699.

1689.

De Boisragon, apost. 1689.

Elie Coyart, pasteur de La Forêt-sur-Sèvre.

Claude de Thomas.

1691.

Jean-Louis de Cambis, baron de Fons-Du Fesq.

Pierre de Paradez, sieur de Sauzet (1)

Henri de Rochemore, baron d'Aigremont.

1694.

Morelet.

1705.

François Farenges, de Montpellier.

Adelbert de Saint-Martin, baron de Barre.

1708.

Jean Haubert, d'Aulas.

Dates inconnues.

Susanne Baudouin, marquise du Fres-nay.

M^{me} de Montjoux.

Prévost-de-Gagemont, transf. 1705.

Prévost-de-Lestorière, transf. 1705.

(1) En 1705, la ville de Lyon lui fut donnée pour prison à cause de son grand âge et de ses infirmités.

XXXV° Château de Châlons.

XXXVI° Fort Saint-André près
de Salins.

1699.

1700.

Riffart.

M^{me} de Fcautrier.

Tout incomplets que sont ces tableaux, ils suffisent pour donner une idée assez exacte du sort des protestants en France, depuis la révocation de l'Édit de Nantes jusqu'à la fin du règne de Louis XV. Tels furent les doux moyens que l'on employa pour leur conversion ! Ajoutez à ces listes celles des milliers de réformés, hommes et femmes, qui furent enfermés dans des couvents, dans des hôpitaux, dans des prisons, pour n'avoir pas voulu se convertir, pour avoir assisté à des assemblées religieuses, pour s'être mariés ou avoir fait baptiser leurs enfants au désert, même pour avoir essayé de soustraire leurs fils ou leurs filles aux convertisseurs ; ajoutez-y celles des milliers d'enfants arrachés à la tendresse de leurs parents pour être élevés de force dans le catholicisme ; ajoutez-y encore celles des maisons rasées, des biens confisqués, des amendes énormes frappées sur des districts entiers, etc., etc., et vous vous associerez bien certainement au témoignage rendu par l'Anglais Smedley à l'Eglise protestante de France : *No portion of Christendom has undergone severer trials for the sake of truth than Protestant France.*

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

FRANÇOIS LE COQ, SIEUR DE GERMAIN

CONSEILLER AU PARLEMENT DE PARIS

PERSÉCUTÉ, PUIS RÉFUGIÉ EN ANGLETERRE APRÈS LA RÉVOCATION
DE L'ÉDIT DE NANTES.

Jean Rou nous apprend en ses *Mémoires* (t. I, p. 14) qu'il fit une partie de ses études chez M. Aymar Le Coq, conseiller en la chambre de l'Édit du Parlement de Paris, en compagnie de son fils François Le Coq, qui fut plus tard sieur de Germain, et, devenu lui-même conseiller en 1665, « se distingua, dit-il, sur les fleurs de lys. » François Le Coq épousa en 1672 Marie de Beringhen ; il était ainsi beau-frère du duc de Caumont La Force qui avait épousé Suzanne de Beringhen. On sait que toute cette famille se signala par sa fermeté dans les persécutions dont elle fut l'objet à la révocation de l'Édit de Nantes ; les documents officiels que nous avons publiés (*Bull.*, II, 64, 431, 369 ; et III, 67, 161, 298, 477) en ont fourni d'abondantes preuves.

François Le Coq, ayant lassé la patience des convertisseurs, put sortir de France, et se retira avec sa femme en Angleterre, vers 1687. M. Haag a

raison de lui attribuer un *Examen de la Transsubstantiation* qui fut publié à Londres après sa mort, en 1720 (1 vol. in-8°). M. Guill. Monod nous communique, de la part de Madame Paul Lecoq de Boislandeau, de Cognac, descendante de la famille, une copie de la préface annexée à cet ouvrage. C'est un document instructif, qui complète d'une manière très intéressante ceux que nous avons publiés et l'article même de la *France protestante*, M. Haag n'ayant pu se procurer que le titre du livre. Il donne divers détails et fixe quelques dates, notamment celle de la mort de l'auteur, arrivée lorsqu'il atteignait sa soixante-dix-neuvième année, le 9 avril 1719 (il avait perdu sa femme sur la fin de 1702). On pense, nous dit M. G. Monod, que son testament doit s'être conservé en Angleterre.

Nous appelons l'attention sur ce fait remarquable que lorsqu'en 1688, l'ambassadeur de Louis XIV auprès de Jacques II eut à craindre les insultes de la populace, *c'est dans la petite maison de ce réfugié*, victime du fanatisme de son maître, *qu'il trouva un asyle*.

PRÉFACE DE L'ÉDITEUR. (1)

Le petit ouvrage que l'on donne ici, peut, en quelque sorte, être regardé comme faisant partie du testament de Monsieur Le Coq : il composa ce traité sur la fin de sa vie, et dans sa dernière maladie, il s'occupoit de temps en temps à le revoir et à le faire mettre au net. Il n'avoit pas dessein de le rendre si public ; mais on n'a pas cru devoir mettre une si belle lumière sous le boisseau. Cet ouvrage est un fruit de sa charité ardente et sincère pour ceux qu'il croyoit dans l'erreur sur le sujet qu'il y traite, et en particulier pour des personnes très considérables, non-seulement par leur rang dans le monde, mais encore par leur mérite et par leur vertu, avec lesquelles il avoit eu toute sa vie les liaisons les plus intimes de la plus cordiale amitié, et dont quelques-unes même lui étoient jointes par le sang ou par l'alliance.

Ceux qui ont eu l'avantage de connoître particulièrement Monsieur Le Coq, ne seront pas surpris de son dessein et de ses vœux en cette rencontre, ni de la manière dont il les a exécutés. Son esprit étoit net et solide, cultivé dès sa jeunesse par l'étude de toutes les belles sciences. Il possédoit à fond les langues sçavantes, les belles-lettres, la jurisprudence et la théologie chrétienne, à laquelle il s'étoit toujours très particulièrement attaché. Il avoit une excellente mémoire,

(1) Le titre du volume manque à notre exemplaire.

que l'âge n'avoit point affoiblie, et qu'il a conservée dans toute sa force et dans toute son étendue, jusqu'à sa fin. Il en donna une preuve quatre ou cinq ans avant sa mort : car s'étant trouvé à la campagne dans le temps que les disputes à l'occasion d'Homère faisoient tant de bruit, il composa sans livres, un discours sur l'Iliade, rempli de fruits d'érudition, que sa seule mémoire lui fournissoit, et où il y a de quoi admirer également, et l'étendue de ses connoissances, et la beauté de son génie, et la force de son jugement.

Mais ce qui éclatoit le plus en lui, c'étoient les vertus chrétiennes et morales. Il les possédoit toutes dans un degré éminent. Et il en avoit si bien compris les véritables bornes, qu'il alloit sans peine, celles entre lesquelles il est souvent difficile de trouver un juste tempérament. Franc et sincère, mais sans rudesse ; poli et civil, mais sans bassesse et sans dissimulation ; sage et prudent, mais sans artifice et sans finesse ; ferme et inébranlable dans ce qu'il jugeoit droit et véritable, mais sans opiniâtreté et sans arrogance ; sévère envers lui-même, et indulgent pour les autres.

Il possédoit la source de toutes les vertus dans un grand fonds de religion et de piété. C'étoit là son premier principe, ce qui dirigeoit tous ses sentimens et toutes ses actions. Son attachement à la religion et la sincérité, aussi bien que la fermeté de sa foi, parurent avec éclat lorsqu'il lui fallut quitter la France. L'épreuve étoit terrible, et la tentation violente. Monsieur Le Coq possédoit en France tout ce qui pouvoit lui rendre, selon le monde, la vie douce et agréable : une charge de distinction, un bien très considérable, et par-dessus tout, une réputation qui lui avoit acquis la considération et l'estime, non-seulement de l'auguste corps dont il étoit membre, mais encore de tous les honnêtes gens, dans tous les partis.

Il avoit accoutumé de passer le temps des vacations du Parlement, dans quelqu'une de ses terres, et il étoit dans sa maison de la Ravi-nière, auprès de Blois, lorsque l'édit de Nantes fut révoqué. Il receut là une lettre de cachet qui lui ordonnoit de se rendre incessamment à Paris, pour y recevoir les bienfaits que le roi lui destinoit, s'il se réunissoit à l'Eglise romaine, si non, de remettre sa charge aux parties casuelles. Monsieur Le Coq ne balança point, et étant arrivé à Paris, il donna la démission de sa charge. On l'envoya à Meaux, où il demeura huit jours chez l'Evêque de cette ville. Mais toute l'habileté, la souplesse et l'adresse de ce fameux convertisseur, ne gagnèrent

rien sur Monsieur Le Coq. On le relégua au Mans, où il fut conduit par un exempt. On lui donna la ville pour prison et il y demeura environ dix mois, pendant les deux derniers desquels on mit autour de lui douze soldats, qui eurent ordre de le tourmenter. Mais, par une disposition favorable de la Providence, les officiers de ces soldats avoient été de la religion et ils firent entendre à leurs gens qu'ils prissent bien garde de n'exécuter pas cet ordre à la rigueur ; de sorte que Monsieur Le Coq n'eut rien à souffrir de leur part, en sa personne.

Ses biens ne furent pas épargnez, et pendant qu'il étoit au Mans, on envoya des dragons dans sa maison de la Ravinière, qui y commirent les désordres et les ravages que l'on peut s'imaginer. On ramena Monsieur Le Coq à Paris et on le mit à Saint-Magloire, de là on le transféra au château de Saint-Malo, où il fut étroitement renfermé sans qu'on lui permist, pendant quelque temps, d'avoir ni encre, ni papier, ni livres ; dans la suite on lui en donna. La chambre où on le mit étoit fort mal accommodée. La santé de Monsieur Le Coq qui étoit très foible en souffrit, et ses amis, à force de sollicitations, obtinrent enfin de la Cour qu'on lui permettroit de sortir du château et de prendre l'air pour tâcher de se remettre. Un riche marchand de Saint-Malo, ancien catholique-romain, le reçut dans sa maison de campagne, où il lui fit le meilleur accueil qui lui fut possible. Monsieur Le Coq n'en parloit qu'avec de vifs sentiments de reconnaissance et de tendresse.

Tandis qu'il étoit exposé à tant de vexations, on n'épargnoit pas son illustre épouse, dont on doit dire que Dieu la lui avoit donnée comme une aide véritablement semblable à lui. On la mit aux Nouvelles-Catholiques, où l'on n'épargna ni sollicitations, ni artifices, ni promesses, ni menaces, ni duretez pour tâcher de la réduire. Un de leurs plus particuliers amis, homme de mérite et de crédit, ancien catholique-romain, et qui travailloit avec d'autant plus d'ardeur à leur persuader de se rendre, qu'ayant pour eux une affection très sincère et très intime, il ne voyoit pas d'autre voye pour leur procurer quelque repos, vint dire à Madame Le Coq lorsqu'on mit des soldats auprès de Monsieur son mari, qu'il étoit temps qu'elle l'exhortast à céder, et qu'elle cédist elle-même ; qu'elle ne devoit point se flatter, et qu'inafailliblement, dans quinze jours, Monsieur Le Coq seroit, ou mort, ou fou, ou catholique.

La Cour n'ayant pu vaincre leur patience, leur courage et leur fermeté, on prit le parti de les envoyer hors du royaume. On ne voulut pas leur donner la consolation de faire le voyage ensemble. On les fit partir l'un d'un côté et l'autre d'un autre. Ils se rejoignirent à Londres, bénissant Dieu de leur délivrance. Leur état ne paraissoit pourtant pas fort favorable selon le monde. On ne leur avoit donné ni le temps, ni la permission de mettre quelque ordre à leurs affaires et d'emporter avec eux quelque petite partie des grands biens qu'ils abandonnoient. Ils trouvèrent même l'Angleterre dans la consternation où la jettoient les entreprises hardies et violentes du papisme, sur la fin du règne de Jacques II. Le libérateur, d'immortelle mémoire, vint peu de temps après, et dans le bonheur public, Monsieur et Madame Le Coq trouvèrent leur consolation particulière. On ne doit pas omettre ici une particularité remarquable. A l'arrivée du prince d'Orange à Londres, Monsieur de Barillon, qui y étoit ambassadeur, craignit les insultes de la populace et se retira chez Monsieur Le Coq. Ainsi sa petite maison de réfugié servit de refuge et d'asyle au ministre d'un grand roi qui l'avoit exilé et chassé de ses Etats (1).

Tout fut bientôt tranquille en Angleterre, et la guerre qu'elle fut obligée de soutenir au dehors ne l'empescha pas de goûter le bonheur de sa délivrance. Monsieur et Madame Le Coq, nés et élevés dans l'abondance, se trouvèrent d'abord à Londres assez à l'étroit. Bien loin de s'en inquiéter, jamais on ne s'aperceut qu'ils s'en aperceussent eux-mêmes. Le roi de France avoit permis qu'on donnât à Monsieur Le Coq une pension de quatre mille livres tournois sur le revenu de ses biens. La somme étoit bien modique, par rapport à son état et à ce qu'il avoit laissé : cependant elle lui fut très mal payée les premières années de son refuge. La Providence y pourvut d'ailleurs, en donnant à Monsieur Le Coq la moitié du gros lot de la première lotte-

(1) Les dépêches de Barillon des 2 et 8 janvier 1689, citées par M. Ch. Weiss (*Hist. des réfug. prot.*, I, 301) nous apprennent aussi que, par une de ces dérisions du sort si fréquentes dans les bouleversements politiques, ce fut un réfractaire, le sieur de L'Estang, lieutenant des gardes de Guillaume III, qui fut choisi pour lui enjoindre de quitter Londres dans les vingt-quatre heures, et de se rendre à Douvres, et qu'un autre réfugié reçut la mission de l'accompagner et de le défendre au besoin. « C'est, dit-il, un gentilhomme du Poitou, nommé Saint-Léger, qui s'est retiré en Hollande avec sa femme et ses enfants. » — Ce doit être *Le Coq de Saint-Léger*, capitaine de cavalerie, que M. Ch. Weiss nomme parmi les officiers de l'armée de Guillaume (*ibid.*, p. 296). Une branche de la famille *Le Coq* étoit en effet originaire du Poitou, mais nous n'en voyons pas qui eût le titre de *Saint-Léger*.

rie publique d'Angleterre. Les pauvres y profitèrent autant que lui, car, en quelque état qu'il se soit veu, les aumônes ont toujours été un des principaux articles de sa dépense. Il les faisoit de la manière dont elles doivent êtres faites, non-seulement avec abondance et avec joye, mais avec une parfaite modestie, et avec un secret qu'il auroit bien voulu, s'il lui eust été possible, rendre impénétrable, prenant toute sorte de soins et de précautions pour les cacher aux autres et se les cachant, pour le dire ainsi, à lui-même.

Madame Le Coq mourut sur la fin de l'année 1702. Monsieur Le Coq sentit vivement ce coup, mais il le sentit en chrétien soumis à la volonté de Dieu, et parfaitement résigné aux ordres de la Providence. Il rend à cette illustre épouse ce témoignage avantageux dans son testament, que Dieu l'ayant retirée du monde avant lui, elle lui a laissé l'exemple de bien vivre et de bien mourir. C'est aussi ce qu'il a parfaitement rempli. Il lui a survécu seize ans et environ quatre mois, qu'il a passés comme les années qu'il avoit vécu avec elle, dans une grande tranquillité d'esprit et de cœur, et dans l'exercice de toutes les vertus. En parlant ainsi de ce grand homme, on ne craindra pas d'être soupçonné de flatterie. Il y auroit plutost lieu de se plaindre que l'on n'en dist pas assez. Mais il a fallu se souvenir qu'on parle de celui de tous les hommes, qui a peut être porté la modestie et l'humilité chrétienne au plus haut degré de perfection où de simples hommes peuvent parvenir sur la terre.

Quoiqu'il fust d'un tempérament délicat et foible, il n'étoit pourtant pas sujet à de fréquentes maladies. Il fut attaqué, il y a environ neuf ans, d'une rétention d'urine qui dura neuf jours, pendant lesquels on lui faisoit l'opération deux fois par jour. Cinq ans après, il retomba dans le même accident qui dura alors vingt-deux jours. Le même mal le reprit au mois de novembre 1718, et dura seize jours. Il en paraissoit bien revenu, mais peu de temps après, il eut une espèce de rhume accompagné d'un peu d'oppression, à laquelle se joignit une fièvre lente, qui, insensiblement, épuisa le peu de forces qui lui restoient et l'enleva de ce monde le 9 d'avril 1719, achevant presque sa soixante dix-neuvième année.

Sa vie avoit été une préparation habituelle à la mort. Mais dans ses dernières maladies, il redoubla ses soins et sa diligence pour se mettre en état de rendre son âme à son Créateur. On n'a jamais vu une mort plus douce, à peine s'apperçeut-on qu'il étoit passé. Il con-

serva jusqu'à la fin toute la solidité, toute la netteté et toute la force de son esprit, qu'il employa à donner, jusqu'au dernier moment, les témoignages les plus sensibles et les plus touchants de sa foi, de sa repentance, de son espérance et de son amour pour Dieu.

On a tout lieu d'espérer que le petit ouvrage de ce grand homme, que nous donnons ici, sera reçu favorablement. Dieu veuille y répandre sa bénédiction céleste, pour le faire servir à confirmer dans la vérité ceux à qui il en a donné la connoissance, et à y attirer ceux que les préjugés, l'éducation où les passions en ont éloignés.

BIBLIOGRAPHIE.

Mittheilungen aus der Geschichte der evangelischen Kirche des
Elsaßes, u. f. w.

ÉTUDES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE L'ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE EN ALSACE

Par M. ROEHRICH, pasteur à Strasbourg. — Strasbourg, 1855. 3 vol.
Chez Treuttel et Würtz.

L'intérêt qui s'attache à l'histoire des Eglises protestantes de l'Alsace est très grand, et l'on doit vivement souhaiter que la littérature française soit plus tôt que plus tard dotée de quelque bon ouvrage sur ce sujet, notamment sur l'introduction de la Réforme à Strasbourg. La raison qui, jusqu'à présent, a détourné d'un pareil travail les nombreux savants de cette ville illustre, se trouve peut-être précisément dans la facilité de l'exécution, puisque, pour atteindre le but, il suffirait à peu près de reproduire sous une forme française ce qui a déjà été imprimé en allemand. Quoi qu'il en soit, nous nous permettons de rappeler humblement à qui de droit qu'il y a là une lacune importante à combler, et qu'il serait fâcheux qu'une œuvre si utile, nous dirons même si nécessaire, restât omise par le seul motif qu'au lieu de nouvelles recherches, elle ne demande plus guère que la mise à profit de labeurs déjà accomplis dans une autre langue.

Parmi les auteurs qui ont le plus contribué à réduire ainsi cette tâche, il faut nommer avant tout MM. Jung (1) et Röhrich, l'un et l'autre de Strasbourg. Nous ne parlerons ici que du second de ces deux savants éminents. Déjà en 1830 et 1832, M. Röhrich publia, en trois volumes, une excellente

(1) *Geschichte der Reformation in Strassburg*, 1830. Malheureusement cet ouvrage de M. Jung ne va pas au delà de 1525.

Histoire de la Réformation en Alsace au XVI^e siècle (*Geschichte der Reformation in Elsass*), munie de nombreuses pièces justificatives. Dans l'ouvrage plus récent, dont nous avons transcrit le titre en tête de cette note, il donne une série de monographies ou d'études détaillées sur différents points de l'histoire du protestantisme en Alsace pendant les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Partout, dans les travaux de cet écrivain, l'on reconnaît avec joie, non-seulement l'infatigable explorateur et l'érudit profond, mais aussi l'homme impartial et modéré. Pour montrer l'intérêt qu'offre son dernier ouvrage, nous nous bornerons à indiquer les principaux sujets qui y sont traités :

Evénements avant-coureurs de la Réforme en Alsace ; — histoire du protestantisme dans l'ancien comté de Hanau-Lichtenberg (chef-lieu, Bouxwiller), dans l'ancienne Lorraine allemande, dans l'ancienne seigneurie de Ribeauvierre, à Haguenau, etc. ; — histoire de l'Eglise évangélique à Strasbourg, pendant le XVII^e et le XVIII^e siècle ; — l'Eglise de nos pères sous la croix ; — livres liturgiques introduits parmi les protestants d'Alsace ; — biographies de quelques pasteurs remarquables de l'Alsace.

Entre ces derniers, celui auquel l'auteur a consacré le plus de pages, c'est le courageux promoteur de la Réforme parmi la bourgeoisie de Strasbourg, Matthieu Zell, dont l'*Apologie* (*Christliche Verantwortung*, 1523) mériterait bien d'être traduite en français. Nous en dirons autant d'un autre document de quelque étendue, cité par M. Rœhrich, quoiqu'il se rapporte à la situation générale de l'Allemagne d'alors plutôt qu'aux affaires particulières de l'Alsace. Nous voulons parler du *Mémoire* (*Bedenken*) que le fameux général Lazare de Schwendi adressa à l'empereur Maximilien II en 1574, « sur le gouvernement de l'empire et la tolérance des religions, » Mémoire dont les sages conseils, s'ils avaient été suivis par les empereurs, auraient arrêté l'influence des jésuites et préservé l'Allemagne des horreurs de la guerre de Trente ans. Cet écrit très remarquable est daté de Kienzheim (près de Colmar), où le général possédait un château et où il fut enterré.

A. MUNTZ.

Tome VII de la FRANCE PROTESTANTE de MM. Haag.

(2^e PARTIE.)

Nous achevons de donner l'index des noms du tome VII. On remarquera particulièrement dans cette deuxième partie, les articles suivants :

Clément MAROT, le grand poète du XVI^e siècle, et Jean et Daniel MAROT, les célèbres architecte et graveur ; — P.-H. MARRON, le pasteur au nom duquel se rattache la restauration de l'Eglise réformée de Paris à la fin du siècle dernier et sous l'empire ; — MARTINEAU ; — MATHURIN, le prison-

nier des îles Sainte-Marguerite, dont il a été question ci-dessus (p. 278) : — Louis de MEAUX, capitaine huguenot, qui donne lieu au récit des massacres de Meaux, en 1562 ; — les MERCIER, entre autres le mennier de Nîmes, martyr dans le drame horrible de cette assemblée de cent cinquante fidèles, que Montrevel fit brûler vive le jour des Rameaux 1703, et où l'évêque Fléchier ne voit que « la réparation d'un scandale occasionné par le chant » des psaumes, à l'heure où l'on était à vêpres ; — les MERLIN, les MESSARD, les MESTREZAT, les MICHELET, les MILA ; — Jean MOLINES, ministre, dont l'apostasie suivie de repentance, donne lieu à de curieuses révélations : — les MOUGINOT, les MONTALEMBERT ; — MONTCHRESTIEN, le poète, économiste et homme de guerre ; — les MONTGOMERY, les MONTMORENCY ; — les MOREL, et entre autres Léonard, le ministre de Vassy, lors du massacre qui ouvrit la carrière des guerres civiles ; — MORUS (Alexandre), le célèbre prédicateur de l'Eglise de Paris ; — entre tous, *Philippe* du PLESSIS-MORNAY, dont le nom est une de gloires les plus pures de la réforme française.

A ce volume est jointe la 97^e des pièces justificatives. C'est le tableau des persécutions exercées contre les protestants, depuis la révocation de l'Edit de Nantes, que nous avons reproduit ci-dessus, p. 81.

- | | |
|---|--|
| Marot (Jean), architecte et graveur. | — (Guillaume), ministre apostat. |
| — (Daniel), graveur. | — (Jacques), réfugié à Genève, et ses descendants. |
| — (Clément), le plus grand poète français du XVI ^e siècle. | — (Jean), victime des persécutions. |
| Marquet (François), victime des persécutions. | Martineau (Denis), géographe. |
| — (Barthélemy), conseil. à la chambre de l'Edit du Dauphiné. | — (James), ministre de Liverpool. |
| Marreau (Marc-Antoine), sieur de Boisguérin, gouvern. de Loudun. | — (Harriet), femme auteur. |
| Marron (Paul-Henri), pasteur de l'Eglise de Paris. | Martinez (Pierre), professeur d'hébreu à La Rochelle. |
| Marteilhe (Jean), confesseur sur les galères du roi de France. | Martini, moine dominicain converti, martyr. |
| Martel, famille normande. | Masclari (Gaspard), secrétaire des finances, et ses descendants. |
| — -Bacqueville. | Maserès (François), mathématicien et littérateur. |
| — -Lindebœuf. | Massanes, famille noble. |
| — -Rames. | — de Montpellier. |
| — -Fontaine-Martel. | — de Paris. |
| — (Achille), défenseur de Brouage. | Massard (Jacques), médecin. |
| — (André), professeur de théologie à Montauban. | Massieu (Jean), fabricant de drap, et ses descendants. |
| — (Elié), musicien. | — de Clerval, famille. |
| — (François), chirurgien du roi. | Massin, ministre de Pailhat. |
| Martin (Arnaud), pasteur apostat. | Masson (Charles-François-Philibert), poète et littérateur. |
| — (Aubert), sieur de Champoléon, chef huguen. dans le Dauphiné. | — (Jean), pasteur à Cozes. |
| — (Bernardin), apothicaire de la reine. | — (Samuel), ministre à Dordrecht. |
| — (Daniel), ministre apostat. | — (Jean), théol. et habile critique. |
| — (David), traducteur de la Bible. | — (Pierre), martyr. |
| — (Gaspard), capucin converti, et ministre de Saillans. | Massué (Nicolas), et ses descendants. |
| | — (Daniel), gouvern. de la Bastille. |
| | — (Henri), sieur de Ruigny, député général des Eglises, et ses fils. |

- Massuet (Pierre), instituteur à Amsterdam, et littérateur.
- Masnier (Martial), prédicat. renommé.
- Mathurin, ministre réfug. en Hollande.
- Matras (Daniel), prof. de langue française en Danemark.
- Matthieu (Antoine), past. à Francfort.
- Mathy (Matthieu), pasteur à Beaufort.
- (Paul), catéchète à La Haye.
 - (Matthieu), médecin renommé.
 - (Paul-Henri), bibliothécaire au British Museum.
- Maubert de Gouvest (Jean-Henri), écrivain politique.
- Mauchard (Burchard-David), médecin du roi de Wurtemberg.
- Mauclerc (Paul-Emile de), prédicateur de la cour de Prusse.
- (Jérémie), avocat au parlement de Paris, etc.
- Mauduit (Isaac), min. à Bermondsey.
- (Israël), écrivain politique.
- Mauger (Jacques), grav. en médailles.
- Mauget (Guillaume), pasteur à Nîmes.
- Maumont (Famille de).
- Maupeou (Gilles de), contrôleur général des finances.
- Maure (Marc-Bertrand), jurisconsulte.
- Maurice (Antoine), réfugié à Genève, et ses descendants.
- (Paul), ministre en Provence.
 - (Charles), pasteur à Eyguyères.
 - (Antoine), pasteur et professeur de théologie à Genève.
 - (Frédéric-Guillaume), maire de Genève.
- Mauru, confesseur sur les galères du roi de France.
- Maury (Jean-Louis), camisard.
- Mauvillon (Eléazar), historien et grammairien.
- (Jacob), professeur de tactique militaire à Brunswick.
- Mayer (David), prof. de langue française à Baireuth.
- Mayerne (Louis de), hist. et publiciste.
- (Théodore de), célèbre médecin et chimiste.
- Mazel (Abraham), chef camisard.
- (David), min. réfugié à Londres.
 - (Jean), historien.
- Mazères, comte de Bourfranc, capitaine huguenot.
- Mazicq (Paul), négociant dans l'île de Rhé, et ses descendants réfugiés en Amérique.
- Mazières (Andréde), past. à La Rochelle.
- Meaux (Louis de), capitaine huguenot.
- Méhérenc (Pierre), sieur de La Conseil-lère, pasteur à Alençon, puis à Altona.
- Meigret (Lambert), trésorier de France, réfugié à Genève.
- (Louis), prédicateur de la Réforme à Lyon et à Grenoble.
- Meillier (Jacques), traducteur.
- Melet (Bertrand de), capit. huguenot.
- (Jean), chapelain d'Anne de Coligny.
- Melin (François), pasteur à St-Maixent.
- Melot, médecin à Rennes.
- Menjot (Antoine), doct. en médecine.
- Menour (Jacques de), commissaire ordinaire des guerres, et ses descendants.
- Menuret (Jean), avocat à Montélimart, martyr.
- Méquillet (Samuel), pasteur à Chagey.
- Marault, écrivain polémique.
- Mercier (Charl.), notaire à Montbéliard.
- (Fr.), prof. de philos. à Genève.
 - (Jean), célèbre hébraisant.
 - (Josias), député général des Eglis.
 - (N.), meunier à Nîmes, martyr.
 - (Philippe), peintre.
 - (Pierre), tapissier de l'électeur de Brandebourg.
- Mergey (Jean de), historien.
- Merlat (Elie), pasteur à Saintes, et prof. de théologie à Lausanne.
- Merle (Jean-Louis), réfugié à Lausanne, et ses descendants.
- d'Aubigné.
 - (Matthieu), chef huguenot dans l'Auvergne.
- Merles (Pierre de), capitaine huguenot.
- Merlin (Jean-Raimond), pasteur à Paris et à Genève.
- (Pierre), ministre de l'amiral Coligny.
 - (Jacques), pasteur à La Rochelle.
- Mermet, ministre à Nérac.
- (Ezéchiël), ministre du duc de Rohan.
- Mervault (Pierre), historien.
- Meschin (Charles de), gentilhomme poitevin, et ses descendants.
- Mesmes (Jean de), ou de Mesmy, capitaine huguenot.
- Mesmin (Pierre), chanoine de Montpellier, converti au protestantisme.
- Mesnard, famille du Poitou.
- (Jean), past. de l'Eglise de Paris.
 - (Philippe), pasteur à Copenhague.
- Mesplez, famille de la Guienne.
- Mestrezat (Jean), minist. de Charenton.
- (Jean), min. enfermé à la Bastille.
- Metel (François), favori du cardinal de Richelieu.
- Mettayer (Jean), pasteur à St-Quentin.
- (Samuel), ministre à Thorpe.
 - (Jacques), ministre apostat.
- Metzger (Daniel), professeur d'anatomie à Königsberg.
- Meusel (Wolfgang), ou Musculus, célèbre hébraisant et théologien.
- Meusnier (Philippe), peintre d'architecture, et ses descendants.
- Meyer (Sébastien), cordelier converti.

- Meynier (Jean-Jacques), professeur de langue française à Erlangen.
- Meyssonnier (Lazare), médecin apostat.
- Michel (Jean), bénédictin converti, et martyr.
— (Marie), prophétesse de la troupe de Cavalier.
- Michelet (Pierre), past. à Burtoncourt.
— (Charles-Louis), professeur de philosophie à Berlin.
- Michelin, famille d'artistes.
- Micqueau (Jean-Louis), maître d'école à Orléans.
- Migault (André), pasteur du Désert.
— (Jean), maître d'école à Mongon, victime des dragonnades.
- Mila (Jean), procureur à Montauban.
— de Cabarien.
- Milet (Pierre), martyr.
- Mimbielle (François de), victime des persécutions.
- Mirande (Jean de), juge de l'amirauté de La Rochelle.
- Mirman (Famille de).
— (Henri de), président à Nîmes, réfugié en Suisse.
- Misathée (Théophile), apologiste.
- Misson (Jacques), ministre à Sainte-Mère-Eglise.
— (Maximilien), voyageur et historien.
- Missy (César de), chapelain de St-James.
- Mitois, président de l'assemblée de La Rochelle, en 1621.
- Mizaubin (Jean), pasteur à Sainte-Foy.
— (Jean), ministre apostat.
- Mizière (François), médecin et antiq.
- Moillon (Nicolas), peintre et graveur.
- Moisant de Brioux (Jacques), poète latin, et ses descendants.
— (Pierre), sieur de La Roche-Logerie, victime des persécutions.
- Moivre (Abraham), sav. mathématicien.
- Molard (David), apostat.
- Molènes (Jean de), relaps.
- Molénier (Etienne), ministre réfugié en Angleterre.
— (N.), pasteur à Foix.
- Molines (Jean), dit Fléchier, ministre apostat et repentant.
- Moltzer (Jacques), poète latin et habile critique.
- Monceau (Louis de), receveur général en Champagne, et ses descend.
— (Isaac de), aide de camp du roi d'Angleterre.
- Monchy (Jean de), sieur de Sénarpont, lieutenant du roi en Picardie, et ses descendants.
- Mondut (M^{me} de), victime des persécut.
- Monginot (François de), médecin du roi.
— (François de), confesseur.
— (Etienne), fermier général.
- Monier (Arnaud), martyr.
— (Claude), martyr.
- Monjoye (Anne), martyre.
- Monsanglard (Etienne de), pasteur à Corbigny.
- Montagnac (Famille de).
- Montagne (Jacques de), avocat général en la cour des aides de Montpellier.
- Montagut (M^{me} de), victime des persécut.
- Montalembert (Famille de).
— -Vaux et Estrades.
— -Varaize.
- Montand (Nicolas de), écriv. satirique.
- Montargues (Pierre de), major général dans l'armée prussienne.
— (Jean-Pierre), major général dans l'armée danoise.
- Montauban (François de), comte de Sault, gouverneur de Lyon.
— -du Villard, grand maître de l'artillerie en Dauphiné, et ses descendants.
- Montaut (Famille de).
— -des Isles (Isaac), avocat de Loudun.
- Montberon (René de), sieur de Thors, capitaine huguenot.
- Montbournoux, chef camisard.
- Montboucher du Bordage, famille bretonne.
— (René), maréchal de camp.
- Montcalm-Saint-Véran, famille du Bas-Languedoc.
— (Louis), prieur de Milhau, converti au protestantisme.
— (Louis), conseiller à la chambre de l'édit de Castres, etc.
- Montchrestien (Antoine de), poète, économiste et homme de guerre.
- Montclar (Antoine de), chef huguenot dans le Quercy.
- Montdenis (Abdias de), past. à Fécamp.
- Montdoré (Pierre), mathém. et poète.
- Monteil, pasteur du Désert.
- Montenay (Georgette de), poète.
- Montferrand, baron de Langoiran, capitaine huguenot.
- Montgomery (Gabriel de), un des plus vaillants capitaines huguenots.
— (Jacq. de), gouvern. du Castrais.
— (Jean), maréchal de camp.
— (Louis de), mort à la Bastille, etc.
- Montluc (Jean de), évêque de Valence, partisan de la Réforme.
- Montlyard (Jean de), minist. à Céligny.
- Montmaur, famille provençale.
- Montmorency-Bours (Jean de), et ses descendants.
- Montolieu, famille du Languedoc, réfugiée en Suisse et en Angleterre.
- Montréal (N. de), victime d'un prêtre fanatique.
- Montrond, famille protestante du Dauphiné.
- Mordant, pasteur du Désert.
- Moreau (Macé), martyr.

- (Pierre), voyageur.
- Morel (Abdias), dit Catinat, chef camisard.
- (François), pasteur de l'Eglise de Paris.
- (Jean), martyr.
- (Jean), gentilhomme normand, et ses descendants.
- (Léonard), ministre à Vassy.
- (Marc-David), past. à Stuttgart.
- Morelet (Pierre), avocat à Dijon.
- Morely (Jean-Baptiste), adversaire de la discipline calviniste.
- Moret de La Fayette, avocat au parlement de Paris, apostat.
- Morin (Etienne), savant orientaliste.
- (François de), président aux enquêtes.
- (Luc), médecin à Montpellier.
- Morlas (Jean de), conseiller d'Etat, apostat.
- Morlot (Marc), professeur de médecine à Genève, et ses descendants.
- Mormès (Pierre de), sieur de St-Hilaire, lieutenant général de l'artillerie, et ses descendants.
- Mornay (Charles de), grand maréchal du royaume de Suède.
- (Philippe de), sieur Du Plessis, conseiller d'Etat et gouverneur de Saumur.
- Morogues (Jacques de), gouverneur de La Charité, et ses descendants.
- Morns (Alexandre), pasteur à Paris, prédicateur célèbre.
- Motherer (Henri), réformateur de l'Eglise de Wissembourg.
- Motteux (Pierre-Antoine), poète et traducteur.
- Moulans (David), ministre de Contras.
- Moulines (Guillaume), pasteur à Berlin, et membre de l'Académie des sciences.
- Moutarde (Thomas), martyr.
- Moynet (Jacques), conseiller au parlement de Normandie.
- Mozet (Etienne), pasteur à Metz.
- Mugad (Samuel-Paul), minist. apostat.
- Muisson, famille de Paris, réfugiée en Hollande.
- Müller (Philippe-Jacob), professeur de philosophie.
- Munderlein (Christophe), directeur de l'école de Wissembourg.
- Murat (François), ministre à Grenoble.
- Musnier (Paul), martyr.
- Mussard, famille réfugiée à Genève.
- (Pierre), ministre à Lyon.
- Mutillet (Jean-Louis), médecin à Cassel.
- Mutonis (Jean), jacobin converti et martyr.

MÉMOIRES INÉDITS ET OPUSCULES DE JEAN ROU

Avocat au parlement de Paris (1659); secrétaire-interprète des Etats généraux de Hollande depuis l'année 1689 jusqu'à sa mort (1711).

Publiés pour la *Société de l'Histoire du Protestantisme français*, d'après le manuscrit conservé aux archives de l'Etat à La Haye.

Par FRANCIS WADDINGTON.

2 vol. gr. in-8°. Paris, 1857. Agence centrale de la Société, et aux librairies protestantes. — A La Haye, chez Nyhoff.

Testimonia. (Suite.)

Le *Moniteur universel* (dans ses numéros des 23 juin et 2 juillet) a, par la plume de son judicieux et spirituel critique M. Edouard Thierry, consacré deux articles à Jean Rou, qu'il a esquissé au point de vue de l'homme de lettres, de l'honnête émule des Balzac, des Voiture et des Ménage de son époque, non sans mêler à ce portrait une teinte assez prononcée de douce ironie, à laquelle prête bien quelque peu, il faut le reconnaître, l'auteur de nos *Mémoires*. Voici ce que dit M. Thierry du terrain neutre, circonscrit, en quelque sorte officiel, sur lequel il a entendu se placer :

« Je sais bien que je prends les choses par le moindre côté. Pour la Société de l'Histoire du Protestantisme français, Jean Rou est un religieux courageux qui a souffert la prison et l'exil, presque un théologien, presque un docteur, une plume militante et toujours prête à la controverse. Ce n'est pas précisément par ce zèle hétérodoxe que m'attire l'auteur des *Tables chronologiques et historiques*. Il y a entre nous deux une de ces différences d'opinion qui n'empêchent pas deux hommes de se rechercher et de s'agréer mutuellement, à une condition toutefois, celle de ne pas s'offrir l'un à l'autre par le point qui les blesse. Ainsi devait faire M. de Montausier à l'égard de Jean Rou. Ainsi fais-je à l'égard de ses *Mémoires et opuscules*. Je laisse de côté ce qui nous divise. Je ne sais pas si Jean Rou fut de la religion, ou plutôt, je le sais, et je réserve mon jugement là-dessus. Je sais surtout qu'il est homme de plume et qu'il professe les belles-lettres, qu'il se mêle de prose et de vers, qu'on l'imprime au palais, qu'il tourne une lettre d'apparat comme Balzac et une lettre d'amusement comme Voiture, qu'il est diversement traité en qualité de précepteur et de bel esprit, qu'il a ses trois admiratrices comme Trissotin, dans Madame du Plessis, dans Madame du Plessis-Rambouillet et dans Mademoiselle Des Forges; qu'il a connu M. Robinet (le précepteur), sa comtesse d'Escarbagnas dans la duchesse de Sunderland, et dans Madame la princesse d'Orange, devenue reine de la Grande-Bretagne, sa princesse Uranie. C'est pour cela, je l'avoue, que je le recherche. C'est pour cela que ses *Mémoires* me plaisent. Il a longtemps vécu de la vie un peu gênée et un peu précaire des lettrés du dix-septième siècle; il a eu leurs satisfactions d'amour-propre et les mécomptes de leur vanité! Il a eu commerce avec plusieurs d'entre eux, et avec les plus célèbres; il ressemble à un certain nombre de ses confrères :

Il est vêtu de noir et parle d'un ton doux.

« En lisant son histoire, j'ai souvent cru lire celle de toute une classe d'originaux que représentait Corbinelli auprès de Madame de Sévigné, émules ou disciples de Ménage..... »

Après avoir ensuite analysé d'une manière très piquante la vie et les aventures de Rou, M. Thierry revient encore sur l'estime réelle qu'il a pour lui, tout en le rapprochant à certains égards de ceux dont se sont moqués l'auteur des *Satires* et l'auteur des *Femmes savantes*; il ne voudrait pas

que l'on s'y méprit, et se fait fort d'avoir l'adhésion de Rou lui-même à son jugement littéraire. Puis, s'arrêtant court au moment où il a aiguisé la curiosité du public, il le renvoie au livre même pour en savoir davantage sur le résumé suivant :

« A la façon dont Jean Rou raconte le procédé de la police (dans l'affaire de ses *Tables*), on devine avec quel intérêt de détails inédits le narrateur ingénu et persécuté racontera son séjour à la Bastille... Je ne l'y suivrai pas... Je le laisse sur le seuil de la formidable citadelle. Qu'il y soit en paix sous la garde du lieutenant La Grisolle ; qu'il en sorte dans le carrosse du gouverneur et escorté de deux flambeaux ; qu'il aille faire ses remerciements à M. de Montausier et qu'il dîne à la table du duc, seul habillé de noir, entre des chapeaux rouges et des cordons bleus ; qu'il rende visite à ses trois examinateurs de Sorbonne ; qu'il soit précepteur à Londres, à Paris et à La Haye, qu'il donne tour à tour des leçons au fils du comte de Sunderland, au comte de Northumberland, aux comtes de Witgenstein, et au fils de M. de Sommerdick ; qu'il se brouille avec la comtesse de Sunderland pour n'avoir pas voulu avoir tort sur les différentes parties des belles-lettres, et avec Madame de Sommerdick pour ne lui avoir pas donné raison sur le mérite de son prédicateur favori ; qu'il s'entende mal avec la duchesse de Cléveland, et qu'il coure risque d'être assassiné par l'ex-gouverneur des comtes de Witgenstein ; qu'il mette en ordre les papiers de M. de Montausier, concernant l'éducation du Dauphin ; qu'il soit presque nommé secrétaire de l'Académie de peinture et de sculpture ; qu'il écrive sur les beaux-arts et sur toute matière d'érudition ; qu'il disserte sur la généalogie des Ponthieu ; celle de Charles I^{er} et celle de la maison de Langey, sur Pétrarque et sur la langue française, sur Mariana et sur les devises ; qu'il traduise en français le *Gargilius Mamurra*, de Ménage, et badine sur l'incroyable procédure dont le dernier exemple fut donné dans l'affaire de M. de Langey ; je dis à cette suite des *Mémoires inédits* de Jean Rou, mais avec un autre sentiment, ce qu'Ovide exilé disait à ses vers :

Parve, sed invideo, sine me, liber, ibis in Urbem.

« Le livre ira auprès de nos lecteurs, et je regrette de ne pas le lire jusqu'au bout avec eux, tant il renferme de bonnes choses et tout à fait nouvelles, et qu'il faut recueillir en passant..... Jean Rou est un

original du temps des vrais originaux..... Il faut l'estimer pour une foule de qualités réelles, il faut s'amuser de lui, doucement et sans qu'il s'en aperçoive, comme on s'amuse quelquefois de tels que l'on estime. Ses faiblesses ne sont pas seulement les siennes. Elles lui ont valu des applaudissements et des louanges. Je l'ai comparé à Vadices : Claude Le Petit, dont on ne savait que la fin tragique, et que Jean Rou nous fait connaître plus amplement aujourd'hui, le comparait presque à Voiture :

Ton style est fin et délicat,
Tu ne sens point ton avocat,
Et sans flatter ton écriture
En faveur de notre amitié,
Si tu n'es tout à fait Voiture,
Rou, du moins tu l'es à moitié.

« Je n'ai donc pas eu tort de dire que les *Mémoires de Jean Rou* étaient les mémoires de l'homme de lettres au XVII^e siècle..... »

Nous avons encore trouvé une honorable mention des *Mémoires de Rou* dans le *Moniteur* du 28 décembre, où M. de Sainte-Beuve, en les mettant à contribution pour une notice sur l'abbé de Marolles, les a recommandés en ces termes :

« C'est un des ouvrages les plus remplis de particularités intéressantes sur le dix-septième siècle religieux et littéraire. L'éditeur, M. Waddington, a apporté à cette publication tous les soins et l'exactitude d'un érudit d'autrefois. L'article *Marolles*, qui fait partie du second volume, est tout à fait piquant et neuf. »

La Revue suisse (juillet 1857) :

« Voici des mémoires d'un grand intérêt et offrant toutes sortes d'échappées sur le dix-septième siècle..... Non-seulement Jean Rou nous raconte ses propres aventures, et il eut sa petite part de persécution (car des *Tables chronologiques* où il n'avait cru que faire de l'histoire, lui valurent l'honneur d'aller coucher quelque temps à la Bastille) ; de plus, à propos de divers incidents de ses récits, il nous livre, sans y penser, maint détail naïf sur la vie moyenne et courante de la société, telle qu'elle était alors. Nous regrettons de ne pouvoir le suivre dans ses relations avec Ménage et Chapelain, et autres beaux esprits de ce temps. On en tirerait plus d'un trait de mœurs ou de caractère. On pourrait aussi relever çà et là bien des faits de nature

à confirmer une impression dont on ne saurait se défendre, en regardant ainsi d'un peu près ce dix-septième siècle si encensé aujourd'hui, et de plus en plus proposé à la France comme son grand titre de gloire : C'est qu'il y règne pourtant, qu'il y souffle à tous les degrés de l'état social, en haut et en bas, un profond esprit de servitude et de servilisme, de dépendance et de courtoisnerie, auquel la foi religieuse, chez de pauvres protestants odieusement persécutés, fait presque seule exception, et une exception d'autant plus honorable..... »

Dans la *Bibliothèque universelle de Genève* (août 1857), un des écrivains les mieux qualifiés pour apprécier une publication du genre de la nôtre, M. A. Sayous (l'auteur des *Etudes sur les écrivains français de la Réformation* et de l'*Histoire de la littérature française à l'étranger*), a consacré aux *Mémoires de Rou* une analyse faite de main de maître, et qui remplit trente-six pages, dont nous citerons la première et la dernière :

« La Société de l'Histoire du Protestantisme français, fondée à Paris depuis peu d'années à l'exemple de la grande Société de l'Histoire de France, dont elle est comme une branche particulière, commence aujourd'hui une série de publications historiques destinées soit à vulgariser des écrits devenus rares, soit à faire voir le jour aux ouvrages inédits que ses recherches lui feront découvrir. Les *Mémoires inédits de Jean Rou*, qu'elle a choisis pour son coup d'essai, prouvent que la société ne borne pas sa tâche à éclairer l'histoire ecclésiastique de la Réformation, et que l'histoire des vieilles mœurs de la littérature protestante lui paraît rentrer tout naturellement dans le cercle de ses recherches. Ce point de vue est très juste, et pour notre part nous regretterions qu'un programme plus étroit eût laissé dormir dans la poussière des archives de l'Etat à la Haye, où M. Francis Waddington les a découverts, les *Mémoires* du bonhomme Rou, peintre à son insu des mœurs et de l'esprit de la bourgeoisie protestante de Paris, sous Louis XIV; témoin naïf et quelquefois observateur très fin de beaucoup de choses et de personnages de cette époque fameuse, mêlés accidentellement à sa vie. Cette vie est d'ailleurs moins obscure qu'on pourrait le croire, car le nom de Jean Rou, à peu près oublié aujourd'hui, fut connu de son temps pour celui d'un auteur de mérite, très habile dans les matières d'histoire.

« Bien que la dernière moitié de sa vie se soit écoulée en Hollande,

Jean Rou n'est pas un réfugié, il est à peine un émigré de la veille. La persécution religieuse le fixa en Hollande, mais elle ne l'y avait point envoyé : il y précéda Bayle et Jurieu, l'un et l'autre ses amis. Fils d'un procureur au Châtelet, vrai bourgeois de Paris, avocat de titre, mais homme de lettres par goût et par état; puis par nécessité précepteur et gouverneur de fils de famille, il partit en 1680 pour la Haye en cette dernière qualité, qu'il échangea bientôt contre un emploi dans le greffe des États généraux de Hollande. Il exerçait depuis près de vingt ans la charge honorable de secrétaire interprète des États, lorsqu'il mourut, en 1711, quatre ans après Bayle.

« Voilà toute l'histoire de Jean Rou. Elle n'est pas longue, mais le héros la trouvait bonne, il en remerciait la Providence, et sur ses vieux jours il prit à la raconter un plaisir qui en donne à la lire. C'est là le mérite particulier de ces *Mémoires*; il y règne un mélange attrayant de satisfaction personnelle, de pieuse reconnaissance, de bonhomie et de finesse, de simplicité et d'esprit. Et puis, surtout dans la première partie de l'ouvrage, Rou raconte à merveille : sa phrase est un peu longue et diffuse, mais elle a du trait et de la couleur; en tout, c'est un de ces conteurs à la vieille gauloise qui, au besoin, disent le mot et la chose. Ce genre de naïveté, pour le remarquer en passant, a jeté dans un grand embarras les savants éditeurs, trop fidèles serviteurs de la vérité historique pour sacrifier une page d'un vieux manuscrit, trop délicats pour laisser des détails grivois dans une œuvre destinée au public protestant, qui compte, on le sait, autant de lectrices que de lecteurs. La difficulté a été tournée : une feuille tirée à part, où l'on a réuni les anecdotes scabreuses et qui ne se donne qu'aux savants, car les savants sont pour tout lire, a concilié des scrupules opposés, mais également respectables..... »

Après avoir relevé avec un grand tact dans la première partie de l'ouvrage tout ce qui lui paraissait « le plus neuf ou le plus intéressant, à titre de renseignements sur l'époque et la société dont ils montrent un coin assez étendu et utile à bien connaître, » M. Sayous signale en quelques mots les principaux morceaux que renferment la seconde partie et les suppléments. puis il conclut en ces termes :

« Le plus grand nombre de ces pièces de genres divers méritait d'être publié; entre autres une courte, mais très remarquable cor-

respondance entre Rou et Bossuet, Rou tenant la plume pour un réfugié, M. de Vrillac, que l'évêque de Meaux pressait de se convertir. L'écrivain protestant se montre digne de croiser le fer de la dispute théologique avec son grand adversaire : il déploie là de la force, de l'adresse, et s'y montre plus qu'ailleurs habile écrivain. En un autre genre, c'est encore un piquant et curieux morceau que son portrait de l'abbé de Marolles : la figure est vivante et de la plus agréable couleur. Au total, Rou a mis assez de son talent de peintre dans la meilleure partie de ses *Mémoires*, pour que l'ouvrage dont le public est redevable à la Société de l'Histoire du Protestantisme français ait autant de valeur littéraire que d'intérêt historique. Quand il ne nous aurait fait connaître que le personnage de l'auteur lui-même, il aurait encore son prix. Je crois qu'on en conviendra après les extraits qu'on vient de lire : Jean Rou offre une heureuse et attrayante physiologie de bourgeois huguenot, d'honnête homme et de vrai chrétien. Sa vie honorable et courageuse, la franchise de ses sentiments, et le bon esprit qu'il porte en toutes choses, présentent d'excellentes leçons et de meilleurs exemples. J'ajoute que ces *Mémoires* font honneur à cette ancienne société bourgeoise que nous sommes encore loin de bien connaître, dont les mœurs simples n'empêchaient ni les esprits de se former, ni les talents de naître, si peu bourgeoise enfin au sens actuel du mot, qu'elle donna Molière à son siècle, et à Molière son parterre ; cette société enfin, riche en caractères solides, en bonnes têtes, en hommes de sens et de réflexion, et qui, pour le malheur de la France, perdit la moitié de son élite, par l'imprévoyante politique du gouvernement de Louis XIV.

« A. SAYOUS. »

Ecrata. — Page 142, l. 13, au lieu de *messieurs Conrard*, lisez : *Mss. Conrart*.

— 189, note 2, l. 3, au lieu de *Friaro*, lisez : *Friars*.

— 190, l. 23, au lieu de *Bostaquet*, lisez : *Bostaquet*.

— 278, l. 19, lisez : *Molines*.

AVIS. — *L'Assemblée générale annuelle de la Société aura lieu le mardi 13 avril 1858, à trois heures, dans le temple de l'Oratoire, rue Saint-Honoré.*

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS. —

AVIS DIVERS, ETC.

Le père Ricotier et les persécutions dans l'Agenais en 1672.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Tonneins, le 3 mars 1858.

Monsieur le Président,

L'intéressante notice publiée dans le *Bulletin* par M. le pasteur Hugues, sur son voyage d'exploration en Hollande, vient m'expliquer une lacune qui existe dans les registres consistoriaux de l'Eglise réformée de Tonneins.

Parmi les ministres réfugiés dans la ville d'Amsterdam et admis à prêcher, en l'an 1688, chacun à leur tour, dans la nouvelle église wallonne de cette ville, figure *Jeaz Riollier, de Tonneins, en Guyenne*.

Au lieu de Riollier, il faut lire *Ricollier* ou *Ricutier*. Le nom du pasteur est écrit de ces deux dernières façons dans les registres de l'Eglise de Tonneins, mais jamais *Riollier*. On sait que de pareils changements dans l'orthographe des noms propres étaient alors très fréquents, et je pourrais en citer un grand nombre dans les archives des Eglises de l'Agenais.

En 1672 et 1673, plusieurs pasteurs de l'Agenais furent décrétés de prise de corps, notamment les pasteurs de Calonges, de Puch et de Monheurt. La démolition de plusieurs temples fut ordonnée. Le temple de Grateloup, qui était desservi par un pasteur portant aussi le nom de *Ricotier*, fut interdit. « Cette rigueur (dit l'*Histoire de l'Edit*) fit perdre courage aux ministres de cette province. »

Cependant l'exercice du ministère évangélique fut continué, sans interruption, à Tonneins, dans les deux églises (Tonneins-Dessus et Tonneins-Dessous), jusqu'en 1676. Un registre destiné à constater la naissance et le décès « de ceux de la religion prétendue réformée, dûment signé et paraphé » par le juge et son greffier, commencé le 1^{er} janvier 1669, porte, pour la première fois, à la date du 17 novembre 1669, la signature de M. Ricotier, comme pasteur de Tonneins-Dessous. Ce pasteur continue à tenir le

registre jusqu'au 4^{er} mars 1676 ; puis viennent deux mentions de baptême non signées, puis des pages blanches, auxquelles les persécutions exercées dans l'Agenais à cette époque, et la note de M. Hugues, donnent une éloquente signification.

C'est probablement ce même pasteur Ricotier qui lut à Londres, en 1705, une dissertation *sur le Mensonge officieux*. M. Hugues donne l'indication de cet écrit dans le dépouillement des manuscrits de la Bibliothèque de Leyde.

Les deux Eglises de Tonneins furent frappées en même temps. Le registre de Tonneins-Dessus se termine aussi avec le mois de février 1676 ; il contient, après cette date, des pages blanches qui disent assez le deuil du troupeau. M. de Latané était pasteur de cette Eglise. Il est cité dans l'excellent ouvrage de MM. Haag.

La famille Ricotier a fourni aux Eglises de l'Agenais un grand nombre de pasteurs. Dès l'année 1560, on trouve un pasteur de ce nom desservant l'Eglise de Clairac. Son fils, qui lui succéda dans le ministère évangélique, a rapporté les circonstances de la mort et de la sépulture de son vénérable père dans une note que j'ai en main, et que je transcris littéralement :

« Monsieur mon père, nommé Bertram Ricotier, ministre de la Parole de
 « Dieu et pasteur de l'Eglise de Clérac, mourut ferme et constant en la foy
 « et religion salutaire de Jésus-Christ nostre Sauveur, Dieu-Homme et
 « Homme-Dieu, et en priant et invoquant le vray Dieu Eternel distingué en
 « trois personnes, le Père, et le Fils, et le Saint-Esprit, un lundi, 27^e jour
 « du mois de juillet, en l'an 1620, sur l'heure de midy précisément, ayant
 « esté exhorté par Monsieur Denys, mon nepveu, et par moy ; si bien qu'il
 « receut nos saintes exhortations et ouït nos prières avec ardente dévo-
 « tion, et nous rendit tesmoignage de vive voix et par eslevation de sa
 « main, de sa vraye et salutaire foy et espérance en Jésus-Christ, et de
 « sa communion avec luy. Et a exercé en ladicte Eglise fidèlement son saint
 « ministère environ 60 ans, et est mort bien beureusement, ayant atteint
 « environ l'âge de 95 ans ; et son corps a esté enseveli honorablement au
 « cimetière de Clérac, ayant esté porté en son sépulchre par les anciens de
 « l'Eglise, suivis d'une grande assemblée, où estoyent Messieurs les consulz,
 « avec leurs livrées consulaires, et Messieurs Seillade, Alba, Denis et Rey-
 « nal, ministres de la Parole de Dieu. Et cest honneur a esté fait aux funé-
 « railles et à l'enterrement du corps de mon père, le 28^e jour dudit mois,
 « après la prière du matin. »

Le ministre Ricotier dont M. Hugues a trouvé le nom parmi les prédicateurs de l'Eglise wallonne d'Amsterdam en 1688, était sans doute le fils du pasteur qui racontait en 1620, d'une manière à la fois si simple et si touchante, la mort et la sépulture de son vieux père.

J'ai pensé que ces détails pouvaient avoir le double avantage de concourir à démontrer l'utilité des recherches confiées au zèle de M. Hugues, et de faire connaître une famille qui, depuis les premières années de la Réformation jusqu'à la fin du XVII^e siècle, a si fidèlement servi l'Eglise réformée. C'est dans ce but que je prends la liberté de vous adresser cette lettre.

Veuillez agréer, etc. ALPHONSE LAGARDE.

Renseignements bibliographiques sur l'ouvrage de François Le Coq, sieur de Germain, conseiller au parlement de Paris, réfugié en Angleterre. (1687-1720.)

M. Ath. Coquerel père nous fait connaître qu'il a dans sa bibliothèque un exemplaire complet de l'ouvrage de François Le Coq, dont le *Bulletin* a publié la préface historique si intéressante (ci-dessus, p. 395), et il est heureux de pouvoir nous communiquer ainsi le titre textuel de ce volume, qui nous avait manqué, aussi bien qu'aux descendants actuels de la famille Le Coq et aux auteurs de la *France protestante*. Le voici :

EXAMEN DE LA TRANSUBSTANTIATION, par feu Monsieur LE COQ, conseiller au parlement de Paris. A Londres : de l'imprimerie de Jean Watts, dans Wild-Court, prez Lincoln's Inn-Fields. MDCCXX.

La *Préface de l'Editeur* (que nous avons reproduite) a xvi pages.

Il y a ensuite une *Préface de l'Auteur* (sic), et une table des chapitres, en quatre feuillets non paginés.

Le corps de l'ouvrage a 94 pages.

Ce livre, aujourd'hui très rare, était déjà estimé 20 francs en 1754.

Notes sur l'Eglise réformée de Constantinople au XVII^e siècle.

Aymon, l'éditeur du *Recueil des Synodes* que nous avons si souvent occasion de citer, a publié à La Haye, en 1708, un volume intitulé : *Monumens authentiques de la religion des Grecs et de la fausseté de plusieurs confessions de foi des chrétiens orientaux, produites contre les théologiens réformés par les prélats de France et les docteurs de Port-Royal, dans leur fameux ouvrage : De la Perpétuité de la foi de l'Eglise catholique*, etc. C'est dans cet ouvrage que M. Ch.-L. Frossard a rencontré les trois passages suivants, qu'il nous signale. Ce sont des renseignements à ajouter à ceux que nous avons déjà recueillis (*Bull.*, IV, 384 et 432) :

• M. Antoine Léger, plus tard professeur en théologie à Genève, où il est mort en 1661, avoit passé de 1628 à 1636 à Constantinople. Il résidoit à Galata, et prêchoit dans l'hôtel de M. Hugo, ambassadeur à la Porte Otto-

mane de la part des états généraux des provinces unies des Pays-Bas. » (Pag. 9 et suiv.) Il étoit en relation avec le patriarche Cyrille Lucar.

« Les faubourgs de Péra et de Galata, où logeoient la plupart des ambassadeurs, renfermoient un petit nombre de commerçants réformés. (P. 58.)

« Le pasteur A. Léger fut remplacé par M. Sartorius, auquel le patriarche Cyrille Lucar a rendu ce témoignage : « Il n'y a personne qui n'honore et « qui ne respecte votre successeur, M. Sartorius, qui s'acquitte fort bien « de sa charge, en prêchant la Parole de Dieu d'une manière orthodoxe. » (Extrait de la 40^e lettre de Cyrille Lucar à M. A. Léger, pasteur et professeur à Genève.) (P. 449.)

Questions et Réponses.

La chanson attribuée à Calvin. — Eclaircissements sur « le Ramasseur et le Bonhomme. » — L'épître de Cayet à l'évêque de Bazas.

(Voir ci-dessus, p. 341, 342.)

A défaut du texte de la chanson : *O moynes, il vous faut marier !* dont la source nous échappe encore, voici des éclaircissements sur le passage du père Garasse, ci-dessus cité. Nous les puisons, d'après l'indication de M. Haag, dans l'*Histoire de l'Hérésie*, de Florimond de Rœmond. (Paris, 1610, in-4^o de 1,065 pages.) Les travailleurs savent que ce gros volume, ramassé considérable de faits de toute sorte, est une de ces œuvres d'ennemi acharné, d'où il y a grande utilité à tirer, pourvu que l'on contrôle soigneusement tout ce qui y est rapporté. En voici la preuve : au liv. VIII, chap. XI, sur *Calvin et ses premiers apôtres*, etc., nous trouvons ce qui suit :

« C'est là (dans un jardin, à Poitiers) où le premier concile calviniste fut tenu, qui coûta depuis si cher à la France, où se trouvèrent un docteur régent, nommé Antoine de la Duguie ; Philippe Véron, procureur au siège ; Albert Babinot, un lecteur de la Ministrerie (ainsi s'appelle la salle où se tiennent les Institutes), et Jean Vernon fils, de Poitiers... L'un (Albert Babinot) se fit appeler *le Bonhomme*, et parce qu'il avoit été lecteur des Institutes en la Ministrerie, Calvin et les autres le nommoient *Monsieur le Ministre*. Cestui-ci, allant par pays, faisoit quelques prières en secret, enseignoit comme il falloit faire la manducation du Seigneur, comme cet homme de Dieu, disoit-il, leur avoit appris. Encore que *Ministre* soit un nom général qu'on donne aux serviteurs de l'Eglise et autres, si est-ce que ce lecteur en la Ministrerie fut la cause première que Calvin appela de ce nom de

Ministre les pasteurs et enseignants de sa nouvelle Eglise, combien que ce nom ne fut jamais approprié devant lui à certain ordre et sorte de gens de religion. Mais ceci ailleurs. Le troisième (Philippe Véron) se nommoit *le Ramasseur*, comme celui qui vouloit entreprendre de ramasser les brebis du Seigneur. Ce Ramasseur employa plus de vingt ans à ce métier, allant, trottant et furetant partout, portant les nouvelles de la vérité. Et posé ores qu'il ne sçut presque rien, il avoit ceste prérogative d'être excellent surtout à médire des gens d'Eglise. Il avoit son emplette auprès de Calvin, duquel il portoit quelques écrits, en faisant montre par grand'merveille, comme si c'eussent été des vers de Sybilles. « Ces trois bons apôtres furent les exécuteurs de ses mandements, les boute-feux de la France, et premiers auteurs du schisme des François, » dit celui qui naguère a rompu les filets où l'Hérésie l'avoit longuement enveloppé (Victor Cayet, au Discours des astuces de Calvin)... Celui-ci ne peut parler véritablement comme celui qui a de longue-main connaissance de toutes vos affaires, qui a vu ces trois apôtres... « Le Ramasseur, dit-il, battit aux champs, et ne laissa coin de Poitou, Xaintonge ou Angoumois, où il n'allât sonder le gué, pour voir s'il pourroit faire prise. » Le Bonhomme coule, suivant le conseil de Calvin, à Tholose, école des enfants des meilleures maisons de France et la pépinière des plus beaux esprits... Ce fut le Bonhomme qui fit couler en la ville d'Agen, lieu de ma naissance, un régent nommé Sarrasin, le premier pasteur du calvinisme en ce pays-là (l'an 1536)... »

Plus loin, au livre VIII, chap. vi, *De l'Origine des ministres*, etc., notre auteur dit encore :

« Comme les noms se donnent souvent par rencontre, aussi fit Calvin à ses prédicants celui de *Ministre*, car ainsi que j'ai dit cy-dessus, comme il eût dépêché ses trois premiers apôtres de Poitiers : Vernon, le Bonhomme et le Ramasseur, pour aller faire la découverte, l'un desquels il appeloit *Monsieur le Ministre* (c'étoit le Bonhomme), parce qu'il lisoit les Institutes en la *Ministrerie* (ainsi appelle-t-on ce lieu où s'enseignent les premiers rudiments de la jurisprudence), ce nom de *Ministre* lui demeura, alla çà et là parmi la France, prêchant l'Evangile de Calvin, nom qui fut communiqué depuis aux autres appelés à semblable charge et vocation... »

Plus loin, enfin, au chap. vii de ce même livre VIII, Florimond de Rœmond allègue que « le pauvre Babinot, que Calvin à son avènement honora de cette charge (de diacre), et le premier de ce nom, est mort vendeur de caques de harans... »

C'est d'après ces passages que M. Crottet a parlé du Bonhomme et du Ramasseur, dans sa *Petite Chronique protestante*, p. 101, 121 et 124. M. Haag nous apprend en outre, à l'article *Babinot* (t. I, p. 206 de la *France protestante*), que le Bonhomme était poète, et auteur d'un recueil

de sonnets, d'odes, etc., intitulé *la Christiade*, imprimé à Poitiers vers 1559.

Nous voici donc fixés sur ces deux personnages, qui sont bien des *compagnons de Calvin*, et il se peut, comme on le voit, que l'un d'eux fût l'auteur de la chanson calviniste, point de départ de nos recherches. Quant à « l'Épître de Cayet à l'évêque de Bazas, » où il en est apparemment question, nous ne l'avons pas encore découverte, mais ne serait-ce pas ce même opuscule de Cayet que Florimond de Rœmond cite fréquemment, et qu'il appelle son « Discours des astuces de Calvin? » Il est vrai qu'aucun ouvrage ainsi intitulé ne figure dans la bibliographie de Cayet; mais nous y voyons deux pamphlets publiés en 1597, sous le nom : 1° *Les tromperies des ministres qu'on appelle, qu'ils font à leurs gens qui les suivent, avec la tyrannie qu'ils exercent contre leurs compagnons, et la surprise dont ils usent envers les pasteurs et docteurs catholiques*. 2° *La condamnation de Calvin par lui-même*. C'est peut-être l'un ou l'autre de ces libelles que Florimond de Rœmond cite en changeant de titre. Nous n'avons pu encore nous procurer les moyens de vérifier. Les pamphlets de controverse de Cayet sont devenus rares, comme ceux d'un autre apostat contemporain, Reboul, et ne sont guère plus connus que par les nombreux emprunts que les écrivains catholiques se sont toujours plu à leur faire.

Quinze vers sur la cour de Charles IX. — Quel en est l'auteur?

Voici des vers remarquables, qui se trouvent copiés, isolément et sans nom d'auteur, dans un ancien recueil d'extraits manuscrits :

Ne le crois pas que jamais je soye seure,
 Tant qu'on verra la *Maison de Valois*
 Fausser la foy et se rire des lois;
 Les faux édits d'un parlement esclave
 D'un *Cardinal*, parement de conclave;
 Tant qu'un *Conseil* de monstres composé,
 Une *Chimère*, un *Garde-sceaux* ruzé,
 Qui n'ont pour Dieu que l'Estat et la panse,
 Tiendront en main le gouvernail de France;
 Tant qu'Italie en France régnera;
 Tant que la France hors de France fuyra;
 Tant qu'on verra de *Florence* la fée
 D'un *Clerc* servie, et d'une *Retz* coiffée;

Et que *Catin* aura ses estalons,
Un *Diable* au ventre, un *Prestre* à ses talons.

On nous demande à quel poète (huguenot sans doute, et de la fin du XVI^e siècle) peut appartenir ce fragment, dont les traits ne sont pas tous également clairs, mais qui évidemment se rapporte à la cour italienne de Charles IX, à sa mère, Catherine de Médicis, — « la fée de Florence coiffée du comte de Retz, » — au cardinal de Lorraine, — « maître du parlement et lui-même parement de conclave ; » — enfin, au « Conseil de monstres, » qui enfanta les massacres de 1572.

Ces vers ont bien un air de famille avec certains passages des *Tragiques* de d'Aubigné ; mais ce dernier poème est tout en alexandrins, et ce sont ici des vers de dix syllabes. Quelques recherches pour en trouver la source sont demeurées sans résultat. D'autres seront peut-être plus fructueuses.

Les archives des Eglises réformées à La Rochelle. — Que sont-elles devenues ?

On trouve parmi les actes de l'Assemblée générale de Saumur la décision suivante, prise le 8 juin 1614 :

« Sur la demande faite par les députés de Provence, a esté résolu qu'il sera escript à Messieurs du corps de ville de La Rochelle, et à Monsieur du Coudray, conseiller du Roy en sa cour du parlement de Paris, pour les prier en leur esgard de donner ordre à faire tenir en cette Assemblée les Actes de l'Assemblée générale des Eglises tenue à Châtellerault en 1597 et 1598. »

D'un autre côté, on voit par diverses prescriptions des synodes nationaux (notamment par les art. 4 et 3 du compte des académies et collèges, aux actes du 21^e synode national, tenu à Tonneins en 1614), que les papiers soumis aux synodes devaient être « portés aux archives de La Rochelle. »

Sait-on en quoi consistaient ces archives, et ce qu'elles sont devenues ?

Le Sceau des anciens Synodes nationaux des Eglises réformées de France.

* L'art. 20 (Matières générales) des actes du 12^e synode national, tenu à Vitré en mai 1583, est ainsi conçu :

« Il a été résolu qu'on fera un *cachet*, pour sceller les lettres d'importance qui seront envoyées au nom dudit Synode national, et que ce cachet sera envoyé à la province où se doit tenir ledit Synode. »

L'article précédent avait décidé que « l'Eglise où le Synode national aura été assemblé, sera chargée d'envoyer tous les actes dudit Synode à la province qui aura charge d'assembler ledit Synode. »

Nous demandons si l'on a rencontré parfois de ces pièces portant l'empreinte du cachet synodal, et si l'on en peut donner la description.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

DEUX EXÉCUTIONS A PARIS POUR CAUSE D'HÉRÉSIE

LETTRE D'UN JEUNE CATHOLIQUE ALLEMAND, TÉMOIN OCULAIRE.

1542.

[Communiquée par M. A. Müntz.]

On lira sans doute avec un profond intérêt la lettre qui suit. Elle fut adressée, en 1542, par un jeune Allemand catholique, *Eustathius de Knobelsdorf*, qui s'était rendu à Paris dans l'intérêt de ses études, au savant théologien *George Cassander*, catholique comme lui, mais comme lui porté à des sentiments de concession à l'égard du nouveau culte. Nous traduisons cette pièce du latin, sauf une vingtaine de lignes au commencement, que nous omettons parce qu'elles ne renferment que l'expression de l'attachement du jeune correspondant pour Cassander, dont il avait probablement été l'élève (1).

A. M.

Au très savant George Cassander, professeur au collège de Bruges.

.....Vous me priez, très honoré ami, de vous communiquer exactement ce que j'ai pu savoir des luthériens condamnés à être brûlés. Je vais le faire, autant que la brièveté du temps me le permet, car il faut que je réponde à votre lettre au moment même où je viens de la recevoir, sous peine de laisser le messager s'en retourner les mains vides.

Je vous ai parlé des services de prières qui se faisaient ici; je pen-

(1) Cette lettre se trouve dans le recueil intitulé : *Illustrium et Clarorum virorum epistolæ selectiores, superiore sæculo scriptæ vel à Belgis vel ad Belgas*. Lugduni Batavorum, 1617. Elle est citée par M. le professeur Baum, dans sa *Vie de Th. de Bèze*.

sais alors qu'ils n'avaient rien d'extraordinaire ; mais, depuis, j'ai su qu'ils ont une cause spéciale et qu'ils se rapportent à des événements malheureux. Le roi de France avait écrit au Parlement de Paris pour lui recommander d'ordonner des prières publiques à cette fin qu'il réussit à recouvrer son patrimoine légitime, détenu injustement par des usurpateurs (1) et à venger la mort de ses envoyés, qui avaient été tués contrairement au droit des gens, à toute humanité et à toute foi. En outre, le roi recommandait au Parlement de faire exécuter, selon l'usage, les gens hétérodoxes qui se trouvaient détenus dans les prisons. On se hâta d'obtempérer au vœu du roi et, après de nombreuses processions, un service général de supplications fut célébré avec beaucoup de pompe par tout le clergé et tout le peuple. Des prédicateurs furent chargés d'apprendre au peuple que le but principal de cette solennité était d'obtenir du ciel le succès des entreprises du roi et le relèvement de l'Eglise romaine, très gravement menacée, et qu'en conséquence on brûlerait vifs, après la solennité, huit individus qui avaient mal parlé du siège apostolique (2).

A peine le service de prières était-il terminé que la foule se porta à la place Maubert pour y attendre les victimes. Mais ce jour-là rien ne fut fait. Les luthériens, à ce qu'on disait, en avaient appelé au Parlement. J'en ai vu brûler deux. Leur sort m'inspira des sentiments bien divers. Si vous y aviez été, vous auriez souhaité à ces infortunés un châtiment moins rigoureux.

Le premier était un tout jeune homme, encore sans barbe, à peine un peu de duvet lui avait poussé au menton ; la plupart des assistants ne lui donnaient pas vingt ans. Il était fils d'un cordonnier. L'autre était un vieillard plus que sexagénaire, déjà affaîssi par l'âge, d'une figure vénérable, avec une longue barbe blanche. Le jeune avait dit des choses malsonnantes sur les images miraculeuses (ici on ne les vénère pas seulement, on accourt de toutes parts pour les adorer) ; il avait soutenu qu'elles ne diffèrent guère des dieux de pierre des Gentils, et qu'on doit les rejeter des temples chrétiens si elles deviennent une occasion d'idolâtrie. Il était accusé d'avoir tenu encore

(1) Le Milanais, probablement.

(2) C'est à-dire le siège de Rome : style introduit par les bulles pontificales, absolument comme s'il n'y avait eu d'apôtre que dans la ville aux sept collines. C'est par un abus semblable qu'on appelle l'Eglise de Rome, fondée après tant d'autres, *Mater omnium Ecclesiarum*.

d'autres propos qui se rapprochaient des doctrines de Luther. Quand on l'exhorta à se rétracter, loin de le faire, il se déclara prêt à confirmer même par sa mort ce qu'il avait avancé. Il fut amené devant les juges et condamné à avoir la langue coupée et à être brûlé ensuite. Sans changer de visage, le jeune homme présenta sa langue au couteau du bourreau, en la sortant autant qu'il pouvait. Le bourreau la tira encore davantage avec une pince, la coupa et en frappa plusieurs fois les joues du patient. On dit que ceux de la foule qui étaient le plus près (ô pitié des Français !) ramassèrent cette langue encore palpitante et la jetèrent à la figure du jeune homme ! — Placé ensuite sur une charrette, celui-ci fut conduit au lieu du supplice ; mais, à le voir, on eût dit qu'il allait à un festin. Il descendit spontanément et seul de la voiture, et se plaça à côté du poteau qui devait servir à l'exécution. Quand on lui eut mis la chaîne autour du corps, je ne puis vous dire avec quelle égalité d'âme et avec quelle expression dans les traits il supporta les cris d'allégresse et les insultes de la foule ameutée contre lui (*insultantis turbæ plausum et oblatrationem*). Il ne proférait aucun son ; de temps à autre il crachait le sang qui emplissait sa bouche, et il dirigeait ses yeux vers le ciel, comme s'il s'attendait encore à quelque secours miraculeux. Quand on eut couvert sa tête de soufre, le bourreau lui montra le feu d'un air menaçant ; mais le jeune homme, sans s'effrayer, fit comprendre, par un mouvement de son corps, qu'il se laissait brûler volontiers. En vérité, cher Cassander, je doute que les illustres philosophes qui ont tant écrit sur le mépris de la mort eussent supporté avec la même constance de si cruels tourments, tant cet adolescent paraissait élevé au-dessus de ce qui est de l'homme.

Le sort du vieillard fut un peu plus doux, mais me révolta beaucoup plus. C'était un bourgeois de Paris, père d'une nombreuse famille, estimé à cause de sa vie honnête. Ayant tenu quelques propos trop libres contre les moines au sujet de l'invocation des saints (car ici il faut être sur ses gardes), et ayant dit que tous les chrétiens sont prêtres, il fut convaincu par des témoins et jeté en prison. Attaqué là par des théologiens, il fut aisément réduit au silence ; il ne savait pas discuter. Il avoua son erreur et déclara qu'il se repentait. Ce triomphe vint fort à propos pour le clergé, car de telles gens donnent souvent beaucoup de besogne, même à nos docteurs les plus fameux. On exhorta le vieillard à persévérer dans ses sentiments de

pénitence et on lui dit qu'il mourrait ainsi en chrétien, tandis que s'il ne s'était point rétracté, il serait mort en luthérien. Il fut lié par le bourreau et placé sur une charrette, à côté de deux jeunes gens qui furent attachés à lui, revêtus de chemises blanches et portant dans leurs mains des torches ardentes. Ils avaient entendu le vieillard parler contre les moines et ne l'avaient point dénoncé. C'était là leur crime. Conduits avec le vieillard à l'église de Notre-Dame (*in templum Dei paræ Virginis*), ils y obtinrent leur pardon. Le vieillard y dut de nouveau se rétracter en invoquant la sainte Vierge. De là il fut mené au gibet, où il répéta qu'il avait tout rétracté et qu'il n'avait rien de commun avec Luther. En conséquence, il fut subitement étranglé, puis jeté, demi-mort, dans les flammes. Beaucoup d'assistants jugeaient cette peine trop douce; ils auraient voulu voir le vieillard brûlé vif. S'ils m'avaient interrogé, ils auraient trouvé en moi des sentiments tout à fait opposés. Qu'y a-t-il, en effet, de plus indigne que de livrer un homme au feu pour une erreur qu'il ne défend pas obstinément? Les saints Pères eux-mêmes n'ont-ils pas dit que l'hérésie consiste dans l'opiniâtreté? Ce malheureux vieillard fut brûlé peu de jours après le départ de Cornélius (1). J'apprends que le même sort attend des victimes innombrables. Prions Dieu pour que ces gens se convertissent s'ils sont dans l'erreur; si au contraire ils ont raison, Dieu veuille leur donner de combattre intrépidement! Mais en voilà plus qu'assez, il faut que je m'arrête. Veuillez lire, dans des sentiments d'indulgence et d'amitié, ce récit fait à la hâte. Adieu.

Paris, le 10 juillet 1542.

EUSTATHIUS DE KNOBELSDORF.

REQUÊTE DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE MONTAUBAN

DANS LE PROCÈS EN INTERDICTION QUI LUI FUT FAIT AUX APPROCHES
DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

1683.

C'est en 1682 que l'assemblée du clergé de France imagina sa célèbre lettre aux réformés intitulée : *Avertissement pastoral*, qui fut solennellement signifiée aux consistoires, à commencer par celui de Paris.

(1) Nous ignorons qui était ce Cornélius.

A dater de ce moment, on *procéda* plus activement que jamais par voie de chicane devant les parlements et le conseil, afin d'arriver à faire interdire et fermer les temples. Le prince de Condé avait indiqué ce moyen comme le plus expéditif pour *convertir* les huguenots, en disant à la duchessé de La Trémouille, qu'il fallait leur ôter la commodité de prier Dieu et les priver du commerce de leurs ministres. (Benoît, t. IV, p. 519.)

Benoît énumère quarante-deux Eglises qui se virent ainsi, sous un prétexte ou sous un autre, dépouillées de leurs droits et interdites en l'année 1683.

« Mais rien, dit l'historien ne mérite d'être comparé au procès qui fut fait cette même année à l'Eglise de Montauban, et qui ne fut terminé que par l'interdiction de ses exercices et la démolition du temple qui lui restait.

« On l'entreprit sous prétexte qu'on avait souffert que des *relaps* y assistassent aux assemblées; mais de cinq qu'on prétendait qui étaient de cette qualité, il n'y en avait pas un de qui l'abjuration eût été signifiée. Il y en avait plusieurs dont le retour avait précédé de quelques années les Déclarations qui défendaient de les recevoir, et quelques-uns même qui avaient été reçus près d'un an avant la première Déclaration qui eût été donnée sur ce sujet. Il y avait même un de ces prétendus *relaps* qu'on ne pouvait prouver qui eût été dans le temple depuis le temps qu'on disait qu'il avait embrassé la religion catholique. Ces difficultés réduisirent le procureur général à se départir en quelque façon de l'action fondée sur ce qu'on avait reçu des *relaps*, et à soutenir qu'on avait contrevenu à la Déclaration qui défendait de recevoir des catholiques. Il croyait mieux trouver son compte à tourner la chose de ce côté-là, parce que cette Déclaration n'ordonnait point de signification comme l'autre. Mais ces deux Déclarations traitaient de choses si différentes, qu'il n'était pas possible de les confondre : l'une parlant des nouveaux catholiques, qui seuls pouvaient être appelés *relaps*; et l'autre, de ceux qui étaient nés dans cette communion et qui n'en avaient jamais embrassé d'autre. Les cinq dont on se servait contre l'Eglise de Montauban étant du rang des premiers, il est évident que la Déclaration qui parlait des autres ne pouvait leur être appliquée. »

Après avoir rapporté l'insigne fraude employée par les jésuites à l'égard de l'un des cinq, nommé De Bia, et les autres chicanes suscitées au consistoire pour faire considérer ses assemblées religieuses comme illicites, Benoît poursuit ainsi :

« Les cinq ministres qui servaient l'Eglise de Montauban, Brassard, Satur, Ysarn, Saint-Faust et Repey; trois de ses anciens, Lugandi, Caminel et La Peyre; le chantré Abouli et son fils, la veuve Malemousque et l'aveugle Couget, se rendirent volontairement à Toulouse, et y furent retenus plus de quatre mois. Leur constance, et particulièrement celle des cinq ministres,

fut d'une grande consolation pour leur peuple, qui les aimait et les considérait déjà beaucoup à cause de leurs qualités personnelles; et la manière dont ils se conduisirent dans tout le cours du procès fit honte à leurs juges, qui n'osèrent les condamner à toutes les peines des Déclarations. Brousson, leur avocat, plaida leur cause avec une extrême hardiesse, et fit en pleine audience, en présence de l'archevêque de Toulouse et de plusieurs évêques qui étaient au siège, l'apologie de la religion réformée. On l'écouta sans l'interrompre, et l'avocat général, reprenant la parole après lui, se contenta de répliquer que c'étaient là de belles idées de religion, mais que les *prétendus* réformés n'y répondaient pas par leur vie : après quoi il conclut en peu de mots à l'exécution des Déclarations. La cause ne fut pas jugée à cette audience; mais enfin il y eut arrêt, au mois de juin, qui ordonnait d'abattre le temple, et qui défendait de faire à l'avenir l'exercice à Montauban. Les ministres furent interdits, et les autres prisonniers élargis. L'arrêt donnait quinze jours pour la démolition du temple, et chargeait le lieutenant principal du sénéchal d'y faire travailler, au refus du consistoire. L'intendant, craignant peut-être quelque sédition populaire si les catholiques mettaient la main à cette démolition, se fit presque une affaire d'obliger cette compagnie à se charger de ce soin; mais elle ne voulut jamais y entendre, et il fallut que le lieutenant fit exécuter l'arrêt...

La requête que nous reproduisons ici, et que nous croyons inédite, se trouve aux Archives de l'Empire (Tr., 253). Elle fut peut-être rédigée par Claude Brousson, alors avocat au parlement de Toulouse, et qui se signala, comme on vient de le voir, par le zèle dont il fit preuve en cette circonstance.

AU ROY.

SIRE,

Vos sujets, les ministres et anciens de vostre ville de Montauban, faisant profession de la Religion prétendue Réformée, sont contraints de recourir très humblement à la justice de Vostre Majesté pour éviter la plus terrible de toutes les désolations.

Les suppliants, SIRE, et voz autres sujets de ladite ville faisant profession de ladite Religion, qui sont fidèles à Vostre Majesté, et qui le seront toute leur vie, n'ont rien de plus cher dans le monde que la liberté de s'assembler pour prier Dieu et pour chanter ses louanges, pour laquelle ils abandonnent volontiers tous les emplois et tous les avantages du siècle, et pour l'établissement de laquelle les Roys prédécesseurs de Vostre Majesté ont eu la bonté de leur accorder des édits si solennels, si justes, si importants, si souvent réitérez et tant de fois confirmez par Vostre Majesté. Cependant, comme s'ils n'a-

voient pas l'honneur d'estre les sujets de Vostre Majesté et de vivre sous sa juste et puissante protection, on prétend les priver d'un droit si précieux et si sacré, et les jeter par ce moyen dans une désolation extrême, sous des prétextes entièrement vains et recherchés ;

On a, sous de pareils prétextes, fait décréter au Parlement de Thoulouze tous leurs ministres, trois de leurs anciens et quatre particuliers, habitans dudit Montauban, et toutes ces personnes sont dans les prisons dudit Parlement, et quoyque lesdits ministres et anciens aient été contraints de faire signifier, le vingt-cinq de ce mois, une cédule évocatoire fondée sur des raisons très pertinentes, et qu'en effet le Parlement ayt déjà donné dans cette instance divers arrests, les 4 febvrier, 8^e et 9^e mars 1683, qui font voir clairement que lesdits ministres et anciens ne peuvent y espérer justice.

Le Sr procureur général de Vostre Majesté ne laisse pas d'y continuer ses poursuites, mesme il est nottoire que le XXX^e dudit mois le parlement a commencé de juger les objects ou reproches proposés dans les confrontations contre les témoins.

C'est pourquoy les supplians prosternés, Sire, aux pieds de Vostre Majesté, la supplient très humblement de cesser lesdites poursuites attantatoires et lesdits arrêts, et évoquant l'instance, relaxer lesdits ministres et anciens de l'accusation dont il s'agit.

Premièrement il est juste de cesser lesdites poursuites et l'arrest qui juge les objects ou reproches proposés dans les confrontations contre les prétendus témoins, puisque l'art. XII du titre des Evocations de votre ordonnance de 1669, deffend, à paine de nullité, de procéder aux jugemens des procès criminels au préjudice des cédules évocatoires, et que néantmoins ledit Parlement n'a pas laissé de juger les reproches contre les témoins, comme il est de notoriété, quoyque ce soit la principale partie du procez, et que mesme tout le surplus du procez en dépende, ce qui est d'autant plus nul et cassable, que les supplians, qui se reposoient sur la foy de ladite cédula évocatoire et de l'ordonnance de Vostre Majesté de 1669, n'avoient fait ni pu faire aucune production pour justifier et appuyer ledit reproche, et que lesdits reproches n'ont esté d'ailleurs ainsy jugés attentatoirement que par les mesmes officiers qui sont compris et récusés dans ladite cédula.

A l'égard de l'arrest dudit jour 4 febvrier, il a esté donné, contre l'expresse disposition des art. 12 et 13 du titre 13 de votre ordon-

nance de 1670, qui veulent que les décrets de prinze de corps jouissent du délai de deuz assignations, l'une à la quinzaine et l'autre à la huitaine, avant que les juges puissent ordonner contre eux le récollement des tesmoins, après lequel lesdits témoins ne peuvent plus se rétracter. Car, quoyque le délai desdites assignations concernant M. Brassard, le plus vieux desdits ministres, quy est accablé d'infirmités, ne deult échoir que le 12 febvrier, l'arrest dudit jour 4 febvrier a ordonné contre luy le récollement desdits témoins, lesquels, se trouvant liez par ce moyen, n'ont pas osé se rétracter dans la suite.

A l'égard de celuy du 8^e mars, il est contraire à la déclaration de Vostre Majesté du 10^e octobre 1679, qui veut que les abjurations de ceux que l'on prétend estre relaps seront signifiées, et à l'art. 6 du titre 2 de vostre ordonnance de 1667, qui veut que copie des pièces sur lesquelles la demande est fondée soit baillée au deffendeur, car ledit arrest a démis ledit Brassard des lettres par lui impétrées, pour demander la communication de certain procez sur lequel on prétend que le nommé Debia, que l'on dit avoir esté souffert par ledit Brassard aux exercices de la R. P. R., a esté déclaré relaps par un arrest dudit Parlement, quoyque ledit procez contienne la prétendue abjuration dudit Debia, laquelle n'a jamais esté signifiée audit Brassard, et divers actes sur lesquels on prétend establir la validité de cette prétendue abjuration, quy avoit été extorquée d'un jeune écolier pour les Jésuites ses maitres, contre les termes des déclarations de Vostre Majesté, et qui, pour cette raison, n'avoit jamais paru; et que ledit sieur procureur général employa ledit procès comme le fondement de sa demande. Il est vray que ledit arrest réserve à l'avocat dudit Brassard d'aller voir par le jour, dont la moitié estoit déjà consommée par l'audience, les pièces non secrètes dudit procès, entre les mains du sieur rapporteur; mais outre que ladite déclaration et ladite ordonnance veulent que les abjurations et autres pièces soient communiquées par copie, afin qu'on les puisse examiner mûrement et esviter les surprises, Vostre Majesté jugera si dans une affaire de cette importance la moitié d'un jour pouvoit suffire pour se deffendre légitimement. Il y a plus, c'est que, pour mieux otter auxdits ministres et anciens la liberté de se deffendre, le mesme arrest deffend aux procureurs de la cause d'empescher à l'advenir de pareilles lettres, quoyque le sieur rapporteur ait refusé d'appointer plusieurs requestes auxdits ministres et anciens.

Et à l'égard de l'arrest qui feut rendu sans deffense le lendemain, 9 dudit mois, et qui ordonna qu'il seroit procédé extraordinairement contre ledit Brassard par confrontation de témoins : 1^o la précipitation est évidente et inouïe; 2^o ledit arrest a esté donné sans que ledit Brassard ait peu se deffendre, car ledit sieur procureur général n'avoit communiqué aucun des arrests ny autres pièces non secrètes employées dans son inventaire, ni mesme fait signifier l'arrest du jour précédent, sans quoy le procès n'estoit pas en estat d'estre jugé; 3^o il détenoit les pièces que lesdits ministres avoient remises au parquet pour la plaidoirie du fond de la cause, lesquelles pièces estoient absolument nécessaires pour instruire le relaxe dudit Brassard; et 4^o la prétendue abjuration et autres pièces du procez dudit Debia n'avoient pas non plus esté communiquées audit Brassard en la forme prescrite par la déclaration et par les ordonnances, ce qui fut cause que le mesme, pour ledit Brassard, feut contraint de protester de la nullité desdites poursuites par un acte attaché à cette requeste, qui justifie que les sujets de Vostre Majesté n'ont plus la liberté de se deffendre audit Parlement.

Au fond, l'accusation formée contre lesdits ministres et anciens est manifestement injuste; elle a deux chefs, le premier d'avoir souffert de prétendus relaps aux exercices de la R. P. R., le second d'avoir tenu le consistoire dans une chambre destinée à cet usagé.

*1^{er} CHEF, d'avoir souffert de prétendus relaps aux exercices de la
R. P. R.*

Les prétendus relaps sont les nommés Hurtaud, Rigaude, Jambon, Lafont et Debia; mais Hurtaud, qui avoit quitté, comme on prétend, la R. P. R., y estoit revenu et y avoit esté reçu publiquement le 27 janvier 1663, comme il est justifié par un extrait du livre des délibérations du consistoire, ce qui feut avant toutes les déclarations de Vostre Majesté qui deffendent à ceux qui ont abjuré la R. P. R. de retourner dans sa communion, et dont la première est du mois d'avril 1663, et les lois n'ont point d'effet rétroactif et ne regardent que l'avenir.

Pour Rigaude, elle n'a pas esté reçue aux exercices de ladite religion depuis que sa prétendue abjuration a esté signifiée, quoyque cette signification n'eût pas mesme esté faite dans les formes pres-

crites par la déclaration de Vostre Majesté du 10^e octobre 1679.

A l'égard de Jambon et de Lafont, leurs prétendues abjurations n'ont point esté signifiées selon le désir de ladite déclaration.

Et pour ce qui concerne Debia, que l'on dit avoir esté condamné comme relaps au bannissement par un arrest du 4 juillet 1682, sa prétendue abjuration n'avoit jamais non plus esté signifiée.

On allègue que cette prétendue abjuration étoit de notoriété publique, mais 1^o les suppléans prétendent que le contraire est justifié par le procès sur lequel ledit Debia feut jugé et qu'on n'a pas voulu communiquer auxdits ministres et anciens, car il résulte dudit procez que cette prétendue abjuration est un billet qu'un Jésuite du collège de Montauban avoit écrit, et que tous les Jésuites dudit collège avoient fait signer par force audit Debia pendant qu'il étoit un jeune écolier dans leur dit collège et sous leur puissance, en le menaçant de luy donner la salle, contre les deffenses portées par les édits et déclarations de Vostre Majesté; que, nonobstant ce prétendu billet qui n'avoit jamais paru, ledit Debia avoit toujours continué pendant douze ans de faire une profession ouverte et publique de la R. P. R., ayant mesme étudié au ministère, à l'académie de Puylaurens; que, pour ces raisons, ledit Debia ayant demandé dans ledit procez la cassation dudit billet lorsqu'il fut produit, les Jésuites remirent sous le nom dudit sieur procureur général certaines lettres par lesquelles ils prétendoient que depuis ledit billet ledit Debia leur avoit donné quelque espérance de se faire catholique; que le Parlement, n'ayant pas trouvé lesdites pièces suffisantes, et ayant ordonné que l'information seroit continuée, on feut contraint, à faute de témoins, de faire voir et confronter audit Debia trois des mesmes Jésuites qui luy avoient extorqué ledit billet, lesquels dirent qu'ils avoient veu communier ledit Debia dans une église, et quoyque lesdits Jésuites eussent esté valablement objectez comme estant manifestement suspects en cette cause, ledit Debia feut condamné sur leur témoignage, non à toutes les peines des relaps, mais seulement au bannissement, ce qui détruit entièrement la prétendue notoriété publique dudit billet, qui n'avoit jamais paru et qui feut mesme jugé insuffisant et ne sert qu'à faire voir combien ledit Parlement est suspect aux sujets de Vostre Majesté, fesant profession de la R. P. R. 2^o Lesdits ministres n'auroient pas esté obligez d'ajouter foy au bruit que l'on auroit peu faire courir sur le sujet dudit billet, puisque la déclaration de Vostre Majesté

dudit jour, 10^e octobre 1679, veut absolument que les abjurations leur soient signifiées; qu'en effet l'on fait courir tous les jours de faux bruits, et que s'il falloit y ajouter foy, il dépendroit des catholiques de publier que tous ceux que bon leur sembleroit ont abjuré la R. P. R. pour mettre les consistoires dans la nécessité de les retrancher de leur communion, ce qui seroit également contraire à la déclaration et à la raison naturelle.

L'on prétend encore, Sire, prouver par deux ou trois témoins que depuis six ou sept ans le promoteur de Montauban auroit dénoncé audit Brassard que ledit Debia estoit catholique, mais c'est une supposition insigne et pourtant inutile. 1^o Le promoteur ne pouvoit pas deviner plusieurs années auparavant que Vostre Majesté défendroit un jour aux ministres, sur peine d'interdiction, de souffrir les relaps aux exercices de la R. P. R., et si l'on remettait l'acte, que l'on prétend avoir esté fait en ce temps-là, il paroîtroit qu'il n'y en a pas dit un seul mot de la prétendue abjuration dudit Debia, et que le promoteur prétendoit seulement que bien que les suppliants aient l'exercice public de leur religion dans ladite ville de Montauban, ils ne pouvoient pas admettre ceux qui étudioient au ministère et faire de propositions dans leurs temples, mais les prétendus témoins n'ont aucune pudeur sur ces matières, ce qui renverse la société civile. 2^o Vostre ordonnance de 1667 ne permettant pas la preuve par témoins dans les matières qui excèdent 100 livres, il ne seroit pas juste de faire dépendre ce que vos sujets de ladite religion ont de plus précieux dans le monde de la déposition de deux ou trois personnes apostées, qui n'ont aucun scrupule de conscience sur ce sujet. 3^o Cette supposition est clairement convaincue par le procez dudit Debia, que l'on a refusé de bailler en communication et qui justifie que le prétendu billet extorqué dudit Debia par les Jésuites ses maîtres avoit demeuré secret jusques au procez fait audit Debia, et qu'il fut jugé d'ailleurs inutile.

Mais quand même cette prétendue dénoncée seroit véritable comme elle est fausse et supposée, elle ne serviroit de rien pour une autre raison, c'est que la déclaration de Vostre Majesté de 1679 veut absolument que les abjurations soient signifiées, ce qui n'a jamais été fait à l'égard de celle que l'on prétend avoir esté faite par ledit Debia; et en effet, il dépendroit autrement des catholiques de dénoncer que tous ceux que bon leur sembleroit ont abjuré la R. P. R. pour

obliger les consistoires à les chasser de leurs temples, ce qui ne peut estre soutenu raisonnablement et seroit directement opposé à ladite déclaration.

On dit enfin que ledit Debia s'estoit fait catholique, et que la déclaration de Vostre Majesté du mois de juin 1680 deffend aux consistoires de recevoir les catholiques à faire profession de ladite R. P. R. sans parler de signification d'abjurations; mais c'est toujours abuser des déclarations de Vostre Majesté, car celle du mois de juin 1680 parle de ceux qui sont nez catholiques et non des relaps; elle dit que l'Edit de Nantes permet à ceux de ladite R. P. R. de faire profession de ladite religion et non aux catholiques, c'est pourquoy elle deffend aux catholiques d'embrasser ladite religion et aux ministres de les recevoir; mais elle ne fait pas seulement mention des relaps, lesquels sont toujours désignés par ce nom de relaps, qui leur est propre et particulier. En effet, il avoit été pourveu à leur égard par la déclaration de Vostre Majesté du 10^e octobre 1679, à laquelle il n'est point dérogé par celle de 1680; aussy est-il constant qu'il y a une très grande différence entre recevoir un catholique à abjurer sa religion et souffrir aux exercices de la R. P. R. une personne qui est née dans ladite religion; car l'on ne peut recevoir un catholique à abjurer sa religion sans sçavoir qu'il étoit catholique, et que l'on contrevient à la déclaration de Vostre Majesté de 1680, qui deffend de recevoir les catholiques à faire profession de la R. P. R., mais l'on peut souffrir aux exercices de la R. P. R. une personne qui est née dans ladite religion sans sçavoir qu'elle l'eût abjurée. C'est pourquoy la déclaration de Vostre Majesté de 1679 veut absolument que les abjurations soient signifiées aux ministres et anciens pour les soumettre à la peine d'interdiction.

II^e CHEF, d'avoir tenu le consistoire dans une chambre destinée à cet usage.

L'on auroit de la peine, SIRE, à croire que les sujets de Vostre Majesté, qui vivent sous la protection du plus grand monarque du monde, fussent exposez par les poursuites de vostre procureur général ou de ceux qui agissent en son nom, et pour lesquels les supplians n'ont jamais manqué de respect, à la rigueur d'une prison pour une chose aussy innocente.

Il est vray que par les déclarations de Vostre Majesté, du mois d'aoust 1682, il est deffendu à vos sujets de ladite religion de s'assembler sous prétexte de prières publiques, de lecture et autres actes d'exercices de leur religion, que dans les temples et en présence d'un ministre.

Mais, premièrement, les supplians, SIRE, ont sujet de se plaindre des impressions peu sincères que l'on donne à Vostre Majesté sur la conduite de ses sujets de la R. P. R. On veut luy persuader que les assemblées qu'ils font dans leurs temples sont tumultueuses, et l'on veut insinuer qu'ils s'y assemblent pour conspirer contre l'Estat. Cependant les portes de leurs temples sont toujours ouvertes et tout le monde sçait qu'ils ne s'y assemblent que pour s'humilier devant Dieu, pour invoquer son saint nom et pour chanter ses louanges. Tout le monde sçait qu'ils ont fait paroître leur fidélité dans des occasions importantes, et particulièrement vos sujets de ladite ville de Montauban, et Vostre Majesté eut la bonté de leur en rendre un témoignage authentique dans sa déclaration de 1652. Ils continuent même toujours à faire paroître autant de zèle pour son service que ses autres sujets, et ils sont prêts à signer de leur sang le serment de fidélité dont leur religion leur apprend que les sujets ne peuvent jamais être dispensez. C'est pourquoy, Sire, vos sujets de ladite R. P. R. osent espérer de votre équité naturelle qu'elle aura la bonté de révoquer une déclaration obtenue avec tant de surprise.

Il y a plus, c'est que les supplians ne sont nullement au cas de cette déclaration, soit que l'on en regarde les termes ou que l'on en considère le motif et l'esprit.

A l'égard des termes, elle deffend de s'assembler sous prétexte de prières publiques, de lectures et autres actes d'exercice de la R. P. R., que dans le temple; or, l'exercice de ladite religion se fait dans le temple des supplians et non dans la chambre dont il s'agit, où l'on a accoutumé de tenir le consistoire pour régler la discipline, pour distribuer les charités, censurer les vicieux, et réconcilier les familles divisées, lesquelles choses ne se font ni ne peuvent se faire dans le temple, mais dans une chambre particulière destinée à cet usage.

On allègue que les délibérations du consistoire portent que les séances commencent après l'invocation du nom de Dieu, mais il est étrange que l'on veuille faire un crime de commencer une séance par implorer l'assistance du Saint-Esprit, comme si des chrestiens ne

devoient pas commencer par là toutes leurs actions, puisque les payens eux-mêmes leur en ont donné l'exemple, et comme si le matin et le soir, avant et après le repas, dans leurs testamens et ailleurs, hors des exercices publics de religion, ils n'en usaient pas de cette manière. En un mot, ce n'est pas l'exercice de ladite religion, c'est le consistoire pour le règlement de la discipline, ce qui est permis par l'art. 34 des particuliers de l'Edit de Nantes, qui distingue formellement l'exercice de ladite religion d'avec la tenue du consistoire pour le règlement de la discipline.

Et à l'égard du motif et de l'esprit de ladite déclaration, elle veut éviter les assemblées tumultueuses en l'absence des ministres; or, il n'y a pas d'assemblées plus réglées que le consistoire, outre qu'il y a deux ou trois ministres à celui dont il s'agit.

On peut encore ajouter que dans tout le royaume les consistaires se tiennent dans des chambres séparées et destinées à cet usage, et que c'est dans de pareilles chambres que la lecture de l'avertissement pastoral a été faite à Charenton, à Bergh et dans d'autres villes, en présence des intendants.

Après quoy l'on oppose injustement que la chambre dont il s'agit, qui dépend de la maison du sieur Le Clerc, ne joint pas le temple, car outre qu'il n'y a ny édit, ny déclaration de Vostre Majesté qui ordonnent que les chambres des consistaires soient joignant les temples, et qu'ainsy lesdits ministres et anciens ne peuvent avoir commis sur ce sujet aucune contravention, le péché étant ce qui est contre la loy, et n'y ayant point de péché lorsqu'il n'y a point de loy qui fasse des deffenses; de plus l'ancienne chambre du consistoire des supplians joignoit le bâtiment de leur autre temple et feut démolie lorsque ledit temple feut abattu, depuis lequel tems on tient le consistoire dans ladite chambre, qui a esté louée depuis dix-huit ans, et qui, depuis ce tems-là, est destinée à cet usage, à cause que le temple qui reste aux supplians est environné de la rue publique ou de la maison consulaire.

Aussy il est évident que tout ce procez est une pure oppression exercée contre de fidèles sujets de Vostre Majesté.

Accusation contre quatre particuliers.

Lorsque l'on a veu que le procez intenté contre lesdits ministres et

anciens estoit manifestement injuste, l'on a fait décréter quatre particuliers, sçavoir : le nommé Abouly avec son fils, qui est un jeune garçon de 13 à 14 ans, pour avoir, comme on prétend, leu l'Ecriture sainte et chanté les pseumes dans sa maison; et une pauvre veuve avec un aveugle mendiant qu'elle recueilloit tous les soirs par charité, pour avoir aussy, comme on prétend, chanté les pseumes dans la maison de cette pauvre femme, et l'on a affecté de faire dire à quelques prétendus témoins, qui ne sont point scrupuleux sur cette matière, que ces pauvres gens, en chantant les pseumes, fezoient autant de bruit que s'ils eussent été dans le temple.

Mais outre que dans tout ce procez, qui a esté fait par le clergé du diocèse de Montauban, l'on ne se sert que du témoignage de onze prêtres du mesme diocèse, qui sont parties en qualité de membres dudit clergé, ou de quelques personnes de mauvaise vie, c'est un fait particulier qui ne regarde pas lesdits ministres et anciens, moins encore dix ou douze mil personnes de la R. P. R. qu'il y a dans Montauban; au fondz, les maisons de ces pauvres gens ne seroient pas capables de contenir dix personnes; aussy les prétendus témoins ne nomment que ledit Abouly et son fils à l'égard du chant des pseumes prétendu fait dans la maison dudit Abouly, et la pauvre veuve avec l'aveugle mendiant qu'elle recueille tous les soirs par charité à l'égard de la maison de cette pauvre femme, et ils ne disent pas avoir veu entrer ny sortir aucune autre personne desdites maisons; en un mot, quelle apparence que lesdits habitans, qui avoient tous les jours l'exercice libre et public de leur religion dans leur temple, feussent allez s'assembler dans les petites retraites de ces pauvres gens pour le même exercice de leur religion.

Vostre Majesté, SIRE, voit donc clairement que les supplians ont bien raison de recourir à sa justice souveraine pour éviter que sous des prétextes aussy légers et aussi injustes on les prive d'un droit qui leur est mille fois plus cher que tous les liens du monde et que la vie même.

A ces causes, SIRE, il sera le bon plaisir de Vostre Majesté de casser lesdits arrests et poursuites, et évoquant l'instance, relaxer lesdits ministres et anciens, et faire deffense de troubler les supplians en l'exercice de leur religion dans leurdit temple, et les supplians continueront de prier Dieu pour la conservation de la sacrée personne

de Vostre Majesté et de toute la famille royale, et pour la gloire et la prospérité de l'Etat.

SAINT-FAUST, BRASSARD, LATUR, REPEY,
CAMINEL, YSARN, LAPEYRE, LUGANDI.

L'an mil six cens quatre-vingt-trois et le premier jour du mois d'avril, par nous, Isaac Ferrières, huissier au Parlement de Chalons et résidant rue de Coings de Molins, paroisse de la Dalbade, soussigné, à la requête des supplians, lesquels ont constitué pour leur avocat au conseil M^e Masclary, avocat ez conseils du roy, lesquels ont fait élection de domicile es la maison et la personne de M. Stocry, procureur au Parlement dudit Tholouze, pour la validité du présent exploit, tant seulement signifié la présente requête à monsieur le procureur général du roy audit Parlement de Tholouze, et parlant à sa personne trouvée dans son hostel, susdite paroisse, déclarant lesdits supplians qu'ils poursuivront le jugement de la présente requête dans un mois à compter de ce jourd'huy; ledit sieur procureur général a répondu que c'est sans raison que lesdits Brassard, Satur, Ysarn, Saint-Faust, Repey, Lapeyre, Lugandi et Caminel se plaignent, puisque le procez a esté instruit avec toutes les formalités portées et prescrites par les ordonnances et arrests de réglemens; et pour le fond, lesdits Brassard, Satur, Ysarn, Saint-Faust, Repey, Lapeyre, Lugandi et Caminel ont déguisé et supposé le fait, qui est tout contraire, leurs crimes et contraventions aux édits et déclarations du roy étant prouvées par les pièces du procez, les informations, récolemens et confrontations de nombre de tesmoins, et baillé copie.

Gervais. Ferrières.

Contrôlé à Tholouze, le 1^{er} avril 1683, fol. 22.

LE ZÈLE DE LA DRAGONNADE EN DAUPHINÉ

MODÉRÉ PAR UN MARÉCHAL DE FRANCE.

1765.

M. le pasteur Ch.-L. Frossard a trouvé, parmi ses papiers provenant de Court de Gébelin (*Bull.*, I, 237, 292; II, 371; V, 412), les trois documents qu'on va lire. Ils sont classés sous la rubrique d'*Affaires des Eglises, Pièces justificatives*, t. VI, p. 431. Le paragraphe huitième de l'*Instruction* du maréchal est digne de remarque, et justifie bien le titre que M. Frossard a donné à cette communication.

Instruction pour le capitaine commandant les deux compagnies du régiment des dragons de Beaufremont détachées à Nions.

L'officier commandant les dragons à Nions aura soin d'informer exactement M. de Rions, commandant de la ville, faisant sa résidence au Buis, de tout ce qui pourra intéresser le service du Roi, et il me rendra également compte des objets d'une certaine importance, et qui pourroient mériter une attention particulière de ma part.

Il fera faire par sa troupe le service de la place conformément à la nouvelle instruction du 1^{er} mars 1765, qui a été rendue publique dans toute l'étendue de la province.

Il portera la plus grande attention à faire observer à la troupe la meilleure police et discipline, et à punir sévèrement tout dragon qui seroit trouvé aux prises ou ayant des difficultés avec quelque habitant, soit catholique soit protestant, et principalement avec ces derniers.

Il évitera scrupuleusement de se mêler en rien de la police bourgeoise, laissant à la justice du lieu à pourvoir aux désordres qui pourroient avoir lieu entre les habitans; il leur donnera même main-forte chaque fois qu'il en sera requis.

Dans le cas où des dragons seroient trouvés commettant quelque désordre avec des habitans, il se déchargera de la punition du dragon et veillera à ce que l'habitant soit également puni et en rendra compte. Il sera très circonspect dans les propos qu'il tiendra relativement aux religionnaires, et veillera très attentivement, sans paroître trop s'en occuper, sur toutes leurs démarches.

Pour en être mieux instruit, il fera faire de temps en temps des patrouilles jusqu'à une certaine distance des lieux, sous prétexte qu'aucun dragon ne se jete ni s'éloigne trop avant dans la campagne, où il pourroit quelquefois vexer le paysan.

Il mettra toujours à la tête de ses patrouilles, autant que faire se pourra, des gens intelligents, prudents et sages, pour éviter qu'ils n'aillent s'engager dans quelque mauvaise affaire : il leur recommandera expressément de s'informer des endroits où les religionnaires tiennent leurs assemblées, et par les avis qu'il en aura, il enverra de petits détachements proportionnés à la force de sa troupe pour chercher à les dissiper ; mais comme ces assemblées sont toujours très nombreuses, et qu'il ne seroit pas naturel de se flatter de pouvoir leur inspirer assez de crainte par la force de la troupe, il faut employer adroitement tour à tour la douceur et la menace, en leur faisant envisager le danger où ils s'exposent s'ils continuent de se rendre aussi ouvertement rebelles aux ordres du Roi. L'essentiel enfin est de détourner et d'empêcher les assemblées par la gêne, ne pouvant le faire par la violence. Si cependant tous ces moyens ne réussissent point, et que soit par le conseil de M. de Rions ou parce que la circonstance paraîtroit absolument l'exiger, il pouvoit se flatter, en réunissant quelque troupe du voisinage, d'exercer avec succès quelque acte d'autorité, comme par exemple d'enlever quelque prédicant ou quelque autre personne de considération parmi eux, il aura la liberté de le faire, ayant attention d'en rendre compte sur-le-champ ; mais à moins d'être bien assuré de faire réussir l'entreprise, il vaudra toujours beaucoup mieux ne pas l'hazarder pour ne pas se compromettre.

MM. les curés, conduits par un zèle trop ardent et souvent mal entendu, ne connoissent que la violence et le châtimement pour réprimer le scandale du protestant, tandis qu'ils ne devroient employer que les moyens de douceur et de persuasion pour les ramener au devoir. Il se tiendra en garde contre de pareilles insinuations, afin qu'elles ne le fassent point écarter du plan de conduite qu'il se sera formé en suivant ce qui est prescrit dans la présente instruction. Cependant si quelqu'un d'entre les protestants se rendoit trop publiquement réfractaire aux ordres du Roi, il le fera arrêter et conduire dans les prisons, et le remettra ensuite entre les mains de la justice ordinaire et en rendra compte sur-le-champ.

S'il y a une brigade de maréchaussée dans l'endroit, il se fera rendre compte par le brigadier des avis qu'il pourroit avoir sur les démarches des protestants, et il pourra même se servir de la maréchaussée dans le besoin et pour s'éclairer. Mais autant qu'il ne détournera point de tout autre service plus pressant qu'elle auroit à faire pour le moment. Il se concertera au surplus avec le subdélégué et les autres officiers municipaux du lieu lorsqu'il aura reconnu le degré de confiance qu'il peut leur accorder.

Je laisse enfin à sa prudence et à ses lumières de faire pour le bien du service tout ce qu'il jugera convenable et qui ne seroit pas prévu dans la présente instruction.

Fait à Grenoble, le 28 octobre 1765.

Le M^e DE TONNERRE.

Copie d'une lettre de M. de Rions.

Ecrit du Buis, le 11 décembre 1765.

Monsieur,

J'ai trouvé ici à mon arrivée la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Je vois avec une véritable douleur l'inconduite et le peu de prudence des religionnaires de Nions et de Vinsobres. M. le maréchal m'a écrit qu'il est persuadé que la présence des troupes, quoique en petit nombre, leur en imposeroit assez, pour les empêcher de continuer leurs assemblées. Il est véritablement fâcheux qu'ils veuillent, nous forcer par une affectation des plus indécentes, à exécuter avec vigueur les ordres dont nous sommes chargés par M. le maréchal, après avoir tenté toutes les voies de douceur et de persuasion inutilement. Il faudra bien y venir. S'ils continuent, il n'y a qu'à suivre votre instruction et en faisant marcher la compagnie de Vinsobres, et les deux détachées de Nions les faire conduire par les cavaliers de la maréchaussée, jusque dans l'endroit où se tiennent les assemblées, faire mettre pied à terre aux dragons, si le lieu n'est pas praticable pour les chevaux, et voir s'il n'y auroit pas jour à enlever le prédicant en le faisant suivre, si l'assemblée se disperse; et si on ne peut faire mieux en se repliant sur un ou deux d'entre les principaux de l'assemblée, en vous conformant aux instructions de M. le maréchal.

Autre du même.

Du 27 décembre 1765.

Monsieur,

Il est bon que vous fassiez assembler chez vous les plus notables d'entre les religionnaires de Nions, Vinsobres et Venteral, et que vous leur notifiez, de la part de M. le maréchal, que s'ils continuent à s'assembler au mépris des ordres du Roi, sur le compte qui lui en sera rendu, il les fera arrêter et les rendra responsables des assemblées qui se feront, attendu qu'étant les plus considérables ils ne peuvent que beaucoup influencer sur les démarches de leurs confrères, et qu'ils seront emprisonnés au moment qu'ils s'y attendront le moins s'ils persistent d'assister aux assemblées après la défense qui leur en aura été faite. C'est avec regret que M. le maréchal se détermine à en venir à cette extrémité, mais il voit qu'il faut absolument quelque exemple de cette espèce pour en imposer et contenir tous les autres.

M. le maréchal m'ajoute qu'il ne sauroit trop m'exhorter de mon côté de seconder ses intentions à cet égard dans tous les lieux où s'étend mon commandement, en prenant néanmoins toutes les précautions pour faire ces actes d'autorité sans courir le moindre risque de nous compromettre et de rendre nos efforts inutiles.

Je vous prie, Monsieur, de donner tous vos soins et ne rien négliger pour parvenir à remplir de votre côté toutes les vues et intentions de M. le maréchal. Il sera nécessaire de prendre les noms de tous les principaux de chaque endroit auxquels vous ferez cette défense, afin qu'on le puisse mander à notre général.

PROTOCOLE DE L'ÉGLISE FRANÇAISE DE BALE.

DEUX RÉFUGIÉS FRANÇAIS ITINÉRANTS.

1765.

Le fragment qu'on va lire fait suite à ceux que nous avons publiés t. I, p. 368, et t. IV, p. 429.

Extrait.

Dimanche 24 mars 1765 fut produite une lettre du pasteur des Eglises de Stouttgard et de Canstadt du 11 mars, par laquelle il recommande à notre Eglise un nommé CADINAT, Français réfugié, et sa femme, laquelle se dit de la famille de LAFFON, et née ici, à l'effet de leur accorder un petit subside annuel en considération de leur âge avancé et de leur grande misère. Sur quoi ayant délibéré et trouvé dans les protocoles de notre Eglise que ladite femme de ce Cadinat était effectivement une nièce de Jean LAFFON, Français réfugié, mort ici en 1723, lequel a légué à nos pauvres 50 florins, en outre chargé les conducteurs de notre Eglise de l'administration de son bien en faveur de ses héritiers, fut résolu de leur accorder un louis d'or neuf, non à titre de pension, mais comme une charité; on pria M. le pasteur Chavannes de répondre en conséquence à la lettre ci-dessus.

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE**DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.****RECUEIL DE QUELQUES MÉMOIRES**

SERVANS D'INSTRUCTION POUR L'ÉTABLISSEMENT DE L'ISLE D'ÉDEN.

A Amsterdam, chez Henry Desbordes, dans le Kalver-Straat,
près le Dam. 1689. In-12.

Ce volume, qui se trouve à la bibliothèque de l'Arsenal (n° 45144), étant tout à la fois curieux et extrêmement rare, nous en donnerons l'analyse suivante :

Avertissement. « Depuis la dispersion des réformez de France et de
« ceux des vallées de Piedmont, on n'a parlé que de colonies et de
« nouveaux établissemens : plusieurs en ont foit des projets suivant
« leurs inclinations et leurs génies, et il s'en est commencé quelques-
« uns dans les Etats protestans d'Allemagne, dans quelques provinces
« de l'Amérique, au cap de Bonne-Espérance et ailleurs. On pourra
« peut-être opposer à ceci qu'il est hors de saison de penser à des
« établissemens éloignez, dans le temps que toutes les espérances se

« renouvellent d'un prompt retour dans la patrie, et il est vray que
 « l'heureux changement qui est arrivé en Angleterre flatte agréable-
 « ment plusieurs de cette pensée. »

Mémoire contenant le premier projet qui a été fait de cet établis-
 sement, où l'on verra en général le but qu'on s'est proposé, et de
 quelle manière on a dessein de se gouverner.

On avait choisi un chef puis douze sénateurs, pris parmi ceux qui
 ont le plus contribué à mettre en avant le projet; la voix du chef
 aurait compté pour trois. On ne fait pas encore connaître l'endroit.

« L'on doit être informé qu'il y a encore six places à occuper dans
 « nostre conseil, afin que ceux qui auront intention de se joindre à
 « nous, et dont le mérite distingué pourra leur donner lieu d'y pré-
 « tendre, pensent de bonne heure à se déclarer. »

Addition au mémoire précédent (p. 20), qui contient une descrip-
 tion abrégée de l'endroit où l'on veut aller.

Autre mémoire contenant une instruction plus ample de ce qui
 concerne l'établissement de l'isle d'Eden.

Passage et nourriture, 100 francs (82 florins environ) par personne
 au-dessus de 12 ans; au-dessous de 6, passage gratuit.

On pouvoit, pour être mieux, payer deux ou trois cents livres.

Ces frais de passage pouvoient être avancés soit par des particu-
 liers, soit par la société, et remboursés soit en argent, soit moyennant
 200 journées de travail.

Les terres devoient être achetées à l'avance sur le pied de 5 livres
 l'arpent, franchises et exemptes à perpétuité de toutes charges. On
 devait choisir les terres selon son rang d'inscription.

Les lettres devoient être adressées à *M. Edward Villet, sur le*
Cingle, à Amsterdam. (Les mots en italique sont écrits à la main.)

On fournira des graines moyennant la dime de la première récolte
 seulement.

On parle d'un traité fait avec la Compagnie des Indes pour aller
 jusqu'au cap de Bonne-Espérance.

Maison d'hospitalité avec un revenu pour entretenir les pauvres,
 les malades et les infirmes, chacun dans des appartements séparés.

Soin des veuves et des orphelins. On fera valoir leur bien.

Maison pour les filles et demoiselles sans proches parents.

« Pour ce qui regarde les charges et les emplois, chacun y pourra
 « parvenir par son mérite et le talent qu'il aura pour être utile au
 « public ; car en toutes choses, et particulièrement en cela, ce sera
 « toujours la première considération que l'on fera : on aura toutefois
 « les égards raisonnables que l'on doit avoir, soit pour la naissance
 « ou pour d'autres semblables considérations. »

Charges. Le chef, à qui on donnera tel titre qui conviendra dans la suite ; douze conseillers ou sénateurs ; un capitaine général, qui sera toujours du corps du sénat ; un chancelier, un sociétaire, un trésorier, trois colonels, qui seront aussi gouverneurs, présidents de la justice intérieure, juges civils et criminels et de police. Ils auront chacun six capitaines sous eux, qui seront conseillers et qui jugeront avec eux tout ce qui sera de leur ressort. Chacun de ces capitaines aura sa compagnie, dans laquelle il aura un lieutenant et un enseigne. Il y aura un major dans chaque régiment, qui servira aussi de secrétaire du colonel et de son conseil, et les sergens serviront d'huissiers ; un capitaine des gardes, deux lieutenans et deux sous-lieutenans ; un capitaine d'artillerie et un lieutenant, un ingénieur et un sous-ingénieur, un grand-voyer et un arpenteur sous lui, un intendant et trois commissaires, quelques inspecteurs ou directeurs des terres du domaine ou des ouvrages qu'on fera faire, un bibliothécaire, quelques gens pour enseigner la jeunesse. Quelques-uns de ces emplois sont remplis, d'autres vacans.

« Tous ceux qui seront en charge, de quelque nature qu'elle soit,
 « seront obligés d'en faire la fonction sans prendre ny recevoir rien
 « des particuliers ; la justice même se rendra gratis. »

Le peuple interviendra lorsqu'on voudra introduire ou changer une loi, faire la paix ou la guerre, changer la valeur de la monnaie, établir une imposition nouvelle.

« Tous les seconds jours de l'année, après les prières du matin et
 « le sermon qui sera fait exprès sur ce sujet, tout le peuple assemblé
 « dans chaque communauté défilera par régiment et par compagnie,
 « et en passant chacun pourra jeter dans une boîte, faite exprès
 « pour cela, un billet non signé et écrit de telle main qu'on voudra,
 « où il sera permis à chacun de dire son sentiment sur toutes choses,
 « sans que pour cela il en puisse être recherché, et chacun ayant mis
 « le sien, les boîtes seront fermées et scellées et portées puis après

« dans le sénat, pour y être examinées et y avoir ensuite tels égards
« que la chose le requerrera. »

Le chef même n'est pas exempt de la contribution nécessaire à l'expédition.

L'expédition étant sur le point d'avoir lieu, on fait connaître l'endroit.

Description particulière de l'isle d'Eden (p. 52). C'est l'île appelée Mascarenhas par les Portugais ; d'autres l'ont appelée l'isle d'Apolonie, et les François, du temps qu'il étoient à Madagascar, auprès de qui elle est située, la nommoient quelquefois l'isle Bourbon ou Mascareigne, corrompant son premier nom ; d'autres enfin l'ont appelée l'isle d'Eden, et c'est ce dernier qu'on a retenu comme luy convenant mieux, parce que sa bonté et sa beauté la peuvent faire passer pour un paradis terrestre, et c'est ainsi en effet qu'elle est qualifiée par plusieurs auteurs qui en ont parlé.

MÉLANGES.

LETTRE DE FRANÇOIS DE FRANCE

LE « DÉFENSEUR DE LA LIBERTÉ BELGIQUE. »

1582.

La lettre inédite qu'on va lire est tirée de la collection d'autographes de M. Ch. Rahlenbeck, de Bruxelles. Elle est de François de France, de ce prince si mal à propos décoré du titre de « défenseur de la liberté belgeque. » Adressée au cardinal d'Est et de Ferrare, elle prouve toute l'orthodoxie de celui qui était venu se mettre par calcul d'ambition à la tête des protestants des Pays-Bas.

« Mon cousin, je fais telle preuve de vostre amitié que je ne fere difficulté de vous employer en une affaire qui se présente et dont Sa Saintete ne se trouvera par l'équité de ma requeste pas trop importunée. J'ai entendu que l'esveque de Cambray est decédé, et quaucuns chanoines en fort petit nombre banis de la ville pour leurs forfaits et avoir voulu notoirement, au préjudice des privilèges et liberté publique asservir les habitants sous le joug d'une autre servitude et obéissance que celles qui leur est de tout tems per-

mise, essayent de faire une élection à leur poste et propre à leur desseing et volonté, encore que ce fust hors du lieu et contre l'ordre ancien et acoustumé en acte sy solannel qui le rend de soy mesmes par ceste façon inusitée et incapacité des ministres nul et impertinant auquel je m'asseure que Sa Sainteté n'aura nul resgard que je néanmoins désire bien informer de la vérité du fait par vostre moyen et qu'en toute liberté et sans aucune contrainte le clergé dudit Cambray procédera à nouvelle élection avec les statuts, lois et usances acoustumés, sans que par aucun monopole artifice ny empeschement la dite élection soit corrompue pourveu quis ayent eu recommandation de ne nommer nulle personne suspecte au party contraire à leur liberté, et qui ne fust occasion de les mettre en danger dont ils ne sont bonnement sortis. Je vous prie, mon cousin, prandre pour moy et pour ces pauvres habitans de Cambray seste juste cause en main faisant, bien entendre à Sa Sainteté que s'est un peuple qui s'est garanti de toute exercise de religion ny en ayant aucun que celui de la nostre catolique apostolique et roumaine, osant dire avec vérité qu'il ny a ville en France ny ailleurs plus nette et purgée de telle chose que celle-là. En quoi je la maintiendré toujours, et tant qu'il plaira à Dieu la laisser en ma protection, Sa Sainteté y sera reconnue servie et respectée, comme celluy entre les mains duquel nous commetons nos consienses et que je reconnoistre jamais pour mon souverain pasteur et père spirituel avec l'obeissance et submission qui luy est due. Et croies, mon cousin, qu'en une plus belle ocasion ne me sauriez vous obliger à reconnoistre les bons offices que vous m'avez jà fais auprès de Sa Sainteté qu'en celle qui se présente que je vous prie avoir pour singulièrement recommandée. Et je prie Dieu, mon cousin, qu'il vous maintiene et conserve en toute prosperité. A Anvers, le..... jour de jung 1582.

« Votre très affectionné cousin,

« FRANÇOYS. »

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DE
PROTESTANTISME FRANÇAIS.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

tenue le 13 avril 1858

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. CHARLES READ, PRÉSIDENT.

La Société s'est réunie pour la sixième fois en assemblée générale, le mardi 13 avril 1858, au temple de l'Oratoire.

La séance, ouverte à 3 heures, l'invocation d'entrée a été prononcée par M. le pasteur Larcher; puis M. le Président a pris la parole en ces termes :

Messieurs,

Nous ne retarderons pas aujourd'hui votre juste impatience d'entendre les lectures qui doivent remplir cette séance. Nous ne vous adresserons point de discours d'ouverture, et notre trésorier, M. Oppermann (qui a le regret de ne pouvoir être des nôtres), ne vous présentera pas son rapport accoutumé, qu'il renvoie à l'année prochaine. Nous vous dirons seulement, en son nom et au nôtre, que des circonstances particulières, des obstacles passagers ont rendu plus lourd l'accomplissement de notre tâche pendant ce sixième exercice, mais que des mesures sont prises, et en voie d'exécution, pour que la marche de nos travaux soit dorénavant plus satisfaisante, et pour nous-mêmes et pour tous ceux qui s'y intéressent. Les nouvelles dispositions adoptées pour le chapitre important de l'Agence paraissent devoir cette fois enfin porter leurs fruits. Nous espérons, dans le cours de cette année, et la liquidation d'un arriéré obstiné, qui a été légué à notre

agent actuel par les précédentes gestions, et une exactitude propre à contenter les gens exacts et à combattre les négligents, toujours trop nombreux. Pour faciliter la régularisation des comptes, la clôture en sera opérée trois mois plus tôt que par le passé, c'est-à-dire au 31 décembre de chaque année. Il a été reconnu que cette modification aurait de notables avantages et nous mettrait à même d'obtenir une situation plus favorable.

Il est un point sur lequel notre trésorier aurait voulu appeler spécialement votre attention, et nous nous sommes chargé de le suppléer à cet égard. Nous voulons parler de l'ouvrage par lequel nous avons inauguré le *Recueil*, les *Mémoires de Jean Rou*. D'après le désir qui nous était fréquemment exprimé, de divers côtés, de voir commencer la série de publications spéciales promises en dehors du *Bulletin*, nous devons compter sur l'empressement d'un assez grand nombre de sociétaires à retirer l'exemplaire des *Mémoires de Jean Rou* qui leur était destiné. Les honorables témoignages rendus par la critique des journaux et des revues à notre première publication étaient de nature à affermir encore notre attente : malheureusement elle n'a pas été tout à fait remplie. Le nombre de ceux qui ont souscrit est insuffisant. Nous ne sommes pas rentrés encore dans les déboursés que nous a occasionnés cette importante publication, et par conséquent nous nous voyons empêchés d'entreprendre immédiatement l'impression de plusieurs autres manuscrits, très dignes aussi de voir le jour et déjà prêts à être édités. Nous espérons que notre appel à cet égard sera entendu et compris, et que le placement de notre première et si intéressante livraison du *Recueil* nous rendra avant peu les ressources nécessaires à la poursuite de cette partie de nos travaux.

Maintenant, Messieurs, vous allez recevoir communication des mémoires historiques, que deux de nos amis ont bien voulu préparer en vue de notre réunion :

Le premier, de M. le professeur Schmidt, de Strasbourg, sur le caractère mystique des premières tendances de la Réformation en France, sous François I^{er}, tel qu'on le trouve chez Lefèvre d'Etaples, Guillaume Briçonnet, Marguerite de Navarre et son prédicateur Gérard

Roussel, Michel d'Arande, Le Coq, curé de Saint-Eustache, et enfin chez l'auteur anonyme d'un manuscrit inédit du XVI^e siècle. Vous retrouverez dans ce travail les lumières qui distinguent l'auteur du beau livre sur les Albigeois et des excellents essais biographiques sur Farel, sur Pierre Martyr, sur Gérard Roussel.

Le second mémoire, de M. Paumier père, président du consistoire de Rouen, est le résultat de ses savantes recherches sur les faits qui signalèrent les jours néfastes de *la Saint-Barthélemy en Normandie*. Il appartenait à M. Paumier de nous faire ainsi profiter de ses longues études sur l'histoire protestante d'une province qu'il connaît si bien. Déjà cette année nous avons eu à le remercier d'une notice pleine d'intérêt sur le célèbre pasteur et martyr rouennais Marlorat, et nous espérons lui être encore redevable d'autres communications non moins utiles.

La lecture de ces deux Mémoires historiques, faite par M. le Président et par M. le pasteur Paumier fils, a été écoutée avec un grand intérêt.

La séance a ensuite été levée, après une prière de clôture prononcée par M. le pasteur L. Rognon.

LE MYSTICISME QUIÉTISTE EN FRANCE

AU DÉBUT DE LA RÉFORMATION

SOUS FRANÇOIS 1^{er}.

LEFÈVRE D'ÉTAPLES. — GUILLAUME BRIÇONNET. — MARGUERITE DE NAVARRE. —

GÉRARD ROUSSEL. — MICHEL D'ARANDE. — LE CURÉ LICOQ. —

L'AUTEUR ANONYME D'UN MANUSCRIT INÉDIT DU XVI^e SIÈCLE.

Lors de la Renaissance, avant même qu'en Allemagne Luther eût affiché ses thèses, quelques savants français, éclairés par les lumières des nouvelles études et habitués aux libertés de l'Eglise gallicane, avaient reconnu avec tristesse les abus et les erreurs du catholicisme. Tandis que les humanistes italiens, frivoles et enthousiastes, défendaient le système de Rome, tout en adoptant le langage et les mœurs du paganisme, les Français dont nous parlons étaient revenus à la Bible, pour y chercher ce que les formes extérieures de leur culte ne leur offraient plus. Mais ils ne s'en tenaient pas à la simplicité de la Parole de Dieu. Au zèle pour la science ils alliaient, comme le chancelier Gerson, dont ils suivaient les traces, un grand amour pour la spéculation mystique. L'interprétation allégorique leur servait à découvrir sous la lettre un sens spirituel conforme à leurs théories; leurs lectures favorites étaient les ouvrages attribués à Denis de l'Aréopage, ceux des chanoines de Saint-Victor et de Gerson lui-même; ils aimaient à rentrer dans les paisibles domaines de l'âme, pour oublier, par la contemplation des choses divines, les vanités et les misères du monde. Quand on apprit en France les premières nouvelles de la réforme allemande, ces hommes pieux applaudirent à un mouvement qui devait rendre à la conscience ses droits méconnus, en substituant à l'autorité de l'Eglise celle de la Bible, et au mérite des œuvres la justification par la foi. Mais à mesure que la Réforme prenait un caractère plus prononcé, elle leur inspirait des sympathies moins vives. Effrayés de la témérité des novateurs, ils s'arrêtèrent à moitié chemin, et les mêmes tendances mystiques qui les avaient ramenés à l'Evangile leur fournirent des arguments pour justifier leur indécision. L'idée de se séparer de Rome, de rompre l'unité de l'E-

glise, de voir s'écrouler cet antique établissement, objet de la vénération des siècles, leur parut un sacrilège; le pressentiment des orages qui allaient éclater les remplit d'effroi, et pour ne pas compromettre ce qu'ils appelaient la paix de leurs âmes, ils demeurèrent dans les liens de leur communion. Malgré leurs désirs de réforme, il leur répugnait d'aller au delà de ce qu'avaient tenté les Gerson, les Dailly et tous ceux qui avaient défendu les libertés gallicanes contre l'absolutisme ultramontain. Comme, dans les luttes nouvelles, il s'agissait de choisir entre un complet renouvellement de l'Eglise et le maintien non moins complet du système catholique, ils reculèrent devant les conséquences de ce choix redoutable et se réfugièrent dans le mysticisme; la vie contemplative leur parut le moyen le plus sûr de concilier les besoins de leur conscience avec les intérêts de leur position, et de rester fidèles à l'ancien culte, tout en adoptant quelques principes du protestantisme évangélique. Leur mysticisme leur avait appris à ne voir dans les formes sensibles que les enveloppes fortuites et passagères des idées éternelles; à leurs yeux, ces formes étaient indispensables pour les hommes dont les connaissances imparfaites avaient encore besoin de signes matériels; quant à eux-mêmes, ils n'y attachaient plus d'importance, mais continuaient de s'en servir, pour ne pas scandaliser les faibles. Persuadés d'être des fils dévoués de leur Eglise, ils s'empressaient de protester, chaque fois qu'on les accusait d'hérésie; et tel d'entre eux qui souffrit un instant la persécution, se retrouve plus tard parmi les dignitaires du catholicisme. Nous essayerons de caractériser en traits rapides les principaux de ces personnages, en nous servant à cet effet de leurs propres écrits; c'est là que nous chercherons la preuve de ce mysticisme quiétiste, qui est un des phénomènes les plus intéressants et les moins connus de l'histoire de la réforme française.

Le premier qui s'offre à notre étude est *Jacques LEFÈVRE D'ETAPLES*. On sait avec quelle ardeur Lefèvre s'est occupé de la philosophie d'Aristote et des mathématiques, et on pourrait s'étonner que ces études, si incompatibles avec toute obscurité, ne l'eussent pas détourné du mysticisme, s'il n'avait pas cru trouver en ce dernier un aliment spirituel que ne lui procuraient ni la dialectique ni la science des nombres. Selon lui, la connaissance de Dieu devait être le but suprême de tous les efforts de l'intelligence; ce but, la scolastique l'avait perdu de vue; Lefèvre parlait avec indignation de la sagesse aride des docteurs de son temps, de leur esprit ergoteur impuissant à rien édifier, de leurs disputes sans utilité pour la science et pleines

de périls pour la foi; il voulait qu'on y renonçât franchement, pour revenir à Dieu par Jésus-Christ. A « l'ignorance de Dieu » qu'il reprochait aux sophistes de la Sorbonne, il opposait la contemplation mystique, l'union avec Dieu par un amour pur; l'homme, disait-il, doit se détacher du monde, tendre vers les choses supérieures, s'élever au-dessus des imperfections et des contrastes des êtres créés, et s'unir avec l'Être parfait et éternellement un; parvenue à la conscience de l'union avec Dieu, l'âme retrouve la paix, le plus doux fruit de la vie contemplative. Dans la théorie de la contemplation, Lefèvre suivait, comme l'avait déjà fait Gerson, la méthode de Hugues et de Richard de Saint-Victor; admirateur d'Aristote, il ne dédaignait pas la dialectique pour elle-même, mais n'en faisait usage que pour résoudre les problèmes accessibles à l'esprit, en tant qu'il est *raison*; au delà des limites de la raison commence le domaine supra-rationnel de l'*intelligence*; c'est celui de la contemplation, seule capable d'apercevoir la lumière divine, à jamais cachée à la raison seule. Lefèvre plaçait les écrits de Pseudo-Denis, dont l'authenticité lui paraissait hors de doute, au nombre des meilleures sources de la religion; ils les défendait contre le reproche de platonisme qu'on commençait à leur adresser, et appelait la doctrine qu'ils enseignent « une nourriture fortifiante, une théorie donnant la vie. » En même temps il a réfuté le jugement, fort juste, que Gerson avait porté sur le livre du Flamand Ruysbroek, intitulé : *l'Ornement des Voces spirituelles*; ce livre profondément mystique était pour lui un trésor de sagesse divine; il pensait que Gerson ne l'eût pas désapprouvé, s'il n'en avait pas eu une copie falsifiée; et cependant il est probable que la version latine dont s'est servi Lefèvre a été celle même sur laquelle Gerson avait basé son blâme; d'ailleurs les passages critiqués par ce dernier sont parfaitement conformes au texte original. Lefèvre allait plus loin dans son mysticisme que l'illustre chancelier; il ne s'effrayait pas de la tendance panthéiste du vieux prieur de Groendal.

Pour propager les principes de la vie contemplative, Lefèvre fit des éditions de plusieurs auteurs mystiques des siècles antérieurs. Il publia *Denis de l'Aréopage*, le livre de *Richard de Saint-Victor* sur la Trinité, celui déjà cité de Ruysbroek, les ouvrages du cardinal Nicolas de Cuse, et quelques autres traités théologiques ou ascétiques. Un moyen plus efficace de combattre la stérile philosophie des écoles de son temps, fut sa traduction française du *Nouveau Testament*. Quelle que fût sa prédilection pour le mysticisme, il voyait dans la Bible le témoignage le plus certain de la foi, et bien qu'il l'expliquât au moyen d'allégories, il y puisa pourtant des principes qui le

rapprochèrent des réformateurs. Il avait coutume de dire à ses disciples que « Dieu renouvellerait le monde et qu'ils en seraient les témoins un jour ; » pour contribuer lui-même à préparer cet avenir meilleur, il voulait rendre au peuple la Bible dans la langue vulgaire ; c'était, selon lui, le seul remède aux grands maux de la chrétienté, le moyen suprême de faire comprendre aux fidèles qu'il faut renoncer à la vaine confiance dans les hommes et revenir au Seigneur, qui seul peut sauver les âmes. Attendre le salut d'un autre que de Jésus-Christ, c'est être plongé dans les ténèbres ; les systèmes humains n'ont aucune valeur, s'ils ne se fondent sur la Bible ; c'est d'après celle-ci qu'il faut les examiner et les apprécier ; elle doit donc être mise à la portée de tous ; celui qui l'empêche assume sur sa tête la responsabilité la plus grave. Lefèvre n'a pas osé développer dans toute son étendue ce grand principe, qui est à la base de toute l'œuvre des réformateurs ; dominé par la théorie mystique de l'indifférence des formes extérieures, il recula devant les conséquences, et n'alla pas jusqu'au bout. Il ne croyait pas au mérite des œuvres, il était convaincu que le salut ne dépend que de la grâce, il réfutait plusieurs erreurs du catholicisme, se plaignait fréquemment de la décadence de l'Eglise, travaillait lui-même pour la Réforme par sa traduction de la Bible, et souffrit même la persécution, qui de Paris le chassa à Meaux, et de Meaux à Strasbourg. Mais à partir de ce moment, il s'arrêta. Malgré les impressions qu'il reçut dans l'Eglise admirablement organisée de Strasbourg, il s'en retourna à la cour de la princesse Marguerite, non pour se consacrer à la périlleuse mission de propager l'Evangile, mais pour passer le reste de ses jours dans une retraite profonde. Il avait vu une Eglise nouvelle s'élever à côté de la vieille et la séparation devenir de plus en plus irrémédiable ; le cœur du pieux vieillard se troubla, il ne chercha plus que le repos loin des luttes. De même que dans ses spéculations théologiques, il avait essayé de concilier les divergences apparentes, en unissant la foi de Paul aux œuvres de Jacques, il avait voulu conserver l'unité de l'Eglise par des concessions mutuelles ; il redoutait le schisme ; son principe, exprimé déjà dans son Commentaire sur les Evangiles, était que l'Eglise devait rester une. Il songeait, il est vrai, à une unité plus spirituelle qu'extérieure ; mais c'est précisément à cause de cela qu'il ne se sépara point du catholicisme ; il croyait pouvoir aller à la messe, tout en conservant l'unité intérieure avec ceux qui, comme lui, croyaient en Christ. C'était une conséquence de son mysticisme ; les formes lui semblaient indifférentes ; l'âme devait s'élever au-dessus des divisions du monde visible pour reconnaître, par la contemplation,

l'unité divine, et pour s'unir avec elle par l'amour; cette union n'était ni favorisée ni empêchée par la condition accidentelle des phénomènes extérieurs.

L'ami de Lefèvre, GUILLAUME BRIÇONNET, évêque de Meaux, professait ce même mysticisme, sympathique à une réforme, mais s'accommodant à l'ordre établi. Aussi pieux que savant, sévère dans ses mœurs et doué d'une sensibilité profonde, Briçonnet serait devenu un des appuis les plus solides de la réforme française, si à ces qualités il avait joint un caractère plus énergique et un esprit plus clair. Sa théologie se résume dans le principe de l'amour mystique; c'est la théologie *affective*, telle qu'on la trouve dans les œuvres de Gerson, seulement plus obscure et moins psychologique. L'amour, disait Briçonnet, est la seule chose nécessaire; c'est par lui qu'on triomphe de tout; pour combattre contre le monde, « ayez le grand géant, l'amour insupérable; la guerre est conduite par amour. » Pour s'unir à Dieu « qui seul est tout et hors de qui ne se peut aucune chose chercher, » il enseignait la vraie méthode, mais en l'exagérant : il faut renoncer au monde, se détacher de toute créature, s'humilier jusqu'à s'annihiler soi-même; l'âme qui, par la raison, veut approfondir les mystères de Dieu, est semblable à une brebis qui, égarée dans une forêt épaisse, en cherche vainement l'issue; elle ne retrouve son chemin qu'en s'élevant, sur les ailes de la contemplation, à l'Être infini qu'elle reconnaît par la foi et auquel elle s'unit par l'amour. Rien n'est plus vrai que le fond de cette pensée, mais Briçonnet s'égare à son tour quand il dit, dans le sens des mystiques du moyen âge, que l'âme soupire après le *désert* de l'unité divine absolue, sans nom et sans bornes, et qu'elle doit s'abîmer dans ce gouffre : c'est-à-dire que, pour se dépouiller de tout ce qui la sépare de Dieu, elle doit perdre jusqu'au souvenir de sa propre personnalité. C'est dans cet abîme que Briçonnet se perd dans toute la force du terme; son mysticisme revêt les formes les plus obscures, il emploie des locutions étranges, des allégories subtiles, des comparaisons bizarres, aussi dépourvues de goût que souvent vides de sens. Ce caractère est manifeste surtout dans la correspondance de l'évêque avec Marguerite d'Angoulême; on a de la peine à concevoir l'édification qu'ont pu produire ces lettres confuses, dont plusieurs se composent de plus de cent pages; et cependant Marguerite les attendait avec impatience et elles faisaient la consolation de Lefèvre et de ses amis dans l'exil. Notre jugement ne sera pas trouvé trop sévère quand on lit des passages comme ceux qui suivent; pour dépeindre l'ardeur de l'amour

qui doit embraser l'âme, Briçonnet s'écrie : « O que bienheureuse est
 « l'âme fidèle qui, par union au boulet du double canon fondu en la
 « fournaise virginale, plein et chargé de poudre d'amorce, est par
 « charité enflammé pour forcer le royaume des cieux auparavant
 « imprenable ! O abisme sonore et mine infinie de poudre anéantie,
 « et fournaise d'amour inextinguible, tout attirant, partout tirant ! »
 Ailleurs il dit, en comparant à une galette mal préparée le triste sort
 des hommes pécheurs : « Un seul en congnois qui a régné en ce
 « monde, venu de zizanie sursemée, moulu au moulin d'ennuy, pes-
 « tri d'eau froide en la huche d'infidèle et inobédiente présomption,
 « cuit au four de propre amour, dont le manger a été une figue em-
 « poisonnant les architectes et leur postérité, jusqu'à ce que la fa-
 « rine sans levain a esté mise au pot de nature humaine. »

Malgré ce mysticisme obscur, l'évêque de Meaux a partagé un instant les tendances des réformateurs. Mais de même que les grands mystiques du moyen âge, qui à leur tour voulaient ramener les fidèles à la pureté de la foi et de la vie évangéliques, ne se sont pas séparés de l'Eglise dont les formes leur paraissaient soit indifférentes soit susceptibles d'interprétation spéculative, Briçonnet, qui n'avait ni leur vigueur morale, ni leur haute intelligence, est resté naïvement fidèle au système de Rome. Dans plusieurs endroits de sa correspondance, il exprime ses sentiments chrétiens ; la Bible était pour lui « une nourriture divine, à laquelle on revient d'autant plus souvent qu'on y a plus souvent goûté ; » dans cette conviction, il permit à Lefèvre et à ses disciples de répandre parmi le peuple de son diocèse la traduction du Nouveau Testament. Dans un discours synodal prononcé devant son clergé, le 13 octobre 1519, il dit avec amertume : Les troupeaux se sont égarés, car leurs pasteurs aveugles ont perdu le chemin de Dieu ; préoccupés uniquement de leurs intérêts terrestres, les ministres de l'Eglise oublient l'intérêt éternel des âmes qui leur sont confiées ; ils plantent des arbres et des vignes, améliorent leurs bénéfices, défendent leurs privilèges, mais n'édifient personne ; l'amour est refroidi, la foi perdue, la religion prête à faire naufrage ; le devoir des prêtres est « d'amener les hommes à Christ et de conserver l'unité de l'esprit par le lien de la paix ; » mais cela n'est possible que par une charité ardente, et celle-ci n'est qu'un effet de l'amour qui, nous détachant des choses créées, nous unit à Dieu et nous anéantit en quelque sorte en lui. Dans ses lettres à Marguerite, Briçonnet parle de son espoir de voir la lumière de l'Evangile se lever en France, et se félicite « du feu qui s'est logé au cœur de la princesse et en celui du roi et de sa mère. » Mais quand éclatèrent les

colères de la Sorbonne contre Lefèvre et ses compagnons d'œuvre, et que lui-même devint suspect d'hérésie, le courage lui manqua, il renvoya ses prédicateurs et s'opposa à toute nouvelle tentative de réforme. En se retirant de l'arène, il s'imaginait qu'il faisait un grand acte de renoncement au monde, et qu'il pouvait continuer de jouir de l'amour divin, sans rien changer aux formes de son Église et en laissant son peuple dans l'ignorance. Il aurait consenti à quelques réformes paisibles; dès qu'il s'aperçut qu'elles n'étaient pas possibles sans lutte, il désespéra du succès et rentra en lui-même dans le silencieux domaine de la contemplation mystique.

Ces tendances étaient aussi celles de la gracieuse et spirituelle MARGUERITE, depuis 1527 *reine de Navarre*. Cette noble femme a été diversement appréciée; pour les uns elle a été une fervente catholique, pour d'autres une protestante non moins décidée; d'autres encore l'ont comptée parmi les libres penseurs ou lui ont attribué je ne sais quel caractère frivole, jouant tour à tour avec le monde et avec la piété. Aucun de ces jugements n'est exact; le dernier est le plus faux de tous. Les contrastes dans la vie de Marguerite s'expliquent par son incontestable mysticisme. Chez une femme douée d'imagination et de sentiment, ce mysticisme n'a rien d'étrange; il est prouvé du reste par la correspondance de la princesse avec Briçonnet et avec le doyen du grand chapitre de Strasbourg, Sigismond de Hohenlohe, par ses relations avec Lefèvre, Gérard Roussel, Michel d'Arande. Lui seul nous fait comprendre la position qu'elle prit vis-à-vis du catholicisme et du protestantisme. Marguerite était sincèrement pieuse, mais sa piété était essentiellement intérieure, indifférente à toute forme. Les cérémonies catholiques lui paraissaient tolérables, dès qu'on n'y vit que des *formes*, dont les âmes simples ne pouvaient pas se passer encore. Elle fut confirmée peut-être dans cette manière de voir par les mémoires envoyés à François I^{er} par Mélanchthon et par les réformateurs strasbourgeois, sur les moyens de réconcilier les Églises, et d'après lesquels les coutumes extérieures pouvaient être maintenues comme indifférentes, pourvu qu'on accordât la foi en Christ, la liberté de conscience et la prédication de l'Évangile. Les réformateurs, il est vrai, demandaient plus que Marguerite et ses amis mystiques; ils ne parlaient de l'indifférence de certaines formes que pour réclamer la liberté pour ceux qui, mieux éclairés, ne croyaient plus devoir les suivre; pour Marguerite, au contraire, cette indifférence était un argument pour justifier son accommodation aux rites du catholicisme. Toutefois la foi profonde du Sau-

veur ne lui manquait pas; elle l'a exprimée en termes touchants dans de nombreux passages de ses poésies; qu'on lise son *Miroir de l'âme pécheresse*; qu'on lise ces vers tirés de son *Discours de l'esprit et de la chair* :

« Verbe divin, Jésus-Christ salvateur,
Unique Fils de l'éternel Auteur,
Premier, dernier, de tous instaurateur,
Evêque et roy, puissant triomphateur,
Et de la mort, par mort libérateur :
L'homme est par foy fait fils du Créateur,
L'homme est par foy juste, saint, bienfaiteur,
L'homme est par foy remis en innocence;
L'homme est par foy roy en Christ régulateur;
Par foy j'ay Christ et tout en affluence. »

Qu'on lise enfin ces belles paroles, qu'elle écrivit peu de temps avant sa mort :

« Je cherche aultant la croix et la desire
Comme autrefois je l'ay voulu fuir;
Je cherche aultant par tourment d'en jouir,
Comme autrefois j'ay craint son dur martyre;
Car cette croix mon âme à Dieu attire,
C'est le chemin très seur pour l'aller voir,
Parquoy les biens qu'au monde puis avoir
Quitter je veulx, la croix me doit suffire. »

Pourquoi Marguerite, avec ces sentiments évangéliques, n'est-elle pas devenue franchement protestante? Disciple de Briçonnet, contente de sa piété mystique, elle ne croyait pas qu'à cause des formes extérieures il fallût troubler la paix; et sous l'influence de son frère, qu'elle aimait d'un amour enthousiaste, elle n'eût pas osé se séparer de Rome. Le roi, qui voulait sauver à tout prix l'unité religieuse de la France, essayait de l'établir tantôt en négociant des concessions réciproques entre les deux Eglises, tantôt en opprimant durement les hérétiques. Comment Marguerite aurait-elle pu se déclarer protestante, en voyant son frère si décidément opposé au schisme? Mais il est une chose dont il faut lui tenir compte : elle ne se fit pas persécutrice comme lui; elle intercédait pour les victimes et accueillait les fugitifs. Evangélique de cœur, tout en allant à la messe, elle se flattait d'unir par l'amour les principes contraires; ce qu'elle appelait

une séparation hérétique lui répugnait autant que le maintien des fausses traditions de Rome. Dans une épître à François I^{er}, écrite en 1545, elle dit en parlant du roi et de l'empereur :

« Par eux veult (Dieu) que la foy confirmée
 Soit, et aussy l'Eglise réformée,
 Et d'une part ostées les hérésies,
 De l'autre aussy les vaines fantaisies,
 Et que la foy nous face en toute guise
 En triumpphant triumppher sainte Eglise. »

C'est dans ce sens qu'elle a réformé les Eglises de la Navarre; elle laissa subsister la communion avec Rome, mais fit introduire quelques améliorations réelles dans la doctrine et dans le culte. A sa paisible cour de Nérac, elle partageait son temps entre des entretiens religieux avec son évêque Gérard Roussel et avec les savants dont elle aimait à s'entourer, et ces occupations littéraires, « ces momeries et farces, » qu'on lui a si souvent reprochées. En 1544, elle accueillit avec faveur Antoine Pocquet et Quintin, chefs d'une secte mystique qui s'était répandue dans quelques contrées de la France; c'étaient des hommes peu instruits, enseignant un faux spiritualisme au moyen duquel on pouvait échapper aux rigueurs de la persécution, tout en se croyant parfaitement évangélique. L'hospitalité que Marguerite accorda à ces deux hommes, dont les doctrines étaient si conformes aux siennes, lui attira de la part de Calvin des remontrances sévères qui excitèrent son humeur contre le réformateur.

Nous avons nommé déjà le prédicateur de Marguerite, GÉRARD ROUSSEL, disciple de Lefèvre et ami de Briçonnet. Dans un ouvrage encore inédit, écrit après la mort de la reine, Roussel a exposé sa théologie sous forme d'une *Familière exposition du symbole et de l'Oraison dominicale*. Le fond de ce livre, qu'on croirait sorti de la plume d'un réformateur et qui fut condamné par la Sorbonne, est la doctrine de la justification par la foi; la seule autorité que l'auteur invoque est celle de l'Ecriture sainte : Jésus-Christ, dit-il, est le seul chef de l'Eglise; l'Eglise parfaite, c'est l'Eglise invisible, la communion des saints; l'Eglise visible se reconnaît à la prédication de l'Evangile dans sa pureté et à l'administration des sacrements conformément au but de leur institution, et les sacrements ne sont qu'au nombre de deux. Dans l'exposition des dogmes de la sainte Cène et de la prédestination, Roussel est complètement calviniste; et cependant il est

resté évêque romain ! malgré l'énergique appel que Calvin lui avait adressé dès 1537, et où il lui avait crié : « A la trompette, toi qui dois faire le guet ! à tes armes, pasteur ! Qu'attends-tu, à quoi songes-tu ? est-il temps de dormir ? » — Roussel s'était contenté d'améliorer son Eglise lentement et prudemment, sous la protection royale, sans sonner la charge contre le catholicisme. Un passage d'une lettre qu'en 1525 il écrivit à Briçonnet suffit pour nous expliquer cette conduite ; après avoir parlé avec admiration de l'Eglise de Strasbourg, il avait ajouté que les réformateurs avaient aussi pris quelques mesures, trop hardies selon lui et susceptibles de choquer les faibles ; la manière dont il s'exprime à ce sujet montre qu'il partageait les chrétiens en deux catégories : les uns, assez avancés dans la « doctrine de l'esprit, » dans la compréhension spirituelle du christianisme, pour dédaigner les choses extérieures et s'élever aux choses invisibles ; les autres, ayant encore besoin des signes visibles, de la forme matérielle ; la charité commande aux premiers de s'accommoder à la mesure des seconds, et cela leur est d'autant plus facile qu'envisageant les choses extérieures comme indifférentes, ils ne les retiennent pas comme nécessaires et ne les rejettent pas comme pernicieuses. Roussel se comptait parmi ces hommes spirituels, tandis que le peuple de la Navarre se composait de faibles qu'il ne fallait point scandaliser.

Maître MICHEL D'ARANDE, également disciple de Lefèvre et ami de Roussel, prédicateur évangélique à Meaux, chargé de porter à Marguerite les mystiques lettres de Briçonnet, puis aumônier de la princesse et enfin évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux, en Dauphiné ; et LECOQ, curé de Saint-Eustache, à Paris, appartenaient à la même école. Au dire d'un historien catholique, Lecoq, « quoiqu'il blâmât le schisme de Luther pour avoir désuni l'Eglise, » s'écria un jour en prêchant devant le roi : « Sire, *sursum corda !* » en ajoutant qu'il ne fallait pas s'arrêter aux choses de la terre, mais « se guider avec les ailes de la foi au ciel » pour chercher Jésus-Christ, non pas dans le sacrement, mais « à la dextre du Père. » Sommé de se rétracter, Lecoq n'hésita pas à le faire.

Nulle part ce spiritualisme quiétiste ne se trouve plus nettement exposé que dans une série de traités, écrits dans les années 1547 à 1549, et dont nous possédons le manuscrit ; c'est sous ce rapport un des monuments les plus curieux du seizième siècle. L'auteur en est inconnu ; il n'est désigné que par un monogramme absolument in-

déchiffrable. D'abord, dit-il, il avait servi le monde; mais tourmenté du besoin de vérité et de paix, il avait fini par trouver ces trésors auprès de Jésus-Christ; par reconnaissance, il veut amener au Sauveur toutes les âmes fatiguées, et c'est à cet effet qu'il écrit ses traités « selon la petite possibilité de notre rural entendement. » Ces expressions ne doivent pas être prises à la lettre; l'auteur, il est vrai, paraît avoir été un laïque, mais la théologie et les humanités ne lui ont pas été étrangères; un homme illettré se fût servi d'un langage plus populaire, plus *français*; le sien abonde en tournures et en termes formés d'après le latin théologique du temps, et trahissant des études classiques et scolastiques. La plupart de ces traités sont des épîtres adressées « à des élus de Dieu; » ils ne sont ni polémiques ni spéculatifs; leur unique but est d'exhorter et de consoler.

L'auteur distingue entre l'homme extérieur selon la chair, et l'homme intérieur selon l'esprit. Par suite de cette différence, les uns reconnaissent Jésus-Christ d'après la loi naturelle, les autres d'après la loi spirituelle. Cette dernière connaissance est la seule qui soit suffisante et vraie; elle a été cachée depuis le temps des apôtres, qui eux-mêmes ont connu le Sauveur plutôt « figuralemment » que spirituellement, d'après son apparition extérieure plutôt que d'après son être intime. Les disciples de Jésus-Christ ont pris la plupart de ses paroles à la lettre, bien qu'elles fussent esprit et vie; ils ne pouvaient pas encore s'élever plus haut, c'était l'enfance du genre humain. Dans la suite même on n'a connu Jésus-Christ que « littéralement; » à la plupart des docteurs l'esprit était « caché mystiquement. » Aujourd'hui les jours sont venus où la lumière doit se dégager des ténèbres, où l'on doit comprendre les paroles du Seigneur dans leur véritable sens. Il faut renoncer aux traditions reçues sur l'interprétation littérale, pour recourir à l'interprétation spirituelle. C'est à la découverte de cette dernière que tendent tous les efforts de notre auteur, dont il est facile dès ce moment d'entrevoir la théologie. Il dit, à la vérité, qu'il faut commencer par connaître Jésus-Christ visiblement, d'après son existence terrestre, avant de vouloir le connaître et le recevoir en tant qu'il est « la divine substance spirituelle de Dieu. » Ce Christ spirituel est le Verbe qui doit naître dans l'âme; l'auteur revient avec complaisance à cette idée de « la spirituelle génération du Dieu vivant en nous, » développée déjà par les mystiques du quatorzième siècle. A ce point de vue, la personnalité historique du Seigneur perd beaucoup de son importance; aussi l'auteur fait-il constamment abstraction du phénomène extérieur, contingent, et en lui-même indifférent, pour relever, au détriment de la vérité

littérale, le sens mystique. Son intention est d'affranchir l'esprit créé de tout ce qui l'empêche de s'unir à l'esprit incréé; à cet effet, il prêche, non-seulement le détachement du monde, mais la mortification de la chair, car la chair est le siège du péché et la cause de la servitude de l'âme. Persuadé que Jésus-Christ n'a pas pu nous enseigner une prière se rapportant aux choses sensibles, il traduit dans l'Oraison dominicale : « Notre pain supersubstantiel donne-nous aujourd'hui »; cette traduction était conforme à la Vulgate, mais plus conforme encore au spiritualisme mystique de notre écrivain. Une de ses interprétations les plus caractéristiques est celle de la Parole du Seigneur (Matth. XIX, 12); la troisième classe d'hommes dont il est parlé en ce passage obscur, ce sont les hommes spirituels et libres, qu'il décrit en termes presque panthéistes : « Ils sont les vrais hommes virilz, les libres enfans de la femme franche..... le temple, throsne et habitacle de Dieu, les enfans légitimes de la vivante charité et vérité de Dieu, purement conceptz sans tache, ride ou macule, espritz et spirituellement engendrez de Dieu en l'esprit de sa puissance, chair de sa chair, os de ses os, toutesfoys n'ayant chair ny os, mais parlé en belle manière pour l'intelligence; estans son corps, âme et esprit mesme, formez, esleuz et appelez avant que jamais nulle chose visible ou invisible fut créée, ayans esté et sont sans commencement ou fin avec Dieu..... créez d'éternité; les eaues vivantes sur lesquelles le Seigneur se demenoit et se jouoit en l'imagination et félicité de ses pensées; et icelles eaues ou espritz, l'exaltant, adorant et esjouissant en son âme, cœur, courage, sens et esprit; n'ayant... quelque soing ou doubtañce qu'ilz se peussent eslongner ou séparer de luy, en tant qu'ilz sont luy-mesme, lequel n'est départy ne divisé, ains seulement un. » Parvenus à la conscience de leur identité avec l'esprit divin, ces hommes libres ne sont plus sous la loi; ils se sont à eux-mêmes « la loy franche et libre, qui est dictée de l'esprit; » ils possèdent Dieu et se possèdent eux-mêmes en lui; ils ne pèchent plus volontairement, et s'ils tombent par inadvertance, leur chute sert à leur inspirer une horreur plus vive pour le mal et un plus grand désir de Dieu.

En plusieurs passages, l'auteur parle de prédicateurs de la lettre, « d'évangélistes littéraux, » ne servant Dieu que de parole et affirmant qu'on trouve tout dans la Bible, qu'on n'a rien à faire que de croire; il blâme « l'aveuglement » de ces hommes, qui ne comprennent pas que le Christ historique n'a dû être qu'une « figure, » dont le sens spirituel reste caché à la simple foi : « ne vous reposez point avec les littéraux évangélistes, lesquels servent le Seigneur de la bouche

et se font accroire qu'ilz ont foy, disantz que tout est faict, et qu'il ne reste plus que de croire; ô quel aveugle entendement! n'avez-vous point entendu de ce que j'ay parlé de Christ selon la chair ou homme extérieur, qu'il ne nous ha esté qu'une figure et patron? » Par ces évangélistes de la lettre, il n'entend pas les prêtres catholiques, mais les réformateurs qui insistaient sur la simplicité de la foi, au lieu de recommander la spéculation mystique. Il reconnaît, il est vrai, que la Réforme n'a pas pu débiter autrement que par la prédication de la lettre; mais ce n'est là qu'un état transitoire; la lettre doit faire place à la liberté et à la connaissance spirituelle; Dieu a suscité des docteurs ayant « une mission apostolique plus parfaite » que ceux qui se sont introduits dans le ministère sans inspiration supérieure; ces docteurs nouveaux travaillent à l'établissement du règne de la liberté et à la réalisation de la vraie Eglise.

L'application que l'auteur fait de son mysticisme à la notion d'Eglise, l'éloigne autant des réformateurs que des catholiques. Il rejette aussi bien le dogme de l'infaillibilité de l'Eglise romaine que la distinction protestante entre Eglise visible et Eglise invisible. D'accord avec les sectaires de tous les temps, il croit à la possibilité immédiate de la communion des saints; seulement il diffère des fondateurs de sectes, en ne se séparant pas ostensiblement des Eglises établies. Le vrai temple de Dieu, dit-il, est l'esprit; les formes ecclésiastiques extérieures n'ont nulle valeur, elles peuvent être bonnes comme moyens d'éducation pour les faibles; une fois uni à Dieu, on n'en a plus besoin. La vraie Eglise est partout où se trouvent de vrais croyants, quelle que soit la communauté à laquelle ils appartiennent; le vrai croyant apporte avec lui la vraie Eglise, elle est là où il est. Il est donc inutile de se séparer du catholicisme; on peut continuer d'assister à son culte, de payer les dîmes et les taxes, de se soumettre aux règlements disciplinaires, sans s'en inquiéter, « puisque la chose ne nous touche. » Cette conduite, du reste, est commandée par la prudence; elle est le meilleur abri de la piété intérieure; ce que l'auteur dit à cet égard est assez significatif pour être rapporté: « Oyez maintenant sur ce point, et voyez comment il fault estre prudentz sur la terre, faisant toute son œuvre du cœur et intérieurement... Aussi d'aller à leur église, leur ferez contentement, car l'Eglise de Dieu est là où sont les cœurs fidèles. Ne parlez point de leurs ordonnances et édictz, mais bien plustost faites ce que Dieu vous commande. Et s'ilz lisent ou sont assis sur l'Evangile, ou la chayre de Moïse, faictes ce qu'ilz vous commandent, mais n'ensuivez point les mauvais. Et si peu qu'il y en a de bons, selon l'exte-

rieur, ensuivez ce qui est bon... Quant est du loyer sacerdotal, ecclésiastique et romannique, vous aurez à leur stipendier et payer leur ordinaire, sans murmuration, sçaichant qu'en cela gist et est entretenue leur vie. Si vous me dites qu'il y peult avoir abus, monstrez-moy, je vous prie, quelque estat (sy petit qu'il soit) au monde, où il n'y n'a point d'avantage ; il vous en faudroit prendre (si vous en estiez constituez judicateurs) aux inventeurs et fondateurs du principe et origine de la chose. »

A côté de ce passage remarquable, l'auteur en a d'autres où il blâme franchement quelques abus du catholicisme ; il dit, par exemple, en parlant des prêtres : « Ilz ne mettent point de différence entre le nom du Dieu du ciel et de leur dieu terrestre ; semblablement en leur prospérité, ilz le servent par oblations, perfumigations, jeunes, oraisons, chantz et aornementz de louenges... D'avantage, quand leurs maisons prospèrent, ilz y establisent la figure de son ymage, et tiennent pour la solennité de leur dieu quelques regentz de ses suppostz, lesquelz sçaivent pindariser et prescher la vertu de sa puissance, tellement qu'il n'y a riens à espelucher en la reigle de leur affaire... Somme, que leur équipage est merveilleusement fort à priser, n'estoit que fraudulently il les meine à perdition et damnation... Si c'est un prestre, sa résonnance sera de services, gaudes et messes ; si c'est un chappelain ou chanoine, leurs breborions seront de jecter et compter le revenu de leur office, et sur ce poinct ordonner leur estat et maison ; et s'il vient à poinct, ilz ne reprendront point les charnelz, mais seront les plus enflammez au péché... ; » de ce péché « il ne sera nullement question, encore moins mémoire de parler de Dieu ne de son Evangile. S'il advient que quelque simple y entrevienne, qui vueille sonner quelque parolle, lors il sera nommé d'un chascun un resveur des sectes nouvelles ; ce qui seroit peu de chose, s'il eschappoit pour sy bon marché ; ô non, mais incontinent sera appréhendé et accusé, puis on enverra à la forest pour luy achapter des fagotz, ou (pour le plus doux) chez un armurier querir le baston pour luy bailler l'accollée. »

On peut conclure de ces dernières paroles que l'auteur lui-même a été persécuté. Son accommodation passive aux formes extérieures ne pouvait contenter une Eglise pour laquelle ces formes n'étaient rien moins qu'indifférentes. Ses principes quiétistes ne l'empêchaient pas de recommander à ses disciples de se réunir en congrégations contemplatives et charitables ; il est naturel que ces tentatives durent le rendre suspect au clergé catholique. Il paraît qu'arrivé dans une contrée plus libre, il y forma des associations d'hommes et de fem-

mes, dont il devint le directeur spirituel, et auxquelles il donna, outre des préceptes de vie pieuse, des conseils sur les vêtements et la nourriture. Un de ses traités, adressé à ses « très honorés frères et sœurs, » est intitulé : « Petite ordonnance de la manière de soy gouverner en la maison des enfantz de Dieu ; » son « oraison contemplative à Dieu » est destinée à ses « très aymés frères et sœurs, selon la reigle et sens de la doctrine de nostre sainte et immaculée congrégation et assemblée en Christ, à laquelle Dieu par Jésus-Christ vous ha donné l'huys ouvert. » « La manière comment se doibvent gouverner les sœurs fidèles en Christ, » contient des règles de conduite pour une association de dames nobles qui, sans être astreintes à un régime monastique, se livraient à la contemplation et aux œuvres de la charité.

A l'époque où éclatèrent les persécutions contre les protestants de France, ces tendances trouvèrent de nombreux partisans. La profession de l'Évangile exigeait le sacrifice de la position, de l'influence, de la patrie, sinon de la vie. Ceux qu'intimidaient la grandeur de ces périls, s'empressèrent d'accueillir les doctrines plus faciles du mysticisme quiétiste ; ils se persuadèrent aisément qu'assister à la messe était une chose indifférente, et que la liberté consistait à s'élever par l'esprit au-dessus des formes, tout en s'y accommodant pour ne pas choquer les faibles. S'abusant sur les motifs secrets de leur conduite, ils croyaient agir par charité, tandis qu'ils n'obéissaient qu'au désir de ne pas se compromettre. Aussi les réformateurs les ont-ils jugés avec une sévérité qui ne nous étonne pas. Dès 1526, le courageux prédicateur Pierre Toussaint blâmait Briçonnet de manquer de sincérité, et écrivait à Farel : « Priez le Seigneur qu'il suscite en France des prédicateurs ayant l'esprit de la force au lieu de celui de la crainte. » Théodore de Bèze reprochait à Marguerite de Navarre « de se plonger aux superstitions comme les autres, tout en les désapprouvant en son cœur ; » Calvin surtout censurait énergiquement ces amateurs « platoniques » de l'Évangile, qui attendaient une réforme sans vouloir y contribuer, et qui se croyaient au-dessus des formes extérieures, tout en les jugeant nécessaires pour la masse du peuple.

Ces reproches, assurément, étaient mérités ; si quelques âmes pieuses se livraient de bonne foi aux illusions mystiques, beaucoup d'autres, moins sincères, n'adoptaient la théorie quiétiste que pour voiler la faiblesse de leurs convictions. Il est certain que cette prétendue retraite sur les hauteurs de la vie contemplative, a contribué à faire échouer les premières tentatives de réforme en France. En

voyant des princes, des savants, des évêques, rester fidèles extérieurement à un culte que, dans leur intérieur, ils condamnaient, le peuple, qui ne savait pas faire la distinction entre choses indifférentes et choses essentielles, a dû se dire qu'il ne valait pas la peine de s'exposer à la persécution pour la foi. Les mystiques, moitié catholiques, moitié protestants, se croyaient en possession de la liberté de conscience, dont eux aussi sentaient le prix ; mais leur liberté n'était qu'un vain idéal ; ce n'était pas celle que réclamaient les réformateurs, et dont la conquête exigeait des sacrifices auxquels le quiétisme voulait se soustraire par ses théories séduisantes. Cependant nous sommes loin de juger avec une rigueur extrême les caractères moins énergiques qui, dans les orages du seizième siècle, ont cherché par l'amour mystique l'union des contrastes et la paix intérieure. Nous comprenons l'attrait que présente le mysticisme à des âmes plus tendres que fortes ; souvent même, à des époques d'oppression, il a été le refuge des plus nobles cœurs ; il a inspiré des actes de renoncement qu'on admire, sans vouloir les imiter. D'ailleurs les mystiques français du seizième siècle n'ont pas été sans servir, pour leur part, la cause de l'Evangile. Les prédicateurs de Meaux ont fondé en cette ville une communauté qui a eu de glorieux martyrs ; Marguerite, secondée par Roussel, a laissé dans la Navarre des germes qui, sous son héroïque fille ont porté leurs fruits.

Respectons la mémoire de ces personnages, tout en nous préservant de leurs illusions ; au lieu de les suivre dans leur faux spiritualisme, maintenons intactes les doctrines qu'ont remises en lumière nos réformateurs, et pour lesquelles nos martyrs ont versé leur sang. Tel est le devoir et le privilège du chrétien protestant, qu'il ne se soumet qu'à la seule Parole de Dieu, pour qu'affranchi par elle il demeure ferme et intrépide dans la profession de la vérité.

C. SCHMIDT.

LA SAINT-BARTHÉLEMY EN NORMANDIE.

• Quis eadem illius noctis, quis funera fando
• Explicet? aut possit lacrymis æquare labores? •

S'il est un événement à jamais déplorable, qui ait donné lieu aux jugements les plus divers et les plus contradictoires, c'est, il faut en convenir, celui qui va nous occuper. La Saint-Barthélemy, que tous les chrétiens, tous les amis sincères de l'humanité doivent considérer comme un crime inouï qui a violé toutes les lois, la Saint-Barthélemy a trouvé, qui le croirait? des défenseurs assez hardis pour en vanter « les rigueurs salutaires! » Et de nos jours encore il est des écrivains qui n'ont pas honte de s'en constituer les apologistes. — On sait qu'à l'occasion de cet effroyable massacre, un *Te Deum* d'actions de grâces fut solennellement chanté à Rome. Un cardinal français donna mille écus d'or au messager qui lui en porta la nouvelle. Un pape voulut en perpétuer le souvenir, en faisant frapper une médaille où il célébrait « l'extermination des huguenots; » et pendant très longtemps on a pu voir, dans une chapelle du Vatican, un tableau représentant la Saint-Barthélemy, et l'Amiral qu'on jette par la fenêtre, avec cette incroyable et scandaleuse inscription : « Le souverain pontife approuve le meurtre de Coligny : *Pontifex Colinii necem probat!* » (1)

Mais, Messieurs, il y a quelque chose de plus étonnant encore : c'est qu'en même temps qu'on ose ainsi appeler *bien* ce qui est *mal*, et transformer en action louable un crime à jamais odieux et sans exemple dans l'histoire, on en vient par une flagrante contradiction, jusqu'à préconiser hautement la conduite du petit nombre de ceux qui ont refusé d'y prendre part. On multiplie, à cet égard, des récits inventés après coup, et qu'un auteur n'hésite pas à appeler « des impostures historiques » (2). Et une fois que ces sortes de mensonges ont pris cours, on ne se figure pas combien il est difficile de les com-

(1) *Mémoires d'Aubery de Maurier*, préface, p. 17. — M. Henri Martin dit que ce tableau s'y voit encore (*Hist. de France*, t. X, p. 398).

(2) Louis Dubois, *Archives de la Normandie*, 1^{re} année, p. 137.

battre et de rétablir la vérité ! Même quand on y parvient, dans certains cas, à force de recherches et de confrontations des auteurs, on réussit rarement à donner aux résultats obtenus une publicité suffisante. Les faits erronés et longtemps admis sont connus ; la réfutation ne l'est pas, ou bien on la perd de vue : et voilà comment il est arrivé que d'excellents ouvrages ont répété récemment sur la Saint-Barthélemy quelques erreurs qu'il n'est plus permis de reproduire, depuis qu'une critique éclairée en a fait justice en en prouvant la fausseté.

C'est pour prévenir, Messieurs, autant qu'il dépendra de nous, cette reproduction trop ordinaire de mensonges historiques, que nous allons tâcher de répandre quelque jour sur ce qui se passa dans la province de Normandie à la funeste époque de la Saint-Barthélemy. — On a longtemps soutenu qu'alors les protestants furent protégés et sauvés, à *Lisieux*, par l'évêque *Le Hennuyer* ; à *Dieppe*, par le gouverneur *De Sigognes* ; et à *Rouen*, par *Le Veneur de Carrouges*, lieutenant du gouverneur général. — Or, il nous sera facile de démontrer, en utilisant les recherches que d'autres ont faites avant nous, que ce sont là des assertions dénuées de tout fondement, et que par conséquent la mémoire de ces prétendus libérateurs de nos ancêtres n'a aucun droit à notre reconnaissance.

§ I. — L'évêque *Le Hennuyer*, à *Lisieux*.

Pour nous mettre à portée d'apprécier sagement et avec impartialité la conduite que dut tenir *Le Hennuyer* à la Saint-Barthélemy, il est nécessaire de remonter à quelques faits antérieurs, et de bien étudier le caractère de ce prélat.

Quoique évêque de *Lisieux*, il était, avant tout, homme de cour, et influent dans les conseils du roi.

Après avoir été précepteur du duc de Vendôme, père de *Henri IV* ; du dauphin, fils de *François I^{er}* ; des deux princes *Charles de Bourbon* et *Charles de Lorraine*, tous deux devenus plus tard cardinaux ; après avoir été encore confesseur et aumônier de *Henri II* et de *François II* son fils, il fut appelé ensuite à diriger les consciences de *Diane de Poitiers*, de *Charles IX*, de *Catherine de Médicis*, et enfin de *Henri III*, tout en conservant, sous ces divers règnes, la grande aumônerie.

Or est-il vraisemblable, je le demande, qu'un évêque si haut placé, jaloux de conserver ses titres, et ayant tant de susceptibilités à ménager, est-il vraisemblable qu'un tel homme eût osé, quand il en aurait eu l'inclination, se montrer bienveillant envers les réformés,

odieux à la cour, et dont la perte était jurée? Quel courage ne lui aurait-il pas fallu avoir pour désobéir ouvertement à un roi jeune et passionné, et surtout à une reine implacable dans ses vengeances? Et en s'opposant ainsi à des mesures que comme confesseur il avait peut-être conseillées, ne se fût-il pas mis en quelque sorte en contradiction avec lui-même?

Mais allons plus loin, et observons quelle a été sa manière d'agir, avec les protestants de son diocèse, quand il s'est trouvé en face d'eux, dix ans auparavant. En 1562, fut publié l'édit de janvier, qui leur était favorable et tolérait leur culte. Si l'évêque de Lisieux eût été disposé à les protéger; s'il avait désiré de gagner leur confiance par la tolérance et la douceur, une excellente occasion lui en était offerte : il n'avait qu'à laisser les choses suivre leur libre cours, en se soumettant lui-même à l'édit du roi par amour de la paix. — Que fit-il, au contraire? Il protesta énergiquement contre ce même édit; il s'opposa de toutes ses forces à sa publication; et, en présence des magistrats, il en vint jusqu'à déclarer par écrit « qu'il était prêt à « déduire les motifs de son opposition devant le roi lui-même, en son « conseil, s'il y était appelé. » Cet acte inattendu de quasi-rébellion de la part d'un prélat eut alors beaucoup de retentissement à Lisieux et dans tout le diocèse. Les protestants surtout en conservèrent un vif ressentiment; et quand, trois mois plus tard, la Réforme triompha momentanément dans la plupart des villes de Normandie, ce souvenir dut contribuer beaucoup aux regrettables dégâts que subirent la cathédrale de Lisieux et le palais épiscopal.

Sans contredit, Messieurs, de tels événements, et divers autres qui eurent lieu pendant les dix années qui s'écoulèrent jusqu'à la Saint-Barthélemy, ne semblaient guère propres à prédisposer Le Hennuyer à la conduite qu'il a tenue, prétend-on, à cette fatale époque. — Aussi, cette conduite est-elle bien avérée? Cette nouvelle désobéissance au roi, mais dans un sens tout contraire, est-elle vraiment digne d'être crue? Cette protection subite dont il aurait couvert des calvinistes destinés à la mort, est-ce un fait certain et qui repose sur des témoignages authentiques? Non, Messieurs, non, malheureusement; et nous le regrettons, car il nous serait doux de joindre notre admiration à celle qu'aurait méritée une action si généreuse et si extraordinaire.

Voyez en effet, Messieurs, comme tout se réunit pour dépouiller cette action supposée de toutes les circonstances et de tous les caractères qui seraient nécessaires pour en démontrer la crédibilité.

D'abord, la conduite attribuée à Le Hennuyer repose-t-elle sur des

documents locaux, ou sur des témoignages contemporains? En aucune manière. Les procès-verbaux de l'époque, conservés à la mairie de Lisieux, n'en offrent aucune trace; aucun témoin oculaire n'a déposé, de vive voix ou par écrit, qu'il en ait eu la moindre connaissance. Une longue épitaphe latine, à la louange du prélat, placée dans la cathédrale de Lisieux après son décès, en 1578, garde un *profond silence* (1) sur sa tolérance prétendue. — Ce ne fut que soixante-dix ans plus tard que deux écrivains (2), sans critique et sans valeur réelle, s'imaginèrent de lui attribuer, on ne sait trop dans quel but ni de quel droit, l'honneur, si peu compatible avec ses antécédents, d'avoir sauvé les calvinistes. Mais cette anecdote parut si invraisemblable, qu'insérée plus tard dans le *Mercure de France* (en 1746 et 1748), elle y fut aussitôt réfutée par l'abbé *Lebeuf*, et par d'autres auteurs consciencieux, en possession de la confiance publique. Et ni le père *Daniel*, ni *Mézeray*, tous deux historiens normands, et bien informés de tous les faits relatifs à leur province, n'ont fait l'éloge de la belle conduite de Le Hennuyer. Leurs histoires, en général si complètes et si détaillées, n'en disent rien; ce qui montre suffisamment, ce nous semble, qu'ils n'y croyaient pas.

De plus, Messieurs, remarquez que pour donner des ordres dans un lieu quelconque, et surtout des *contre-ordres*, il est presque indispensables d'y être présent, de voir ce qui s'y passe, et de parler et d'agir, pour faire prévaloir l'autorité qu'on oppose à celle du gouvernement. — Or, est-il démontré, est-il même probable que l'évêque de Lisieux était dans son diocèse lors de la Saint-Barthélemy? Rien ne porte à le croire, et le contraire paraît certain. On ne voit son

(1) *Altum silentium* (*Gallia christiana*, p. 803, t. XI, édit. de 1759).

(2) *Claude Héméré*, auteur d'une histoire latine de Saint-Quentin : *Augusta Viromanduorum vindicata et illustrata*, in-4°, Paris, 1643; et le P. *Antoine Mallet*, dans son *Histoire des Hommes illustres du couvent de Saint-Jacques*.

Mainbourg a emprunté de ces deux écrivains, si peu dignes de créance, ce qu'il appelle « l'excellamment belle action » de Le Hennuyer; et pour dépayser ses lecteurs, il cite en marge l'ancienne *Gallia christiana* de 1656, qui n'en dit pas un mot.

Matthieu Texte s'étant plaint de ce que dans l'épitaphe de l'évêque de Lisieux on n'eût pas fait la moindre mention de son action héroïque, bien digne d'un mot d'éloge, l'abbé *Lebeuf* lui répondit : « Eh! comment y aurait-on parlé d'un « fait inconnu jusqu'en 1643? » (*Mercure de France*, juin 1741, t. II, p. 63.)

L'auteur, évidemment protestant, de la *Légende du cardinal de Lorraine*, imprimée en 1574, reproche à ce cardinal d'avoir baillé au roi *Henry un sien docteur sorboniste, homme ignorant et meschant jusques au bout*. Aurait-il parlé ainsi de l'évêque de Lisieux si celui-ci, deux ans auparavant, avait sauvé les réformés de son diocèse? — Voyez *Mémoires de Condé*, in-4°, t. VI, p. 33.

Aussi M. *Floquet* n'hésite pas à adopter cette conclusion : « Si touchante que « soit la tradition qui fait honneur à Jean Le Hennuyer d'avoir sauvé les sectaires, qu'il n'aimait pas, nous ne saurions enregistrer un fait que rien n'établit, et que tout au contraire semble rendre peu probable. » (*Hist. du Parlement de Normandie*, t. III, p. 134.)

nom figurer sur aucun registre, ni dans aucune délibération, durant les mois d'août, de septembre et d'octobre. Et en effet, comment le grand aumônier de France aurait-il pu s'absenter de la cour, à l'époque où la sœur du roi venait d'épouser le jeune prince de Navarre? Une telle cérémonie ne rendait-elle pas sa présence et sa coopération nécessaires? Elle y était même d'autant plus indispensable, que son collègue à la grande aumônerie, le savant traducteur *Amyot*, évêque d'Auxerre, était alors en congé dans cette dernière ville, pour y activer les travaux de la cathédrale qu'il y faisait bâtir (1).

Aussi, Messieurs, la réunion de ces diverses considérations, que nous ne pouvons en quelque sorte qu'indiquer, et l'absence totale de preuves en faveur de la clémence si vantée de Le Hennuyer, ont, depuis longtemps déjà, fait révoquer cette clémence en doute. Ni les derniers éditeurs du dictionnaire de *Moréri*, ni les savants bénédictins auteurs de la *Gallia christiana*, n'ont pu y ajouter foi, pas plus que le curé Noël Deshayes, qui fit, en 1754, les plus actives recherches sur les évêques de Lisieux. Au doute a succédé plus tard la disposition à nier ouvertement ce qu'on avait d'abord cru sur parole avec trop de facilité. *Louis Dubois*, entre autres, ancien sous-préfet de Lisieux, et très versé dans l'étude de nos antiquités provinciales, a pris à tâche, après un mûr examen, de faire apprécier la conduite de Le Hennuyer à sa juste valeur. Dès 1817, après avoir exploré pendant trois ans les archives de Lisieux, il publiait une dissertation (2) très remarquable pour prouver que les calvinistes de cette ville n'avaient aucune obligation à leur évêque; dissertation que la *Biographie universelle* de *Michaud* s'empressa d'accueillir. Et depuis lors jusqu'à la publication de son dernier ouvrage (3), en 1843, c'est-à-dire pendant vingt-six ans, il n'a fait que s'affermir de plus en plus dans l'opinion qu'il avait adoptée. Cette opinion a aussi été soutenue par le savant *Millin*, dans le *Magasin encyclopédique*; par le professeur *Durosoir*, dans la *Revue* du même nom, et par les rédacteurs de la *Revue rétrospective*. Le docte et impartial abbé *Delarue*, qui s'est beaucoup occupé de l'histoire de Normandie, n'a pas craint de traiter de *fable* ce qu'il appelle l'*esprit de tolérantisme* de Le Hennuyer. Et plus récemment encore, M. *De Formeville*, conseiller à la cour impériale de Caen, publia une brochure tout exprès (4), pour exclure du domaine

(1) *Mercur de France*, décembre 1748.

(2) Voyez ses *Archives de la Normandie*, t. I.

(3) *Recherches archéologiques, historiques, etc., sur la Normandie*, par Louis Dubois. 1 vol in-8°.

(4) *Les Huguenots et la Saint-Barthélemy à Lisieux*. Caen, 1840, in-8° de 35 p.

de l'histoire une action selon lui évidemment supposée; « une action, dit-il, contre laquelle eût certainement protesté celui à qui on la prête, si on la lui eût attribuée de son vivant : non-seulement parce qu'elle eût été en contradiction avec son intolérance bien connue, mais encore parce qu'elle l'aurait exposé sûrement à la disgrâce de ses puissants protecteurs. »

Et qu'on ne vienne pas nous objecter qu'en niant la mansuétude de l'évêque de Lisieux, on ôte à cette ville la plus belle page de ses annales. Quand cela serait fondé, il n'en faudrait pas moins dire la vérité, qui doit passer avant tout. Mais quoi, parce que ce n'est pas Le Hennuyer qui a sauvé les protestants de Lisieux, ils n'en ont pas moins été sauvés; et c'est de cette délivrance que tout ami de l'humanité doit se réjouir. Ces victimes destinées à une mort cruelle et injuste par un jeune roi en délire, avaient été réunies en prison par mesure de sûreté. Les registres publics constatent qu'un capitaine *Fumichon*, et les conseillers municipaux, qu'on appelait alors *les Ménagers*, se bornèrent à prendre de sages mesures, pour prévenir l'effusion du sang. Tandis qu'ailleurs, surtout dans les grandes villes, on massacrait les réformés, à Lisieux, huit jours se passèrent sans qu'ils fussent l'objet d'aucun acte d'hostilité. Alors des ordres nouveaux et plus humains arrivèrent de la cour; et nul acte public ou privé ne fait plus mention du sort des détenus, qui durent être purement et simplement remis en liberté.

Ainsi s'explique naturellement, selon nous, le salut des protestants de Lisieux, sans qu'il soit besoin d'en attribuer la gloire à un prélat courtisan, qui fut toujours leur adversaire déclaré (1), et le protégé, l'ami et le directeur de conscience de leurs cruels persécuteurs. C'est pourquoi, Messieurs, d'après tout ce nous venons de dire, nous n'hésitons pas à émettre ici un vœu; c'est que, dans une nouvelle édition de l'excellente *Histoire des Protestants de France*, son pieux et savant auteur (2) en supprime l'anecdote apocryphe de Le Hennuyer, qui la dépare; et qu'il ne cite plus, à l'appui, l'ex-jésuite *Maimbourg*, le moins digne d'être cité, entre les écrivains de Rome qui ont travesti notre histoire et dénaturé nos croyances.

§ II. — Le gouverneur De Sigognes, à Dieppe.

Venons-en maintenant, Messieurs, au sieur De Sigognes, gouver-

(1) Le Hennuyer, d'après le savant Launoy, « pro religione contra novatores acriter depugnavit. » (*Historia gymnasii Navarrici*, p. 995.)

(2) M. G. de Félice

neur de Dieppe. On a aussi prétendu qu'à la Saint-Barthélemy, après avoir reçu de la cour des ordres sanguinaires, il rassembla les protestants à l'Hôtel de ville, et leur adressa le discours le plus propre à les rassurer, en dissipant leurs craintes. Mais ce discours, et l'action généreuse dont il aurait été suivi, pour sauver les protestants de Dieppe, sont-ils plus authentiques et plus réels que le discours et la conduite de l'évêque de Lisieux? Nous ne le pensons pas : et voici les motifs qui nous semblent autoriser nos doutes, ou notre incrédulité.

Premièrement, ce discours qu'on prête à De Sigognes, est si peu dans le style et dans le langage du temps, qu'on y découvre aisément une rédaction toute moderne, et dès là même un peu suspecte. Il existe, en manuscrit, plusieurs *Chroniques* ou *Mémoires* sur l'histoire de Dieppe; les uns composés par des auteurs catholiques, les autres par des auteurs protestants, et nous nous en sommes procuré de fidèles copies. Comment se fait-il qu'aucune d'elles ne contienne le discours en question? Ce n'est, si nous ne nous trompons, qu'en 1785, c'est-à-dire 213 ans après l'événement, qu'il a été imprimé pour la première fois, dans des *Mémoires* (1) *chronologiques* anonymes, pour servir à l'histoire de Dieppe. C'est de là que Charles Lacretelle l'a tiré, en 1814, pour l'insérer dans son *Histoire de France pendant les guerres de religion*; et depuis lors, d'autres auteurs, se copiant aussi les uns les autres, ont exalté, avec une crédule confiance, l'éloquence tolérante du sieur De Sigognes, en même temps que celle de Le Hennuyer. Jusque-là, nos meilleurs historiens n'avaient pas célébré celle-là plus que celle-ci; et vous en chercheriez vainement quelque mention, non-seulement dans les auteurs normands que j'ai déjà cités, le père Daniel et Mézeray, mais encore dans De Thou, D'Aubigné, Davila, Varillas et Anquetil; pas plus que dans Audin, l'historien de la Saint-Barthélemy, ou dans les récentes *Histoires de France*, de Sismondi, et de Henri Martin. D'où peut venir ce silence presque unanime, sinon de ce que tous les écrivains ont regardé le fait dont il s'agit, comme suspect ou douteux (2).

Mais, en second lieu, si le discours qu'on a mis dans la bouche du gouverneur de Dieppe manque ainsi d'authenticité, l'action dont il aurait été accompagné, est-elle plus en harmonie avec le caractère de son auteur?

Qu'était-ce que ce sieur De Sigognes?

(1) Attribués à Desmarquets. 2 vol. in-12. Paris, 1785.

(2) Ce ne peut donc être que par distraction que M. Vitet affirme que le discours et la conduite de Sigognes « sont consignés dans presque toutes les histoires de France. » (*Histoire de Dieppe*, t. I.)

M. Vitet nous apprend, dans son *Histoire de Dieppe*, « qu'il est
 « très difficile de le bien juger, et même de savoir au juste quelle
 « était sa naissance et sa position sociale. Au dire des catholiques,
 « dit-il, De Sigognes était de bonne noblesse, gentilhomme de mar-
 « que; avait eu de beaux emplois en Piémont, et possédait de belles
 « terres dans la Beauce. A entendre les protestants, au contraire, il
 « sortait de bas lieu, avait été valet, puis domestique de M. de Brissac,
 « façonné de sa main, et propre à exécuter ses moindres ordres.
 « Selon les premiers, il était un modèle de douceur, de modération
 « et de sagesse; tandis que les autres le peignent comme la perver-
 « sité incarnée et digne, par son caractère et sa conduite, de son
 « obscure extraction, et de sa première profession servile. » Ce qu'il
 y a de certain, ajoute M. Vitet, « c'est qu'il avait un esprit délié,
 « plein d'adresse, de politique et même de ruse : en un mot, c'était
 « un homme tel que Catherine de Médicis l'eût fait elle-même, et qui
 « devait merveilleusement servir ses desseins » (1).

En effet, Messieurs, il ne les servit qu'avec trop de dévouement et de persévérance. Pendant tout le temps que dura son administration, son but constant fut de détruire ou d'affaiblir l'Eglise réformée, qui, avant lui, avait conquis les trois quarts des habitants de Dieppe. Tous les moyens lui étaient bons pour parvenir à cette fin. D'abord, usant de dissimulation, « il commença par se familiariser avec le mi-
 « nistre *François de Saint-Paul*, le traitant souvent à sa table, et lui
 « faisant entendre, ainsi qu'aux plus notables du parti, qu'il avait
 « les plus grandes inclinations à se faire de leur religion, et qu'il
 « n'attendait que le moment propice. » Plus tard, levant le masque, il fit entrer secrètement dans la ville un régiment d'infanterie, au moyen duquel il put donner une libre carrière à sa malveillance, longtemps cachée. Non content de renouveler tous les procédés violents dont on s'était servi, depuis trente ans, soit à Paris, soit dans le reste du royaume, pour tourmenter les consciences, il ne négligea rien pour rançonner les réformés, et pour s'emparer de leurs biens. « Ce
 « qu'il y avait de plus odieux, » de l'aveu de M. Vitet, « c'est que
 « De Sigognes ne laissait pas même à ses victimes la faculté de fuir,
 « surtout quand il leur savait encore un peu d'or. Ainsi, par exemple,
 « il apprit un jour que 30 ou 40 riches protestants, soit de Dieppe,
 « soit de Luneray, Bacqueville et autres lieux voisins, avaient fait
 « marché avec un marinier, pour les passer en Angleterre. Cet
 « homme devait leur amener une grande barque, au bord de la mer,

(1) *Histoire de Dieppe*, t. I, *passim*.

« près du petit port de Veules : ils s'étaient tous trouvés au rendez-vous, à l'heure dite ; mais au moment de monter sur la barque, les voilà entourés par les cavaliers de Sigognes, qui les ramenèrent à Dieppe, la corde au cou. Les uns, après avoir longtemps languï en prison, n'en sortirent qu'à force d'argent ; d'autres y terminèrent misérablement leur vie ; le marinier fut pendu. » Une autre fois, sous prétexte de je ne sais quelle conspiration, réelle ou supposée, l'insatiable gouverneur parvint à faire condamner et exécuter plusieurs seigneurs calvinistes du premier ordre, et dix-neuf bourgeois, dont les biens furent confisqués, en partie à son profit ; et les têtes et les quartiers furent exposés sur des poteaux, au pied du château, quoique, plus tard, la sentence de ces infortunés ait été cassée, et révoquée comme injuste !

Telle est, Messieurs, la triste et trop ressemblante peinture que l'impartiale histoire nous a tracée du caractère et de la conduite du gouverneur de Dieppe. Et après avoir ainsi contracté pendant longtemps la criminelle habitude d'accabler ses administrés protestants de vexations, de cruautés et d'avanies de tout genre, pour *assouvir*, nous dit naïvement M. Vitet, *sa haine de catholique*, on voudrait nous faire croire qu'à la Saint-Barthélemy il aurait cédé, tout d'un coup, à un *motif généreux*, à un *mouvement d'honneur et d'humanité* !... Comme si le fanatisme persécuteur, ou plutôt cette *haine catholique* dont on convient qu'il était animé, n'était pas incompatible avec ces nobles sentiments ! On convient encore qu'aussitôt que la nouvelle de cette fatale nuit du 24 août vint retentir aux oreilles des réformés dieppois, au bout de quelques heures, pasteurs et troupeau, tout était dispersé. La plupart se sauvèrent par mer en Angleterre ou à La Rochelle ; d'autres se cachèrent dans les châteaux ou dans les masures du voisinage ; d'autres enfin, cédant aux circonstances, apostasièrent par faiblesse ; en sorte qu'il ne resta dans la ville que quelques femmes, des enfants et des vieillards, qui n'avaient pu s'enfuir. Certes, dans un pareil état de choses, si quelqu'un devait, par calcul, s'abstenir du massacre des protestants comme d'une cruauté inutile, ou même dangereuse, c'était évidemment le cauteleux De Sigognes. Il savait qu'un grand nombre de ceux qui étaient passés à l'étranger y avaient emporté ce qu'ils avaient de plus précieux. Plusieurs des marins calvinistes qui tenaient la mer lui avaient fait craindre des représailles, en menaçant de faire subir aux catholiques qui leur tomberaient sous la main le même traitement dont leurs femmes et leurs enfants seraient victimes. Aussi, quand vingt ou vingt-cinq des scélérats qui avaient pris part aux massacres de Rouen arrivèrent à

Dieppe pour y commettre les mêmes atrocités, De Sigogne, comprenant que s'il les laissait faire il perdrait toute son influence, sans aucun profit pour lui-même, les somma de quitter la ville sur-le-champ, sans quoi il saurait bien les y contraindre par la force. C'est alors qu'il adressa, d'après M. Vitet, au conseil du roi cette réponse peu propre à le compromettre, savoir : « Que les calvinistes de Dieppe « étaient presque tous en fuite, qu'un certain nombre avait abjuré, « et que ceux qui restaient fidèles à leurs croyances ne valaient pas « la peine qu'on leur fit l'honneur de les craindre. » Après cela, le prétendu *sauveur* des protestants reprit son rôle habituel de *persécuteur*, et prescrivit les mesures les plus sévères pour qu'il ne restât pas dans la ville une seule personne qui ne vécût à la catholique. « Ils me doivent la vie, disait-il; il faut qu'ils la rachètent maintenant. » Et comme plusieurs se montrèrent inébranlables dans la confession de leur foi, il continua jusqu'à sa mort à agir comme leur ennemi le plus dangereux et le principal auteur de la décadence de leur parti. Pendant les dix-huit ou dix-neuf ans que dura son gouvernement, « il ne passa pas un seul jour sans travailler à leur ruine, » de l'avou même de l'historien de Dieppe, que nous n'avons fait en partie que copier. Qui pourrait donc s'étonner, Messieurs, que ceux auxquels il avait fait tant de mal n'aient pas pleuré son décès (1), et que leurs descendants refusent encore à sa mémoire un hommage de gratitude dont elle n'est nullement digne ?

§ III. — *Le Veneur de Carrouges, à Rouen.*

Il ne nous reste plus, Messieurs, qu'à rappeler ce qui se passa à Rouen, lors de la Saint-Barthélemy. Trouverons-nous enfin, dans cette dernière partie de la tâche que nous sommes imposée, un nom pur et sans reproche, un fonctionnaire haut placé qui ait énergiquement résisté à des ordres barbares, et protesté avec succès contre l'exécution d'un crime de lèse-humanité ? Nous le désirerions sincèrement ;

(1) Si la fin de l'homme intègre et droit est la paix (Ps. XXVII, v. 37), il n'en fut pas ainsi de celle de Sigognes. Parmi les terres des riches protestants qu'il avait confisquées en si grand nombre, se trouvaient celles du sieur de *Lirrebœuf*, l'un des prétendus conspirateurs qu'il avait fait décapiter. Un jour qu'il allait visiter ces beaux domaines, monté sur le cheval même de l'infortuné Lirrebœuf, qu'il s'était adjugé, il tomba dans une fondrière; et le cheval, en se débattant, lui donna du pied dans la poitrine si rudement, qu'il en mourut. — M. Vitet convient qu'il fut ainsi *puni par où il avait péché*; mais on regrette de l'entendre ajouter, d'un ton persifleur et avec un sourire d'incrédulité : « De là, les réformés de Dieppe, t. I, p. 214.)

car, au milieu des affligeants récits que contient notre histoire, de cruautés, de perfidies et de persécutions sans cesse renouvelées, rien ne repose doucement la pensée, et ne fait de bien au cœur comme la rencontre d'un homme de bien, qui s'honore par une action vraiment noble et désintéressée, et oppose un heureux contraste à la perversité de son siècle ! Mais, ici encore, nous craignons d'être de nouveau trompé dans nos espérances ; et, après avoir reconnu que Le Hennuyer et De Sigognes n'ont aucun droit d'être comptés parmi les bien-faiteurs des protestants, il pourra bien arriver aussi que Le Veneur de Carrouges se trouvera ne mériter ce titre que d'une manière bien incomplète, puisque ses faibles efforts pour les sauver furent finalement sans résultat.

Pour bien comprendre comment les événements que nous allons raconter se passèrent à Rouen, il faut remonter à un autre massacre qui y précéda celui de la Saint-Barthélemy.

Pendant plusieurs années, après que la ville avait été reprise sur les calvinistes, en 1562, ceux-ci furent obligés de se rendre, chaque semaine, pour la célébration de leur culte, au château de *Pavilly*, dont le seigneur, protestant, avait le privilège de faire prêcher dans sa maison. Ce fut là que fonctionna longtemps, avec une grande édification, le pasteur *Feuqueray*, le digne collègue et puis le successeur du glorieux martyr *Marlorat*. Mais une distance de quatre lieues était pénible à parcourir, soit pour l'allée, soit pour le retour. Il n'est donc pas étonnant que les réformés de Rouen aient instamment réclamé l'autorisation de se réunir à Bondeville, à une distance moitié moindre, dans le château d'un sieur *Duboc de Radepont*, protestant appartenant à l'une des plus nobles familles du pays. Il s'y étaient rendus en grand nombre et avec joie le dimanche 18 mars 1571. Les salles du château s'étant trouvées trop petites, la prédication avait eu lieu « sous la feuillée des avenues, » où l'on avait chanté, avec un saint enthousiasme, les psaumes de Bèze et de Marot, accompagnés des airs harmonieux de Goudimel. Il fallait avoir traversé de lugubres années de persécution, et *soupiré* longtemps après les parvis de l'Eternel, pour sentir tout ce qu'une pareille journée avait de charmes pour ceux qui en jouissaient. Hélas ! ce jour de bonheur devait trop tôt finir, et être suivi, pour plusieurs, de conséquences bien funestes ! Après le service, lorsque tous ces fidèles, ravis et édifiés, rentraient ensemble dans Rouen, par les portes Cauchoise et de Bouvreuil, ils se virent brusquement attaqués par environ quatre cents catholiques, armés pour la plupart, qui se ruèrent sur eux avec rage, en vomissant des blasphèmes et des imprécations. Dans une attaque si violente, si imprévue, où la fureur

semblait transformer les assaillants en bêtes féroces, de nombreuses victimes succombèrent. Un auteur du temps les évalue à cent ou cent vingt, tant tués que blessés, dont quarante au moins restèrent sur la place.

Un pareil attentat, si contraire à toutes les lois et d'un exemple si dangereux pour la tranquillité publique, réclamait une prompte et sévère punition; mais il resta longtemps impuni, grâce à la mollesse du parlement et des autres magistrats. Après des délais sans fin, qui permirent aux plus grands coupables de s'évader, on ne condamna guère que des *contumaces* qu'on ne pendit qu'en effigie; n'exécutant réellement qu'un tailleur, qu'on eut soin d'enivrer préalablement, pour lui ôter l'appréhension de la mort, et quatre autres qui, depuis longtemps, avaient mérité l'échafaud pour plusieurs autres crimes.

Les protestants de Rouen et des environs commençaient à peine à se remettre de cette terrible attaque faite à leur existence et à leur liberté religieuse; leurs cœurs, encore plongés dans le deuil et l'affliction, se rouvraient à peine à l'espérance d'un meilleur avenir, en reprenant le chemin du prêche à Bondeville, autorisé par un nouvel édit de pacification; lorsque l'affreuse nouvelle des massacres de Paris éclata au milieu d'eux comme un coup de foudre, et vint les replonger dans la consternation. On assure que Le Veneur de Carrouges, qui commandait à Rouen pour le gouverneur général absent, reçut des lettres du roi qui lui enjoignaient d'exterminer tous ceux de la nouvelle religion, sans en excepter aucun. Sa première impression, à la réception de tels ordres, qui répugnaient à sa conscience, paraît avoir été de les éluder ou du moins d'en retarder l'exécution. Touché par les prières et les larmes d'une dame de haute condition qui exerçait sur lui beaucoup d'empire, il en vint jusqu'à tenter de fléchir la colère du roi, en expédiant vers lui un gentilhomme, qui essaya vainement de l'attendrir, et qui revint à Rouen avec la contenance d'un envoyé dont le message de paix avait été mal accueilli. Après cette espèce de trêve, que valut aux protestants ce que M. Floquet appelle la *modération* ou l'*indécision* de Carrouges, plusieurs d'entre eux commencèrent, les uns à s'enfuir en Angleterre, les autres à s'aller cacher dans leurs maisons de campagne. L'historien de Thou nous montre ceux qui restèrent dans la ville, menacés par des catholiques emportés et sanguinaires, qui connaissaient les intentions du roi, et qui n'étaient que trop disposés à s'en faire les exécuteurs; surtout par les assassins du 18 mars 1571; par ces *contumaces*, toujours avides de revenir dans Rouen, d'où on les avait *bannis*, et de se venger des condamnations qu'on avait prononcées contre eux. C'est

alors qu'on eut l'idée d'engager les réformés à se retirer dans les prisons, comme dans un refuge, où, à l'abri pendant l'orage, ils seraient oubliés de leurs ennemis, et d'où, le danger passé, ils sortiraient sains et saufs. Carrouges lui-même approuva cette mesure de précaution. Chaque jour, on put voir ses gardes conduire des huguenots à la Conciergerie, comme pour apaiser le peuple par ces feintes rigueurs. « Mais l'heure de Rouen, dit le savant (1) historien du *Parlement de Normandie*, allait sonner bientôt. Des rumeurs sinistres venaient, à chaque instant, effrayer les hommes paisibles; et ces noirs pressentiments redoublèrent encore quand le bruit se répandit que Carrouges allait quitter Rouen. A toutes les sollicitations qu'on lui faisait d'y rester, il répondait qu'il était dans la nécessité d'aller visiter les villes de son gouvernement; qu'il avait reçu du roi message sur message, et qu'il ne pouvait plus différer d'exécuter la volonté de Sa Majesté. Enfin, il partit, et personne ne fut chargé de commander en son absence. » Presque aussitôt on vit éclater l'orage qui grondait depuis longtemps. Le 17 septembre, dès le matin, des cris de mort retentirent dans Rouen. Des bandes de forcenés, composées de bourgeois, d'hommes du peuple, et même de militaires, parcouraient les rues, criant, vociférant, armés de haches, d'épées ou de massues. Des gardes posés aux portes, aux murailles, dans les rues et sur les places, ôtaient tout moyen de fuite aux réformés qui étaient restés dans leurs maisons. Ceux qui s'étaient retirés dans les prisons furent les premiers que les cannibales allèrent immoler; en sorte que ces malheureux trouvèrent la mort là où ils espéraient la sûreté. Appelés l'un après l'autre, dans l'ordre où ils avaient été inscrits sur les listes; persuadés, parce que les geôliers les en assuraient, que le danger était passé et qu'on venait les délivrer, tous s'acheminaient pleins de confiance et arrivaient tour à tour au guichet, impatients d'embrasser leurs libérateurs. Mais là étaient l'excaptaine Maromme et ses égorgeurs qui les assommaient aussitôt. Ce fut une horrible boucherie : la cour du palais était inondée de sang et jonchée de cadavres.

Ces horreurs se continuèrent, en ville, dans les maisons des réformés, et durèrent quatre grands jours, du 17 au 20 septembre. Age, sexe, maladie, larmes, supplications, rien ne pouvait désarmer la rage de ces bourreaux. Ce fut un pêle-mêle épouvantable de jeunes gens, d'hommes faits et de vieillards égorgés, jetés du haut des fenêtres sur le pavé, ou noyés dans la Seine; de femmes outragées,

(1) A. Floquet, *Histoire du parlement de Normandie*, t. III, p. 119 et suiv.

puis bientôt mises à mort, malgré de fortes rançons, par lesquelles elles avaient cru racheter leur honneur et leur vie. Après ces quatre mortelles journées, les massacreurs enfin, se sentant las, s'arrêtèrent. Tous les cadavres, dont les rues étaient couvertes, furent chargés en hâte sur des tombereaux, et jetés dans de grandes fosses, qu'on avait creusées d'avance, près la porte Cauchoise. On avait commencé par les dépouiller, et leurs habillements lavés furent distribués à la plus vile populace, que ces étranges largesses achevaient de gagner. Selon *De Thou*, le nombre des victimes fut de 500; mais d'après les *Mémoires de l'Etat de la France sous Charles IX*, et le *Martyrologe de Crespin*, plus de 600 y périrent, et les noms de plus de 200 nous ont été conservés (1).

Selon M. Floquet, dont nous venons de transcrire les lugubres récits, en les abrégeant, Le Veneur de Carrouges mérite quelques éloges, pour les efforts qu'il fit, afin de tâcher de détourner des protestants de Rouen l'affreux malheur qui les menaçait. Il suppose qu'il ne s'absenta momentanément, que pour ne pas contrarier les desseins sanguinaires du Roi, et pour n'être ni l'exécuteur, ni le témoin d'une inévitable catastrophe, dont il avait horreur : mais le même écrivain ajoute plus loin (et nous trouvons très juste cette observation finale) que tout en louant Carrouges d'avoir détesté les ordres barbares de Charles IX, on doit le plaindre de n'avoir point osé saintement lui désobéir, comme quelques autres gouverneurs de provinces, dont les noms, immortalisés par la résistance vraiment chrétienne qu'on leur prête, ne périront jamais.

Nous terminerons ici, Messieurs, le développement du sujet peu attrayant, que nous avons entrepris de traiter. Et pour reposer vos esprits et votre attention fatiguée, nous vous présenterons, en finissant, une réflexion bien consolante pour le chrétien, et dont la vérité, prouvée par l'expérience, sera toujours incontestable : c'est que plus on étudie l'histoire attentivement, consciencieusement et avec *les yeux de la foi*, plus on a lieu de se convaincre, même dans les pages les plus obscures et dans les événements les plus inexplicables en apparence, que souvent ce que les hommes avaient pensé en mal, la divine providence de notre Père céleste sait le faire tourner en bien, et que véritablement *toutes choses*, même les plus cruelles épreuves, *contribuent au bonheur de ceux qui aiment Dieu*, comme elles tournent

(1) Mézeray dit six ou sept cents personnes. Tom. III, in-fol., p. 261.

à la confusion des méchants. Deux citations en rapport avec notre sujet nous serviront à le démontrer une fois de plus.

Nous tirons notre première citation de Chateaubriand : « Cette exécrable journée de la Saint-Barthélemy, dit-il, ne fit que des martyrs; elle donna aux idées philosophiques un avantage qu'elles ne perdirent plus *sur les idées religieuses* (1); et en rendant les catholiques odieux, elle augmenta la force des protestants. »

M. Floquet, auquel nous aimons beaucoup à emprunter, nous fournira notre seconde et dernière citation :

« On avait cru, nous dit-il, le calvinisme mort, avec les huguenots; et maintenant écoutez comment Dieu exauce ceux qui croient lui plaire, en trempant leurs mains dans le sang ! Après le massacre de la Saint-Barthélemy, un nouveau dénombrement des calvinistes fut fait, et il prouva que leur nombre s'était accru de cent dix mille!!! C'est de *Rulhière*, homme grave et bien informé qui nous l'apprend, et il avait puisé aux plus pures sources de l'histoire. Que si vous voulez savoir ce que pour la ville de Rouen il advint de ces massacres, écoutez encore : le 14 avril 1573, sept mois après ces scènes de sang, au palais, devant toutes les chambres du parlement assemblées, les échevins, le lieutenant général du baillage, tous ardents catholiques, déplorent encore avec larmes le trouble advenu à Rouen en septembre 1572; la mort d'un grand nombre de personnes et bourgeois; l'absence de la tierce partie des habitants qui sont en fuite et ont emporté leur avoir; la diminution de la substance des citoyens par le pillage; le trafic cessé, la cherté grande; et par-dessus tout cela la famine qui était imminente si Dieu n'y mettait la main » (2).

(1) Lisez : *sur les idées d'intolérance du catholicisme romain. (Etudes histor., t. IV, p. 293.)*

(2) *Hist. du Parlement de Normandie*, t. III, p. 137 et 138.

N. B. — Nous recommandons au juste intérêt de nos amis l'œuvre historique annoncée dans le prospectus ci-après :

MÉMOIRES RELATIFS A L'HISTOIRE DE BELGIQUE ⁽¹⁾.

Prospectus d'une collection de Mémoires sur l'histoire de Belgique, depuis le XVI^e siècle jusqu'à nos jours.

L'étude de l'histoire a pris dans notre siècle un très grand essor. Dans tous les pays dont le mouvement intellectuel n'est pas absolument arrêté par les institutions politiques, on a vu se multiplier les publications historiques de toute nature :

Les chartes, les correspondances, les négociations, les Mémoires isolés ou en collections publiés en Europe depuis trente ans, formeraient à eux seuls une bibliothèque où les volumes se compteraient par milliers.

En Angleterre, en Allemagne, en France, des écrits de ce genre voient le jour chaque année, en nombre considérable, sans jamais lasser l'inépuisable curiosité des lecteurs.

Des publications d'un grand intérêt ont également été faites en Belgique ; il faut mentionner au premier rang les travaux de la Commission royale d'Histoire. Néanmoins, en rendant aux publications de cette commission et à celles des écrivains qui se sont occupés des mêmes matières, un hommage mérité, il est permis de penser que la richesse de nos bibliothèques et de nos archives générales et particulières laisse un vaste champ à exploiter à ceux qui entreprendront des publications historiques, en dehors du cercle parcouru jusqu'ici par nos collectionneurs et nos historiens contemporains.

Il a semblé aux fondateurs de la *Société pour la publication de Mémoires relatifs à l'histoire de Belgique*, qu'un recueil de ce genre aurait un degré d'utilité très réel, et qu'il serait accueilli avec faveur par tous les hommes qui s'intéressent aux études historiques. En portant principalement leur attention sur les mémoires et les récits originaux, ils ont été mus par le désir de rendre populaires les sources de l'histoire nationale, et de faire revivre aux yeux des contemporains les événements et les hommes des siècles passés. Les chartes, les lois, les documents officiels, forment sans doute une partie essentielle de l'histoire, ils en sont la charpente et le fondement ; mais si les travaux de ce genre sont indispensables à ceux qui veulent se livrer à des études sérieuses, ils ont peu d'attrait pour les gens du monde. La diplomatie, que l'on nous permette cette comparaison, est le squelette de l'histoire, les mémoires en sont la chair, le sang et la vie. Ce sont eux qui nous font connaître les hommes et les choses, ils nous initient aux pas-

(1) A Bruxelles, rue du Musée, 7.

sions générales de la foule et dessinent nettement devant nous le caractère des chefs qui la dirigeaient.

Le but de la Société dont nous annonçons les travaux étant de mettre au jour ou de reproduire une série de récits dont la lecture puisse plaire et instruire tout à la fois, les mémoires contemporains, qui réunissent l'intérêt de l'histoire à celui du roman, devaient être l'objet principal de ses études. Ce genre d'écrit a, en effet, un charme particulier ; c'est la biographie d'un homme qui se mêle aux événements les plus graves de la vie des nations, c'est l'appréciation des faits historiques par un témoin oculaire. Ce témoin est presque toujours partial et passionné sans doute, mais il est plus entraînant par cela même, et quand les ouvrages de cette nature sont publiés en collection, on peut les lire sans aucun danger, car la publication des écrits émanés des partis opposés a pour conséquence naturelle la rectification des erreurs et des exagérations de chacun des écrivains.

Après avoir déterminé la nature des écrits qui doivent entrer dans son cadre, il était important pour la Société de décider le point de départ de ses publications, et ce n'est point arbitrairement que le XVI^e siècle a été désigné. La Collection des Mémoires devant s'adresser surtout, comme nous l'avons déjà dit, aux gens du monde, aux hommes instruits, mais entraînés hors des études spéculatives par leurs spéculations ou leurs affaires, il était dès lors nécessaire de la composer d'ouvrages qui fussent non-seulement d'un vif intérêt, mais encore d'une étude facile. Avant l'époque dont il s'agit, la langue française n'est pas claire ; elle diffère essentiellement de la langue parlée aujourd'hui, son orthographe capricieuse et sans règles est une source de difficultés sans cesse renaissantes pour le lecteur. A partir du XVI^e siècle, ces défauts, sans disparaître entièrement, s'amoindrissent d'une notable manière, le langage se forme et se règle ; des écrivains célèbres se placent dans la littérature à un rang élevé qu'ils n'ont point perdu depuis lors, et sous leur direction le français devient cette langue précise, claire, énergique, qui a pris l'une des premières places parmi les idiomes de l'Europe.

Si cette considération sur la forme a été l'un des motifs qui ont engagé la Société à choisir le XVI^e siècle comme point de départ, cependant la raison principale de ce choix a été puisée dans le fonds même des écrits produits à cette époque célèbre.

Nous ne croyons pas, en effet, qu'il y ait dans l'histoire une lutte d'un intérêt plus puissant, plus irrésistible que celle dont la Belgique fut alors le théâtre. Tous les sentiments les plus vifs et les plus intimes parmi ceux qui agitent l'âme humaine, étaient en jeu à cette époque sur le territoire restreint des Pays-Bas. La nationalité belge menacée luttait, avec une énergie qui fut longtemps invincible, contre la domination espagnole, à laquelle le fils de Charles-Quint entendait la soumettre. La liberté civile et politique, garantie par les anciennes institutions du pays, combattait avec une persévérance indomptable pour repousser les tentatives du sombre despotisme de Philippe II. Enfin, la liberté de croyance se soulevait en même temps

contre l'inquisition, que l'on essayait d'établir au nom de la religion de l'Etat, tandis que l'esprit de la Réforme envahissait rapidement nos villes et nos provinces.

Il est facile de comprendre qu'en présence des événements émouvants, suite de ces luttes acharnées, les contemporains ne soient pas restés insensibles et froids. Prenant chaque jour leur part dans les combats et dans les dangers, les écrivains des deux partis ont raconté avec une vivacité remarquable les faits dont ils ont été les acteurs, les témoins, et quelquefois les victimes.

Les récits, les mémoires, les apologies, les défenses et les justifications, qui sont des mémoires sous une autre forme, ont été écrits ou publiés en nombre considérables et dans presque toutes les langues. Le français le plus beau et le meilleur du XVI^e siècle, le français wallon, le flamand, l'allemand, le latin, l'italien, l'espagnol, ont tour à tour été employés pendant ces longues guerres, où la plume et la presse ont joué un rôle presque aussi important que les armes.

C'est à ses sources si abondantes, que la Société puisera les éléments de ses publications; elle choisira, parmi tant de documents remarquables et pleins d'intérêt, ceux qui lui sembleront les plus dignes d'être mis en lumière ou reproduits.

Pour ceux qui ne sont point écrits en français, elle usera des traductions anciennes quand il en existera, et dans le cas contraire elle les fera traduire avec le plus grand soin. Elle publiera quelquefois ces ouvrages avec le texte en regard, surtout lorsqu'il s'agira de mémoires écrits en flamand; enfin, elle fera de son mieux pour que la *Collection de Mémoires sur l'histoire de Belgique* puisse prendre place dans les bibliothèques, à côté des grandes publications du même genre qui ont été faites chez les peuples voisins.

Si les documents sur le grand drame du XVI^e siècle doivent occuper le premier rang dans le recueil historique qu'elle compte publier, le règne d'Albert et d'Isabelle, la fin de la domination espagnole, les invasions françaises, l'établissement des Autrichiens en Belgique, les troubles sous le marquis de Prié, pourront fournir à leur tour des pages intéressantes et curieuses dont la publication ne sera point négligée.

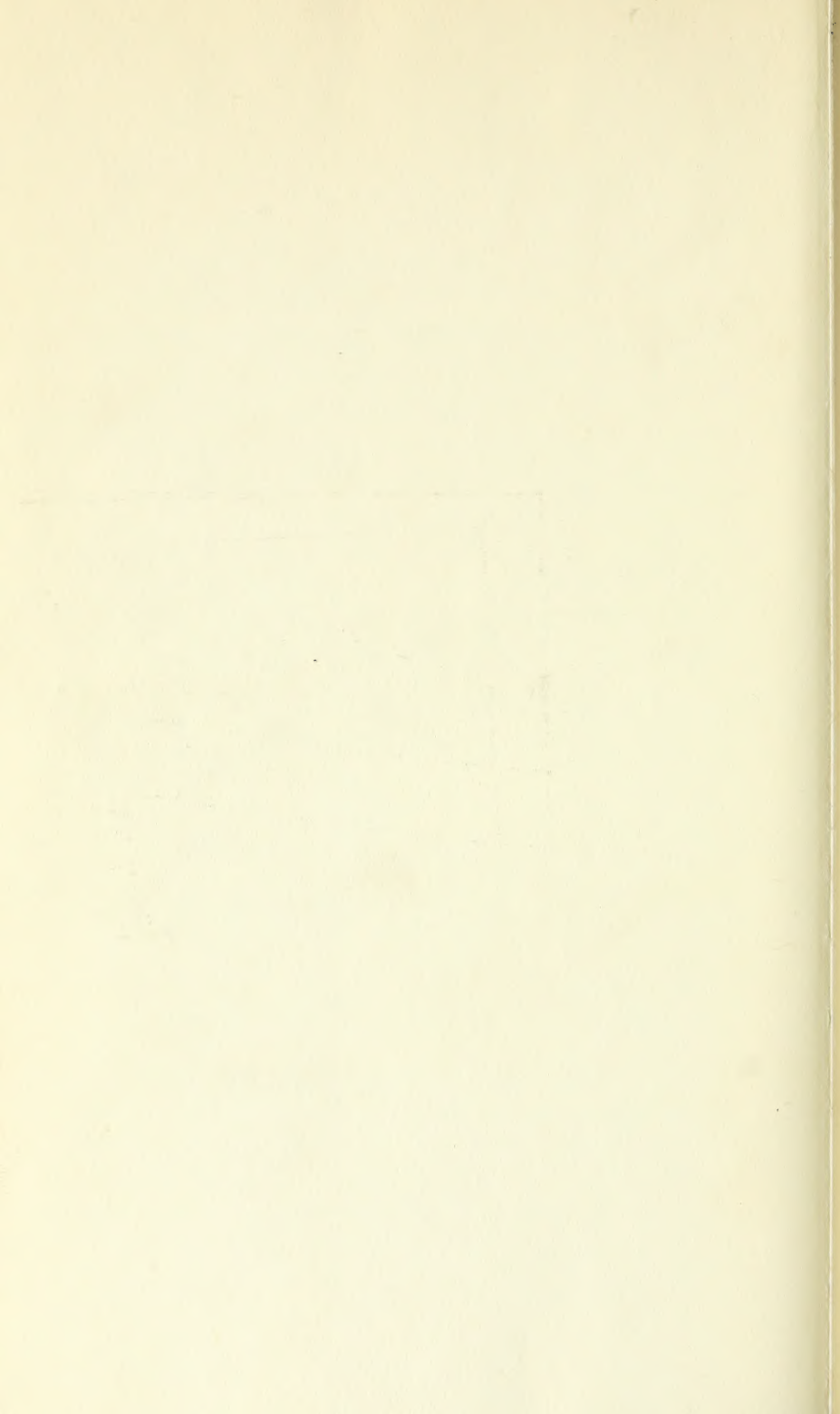
En entreprenant de réunir en un corps d'ouvrage une partie importante des sources de l'histoire belge, les fondateurs de la *Société pour la publication de Mémoires relatifs à l'histoire de Belgique* pensent faire une œuvre éminemment utile et patriotique; ils espèrent donc trouver appui et sympathie chez tous ceux qui pensent, avec raison, que rien n'est plus favorable à la nationalité belge que le récit des luttes animées dont elle a été le sujet dans les temps anciens.

SOUS PRESSE :

1. — LES MÉMOIRES NON ENCORE VEUES DU SIEUR FERRY DE GUYON ESCUYER, *bailli général d'Anchin*, etc., publiés en 1664, par P. DE CAMBRY, son petit-fils. — Avec une notice historique et un commentaire, par M. A. de Robaulx de Soumoy, auditeur militaire, etc. (Ces mémoires s'étendent de 1523 à 1568. Leur auteur a fait presque toutes les guerres du règne de Charles-Quint, il a assisté au sac de Rome, au siège de Naples, à la prise de Tunis, et sa carrière militaire s'est terminée en courant sus aux briseurs d'images de Belgique.)
2. — MÉMOIRE ANONYME. (Attribué au président VIGLIUS.) *La source et le commencement des troubles suscitez ez Pays-Bas, sous le gouvernement de la duchesse de Parme, par ceux qui avoient pris le nom de geux* (sic), 1564 à 1573. — Avec des notes historiques par M. Alph. Wauters, archiviste de la ville de Bruxelles.
3. — RECUEIL PAR FORME DE MÉMOIRE *des actes et choses plus notables quy sont advenues es Pays-Bas, et spécialement en la ville de Tournay, depuis l'an MDLXV*, mises et rédigées par escript, par PASQUIER DELEBARRE. — Avec une notice historique et des notes, par M. Alex. Pinchart, employé aux archives du royaume.
4. — MÉMOIRES DE JACQUES DE WESENBEKE, *conseiller et pensionnaire de la ville d'Ancers*. — (Sous ce titre seront compris : l'ouvrage intitulé : *La Défense de Jacques de Wesenbeke*, et celui qui a pour titre : *La Description de l'Estat, succès et occurence advenues au Pays-Bas du faict de la religion*.) — Avec une notice historique et des notes, par M. C. Rahlenbeck, consul de S. M. le roi de Saxe.
5. — MÉMOIRES DE JEAN DE POTTER. (*Bibliothèque de Bourgogne*.) *Relation de ce qui s'est passé dans les Pays-Bas, et principalement dans la ville de Bruxelles, depuis 1549 jusqu'en 1582*. (Journal en flamand). — Traduit et publié par M. Alph. Wauters, archiviste de la ville de Bruxelles.
6. — A. BRIEFVE MÉMOIRE *de la forme et des ressorts du gouvernement politique des provinces des Pays-Bas sous l'obéissance de Sa Majesté*, par le président Hovynès. — B. CONSIDÉRATIONS SUR LE GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS, achevé le 45 avril 1646, par Lievin-Etienne Van der Noot. — C. MÉMOIRES SUR LE GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS AUTRICHIENS, par le comte de Wynants. — (Ces trois ouvrages inédits seront publiés avec des notes de M. F. Tielemans, conseiller à la cour d'appel, recteur de l'Université de Bruxelles.)
7. — DE LA GUERRE CIVILE AUX PAYS-BAS, JUSQU'À L'ARRESTATION DU COMTE DE MONTIGNY, par Pontus Payen, avocat d'Arras. — Publié par M. Alex. Henne, auteur de l'*Histoire de la ville de Bruxelles* et de l'*Histoire de Charles-Quint*.
8. — RECUEILS D'ARÉTOPHILE, *contenant par quels moyens les gens de guerre espagnols amenez ez Pays-Bas par le duc d'Alve, s'étant mutinez en iceux diverses fois, entrèrent en Anvers le 21 avril 1574, où ils commirent d'innumérables désordres*. (Apologie de Champagny, frère du cardinal de Granvelle.) — Publiés par M. A. de Robaulx de Soumoy, auditeur militaire.

Plusieurs autres publications importantes sont en préparation.





SEP 23 1971

BX Société de l'histoire du
9450 protestantisme français,
S64 Paris
année 5-6 Bulletin

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
